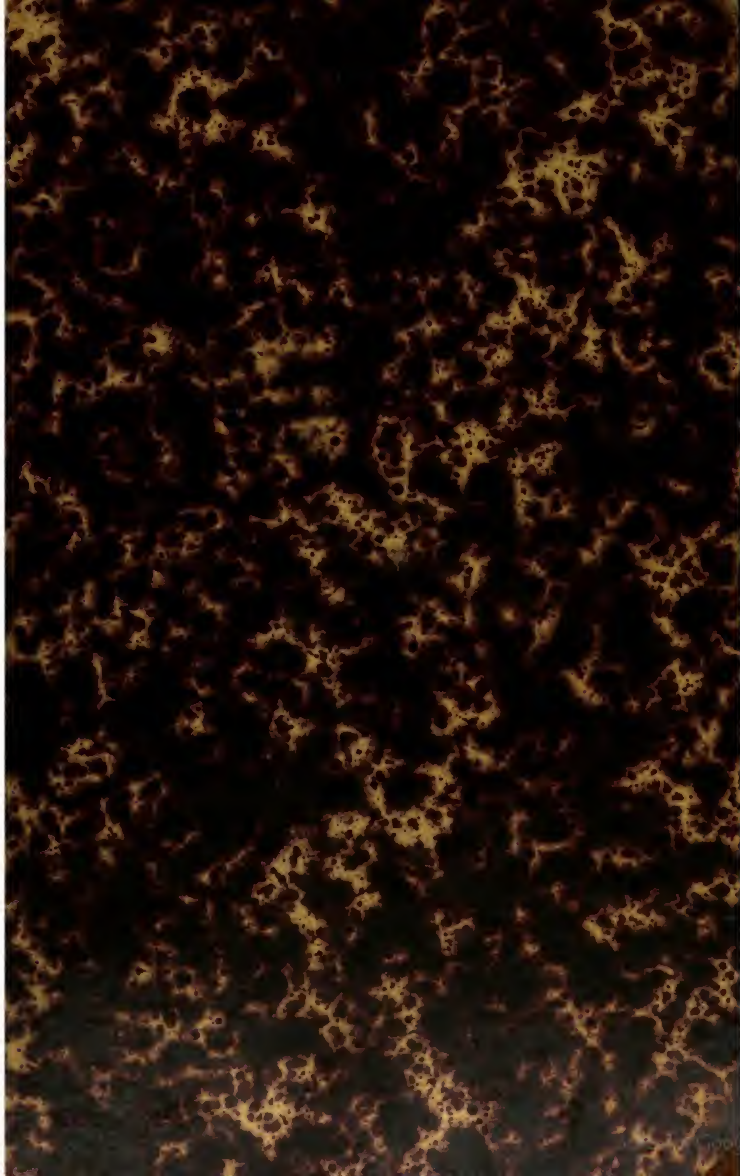


Gallerie 1852-3
Jomini

Digitized by Google

<36633001770014

<36633001770014

Bayer. Staatsbibliothek

Digitized by Google

Digitized by Google

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.



Digitized by Google

IMPRIMERIE DE J.-B. DE WALLENS ET Ce,
Quai aux Pierres-de-Tailles, N° 12.

Digitized by Google

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION,

RÉDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENTS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET PLANS;

Par le lieutenant général Jomini,

AIDE DE CAMP GÉNÉRAL DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE RUSSIE, GRAND'CROIX DE PLUSIEURS ORDRES.

NOUVELLE ÉDITION,

ORNÉE DES PORTRAITS DES HOMMES REMARQUABLES DE L'ÉPOQUE.

TOME TROISIÈME.

CAMPAGNES DE 1796, 1797, 1798 ET 1799.

Bruxelles,

LIBRAIRIE MILITAIRE DE J.-B. PETIT,

RUE MARCQ, N° 1.

1840.

Digitized by Google



Digitized by Google

HISTOIRE
CRITIQUE ET MILITAIRE
DES
GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE XI.

CAMPAGNE DE 1796. — SECONDE PÉRIODE.

Aperçu de la situation générale des affaires. — Projet d'alliance de Catherine avec la Suède. — La Prusse forme une confédération du Nord. — Le Wurtemberg et la Bavière se retirent de la coalition. — L'Espagne s'allie à la France, par le traité offensif et défensif de Saint-Ildephonse. — L'Angleterre, voulant conjurer cet orage, envoie lord Malmesbury à Paris. Dans ces entrefaites, la fortune abandonne les drapeaux républicains, sur les bords du Mein et du Danube. — L'archiduc Charles, profitant de l'isolement des armées de Jourdan et de Moreau, jette le gros de ses troupes sur la première, la bat d'abord à Amberg, puis à Wurtzbourg. Prévenue sur la route directe de cette ville, elle est jetée dans les montagnes de Fulde, lève le siége de Mayence ; et renforcée du corps de Marceau, continue sa retraite sur Neuwied. — L'archiduc se rabat alors contre l'armée de Rhin-et-Moselle qui, après avoir passé le Lech, et s'être avancée jusqu'aux portes de Munich, venait de repousser Latour à Geissenfeld. — Moreau, informé des revers essuyés par l'armée de Sambre-et-Meuse, prend des mesures tardives pour la secourir, et se retire ensuite sur l'Iller. Débordé à gauche par Nauendorf, menacé à droite par Frœlich, serré de près par Latour et Condé, il fait halte à Biberach, tombe sur les derniers pour s'en débarrasser, et les accable avec le gros de ses forces. — A la faveur de cette victoire, le général français continue sa retraite sans rencontrer d'obstacles : il débouche par le val d'Enfer, dans les plaines de Fribourg, mais est arrêté sur l'Elz. — L'archiduc rassemble des forces plus considérables dans la vallée du Rhin, repousse Moreau de Schliengen, et le contraint à repasser ce fleuve sous Huningue.

Sur ces entrefaites, l'armée d'Italie plus heureuse s'est avancée contre la droite de Wurmser, et l'a accablée à Roveredo, à l'instant même où ce général songeait à marcher par sa gauche au secours de Mantoue.—Bonaparte, après avoir refoulé la droite derrière Trente, se dirige par les gorges de la Brenta sur Bassano, où il défait le centre des Autrichiens. — Wurmser marche sur Legnago, se fait jour au combat de Cerea, puis se jette dans Mantoue : il est défait à Saint-Georges, et totalement investi.

Affaires dans l'intérieur de l'Italie. — Venise persiste à refuser l'alliance de la France. — Révolution démocratique à Reggio, Modène, Bologne. — Nouveaux démêlés avec le saint siége. — La flotte de l'amiral Langara sort de Carthagène, pour joindre les Français à Toulon. — Les Anglais, maîtres de Porto-Ferrajo, évacuent la Corse, dont le général Gentili reprend aussitôt possession. — Paix définitive avec Naples. — Mort de l'impératrice Catherine et du roi de Sardaigne.

Le cabinet de Vienne redouble d'efforts pour débloquer Wurmser. — Le général Alvinzy réorganise une armée sur la Piave, et s'avance enfin à son secours. — Bonaparte lui livre, sur la Brenta et à Caldiero, plusieurs combats indécis. — La droite des Autrichiens ayant repoussé Vaubois de Trente et de Calliano, s'avance par la grande route de Vérone. — Bonaparte se replie sur cette ville, où Alvinzy le suit. — Le général français, par une marche hardie, va passer l'Adige à Ronco, pour se jeter sur les derrières de l'ennemi, et l'enfermer dans un défilé. — La gauche d'Alvinzy l'arrête dans les marais d'Arcole, et donne à ce général le temps de se tirer d'embarras. — Après une bataille de trois jours, les Autrichiens se replient sur Vicence. — Bonaparte vole alors contre leur droite, qui avait débouché du Tyrol par Rivoli, et menaçait déjà les plaines de Mantoue : il la force à se retirer jusqu'à Roveredo.

État des affaires sur le Rhin. — L'archiduc Charles y assiége les têtes de pont de Kehl et d'Huningue, que Moreau défend avec opiniâtreté. — Beurnonville, nommé au commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse, reste inactif devant le duc de Wurtemberg, nonobstant la supériorité de ses forces après les renforts tirés de Hollande : Kehl et la tête de pont d'Huningue sont enfin évacués.

Affaires maritimes et des colonies. — Opérations de Sercey et de Richery. — Projets de Truguet et de Hoche. — Négociations avec Malmesbury. — Mission de Clarke à Vienne, pour décider l'Empereur à une paix séparée. — Les Irlandais-Unis se préparent à la révolte ; et le Directoire, décidé à rompre les négociations, charge Hoche de sortir de Brest, avec une expédition nombreuse pour les secourir. — Une tempête horrible dissipe l'escadre française, qui rentre en désordre, sans avoir pu remplir sa mission. L'escadre hollandaise, accourue trop tard au secours du cap de Bonne-Espérance, est prise dans la baie de Saldagna par l'amiral Elphington. — Succès d'Abercromby dans les Indes occidentales. — Toussaint, au contraire, confine les Anglais dans le môle Saint-Nicolas. — Santonax revenu à Saint-Domingue excite le mécontentement des hommes de couleur.

Digitized by Google

L'Autriche refuse de recevoir le général Clarke à Vienne, et le renvoie décliner ses propositions au ministre impérial à Turin. — Nouveaux efforts pour sauver Wurmser et Mantoue. — Alvinzy, joint par de nombreuses levées faites à Vienne, en Hongrie et en Croatie, débouche une seconde fois à son secours: il descend avec la majeure partie de son armée par la vallée de l'Adige; tandis que Provera, à la tête de l'aile gauche, part de Vicence, et cherche à pénétrer dans la place. — Bonaparte, instruit que Joubert a été forcé à la Corona, devine le plan de son adversaire, et s'avance avec les divisions Masséna et Rey, sur Rivoli. — Alvinzy, qui s'est disséminé dans l'espoir d'envelopper Joubert, voit ses colonnes détruites, à mesure qu'elles débouchent : il est culbuté sur Belluno, avec perte de 10,000 hommes. — Provera, sur ces entrefaites, a passé l'Adige à Anguiari, et percé jusqu'auprès de Mantoue : il y est aussitôt enveloppé par Bonaparte, et forcé à mettre bas les armes.

Le général en chef profite de cette double victoire pour diriger la division Victor contre le pape, dont les troupes sont dispersées sur le Senio. — Prise d'Ancône. — Paix de Tolentino. — Wurmser, réduit à l'extrémité, capitule enfin à Mantoue. — Résultats de cette glorieuse campagne.

CHAPITRE LXII.

Aperçu politique. — Traité de Saint-Ildephonse. — L'archiduc Charles quitte le Danube, et marche avec une partie de son armée contre Jourdan. — Combats de Neumarck et d'Amberg.—Bataille de Wurtzbourg. —Retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse.

La première période de la campagne dont nous venons de tracer une esquisse, avait eu d'heureux résultats, et promettait à la France les plus hautes destinées. Les victoires non interrompues des armées du Rhin et d'Italie, en donnant de la considération extérieure au gouvernement français, avaient dessillé les yeux d'une grande partie de l'Europe. Le vœu général était de voir cesser une guerre sanglante, dont le motif n'existait plus.

L'Espagne, entraînée par ces événements, revenait à sa politique naturelle. Découvrant, un peu tard, la prépondérance que son ancienne rivale acquérait dans cette lutte, le cabinet de Madrid crut prudent de se rattacher à la France, dont la paix de Bâle n'avait fait que suspendre les hostilités : il sentit le besoin de rétablir leurs anciennes liaisons, et de remplacer le pacte de famille par un traité que les intérêts des deux nations réclamaient également.

Le Directoire, charmé de ces dispositions, avait envoyé à Madrid le général Pérignon, dans l'espoir que la logique du vainqueur de Figuères relevée par tout ce que son caractère personnel avait d'honorable, obtiendrait plus facilement du gouvernement espagnol, ce que l'intérêt commun conseillait si hautement. Une alliance offensive et défensive fut en effet signée à Saint-Ildephonse, le 19 août. Le but en était louable; mais la conjoncture ne semblait guère plus favorable que celle choisie par l'Espagne en 1761, lorsqu'intervenant dans la querelle de la France et de l'Angleterre, après six ans de revers essuyés par les flottes de Louis XV, elle exposa par cette faute sa propre marine à une défaite inévitable, et succomba dans une lutte où son alliée ne pouvait plus la seconder. D'ailleurs, différentes clauses de ce traité, bien que calquées sur celles du pacte de famille, étaient trop onéreuses à l'Espagne dans la situation où se trouvaient les affaires du continent (1). Des politiques y ont découvert la cause des événements qui, dix ans plus tard, entraînèrent Napoléon dans la funeste guerre avec la Péninsule. Ce traité fut, au surplus, suivi d'un manifeste, qui dépose à la fois contre la logique du prince de la Paix, et contre ses talents diplomatiques.

Tandis qu'au Midi tout prenait ainsi une face nouvelle, le Nord était à la veille d'éprouver de grands changements. Catherine, occupée d'imposer aux Turcs, d'étendre ses possessions sur la mer Caspienne, de consolider ses acquisitions en Pologne et en Courlande, croyait faire assez en excitant la diète germanique à soutenir les derniers efforts de la maison d'Autriche. Désespérant d'engager le Danemark dans une guerre impolitique, elle tournait ses regards du côté de la Suède. Ici, le jeune Gustave IV allait bientôt atteindre sa majorité, et prendre le gouvernail des mains du duc de Sudermanie : mille circonstances portaient à croire qu'à l'aide de Darmfeld, il serait possible de ramener les choses sur le pied où elles se trouvaient avant la révolution de 1772. Rien ne sem-

(1) Pièces justificatives du livre XI, n° 1.

Digitized by Google

blait plus facile que de circonvenir un prince d'un caractère bizarre, voisin de la folie, affectant tous les travers de Charles XII, dont il ne possédait ni les talents, ni les vertus guerrières. Tous les ressorts furent mis en jeu pour l'attacher à la Russie, et on ne vit pas de meilleur moyen que celui d'un mariage avec la grande-duchesse Alexandrine : menaces de guerre, promesses d'alliance, portrait séduisant de cette belle princesse; tout en un mot, fut employé pour arriver au but. Déjà le jeune prince s'était rendu avec pompe à Saint-Pétersbourg; le jour du mariage était fixé; quand une controverse imprévue sur la différence de religion, et une clause relative à la guerre contre la France, excitant ses scrupules et donnant des craintes au duc de Sudermanie, le décidèrent à rompre avec éclat.

On se figure la sensation qu'un tel événement dut faire à la cour de Catherine, où Gustave devint l'objet de tous les sarcasmes : il est même probable qu'on n'en serait pas resté là, et qu'il eût bientôt senti tout le poids du ressentiment de l'impératrice, si la mort ne fût venue à son secours. Un mois s'était à peine écoulé depuis cette scène, que Catherine termina sa carrière, et laissa, par sa mort subite, la Russie dans la douleur et la stupéfaction, l'Europe dans l'anxiété du parti que prendrait son successeur.

Fidèle à son système, la Prusse restait dans les mêmes dispositions de neutralité envers la France; et son pavillon en profitait pour faire un commerce considérable entre les peuples du Nord et les puissances belligérantes. Le cabinet de Berlin venait de se placer, le 24 juin, à la tête d'une confédération qui, dès son origine, menaçait de dissoudre le lien germanique, en tendant à isoler les princes dont elle se composait, et à leur créer un protecteur qui les dispensât de prendre part aux guerres de l'Empire. Si Frédéric-Guillaume s'écartait en cela de l'esprit de l'antique confédération, il faut avouer que son système convenait d'autant mieux à sa politique particulière, qu'il aspirait à prendre rang parmi les puissances du premier ordre. Agissant toujours dans ce but, il lui importait de ne pas attendre la paix générale pour régler avec la France les indemnités auxquelles il aurait droit en échange de la province de Gueldres : aussi, une convention secrète, signée le 5 août à Berlin, stipula ces importantes transactions, le jour même où l'on prenait un nouvel arrangement pour la ligne de neutralité (1).

La Saxe, la Bavière, les ducs de Wurtemberg et de Baden, avaient imité l'exemple du Piémont et de Naples et s'étaient enfin retirés de la coalition.

L'Angleterre parut craindre que l'Autriche, privée de tous ses alliés, ne succombât sous les coups redoublées de trois armées sans cesse victorieuses. Son cabinet, alarmé peut-être de la réunion intime de la Hollande, de l'Espagne et de la France, de l'insurrection de l'Irlande, et de la tendance générale des esprits qui favorisait les entreprises du Directoire, crut devoir gagner du temps en feignant de vouloir se rapprocher de la république. Il demanda des passe-ports pour un négociateur : et peut-être la guerre eût-elle été terminée à cette époque, si le Directoire n'avait commis deux fautes graves, qui changèrent la face des affaires. La première fut d'opérer, en Allemagne, sur deux lignes divergentes; la seconde, d'entreprendre une invasion lointaine, sans se ménager les moyens d'alimenter les armées agissantes, en matériel et en troupes de toutes armes, à mesure qu'elles embrassaient une plus vaste étendue de pays, et qu'elles se rapprochaient du centre de la puissance ennemie.

Des revers sanglants succédèrent donc bientôt à cette marche triomphante de Jourdan et de Mo-

(1) La paix de Bâle n'avait été en quelque sorte qu'une transaction provisoire; la Prusse autorisa seulement l'occupation de ses provinces de la rive gauche du Rhin; mais sans prononcer définitivement sur leur sort.

Les succès des armes républicaines la déterminèrent à céder la province de Gueldres au Directoire, et à consentir à ce que les frontières de la république fussent reculées jusqu'au Rhin. Le cabinet de Berlin recevrait en échange l'évêché de Munster qui serait sécularisé: d'autres princes ecclésiastiques devaient être dépouillés pour indemniser le stathouder, et l'on s'engagea à élever le Landgrave de Hesse à la dignité d'électeur. Qui eût pu croire que, neuf ans plus tard, la constitution germanique, ainsi mutilée par Frédéric-Guillaume et Rewbel, servirait de prétexte à la levée de boucliers des Prussiens en 1806!!

Digitized by Google

reau sur le Danube, et firent évanouir tout espoir de paix.

Mais avant d'entrer dans l'examen des débats diplomatiques, qui eurent une issue si funeste, il convient d'abord de retracer les opérations militaires qui prolongèrent pendant quelques mois la lutte si contraire aux intérêts du continent.

Nous avons dit, dans le chapitre LIX, que l'archiduc, persuadé après l'affaire d'Ettlingen, qu'il n'était pas en mesure d'arrêter la marche de l'armée du Rhin, avait résolu de diriger ses armées concentriquement vers Ratisbonne, afin de les réunir pour se jeter d'abord avec la masse de ses forces sur l'armée de Sambre-et-Meuse, et de revenir ensuite avec plus d'avantage contre celle de Moreau. Ce prince aurait pu sans doute adopter, dans le principe, un plan qui eût sauvé l'Allemagne d'une invasion désastreuse (1) : mais, après le combat de Neresheim, vers la fin de juillet, son projet était le plus opportun.

L'archiduc avait ordonné à Wartensleben de ne point trop s'engager ; et de se retirer, avec ordre et fermeté jusque derrière la Naab, où l'on a vu qu'il prit position le 18 août.

Aussitôt après l'affaire de Neresheim, le prince avait repassé le Danube, et s'était mis en marche avec un corps de 24 bataillons et 50 escadrons, par Ingolstadt sur Neumarck ; laissant le général Latour sur le Lech, devant l'armée du Rhin, avec 37 à 38,000 hommes, y compris le corps de Frœlich, de Condé, et une brigade dans le Tyrol qui couvrait l'extrême gauche.

L'archiduc partit, le 16 août, des environs de Neubourg, avec trois divisions. Il détacha le même jour quelques bataillons de la garnison d'Ingolstadt, au soutien du général Nauendorf, établi à Neumarck avec 5 bataillons et 14 escadrons entre le deux armées impériales.

L'armée française se trouvait, depuis le 20, sur la Naab, entre Naabourg et Schwandorf. Bernadotte avait été dirigé sur Neumarck, dans la vue d'en couvrir le flanc. Si l'on jette un coup d'œil sur la carte, on verra qu'il semblait aventuré. En effet, le flanc de l'armée n'était pas mieux couvert par une division postée à Neumarck, que si elle eût été établi à Castel ; car 50,000 hommes pouvaient marcher entre elle et l'armée, et l'en séparer pour toujours. D'ailleurs, rien n'empêchait l'archiduc de se porter sur le flanc de Bernadotte, par Burg et Nuremberg. S'il fallait couvrir toutes les routes par où l'ennemi peut arriver, on n'aurait jamais de sécurité. On éclaire l'extrémité de sa ligne par des coureurs : mais on ne la couvre qu'avec un détachement qui soit toujours en mesure de prendre part au combat, s'il devient nécessaire. J'ai déjà eu occasion de faire cette observation au sujet des flanqueurs de Moreau, à l'affaire de Neresheim.

Bernadotte, convaincu, le 22 août, qu'il était menacé par des forces supérieures, n'en prit pas moins la résolution de se défendre à Teining, où sa division occupait un fort bon poste. L'archiduc qui avait tout à gagner en l'attaquant avec ses forces réunies, n'avait l'intention de pousser ce jour-là qu'une reconnaissance à la tête de son avant-garde ; mais la facilité avec laquelle on débusqua les premiers postes français du Teiningerberg, faisant croire qu'on n'éprouverait pas grand obstacle au passage de la Laber, le prince résolut de le tenter, et transmit à Hotze l'ordre d'y concourir. Dans ces entrefaites, Bernadotte descendant des hauteurs opposées, chassa les Autrichiens de Teining ; néanmoins, l'archiduc renforcé reprit le village et le défilé, ce qui détermina son adversaire à se replier sur Neumarck. Hotze, informé trop tard de sa destination ne fit qu'escarmoucher avec des coureurs.

Ce combat fortuit n'eut ainsi aucun résultat, tandis que, si l'archiduc avait dirigé franchement ses colonnes sur le point d'attaque, il est probable

(1) Lorsque l'archiduc combattit à Ettlingen, Wartensleben était à Friedberg en avant de Francfort. Il semble que le prince pouvait réunir assez de forces pour combattre Moreau avec succès, et pour assigner à Wartensleben une concentration sur le Necker ou sur Gmund, si cette bataille ne tournait pas à son avantage. Je vais plus loin ; lorsqu'il partit de Walmerode, le 26 juin, ce prince, certain d'arriver le 5 vers Rastadt avec ses renforts, pouvait donner par un courrier, l'ordre à Frœlich de venir le joindre en suivant la vallée de la Nagold ; afin de décider, après la réunion de ses moyens, s'il n'y avait pas possibilité de forcer l'ennemi à repasser le Rhin avant de faire, de concert avec Wartensleben, une retraite concentrique jusqu'en Bohême.

Digitized by Google

qu'il eût détruit la division Bernadotte, et atteint, Neumarck, dès le 22. Ce retard donna à son adversaire le temps d'instruire Jourdan du danger qui le menaçait : celui-ci prit sur-le-champ la résolution de quitter la Naab, et de se rapprocher de Sulzbach.

Cependant les troupes de l'archiduc s'étaient ébranlées, le 21, au point du jour, pour assaillir Neumarck. Le prince Jean de Lichtenstein s'avança d'abord avec ses hussards, et canonna cette ville, pendant que l'infanterie du général Hotze se formait. Aussitôt qu'elle fut en ligne, le prince se prolongea à gauche avec ses escadrons, dans la vue de tourner le flanc droit des Français. Ce mouvement exécuté, Hotze disposa ses troupes en colonne, emporta Neumarck, franchit le marais situé en arrière, et se déploya assez inutilement, au pied des hauteurs : le général Nauendorf vint se placer à sa droite. Leurs troupes étaient sur deux lignes, la première marcha en bataille contre la position, qu'elle occupa, après avoir perdu un temps précieux dont Bernadotte profita pour opérer sa retraite, ce qui lui eût été impossible si les Autrichiens l'eussent attaqué plus vivement, en mettant à profit la supériorité du nombre.

Hotze suivit Bernadotte sur Altdorf; le prince de Lichtenstein fut détaché sur Nuremberg, avec ordre de s'emparer de cette ville et de la route de Wurtzbourg. Nauendorf conduisit 8 bataillons et 20 escadrons à Castel, dans la direction d'Amberg : l'archiduc resta, avec son corps de bataille à Neumarck, tandis qu'il aurait dû forcer de marche sur Pfaffenhofen. Ce prince informa néanmoins Wartensleben de ses derniers avantages, lui recommandant d'être attentif aux mouvements de Jourdan, et de passer la Naab au moindre indice d'une marche rétrograde de sa part : il lui prescrivit d'attaquer, dans tous les cas, l'armée française, le 24 au matin, si elle demeurait dans sa position; lui donnant l'assurance que l'armée impériale déboucherait ce jour-là de Castel, sur le flanc droit de l'ennemi.

Le général Jourdan n'attendit point cette attaque : lorsqu'il apprit, le 22, que des forces supérieures menaçaient Bernadotte, il donna ordre à la cavalerie du général Bonnaud de marcher le lendemain à son soutien, par Bielenhofen. Ce mouvement éprouva les plus grands obstacles; les chemins étaient horribles, et les troupes légères autrichiennes battaient déjà le pays. Jourdan informé ensuite de la retraite de Bernadotte sur Lauf, jugea que la division Bonnaud allait être compromise, et essaya de lui faire passer l'ordre de se replier; mais les détachements qu'on lui envoya furent enlevés, et l'on eût les plus grandes inquiétudes sur son sort.

Jourdan, désespérant de tenir contre des forces si considérables, résolut d'effectuer sa retraite. L'armée partit à onze heures du soir des bords de la Naab, précédée de ses parcs, et alla prendre position, le 24 août, au matin; l'aile droite, composée des divisions Grenier et Championnet, en arrière d'Amberg, sur la rive droite de la Vils. Collaud s'établit à gauche de cette ville, sur la rive opposée; la brigade Ney, placée en arrière-garde dans la plaine, couvrait cette position. La division Lefebvre se retira de Naaburg sur Sulzbach.

Au jour, on apprit que la cavalerie de Bonnaud débouchait par la droite, sur la route de Castel, repliant devant elle tous les partisans ennemis qui interceptaient les communications; les rapports ajoutaient qu'elle se trouvait suivie de près, par une forte colonne d'infanterie et de cavalerie. C'était celle de Nauendorf, soutenue de la majeure partie des forces de l'archiduc Charles, qui, parties de Neumarck avant le jour, avaient déjà franchi les défilés de Castel. On vit aussi arriver les colonnes du corps de Wartensleben par la route de Schwarzenfeld, et le combat ne tarda pas à s'engager.

Pour les Français, c'était une espèce de surprise; du côté des Autrichiens il n'y avait rien d'étonnant dans cette rencontre. En effet, prompt à répondre aux vues de l'archiduc, Wartensleben avait fait ses dispositions, la veille, pour l'attaque de la position de la Naab; et la trouvant évacuée au point du jour, il se mit à la poursuite des Français dans l'ordre qu'il avait prescrit pour les assaillir. La droite, aux ordres de Kray, forte de 10 bataillons et 24 escadrons, marcha de Schwarzenfeld par Etsdorf et Aschach contre les hauteurs de la Sainte-Trinité, à gauche d'Amberg. Le centre de 14 bataillons et 32 escadrons, commandé par War-

Digitized by Google

tensleben lui-même, se porta sur la route de Schwarzenfeld à Amberg. La gauche, aux ordres du général Staader, composée de 9 bataillons et 21 escadrons, dut marcher de Schwandorf dans la direction de Lengfeld, pour y passer la Vils, et se joindre à l'armée de l'archiduc. (*Voyez* le tableau ci-contre.)

La colonne du centre seule rencontra l'avant-garde de Championnet au passage du moulin d'Hasemuhl, près de Kofering, et l'en déposta. Elle se lia alors avec celle de l'archiduc, qui, de son côté, après avoir débouché des défilés de Castel, venait de repousser la division Bonnaud d'Ursenulm sur la route de Neumarck à Amberg, et se préparait à franchir la forêt. Pendant ce temps une partie de l'armée de Jourdan défilait par Amberg, pour se concentrer sur les hauteurs en arrière.

De son côté le général Kray, commandant la droite des Autrichiens, était parvenu à s'emparer des hauteurs de la Sainte-Trinité, que la gauche de Collaud n'avait pas sérieusement défendues, de peur de se compromettre. L'artillerie autrichienne battait de ces hauteurs l'infanterie française, qui alla se former de nouveau sur les plateaux en arrière d'Amberg. La division Collaud exécuta la dernière ce mouvement rétrograde; et son arrière-garde, conduite par le général Ney, soutint le combat avec fermeté.

L'archiduc fit suivre les républicains par une partie de la colonne du centre, aux ordres du général Werneck, qui traversa Amberg, et se déploya au pied des hauteurs; le corps de Nauendorf vint se former à sa gauche, et tous deux attaquèrent alors la position, sous la protection d'un violent feu d'artillerie. Le jour commençait à baisser : Jourdan jugea qu'il était temps de songer à la retraite, et il en donna l'ordre. La division Grenier vint s'établir à Pachtesfeld pour couvrir la droite; Championnet campa sur les plateaux à droite de Sulzbach; Collaud dut rester en avant de cette ville.

La cavalerie autrichienne pressa l'arrière-garde de Ney, et celui-ci qui ne cherchait que des occasions de combattre, tint ferme à Wieselhof, dans l'espoir que sa bonne contenance suffirait pour arrêter la poursuite. Il ne tarda pas à être atteint et assailli par de nombreux escadrons. La 23e de ligne fut disposée en carré, et on forma un échelon en arrière, avec la 20e légère. Plusieurs charges de cavalerie autrichienne échouèrent contre ce carré de la 23e, que le général Werneck, à la tête d'un régiment de cuirassiers, parvint enfin à rompre. Ce brave corps perdit dans cette action, son colonel Deshayes, et près de 1,000 hommes hors de combat.

L'arrière-garde de la division Championnet, commandée par le général Klein, également atteinte par la cavalerie ennemie et sur le point d'être enveloppée, se vit forcée à faire un long détour vers la gauche, pour venir passer la Pegnitz près d'Hersbruck. Cette journée, honorable pour les deux partis, coûta plus de 2,000 hommes aux Français; l'armée autrichienne bivouaqua sur le champ de bataille.

L'archiduc n'avait pas renoncé au projet de gagner le flanc droit de Jourdan, en vue d'empêcher sa jonction avec le corps de siége de Mayence, et de rejeter son armée dans les défilés du Vogelgebirgs. Il prescrivit donc dans le cours de la journée au général Hotze de s'avancer d'Altorf sur Lauf, de pousser avec vigueur Bernadotte, et de lancer des détachements dans la direction d'Hersbruck. Starray, qu'on avait laissé sans motif à Neumarck avec 10 bataillons et 12 escadrons, dut échelonner le corps de Hotze. Le prince de Lichtenstein après s'être emparé de Nuremberg, était allé camper à Mogelsdorf, où il fut vainement attaqué par un détachement de Bernadotte.

Quoique les Autrichiens ne tirassent pas tout le parti possible de leur victoire, de la supériorité du nombre et de l'avantage de leur position, néanmoins la situation de Jourdan devenait de plus en plus critique. Bernadotte ayant quitté Lauf pour se retirer à Forcheim, la grande communication de l'armée sur Nuremberg fut interceptée par le corps de Hotze; à la vérité, il restait bien un chemin de traverse qu'on assurait praticable à l'artillerie, c'était celui de Velden par Hildpoldstein, qui va directement à Forcheim. Jourdan, avant d'y engager l'armée, chargea son chef d'état-major de le reconnaître. Celui-ci ayant confirmé les rapports des gens du pays, il n'hésita plus à le prendre; néanmoins de peur d'embarrasser sa marche, il ordonna à l'aile gauche, commandée par Kléber,

Digitized by Google

24 aout 1796.

sur la Schwarzach.

Général KRAY.

	Bat.
Spiegelberg.	1
	1
	1
	1
	2
	1
Prince d'Orange.	2
	1
Elsnitz.	»
	»
	»
	»
	»
Total.	10

Total général, 62 bataillons, 141 escadrons.

Digitized by Google

Digitized by Google

de se diriger avec les équipages par Vilseck sur Engenthal pour y passer la Pegnitz, tandis que le gros de l'armée et les parcs d'artillerie se porteraient par Vorra sur Velden. Cette retraite pouvait devenir fatale; mais elle n'eut aucune suite fâcheuse, grâce à la lenteur des Autrichiens et aux dispositions qui furent prises.

Le chemin direct d'Oberachtel sur Velden, malgré les assurances du général Ernouf, présenta de si grands obstacles, qu'il fallut faire un long détour pour venir par Vorra, en remontant la vallée de la Pegnitz. Pour comble de malheur, la majeure partie des équipages prit cette direction, contre l'ordre qui leur enjoignait de marcher avec Kléber. La confusion devint horrible, quand la tête des parcs, tirée de ce premier embarras, éprouva des difficultés à sortir de Velden : tous les habitants de ce bourg furent forcés de frayer le chemin. Jourdan ordonna le sacrifice de nombre de voitures du pays, chargées de subsistances ou de butin, et qui formèrent ainsi une bonne barricade : Collaud et Championnet bivouaquèrent à Oberachtel; Kléber reçut l'ordre de s'arrêter à Vilseck afin de soutenir la droite si elle était assaillie dans ce coupe-gorge; tandis que Bonnaud, avec la réserve de cavalerie secondée de troupes légères, s'avancerait sur Vorra pour chasser les coureurs autrichiens, qui ne se présentèrent heureusement qu'en petit nombre.

Le lendemain 26, la droite atteignit Hildpoldstein et Bezenstein : la gauche éprouva à son tour un grand embarras; l'ennemi s'étant jeté dans l'intervalle qui la séparait du gros de l'armée, Jourdan se trouva dans l'impossibilité de lui faire passer des ordres pour continuer son mouvement : heureusement Kléber n'était pas homme à prendre le change sur sa situation; il se tira d'affaire en renonçant à suivre la route d'Engenthal, et en marchant sur Pegnitz; il partit même de ce dernier endroit après une halte de quelques heures, pour Bezenstein, où il arriva à l'entrée de la nuit du 26 au 27 ; l'aile droite prit alors sur-le-champ la route d'Ebermanstadt.

Le 25 août, l'archiduc fit suivre l'armée française sur Velden et Hersbruck, par deux petites avant-gardes, aux ordres de Kray ; il porta en outre, à sa gauche, un renfort au général Starray, lequel commanda alors 24 bataillons et 64 escadrons, y compris les divisions de Hotze et de Lichtenstein. Cette dernière s'était portée à Neu-Erlang, Hotze à Neuhof, Starray à Lauf. Le corps de bataille marcha à Sulzbach, à l'exception de 8 bataillons et 20 escadrons, détachés sous les ordres du général Nauendorf (1), pour renforcer l'armée de Latour qui avait été repoussée du Lech sur l'Iser.

On voit ainsi que l'armée française ne fut inquiétée que par une petite division, et que les gros de l'armée impériale resta dans l'inaction à Sulzbach.

Nous ne suivrons pas les détails des mouvements des deux armées jusqu'à leur rencontre à Wurtzbourg, ils ont été indiqués dans tous les ouvrages qui traitent spécialement de cette campagne, et ne seraient ici que d'un faible intérêt.

Les lecteurs qui prendront la peine d'examiner ces divers mouvements sur la carte, se convaincront que l'archiduc avait manœuvré convenablement, pour prévenir l'armée française sur la route de Wurtzbourg, et porter, dès le principe, le corps de Starray sur son flanc. Peut-être sa grande supériorité numérique lui eût-elle donné les moyens de chercher des résultats plus décisifs. Les succès d'Amberg auraient eu des suites bien plus importantes, si l'on se fût mis en état de profiter de la situation critique où Jourdan se trouva à Velden, au lieu de laisser le gros de l'armée en position sur le champ de bataille, et de se borner à faire suivre l'ennemi par de faibles avant-gardes. Il était inutile d'arriver à Wurtzbourg avant l'armée française ; l'objet essentile était de la prévenir à Bamberg avec des forces considérables, autrement rien ne l'empêchait de continuer sa retraite sur la Lahn à travers la province de Fulde.

Jourdan arrivé à Hildpoldstein, le 26, et marchant le lendemain sur Ebermanstadt, aurait

(1) Un mémoire qui m'a été communiqué par l'archiduc, affirme ce départ du corps de Nauendorf. Une brochure imprimée à Vienne sur des matériaux officiels, porte, au contraire, que Nauendorf suivit Kléber sur Vilseck; il serait possible, en effet, que ce général ne fût parti que le 26 ou le 27. Au reste, pourquoi ce détachement; serait-ce pour empêcher Moreau de s'enfoncer en Bavière ?

Digitized by Google

éprouvé un cruel embarras, s'il eût trouvé Bamberg occupé par 20,000 Autrichiens; chose fort possible, car la tête de leur colonne se trouvait déjà à Nuremberg le 24. Mais, puisque dans cette première occasion on l'avait débordé de trop loin, sans l'inquiéter assez fortement en queue, Hotze était encore à même de gagner Schweinfurt avant lui, puisqu'il l'avait déjà prévenu sur la grande route de Wurtzbourg.

Le prince de Lichtenstein avait jeté, le 28 août, un parti sur Bamberg qui eût enlevé le quartier général de l'armée française, si l'un des aides de camp de Bernadotte n'était arrivé fort à propos avec un escadron pour délivrer le général Ernouf et les équipages.

Cet événement augmenta les inquiétudes de Jourdan; convaincu qu'il n'avait pas seulement affaire à des partisans, il résolut, le 28, de porter une partie de ses forces sur la rive gauche de la Regnitz par Seussling et Hirschaid sur la Reich-Eberach, vers Pommersfeld; afin de combattre avec son aile droite le corps autrichien qui était entre Burg-Eberach et Hochstadt; tandis que Kléber, avec deux autres, contiendrait l'archiduc sur la rive gauche de la Regnitz vers Forcheim. Cette manœuvre, assez bien combinée, aurait pu forcer Starray à la retraite, mais non l'empêcher de la diriger sur Langenfeld et Wurtzbourg, où il serait encore arrivé avant l'armée française (1), et eût attendu une nouvelle coopération de l'archiduc pour une attaque générale. D'ailleurs, ce projet avait l'inconvénient de laisser Kléber exposé aux coups de l'armée impériale ; car si le prince avait fait le moindre mouvement offensif, ce général se serait trouvé engagé dans une lutte dangereuse. Jourdan eût mieux fait, à ce qu'il paraît, de viser à atteindre Schweinfurt avant les Autrichiens, et de n'engager d'action qu'avec toutes ses forces, après s'être assuré d'une retraite sur Hamelbourg.

Au reste, l'opération projetée n'eût point de suite, à cause de l'éloignement des troupes de Kléber, retardées par leur détour sur Pegnitz, et surtout faute de ponts solides sur la Regnitz. Bernadotte n'ayant pu franchir celui de Seussling, vint passer cette rivière à Bamberg pour se porter de front à Burg-Eberach. Il y rencontra, le 29 août, le corps de Hotze qu'il repoussa d'abord de ses premières positions : ce général ayant attiré à lui le prince de Lichtenstein qui était déjà vers Eltmann, où il avait passé le Mein et enlevé un convoi, rendit inutiles tous les efforts de Bernadotte, qui se retira après un combat très-vif, dans les bois de Durkig (2).

Le général en chef assure qu'il avait l'intention de renouveler l'attaque, le 30 au matin, avec les divisions Bernadotte et Championnet, mais qu'il y renonça après avoir reconnu, au point du jour, que la majeure partie de l'armée ennemie était présente. On voit qu'il se trompa dans cette reconnaissance, car il n'y avait sur ce point que les corps de Hotze et de Lichtenstein : Starray, campé à Hochstadt, ne se réunit à eux que dans la matinée. Au reste, cette tentative n'eût amené aucun résultat favorable, et Jourdan gagna beaucoup plus en se dirigeant sur Schweinfurt par la rive droite du Mein, puisqu'il ne fut pas inquiété.

L'armée autrichienne, par trop de circonspection, faisait un pont d'or à l'ennemi, dont elle pouvait achever la défaite. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur la position du 29 août. Grenier s'en allait sur Eltmann et Schweinfurt avec les parcs; Bernadotte était repoussé à Eberach; Championnet marchait de Reuth par Bamberg sur Aurach ; la cavalerie se dirigeait vers Seussling sur la chaussée de Forcheim; tandis que Kléber, avec la gauche, cheminait d'Ebermanstadt à Strullendorf. Toutes les troupes ainsi disséminées eussent été accablées, si l'archiduc avait marché vivement contre elles. En effet, dès le 28, rien ne s'opposait à ce qu'il réunît une trentaine de 1,000 hommes à Eberach, et autant à Bamberg, et certes

(1) Nous avons dit plus haut que c'était à Bamberg, et non à Wurtzbourg, qu'était le point décisif. Mais, puisqu'on avait négligé le premier, et laissé aux Français la liberté d'y arriver, l'autre joignait alors à son importance stratégique, tous les avantages d'un bon poste militaire.

(2) Les résultats de ce combat, quoique perdu, furent très-avantageux aux Français, puisqu'il détermina Hotze à retirer le prince de Lichtenstein d'Eltmann. Ce corps aurait fait un grand mal dans la marche de Jourdan, de Bamberg sur Schweinfurt. Ce fut une faute; il aurait mieux valu que Hotze fût joint par Starray.

Digitized by Google

un pont que sa division devait franchir encore dans la nuit du 2 au 3, pour aller soutenir Starray. Ce dernier, informé de l'approche de l'armée française, s'était avancé sur Rottendorf afin de se lier avec Hotze. Le 3, au matin, l'archiduc se rendit de sa personne au pont de Schwarzach, lequel, à son grand étonnement, n'était pas encore achevé. Il y accéléra le passage des troupes du général Kray.

Jourdan ignorant que son adversaire eût franchi le Mein avec la majeure partie de son armée, et croyant n'avoir affaire qu'à l'avant garde qu'il avait combattue à Burg-Eberach, fit ses dispositions en conséquence : la division de cavalerie dut soutenir les troupes de la droite qui escarmouchèrent avec les escadrons du prince de Lichtenstein en avant du bois : Championnet reçut l'ordre de s'emparer du bois d'Estenfeld qui couvrait l'aile droite de Starray : enfin, il fut prescrit au général Grenier de s'avancer sur Selingstadt pour chercher à couper l'ennemi de son point de communication avec le Mein. On ne tarda pas à s'apercevoir que ces dispositions, bonnes tout au plus si l'on n'avait eu affaire qu'à l'avant-garde autrichienne, devenaient très-dangereuses devant une armée supérieure en nombre.

Un brouillard épais avait empêché les deux partis de distinguer leurs mouvements. Jusqu'alors l'archiduc ne savait pas plus que son adversaire s'il était en présence d'une arrière-garde ou de toute l'armée. Ce ne fut que vers onze heures que ce brouillard se dissipant, on aperçut Jourdan manœuvrer avec le gros de ses forces, contre les flancs de Starray, qui disputait le terrain pied à pied. Le prince ordonna aussitôt au général Kray, formé en colonne dans le vallon en face de Dettelbach, de longer le Mein à la faveur des hauteurs, et de déboucher vivement sur Neusetz contre le flanc gauche des Français; tandis que l'intrépide Wartensleben se jetait dans le Mein à la tête de ses escadrons, et suivi des grenadiers qui défilaient sur le pont, se déployait dans le vallon près d'Euerfeld, derrière le prince de Lichtenstein. Celui-ci se prolongea alors vers la droite pour gagner le flanc gauche des républicains.

Au même moment, le général Grenier marchait sur Selinsgtadt. Dès qu'il aperçut la cavalerie impériale se développer dans la plaine, il prit la résolution de ne faire partir que son infanterie légère, soutenu d'une demi-brigade de ligne et d'un régiment de dragons ; mais Championnet ayant appuyé à droite sur ces entrefaites, et se trouvant déjà aux prises, ces troupes se trouvèrent de suite en première ligne, et bientôt obligées de combattre contre des forces supérieures. L'avant-garde, commandée par Ney, qui était encore en avant d'Oberbleichsfeld, fut serrée de très-près et sur le point d'être enveloppée plusieurs fois par la cavalerie de Kray qui avançait sur deux lignes : Grenier porta aussitôt quelques bataillons et un régiment de dragons sur une hauteur à droite de ce village, pour donner aux troupes de Ney la facilité de se retirer. Ce fut dans cette position, qu'après avoir opéré leur réunion, elles combattirent avec la dernière opiniâtreté.

Instruit de ce qui se passait sur ce point, le général en chef s'y porta de sa personne : il vit alors que le prince Charles, ayant passé le Mein, inondait la plaine de sa nombreuse cavalerie, qui déjà débordait entièrement l'aile gauche.

En effet, Wartensleben, arrivé à Erfeldorf avec les réserves de cette arme, les fit déployer; les 14 escadrons de troupes légères de Lichtenstein se formèrent à sa droite; on n'attendait plus que les grenadiers du général Werneck pour donner le signal de l'attaque.

Jourdan ordonna alors à Bonnand de se porter avec la réserve de cavalerie en avant d'Oberbleichsfeld, où le général Klein avait déjà conduit les deux régiments de dragons de la division Championnet. Bonnand prit le commandement de toutes les troupes à cheval réunies sur ce point ; mais lorsqu'il déboucha dans la plaine par l'intervalle resserré qui existe entre deux petits bois, la cavalerie légère française était déjà vivement repoussée sur la gauche par les Autrichiens : à l'instant même sa tête de colonne fut menacée par une masse de grosse cavalerie qui s'avançait fièrement en colonne par escadrons. La position de ce brave général était critique; il fallait ou fuir ou prendre avec audace l'initiative; il se décida à ce dernier parti : la charge sonne; les deux troupes se choquent avec fureur; la droite des Français commençait à plier, lorsque la gauche, par un mouvement

Digitized by Google

rapide, tombe sur le flanc de l'ennemi, et le ramène battant durant quelques minutes.

Cependant la réserve de cavalerie autrichienne, composée des brigades Rosemberg, et Anhalt-Kœthem, soutenue par celle de Haddick du corps de Kray, s'avança au grand trot, et fondit bientôt sur les escadrons de Bonnaud, qui, encore en désordre par suite de la première charge, n'étaient pas en mesure de prévenir ce nouveau choc. L'issue d'un engagement aussi inégal ne resta pas longtemps douteuse; et, malgré tous les efforts de son général, la cavalerie française fut culbutée, et forcée à se rejeter derrière l'infanterie, dont la bonne contenance favorisa son ralliement. Le mal devait être d'autant plus grand, que l'armée républicaine se trouvait sur une seule ligne, et sans la moindre réserve. On s'aperçut trop tard que la division Lefebvre eût été plus utile ici qu'à Schweinfurt.

Les grenadiers de Werneck, à peine arrivés, furent déployés, et dirigés à gauche contre le bois d'Estenfeld, qu'il fallait enlever pour joindre Starray; cette opération éprouva d'autant moins d'obstacles, que la retraite des Français était déjà résolue. Au même instant, le corps de Starray, secondé par ces attaques, reprit son mouvement offensif en faisant effort par sa droite; de sorte que le centre des Français, menacé par des forces supérieures, repassa avec précipitation le ruisseau de Kornach. Jourdan voulut reformer son armée sur la droite de ce ravin, mais Werneck et Starray l'en empêchèrent en passant le défilé sur quatre colonnes, entre Kornach et Lengfeld.

De son côté, Kray avançait par Heiligenthal et Dippach contre la division Grenier, laquelle, trop faible, disséminée et débordée par son extrême gauche, s'estima heureuse de trouver un refuge dans le bois de Gramschatz, partie vers Grumbach, partie à Sulzwiesen. Quelques compagnies d'arrière-garde, atteintes près d'Opferbaum, se formèrent vainement en carré : elles furent sabrées ou prises après une résistance qui suspendit heureusement la marche de l'ennemi.

Alors le général Jourdan se porta en toute hâte sur les hauteurs en arrière de la route de Schweinfurt. La division Bernadotte, commandée par le général Simon, en allant se former sur le Geisberg, se vit atteinte par le corps de Hotze, qui entama son arrière-garde. La gauche s'appuya à un bois près du village de Mulhausen qu'occupa une brigade d'infanterie; la droite s'étendit dans la direction de Werschbach.

Le corps de Starray avait achevé de déboucher du ravin, et s'était déployé à côté de l'archiduc. L'armée autrichienne, non contente de perdre un temps précieux à se former sur deux lignes, s'avança à pas comptés en bataille contre les positions des Français; elle commit aussi la faute de refuser sa gauche, ce qui fit rabattre sa droite, commandée par Kray, sur la partie méridionale du bois de Gramschatz, vers Grumbach; tandis qu'on eût obtenu la victoire la plus complète, en portant rapidement 10,000 chevaux sur Sulzwiesen et Binsbach. Par cette manœuvre, la moitié de l'armée française eût été obligée de se faire jour pour gagner Arnstein. (*Pl.* XVI.)

Jourdan ne se dissimulant plus la position critique de l'armée, ne la laissa pas longtemps derrière Mulhausen, et profita du temps que lui donna l'incertitude et la lenteur de la marche des Autrichiens, pour continuer sa retraite par le bois de Gramschatz vers Arnstein. Ce mouvement se fit plus heureusement qu'on ne l'espérait; les derniers bataillons de la droite qui défilaient de Gundersleben, essuyèrent seuls quelque perte : elle aurait été sans doute plus grande, si les bois n'avaient favorisé leur mouvement rétrograde, et si les Impériaux eussent employé à temps leur supériorité en cavalerie, pour les recevoir au sortir de la forêt.

Telle fut l'issue de l'affaire de Wurtzbourg qui décida la retraite des armées d'Allemagne. On ne saurait blâmer les manœuvres de l'archiduc, puisqu'il ne s'attendait pas à trouver Jourdan dans cette position. On voit, par le récit des événements, que l'inaction dans laquelle les Autrichiens restèrent, le 2 septembre, sauva l'armée française prévenue sur ses communications par des forces supérieures et victorieuses. L'archiduc devait penser que Jourdan chercherait à gagner de Schweinfurt la route de Wurtzbourg, de Gmunden ou de Hamelbourg; or, dans tous les cas, il lui convenait de passer le Mein près de Fahrt ou de Schwarzarch, pour être en mesure d'agir vigou-

Digitized by Google

reusement et de concert avec Starray. Dans le cours de la journée, les Impériaux firent de grands efforts à leur droite, ce qui serait devenu décisif si Kray avait été renforcé du corps de Staader, laissé inutilement à Geroldshofen, et que tous les deux se fussent jetés sur Dippach et Bergtheim, tandis que l'archiduc eût attaqué les villages de Bleichsfeld. Il est facile de juger quel aurait été le sort de l'armée française, lorsqu'assaillie de toutes parts, elle eût été coupée de Wurtzbourg, Gmunden et Hamelbourg, et privée de la division Lefebvre. Il faut convenir néanmoins que les dispositions de l'archiduc, à l'instant où il vit qu'il avait un engagement général, furent très-bonnes; et si l'exécution en avait été conduite avec plus de vigueur, et appuyée à droite par le corps de bataille d'infanterie, l'armée française eût couru le risque d'être rejetée avec des pertes considérables sur la mauvaise route de Gmunden.

Enfin Jourdan étant parvenu à gagner Arnstein, n'eut plus d'autre parti à prendre que de renoncer à sa retraite sur Francfort pour atteindre la Lahn par les montagnes de Fulde, dont les chemins sont aussi mauvais que le pays est difficile. L'armée française arriva le 6 à Schluchtern, et continua sa marche, le 7, sur Steinstadt, dans un grand délabrement : de son côté, Marceau leva le blocus de Mayence, et vint deux jours après la joindre derrière la Lahn.

L'armée autrichienne avait pris position le 4 à Zell, elle manœuvra ensuite dans l'intention de gagner Hanau avant les Français, et de les séparer du corps de Mayence; mais sa marche fut trop lente pour atteindre ce but. D'ailleurs, on est généralement d'accord que son plus grand intérêt eût été de laisser à quelques corps légers le soin de poursuivre Jourdan, qui ne devait trouver un refuge assuré que derrière la Lahn; tandis que l'archiduc se serait vivement rabattu sur Ulm ou Stuttgard, avec la presque totalité de ses forces, pour couper, de concert avec l'armée de Latour, la retraite à Moreau. Ne prenant pas cette résolution vigoureuse, et la retraite des Français étant décidée sur Hamelbourg et Brickenau, on pouvait encore les faire suivre par les corps d'Elsnitz, de Lichtenstein et de Staader, en même temps que 40,000 hommes se seraient portés en trois marches, le 6 au soir, à Francfort. Jourdan qui était ce jour-là à Schluchtern, se fût trouvé séparé par une masse supérieure, du corps de Marceau devant Mayence aussi bien que de ses ponts du Rhin. Les Autrichiens consumèrent les moments les plus précieux pour arriver sur la Lahn, car ils employèrent près de onze jours pour se rendre sur ses bords, où ils auraient dû arriver en six, attendu qu'il n'y avait que 44 lieues à parcourir sur une superbe chaussée.

L'archiduc résolut cependant de ne pas laisser l'armée française s'établir solidement dans ses nouvelles positions, d'où elle aurait bientôt pu déboucher une seconde fois sur le Mein. Son projet était de faire mine de passer la Lahn à Wetzlar, comme au commencement de la campagne; mais lorsqu'il serait arrivé à Friedberg, de changer de direction à gauche pour venir à Limbourg forcer le point décisif de la ligne française. Ce plan qui valait sans doute beaucoup mieux que celui du mois de juin, et qui justifie toutes les observations que nous avons faites à ce sujet, fut encore exécuté avec lenteur, car on mit cinq jours pour venir de Kahl, vis-à-vis de Seligenstadt, jusqu'à Munster (22 lieues). Malgré un retard si inexplicable, cette manœuvre força pourtant l'armée française à quitter la Lahn et à repasser le Rhin. On peut juger quelle défaite elle aurait essuyée, si l'archiduc eût débouché, dès le 7 septembre, sur Francfort, et que Marceau eût été rejeté au delà du Rhin. Le corps de Jourdan, alors isolé vers Venings et Nidda, prévenu à Limbourg et sur ses communications, eût été gravement compromis.

Quoiqu'il en soit, l'archiduc était arrivé le 13 à Usingen, et le 14 à Munster. Kray se trouvait depuis plusieurs jours sur la haute Lahn, où il fut renforcé par la réserve pour inquiéter la gauche de Jourdan; Hotze campait à Weilmunster; Neu s'avança à Kirberg, à la tête de la garnison de Mayence.

L'armée française bordait toujours la Lahn depuis Giessen jusqu'au Rhin vers Ehrenbreitstein : Marceau avait la droite au fleuve, son corps de bataille vers Limbourg et Nassau; Bernadotte campait à Runkel, Championnet à Weilbourg, Lefebvre derrière Wetzlar, Grenier à Giessen.

L'archiduc qui aurait pu rassembler presque

Digitized by Google

toutes ses forces à Limbourg, en avait detaché une trop forte partie sur la direction de Wetzlar : Kray attaqua, le 16, la gauche de Jourdan à Giessen; l'affaire fut beaucoup trop engagée pour une démonstration, et si c'était une attaque sérieuse, elle semblait décousue et isolée.

Kray passa la Lahn au gué de Wiesemar, et alla prendre son champ de bataille sur les hauteurs en face de Kleiberg et de Feldsberg, faisant en même temps filer de l'infanterie dans les bois en arrière de Weisemarbach. Ce mouvement fut protégé par une forte canonnade contre la droite de la division Grenier; l'ennemi s'était, en outre, montré dans le vallon en avant de Giessen.

Le général Jourdan, instruit de ce qui se passait se porta sur les lieux, ordonna sur-le-champ à la grosse cavalerie de marcher au secours de la division Grenier; et à Lefebvre de lui détacher quelques bataillons avec le régiment des cuirassiers, et une demi-batterie d'artillerie légère. La canonnade et la fusillade furent des plus vives. Les Autrichiens, supérieurs en nombre, envoyaient à chaque instant des troupes fraiches, auxquelles on opposait les renforts au fur et à mesure qu'ils arrivaient. Le combat semblait encore indécis à la chute du jour, lorsqu'enfin le général Grenier forma plusieurs demi-brigades en colonne, leur fit longer le bois, auquel s'appuyait le flanc droit de l'ennemi, et chercha à le déborder. Cette manœuvre, exécutée avec vigueur et intelligence, força les Autrichiens à repasser entièrement la Lahn. Pour favoriser sa retraite, Kray fit déboucher de Giessen une forte réserve d'infanterie, attaqua la brigade de droite de la division Grenier, et l'obligea à se replier. La cavalerie française se porta alors en avant pour arrêter les progrès de cette diversion; elle essuya d'abord une fusillade qui lui causa quelque perte; mais le général Bonnaud s'étant mis à la tête de deux escadrons, longea un large ravin qui séparait les deux partis, tomba sur le flanc des tirailleurs, et en sabra un grand nombre. Ce coup de vigueur donna le temps à l'infanterie de se rallier. Le général Leval chargea l'ennemi, de concert avec la brigade Olivier, et leurs efforts simultanés le forcèrent à se retirer dans la ville de Giessen; la nuit mit fin à ce carnage inutile. Bonnaud, mis hors de combat par un coup de feu qui lui cassa la cuisse fut vivement regretté.

Le centre de l'armée française resta dans ses positions; mais la droite fut moins heureuse; car le même jour, l'archiduc Charles fit attaquer les avant-gardes de Marceau vers Minsfelden en avant de Dietz et de Limbourg, les obligea à se replier, et se rendit maître de ces deux villes, d'où il voulait déboucher le lendemain pour une attaque générale. Un événement assez surprenant vint déranger ce projet : le général Castelvert, qui couvrait l'espace depuis Dietz jusqu'au Rhin avec une division de l'armée du Nord, inquiet du résultat de l'attaque de la veille vers Limbourg s'étant retiré sans ordre, détermina la retraite de Marceau sur Molzberg. Celui-ci, dont le flanc droit était en l'air, et qui avait un ennemi bien supérieur sur son front, n'effectua ce mouvement qu'avec peine, harcelé par les avant-gardes autrichiennes.

Jourdan, de son côté, s'apercevant que la position de Marceau était le point de mire de l'ennemi, avait ordonné à Bernadotte de se porter à Limbourg pour le soutenir; mais ce général, loin de trouver la gauche de Marceau, rencontra devant Limbourg les troupes de l'archiduc. La position des Français était critique, leur centre campé à Weilbourg, sans aucune connaissance du mouvement des Autrichiens, courait les plus grands dangers en cas d'attaque. Bernadotte résolut de combattre pour donner le temps à l'armée de filer, et il lutta avec beaucoup de valeur jusqu'à midi; alors seulement il se retira après s'être réuni au général Simon : poursuivi de très-près, il fut encore atteint près de Mehremberg par les avant-gardes ennemies; on se battit jusqu'à huit heures du soir, et la division prit sa position définitive à Waldenbach. Cet événement força la gauche des Français à partir, à l'entrée de la nuit, pour se replier par Herborn sur Hof. Le 18, la division Castelvert prit poste dans la tête de pont de Neuwied (1). Marceau fut attaqué à Molzberg, et quoique dé-

(1) Pendant que l'armée française s'avançait en Franconie, on avait eu soin de faire commencer de suite la construction d'une tête de pont à Neuwied; elle était déjà assez avancée.

Digitized by Google

bordé, il tint avec fermeté vers Freilingen, pour donner le temps à la gauche de l'armée de se mettre en ligne avec le centre qui se trouvait vers Hayn et Schomberg.

L'archiduc s'approcha de Molzberg, et Neu débloqua Ehrenbreitstein.

Le 19, les divisions françaises continuèrent leur marche en échelons, pour se concentrer près d'Altenkirchen. Championnet la protégea, en restant en position jusqu'au milieu du jour à Hachembourg. La cavalerie, qui marchait avec le centre dans la même direction, courut en toute hâte sur Altenkirchen, pour empêcher les Autrichiens de gagner la grande route de Wallerode, et intercepter la retraite de Marceau : celui-ci, laissé en arrière-garde du côté de Molzberg, quitta son bivouac à trois heures du matin, et chemina par la chaussée de Freilingen, sans cesse harcelé par l'ennemi.

En effet, l'armée autrichienne s'était mise aussi en mouvement : Kray, avec l'aile droite, marcha de Wetzlar sur Hachembourg; l'archiduc, avec le gros de ses forces, s'avança sur Freilingen; Hotze, sans l'attendre avait déjà attaqué l'arrière-garde républicaine. On combattit toute la journée avec vivacité. Le général Marceau sut contenir par ses manœuvres un ennemi nombreux et acharné, jusqu'à ce que l'armée eût entièrement passé le défilé, et prisses positions sur la rive droite de la Wiedbach. Alors il se réunit à son corps principal, qui avait sa gauche à la droite de Bernadotte, et se prolongea parallèlement au cours de la rivière : la réserve de cavalerie bivouaqua dans un bois en arrière du centre de sa position. Le général Marceau fut atteint dans cette retraite d'un coup de feu, dont il mourut quelques jours après; on sait que ce brave, chéri des siens, emporta dans la tombe les regrets de l'ennemi même.

Le 20, sa division, commandée par Poncet, passa le Rhin à Bonn; le reste de l'armée franchit la Sieg, et l'archiduc campa à Wallerode. Ce fut alors que le général Beurnonville vint remplacer Jourdan dans le commandement de l'armée de Sambre-et Meuse, qui ne fit plus rien de cette campagne. Ce fut aussi de cette position que l'archiduc partit quelques jours après, avec un corps d'environ 16,000 hommes, pour se diriger contre Moreau, qui, dans cet intervalle, s'était d'abord porté sur l'Iser, puis déterminé à commencer son mouvement rétrograde sur Ulm, comme nous allons le voir dans le chapitre suivant.

Cette retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse mit fin aux opérations sur le bas Rhin; si elles ne présentent pas toujours l'application des principes de l'art, il faut néanmoins convenir que, de part et d'autre, les troupes et les généraux y déployèrent beaucoup de courage et souvent un grand talent d'exécution. Le mouvement de l'archiduc fut la seconde opération stratégique largement conçue, que les armées autrichiennes exécutèrent dans cette guerre; il fait le plus grand honneur à ce prince.

Le général Jourdan fit oublier, par le courage qu'il déploya à Wurtzbourg, la fatale résolution de livrer bataille dans une position si défavorable, faute dont le motif était d'ailleurs trop respectable pour ne pas désarmer la critique. Sa retraite, dont le Directoire lui fit un crime, n'avait été que le résultat de la force des événements : on eût dû le féliciter d'avoir si heureusement ramené son armée sur la Lahn.

C'était agir, en effet, contre toutes les règles de la prudence que de l'envoyer aux confins de la Bohème avec 45,000 hommes seulement; et de faire dépendre le succès d'une invasion si importante du moindre échec que cette faible armée éprouverait. Dès que le gouvernement voulait absolument deux armées en Allemagne, il eût été indispensable d'attirer de bonne heure 10,000 hommes inutiles en Hollande (1), et de les faire renforcer d'une vingtaine de bataillons de gardes nationales, levés dans les départements de l'Est, pour bloquer Mayence. Par ce moyen, on eût procuré à Jourdan la liberté de disposer de toutes ses forces et d'arriver à Ratisbonne à la tête de 75,000 combattants, de s'y réunir à Moreau, et de porter une masse de 150,000 républicains victorieux jusque sur l'Inn.

Le Directoire devait s'en prendre à lui seul du mauvais succès de la campagne, car il négligea l'unique moyen de la faire réussir.

(1) On fit venir ces 10,000 hommes lorsqu'on fut battu; il eût été moins dangereux de les détacher dans un moment de prospérité, pour assurer la victoire sans exposer la Hollande.

Digitized by Google

CHAPITRE LXIII.

L'armée de Rhin-et-Moselle, ne pouvant suivre le mouvement de l'archiduc Charles contre celle de Sambre-et-Meuse, tient d'abord en échec le corps de Latour, puis pénètre en Bavière; mais la perte de la bataille de Wurtzbourg la détermine à battre en retraite. — Tentative des Autrichiens pour s'emparer du pont de Kehl. — Bataille de Biberach. — Combats de l'Eltz et de Schliengen.

L'issue de l'affaire de Neresheim que nous avons rapportée au chap LIX, et l'arrivée de Jourdan à Nuremberg, auraient dû assurer la jonction des deux armées françaises, si elle eût été le but principal de leurs opérations. Pour cela, il aurait suffi que Jourdan se dirigeât de Nuremberg sur Aichstett, et que Moreau franchit la Wernitz. Mais, enchaînés l'un et l'autre par les instructions du Directoire, qui ne concevait pas la possibilité de les voir accablés séparément par une concentration des forces ennemies, chacun de ces généraux visait à atteindre son objet, en marchant directement sur sa ligne d'opérations.

Immédiatement après l'affaire de Neresheim, l'archiduc étant parti avec 28,000 hommes pour se joindre à Wartensleben, Moreau, qui n'avait plus devant lui que le corps de Latour, fort d'environ 36,000 hommes y compris ceux de Frœlich et de Condé, s'avança sans grands obstacles vers le Danube. Le général français y resta quelques jours en suspens, ne soupçonnant pas que le prince Charles eût renoncé à lui tenir tête, pour se jeter sur Jourdan : enfin, il passa le fleuve, le 19 août, à Dillingen, et se porta sur la Zusam. Le 21, la division Tharreau marcha aux environs de Kempten; Férino devant Mindelheim, et le gros de l'armée derrière la Schmutter, près d'Engelshofen et Traisheim.

Ce ne fut qu'à l'arrivée de l'armée dans ces positions, que Moreau eut avis du départ de l'archiduc. Dès lors, il sentit la nécessité d'y apporter un prompt remède; mais embarrassé d'opérer par sa gauche, au moment où on lui demandait de gros détachements sur sa droite, il prit une résolution qui ne fit qu'empirer les affaires. Il était aisé de prévoir que les renforts conduits par l'archiduc contre Jourdan, donneraient aux Autrichiens une telle supériorité sur l'armée de Sambre-et-Meuse, que sa défaite serait inévitable. Le seul moyen de l'empêcher, eût été de voler à son secours par la route la plus courte, c'est-à-dire, par Donawerth sur Aichstett, en prévenant le général Jourdan de cette résolution, et l'engageant à ne pas combattre avant la jonction. Toute autre entreprise était impraticable, ou du moins dangereuse : car, si l'armée du Rhin continuait à s'avancer sur Munich, et que celle de Sambre-et-Meuse fût battue, la perte de toutes deux paraissait probable.

Loin de chercher à se rallier à l'armée, dont les succès étaient le plus sûr garant des siens, Moreau résolut de pénétrer en Bavière, dans l'espoir d'opérer une diversion en faveur de son collègue Ces diversions sur une même ligne ne sont jamais qu'un détachement aventuré sur un point accessoire, dont un général habile s'inquiète peu (1). L'archiduc, qui avait d'autres vues que de préserver la Bavière d'invasion, était bien décidé à ne revenir sur ses pas qu'après avoir battu Jourdan. Ainsi, la marche de Moreau, loin de produire l'effet qu'il en attendait, isolait encore davantage l'armée de Sambre-et-Meuse. A la vérité, le point offensif le plus avantageux était sur l'Inn ; mais, pour l'atteindre, il aurait fallu une seule armée en Allemagne. Dès qu'on avait commis la faute d'entrer en campagne avec deux corps d'égale force, il y avait de la témérité à en porter un sur l'Iser, pendant que l'autre revenait sur Dusseldorf. Cette faute prouve, au reste, toute la difficulté de faire coïncider les mouvements de deux masses qui marchent, de bases différentes, vers le même but :

(1) Il faut s'entendre sur le mot *diversion* : on ne comprend pas, sous cette dénomination, la démonstration faite sur un point par des corps d'une même armée ; mais bien la suite d'opérations exécutées au loin par un corps indépendant de cette armée, et qui n'a aucun rapport à ses mouvements. Une diversion, dans ce cas, est toujours une faute, à moins qu'on n'ait des forces supérieures, et qu'il ne s'agisse de porter des corps imposants sur les communications de l'ennemi. Alors, ce sont des manœuvres décisives, et non des diversions. On peut en faire avec succès dans les guerres nationales ou civiles, lorsqu'à l'aide d'un faible secours on espère opérer l'insurrection d'une province, ou relever le courage d'un parti.

Digitized by Google

elle démontre, à plus forte raison, l'impossibilité de faire agir, avec ensemble, des divisions répandues depuis les bords du lac de Constance, jusqu'auprès d'Egra en Bohême.

Le général Moreau, auquel on en a fait le reproche, paraît avoir été influencé en cette occasion par l'ordre du Directoire, qui lui prescrivait de détacher 15,000 hommes dans le Tyrol, pour seconder les efforts de Bonaparte dans la vallée de l'Adige. Il était difficile, en effet, de jeter un corps de cette force sur Inspruck, d'un côté, et de courir en même temps sur Aichstett, de l'autre. Ce détachement intempestif, qui, sans aller à sa destination, paralysa néanmoins les résolutions de Moreau, n'aurait point eu ces funestes résultats, si toutes les forces employées en Allemagne eussent été réunies dans la même main, et concentrées dans la vallée du Danube. Le rapprochement de ces circonstances, a fait douter que Carnot dirigeât librement, à cette époque, les affaires militaires; car les instructions données à Moreau, à l'ouverture de la campagne, portent le cachet d'un tout autre génie. Mais revenons à ce qui se passait sur le Lech.

Le général Latour, de son côté, ne fut pas plus exempt de blâme que ses adversaires. Son unique but devait être de se baser sur Ingolstadt et sur la vallée du Danube; tant pour se rallier au prince Charles, s'il eût été attaqué par des forces supérieures, que pour empêcher Moreau de tenter le mouvement concentrique susceptible d'amener la réunion des armées françaises, et de compromettre celle de l'archiduc. Le moyen d'y parvenir, était de se concentrer sur le bas Lech. Or le général autrichien, non content de négliger ce point stratégique avantageux, dispersa ses forces d'une manière étrange. Des détachements gardaient Aichstett et Ingolstadt: la division Mercantin, forte de 7,500 hommes, était entre Rain et Pesenbruck; Latour, avec 6,000 hommes cantonnait au centre, vers Friedberg; Condé gardait Landsberg avec 5,000; enfin, une division de 12,000 hommes, aux ordres de Frœlich, s'étendait à gauche vers Schœngau et Isny jusqu'aux montagnes du Vorarlberg, dont la défense était confiée à la brigade Wolf, de concert avec les corps du haut Tyrol, commandés par les généraux Græfer et Saint-Julien.

Le 22 août, l'armée française s'avança sur les hauteurs de Steppach, et le 24, elle franchit le Lech; il était aisé de juger que Latour, en voulant tout couvrir, s'exposa à tout perdre. La plus grande partie de l'armée française, rassemblée vers Augsbourg, attaqua le centre des Autrichiens qui était faible et hors d'état d'être soutenu: Férino se rabattant à gauche, vint passer à Hanstetten; Saint-Cyr déboucha près de Lechhausen; Desaix avec l'aile gauche à Langwied, où il se borna à faire observer le corps de Mercantin à Rain (1).

Le succès de cette entreprise fut tel qu'on devait l'attendre de l'état des partis. Férino ayant réussi à passer le Lech au gué de Hanstetten, se forma vers Ottmaring sur le flanc gauche de la division Latour; tandis que Saint-Cyr l'attaquait de front vers Lechhausen et Friedberg, et qu'il opérait sa jonction avec la droite vers Hochzolt. Un effort combiné sur Ottmaring par Férino, et sur Friedberg par une des divisions de Saint-Cyr, força bientôt les Autrichiens à quitter cette position, de peur d'être tournés. Desaix, de son côté, réussit à faire passer deux brigades au gué de Langwied, et à les établir sur la route de Neubourg. Cette affaire, où les troupes françaises déployèrent de la vigueur, aurait eu des suites plus avantageuses, si l'on eût manœuvré sur Ottmaring, ou mieux encore de Lechhausen et Langwied sur Aicha (2). Les Autrichiens y perdirent cependant 17 pièces de canon et près de 1,800 hommes, dont 1,200 prisonniers.

(1) Voyez la carte de Souabe, publiée par Cotta; celle du dépôt de la guerre; ou la carte générale en 4 feuilles.

(2) Le point stratégique où l'armée française devait diriger ses efforts était, sans contredit, celui d'Aicha, puisqu'on eût séparé le corps de Latour de celui de Mercantin, et coupé le gros des forces autrichiennes de la vallée du Danube et de ses communications avec l'archiduc. La dispersion du corps de Latour permettait, en outre, de faire un double effort par Ottmaring, contre son centre; la moitié des troupes de Saint-Cyr aurait dû marcher avec Desaix sur Aicha, et l'autre moitié avec Férino, sur Ottmaring De cette manière, l'armée autrichienne eût été hors d'état de se rallier; et les résultats eussent été incalculables: loin de là, Saint Cyr fut employé à pousser Latour de front, tandis qu'on aurait dû laisser le corps autrichien où il était, pour le détruire plus sûrement.

Digitized by Google

Latour retira sa droite, le 26, dans la direction de Landshut, derrière l'Iser, où le reste de ses troupes eut assez de peine à se remettre en ligne; le centre, aux ordres du prince de Furstemberg, s'établit à Riem, près de Munich; Condé à Kirchtrudigen; Frœlich, avec l'aile gauche, forte de 15 bataillons et 17 escadrons, s'étendit inutilement de Schœngau à Holzkirchen, au pied des montagnes du Tyrol.

L'armée française suivit assez lentement et en se prolongeant à gauche; Moreau craignit de s'engager sur l'Iser en laissant l'ennemi maître de la tête de pont d'Ingolstadt et des débouchés du Tyrol; et, au lieu de se concentrer pour parer à tout événement, il crut trouver un remède à sa fausse position, en se rapprochant du Danube; triste palliatif, qui ne pouvait le tirer du mauvais pas où il allait se trouver engagé.

Le 1er septembre, Férino arriva vers Dachau; Saint-Cyr s'établit entre Pfaffenhofen et Freysing; Desaix près de Guntersried et de Geisenfeld; Delmas fut chargé d'attaquer la tête de pont d'Ingolstadt; Laborde se trouvait à trente lieues de là, vers Kempten.

Au moment où l'armée française prenait ces positions, les Autrichiens tentèrent une manœuvre assez sage; Latour s'étant enfin aperçu que la possession de Ratisbonne et de la vallée du Danube assurait ses communications avec l'archiduc, prescrivit un mouvement à son aile droite pour la rassembler vers Landshut; tandis que le général Nauendorf, détaché de l'armée du prince Charles, après les premiers succès d'Amberg, déboucherait de Ratisbonne avec environ 10,000 hommes, pour concentrer avec elle un effort contre l'extrême gauche de Moreau.

Ainsi, pendant que le centre et la droite de l'armée française étaient engagés dans des mouvements un peu étendus, la gauche fut assaillie par une cavalerie formidable, qui pénétra par Langenbruck et Menching sur la route de Reichertshofen. Les premiers coups de l'ennemi furent dirigés sur les bois de Geisenfeld, où la 10e légère soutint bravement ses efforts; ce qui donna le temps à la cavalerie de réserve de monter à cheval, et au corps de bataille de Desaix de s'avancer au soutien de son avant-garde entre Puech et la chapelle Saint-Cast: le combat s'engagea très-vivement sur ce point; l'ennemi s'empara de la chapelle et des hauteurs, sur lesquelles il établit une artillerie formidable qui força la droite de se replier. Une autre attaque était dirigée par la grande route sur Langenbruck, où il parvint à pénétrer: la gauche de Desaix occupait la hauteur qui domine ce village, dont une extrémité était tenue par les Français; l'autre était déjà au pouvoir des Impériaux; deux fois leur infanterie traversa le village en colonne d'attaque, et commença à gravir la hauteur, deux fois elle fut repoussée.

Cependant, environ 4,000 chevaux autrichiens avaient traversé les prairies marécageuses situées entre Reichertshofen et Langenbruck, et étaient venus se déployer entre ce dernier village et Geisenfeld, en vue de tourner la gauche des Français, et de s'emparer de la grande route. Ce point se trouvait dégarni, parce qu'on en avait retiré les troupes pour les porter vers la chapelle Saint-Cast; mais Desaix et Beaupuy devinant l'intention de l'ennemi, y dirigèrent, en toute diligence, un bataillon d'infanterie, trois régiments de cavalerie et une batterie légère. Une hauteur déroba cette manœuvre à la cavalerie impériale, laquelle n'apercevant que des pelotons épars et peu d'artillerie, chargea avec audace quatre pièces de canon qui tiraient sur elle à mitraille. Arrivée à vingt-cinq pas de la crête de la hauteur, le 1er régiment de carabiniers se découvre tout à coup, et la charge de front avec tant d'impétuosité, qu'elle est jetée en désordre dans les marais. Le 6e de dragons et le 8e de chasseurs qui la prennent en flanc, lui coupent bientôt la retraite, et la forcent à défiler en partie devant le front d'un bataillon de la 62e. Ce fut à cette charge inopinée qu'on dut le succès de l'affaire; elle imposa tellement aux Autrichiens, qu'ils crurent avoir devant eux des forces supérieures; ils firent pourtant encore une tentative du côté de Langenbruck; mais elle fut repoussée comme la première.

Le général Desaix, avec la droite de son corps de bataille, prit l'offensive à son tour; un bataillon de la 97e attaqua la chapelle Saint-Cast, et s'en empara. Latour, voyant qu'il avait affaire à forte partie, et que la nature de la position rendait inutile sa grande supériorité en cavalerie, re-

Digitized by Google

nonça à son entreprise, et se retira dans le bois de Geisenfeld. La colonne autrichienne, dirigée sur Reichertshofen pour forcer le passage de la Paar, et s'emparer de ce village, fut mal accueillie, et se retira en même temps que le corps principal. Nauendorf vint prendre position à Postsaal près d'Abensberg, pour couvrir Ratisbonne; Mercantin et Deway revinrent à Landshut; le reste de l'armée n'avait fait aucun mouvement. Cette tentative des Autrichiens, dirigée sur le point stratégique convenable, échoua par l'insuffisance des moyens employés pour son exécution : elle eût été décisive, si on l'eût fait soutenir par un mouvement à droite du centre, qui resta inutilement blotti derrière l'Iser.

Le centre de l'armée française, occupé à l'attaque de Freysing, ne prit aucune part à ce combat; la direction du vent empêcha même d'entendre la canonnade qu avait lieu à la gauche, et l'on fut informé trop tard de ce qui s'y passait pour envoyer du renfort.

Après le combat de Langenbruck, il y eut des affaires sur l'Iser pour s'emparer des ponts de Freysing et Mosbourg, où l'on fit quelques prisonniers; un parti du corps de Frœlich poussa jusqu'à Dachau, derrière l'aile droite des Français. Ces actions furent sans importance, et mes lecteurs ne me sauront pas mauvais gré de les passer sous silence.

Enfin, Moreau conçut des inquiétudes sur les résultats de l'expédition de l'archiduc contre l'armée de Sambre-et-Meuse; il eût été trop tard alors pour exécuter un de ces mouvements hardis, rapides et décisifs, qui caractérisent un grand capitaine; le général français, embarrassé sur sa position et gêné par les ordres du gouvernement, s'arrêta donc à des demi-moyens en détachant Desaix avec une partie de ses troupes du côté de Nuremberg pour communiquer avec Jourdan. Celui-ci se trouvant déjà derrière la Lahn, à 60 lieues de là, c'était porter un faible détachement au point où l'armée entière aurait dû être dirigée quinze jours plus tôt, et compromettre Desaix aussi bien que le reste de l'armée. Autant eût-il valu se rejeter avec 60,000 hommes sur le Tyrol pour y donner la main à Bonaparte, comme le Directoire le désirait.

Conformément à ces dispositions, l'aile gauche vint passer le Danube à Neubourg, le 10 septembre, et se dirigea sur Aichstett; le centre passa sur la rive gauche du Danube, et prit une position intermédiaire à Unterstadt; la division Delmas resta sur la rive droite vers Zell, pour couvrir Neubourg. Férino se replia derrière la Paar vers Friedberg, afin de ne pas rester trop en l'air, et de couvrir les ponts du Lech. L'ennemi suivit ce mouvement : le corps de Latour occupa Schrobenhausen, Nauendorf passa le Danube, Frœlich s'avança sur Landsberg.

Cette marche de la gauche des Français vers Aichstett, aurait eu les suites les plus graves, si Latour, habile à en profiter, eût rassemblé ses corps épars pour tomber sur la droite ou le centre de Moreau, qui tenaient non-seulement une ligne trop étendue, mais encore divisée par le Danube : heureusement le général autrichien, ne s'écartant pas de la routine, opposa partout détachement à détachement. Il avait pourtant le choix entre deux bons partis : le premier était de profiter de la situation d'Ingolstadt, et de se mettre avec le gros de ses forces à la poursuite de Desaix qui eût été perdu; ce parti paraissait d'autant plus sûr, qu'après avoir accablé cette division, Latour se fût trouvé en communication directe avec l'armée de l'archiduc, et en quelque sorte sur les derrières de Moreau. Il n'avait rien à craindre dans le cas où l'armée de Rhin-et-Moselle le suivrait; car l'archiduc ayant gagné la bataille de Wurtzbourg, c'eût été tendre un piége à Moreau que de l'attirer dans cette direction. S'il ne voulait pas adopter ce parti qui lui fournissait de si belles chances, il pouvait encore laisser courir Desaix, et attaquer par la rive gauche du Danube, le centre des Français qui, séparé de ses ailes par ce fleuve, se trouvait isolé à 20 lieues d'elles. Ni l'une, ni l'autre de ces combinaisons ne s'offrit à l'esprit de Latour; et Moreau commit impunément une faute qui aurait dû lui être fatale : Nauendorf suivit seul Desaix, Furstemberg resta détaché vers Munich avec son corps réuni à celui de Condé; Frœlich s'étendit jusqu'aux montagnes du Tyrol, où il n'y avait rien à craindre, rien à espérer.

Privé ainsi des moyens de frapper un grand coup, Latour tenta néanmoins de forcer la divi-

Digitized by Google

sion restée à Neubourg, où il la fit attaquer par le corps de Mercantin : les Autrichiens se portant à la faveur d'un brouillard sur les six bataillons de Delmas, établis à Pruck et dans la plaine de Zell, les culbutèrent. Les généraux Delmas et Oudinot furent blessés dans ce combat, et sans le courage qu'ils déployèrent et les vigoureuses dispositions qu'ils firent, leurs troupes eussent été accablées. Alors Moreau, rappelant la division Duhesme de la rive gauche du Danube, parvint à se maintenir dans sa position, après un combat où il perdit 7 à 800 prisonniers. Cet événement prouve assez quels avantages les Autrichiens auraient remportés, si les corps de Nauendorf et de Frœlich étaient entrés en action sur ce point, au lieu de faire des courses inutiles à 50 lieues l'un de l'autre. Soit que Latour attaquât Saint-Cyr, soit qu'il préférât se rabattre sur une des ailes de l'armée du Rhin, il n'y avait qu'un effort de la totalité de ses forces qui pût punir le général français de son faux mouvement.

Enfin, Moreau jugeant que la marche tardive de Desaix pouvait compromettre sa division, lui ordonna de revenir des environs de Heydeck; en sorte que le 16 septembre, son armée se trouva sur la rive droite du Danube, la gauche vers Neubourg, le centre à Walden. Des nouvelles indirectes lui apprirent la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse et le décidèrent à commencer un mouvement rétrogade pour remonter le Danube et se rapprocher du Rhin. Déjà menacé par Frœlich sur sa droite, et par Nauendorf sur sa gauche, il sentit l'importance de se prémunir contre les entreprises que ce dernier serait à même de tenter sur Ulm, dès qu'il verrait la retraite prononcée; il chargea en conséquence le général Montrichard de s'emparer de cette ville, pendant que l'armée passerait le Lech et se rapprocherait de l'Iller.

Mais au moment où Desaix rejoignait l'armée à Neubourg, il se passait sur les derrières de Moreau un épisode assez remarquable pour que nous en rendions compte. Aussitôt après le passage du Rhin, et avant même que la marche offensive de l'armée fût parfaitement décidée, on avait senti le besoin de mettre les ponts de Kehl et d'Huningue à l'abri d'un coup de main, en se hâtant de relever les fortifications dont les vestiges existaient encore : on voulut même ajouter au fort de Kehl un grand camp retranché; mais, soit que ces travaux, exécutés par des paysans requis du pays de Baden, qui ne recevaient aucun salaire, n'eussent pas été poussés avec assez d'activité, soit que les succès des armées diminuassent l'importance de ces ouvrages, ils étaient encore loin d'être achevés, lorsque les Autrichiens conçurent le projet de les enlever et de détruire les ponts.

Après la bataille de Wurtzbourg, l'archiduc avait détaché Meerfeld avec un parti pour communiquer avec le général Petrasch, commandant à Manheim et lui porter l'ordre de réunir une partie de sa garnison à celle de Philipsbourg, afin d'attaquer le général Scherb, resté en observation à Bruchsal avec la 68ᵉ demi-brigade. Ce petit corps, assailli, le 13 septembre, par des forces supérieures, se replia en ordre sur Kehl, où il prit position, le 15, en avant des ouvrages sur la rive droite de la Kintzig.

Petrasch, ne le croyant pas assez nombreux pour les garder, résolut de s'en emparer par un coup de main, et les fit attaquer, le 18, par trois colonnes : la première, aux ordres du colonel Oeskay, composée de la moitié du régiment de Ferdinand, passa la Kintzig, puis conduite par des travailleurs badois, remonta la rive gauche de cette rivière, et pénétra jusqu'à l'ouvrage à corne du haut Rhin: une seconde colonne, composée du reste du régiment de Ferdinand, aux ordres du major Buch, se porta de Sundheim sur Kehl, dont elle s'empara; tandis que la troisième, composée d'un bataillon de Manfredini, y arrivait par Neumuhl; une fausse attaque fut dirigée par la rive gauche de la Kintzig; enfin une réserve aux ordres du colonel Pongratz, s'avança directement vers le Rhin jusqu'au pied des retranchements.

Le corps de Scherb était encore campé hors des ouvrages sur la rive droite de la Kintzig, que la première attaque avait déjà atteint son but : c'en eût été fait de Kehl, du camp et de la tête de pont, si les Autrichiens se fussent bornés à la fausse attaque, et eussent formé une seule colonne du reste des troupes; toutefois, ils franchirent la plus grande partie des ouvrages, et parvinrent au milieu du bourg. La cavalerie française qui voulut défiler dans les rues pour regagner le pont, fut

Digitized by Google

presque détruite. La 68ᵉ demi-brigade se jeta à la gauche de la Kintzig, dont les eaux étaient basses, et tourna le fort au-dessus du Rhin pour rentrer dans Kehl; le général Siscé s'étant mis à sa tête, y soutint le combat, et réussit vers sept heures du matin, après des efforts inouïs, à en repousser la colonne d'Ocskai, qui fut fait prisonnier lui-même avec 200 hommes. La garnison, composée d'un bataillon de la 24ᵉ et des débris de la 104ᵉ, reprit alors courage et tint tête aux assaillants, encore maîtres de la partie supérieure de Kehl.

Cependant l'alarme s'était répandue à Strasbourg. Les généraux Moulin et Schawembourg, faute d'autres troupes, formèrent à la hâte un bataillon des ouvriers de l'arsenal, et l'envoyèrent d'abord au combat; ce premier renfort ayant été bientôt soutenu par deux bataillons de grenadiers et de chasseurs de la garde nationale, les choses ne tardèrent pas à changer de face, et la colonne ennemie fut rejetée hors de Kehl.

Lorsque le bataillon de Manfredini, déboucha de Neumuhl, vers 10 heures, il n'était plus temps; les premières tentatives ayant coûté beaucoup de monde, et les Français étant en mesure de se défendre, il renonça à son projet. Cette action fit autant d'honneur au général Siscé qu'à la 68ᵉ, et procura l'occasion aux citoyens de Strasbourg de prouver leur patriotisme. Les Autrichiens déployèrent une grande bravoure; mais dans les coups de main de cette nature, où tout dépend de l'impétuosité et de la surprise, cela ne suffit pas, il faut encore de l'ensemble; or, le plan de Petrasch, outre son défaut radical, péchait encore par là : une de ses colonnes fut engagée à quatre heures du matin, l'autre à sept, et la dernière à dix. Les Impériaux voyant leur entreprise manquée, se retirèrent dans la vallée de la Kintzig, où ils élevèrent des abatis et des retranchements dans les défilés par où l'armée française devait bientôt se retirer.

Tandis que les Autrichiens essayaient ce coup de main sur le principal point de l'armée française, celle-ci s'était établie sur l'Iller, le 24 septembre, sans aucun obstacle, n'ayant été suivie qu'avec une grande circonspection par Latour.

Le général Moreau qui avait eu l'intention de s'arrêter quelques jours dans cette position, ne recevant pas de nouvelles de France, ni de l'armée de Sambre-et-Meuse, ne se dissimula plus que l'archiduc pouvait manœuvrer sur ses derrières. Informé, d'un autre côté, que Nauendorf s'avançait rapidement sur Ulm pour déborder sa gauche et se lier au corps de Petrasch, il crut devoir se hâter de gagner le Rhin.

L'armée se porta en trois marches des bords de l'Iller derrière le lac de Federsée, où elle arriva le 28. Le gros du corps de Férino, qui avait rejoint, vers Zell, les brigades Paillard et Tarreau, se dirigea sur les hauteurs en arrière de la Schussen, entre Raindt et Rawensbourg; le centre fut placé près de Steinhausen, entre le lac et l'abbaye de Schussenried; Desaix passa le Danube à Ehingen; son arrière-garde soutint dans Ulm une canonnade contre Nauendorf, et ne l'évacua que dans la nuit du 26 au 27. Les troupes de cette aile prirent position entre le lac de Federsée et le Danube; le quartier général de Moreau s'établit à Sulgau. (Pl. XVII.)

Les Autrichiens suivirent pas à pas ces mouvements : Nauendorf, qui sentait plus vivement que son chef l'importance de gagner le flanc des Français, força de marche sur Tubingen; mais Latour, qui aurait dû se borner à faire poursuivre l'arrière-garde de Moreau par le corps de Frœlich ou de la cavalerie, afin de se porter par sa droite avec le gros de ses troupes dans la même direction, suivit à la piste son adversaire, et enjoignit à sa gauche, renforcée des brigades Wolf et Saint-Julien, de presser la droite des Français, qu'il eût suffi de harceler avec un ou deux régiments de hussards, puisqu'elle prenait une direction sans importance stratégique pour les Impériaux.

Enfin, le 30, le général Latour poussa son avant-garde par Steinhausen jusqu'à Schussenried, où il s'engagea un combat assez vif. Saint-Cyr soutint l'avant-garde avec son corps de bataille, et cette affaire s'étendit sur toute la ligne. Desaix et Férino furent aussi attaqués, mais partout l'ennemi fut repoussé, et cette tentative lui coûta 300 prisonniers. A la suite de ce combat, l'armée impériale occupa les positions suivantes : le général Baillet, avec 5,000 hommes, était au centre vers Steinhausen; les corps de Mercantin et de Condé, forts d'environ 10,000 combattants, après s'être rapprochés de Holzreuthe, formaient l'aile

Digitized by Google

gauche; le général Kospoth, avec 6,000, occupait à la droite Schafflangen, éclairant Oggelshausen et Seekirch; enfin une petite réserve de 2,200 hommes, sous les ordres de Latour, campait sur les hauteurs de Groth. Le général Frœlich avec le tiers de l'armée, établi à Rawensbourg, poussait des partis sur Wolfsegg; Nauendorf était, comme on l'a vu, seul vers Tubingen.

L'armée du Rhin dont la position n'avait pas été jusque-là aussi difficile qu'on l'a prétendu, commença seulement alors à se trouver pressée; il lui restait néanmoins les moyens de se tirer d'affaire, pourvu qu'elle ne perdît pas de temps. Menacée par plusieurs corps éloignés et sans communication directe entre eux, mais plus forte que chacun d'eux en particulier, elle tenait une position centrale qui laissait l'initiative à sa disposition; cependant, pour en profiter, il fallait qu'elle attaquât, avant qu'ils pussent combiner contre elle une action simultanée sur un même champ de bataille.

Moreau songea d'abord à se débarrasser de Latour qui le serrait de plus près. Ce projet était fort bien conçu; car, indépendamment de la grande dispersion des forces autrichiennes, il est facile de reconnaître, en jetant les yeux sur le plan de cette affaire, que le corps de Latour était très-mal placé: adossé au ravin de la Ryss, il n'avait qu'un seul bon débouché par la ville de Biberach, et de plus ses trois divisions se trouvaient encore séparées par des obstacles qui ne leur permettaient pas de se prêter un mutuel secours, en sorte que le moindre échec essuyé par l'une d'elles, entraînait la perte des deux autres.

En conformité des dispositions arrêtées par son général en chef, l'armée française se mit en mouvement, le 2 octobre, au matin: Férino devait laisser un détachement devant l'Argen pour contenir Frœlich, et marcher par Waldsée sur le village d'Essendorf, afin d'attaquer vivement la gauche de l'ennemi et de le prévenir sur ses communications; cette manœuvre bien combinée ne fut malheureusement pas exécutée. Saint-Cyr avec le centre et la réserve, était chargé de déposter le corps de bataille de Latour des positions de Steinhausen et Holzreuthe, et de le pousser jusqu'à Biberach, pendant que Desaix attaquerait sa droite de l'autre côté du lac, par la route de Riedlingen, et tâcherait de le devancer sur les hauteurs qui s'élèvent entre Buhren et Warthausen. Ces dispositions paraissent un peu décousues, c'était beaucoup exiger d'attendre de l'ensemble dans l'action de colonnes partant de points aussi éloignés que Waldsée et Riedlingen; elles étaient néanmoins excusables à cause de la grande infériorité de l'ennemi, circonstance qui fut la véritable cause de leur réussite. Indépendamment du grand éloignement des points de départ des ailes, l'attaque centrale se divisa en trois colonnes; la brigade du général Gérard, dit Vieux, se porta par Oggelshausen; Saint-Cyr dirigea la brigade Lecourbe et la réserve par la route qui conduit de Reichenbach à Biberach; Duhesme, avec une brigade de sa division, marcha à travers les bois entre Schussenried et Holzreuth contre Mercantin, pendant que l'autre, conduite par le général Laboissière, contenait l'ennemi à droite de Schussenried.

Les attaques de Saint-Cyr commencèrent vers sept heures et demie; les 100[e] et 106[e] demi-brigades forcèrent l'infanterie autrichienne dans les bois au-dessus de Steinhausen. Vainement la cavalerie impériale exécuta, pour la soutenir, une belle charge jusque dans ce village: les grenadiers de la 106[e], aidés du 9[e] de hussards, la repoussèrent, et le corps de Baillet se retira sur Groth, où il se réunit à Latour: Mercantin et Condé suivirent ce mouvement sur Winterstetten. Tout allait à merveille jusque-là; malheureusement Saint-Cyr, au lieu de continuer à pousser l'ennemi sur la vallée de la Ryss, se déploya entre Muttensweiler et Wattenweiler; un faux rapport annonçant qu'une colonne ennemie débouchait par Michelswand, inquiéta sa droite et ralentit sa marche, de sorte que Baillet en fut quitte pour une canonnade qui se prolongea à Groth jusqu'à cinq heures du soir.

Cependant, Desaix qui voulait, en débouchant par la route de Riedlingen, arriver sur le flanc droit des Autrichiens au moment où la colonne du centre attaquerait leur ligne de front, rencontra au débouché de Mittel-Biberach le corps de Kospoth, qui, replié de Schafflangen, occupait la belle position du Galgenberg. Le combat s'engagea bientôt; les 10[e] légère, 10[e] et 103[e] de ligne attaquèrent les Autrichiens de front, tandis que le général Desaix, favorisé par sa grande supériorité numérique, ma-

nœuvrait pour les tourner par les ailes. Sa gauche se porta par Birkenhardt sur le Lindeberg et Biberach, dont elle s'empara; sa droite marcha par Oberndorf sur Mittel-Biberach. Kospoth, culbuté dans le ravin par l'attaque de front, se vit forcé de défiler en colonne entre les deux divisions de Desaix; la tête parvint à se faire jour, mais cinq bataillons entiers furent pris après des efforts inutiles de valeur.

Latour avant d'être instruit de cet échec, agité par le pressentiment du danger auquel il s'exposait en engageant une affaire dans une si mauvaise position, avait déjà fait filer tous ses parcs et sa réserve d'infanterie de Groth sur Umendorf, prescrit à Mercantin de se retirer sur Eberhardszell, à Condé de prendre position vers Schweinhausen, et à Baillet et Kospoth, de se replier par Biberach, derrière la Ryss.

Il n'était déjà plus temps : Saint-Cyr rassuré sur son flanc droit, et instruit probablement des premiers succès de l'aile gauche, venait d'ordonner aux 84e et 106e demi-brigades, soutenues de quelques escadrons, d'attaquer Groth, tandis que la brigade Gérard le tournerait par Reute. Latour traversa en combattant les bois de Rindemoos, puis essaya de se reformer vers Gretschweiler : suivi en queue par Saint-Cyr, et trouvant Desaix déjà maître de Biberach, il ne fut plus question de tenir tête au premier, mais bien de se faire jour à travers les masses du second; la moitié de sa colonne fut assez heureuse pour passer, le reste fut pris ou dispersé dans les bois. D'une autre côté, Mercantin gagna Eberhardzell sans être inquiété; le corps de Condé, poursuivi par les 19e et 100e demi-brigades jusqu'auprès d'Appendorf, n'y arriva pas sans avoir éprouvé quelque perte. Latour rassembla ses troupes pendant la nuit derrière Ringschneidt, et porta Baillet à Laupheim.

Une victoire complète couronna donc les dispositions de Moreau. Les Autrichiens perdirent dans cette journée 4,000 prisonniers, 18 pièces de canon et 2 drapeaux. Sans le contre-temps qui empêcha l'aile droite d'exécuter le mouvement qui lui était prescrit, le corps de Mercantin eût été placé dans la même position que ceux de Latour et Baillet; il ne dut son salut qu'à l'égarement de l'ordonnance qui portait l'ordre du général en chef à Férino.

Ce premier succès ne tirait pas encore l'armée du Rhin d'embarras; car, tandis qu'elle accablait Latour, le corps de Nauendorf avait filé sur Hechingen, où il s'était lié à celui de Petrasch. Si ces deux divisions, fortes d'environ 20,000 hommes, avaient trop de routes et de postes à garder pour arrêter une armée de 60,000 combattants, elles pouvaient néanmoins inquiéter sa marche, et la retarder jusqu'à l'arrivée de l'archiduc sur la Renchen. Le temps était d'autant plus précieux, que déjà ce prince était en pleine marche avec une partie des forces de l'armée du bas Rhin pour se joindre au corps de Latour; il avait même déjà fait passer le Rhin à Manheim à la division Hotze, pour jeter l'alarme dans l'Alsace, et peut-être s'emparer de Landau. Cette incursion, d'ailleurs promptement repoussée par le général du génie Marescot qui se trouvait sur ce point avec une demi-brigade, fut une faute. L'archiduc eût beaucoup mieux fait de porter rapidement cette division sur les communications de l'armée française.

Quoi qu'il en soit, l'approche de ce prince décida Moreau à renoncer au projet de se retirer sur Strasbourg par la vallée de la Kintzig, déjà trop bien gardée et trop rapprochée des corps accourus des bords du Mein. Il prit donc la route directe du val d'Enfer, ne laissant devant Latour qu'une forte arrière-garde; le gros de l'armée passa le Danube vers Riedlingen, et se porta ensuite sur Friedingen et Stockach; son avant-garde s'empara des postes de Villingen et de Rothweil; une demi-brigade escorta les équipages et les parcs de l'armée, qui filèrent sans obstacle sur Huningue par la route des villes forestières. Le centre fut destiné à forcer le passage du val d'Enfer; la droite à tenir tête à Latour vers Tuttlingen; la gauche à contenir Nauendorf près de Rothweil.

Il arriva ce qu'il était aisé de prévoir; les Autrichiens, qui voulaient envelopper l'armée française d'un rideau de petits corps, ne se trouvèrent en mesure nulle part; l'avant-garde de Saint-Cyr, conduite par le général Gérard, dit Vieux, ne rencontra à Neustadt et au val d'Enfer que deux bataillons aux ordres du colonel d'Aspres, qu'elle rejeta sur Emmendingen avec perte de 2 à 300 hommes. Le 12 octobre, à midi, Saint-Cyr entra à Fribourg sans résistance; les jours suivants, le

Digitized by Google

reste de l'armée passa la gorge; les brigades Tarreau et Paillard couvrirent la marche des équipages, et soutinrent quelques combats d'arrière-garde contre les troupes légères de Frœlich.

Les Impériaux ne mirent aucun autre obstacle à cette retraite; Latour, devenu plus circonspect par la leçon de Biberach, et ne voyant plus de possibilité d'empêcher le passage des défilés, résolut sagement de se porter par sa droite sur Hornberg pour s'y lier à l'archiduc. Nauendorf, de son côté, gardant plusieurs positions défensives, n'était vraiment pas en état d'attaquer l'armée française avec espoir de succès.

A peine Moreau eut-il passé le val d'Enfer, que croyant ses communications établies par la vallée du Rhin, il voulut se rendre à Kehl par la rive droite du fleuve, où il espérait se maintenir encore longtemps à la faveur de ce fort. La gauche de l'armée fut portée dans cette vue à Emmendingen, et le centre dans les montagnes vers Waldkirch, tandis que la droite restait en observation dans la vallée de Saint-Pierre; Saint-Cyr devait s'emparer d'Eltzach. Des pluies affreuses, le défaut de chaussure, et par-dessus tout cela, les difficultés de déloger l'ennemi des positions formidables qu'il occupait, firent différer, et par conséquent échouer l'entreprise. Elle n'était exécutable qu'au moment où l'armée débouchait de Fribourg, parce qu'alors l'archiduc n'avait pas eu le temps de rassembler ses troupes; mais deux ou trois jours après, son exécution compromettait l'armée, en l'éloignant du pont de Brisach, qu'elle laissait en prise à l'ennemi sans avoir la certitude de percer sur Kehl. Il eût été sans doute plus prudent de passer le Rhin à Brisach, et de se porter en deux marches par Strasbourg sur Kehl, d'où il aurait été facile de déboucher, le 16, contre le corps qui se trouvait dans les environs d'Offenbourg. Moreau, pour n'avoir pas adopté ce parti, fut obligé de livrer deux combats dont les suites auraient pu devenir désastreuses.

L'archiduc avait opéré sa jonction avec Petrasch, le 15 octobre, à Ettenheim, et transféré, le 16, son quartier général d'Offenbourg à Mahlberg, en vue de se rapprocher des têtes de colonnes républicaines, et de faciliter la réunion des corps de Nauendorf, Latour et Frœlich. Le premier vint se lier à sa gauche le même jour, en marchant d'Hornberg sur Eltzach; le général Latour, débouchant par la vallée de la Kintzig, opéra sa jonction, le 17, au camp de Mahlberg; quant à Frœlich, qui avait suivi son adversaire dans le val d'Enfer, il voulut déboucher, le 18, de Neustadt, mais la droite des Français se maintint à Saint-Pierre; plusieurs combats indécis avaient eu lieu la veille au centre vers Malterdingen. (Pl. XVIII.)

Le majeure partie de l'armée autrichienne se trouvant ainsi rassemblée, l'archiduc témoigna l'intention d'attaquer sur-le-champ Moreau, et de le contraindre à repasser le Rhin : la fatigue excessive des troupes que Latour avait amenées, obligea de remettre la bataille au 19.

Ce délai n'améliora pas l'état des affaires : il faisait un temps affreux; les chemins, naturellement difficiles, étaient défoncés par les longues pluies, et, pour ainsi dire, impraticables. Les troupes parties du camp de Kintzingen n'arrivèrent que très-tard au lieu de rassemblement; elles furent divisées en quatre corps principaux. Celui de droite, conduit par le prince de Furstemberg, composé de 5 bataillons et d'environ 4,500 chevaux, fut destiné à traverser la plaine de Kenzingen, d'où il devait menacer le passage de Riegel et contenir la gauche des Français. Le second, fort de 9 bataillons et 2,200 chevaux, commandé par Latour, eut ordre de marcher en deux colonnes par Heimbach et Malterdingen sur Kondringen. La tâche assignée au corps du centre, sous le comte de Wartensleben, consistait à emporter les hauteurs en avant d'Emmendingen; il était composé de 13 bataillons et 3,000 chevaux, partagé pour cet effet en trois colonnes : la première, commandée par le général Petrasch, devait marcher par le chemin de Heimbach; la seconde avait ordre de s'avancer par Landeck contre le front des républicains, tandis que le prince Frédéric d'Orange se dirigerait avec la troisième par les sommités des montagnes, de manière à tourner leur droite vers Tannebach. Enfin le quatrième corps, composé de la division Nauendorf, renforcée de plusieurs autres troupes, devait tenter un effort décisif pour déboucher sur Waldkirch, et culbuter la droite des Français. Ce dernier corps autrichien occupait le ravin de Simonswald et communiquait avec le prince de Condé, établi à Saint-Mergen.

Digitized by Google

Le général Moreau, de son côté, déterminé à accepter le combat, après avoir porté son armée dans les montagnes, avait pris des dispositions à peu près analogues à celles de l'ennemi. La division Delmas fut dirigée sur Riegel et Hecklingen; Beaupuy garda les hauteurs de Malterdingen et de Kondringen. La première division du centre occupa Emmendingen; Saint-Cyr, partant de Waldkirch avec l'autre division et la réserve, devait attaquer l'aile gauche des Autrichiens par la vallée de l'Elz, vers Bleibach, la tourner et la forcer ainsi à évacuer toutes ses positions entre les montagnes et le Rhin. Ce plan n'eût rien laissé à désirer, si l'on avait renforcé l'attaque principale des forces agglomérées sur des points où elles n'étaient pas nécessaires, et qu'on eût été en état de donner suite à l'offensive; mais, vu la position des affaires, nous croyons que c'était hasarder beaucoup pour un résultat facile à obtenir par d'autres combinaisons.

Pendant que cette tentative se faisait sur Waldkirch, le général Férino gardait à l'extrême droite les débouchés de la forêt Noire, avec tous les inconvénients attachés à la conservation des postes défensifs; sa division, quoique supérieure en nombre à l'ennemi qui la tenait en échec, était tellement disséminée qu'elle ne se trouvait nulle part en état de lui résister.

On voit que les deux armées allaient s'entrechoquer, sans que les généraux en chef connussent la position de leurs adversaires. Nauendorf formait sa colonne, le 19 octobre, vers neuf heures du matin, lorsqu'il fut prévenu par la division Saint-Cyr, dont le gros s'avança contre lui par la vallée de Bleibach, pendant qu'une petite colonne filait à droite sur les crêtes du Kanderberg, vers Simonswald, dans l'intention de descendre par le ravin de ce village. Le général français, en voulant inquiéter le flanc gauche de son adversaire, laissait le sien entièrement à découvert. Nauendorf, sachant qu'on ne peut manœuvrer en sûreté dans un vallée profonde sans détacher des flanqueurs sur les sommités collatérales, avait, dès la veille, établi quelques bataillons près de Sigelau. Aussitôt qu'il fut informé de l'approche des Français, il leur ordonna de se glisser par le ravin qui débouche sur l'Elz, près de Kolnau, et de garnir de tirailleurs les bois qui dominent la vallée. Ce mouvement, exécuté à propos, fut d'autant plus décisif que Saint-Cyr n'avait pas fouillé les hauteurs à sa gauche. Le bruit de l'arrivée d'une colonne sur ses derrières, le décida à se retirer vers Waldkirch; le détachement qui avait déjà descendu sur Simonswald, se replia sur les sommités du Kanderberg poursuivi par Nauendorf, qui, profitant de sa supériorité, attaqua sur-le-champ le poste de Waldkirch, franchit le défilé et s'empara des hauteurs qui le dominent. Le corps de Saint-Cyr fut ainsi repoussé jusqu'à Langendenzlingen.

Dans le temps que ceci se passait, les 2ᵉ et 3ᵉ colonnes de l'archiduc, cheminant avec peine sur de mauvaises routes de montagnes, arrivèrent, vers midi, en présence de la division Beaupuy, formée sur les hauteurs qui s'étendent entre Kondringen et Malterdingen, où le combat s'engagea avec chaleur.

Cependant Moreau, informé que Frœlich s'était enfin rendu maître de Saint-Pierre, malgré les efforts de Férino, sentit qu'il ne pouvait engager une affaire générale, avec l'Elz à dos, et un gros corps ennemi sur son flanc droit; il expédia donc l'ordre à Beaupuy de se retirer derrière Amwasser; mais ce brave général ayant été tué dès le commencement de l'action, les troupes, qui ignoraient cette disposition, continuèrent à se battre, et ne cédèrent les hauteurs au corps de Latour qu'après les lui avoir fait chèrement acheter.

La colonne de Wartensleben ne fut pas aussi heureuse que les ailes. Sa marche éprouva d'abord des difficultés dans les bois de Landeck; l'arrivée de la colonne du prince d'Orange sur le flanc droit des Français, décida enfin l'évacuation d'Emmendingen après un combat très-vif, où Wartensleben fut dangereusement blessé. Les Français se retirèrent, près de Theningen et Amwasser, derrière l'Elz, en détruisant les ponts. Les Autrichiens firent dans ces affaires 6 à 700 prisonniers, et en perdirent 3 à 400.

Le général Desaix établit la division Delmas à Riegel et Endingen; celle de droite garda le débouché de Nimbourg. Saint-Cyr appuya sa gauche à Unter-Rente, sa droite aux montagnes en arrière de Langendenzlingen. Le 20 octobre, au point du jour, le général Nauendorf facilita le rétablissement des ponts de l'Elz. L'avant-garde de l'archi-

Digitized by Google

duc aux ordres de Meerfeld, passa cette rivière et se joignit à Nauendorf, près de Langendenzlingen, et les choses en restèrent là. Il serait difficile de dire pourquoi les gros de l'armée impériale ne poussa pas plus vivement Saint-Cyr ; on a prétendu que les ponts furent réparés avec trop de lenteur; cependant, puisque l'archiduc avait passé l'Elz près d'Emmendingen pour se joindre à Nauendorf, il semble que le reste des colonnes aurait pu passer comme lui. Peut-être ce prince voulut-il attendre que Latour eût repoussé Desaix de Nimbourg pour marcher à sa hauteur ; quel que soit, au surplus, le motif de cette perte de temps, c'est une faute que le général en chef, ou un de ses subordonnés, doit se reprocher.

Latour, s'étant enfin formé en avant de Thenningen, poussa son avant-garde sur le ruisseau de Klotter, en face de Nimbourg où le combat s'engagea vivement. Le pont de ce ruisseau étant rompu, la 50e de ligne, soutenue d'un bataillon de la 62e, s'opposa à sa reconstruction, à la faveur du bois qui couvre ce bourg.

L'armée impériale, rebutée des obstacles que lui présentait Desaix, passa la nuit sur le bord du ruisseau, et poussa son avant-garde du côté de Gundelfingen. Il y a lieu de présumer que si le prince Charles avait porté toute l'armée sur ce point, le corps de Saint-Cyr eût été accablé, et celui de Desaix compromis.

L'issue de ces différents combats décida enfin Moreau à renoncer à un mouvement dont l'avantage ne compensait pas les risques. Il ordonna à Desaix de repasser le Rhin à Brisach avec une partie de ses divisions, ce qui fut exécuté dans la nuit du 20 et la matinée du 21 ; après quoi on leva le pont de bateaux.

L'archiduc, de son côté, poursuivant l'exécution de son projet, mit en marche toutes ses colonnes, le 21 octobre, au matin, en vue de présenter le combat à son adversaire; mais celui-ci, n'eut garde de l'accepter après le grande détachement qu'il venait de faire, et continua son mouvement rétrograde avec le centre. L'avant-garde autrichienne le suivit de près, et se jeta brusquement dans Fribourg, en arrière duquel l'arrière-garde de Saint-Cyr s'était formée et paraissait décidée à l'empêcher de déboucher.

Ce mouvement pouvait devenir dangereux : la droite de l'armée française, sous Férino, qui se retirait de la vallée de Saint-Pierre, étant talonnée par Frœlich et Condé, il fallait tenir au pont de la Treisam, où elle devait opérer sa jonction : si la marche n'eût pas été bien combinée, et qu'un des deux corps français se trouvât devancé par l'ennemi, il aurait été obligé de se faire jour. Tout se passa heureusement pour eux, parce que Meerfeld ne fut pas soutenu d'assez près. A peine leur réunion fut-elle effectuée, que les corps de Frœlich et de Condé, débouchant de la vallée d'Enfer, engagèrent une forte canonnade qui ne les empêcha pas de se retirer en bon ordre par les hauteurs de Pfaffenweiler, sous la protection de leur artillerie et d'une réserve placée à Saint-Georges.

Nous ne pouvons guère apprécier le motif qui détermina le général Moreau à s'affaiblir ainsi de toute son aile gauche, et à laisser le reste de l'armée à la merci de l'archiduc, sur la rive gauche du Rhin. Il semble que la garnison de Kehl, renforcée de quelques bataillons, aurait bien pu défendre ce poste jusqu'à l'arrivée de l'armée. Il est vrai que l'excellente position de Schliengen assurait pour un instant la retraite du centre et de la gauche; mais, comme il eût été fort possible d'être entamé le 21 ou le 22 au matin, c'était toujours donner trop au hasard. Si le détachement de Desaix avait pour but d'éviter, comme on l'a dit, l'encombrement sur le pont d'Huningue, il faut convenir que c'était bien une précaution inutile, puisqu'on avait une tête de pont, sous la protection de laquelle on pouvait passer le Rhin sans danger, comme cela eut lieu plus tard après l'affaire de Schliengen.

Les divers combats, soutenus sur les bords de l'Elz par l'armée française, prouvaient combien sa position sur la rive droite du Rhin était dangereuse. Le général Moreau se décida donc à repasser ce fleuve. Afin d'assurer le succès de son opération, il établit, le 22 octobre, son armée dans la position de Schliengen, déterminé à accepter encore un combat, pour gagner en toute sécurité la tête de pont d'Huningue. (Pl. XIX.)

Cette résolution, qui eût pu amener de grands changements dans l'état des affaires, si toute l'armée française eût été là, n'est excusable que par

Digitized by Google

les avantages qu'offre cette excellente position ; autrement, il y aurait eu de la témérité à accepter un engagement général, vu la grande disproportion qui existait entre les forces respectives.

La vallée du Rhin est coupée transversalement en cet endroit, au sud de Muhlheim, par un groupe de hauteurs escarpées qui s'étendent depuis la montagne de Hohenblau jusqu'au fleuve. Cette espèce de contre-fort du massif de Hohenblau, est d'un accès difficile de trois côtés : à gauche, il est couvert par le Rhin, à droite, par le ruisseau de Kander, lequel sort de cette montagne, et après avoir coulé parallèlement au fleuve, dans une direction inverse, vient s'y jeter en tournant tout à coup à l'ouest : enfin, son revers septentrional est baigné par le ruisseau de Schliengen, qui jaillit au pied du Hohenblau, et va se perdre dans le Rhin près de Steinstadt.

C'est sur ces hauteurs formidables que Moreau attendit l'archiduc ; sa gauche appuyée au Rhin vers Steinstadt, son centre vers Liel et Eckenheim, sa droite depuis le défilé de Kandern jusqu'auprès de Sizenkirch. La ligne avait trois lieues de développement, étendue un peu trop considérable pour la force de l'armée.

L'archiduc vint camper vers Neubourg et Muhlheim : il renforça de 6 bataillons et 12 escadrons le corps de blocus de Kehl ; ce qui doit paraître extraordinaire au moment où il méditait de livrer bataille. La journée du 23 se passa en dispositions préparatoires, et l'attaque de la position fut fixée au 24, à la pointe du jour. Le plan du prince Charles était sage ; il reposait sur un effort par sa gauche, contre la droite des Français vers Kandern, clef de toute la ligne. En effet, si les Autrichiens obtenaient le moindre succès sur cette direction, ils menaçaient la dernière communication de l'armée française par Maudach. Car la position, quoique fortifiée par la nature, avait un grand désavantage, attendu que la droite se prolongeant en arrière le long de la vallée de la Kander, l'ennemi se trouvait plus près de la chassée d'Huningue que les divisions de Saint-Cyr, placées dans un coude le long du Rhin, où il eût été dangereux de recevoir le combat.

L'archiduc aurait obtenu les résultats les plus glorieux, s'il avait eu la précaution de renforcer son aile gauche, de manière à lui assurer une supériorité décidée sur les Français ; ce qui était aisé, en laissant au corps de Furstemberg le soin d'observer Saint-Cyr à Schliengen et à Liel, et portant tout le centre sur Sizenkirch, au lieu de laisser tant de forces sur des points si peu essentiels.

L'armée impériale fut divisée en quatre colonnes principales. La première de droite était composée du corps du prince de Condé, renforcé d'un millier de chevaux ; la seconde, forte de 9 bataillons et 30 escadrons, était conduite par le prince de Furstemberg ; la troisième, de 13 bataillons et d'une forte division de cavalerie, avait pour chef Latour. Une colonne intermédiaire conduite par Meerfeld, devait lier la précédente par Fauerbach avec celle de gauche. Celle-ci, composée de 10 bataillons et 15 escadrons, était conduite par Nauendorf.

Les deux premières colonnes devaient se borner à inquiéter l'aile gauche de Moreau, afin de l'empêcher d'en détacher beaucoup de monde ; sa position depuis Schliengen jusqu'au Rhin étant trop forte pour qu'on pût espérer de l'aborder avec succès. Les deux autres avaient l'ordre d'attaquer vigoureusement le centre et de tourner l'aile droite s'il y avait possibilité.

Le temps était affreux : une pluie orageuse rendait la marche d'autant plus pénible, que le terrain, déjà détrempé par les pluies précédentes, permettait à peine de faire un pas. La cavalerie fut à peu près paralysée.

Le corps du prince de Condé, assemblé à Neubourg, se porta sur Steinstadt, dont il délogea les avant postes républicains, et où il se maintint tout le jour, à la faveur d'une forte canonnade qui tint en échec la brigade de gauche de Saint-Cyr, commandée par Nansouty.

Le prince de Furstemberg réunit ses troupes à Muhlheim, et les forma sur les hauteurs en avant de Schliengen, au milieu d'un feu d'artillerie très-animé auquel elles ripostèrent de leur mieux ; mais le général Ambert, repoussa toutes leurs attaques contre ce village.

La colonne du général Latour se porta de Vogesheim à Feldberg. Sa droite repoussa les avant-postes de Duhesme dans les vignes qui s'étendent entre Feldberg et Schliengen, pendant que la gauche le chassa d'Eckenheim, passa le ravin et attaqua les

Digitized by Google

hauteurs boisées qui sont au delà. La nature du terrain favorisant la défense, les 21[e] légère et 31[e] de ligne, firent acheter cher aux Impériaux la possession de ces points. La droite, après avoir délogé les Français des vignes, les força à se retirer derrière Liel; la gauche, ayant nettoyé la plus grande partie du bois, prit position sur leur flanc droit appuyé à Nieder-Eckenheim, et étendit sa gauche jusqu'à Fauerbach.

Le corps du général Nauendorf qui avait le plus de chemin à parcourir, se mit en marche, le 23, par Badenweiler pour s'emparer des hauteurs de Bürglen et de Feldberg, afin d'être en mesure d'aborder les républicains le lendemain de très-bonne heure. Un détachement de cette colonne se dirigea sur Sizenkirch; une plus considérable, conduite par Nauendorf en personne, attaqua les hauteurs escarpées, entre le ravin de ce village et celui de Kandern, défendues par la division Férino, et après s'en être emparée, déboucha immédiatement au-dessus du bourg de Kandern. La 3[e] d'infanterie légère, les 56[e] et 89[e] de ligne, aux ordres des généraux Abatucci et Montrichard, se défendirent avec un grand courage; mais accablées par le nombre, elles furent obligées de céder le bourg et les premières positions, pour aller s'établir sur les hauteurs qui s'étendent en arrière jusqu'à la droite de Liel, où elles déployèrent une grande fermeté.

La colonne de Meerfeld, composée d'infanterie légère et de hussards, balaya les crêtes boisées et difficiles, à droite de Sizenkirchen, et prit possession de tout le terrain entre ce village et Fauerbach; ce qui permit d'établir une communication avec la gauche du général Latour, à l'instant où les Français furent repoussés de Kandern. Quoique le corps de Nauendorf eût marché toute la nuit, les chemins à travers les montagnes étant presque impraticables, il ne put commencer sa véritable attaque qu'à deux heures après midi, de sorte qu'il n'obtint les avantages dont on vient de parler qu'à la chute du jour. Un brouillard très-épais, suivi d'un gros orage qui dura jusqu'à nuit close, mit fin au combat.

Les colonnes autrichiennes passèrent la nuit sous les armes, comme si elles eussent été dans l'intention de renouveler l'attaque le lendemain : un second combat paraissait inévitable; car les Français étaient toujours à même de défendre leur position principale tant qu'ils tenaient les hauteurs en arrière de Kandern, et le général Nauendorf n'avait pas de moyens suffisants pour pousser vivement ses succès. Cependant, comme Moreau était déterminé à se retirer sur la rive gauche du Rhin, et n'avait reçu la bataille que pour donner le temps aux équipages de passer ce fleuve avant lui, il fit sa retraite dans la nuit, et alla prendre position à Haltingen, d'où il se retira par le pont d'Huningue durant la nuit et le lendemain matin, 26. Ce mouvement se fit avec ordre, sans que les Autrichiens tentassent de l'inquiéter.

Ainsi finit cette retraite que d'une part on a trop vantée, et que de l'autre on a sans doute jugée avec trop de rigueur. L'armée du Rhin engagée en Bavière, tomba dans une position défavorable, par la retraite de Jourdan. Cette fausse position où elle s'était volontairement engagée après le départ de l'archiduc, justifie assez le reproche encouru par Moreau, de n'avoir pas suivi la marche de ce prince sur Nuremberg, afin d'agir de concert avec l'armée de Sambre-et-Meuse; et lorsqu'après avoir négligé cette occasion de combattre le prince Charles avec des forces supérieures, la retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle devint indispensable, elle n'eut rien de si périlleux, ni de si étonnant qu'on puisse la mettre en parallèle avec celle de Xénophon, comme beaucoup d'écrivains l'ont tenté. Moreau n'avait sur sa droite aucune force ennemie capable de s'opposer à sa marche. Il eut à la vérité, sur ses derrières, de petits corps de partisans, et à la fin une assez forte division; mais dans un pays où les routes sont si nombreuses, toutes ne sauraient être bien gardées. Le système suivi par les Impériaux dans cette campagne, garantissait d'avance la réussite de cette retraite : ne sachant où frapper un coup décisif, il était présumable qu'ils manœuvreraient sur tous les chemins. Dans le fait, les 60,000 Français, qui se retiraient, ne rencontrèrent sur leurs communications que deux détachements de chevau-légers et le colonel d'Aspre, avec deux bataillons, au col de Neustadt, force incapable de leur disputer le passage.

Si l'archiduc, après la victoire de Wurtzbourg et son arrivée sur la Lahn, eût marché droit sur Stuttgart, d'où il était à même de se diriger, selon

Digitized by Google

les circonstances, sur Hechingen ou sur Ulm, et d'attirer, vers la fin de septembre, les corps de Nauendorf et de Petrasch, c'eût été tout différent : alors il eût pu disputer avec succès et à forces égales le passage des montagnes ou celui du Danube. D'un autre côté, si Latour avait gagné la hauteur du flanc gauche de Moreau, en vue de prendre une part plus directe aux opérations de l'armée principale, et que Frœlich, au contraire, eût appuyé aux débouchés du Voralberg et du Tyrol, en se bornant à faire harceler l'armée française en queue par quelques escadrons; il est incontestable que Moreau aurait été très-embarrassé, et que le Directoire eût payé cher la faute de former deux armées indépendantes sur une même frontière. N'oublions cependant pas, qu'il eût été bien difficile à l'armée autrichienne, affaiblie par de nombreuses garnisons, par le départ du contingent saxon et la paix séparée de la Souabe et de la Bavière, de garder en même temps, les routes du Tyrol, celle d'Huningue, de Brisach, de Kehl, de Fort-Vauban et même de Dusseldorf. Il n'y eût, pour consommer la ruine de l'armée républicaine, qu'un seul instant propice, et comment le saisir, avec des forces répandues depuis la Lahn jusqu'au lac de Constance?

L'armée française recueillit une trop juste gloire des combats multipliés, qu'elle livra ou soutint, sans avoir besoin d'exagérer le merveilleux d'une campagne, où l'un de ses généraux fit briller quelques étincelles d'un génie, qui ne se développa que trois ou quatre ans plus tard.

En jugeant la retraite d'après ce qu'elle pouvait avoir de désastreux, la France dut se féliciter de voir revenir intacte, une armée qui s'était enfournée en Bavière, au moment où celle qu'elle devait soutenir était ramenée sur le Rhin. Mais les militaires qui jugeront cette opération sur la situation effective des forces opposées, et sur les obstacles réels qu'elle rencontra, trouveront qu'elle n'offrit rien d'extraordinaire, à l'exception de la bataille de Biberach, dont toutes les combinaisons sont dignes d'éloges. Le but que nous nous sommes proposé, nous a forcé de présenter ces opérations sous le rapport de l'art; nos sentiments pour les qualités personnelles du général Moreau sont assez connus pour qu'on ne puisse nous accuser de partialité.

Aussitôt que Desaix eut passé le Rhin à Brisach, il porta une partie de ses divisions sur la Queich, afin de repousser les postes que les troupes du général Hotze avaient conservés vers Schweigenheim; Spire fut réoccupé et la tête de pont de Manheim même un instant menacée. Enfin, on rétablit, à la fin d'octobre, la communication avec l'armée de Sambre-et-Meuse, qui, ayant reçu des renforts considérables de celle du Nord, se trouvait en état de former des entreprises majeures.

Beurnonville prit le commandement de cette armée, le 24 septembre, en remplacement de Jourdan qui, abreuvé de dégoûts, avait donné sa démission. Le nouveau général en chef n'était pas dans le cas de suggérer au Directoire des vues capables de rétablir les affaires. Avec moins d'habitude de la guerre et de coup d'œil que son prédécesseur, il joignait une irrésolution et une timidité désespérantes. Quoiqu'il ne tardât pas à réunir plus de 70,000 combattants, tous animés du désir de relever la gloire de l'armée de Sambre-et-Meuse, un peu ternie par la retraite de Wurtzbourg, il se contenta de promettre merveilles dans ses proclamations. D'abord, il feignit d'avoir trouvé l'armée dans un grand désordre, afin de prolonger le temps de sa réorganisation et d'en rehausser le mérite; puis, il prétexta le défaut de chaussure, d'habillement, d'approvisionnements. Enfin, lorsque le Directoire lui eut tout accordé à souhait, il l'entretint durant trois mois entiers de ses craintes puériles, de ses projets chimériques.

Le général Werneck, resté devant lui sur la rive droite du Rhin, avec 35,000 hommes, pour couvrir la ligne depuis le Necker jusqu'à la Sieg, encouragé par sa léthargie, ne craignit pas même de former des entreprises offensives. Les Français ayant profité de la marche victorieuse de leur armée, pour mettre le pont de Neuwied à l'abri d'insulte, les Autrichiens avaient le plus grand intérêt à ne pas leur laisser achever les travaux, et Kray les fit attaquer, les 20 et 21 octobre, pendant que des détachements débarqués par la flottille de Williams, sur la rive gauche du Rhin, au-dessous de Bacharach, devaient inquiéter Coblentz et détruire les ponts de la Moselle. Ces tentatives échouèrent par leur peu d'ensemble; les Français étaient d'ail-

Digitized by Google

leurs en mesure de repousser les attaques avec des forces infiniment supérieures.

Vers la même époque, les divisions Bernadotte et Championnet se rassemblèrent sur la Nahe, et attaquèrent, le 27 octobre, les brigades Simbschen et Rosenberg qui la défendaient. Le passage de cette rivière fut forcé à Graulsheim, et les Autrichiens, battus sur leur gauche, furent contraints à se replier sous Mayence. L'armée de Sambre-et-Meuse profita de ce succès pour s'étendre par sa droite du côté de Kayserslautern, afin de seconder la défensive pénible de l'armée du Rhin; la division Dumuy vint, à cet effet, prendre position dans les gorges d'Anveiler.

Le meilleur moyen de la favoriser eût été, ou de se réunir à elle, ou d'opérer une diversion en sa faveur, en effectuant un nouveau passage du Rhin à Neuwied et à Dusseldorf. Le général Werneck, dans l'état actuel de dispersion de ses forces, n'était pas en mesure de tenir sur la Lahn, et l'armée de Sambre-et-Meuse serait arrivée sans obstacles sur le Mein, et peut-être jusqu'au Necker, pour peu que l'archiduc tardât à marcher lui-même contre elle, ou du moins à faire des détachements considérables pour renforcer son lieutenant. Cette résolution vigoureuse fut négligée par Beurnonville; il consuma un temps précieux en tâtonnements : Kehl et Huningue succombèrent, et le calme le plus profond succéda, durant quelques mois sur les bords du Rhin, à une campagne aussi active que pénible, où les deux partis éprouvèrent alternativement toutes les vicissitudes de la fortune.

CHAPITRE LXIV.

Le roi de Naples menace d'entrer dans les États romains. — Bonaparte lui impose par sa fermeté. — Le cabinet de Vienne envoie le général Lauer en Italie, avec un nouveau projet pour débloquer Mantoue. — Wurmser veut se porter vers cette place par le bas Adige, et divise une seconde fois ses forces. — Bonaparte l'attaque dans son mouvement. — Combat de Roveredo. — Marche par les gorges de la Brenta. — Affaires de Bassano et de Saint-Georges. — Wurmser, rejeté dans Mantoue, y est investi.

Les pertes essuyées par l'armée impériale aux combats de Lonato et de Castiglione, quelque grandes qu'elles fussent, n'avaient point été assez fortes pour la mettre hors d'état de tenir la campagne devant une armée affaiblie par ses propres succès. D'ailleurs, le Tyrol et l'Illyrie offraient au cabinet de Vienne des ressources incalculables. La première de ces provinces, surtout, n'était pas seulement importante par ses positions, qui facilitent, à chaque pas, à une armée inférieure en nombre, les moyens de tenir en échec un adversaire victorieux. L'esprit militaire de ses habitants; l'attachement qu'ils ont pour leurs foyers; leur dévouement à la maison d'Autriche, qui leur a laissé de grands priviléges, étaient autant de motifs qui les portaient à prendre les armes pour la soutenir : et ces dispositions, jointes à la facilité de lever les milices illyriennes, assuraient aux armées impériales les moyens de se maintenir aux portes de l'Italie, en attendant qu'elles pussent reprendre l'offensive.

A la suite des combats du Montebaldo, Wurmser avait eu d'abord l'intention de tenir à Alla; mais il ne s'y crut pas longtemps en sûreté : les attaques de Saint-Hilaire contre la brigade du prince de Reuss, et l'enlèvement des postes de la Rocca d'Anfo et de Lodrone, sur la rive occidentale du lac de Garda, lui faisant craindre que l'intention des Français ne fût de se porter à Trente, il abandonna sa position avec 40,000 hommes, de peur d'être tourné par quelques bataillons.

L'armée impériale partit donc, le 13 août, pour s'établir autour de la capitale du Tyrol italien, dont elle couvrit toutes les avenues par des corps détachés : l'un, du côté de la Valteline et du Tonal; l'autre, sur la Sarca; un troisième, à Levico; l'avant-garde vers Roveredo : enfin, une brigade dut garder les passages de Reitty du côté de la Souabe, où les progrès de l'armée de Rhin-et-Moselle menaçaient le Vorarlberg.

L'armée impériale conserva ces positions jusqu'au 18 août, que Davidowich se porta de nouveau sur Roveredo, et Wukassowich sur San-Marco. Les milices tyroliennes, dont la force s'élevait à 7 ou 8,000 hommes, concoururent à l'occupation et à la défense de ces postes.

Il serait inutile de démontrer que ces mesures défensives, reposant sur le sytème de cordon, auraient exposé l'armée autrichienne à une défaite

Digitized by Google

inévitable : aussi, furent-elles bientôt remplacées par un projet offensif, qui, à la vérité, ne fut ni mieux conçu, ni plus heureusement exécuté que le premier.

Le cabinet de Vienne, attachant la plus grande importance à la conservation de Mantoue, et ne sachant à quoi attribuer les revers de ses armées, avait cru les réparer en nomment le général du génie Lauer à l'emploi de chef d'état-major de Wurmser, et en le chargeant de nouvelles instructions pour délivrer cette place.

D'après ce nouveau plan, sur lequel reposait toutes les espérances de la cour, Davidowich devait rester en Tyrol, non-seulement avec toutes les milices du pays, mais aussi avec 20,000 hommes, répartis en quatre divisions, trop bizarrement placées pour qu'on n'indique pas leurs positions. Le général Græffer couvrait le haut Tyrol du côté du Vorarlberg, avec 3,500, hommes; Laudon, avec près de 3,000, se chargea d'observer les débouchés de la Valteline; la division du prince de Reuss, forte de 5,500 s'établit au nord du lac de Garda; enfin, les brigades Wukassowich et Sporck, réunies dans la vallée de Roveredo, formaient le corps de bataille d'environ 8,600 hommes.

A la vérité, ce corps considérable n'était pas condamné à une défensive absolue, puisqu'il devait seconder les entreprises du maréchal dans la plaine; mais sa coopération, comme on ne tardera pas à le voir, était telle, que ce dernier ne pouvait guère compter sur elle.

De son côté, Wurmser, avec les divisions Sebottendorf, Quasdanowich et Mezaros, fortes d'environ 26,000 hommes, devait descendre par les vallées de Sugana et de la Brenta à Bassano; s'emparer ensuite des ponts de Legnago, pour s'avancer de là sur Mantoue; tandis que Davidowich, en descendant l'Adige, déboucherait du Tyrol sur les derrières des républicains, dans le cas où ils porteraient leurs forces contre la gauche de l'armée impériale. On espérait, par ces manœuvres, les forcer à quitter la contrée entre l'Adige et le Mincio, et rétablir les communications avec Mantoue sans risquer de bataille. Ce projet, comme on le voit, était à peu près semblable à celui que le maréchal avait formé un mois auparavant; il en avait tous les inconvénients, sans offrir autant d'avantages : aussi, n'aurait-il pas mieux réussi, quand bien même les Français n'eussent pas arrêté son exécution dès le premier pas.

Bonaparte, instruit des progrès de Moreau, et ne pouvant connaître encore les revers essuyés depuis peu de jours par Jourdan, cherchait tous les moyens d'amener le dénoûment de la lutte avec Wurmser. Son imagination ardente, encore enflammée par le Directoire, se transportant alternativement des bouches de l'Isonzo au sommet des Alpes tyroliennes, lui suggéra l'idée bizarre d'une incursion sur Trieste, il eût été jaloux de se lier aux armées du Rhin et de porter un coup sensible au commerce de l'Autriche, en ruinant le seul port qu'elle possédât; mais quel moyen de courir au fond de l'Adriatique, quand Wurmser et le gros de son armée, rassemblés autour de Trente, pourraient sans obstacle déboucher sur Mantoue? Pour faire cadrer de tels projets avec les instructions du Directoire, il n'y avait qu'un bon parti : favoriser à la droite de l'armée du Rhin la prise de la capitale du Tyrol; décider les Autrichiens à évacuer ce pays, en les menaçant de les enfermer dans ses profondes vallées, puis se rabattre sur le Frioul, pour jeter un corps sur Trieste si les événements le permettaient : tel fut, en effet, le système du général français.

Dans ces entrefaites, la position de l'armée d'Italie se compliquait de plus en plus par les démonstrations hostiles des Napolitains. Ferdinand IV était parti pour Ponte-Corvo et Sora, d'où 20,000 hommes menaçaient d'entrer dans les États romains, se flattant d'une alliance offensive avec le pape, que celui-ci ne désavouait pas. L'Angleterre entretenait cette ardeur de tout son pouvoir, et n'était pas plus avare d'argent que de promesses d'agrandissement : Windham, l'un de ses plus habiles diplomates, partait de Florence pour aller offrir à Naples les subsides précédemment alloués au cabinet de Turin. Bonaparte, assez occupé de repousser Wurmser, ne pouvait contenir la cour des Deux-Siciles que par des menaces : il ne balança pas à lui signifier qu'il se dirigerait lui-même sur Naples avec 10,000 hommes, si les troupes du roi n'évacuaient à l'instant les États romains. On le crut sur parole, dans un moment où il n'avait

Digitized by Google

pas un bataillon disponible; et le ministre Acton rabattit un peu de sa jactance.

Loin de se laisser ralentir par ces contrariétés, Bonaparte ne sentit que plus vivement l'urgence de se débarrasser de Wurmser; et il fit tous les préparatifs pour y réussir. L'armée républicaine venait d'être réorganisée. Serrurier ayant remplacé Vaubois à Livourne, celui-ci prit le commandement des 11,000 combattants de l'aile gauche, cantonnés sur la rive occidentale du lac de Garda. La division Masséna, portée à 13,000 hommes, s'établit au centre; et Augereau forma la droite avec 9,000. Sahuguet commanda les 10,000 hommes laissés devant Mantoue : on donna à Kilmaine deux bataillons et sa faible division de cavalerie, pour éclairer le bas Adige et défendre Vérone. Sauret avec les dépôts de l'armée, réunis à deux ou trois bataillons attendus incessamment des Alpes, devait maintenir la police à Brescia et sur les derrières. La fortune seconda à merveille le général français : car, à l'instant où il s'ébranla des hauteurs de Rivoli et des bords du lac de Garda pour envahir le Tyrol, le général autrichien, de son côté, partait de Trente pour descendre par la vallée de la Brenta, afin d'exécuter le projet de Lauer, dont nous avons déjà parlé.

Le plan de Bonaparte conçu avec habileté, semblait néanmoins audacieux : car son adversaire était à même de passer l'Adige, d'accabler le corps de blocus de Mantoue et de revenir sur l'armée d'observation. Pour le détourner de cette résolution, il fallait ne pas lui donner le temps de se reconnaître : or l'unique moyen de réussir était de fondre sur Davidowich, et de le mettre d'abord hors de combat. Le moindre retard eût donné aux Autrichiens le temps de frapper, dans les plaines de Mantoue, des coups plus accablants qu'il ne semblait possible de leur en porter dans les positions inexpugnables des environs de Trente.

L'exécution de ce projet dépendait donc de la combinaison et de la précision des mouvements : il s'agissait surtout d'assurer la jonction de la division Vaubois, placée, comme on sait, à la gauche du lac de Garda. En la faisant revenir par Peschiera on eût perdu plusieurs jours; et, pour ne pas retarder l'opération, on lui ordonna de déboucher dans la vallée de l'Adige, par Riva et Torbole. Ce mouvement, un peu étendu, exécuté par les deux rives du lac de Garda, eût été dans toute autre circonstance une faute grave; mais, dans le fait, il n'offrit aucun danger, puisque Davidowich était incapable d'efforts vigoureux, avec un corps divisé en détachements sur les deux rives de l'Adige. Il était évident que chacune des divisions Masséna et Vaubois serait assez forte pour chasser ces partis des vallées étroites où ils se trouvaient; d'ailleurs, en combinant la marche simultanée de ces divisions, on devait compter qu'elles entreraient en action presqu'en même temps; et dans la supposition que Wurmser eût été à portée de les combattre, il était possible qu'elles remportassent la victoire, en l'attaquant, de concert, dans des gorges où le nombre ne décide pas toujours du succès. Enfin, la masse des forces autrichiennes était hors d'état de se placer entre les deux colonnes françaises, comme cela venait d'arriver un mois auparavant à celles de Wurmser : parce que le pays ne le permettait pas, et que cette masse se trouvait bien loin de là, en marche sur Bassano.

On prit donc le parti de rassembler les divisions Vaubois et Masséna sur Serravalle, pour attaquer Davidowich, et de faire appuyer leur mouvement par celle d'Augereau. Les troupes de Masséna, formant le centre, passèrent l'Adige au pont de Polo, suivirent la grande route de Trente, et arrivèrent à Alla, le 3 septembre. Augereau partit la veille de Vérone, se porta à droite sur les montagnes de Molare, entre Lugo et Rovere, afin d'observer l'ennemi vers Vicence et Bassano, et de pouvoir au besoin se lier aux opérations de Masséna : il emmena son artillerie de bataille, et laissa le reste dans la vallée de l'Adige ou à Vérone. Le général Vaubois, à l'extrême gauche, partit dans le même temps de Storo dans la vallée de la Chiese, avec 11 bataillons: son avant-garde, commandée par Saint-Hilaire, culbuta l'ennemi au pont de la Sarca, et lui fit des prisonniers. Six autres bataillons embarqués à Salo, étaient destinés à le joindre à Torbole; mais on avait recommandé à Guyeux qui les commandait, de ne les mettre à terre qu'après s'être assuré de la possibilité de le faire avec succès. Au pis aller, si cette brigade se trouvait assaillie, elle devait se rabattre par les rives orientales du lac sur

Digitized by Google

Malsesena et la vallée de l'Adige, afin de se rallier au général en chef et aux troupes du centre.

Le 3 septembre, la tête de la colonne de Masséna ayant rencontré les avant-postes autrichiens à Alla, les culbuta successivement sur Serravalle et San-Marco. Là, sont des positions formidables sur les deux rives de l'Adige, et une partie du corps autrichien se trouvait précisément vers Canzano, à l'embranchement de la route par laquelle Vaubois devait opérer sa jonction. Les instructions de ce dernier lui prescrivant d'arriver, le 4, vis-à-vis de Serravalle, il importait pour assurer sa réunion de s'emparer sur-le-champ du village. Le général Pigeon s'en rendit maître à la suite d'un combat assez vif, où il fit 200 prisonniers.

Le 4, Masséna reçut l'ordre d'attaquer San-Marco, au moment où Vaubois arriverait sur l'Adige vers Mori. Augereau devait occuper les hauteurs qui longent la vallée d'Arsa, afin de prêter la main au premier s'il était nécessaire, de couvrir son flanc droit, et de causer des inquiétudes à l'ennemi sur Vicence. Pigeon, avec une partie de l'infanterie de Masséna, gagna les hauteurs à gauche de San-Marco : Sornet, avec la 18e legère, attaqua les Autrichiens en tirailleurs : Victor, à la tête de la 18e de ligne, en colonnes serrées, perça par le grand chemin, à l'instant où Vaubois commençait l'attaque du camp de Mori, sur la rive droite de l'Adige.

La résistance de Wukassovich fut opiniâtre : après deux heures d'un combat qui fit honneur à sa faible troupe, elle évacua sa position. Bonaparte ayant envoyé l'ordre à la cavalerie de pousser vivement l'ennemi, le général Dubois chargea lui-même à la tête du 1er régiment de hussards et fut frappé à mort en décidant l'affaire en faveur des républicains.

Sur ces entrefaites, Davidowich, qui avait établi son corps de bataille dans la position de Calliano, ordonna à son lieutenant de se rallier à lui. Au moment où ce dernier commençait à effectuer sa retraite de Roveredo, le général Rampon passa avec la 32e entre cette ville et l'Adige; la brigade Victor pénétra au pas de charge dans la grande rue. Wukassowich, ainsi pressé par des forces supérieures, se replia en toute hâte, et essuya nécessairement quelques pertes. La division Vaubois, après avoir forcé le camp de Mori, poursuivait les Autrichiens avec chaleur sur la rive droite de l'Adige, vers une heures après midi : Wukassowich, assailli de toutes parts, tenant tête à chaque défilé, exécutait sa retraite en assez bon ordre pour une troupe qui combattait seule depuis trois jours; car on ne lui avait encore pris que trois pièces de canon, et quelques centaines de prisonniers.

Cependant, Masséna, après avoir rallié ses brigades en avant de Roveredo, leur donna un moment de repos dont Bonaparte profita pour reconnaître les mouvements des Impériaux. Si Wukassowich avait été battu pendant toute la journée, il venait d'opérer sa jonction avec Davidowich, dont les troupes, bien reposées, défendaient un poste presque inexpugnable. La position de Calliano, resserrée entre l'Adige et des montagnes à pic, est une gorge d'environ 40 toises de largeur, fermée par un village, un château et une forte muraille qui s'étend depuis la rivière jusqu'à la montagne : toute l'artillerie des Autrichiens battait ce défilé, Il n'y avait pas de temps à perdre; le général Dommartin reçut l'ordre de faire avancer huit pièces légères, pour battre la gorge d'écharpe. Pigeon passa avec quelques bataillons sur la droite; et 300 tirailleurs se jetèrent sur les bords de l'Adige, pour engager la fusillade. Protégées par ces dispositions, trois demi-brigades passèrent le défilé en colonne serrée par bataillon: les Impériaux, ébranlés par le feu nourri de l'artillerie et la hardiesse des tirailleurs, ne résistèrent pas au choc de ces colonnes : l'une gravit des rocs presque inaccessibles et l'autre côtoya l'Adige, Davidowich, pressé en flanc et de front, céda l'entrée de la gorge. Ce pas rétrograde sema la terreur parmi les siens qui commencèrent à se retirer en désordre. La cavalerie française en profita pour l'aborder, et fut soutenue par l'infanterie. Ce corps se sauva jusqu'à Trente, laissant sur la route environ 3,000 blessés ou prisonniers.

Dans la nuit du 4 au 5, la division Vaubois passa l'Adige et fit sa jonction. Masséna se remit à la poursuite de l'ennemi, et entra dans Trente, le 5 septembre, à 8 heures du matin, après avoir échangé quelques coups de canon avec l'arrière-garde.

A peine arrivé dans cette capitale du Tyrol ita-

Digitized by Google

lien, Bonaparte apprit qu'il n'avait eu à combattre que la moitié des forces ennemies, et que Wurmser s'était dirigé avec le reste sur Bassano. Son parti fut bientôt pris, et les dispositions faites à l'instant, pour se mettre à ses trousses par les gorges de la Brenta (1). Instruit néanmoins que Davidowich avait pris une position retranchée derrière le Lavis, d'où il aurait pu inquiéter la marche projetée, le général en chef résolut d'abord de l'en chasser, vu que le succès de la première opération n'était certain qu'autant qu'on rejetterait l'ennemi loin de l'entrée de ces gorges. Il importait donc de profiter du temps où les trois divisions de l'armée se trouvaient encore ensemble, pour tenter ce coup de force. Bonaparte fit accélérer la marche de Vaubois, et se porta de sa personne, à l'avant-garde, pour en diriger les attaques. Elle arriva à six heures du soir devant la position, qui était formidable; il fallait passer le Lavis sur un pont dont le débouché était fortement gardé : on se rappela Lodi; et ces obstacles, loin d'ébranler les soldats, les enflammèrent du plus bouillant courage; toutefois, l'avant-garde fut repoussée. Mais bientôt la tête de la division étant arrivée, Bonaparte dispose une nouvelle attaque : le général Dallemagne passe le pont avec la 25ᵉ, sous le feu de l'ennemi, retranché dans le village; Murat traverse la rivière à gué, à la tête d'un détachement du 10ᵉ de chasseurs, portant des fantassins en croupe. Davidowich, ainsi menacé, se retire avec précipitation sur Salurn et Neumarck, avec perte de 300 prisonniers.

La division Augereau, ayant rencontré pendant ce temps des difficultés insurmontables sur les hauteurs, redescendit dans la vallée de l'Adige, où elle reçut l'ordre de marcher sur Levico.

Tandis que Bonaparte exécutait si heureusement le premier acte de son entreprise, en accablant la droite de l'ennemi, et qu'il préparait contre sa gauche un coup non moins terrible, Wurmser prenait des mesures qui devaient accélérer sa perte. Informé de la marche des Français sur Roveredo, il calcula, à sa manière lente et méthodique, les opérations que son adversaire exécuterait probablement contre Daviowich, et s'en tint à la résolution de marcher sur Mantoue; projet mal conçu dans le principe, et qui devenait encore.

(1) Bonaparte écrivait de Trente, le 6 septembre, au Directoire :

« Nous n'avons pas d'autre chose à faire, citoyens directeurs, si nous voulons profiter de notre position actuelle, que de marcher sur Trieste. Nous serons à Botzen dès l'instant que l'armée du Rhin se sera avancée sur Inspruck; mais ce plan, que nous adoptons, et qui était bon au mois de juin, ne vaut plus rien à la fin de septembre : les neiges vont bientôt rétablir les barrières de la nature. Le froid commence déjà à être vif; l'ennemi, qui l'a senti, s'est jeté sur la Brenta pour couvrir Trieste. Je marche aujourd'hui le long de la Brenta, pour attaquer l'ennemi à Bassano, ou pour couper ses derrières, s'il fait un mouvement sur Vérone. Vous sentez qu'il est impossible que je m'engage dans les montagnes du Tyrol, lorsque toute l'armée ennemie est à Bassano et menace mon flanc et mes derrières. Arrivé à Bassano, je bats l'ennemi : comment voulez-vous qu'alors je le pousse par-devant et que je cherche à lui enlever Trieste? Le jour où j'aurai battu l'ennemi à Bassano, et où l'armée du Rhin sera à Inspruck, les 4,000 hommes, débris de la division qui garde Trente, se retireront par Brixen et Lientz, sur le Frioul : alors la communication sera vraiment établie avec l'armée du Rhin, et j'aurai acculé l'ennemi au delà de Trieste, point essentiel où se nourrit l'armée ennemie. Ensuite, selon la nature des circonstances, je me tiendrai à Trieste où je retournerai sur l'Adige. Après avoir détruit ce port, selon la nature des événements, je dicterai aux Vénitiens les lois que vous m'avez envoyées par vos dernières instructions. *De là encore il sera facile, si les renforts du général Châteauneuf-Randon arrivent, et si vous me faites fournir* 10,000 *hommes de l'armée des Alpes, d'envoyer une bonne armée jusqu'à Naples.* Enfin, citoyens directeurs, voulez-vous cet hiver ne pas avoir la guerre au cœur de l'Italie? Portons-la dans le Frioul.

» L'armée du Rhin, occupant Inspruck, gardera mon flanc gauche : d'ici à un mois, les neiges et les glaces le feront pour elle, et elle pourra retourner sur le Danube. Vous sentez mieux que moi, sans doute, l'effet que fera la prise de Trieste sur Constantinople, sur la Hongrie et sur toute l'Italie. Au reste, citoyens directeurs, le 22, je serai à Bassano. Si l'ennemi m'y attend, il y aura une bataille qui décidera du sort de tout ce pays-ci; si l'ennemi recule encore sur Trieste, je ferai ce que les circonstances militaires me feront paraître le plus convenable; mais j'attendrai vos ordres pour savoir si je dois ou non me transporter sur Trieste.

» Je crois qu'il serait nécessaire de former à Milan 3 bataillons de Milanais, qui serviraient à renforcer l'armée qui bloque Mantoue. Si vous adoptez le projet de se porter sur Trieste, je vous prie de me faire connaître de quelle manière vous entendez que je me conduise avec cette ville, dans le cas où l'on juge à propos de l'évacuer quelque temps après. »

Digitized by Google

plus dangereux depuis les échecs éprouvés par sa droite. Le 6 septembre, le général Mezaros, qui formait l'avant-garde, s'était avancé jusqu'à Saint-Olmo au delà de Vicence, et poussait des postes jusqu'à Montebello. Le maréchal était encore à Bassano. Son entreprise, convenable en l'exécutant avec toute l'armée, était une faute grave dès qu'il n'y employait que deux divisions; car elle compromettait sa gauche à Bassano en cas d'attaque; et, d'un autre côté, ce détachement de la moitié de l'armée devenait inutile si les républicains portaient leurs forces ailleurs. Le seul parti convenable lorsqu'on apprit leurs manœuvres dans la vallée de l'Adige, était de rassembler l'armée sur-le-champ, soit à Bassano, soit dans le Tyrol, pour agir ensuite selon les circonstances; toute autre mesure était contraire aux principes. Wurmser crut, dit-on, se tirer d'embarras par un coup d'audace; mais l'audace que n'accompagnent pas de bonnes combinaisons, est ordinairement funeste; il en fit dans cette occasion une cruelle expérience.

Davidowich n'agit pas mieux en exécutant une retraite excentrique sur Neumarck; il eût dû se jeter avec 12,000 hommes dans la vallée de la Brenta, pour se rallier au maréchal, laissant à Laudon, renforcé de 8,000 Tyroliens, le soin de couvrir l'Adige et la route du Brenner. Sans doute, ses instructions auraient dû lui prescrire ce mouvement, qui eût donné à Wurmser une masse de 38,000 combattants à Bassano, contre les seules divisions de Masséna et d'Augereau, qui n'en comptaient pas 20,000 : car, il ne faut pas se le dissimuler, le départ de Davidowich n'eût point dispensé le général français de laisser Vaubois vers Trente, pour mettre Vérone et la grande route de Mantoue à l'abri des tentatives de Laudon.

Quoi qu'il en soit, Bonaparte ayant adressé des proclamations menaçantes aux Tyroliens, en vue de les intimider, et assigné à la division Vaubois une position d'observation sur le Lavis, pour contenir les débris de l'aile droite autrichienne, se rabattit par les gorges de la Brenta sur Bassano. La division Augereau s'était dirigée, le 6 septembre, de Levico sur Borgo di Val Sugana et Ospetaletto; la division Masséna avait pris la même direction depuis Trente : toutes deux continuèrent leur marche le lendemain, au point du jour.

Un parti de trois bataillons de Croates, aux ordres du colonel Cavasini, qui couvrait la vallée de la Brenta au pas de Primolano, et entretenait la communication entre les deux ailes, ne s'attendait guère à être assailli aussi brusquement. Le 7 septembre, au matin, l'avant-garde d'Augereau rencontra ce détachement dans le village de Primolano, la gauche appuyée à la Brenta, et la droite à des montagnes à pic. Le général français fait sur-le-champ ses dispositions; la 5ᵉ légère l'attaque en tirailleurs, la 4ᵉ de bataille marche droit à lui en colonne serrée. Le village est emporté, mais les Croates se rallient dans le fortin de Covolo, qui barre le chemin sur lequel il faut passer : la 5ᵉ se porte sur la gauche du fort, et engage une vive fusillade dans le temps que 2 ou 300 hommes de la 4ᵉ passent la Brenta et gagnent les hauteurs de droite sur les derrières des Croates. Après une résistance assez vive, ils évacuèrent ce poste et cherchaient à effectuer leur retraite, lorsque le 5ᵉ de dragons et un détachement de chasseurs leur coupèrent la retraite et les forcèrent à mettre bas les armes. Les Français prirent, dans cette occasion, 12 à 1,500 hommes et 5 pièces de canon. La chute du jour et la fatigue des troupes décidèrent Bonaparte à bivouaquer à Cismone. Il se proposait de franchir, le lendemain matin, le reste des gorges de la Brenta.

Cettte marche rapide et inattendue de 20 lieues en deux jours, exécutée dans des défilés pénibles, hérissés de postes retranchés, déconcerta les Autrichiens. Ils avaient sans doute présumé que Bonaparte marcherait sur Inspruck; dans cette hypothèse même, il est difficile de concevoir pourquoi Wurmser resta à Bassano, et ne fila pas sur-le-champ vers Mantoue, comme il en avait eu le projet auparavant. Le maréchal, au contraire, fit prendre position aux divisions Quasdonawich et Sebottendorf, sur un rideau en avant de Bassano, à 2,000 pas de la Brenta, et parallèlement à cette rivière; le quartier général était en ville, l'artillerie et les pontons sur la route de Citadella; trois bataillons furent poussés en avant-garde sur la rive droite de la Brenta à Campo-Lungo, et un corps de même force occupa Solagna. Ces dispositions, qui annon-

Digitized by Google

çaient évidemment le projet de recevoir une bataille, ne s'accordaient guère avec le plan conçu par le général Lauer.

Le 8 septembre, à deux heures du matin, l'armée française se mit en marche : arrivée au débouché des gorges, près de Solagna, elle rencontra l'avant-garde dont on vient de parler. Augereau se porta sur la rive gauche de la Brenta avec sa division, à l'exception de la 4e demi-brigade, qui prit la rive droite, suivie par la division Masséna. Il était à peine sept heures du matin, quand le combat s'engagea. Forts de leur position, et encouragés par l'exemple de leur chef, les Impériaux tinrent quelque temps; ils furent néanmoins culbutés par la 5e légère et la 4e de ligne, et poursuivis l'épée dans les reins par des détachements de cavalerie de Murat. Leurs avant-postes se jetèrent en partie sur le camp et en partie sur Bassano, où ils semèrent l'alarme et l'épouvante. Pour comble de malheur, les pontons et la réserve d'artillerie étant rentrés par un malentendu dans la ville, au lieu de se retirer par la route de Citadella, la confusion y fut au comble.

Dans ce moment, l'armée républicaine paraît devant Bassano. Augereau y entre par la gauche au pas de charge, tandis que Masséna, à la tête de la 4e, soutenue de sa division, se jette sur les pièces qui défendent le pont de la Brenta, et les enlève aux Impériaux consternés. L'artillerie prise, ses bataillons passent le pont et se précipitent dans la ville, où ils pénètrent malgré les efforts de la réserve de grenadiers chargée de protéger la retraite du quartier général. Wurmser se dirige sur Fonteniva, et y passe la Brenta: le corps de Quasdanowich, gagné par sa gauche, ne pouvant se replier sur Vicence, est contraint de se jeter avec perte dans le Frioul.

Les Français prirent dans cette journée, environ 2,000 hommes, 5 drapeaux, 30 pièces de canon tout attelées, un pareil nombre de caissons, 2 équipages de pont et plus de 200 fourgons portant une partie des bagages de l'armée impériale.

Wurmser, après avoir passé la Brenta, se dirigea vers Vicence, décidé enfin à se jeter dans Mantoue. On sait qu'il en avait eu le projet; mais pour avoir différé mal à propos son exécution, au lieu d'y voler en libérateur à la tête de 26,000 combattants, il vint y chercher un refuge avec environ 10,000 fantassins et 4,000 chevaux. La division Sebottendorf se trouvait à Vicence: Mezaros, de son côté, avait occupé Montebello, poussé des partis jusqu'auprès de Vérone, et détaché un bataillon pour s'emparer de Legnago, dont les généraux du génie Funck et Lauer prétendaient faire un bon poste avec tête de pont. Wurmser suivit de près ces derniers à Legnago avec le reste de son corps. Le général Ott, qui se trouvait à Montebello avec 5 bataillons et 9 escadrons, eut l'ordre de couvrir ce mouvement : il laissa une petite arrière-garde dans cette ville, et ne partit qu'à l'entrée de la nuit. La brigade Heister ferma la marche et se tint à la hauteur de Ott.

Bonaparte instruit à Bassano que Wurmser s'était jeté sur Vicence, compta pour peu les succès qu'il venait d'obtenir, et ne vit que ce qui lui restait à faire. Il y avait possibilité d'anéantir jusqu'aux derniers débris de cette armée, qui s'était flattée de lui arracher l'Italie; pouvait-il avoir égard à la fatigue de ses troupes, quand l'espoir de nouveaux triomphes doublait leurs forces?

Le 9 septembre, la division Masséna sortit de Vicence pour passer l'Adige à Ronco, sur un bac dont on s'était assuré. Celle d'Augereau se rendit à Padoue, où elle devait couper la retraite de l'ennemi sur Trieste : elle ramassa, chemin faisant, des bagages, avec 2 ou 300 hommes qui les escortaient, et bivouaqua, le 10, à Montagnana. Les Autrichiens ne rencontrant ainsi aucun obstacle dans leur marche sur Legnago, y passèrent tranquillement l'Adige.

Cependant, il devenait de plus en plus urgent de s'opposer au projet du maréchal, et de ne pas se borner à le poursuivre : s'il parvenait à se jeter dans Mantoue, son corps devait prolonger la défense de cette place et retenir longtemps encore l'armée victorieuse sur l'Adige (1); en le forçant,

(1) S'il était si important d'empêcher Wurmser d'entrer à Mantoue, quelques personnes penseront peut-être qu'il manœuvra bien en cherchant à s'y jeter; ce serait une fausse conséquence. Il valait mieux rejeter les Autrichiens dans Mantoue et les y bloquer, que de leur laisser tenir la campagne en Tyrol avec 46,000 hommes; mais, Wurmser battu et réduit à 10,000 hommes, pouvait être enveloppé, et alors il valait mieux le prendre en rase campagne, que de lui laisser l'asile d'une place forte où il pouvait prolonger sa résistance.

Digitized by Google

au contraire, d'accepter un nouveau combat en rase campagne, on était sûr de le battre complétement; et Mantoue livrée à ses propres forces, avec une garnison déjà fatiguée, sans espoir d'être ravitaillée, ne tarderait pas à se rendre. Bonaparte prit donc toutes les mesures possibles pour atteindre ce but. L'espace entre Legnago et Mantoue est coupé de prairies marécageuses, de canaux, de ruisseaux, dont les plus remarquables sont le Tartaro, le Tione et la Molinella, affluents du Pô. Il était clair qu'en détruisant leurs ponts et profitant des autres avantages du terrain, la division Sahuguet, qui bloquait Mantoue, pourrait, avec des détachements inférieurs en nombre, arrêter la tête de colonne de Wurmser, et donner ainsi le temps à l'armée de l'atteindre, et de l'obliger à combattre dans un terrain où sa cavalerie lui serait plus embarrassante qu'utile.

En conséquence, la division Masséna, qui venait en une marche forcée de Montebello à Ronco, reçut l'ordre de passer l'Adige durant la nuit, et de se porter de bonne heure, le lendemain, à Sanguinetto. L'objet de son mouvement était de couper la route de Porto-Legnago à Mantoue, et de placer le corps de Wurmser entre deux feux. Des ordres furent expédiés au général Sahuguet de détacher une brigade à Castellaro, de détruire tous les ponts de la Molinella et du Tione; enfin d'occuper Governolo, par où l'ennemi aurait pu s'échapper en laissant Sanguinetto sur sa droite. Ce corps arriva par un marche forcée, au poste qui lui était assigné.

Le 10, au soir, Masséna réussit à passer l'Adige à Ronco, quoiqu'il n'eût, pour effectuer le passage, qu'un bac et de méchantes barques enlevées à l'ennemi. Augereau marcha de Padoue sur Porto-Legnago en s'éclairant à gauche avec soin, de peur que les Autrichiens ne se sauvassent par Castel-Baldo sur la direction de Venise et de Trieste.

Wurmser ne présumait pas que le même corps d'armée qui avait battu sa droite à Trente, et son centre à Bassano, le 5 et le 8 septembre, fût en mesure de lui couper la retraite de Porto-Legnago à Mantoue, après avoir passé l'Adige dans des bateaux. Il fit donc séjourner ses troupes pour les remettre un peu, et se mit en route le 11 septembre, pour gagner Mantoue, laissant 1,800 hommes à la garde de Legnago. La division Masséna, quoique excédée de fatigue, n'en exécuta pas moins l'ordre qu'elle avait reçu de se porter sur Sanguinetto. Malheureusement deux chemins mènent de Ronco à ce bourg; l'un est direct, l'autre, qui passe à gauche, longe l'Adige, et va rejoindre la route de Legnago à Mantoue. C'était le premier qu'il fallait prendre pour devancer plus sûrement l'ennemi; le guide choisit, au contraire, le dernier. Murat ayant donné à Cerea, avec quelques centaines de chasseurs, sur l'avant-garde du général Ott, culbuta plusieurs escadrons, mais ne tarda pas à être ramené. Alors Pigeon précipite la marche de son infanterie légère, malgré sa lassitude, traverse le village au pas de course, et s'empare du pont sur lequel les Impériaux devaient passer. Si toute la division Masséna eût été là, c'en était fait du corps de Wurmser; mais elle était encore trop loin. Après un moment d'étonnement et d'hésitation, dont il revint en voyant la faiblesse du corps auquel il avait affaire, Ott, encouragé d'ailleurs par la prochaine arrivée de la colonne qui le suivait, attaqua l'avant-garde française, la chassa du village de Cerea, et reprit le pont. Vainement Bonaparte s'y était porté au premier coup de canon qu'il avait entendu; il n'était plus temps, les Autrichiens avaient déjà filé. Quand on ne peut opposer une barrière d'airain à l'ennemi déterminé à se faire jour, il faut se résoudre à lui laisser le passage libre : le général français ne se trouvant plus en mesure d'arrêter son adversaire, se contenta de rallier l'avant-garde, et de la ramener à moitié chemin de Ronco à Cerea; elle ne dut son salut qu'à la valeur du 8e bataillon de grenadiers et au sang-froid de Victor.

Cependant, le 12 septembre au matin, Masséna se remit en marche pour harceler Wurmser et l'attaquer en queue, tandis qu'il serait arrêté sur le Tartaro et le Tione par les troupes du blocus de Mantoue. La brigade Victor fut détachée pour compléter, sur la rive droite de l'Adige, l'investissement de Legnago, que la division Augereau formait depuis 24 heures sur la rive gauche. Masséna marcha toute la journée et arriva à deux milles de Nogara, sans atteindre l'arrière-garde impériale; ce qui fit présumer qu'elle avait passé le Tartaro. Effectivement, les Autrichiens filèrent durant la nuit

Digitized by Google

du 11 au 12 sur Mantoue, avec une telle rapidité, qu'ils entrèrent de bonne heure à Nogara. Le maréchal, instruit ici que les ponts de la Molinella étaient détruits, et que Sahuguet l'attendait à Castellaro, sentit qu'il ne fallait pas essayer de forcer ce poste, puisque, dès la pointe du jour, on s'était mis à sa poursuite, et que le moindre retard compromettrait sa colonne. Il ordonna donc à Ott de se porter, avec l'avant-garde, vis-à-vis de Castellaro, pour donner le change à Sahuguet, tandis que le reste des troupes filerait sur le pont de Villa-Impenta, qu'on avait négligé de couper. Ott devait ensuite se diriger sur le même point, et former l'arrière-garde.

Bonaparte s'était flatté que les obstacles opposés à l'ennemi par Sahuguet sur la Molinella, lui donneraient le temps d'arriver pendant qu'il serait aux prises; il ne lui pardonna jamais de l'avoir trompé dans ce calcul. Celui-ci avait encore aggravé sa faute en voulant la réparer. Informé que les Autrichiens passaient la Molinella à Villa-Impenta, sur la droite, il s'était borné à y envoyer quelques chasseurs pour les harceler et retarder leur marche; mais ces braves gens étaient en si petit nombre, qu'il les compromit en pure perte. Le général Charton, avec 300 hommes de la 12e légère, fut enveloppé par un régiment de cuirassiers, qui le sabra et fit déposer les armes à sa petite troupe.

Legnago capitula le 12, après quelques pourparlers; la garnison, forte de 1,670 combattants, déposa les armes le 13. Les Français trouvèrent dans la place 22 pièces de campagne attelées, avec leurs caissons; ils délivrèrent 500 hommes, pris dans les combats précédents.

On voit, par le récit de ces événements, que Bonaparte n'oublia rien de ce qu'il était possible de tenter pour investir Wurmser et le forcer à se rendre en rase campagne : ses divisions n'eurent pas une minute de repos, et les quatre jours qui suivirent l'affaire de Bassano furent, comme ceux qui l'avaient précédée, une série continuelle de combats et de marches forcées. Si le pont de Villa-Impenta avait été détruit, et que les guides eussent conduit les colonnes à Sanguinetto sans passer par Cerea, il est certain que le général autrichien n'aurait pas gagné Mantoue, parce que les troupes de Masséna, liées à celles du corps de blocus, eussent été plus que suffisantes pour lui en fermer le passage. Resserré entre l'Adige et l'armée française, privé de son pont de Legnago, dans l'impossibilité de se retirer sur Vérone, rejeté dans le marais formé par le Tartaro, il eût été réduit à la nécessité de capituler.

Le maréchal Wurmser ayant gagné Mantoue avec une cavalerie nombreuse et 8,000 hommes d'infanterie, il était probable qu'il chercherait à étendre son rayon d'activité, afin d'aider aux efforts que la cour allait faire pour le délivrer, et de ramasser toutes les subsistances, et notamment les fourrages dont il aurait besoin. La présence d'un corps d'armée qui aurait eu Mantoue pour appui, bien que réduit à la défensive, gênait trop l'armée française pour qu'on ne cherchât pas à le rejeter dans ses murs. Bonaparte n'ignorait pas combien la position de cette ville est défavorable à une armée qui veut en déboucher, et une fois qu'il aurait forcé son adversaire à y rentrer, il était sûr de le cerner avec moins de monde que n'en renfermait la place. Ces considérations le déterminèrent à diriger toutes ses forces disponibles contre Wurmser.

Augereau se mit en marche, le 13 septembre, sur Mantoue, en passant par Governolo, débouché important sur le bas Pô et le Seraglio, dont il devait s'assurer, et où il avait ordre de ramasser les partis autrichiens jetés sur cette direction, et d'arrêter Wurmser lui-même dans le cas où il s'y porterait. Cette division devait se rabattre ensuite sur le faubourg Saint-Georges. Masséna se dirigea au centre sur Castellaro. D'un autre côté, Sahuguet se porta sur la Favorite; après un combat assez vif, où il obtint d'abord quelques succès, les Autrichiens ayant renforcé leur gauche, l'obligèrent à se retirer en abandonnant trois pièces de canon qu'il avait prises.

Treize bataillons et 24 escadrons autrichiens campaient hors de la place. La cavalerie impériale, fière de son nombre, parcourait la campagne. Masséna voulant mettre un terme aux excursions de l'ennemi, chercha à le surprendre. Le 14, au matin, par un hasard assez heureux, les troupes légères autrichiennes, qui se gardent ordinairement avec tant de précautions, négligèrent cette

Digitized by Google

fois le service. Les Français arrivèrent jusqu'au camp sans être aperçus : la surprise fut complète; l'infanterie faisait la soupe; elle n'eut pas le temps de courir aux armes; la cavalerie était au fourrage à Mantoue. Tout semblait se réunir pour assurer aux Français une victoire complète; mais, soit que l'avant-garde de Masséna ne fût pas suffisamment soutenue, soit qu'elle ne profitât pas avec assez d'impétuosité du premier moment de désordre et d'épouvante, les plus braves d'entre les officiers autrichiens rassemblèrent quelques bataillons et l'arrêtèrent. Dans le même instant, le général Ott sortait de la place avec les escadrons qui revenaient du fourrage. La cavalerie impériale ne voyant que le danger, jeta ses trousses, et sans s'apercevoir qu'elle était à cheval sans selle, chargea les Français avec impétuosité. Ceux-ci ne purent résister à la violence du choc, et évacuèrent le camp en désordre. Masséna qui n'avait pas assez de forces sur ce point pour résister longtemps, eut peine à rallier ses troupes. Sans la bonne contenance du 20ᵉ de dragons, qu'amena fort à propos le général Kilmaine, il eût éprouvé un échec sensible.

Ces combats qui, dans la réalité, n'étaient que des échauffourées, inspirèrent une confiance présomptueuse aux Autrichiens, et ce n'était pas un mal, puisqu'on désirait les engager à une affaire sérieuse hors de la place. L'arrivée de la division Augereau fournit bientôt l'occasion de le faire avec succès. (Pl. XXIV.)

Masséna avait pris, dans la nuit, une position rétrograde vers Due-Castelli. Le 15, au matin, les Autrichiens, enhardis par les succès de la veille, firent une sortie générale pour exécuter un grand fourrage. Ils occupaient la Favorite et Saint-Georges; leur ligne appuyait sa droite à la route de Legnago vers Motella, et la gauche vers Saint-Antoine, sur la route de Mantoue à Vérone; de nombreux escadrons couvraient leur front. L'armée française était en position comme il suit :

La division de blocus, aux ordres de Sahuguet, consistant en trois demi-brigades et six escadrons, formait la droite à cheval sur la route qui conduit de la citadelle à Roverbella; elle devait attaquer la Favorite, et faire face aux troupes de la garnison, qui s'appuyaient à la citadelle. La division Masséna, qui comptait six faibles demi-brigades et quelques escadrons, formait le centre à la hauteur de Due-Castelli; elle était tellement masquée par les avant-postes, que l'ennemi croyait n'avoir affaire qu'au corps de blocus. La division Augereau, commandée provisoirement par le général Bon, et destinée à former la gauche, n'avait, comme la première, que trois demi-brigades et six escadrons. Après avoir laissé un poste à Governolo, elle marcha sur Saint-Georges en longeant la rive gauche du Mincio par Formigosa, afin de tourner la droite de l'ennemi.

Le combat s'engagea vers midi par la division Augereau, qui repoussa les Autrichiens vers Castelletto. Dès que Wurmser fut instruit du mouvement de cette colonne qui menaçait sa droite, il crut que les démonstrations de Sahuguet, sur la gauche, n'étaient qu'accessoires, et que l'armée française débouchait du côté de Governolo; en conséquence, il dirigea son aile droite sur Tenca. Le combat commença à devenir plus vif sur ce point, et les Autrichiens y remportèrent des avantages, que l'apparition prochaine de la division Masséna sur le centre, devait bientôt changer en déroute. A l'instant où Lasalcette se portait avec vivacité entre la citadelle et la Favorite, Pigeon, qui avait passé par Villanova, tourna la plaine, où la cavalerie impériale aurait pu manœuvrer, et chercha à couper la communication entre la Favorite et Saint-Georges. Ces mouvements, en fixant l'attention des Autrichiens sur leurs ailes, les engagèrent à dégarnir le centre. Bonaparte n'attendait que ce moment pour l'enfoncer. En effet, dès que la marche d'une partie des forces ennemies sur le général Bon fut prononcée, la division Masséna s'avança avec impétuosité. La 18ᵉ de ligne en colonne serrée, par divisions, marcha directement sur Saint-Georges, conduite par Victor. La 32ᵉ, obéissant à l'intrépide Rampon, et soutenue par deux régiments de cavalerie, aux ordres de Kilmaine, se dirigea à la droite pour rejeter les Autrichiens sur la brigade Pigeon; le reste de la division soutenait ces deux attaques.

Aussitôt que la droite des Autrichiens, qui pressait les troupes de Bon vers Tenca, entendit la violente canonnade du côté de Saint-Georges, craignit, avec raison, de se trouver coupée par la

Digitized by Google

prise de ce faubourg, et se retira en désordre. Bon reprit alors ses avantages, et suivit vivement l'ennemi. La 4ᵉ de ligne lui fit nombre de prisonniers. Dans cet intervalle, le corps qui couvrait Saint-Georges avait été culbuté; la brigade Victor y était entrée pêle-mêle avec lui. Les Autrichiens, trouvant ce poste déjà occupé, se rejetèrent vers la citadelle. Sahuguet, qui aurait dû emporter la Favorite, ne l'ayant pas même attaquée, ne se trouva pas en mesure de s'opposer à la retraite de l'ennemi. Dès lors, la droite de Masséna, en prise à des forces supérieures, soutint un rude combat : la 32ᵉ, volant au point menacé, s'y montra digne de sa réputation; elle repoussa les Autrichiens, mais ne put rien faire de plus, parce qu'elle n'avait pas assez de forces à leur opposer, et qu'ils étaient d'ailleurs protégés par le feu des remparts et par leur cavalerie : néanmoins, ils essuyèrent des pertes considérables, plusieurs détachements coupés furent pris. Bonaparte fit porter quelques escadrons au soutien de sa droite, mais il était trop tard; Wurmser venait déjà de rentrer dans la place. Ces deux journées furent coûteuses aux deux partis : les Autrichiens eurent 2,000 hommes hors de combat dans celle du 15. Le résultat en eût été décisif en faveur des Français, si la citadelle n'avait protégé la rentrée des corps ennemis. Les généraux Victor, Saint-Hilaire, Bertin et Mayer y furent blessés.

Ce coup de vigueur termina les opérations contre l'armée de Wurmser. En lisant le récit de ces événements, on ne saurait se dispenser de rendre hommage à l'habileté qui conçut ces entreprises, à l'audace qui les exécuta, et à l'activité qui en assura le succès.

A peine la garnison fut-elle reléguée dans Mantoue, que les Français fortifièrent Saint-Georges et la Favorite; en sorte que le maréchal fut dans l'impossibilité de déboucher de ces côtés; il resta cependant encore maître quelque temps du Seraglio, district fertile situé entre le bas Mincio et le Pô. Les forces qu'il avait dans la place montaient à 24 ou 25,000 hommes, dont 5,000 de cavalerie; on y comprenait, il est vrai, une quantité de malades. Les fatigues, les privations, et plus encore l'air pestilentiel des lacs marécageux qui entourent Mantoue, en augmentèrent tellement le nombre, qu'à la fin du mois on comptait à peine 14,000 combattants : 9,000 hommes encombraient les hôpitaux, et le reste avait succombé.

Des rapports officiels ont affirmé qu'après la bataille de Saint-Georges, les Français cherchèrent à attirer Wurmser dans une seconde affaire, et que ce fut le motif pour lequel ils ne gardèrent pas le Seraglio, et conservèrent seulement le pont de Governolo. J'ignore si cette assertion est fondée; mais il est certain que si l'on avait eu des forces suffisantes pour investir complétement Mantoue, on aurait mieux fait d'occuper le Seraglio que de laisser à la garnison les moyens d'en retirer les bestiaux, les fourrages et le bois, et de prolonger ainsi sa résistance en augmentant ses approvisionnements.

Le 21 septembre, les Autrichiens s'étant portés avec 1,500 hommes de cavalerie à Castelluccio, les grand'gardes se replièrent comme elles en avaient eu l'ordre; l'ennemi ne poussa pas plus loin. Le 23, les brigades Ott et Minckwitz attaquèrent Governolo sur la rive droite du Mincio; à la suite d'une canonnade très-vive et de plusieurs charges d'infanterie, elles furent repoussées avec perte de 500 prisonniers et de plusieurs pièces de canon.

Kilmaine, commandant le corps de blocus, garda ses positions jusqu'au 29, dans l'attente que les Autrichiens, excités par l'envie de rassembler des fourrages, chercheraient à sortir; mais ils demeurèrent campés à la Chartreuse, devant la porte Pradella et près de la chapelle de la porte Cérese. Le général français ayant été renforcé quelques jours après, se porta en plusieurs colonnes sur ces deux camps, que la garnison évacua à son approche, après une fusillade d'arrière-garde.

Le 1ᵉʳ octobre, on s'avança jusqu'aux portes de Pradella et de Cérese, et la citadelle fut bloquée. Un détachement de cavalerie autrichienne, qui en était sorti la veille, se trouva pris; un autre, qui avait passé le Pô à Borgoforte, avec des fusils pour armer les habitants, loin de trouver l'appui qu'il espérait, fut poursuivi par les gardes nationales de Reggio, investi dans le château de Monte-Chiarugolo, sur le territoire de Parme, et forcé de capituler. Plusieurs autres sorties, tentées successivement, attestaient à la fois l'activité du vieux maréchal et l'impuissance de ses troupes.

Digitized by Google

L'escalade dirigée contre le fort Saint-Georges, dans la nuit du 18, échoua de même complétement. Le reste du mois d'octobre s'écoula sans qu'il arrivât rien de remarquable : à cette époque, la garnison commença à manger des chevaux, et les maladies exerçaient de grands ravages. Tant de revers avaient anéanti deux belles armées ; les événements extraordinaires se pressaient, et la fin de cette mémorable campagne devait voir, ou l'humiliation de l'Autriche, ou l'expulsion des Français de la péninsule italique. Pour prévenir de plus grands désastres, le cabinet de Vienne sentit la nécessité de délivrer Wurmser, et donna tous ses soins à organiser la nouvelle armée chargée de cette tâche. Mais avant d'aller plus loin, il est indispensable de reporter nos regards sur l'intérieur de l'Italie.

CHAPITRE LXV.

Situation de l'intérieur de l'Italie. — Formation des républiques, à Reggio, Modène, Bologne et Ferrare. — Négociations infructueuses des Français avec Venise. — Débats avec le pape. — Paix définitive avec Naples. — Mort du roi de Sardaigne. — Négociations de Poussielgue avec son successeur, et de Faypoult avec Gênes. — Les Anglais s'emparent de l'île d'Elbe, puis évacuent la Corse. — Efforts de l'Autriche pour sauver Wurmser. — Bataille d'Arcole.

La Lombardie, conquise à Montenotte et à Lodi, venait de l'être une seconde fois d'une manière plus glorieuse à Lonato, Castiglione et Bassano ; mais, pour la conserver, il fallait y poser les bases d'une puissance nationale. L'honneur de parcourir des provinces les armes à la main ; cette stérile gloire de livrer des batailles pour le seul plaisir de les gagner ; cette manie des conquêtes, qui conduisit Bonaparte à sa perte, ne paraissait pas alors sa passion dominante : son ambition, à cette époque, semblait aspirer à un but plus noble et plus louable. Arracher la belle Italie au joug monacal, et au système de féodalité qui l'avait divisée en vingt principautés, de mœurs, d'institutions et d'intérêts divers : les réunir en deux ou trois corps de nation, et leur rendre toutes les sources de propérité et de grandeur ; telle fut, dit-on, sa première pensée.

Les principes de liberté et d'égalité civile proclamés avec tant de solennité à la fin du XVIIIe siècle, sujet ou prétexte de cette malheureuse guerre, et dont la nation française se servait comme d'un levier pour ébranler les puissances liguées contre elle, avaient exagéré aux petits princes, aux grands propriétaires de droits féodaux et à leurs adhérents, les dangers d'une invasion des républicains. Cette crainte les jeta aveuglément dans le parti de l'Autriche : et s'il était naturel qu'ils s'attachassent à la cause d'un gouvernement dont les institutions protégeaient un état de choses qui flattait leur ambition, il ne l'était pas moins que les Français cherchassent un contre-poids à leur influence, en intéressant à leur succès la classe nombreuse des savants, des négociants, des petits propriétaires, enfin de tous les hommes voués aux professions industrielles et mécaniques, par l'espoir de leur faire obtenir la jouissance des droits qu'ils convoitaient avec raison.

Les dispositions des habitants des villes favorisaient autant l'exécution des vues de Bonaparte, que l'esprit des habitants des campagnes lui était alors contraire. Ces derniers, plongés dans la plus profonde ignorance, imbus des préjugés qui leur faisaient regarder avec respect le joug qu'appesantissaient sur eux les nobles et les prêtres, virent proclamer avec défiance l'abolition des dîmes et des droits féodaux. Mais, après la dispersion des premiers rassemblements et la punition de leurs chefs, ils s'accoutumèrent bientôt à un ordre de choses qui leur promettait un meilleur avenir.

Ce fut dans la Lombardie qu'on chercha à semer les premiers germes de cet esprit national, sur lequel on fondait l'espoir de régénérer les Italiens de nos jours. Cette province, si célèbre par les discordes civiles qui la déchirèrent pendant deux siècles sous ses ducs ; et qui depuis avait été successivement la proie des Français, des Espagnols et des Allemands; naguère encore sous la puissance de la maison d'Autriche, dont elle supportait impatiemment la domination, parce que son gouvernement heurtait les mœurs et le caractère de la nation italienne ; cette province, dis-je, conçut l'espoir de recouvrer son indépendance sous la protection des armes républicaines. Bonaparte, comptant trouver assez d'énergie dans les Milanais pour entraîner pa-

Digitized by Google

leur exemple les peuples voisins, n'hésita pas à fomenter cet esprit d'insurrection, en leur promettant son appui. C'en était assez : bientôt tous les pays situés sur les deux rives du Pô, partagèrent les vœux des démocrates lombards.

La création de nouveaux États en Italie était une idée heureuse, dont le but immédiat était de diminuer d'une manière sensible la masse de résistance qu'opposait l'Autriche dans cette guerre. En effet, on la privait des ressources qu'on ménageait aux Français, au milieu des chances incertaines de cette lutte. En jugeant l'opération sous un point de vue plus éloigné, dans la supposition qu'on parvînt à faire reconnaître à la paix l'indépendance de ces républiques, la France devoit gagner en puissance relative, ce qu'aurait perdu l'Autriche en force effective; car le besoin de leur propre conservation attachait toujours ces nouveaux États, à ceux dont les armes victorieuses protégeaient leur berceau.

Les tristes résultats des expéditions de Charles VIII, de Louis XII et de François Ier, avaient fait passer en proverbe, que l'Italie était le tombeau des Français. S'il paraissait glorieux de prouver qu'une armée bien commandée élève des trophées là où d'autres mal conduites ont trouvé leur tombeau, il ne l'était pas moins de montrer que les conquêtes les plus difficiles parviennent à se consolider quand elles ne froissent ni l'honneur ni l'intérêt d'une nation. Bonaparte résolut donc de faire, en face de l'Europe, l'application de ces deux grandes vérités.

Les derniers événements militaires venaient de lui prouver l'efficacité des moyens de rigueur et de conciliation qu'il avait su employer tour à tour : les succès de Wurmser, qui deux mois plus tôt eussent allumé la guerre civile en Italie, n'y causèrent qu'une légère agitation : les nouvelles absurdes répandues par les émissaires de l'Autriche, relevèrent les espérances de ses partisans, comprimèrent l'élan révolutionnaire de la multitude, mais n'eurent pas d'autres suites.

Il importait de donner à l'Italie régénérée un gouvernement fort, bien plus que des institutions trop démocratiques : mais Bonaparte obligé de le mettre en harmonie avec le régime en vigueur dans sa patrie, n'avait d'influence que sur le fond de la révolution à opérer, sans pouvoir s'immiscer dans les détails de l'administration, réservés aux commissaires du Directoire. Cependant, on voit avec quel art il conduisit cette opération délicate : il glissa sur les réformes du clergé, ne voulant pas s'attirer pour ennemie la foule ignorante qui suivait aveuglément ses impulsions : en proclamant l'égalité des personnes, il n'exclut aucun noble des fonctions civiles ou administratives : et donna par là, à la noblesse, l'assurance de conserver par des charges et des dignités, la considération et le respect dont elle était si jalouse. La révolution de l'Italie, dans laquelle on ne remarque pas de secousse violente, fut aussi sans réaction; et, malgré la vivacité naturelle des Italiens, elle fut exempte des horreurs qui souillèrent celle de France.

Le peuple de Reggio embrassa avec chaleur les nouvelles doctrines; et, comme on pouvait plus aisément proclamer son indépendance sans craindre d'alarmer l'Autriche, ce fut là qu'on plaça, désormais le foyer de la propagande.

A l'entrée de l'armée en Italie, le duché de Modène était gouverné par Hercule III, prince faible, sans enfants, et indigne sous tous les rapports du nom qu'il portait. Comme il avait épousé une princesse de la maison impériale, à sa mort le duché devait passer à l'archiduc Ferdinand. Sa passion dominante était l'avarice : toutes ses vues tendaient à grossir un trésor dans lequel on comptait déjà une vingtaine de millions, indépendamment des capitaux considérables, placés dans des banques étrangères. Ces levées d'argent, dans un pays peu étendu, n'avaient eu lieu qu'au détriment du peuple : aussi, son administration était-elle généralement détestée.

Le duc s'enfuit, comme nous l'avons dit, à l'approche de l'armée française, laissant le timon des affaires à un conseil de régence, et emportant avec lui ses trésors, qu'il mettait au dessus de sa couronne et de l'amour de son peuple. Ses sujets avaient de justes motifs de mécontentement : ceux de Reggio, en particulier, regardèrent et reçurent les Français comme des libérateurs. Après une fermentation de quelques semaines, fomentée selon toute apparence par quelques agents secrets de Salicetti et de Garreau, l'orage éclata, le 26 août. Les habitants de Reggio prirent les armes, chassèrent les employés du duc de Modène, créèrent une mu-

Digitized by Google

nicipalité, et se mirent sous la protection de l'armée française.

D'un autre côté, par l'armistice conclu avec le pape, Sa Sainteté avait cédé les légations de Bologne et de Ferrare. Le général en chef avait confié le gouvernement de chacun de ces petits États à un conseil provisoire, qui devait chercher à leur donner une constitution sage, adaptée à leur situation et à leurs mœurs. Ces premiers actes d'une indépendance politique, avantageuse et honorable, avaient gagné presque tous les cœurs de la contrée. Aussitôt que l'événement de Reggio fut connu, des députés des légations vinrent féliciter cette ville, et lui offrir une alliance.

Sur ces entrefaites, la régence du duché de Modène, alarmée sans doute de ce mouvement, se mit en devoir de le comprimer, ou du moins de se défendre, et arma les remparts de la capitale. Le général français ne désirait qu'un prétexte pour substituer à une administration ennemie, un conseil populaire qui lui gagnât insensiblement l'esprit des habitants, et les liât ainsi peu à peu à la cause française. Il dirigea donc des détachements sur Modène; et, après avoir signifié la rupture d'un armistice dont on arguait la violation, ils y entrèrent le 9 octobre. La régence fut destituée, et remplacée au nom de la république française, par un comité de gouvernement, qui lui prêta serment de fidélité.

Les germes d'une seconde puissance auxiliaire au centre de l'Italie, adroitement semés, ne pouvaient manquer de fructifier : Bologne et Ferrare se réunirent, et nommèrent un comité de gouvernement. Chacune de ces villes travailla d'abord à une régénération particulière, contraire sans doute à l'intérêt général, mais inévitable dans le début.

Le comité de gouvernement signala ses premières séances par la formation des gardes nationales : institution précieuse, qui donnait une force auxiliaire d'autant plus utile, que, sans agir, elle en imposait aux mécontents. Ainsi, des provinces dont le mauvais esprit eût exigé des garnisons françaises, allaient bientôt rendre toutes ces troupes disponibles, se soutenir par elles-mêmes, et renforcer peut-être l'armée active de quelques légions soldées.

La révolution marchait, en Lombardie, avec plus de lenteur. Les charges de la guerre étaient trop lourdes, pour ne pas nuire dans l'esprit d'un peuple intéressé : cependant, la prise du château de Milan, et la déroute de cette armée que l'on s'attendait à chaque instant voir arriver triomphante, ayant consterné les ennemis de la France, le parti de l'indépendance grossit de jour en jour. L'opinion publique, travaillée par mille ressorts que les commissaires républicains mettaient adroitement en jeu, se prononça avec plus d'énergie : déjà, des adresses présentées à l'administration générale, sollicitaient de lever quelques corps de troupes soldées.

Cependant, la prudence conseillait de ne rien presser dans l'organisation des provinces appartenant à la maison d'Autriche, avant de savoir s'il serait possible d'en obtenir la cession par le traité de paix. Le Directoire et le général en chef affectèrent donc une grande modération, en n'autorisant que des institutions provisoires et la levée de légions de police, pour le maintien de la tranquillité intérieure : le colonel Lahoz, chargé d'organiser ces bataillons, les recruta particulièrement de prisonniers autrichiens qui, plus tard, formèrent le noyau des légions polonaises.

Ces mesures étaient d'autant plus prudentes, que les affaires du reste de l'Italie présentaient un aspect peu rassurant. Les négociations avec Naples traînaient en longueur : la politique du Piémont flottait incertaine : les environs de Gênes s'agitaient; et le sénat, obsédé, dit-on, des réquisitions de Faypoult, ne restait pas étranger aux troubles des fiefs impériaux. Le pape, revenu de sa terreur, ne songeait plus à la paix.

Venise, surtout, pouvait, en se déclarant contre les républicains, donner une tournure fâcheuse à la guerre. En foulant son territoire à Brescia et Vérone, le général Bonaparte n'avait fait qu'user de représailles, pour le passage livré aux Autrichiens à Peschiera. Toutefois, cette violation de la neutralité semblait devoir multiplier les embarras de l'armée victorieuse. Heureusement pour elle, que la république, qui jadis avait bravé l'empire ottoman et confondu la ligue de Cambrai, abatârdie aujourd'hui par deux siècles de repos, n'était plus capable d'efforts vigoureux. Persuadée qu'elle échapperait à tous les dangers, en usant de la même faiblesse envers les deux partis, elle comptait dé-

Digitized by Google

tourner la guerre par des concessions successives à chacun d'eux. Son sénat, imbu de maximes surannées, ne sut faire ni la paix, ni la guerre, et mécontenta l'Autriche comme la France, par des demi-mesures qui répondaient peu à l'attente de l'une et de l'autre. Bien que les patriciens ne dissimulassent point la haine qu'ils portaient à la France, et qu'ils redoutassent l'ascendant qu'elle prenait en Lombardie, ils ne voyaient pas l'éminence du péril auquel ils allaient être exposés, et ne comprenaient pas qu'une république démocratique de 30,000,000 d'hommes, ne pouvait s'allier à l'oligarchie repoussante du sénat vénitien, à moins d'exiger de celui-ci le sacrifice de son indépendance. Pourtant, il fallait s'allier à elle ou à l'Autriche, si l'on voulait intéresser l'une des deux à la conservation d'une puissance caduque.

Nous aurons occasion de nous étendre plus amplement sur ce sujet ; il suffit d'indiquer actuellement que Bonaparte et le Directoire, tremblant de réveiller le lion de Saint-Marc, cherchaient, par des propositions habilement motivées, à s'attacher la vieille république, dont le plus léger effort, dans la situation actuelle des affaires, était capable de faire pencher la balance du côté de leurs ennemis. En effet, qui répondait que le doge actuel, jaloux d'imiter les Morosini, les Dandolo et les Alviane, ne se mît à la tête de 20,000 hommes, et n'aidât puissamment les Impériaux à expulser d'Italie cette poignée de braves qui venait soulever tant d'intérêts divers ? Cette simple résolution n'eût-elle pas décidé du sort de Mantoue, encouragé le roi de Naples, et ranimé celui de Sardaigne, dont le pays, foulé par une triple ligue d'étapes, était exaspéré au plus haut degré ? Déterminer le sénat ombrageux à se jeter franchement dans les bras de la France, en lui peignant tour à tour les dangers dont le menaçaient, d'un côté la propagande, et de l'autre l'ambition de l'Autriche : l'endormir du moins par des promesses ; prolonger sa léthargie par des protestations d'amitié, jusqu'à ce qu'on vît le moment de l'abattre par une révolution populaire ; tels étaient les moyens les plus sûrs à adopter, et que Bonaparte mit effectivement en jeu pour arriver à ses fins.

Le résultat ne répondit point à ses premières espérances. En vain le ministre Lallement épuisa tous les arguments d'une politique prévoyante et rusée : ni la proposition d'une quadruple alliance avec la Porte, l'Espagne et Naples ; ni la crainte des empiétements de voisins redoutables, ou de la dépendance de l'Autriche et de l'Angleterre, ne purent ébranler l'impassible politique d'un corps déjà frappé d'atonie dans toutes ses parties constitutives. Confiant en sa propre faiblesse, il fallut toutes les instances de quelques hommes prépondérants, parmi lesquels on distinguait le grand procurateur Pesaro, pour déterminer le sénat à ordonner la levée des milices esclavones, et l'armement d'une flottille pour la défense des Lagunes : mesures de sûreté intérieure, dont nulle puissance n'avait droit de se plaindre, mais qui ne laissèrent pas de causer quelques inquiétudes à la France.

La coïncidence de ces armements avec le refus du pape de signer la paix, et l'arrivée à Rome du marquis del Vasto, chargé par la roi de Naples de conclure une alliance offensive et défensive entre les deux États, fit présumer à Bonaparte qu'une ligue italienne lui tomberait incessamment sur les bras, si le Directoire ne se hâtait d'en finir avec Naples. Il le pressa donc de lui accorder la paix à tout prix, pensant que c'était le seul moyen d'imposer au reste de la Péninsule.

Bien que Pie VI protestât sans cesse de son amour pour la paix, il était trop enclin à partager la haine que les cardinaux et le secrétaire d'État vouaient aux maximes démocratiques, et trop ulcéré de la dureté des conditions qu'on lui imposait, pour ne pas traîner les négociations en longueur, dans l'espoir de trouver tôt ou tard l'occasion de les rompre avec éclat.

Les premiers succès de Wurmser, et le déblocus momentané de Mantoue, avaient ranimé toutes les espérances du gouvernement pontifical : il compta même tellement sur ces succès passagers, qu'il chargea le prélat Lagreca de chercher à reprendre Ferrare ; et réussit, sous différents prétextes, à éluder les articles de l'armistice. On était convenu qu'il n'enverrait point d'ecclésiastique pour traiter définitivement de la paix : au mépris de cette clause, il avait envoyé à Paris les prélats Petrarchi et Vangelisti. Une pareille obstination étant de nature à détruire toute confiance, le gouvernement français crut de sa dignité de ne pas la souf-

Digitized by Google

frir, et ces deux agents reçurent l'ordre de quitter Paris dans les 24 heures. D'un autre côté, les nonces et les légats de la Marche d'Ancône et de la Romagne se conduisaient en ennemis déclarés de l'armée française. Enfin, le saint-siége négociait une alliance plus étroite avec le cabinet de Vienne.

Le général en chef, instruit de ces dispositions malveillantes, se préparait à y mettre fin, lorsque les opérations des armées impériales le forcèrent à dissimuler son ressentiment, et à tourner toute son attention vers l'Adige.

Le pape, après le renvoi de ses agents, chercha, il est vrai, à renouer des négociations à Florence. Le prélat Galeppi, le dominicain Soldati, et le chevalier d'Azzara, ambassadeur d'Espagne, qui venait d'être médiateur de l'armistice si mal observé, se présentèrent aux commissaires Salicetti et Garreau; mais il ne fut pas possible de s'entendre. Ceux-ci exigeaient que le pape retirât et déclarât nuls les brefs et les mandements publiés contre la France depuis la révolution; qu'il fermât ses ports aux Anglais; qu'il fît réparation du meurtre de Basseville. Poussant même l'inflexibilité jusqu'au dernier degré, ils présentèrent aux plénipotentiaires du pape, un traité en soixante-quatre articles; déclarant qu'il fallait l'adopter ou le rejeter tel qu'il était, attendu qu'ils ne se trouvaient point autorisés à entrer en discussion. Cette méthode tout à fait insolite, même dans la diplomatie révolutionnaire de 1793, produisit un mauvais effet.

Galeppi retourna à Rome. Les conditions qu'il apportait parurent trop dures. Les succès des Autrichiens enivraient tous les esprits; on crut à la prochaine délivrance de l'Italie. Le gouvernement pontifical ne rejeta pas seulement les propositions qui lui étaient soumises; mais il passa subitement aux préparatifs hostiles. L'armistice fut regardé comme nul : l'argent destiné à payer les contributions rétrograda; et l'on fit, dans les États ecclésiastiques, de nouveaux armements.

Les neuvaines, les prières, les processions, les bulles, tout ce qui pouvait, en un mot, enflammer la haine d'une multitude ignorante et superstitieuse, fut mis en usage pour activer le recrutement de l'armée papale. Mais ces moyens, si puissants encore au XV[e] siècle, avaient perdu toute leur magie : la foule se contenta de faire des vœux et des prières pour le succès d'une guerre aussi juste. Quelques princes, par la crainte de perdre leurs priviléges, ne s'en tinrent pas là : le connétable Colonne leva un régiment d'infanterie : le prince Giustiniani en offrit un de cavalerie. Mais il n'y avait pas de quoi former une armée; à peine mit-on sur pied 8,000 hommes : on se flattait, à la vérité, que Naples en fournirait 30,000.

Cependant le chevalier d'Azzara, interposant la médiation de l'Espagne, parvint à retarder l'explosion, et rendit, dans ces circonstances pénibles, des services éminents. L'envoyé de France Cacault, de son côté, contribua par sa contenance impassible à éviter une rupture ouverte, qui, à cette époque, eût pu avoir les plus funestes résultats (1).

Ces inquiétudes furent enfin heureusement dissipées, par le traité définitif signé, le 10 octobre, à Paris, entre la république française et la cour des Deux-Siciles. Les conditions en étaient bien douces, en comparaison de celles imposées au pape et au Piémont. On peut attribuer sans doute cette mo-

(1) Cacault écrivait à Bonaparte, de Rome, le 17 octobre 1796 :

« Il y a une chose désespérante ici pour la négociation. Le secrétaire d'État n'a que peu de crédit; en sorte qu'après l'avoir persuadé, on n'aurait encore rien gagné.

» La volonté du pape, vieillard de 80 ans, dépend des intrigants qui l'environnent, et change suivant leurs intérêts. Ce sont les partis de Vienne, de Naples, et l'argent de l'Angleterre, qui ont l'ascendant à cette cour. De plus, le pape n'oserait prendre un parti, sans assembler les cardinaux en congrégation. Ces hommes, la plupart étrangers à tous les intérêts de l'État, décident en corps, sans qu'aucun soit responsable de rien. Cette ancienne politique du Vatican, si célèbre autrefois, est tombée en enfance; et l'administration intérieure de l'État est également dans une confusion extrême.

» Il paraît à la cour de Naples et à celle de Rome qu'un traité par lequel elles s'obligeraient à admettre les Français avec des priviléges, à ouvrir les prisons à leurs sujets détenus pour opinions politiques, et à renoncer à la persécution de ce qu'on appelle les jacobins, leur ferait perdre tous moyens d'autorité et de sûreté.....

» Le sombre esprit de la tyrannie est plus fort que les sentiments du véritable intérêt. La peur que le despotisme a d'être méprisé, est plus grande que celle que vos armées peuvent lui inspirer..... »

Digitized by Google

dération, au grand éloignement du royaume de Naples, à la difficulté d'y porter la guerre, et surtout à l'urgence de se débarrasser d'un ennemi dont l'armée seule surpassait en nombre celle de Bonaparte. En cas de guerre, les Napolitains pouvaient soutenir Rome, se renforcer de ses troupes, s'avancer jusque sur le Pô, et mettre encore en problème la conquête de l'Italie. Mais si l'on parvenait à les lier, plus d'inquiétude à l'égard de la Lombardie ; Rome restait abandonnée à ses propres forces, et rien n'entravait le cours ultérieur des opérations militaires.

Le Directoire, cédant enfin aux sollicitations de Bonaparte, appuyées par Carnot, rabattit de ses prétentions pour faciliter le traité. Ses stipulations n'engagèrent donc la cour de Naples qu'à rester neutre ; à rechercher les auteurs des délits commis en 1793 ; à promettre à la France un traité de commerce d'une réciprocité avantageuse ; enfin, à reconnaître la république batave et à renouer avec elle ses anciennes relations.

Si la paix définitive, conclue avec Ferdinand, le 10 octobre, débarrassait d'un voisin doublement dangereux par sa puissance et sa situation géographique ; d'un autre côté la mort du roi de Sardaigne, survenue au milieu de ce mois, pouvait amener un changement fâcheux dans la politique de la cour de Turin. Bien que le nouveau roi eût contribué à la décider à la paix, et qu'il eût accueilli favorablement les propositions faites en dernier lieu par Poussielgue ; il y mettait pour condition qu'on lui cédât la Lombardie, et le Directoire se refusait obstinément à tout arrangement de cette nature (1). Dès lors, il devenait à craindre que ce prince, jaloux de signaler son avénement au trône, ne cherchât à relever le lustre de sa puissance par des acquisitions équivalentes à ce qu'il avait perdu dans cette guerre. Les refus de la France, ne lui laissant aucun espoir d'en obtenir des indemnités, il devait naturellement se rattacher à la coalition, dès qu'il entreverrait la possibilité de recouvrer les provinces cédées. Cette résolution paraissait d'autant moins improbable, que les puissances du second rang se rangent ordinairement du côté du plus fort.

Les premiers succès de l'armée avaient fait fermer le port de Gênes aux bâtiments anglais, en représailles des hostilités commises par eux en 1793 contre les navires français. Le sénat refusa même de reconnaître plus longtemps le comte de Girola, envoyé de l'Empereur, sous prétexte qu'il avait excité les troubles des fiefs impériaux. Le peuple génois, qui entretenait de grandes relations commerciales avec la France, était bien disposé ; et le sénat avait donné trop de preuves de modération pour qu'on ne dût pas en être satisfait. Mais ce n'était assez, ni pour l'ambition du Directoire, ni pour le repos de Bonaparte ; et on aurait voulu que la Ligurie fît décidément cause commune avec la France. La présence du ministre anglais Drake, les bruits qu'il répandait à dessein sur les derrières de l'armée, l'enlèvement de la frégate la *Modeste*, et autres affronts dont Gênes n'était point coupable, parurent à un vainqueur orgueilleux des griefs plausibles. Bonaparte, déjà habile dans l'art d'imposer à ses ennemis, et bien convaincu qu'il suffit parfois de prendre un ton impérieux pour se faire craindre, dépêcha, au moment où des embarras de toute espèce l'inquiétaient sur l'Adige, un aide de camp au doge, avec une série de griefs dont il demandait réparation ; menaçant, en cas de refus, de marcher sur Gênes. Mais le moment n'était guère propice : Faypoult lui démontra qu'un éclat intempestif gâterait tout : d'ailleurs, la nouvelle que le Directoire traitait à Paris avec la république, détourna le coup ; et, en attendant qu'on pût en porter un dernier à son indépendance, on la rançonna par de nouvelles demandes d'argent.

Le 9 octobre, un traité stipulant le payement de 4 millions, la clôture du port aux Anglais, et accordant un libre passage aux troupes républicaines et aux convois destinés pour l'armée d'Italie, transforma Gênes en place d'armes française.

Les paysans des fiefs impériaux, instigués selon

(1) Le motif allégué par le Directoire était spécieux : il ne voulait point s'engager, disait-il, à une guerre interminable contre l'Autriche pour acquérir la Lombardie au roi de Sardaigne ; mais cet obstacle eût été facile à lever, et on eût aisément obtenu un secours de 12,000 Sardes, en promettant une indemnité équivalente, dans une autre partie de l'Italie non soumise à l'Empereur. A l'époque d'Arcole, ce secours eût été indispensable.

Digitized by Google

les uns par les agents de Faypoult même; et selon d'autres par le comte de Girola, ne s'accommodèrent point de ce traité, et organisèrent un second soulèvement. Le fief de Sainte-Marguerite, situé avantageusement dans la vallée de la Scrivia, fut le foyer de la révolte. On y rassembla les prisonniers de guerre échappés et les déserteurs, afin de les envoyer ensuite dans le Tyrol, en passant par Sestri-di-Levante. Là, était un dépôt d'armes et de munitions qu'on retirait en secret de Gênes. Wurmser, instruit de ces mouvements, voulut qu'un officier fût chargé de leur direction; mais il fut encore prévenu dans cette occasion. Les Français envoyèrent des colonnes mobiles dans les fiefs, dissipèrent le rassemblement, prirent des otages, et s'emparèrent des armes. Au reste, à l'exception des Barbets, qui inquiétaient les passages de l'Apennin, tout le nord de l'Italie se trouvait assez tranquille; grâce à la présence de la petite armée de Kellermann.

La possession de la Corse devenait de jour en jour plus difficile et plus onéreuse aux Anglais. Non-seulement la déclaration de guerre de l'Espagne rendait scabreuse leur station dans la Méditerranée, et laissait cette colonie en butte aux efforts de deux puissances très-riches en troupes de débarquement : ils avaient encore à redouter les habitants, dont la majeure partie était restée sincèrement attachée à la France : les Paolistes mêmes, déçus par l'Angleterre, avaient déjà commis plusieurs actes hostiles contre le vice-roi.

Lord Elliot, convaincu depuis longtemps qu'il n'était pas de l'intérêt de la Grande-Bretagne de conserver, par la force des armes, une station dont la population était si irritable, se préparait de longue main à évacuer l'île. En apprenant l'entrée des troupes françaises à Livourne et les apprêts faits à Toulon pour une expédition prochaine, il sentit l'urgence d'occuper Porto-Ferrajo (1), station maritime, militaire et commerciale, qui réunissait pour l'Angleterre presque tous les avantages de la Corse, sans en avoir les inconvénients. Dès le 10 juillet, il somma le commandant toscan : et celui-ci, en représailles de l'occupation de Livourne, lui permit d'occuper les forts conjointement avec les troupes du grand-duc.

Elliot ne tarda pas à s'en applaudir. Le mécontentement des Corses allait toujours croissant : la gloire que Bonaparte faisait rejaillir sur eux, et l'accueil que les patriotes de ce pays recevaient en France, contrastaient trop avec le traitement que leurs concitoyens éprouvaient des Anglais pour ne pas accroître la haine qu'on leur vouait, et exciter tous les habitants à secouer le joug. Le nombre des patriotes réfugiés à Marseille et à Livourne grossissait de jour en jour; et les intelligences qu'ils entretenaient avec les dissidents qui dans le principe s'étaient rangés sous les bannières de l'Angleterre, annonçaient que le moment d'éclater était venu. Un ordre d'évacuation de la part de l'amirauté au lord gouverneur, épargna une levée de boucliers.

Cependant, le général dont l'œil embrassait tout, était personnellement trop intéressé à seconder les dispositions de ses compatriotes pour ne pas les aider : il avait chargé le général Gentilli de faire en secret, à Livourne, les préparatifs d'une expédition. D'un autre côté, le gouvernement prescrivait à Toulon l'armement indispensable pour cette entreprise; et l'escadre espagnole de Langara, en sortant de Carthagène avec 25 vaisseaux, paraissait devoir en assurer le succès.

Aussitôt que Gentilli eut vent des dispositions des Anglais pour la retraite, il fit embarquer le général Casalta avec un petit détachement de troupes de ligne et quelques réfugiés armés. Cet officier, bravant les croisières ennemies, luttant contre les éléments, parvint, malgré toutes les contrariétés, à descendre, le 19 octobre, en Corse. Dès le lendemain, il fut joint par un nombre assez considérable de patriotes, avec l'assistance desquels il se porta aussitôt sur Bastia. Maître des hauteurs qui domi-

(1) Porto-Ferrajo est le chef-lieu de la petite île d'Elbe, située à six lieues de Livourne, entre les côtes de Toscane et celles de Corse. C'est un port avantageusement situé, défendu par plusieurs forts. Bonaparte avait trop peu de forces, pour faire un détachement qui pût s'en emparer et s'y maintenir. Il eût compromis une partie de son armée pour un accessoire; et la possession de l'île d'Elbe était assurée par la conquête de l'Italie. On était loin de penser alors, au rôle que ce point presque imperceptible du globe jouerait en 1814.

Digitized by Google

Digitized by Google



Digitized by Google

nent la ville, et protégé par les habitants, il somma la garnison du fort. Les Anglais gagnèrent leurs vaisseaux ; mais leur arrière-garde, où se trouvait le régiment émigré de Dillon, perdit quelques prisonniers. Saint-Florent et Ajaccio furent bientôt après délivrés de leur présence ; de sorte qu'en peu de jours l'île entière rentra sous l'obéissance de l'empire dont elle faisait partie.

Ces révolutions politiques, ces armistices et ces expéditions intérieures, remplirent l'intervalle depuis le combat de Saint-Georges jusqu'à la bataille d'Arcole. Le gros de l'armée française resta pendant ces deux mois autour de Mantoue, et en observation sur la Brenta et l'Adige. Des fièvres épidémiques avaient encombré les hôpitaux, et diminué considérablement le nombre des combattants : les renforts arrivaient trop lentement pour que Bonaparte fût en état de se porter en avant. Les Autrichiens, au contraire, faisaient de grands préparatifs pour tenter de nouveau le sort des armes.

Si le cabinet de Vienne avait senti l'urgence de faire passer des renforts à Wurmser après les batailles de Lonato et de Castiglione, les catastrophes de Roveredo, Bassano et Saint-Georges, en lui découvrant toute la grandeur du péril, le convainquirent de la nécessité de s'y soustraire par des efforts plus vigoureux. De tous les points des états héréditaires les recrues affluèrent vers l'Italie. D'un autre côté, les succès de l'archiduc Charles contre Jourdan, au commencement de septembre, permirent de détacher sur l'Adige la division du Vorarlberg : si bien qu'au moyen de ce renfort de vieilles troupes et de plusieurs autres régiments tirés de l'intérieur, l'armée impériale fut en état de reprendre l'offensive vers la fin d'octobre.

Mais si la nation autrichienne, inépuisable en ressources de guerre, maintenait aisément l'équilibre du nombre entre les deux partis, la cour était fort embarrassée de rétablir l'égalité morale, et de trouver un adversaire à opposer à Bonaparte. La réputation acquise par Alvinzy dans les campagnes de 1794 et 1795, peut-être plus que son rang d'ancienneté, fit tomber le choix sur lui (1). Ce général, mûri par une longue expérience, n'étant pas plus initié que ses prédécesseurs dans les grands secrets de l'art de la guerre, ne pouvait opposer au génie qui commande la victoire, que la volonté de vaincre, avec la valeur nécessaire pour rendre la lutte sanglante et la chute honorable. Au milieu d'octobre, il réunit environ 45,000 hommes. On lui donna pour chef d'état-major le colonel Weyrother, qui avait rempli les mêmes fonctions près du maréchal Wurmser : officier instruit, mais trop engoué lui-même de fausses maximes pour le faire renoncer aux vieux errements.

La position de Bonaparte devenait de plus en plus difficile. Wurmser, en parvenant à se jeter dans Mantoue, avait changé le rôle de la garnison : c'était maintenant un corps d'armée qui pouvait reprendre l'offensive, et s'il n'était pas assez fort pour tenir seul la campagne contre l'armée française, rien ne l'empêchait de seconder les efforts d'Alvinzy pour le débloquer. A peine restait-il à Bonaparte pour faire face à l'orage, 37 à 38,000 combattants, ainsi qu'on peut le voir par le tableau ci-joint.

Avec ces faibles moyens, il fallait bloquer une place de premier rang, établir un corps d'observation sur l'Adige, et surveiller les derrières. Le prestige des exploits de l'armée française, et la terreur qu'une suite non interrompue de victoires avait répandue, pouvaient produire momentanément ce triple résultat ; mais cette force morale était surordonnée à la tournure des événements, et le moindre revers l'eût détruite. Bonaparte devait donc succomber dans cette troisième période, s'il n'avait su allier la politique à la force.

Il sollicitait en vain des renforts ; toutes les troupes de la république se trouvaient employées ailleurs. Celles de l'armée des côtes de l'Océan, disponibles un instant après la pacification de Scépeaux, étaient réservées actuellement pour une expédition maritime contre l'Irlande : le Directoire n'en envoya en Italie qu'un faible détachement aux ordres du général Rey, et 4 à 5,000 de l'intérieur ; encore, ces secours étaient si éloignés, qu'on devait

(1) Alvinzy, né en 1735, en Transylvanie, était déjà capitaine de grenadiers à la bataille de Torgau, en 1760 : distingué par Lascy et Laudon, doué d'un grand courage, il y joignait la réputation d'un officier de mérite, et l'avait justifiée à la bataille de Charleroy.

Digitized by Google

craindre qu'il n'arrivassent trop tard. Les généraux les retenaient d'ailleurs dans les départements du Midi, où ils ne voyaient qu'insurrections prêtes à éclater; particulièrement Willot à Marseille.

En attendant leur arrivée, le général français fit augmenter les défenses de Peschiera, de Legnago et de Pizzighetone, autant que le défaut de bras et d'argent le permettait. La division Serrurier, alors commandée par Kilmaine, bloquait Mantoue et retranchait Saint-Georges: la division Augereau formait réserve à Vérone; celle de Masséna était sur la Brenta vers Bassano et Trévise, vis-à-vis du corps principal d'Alvinzy; Vaubois gardait les débouchés du Tyrol sur le Lawis. (*Voyez* planche XXIII.)

Cette ligne, qui paraît au premier abord un peu décousue, n'en était pas moins sagement établie. En effet, il ne s'agissait pas de couvrir, avec cette chaîne de postes isolés, un pays ouvert par des communications faciles, mais bien d'attendre que l'ennemi eût développé ses projets, car le point de ses efforts une fois déterminé, on avait le temps de donner une direction concentrique à toutes les forces disponibles. La position d'Augereau à Vérone indique assez la pensée de Bonaparte. C'était le vrai moyen de faire face à tout; car, si on avait rassemblé les troupes du côté de Roveredo, Alvinzy, en une seule marche par Vicence sur Vérone, eût opéré sans obstacle sa jonction avec Wurmser. Si, au contraire, l'armée française s'était concentrée aux environs de Vicence, la jonction des Autrichiens n'eût rencontré aucun obstacle par Rivoli (1).

A la suite des journées désastreuses de Roveredo, le corps de Davidowich s'était retiré entre Neumarck et Botzen: Quasdanowich, après l'affaire de Bassano, avait regagné Gorizia, où Alvinzy prit le commandement; le corps du Frioul, qu'il conduisait en personne, fut divisé en deux colonnes, commandées par Quasdanowich et Provera. Il devait s'avancer sur Bassano, y passer la Brenta et se diriger sur Vérone; tandis que le général Davidowich, avec l'aile droite partant de Neumarck et de Botzen à trente lieues de là, repousserait les Français de Trente et de Roveredo, emporterait les positions retranchées de Rivoli, et se réunirait à Alvinzy sur le bas Adige, pour marcher, de concert, à Mantoue, où Wurmser se trouverait ainsi à la tête de 60,000 hommes.

On voit d'abord qu'on se donnait des peines infinies pour opérer la jonction de deux corps d'armée qu'il eût été très-facile de réunir avant de commencer les opérations. Mais ce n'est pas tout, l'exécution de ce plan fut fautive; aussi les deux corps furent-ils battus l'un après l'autre sur les bords de l'Adige.

Conformément au projet arrêté, le corps d'Alvinzy étant le plus éloigné, se mit en mouvement le premier, franchit d'abord le Tagliamento, puis passa la Piave le 1er et le 2 novembre. De là, il poursuivit sa marche le lendemain sur deux colonnes, chacune de 12 bataillons, et s'avança sur la Brenta le 4.

Le général Provera, avec la gauche, se dirigeant sur Citadella, prit position à Fonteniva, et poussa la brigade Liptay au delà de la Brenta sur Carmignano. Quasdanowich s'établit en avant et à gauche de Bassano: la communication entre ces deux colonnes devait être couverte par un bataillon à Cordigiano. La brigade Mitrouski se dirigea sur le château de la Scala, d'où elle poussa des partis sur Primolano, afin de s'assurer des débouchés de la vallée de la Brenta. Alvinzy séjourna dans ces positions, autant pour remettre ses troupes d'une marche pénible à travers les torrents débordés, que pour attendre des nouvelles de la colonne de Davidowich.

A peine Bonaparte fut-il instruit des mouvements de l'ennemi, qu'il prescrivit à Masséna de quitter la Brenta et Bassano, et de se replier, le 3, à Vicence, et, le 4, sur Montebello, où Augereau eut ordre de s'avancer à son soutien. Ainsi, le gros de l'armée française se trouva réuni par ce simple mouvement.

Il était de la plus haute importance d'étonner les Autrichiens par un coup d'éclat, afin d'arrêter leurs projets dès les premiers pas. Il paraît que

(1) J'invite mes lecteurs à faire la différence d'une position d'avertissement, où les troupes ont ordre de ne point s'engager; et d'une position étendue, où elles devraient se défendre dans des postes fixes trop éloignés les uns des autres, pour se prêter un mutuel appui.

Digitized by Google

l'intention de Bonaparte fut d'abord de laisser Vaubois, en position défensive devant Davidowich, et de se jeter avec le gros de son armée sur Alvinzy, de chercher à le battre pour revenir ensuite par les gorges de la Brenta se joindre à sa gauche, et accabler le corps du Tyrol. Mais les événements prirent une tournure à laquelle il ne s'attendait guère, et le forcèrent à modifier ce plan.

En effet, en laissant à Vaubois le soin de contenir le corps de Davidowich, le général en chef lui avait donné l'ordre de faire son possible pour empêcher cette colonne de joindre Alvinzy par les gorges de Val Sugana. Il lui avait prescrit d'attaquer les avant-postes ennemis au delà de Trente, et de chercher principalement à les déloger des positions entre le Lawis et la Brenta, afin d'imposer aux Autrichiens, et de les retenir sur la défensive. Si les forces avaient été en proportion, il eût convenu que Vaubois portât son effort principal par Segonzano contre l'extrême gauche de son adversaire, mais la crainte d'être accablé dans la vallée de l'Adige, et de compromettre ses propres communications, tant avec Roveredo et Rivoli, qu'avec les gorges de la Brenta, l'engagea à un parti mixte plus dangereux encore; il partagea sa division en deux colonnes, à peu près égales.

La brigade Guyeux attaqua l'ennemi, le 2 novembre, en avant de Lawis, emporta Saint-Michel, lui fit 300 prisonniers, et brûla le pont qu'il avait sur l'Adige. Davidowich, voulant faire diversion à cette attaque, porta une colonne de Cembra sur Segonzano. La brigade Fiorella, poussée à sa rencontre, se dirigea sur le château de ce dernier village dans le fond de la vallée, laissant les Autrichiens maîtres des hauteurs de Bedole, dont elle aurait dû d'abord les débusquer. Pendant que la 85e s'acharnait contre le château, le général Wukassowich descendit de Bedole et la culbuta dans un ravin, où elle éprouva une perte considérable. Sur ces entrefaites, Davidowich, parti de Neumarck avec le reste de ses troupes, s'étant réuni en face de Bedole à celles de son lieutenant, passa le ravin en avant de la Piazza, et s'étendit, le 3, sur les hauteurs qui dominent Sevignano, de manière à déborder le général Vaubois: celui-ci se vit forcé par cette manœuvre à se jeter dans la position de la Pietra et de Besseno, qui domine le défilé de Calliano.

Bonaparte n'en sentit que plus vivement la nécessité de se débarrasser d'Alvinzy; car en remportant une victoire complète sur lui, les petits succès de Davidowich loin de contrarier son projet, n'en rendaient la réussite que plus assurée, en l'engageant au delà des débouchés de la Brenta, et facilitant ainsi les moyens d'arriver sur ses derrières.

En conséquence, l'armée française se mit en mouvement le 6 novembre. La division Masséna se dirigea sur Citadella, et celle d'Augereau sur Bassano. La première rencontrant l'avant-garde commandée par le général Liptay à Carmignano et Ospital, la pressa vivement. (Pl. XXIII.) Alvinzy, instruit de ce projet d'attaque, ordonna à Provera de marcher avec l'aile gauche par la rive droite de la Brenta sur Ospital, et recommanda à Quasdanowich de diriger une partie de l'aile droite sur deux colonnes par Lenove et Marostica, afin de prendre en flanc et à revers les Français qui attaquaient Liptay. Mais à peine l'avant-garde de Quasdanowich entrait à Lenove, qu'elle fut assaillie par la division Augereau et repoussée de cet endroit; toutefois, ayant été renforcée par la brigade du comte de Hohenzollern, elle y pénétra de nouveau, mais sans pouvoir s'y maintenir. Après un vigoureux engagement, ce corps se retira sur le gros de la division dans la position qui s'étend depuis les montagnes de Sette-Comuni, par Marotisca, jusqu'à Punta, où il soutint plusieurs attaques jusqu'à l'entrée de la nuit. Quasdanowich se maintint à Bassano; mais Provera attaqué par toutes les forces de Masséna, fut rejeté sur la rive gauche de la Brenta, et coupa ses ponts.

Cette action fut meurtrière, sans être décisive. Alvinzy se trouvait momentanément repoussé; mais les pertes avaient été balancées, et l'effectif de l'armée française ne lui permettait pas d'acheter aussi cher des avantages de cette nature. D'un autre côté, la division Vaubois courait des risques sur l'Adige. Il convenait à Bonaparte de se rapprocher de cette division et de celle de Kilmaine, afin de reprendre tous les avantages de l'initiative, et de porter ses efforts alternativement où le besoin l'exigerait. En se repliant aux environs de Vérone, il concentrait tous ses moyens, tandis que ceux de l'ennemi restaient divisés, non-seulement par les positions centrales que l'armée républicaine occuperait, mais

Digitized by Google

encore par des montagnes impraticables et d'autres obstacles du terrain. De là, rien ne s'opposait à ce qu'il réunit pour un jour de bataille la majeure partie de l'armée sans que l'ennemi pût en faire autant; et dans la situation des affaires, ce parti valait mieux que le premier, attendu que pour l'exécuter il eût fallu absolument être maître de Bassano et des débouchés de la vallée de la Brenta, préliminaires dont le combat de la veille n'avait que trop prouvé les difficultés.

Bonaparte donna donc à son armée l'ordre de se rapprocher de Vérone. Alvinzy s'en prévalut pour s'attribuer la victoire; il est cependant facile de voir que les divisions Masséna et Augereau avaient gagné le champ de bataille à Lenove et Carmignano. Le plan qu'on s'était proposé ne fut pas exécuté, il est vrai, dans toutes ses parties; mais il y a loin d'un combat indécis à un revers.

En exécution des ordres de son général, l'armée française partit le 7 novembre, au point du jour, pour se reployer sur Vicence et ensuite sur Vérone.

Dans cet intervalle, Davidowich avait résolu de pousser ses succès contre le général Vaubois, et de tenter de le déloger de la position de Calliano. Après un combat assez vif, il entra à Trente, le 4 novembre, et fit jeter sur-le-champ un pont sur l'Adige: la brigade Ocskay descendit par la rive droite sur Nomi; le général Wukassowich, avec un corps considérable, s'avança par la rive gauche jusqu'à la tête des défilés de Calliano; Laudon manœuvrait sur la rive droite.

Vaubois avait tout disposé pour bien recevoir les Impériaux. Sa position était formidable: la gauche s'appuyait à l'Adige; la droite à des montagnes inaccessibles aux chamois même; un ruisseau encaissé en couvrait le front. Le 6 novembre, Davidowich chercha à se frayer un passage l'épée à la main, et attaqua les châteaux de la Pietra et de Besseno; mais tous ses efforts furent inutiles. Les Autrichiens réitérèrent le lendemain leurs attaques avec plus d'acharnement encore: les brigades Reuss et Sporck renforcèrent le corps de Wukassowich; tandis que le général Ocskay foudroyait de Nomi, sur la rive droite de l'Adige, les positions des Français. Mais la supériorité du nombre ne servait en rien à Davidowich dans une attaque de front contre une position resserrée où il ne pouvait mettre ses troupes en action: il serait bien plus tôt parvenu à ses fins en amusant Vaubois avec quelques bataillons, tandis qu'il eût cherché un passage avec le gros de ses forces pour le couper, en se portant sur Roveredo par le val de Leno, Pedaglia et Maran, ou même en gagnant Torbole par le val de la Sarca.

Soit que les Autrichiens crussent impossible de trouver ce passage, soit qu'ils comptassent sur leur nombre, ils attaquèrent le château de Besseno, l'emportèrent à cinq heures du matin, et parvinrent également à se loger dans celui de la Pietra; mais le bataillon qui défendait ce dernier, ayant été soutenu, les en chassa bientôt. Alors le combat fut des plus acharnés. Les attaques sur le Vogelberg et sur Calliano n'obtinrent pas plus de succès. Ces postes furent pris et repris plusieurs fois dans la journée. Au milieu d'efforts si violents, une terreur soudaine s'étant emparée des Français, ils s'enfuirent sur le pont dans le plus grand désordre, abandonnant le village aux Autrichiens. Cependant 3 bataillons de troupes fraîches, qui arrivaient de Mori et de Roveredo, les en chassèrent, et s'y maintinrent jusqu'à la nuit, que Vaubois, de peur d'être tourné en prolongeant sa résistance, se détermina à abandonner ses positions.

Le lendemain, 8, Davidowich déboucha dans la plaine de Roveredo et campa en avant de cette ville. Vaubois, de son côté, se retira sur la rive droite de l'Adige dans la position retranchée de la Corona et de Rivoli.

La fortune semblait sourire à Alvinzy, et abandonner les drapeaux français auxquels elle avait été jusqu'alors si fidèle. Aussitôt que ce général s'aperçut, le 7 novembre, que son adversaire venait de quitter les bords de la Brenta, il se mit en marche pour le suivre sur Vicence. Provera, de son côté, ayant rétabli le pont qu'il avait été forcé de couper, s'avança aussi sur Scalda-Ferro. Le 8, les Autrichiens entrèrent à Vicence, qu'ils trouvèrent évacué, et le lendemain, ils campèrent à Montebello. Ayant appris ici les succès de Davidowich, Alvinzy résolut de marcher, le 11, à Villanova, et d'attendre que sa droite eût forcé la position de la Corona et de Rivoli, et se fût avancée sur Bussolengo ou Campara. Son intention était de passer alors l'Adige de vive force, pour se réunir à elle,

Digitized by Google

et de marcher ensemble sur Mantoue. Il fit en conséquence des démonstrations contre plusieurs points à la fois, et appréciant sans doute l'importance de Vérone, il rassembla des échelles pour l'escalader.

Bonaparte, qui n'ignorait pas le danger de sa position, était déterminé à tenter un coup de vigueur pour en sortir. Il fallait déjouer le projet de son adversaire, ou perdre l'Italie; et dans ces circonstances, il valait peut-être autant la perdre par une défaite que par une retraite volontaire. D'ailleurs, l'ennemi en partant de bases aussi divergentes que le Tagliamento et le Lawis, le laissait maître de diriger à volonté ses mouvements contre l'une ou l'autre de ces lignes d'opérations. La situation topographique de Vérone exigeait qu'Alvinzy passât sur le corps de l'armée française pour opérer sa jonction, ou qu'il l'effectuât en arrière de sa ligne par les gorges de la Brenta. Dès qu'il ne prenait pas ce dernier parti, tout portait à croire qu'il ne frapperait que des coups successifs, à mesure que ses deux corps principaux arriveraient sur les bords de l'Adige.

Aussitôt que le général français fut instruit de la marche de son adversaire sur Villanova, il fit sortir l'armée de Vérone (11 novembre, à trois heures après midi), et la dirigea sur Caldiero. L'avant-garde d'Augereau repoussa les avant-postes ennemis de Saint-Michel et de Saint-Martin, et de part et d'autre on s'apprêta au combat. Les Autrichiens avaient établi leur première ligne dans une position avantageuse : la gauche à Caldiero et à la chaussée; la droite sur la crête du mont Olivetto au village de Colognola, sur un amphithéâtre d'un accès difficile; leur corps de bataille, resté à Villanova, reçut ordre de se mettre en marche sur-le-champ, parce que le combat de Saint-Michel témoignait assez que le projet des Français était d'attaquer le lendemain.

Le 12 novembre, les divisions Masséna et Augereau se mirent effectivement en mouvement : la première fut chargée d'attaquer la droite des Impériaux; celle d'Augereau devait agir sur leur aile gauche. On combattit de part et d'autre avec acharnement. Le général Augereau emporta d'abord le village de Caldiero, où il fit 200 prisonniers. Masséna, après avoir gagné le flanc droit des Autrichiens, par Illassi et Lavagna, était près de s'emparer de la hauteur qui flanquait leur ligne; mais la réserve arrivant sur ces entrefaites de Villanova, Alvinzy fit porter 5 bataillons aux ordres du général Schubirtz par Suave et Colognola contre la gauche de Masséna, et ordonna à Provera de marcher avec 4 bataillons contre la droite d'Augereau; tandis qu'on renforçait aussi le centre de la position par 4 autres bataillons.

La mise en action de forces si supérieures rendit vains tous les efforts des Français; pour surcroît de contrariétés, le temps était affreux, le froid, augmentant par degré, changea en grésil la pluie qui tombait à torrents depuis le matin, et qu'un vend de nord-est poussait avec violence contre la figure des soldats. Les troupes, harassées de fatigue, luttaient avec peine contre tous ces obstacles : la gauche de Masséna, prise à revers par la colonne de Schubirtz, fut forcée de céder en désordre le terrain qu'elle venait de gagner avec tant de peine. A la vérité, la 75e demi-brigade, qui était restée en réserve jusque-là, arrêta l'ennemi par sa bonne contenance, et protégea le ralliement des troupes dans leurs premières positions, où elles continuèrent à canonner; mais, à la fin de la journée, les républicains ne virent pas moins la nécessité de se retirer définitivement sous Vérone.

Le peu de succès de cette tentative devenait d'autant plus inquiétant, que Vaubois, repoussé à Rivoli, pouvait y être forcé; dans ce cas, plus d'espoir de rétablir les affaires. Certes, si le général autrichien eût passé l'Adige sur-le-champ, il eût sauvé Mantoue; mais il perdit les journées du 13 et du 14 en délibérations, et le plan auquel il s'arrêta après ces quarante-huit heures de réflexion, n'en fut pas mieux conçu : car il se proposait d'attaquer Vérone dans la nuit du 15 au 16 par 12 bataillons, tandis qu'avec 12 autres, il irait chercher un passage à Zevio; entreprise contraire à tous les bons principes, puisqu'elle lançait, sur la rive droite de l'Adige, au milieu de toute l'armée française, une faible partie des forces disponibles.

L'armée impériale s'avança, le 14, dans cette vue jusqu'à Vérone; la brigade Mitrouski qui avait été détachée dans la vallée de la Brenta, eut ordre de revenir sur ses pas et de garnir le cours de l'Adige de concert avec celle du colonel Brigido. Un grand nombre d'échelles avait été préparé : tout

Digitized by Google

annonçait l'approche d'un événement décisif; voyons comment Bonaparte se tira du danger.

Sa position était critique : après trois combats meurtriers, où ses combinaisons avaient été déjouées autant par les circonstances locales que par la supériorité du nombre (1), il allait voir arriver l'instant fatal de la réunion des trois corps ennemis. La possession de Vérone était le seul avantage qui lui restât, encore cet avantage se trouvait neutralisé par la position de Wurmser sous Mantoue, et par celle de Davidowich dans un pays difficile; circonstances qui eussent toujours contrarié les mouvements stratégiques entrepris contre eux. D'ailleurs, les succès de ce dernier contre Vaubois allaient peut-être entraîner l'évacuation de cette ville, de l'occupation delaquelle dépendait le salut de l'armée française.

De tous les partis qui se présentaient, aucun ne paraissait propre à déjouer le projet des Autrichiens ; puisqu'en se rabattant sur Davidowich, il était impossible d'empêcher Alvinzy de surprendre le passage de l'Adige entre Vérone et Legnago, et de parvenir à délivrer Mantoue (2). Une seule résolution pouvait changer la face des affaires ; Bonaparte la prit avec cette sagacité qui a caractérisé sa longue carrière. Sachant combien le blocus de Mantoue et la défense de Rivoli étaient faciles, il calcula qu'il pourrait, sans grand inconvénient, confier la défense de Vérone à 3,000 hommes, tirés de la division Vaubois ou du corps de blocus, tandis qu'il viendrait manœuvrer par le bas Adige sur les communications des Autrichiens. Il était aisé de dérober ce mouvement au général ennemi, au moins pendant vingt-quatre heures; celui-ci ignorant ensuite la quantité de troupes laissées dans la place, devait y regarder à deux fois avant de l'attaquer de vive force, et ce délai de quarante-huit heures suffisait pour exécuter l'opération méditée. Plein de cette idée, il repassa donc l'Adige dans la nuit du 14 au 15 novembre à Vérone, avec les divisions Augereau et Masséna, pour aller traverser cette rivière à Ronco, tomber par Villanova ou San-Bonifacio sur les derrières d'Alvinzy, et lui enlever ses parcs de munitions, ses dépôts de vivres, et sa seule communication.

Ce projet était audacieux à la vérité, mais pour sortir d'un pas difficile, il faut savoir risquer à propos. Il n'y avait pas à balancer; sans doute la réussite de ce plan était subordonné à des chances douteuses; si Alvinzy avait eu le coup d'œil et l'énergie de son adversaire, rien ne l'eût empêché de former ses divisions en masse, et d'enlever Vérone d'assaut pour se réunir avec Davidowich vers Polo ou Campagna; il était libre même d'éviter cet assaut en passant l'Adige entre Sainte-Marie et Zevio pour se diriger sur Mantoue. Mais depuis un mois, Bo-

(1) Les divisions Masséna, Augereau et Vaubois ne formaient pas plus de 28 à 29,000 combattants : Alvinzy en avait au moins 40,000, en y comptant le corps du Tyrol.

(2) L'anxiété de Bonaparte, dans cette situation pénible, est assez démontrée par la lettre qu'il écrivait au Directoire, le 14 novembre :

« Aujourd'hui, 24 brumaire, repos aux troupes; demain, selon les mouvements de l'ennemi, nous agirons. » Je désespère d'empêcher la levée du blocus de Mantoue, qui, dans huit jours était à nous. Si ce malheur » arrive, nous serons bientôt derrière l'Adda, et plus » loin s'il n'arrive pas de troupes.

» Les blessés sont l'élite de l'armée : tous nos officiers » supérieurs, tous nos généraux d'élite sont hors de combat; tout ce qui m'arrive est si inepte, qu'ils n'ont pas » la confiance du soldat. L'armée d'Italie, réduite à une » poignée de monde, est épuisée. Les héros de Lodi, de » Millesimo, de Castiglione et de Bassano, sont morts » pour leur patrie ou sont à l'hôpital; il ne reste plus » aux corps que leur réputation et leur orgueil. Joubert, » Lannes, Lanusse, Victor, Murat, Charlot, Dupuis, Rampon, Pigeon, Menard, Chabran, sont blessés; nous » sommes abandonnés au fond de l'Italie. La présomption » de mes forces nous était utile, et l'on publie à Paris, » dans des discours officiels, que nous ne sommes que » 30,000 hommes....

» J'ai perdu dans cette guerre peu de monde, mais tous » des hommes d'élite qu'il est impossible de remplacer. » Ce qui me reste de braves voient la mort infaillible, au » milieu de chances si continuelles et avec des forces si » inférieures. Peut-être l'heure du brave Augereau, de » l'intrépide Masséna, de Berthier, de...., est prête à sonner; alors! alors! que deviendront ces braves gens? » Cette idée me rend circonspect; je n'ose plus affronter » la mort, qui serait un sujet de découragement et de malheur pour l'objet de mes sollicitudes.

» Sous peu nous essayerons un dernier effort; si la fortune nous sourit, Mantoue sera pris, et avec lui l'Italie. » Renforcé par mon armée de siége, il n'est rien que je ne » puisse tenter. Si j'avais reçu la 83e, forte de 3,500 » hommes, connus à l'armée, j'eusse répondu de tout! » Peut-être, sous peu de jours, ne sera-ce pas assez de » 40,000 hommes.... »

BONAPARTE.

Digitized by Google

naparte avait démêlé son caractère; les événements antérieurs venaient de lui prouver que brave, ferme et doué de toutes les autres qualités qui constituent un bon officier, son antagoniste n'entendait rien à la stratégie. Le général français supposa qu'Alvinzy ne verrait dans ce mouvement sur San-Bonifacio que ses communications menacées, et la nécessité de voler à leur défense. Enfin, c'était dans la conjoncture, l'opération qui offrait les chances les plus favorables aux républicains; la seule qui pût éviter à l'armée une retraite désastreuse jusqu'aux Alpes.

En exécution des mesures concertées, le général Vaubois dût envoyer Guyeux à l'armée, et détacher quelques bataillons à Vérone dont la garde fût confiée à Kilmaine et à 3,000 hommes; le reste des troupes de Vaubois se maintint encore dans l'excellente position de Corona. Les divisions Masséna et Augereau cheminèrent vers Ronco. Dès qu'elles commencèrent à y arriver, on jeta un pont sur l'Adige; Augereau passa le premier à la tête de ses troupes (1); et, après avoir laissé la 12e légère à la garde du pont, il se dirigea de suite vers Arcole. Ce village était défendu par un petit corps de flanqueurs Croates et Hongrois, chargé de surveiller le cours de la rivière sur ce point et à Albaredo.

Masséna, qui le suivit de près, jeta la 75e de ligne dans le bois à droite du pont pour servir au besoin de réserve, et marcha contre Porcil.

La réserve de cavalerie, aux ordres du général Beaurevoir, formant à peu près 16 à 1,700 chevaux, resta en bataille sur la rive droite de l'Adige, prête à passer lorsque le terrain et les circonstances le permettraient.

Pour bien juger cette action, il faut non-seulement étudier la nature du champ de bataille dont la planche 25 offre un tracé exact, il convient encore de porter des regards attentifs sur le terrain qui l'environne à six et sept lieues à la ronde. (Pl. XXIII.)

L'Alpon, ruisseau torrentueux dans la partie supérieure de son cours, comme presque tous ceux qui s'échappent des montagnes de Sette-Comuni, perd ensuite toute sa vélocité dans les plaines basses où il serpente et déverse ses eaux lorsqu'il est gonflé par les pluies. Vers son confluent dans l'Adige, entre Arcole et Albaredo, le terrain se trouvant plus bas que les deux rivières, il est impraticable, même en été; il n'y a d'espaces solides d'un développement un peu considérable qu'aux environs des villages et des fermes. Pour y arriver comme pour un déboucher, il faut suivre des digues pratiquées dans le marais; l'une d'elles mène de Ronco à droite sur Arcole, et de là à San-Bonifacio; l'autre part de Ronco et passe à gauche par Porcil et Caldiero, où elle joint la grande route de Vérone à Vicence.

La digue qui conduit à Arcole est coupée par l'Alpon, que l'on traverse sur un pont de bois étroit et assez élevé, près duquel les Autrichiens crénelèrent quelques maisons. Ils n'avaient sur ce point qu'un détachement, mais il fut assez tôt renforcé pour soutenir une première attaque où les pelotons de la tête des divisions pouvaient seuls prendre part, ils avaient du canon, et l'issue du pont d'Arcole était barricadée (2). Ces précautions, qui paraissaient inutiles dans l'hypothèse d'une attaque sur Caldiero et Vérone, devinrent d'une importance majeure; car elles apportèrent les plus grands obstacles à l'exécution du plan de Bonaparte, et sauvèrent l'armée d'Alvinzy.

Il serait assez difficile de juger le motif qui détermina le premier à s'enfoncer dans un terrain semblable : bien des personnes ont prétendu, qu'inférieur en nombre, il cherchait ces difficultés

(1) Les divisions avaient éprouvé quelques changements dans leur formation.

Augereau commandait 2 bataillons de la 5e légère; 2 de la 12e; 3 de la 4e de ligne; 3 de la 12e *id.*; 3 de la 40e; 3 de la 51e. En tout 16 bataillons et 3 escadrons du 19e de dragons.

Masséna avait 3 bataillons de la 11e légère; 3 de la 18e; 3 de la 14e de ligne; 3 de la 18e; 3 de la 32e; 3 de la 75e. En totalité 18 bataillons et 12 escadrons des 7e de hussards, 10e de chasseurs; 5e et 15e de dragons.

La réserve de cavalerie, sous Beaurevoir, était composés de détachements des 1er de hussards, 22e, 24e, 25e de chasseurs; des 8e, 18e, 20e de dragons; 1er et 5e de grosse cavalerie; mais ces corps étaient si faibles, qu'elle comptait à peine 1,700 chevaux.

(2) Il paraît que ce furent les brigades Mitrouski et Brigido, dont nous avons parlé plus haut, qui arrivèrent sur ce point fort à propos pour le défendre.

Digitized by Google

comme un moyen de rétablir l'équilibre des forces, attendu que, dans un combat de chaussée, les têtes de colonnes seules sont engagées, et que la supériorité du nombre devient inutile. Ce raisonnement acquerrait quelque poids, si l'armée française, sûre de prévenir l'ennemi à Villanova, eût été à même de rester sur la défensive. Dans toute autre supposition, et celle-là est bien gratuite, il est bien avéré que le mouvement de cette armée étant offensif, les marais de l'Alpon formaient des obstacles pour elle, et qu'il eût été beaucoup plus convenable d'aller jeter un pont à Albaredo, et de remonter par la rive gauche du ruisseau sur Arcole et San-Bonifacio. La crainte d'être obligé à un mouvement trop long qui laissât à Alvinzy le temps de forcer Vérone, un trop grand mépris des obstacles, ou peut-être aussi le défaut de connaissance du terrain, sont, avec plus de vraisemblance, les motifs de cette faute qui faillit devenir fatale.

Cependant Alvinzy attendait avec impatience, à son quartier général de Gambione, l'arrivée de la nuit pour tenter l'escalade de Vérone, et n'attacha pas d'abord beaucoup d'importance à la canonnade qu'il entendit derrière lui; mais le rapport du brigadier Brigido, lui ayant fait connaître le danger dont il était menacé, le régiment de Spleny, campé aux environs de Porcil, fut envoyé sur-le-champ au-devant des Français sur Bionde et la Zerpa.

Jusque-là il n'y avait rien que de prudent; mais Alvinzy conçut bientôt sur ses flancs, et ses derrières, ces craintes exagérées qui déroutent toujours les généraux médiocres; et, au lieu d'attaquer Vérone ou de passer l'Adige à Zevio, il s'arrêta comme on l'avait bien prévu, et changea ses dispositions en détachant à la hâte des renforts sur Arcole, et donnant ensuite à son armée l'ordre d'exécuter un changement de front en arrière. Une colonne de 6 bataillons, sous la conduite de Provéra, se dirigea sur Porcil; 14 bataillons, 22 escadrons, commandés par Mitrouski, durent se porter sur San-Bonifacio et Arcole; les parcs filèrent à Montebello.

Sur ces entrefaites, la division Augereau s'approchait d'Arcole, et celle de Masséna de Porcil, comme nous l'avons dit plus haut. La tête de colonne de la première éprouva la plus vive résistance et ne put déboucher; les troupes impériales qui tenaient le village, y firent une résistance des plus opiniâtres. Il fallait pourtant forcer ce passage à quelque prix que ce fût; car il était déjà trop tard pour aller passer l'Adige à Albaredo. Le succès de la manœuvre dépendait d'un instant; les généraux, bien pénétrés de cette vérité, firent les plus grands efforts, et comme en pareil cas il n'y a pas de disposition qui tienne, chacun paya de sa personne; tous se précipitèrent à la tête de la colonne : la fortune trahit leur courage, et leur dévouement n'avança pas les affaires; l'ennemi continuait un feu meurtrier; les généraux Lasnes, Verdier, Bon et Verne furent mis hors de combat; Augereau se porta à la tête du pont; tout cela fut inutile : le feu était si violent que les pelotons de la tête se trouvaient écrasés avant d'arriver à portée.

Alors Bonaparte courut lui-même avec son état-major devant la colonne, encourageant les soldats, leur demandant s'ils n'étaient plus les mêmes qui avaient emporté le pont de Lodi. Cependant, comme il s'était aperçu de l'impossibilité de déployer sur cette digue étroite, il avait déjà détaché Guyeux, vers Albaredo, avec l'ordre d'y passer l'Adige au bac, afin de tourner Arcole et de faciliter son attaque de front. La présence du général en chef ayant rendu aux soldats tout leur enthousiasme, et le temps devenant de plus en plus précieux, il résolut de faire une troisième tentative sur ce malheureux pont. Mais tous ces délais avaient donné le temps aux Autrichiens de soutenir les troupes qui le défendaient : la colonne fut encore une fois arrêtée, malgré les efforts et l'exemple de Bonaparte même, qui mit pied à terre et marcha à la tête des grenadiers. Le général Lasnes déjà blessé, accourut à cette nouvelle attaque et y reçut un troisième coup de feu. Vignole fut également blessé, et Muiron, aide de camp du général en chef, tomba mort à ses côtés (1). La division fit

(1) Bonaparte s'exposa si fort, que l'adjudant général Belliard et quelques officiers d'état-major se placèrent devant lui pour le couvrir contre les tirailleurs ennemis, et firent ensuite filer quelques grenadiers pour remplir cet objet.

Digitized by Google

un mouvement rétrograde : le cheval de Bonaparte entraîné par le désordre inséparable d'un tel événement sur une chaussée, fut jeté dans le marais. Les Autrichiens en poursuivant les troupes en retraite sur la digue, dépassèrent de plus de 50 pas le général en chef. S'ils avaient su qu'ils tenaient pour ainsi dire l'homme qui devait leur causer tant de mal, ils eussent sans doute redoublé d'efforts, pour s'emparer de sa personne. Mais les troupes françaises, voyant le danger de leur général, et encouragées par l'adjudant général Belliard, firent volte-face, et repoussèrent l'ennemi avec vigueur. Cet effort fut le dernier : il fallut renoncer à forcer le passage du pont, et attendre le résultat de l'attaque de Guyeux.

Tandis que la droite des Français éprouvait une résistance aussi vive, et faisait de généreux efforts pour seconder les projets de son chef, la division Masséna plus heureuse, ayant assailli la colonne ennemie qui débouchait de Bionde, la culbuta au-delà de ce village, attaqua ensuite Porcil, avec la plus grande impétuosité, et parvint à l'en chasser également.

Sur ces entrefaites, les Impériaux avaient continué leur mouvement. Mitrouski formait sa division en bataille entre San-Bonifacio et San-Stephano. Guyeux, de son côté, après avoir réussi à passer l'Adige près d'Albaredo, sous la protection de quelques pièces d'artillerie, repoussa les tirailleurs ennemis, et se dirigea sur Arcole pour l'attaquer vers la gauche, pendant que la colonne d'Augereau l'aborderait par le pont. Les troupes qui tenaient ce village, l'abandonnèrent un instant et se retirèrent sur le gros de l'armée.

Cependant, comme les Autrichiens faisaient mine de vouloir reprendre Arcole avec des forces considérables, il devenait dangereux de passer la nuit dans la position où l'on se trouvait. Engagée sur des digues et avec l'Adige à dos, l'armée française avait à craindre à la moindre alerte d'être précipitée dans les marais, sans espoir de salut. Bonaparte résolut donc de la retirer sur la rive droite de l'Adige et la forma autour de Ronco, en ne laissant que les 12e et 75e demi-brigades dans leur position d'observation sur la rive gauche pour la garde du pont. Le gros des Impériaux resta toujours, entre San-Stephano et San-Bonifacio. La division de Provéra, derrière un canal, entre Porcil et Caldiero: les avant-gardes réoccupèrent Porcil et Arcole.

Quoique la résistance de l'ennemi et des obstacles inattendus vers Arcole, eussent déjoué le projet de Bonaparte, et empêché d'enlever ses parcs et de s'établir sur ses communications, on avait pourtant réussi à changer le théâtre des opérations, à sauver le point important de Vérone, et à retarder la jonction des colonnes d'Alvinzy et de Davidowich. Mais ces demi-succès ne pouvaient satisfaire le général français : il était bien résolu de ne pas s'en tenir là, et toutes les dispositions furent faites pour livrer bataille le lendemain. La situation était plus embarrassante que le premier jour : il ne suffisait plus de prévenir Alvinzy à Villanova ; et le mouvement étant démasqué on ne devait compter que sur la force des armes pour en assurer le succès. On a cru que Bonaparte commit une faute moins excusable que la première, en ne faisant pas descendre son pont vers Albaredo, ou même en ne le levant pas tout à fait pour aller en une marche de nuit franchir l'Adige à Legnago. Il semble même qu'il aurait pu, dès le 15, s'assurer les moyens de jeter de nuit un pont de chevalets, sur l'Alpon, dont le lit est étroit ; car on n'aurait eu alors que ce bras à franchir, et l'on se serait épargné le grand mouvement par Legnago. Bien que ces reproches paraissent fondés, nous nous abstiendrons de prononcer, attendu que nous ignorons absolument toutes les circonstances qui ont déterminé la conduite du général en chef.

Bonaparte persista donc à marcher de rechef sur Arcole et Porcil. Dans un terrain différent, il eût été convenable de porter l'effort principal sur San-Bonifacio et Villanova contre la droite des Autrichiens, afin de les couper de Montebello, de leurs communications avec Davidowich et de la route de Vicence. Mais, pour exécuter ce mouvement, il aurait fallu remonter entre l'Alpon et des marais impraticables, par une digue non moins étroite que celle d'Arcole, en laissant le flanc droit et le pont de Ronco totalement à découvert; or, si dans une semblable situation les Autrichiens avaient marché d'Arcole ou de Porcil contre le pont pour le détruire, et que l'armée française n'eût pas réussi à déboucher sur San-Bonifacio,

Digitized by Google

elle eût été perdue. Un résultat moins brillant, mais plus certain, s'offrait en portant les efforts contre la gauche des Impériaux, et l'on prit ce parti.

Le 16 novembre, au point du jour, les divisions repassèrent l'Adige; à peine eurent-elles débouché qu'elles rencontrèrent l'armée autrichienne, en marche de Porcil et d'Arcole, pour attaquer le pont de Ronco. La cavalerie d'Alvinzy s'avançait en même temps sur Arcole, une brigade se portait vers Albaredo pour garder ce passage. La division Masséna attaqua sur-le-champ la colonne de Provéra, la rejeta dans Porcil, lui fit 7 à 800 prisonniers et lui prit 6 pièces de canon et 3 drapeaux. Le général Robert avec la 75ᵉ culbuta les Autrichiens à la baïonnette sur la chaussée du centre. De son côté, Augereau repoussa aussi leur avant-garde sur Arcole; mais ici se renouvela la scène de la veille; la majorité des forces d'Alvinzy soutenait alors ce village d'un abord si difficile, et il n'était pas probable qu'on l'emporterait de front.

Bonaparte sentit que le seul moyen de réussir était de passer l'Alpon vers son embouchure; il se porta lui-même sur ce point pour y ordonner la construction d'un pont de fascines; il espérait tourner ensuite la gauche de l'ennemi, que la garnison de Legnago inquiéterait, en remontant l'Adige. Toutes les tentatives pour établir ce pont furent infructueuses; et l'adjudant général Vial, chargé de longer l'Adige avec une demi-brigade pour chercher un passage, n'ayant pu en trouver quoiqu'il se fût jeté à l'eau jusqu'au col, il fallut se décider à attendre qu'on construisît un pont de chevalets. Le feu de l'ennemi était vif, plusieurs officiers d'état-major périrent, entre autres Elliot, aide de camp du général en chef.

Dans cet intervalle, Augereau renouvelait ses efforts sur Arcole. Alvinzy, voulant enfin se débarrasser des attaques réitérées et meurtrières dont son avant-garde et sa gauche souffraient dans ce village, ordonna à son centre placé à San-Bonifacio, de passer en partie sur la rive droite de l'Alpon, et de marcher par les digues qui longent le cours de ce ruisseau; ce mouvement aurait eu des suites fâcheuses si Bonaparte ne l'avait prévenu en faisant avancer une compagnie et quatre pièces d'artillerie légère dont le feu arrêta tout court les têtes de colonnes ennemies.

Les ombres de la nuit commençant à s'étendre, sans que les affaires fussent plus avancées que la veille, le général français jugea prudent de reprendre les positions de la nuit précédente à la rive droite de l'Adige, et laissa la 12ᵉ demi-brigade à la garde de la tête du pont. Les Autrichiens, de leur côté, revinrent derrière Arcole.

Cependant Bonaparte convaincu désormais que le succès de l'affaire dépendait du passage de l'Alpon vers son confluent, hâta dans la nuit toutes les dispositions pour y jeter un pont. Cette résolution qui procura la victoire, prouve assez qu'il eut tort de ne pas la prendre dès la fin de la première journée.

Le 17 novembre, au point du jour, commença le troisième acte de cette terrible lutte. L'armée française s'ébranlait pour passer l'Adige, lorsqu'un des bateaux du pont s'enfonça. Cet accident, pouvait avoir des suites d'autant plus fâcheuses que dans le même instant les Autrichiens s'avancèrent pour attaquer la brigade chargée de la garde du pont; mais l'artillerie, placée sur la rive droite, fit un si grand effet, en les prenant d'écharpe, qu'elle les arrêta. Cette canonnade donna le loisir de raccommoder le pont. Aussitôt qu'il fut en état, les divisions passèrent le ruisseau, attaquèrent l'ennemi et le repoussèrent jusqu'à Porcil et Arcole. Masséna suivit à gauche avec la 18ᵉ de ligne sur Porcil; mais comme l'effort principal devait avoir lieu par la droite au confluent de l'Alpon, une partie de sa division demeura en intermédiaire. La 32ᵉ demi-brigade fut embusquée dans le bois à la droite de la digue. La 18ᵉ légère se mit en bataille près du pont que la 12ᵉ de ligne devait toujours défendre. Robert, avec la 75ᵉ, fut placé au centre devant Arcole. La division Augereau se disposait à passer l'Alpon à son confluent et à se lier avec les deux bataillons de la garnison de Porto-Legnago, qui commençaient à paraître sur la rive gauche pour attaquer et tourner la gauche de l'ennemi; elle devait être soutenue dans ce mouvement par toute la cavalerie de Beaurevoir.

Robert suivit vivement les Impériaux jusqu'à Arcole; mais là, le gros de leurs forces le ramena plus vite, de sorte qu'il fut contraint de se réfugier derrière la division Augereau; quelques pelotons

Digitized by Google

s'étant repliés sur le pont, les Autrichiens s'avançaient déjà sur l'Adige à leur poursuite, et les eussent sans doute enlevés, si Bonaparte qui avait disposé en intermédiaire, comme nous l'avons dit, une partie de la division Masséna, n'avait paré à cet accident. Au moment où les Autrichiens se croyaient sûrs de la victoire, ils se voient assaillis de toutes parts. La 18ᵉ légère marche à leur rencontre et les aborde de front sur la digue, la 18ᵉ de ligne, revenant sur ses pas du côté de Porcil, les attaque en queue, et la 32ᵉ embusquée dans un taillis, tombe à l'improviste sur leur flanc et les jette dans le marais. La déroute de ce corps fut totale, comme elle devait l'être dans une situation pareille ; on lui fit 2 ou 3,000 prisonniers.

Tandis que par ces dispositions Bonaparte assurait sa gauche, son centre et ses ponts de l'Adige, contre toutes les tentatives de l'ennemi, sa droite renforcée jetait enfin son petit pont sur le ruisseau, et le passait; le combat s'engagea bientôt avec vivacité sur ce point où les Autrichiens avaient eu le temps de faire filer des renforts. Leur flanc gauche était couvert par un marais : la faiblesse des troupes disponibles ne permettait pas de le tourner, sans tenter un mouvement décousu, d'autant plus dangereux que le corps qui l'eût exécuté aurait cheminé entre ce marais même et l'Adige. Dans cet état des localités, Bonaparte se rappelant que le simulacre d'une attaque sur le flanc d'une troupe qui n'y est pas préparée l'ébranle presque toujours, ordonna au lieutenant Hercule de descendre l'Adige avec 25 de ses guides, pour tomber avec impétuosité sur l'ennemi en faisant sonner la charge par plusieurs trompettes. Ce stratagème réussit complétement; il causa un moment d'hésitation dans l'infanterie autrichienne. Le général Augereau en profita pour l'attaquer, et parvint à la faire ployer; elle se défendit néanmoins avec vigueur, et se retirait en bon ordre lorsque la garnison de Porto-Legnago débouchant sur San-Gregorio, menaça de la déborder et de la prendre à revers, ce qui lui fit accélérer sa retraite.

Dans ces entrefaites, Masséna avait reporté une de ses brigades, soutenue de plusieurs escadrons, sur Porcil, pour en chasser l'ennemi et couvrir les communications des ponts, pendant qu'il se dirigeait avec le reste de ses troupes vers Arcole, afin de se lier à l'armée. Dès que le mouvement de retraite des Autrichiens fut prononcé, il déboucha de ce village, les poursuivit dans la direction de San-Bonifacio, et se lia ensuite par sa droite avec la division Augereau. L'armée s'établit, la gauche en avant d'Arcole, la droite à San-Gregorio où elle passa la nuit.

Alvinzy, fatigué d'une lutte aussi longue et aussi pénible, forcé dans cette dernière journée à quitter le champ de bataille après avoir perdu beaucoup de monde, désespérant de forcer jamais l'armée française dans un terrain si favorable à la défensive, prit enfin la résolution de se retirer, le 18, à Montebello. Il paraît que le manque de nouvelles sur l'issue des attaques de Davidowich, fut un des principaux motifs qui le déterminèrent à la retraite.

Cette bataille de soixante-douze heures est sans contredit une des plus remarquables de la guerre. Les efforts furent également honorables pour les deux partis, et leur perte grande ; on estima celle des Autrichiens de 7 à 8,000 hommes tués, blessés ou prisonniers. Celle des Français n'a pas été indiquée ; on l'a exagérée en la calculant d'après le nombre des officiers-généraux qui s'y sacrifièrent pour enlever les troupes, et qui se trouvant à leur tête dans un combat de chaussée, devaient nécessairement être les premières victimes. Outre ceux dont nous avons fait mention, dans cette troisième journée, les généraux Robert et Gardanne furent blessés, et l'adjudant général Vandelin tué.

A peine Bonaparte eut-il la certitude qu'Alvinzy se retirait sur Vicence, pour se lier sans doute par les gorges de la Brenta avec Davidowich, qu'il résolut de se porter sur ce dernier afin de l'accabler. Mais tandis que les deux armées principales se battaient avec tant d'acharnement dans les marais d'Arcole, les affaires avaient pris une tournure différente sur les bords du lac de Garda, et la présence de Bonaparte y devenait très-nécessaire.

Dès le 10 novembre, Davidowich se trouvait en mesure d'attaquer le général Vaubois avec toutes ses forces; loin de profiter de cette circonstance, il les divisa sans aucun but raisonnable : le corps de Laudon s'étendait à droite vers Condino et Tione; la brigade Ocskay était en intermédiaire

Digitized by Google

vers Brentonico et Mori, pour communiquer avec lui; il occupait aussi Avio, Valfreddo et Lessago. Le corps de bataille campait vers Seravalle, et l'avant-garde près d'Alla.

Enfin, après huit jours d'une inaction inexcusable, Davidowich attaqua, le 16 novembre, la division Vaubois sur les hauteurs de Ferrara et de la Corona : après deux engagements assez vifs, les brigades Laudon et Reuss débouchèrent, le 17, dans la vallée de Caprino, tandis qu'une troisième colonne passait l'Adige vers Croara, pour enlever le plateau de Rivoli. D'un autre côté, Wukassowich s'avançait avec une 4e brigade par la grande route de Vérone, sur la Chiusa. Les Français menacés d'être tournés, et forcés à la retraite, d'abord sur Rivoli, puis ensuite sur Campara, ne l'exécutèrent pas sans quelque perte : leur arrière-garde fut entamée, et le général Fiorella fait prisonnier avec 7 à 800 hommes.

A la suite de ce succès qui eût été décisif, le 13 ou le 14 novembre, et ne servait plus qu'à compromettre le corps victorieux, Davidowich s'avança, le 18, jusqu'à Castel-Novo et Passago, poussant des partis jusqu'à Vérone : il resta deux jours dans cette position, sans doute de crainte de s'engager avant d'avoir des nouvelles de son général en chef. Vaubois se retira derrière le Mincio en passant par Campara et Peschiera.

Dès que Bonaparte fut informé de cet événement, il résolut de profiter de la faute des généraux ennemis, pour accabler le corps de Davidowich avec toutes ses forces, s'il osait tenir dans sa position. On se contenta donc de faire suivre Alvinzy sur Vicence, par la réserve de cavalerie. Masséna repassa, le 18 novembre, sur la rive droite de l'Adige, et prit la route de Villa-Franca, pour s'y rallier à Vaubois, qui reçut l'ordre de s'y rendre en traversant le Mincio à Borghetto. Leurs divisions devaient attaquer l'ennemi de front, tandis qu'Augereau déborderait sa gauche en se portant de Vérone sur San-Martin et la vallée de Panthena, par laquelle il devait gagner ensuite les hauteurs de Santa-Anna, et descendre dans la vallée de l'Adige vers Dolce, pour couper toute retraite aux Autrichiens.

La mise en action du gros de ses forces sur cette partie isolée de l'armée ennemie, aurait procuré au général français un succès éclatant, si la division autrichienne informée dans la journée du 19, de la retraite d'Alvinzy, ne s'était hâtée de regagner les montagnes; mouvement qu'elle n'exécuta pas sans une perte très-sensible; les régiments de Lehrbach et de Lattermann furent atteints à Campara, et en partie détruits, surtout le premier, dont un bataillon entier fut coupé.

Le général Joubert poussa jusqu'auprès de la Corona et de Preabocco; Masséna et Vaubois s'arrêtèrent à Castel-Novo. De son côté, Augereau ayant chassé un parti des hauteurs de Santa-Anna, lui fit quelques centaines de prisonniers, brûla deux équipages de ponts, et occupa la position importante de Dolce.

La prompte retraite de Davidowich dans les montagnes, ôta tout espoir de l'entamer plus sérieusement. D'un autre côté, Alvinzy, informé des succès que son lieutenant avait obtenus, le 17, sur la division Vaubois, et de la marche de celle d'Augereau, craignit avec raison de voir sa droite bientôt accablée; résolu de la soutenir, il détacha quelques bataillons dans les montagnes de Molare, et s'avança de nouveau jusqu'à Villanova : mais Bonaparte revint aussitôt sur ses pas, et se disposa à déboucher de Vérone.

Alors Alvinzy, dont tous les mouvements étaient déjoués par la rapidité de son adversaire, se décida à rester sur la Brenta, où son armée prit des cantonnements pour se refaire. La gauche s'établit à Padoue, le quartier général à Bassano, la droite se prolongeant vers Trente, se lia au corps de Davidowich.

Par suite du défaut d'ensemble, inévitable dans toutes les entreprises compliquées et exécutées par des parties isolées qui n'ont aucune communication directe entre elles, Wurmser était resté tranquille dans Mantoue, quand on se battait pour le délivrer, et tenta, comme il en était convenu, une sortie, le 23 novembre, lorsque la retraite de toutes les colonnes d'Alvinzy ne pouvait que rendre cette opération désastreuse. En effet le général Kilmaine, dont la présence devenait inutile à Vérone, était déjà retourné devant Mantoue avec les troupes momentanément retirées du blocus, et après un combat assez vif, il obligea les Autrichiens à rentrer dans la place.

Digitized by Google

On voit par le récit de ces événements de quel prix le temps est à la guerre, et combien le retard des attaques de Davidowich fut fatal aux Autrichiens. Il est inconcevable, en effet, que ce général soit resté huit jours dans l'inaction devant Vaubois à Rivoli. Il n'avait rien à espérer de ce délai ; car il ne pouvait qu'accroître les obstacles, en donnant aux Français le temps d'améliorer leurs moyens de défense. Sa grande supériorité numérique lui faisait une loi de poursuivre ses attaques sans relâche ; car, enfin, il n'ignorait pas qu'il ne faut jamais renvoyer au lendemain lorsqu'il s'agit de profiter d'un succès. S'il avait forcé Rivoli et débouché par Polo sur Vérone, le 12, tandis qu'Alvinzy y marchait par Villanova et Caldiero, il est probable que les affaires eussent pris une tournure toute différente.

Finalement, le défaut de concert entre des corps partant de bases différentes, pour marcher vers un point central occupé par une masse ennemie supérieure à chacun d'eux, fut la cause première des désastres qui accablèrent les Autrichiens, en fournissant à Bonaparte l'occasion d'employer avec succès sa manœuvre favorite.

Après ces sanglants combats, les armées prirent un repos dont elles avaient également besoin, mais qui n'était que le précurseur des efforts qu'on allait faire de part et d'autre pour décider enfin du sort de Wurmser et de l'Italie. Avant d'en rendre compte, nous allons nous reporter un instant sur le Rhin, et examiner les opérations qui terminèrent la campagne sur cette ligne.

CHAPITRE LXVI.

Fin de la campagne sur le Rhin. — Moreau défend avec vigueur Kehl et la tête de pont d'Huningue ; tandis que l'armée de Sambre-et-Meuse, sous les ordres de Beurnonville, reste dans l'inaction.

Aussitôt que l'armée républicaine eut repassé le Rhin, l'archiduc laissa le prince de Furstemberg avec 13 bataillons et 12 escadrons devant la tête de pont d'Huningue, et dirigea le reste de ses forces sur Kehl. La droite des Français, aux ordres de Férino, couvrit cette première place ; Saint-Cyr conduisit le centre à Strasbourg, où Desaix avait déjà ramené l'aile gauche.

La campagne semblait terminée ; les fatigues et les combats avaient également affaibli les deux partis : l'armée autrichienne ne pouvait aisément conserver l'offensive ; et celle de Moreau n'était pas en mesure de la ressaisir. Cependant, les troupes restant en présence, il fallait bien que les hostilités continuassent jusqu'à ce qu'une trêve permît de prendre des cantonnements.

Quatre partis se présentaient aux Autrichiens : ils pouvaient, 1° diriger leurs efforts contre Kehl et Huningue, pour enlever les têtes de pont qui permettaient aux Français de déboucher de nouveau en Allemagne, dès que leurs armées seraient réorganisées ; 2° se contenter de les masquer par des camps volants ; passer le Rhin vers Manheim et reprendre l'exécution du premier plan de campagne ; 3° conclure un armistice comme en 1795, et en profiter pour détacher un corps considérable au secours de Mantoue ; 4° enfin, se décider à faire ce détachement avant tout, et se borner à observer les Français sur la rive droite du Rhin, jusqu'au retour du printemps.

Si la cour de Vienne préférait sauver Mantoue au risque de voir les républicains s'avancer de nouveau sur le Danube, on ne saurait nier que l'armistice ne fût le plus sage de tous ces partis : mais si l'Autriche avait encore assez de moyens pour délivrer Wurmser sans trop affaiblir l'armée du Rhin, ou qu'elle fût certaine de prendre Kehl et la tête de pont d'Huningue assez tôt pour envoyer à temps des renforts en Italie, on ne disconviendra pas que la résolution de s'emparer de ces débouchés ne fût plus convenable.

Le projet de passer le Rhin vers Manheim pour s'avancer sur la Sarre et la Moselle, comme il en avait été question à l'ouverture de la campagne, n'était plus praticable alors. Les Autrichiens, affaiblis de 50,000 hommes par l'envoi successif de détachements en Italie, et par la défection des contingents de tous les princes de l'Empire, n'avaient plus les mêmes chances en leur faveur. L'armée de Sambre-et-Meuse, au contraire, grossie par des renforts considérables de la Hollande et de la Belgique, opposait une masse hors de proportion avec le corps de Werneck. Enfin, l'armée de Mo-

Digitized by Google

reau, bien qu'assez mal équipée, était animée du meilleur esprit, et n'aspirait qu'après le moment de se mesurer de nouveau avec l'ennemi.

Dans un tel état de choses, une pointe sur la Sarre ou la Moselle eût été téméraire. L'archiduc, en passant le Rhin, n'eût point forcé Moreau, comme on l'a dit, à jeter son armée dans les places : les garnisons françaises étaient faibles, à la vérité; mais, comme l'invasion d'une armée inférieure en nombre à celle qui se tient sur la défensive, n'est pas beaucoup à craindre, les bataillons de dépôt et les gardes nationales eussent suffi pour garder les forteresses pendant le blocus. Ainsi, Moreau, après avoir pourvu à la défense de celles de première ligne, aurait eu 40 à 45,000 hommes en campagne; tandis que l'armée de Sambre-et-Meuse, forte de 70,000 combattants, se serait avancée sur le Mein et même sur le Necker, avec d'autant plus de sécurité, qu'en cas de revers, elle avait une retraite assurée sous le canon de Dusseldorf ou de Neuwied. Outre l'infériorité du nombre, le prince Charles avait encore un autre désavantage; Beurnonville ne comptait dans ses rangs que des troupes fraîches, bien reposées et parfaitement équipées; celles de l'archiduc, au contraire, à l'exception de la cavalerie, abîmées de fatigues, étaient hors d'état d'opérer au delà du Rhin, sans être, avant tout, pourvues des effets dont elles manquaient. D'ailleurs, quoique victorieuses, elles n'avaient pris aucun ascendant sur les républicains, qui, malgré leur retraite, conservaient, dans les têtes de pont d'Huningue, Kehl, Neuwied et Dusseldorf, les plus belles chances pour reprendre l'offensive.

Ces diverses considérations font mieux ressortir l'impossibilité d'appliquer le quatrième parti, qui consistait à voler au secours de Mantoue, sans conclure d'armistice. En effet, ne devait-on pas craindre que Beurnonville et Moreau ne profitassent du départ de l'archiduc, pour enfoncer ou détruire le rideau laissé devant eux, et se réunir sur les bords du Danube?

De son côté, le Directoire, qui commençait à sentir la nécessité de renforcer Bonaparte aux dépens des armées du Rhin, ne le pouvait sans danger qu'à la faveur d'un armistice, et chargea Moreau d'en proposer un semblable à celui qui avait terminé la campagne précédente. Le Rhin eût séparé les deux armées; les Français eussent conservé leurs têtes de pont sur la rive droite; mais les Impériaux, maîtres du riche margraviat de Bade, en eussent tiré une partie de leurs subsistances.

Le prince Charles, convaincu que les grands coups allaient se frapper sur les bords de l'Adige, reçut cette proposition avec un plaisir secret, parce qu'elle semblait lui offrir l'occasion de sauver la monarchie autrichienne. Déjà, même en la transmettant au cabinet de Vienne, il avait fait filer en toute hâte 10,000 hommes de sa gauche vers le Tyrol; mais le conseil aulique n'envisagea point les choses du même œil que lui. Se flattant qu'Alvinzy était assez fort pour délivrer Wurmser, il rejeta la proposition de Moreau; ordonna au prince Charles de rappeler la division qui marchait sur le Vorarlberg, et de terminer la campagne par le siége de Kehl et de la tête de pont d'Huningue.

Les préparatifs d'un siége sont immenses et toujours très-difficiles, lorsqu'ils se font à un grand éloignement des frontières, et que des communications par eau ne facilitent pas l'arrivage de munitions. Or celle du Mein, très-loin de Kehl et d'Huningue, ne pouvait servir qu'aux transports de munitions tirées de Prague et envoyées par Bamberg à Mayence; encore n'était-elle praticable que sur la moindre partie de la route : les sinuosités de la rivière qui allongent le chemin, et l'embarras d'un double déchargement, équivalaient d'ailleurs aux avantages qu'on en aurait tirés. On ne devait donc compter que sur les approvisionnements qui existaient dans les places de Mayence, Manheim et Philipsbourg; et ce fut aussi la ressource à laquelle on eut recours. Tous les chevaux du pays furent mis en réquisition, pour amener, de ces trois places l'artillerie nécessaire au début de ces opérations; mais, quelque diligence que l'on mît à former l'équipage de siége, l'on ne put commencer les attaques régulières de Kehl avant les premiers jours de novembre.

Le fort de Kehl, proprement dit, est un carré bastionné avec deux ouvrages à corne, élevé sur les dessins de Vauban. Démoli après sa cession à l'Empire en 1738, ses fossés étaient comblés, et

Digitized by Google

ses revêtements, détruits jusqu'au niveau du terrain à l'exception du bastion qui regarde le Rhin, dont l'angle flanqué tombait en ruines, à l'époque du passage de ce fleuve. On s'était occupé depuis, comme nous l'avons dit, d'en rétablir non-seulement les reliefs; mais encore, d'y ajouter un vaste camp retranché. (*Voy.* pl. XX.)

Il n'entre pas dans mon plan de donner une description détaillée de ce camp, ni une relation des attaques et de la défense : c'est une tâche dont le général Dédon s'est fort bien acquitté. Je me bornerai à donner une idée succincte des principaux ouvrages dont il se composait.

1° Le premier des ouvrages à corne de l'ancien tracé, en remontant le Rhin, défendait les approches des ponts, et battait, d'un côté, le rentrant de la Kintzig, et, de l'autre, la plaine en avant du camp. Le second couvrait les approches du côté des îles de la Kintzig, en aval : une lunette avait été élevée entre ces deux ouvrages, dans le rentrant formé par la rivière.

2° A l'extrême droite, se trouvait un ouvrage à corne et plusieurs flèches pour la défense de l'île d'Erlenrhin, qui formait en quelque sorte de ce côté l'appui du camp dont le fort de Kehl couvrait la gauche;

3° Le camp retranché se composait d'une première ligne, appuyant sa droite au bras d'Erlenrhin; sa gauche vers l'ouvrage à corne du fort, près du village de Kehl qui était rasé. Au centre s'élevait une forte redoute avec des fougasses, nommée redoute des Trous-de-Loup, par les Français, et par les assiégeants, redoute de Souabe. En avant de la gauche, on avait retranché la maison de poste et le cimetière de Kehl, comme postes avancés. Une espèce de seconde ligne était formée par les retranchements qui liaient la redoute des Trous-de-Loup avec celle du cimetière. Une autre grande redoute, fraisée et palissadée, couvrait le petit pont de communication qui conduisait de l'île d'Erlenrhin à la droite du camp : enfin les approches de cette île étaient défendues par une redoute nommée le Bonnet-de-Prêtre, à cause de sa forme bizarre ; elle ne fut, au reste, jamais terminée.

Un pont sur pilotis et un second de bateaux, jetés très-près l'un de l'autre, assuraient la communication de Strasbourg avec le fort de Kehl : afin de mettre ces ponts à l'abri des tentatives incendiaires, on avait construit une estacade vis-à-vis l'ouvrage à corne d'Erlenrhin. La communication de la rive gauche du fleuve à cette île, et à la droite du camp retranché, n'était assurée que par un pont volant : faute incompréhensible, puisqu'on avait à Strasbourg tous les matériaux nécessaires pour faire un pont de bateaux, bien plus sûr et plus commode pour le débouché des troupes. Au reste, ce pont volant fut couvert d'une lunette pour protéger l'embarquement.

Quarante bataillons, aux ordres des généraux Desaix et Saint-Cyr, furent destinés à la défense de ces ouvrages. On en plaçait ordinairement 15 de service; savoir 6 à Kehl, 3 au camp retranché, 3 à l'île d'Erlenrhin et 3 sur la gauche, dans les îles de la Kintzig. Outre cela, une réserve de 6 bataillons campait dans l'île du Rhin. Ces troupes se relevaient par tiers tous les jours, afin que ce qui n'était pas de service pût reposer dans ses cantonnements.

La position de Kehl, relativement à Strasbourg, rendait, pour ainsi dire, son investissement impossible. La faculté que les Français avaient de renouveler les troupes employées à sa défense, de les renforcer dans les occasions extraordinaires et de les pourvoir de tout, faisait présumer avec raison que sa résistance serait longue ; surtout, si l'attaque n'était pas brusquée dès le commencement. Bien des critiques ont pensé que si l'archiduc n'était pas en mesure d'entreprendre des opérations sérieuses sur la rive gauche du Rhin, rien ne l'empêchait du moins d'enlever aux Français les avantages de la défense de Kehl, en transportant le théâtre de la guerre de Manheim sur la Speyerbach ou la Queich, afin d'attirer Moreau vers Spire ou Frankenthal, et de l'obliger d'abandonner Kehl aux soins de la garnison du fort. Si les armées impériales avaient une supériorité bien décidée sur les Français, c'eût été en effet une manœuvre sage : mais il n'en était pas ainsi; et l'archiduc, forcé de laisser la moitié de son armée devant les débouchés d'Huningue, de Kehl et de Neuwied, n'aurait eu que fort peu de monde à porter sur la rive gauche du Rhin : Beurnonville lui eût facilement tenu tête; et Moreau aurait accablé les détachements

Digitized by Google

compromis devant Kehl. D'autres avis, peut-être mieux fondés, penchaient à tenter un coup de vigueur pour enlever Kehl d'assaut avant que les ouvrages fussent entièrement terminés et armés.

Depuis la fin de septembre, il n'y eut qu'un corps d'observation autrichien devant ce fort : ce ne fut qu'à la fin du mois d'octobre, que la majeure partie de l'armée de l'archiduc s'y trouva rassemblée sous les ordres de Latour. On destina à faire le siége, d'abord 43 bataillons et 46 escadrons; mais on y ajouta, bientôt après, 12 autres bataillons. Le reste de l'armée impériale cantonnait dans la vallée du Rhin ou observait la tête de pont. Le quartier général s'établit à Korck. Le parc de siége fut placé à Rappenhof; le grand parc, à Eckertsweyer.

Les assiégeants employèrent presque tout le mois de novembre à élever des lignes de contrevallation : elles consistaient en quinze grosses redoutes, liées par des espèces de courtines. Le camp français se trouva ainsi entouré de retranchements, presqu'aussi forts que ceux dont on voulait faire le siége : les villages de Sundheim, Neumuhl, Auenheim et Bottersweyer, furent fortifiés et compris dans cette ligne.

Ces longs travaux et la lenteur de la formation de l'équipage de siége, laissèrent le temps à l'infatigable Desaix d'achever les ouvrages, qui n'étaient pour ainsi dire qu'ébauchés à la fin d'octobre, et dont l'enlèvement de vive force n'eût pas coûté autant de monde à cette époque, que le siége régulier en coûta depuis. Le camp retranché, adossé au Rhin, n'avait pas de communication directe avec Kehl : il fallait rentrer par l'extrême gauche dans le fort; ou en longer le glacis, pour aller aux deux grands ponts. Les ouvrages de ce camp n'étant pas plus forts que les lignes de Turin enlevées par le prince Eugène en 1707, ni que celles de Mayence escaladées tout récemment par Clairfayt, il paraît qu'une attaque de vive force aurait réussi : en effet, les trois bataillons employés à la garde journalière du camp n'auraient pas été soutenus à temps pour le sauver; et des troupes ainsi adossées au fleuve eussent été fort compromises.

Les Français, de leur côté, échappèrent l'occasion d'empêcher le siége, en se laissant environner de retranchements, sans faire la moindre tentative pour les détruire. Ce n'est que lorsqu'ils furent achevés et armés, qu'ils songèrent à les attaquer. Il est de fait que, laissant moins de troupes en cordon sur le haut du Rhin, et jetant un pont de plus vis-à-vis d'Erlenrhin pour faciliter ses débouchés, Moreau aurait attaqué avec toutes chances de succès le camp des Autrichiens, avant que la ligne de contrevallation fût terminée. Si, de son côté, l'armée de Sambre-et-Meuse avait attaqué Werneck sur le Mein pour forcer l'archiduc à de grands détachements, il est plus que probable qu'on aurait retardé longtemps le siége de Kehl, peut-être même l'eût-on tout à fait empêché. Mais Beurnonville, au lieu d'agir avec énergie, passa six semaines, ainsi qu'on l'a déjà dit, à prouver qu'il ne pouvait rien entreprendre.

Enfin, la tranchée fut ouverte dans la nuit du 21 novembre, et l'on poussa les travaux avec assez de vivacité pour creuser 2,600 toises de tranchée. Dans le même instant, Moreau combinait à Strasbourg, dans le plus profond secret, une sortie générale pour détruire les travaux des assiégeants.

Le 22, au point du jour plusieurs colonnes, formant ensemble 16,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux, débouchèrent de l'île d'Erlenrhin et de la gauche du camp, et dirigèrent leurs plus grands efforts contre la gauche des lignes de contrevallation, entre la Kintzig et le Rhin. Une des colonnes força les deux premières redoutes qui appuyaient les lignes au bras du Rhin. Une autre pénétra vers le centre, et s'empara de Sundheim et des deux redoutes contiguës à ce village; mais les Autrichiens s'étant maintenus dans trois redoutes entre ces deux trouées, et les troupes destinées à soutenir celles qui avaient obtenu ces premiers succès, n'ayant pu se déployer à temps, on fut obligé d'abandonner les lignes de l'assiégeant.

Cette sortie causa les plus vives alarmes aux Autrichiens, et faillit avoir les suites les plus graves. Les Français, maîtres de Sundheim, n'avaient plus qu'un pas à faire pour tomber sur le grand parc d'artillerie à Rappenhof, et détruire d'un seul coup toutes les ressources réunies pour le siége. Si Moreau n'obtint pas ce brillant résultat, c'est que probablement il ne calcula pas avec assez de précision les mouvements de ses colonnes, faute de bien connaître l'emplacement du parc de siége.

Digitized by Google

Il faut convenir aussi que plusieurs circonstances fortuites contribuèrent à sauver ce précieux dépôt.

Latour, et l'archiduc, en personne, se portèrent à la trouée que les Français avaient faite : six bataillons de travailleurs armés, qui revenaient de la tranchée sur la droite de la Kintzig, se trouvèrent heureusement vers Neumuhl prêts à marcher à l'ennemi, en attendant que le reste des troupes pût prendre part à l'action. Latour reprit avec eux la partie des lignes déjà forcée; et fut favorisé par un brouillard épais, qui lui permit d'en arriver très-près sans être aperçu. Ajoutez à cela, que les colonnes françaises ayant à traverser une plaine marécageuse, devenue presque impraticable par les pluies, n'arrivèrent que très-tard sur les points d'attaque, en sorte que tout l'avantage fut bientôt du côté des Impériaux. Toutefois, les assiégés se retirèrent en bon ordre dans leur camp (1) : quoiqu'ils eussent enlevé neuf pièces de canon et fait quelques centaines de prisonniers, la perte fut assez considérable pour balancer le succès. Si Moreau avait exécuté cette attaque vingt-quatre heures plus tôt; qu'il eût rassemblé la veille 25,000 hommes dans le camp retranché, pour en déboucher, avant le point du jour, sur trois colonnes, nul doute qu'il ne fût parvenu à culbuter les Autrichiens : et alors, c'en eût été fait du siége de Kehl.

Après cette sortie, les travaux se poursuivirent, sans éprouver d'autres obstacles qu'une vigoureuse résistance locale et le mauvais temps. L'attaque principale chemina sur la gauche de la Kintzig, et trois autres furent dirigées contre le camp et l'île d'Erlenrhin. Il paraît qu'on multiplia trop les attaques vers cette île; car, lorsque le camp fut pris, on ne se trouva pas plus avancé contre le fort qu'auparavant : il faut que la crainte d'être enfilé par la gauche dans les cheminements contre cet ouvrage, ait déterminé les ingénieurs autrichiens à attaquer d'abord l'île d'Erlenrhin; mais cette crainte était-elle bien fondée? c'est ce qu'il convient d'examiner. En jetant un coup-d'œil sur le plan, on voit que le camp retranché n'offrait pas un système bien imposant de défense : en effet, la vaste étendue de son front n'était couverte que par la redoute des Trous-de-Loup. Celle-ci prise, le camp n'était plus tenable : sa communication avec l'île d'Erlenrhin se trouvait rompue, et rien n'était plus facile que de conduire une attaque au milieu des ruines du village de Kehl, contre l'ouvrage à corne du fort. Si l'on avait donc poussé plus vivement la tranchée le long de ces ruines, la redoute des Trous-de-Loup eût été enlevée dès la fin de novembre, ainsi que les retranchements du cimetière. Alors, les défenses du camp tombées et l'île d'Erlenrhin isolée, l'ouvrage à corne supérieur eût été attaqué avec succès : il est probable même que la garnison, n'ayant plus de communication avec la rive droite, n'aurait pas voulu se sacrifier pour la défense d'un fort dont toute l'importance se rattachait à celle du camp, et qu'elle aurait pris le parti de l'évacuer.

Nous ne retracerons pas ici les détails des combats opiniâtres auxquels la marche du siége donna lieu, et dont les plus remarquables furent celui de l'Ile-Touffue, le 5 décembre; les trois tentatives infructueuses des 10, 11 et 12 décembre sur la maison de poste de Kehl; ni l'assaut, à la suite duquel elle tomba, le 19, au pouvoir des Autrichiens.

Les pluies continuelles contrarièrent beaucoup les travaux dans ce terrain bas et marécageux. Les tranchées furent inondées durant une partie du mois de décembre : la pluie devint si violente, du 20 au 26, qu'il fut question de lever le siége, et d'abandonner le matériel dans la tranchée.

Le feu des batteries commença dès le 28 novembre, et les ouvrages du camp étaient fortement endommagés, lorsque les Autrichiens l'attaquèrent de vive force, le 1er janvier, à cinq heures du soir. Le général Staader emporta la redoute des Trous-de-Loup, avec une facilité qui prouva que cette tentative était beaucoup trop tardive. Les réserves des assiégés voulurent reprendre cette redoute; mais elles n'arrivèrent pas à temps : le feu des batteries autrichiennes, qui portait déjà

(1) Moreau fut atteint d'une balle morte à la tête : son aide de camp Lélée, fut dangereusement blessé. Le général Desaix eut un cheval tué sous lui, et reçut une forte contusion à la jambe. Le comte de Latour eut aussi un cheval tué sous lui.

Digitized by Google

au delà du fort, coula un des bateaux du pont.

Dans la nuit suivante, une attaque fut dirigée contre l'île d'Erlenrhin; tous les petits ouvrages avancés furent emportés, et les assiégeants pénétrèrent dans l'ouvrage à corne. A la vue des succès des Impériaux, le général Lecourbe se mit à la tête d'un bataillon, renvoya son pont volant pour lui ôter tout espoir de retraite, et se précipita sur l'ennemi qu'il chassa de l'ouvrage. Ce trait de dévouement fut au reste inutile : les Autrichiens, maîtres de la redoute des Trous-de-Loup et des lignes du camp, ayant poussé la tranchée jusqu'auprès du Rhin et de l'ouvrage à corne, l'île d'Erlenrhin se trouva isolée, et Saint-Cyr en ordonna l'évacuation, le 5 janvier, pour ne pas sacrifier inutilement les braves chargés de sa défense : les assiégeants occupèrent de suite ce poste important.

Dans la nuit du 5 au 6, les Autrichiens attaquèrent enfin la seconde ligne de retranchements du camp; c'est-à-dire, ceux qui se trouvaient entre l'ouvrage à corne supérieur et la redoute des Trous-de-Loup. Le combat fut vif et meurtrier; tous les ouvrages furent emportés, et les assaillants pénétrèrent dans le chemin couvert de l'ouvrage à corne où des travailleurs se logèrent aussitôt. Cette opération, exécutée malgré la résistance de six bataillons français et du feu du fort, fit honneur à ceux qui la conduisirent : elle n'eût pas été plus sanglante, si on l'avait entreprise au mois de novembre.

Cette journée fut décisive. Les Autrichiens pouvaient désormais réunir tous leurs moyens contre le fort, livré dès ce moment à ses propres forces : toute résistance ultérieure n'en eût pas retardé la prise au delà de deux jours. Depuis six semaines, 43 batteries et 25,000 toises de tranchée avaient été construites; près de 100,000 coups de canon et 25,000 bombes avaient sillonné les ouvrages : les Impériaux, maîtres du camp retranché, enveloppaient le fort par trois attaques; les batteries de celle de gauche enfilaient déjà les ponts de communication. Moreau, ne voulant pas exposer la garnison à un assaut, crut devoir alors abandonner un poste qui n'avait plus rien de sa première importance : Kehl fut évacué, en vertu d'une convention signée le 9 janvier. L'armée impériale n'y trouva plus que des remparts renversés, des palissades brisées, et un poste à peu près inutile pour elle.

Ce siége, considéré, soit en lui-même, soit seulement dans ses résultats, fut un événement mémorable de la campagne; il fit le plus grand honneur aux généraux Desaix, Saint-Cyr et Lecourbe.

Lorsqu'après les combats de l'Eltz et de Schliengen, l'armée impériale se trouva réunie devant Kehl, sa tâche paraissait remplie. Cependant, sa marche victorieuse fut arrêté tout à coup devant des retranchements informes; et c'est là que commencèrent pour elles de véritables travaux; il ne lui restait plus qu'un coin de terre à gagner, pour délivrer l'Allemagne de la présence des républicains; mais que de peines et de combats ne lui coûta-t-il pas? Chaque ouvrage exigeait un assaut; et tel mauvais retranchement en exigea plus de deux. Enfin, après 50 jours de tranchée ouverte; après avoir perdu plus de 5,000 hommes, et consommé autant d'artillerie et de munitions, qu'en eût exigé le siége d'une place de premier rang, cette armée entra dans Kehl : triste conquête, qui la dédommagea bien peu de la perte d'un temps précieux, des sacrifices immenses qu'elle avait faits, et des revers accablants essuyés au même instant en Italie!

Si l'on ne peut refuser des éloges à la défense d'un fort construit à la hâte, dont quelques parties seulement étaient revêtues; dénué de magasins ou de bâtiments à l'épreuve de la bombe; lié à un camp retranché dont les principales défenses consistant en flaques et en marais, étaient précaires et subordonnées aux gelées; il faut pourtant observer qu'on eût pu faire des retours offensifs plus fréquents. Un camp retranché qui communique avec une armée, et dont on peut déboucher à volonté avec 40,000 hommes, offre bien des avantages pour une guerre de chicane : on a vu quel parti des garnisons entièrement investies en ont tiré; et Masséna en a fourni un grand exemple à Gênes.

Les détails dans lesquels nous sommes entré, sont suffisants pour donner lieu aux remarques suivantes : 1° Moreau, pouvant déboucher avec toutes ses forces sur des parties de la ligne ennemie, devait le faire aussi souvent que possible, dès les premiers jours de novembre; 2° l'archiduc, mieux

Digitized by Google

convaincu de la facilité qu'avait son adversaire de déboucher à volonté avec 40,000 hommes sur une des extrémités de sa ligne ou sur son centre, n'aurait pas dû s'exposer à faire un siége régulier de Kehl, en sa présence; 3° le meilleur moyen de rétablir l'équilibre des deux armées, était d'enlever de vive force la première enceinte du camp, qui n'avait que des retranchements d'un faible relief; puis de diriger de la redoute des Trous-de-Loup une attaque contre l'ouvrage à corne et les retranchements qui couvraient le pont, afin de réduire de bonne heure la garnison du fort à ses propres forces.

Au surplus, ces observations, faites dans l'intérêt de l'art, ne diminuent en rien la gloire que les deux partis se sont acquise. Elles tendent seulement à démontrer qu'on atteint rarement la perfection à la guerre; et qu'il n'est général si habile, sur la conduite duquel la critique ne trouve à s'exercer.

Les Autrichiens, n'ayant pas les moyens d'entreprendre deux siéges en même temps, restèrent en observation devant la tête de pont d'Huningue. Cet ouvrage, construit par Vauban et détruit en exécution du traité de Baden, avait été relevé sur les fondements qui existaient encore, et l'on y avait ajouté quelques ouvrages avancés. Ces travaux n'étaient pas terminés, lorsque l'armée exécuta sa retraite. Le prince de Furstemberg les laissa achever complaisamment, et crut sans doute bien faire, de se couvrir lui-même d'une ligne de contrevallation sur les hauteurs d'Altingen, qui se prolongent parallèlement au Rhin, à un quart de lieue de ce fleuve : position excellente, qui domine la plaine, et où Villars gagna, en 1702, la bataille de Friedlingen.

Nous avons dit que Moreau, en dirigeant le gros de ses forces sur Kehl, après avoir repassé le Rhin, laissa la division Férino vers Huningue, pour protéger la défense du pont. Ce soin fut confié alternativement aux 3° légère, 56° et 89° de ligne, sous les ordres du général Abatucci.

Le corps du prince de Furstemberg, qui était en présence depuis le 28 octobre, d'abord uniquement occupé du soin de se retrancher, n'ouvrit qu'au milieu de novembre un boyau de tranchée pour descendre des hauteurs dans la plaine et y établir quatre batteries de gros calibre. Le 28, le feu de ces batteries rompit le pont; et 21 bateaux, entraînés par le courant sur la rive droite, furent pris par les troupes impériales : cette circonstance engagea les assiégeants à faire une seconde sommation, à laquelle Abatucci répondit avec fermeté.

Le 30 novembre, le prince de Furstemberg résolut enfin de tenter l'attaque qu'il aurait dû faire un mois plus tôt, quand les ouvrages étaient imparfaits. Il fut sans doute déterminé par la rupture du pont qui livrait en quelque sorte la garnison à elle-même. C'était, il est vrai, un grand avantage; mais si, dès le principe, on avait formé une pareille tentative avant le point du jour, il est probable que ces ouvrages eussent été enlevés avant l'arrivée des renforts; car, à cette époque, ils n'étaient guère défendus que par le canon d'Huningue, lequel ne battait que dans la plaine située entre les retranchements français et la position autrichienne, et qu'on eût évité, en se portant avec vivacité au pied des retranchements.

Quoi qu'il en soit, le 30 novembre, à onze heures du soir, le prince de Furstemberg se mit en mouvement, avec 5,000 hommes divisés en trois colonnes. Il est rare qu'une attaque de nuit, combinée sur plusieurs points, réussisse, à moins que l'ennemi ne perde toute contenance. La colonne de gauche s'égara et se dispersa; celle de droite aborda la grande lunette par la gorge, tandis que celle du centre en attaquait le saillant, et escaladait ses faces. Cette lunette fut emportée, et les troupes qui la gardaient, forcées à se retirer dans l'ouvrage à corne; lequel, n'ayant pu tirer tant que la lunette était disputée par les troupes des deux partis, commença alors un feu violent sur les Autrichiens. Malgré cela, ils se maintenaient dans la lunette, et paraissaient occupés à s'y loger, lorsqu'Abatucci sortit de l'ouvrage, se jeta sur eux, et les en expulsa. Les colonnes impériales se retirèrent sur le plateau après avoir perdu plus de mille hommes. Les Français qui n'en eurent pas moins de 800 hors de combat, regrettèrent surtout le brave Abatucci, officier général de la plus haute espérance, qui mourut des suites d'un coup de feu.

Dès lors, l'ennemi se borna à canonner la tête de pont jusqu'au 16 décembre; enfin il cessa de tirer, faute de munitions. Depuis la rupture du

Digitized by Google

pont, la communication se faisait encore en bateaux, pour relever les troupes et leur porter des vivres ou des munitions. Le feu des assiégeants rendant ce trajet dangereux, on éleva une grande batterie sur la rive gauche du Rhin, en avant de la digue qui va d'Huningue à Neudorf; et les convois naviguèrent sous sa protection.

Les assiégeants, ayant reçu, au milieu du mois de janvier une partie de l'artillerie qui avait servi au siége de Kehl, commencèrent alors à presser plus vigoureusement celui de la tête de pont.

Le 25 janvier, ils se portèrent en avant de leur première parallèle. Deux sorties furent exécutées par les assiégés, dans les nuits du 29 et du 31 : elles eurent un premier succès, comme cela arrive toujours; mais l'arrivée des réserves ennemies les obligea de rentrer, après avoir encloué quelques pièces. Enfin la résistance de ce fort n'étant plus qu'une opération partielle, qui n'avait point une importance proportionnée aux sacrifices qu'elle exigeait, on proposa aux Autrichiens de leur en faire la remise. Une convention fut conclue le 1er février, et on obtint jusqu'au 5, pour en achever l'évacuation : la garnison se retira couverte de gloire, ne laissant aux assiégeants que des monceaux de terre.

Cet événement termina la campagne sur le Rhin, qui fut honorable pour les armées des deux nations. Cependant, si l'on en excepte le mouvement de l'archiduc contre Jourdan, et la bataille de Biberach gagnée par Moreau, elle ne fut signalée par aucune grande manœuvre. De part et d'autre on s'étendit beaucoup et on forma une double ligne d'opérations; mais, dans le choix des positions et l'ordonnance de combat, l'armée de Rhin-et-Moselle se fit remarquer par un aplomb inconnu des troupes françaises, depuis le commencement de la révolution.

Desaix se couvrit de gloire à toutes les affaires, surtout à Geisenfeld, à Biberach, et à Heydenheim. Saint-Cyr en acquit aussi dans plusieurs occasions : les officiers généraux y rivalisèrent de zèle et de courage. Dans l'armée impériale, Nauendorf déploya une activité et une intelligence qui lui firent une juste réputation. Kray se distingua par une vigueur peu commune et une présence d'esprit, qui le placent au rang des meilleurs généraux d'exécution.

L'armée française avait été ramenée, il est vrai, au point d'où elle était partie; cependant, elle avait fait beaucoup de mal à l'ennemi, et rapportait des trophées; les cadres de ses corps étaient intacts, aguerris, et mieux organisés qu'auparavant; elle avait détaché la Souabe et la Bavière de la coalition. Enfin, la belle défense de Kehl et d'Huningue, prouvant au Directoire toute la solidité de la ligne du Rhin, lui permit de songer à de plus vigoureux efforts du côté de l'Italie. En conséquence, il ordonna aux divisions Bernadotte et Delmas de franchir les Alpes, malgré l'approche de la mauvaise saison. Ce mouvement, exécuté dans le plus grand secret, fut dérobé assez longtemps aux Autrichiens, pour les mettre hors d'état de lui en opposer un semblable. On assura sa réussite, en rassemblant d'abord la division Bernadotte à Metz, sous prétexte de former un camp de réserve, et en la faisant filer avec précaution sur Lyon, où Delmas se portait en même temps de Besançon. Les deux divisions étaient près d'atteindre Chambéry, avant que le bruit de leur marche ne transpirât en Allemagne. Nous ne tarderons pas à les retrouver dans le chemin de la victoire, sur les rives du Tagliamento; mais avant de retracer les glorieux travaux de l'armée d'Italie, qui leur ouvrait la carrière par un des faits d'armes les plus extraordinaires, il convient de rendre compte des événements maritimes.

CHAPITRE LXVII.

Affaires maritimes et coloniales.— Expédition d'Irlande. — Le cabinet de Saint-James envoie lord Malmesbury à Paris, et le Directoire donne au général Clarke la mission de négocier à Vienne. — Mauvaise issue de ces tentatives.

Trois ans de succès, faiblement obscurcis par un revers dans les petites Antilles, avaient doublé l'orgueil de la marine britannique. Le Léopard se promenait avec arrogance sur toutes les mers, certain qu'il devenait de plus en plus difficile de lui contester sa supériorité. Tout semblait désormais permis aux marins anglais : peu satisfaits d'exercer leur despotisme sur les neutres, ils venaient braver la France jusque dans ses ports. Déjà l'in-

Digitized by Google

cendiaire de Toulon, Sidney Smith venait d'être fait prisonnier, en reconnaissant sur une chaloupe les moyens de détruire le Havre. Les rades de Toulon, Rochefort, Brest, Cherbourg et le Texel, étaient surveillées ou bloquées par autant d'escadres; tandis que d'autres portaient la terreur du nom britannique depuis le détroit du Sund jusqu'au fond du golfe de Naples.

Le Directoire, au milieu des fautes qu'on lui reproche en politique et en finances, ne se montra pas aussi étranger à la direction de la marine qu'on pourrait le supposer. Guidé, dès les premiers jours de son installation, par le ministre Truguet, il avait proposé au corps législatif un système propre à imprimer plus d'unité et de force aux administrations des ports, en réunissant dans une seule main l'autorité militaire qui s'étend sur le personnel de l'armée navale, et la direction du matériel, des approvisionnements, des constructions et des dépenses. « L'état déplorable dans lequel se trouve » la marine, disait-il, est connu de nos ennemis qui » nous bravent jusque sur nos côtes.... Nos flottes » humiliées, battues, bloquées dans nos ports, » dénuées de ressources en vivres et en matières » navales, déchirées par l'insubordination, avilies » par l'ignorance, ruinées par les désertions : tel » est l'état dans lequel les hommes à qui vous avez » confié le gouvernement, ont trouvé la marine » française.

» La tâche qui leur est imposée, ne les effraye » pas. Déjà des ordres sont donnés pour réunir, » dans nos ports, tous les éléments d'une puissante » marine; pour rattacher au travail des individus » qu'une longue licence avait rendus sourds à la » voix du devoir; pour purger la marine des royalistes, des ignorants et des lâches qui la déshonorent. Le Directoire n'a pas borné ses efforts à » de simples mesures de gouvernement; il a cherché de nouvelles ressources dans l'organisation » maritime, décrétée récemment par la convention » nationale; mais il a reconnu avec regret que » cette organisation, l'ouvrage de ses derniers moments, décrétée au milieu des orages, des événements et des travaux de tous genres qui l'ont » assaillie au terme de sa session, ne présentait au » gouvernement que des entraves, et l'enchaînait » dans tous ses moyens d'exécution....

» Les législateurs se convaincront sans doute, » que le principe d'unité doit être conservé dans » l'autorité des ports : qu'en conséquence, un ordonnateur général peut être choisi dans tous les » grades administratifs ou militaires, mais doit » essentiellement avoir de longues années de navigation, dont dix au moins sur les vaisseaux de » l'État.

» Cet ordonnateur correspondrait avec le ministre de la marine, et il aurait l'autorité sur » tous les fonctionnaires. Le service serait simple, » actif, uniforme; et cet ordonnateur n'étant point » étranger au métier de la mer, présenterait sur » l'administration des ports, l'équipement des » vaisseaux et les travaux immenses qui en dépendent, une responsabilité qui ne serait point » illusoire.

» Pour éviter la confusion des pouvoirs et laisser à chacun le détail qui lui est propre, il faudrait diviser ensuite l'administration soumise à » l'ordonnateur général, en deux grandes directions : l'une sous un *directeur militaire*, et l'autre sous un *directeur civil*.

» La direction militaire comprendrait les officiers, les troupes, la police et la garde du port, » la construction, l'entretien et le radoub des vaisseaux, leur armement et leur équipement, la » fabrication des câbles, manœuvres et autres ouvrages, et généralement tous les mouvements » du port. L'artillerie et tout ce qui en dépend » lui seraient également soumis.

» La direction civile comprendrait les approvisionnements, la comptabilité de l'arsenal en » journées et matières, le bureau des armements » et répartition des prises, les revues des employés » civils et militaires, l'administration et la police » des bagnes et hôpitaux, la comptabilité, le contrôle des fonds et l'inspection des vivres.

» En vous adressant, dès le principe de ses travaux, des observations sur l'état de la marine, » et sur les moyens de rectifier ce qui lui paraît défectueux dans son organisation, le Directoire » exécutif a cru toucher au point capital, dont dépendent le bonheur et la gloire de la France... »

Malgré les puissants motifs dont le gouvernement étaya ce message, le rapport du comité de la marine ne lui fut point favorable : on lui op-

Digitized by Google

posa l'exemple de l'Angleterre, où, de temps immémorial, les deux branches avaient été séparées. Bergevin, passant en revue les différents systèmes suivis depuis Colbert, et forcé d'avouer que l'unité d'administration avait créé, pour ainsi dire, les belles escadres sorties des ports français dans la guerre d'Amérique, ne réussit pas moins à faire prononcer le rejet de la proposition, sous prétexte que le mode d'administration proposé avait produit la pénurie et le désordre dont on s'était plaint à la suite de ces glorieuses campagnes. Au conseil des Anciens, on alla plus loin. Des orateurs présentèrent le projet du Directoire comme une preuve de sa soif de pouvoir; ils affectèrent de n'y voir que l'occasion de créer de nouveaux emplois pour y placer ses créatures; raisonnement assez mal fondé, puisque les différentes branches de ce service, réunies ou séparées, n'en restaient pas moins subordonnées au pouvoir exécutif. Ces faibles arguments, indices de l'inquiétude et de l'ombrage des conseils, furent puissamment secondés par les motifs spécieux déduits par Barbé-Marbois. Cet ancien administrateur de Saint-Domingue, cita l'opinion même du comte d'Estaing, qui, investi d'une dictature absolue durant la guerre d'Amérique, blâmait la concentration de tant d'autorité dans une seule main, comme source de mille abus aussi contraires au bien du service sous le rapport de l'économie, que de la direction des opérations maritimes. Privé à cette époque de commissaires pour défendre ses projets à la tribune, le gouvernement eut la douleur de voir celui-ci rejeté, bien qu'il eût été facile de détruire les objections de ses adversaires. Il ne s'agissait point, en effet, de conférer à un même amiral le commandement des flottes et celui des ports. L'administration proposée différait peu des préfectures maritimes, dont on reconnut l'efficacité quelques années après, et l'on peut dire qu'en y ajoutant un conseil d'amirauté sous la présidence du ministre et s'attachant à faire de bons choix, le Directoire, eût fait tout ce qui dépendait de lui pour améliorer les institutions de ce département.

Quoique contrarié du rejet de son système administratif, Truguet ne désespéra pas de relever la marine française de son état de nullité. Les nouvelles relations de la république avec la Hollande, celles que le Directoire venait de renouer avec l'Espagne, lui laissaient entrevoir un meilleur avenir. A la vérité, l'ouverture du port d'Anvers, formellement reconnu praticable dès le mois d'avril, par l'entrée d'un brick et de deux bâtiments d'un fort tonnage, avait mécontenté le commerce d'Amsterdam : cependant, le gouvernement batave n'en marchait pas moins d'un pas assez ferme dans la route qu'il s'était tracée. En attendant les secours qu'il promettait, on imprima aux armements toute l'activité que l'extrême pénurie du trésor permettait d'y apporter. Richery reçut l'ordre de sortir enfin de l'engourdissement où il demeurait plongé à Cadix, et de porter l'épouvante dans les parages de Terre-Neuve. Il y détruisit les pêcheries, fit d'excellentes captures, et sema l'alarme jusqu'aux bouches du fleuve Saint-Laurent, où les Français conservaient encore certain nombre de partisans.

Une escadre légère, sous les ordres de Sercey, fut envoyée à l'île de France avec les agents du Directoire. Ce contre-amiral y soutint avec avantage un combat, dont on lui reprocha ensuite de n'avoir pas mieux profité. Mais la colonie, informée que les agents du gouvernement professaient les maximes de Santhonax, et songeaient à l'émancipation des noirs, les fit rembarquer pour la France, tout en donnant, d'ailleurs, les marques les moins équivoques de son dévouement à la métropole.

Les Antilles ne furent pas si heureuses. Les mesures proposées par le ministère pour les régir, quoique motivées sur la nécessité de concilier tous les intérêts, ne répondaient point à l'attente générale. L'urgence de secourir Saint-Domingue était manifeste; mais comment y parvenir sans ramener l'ordre, et quelle réunion de talents, de fermeté et de sagesse n'aurait-il pas fallu dans les chefs, pour atteindre ce but? Le ministre, en renvoyant Santhonax, crut s'attacher les noirs: on lui adjoignit Raymond, pour satisfaire les mulâtres; et en prenant dans les différents partis des blancs, trois hommes assez sages pour inspirer la confiance au commerce français et neutre, on imagina avoir rempli toutes les conditions requises par la prudence. Soins superflus, et dont le peu de succès atteste à la fois combien les passions

Digitized by Google

l'emportent sur l'amour du bien public, et combien peu les partis tiennent compte des efforts qu'on fait pour les concilier !

Les opinions sont tellement partagées sur l'administration de Santhonax, qu'il serait peut-être hardi de prononcer. Flétri par les uns, du surnom odieux de Robespierre des Antilles, on lui fut redevable, selon d'autres, de l'expulsion des Anglais. On ne saurait nier que la liberté des noirs ne fournit à la métropole un moyen de recrutement formidable ; mais en ébranlant tout le système colonial et en créant au centre des Antilles une puissance nuisible même à la France, ne causa-t-elle pas plus de mal que de bien ? La solution affirmative de cette question, fondée sur l'expérience, et les bons résultats de la conduite contraire tenue à l'île de France, semblent réfuter victorieusement le régime de Santhonax. En admettant même que le Directoire n'entrevit d'autre moyen de défendre Saint-Domingue contre les Anglais et les colons émigrés, qu'en émancipant les noirs, on ne saurait nier qu'il commit une grande faute de confier cette mission délicate à un républicain exalté, que tant de malheureux propriétaires regardaient comme l'auteur de leur ruine. A cette faute, on ajouta celle de faire précéder ce commissaire par d'odieux décrets de proscription, de confiscation et de mort. Assimiler tous les colons réfugiés aux émigrés de Coblentz ; confisquer pour 2 milliards de terres, dans le fol espoir de les vendre, était en effet un étrange moyen de ramener l'ordre et la tranquillité dans ces contrées. Là, plus que partout ailleurs, l'union et l'oubli devaient être les bases du système réparateur.

Cependant, par un bonheur inespéré, Saint-Domingue commençait à sortir un peu de ses ruines, bien que les mêmes éléments de discorde subsistassent toujours. Les colons de toutes les classes, ou les agents préposés à la régie de leurs plantations cherchaient au milieu des décombres, quelques moyens de se relever : cet éclair passager ne fut qu'un calme trompeur, pour la métropole comme pour les anciens colons.

Dans les grandes révolutions les individus se succèdent et disparaissent comme des ombres : les intérêts seuls restent aux prises, jusqu'à ce que, sapés enfin par l'inexorable main du temps, ils périssent ou se fondent peu à peu dans les intérêts opposés. Ce n'était pas sous le ciel brûlant de Saint-Domingue que les passions devaient prendre une marche différente ; et les quatre factions qui s'y étaient formées, restaient en présence. Les hommes de couleur, toujours en proie à l'ambition et à une inquiète jalousie, se défiaient du général Lavaux et des blancs de toute condition. Ces démocrates d'une espèce toute particulière n'avaient embrassé la révolution avec tant d'ardeur, que pour se placer de niveau avec les grands blancs ; dès que la république menaça de les ruiner en émancipant leur nègres, ou de les humilier en proclamant l'égalité de ceux-ci, ils devinrent ses plus dangereux ennemis, et frémirent de l'ascendant qu'on laissait prendre aux bandes de Toussaint. Vilatte, un des plus braves mulâtres, excité par son parti, crut saisir l'autorité suprême, en faisant arrêter au Cap le général Lavaux et l'ordonnateur de la colonie : tentative fatale, qui fournit de nouveaux aliments à l'anarchie, et dont une insurrection préparée en silence assura le succès momentané.

Le gouverneur ne tarda pas à être vengé. Toussaint, aussi habile que prompt à épouser les intérêts des blancs et ceux de la métropole, quand il jugeait pouvoir les faire tourner à son profit, ayant assemblé, avec la rapidité de l'éclair, 10,000 noirs sur les hauteurs du Cap, força Vilatte à se réfugier dans les Mornes. Lavaux, dans les transports de sa reconnaissance, n'eut rien de plus pressé que de proclamer Toussaint son libérateur, et de partager l'autorité avec lui. L'influence du général noir se manifesta d'abord sous les plus heureux présages. Bien qu'il sacrifiât tout à l'ambition, il aspirait néanmoins à une puissance solide : avide de pouvoir pour lui, et de droits pour sa caste, mais convaincu que la foule devait rester attachée aux travaux de l'agriculture, il encourageait le retour des noirs à la discipline et au travail. Rigaud suivant le même système dans le Sud, en peu de temps les habitations se relevèrent ; et Saint-Domingue, étonnée, se trouvait redevable à un mulâtre et à un vieil esclave, d'une administration qui contrastait avec les folies de ses anciens maîtres.

Dans ces entrefaites, arriva l'expédition qui portait les commissaires, et qu'on avait prudemment divisée en deux convois, dont l'un mit à la voile

Digitized by Google

de Brest, et l'autre de Rochefort. Ces petites escadres échappèrent aux croisières établies par l'amiral Parker devant le Cap, et y débarquèrent, comme par miracle, en même temps. Outre les agents du Directoire, elles avaient à bord 25,000 fusils pour compléter l'armement des noirs, 2,000 hommes de troupes européennes, et les généraux Desfourneaux et Rochambeau. Le dernier avait la mission spéciale de prendre possession de la partie espagnole.

Le projet du ministre était d'augmenter les forces de la république, en remplissant de nègres les cadres de 12 régiments : puissance formidable, au moyen de laquelle on eût pu jeter l'épouvante au sein des colonies de l'Angleterre, tout en se débarrassant de cette troupe mutine et dangereuse. Mais pour une telle entreprise, il fallait une escadre, et celle de Richery, destinée d'abord à cette opération, retenue maintenant à Cadix pour y vendre ses prises, laissa échapper l'occasion favorable (1).

Ce contre-temps fut d'autant plus à regretter, que les Anglais, en proie au môle Saint-Nicolas à une épidémie horrible, n'auraient pu opposer à tant de moyens réunis que des débris de régiments. Tout portait donc à penser qu'après les avoir expulsés de cette place importante, il ne serait pas impossible de ruiner leurs propres colonies et de leur enlever même la Jamaïque. A la vérité, le rôle que Toussaint joua depuis, a fait conjecturer, qu'il n'eût pas été aussi facile d'embarquer l'armée noire, qu'on le supposait : cependant, comme l'expédition eût offert un appât à l'ambition de ses chefs, il n'était pas hors de toute probabilité qu'on réussît à les y déterminer.

D'ailleurs, la mission de Santhonax fut loin de ramener le calme dans la colonie. S'il fut reçu au Cap avec acclamation par les partisans de l'émancipation, les autres colons n'apprirent son retour qu'avec effroi. S'il faut en croire des écrivains sages et modérés, il n'eut pas assez d'empire sur lui, pour oublier l'affront que les mulâtres lui avaient fait essuyer au Port-au-Prince, en le forçant à se rembarquer; ceux-ci, de leur côté redoutant sa vengeance, se mirent en garde contre lui ; aussi la lutte ne tarda pas à s'engager.

La seule garantie qu'on eût des bonnes intentions du Directoire, était tout entière dans le caractère de ses collègues; mais Roume fut délégué dans la partie espagnole; Giraud n'accepta pas une mission qu'il estimait au-dessus de ses forces; et Leblanc mourut, dit-on, empoisonné. Il ne restait donc que Raymond, sur l'esprit duquel Santhonax exerçait un empire absolu.

Le premier soin des commissaires fut de récompenser dans Toussaint, le héros des noirs, le vengeur de Lavaux ; on l'éleva au grade de général de division. Vilatte fut d'abord mis hors de la loi ; mais on se contenta ensuite de demander son exil, pour l'exécution duquel il fallut encore recourir à la force. La guerre civile allait se rallumer, lorsque, par la fermeté et la prudence de Desfourneaux, cette opération réussit sans effusion de sang : Vilatte investi dans le fort de son nom et près d'y être assiégé, consentit à se laisser conduire en France, où il fut jeté dans les fers.

Tandis que le Nord était soumis à l'autorité des commissaires par l'influence de Santhonax sur les noirs, le Sud fut ébranlé par de nouvelles commotions. Rigaud exerçait un pouvoir si étendu sur ces contrées, qu'on l'accusa généralement d'être l'instigateur des nouveaux troubles, bien qu'il n'y parût pas ouvertement compromis.

Depuis la reddition du Port-au-Prince aux Anglais, on avait transféré aux Cayes le chef-lieu de la province du Sud : on voulut y établir une commission de gouvernement, subordonnée à celle du Cap. Cette mesure, toute simple en elle-même, s'exécuta d'abord sans opposition ; mais lorsqu'on apprit que Pinchinat allait être arrêté, et que Desfourneaux prenait le commandement supérieur de la province, le mécontentement éclata de toutes parts, et les chefs mulâtres craignant de perdre leur influence, attisèrent le feu de la discorde. Une expédition contre les confédérés de la Grande-Anse et le camp Raymond, mal secondée par Rigaud, venant à échouer, produisit un effet contraire à celui qu'on s'en était promis, et hâta le soulèvement. En vain les délégués Kervessau, Rey et Leborgne, crurent le conjurer, en faisant saisir les principaux meneurs. Le commandant de Saint-Louis, l'un des plus dangereux, s'étant échappé

(1) On a imprimé par erreur, au chapitre LIV, que l'escadre était destinée pour le cap de Bonne-Espérance; c'était pour le cap Français.

Digitized by Google

des mains de ses conducteurs, donna le signal de la révolte, s'empara des forts d'Islet et de la Tourelle; et, tirant le canon d'alarme, rassembla en un clin d'œil tous les noirs de la plaine des Cayes, sous les bannières des hommes de couleur. Les délégués, dans ce pressant danger, ont recours au général Rigaud, campé devant les Yrois : il accourt aux Cayes; alors ses partisans, enhardis par sa présence, qu'ils considèrent comme un renfort, font main basse sur les blancs. Les commissaires et le général Desfourneaux sont contraints à prendre la fuite : les insurgés égorgent tout ce qui se présente à leurs coups, et plus de 200 victimes attestent leur implacable fureur.

Cependant l'autorité de Rigaud, abrégea cette déplorable catastrophe, et ramena une espèce de calme dans la ville; mais comme il laissa ce forfait impuni, et n'en poursuivit point les auteurs, des soupçons de connivence planèrent sur sa tête: on l'accusa même de partager la haine vouée par son parti à la commission du gouvernement. Fier, impétueux, irascible, il ne déguisait point en effet la jalousie qui le dévorait depuis qu'on lui avait publiquement préféré Toussaint; et son désespoir fut au comble, quand on voulut le réduire à obéir au général Desfourneaux. On craignait qu'il ne levât ouvertement l'étendard de la révolte, lorsque le départ de Santhonax, nommé par la colonie au conseil des Cinq-Cents, raffermit sa fidélité chancelante, et le rattacha à la France par l'expectative d'un avenir plus brillant. En effet, le commissaire Raymond restait le chef de la commission suprême, et ce fonctionnaire, mulâtre comme Rigaud, devant trouver en lui son principal appui, il était naturel de penser qu'il lui abandonnerait en retour une partie de son autorité.

Toussaint, de son côté, n'était pas resté oisif. Caressé par Santhonax qui lui promettait le commandement en chef des forces coloniales, il s'appliquait à en presser l'organisation. Chaque jour lui montrait d'une manière plus évidente, qu'à l'aide de ces puissants moyens, il deviendrait incessamment l'arbitre des destinées de Saint-Domingue : mais le besoin de s'étayer encore des commissaires, lui fit conserver des apparences de loyauté envers la république. Tout concourait à lui faciliter le rôle auquel il aspirait; car les blancs étant plus empressés de se déchirer entre eux, qu'à se réunir pour combattre l'ennemi commun, l'anarchie gagnait jusqu'aux autorités civiles et militaires : Rochambeau, désapprouvant l'émancipation, en butte à la haine des commissaires, avait été embarqué de force pour être reconduit en France : Lavaux fut nommé député avec Santhonax, et bientôt le chef des noirs allait être investi du commandement en chef de la colonie.

A part le massacre des Cayes et une entreprise contre Jérémie et le camp Raymond qui échoua, il ne s'exécuta aucune opération dans cette campagne, que Truguet espérait rendre décisive : le temps s'écoula en funestes dissensions, et en calculs d'ambition personnelle. Les Anglais se maintinrent au Môle et au Port-au-Prince, avec la seule assistance des colons qui s'étaient si imprudemment jetés entre leurs bras, et que le Directoire venait de s'aliéner à jamais, en ordonnant la confiscation et la vente de leurs biens. Richery, appelé à une autre destination, ne parut point; et les 20,000 noirs armés, au lieu d'aller conquérir les colonies anglaises, ne servirent pas même à sauver les petites Antilles.

Les forces qu'Abercrombie avait conduites dans ces parages à la fin de 1795, lui assurèrent la supériorité sur tous les points : il reprit Sainte-Lucie à Goyrand; le général Wythe s'empara de Démérary et de Berbice; Nichols soumit la Grenade et Saint-Vincent; enfin Hugues, relégué à la Guadeloupe, eut peine à s'y défendre.

Non moins heureux dans l'Océan austral, l'amiral Elphingston fit capituler dans la baie de Saldanha, l'escadre hollandaise de l'amiral Lucas, venue trop tard au secours du cap de Bonne-Espérance. Le général Stuart, maître de Colombo, acheva la conquête des établissements hollandais à Ceylan. Raynier soumit Banda et Amboine. Déjà Cochin et Malaca avaient passé sous la domination anglaise.

Des événements non moins importants se préparaient dans les mers d'Europe. L'alliance de Saint-Ildephonse semblait devoir former époque dans l'histoire de la marine française, et tout présageait qu'à la guerre de corsaires on allait substituer incessamment des opérations d'un intérêt majeur. Le premier résultat de cette alliance fut,

Digitized by Google

comme nous l'avons déjà dit, l'évacuation de la Corse, et la retraite de l'escadre de Jervis à Gibraltar et devant Cadix, où elle se trouvait en mesure d'opérer dans les deux mers. L'amiral Langara, sorti de ce dernier port, après avoir rallié l'escadre de Carthagène, vint mouiller à Toulon avec 20 vaisseaux. Son but était de s'y réunir à l'escadre française, et de la conduire sans doute à Brest. où toutes les forces des deux nations eussent probablement risqué un engagement général, dans l'intention de reprendre la supériorité sur l'Océan sans laquelle point d'indépendance maritime.

Au même moment, une occasion séduisante s'offrit au Directoire d'utiliser ce qui lui restait de marine, pour frapper contre l'Angleterre un coup en quelque sorte décisif, et lui arracher l'Irlande, en soutenant par un corps d'armée nombreux, les catholiques unis prêts à se soulever.

Depuis que lord Cambden avait succédé à Fitz-Williams, le système de modération et de justice suivi par ce dernier, fit place aux mesures les plus rigoureuses, et bientôt le régime militaire, les dragonades, réduisirent le peuple irlandais au désespoir. Mille petits soulèvements, aussitôt comprimés qu'annoncés, indiquaient néanmoins l'existence du volcan; il ne fallait qu'une étincelle pour provoquer son éruption. Les associations secrètes se multipliaient, et si elles n'avaient pas encore causé de révolution, il ne fallait l'attribuer qu'à la difficulté de s'entendre sur le but d'une levée de boucliers. La plupart, loin de vouloir une séparation complète de l'Angleterre, se fussent estimés heureux qu'elle consentît à une transaction réclamée par l'honneur et la justice. Les autres, sûrs qu'on n'en obtiendrait jamais que des concessions partielles et peu sincères, visaient à fonder une république entièrement séparée d'intérêts. Au milieu de cette divergence d'opinions, un comité de cinq membres, à la tête duquel figurait lord Édouard Fitz-Gérald, dirigeait les mouvements des insurgés unis, vers un but préalable qui était de secouer le joug des Anglais.

Les victoires des Français, en 1794, avaient ranimé les espérances de tous les Irlandais, courbés sous des lois d'exception. Ils espéraient que le Directoire, plus hardi et plus sage que Louis XIV, seconderait puissamment une entreprise qui devait substituer, à Dublin, l'influence française au joug de l'Angleterre. L'époque de la glorieuse invasion de la Lombardie et de la paix avec l'Espagne, parut, aux chefs de l'union, la plus propice pour tenter cette périlleuse entreprise. Wolfe-Tone et Napper-Tandy, chefs du parti républicain, vinrent promettre au Directoire un soulèvement général, s'il s'engageait à les soutenir avec une petite armée. Ils reçurent un accueil d'autant plus flatteur, que le gouvernement caressait en secret ce projet. Hoche, débarrassé de la guerre civile et jaloux de cueillir des lauriers plus purs, sollicitait en effet le Directoire d'utiliser sa valeur et son activité contre l'ennemi irréconciliable de la France. *Le chemin de Londres, le plus court, est par Dublin!* disait le sergent des gardes françaises, devenu politique et guerrier.

Le ministre Truguet, s'il faut en croire un écrivain estimable (1), n'approuvait pas seulement les projets de Hoche, mais donnait à son ardente imagination la direction convenable, et en modérait l'élan. On assure que le ministre, s'élevant aux conceptions les plus hardies, voulait que la moitié de la flotte, après avoir envoyé 10,000 hommes jusqu'aux rives du Shanon, partît aussitôt sous les ordres de Villaret-Joyeuse pour l'île de France, à l'effet d'y embarquer les bataillons de noirs dont l'organisation avait été prescrite, et de les conduire à Tippo-Saïb, qui n'attendait, pour secouer le joug de l'Angleterre, que la certitude d'être soutenu par la France. On eût remplacé ces vaisseaux dans la Manche par l'escadre de Richery à son retour d'Amérique, et par celle de Villeneuve, attendue de Toulon. Les forces navales portées ainsi à 20 vaisseaux, eussent transporté en Irlande le reste de l'armée; tandis que la première escadre eût cinglé vers les mers de l'Inde. Ce plan, dont l'exécution eût incontestablement tenu du prodige, bien qu'il parût soumis à mille chances contraires, n'en fait pas moins honneur à Truguet. Cependant, comme il offrait le grave inconvénient d'exposer la moitié de l'armée durant un mois entier aux coups de l'ennemi, Hoche tenait, avec raison, à partir avec ses forces réunies, persuadé que sans cela il se compromettrait en pure perte.

(1) Le capitaine Parisot.

Digitized by Google

Quoique Truguet et Hoche différassent en ce point, ils mirent beaucoup d'harmonie et de zèle dans les préparatifs de l'expédition; rien de ce qui pouvait en assurer le succès, ne fut oublié par eux. Surmontant les nombreux obstacles que la pénurie des finances élevait à chaque pas, le ministre requiert sur toute la côte les matelots classés et les envoie à Brest; les approvisionnements se forment avec célérité; les troupes se rassemblent, et font tous les apprêts pour monter à bord. Malheureusement, une funeste mésintelligence éclata entre Hoche et l'amiral Villaret-Joyeuse, qui, loin de partager les brillantes illusions de ses collègues, n'entrevoyait qu'une nouvelle défaite dans l'expédition d'Irlande, et eût préféré emmener directement dans l'Inde toutes les forces navales qu'on y destinait. L'événement prouva qu'il avait raison; cependant Hoche, soutenu par Truguet, n'eut pas de peine à l'emporter; et le Directoire donna le commandement de la flotte à Morard de Galles. Ces débats causèrent un retard dont on s'aperçut moins, parce qu'on attendait l'arrivée des escadres de Villeneuve et de Richery.

Dans cet intervalle, Hoche toujours ingénieux pour tromper l'ennemi, fit rédiger avec un secret affecté des proclamations aux Portugais, et parvint à les faire passer en Angleterre, par les agents mêmes de cette puissance; tandis que tout se préparait à Angers et à Brest, pour la véritable destination.

Le ministère anglais se méfia de la ruse : instruit de ce qui se passait en Irlande, il craignit, avec quelque raison, d'y voir flotter l'étendard tricolore, devenu le ralliement des intérêts les plus puissants. C'est, dit-on, pour éclaircir ce mystère qui l'intéressait de si près, que Pitt envoya lord Malmesbury à Paris. Nous ne saurions affirmer ni contester le fait; mais il est notoire que la conduite du ministère britannique, dans cette circonstance n'annonce point qu'il désirât la paix. L'alliance qu'il négociait au même instant avec Catherine, pour fournir à l'Autriche un corps auxiliaire de 60,000 hommes, donne même à croire qu'il était plus éloigné que jamais de renoncer à ses projets.

Il était ainsi bien difficile de concilier tant d'intérêts froissés et de haines exaspérées. L'Angleterre croyait faire beaucoup, en reconnaissant une république mise naguère au ban de l'Europe : elle pensait, de plus, que la remise des colonies françaises et hollandaises qu'elle venait de conquérir, serait un équivalent complet de la restitution des Pays-Bas à l'Empereur. Toutes les combinaisons du traité d'Utrecht se reproduisirent dans les notes du plénipotentiaire du cabinet de Saint-James : il ne voulait laisser à la France ni le port d'Anvers ni une population aussi riche, aussi industrieuse et aussi brave què celle de la Belgique. En effet, ce n'était pas seulement ce surcroît de puissance positive, qui effrayait Pitt; il devait craindre que la république, maîtresse des bouches de l'Escaut et des portes de Breda, ne dominât définitivement en Hollande. Le Directoire pouvait opposer à ces arguments, que la France se trouvait dans une attitude plus imposante qu'en 1709, et ne signerait point une paix plus onéreuse que celle qui termina la guerre de la succession. A cette époque pourtant, Louis XIV, en compensation de la cession des Pays-Bas à la maison d'Autriche, avait placé un prince de sa famille sur le trône d'Espagne. D'ailleurs, depuis le traité d'Utrecht, l'Angleterre avait fait dans l'Inde des progrès inouïs. Trois autres puissances s'étaient considérablement agrandies par le partage de la Pologne. Ainsi, la république seule, pour prix de ses victoires, eût été rejetée au-dessous de son ancien état relatif, dès qu'on persistait à la réduire au *statu quo* de 1792, en ne lui laissant qu'une marine détruite et des colonies bouleversées.

Le Directoire, influencé par Rewbell, dénatura la bonté de sa cause, en prétendant imposer à la Grande-Bretagne par les formes d'une diplomatie révolutionnaire. Il voulait que l'Angleterre commençât par restituer tout ce qu'elle avait pris à la France et à ses alliés dans les deux Indes, sous prétexte que les lois constitutionnelles ne permettaient d'aliéner aucune portion du territoire de la république, et que les traités avec ses alliés stipulaient la garantie de toutes leurs possessions. Puis, par une application outrée des mêmes maximes, il refusait de rendre à l'Empereur des provinces réunies par les derniers décrets, comme si un acte de réunion suffisait pour donner le droit de possession aux yeux d'une puissance tierce.

Ce fut, selon toute apparence, pour lever ces

Digitized by Google

difficultés, que le Directoire prit le partit d'envoyer, le 16 novembre, le général Clarke à l'armée d'Italie, proposer un armistice à la faveur duquel il devait tâcher de pousser jusqu'à Vienne, pour traiter séparément de la paix avec l'Empereur. On se flattait en rendant à François II la Lombardie, et lui cédant quelques districts de l'Allemagne, d'obtenir de lui l'abandon des Pays-Bas (1). Dès lors, l'Angleterre n'aurait plus le moindre droit d'intervenir dans cette cession, et le chapitre des compensations devenait plus naturel et plus facile à arranger avec elle. Mais, en calculant de la sorte, le Directoire oubliait que Pitt voulait bien moins rendre la Belgique à l'Empereur, que la refuser à la France. Au reste, Clarke était à peine arrivé en Italie, que déjà l'ambassadeur anglais près la cour de Vienne proposait à Thugut, de confier à Malmesbury le soin de stipuler collectivement pour les deux puissances. Bien que ces insinuations ne fussent pas de nature à plaire à un cabinet aussi jaloux de sa dignité, elles lui firent néanmoins juger que l'Empereur traiterait plus avantageusement de concert avec ses alliés, qu'en ouvrant une négociation particulière. Aussi, se garda-t-il d'admettre le général républicain. Malmesbury, de son côté, n'en insista que plus vivement sur la restitution des Pays-Bas.

Le terme moyen entre des prétentions aussi exagérées, était très-difficile à trouver ; et la négociation, entravée dès les premières conférences, ayant traîné quelques semaines, fut rompue par l'injonction faite, le 19 décembre, à Malmesbury de quitter Paris en 48 heures; cette manière d'agir en diplomatie, laissa l'Europe dans l'embarras de prononcer quel parti avait montré le moins de bonne foi.

L'espoir que le Directoire fondait sur l'expédition d'Irlande, contribua à cette brusque notification, car Hoche eut l'ordre de mettre à la voile, bien avant que Malmesbury ne reçût celui de partir.

Richery venait de relâcher à Rochefort, où il était observé; Villeneuve ne paraissait pas non plus ; et l'armée expéditionnaire, ne comptant plus sur leur secours, se disposa à appareiller, le 14 décembre, sans égard à la saison avancée et aux inconvénients qui pouvaient en résulter, soit pour les troupes dans l'âpre climat de l'Irlande, soit pour les vaisseaux sur une côte inhospitalière et dénuée de mouillages. Elle se composait de 15 vaisseaux de ligne portant chacun 600 hommes; de 12 frégates et 6 corvettes portant chacune 250 hommes ; d'un vaisseau rasé avec 400 ; de 6 grands bâtiments chargés ensemble de 2,250 et de munitions ; d'un navire-écurie pour 50 cavaliers ; enfin d'une frégate armée en flûte, renfermant les poudres. Le débarquement de ces 16,000 hommes devait s'effectuer dans la baie de Bantry ; et les mesures les plus sages furent prises, pour indiquer les mouillages de l'escadre selon la direction des vents ; on poussa la précaution jusqu'à assigner à chaque capitaine, par un ordre cacheté, la place destinée à son vaisseau dans les différents cas qui se présenteraient. On n'attendait plus que le signal de mettre à la voile, quand l'arrivée de Richery fit retarder le départ de deux jours, pour jeter un renfort de 1,200 hommes à bord des bâtiments capables de remettre de suite à la mer.

Ce délai eut des suites fâcheuses, car le 16 décembre, au moment où la flotte débouchait par le passage du Raz, choisi par Morard pour mieux tromper les croisières ennemies, un vent précurseur de la tempête s'éleva. Toutefois, l'escadre républicaine, favorisée par une brume, trompa la vigilance de l'amiral Colpoys ; mais à peine futelle hors de la rade de Brest, que les vents contraires et quelques mal entendus dans les signaux la divisèrent en plusieurs parties. Un des bâtiments donnant sur un rocher, fut englouti ; et le 17, au matin, tout était dispersé.

Le contre-amiral Bouvet parvint cependant à rallier 9 vaisseaux et 6 frégates, avec lesquels il se dirigea sur le cap Cléar. Le surlendemain, toute l'armée fut réunie, à l'exception d'un vaisseau et de 3 frégates, sur une desquelles l'amiral et Hoche étaient montés. Ainsi, privé de ses chefs, Bouvet cingla vers la baie de Bantry : plusieurs jours s'écoulèrent en manœuvres, dont la nécessité n'a pas encore été bien démontrée ; on perdit un temps précieux ; les coups de vent revinrent, et l'escadre fut de nouveau séparée.

(1) Les pièces de cette négociation offrent tant d'intérêt, que nous croyons devoir les joindre à la fin de ce Livre. (nos 3 et 4.)

Digitized by Google

Le 24, le temps étant devenu plus calme, un conseil de guerre décida le débarquement. Huit vaisseaux et quelques bâtiments étaient encore dans la baie; on eût pu mettre à terre 6,000 hommes; mais au moment où la descente allait s'effectuer, malgré l'obscurité, la mer devint si grosse et les vents si forts, que chaque navire obligé de songer à sa sûreté, gagna la haute mer.

Découragé par tant d'obstacles et craignant de manquer de vivres, Bouvet se détermina à revirer vers les côtes de France. Il rentra, le 1er janvier 1797, à Brest, où il fut suivi par plusieurs autres capitaines.

Les généraux en chef, qui montaient la frégate la *Fraternité*, entraînés d'abord loin des côtes de l'Irlande, chassés ensuite par une frégate anglaise à laquelle ils eurent le bonheur d'échapper, se dirigèrent enfin vers la baie de Bantry; mais Bouvet et l'escadre venaient d'en partir; et deux bâtiments qu'on rencontra, annonçaient qu'il n'en restait plus un seul sur les côtes de l'Irlande. La frégate amirale, gagna l'île de Rhé, où elle bébarqua Hoche et Morard de Galles à travers mille périls.

Le capitaine Lacrosse, commandant *les Droits de l'Homme*, voyant l'opération, manquée alla croiser à l'embouchure du Shanon, qu'il n'abandonna qu'après avoir eu la certitude du retour de l'armée en France. Alors, seulement, il se mit en route pour Belle-Isle; mais attaqué par deux bâtiments anglais d'un échantillon supérieur, il manœuvra si habilement, qu'il réussit, après un combat sanglant, à leur échapper. Un d'eux fut si maltraité, qu'il échoua: son équipage fut fait prisonnier. Le vaisseau français, rasé de ses mâts, sans voilure, et criblé de coups de canon, se vit de même jeté à la côte, le 14 janvier, vis-à-vis Pluzenec. C'est dans cette triste position, que des dangers d'une autre espèce devaient éprouver Lacrosse et son équipage. On voulut mettre les chaloupes à la mer; mais elles furent brisées par les vagues, et englouties avec 80 personnes. Un cutter ayant enfin abordé le bâtiment, en retira le reste des blessés et une centaine de soldats: mais avant de pouvoir revenir prendre le surplus de l'équipage, il s'écoula quatre jours, pendant lesquels 60 hommes périrent dans les convulsions du délire et du désespoir.

Telle fut la fin d'une expédition qui, mieux conduite, eût mis l'Angleterre dans un embarras réel, en allumant près d'elle un vaste foyer d'insurrection.

Bien que les troupes embarquées ne fussent pas assez nombreuses pour donner des inquiétudes sur une descente en Angleterre même, l'alarme se répandit sur toutes les côtes: les gouverneurs civils et militaires rassemblèrent les milices, ordonnèrent l'armement des batteries, et invitèrent les citoyens, par une proclamation, à tout évacuer dans l'intérieur, si les républicains parvenaient à effectuer leur débarquement: précautions superflues, mais dictées par la prudence; et qui donnèrent la mesure de la résistance à laquelle il fallait s'attendre, si jamais on formait une entreprise aussi difficile.

Si les avis ont été partagés sur les chances de succès et le degré d'importance de l'expédition d'Irlande, on est assez d'accord qu'une diversion de cette nature occupant sérieusement l'Angleterre, l'eût empêchée de porter ses efforts dans les deux Indes. Beaucoup de militaires, convaincus qu'il s'agissait moins de jeter quelques divisions à terre, que de se maintenir à la longue dans une lutte corps à corps contre une nation pleine d'énergie et de patriotisme, pensent néanmoins qu'il n'y avait aucun espoir de réussir, tant qu'on ne se serait pas rendu maître de la mer; ils prétendent que la faible armée de Hoche, après avoir forcé le cabinet de Saint-James à recourir à des levées nationales, se trouvant consumée dans cent combats, eût été forcée de signer un traité d'évacuation ou de rembarquer ses débris. En admettant cette supposition comme la plus probable, il faut convenir alors qu'au lieu de retenir 25,000 hommes d'élite six mois en Bretagne et de les aventurer ensuite sur les côtes de l'Irlande, il eût été beaucoup plus sage d'en envoyer 5 à 6,000 avec d'habiles chefs à Tippo-Saïb, et d'en porter 20,000 à Bonaparte, pour assurer la défaite de Wurmser et d'Alvinzy, sous les efforts desquels il était à la veille de succomber.

Les éléments d'une insurrection irlandaise devant durer longtemps encore, rien n'empêchait le Directoire d'ajourner ses projets à l'époque opportune, où, délivré de la guerre continentale, il aurait pu tenter une expédition sans compromettre le succès

de ses armes. Dans l'état actuel des choses, il semblait bien plus urgent de délivrer l'Inde et de dicter la paix à l'Autriche, que d'exciter une guerre civile sur les bords du Shanon.

Quoiqu'il en soit, c'est trop disserter sur les événements maritimes; revenons maintenant aux opérations de l'armée d'Italie.

CHAPITRE LXVIII.

Situation de l'intérieur de l'Italie. — Bonaparte se rend à Bologne, pour forcer le pape à la paix. — Alvinzy reprend l'offensive, et s'avance vers l'Adige sur trois colonnes; Bonaparte vole au-devant d'elles, et les détruit l'une après l'autre. — Bataille mémorable de Rivoli et de la Favorite.

Le refus de l'empereur d'Autriche de recevoir le général Clarke à Vienne, n'était pas d'un bon augure pour la paix. Toutefois, en lui envoyant le baron de Saint-Vincent, ce prince laissait encore percer l'envie d'écouter les propositions du Directoire, pour peu qu'elles fussent de nature à satisfaire l'ambition de son conseil.

L'entrevue de ces deux négociateurs eut lieu à Vicence, le 4 janvier, et ne donna aucun résultat, soit que la rupture des négociations avec l'Angleterre et les victoires de l'archiduc eussent relevé les espérances du cabinet de Vienne, soit que les points à discuter n'eussent point été prévus. La paix présentait trop d'articles litigieux, pour être définitivement traitée aux avant-postes; et les conditions de l'armistice n'offraient pas moins de difficultés. Bonaparte fit sentir au négociateur français que tous les avantages seraient du côté des Autrichiens, si on leur permettait la moindre communication avec Mantoue, dont la famine assurait la prochaine reddition. Ceux-ci, au contraire, insistèrent pour que la garnison fût alimentée pendant la durée de la suspension d'armes. On ne put tomber d'accord. Saint-Vincent, négociateur sans pouvoirs, retourna donc à Vienne soumettre les propositions de la France; et son cabinet renvoya Clarke, pour la forme, au ministre impérial près la cour de Turin. Dès lors, il fallut songer, d'une part à se maintenir jusqu'à l'arrivée des renforts dans la position où l'on se trouvait; et de l'autre, à redoubler d'énergie et d'activité pour sauver Wurmser.

Les tentatives réitérées de l'Autriche pour atteindre ce but, avaient été appuyées, comme on l'a vu, par des manœuvres diplomatiques tendant à exciter les gouvernements italiens dont les intérêts étaient menacés; on ne négligea rien pour les déterminer à faire une levée de boucliers sur les derrières des Français. La cour de Rome était sur le point de se déclarer ouvertement, de rallier à sa cause toutes les haines individuelles, et d'allumer ainsi l'incendie mal éteint en Lombardie.

D'un autre côté, Venise continuait des préparatifs, sur le but desquels il était difficile de se méprendre. Il ne s'agissait plus de défendre le territoire de la république, traversé en tous sens par les armées des deux partis, ce n'était pas non plus pour mettre à l'abri sa capitale, dont une nombreuse flottille pouvait interdire l'approche, bien mieux que des milices esclavones; et, puisque le sénat avait rejeté deux fois l'alliance de la France, quel eût été l'objet de ces armements sinon de se réunir à l'Autriche? D'ailleurs, on venait d'ajouter au mécontentement des Vénitiens, en occupant par surprise le château de Bergame, sous prétexte qu'il couvrait le flanc gauche de la ligne d'opérations du côté des montagnes, et contenait les habitants mal disposés que le podestat Ottolini enrégimentait.

L'alliance du nouveau roi de Sardaigne aurait peut-être servi de contre poids à Rome et à Venise; mais l'obstination du Directoire qui refusait à Charles-Emmanuel les concessions de territoire qu'il s'était montré disposé d'accorder à son père au mois d'avril (1), retarda longtemps la conclusion du traité négocié par Poussielgue.

Ce changement de politique du gouvernement français parut d'autant plus déplacé, que les événements d'Allemagne ne l'autorisaient point; et que le défaut de prévoyance lui avait fait négliger de préparer les réserves nécessaires pour soutenir la marche offensive de ses armées. Celle d'Italie, surtout, qui, par sa position, le génie entreprenant

(1) Comparez les instructions au général en chef, pièces justificatives du livre X, dans le tome précédent, et celles au général Clarke, à la fin de ce Livre, n° 3.

Digitized by Google

de son chef et la nature même de ses premiers succès, était appelée à jouer un rôle principal, eût exigé des renforts considérables. Une armée de 40 à 50,000 hommes, quels que soient la valeur des troupes et les talents du général qui la commande, ne peut, dans le siècle actuel, espérer de faire de grandes choses, ni même de se maintenir longtemps, contre des armées plus nombreuses dont le recrutement s'opère avec une extrême rapidité. Si le Directoire eût bien entendu ses intérêts, il eût porté l'armée d'Italie à 70,000 combattants, et préparé, en seconde ligne, les moyens de remplacer ses pertes, en formant au pied des Alpes une réserve de 25 à 30,000 hommes. Il ne manquait pas de troupes dans l'intérieur; mais il voulut en même temps garder la Hollande, surveiller la Vendée, et profiter de l'occasion qui se présentait d'arracher l'Irlande aux Anglais; entreprise dont le succès semblait douteux, malgré l'assistance des habitants du pays, faute des moyens maritimes pour alimenter l'armée en hommes, en armes et en munitions.

Ainsi, l'armée d'Italie, abandonnée à elle-même, était réduite, après tant de succès, à conserver sa ligne défensive sur l'Adige. La victoire d'Arcole avait été achetée trop cher; puisque la supériorité de l'ennemi, et la nécessité où l'on se trouvait d'observer Mantoue pour ne pas laisser échapper Wurmser, ne permirent pas d'en recueillir les fruits. Cette bataille, loin d'améliorer la situation de Bonaparte, l'avait en quelque sorte empirée, en lui enlevant plus de monde qu'aux Autrichiens. A la vérité, les derniers bataillons de l'armée des Alpes, et quelques régiments venus de l'intérieur, effaçaient une partie des pertes : mais qu'étaient ces renforts, en comparaison de ceux que recevait journellement Alvinzy? Jamais la monarchie autrichienne n'avait fait de plus grands efforts. Des milices hongroises remplacèrent à Vienne toutes les troupes réglées de la garnison qui partirent en poste pour l'Italie, suivies de près par un corps de volontaires formé dans la bourgeoisie de la capitale, et par une foule de Croates et de Tyroliens. L'armée du Frioul, qui comptait déjà plus de 40,000 hommes, grossissait tous les jours. D'un moment à l'autre elle pouvait reprendre l'offensive. Il n'y avait donc pas de temps à perdre pour régler les affaires des nouvelles républiques, et imposer au pape avant la reprise des hostilités.

Un congrès des députés de Modène, de Reggio, de Ferrare et de Bologne, avait été convoqué dans la dernière de ces villes, pour statuer sur la constitution et l'organisation du nouvel État cispadan. Les séances de ce congrès s'ouvrirent le 27 décembre : les opinions et les intérêts s'y heurtèrent avec violence dès les premiers jours. Le vœu sage formé par quelques députés pour la réunion des deux petites républiques, fut loin d'obtenir tous les suffrages : les mandataires de Bologne, et de Ferrare surtout, manifestèrent des vues opposées. Le général en chef eut beaucoup de peine à concilier les avis, et à décider une réunion indispensable.

Cette opération politique n'était point encore terminée, qu'il assembla à Bologne une colonne mobile d'environ 4,000 hommes, tirés, tant du corps stationné en Lombardie, que des divisions actives. Il n'en fallait certes pas davantage pour contraindre le pape à la paix : mais cette fois, il en fut quitte pour la peur, car l'activité de l'Autriche suspendit de quelques jours l'expédition française.

Le conseil aulique mit tant de diligence à recompléter l'armée d'Italie, qu'Alvinzy, bientôt en état de tenter un dernier effort en faveur de Mantoue, reprit sur ces entrefaites l'attitude offensive. Bonaparte, informé des mouvements qui s'opéraient sur la rive droite de l'Adige, quitta le congrès cispadan, et renonçant à ses projets sur Trieste (1), retourna en toute hâte à Vérone, afin d'être en mesure de profiter de la première faute qui échapperait à son adversaire. Le corps nombreux qui s'était jeté dans Mantoue, les obstacles qu'offrait le Tyrol, où il eût fallu s'engager, ne

(1) Le désir de procurer des ressources à son armée, et plus encore, l'espoir d'obtenir des renforts du Directoire, lui avaient sans doute suggéré l'idée de cette expédition; car, dès que le gouvernement l'eut approuvée, on le trouva peu disposé à y donner suite. Il mandait, dès le mois de novembre, au Directoire, qu'il n'avait pu prévoir la rapidité avec laquelle l'Autriche organisait une quatrième armée, et qu'il fallait renoncer à marcher sur Trieste, aussi bien que sur Naples.

Digitized by Google

permettant pas d'attaquer les armées de secours et de les repousser au cœur de la monarchie autrichienne, il importait de laisser à l'ennemi le temps de dessiner ses projets, afin de rassembler ses forces et de le combattre avec avantage.

Depuis la bataille d'Arcole, l'armée gardait à peu près les mêmes positions : 10,000 hommes formaient le blocus de Mantoue; et 30,000 étaient en observation. Si de légers changements avaient eu lieu dans l'intérieur des divisions, l'ensemble restait néanmoins le même, ainsi qu'on le voit par l'état de situation ci-joint.

Les revers multipliés essuyés par Vaubois, déterminèrent Bonaparte à donner à sa division un chef plein de talents, d'énergie, et capable d'y ramener la confiance : ce général fut envoyé à Livourne ou dans le Tortonais, et remplacé par Joubert. Sa division, la plus nombreuse de l'armée, tenait toujours les postes intéressants de la Corona et de Rivoli : celle de Masséna, placée en seconde ligne à Vérone, se liait par sa gauche avec la précédente, et par sa droite à Augereau, qui surveillait Legnago et le bas Adige. Les avant-postes poussaient des partis sur Montebello et Vicence, pour surveiller les mouvements de l'ennemi. Le général Rey, récemment arrivé, commandait une petite réserve vers Dezenzano, éclairant la rive occidentale du lac de Garda, jusqu'à Salo. La division Serrurier bloquait Mantoue; enfin la brigade Victor, placée à Goïto, servait de soutien, au besoin, aux troupes de siége et à l'armée d'observation. Un camp retranché, établi à Castel-Novo, donnait à la gauche et au centre un refuge avantageux, dans le cas où l'ennemi eût débouché avec des forces supérieures par la vallée de l'Adige.

D'après cette répartition des troupes françaises sur la ligne, il n'y avait qu'un moyen de délivrer Wurmser, et il ne se présenta pas à l'esprit d'Alvinzy, que la défaite de Wurmser et la sienne propre, jointes à l'envie de les réparer, ne purent ramener aux vrais principes. Loin donc de rassembler toutes ses forces pour passer l'Adige entre Vérone et Legnago et de marcher avec 40,000 hommes sur Mantoue, il résolut de s'avancer en personne avec le centre et la droite, entre l'Adige et le lac de Garda, afin d'occuper l'armée française vers Rivoli, tandis que le général Provera se porterait avec un corps de 8 à 9,000 hommes, par Padoue et Legnago sur Mantoue. Ce projet avait, comme toutes les attaques multipliées, l'avantage d'inquiéter les républicains sur tous les points à la fois; mais il présentait aussi les inconvénients inhérents à ce genre de tactique; et quoique Alvinzy n'eût négligé aucune des ruses susceptibles de donner le change à son adversaire, son plan paraissait mal calculé : 1° parce que l'attaque principale du gros de son armée était portée sur un point coupé de montagnes et de fortes positions, qui favorisaient la défensive des Français, avantages qu'ils n'auraient pas eu sur le bas Adige; 2° parce que la marche de la division Provera exposait sans nécessité à mille dangers : en effet, si Alvinzy réussissait à battre les Français à Rivoli, Mantoue était sauvé sans cette diversion; s'il éprouvait, au contraire, un échec, Provéra était perdu sans retour, et sans que son mouvement eût la moindre influence pour le rétablissement des affaires; car, supposé même qu'il parvînt à percer, la défaite de l'armée ne le forçait pas moins à se renfermer dans la place. Ce calcul était facile à établir avant l'événement; le principe sur lequel il s'appuie est applicable à toutes les diversions formées par de faibles corps.

L'armée autrichienne se mit en mouvement le 7 janvier. Le centre partit de Bassano, traversa le gorges de la Brenta, pour se réunir à la droite vers Roveredo; et descendre ensuite avec elle la vallée de l'Adige.

La gauche aux ordres de Provera, partit de Padoue, et s'avança le 8 janvier sur la Fratta : son avant-garde aux ordres du comte de Hohenzolern, eut vers Bevilaqua un petit engagement avec celle d'Augereau commandée par l'adjudant général Duphot. La bonne contenance de la 5e légère, et les mouvements trop lents et trop étendus des Autrichiens lui facilitèrent les moyens de se retirer par San-Zeno à Legnago, où elle n'arriva pas sans avoir éprouvé quelques pertes. Sa résistance, donna le temps à Augereau de se disposer à bien recevoir les Autrichiens sur la ligne de l'Adige, et à rassembler une bonne partie de ses troupes à Ronco, comme il en avait l'ordre.

Bonaparte se trouvait encore, le 10 janvier à Bologne, lorsqu'il reçut la nouvelle de cette attaque, il dirigea sur-le-champ le général Lannes avec

Digitized by Google



Digitized by Google

2,000 hommes de sa colonne mobile par Ferrare à Rovigo, à l'effet de renforcer la division Augereau, et partit lui-même, comme nous l'avons dit, pour Vérone, pivot de ses mouvements. En passant sous Mantoue, il donna les instructions nécessaires pour le cas où l'ennemi se présenterait devant la place. Il arriva, le 12, à Vérone, où sa présence devenait très-urgente; car, pendant que Provera s'avançait sur le bas Adige, Alvinzy avait opéré sa jonction près de Roveredo avec le corps de Davidowich, et s'était porté, le 10 janvier, avec 36 bataillons sur Alla, pour accabler la gauche des Français. Une autre colonne de 6 bataillons et 100 chevaux, aux ordres du général Bayalitsch, débouchant de Bassano, menaçait Vérone : déjà, dans une première attaque, elle avait repoussé les avant-postes; et Masséna pour les soutenir, venait de faire déboucher sa division de cette place, et d'engager un combat où il enleva quelques centaines de prisonniers. Ces démonstrations sur la droite et le centre de l'armée française, n'étaient que le prélude des attaques plus sérieuses préparées contre la gauche: il ne s'agissait de rien moins, que de l'enlever dans sa position entre le lac de Garda et l'Adige.

Mais pour bien juger cette affaire, il faut étudier sur le plan, le terrain qui en fut le théâtre, parce que la meilleure description n'en donnerait qu'une idée imparfaite et peu propre à l'intelligence de ces mouvements compliqués (1). On a déjà vu au chapitre LXI, qu'il n'y a que trois moyens de déboucher du Tyrol en Italie, par la vallée de l'Adige. Le premier, en longeant la rive gauche de ce fleuve sur la grande route de Trente, pour forcer la Chiusa et Vérone; le second, en emportant ce premier poste, puis venant jeter des ponts entre Polo et Pescantina, afin d'éluder Vérone; le troisième, enfin, en attaquant le Montebaldo, et suivant le chemin d'Incanale sur la rive droite de l'Adige, pour déboucher sur le plateau de Rivoli.

Alvinzy adopta le dernier de ces moyens, comme le moins chanceux, et fit ses dispositions en conséquence. Il paraît qu'il avait connaissance du départ de Bonaparte pour Bologne; mais en supposant même le contraire, il est certain qu'il crut lui donner le change, en faisant faire par Provera et Bayalitsch les démonstrations dont nous venons de rendre compte. Il se flattait de n'avoir que la division Joubert à combattre; on ne tardera pas à s'apercevoir de l'erreur de son calcul, et comment les dispositions qu'il prit pour l'envelopper occasionnèrent sa propre défaite.

L'armée autrichienne réunie sur le haut Adige, fut divisée en six colonnes, composées ainsi qu'il est indiqué au tableau ci-annexé. L'attaque étant fixée au 12 janvier, la première colonne à droite, commandée par le général Lusignan, devait partir le 11 de Brentonico, tourner le revers occidental du Montebaldo, et marcher par les hauteurs de Malsesena et de Casteletto, le long du lac de Garda; le but de ce mouvement hasardé était de couper la retraite aux Français et de les prendre à revers. La deuxième colonne, aux ordres du général Liptay, partant d'Avio, avait l'instruction de gravir le col de Campione, et de se communiquer avec la précédente par les crêtes du Montebaldo. La troisième, dirigée par le général Koblos, devait partir de Belluno, attaquer de front par la Ferrara et se lier à la deuxième. Les 4e et 5e colonnes avaient ordre de s'avancer au delà de Belluno vers Rivalta, soit à dessein de longer la rive droite de l'Adige et de déboucher sur Rivoli, soit en vue de soutenir au besoin les attaques du Montebaldo. Wukassowich devait balayer avec la 6e colonne la route de Vérone à Trente, par Dolce.

Le 12 au matin, les 2e et 3e colonnes arrivèrent effectivement, après une marche pénible, sur le mont Albaro, près de la Ferrara, en face de l'avant-garde de Joubert : celle de Lusignan, ayant à suivre des sentiers difficiles, obstrués par la neige qui tombait depuis deux jours, ne put occuper le revers des hauteurs du Montebaldo.

Malgré ce contre-temps, les deux autres divisions, fortes d'environ 9 à 10,000 hommes, eussent expulsé les républicains de leur position, si les généraux qui les commandaient s'étaient prêté un mutuel secours. Koblos attaqua le village de la Ferrara, mais Liptay ayant l'ordre de ne point s'engager avant que le mouvement de Lusignan n'eût atteint le but proposé, fit échouer sa tentative. Le canon des retranchements de Castelli et d'Olivetti, foudroya la tête de colonne, qui n'avait que de l'artillerie de montagne pour lui répondre.

(1) Planche XXVI.

Digitized by Google

Les Impériaux furent donc obligés de tourner la montagne par les Dossi et la chapelle de la Ferrara. La nuit surprit les combattants, et une ligne majestueuse de feux changea bientôt l'aspect des cimes glacées du Montebaldo.

Cependant, Joubert se disposait à bien recevoir l'ennemi, lorsqu'il apprit à quatre heures du matin, que le corps de Lusignan avait déjà gagné sa gauche par le versant occidental du Montebaldo; il ne jugea pas prudent de s'engager dans cette position, contre des forces aussi supérieures, et se retira dans le plus profond silence, après avoir levé les ponts de l'Adige et rendu compte au général en chef de ce qui se passait.

Aussitôt que les Autrichiens aperçurent à la faible lueur des feux, que les Français s'étaient retirés, ils se mirent en vain à leur poursuite: le mouvement rétrograde s'exécuta dans la matinée du 13, avec tant d'ordre, que l'arrière-garde ne fut pas même entamée. Joubert alla d'abord s'établir sur les hauteurs de Trombalora, en arrière du vallon de Caprino, où il attendit le reste de la journée des nouvelles de Bonaparte, dont il ignorait encore l'arrivée à Vérone. Mais craignant d'être accablé le lendemain dans cette position, il en repartit à dix heures pour se retirer par Campara, sur Castel-Novo; les troupes étaient déjà en marche, lorsqu'on reçut avec la nouvelle de la prochaine arrivée du général en chef, l'ordre de tenir ferme en avant du plateau de Rivoli. Le général Joubert fit alors prendre position aux 33e, 39e, 14e, et 85e de ligne, en avant de Rivoli; la droite sur la direction de la redoute de Castello, la gauche appuyée au pied des hauteurs de Marogne. Son avant-garde occupa les hauteurs de Zoana. Les 4e et 22e légères, réparties dans les retranchements et en avant d'Osteria, avaient des postes entre Serpole et les sommets du mont Magnone; la 17e, légère, à la gauche, s'étendait jusqu'à Zoana, Brensone, Montalto et Beticelli; la 29e légère tenait en seconde ligne les hauteurs de Zoana et Montagna: on tirailla toute la nuit.

Le premier projet d'Alvinzy, sur la division Joubert, se trouvait ainsi déjoué, et c'était un grand point: toutefois il semblait possible de réparer ce contre-temps en la poussant vivement le 13, pour déboucher en même temps qu'elle sur Rivoli, afin d'y réunir les cinq colonnes; car c'était le seul point de concentration qu'on pût leur assigner. Mais, une telle résolution était contraire au système favori des Autrichiens, qui visaient toujours à envelopper l'ennemi, comme si, sûrs de la victoire, ils n'eussent pas voulu qu'un seul homme leur échappât. Alvinzy se borna donc à faire suivre avec lenteur Joubert, par les 2e et 3e colonnes.

En jetant un coup d'œil sur le plan de la bataille, on verra bientôt que les deux points décisifs de l'opération étaient le ravin par lequel on monte sur le plateau de Rivoli en longeant l'Adige, et la chapelle de San-Marco, bâtie sur la crête du mont Magnone. C'est par le ravin, creusé près d'Osteria della Dugana, que Ocskay et Quasdanowich devaient déboucher: les hauteurs de la chapelle séparaient la grosse colonne autrichienne, la cavalerie et tout le train d'artillerie, des trois autres. Si Alvinzy avait poussé assez vivement pour s'emparer des hauteurs de San-Marco, le 13 janvier, et qu'il eût réuni là ses trois corps de gauche pour attaquer Rivoli, le 14, au matin, avec deux fortes colonnes seulement, la victoire se fût déclarée pour lui; car il est douteux que Joubert eût pu tenir tête à 25,000 hommes avant que Masséna et Rey arrivassent à son secours. Mais les colonnes de Liptay et de Koblos, ne se sentant peut-être pas assez soutenues, s'avancèrent avec mesure, et prirent position sur le Tasso, entre Caprino et les hauteurs de Gambarone et de Lubiara. Leurs avant-gardes s'établirent sans obstacles sur les hauteurs importantes de San-Marco, à l'instant que les postes de Joubert venaient de les quitter pour exécuter le mouvement rétrograde dont nous avons parlé. Cette circonstance décisive fut probablement ignorée de l'état-major autrichien. La colonne de Lusignan bivouaqua près de Lumini.

Le 13, au soir, Alvinzy prescrivit une nouvelle disposition pour envelopper la division Joubert, qu'on supposait avoir l'intention de défendre le point important qu'elle occupait. La 1re colonne devait continuer son mouvement hasardé le long du lac de Garda, afin de tourner la gauche des Français et de déboucher sur leurs derrières. La 2e colonne, qui était vers Caprino, avait ordre de communiquer avec celle de Lusignan par une chaîne de partis, tout en coopérant à attaquer le front de

Digitized by Google

Joubert sur les hauteurs de Zoana et Trombalora. Ocskay, rétrograda par le ravin de Belluno (1) pour gravir le Montebaldo et se réunir à la 3e colonne qui devait attaquer San-Martin et les hauteurs de San-Marco. On prescrivit à Quasdanowich de longer la rive droite de l'Adige avec la 5e colonne, le parc d'artillerie et la cavalerie, pour déboucher par Osteria della Dugana sur le flanc droit des Français. Enfin on assigna à Wukassowich la tâche de s'emparer de la Chiusa par la rive gauche de l'Adige, d'y établir de fortes batteries, pour prendre d'écharpe les colonnes françaises qui voudraient se retirer ou occuper les hauteurs de la rive opposée.

Ces dispositions, qui devaient s'exécuter le 14, au point du jour, étaient déjà expédiées à tous les corps, quand Alvinzy eut avis que les Français se renforçaient : il ordonna alors à la colonne d'Ocskay de s'avancer pendant la nuit jusqu'à la chapelle de San-Marco. Mais laissons un instant le général autrichien faire ses préparatifs d'attaque, et revenons à ce qui se passait dans l'armée française.

Bonaparte apprit à Vérone, le 13 janvier, après-midi, que son aile gauche avait été forcée de se replier. En réfléchissant d'un autre côté aux fortes démonstrations faites vers Legnago et Saint-Michel, il jugea aussitôt que les Autrichiens, fidèles à leur système, avaient divisé leurs forces pour des accessoires sur le bas Adige ; mais que le gros de leur armée se trouvait aux environs de Rivoli, puisqu'ils étaient parvenus à repousser la division Joubert de la position formidable de la Corona. Le moyen de prévenir une défaite était d'opposer le même principe à la même faute ; il résolut donc de se jeter avec la plus grande partie de son armée sur la droite d'Alvinzy, s'inquiétant peu des succès momentanés que les autres colonnes pourraient obtenir , et se promettant de revenir bientôt sur celles que leurs succès mêmes auraient affaiblies et compromises. Il était d'autant plus naturel de s'arrêter à ce parti, que les localités du plateau de Rivoli lui offraient toutes chances de succès.

Une partie de la division Masséna se mit en marche sur-le-champ pour Rivoli, laissant la 25e de ligne sous Vérone avec la tâche d'observer le corps de Bayalitsch, battu la veille à Saint-Michel. La réserve, aux ordres de Rey, se porta également en une marche forcée de Dezenzano par Peschiera sur le camp de Castel-Novo. Augereau reçut l'instruction de ne pas s'engager sérieusement, s'il avait affaire à des forces considérables, et de se borner à les harceler. On lui assigna la réserve de cavalerie du général Dugua, qui ne pouvait rendre de grands services dans les rochers du Montebaldo : Victor vint la remplacer à Villa-Franca.

Ces dispositions arrêtées, Bonaparte se rendit en personne à Rivoli dans la nuit du 13 au 14 : il n'eut pas plutôt connaissance de l'état des affaires, qu'il ordonna un mouvement en avant ; car il importait de prévenir l'ennemi, et de l'empêcher de déboucher sur le plateau, seul point où ses colonnes pussent se réunir, se déployer et combattre avec les différentes armes. Aussi, sans attendre les colonnes de Masséna et de Rey, dont la coopération eût été si efficace, prescrivit-il à Joubert de resserrer sa position, de déloger les tirailleurs autrichiens, et de reprendre le poste intéressant de San-Marco.

La brigade du général Vial, soutenue de la 33e de ligne, attaqua l'avant-garde des Impériaux et la força à se replier sur San-Giovani et Gambarone : la 14e, tirée de la brigade Sandoz, se dirigea au centre sur Rovina : la gauche de Joubert, sous le général Lebley, reprit d'abord les hauteurs de Trombalora, d'où elle expulsa quelques pelotons ennemis. Bonaparte établit son quartier général sur les hauteurs de Zoana. La 39e resta dans les redoutes d'Osteria à la garde de ce point décisif. Des détachements continuèrent d'occuper des postes essentiels, tels que les retranchements de Mont-Castello, le fort de Chiusa et le mont Rocca.

Cependant Masséna s'approchait de Rivoli avec les deux demi-brigades et trois régiments de cava-

(1) Le général Alvinzy fit rétrograder ces 5 bataillons par Belluno, ignorant probablement qu'il y eût un chemin allant de Staffolo dans la vallée de l'Adige sur le mont Magnone, à la hauteur de Porzin ; peut-être aussi craignait-il de faire marcher un détachement si près de l'armée ennemie. Toutes les dispositions de ce général font pencher néanmoins pour la première supposition.

Digitized by Google

lerie : la 18ᵉ se dirigeait sur Garda, pour occuper ce débouché, et empêcher l'ennemi de pénétrer sur Peschiera. Le général Rey reçut l'ordre de ne pas s'arrêter au camp de Castel-Novo et de forcer de marche par Campara.

Tandis que l'armée française était ainsi en plein mouvement, ses adversaires faisaient aussi leurs manœuvres préparatoires. Quasdanowich avait pris position derrière Incanale, dans la vallée de l'Adige, et placé une brigade en avant de Dolce où se trouvait le quartier général ; le corps de Wukassowich était sur la gauche de cette rivière ; la colonne de Lusignan débouchait sur Pezzena.

Bonaparte jugea que la 39ᵉ contiendrait d'autant plus aisément la colonne principale qui débouchait sur Osteria, que celle-ci aurait à gravir une hauteur retranchée, dont les feux plongeaient le défilé par lequel elle devait arriver sur le plateau de Rivoli ; il pensa aussi que la 18ᵉ inquiéterait assez les flancs de la colonne de Lusignan, pour ne lui permettre de s'établir sur les derrières de l'armée française qu'au moment où Rey serait en mesure de l'attaquer du côté d'Orza avec avantage.

Il résolut donc de profiter de sa position centrale pour se jeter d'abord sur le corps principal des Autrichiens à Caprino, et le battre avant que les colonnes accessoires fussent à même d'entrer en action, sûr d'avoir bon marché ensuite de celles-ci. La victoire la plus complète fut le résultat d'une aussi juste conception.

Le temps était précieux, il n'y avait pas un instant à perdre : Joubert, après avoir repoussé les avant-postes ennemis, comme nous l'avons déjà dit, s'était engagé avec les colonnes d'Ocskay et de Koblos plus tôt qu'on ne l'avait pensé. Sa droite disputait vigoureusement les hauteurs de San-Marco; les 85ᵉ et 29ᵉ s'étaient formées à gauche sur les hauteurs de Trombalora et Zoro; la 14ᵉ au centre sur celles de Rovina. Un bataillon de cette dernière s'avançait sur San-Giovani, pour emporter ce village, lorsque la colonne de Liptay attaqua elle-même la gauche des Français avec des forces supérieures. La 85ᵉ, prise en flanc à la faveur d'un ravin où les Impériaux s'étaient glissés, fut saisie d'une terreur panique, et entraîna la 29ᵉ légère : la 14ᵉ, débordée, fit la plus vigoureuse résistance dans les haies et maisons en avant de San-Giovani, où elle arrêta longtemps l'effort de l'ennemi.

Ce mouvement des Autrichiens pouvait avoir de fâcheuses conséquences, en permettant au gros de leurs forces de déboucher sur le plateau de Rivoli, où il eût favorisé le déploiement de la colonne de l'Adige ; tandis que Joubert, gagné par sa gauche, eût couru risque d'être prévenu à Rivoli et rejeté sur le fleuve. Bonaparte laissa donc à Berthier le soin de se maintenir au centre, et vola à la gauche. La 32ᵉ, qui arrivait sur ce point, après avoir marché toute la nuit, reçut l'ordre de charger. L'aspect de l'ennemi redoubla son ardeur, et soutenue par les troupes de Lebley ralliées, elle culbuta tout ce qui s'offrait à ses coups, et dégagea les flancs de la 14ᵉ. Cette dernière s'était maintenue avec une fermeté digne d'éloges dans une position où les efforts des Impériaux paraissaient devoir se concentrer, et qui couvrait le chemin de Lubiara à Rivoli, par où la droite, inquiétée par la colonne de Quasdanowich et vivement serrée par celle de Koblos, commençait à se retirer.

Il était dix heures : Lusignan, après avoir franchi le mont Gazo, la Spezana et le col de Lavaletta, s'approchait de Pezzena, en longeant le Tasso dans la direction d'Affi ; ses flanqueurs marchaient sur Costerman. La fortune semblait lui sourire, quoique d'ailleurs la 18ᵉ eût pris possession du passage important de la Rocca di Garda ; mais Bonaparte, certain du point où Alvinzy portait ses forces, troubla la sécurité de cette colonne, en rappelant deux bataillons de cette demi-brigade, qui culbutèrent à Calcina les flanqueurs autrichiens et se rabattirent ensuite sur Rivoli.

Tandis que la 32ᵉ rétablissait les affaires sur les hauteurs de Trombalora, que Vial cédait celles de San-Marco aux troupes de Koblos, et que Lusignan s'avançait à grands pas sur Affi; les colonnes autrichiennes de l'Adige n'étaient pas restées dans l'inaction : celle de Wukassowich se mit en marche vers Somano par la rive gauche. De son côté, Quasdanowich, protégé par le feu d'une artillerie nombreuse et avantageusement disposée près de ce village, attaqua de front les retranchements d'Osteria que la 39ᵉ fut forcée de lui céder après une défense opiniâtre. Ainsi le plateau duquel dépendait le succès de la bataille, allait tomber au pou-

Digitized by Google

voir des Autrichiens qui, favorisés d'un autre côté par le mouvement rétrograde de Vial, avaient déjà gagné le revers du mont Magnone, au delà de San-Marco.

Le moment était critique; Bonaparte presqu'entouré conserva un sang-froid admirable; à l'instant même où l'infanterie légère de Joubert changeait de front pour marcher au secours de la 39e, il prescrivit à la cavalerie du général Leclerc de se porter sur le même point; puis, pour faire face à la colonne de Lusignan et couvrir le flanc gauche de l'armée française, il ordonna à la 75e de gagner les hauteurs de Tiffaro.

Ces dispositions eurent un succès complet : la colonne de Quasdanowich commençait à peine à déboucher du ravin d'Osteria; l'escadron des dragons d'état major et un bataillon de Gemmingen étaient les seules troupes qui eussent pris pied sur le plateau, et le reste se trouvait encore massé dans le défilé, quand la tête de la colonne se vit assaillie de toutes parts. L'infanterie légère de Joubert l'attaque sur son flanc droit; la cavalerie, conduite par Berthier, la charge de front, et la 39e menace sa gauche. Joubert ayant son cheval tué sous lui n'en devient que plus terrible; il s'élance à la tête de ses grenadiers, un fusil à la main, et sème l'épouvante dans les rangs autrichiens, déjà ébranlés par une charge de la cavalerie de Leclerc. Cette tête de colonne, ainsi pressée, est culbutée dans le défilé, où le désordre devient d'autant plus grand que l'artillerie et presque toute la cavalerie s'y trouvaient encombrés, et que la route, quoique assez belle, est fort resserrée; l'explosion de quelques caissons y augmente l'encombrement et l'effroi. Dès lors le sort de la bataille paraît fixé d'une manière irrévocable, et le plan concentrique d'Alvinzy est entièrement renversé (1).

Pendant que Bonaparte obtenait ces avantages d'une influence si décisive, Masséna, avec la 32e et la brigade Lebley, contenait les Autrichiens et conservait les hauteurs de Trombalora : les corps d'Ocskay et de Koblos qui avaient poussé la brigade Vial au delà de San-Marco, et débouchaient déjà vers Mutole, se trouvèrent ainsi débordés. Dès qu'on fut rassuré sur l'issue de l'attaque de Quasdanowich contre le plateau de Rivoli, Joubert rallia ses troupes pour les opposer à Ocskay, dont l'infanterie, en s'abandonnant à la poursuite dans un terrain coupé, s'était mise à la débandade : on dépêcha à Vial le chef d'escadron Lasalle avec 200 chevaux, pour soutenir et protéger le ralliement. L'apparition subite de ces deux escadrons fit sur les Autrichiens un effet difficile à dépeindre : leurs troupes harassées de fatigue par des marches pénibles à travers les montagnes, par des bivouacs sur la neige et de longs combats, par le manque de subsistances et de chaussure, étaient d'ailleurs composées en partie de nouvelles levées : également dépourvues de cavalerie et d'artillerie, puisque tous les parcs ainsi que les troupes à cheval cheminaient le long de l'Adige, elles s'étaient soutenues jusqu'alors par l'espoir de la victoire; mais lorsqu'il fallut exécuter un mouvement rétrograde et qu'elles aperçurent Masséna derrière leur droite, le courage leur manqua; la terreur devint générale, tout s'enfuit jusqu'à San-Giovani, et malgré les efforts d'Alvinzy, on ne parvint à arrêter la déroute que derrière le Tasso. Le corps de Liptay, loin de remédier à ce désordre par une diversion vigoureuse, en craignit les suites pour lui-même et se replia sur Caprino. Les Français ramassèrent un millier de prisonniers.

Les affaires allaient bien différemment à l'extrême gauche et sur les derrières. La 75e s'était repliée devant la colonne de Lusignan qui, après avoir débouché aux environs d'Affi, s'était avancée par le flanc sur les hauteurs de Tiffaro : malgré son infériorité, cette brave demi-brigade chargea

(1) Un mouvement concentrique vaut mieux sans doute que des opérations où les colonnes doivent agir séparément; mais, exécuté devant une armée ennemie déjà rassemblée et occupant une position plus resserrée, il est alors décousu et devient une faute. Les masses centrales déjoueront toujours, à forces égales, toutes les opérations concentriques; à moins que celles-ci ne soient exécutées par de très-grandes armées, et que les rayons ne soient occupés par des forces capables de se maintenir longtemps par elles-mêmes; comme les trois armées qui se réunirent concentriquement à Leipzig en 1813. La distance qu'il y a entre chaque rayon et la force relative du corps qui le parcourt, sont deux considérations qui entrent pour beaucoup dans l'application de ce système; mais en thèse générale et à chances égales, il n'est pas le meilleur.

Digitized by Google

de nouveau les Autrichiens, et ne se retira qu'après leur avoir fait quelques prisonniers. Conformément aux instructions reçues, les deux bataillons de la 18ᵉ ne tardèrent pas à la rejoindre, et cette petite troupe se porta ensuite sur Pozollo.

Lusignan, n'éprouvant plus de résistance, s'empara du mont Brunisi, et s'avança par la crête du mont Pipolo, sur les derrières de l'armée française, croyant sans doute lui couper sa dernière retraite et lui faire mettre bas les armes. Bonaparte, certain que Rey allait bientôt déboucher d'Orza sur les derrières de cette colonne, lança à sa rencontre la 18ᵉ et un bataillon de la 75ᵉ avec une batterie de douze. Cette artillerie, placée sur les hauteurs de Campana, commença une vive canonnade. Trois petites colonnes d'attaque se dirigèrent par Montidone, sur la grande route et par le chemin de la Cosatta. Lusignan, dépourvu de canon, se vit écrasé par la batterie et contraint de se retirer sur le mont Brunisi. Un de ses corps voulant tenir ferme à la croix de Pipolo, fut culbuté avec perte. Rey, qui déboucha d'Orza au même instant, avec la 58ᵉ jusqu'alors contenue par les tirailleurs ennemis, la forma sur la rive droite du Tasso et favorisa cette attaque.

Lusignan eut à peine le temps de faire quelques dispositions au mont Brunisi : assailli de front par Brune et Monnier à la tête des 18ᵉ et 75ᵉ, chargé à revers par Rey avec la 58ᵉ, son corps fut défait et ne trouva de salut que dans la générosité des vainqueurs. Un grand nombre de fuyards fut fait prisonnier; un détachement de 1,200 hommes, qui cherchait à se retirer sur Garda, rencontra dans les défilés quelques compagnies de la 18ᵉ : la disposition du terrain ne lui permettant pas de s'assurer du nombre de Français auquel il avait affaire, il crut le passage occupé par une colonne nombreuse, et mit bas les armes à la première sommation.

De son côté, Quasdanowich, refoulé dans la vallée de l'Adige, ayant perdu l'espoir d'en déboucher, et ne pouvant s'y maintenir sans danger, prit le parti de se retirer, en remontant ce fleuve, sur Rivalta et Peri : le centre des Autrichiens se trouva ainsi abandonné à ses propres forces derrière le Tasso, position où il s'était retiré immédiatement après la déroute dont nous avons parlé.

Bonaparte allait le faire attaquer lorsqu'il apprit à la fin de la journée, que la colonne de Provera avait réussi à passer l'Adige à Anghiari et marchait sur Mantoue. Cet incident pouvait avoir les suites les plus graves : en effet, rien n'empêchait Provera de débloquer Mantoue, de le ravitailler et de se renforcer de la partie du corps de Wurmser inutile à sa défense. Toutefois, il n'en fut point troublé : jugeant que le centre d'Alvinzy n'était plus capable d'efforts vigoureux, il chargea Joubert, renforcé de la réserve de Rey, de lui porter le dernier coup, et partit sur-le-champ pour Villa-Franca avec les troupes de Masséna qui avaient marché la nuit précédente et combattu toute la journée. Cette contre-marche avait quelque chose d'imposant : bien qu'écrasés de fatigue, les braves soldats de Masséna, impatients de combattre, volaient gaiement à de nouveaux dangers. C'était peu pour eux de ramener 5,000 prisonniers : sur leur front déjà resplendissant, brillait encore l'espoir de leur prochain triomphe.

Conformément à ses instructions, Joubert, après avoir pris quelques heures de repos, fit toutes les dispositions pour attaquer l'ennemi aux environs de Pazzone. La brigade Vial reçut ordre de longer les crêtes du mont Magnone pour le tourner, tandis que Baraguay-d'Hilliers attaquerait San-Martin avec les 33ᵉ et 58ᵉ, et que Vaux avec les 29ᵉ légère et 85ᵉ de ligne, longerait les revers du Montebaldo, pour accabler la droite des Autrichiens et les prévenir à la Corona. Une petite colonne, composée de deux bataillons de la 22ᵉ légère et d'un bataillon de la 58ᵉ, fut dirigée par le Montebaldo sur Ferrara, pour leur couper la retraite.

Ici commence le second acte de cette célèbre bataille. On voit, en jetant un coup d'œil sur le plan, que la retraite des Impériaux ne pouvait s'effectuer que par un sentier difficile, pratiqué sur les hauteurs escarpées et presque inaccessibles de la Corona. Si l'on parvenait à jeter un détachement dans ce défilé important, la colonne autrichienne n'avait d'autre alternative que de mettre bas les armes ou de se précipiter des montagnes. La double marche des républicains par le mont Magnone et le Montebaldo était ordonnée dans ce but; mais leurs colonnes avaient un chemin très-pénible à parcourir, et il était à craindre que les Autrichiens

Digitized by Google

ne les prévinssent en y portant un détachement de Pazzone. Pour obvier à cet inconvénient, Bonaparte avait donc ordonné dès la veille, à Murat, de s'embarquer à Salo avec la 12e légère, d'aller descendre à Torre, et de gagner Montagna et les crètes du Montebaldo (1). Murat étant donc arrivé à Torre, le 14, vers la chute du jour, continua sa marche pendant la nuit jusqu'à Posella, d'où, après avoir pris quelques heures de repos, il poursuivit sa route au lever du soleil par Pozzo Lagune et les Collonelli sur la Corona.

Dans cet intervalle, le combat s'engagea chaudement sur la ligne du Tasso. Quoique les Autrichiens eussent commencé leur mouvement rétrograde d'assez bonne heure, ils furent attaqués dans la vallée, chassés de San-Martin avec perte, et harcelés sans cesse par la colonne du centre dirigée par Baraguay-d'Hilliers. La résistance qu'ils lui opposèrent donna le temps au général Vaux d'exécuter son mouvement sur Pravassar où il se lia bientôt avec Murat, pendant que la brigade Vial qui s'était mise en marche deux heures avant le jour par la crête des hauteurs, s'avançait sur le Spiazo et la Corona. L'ensemble et la précision de ces divers mouvements mirent le centre d'Alvinzy dans le plus grand désordre : une partie voulant gagner le chemin de Rivalta, se précipita des rochers ou des hauteurs escarpées qui longent la vallée de l'Adige ; le plus grand nombre essaya de s'échapper par Pravassar et l'escalier de la Madona, mais la chose fut impossible ; ce défilé, dont la clef était au pouvoir des Français, devint un véritable gouffre où cavaliers et fantassins venaient pêle-mêle s'engloutir (2). Cinq mille hommes environ mirent bas les armes et se rendirent à discrétion.

Afin de ne pas interrompre le fil des événements qui se passaient à Rivoli, nous avons laissé le corps de Provera aux prises avec la division Augereau. Nous allons maintenant rendre compte de ses opérations jusqu'au moment de sa défaite.

Sa colonne, après avoir forcé l'avant-garde de l'adjudant général Duphot de se retirer à Legnago, s'avança sur l'Adige dans l'intention d'en tenter le passage : elle perdit les journées des 10 et 12 janvier, sans qu'on puisse découvrir les vrais motifs de ces délais. Si le général autrichien crut devoir attendre la coopération de l'armée d'Alvinzy, il faut convenir qu'il calcula mal son temps ; car il démasqua un mouvement qui aurait dû rester caché aux Français. La faute serait encore moins excusable, si, comme on l'a prétendu, ce fut manque d'embarcations ; puisqu'on avait eu plusieurs semaines pour les rassembler, qu'il y avait à l'armée des équipages de ponts, et que le succès de l'opération dépendait entièrement de la justesse des mesures prises à l'avance pour effectuer le passage de l'Adige.

Enfin, le 13 au soir, Provera se mit en devoir de le tenter vers Anghiari. Persuadé qu'il importait de donner le change aux Français, il profita d'une digue pour jeter quelques bateaux à Nicesola ; envoya en même temps un parti à Bonavigo, observer le détachement qui occupait Ronco, puis dirigea le comte de Hohenzollern sur Legnago : un troisième détachement, débarqué sur la rive droite, s'empara d'Anghiari, dont la possession protégea la construction du pont, auquel on travailla aussitôt.

Le général Guyeux accouru sur les entrefaites au soutien de ses postes, avec 12 à 1,500 hommes, après avoir mis quelques obstacles à l'achèvement du pont, se vit obligé de céder au nombre. Provera, débarrassé du seul ennemi qu'il eût en tête, se dirigea avec 6 à 7,000 hommes et une douzaine de pièces de canon sur Cerea. Le 14, il marcha par Sanguinetto à Nogara, où il bivouaqua. (Pl. XXIII.)

A la suite de cet événement, la ligne d'Augereau fut coupée, et il ne pouvait pas plus communiquer avec les brigades Bon et Guyeux qu'avec la réserve de cavalerie de Dugua, en marche pour le joindre. Renforcé toutefois pas l'arrivée de la colonne mobile de Lannes, le général Augereau rassembla les troupes de Duphot, de Walther et de Point pour tomber sur l'ennemi vers Anghiari et Roverchiera ; mais Provera qui ne se proposait sans doute que de gagner Mantoue, avait déjà filé,

(1) Ce mouvement, qui n'est rapporté nulle part, nous a été certifié par un des acteurs de cette expédition.

(2) Ces colonnes n'avaient guère de cavalerie, mais il y avait plusieurs centaines de chevaux d'officiers et des mulets d'équipages, qui augmentèrent nécessairement la confusion dans un pareil coupe-gorge.

Digitized by Google

et l'on n'atteignit qu'une arrière-garde. Les dispositions furent aussitôt prises pour la culbuter et détruire son pont : deux colonnes, conduites par les généraux Lannes et Point, reçurent l'ordre d'attaquer entre le fleuve et un canal de dérivation, nommé Fosso-Nuovo, qui coule parallèlement à son lit, à la distance de 300 toises. Le chemin pour se rendre de là à Cerea, traverse des bois et des rivières, et, après avoir formé un défilé d'une demi-lieue, vient aboutir à une digue qui lui est perpendiculaire. Point, après avoir tourné l'ennemi, alla s'embusquer derrière ce retranchement accidentel, tandis que Lannes, secondé par Duphot, l'attaqua de front en avant du pont. Les Impériaux, désespérant de se maintenir, cherchèrent à rejoindre le gros de la colonne; mais arrêtés inopinément par la brigade Point, à l'issue du défilé, ils furent obligés de se rendre au nombre d'environ 1,500 hommes avec 14 pièces de canon.

Augereau, après avoir brûlé le seul pont sur lequel Provera pût effectuer sa retraite, s'empressa de le faire poursuivre par toutes les troupes de sa division, avec lesquelles il venait de rétablir ses communications; il ne laissa qu'environ 1,000 hommes à Legnago sous le général Balland, pour garder les prisonniers et s'y défendre contre les détachements ennemis restés sur la rive droite de l'Adige.

Tandis que ceci se passait, Victor, à la tête de deux bataillons de la 57ᵉ, et Masséna avec les 18ᵉ, 32ᵉ et 75ᵉ, s'approchaient de Villa-Franca. Bonaparte, arrivé dans la nuit du 14 au 15 janvier à Castel-Novo, apprit de Serrurier que Provera marchait sur la route de Legnago à Mantoue : privé de nouvelles d'Augereau, il en conclut que ce général, resté du côté de la première ville, harcèlerait continuellement l'ennemi sur son flanc gauche, et le préviendrait peut-être à Castellaro. Il s'agissait donc de lui défendre l'accès de Saint-Georges et surtout l'approche de la citadelle. Des ordres furent aussitôt expédiés pour réunir à Roverbella, la cavalerie de Leclerc, la réserve de Dugua, avec toutes les troupes de Masséna et de Victor. Il recommanda à Serrurier de jeter des vivres à Saint-Georges pour 48 heures, et de prescrire à Miollis de s'y maintenir avec fermeté; enfin, après avoir chargé Augereau et Guyeux de suivre l'ennemi en queue et sur le flanc droit pour que rien ne pût échapper, il se rendit à Roverbella sans prendre une minute de repos.

Provera arriva le 15 janvier à midi devant Saint-Georges. Miollis occupait avec 1,200 hommes ce faubourg, aussi bien retranché du côté de la ville que du côté de la campagne; après avoir vainement sommé le commandant, et essuyé une volée de coups de canon qui lui ôta tout espoir de le forcer, le général autrichien se décida à porter ses pas du côté de la citadelle (1). Il se flattait d'autant plus d'y réussir, qu'il était parvenu dans la journée à s'entendre avec Wurmser, et à combiner avec lui une attaque sur la Favorite et la Montada, où il ne s'attendait guère à rencontrer les troupes qui avaient vaincu la veille à Rivoli. Il traversa dans la soirée la Fossa-Magna qui coule entre les routes de Vérone et de Legnago, et s'approcha de la Favorite.

Mais Bonaparte avait pourvu à tout. Victor, avec les 18ᵉ et 57ᵉ de ligne, et le 25ᵉ de chasseurs, reçut l'ordre de marcher sur ce point, que les troupes de blocus avaient dès longtemps mis en état de défense; la réserve de Dugua s'y dirigea également : Serrurier, laissant à Dumas le soin de garder Saint-Antoine, rassembla un corps de 1,500 hommes, pour défendre la Favorite du côté de Mantoue, et empêcher la garnison de communiquer avec Provera. Le général en chef envoya Rampon avec la 32ᵉ entre la chaussée et Due-Castelli, pour se lier à Guyeux et Bon, auxquels on avait assigné cette direction; Augereau, de son côté, poursuivait, avec les troupes de Lannes et de Point, la colonne autrichienne par Castellaro; enfin Leclerc eut ordre de longer la Molinella avec sa cavalerie, renforcée du 8ᵉ de dragons, pour tourner le flanc gauche de l'ennemi. Jamais d'habiles chasseurs ne mirent plus d'ardeur et d'intelligence à traquer une bête fauve, que les généraux français n'en déployèrent pour compléter la ruine du corps de Provera.

(1) Voyez la planche XXIV; quoique les mouvements tracés soient ceux du combat de Saint Georges, elle servira, pour le terrain du moins, à rendre la défaite de Provera plus intelligible.

Digitized by Google

Ainsi qu'on l'avait prévu, Wurmser exécuta une sortie le 16 janvier, à six heures du matin. Une colonne assez forte, tenta de s'emparer de la Favorite et de Saint-Antoine. Ce dernier poste fut d'abord enlevé; mais Bonaparte y ayant envoyé un renfort de deux bataillons, l'ennemi ne put pénétrer plus loin; et abordé en même temps par Serrurier et un détachement de Victor du côté de la Favorite, il se décida à rentrer dans la place (1). Sur ces entrefaites, le reste des troupes de Victor réuni à celles de Dugua, et favorisé par la marche de Guyeux et de Bon, tenait en échec la colonne de Provera, et l'empêchait de se lier à Wurmser. A dix heures du matin, le général autrichien, menacé de tous côtés, semblait n'avoir aucune chance de salut, quand, pour surcroît d'embarras, Miollis fit une sortie de Saint-Georges sur son flanc gauche, en même temps que Victor l'arrêtait en tête; que les 32e et 75e l'abordaient au pas de charge du côté de Castelletto; et que, pour rendre sa perte certaine, Lannes, débouchant sur ses derrières, le pressait en queue.

Provera, entouré par tant de colonnes, abandonné par Wurmser, privé de son pont sur l'Adige, et harcelé par la division Augereau qui débouchait par la route de Castellaro, fut réduit à capituler et à se rendre prisonnier avec les 6,000 hommes qui lui restaient. C'était pour la seconde fois de cette campagne, que ce général, plus brave qu'heureux, se voyait forcé à mettre bas les armes avec un corps considérable.

Ainsi, dans trois jours, Bonaparte, par un habile emploi de sa plus forte masse, battit alternativement les colonnes autrichiennes, fit à Alvinzy environ 18,000 prisonniers, lui prit toute son artillerie, le rejeta dans les montagnes, et par cette nouvelle défaite, le mit hors d'état de tenir la campagne.

La précision des mouvements, l'activité des troupes, sont aussi dignes d'éloges que les dispositions de leur général; plusieurs brigades françaises surpassèrent dans cette occasion, la rapidité tant vantée des légions de César; aucune ne leur céda en bravoure.

Ces glorieux succès causèrent d'autant plus de joie à Paris, que les journées d'Arcole et la retraite des armées d'Allemagne y avaient semé l'alarme. L'allégresse fut générale parmi les bons Français; mais, il faut l'avouer, cette nouvelle trouva beaucoup d'incrédules, et il fallut plus d'un certificat des autorités de Milan, constatant le nombre de prisonniers qui y passèrent, pour que la multitude crut à de si beaux résultats.

CHAPITRE LXIX.

Suites de la bataille de Rivoli. — L'armée d'observation poursuit Alvinzy en Tyrol. — Combats de Carpenedolo, d'Avio et de Lawis. — Wurmser capitule à Mantoue. — Expédition sur Rome. — Paix de Tolentino. — Fin de la campagne de 1796.

Une bataille décide souvent du succès d'une campagne, quelquefois même du sort d'un empire, tandis qu'en d'autres circonstances, les plus beaux faits d'armes, les victoires les plus glorieuses n'imposent aux vainqueurs que la nécessité de combattre de nouveau. Les forces des deux partis, leur position plus ou moins rapprochée de leur centre de puissance, la nature de leur ligne d'opérations et de leurs ressources secondaires, enfin l'esprit et la puissance relative des peuples influent plus ou moins sur les résultats d'un succès. Ces vérités furent complétement démontrées par les événements mémorables dont les bords de l'Adige étaient témoins depuis six mois (2).

(1) Une relation affirme que Provera accablé se rendit avant la rentrée de Wurmser; celle d'un officier autrichien qui nous sert de guide, dit au contraire, que Provera ne se rendit qu'après; ce qui nous paraît assez probable.

(2) Ce chapitre a été rédigé en 1811 : on ne se doutait guère alors de la terrible application que ces vérités devaient recevoir peu de temps après. Un colosse que la campagne de Russie n'avait fait qu'ébranler, que les désastres de la Katzbach, de Dennevitz et de Leipzig, n'avaient pu abattre, s'est écroulé à mont Saint Jean, contre l'attente même des vainqueurs. Cette bataille qui termina la guerre, ressemble d'une manière frappante à celle de Zama, tant par ses dispositions que par ses résultats. Le redoutable Annibal, qui avait parcouru en vainqueur l'Espagne, la Gaule méridionale et l'Italie, qui fut sur le point de prendre Rome, et lutta ensuite plusieurs années à ses portes, vit anéantir en un seul jour, sous les

Digitized by Google

Bonaparte, en entrant en Italie à la tête de 40,000 hommes, avait à combattre, il est vrai, une armée supérieure à la sienne, mais formée des troupes de trois puissances, dont les intérêts n'étaient pas les mêmes. Le succès de l'invasion de ces belles contrées était donc assuré s'il parvenait à séparer la cause des Italiens de celle des Autrichiens, et nous avons vu au chap. LVI par quels moyens il y réussit, en dictant la paix au Piémont. Quel que fût l'éclat de ce début, la querelle était cependant bien loin d'être décidée; et l'armée française, arrivée sur les bords du Mincio, vit naître et se multiplier les obstacles sur ses pas. Jusqu'alors l'Autriche n'avait joué en Italie qu'un rôle secondaire; elle devint partie principale: menacée dans ses possessions, il était probable qu'elle emploierait ses immenses ressources pour ressaisir la supériorité sur ce point important; la force impulsive semblait désormais n'être plus en proportion avec la masse de résistance qui allait lui être opposée, et qui devait prendre à son tour les avantages de l'initiative. Aussi, fallut-il toute la fermeté de caractère et les talents militaires de Bonaparte, pour que Wurmser ne ramenât pas l'armée d'Italie sur l'Apennin.

Les victoires de Castiglione ne suspendirent qu'un instant la lutte. Si Wurmser les avait remportées, elles eussent été décisives: l'armée française se serait retirée dans les Alpes: Bonaparte ne fit, au contraire, que détourner un instant le torrent qui le menaçait.

Les succès plus éclatants de Roveredo et de Bassano, portèrent un coup sensible à la maison d'Autriche, en mettant hors de combat l'élite de ses troupes. Néanmoins, on n'abattit qu'une tête de l'hydre; l'armée française affaiblie par ses propres succès, ne sortit point de sa situation précaire; car les renforts jetés dans Mantoue, ou envoyés à l'armée du Tyrol, mirent les Autrichiens en état de prolonger la lutte. La bataille d'Arcole fut donc le choc d'une armée harassée, contre une masse, divisée, à la vérité, mais qui ne lui était pas moins supérieure; la victoire la plus complète ne pouvait, dans cette circonstance, qu'augmenter la gloire de Bonaparte, sans amener de résultat.

Enfin, lorsque la famine marqua la chute prochaine de Mantoue, et que l'Autriche eut épuisé ses ressources régulières, les chances devinrent plus égales, et la bataille de Rivoli devait être décisive, quand bien même elle n'eût pas fourni des trophées aussi glorieux à l'armée française. En effet, un demi-succès dans cette journée aurait plus sûrement amené la reddition de Mantoue, que des victoires complètes quatre mois auparavant. Mais l'armée d'Alvinzy ayant été frappée d'un véritable coup de foudre, la moitié étant prise, le reste dispersé, rien ne paraissait désormais disputer la possession de l'Italie au vainqueur; et il devait être bientôt à même de pousser plus loin ses conquêtes.

En attendant la capitulation de Mantoue qui allait être incessamment le fruit de cette victoire, Bonaparte avait résolu de profiter de ses succès pour terminer ses différends avec la cour de Rome, afin de n'être contrarié par aucune considération accessoire dans la marche qu'il projetait jusqu'au cœur des États héréditaires de l'Autriche. Il eût été sans doute bien important de la commencer aussitôt après la bataille de Rivoli, afin de ne pas laisser à l'ennemi le temps de se remettre; mais en se retraçant la situation des affaires, on se convaincra qu'il y avait impossibilité absolue. Les batailles de Rivoli et de la Favorite, furent gagnées les 14 et 15 janvier; Mantoue, dont le blocus n'employait pas moins de 10,000 hommes, tint jusqu'au 2 février; l'effectif de l'armée d'observation, seule disponible, ne s'élevait à cette époque qu'à 27 ou 28,000 combattants; cette poignée de braves n'aurait-elle donc pas été aventurée en traversant le Tyrol et la Carinthie, laissant derrière elle le corps de Wurmser, et le midi de l'Italie sourdement agité par les émissaires de l'Autriche? Cette entreprise eût été d'autant plus téméraire, qu'alors Kehl tombait sous les coups de l'archiduc Charles, et que les armées du Rhin, retenues sur

murs de Carthage, au centre même de sa puissance, tout le fruit de ses travaux, et jusqu'à l'existence de sa patrie. Tant il est vrai *que les causes générales décident du destin des empires, et donnent aux victoires des résultats plus ou moins importants.*

Digitized by Google

la rive gauche de ce fleuve par des motifs indépendants de la volonté de Bonaparte, auraient laissé la faible armée d'Italie lutter seule contre la majeure partie des forces de la monarchie autrichienne. Plusieurs motifs se réunissaient, au contraire, pour faire différer l'invasion : d'abord Mantoue ne pouvait tenir longtemps, ensuite les divisions Bernadotte et Delmas étaient en marche pour renforcer l'armée : il convenait donc d'attendre qu'elles fussent arrivées et que le corps de blocus fût disponible pour entreprendre cette opération avec des moyens capables d'en garantir le succès. Lorsque Wurmser eut capitulé, l'amélioration des affaires ne fut pas assez sensible pour changer de système ; les troupes aux ordres des généraux Victor et Lannes, se trouvaient alors engagées dans l'expédition contre le pape ; celles qu'on attendait du Rhin n'étaient pas encore arrivées ; une forte garnison devenait nécessaire dans Mantoue, et l'armée n'aurait pas eu au delà de 30 à 32,000 combattants : je le demande, eût-il été prudent de s'avancer dans les États héréditaires d'Autriche avec si peu de monde, lorsque bientôt après, l'armée devait être portée au double ?

Quoiqu'il en soit, Bonaparte, après la bataille de Rivoli, arrêta les dispositions qui devaient terminer la campagne. Les divisions furent envoyées à la poursuite des débris d'Alvinzy, qui s'étaient retirés excentriquement sur la Brenta d'un côté, et sur Roveredo de l'autre. Le général Laudon avait pris poste avec 8,000 hommes, la plupart de milices tyroliennes, aux environs de cette ville, pour disputer aussi longtemps que possible l'entrée de la vallée de l'Adige. Bayalitsch avec les brigades Mitrousky et Koblos, avait ordre de défendre Bassano, afin de donner le temps à Alvinzy de rallier ses troupes dans la vallée de Trente, et de gagner la Piave, derrière laquelle il espérait se maintenir jusqu'au printemps : la vivacité avec laquelle les Français le poursuivirent, empêcha d'exécuter ces dispositions.

Joubert, avec la gauche, suivit le corps de Laudon ; Masséna se dirigea au centre sur Vicence ; la division Augereau se porta à droite sur Padoue. Cette dernière, informée du mouvement de Bayalitsch sur Bassano, passa la Brenta, et se rabattit ensuite par sa gauche sur Citadella, dont elle expulsa les postes avancés.

Masséna de son côté, marcha, le 24 janvier, de Vicence sur Bassano, où l'ennemi semblait vouloir se défendre ; l'avant-garde d'Augereau s'engagea avec les postes des Impériaux, tandis que Masséna fit attaquer par ses éclaireurs les retranchements qui couvraient le chemin et le pont de Bassano. La chute du jour ayant obligé de remettre l'attaque au lendemain, les Autrichiens évacuèrent Bassano pendant la nuit, et se retirèrent par les deux rives de la Brenta sur Carpenedolo et Crespo. Dès que Masséna en fut instruit, le 26 au matin, il ordonna à Menard de longer la droite par Vastagna avec la 25ᵉ de ligne, pour s'emparer du pont de Carpenedolo, pendant qu'un bataillon de la 32ᵉ s'y rendrait par la rive gauche. Les Impériaux qui n'étaient pas en assez grand nombre pour résister à cette double attaque, tout déconcertés de se voir menacés à la fois des deux côtés de la Brenta, furent mis en déroute et laissèrent 7 à 800 prisonniers ou blessés sur le champ de bataille.

Pendant que la droite et le centre de l'armée d'observation chassaient ainsi les arrière-gardes d'Alvinzy, Joubert, avec la gauche, n'avait pas eu moins de succès dans la vallée de l'Adige ; malgré les obstacles que cette division devait rencontrer dans les gorges du Tyrol, elle se mit en marche pour passer Laudon au delà du Lawis, afin de se lier avec Masséna par les gorges de la Brenta et de couvrir le blocus de Mantoue, en s'établissant dans les positions que l'armée occupait avant la bataille d'Arcole. On rencontra, le 27 janvier, l'arrière-garde autrichienne près d'Avio, et on lui fit des prisonniers. Laudon se replia sur Mori à la suite de cet engagement, appuya sa gauche à l'Adige, et jeta ses flanqueurs à droite sur Torbole au nord du lac de Garda.

Malgré le mauvais temps, le lendemain 28 janvier, Joubert fit attaquer la position des Autrichiens ; Vial, à la tête des 4ᵉ et 17ᵉ légères, parvint, à la suite d'une marche des plus rudes, à tourner l'ennemi et le força à la retraite après lui avoir fait 400 prisonniers. Roveredo ouvrit alors ses portes aux républicains. Laudon disputa le terrain avec moins de ténacité qu'on ne devait s'y attendre : il s'arrêta peu au défilé de Calliano dont nous avons déjà fait mention.

Digitized by Google

Toutefois, comme Joubert ignorait son intention, il ordonna à la brigade Belliard de s'élever sur la gauche de l'ennemi, tandis que Vial, continuant à marcher sur la rive droite de l'Adige, refoulait les Autrichiens à Trente, et les forçait à l'évacuer, sans avoir le temps d'en retirer un grand nombre de blessés et de malades. Cependant, pour assurer la possession des gorges de la Brenta, il ne fallait pas s'en tenir là : la ligne du Lawis était indispensable aussi bien que le point important de Segonzano; en conséquence, Joubert y fit marcher sa division le 2 février; Vial, à la tête de son infanterie légère, attaqua les hauteurs qui dominent le village à droite; soutenu par la 14ᵉ de ligne, l'ennemi fut forcé à la retraite; on le poursuivit jusqu'à Saint-Michel, et on lui fit grand nombre de prisonniers.

Sur ces entrefaites, Masséna avait aussi terminé son mouvement. Comme la position de Bassano n'est tenable qu'autant que l'on est maître des gorges de la Brenta, il porta une brigade sur le château de la Scala et les hauteurs de Primolano qu'occupaient encore les Autrichiens : ceux-ci n'attendirent point l'attaque et se retirèrent au delà de Prado, laissant au pouvoir des Français partie de leurs bagages. Alors la vallée de Sugana fut libre, et la jonction de la division Joubert assurée. A l'extrême droite, l'avant-garde d'Augereau avait occupé Trévise après un léger engagement de cavalerie.

La vigueur que les Français mirent dans ces opérations dérouta entièrement le général Alvinzy qui s'était flatté, comme nous l'avons dit, de couvrir les avenues de Trente et de se jeter avec le reste de ses forces sur Bassano pour y rallier sa gauche dont il n'avait pas de nouvelles; mais Laudon serré de près ne put même défendre Calliano comme il l'eût désiré, et Bayalitsch s'étant retiré à Conegliano sans égard aux ordres reçus, Alvinzy, arrivé à Trente, fut obligé de défiler par la vallée de la Drave jusqu'à Willach pour aller rejoindre ensuite sa gauche sur les bords du Tagliamento.

L'armée républicaine attendit, dans les nouvelles positions d'observation que nous venons d'indiquer, la chute de Mantoue et les renforts qui devaient la mettre bientôt en état de cueillir de nouveaux lauriers.

Pendant que le gros de l'armée manœuvrait avec tant de succès sur l'Adige et la Brenta, Bonaparte préparait une expédition contre Rome. Déjà la division Victor était arrivée à Bologne, aux portes de la Romagne, où elle devait être suivie par la réserve de grenadiers, lorsqu'on apprit la capitulation de Mantoue.

Ce dernier boulevard de l'Italie tomba après six mois d'une résistance qui fit honneur aux troupes autrichiennes. La garnison avait alors la moitié de son monde aux hôpitaux; elle avait mangé tous les chevaux de sa nombreuse cavalerie; la misère et la mortalité y exerçaient les plus grands ravages, et il était impossible qu'elle se maintînt plus longtemps. La capitulation, en donnant un témoignage d'estime à Wurmser, ajouta un nouveau lustre à la gloire de son vainqueur. Le maréchal sortit librement de la place avec tout son état-major; on lui accorda même une escorte de 200 cavaliers, 500 hommes à son choix et 6 pièces de canon; mais la garnison déposa les armes, et fut conduite à Trieste pour être échangée : on l'estimait encore à 13,000 hommes.

Cette conquête rendit à l'armée d'Italie l'équipage de siége qu'elle avait abandonné avant la bataille de Castiglione, et lui procura, outre l'artillerie de la place, toutes les pièces de campagne du corps d'armée de Wurmser, ce qui formait plus de 500 bouches à feu. Elle recueillit encore un équipage de pont, et 50 à 60 drapeaux ou étendards, qu'Augereau fut chargé d'aller présenter au Directoire.

La reddition de Mantoue accéléra l'expédition projetée contre Rome. Bonaparte la dirigea de Bologne où sa présence doublait l'effet qu'elle devait produire sur tout le reste de l'Italie.

Nous avons vu, au chapitre LXV, dans quel égarement le saint-siége était tombé par les faux calculs de sa politique et la faiblesse de ses résolutions. La lutte d'Arcole ranima ses espérances, et dès lors, rompant l'armistice conclu le 20 juin précédent, il crut pouvoir commencer impunément des hostilités. Un courrier du cabinet papal, tombé au pouvoir des Français, instruisit Bonaparte de ses desseins. Le nonce Albani était chargé de négocier une alliance avec la cour de Vienne; et déjà le général Colli, passé comme on sait du service de Piémont à celui de l'Autriche, avait été

Digitized by Google

désigné pour commander les troupes pontificales augmentées par de nouvelles levées.

Les secrets du saint-siége ayant été mis au jour, Bonaparte rappela l'envoyé de France à Rome, poussa, le 2 février, la division Victor dans Imola, et publia, de Bologne, le manifeste suivant :

Article Ier. Le pape a refusé formellement d'exécuter les articles viii et ix de l'armistice conclu le 20 juin à Bologne, sous la médiation de l'Espagne, et ratifié solennellement à Rome le 17 juin.

II. La cour de Rome n'a cessé d'armer et d'exciter, par ses manifestes, les peuples à la croisade ; ses troupes se sont approchées de Bologne jusqu'à 10 milles et ont menacé d'envahir cette ville.

III. La cour de Rome a entamé des négociations hostiles contre la France, avec le cabinet de Vienne, comme le prouvent les lettres du cardinal Busca et la mission du prélat Albani à Vienne.

IV. Le pape a confié le commandement de ses troupes à des généraux et officiers autrichiens envoyés par la cour de Vienne.

V. Le pape a refusé de répondre aux avances officielles faites par le citoyen Cacault, ministre de la république française, pour l'ouverture d'une négociation de paix.

VI. Le traité d'armistice a donc été violé et enfreint par la cour de Rome. En conséquence, je déclare que l'armistice conclu le 20 juin, entre la république française et, la cour de Rome, est rompu.

Ce manifeste fut suivi de proclamations propres à rassurer le bas clergé et le peuple, en leur annonçant que l'intention du général en chef et du Directoire, était de faire respecter la religion, ses autels et ses ministres : elles promettaient en même temps protection aux habitants qui resteraient spectateurs paisibles des événements militaires, et menaçaient de châtiments rigoureux ceux qui oseraient s'armer contre les troupes françaises.

Cependant la division Victor s'était mise en marche d'Imola, pour franchir le Senio, derrière lequel 3 à 4,000 hommes de l'armée papale étaient retranchés. Par malheur le beau temps avait rendu cette rivière guéable. Le général Lasnes la fit passer à une partie de sa colonne, pour tourner l'ennemi, tandis qu'il attaqua le pont de front, et que les grenadiers de la légion lombarde enlevaient les batteries. L'instant du choc fut celui de la déroute : les troupes du pape culbutées et poursuivies sur Faenza en fermèrent les portes dans l'intention de s'y défendre ; quelques coups de canon suffirent pour les enfoncer, et la colonne républicaine pénétra dans la ville au pas de charge. Le chef de brigade Junot, à la tête du 7e de hussards, courut deux heures entières après la cavalerie romaine sans pouvoir l'atteindre. Ce début valut aux Français quelques centaines de prisonniers, 14 pièces de canon et 8 drapeaux. Les troupes du pape laissèrent en outre 4 à 500 hommes sur le champ de bataille ; de ce nombre furent plusieurs moines qui encourageaient, un crucifix à la main, les défenseurs du saint-siége.

Convaincu que dans une expédition de cette espèce, la modération et la discipline produiraient autant d'effet que la terreur de ses armes, Bonaparte sauva Faenza du pillage, se fit amener environ 50 officiers prisonniers et les renvoya dans leurs foyers avec des paroles de paix. Il manda aussi les moines et les prêtres, les exhorta à ramener le calme, en chargea plusieurs d'aller préparer les esprits à Ravenne et à Césène, où l'armée française devait incessamment passer. Enfin, non content de rassurer les prêtres français réfugiés en assez grand nombre dans les États de l'Église, il les autorisa à conserver leur domicile dans l'arrondissement de l'armée ; se flattant de les gagner par de bons traitements et d'en faire tôt ou tard les instruments de ses desseins.

La marche de Victor n'éprouva aucun obstacle jusqu'à Ancône où il arriva le 9 février. Ici un corps d'environ 1,200 hommes avait pris position sur les hauteurs en avant de la place, s'y croyant sans doute à l'abri de toute attaque. Victor l'enveloppa et le força à mettre bas les armes : alors Ancône ouvrit ses portes. On y trouva plusieurs milliers de beaux fusils, envoyés par l'Autriche pour l'armement des milices, un arsenal bien approvisionné et 120 bouches à feu.

Tandis que cette division pénétrait dans les États ecclésiastiques par la Romagne, une colonne mobile réunie à Tortone s'était dirigée par Sienne sur Foligno, où elle devait opérer sa jonction avec la

Digitized by Google

première. Victor poursuivit sa marche sur Macerata. Le chef de brigade Marmont, le préceda dans la nuit du 9 au 10 février, avec un détachement de cavalerie, pour gagner Lorette avant qu'on enlevât le trésor que la superstition y avait amassé. On y trouva la valeur d'un million, outre les fameuses reliques qui y avaient attiré tant de richesses.

Le 12 février, la colonne de Victor entra à Macerata; elle remonta ensuite la vallée du Chienti sur Tolentino et Camerino, afin de franchir l'Apennin, et de se rabattre sur Foligno. Le 18, les Français étaient maîtres de toute la Romagne, du duché d'Urbin, de la Marche d'Ancône, de l'Ombrie et des petites provinces de Pérugia et de Camerino. Bonaparte à qui une excursion plus longue ne convenait pas dans cette conjoncture, profita d'une démarche du cardinal Mattei, dont il connaissait l'esprit conciliant, pour lui adresser d'Ancône une réponse qui produisit un grand effet. D'ailleurs, la terreur était dans Rome: tous ceux qui avaient quelque chose à perdre ou à se reprocher, prenaient la route de Naples. Le sacré collége passa de la plus folle confiance à un excessif abattement, et pour sauver ce qui lui restait, Pie VI fit plus de sacrifices qu'on ne lui en avait d'abord demandé. Il écrivit, le 12 février, à Bonaparte, qu'il s'en rapportait à sa générosité, et députa à son quartier général, le duc de Braschi son neveu, le cardinal Mattei, intermédiaire des premières ouvertures pacifiques, le marquis Camillo-Massimo et le prélat Galeppi. La mission de ces plénipotentiaires fut bientôt remplie; il ne s'agissait plus de discuter un traité, mais bien de souscrire une capitulation. La paix fut donc signée à Tolentino, le 19 février.

Quelques militaires ont témoigné leur étonnement de ce que Bonaparte n'ait pas profité de ses avantages pour renverser de suite cette puissance bizarre; mais il avait le coup d'œil trop juste, pour ne pas sentir tous les inconvénients d'une plus longue excursion. Il était impossible de se maintenir dans les États ecclésiastiques sans laisser une division à Rome, point trop éloigné du théâtre des prochaines opérations pour y conserver sans danger un fort détachement. Le but de l'expédition était de neutraliser la mauvaise volonté du saint-siége; or, il se trouva rempli par le traité de Tolentino, sans aucun risque pour l'armée.

D'ailleurs, n'était-il pas à craindre, en poussant jusqu'à Rome, de rallumer la haine mal éteinte de la cour de Naples? La reine et Acton ne perdaient aucune occasion de susciter des ennemis à la France, et déjà le prince de Pignatelli Belmonte avait eu la mission d'interposer la médiation de la cour des Deux-Siciles, en faveur du saint-père, et ne dissimulait pas la possibilité d'une rupture. Mais, fier de ses derniers succès, plein de confiance dans les avantages que lui assuraient la chute de Mantoue et les renforts qu'il attendait de l'intérieur, le général en chef lui répondit avec cet air de supériorité qui le caractérisait: « Si je » n'ai pas abattu l'orgueil du pape, il y a trois » mois, c'est que je savais fort bien que le roi de » Naples, contre la teneur du traité, voulait se » mêler de cette affaire-là, et que je n'avais véri» tablement pas les moyens de l'en empêcher. » Mais aujourd'hui que je puis disposer des 40,000 » hommes cantonnés autour de Mantoue et de » 30,000 qui viennent de France, si le roi votre » maître me jette le gant, je le relèverai, et la ré» publique donnera au roi de Naples toutes les sa» tisfactions possibles. »

Bien que le prince de Belmonte n'insistât pas sérieusement sur une menace faite, disait-il, en confidence, le général en chef avait assez d'autres motifs pour se contenter d'un traité, où il trouvait à la fois les plus grands avantages politiques et militaires.

Le pape s'obligea à renoncer à toute alliance avec les puissances en guerre avec la France, à leur fermer ses ports, et à licencier ses nouvelles levées; il céda Avignon et le comtat Venaissin, renonça aux légations de Bologne et de Ferrare, ainsi qu'à la Romagne, et consentit à l'occupation d'Ancône jusqu'à la paix générale. Il s'obligea en outre à payer de suite 30 millions, au lieu de 16 dus sur les sommes imposées par l'armistice; à désavouer solennellement le meurtre de Basseville, et à payer 300,000 francs à titre de dédommagement, aux victimes de cet attentat. Ainsi, il lui en coûta 14 millions de plus, et la perte d'une belle province, pour n'avoir su faire à temps, ni la paix, ni la guerre.

Digitized by Google

Indépendamment de ces sacrifices déjà si pénibles, il fallut encore consentir à livrer tous les objets d'arts mentionnés dans une note annexée au traité. On voit qu'au milieu de ses travaux guerriers, le général français, d'accord en ce point avec Carnot, n'oubliait rien de ce qui pouvait perpétuer le souvenir de ses conquêtes. Rome, devenue la capitale du monde, avait enlevé à la Grèce les chefs-d'œuvre des arts. L'Italie où toutes les lumières s'étaient réfugiées au moyen âge augmenta ces richesses, des ouvrages des grands maîtres que la vue de ces modèles enfanta. Ces monuments étaient tout ce qui lui restait de sa grandeur passée; et Bonaparte, croyant avoir les mêmes droits que les conquérants romains, pensa qu'un des plus beaux résultats de ses victoires, serait de transporter en France ces objets si précieux, gages incontestables de la supériorité morale des nations, ou de leur empire politique. Rome, Milan, Bologne, Modène, Parme, Plaisance, furent donc également obligées par les traités, à remettre aux Français les statues et les tableaux les plus précieux.

Je ne chercherai point à justifier cette spoliation, d'ailleurs autorisée par le droit de conquête; les trophées qui en provinrent ne décorèrent pas longtemps la France; mais si sa capitale méritait mieux que Rome dégénérée de servir de sanctuaire aux beaux-arts, il est permis de regretter que tant de chefs-d'œuvre réunis par 15 ans de victoires, en aient été enlevés en un seul jour.

Le traité de Tolentino termina une campagne justement célèbre, dans laquelle une poignée de braves fit changer la face de l'Italie, et ébranla jusque dans ses fondements la première monarchie de l'Europe.

On trouve les causes premières de ces exploits dans une constante application des principes; dans une habile mulplication des masses agissantes; dans leur direction permanente vers les points décisifs; et dans l'art avec lequel Bonaparte conduisit les hommes, et sut stimuler en eux la valeur par l'exaltation du moral. En méditant sur chacune des périodes de cette campagne, pourrait-on méconnaître l'habileté des combinaisons qui lui procurèrent la victoire à Montenotte; la sagacité qu'il montra dans ses négociations avec la cour de Turin; le coup d'œil rapide qui sauva son armée à Lonato et à Castiglione; l'impétuosité avec laquelle il accabla Wurmser à Bassano; enfin l'audace et le sang-froid avec lesquels il combattit à Rivoli? Pourquoi l'ambition et la flatterie vinrent-elles ternir de si beaux exploits! pourquoi l'orgueil et l'adulation firent-ils oublier à un si grand homme ce qu'il devait à sa propre gloire, à la France et à l'humanité?

Nous ne reviendrons pas sur les fautes échappées à ses adversaires, déjà remarquées dans le cours de la relation; elles procèdent toutes de l'oubli des principes fondamentaux de l'art de la guerre. On aurait tort d'imputer les revers des armées impériales au manque de bravoure des troupes autrichiennes : généraux, officiers et soldats, firent leur devoir dans toutes les occasions; ils auraient conservé l'Italie, si ces efforts eussent été mieux dirigés.

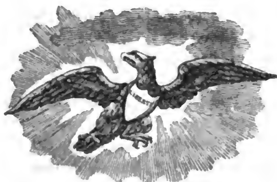
Quoi qu'il en soit, cette campagne commencée avec si peu de moyens, amena la dissolution de l'alliance entre l'Autriche, la Sardaigne, Naples et le pape, assura la conquête de l'Italie septentrionale, et procura à l'armée française le Mincio pour base d'opérations.

Elle fut, sous le rapport de l'art militaire, la plus remarquable de cette première guerre. C'est de cette époque que date, en effet, le grand développement de la stratégie, dont Gustave-Adolphe, Turenne, Marlborough et Frédéric, posèrent les premiers principes, mais dont Bonaparte et l'archiduc Charles étendirent les combinaisons, en prouvant sa supériorité sur la tactique. Dès lors, cette science a fait de grands progrès : toutes les armées européennes en ont fait successivement l'application pour leur intérêt et pour leur gloire, particulièrement l'armée russe dans ses mouvements sur Smolensk et Kaluga en 1812 et les armées alliées dans leur mouvement sur Dresde et Leipzig en 1813. La guerre d'invasion naquit de ce perfectionnement dans la mobilité des masses; les barrières élevées à grands frais entre les nations, ont disparu devant des armées nombreuses, qu'une impulsion violente et toujours soutenue, avait accoutumées à la victoire.

Cependant, la décadence est voisine de la perfection : à la guerre d'invasion entre puissances

Digitized by Google

limitrophes, succédèrent bientôt ces excursions lointaines et gigantesques, qui ne pouvaient réussir qu'avec les soldats d'Alexandre contre les bandes de Darius, et au temps où la politique bornée des gouvernements asiatiques n'établissait aucun concert d'intérêts entre les peuples. Bonaparte fut le premier atteint de cette fureur envahissante, comme pour confondre la foule d'admirateurs que les hauts faits de ses premières campagnes lui avaient si justement acquis.



Digitized by Google

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DU LIVRE XI.

SECONDE PÉRIODE DE 1796.

N° 1.

Traité d'alliance offensive et défensive, entre la république française et le roi d'Espagne, conclu à Saint-Ildephonse, le 19 *août* 1796.

ARTICLE PREMIER.

Il existera à perpétuité une alliance offensive et défensive entre la république française et S. M. Catholique le roi d'Espagne.

ARTICLE II.

Les deux puissances contractantes seront mutuellement garantes, sans aucune réserve ni exception, de la manière la plus authentique et la plus absolue, de tous les États, territoires, îles et places qu'elles possèdent et posséderont respectivement ; et si l'une des deux se trouve par la suite, sous quelque prétexte que ce soit, menacée ou attaquée, l'autre promet, s'engage et s'oblige à l'aider de ses bons offices, et à la secourir sur sa réquisition, ainsi qu'il sera stipulé dans les articles suivants.

ARTICLE III.

Dans l'espace de trois mois, à compter du moment de la réquisition, la puissance requise tiendra prêts et mettra à la disposition de la puissance requérante, 15 vaisseaux de ligne, dont 3 à trois ponts ou de 80 canons, et 12 de 70 à 74; six frégates d'une force proportionnée, et quatre corvettes ou bâtiments légers, tous équipés, armés, approvisionnés de vivres pour six mois, et appareillés pour un an. Ces forces navales seront rassemblées par la puissance requise dans celui de ses ports qui aura été désigné par la puissance requérante.

ARTICLE IV.

Dans le cas où la puissance requérante aurait jugé à propos, pour commencer les hostilités, de restreindre à moitié le secours qui doit lui être donné en exécution de l'article précédent, elle pourra, à toutes les époques de la campagne, requérir la seconde moitié dudit secours, laquelle lui sera fournie de la manière et dans le délai fixé : ce délai ne courra qu'à compter de la nouvelle réquisition.

ARTICLE V.

La puissance requise mettra pareillement à la disposition de la puissance requérante, dans le terme de trois mois, à compter du moment de la réquisition, 18,000 hommes d'infanterie et 6,000 de cavalerie, avec un train d'artillerie proportionné, pour être employés également en Europe, ou à la défense des colonies que les puissances contractantes possèdent dans le golfe du Mexique.

ARTICLE VI.

La puissance requérante aura la faculté d'en-

Digitized by Google

voyer un ou plusieurs commissaires à l'effet de s'assurer si, conformément aux articles précédents, la puissance requise s'est mise en état d'entrer en campagne au jour fixé, avec les forces de terre et de mer qui y sont stipulées.

ARTICLE VII.

Ces secours seront entièrement remis à la disposition de la puissance requérante, qui pourra les laisser dans les ports ou sur le territoire de la puissance requise, ou les employer aux expéditions qu'elle jugerait à propos d'entreprendre, sans être tenue de rendre compte des motifs qui l'auraient déterminée.

ARTICLE VIII.

La demande que fera l'une des puissances, des secours stipulés par les articles précédents, suffira pour prouver le besoin qu'elle en a, et imposer à l'autre puissance l'obligation de les disposer, sans qu'il soit nécessaire d'entrer dans aucune discussion relative à la question si la guerre qu'elle se propose est offensive ou défensive, ou sans qu'on puisse demander aucune explication quelconque qui tendrait à éluder le plus prompt et le plus exact accomplissement de ce qui est stipulé.

ARTICLE IX.

Les troupes et navires demandés resteront à la disposition de la puissance requérante, pendant toute la durée de l'année, sans que, dans aucun cas, ils puissent être à sa charge. La puissance requise les entretiendra partout où son allié les fera agir, comme si elle les employait directement pour elle-même. Il est seulement convenu que, pendant tout le temps que lesdites troupes ou navires séjourneront sur son territoire ou dans ses ports, elle leur fournira de ses magasins ou arsenaux tout ce qui leur sera nécessaire, de la même manière et au même prix qu'à ses propres troupes ou navires.

ARTICLE X.

La puissance requise remplacera sur-le-champ les navires de son contingent qui se perdraient par des accidents de guerre ou de mer : elle réparera également les pertes que souffriraient les troupes de son contingent.

ARTICLE XI.

Si lesdits secours étaient ou devenaient insuffisants, les deux puissances contractantes mettront en activité les plus grandes forces qu'il leur sera possible, tant par mer que par terre, contre l'ennemi de la puissance attaquée : laquelle usera desdites forces, soit en les combinant, soit en les faisant agir séparément ; et ce, d'après un plan concerté entre elles.

ARTICLE XII.

Les secours stipulés par les articles précédents, seront fournis dans toutes les guerres que pourraient avoir à soutenir les puissances contractantes, même dans celles où la partie requise ne serait pas directement intéressée, et n'agirait que comme simple auxiliaire.

ARTICLE XIII.

Dans le cas où les motifs d'hostilité portant préjudice aux deux parties, elles viendraient à déclarer la guerre d'un commun accord à une ou plusieurs puissances, les limitations établies dans les articles précédents, cesseront d'avoir lieu : et les deux puissances contractantes seront tenues de faire agir, contre l'ennemi commun, la totalité de leurs forces de terre et de mer ; de concerter leurs plans pour les diriger vers les points les plus convenables, ou séparément ou en les réunissant. Elles s'obligent également, dans les cas désignés au présent article, à ne traiter de la paix que d'un commun accord, et de manière que chacune d'elles obtienne la satisfaction qui lui sera due.

ARTICLE XIV.

Dans le cas où l'une des puissances n'agirait que comme auxiliaire, la puissance qui se trouvera seule attaquée pourra traiter de la paix séparément, mais de manière à ce qu'il ne résulte aucun préjudice contre la puissance auxiliaire, et qu'elle tourne même autant qu'il sera possible à son avantage direct. A cet effet, il sera donné connaissance

Digitized by Google

à la puissance auxiliaire du mode et du temps convenus pour l'ouverture et la suite des négociations.

ARTICLE XV.

Il sera conclu très-incessamment un traité de commerce d'après des bases équitables et réciproquement avantageuses aux deux peuples, qui assure à chacun d'eux, chez son allié, une préférence marquée pour le produit de son sol et de ses manufactures, ou tout au moins des avantages égaux à ceux dont jouissent dans ses États respectifs les nations les plus favorisées. Les deux puissances s'engagent à faire dès à présent cause commune pour réprimer et anéantir les maximes adoptées par quelque pays que ce soit, qui contrarieraient leurs principes actuels, et porteraient atteinte à la sûreté du pavillon neutre, et au respect qui lui est dû, ainsi que pour relever et rétablir le système colonial de l'Espagne sur le pied où il a existé ou dû exister d'après les traités.

ARTICLE XVI.

Le caractère et la juridiction des consuls seront en même temps reconnus et réglés par une convention particulière. Celles antérieures au présent traité seront provisoirement exécutées.

ARTICLE XVII.

Pour éviter toute contestation entre les deux puissances, elles sont convenues de s'occuper immédiatement, et sans délai, de l'explication et du développement de l'article VII du traité de Bâle, concernant les frontières, d'après les instructions, plans et mémoires qu'elles se communiqueront par l'entremise des mêmes plénipotentiaires qui négocient le présent traité.

ARTICLE XVIII.

L'Angleterre étant la seule puissance contre laquelle l'Espagne ait des griefs réels, la présente alliance n'aura son exécution que contre elle pendant la guerre actuelle; et l'Espagne restera neutre à l'égard des autres puissances armées contre la république.

ARTICLE XIX.

Les ratifications du présent traité seront échangées dans un mois, à compter de sa signature.

Fait à Saint-Ildephonse, le 2 fructidor, an IV de la république française (19 août 1796).

Signé : Général Pérignon,
et Prince de la Paix.

N° 2.

Vérone (25 octobre 1796).

Le général Bonaparte, au citoyen Poussielgue.

J'ai reçu votre lettre du 21. Les propositions du Piémont ne sont pas acceptables. Donner toute la Lombardie pour un secours de 8,000 hommes, c'est-à-dire, pour 5,000, car il n'y en aura jamais davantage, c'est trop demander aujourd'hui, que la paix avec Naples et Gênes est faite. Le Piémont gagne beaucoup à faire une alliance avec nous : il est sûr par là d'effacer de l'esprit de ses sujets le mépris que leur donne le dernier traité. Ajoutez à cela : 1° *des espérances vagues* d'être favorisé dans le traité de paix; 2° les fiefs impériaux, ou un équivalent de masse du côté de la rivière de Gênes : cela devrait être bien suffisant.

L'article 2 est inadmissible : jamais la France ne garantirait rien, qu'autant que le succès permettrait de l'obtenir.

Continuez toujours vos négociations.

Tout ici va bien.

Bonaparte.

N° 3.

Instructions données au général Clarke, envoyé à S. M. l'empereur d'Autriche, au milieu de novembre 1796.

Paris, le 4 brumaire an V (14 novembre 1796).

Le ministre des relations extérieures, au général Clarke.

Le peu de temps qui reste jusqu'à votre départ,

Digitized by Google

la multitude des objets que nous avons à traiter, ne me permettent pas, citoyen général, de les discuter avec les détails qu'exigerait leur importance. Je me bornerai donc à indiquer ceux qui concernent les relations extérieures, et sur lesquels il importe beaucoup que le Directoire reçoive de vous des renseignements précis. Trouvez bon que je suive votre itinéraire.

Le Piémont. Vous verrez sûrement le général Kellermann, peut-être les commissaires pour la démarcation des limites; entretenez-les sur l'importance de nous ménager dans la chaîne des Alpes tous les postes militaires. Le traité leur donne à cet égard toutes les facilités possibles.

Le citoyen Poussielgue est encore à Turin, chargé de suivre les négociations que le général Bonaparte a cru devoir entamer pour une alliance. Ne rien presser sur cela, et surtout ne point promettre des cessions de territoire, qui formeraient un obstacle peut-être insurmontable à la paix ou à l'établissement de la liberté dans la Lombardie. Je vous prie d'examiner, autant qu'il vous sera possible, quelles sont les dispositions du roi et du gouvernement, à notre égard; s'il est possible, sans en venir à une alliance difficile à conclure, et qui peut-être nous serait plus nuisible qu'utile, de les entretenir dans des dispositions de neutralité, qui nous suffisent.

Quant à Milan, Modène, Reggio, Bologne et Ferrare, il serait bien précieux, pour le Directoire et pour moi, d'avoir le résultat des observations sages que vous seriez à portée de faire.

Ces peuples sont-ils vraiment mûrs pour la liberté? sont-ils en état de la défendre, ou seuls ou avec notre appui? dans ce cas, quel serait le nombre de nos troupes qu'ils seraient en état de solder? quelles sont leurs dispositions à l'égard de la maison d'Autriche? rentreraient-ils sans ressource sous le joug, dans le cas où la paix serait à ce prix?

Vous connaissez les torts réels et graves de Venise à notre égard. Des personnes qui connaissent le pays prétendent que tous les États de terre ferme, principalement les Brescians, les Bergamasques et les Véronais, sont révoltés de l'orgueil des nobles vénitiens, et disposés à s'armer pour la liberté. Admis dans la république lombarde ou devenus ses alliés, ils lui donneront une force nouvelle. Je vous demande vos observations sur les obstacles ou les facilités que peut présenter l'exécution de ce projet.

Je vous en demanderai également sur notre position à l'égard du pape et des autres puissances d'Italie. Vous ne parcourrez pas leurs États; mais vos conférences avec le général en chef et ses dignes coopérateurs vous mettront à portée de vous en former une idée nette; et j'attends de votre zèle pour le bien public, que vous voudrez bien me la communiquer.

Je vous suppose maintenant arrivé à Vienne, observant tous les grands personnages qui figurent sur ce théâtre, et traçant leurs portraits d'une touche aussi ferme que facile. Votre voyage serait suffisamment utile, quand il n'aboutirait qu'à nous faire connaître les passions qui les animent, et les moyens de les faire tourner au profit de la république et de l'humanité.

Sans être spécialement chargé de négocier la paix, vous pourrez la préparer dans les entretiens que vous aurez avec les personnages influents. Nous y arriverions sans contredit beaucoup plus aisément, si nous pouvions offrir à l'Autriche des compensations convenables. Ce système des compensations admet une multitude de combinaisons que vous pourrez effleurer dans vos conversations, afin de démêler quelles sont celles qui plairaient davantage. Essayons d'esquisser les principales :

1° Restituer à l'Autriche ce qu'elle possédait en Italie : lui donner en Allemagne l'évêché de Salzbourg, la prévôté de Bergstolgaden, l'évêché de Passau, à l'exception de la ville de ce nom, le haut Palatinat jusqu'à la Naab; dédommager l'électeur palatin vers le Rhin. Voilà sans contredit la plus facile, celle qui plairait davantage à la maison d'Autriche et à toute l'Allemagne; mais elle sacrifierait nos nouveaux amis en Italie; elle nous priverait des avantages que nous devons attendre de cette belle contrée, si nous parvenons à la soustraire à l'influence autrichienne;

2° Modifier le premier projet, en substituant aux États de Milan, partie des États du pape, la Romagne, la marche d'Ancône, le duché d'Urbin : transférer le grand-duc de Toscane à Rome; lui donner le surplus des États du pape; lui réserver le Siennois; consentir à le nommer roi de Rome : donner Florence au duc de Parme; ménager l'échange d'une

partie de ses États avec la Sardaigne: nous réserver l'île d'Elbe, dont le roi de Naples serait dédommagé par Bénévent, Ponte-Corvo et là marche de Fermo; nous faire payer en Amérique de ce que nous laisserons prendre en Italie;

3° Céder à l'Autriche la Bavière, le haut Palatinat, Salzbourg, Passau et les autres souverainetés ecclésiastiques qui y sont enclavées, à la charge par la maison d'Autriche de renoncer à tout ce qu'elle possède au midi de la chaîne des Alpes et dans le cercle de Souabe; de dédommager le duc de Modène et d'apanager le grand-duc de Toscane; donner à l'électeur palatin les États du pape, à l'exception de la marche de Fermo, de Bénévent, de Ponte-Corvo, de Bologne et de Ferrare; y ajouter le Siennois, et lui donner le titre de roi des Romains. Ce projet serait très-agréable à l'Italie, et mettrait nos intérêts à couvert; mais il pourrait déplaire à l'Allemagne. Le moyen de le faire adopter, serait de fournir au roi de Prusse un ample dédommagement : lui satisfait, tout le reste serait réduit au silence;

4° A la maison d'Autriche, ce qui lui est donné au n° précédent : traiter le grand-duc et les États d'Italie, comme au n° 2: faire céder à l'électeur palatin la part de la maison d'Autriche dans la Pologne, et la faire servir de point de ralliement pour la restauration de cet État; conserver au roi de Prusse la plus grande partie de ce qu'il en a acquis. Il est bien douteux que la maison d'Autriche voulût se prêter à ce projet : son alliance avec la Russie, son antipathie pour la Prusse, paraissent des obstacles insurmontables.

Il est une multitude d'autres combinaisons que vous formerez beaucoup mieux que moi : celles-ci pourraient suffir pour sonder le terrain; mettre les ministres et ceux qui les entourent dans le cas de s'expliquer et de développer leurs sentiments à cet égard.

Le point capital que vous chercherez à atteindre, c'est de persuader à l'Autriche que, malgré l'avantage prétendu que lui offre l'Angleterre pour des compensations, cette dernière puissance, qui a des intérêts opposés aux siens, ne peut qu'entraver la marche des négociations; que la maison d'Autriche obtiendra davantage et plus promptement, en traitant avec la république seule.

A votre retour de Vienne, vous serez à portée de voir plusieurs princes d'Allemagne et leurs ministres. Ils sont épouvantés de l'ambition de la maison d'Autriche, et de l'acharnement qu'elle montre contre tous ceux qui ont cherché à se rapprocher de la république. Ils seront peut-être inquiets sur les suites de la proposition d'armistice: il sera facile de leur faire sentir que leur intérêt même le commandait; qu'il leur donne le temps de se réunir et de combiner les moyens de briser le joug odieux qu'on veut leur imposer; qu'il donne le temps à la république de rétablir une discipline sévère dans ses armées, et de préparer les moyens d'une attaque plus vigoureuse que les précédentes. et qui sera la dernière, s'ils veulent la seconder.

Je recommande, citoyen général, à votre zèle et à votre sagacité les objets que je viens d'indiquer, ceux même que la brièveté du temps ne m'a pas permis de toucher, bien sûr que rien de ce qui peut intéresser notre commune patrie ne vous échappera.

Je vous remets un chiffre pour servir à la correspondance intéressante que j'attends de vous.

C. Delacroix.

N° 4.

Extrait des Registres des délibérations du Directoire exécutif.

Le 26 brumaire an V (16 novembre 1796).

(*Instructions données par le Directoire exécutif de la république française, au général de division Henri Clarke, envoyé extraordinaire de la république française, près la cour de Vienne.*)

Le Directoire de la république française, voulant répondre au vœu général de l'Europe, et contribuer autant qu'il est en lui à arrêter l'effusion du sang des peuples et les maux qu'une guerre longue et ruineuse entraîne après elle, s'est déterminé, citoyen général, à vous envoyer près de S. M. l'Empereur et roi de Hongrie et de Bohême, à l'effet d'y négocier, au nom de la république française, un armistice entre les troupes impériales et françaises, tant en Allemagne qu'en Italie; et à faire à ce

prince la proposition d'une réunion de ministres plénipotentiaires, pour traiter de la paix générale. En conséquence, le Directoire croit devoir vous tracer par la présente les bases d'après lesquelles devront s'appuyer essentiellement les démarches que vous aurez à faire près de la cour impériale, pour parvenir à un résultat heureux pour la république française.

Le premier objet de la mission importante que le Directoire vous confie étant la conclusion de l'armistice, son intention est que, de concert avec les chargés de pouvoirs de S. M. Imp., vous cherchiez à déterminer que sa durée sera la plus longue possible; et, dans tout état de cause, cet armistice ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, être rompu avant le 1er prairial (20 mai 1797) ou même le 1er messidor (19 juin) : après l'expiration de ce terme, l'armistice ne devra être annulé que dans le cas de la cessation des négociations qui auront lieu pour la paix, et à la charge pour celle des parties qui voudra recommencer les hostilités : laquelle reprise d'hostilités ne pourra avoir lieu que dix ou quinze jours, ou même un mois après qu'elle aura été signifiée.

Quant aux autres conditions de cet armistice, elles devront se borner à assurer le *statu quo* dans lequel se trouvent les choses au moment actuel; et le désir du Directoire est, qu'aucune cession d'avantages remportés par la valeur républicaine, soit en Allemagne, soit en Italie, ne puisse avoir lieu.

Vous êtes, en conséquence, autorisé, citoyen général, à résister le plus longtemps possible à toute proposition qui pourrait vous être faite, tendant à obtenir une cession de cette espèce. Vous refuserez absolument toutes conditions qui pourraient consentir l'évacuation des têtes de pont de Dusseldorf et de Kehl; et vous ne stipulerez celle des têtes de pont de Neuwied et de Huningue, que dans le cas d'une absolue nécessité, et en obtenant que les troupes autrichiennes ne pourront point sortir de Mayence; il faudrait exiger aussi l'évacuation de la tête de pont de Manheim sur la rive gauche du Rhin.

Si la place de Mantoue n'était pas tombée en notre pouvoir avant votre arrivée à Vienne, son blocus et la situation actuelle de la garnison pourraient élever quelques obstacles que le Directoire croit faciles à écarter, en ramenant encore les choses, à cet égard, au *statu quo* demandé. Il vous autorise, en conséquence, à stipuler que l'Empereur pourra faire approvisionner de subsistances, jour par jour, les hommes composant la garnison de Mantoue et les habitants de cette ville, au moyen des quantités de vivres qui seront déterminées et proportionnées au nombre et à l'âge des individus que cette place renferme; et, à cet effet, il devra être préposé deux commisssaires français, l'un au dedans, l'autre au dehors de la place, pour constater le nombre des hommes à nourrir et la quantité de provisions restantes : mais il ne pourra sortir de la place, ni y entrer aucun individu ni effets quelconques; et les commissaires français devront avoir le droit de surveiller l'exécution de cette disposition. Il pourra être conclu entre vous et les chargés de pouvoirs de l'Empereur un arrangement particulier, concernant ce qui est relatif à Mantoue; mais la stipulation principale du maintien des choses, pour ce qui a rapport à cette place, dans l'état où elles se trouveront au moment de la conclusion de l'armistice, devra faire partie des conditions de cet armistice.

Les circonstances, ainsi que la conduite de la négociation, pouvant faire admettre quelques modifications à ce qui vient d'être dit au sujet de la garnison de Mantoue, nous vous donnons pouvoir de les discuter, de les arrêter définitivement, en les faisant concourir, autant que possible, avec les bases que le Directoire a établies plus haut, et avec les renseignements que vous aura fournis le général en chef de l'armée républicaine en Italie. Nous vous invitons à vous concerter avec lui, tant pour ce qui pourra être spécifié de relatif à la place de Mantoue, que pour la détermination des limites à établir entre les armées française et autrichienne en Italie. Ce général en chef sera tenu de vous remettre des notes qui feront en quelque sorte partie de vos instructions; et le Directoire vous engage à les consulter; il fixera le moment de votre départ de l'Italie pour Vienne, d'après la situation politique et militaire des choses dans le pays où il commande.

Dans le cas où la cour de Vienne voudrait intervenir pour garantir le pape contre les efforts que notre situation à son égard pourrait nous

Digitized by Google

mettre en état de tenter contre lui, le Directoire vous autorise, citoyen général, à assurer l'Empereur que les conditions de l'armistice conclu avec le pape seront observées de notre part, aussi longtemps qu'elles le seront par le pape lui-même. Cette assurance pourra même, si l'Empereur le désire, fournir le texte de l'un des articles de l'armistice général que vous êtes appelé à arrêter avec la cour de Vienne.

Le Directoire exécutif a déjà manifesté de la manière la plus authentique le désir de contribuer, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, à amener une paix générale, qui fixe d'une manière invariable les intérêts politiques de l'Europe, et assure sa tranquillité et son bonheur futurs, en rétablissant entre les puissances un équilibre convenable et salutaire. La voix de l'humanité s'est fait entendre; partout, elle réclame fortement que l'on s'occupe de ce grand objet : c'est pour y parvenir plus sûrement que le Directoire exécutif s'est déterminé à demander l'armistice entre l'Autriche et la république française : mais comme il lui importe de seconder efficacement le vœu général pour la paix, et de donner les preuves les plus convaincantes de la loyauté et de la réalité de ses intentions; il vous charge de demander, en son nom, à S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, qu'il soit envoyé sur-le-champ, soit à Bâle, soit à Paris, de la part de l'Empereur, un ou deux plénipotentiaires, pour traiter de la paix définitive. De son côté, la république française nommera également des plénipotentiaires pour le même objet : et si S. M., mue par les mêmes sentiments, consentait à cette mesure, il conviendrait d'arrêter, avec les personnes qu'elle nommera pour négocier avec vous à ce sujet, que les alliés respectifs seront invités à envoyer aussi leurs plénipotentiaires à Bâle, ou à charger de leurs lettres de créance ceux des plénipotentiaires appelés à cette réunion, auxquels ils jugeront à propos de remettre le soin de leurs intérêts.

Telles sont, général, les instructions que le Directoire vous donne, en vous confiant une mission honorable dont le résultat sera sans doute profitable aux intérêts généraux de l'Europe, et à ceux de la république en particulier.

BARRAS, président.

N° 5.

Paris, le 18 nivôse, an V (7 janvier 1796.)

Le Directoire exécutif au général Clarke.

Nous avons reçu, citoyen général, vos dépêches des 7 et 8 nivôse.

Le parti qu'a pris la cour de Vienne, d'établir loin de cette capitale le lieu des négociations, indique peut-être que l'on a craint de vous donner accès près de l'Empereur, et que le parti de la guerre prévaut encore dans son cabinet. Nous attendons néanmoins les lumières qui doivent rejaillir de vos premières entrevues avec son envoyé, pour nous fixer une opinion que nous n'admettrions qu'à regret : si la maison d'Autriche joignait en ce moment aux vues ambitieuses qui l'ont toujours caractérisée, une connaissance exacte de la tendance générale de l'Europe vers des innovations politiques plus ou moins analogues à celles que la France a éprouvées, elle sentirait que son système de prépondérance, fondé actuellement sur la constitution germanique, demande un autre appui. Cet appui lui est offert dans le plan de pacification que nous proposons; et les circonstances ne peuvent être jamais plus favorables pour le faire goûter aux peuples et à leurs gouvernements, et assurer la durée de ses effets. Nous n'avons, au reste, rien à ajouter, à cet égard, à vos instructions, jusqu'à la réception de vos dépêches de Vicence.

Quant à l'armistice, nous pensons toujours que, s'il ne pouvait être que de courte durée, il nous serait désavantageux, sans la possession de Mantoue. La détresse où doit se trouver enfin cette place, et la crainte que témoigne le général Alvinzy de ne pouvoir la secourir, nous offrent des chances favorables pour attendre la reddition.

Il est vrai que le fort de Kehl est dans une situation fâcheuse, et à la veille de nous être enlevé; mais le prince Charles ayant refusé d'accepter un armistice sur le Rhin, basé sur le *statu quo*, il est à croire qu'il poursuivra son siége avec opiniâtreté. Toutes ces considérations ajoutent un nouveau poids à l'opinion du général en chef contre une suspension d'armes, qui ne nous serait d'aucun avantage sur le Rhin, puisque le sort de Kehl sera décidé vraisemblablement avant qu'on y puisse

Digitized by Google

profiter de ses conditions, et qui nous serait funeste en Italie, si Mantoue n'était pas en notre pouvoir.

A l'égard du pape, il ne peut être compris dans l'armistice, qu'autant qu'il exécutera sur-le-champ les conditions de celui qui a été conclu particulièrement avec lui, avec des dédommagements convenables; mais son obstination, si elle se prolonge encore, nous offrira l'occasion de nous dédommager nous-mêmes par la force des armes dans l'État de l'Église, des effets de sa mauvaise foi.

Les secours puissants que nous faisons passer en Italie, doivent être aussi pris en considération dans la balance de nos droits et de nos intérêts avec ceux de l'Empereur.

Nous comptons apprendre incessamment le résultat des ouvertures respectives qui doivent avoir lieu le 13 à Vicence.

Barras, président.

N° 6.

Au quartier général à Milan, le 8 nivôse an v (22 décembre 1796.)

Lettre du général en chef au Directoire exécutif, sur les différents partis qui existaient en Italie.

Il y a dans ce moment-ci en Lombardie trois partis : 1° celui qui se laisse conduire par les Français; 2° celui qui voudrait la liberté, et montre même son désir avec impatience; 3° le parti ami des Autrichiens, et ennemi des Français. Je soutiens et j'encourage le premier, je contiens le second, et je réprime le troisième.

Il est faux que j'aie augmenté la contribution de la Lombardie de 8 millions; et celui qui vous a remis un mémoire basé sur ce fait, ferait beaucoup mieux de payer les 5 millions que lui et ses associés doivent à la république, et ont volé à l'armée, que de parler d'un pays où sa compagnie s'est fait universellement mépriser, par les coquineries de toutes espèces qu'elle a commises.

Les républiques cispadanes sont divisées en trois partis : 1° les amis de leur ancien gouvernement; 2° les partisans d'une constitution indépendante, mais un peu aristocratique; 3° les partisans de la constitution française, ou de la pure démocratie. Je comprime le premier, je soutiens le second, et je modère le troisième.

Je soutiens le second et je modère le troisième, parce que le parti des seconds est celui des riches propriétaires et des prêtres, qu'il est essentiel de rallier autour du parti français.

Le dernier parti est composé de jeunes gens, d'écrivains, et d'hommes qui, comme en France et dans tous les pays, ne changent de gouvernement, n'aiment la liberté, que pour faire une révolution.

Les Allemands et le pape réunissent leur crédit pour insurger les Apennins; leurs efforts sont inutiles : une partie de la Grafignana s'était cependant révoltée, ainsi que la ville de Carrara. J'ai envoyé une petite colonne mobile pour mettre ces gens-là à la raison, et faire des exemples terribles, qui apprennent à ces montagnards à ne pas jouer avec nous. La révolte des Apennins, si elle éclatait au moment où nous aurions affaire à l'ennemi, nous donnerait beaucoup d'embarras. Ces montagnes s'étendant jusqu'à Tortone, les habitants pourraient gêner les communications : aussi, j'y ai perpétuellement les yeux.

Dans ce moment-ci, les républiques cispadanes sont réunies dans un congrès qu'elles tiennent à Reggio.

Bonaparte.



Digitized by Google

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE XII.

CAMPAGNE DE 1797.

Aperçu de la situation des affaires.—État intérieur de la France.—Conspiration royaliste de Brottier.—Armements de l'Autriche. — Efforts de l'Angleterre pour porter ses forces de terre au niveau des dangers qui la menacent, et des besoins de ses colonies. — Embarras de la Banque; suspension de ses payements en argent.

Paul I[er], à son avénement au trône de Russie, renonce à faire la guerre en Allemagne.—Gustave IV, devenu majeur, monte en même temps sur celui de Suède. — Alliance tardive du roi de Sardaigne avec la France. — Nouvelle politique de la Porte.

Plans de campagne des différents partis. — L'archiduc Charles marche en Italie, avec une partie de son armée. — Bonaparte, renforcé à temps par les divisions Bernadotte et Delmas, prévient ce prince, et le repousse des bords du Tagliamento, jusque sur les Alpes-Noriques. — Combats de Tarvis. — Armement des milices du Tyrol. — Joubert traverse ce pays pour joindre Bonaparte vers Clagenfurth, par la vallée de la Drave.—Combats de Neumarck et de Hundsmarck. — La terreur se répand jusqu'à Vienne, et l'Empereur propose un armistice pour sauver sa capitale. — Préliminaires de paix de Léoben. — Révolte du Véronais.

Passage du Rhin à Neuwied, par l'armée de Hoche ; et à Kehl, par l'armée de Moreau.

Tandis que les victoires des armées françaises imposent la paix à l'Autriche, la grande flotte espagnole, sortie de Cadix, est battue par l'amiral Jervis au cap Saint-Vincent. — Une insurrection sérieuse éclate sur les escadres anglaises.

Bonaparte se dirige sur Venise, pour tirer vengeance de la conduite du sénat. — Villetard fomente une révolution dans cette ville, où le parti démocratique appelle les Français; ils s'emparent également de Corfou et des îles Ioniennes. — Conférences d'Udine. — Révolution de Gênes. — Négociations de Passeriano. — L'Angleterre envoie de nouveau lord Malmesbury en France. — Traité avec le Portugal; la reine refuse de le ratifier.

Affaires de l'intérieur; nouvelles élections. — Lutte du Directoire avec les conseils législatifs. — Journée du 18 fructidor.—Rupture des négociations avec l'Angleterre. —Troubles excités par les Français en Piémont et en Valteline. — Démêlés avec le Portugal, les États-Unis, la Suisse. — Traité de paix définitive avec l'Autriche à Campo-Formio. — La France acquiert la Belgique et la rive gauche du Rhin ; la Lombardie lui est cédée pour former une république séparée. — Partage de la république de Venise ; le Directoire garde Corfou et les îles de l'Adriatique. — L'Autriche s'approprie les États de terre ferme et la capitale. — Articles secrets de ce traité qui exerce une grande influence sur la politique ultérieure du gouvernement français.

Suites des affaires maritimes : Jervis bombarde inutilement Cadix. — Abercrombie prend la Trinité, mais échoue à Porto-Ricco; Nelson est repoussé à Ténériffe où il perd un bras. — Sortie de la flotte hollandaise sous Dewinter : elle est battue à Camperdnyn par celle de Duncan. — Affaires de Saint-Domingue.

Formation d'une armée d'Angleterre, dont le vainqueur d'Italie est nommé général en chef.—Ouverture du congrès de Rastadt. Bonaparte y signe une convention militaire pour la remise de Mayence aux Français, et de Venise aux Autrichiens; puis il se rend à Paris où il est reçu avec le plus grand enthousiasme.

CHAPITRE LXX.

Situation politique de l'Europe. — Plans de campagne des puissances belligérantes.

La France, à qui la victoire semblait donner une assiette non moins solide au dedans que brillante au dehors, portait néanmoins en son sein les germes de l'anarchie. Si la Vendée paraissait comprimée, les passions y fermentaient encore. Malgré les décrets de la convention, le parti royaliste, loin de faire à la paix le sacrifice momentané de ses droits, consentait à peine à renoncer à ses vieux priviléges. S'il est pénible pour le plébéien de courber la tête sous un régime qui l'écarte des

Digitized by Google

principales fonctions publiques; il n'était pas naturel que la classe habituée à dominer par son rang, sa fortune et sa naissance, se résignât de bonne grâce à la nullité, et à devenir passible d'exclusions humiliantes. Aussi, l'aristocratie, terrassée dans la lutte où elle avait combattu à découvert, travaillait sourdement à ressaisir l'autorité, en réclamant d'abord la portion de souveraineté dévolue d'après la constitution de l'an III, à toutes les classes de citoyens faisant partie intégrale de la nation.

D'un autre côté, le comité de Brottier, Dunan et Lavilleheurnois, comptait opérer la contre-révolution en s'assurant, par les nouvelles élections, de la majorité des conseils législatifs. Le décret du 13 fructidor y mettait, selon lui, peu d'entraves : il se flattait de trouver assez de députés royalistes, sans recourir à l'intervention des familles exclues des assemblées électorales. Le comité royal ne s'en tenait pas là : il aurait voulu frapper un coup d'état, en arrêtant les membres du Directoire et des conseils, les plus capables de déjouer ses projets.

Soit que le Directoire surveillât ses menées, soit qu'elles lui fussent encore inconnues, une démarche indiscrète éventa le complot. Le comité royal, persuadé que la réussite de son plan dépendait de la possibilité de gagner un des corps de troupes préposés à la garde de Paris, fit quelques ouvertures au chef de brigade Malo, commandant du 21e régiment de dragons. Feignant d'entrer dans les vues des agents de Brottier, cet officier en rendit compte au gouvernement, qui lui prescrivit de suivre l'intrigue et d'en découvrir la ramification, en promettant tout aux conjurés. Après quelques pourparlers, il attira chez lui les trois chefs du comité royal, sous prétexte de convenir avec eux des mesures à prendre pour assurer le succès de leur entreprise. Des agents de police apostés, ayant tout entendu, se saisirent des conspirateurs, qui furent bientôt traduits à une commission militaire. Leur délit, certes, n'était pas de la compétence de ce tribunal; mais le Directoire ne s'arrêta pas à des formalités, vu qu'il s'agissait du salut de l'État.

Cependant, comment juger militairement des conjurés qui prétendaient opérer la contre-révolution sans effusion de sang, et par l'influence même des autorités constituées? On prétexta leurs tentatives auprès d'un officier, pour les accuser d'embauchage; et la commission, docile, les condamna, en usant toutefois de la latitude que lui laissait la loi, pour commuer la peine de mort en une détention de quelques années.

Cette trame déjouée ne laissait pas moins la république en proie à une funeste division. L'orage s'amoncelait peu à peu : la liberté de la presse fournissait à la faction royaliste les moyens d'encourager les espérances des siens, et de gagner successivement une classe nombreuse d'hommes qui, sans intérêt direct à soutenir la révolution, ne voyaient dans les doctrines démocratiques qu'un leurre trompeur. Les doux bienfaits qu'on s'en était promis, se bornaient effectivement jusque-là, à des substitutions de noms : le pouvoir presqu'absolu de Rewbell succédait à l'influence modérée du comte de Vergennes; et les Necker et les Turgot avaient fait place à un Ramel et à un Benezech, sans que le peuple en fût moins chargé d'impôts ni plus libre.

L'égalité en droits politiques, le seul bien réel de la révolution, n'était pas assez appréciée par la classe moyenne, pour que chacun fût disposé à l'acheter au prix de son repos et de la prospérité de ses intérêts particuliers. Les journaux royalistes, en attaquant indirectement les hommes de la révolution, sapaient peu à peu leur crédit. Dans le midi, à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, l'opinion publique se prononçait contre eux; parce que le commerce, en souffrance, leur attribuait tous ses maux.

En un mot, à l'époque des élections du second tiers, tout annonçait que la nation ne fixerait pas son choix sur ces hommes qui dominaient la tribune depuis cinq ans, et que la majorité des conseils passerait du côté de leurs ennemis. Le Directoire, inquiet de ces dispositions, ne négligeait rien pour influencer les choix. Mais les institutions républicaines ne lui laissant pas de puissants moyens, il chercha du moins à obtenir dans les départements récemment réunis, des hommes qui avaient donné des gages de leur zèle pour les nouvelles doctrines et de leur attachement pour la république.

Les finances étaient dans un état déplorable. Bien que les armées eussent vécu en majeure partie sur le sol ennemi, et que l'expédition de Brest

eût été payée par les rescriptions bataves, le trésor était à sec. Un arriéré de 600 millions entravait le service courant des ministères; le gaspillage se glissait dans toutes les administrations, que Barras dirigeait avec aussi peu de délicatesse que d'habileté; la voie même des emprunts était fermée par l'horrible abus qu'on avait fait de la dette perpétuelle (1), non moins que par la suspension du payement des intérêts qui consommait la perte du crédit public.

L'issue de la négociation de Malmesbury, et le peu de succès de la mission du général Clarke auprès du cabinet de Vienne, prouvèrent que l'Autriche ne sut pas mieux que la France conclure la paix en temps opportun. Si le Directoire, en négligeant l'occasion de faire valoir ses succès sur le continent comme une juste compensation de ses revers maritimes, se condamna à une guerre dont il était difficile de prévoir le terme, d'un autre côté, les succès de l'archiduc, donnant à Thugut des espérances trompeuses, lui firent regarder la délivrance de l'Italie comme aussi certaine que celle de l'Allemagne; et, pour n'avoir pas renoncé à la Belgique, il s'exposa à perdre la Lombardie.

Décidé à recourir à la voie des armes, le cabinet de Vienne usa de toutes ses ressources pour soutenir avec plus de succès ce dernier assaut. Apprenant, d'une part, la chute de Mantoue, et de l'autre, la prise de la tête de pont d'Huningue, il affecta de regarder celle-ci comme une compensation de la perte de ce boulevard. Les Français, privés d'une tête de pont, ne pouvaient plus, disait-il, déboucher si facilement sur le haut Rhin; et l'invasion de l'Allemagne par Dusseldorf lui parut si peu à craindre pour Vienne, que, dès lors, il se décida à faire passer l'archiduc Charles en Italie avec une trentaine de mille hommes. On laissa derrière le Rhin, deux corps sous les ordres du comte de Latour : celui du haut Rhin, commandé par Starray; celui de la Lahn, par Werneck.

L'hiver fut utilement employé à lever et dresser des recrues pour compléter les régiments, et former de nouveau ceux dont les cadres étaient tombées en entier au pouvoir des Français. La Bohême, l'Illyrie, la Gallicie, furent soumises à une presse d'hommes, assez semblable à la réquisition de France; le contingent du Tyrol fut quadruplé; la noblesse hongroise, assemblée à la diète de Presbourg, cédant à l'ascendant du gouvernement impérial, et éveillée par les dangers dont les maximes républicaines menaçaient tous les corps privilégiés de l'Europe, vota, le 22 novembre, le don considérable de 50,000 recrues, de 10,000 chevaux de remonte, de 20,000 bœufs, des grains suffisants pour alimenter 300,000 hommes pendant un mois, enfin, des fourrages pour 80,000 chevaux. Bien qu'on soit autorisé à beaucoup rabattre de ces sortes de déclarations, il n'en est pas moins vrai que celle-ci témoigne, à combien de sacrifices la nation hongroise était disposée pour assurer le triomphe de la maison d'Autriche.

Cependant, des recrues ne sont pas des soldats; elles ne peuvent le devenir qu'au bout d'un certain temps et à l'aide de bons cadres, qui forment le fonds d'une armée : or, ceux-ci se trouvaient considérablement réduits; les plus braves officiers et sous-officiers avaient succombé; d'autres étaient prisonniers. A la vérité, l'impétuosité avec laquelle on faisait la guerre, dispensait d'une instruction aussi minutieuse que celle exigée par l'ancien système des campements, ou le service régulier de campagne. Il suffisait, pour arrêter les progrès des armées républicaines, de leur opposer des masses exercées à la marche et aux feux, et c'est à quoi visait le gouvernement.

Loin que les projets de Truguet et de Hoche eussent ébranlé la puissance britannique, comme on s'en était flatté, l'expédition d'Irlande avait tourné, par l'événement, à l'avantage de l'Angleterre. Le cabinet de Londres, profitant des alarmes que les armements de la république avaient semées dans les trois royaumes, demanda et obtint sans difficulté la levée de 15,000 hommes pour compléter les régiments de ligne. Trouvant en outre dans l'institution des gardes nationales de France, un exemple de ce que peut une milice

(1) Il fut un temps où la république liquidait à volonté ses créanciers, en assignats ou en inscriptions sur le grand livre. On demanda la révision de ces inscriptions, en citant pour exemple un créancier qui en avait obtenu une de douze millions, pour payement de 300,000 francs en numéraire.

Digitized by Google

bien organisée et animée de patriotisme, il créa un corps de fencibles de 60,000 fantassins et de 20,000 hommes de cavalerie, prêt à être mobilisé au premier signal. Le personnel et le matériel de l'artillerie furent considérablement augmentés. Les forces maritimes reçurent un accroissement proportionné; l'on renforça les stations de la Manche, et l'on établit des croisières sur tous les points présumables de descente. Enfin, le ministère, attentif à retirer des arts tous les secours que leur perfectionnement semblait lui offrir, par une heureuse application des procédés mécaniques aux manufactures d'armes, en accéléra la fabrication avec une rapidité prodigieuse, et imprima ainsi à ses arsenaux l'activité qui leur permit, quinze ans après, d'armer la moitié de l'Europe contre l'autre.

Toutefois, au milieu de ces apprêts, la situation des finances était loin de réaliser les espérances données au commerce par le chancelier de l'échiquier. La Banque, épuisée par un prêt de 300 millions fait au gouvernement, non-seulement se trouvait dans l'impossibilité absolue de fournir de nouvelles ressources, mais encore ne savait plus comment remplir ses obligations. Le déficit toujours croissant commençait à inquiéter d'autant plus vivement, que la guerre avec l'Espagne redoublait la pénurie des métaux nécessaires à la fabrication des monnaies; et pourtant il fallait 700 millions pour couvrir les dépenses. A tous ces maux, le ministère ne vit de remèdes qu'en ouvrant un emprunt de la moitié de cette somme; en autorisant la Banque à différer jusqu'à la paix l'échange de ses billets, qui avait eu lieu jusque-là à bureau ouvert; et en lui permettant d'en augmenter le nombre, par une émission de petits billets nécessaires aux besoins journaliers.

Cette mesure, qui pouvait causer une révolution dans la fortune publique, à peu près pareille à celle qui eut lieu en France, au commencement du siècle dernier, par suite du trop fameux système de Law, n'eut pourtant aucun résultat fâcheux : le prix des objets de consommation s'éleva, à la vérité, graduellement; mais la confiance des Anglais dans leurs institutions, et les capitaux immenses, amoncelés chez eux depuis un siècle, soutinrent le crédit public dans cette crise, et facilitèrent les opérations des ministres.

De plus cruels soucis vinrent bientôt les assaillir, et ajouter à ceux que l'émission du papier-monnaie leur occasionnait. La flotte, le soutien et l'espoir constant de l'orgueil national, couverte récemment encore de lauriers, s'insurgea sur des prétextes assez légers, et faillit mettre l'Angleterre à deux doigts de sa perte. Nous parlerons, dans le chapitre consacré aux affaires maritimes, de cet acte d'insubordination qui ternit les exploits de tant de braves; le tableau que nous offrons ici n'admettant pas de semblables détails.

L'empereur Paul, en montant sur le trône, changea un instant la face des affaires du Nord. Peu de jours avant sa mort, son illustre mère venait d'arrêter la signature d'un double traité d'alliance avec l'Autriche, et de subside avec l'Angleterre. Déjà, il était convenu qu'elle fournirait aux Autrichiens une armée de 40,000 hommes d'infanterie, 8,000 de cavalerie régulière, outre 12,000 de troupes légères : un ukase avait ordonné à cet effet la levée de 130,000 recrues. Soit que l'impératrice voulût employer tous ces moyens au midi de l'Europe, soit qu'elle eût résolu de se venger en même temps de l'affront reçu de Gustave IV, roi de Suède, ces préparatifs annonçaient de grands événements. Mais, le premier soin du nouvel empereur fut de révoquer cette levée. Plus jaloux de s'écarter des traces de Catherine, que d'adopter avec confiance sa politique, il affecta de se lier plus étroitement avec la Prusse, et de s'adonner tout entier à l'administration intérieure de son vaste empire.

Ces démonstrations pacifiques ne tardèrent pas à agir sur la confiance, en élevant le cours du papier-monnaie au-dessus même de sa valeur nominale : preuve palpable des ressources que la Russie possédait alors pour l'exécution d'une grande entreprise. Toutefois, ces résolutions n'eurent qu'une courte durée : le caractère bizarre de Paul était un garant certain pour le cabinet de Londres, qu'en le prenant par son faible, on l'entraînerait tôt ou tard à la guerre contre la France; et aucun moyen ne fut négligé pour atteindre ce résultat. Les partisans de cette guerre ne perdaient aucune occasion de lui représenter le danger de laisser accabler l'Autriche, par une puissance qui avait constamment soutenu l'empire ottoman, ni de lui rappeler l'alliance de Catherine et de Joseph II, comme

Digitized by Google

l'époque la plus heureuse et la plus brillante des annales russes. Tous ces raisonnements, plus spécieux que solides, n'étaient pas difficiles à réfuter victorieusement ; il suffisait aux amis de la paix de leur opposer la différence des temps et des circonstances. En effet, si Catherine s'allia à Joseph II, ce fut avant le partage qui créa leur rivalité; avant que la France, assaillie par toute l'Europe, ne fût, pour ainsi dire, épuisée par une guerre sanglante. D'ailleurs, au pis aller, la paix proposée par la république à l'Autriche, ne la plaçait point au-dessous de son état de 1792, puisqu'on lui offrait un équivalent de ses pertes, sans compter même les quatre millions d'habitants qu'elle venait tout récemment d'acquérir en Galicie. Aussi, l'empereur Paul agit-il avec prudence en déclarant formellement l'intention de se renfermer dans le rôle d'observateur, adopté par Catherine au commencement de cette guerre. Cependant, cette résolution étonna d'autant plus, que les ministres dont il était entouré ne partageaient point ce système.

Gustave IV, ce rejeton dégénéré du héros de Bender, croyant sans doute avoir hérité du génie de son père, en même temps que de la couronne, se hâta de proclamer son attachement aux émigrés français, dont celui-ci, dans une saillie d'humeur chevaleresque, s'était déclaré le champion. Cette démarche donnait trop de prise aux agents britanniques, pour que ce prince ne devînt point un instrument de la politique anglaise; et tout présageait ainsi que l'habileté du duc de Sudermanie n'aboutirait qu'à retarder les malheurs de la Suède, sans en détourner le cours.

Le Danemark, déplorant ces vicissitudes dans les jeux de la fortune et de la politique, craignait d'être un jour victime des passions de ses voisins.

La Prusse, qui n'avait point changé d'attitude, voyait d'un œil paisible s'approcher le dénoûment d'un drame dont elle s'était retirée avec tant de bonheur. Sûre d'y gagner d'amples indemnités pour les minces cessions qu'elle avait faites, elle s'appliquait à ménager tous les partis, par ces attentions dont une diplomatie adroite sait dans le temps rehausser tout le prix aux yeux des puissances intéressées.

L'Italie, à l'exception de Venise, était passée tout entière sous l'influence française.

La cour de Naples s'applaudissait d'avoir traité à temps, sans dissimuler qu'elle était prête à s'engager dans de nouvelles intrigues contre la France. Une secrète inimitié rendait la paix avec elle aussi incertaine que la guerre.

Charles-Emmanuel, en montant sur le trône de Sardaigne, y avait apporté toutes les vertus et les faiblesses du prince de Piémont. Placé entre deux abîmes, il lui eût fallu le génie d'Amédée VIII, pour sortir avec gloire de l'embarras où les circonstances l'avaient plongé. Depuis quatre mois, les négociations, pour jeter ce prince dans l'alliance de la France, se traînaient avec peine : mais puisqu'il n'avait pas su se décider en temps opportun à un parti vigoureux, ce n'était pas quand les divisions Bernadotte et Delmas traversaient le Piémont pour renforcer l'armée d'Italie, qu'il fallait s'attendre à le voir prendre une grande résolution. Des gens qui osent tout, lorsqu'il s'agit du salut d'un État, prétendent que c'était, au contraire, le moment de tomber avec 40,000 hommes sur ces 15,000 Français dispersés, en déclarant, au préalable, la guerre à la république, contre laquelle on ne manquait pas de griefs. Mais, si de pareilles résolutions sauvent quelquefois une puissance; celle-ci répugnait trop au caractère loyal de Charles-Emmanuel, pour qu'on eût osé la lui proposer, surtout après la victoire décisive de Rivoli, et au moment de la chute de Mantoue. Tout portait donc le cabinet de Turin à se décider à l'alliance de la France; et l'attitude imposante de l'armée d'Italie le rendit plus coulant sur les conditions. Déjà un premier traité avait été signé dès le mois de février à Bologne, entre le général en chef et le comte de Balbo; mais le Directoire devenu plus exigeant, voulait aujourd'hui des auxiliaires, sans leur promettre le moindre dédommagement de leur sacrifice; et il refusa sa ratification en envoyant de nouvelles instructions au général Clarke à Turin. Celui-ci négocia enfin avec le ministre Damian de Priocca, un traité offensif et défensif, qui ne fut néanmoins signé que le 8 avril, lorsqu'il cessait d'être d'aucun intérêt.

La Porte, s'il faut en croire le ministre Charles Delacroix, sortait enfin de son sommeil léthargique; et, cédant aux sollicitations d'Aubert-Dubayet, témoignait le désir d'interposer sa médiation

Digitized by Google

armée, pour décider l'Autriche à la paix. Déjà le ministre des relations extérieures affirmait au général Clarke que des rassemblements considérables étaient ordonnés à cet effet en Bosnie; mais on a eu tout lieu de croire que le divan s'en tint à des promesses. Toutefois, il annonça l'intention d'adopter un nouveau système de politique, en envoyant des ambassadeurs extraordinaires aux puissances chrétiennes, et particulièrement en France: ce qui, jusque-là, avait été contraire aux usages de la Porte.

L'Espagne faisait tous les efforts dont un gouvernement caduc, et entaché de favoritisme, était capable, pour que l'alliance avec la république tournât au profit des deux nations. Mais l'embarras de ses finances, accru par la gêne que la guerre avec les Anglais imposait au commerce, entrava bientôt l'essor de sa bonne volonté. Déjà le désir d'une fatale émancipation agitait les colonies; une conspiration, à la vérité presque aussitôt étouffée que découverte, fut à Carracas le prélude de l'insurrection qui, longtemps comprimée, éclata douze ans après.

Il ne fallait aux successeurs de Walpole qu'un point d'appui sur le vaste continent américain, pour changer la route du commerce avantageux, auquel Cadix, la Corogne et autres ports de la Péninsule étaient redevables de leur prospérité.

En attendant, Charles IV ordonna à ses escadres de se réunir dans le premier de ces ports pour aller ensuite, de concert avec la flotte de Brest, renouveler la glorieuse promenade de l'amiral d'Estaing dans la Manche. Nous verrons plus loin le funeste résultat d'une entreprise, dont tout présageait la réussite.

La Hollande, humiliée dans les Indes, entravée dans ses relations commerciales, avait vu Beurnonville mettre garnison à Amsterdam: démarche dont ces fiers républicains avaient autrefois fait un crime à leur stathouder. Le mauvais état de ses finances, le peu d'accord dans les opinions des équipages de la flotte, et même de la nation, réduisaient la république batave à un état d'inertie et de langueur déplorables. Les unitaires et les fédéralistes se disputaient encore avec aigreur sur les principes de la constitution; et, si les premiers avaient eu le dessus en ce qui concernait l'autorité nationale, le régime fédéral prévalut pour l'administration financière et intérieure des sept provinces. Forcés d'ailleurs de marcher dans le système de la France, soit par le sentiment de leur propre conservation, soit par la conviction de l'intérêt du pays, les directeurs de la république batave se prêtaient d'assez bonne grâce à tous les sacrifices qu'on exigeait d'eux. Séduits par le triomphe momentané de leurs doctrines, ils s'apercevaient à peine que leur commerce déclinait, que la marine tombait en ruine, et que l'indépendance de la Hollande n'était plus qu'un vain mot. On les berçait de l'espoir de tout recouvrer à la paix par l'intervention de la France, afin de les engager à seconder puissamment la république victorieuse, pour obtenir en revanche de meilleures conditions: et leurrés par ces illusions ils fermaient les yeux sur les fléaux dont ils étaient menacés.

Les États-Unis étaient, au contraire, à la veille de se brouiller avec le Directoire. Depuis les plaintes portées par Washington contre l'envoyé Genest, la froideur n'avait fait que s'accroître entre les deux gouvernements. Le Directoire, enorgueilli par ses victoires, accusait les Américains de ne rien faire pour se soustraire au despotisme des Anglais envers les neutres: il leur reprochait même les traités de commerce, récemment conclus avec leurs anciens oppresseurs. Washington venait de quitter la présidence, en déclarant qu'il ne l'accepterait plus; le gouvernail avait été remis à John Adams, dont les principes d'aristocratie et l'attachement à l'Angleterre donnaient de l'ombrage. Pinckney, envoyé à Paris pour succéder à Monroë, y fut mal accueilli; et peu s'en fallut qu'on n'en vînt ouvertement à des hostilités.

Telle était la situation politique des principales puissances de l'Europe au commencement de la campagne de 1797. Les brillants succès de Rivoli et la chute de Mantoue, prescrivaient au Directoire de diriger l'effort principal en Italie, où il eût été très-facile de porter 100,000 hommes. Les talents et le génie du général en chef garantissaient qu'avec de tels moyens il dicterait la paix à l'Autriche; surtout, si une armée de même force pénétrait de nouveau dans la vallée du Danube.

Le Directoire n'en jugea pas de même; la jalousie qu'inspirait Bonaparte à trois de ses membres,

Digitized by Google

le décida à porter les plus grands coups en Allemagne; et, d'un autre côté, les revers de Jourdan n'ayant pas dessillé les yeux de Carnot, en lui montrant le danger d'y agir à la fois sur deux lignes, tout concourut à donner une mauvaise direction aux opérations. En effet, Hoche, à peine revenu de sa course malheureuse sur les côtes d'Irlande, reçut l'ordre de diriger l'élite de ses forces sur l'armée de Sambre-et-Meuse, et d'en prendre le commandement : l'autre partie des troupes de l'expédition rejoignit en toute hâte l'armée de Rhin-et-Moselle. Ainsi, près de 140,000 combattants s'apprêtèrent à fondre sur la Franconie et la Souabe, tandis que Bonaparte, renforcé par les seules divisions Bernadotte et Delmas, s'avancerait par la Carinthie au cœur des États héréditaires, avec 60,000 hommes, contre l'élite et le gros des forces impériales, conduites par le vainqueur de Wurtzbourg et de Kehl.

A ce vice radical du plan des républicains, il faut ajouter qu'on retarda d'un mois entier le passage du Rhin. Les versions ne sont point d'accord sur la cause de l'intervalle étonnant qui exista entre l'ouverture de la campagne sur ces deux théâtres. Ce défaut d'ensemble, si préjudiciable en 1796, était bien plus blâmable dans cette occasion, où l'armée, déjà aux portes de la Carinthie, semblait devoir attendre, sinon l'arrivée des deux armées d'Allemagne sur le Danube et la Lech, du moins leur entrée en action au delà du Rhin. Les uns ont attribué au Directoire ce manque de concert dans les opérations; d'autres l'ont rejeté sur la précipitation de Bonaparte, qui voulut avoir la gloire de conquérir seul la paix, en devançant l'époque fixée pour commencer les hostilités. Cette dernière assertion nous paraît d'autant plus dénuée de fondement, qu'on voit, par la correspondance de ce général, qu'il reçut l'ordre d'agir sans retard : il était, en effet, si urgent de prendre l'initiative en Italie, et d'y attaquer les Autrichiens à l'improviste, que, pour peu qu'on eût tardé, l'archiduc Charles, arrivant sur le Tagliamento avec les renforts tirés de l'armée du Rhin, eût été en mesure de s'opposer à l'invasion méditée.

D'ailleurs, quand bien même le Directoire aurait fixé l'époque de l'ouverture de la campagne beaucoup plus tard, Bonaparte eût agi très-habilement en la devançant, attendu qu'il était toujours possible au gouvernement de le faire seconder à la fin de mars, en ordonnant à 100,000 hommes de passer le Rhin, et de déboucher en Allemagne.

Moreau manquait, il est vrai, de beaucoup de choses indispensables pour exécuter le passage du fleuve : mais rien n'empêchait Hoche, établi à Neuwied et à Dusseldorf sur la rive droite, d'attirer à lui la majeure partie des troupes commandées par le premier, de s'avancer sur le Necker, et de favoriser ainsi, par une puissante diversion, la marche hardie de l'armée d'Italie. Sans doute, pour se lier directement à Bonaparte, il eût été plus convenable d'agir sur la frontière de Suisse et des Grisons, que de courir sur la Lahn; mais encore valait-il mieux prendre la ligne la plus longue, que de retarder de six semaines la coopération de deux armées, supérieures de beaucoup à celle qui devait supporter le principal fardeau de l'offensive; car, dans ce laps de temps, elles pouvaient arriver à Donawerth au lieu de rester oisives derrière le Rhin.

Quoi qu'il en soit, on ne saurait mettre en doute que le succès de la campagne sur la frontière du Frioul, ne dépendît uniquement de la promptitude et de l'impétuosité avec laquelle Bonaparte sut prévenir son adversaire.

De son côté, le conseil aulique s'appliquant à tirer le meilleur parti possible des éléments qui étaient à sa disposition, n'eut pas le temps, à ce qu'il paraît, de méditer un plan de campagne avec sa gravité accoutumée : si bien que l'armée du Frioul resta exposée aux assauts impétueux de Bonaparte, avant l'arrivée des troupes de l'archiduc Charles; et que celle du Rhin demeura en prise aux efforts de Hoche et de Moreau, aussitôt que ses grands détachements eurent mis le pied hors de l'Allemagne.

CHAPITRE LXXI.

Ouverture de la campagne en Italie. — L'archiduc Charles, prévenu par Bonaparte, est accablé au Tagliamento, à Gradisca, à Tarvis et à Neumarck. — Expédition de Joubert dans le Tyrol. — Préliminaires de Léoben. — Insurrection des États de Venise.

Pendant que les troupes françaises s'avançaient

Digitized by Google

victorieuses sur Rome, et que Bonaparte dictait au pape le traité de Tolentino, les divisions Bernadotte et Delmas, après avoir franchi le mont Cénis, défilaient à travers le Piémont et la Lombardie, pour venir joindre l'armée sur l'Adige. Ce renfort d'environ 18,000 hommes, passa les Alpes pendant un hiver rigoureux, à l'insu du cabinet de Vienne. Bien qu'au premier abord il semble étonnant qu'un mouvement si long ait pu rester ignoré, quand on songe que, trois ans plus tard, l'armée de réserve partie de Dijon, arriva dans la vallée d'Aoste, avant que le général Mélas en fût instruit, cela n'a plus rien de surprenant, et prouve seulement que l'espionnage était alors fort négligé à l'état-major autrichien.

Quoi qu'il en soit, Bonaparte, débarrassé de toutes craintes sur ses derrières, attendait avec la plus vive impatience l'arrivée de ces divisions, pour tomber sur l'archiduc Charles : et, convaincu que Venise n'épiait qu'une occasion favorable pour se déclarer contre la France, il résolut de lui donner assez d'occupations dans ses États de terre ferme, pour lui ôter toute possibilité de lui nuire (1). Après avoir laissé au général Victor le soin de surveiller l'exécution du traité avec le pape, il accourut à Padoue, d'où il activa les préparatifs de son entrée en campagne.

De son côté, l'archiduc Charles, arrivé le 7 février à Inspruck, y avisa avec le comte de Lehrbach aux moyens d'effectuer la levée en masse du Tyrol. L'aile droite de l'armée impériale, aux ordres des généraux Kerpen et Laudon, destinée à agir de concert avec les habitants disposés à défendre leurs foyers, avait pris position derrière le Lavis et la Noss; les restes de l'armée d'Alvinzy s'établirent derrière le Tagliamento. L'intervalle entre ces deux masses principales était gardé par la brigade Lusignan, postée à Feltre derrière le Cordevole. Le comte Hohenzollern, observait la Piave, avec ordre de ne pas s'engager, dans le cas où les Français s'avanceraient en forces. L'archiduc trouva son armée dans un tel délabrement, qu'il partit aussitôt pour Vienne, afin d'aviser avec le conseil aulique à de nouveaux moyens de défense.

L'armée républicaine était à peu près organisée comme on le verra au tableau ci-joint.

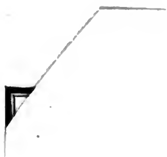
Quatre divisions, sous les ordres immédiats de Bonaparte, se réunirent dans la marche Trévisane à la fin de février; celle de Masséna se trouvait à Bassano; Serrurier, à Castel-Franco; la division Augereau, commandée par Guyeux, à Trévise; le général Bernadotte arrivait à Padoue; Joubert, avec l'aile gauche formée de sa division et de celles des généraux Delmas et Baraguey-d'Hilliers, était opposé dans le Tyrol aux corps de Kerpen et de Laudon.

Le général Balland commandait dans le Véronais; Miollis à Mantoue; Gauthier à Livourne. Les divisions Victor et Lasalcette gardaient la Marche d'Ancône et la Lombardie. La première, belle et nombreuse, formait un détachement considérable, dont l'objet était de surveiller Naples et Rome. Quelques personnes ont pensé que la paix définitive étant signée avec ces deux puissances, le général français n'avait rien à en redouter tant que la victoire serait fidèle à ses drapeaux, et que le meilleur moyen de l'y fixer eût été de porter cette division à l'armée active dans le Tyrol ou la Carinthie. La juste défiance qu'inspirait le gouvernement pontifical, l'agitation qui régnait à Macerata et dans les vallées de l'Ombrie, de la Marche d'Ancône et du duché d'Urbin, motivèrent sans doute cette mesure. Bonaparte, en effet, ne manqua pas d'appeler le général Victor à l'armée, aussitôt que ses succès l'eurent décidé à franchir les Alpes Noriques, et que les affaires furent terminées dans la Romagne.

Les forces que les puissances belligérantes avaient destinées à agir sur cette frontière, étaient à peu près égales en nombre. On les estimait, de part et d'autre, à 60,000 hommes : mais les divisions tirées de l'armée impériale du Rhin, ne devaient arriver que dans les premiers jours d'avril; et celle de Bonaparte, déjà rassemblée vers la fin de février,

(1) Les avis sont encore partagés sur ce point : la correspondance de Kilmaine prouve que l'adjudant général Landrieux fut employé par ses chefs, à des intrigues dans le Bergamasc et le Brescian. Bien que Bonaparte ait ensuite dépeint cet officier comme un intrigant, on peut croire qu'il céda à des insinuations supérieures dont, au reste, nous ignorons la source.

Digitized by Google



de la mer N

Digitized by Google

Digitized by Google

l'emportait en outre de beaucoup sur l'armée autrichienne, par sa composition; car elle opposait l'élite des troupes françaises à des soldats de nouvelle levée, ou démoralisés par leurs fréquentes défaites. Les divisions venant du siége de Kehl faisaient seules exception : elles étaient l'espoir de l'archiduc, et, malheureusement pour lui, elles arrivèrent trop tard. Au reste, cette différence se trouvait en quelque sorte compensée par les avantages que le Tyrol et les dispositions de la république de Venise, offraient aux Autrichiens pour une guerre défensive.

Toute l'audace et la vigueur de Bonaparte étaient nécessaires pour l'exécution du plan de campagne. Avant d'arriver au cœur de l'Autriche, l'armée française avait à franchir les longs défilés des Alpes Noriques et Juliennes, en laissant sur sa gauche le Tyrol, dont les habitants belliqueux, menaçaient de couper ses communications par la vallée de l'Adige, d'où les Impériaux avaient déjà débouché deux fois pendant la dernière campagne; et sur sa droite, la Hongrie, la Croatie et les places vénitiennes, dans lesquelles sa faiblesse ne lui permettait pas de laisser des garnisons. Les conséquences les plus graves dérivaient du moindre échec, dans ces contrées où les communications, déjà si difficiles, devaient rester à la merci des Vénitiens ou des Tyroliens.

Ce fut néanmoins dans ces conjonctures que l'armée française se mit en mouvement, le 10 mars, pour attaquer les Impériaux. Quelques combats préliminaires avaient eu lieu, tant à la droite sur la Piave, qu'à la gauche dans le Tyrol sur la ligne du Lavis : partout les avant-postes ennemis avaient été repoussés.

Mais, pour apprécier l'importance de cette campagne, il est nécessaire de faire connaitre sommairement le théâtre sur lequel les armées françaises allaient opérer pour la première fois. Il s'agissait, pour aller dicter la paix à l'Autriche jusque dans Vienne, de franchir la chaîne des Alpes qui, partant du Saint-Gothard, se dirige d'abord à l'est, puis se divise aux sources de la Drave en deux branches : l'une court au nord-est vers Rottenman, et longe la vallée du Danube; l'autre tourne au sud-est, et sépare les versants des eaux de l'Adriatique de ceux de la mer Noire. (*Voyez* la carte en 4 feuilles.)

Les affluents du Danube par lesquels on pouvait déboucher dans le bassin de ce fleuve, sont l'Inn et la Drave. Cette dernière rivière est remarquable en ce que, prenant sa source presque aux mêmes lieux que l'Adige, et coulant parallèlement à la chaîne principale, elle est traversée par toutes les communications de l'Autriche avec le Frioul et une partie du Tyrol.

Les deux points principaux par lesquels on peut déboucher dans le bassin de la Drave, sont 1° le col de Tolbach, en remontant l'Adige jusqu'à Brixen, puis entrant à l'est dans le Pustherthal; 2° le point de partage des Alpes Noriques et des Alpes Juliennes, auquel ont peut arriver également par la Fella, l'une des sources du Tagliamento, et par la Corintiza, l'une de celles de l'Isonzo. Le nœud commun des deux routes est Tarvis, sur le Gailitz, affluent de la Drave.

L'Autriche était depuis longtemps dans une grande sécurité sur cette partie de ses frontières : elle avait regardé le Mincio comme une barrière redoutable, et ne supposait pas qu'un ennemi victorieux s'aventurât au delà de l'Adige, sans être maître du Tyrol, dont la conquête offrait plus d'un obstacle. La ligne de la Piave était peu importante, parce que les débouchés par les sources de cette rivière sur la Drave, sont peu praticables. Il n'en était pas de même du Tagliamento et de l'Isonzo, dont la direction barrait à la fois la route du Frioul, et conduisait par les inflexions de son cours sur la ligne d'opérations des Autrichiens. Villach, comme nœud de toutes les communications, devait être le point stratégique des deux partis. (*Voyez* pl. XXVII.)

Le Tagliamento ne présentait pas une ligne de défense avantageuse, mais pour se porter ensuite sur Villach, il fallait remonter le ravin étroit de la Fella, et passer le col de Malborghetto. Le principal obstacle sur cette route était un fortin appelé la *Chiusa Veneta*, qui fermait la vallée sur toute sa largeur, moins le lit du torrent. Il consistait en une maison à deux étages, solidement construite, et sous laquelle passait la route. Les pentes des montagnes qu'il fallait gravir pour le tourner, étaient difficilement accessibles.

La ligne de l'Isonzo couvrant le Frioul autrichien, et communiquant en arrière avec la Drave

Digitized by Google

par la route de Laybach, n'était pas d'une moindre importance : quoique Udine et Palma-Nova n'eussent pas été mis en état de défense, elle présentait un barrière formidable, parce qu'on ne pouvait déboucher sur la rive gauche de l'Isonzo qu'entre Gorizia et Monfalcone: en effet, une chaîne de montagnes impraticables borde cette rivière depuis le point de partage des eaux jusqu'auprès de la première de ces villes, et depuis la seconde, l'Isonzo se perd dans les lagunes du golfe de Trieste. Mais cette ligne était tournée aussitôt qu'on avait pénétré à Tarvis, soit par la Fella, comme nous avons dit, soit par la Corintiza; ce qui était possible, parce que la route de Tarvis remonte la rive droite de l'Isonzo jusqu'à Canale, et que l'on peut y faire déboucher des corps légers entre cette ville et Caporetto. L'entrée de la gorge de la Fella était défendue par la *Chiusa-di-Pletz*, espèce de fort en maçonnerie, adossé à des rochers escarpés et séparés de la route par un ravin où se précipite ce torrent. Il n'existait entre Gorizia et Monfalcone que le poste de Gradisca servant de tête de pont de quelque résistance.

On voit par là que les positions défensives de l'archiduc entre les montagnes et la mer Adriatique, n'étaient plus tenables, dès qu'on menaçait leur droite, où se trouvaient en même temps le point stratégique décisif, et la communication directe avec Vienne. La division Masséna formant la gauche du corps de bataille destiné à marcher sur le Frioul, fut donc chargée de culbuter le petit corps de Lusignan, et de gagner les montagnes pour tourner le flanc droit des Impériaux, pendant que les trois autres divisions attaqueraient leur ligne de front. Pour assurer le succès de cette manœuvre, le général Baraguey-d'Hilliers, commandant la droite de Joubert dans les gorges de la Brenta, reçut l'ordre d'agir de concert avec Masséna, et de se conformer à ses instructions. Ce dernier se dirigea, le 11 mars, sur Feltre, et le 12 sur Bellune. La division Serrurier s'établit à Assolo, et passa la Piave vis-à-vis de San-Vito, en face d'un détachement ennemi, qu'elle poursuivit jusqu'à San-Salvator. De son côté, Guyeux effectua le passage de cette rivière sans difficulté près d'Ospedaletto, et alla prendre position à Conegliano. Le comte de Hohenzollern, dont le corps était compromis par ces mouvements, leva son camp de Campana.

Le 13 mars, la division Guyeux, marchant sur Sacile, atteignit l'arrière-garde autrichienne à deux lieues de cette ville, et lui fit quelques prisonniers dans un engagement où le général Dugua fut blessé : Hohenzollern, ainsi pressé, se hâta de se replier, par Pordenone et Valvasone, sur le Tagliamento : Masséna, en remontant la Piave dans la direction de Cadore, atteignit à Longaro l'arrière-garde de Lusignan, qui opérait sa retraite de ce côté; bientôt devancée par les troupes légères des Français, elle est contrainte de se former en carré pour se faire jour; mais après plusieurs tentatives inutiles, elle mit bas les armes au nombre de 500 hommes, parmi lesquels se trouvait le général Lusignan lui-même.

Le 14, Masséna se rabattit sur Spilimbergo pour marcher ensuite par Gémona, dans l'intention de tomber sur la droite de l'armée impériale et de la refouler dans la plaine; Serrurier campa à Porto-Buffole; Guyeux occupa Pordenone. Le lendemain, la division Serrurier arriva à Belvedere.

L'effet naturel de ces mouvements fut d'obliger le prince Charles à réunir, sur la rive gauche du Tagliamento, la majeure partie des forces disponibles dans le Frioul; déjà même il n'avait plus que la cavalerie légère au delà de ce fleuve, et tout portait à croire que les deux armées ne tarderaient pas à se mesurer; mais l'archiduc, dont la brillante renommée ne pouvait détruire l'ascendant que le vainqueur avait pris sur ses troupes démoralisées, craignit d'engager une affaire sérieuse avant l'arrivée des renforts qu'il attendait de l'armée du Rhin, et renonça à défendre le passage du Tagliamento; il voulut seulement profiter de quelques retranchements élevés à la hâte sur la rive gauche pour retarder un peu la marche des Français.

Le 16 mars, Bonaparte, ne se doutant pas de cette résolution, s'avança avec les divisions Guyeux, Bernadotte et Serrurier, par Valvasone, sur les bords du Tagliamento. Les longues gelées en avaient tellement diminué les eaux, qu'il était guéable partout; néanmoins, l'arrière-garde impériale, barricadée dans quelques villages de la rive opposée, faisait mine d'en vouloir défendre le passage : elle

Digitized by Google

occupait Torrida, Rivis, Gradisca, Pozzo, Gorizia et Codroipo; la cavalerie s'étendait sur deux lignes dans la plaine, entre ce dernier village et Camino. Bonaparte, après avoir reconnu la position, donna ordre à Guyeux de se porter sur la gauche, entre Torrida et Rivis, et à Bernadotte, de descendre jusqu'en face de Codroipo. Une batterie de 12 pièces de canon fut établie sur chacun de ces points pour protéger leur mouvement. La division Serrurier, qui débouchait de Valvasone, força de marche pour servir de réserve aux deux premières : elle était précédée de la cavalerie, qui alla se ranger en bataille derrière la droite. Aussitôt que les généraux Guyeux et Bernadotte furent arrivés aux points de passage indiqués, ils disposèrent leurs divisions en colonnes; chaque demi-brigade ayant ses 1er et 3e bataillons ployés en colonne serrée sur les ailes du 2e : l'avant-garde de chacune d'elles était formée par une demi-brigade d'infanterie légère déployée, soutenue de deux bataillons de grenadiers serrés en masse sur ses ailes, derrière lesquels s'avançait un régiment de cavalerie. Bientôt l'artillerie entra en action, et une nuée de tirailleurs couvrit le lit de ce large torrent. (*Voyez* pl. XXVII.)

Cependant le général Duphot, à la tête de la 27e légère, se jette dans la rivière sous le feu de l'ennemi, et aborde de l'autre côté : il est soutenu par le général Bon, qui commande les grenadiers de la division Guyeux. Une attaque semblable, dirigée sur la droite par Murat, avec la 21e légère, est secondée par les grenadiers de la division Bernadotte conduits par Chabran. Toute la ligne, par un mouvement successif, présente des masses qui se flanquent réciproquement. A la régularité, à l'ensemble et à la précision des manœuvres, on eût dit que c'était un exercice de parade. Jamais armée ne marcha à l'ennemi dans une attitude plus majestueuse, ni plus fière. La cavalerie autrichienne essaya plusieurs charges au moment où l'infanterie française sortait de l'eau; mais elles furent chaudement accueillies. Le général Schulz, qui la commandait, voyant l'impossibilité d'entamer les républicains dans cet instant favorable, chercha à déborder le flanc droit de la division Bernadotte; mais Dugua et Kellermann, passant la rivière avec la cavalerie de réserve, volèrent à sa rencontre, soutenus d'une colonne d'infanterie conduite par Mireur, culbutèrent les escadrons autrichiens et prirent leur général.

Dès lors la retraite des Impériaux fut précipitée : leur infanterie, qui avait successivement évacué les postes de Torrida et Rivis, n'en tint que plus fortement le village de Gradisca pour la couvrir (1). Guyeux l'attaqua malgré l'obscurité, s'en empara, et poursuivit l'ennemi sur la route de Palma-Nova, à trois ou quatre milles du champ de bataille, sur lequel les trois divisions bivouaquèrent. Les Autrichiens perdirent, dans cette journée, 6 pièces de canon et 500 hommes : ils opérèrent leur retraite, en toute diligence, à la faveur de la nuit, ne voulant point engager d'affaire le lendemain.

Cependant Bonaparte ne se reposa point sur ces premiers succès : la gloire acquise par son adversaire en Allemagne, lui faisant redouter quelque retour de fortune, il prescrivit à ses avant-gardes de redoubler de surveillance dans le service; et suppléa, par de sages instructions, à ce qu'il manquait à des règlements tombés en désuétude.

Ainsi, dès l'ouverture de la campagne et malgré l'âpreté de la saison, l'armée française allait pénétrer dans la Carinthie presque sans combat. Le prince Charles, prévenu partout, était hors d'état d'arrêter la marche victorieuse de son adversaire : poursuivi pied à pied dans sa marche rétrograde, il vit arriver, le 18, sur le Torre, les divisions Bernadotte et Guyeux, qui s'étaient emparées, sans coup férir, de Palma-Nova, où il avait eu l'intention de s'établir et où il abandonna quelques magasins.

Le général français, heureux de trouver dans cette place un point d'appui pour ses dépôts, ordonna au général Chasseloup de la faire mettre en état de défense, sans perdre une minute; et à l'administration, de l'approvisionner pour un mois. Le plus difficile étant d'en armer les remparts, il prescrivit au général Lespinasse d'y employer quelques pièces prises aux Autrichiens, et toutes celles de fer qu'on trouverait à Udine ou sur les côtes de l'Adriatique.

A cette époque, le général Masséna était établi

(1) Il ne faut pas confondre ce village avec la ville du même nom sur l'Isonzo.

à Osopo et Gemona, au débouché des gorges du Tagliamento, dans lesquelles il poussa ses avant-postes. La marche de sa division, que nous avons vu tenir constamment les débouchés des montagnes, indique assez que le projet de Bonaparte était de gagner toujours la droite de l'archiduc : en effet, l'occupation des deux postes qu'on vient de nommer, donnait entrée à Masséna dans la vallée de la Fella, d'où il pouvait arriver en trois ou quatre marches sur Villach.

Décidé à suivre son adversaire au delà des Alpes, le général français chargea son chef d'état-major d'adresser à Joubert des instructions qui embrasseraient les différentes hypothèses susceptibles d'être amenées par le sort de la guerre. Cette précaution ne remplit pas entièrement son but : Berthier se contenta de recommander à son collègue de s'emparer de Brixen, et de rejeter l'ennemi au delà du Brenner, afin d'entrer ensuite en communication avec le corps de bataille de l'armée d'Italie, au moyen des éclaireurs qu'on pousserait de part et d'autre dans la vallée de la Drave. Il lui traça la conduite qu'il aurait à tenir, dans le cas où Kerpen parviendrait à le refouler sur la rive droite de l'Adige, au delà de Vérone ; il lui recommandait de se baser sur Mantoue, de se placer entre cette forteresse et le Pô, pour manœuvrer sur les communications des Impériaux et les empêcher de pénétrer en Lombardie ; mais il oublia, à mon avis, l'objet principal, qui devait être d'assurer sa jonction avec le gros de l'armée par un mouvement concentrique.

Aussitôt après le passage du Torre, par les divisions Serrurier et Bernadotte, la droite de l'armée française se porta sur Gradisca. On a cru que cette direction n'était pas la plus convenable, et qu'il eût été plus conforme aux principes stratégiques de porter le gros des forces par la gauche, vers Gorizia, sur l'extrémité opposée à la mer. Peut-être le général français, en déviant dans cette occasion de son système ordinaire, avait-il l'intention de gagner la gauche de l'archiduc pour le prévenir par Dorenberg ou Czerniza, sur la route de Laybach, afin de le rejeter dans les gorges du haut Isonzo, dont Masséna était sur le point de fermer toutes les issues. Cette supposition ne paraît pas dénuée de fondement ; et le lecteur, en examinant les rapports de la chaîne des Alpes Carniques avec le point de Tarvis, dont Masséna allait s'emparer, et avec ceux de Czerniza ou de Heidenschalt, vers lesquels Bonaparte se dirigeait, saisira au premier coup d'œil le but de ses manœuvres et la position difficile où l'archiduc devait se trouver.

Ce prince s'était flatté que l'Isonzo opposerait une barrière d'autant plus sûre à la marche rapide des Français, que le passage de cette rivière ne peut être tenté par une armée qu'entre Gorizia et Monfalcone. Dans la saison des hautes eaux, ce torrent est rapide, large et profond; mais des gelées consécutives avaient tellement appauvri son lit, qu'il était guéable partout. La ville de Gradisca, située sur la rive droite, avait été couverte d'ouvrages de campagne pour servir d'appui à l'aile gauche des Autrichiens dans le cas où ils eussent défendu la ligne de l'Isonzo. Bonaparte, ayant appris que cette place était occupée par quatre bataillons, résolut de leur couper la retraite. A cet effet, Bernadotte se présenta devant cette ville par la route de Palma-Nova ; tandis que Serrurier se portait par celle de Monfalcone, vis-à-vis de San-Pietro, afin de passer l'Isonzo au-dessus du pont de Casseliano, et d'en remonter la rive gauche pour l'investir. L'ennemi avait réuni sur ce point quelques troupes, soutenues d'artillerie, dans l'intention de défendre le passage. Le chef de brigade d'artillerie Andréossi, chargé de reconnaître un gué, ayant sondé la rivière à pied, les troupes furent disposées en colonnes serrées sur le centre, pour passer sous le feu des Autrichiens. Ceux-ci, intimidés par ces dispositions, se replièrent en toute hâte, abandonnant Gradisca à ses propres forces. Alors Serrurier se hâta d'arriver sur les hauteurs qui dominent cette place au nord et à l'est; tandis que Bernadotte, pour détourner l'attention de la garnison, ordonnait une fausse attaque contre les retranchements. Les Français, emportés par leur ardeur, s'avancèrent, la baïonnette croisée, jusque sous les murs de Gradisca, où ils furent reçus par un feu de mousqueterie et de mitraille, qui les força bientôt à se replier. Les Autrichiens s'applaudissaient de leurs avantages, quand Bernadotte mit en jeu quatre pièces de canon contre la porte de Palma-Nova, couverte d'une simple flèche. Au même moment, Serrurier parut sur

Digitized by Google

les hauteurs derrière la ville. La garnison s'aperçut trop tard qu'il n'y avait plus possibilité de se défendre, ni espoir de s'échapper : sommée de se rendre, elle capitula. Pour prix de leurs manœuvres, les républicains recueillirent dans cette journée, 2,000 prisonniers, 10 bouches à feu et 8 drapeaux.

Contrarié dans ses plans par l'arrivée tardive de ses renforts, l'archiduc ne pouvait mettre en pratique, devant Bonaparte, ce système de retraite lente et méthodique, dont il s'était servi avec tant de succès dans la campagne précédente contre Moreau. Son adversaire maniait ses masses avec trop de vivacité, pour ne pas le mettre dans la nécessité de combattre souvent, ou de faire une retraite désastreuse. Ce prince, voyant donc l'armée française franchir les dernières barrières des États héréditaires, aurait bien voulu concentrer toutes ses forces à Villach, en avant de la Drave, où venait d'arriver la première colonne des troupes de l'armée du Rhin. Pour parvenir à ce but, il s'agissait d'assurer la jonction de la droite du corps du Frioul commandée par le général Bayalitsch, avec les 4 bataillons de grenadiers déjà arrivés à Villach, et avec les divisions Mercantin et Keim, en marche vers Klagenfurth; le reste du corps du Frioul, sous le prince de Reuss et Hohenzollern, rassuré par cette jonction, eût opéré la sienne en faisant le grand tour de Laybach, et venant se rallier ensuite au corps de bataille par la route de Krainbourg.

Bien que le mouvement de Bayalitsch offrît quelques dangers, l'archiduc se flattait avec d'autant plus de fondement de le voir réussir, que la position de Villach, entourée de montagnes couvertes de glaces et de neiges, semblait inabordable : on ne pouvait y arriver qu'en forçant la vallée de la Fella, ou en traversant les gorges de Caporetto, dans celle de l'Isonzo. La défense de la première était confiée au général Ocskay, qui tenait avec une brigade les postes de Ponteba, du pont retranché de Casasola et de la Chiusa-Veneta. Le général Koblos gardait à l'entrée des autres, la Chiusa-di-Pletz, avec 4 bataillons de Croates.

De Villach, le prince Charles espérait, non-seulement couvrir la communication directe de Vienne, et communiquer par Lienz avec le corps du Tyrol, il comptait encore être à même de reprendre l'offensive dès qu'il aurait réuni le gros de ses forces; et menacer à son tour les communications de l'armée française, en s'avançant par la droite sur le Tagliamento, Udine et Palma-Nova.

Le passage rapide de l'Isonzo déconcerta tous ses calculs, et la faible résistance de Gradisca ne lui donna pas le temps de se reconnaître. Sa position, devenait, en effet, de jour en jour plus critique; et, pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil sur la configuration du champ d'opérations des deux armées. La rive gauche de l'Isonzo se trouvant bordée, comme nous l'avons dit plus haut, depuis ses sources vers Chiusa-di-Pletz jusqu'à Gorizia, par la chaîne escarpée des Alpes Carniques, l'intervalle entre ces deux points forme, dans l'étendue de vingt-cinq lieues, une barrière à peu près insurmontable pour un grand corps de troupes.

Après le passage du Tagliamento, le gros de l'armée impériale n'avait pas suivi la route directe qui mène d'Udine par San-Daniel et Tarvis à Villach : soit que le mouvement de Masséna, par Spilimbergo sur Osopo, l'en eût empêché, soit qu'il existât encore des rassemblements de troupes vers Gradisca, ou qu'il eût adopté cette dernière ligne pour base de ses opérations, le prince Charles s'était vu dans l'obligation de marcher sur l'Isonzo, laissant à son aile droite le soin de couvrir les passages importants qui donnaient accès aux Français sur ses communications. Mais, après avoir traversé ce torrent, il se trouva bien plus embarrassé encore : Masséna, continuant sa marche victorieuse contre le flanc droit de l'armée impériale, menaçait de la prévenir à Tarvis. Il importait que la colonne de droite, aux ordres des généraux Gontreuil et Bayalitsch, convoyant le matériel de l'armée, pût remonter à temps les vallées du Natisone et de l'Isonzo, pour gagner les passages de Caporetto, d'Ober-Preet et de Tarvis, avant les républicains. La division Guyeux, qui marchait en même temps de Cormons sur Cividale, paraissait destinée à la devancer. Menacé par Masséna et par Guyeux, suivi sur Gorizia par Serrurier et Bernadotte, l'archiduc n'avait d'autre parti à prendre que de prescrire à Gontreuil et Bayalitsch de hâter leur marche autant que les difficultés locales et

Digitized by Google

l'embarras des parcs le permettraient, puis de se retirer de sa personne, avec la gauche et les troupes du prince de Reuss, sur Laybach et Krainbourg : mouvements qui séparèrent ses colonnes par toute la chaine des Alpes Carniques, et les exposèrent à être accablées successivement par l'activité infatigable de son adversaire.

Bonaparte, en effet, fut à peine maître de Gradisca, qu'il se dirigea sur Gorizia avec les divisions Serrurier et Bernadotte, et qu'il porta, le 21 mars, celle de Guyeux sur Cividale. Instruit de la double direction que prenait l'armée autrichienne, et sentant la nécessité de se rallier à Masséna vers Tarvis avec le gros de ses forces, il laissa à Bernadotte le soin de poursuivre la colonne qui se retirait sur Laybach, et remonta l'Isonzo avec la division Serrurier par Canale sur Caporetto, où Guyeux se rendit en même temps par Pufero, et la vallée du Natisone. On va voir quel fut l'heureux résultat de ces mouvements combinés.

Sur ces entrefaites, Masséna avait atteint le but de son expédition. Après s'être emparé de la Chiusa-Veneta, et avoir forcé le passage du pont de Casasola, le 20 mars, il était entré le lendemain sans coup férir à Ponteba, d'où il avait poursuivi la brigade Ocskay jusqu'au delà de Tarvis, lui faisant 600 prisonniers, et enlevant tous les magasins établis dans la contrée pour les cantonnements autrichiens. On sent par là dans quelle position critique se trouvait, sans le savoir, le corps de Bayalitsch, que Guyeux avait refoulé le même jour dans les gorges de Caporetto, après un léger engagement à Pufero.

L'archiduc apprit à Krainbourg l'occupation de Tarvis par Masséna. Prévoyant alors que la colonne de Bayalitsch allait être coupée, il donna l'ordre à Ocskay de reprendre ce bourg, où les Français n'avaient encore que des avant-postes; mais il était à craindre que cet ordre arrivât trop tard; et, en effet, il ne fut pas exécuté. Ocskay, fort maltraité, s'était retiré jusqu'à Wurzen dans la vallée de la Save. Gontreuil, qui couvrait la marche par le col d'Ober-Preet, se présenta seul vers Tarvis et parvint à en expulser les avant-postes français : il les rejeta même jusque sur Safnitz, espérant protéger par cette position la marche de Bayalitsch et des parcs; mais il fut attaqué, le 22, au matin, par toutes les troupes de Masséna, qui le culbutèrent à son tour au delà de Tarvis, avec une perte considérable. La division victorieuse se borna alors à faire observer la route de Villach, et se rabattit dans les gorges de Raibl, où de nouveaux succès devaient couronner une manœuvre aussi sage.

Le prince Charles a rejeté la mauvaise issue de cette affaire sur l'inexécution de ses ordres par le général Ocskay; d'autres ont pensé que les généraux Gontreuil et Bayalisch ne furent pas exempts de blâme; enfin, des critiques ont attribué avec plus de vraisemblance cet événement, à la direction divergente des forces de l'archiduc après le passage du Tagliamento, autant qu'à la précipitation et à la rapidité des mouvements de son adversaire.

Pendant que Masséna repoussait successivement les brigades Ocskay et Gontreuil, Guyeux, soutenu en seconde ligne par la division Serrurier, poussait la colonne qu'il avait battue la veille, jusqu'à la Chiusa-di-Pletz. Le général Bayalitsch croyait continuer paisiblement sa marche sous la protection de ce fort et du petit corps de Koblos; mais l'infanterie française ayant gravi, non sans les plus grandes difficultés, les montagnes de Pletz, et paraissant sur les rochers qui dominent la Chiusa, en même temps que les généraux Bon et Verdier, à la tête des 4e et 43e de ligne, forçaient la route, les défenseurs, au nombre desquels se trouvait Koblos lui-même, mirent bas les armes.

La prise de la Chiusa découvrit la colonne autrichienne, dont la marche pesante l'eût probablement empêchée de gagner Tarvis saine et sauve, si déjà Masséna n'avait poussé des troupes jusqu'auprès de Raibl: prise alors en tête et en queue, cette division, après un court engagement, capitula. Quatre généraux, 3 à 4,000 hommes, 25 pièces de canon et 400 chariots de bagages, tombèrent par cet événement au pouvoir des Français.

La perte de ce double combat réduisit encore une fois l'archiduc à la défensive. Les divisions Mercantin et Kaim remplacèrent à peine les pertes essuyées par l'armée depuis l'ouverture de la campagne; c'était loin de la mettre en état de reprendre l'initiative. Toutefois, après avoir recueilli la brigade Ocskay et ses grenadiers à Villach, il laissa la division Mercantin à Clagenfurth; et se

Digitized by Google

porta, avec celles de Kaim et de Reuss, à Saint-Veit.

Maîtres des débouchés qui conduisent de l'État de Venise en Allemagne, les Français s'empressèrent, après l'affaire de Tarvis, d'aller prendre position à Villach sur les bords de la Drave. Les divisions Masséna, Serrurier et Guyeux s'y rendirent, le 28 mars, et le général Zayonscheck fut poussé de là sur Lienz, en remontant la vallée de la Drave, pour ouvrir une communication avec le corps de Joubert. Trouvant tout le pays en insurrection, il fut forcé de revenir sans remplir sa mission, mais non sans essuyer quelques pertes. De son côté, Bernadotte, après avoir battu à Camigna l'arrière-garde du prince de Reuss, se dirigea sur Laybach, par Vipacco, Prewald et Adelsberg. Chemin faisant, il poussa un détachement sur Idria, célèbre par ses mines de vif-argent, et où l'on trouva des matières préparées pour deux millions. Trieste, seul port considérable que l'Empereur possédât sur l'Adriatique, fut occupé, le 23 mars, par la réserve de cavalerie Dugua, dont la présence à l'armée n'était pas indispensable dans les montagnes de la Carniole; puis par une garnison d'infanterie tirée de la division Bernadotte.

Jusqu'ici nous n'avons rendu compte que des opérations du centre et de l'aile droite de l'armée française. Avant d'aller plus loin, il est à propos de jeter un coup d'œil en arrière pour suivre les mouvements de l'aile gauche, sous le commandement de Joubert, que nous avons laissée, le 19 mars, en position vers Trente, s'éclairant par les gorges de la Brenta jusqu'à Primolano et Cismone. Les trois divisions qui la formaient avaient devant elles, comme nous l'avons déjà dit plus haut, les corps de Kerpen et de Laudon séparés par l'Adige : le premier, cantonné en arrière du Lavis dans les vallées de Fiemme et de Cavalese se liait avec l'armée principale à Bellune par les gorges du Cordevole et de la Piave; l'autre, réparti le long de la rive gauche de la Noss, depuis son confluent jusqu'à l'Adige, prolongeait son extrême droite à Ponte-di-Legno dans le val di Sole.

Le vice de ce cordon est facile à saisir; il n'est pas nécessaire d'en faire la remarque : ainsi, de ce côté, les Français avaient l'avantage de la position.

Lorsque Bonaparte mit son armée en mouvement, il chargea Joubert de soumettre le Tyrol, regardé avec juste raison, comme un des plus fermes boulevards de l'empire autrichien, et dont la population, prompte à courir aux armes, devait si puissamment seconder les opérations des généraux Kerpen et Laudon. Cette entreprise était délicate, car Joubert avait à lutter contre la rigueur de la saison et des forces considérables. Nous allons voir comment il s'en acquitta.

Aussitôt que le centre et la droite de l'armée d'Italie eurent franchi le Tagliamento, Joubert ordonna une attaque contre toute la ligne, mais en la combinant de manière que l'effort principal tombât sur la gauche des Impériaux, qui offrait le point le plus vulnérable. En effet, l'Adige séparant les deux ailes de l'armée autrichienne, on les isolait pour toujours, si l'on prévenait celle de droite à Botzen. La division qu'il conduisait lui-même se chargea donc de forcer le passage du Lavis, vis-à-vis des hauteurs de Cembra, pour attaquer le corps de Kerpen, et se diriger ensuite par Cavriana sur son flanc gauche, tandis que Delmas et Baraguay-d'Hilliers remonteraient l'Adige par la route de Botzen. Le 20 mars, la brigade Belliard passant le Lavis à Sevignano sous le feu des avant-postes autrichiens, s'avança contre le corps de Kerpen qui couronnait le plateau de Cembra. Celui-ci, débordé par sa gauche presqu'au commencement de l'action, fut culbuté après un combat très-vif sur Saint-Michel, d'où il se retira précipitamment par les hauteurs dans la direction de Botzen, abandonnant Laudon à ses propres forces sur la rive droite de l'Adige. Le résultat de ce combat décisif fut environ 2,000 prisonniers, et quelques pièces de canon. Les Tyroliens y éprouvèrent, en outre, une perte considérable.

Joubert profitant de ses avantages, marcha le lendemain de sa personne avec les brigades Monnier et Vaux, sur Salurn, par les montagnes ; et poussa celle de Belliard par Cavriana et Pinzone sur Neumarck, dans la vue de couper la route de Cavalese, et de s'emparer du pont de cette première ville. Belliard, chemin faisant, délogea l'ennemi des hauteurs de Peza, et le poussa en désordre sur Neumarck, qui fut évacué pendant la nuit. Les deux autres divisions, n'ayant devant elles que des levées tyroliennes soutenues d'un faible détache-

Digitized by Google

ment de troupes de ligne, continuèrent à s'avancer sans grands obstacles sur la chaussée de Trente à Botzen. Le 22 mars, Joubert, après avoir réuni ses forces près de Neumarck, se porta avec l'avant-garde en reconnaissance aux environs de Santa-Barbara sur la route de Botzen.

Tandis qu'il était occupé de ce côté, Laudon, qui cherchait à rétablir ses communications avec Kerpen, arriva à Serviten, et fit attaquer Neumarck par ses troupes légères; soit qu'il eût dessein de gagner la chaussée de Botzen, soit que, ne supposant pas cette ville occupée par un corps aussi considérable, il crût pouvoir l'enlever d'un coup de main. Mais Belliard, devinant son projet, fit débarrasser le pont que Kerpen avait barricadé dans sa retraite, et marcha à la rencontre de l'ennemi avec la 85ᵉ qui se trouva sous sa main. Une fusillade très-vive s'engagea à l'instant : les Français repoussèrent successivement les Impériaux de Serviten et de Rungg sur Saint-Valentin, où la résistance fut plus opiniâtre. Le combat était encore incertain, lorsque le général Dumas, commandant la cavalerie, débouchant tout à coup du pont de Neumarck, chargea en flanc la colonne autrichienne et la culbuta. Les grenadiers de la 85ᵉ se jetèrent dans une redoute qui flanquait la droite de ce village, et prirent les deux pièces qui s'y trouvaient en batterie. Cet échec rendit Laudon plus circonspect, et le décida à se retirer dans la vallée de Méran. Les Français rentrèrent le soir à Neumarck avec plusieurs pièces de canon et 8 à 900 prisonniers.

Botzen leur ouvrit ses portes le même jour, et ils y trouvèrent heureusement des magasins dont ils avaient le plus pressant besoin. Cependant, la situation de Joubert se compliquait à chaque pas; car Botzen se trouvant à l'embranchement des vallées principales de l'Adige et de l'Eisach, et la première recélant le foyer le plus actif de l'insurrection, il fallait les occuper toutes deux. Y jeter un simple détachement, c'eût été l'envoyer à sa perte : y envoyer une division entière, c'était s'affaiblir en pure perte, puisque Botzen restait en prise d'un autre côté. Joubert, dans cette position délicate, laissa Delmas avec environ 5,000 hommes dans cette ville, en lui recommandant d'occuper fortement Terlan pour observer la vallée de l'Adige, puis dirigea le reste de son corps, droit sur Clausen.

Le général Kerpen l'attendait de pied ferme, en avant de ce bourg. La route qui y conduit de Botzen est resserrée entre l'Eisach et des montagnes inaccessibles : les Autrichiens étaient en bataille derrière ce défilé, protégés par de l'artillerie. Les Français se présentèrent, le 22 mars, pour le franchir. Le combat fut des plus opiniâtres, et la victoire était encore indécise à la chute du jour, lorsque l'infanterie légère républicaine, tournant les Impériaux par leur droite, parvint avec des peines infinies sur les rochers qui les dominaient, et fit rouler sur eux des blocs de pierre énormes. Joubert, profitant de ce nouveau genre d'attaque, s'avança alors contre le centre à la tête des 12ᵉ et 33ᵉ de ligne, formées en colonnes serrées. Les Autrichiens n'étant pas de force à résister à cet effort combiné, exécutèrent alors leur retraite, qui fut d'autant plus pénible que la nuit était très-obscure et pluvieuse. Brixen fut occupé le lendemain; on y trouva, comme à Botzen, des magasins assez considérables.

L'invasion qui menaçait le Tyrol, loin d'abattre ses habitants, réveilla en eux les sentiments les plus patriotiques, et les fit courir en foule aux armes. Le comte de Lehrbach, chargé de régularirer l'insurrection de la province, réussit par des proclamations où le faux se mêlait adroitement à la vérité, à allumer chez ces montagnards, simples et grossiers, la haine du nom français avec la soif de la vengeance. Des troupes innombrables de paysans armés d'excellentes carabines, de fusils de chasse, ou d'instruments aratoires, s'emparèrent de toutes les issues des principales vallées. Les levées de Hall, de Schwatz et de l'Innthal se rassemblèrent à Mittenwald-am-Sack pour couvrir les environs de Sterzing; les milices de Kitzbuhl et de Kufstein se chargèrent du poste de Gossensas; celles du Pusterthal et de l'évêché de Brixen couronnèrent les hauteurs qui couvrent leurs vallées; enfin, celles du haut Inn, assignées à Laudon, défendaient les avenues de Méran conjointement avec les troupes de ce dernier.

Ainsi, malgré l'échec qu'il venait d'essuyer, Kerpen pouvait encore couvrir le Pusterthal et les gorges d'Insbruck, en prenant position sur les

Digitized by Google

hauteurs de Muhlbach à l'embranchement des routes de Sterzing et de Prunecken, à deux lieues au nord de Brixen ; mais il commit la faute de s'établir à Mittenwald, de laisser la vallée de la Rient à découvert, et de ne garder que les ponts de l'Eisach sur la route d'Insbruck.

Toutefois, Joubert ne le laissa pas longtemps dans cette position : il l'attaqua le 28 mars. Quelques bataillons, fraîchement arrivés de l'armée du Rhin firent bonne contenance ; mais, à la suite d'une courte canonnade, l'affaire fut décidée par une charge de la 85e, que Belliard dirigea contre la droite en colonnes serrées par bataillon. La retraite des Impériaux, harcelée par les charges continuelles de la cavalerie de Dumas, leur coûta quelques centaines de prisonniers.

De Sterzing à Insbruck, on compte 16 lieues : la route qui y conduit, passe sur un contre-fort du Mont-Brenner, l'un des plus élevés du Tyrol. Cette montagne était désormais la seule barrière qui couvrît le chef-lieu de cette province, et déjà l'on s'attendait que l'armée française allait la franchir; néanmoins Joubert ne se laissa pas éblouir par les attraits d'une conquête inutile autant que dangereuse : gêné par des instructions qui lui indiquaient de baser sa retraite sur Mantoue ; alarmé par tous les rapports qui lui parvenaient de Botzen, et voyant les forces tyroliennes se multiplier devant lui, il fallait se résoudre à tout compromettre en restant ainsi divisé, ou à réunir ses forces, soit pour aller joindre l'armée en Carinthie, soit pour revenir sur ses pas. Si du moins il avait eu la certitude que l'armée dn Rhin s'avançât de nouveau en Souabe, il aurait pu se flatter que les succès de Moreau attireraient de ce côté une partie des forces qu'il rencontrait sur son passage. Mais, dans l'ignorance où il se trouvait également, et des opérations de Moreau et de Hoche, et des victoires remportées à Tarvis par Bonaparte, le parti le plus sûr était de temporiser. Sa position, sans être désespérée, devenait embarrassante : toute la contrée qui l'environnait était en pleine insurrection : il n'avait aucune communication avec les deux armées, dont il devait lier les opérations ; nne marche en avant comme une marche en arrière, aurait eu de funestes conséquences pour lui, si elle n'eût été faite avec connaissance de cause ; et dans ce pays de montagnes, il ne pouvait pousser de reconnaissances, sans s'exposer à les voir enlever (1). Ce manque de renseignements le détermina à prendre une position d'attente à Brixen, dont les magasins suffisaient pour alimenter ses troupes pendant quelques semaines.

A la vue de la marche rétrograde des Français, Kerpen rentra dans Sterzing, et plaça le lendemain son camp à Mauls, puis à Mittenwald. Le 31, il y eut un engagement très-vif entre les avant-postes à Unter-Aue, où les Autrichiens furent maltraités, et perdirent beaucoup de prisonniers. Le 2 avril, ils renouvelèrent leur tentative avec plus d'ensemble; Kerpen assaillit Unter-Aue, où il fut repoussé avec perte; mais Laudon déboucha sur Terlan dont il s'empara : le lendemain, il combattit vivement l'avant-garde républicaine postée en avant de Botzen. Sa droite, conduite par Neuperg, officier plein de valeur et d'intelligence, descendit par les montagnes sur Tramin pour s'emparer des communications des Français avec Vérone.

Sur ces entrefaites, Joubert reçut des nouvelles certaines de la marche de Bonaparte. Le colonel Eberlé, de la 85e, à l'aide d'un déguisement, ayant pénétré dans la vallée de la Drave, et acquis la certitude de ses progrès en Carinthie, il n'en fallut pas davantage ponr décider Joubert à opérer sa jonction avec lui par Lienz. Cette opération devenait de plus en plus urgente ; car pendant que Kerpen le tenait en échec sur son front, Laudon, dont les forces s'élevaient déjà à 12,000 hommes, y compris les troupes réglées de son corps, ne devait pas manquer de s'emparer de Botzen. Ce cas arrivant, il eût été très-difficile de passer sur le ventre à une troupe aussi considérable, électrisée par ses succès, combattant avec le courage du désespoir, dans des défilés où la tactique devient souvent inutile.

Le général français ordonna donc d'évacuer Botzen le 4, au matin, et prescrivit à la division Delmas de venir le joindre à Brixen. Ses troupes

(1) Quatre compagnies, formant partie du détachement de Zayonschek, qui avaient remonté la vallée de la Drave jusqu'à Lienz pour avoir de ses nouvelles, avaient été égorgées par les insurgés.

Digitized by Google

étant réunies le 5 avril, il se mit en marche de bonne heure pour Pruneken, après avoir brûlé les ponts de l'Eisach, entre Ober-Aue et Aischa. Son arrière-garde défendit encore Clausen et Seeben contre Laudon, atteignit Brixen avant la chute du jour, et se rendit, dans la nuit, à Pruneken. La destruction des ponts de l'Eisach paralysa les forces de Kerpen pendant cette journée. Ainsi, Joubert échappa aux deux corps autrichiens, remonta la Rient jusqu'au col de Tolbach, atteignit les sources de la Drave, et descendit à Lienz, d'où il continua sa route en côtoyant cette rivière jusqu'à Villach. Sa colonne n'eut, dans cette longue traversée, qu'un combat à livrer à des insurgés qui lui barraient le passage à Muhlbach près de Spital, et dans lequel il fit encore quelques prisonniers.

Vingt jours s'étaient à peine écoulés depuis l'ouverture de la campagne, et déjà l'archiduc avait perdu, en dix combats, le quart de son armée; le reste, découragé, en proie à toutes les privations, maintenant retiré derrière la Muhr, ne paraissait pas en état de poser des bornes à la marche victorieuse des Français. La chaîne méridionale des Alpes était franchie; il ne restait plus que la septentrionale à percer. Cette opération présentait des difficultés réelles, mais non pas insurmontables pour des troupes enflammées d'ardeur, et pleines de confiance dans l'habileté de celui qui les commandait.

Cependant l'armée était notablement diminuée plus encore par les fatigues excessives de marches forcées durant une saison rigoureuse, que par les garnisons laissées sur les derrières : elle comptait à peine 45,000 combattants. D'un autre côté, la jonction du corps de Joubert à l'armée principale, ayant dégarni le Tyrol, les habitants, réunis au corps de Laudon et à quelques bataillons tirés de l'armée du Rhin, menaçaient de rejeter les garnisons françaises en Italie, par les vallées de l'Adige. Des agents envoyés par le gouvernement autrichien dans la Hongrie, y préparaient une levée en masse, que la noblesse se montrait disposée à seconder de tous ses moyens. L'Illyrie, docile à la voix de ses maîtres, se levait; et l'insurrection se propageait jusqu'à Trieste. Enfin, le sénat de Venise, voyant l'armée enfoncée dans les Alpes Noriques depuis Laybach jusqu'à Klagenfurth, faisait des armements clandestins, et travaillait à soulever le peuple de ses provinces de terre ferme. Déjà, le provéditeur de Vérone, par une proclamation incendiaire, avait ouvertement excité la population de cette grande ville à une insurrection contre les Français : et le sénat, sous prétexte de comprimer l'esprit de révolte qui s'était manifesté à Bergame et à Brescia, avait fait prendre position sur les bords occidentaux du lac de Garda, à un corps d'esclavons aux ordres du général Fioravanti. Quoique les divisions Victor et Kilmaine, laissées en Lombardie et dans la Marche d'Ancône, fussent plus que suffisantes, avec les légions polonaise et lombarde, pour déjouer la politique de ce gouvernement, la situation brillante de Bonaparte n'était que précaire; le moindre revers pouvait la changer. Il fallait se hâter de revenir sur ses pas ou de marcher sur Vienne; il ne balança pas à prendre ce dernier parti.

Dès le 29 mars, son armée avança sur la route de Klagenfurth qu'occupait la division Mercantin, dont les avant-postes furent surpris; on leur enleva 200 hommes et 2 pièces de canon. En se repliant en ville ils y semèrent l'alarme, ce qui détermina l'archiduc à l'évacuer. Bonaparte y établit son quartier général. Le 30, il le transféra à Saint-Veit où l'armée prit position. De Klagenfurth, un corps léger fut poussé dans la direction de Marburg, en longeant la rive gauche de la Drave.

Mais, en marchant à grands pas vers son but, le général français ne dédaigna pas les moyens qu'offrait la politique pour se tirer d'embarras. C'est sans doute après avoir délibéré sur les circonstances graves où il se trouvait engagé, qu'il se détermina à écrire au prince Charles pour lui faire des ouvertures de paix, et qu'il adressa une proclamation aux habitants de la Carinthie en vue de calmer leurs esprits excités à la fois par tant de motifs puissants à secouer le joug des vainqueurs. Ces propositions pacifiques ne réussirent pas : l'archiduc, sans les rejeter ouvertement, laissa entrevoir par sa réponse, que, malgré ses revers, il tenterait encore le sort des armes, et que, dans tous les cas, il devait en référer à l'Empereur.

En conséquence, l'armée française se mit en mouvement, le 1er avril, pour se porter sur Freisach. A peine était-elle en marche, qu'un aide de

Digitized by Google

camp du prince sollicita une suspension d'armes de quatre heures. Le court espace demandé prouvait que ce n'était qu'une ruse dont Bonaparte ne serait point dupe. En effet, l'archiduc, qui occupait le sommet des Alpes Carniques, prévenu qu'une division venant du Tyrol (1), sous les ordres du général Sporck, s'était dirigée à grandes journées par Rattenberg et les vallées de la Salza et de l'Ens dans celle de la Muhr, où son avant-garde était déjà arrivée à la hauteur de Muhrau, aurait voulu gagner quelques heures pour faciliter sa jonction; mais Bonaparte, persuadé qu'une telle demande cachait quelque embarras, pressa le mouvement ordonné sur Freisach.

La division Masséna, formant tête de colonne, fut le 2 avril en présence de l'armée autrichienne. Celle-ci occupait les gorges de Dirnstein, formées par les montagnes qui s'élèvent en avant de Neumarck, et ferment le vallon où passe la route de Klagenfurth à Vienne. La brigade Lindenau était établie à Guldendorf et Pichlern; le prince d'Orange occupait Aneten et Bad-Aneten, ainsi que le village de Neudeck, qu'on avait retranché au centre de la position : celle de Kaim bivouaquait avec les réserves de grenadiers en avant de Neumarck, où le prince Charles avait son quartier général; la division Mercantin marchait sur Muhlbach.

La 2e légère, qui formait l'avant-garde de Masséna, attaque au même instant tous les postes avancés des Autrichiens, les culbute, et se jette en tirailleurs sur les flancs de la position. Ces premiers succès sont bientôt soutenus par le gros de la division Masséna et par celle de Guyeux, qui accélère le pas pour prendre part au combat. A la vue des progrès des républicains, le général Kaim se porte, avec sa division, en arrière des villages de Guldendorf et de Pichlern; ce renfort rétablit une sorte d'équilibre. Masséna, qui s'en indigne, réunit les grenadiers des 18e et 32e de ligne, en forme une colonne serrée à la tête de laquelle il pénètre au centre de la gorge dans Aneten et Bad-Aneten. Les Autrichiens, qui essayent de les défendre, sont renversés et rejetés sous les barricades de Neudeck, ce qui oblige Mercantin à abandonner Guldendorf et Pichlern pour n'être pas coupé. Neudeck est alors attaqué par les grenadiers républicains en même temps que par la 2e légère; on l'emporte au pas de charge, et on refoule les bataillons du prince d'Orange sur Neumarck.

L'archiduc, pour assurer leur retraite, fit avancer une brigade de grenadiers, dont la ferme contenance soutint jusqu'à la chute du jour les attaques successives de Masséna. L'armée française bivouaqua sur le champ de bataille, et l'archiduc profita de la nuit pour opérer sa retraite sur Hundsmarck. Dans ce combat, où la division Masséna seule fut engagée, les Impériaux perdirent 7 à 800 hommes, tués ou prisonniers. On trouva à Neumarck et à Freisach des magasins considérables de subsistances, quoique les Impériaux eussent cherché à les incendier dans leur retraite.

Il était de la plus haute importance pour le général français d'atteindre promptement Scheiffling, village situé à l'embranchement des routes d'Allemagne et d'Italie : les divisions Masséna et Serrurier s'y portèrent le 3 avril; et le quartier général y fut transféré le même jour. L'avant-garde de Masséna poussa jusqu'à Hundsmarck, où elle donna de nouveau sur une division d'infanterie autrichienne chargée de couvrir la retraite. Après un combat des plus rudes, celle-ci fut rejetée, partie dans la montagne à droite de ce bourg, partie sur la route de Saint-George.

Bonaparte, instruit à Scheiffling que la colonne de Sporck rôdait encore dans la vallée de la Muhr, lança à sa poursuite la division Guyeux; mais, favorisée par les gens du pays, elle parvint à opérer sa jonction avec l'archiduc par la route de Radstadt.

Dès le lendemain, l'armée républicaine prit la route de Léoben, dernier point stratégique où l'archiduc pût recevoir des renforts de l'armée du Rhin avant de descendre dans les plaines de Vienne. Ce prince céda sans coup férir Knittenfeld et Judenbourg, résolu de ne plus disputer le terrain, et d'accélérer sa marche vers la capitale, où, après avoir réuni tous ses moyens, son intention était de livrer une bataille décisive.

(1) Il paraît que le détachement de Sporck se trouvait sur la haute Piave vers Cortina, et que, pressé entre Joubert et Masséna, au moment où celui-ci défit Lusignan, il eut beaucoup de peine à rejoindre l'archiduc.

Digitized by Google

Cependant, la terreur produite par une série si rapide d'événements malheureux, affectait tous les esprits. En vain le comte de Saurau, gouverneur civil de l'Autriche, s'efforçait par des proclamations de relever le courage des habitants et de les engager à prendre les armes pour la défense commune; la consternation glaçait tous les cœurs. Le conseil aulique, de son côté, faisait tout ce qui dépendait de lui pour opposer une digue à l'invasion de Bonaparte. Mack, éloigné des affaires depuis deux ans, fut rappelé au comité de défense. Le général du génie Lauer fut chargé de diriger les travaux nécessaires pour remettre en état les fortifications de Vienne, un peu négligées depuis que cette capitale avait cessé d'être menacée par les Turcs. Des camps formés de milices et de dépôts, furent établis dans les lignes de Mariahülf. Enfin, la cour et toutes les administrations reçurent ordre de se tenir prêtes à partir pour Prague au premier signal.

De son côté, Bonaparte après avoir transporté son quartier général à Judenbourg, le 5, s'était vu dans la nécessité de s'y arrêter pour attendre la réunion de ses forces, qu'il avait trop disséminées en poursuivant l'ennemi sur toutes les directions. A la vérité, Bernadotte, qui s'était jeté sur la droite vers Laybach, avait laissé au général Friant le soin de veiller sur Trieste, et se rapprochait du centre en toute diligence par Klagenfurth: mais on concevait de vives inquiétudes sur le sort de Joubert, surtout depuis le retour de Zayonschek; on ignorait encore qu'il fût sur le point d'opérer sa jonction. Tout portait à croire que les armées du Rhin n'avaient point encore franchi le fleuve; et néanmoins, la poignée de braves, que ses succès avait, pour ainsi dire, entraînée aux portes de Vienne, allait se trouver forcée de livrer la bataille qui devait décider de sa ruine, ou donner la paix à l'Europe.

L'heureuse étoile de Bonaparte vint le tirer de cette perplexité. L'Empereur, craignant pour sa capitale, chargea les généraux Bellegarde et Merfeld de négocier. Ils arrivèrent, le 7 avril, à Judenbourg, et proposèrent une armistice de six jours. Quoique dans la position actuelle des deux partis, une suspension d'armes fût aussi nécessaire aux Français qu'aux Autrichiens, Bonaparte feignit de ne l'accorder que par générosité et comme un gage du désir sincère qu'il avait de conclure la paix; on pense bien toutefois que les conditions furent à son avantage. Les avant-postes de l'aile droite républicaine restèrent où ils se trouvaient le 7, entre Fiume et Trieste. La ligne se prolongeait par Marburg où elle coupait la Drave et suivait par Gratz, Bruck et le Liedelberg, jusqu'à Admont dans la vallée de l'Enns. L'armistice s'étendit également aux troupes agissant dans le Tyrol; et il fut convenu que les généraux des deux partis régleraient les postes qu'ils occuperaient dans cette province. On remarquera que la ligne de démarcation accordait à l'armée française Gratz, Bruck et Rottenmann, où elle n'avait pas encore pénétré.

Bonaparte, après avoir annoncé cet heureux événement au Directoire, et mandé le général Clarke de Turin, transféra son quartier général à Léoben. Il ne tarda pas à apprendre l'arrivée du corps de Joubert dans la vallée de la Drave, en même temps que les circonstances impérieuses qui l'avaient déterminé à quitter le Tyrol.

L'armée prit alors des cantonnements. Le général Serrurier occupa Gratz, l'une des plus florissantes villes des États de l'Empereur; Guyeux s'établit à Léoben; Masséna à Bruck; la division Bernadotte resta campée en avant de Saint-Michel: Joubert, échelonné de Villach à Klagenfurth, poussa la division Baraguey-d'Hilliers jusqu'à Gemona, autant pour assurer ses subsistances que pour surveiller les Vénitiens. Victor, en marche pour rejoindre l'armée, arrivait à Trévise. L'armée ainsi disposée, se trouvait à même, en cas de rupture, de reprendre aussitôt l'offensive, et de déboucher en quelques marches dans les plaines de Vienne. Sa ligne, qui, peu de jours auparavant, présentait un front immense depuis Brixen jusqu'à Trieste, fut resserrée dans un espace plus étroit, sans cesser de couvrir les grandes communications avec l'Italie.

Des événements moins prospères s'étaient passés dans le Tyrol et dans les États de Venise, à l'instant même où les bases de la paix se traitaient. Mais, afin que nos lecteurs soient à même de juger du véritable état des affaires dans ces contrées, nous reprendrons tout à l'heure les choses d'un peu plus haut.

Digitized by Google

Heureusement, cette levée de boucliers des Vénitiens, et les succès des Impériaux dans la vallée de l'Adige, n'apportèrent aucun obstacle à la signature des préliminaires de paix, qui eut lieu, le 17 avril, au château d'Ekwald, près de Léoben, entre le marquis de Gallo et le général Merfeldt, stipulant pour l'Autriche; et Bonaparte au nom de la république.

Ce traité, qui n'a jamais été officiellement publié, portait en substance : 1° La cession de la Belgique à la France, et la reconnaissance de ses limites constitutionnelles, c'est-à-dire, la réunion de la Savoie et du comté de Nice; car les provinces de l'Empire situées sur la rive gauche du Rhin, n'étaient point encore incorporées à la république par des décrets; 2° la réunion d'un congrès à Berne, pour y traiter de la paix générale; 3° la cessation des hostilités avec l'Empire; 4° un article secret portait cession de la Lombardie autrichienne, depuis l'Oglio jusqu'au Pô, moyennant une indemnité prise sur les États de la terre ferme vénitienne, situés entre l'Oglio et la Dalmatie turque; la ville de Venise aurait reçu en échange la Romagne avec les légations de Ferrare et Bologne; 5° la remise des forteresses de Palma-Nova, Mantoue, Peschiera, Porto-Legnago, ainsi que des châteaux de Vérone, ne devait se faire à l'Empereur qu'après l'échange des ratifications de la paix définitive; 6° enfin, l'Empereur consentait à ce que la république disposât du duché de Modène, pourvu qu'on assurât une indemnité au duc à la paix générale.

Le général français eut d'autant plus lieu de s'applaudir d'une transaction aussi avantageuse (1), qu'à l'instant même l'insurrection du Véronais prenait un caractère alarmant, les Tyroliens du corps de Laudon descendaient dans la vallée de l'Adige jusqu'à Bussolengo et dans celle de la Brenta jusque vers Bassano, enfin les Croates avaient enlevé Trieste et poursuivi les détachements du général Friant jusqu'aux portes de Gorizia. Si la guerre eût continué, ces différents corps, réunis aux Esclavons ou aux mécontents dont le sénat de Venise dirigeait l'armement, et incessamment soutenus par des troupes autrichiennes, eussent compromis les communications de l'armée, pendant qu'elle aurait eu sur les bras les principales forces de la monarchie autrichienne commandées par l'archiduc. Mais, avant de rendre compte du résultat de ces événements sur les derrières, il est convenable de jeter d'abord un regard sur les opérations des armées en Allemagne.

CHAPITRE LXXII.

Opérations des armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, jusqu'à la notification des préliminaires de paix. — Passages du Rhin à Diersheim et à Neuwied.

Après le départ des vieilles bandes emmenées par l'archiduc en Italie, les forces des Impériaux sur le Rhin, quoique notablement diminuées, se trouvaient néanmoins encore suffisantes pour soutenir la défensive, s'il y avait eu plus de sagesse dans leur répartition.

Le prince Charles avait regardé comme le complément de son devoir, de tracer à son successeur des instructions lumineuses, sur la conduite à tenir pour conserver ses positions, en concentrant ses forces sur le haut Rhin, entre la Suisse et le Necker; mais, soit que le conseil de guerre de Vienne eût adressé au comte de Latour des ordres dans un sens tout opposé, ou qu'il l'eût affaibli par de nouveaux détachements; soit que le nouveau général en chef crût préférable d'opérer d'après ses propres vues, rien de tout ce que le prince avait prévu pour la gloire des armées impériales ne fut exécuté; et, pour la troisième fois, les troupes autrichiennes furent disséminées en cordon sur la rive droite du Rhin, depuis Bâle jusqu'à Dusseldorf.

Le comte de Latour se réserva le commandement de l'armée du Haut-Rhin, qui s'étendait jusqu'à Manheim; son effectif approchait de 40,000 hommes, dont 6,000 de cavalerie; le général Starray en commandait le centre aux environs de Kehl. Le corps du Bas-Rhin, aux ordres

(1) Nous ne pouvons nous dispenser de donner à nos lecteurs les deux lettres par lesquelles Bonaparte instruisit le Directoire des motifs qui le déterminèrent à traiter. (*Voyez* pièces justificatives des livres XII et XIII, n°s 1 et 2.)

Digitized by Google

du baron de Werneck, opposé sur la Lahn à l'armée de Sambre-et-Meuse, ne comptait pas moins de 30,000 combattants. Outre ces deux corps d'armée, une réserve d'environ 6,000 hommes d'infanterie et de 3,000 chevaux, cantonnait sur les bords du Mein, entre Aschaffenbourg et Mayence; cette dernière, commandée par le général Simbschen, paraissait destinée à renforcer les points menacés de la droite ou de la gauche. Les garnisons d'Ehrenbreitstein, Mayence, Manheim et Philipsbourg n'étaient point fournies par l'armée active; et comme ces places renfermaient à peu près 20,000 hommes, on peut évaluer la totalité des forces impériales, sur le Rhin, à 100,000 combattants, dont 80,000 prêts à entrer en campagne.

Celles que les Français avaient rassemblées sur la rive gauche, s'élevaient à plus de 130,000 hommes, non compris les garnisons qui étaient, à la vérité très-faibles.

L'armée de Rhin-et-Moselle, dont Moreau conserva toujours le commandement, avait occupé des cantonnements après la prise de Kehl et de la tête de pont d'Huningue, le long de la rive gauche du Rhin, et par delà les Vosges jusqu'aux environs de Deux-Ponts : elle comptait dans ses rangs 60,000 combattants.

L'armée de Sambre-et-Meuse, cantonnée depuis Dusseldorf jusqu'à Coblentz, gardait la première de ces places et la tête de pont de Neuwied. Immédiatement après la dispersion de l'armée navale destinée à l'expédition d'Irlande, une partie de l'infanterie qui la composait prit la route du Rhin et vint renforcer l'armée de Sambre-et-Meuse; en sorte qu'avec les troupes qui la rejoignirent de la Hollande, elle fut portée à 70,000 hommes. Le Directoire en avait confié le commandement à Hoche, dont l'énergie, l'activité, le génie étaient de plus sûrs garants de la victoire, que les observations verbeuses, les promesses dilatoires de Beurnonville.

L'avantage des Français de ce côté ne se bornait pas à la supériorité du nombre; ils possédaient, en outre, deux débouchés importants sur la rive droite du Rhin; car, quoique les têtes de ponts de Neuwied et de Dusseldorf fussent à l'extrême gauche de la ligne, et fort éloignées de l'armée secondaire d'Italie, elles offraient cependant un moyen de passer tranquillement le Rhin, lorsqu'on le jugerait à propos.

La marche rapide et hardie de Bonaparte au delà des Alpes Noriques, donnant l'impulsion aux deux armées d'Allemagne, rien ne semblait plus urgent que de la seconder par une diversion : pourtant le passage du Rhin ne fut entrepris que vers le milieu d'avril, tandis qu'il eût fallu diriger les deux armées sur le Mein dès les premiers jours de mars. Ce mouvement, quoiqu'un peu étendu, eût beaucoup mieux valu que de rester un mois dans l'inaction; il offrait d'ailleurs l'avantage de concentrer les deux armées sur une seule ligne d'opérations, et d'assurer leur marche victorieuse sur Ratisbonne, sans courir le risque d'être battues séparément comme l'année précédente. Ces revers, dus au plan défectueux du Directoire, ne l'éclairèrent point, et il suivit les mêmes errements, en sorte que la supériorité de ses forces put seule réparer cette faute.

Les armées françaises durent enfin passer le Rhin le même jour à Kehl et à Neuwied, pour diviser l'attention de l'ennemi, et lui causer de l'incertitude dans la direction et l'emploi de ses masses. Néanmoins Hoche effectua son passage le 18 avril, 48 heures avant Moreau, ce qui au reste fut plutôt un bien qu'un mal, puisque le premier avait des débouchés assurés, et qu'il valait mieux attirer le gros des forces ennemies sur l'armée de Sambre-et-Meuse, pour faciliter à celle de Rhin-et-Moselle son passage à force ouverte.

Comme les opérations militaires qui suivirent cette entreprise n'ont pas été fort étendues, nous allons en rendre compte dans un même chapitre, en rapportant d'abord le passage de l'armée de Rhin-et-Moselle.

Le général Moreau, qui était allé à Paris, presser l'envoi de tous les moyens nécessaires pour entrer en campagne, revint à Strasbourg, le 17 avril; les préparatifs de passage avaient été faits en son absence avec une telle activité, par les chefs de l'artillerie et du génie, que tout fut prêt pour l'effectuer le 19.

Plusieurs motifs s'opposaient à ce qu'on le tentât en face de Kehl, comme l'année précédente; d'abord, les fortifications accumulées pour la défense

Digitized by Google

de ce point, ne permettaient plus de débarquer dans les îles, où l'ennemi exerçait une grande surveillance; ensuite la baisse des eaux, qui avait mis à sec le bras Mabile, rendait l'embarquement impossible sur ce canal qui, dans d'autres circonstances, eût offert de si grands avantages par sa proximité de Strasbourg. D'un autre côté, la nécessité d'effectuer cette opération sans délai, avec le peu de moyens qui se trouvaient à la disposition du général en chef, laissant à peine le loisir de reconnaître l'endroit le plus favorable, il fut arrêté que le passage aurait lieu en avant de Kilstett. Quarante bateaux de la rivière d'Ill, portant chacun 70 hommes, un bateau plat pour du canon et des munitions, et 12 grands bateaux de Strasbourg furent destinés pour cette entreprise. Ces embarcations, après avoir déposé l'avant-garde sur la rive droite du Rhin, devaient revenir chercher d'autres troupes sur la gauche, et continuer cette manœuvre pendant qu'on travaillerait à jeter un pont volant à la hauteur de Gambsheim, jusqu'à l'établissement d'un pont de bateaux. (Pl. XX.)

Les troupes du centre, cantonnées aux environs de Strasbourg, et destinées à la première attaque, reçurent ordre de se rendre sous divers prétextes près de Kilstett, où un emplacement masqué par une digue, parut propre à couvrir l'embarquement. On régla la marche des divisions de droite et de gauche, de manière à les faire arriver successivement dans la nuit et le jour suivant.

L'attaque principale, d'après les premières dispositions, devait être divisée en trois colonnes; la première à gauche avait l'ordre d'aborder à la lisière du bois de Freystett; la seconde au-dessus de la batterie dans l'île boisée, à l'embouchure du ruisseau de Holchenbach; et la troisième sur une grande île de gravier, séparée du bois de Diersheim par des petits bras guéables, sur l'un desquels on avait reconnu un pont praticable à l'infanterie. Un pareil nombre de fausses attaques devait protéger le débarquement de ces colonnes, savoir, deux supérieures non loin de Kehl, et une troisième au-dessous contre les îles de Dalhanden, vis-à-vis de Grefferen. On avait en outre l'intention de donner le change à l'ennemi par une vive canonnade sur toute la ligne, depuis Brisach jusqu'au fort Vauban.

L'attaque principale était fixée à trois heures du matin, et devait précéder les autres de quinze à vingt minutes.

Dans la nuit du 19 au 20 avril, tout se mit en mouvement sur la rive gauche du Rhin. Les bateaux de commerce de la rivière d'Ill, depuis Colmar jusqu'à Strasbourg, furent dirigés vers Kilstett. La difficulté de trouver dans l'obscurité d'une nuit orageuse, une passe pour franchir un banc de sable que l'on rencontra près de Wantzenau retarda considérablement la marche de la flottille. Il n'y avait, à cinq heures du matin, que vingt-cinq bateaux rendus à Kilstett, et pour comble de contrariétés, un accident fâcheux ne permit pas de s'en servir aussitôt. Toutes ces embarcations qu'on dirige sans rames sur l'Ill, qui n'est pas profond, en avaient besoin pour naviguer sur le Rhin: le bateau qui les portait s'étant engravé de manière à ne pouvoir être mis à flot, l'on fut obligé d'envoyer des détachements d'infanterie les chercher sur leurs épaules. Ce ne fut qu'à six heures que l'expédition principale se mit en mouvement. Dès lors plus d'espoir de causer de surprise; depuis une heure et demie, le canon des fausses attaques avait donné l'éveil aux Autrichiens: celle dirigée au-dessus de la batterie de Béclair, par l'aide de camp d'Hénin, était parvenue à prendre terre, et leur causait déjà beaucoup d'inquiétude.

La division destinée au principal coup de main était commandée par Duhesme; les généraux Vandamme et Davoust devaient passer avec les deux premières sections; enfin, au second transport, six bataillons, sous le général Jordy, leur serviraient de réserve.

La flottille française, en débouchant dans le grand Rhin, se trouva en vue des batteries autrichiennes, qui commencèrent un feu très-vif. Les pontonniers manœuvrèrent avec autant d'audace que de sang-froid; mais, ne pouvant suivre la direction tracée, sans trop s'exposer à la mitraille, ils se dirigèrent vers le gravier indiqué pour le débarquement de la troisième section, où toutes les troupes descendirent.

Trois cents Croates qui l'occupaient en furent chassés par Heudelet; et, en même temps que les bateaux retournaient chercher de nouvelles troupes, le général Duhesme, avec les bataillons de

Digitized by Google

Davoust, attaqua le village de Diersheim où il devenait urgent de se loger. Cette entreprise échoua : Duhesme y eut la main percé d'une balle en battant la charge avec son sabre, et Vandamme arriva fort à propos pour rétablir le combat. Les deux partis se disputèrent le village et le réoccupèrent deux fois, à mesure qu'ils recevaient quelque renfort de troupes fraîches. A la 3ᵉ charge, il resta aux Français, dont la ligne s'étendit alors par sa droite dans la direction de Honau; sa gauche s'appuyait aux digues du Rhin; Diersheim se trouvait à peu près au centre.

Vers onze heures, un renfort de 4,000 Autrichiens étant accouru du camp de Boderswihr, Starray se crut en état de culbuter les assaillants dans le Rhin. Cette nouvelle tentative n'eut pas une issue plus heureuse que les deux premières, bien qu'elle fût combinée avec le mouvement d'une colonne qui se dirigea par Honau sur un retour de digue, d'où elle espérait prendre de revers la ligne française. Jordy, avec la 17ᵉ légère, repoussa l'attaque de front, tandis que Desaix et Davoust, qui s'étaient aperçus du projet de la colonne de flanc, marchèrent à sa rencontre avec deux bataillons de la 109ᵉ, dans un terrain couvert et marécageux, la chargèrent avec impétuosité et la rejetèrent dans Honau, où ils lui firent 200 prisonniers. Desaix reçut à cette occasion une blessure à la cuisse.

Après cet engagement, les Autrichiens, profitant des avantages de leur position, s'y tinrent sur la défensive. Ils n'en pouvaient choisir une plus favorable; elle s'étendait le long d'un rideau dont la droite, couverte par le ruisseau de Holchenbach, s'appuyait vers Freystett, et la gauche à Honau. Ce rideau était défendu par quatre batteries, dont le feu concentrique mettait les plus braves hors d'état de franchir le ruisseau.

Le pont volant, qui fut achevé vers trois heures, ne pouvant passer au delà de vingt-cinq chevaux, ou une pièce avec son caisson, il était présumable que les Français s'estimeraient heureux de se maintenir jusqu'à la construction du pont de bateaux. Plus leur position devenait précaire, plus il importait aux Autrichiens d'empêcher leur établissement sur la rive droite du fleuve; aussi dès que ceux-ci eurent reçu les renforts qu'ils attendaient des cantonnements voisins, le comte de Starray crut devoir faire une quatrième tentative. Il avait alors sous la main environ 11,000 hommes, dont 1,500 de cavalerie et 20 bouches à feu. Les républicains, au contraire, comptaient à peine 8,000 hommes d'infanterie, peu ou point d'artillerie, et pas encore 50 chevaux. En les abordant avec vigueur, il était probable qu'il les jetterait dans le Rhin. Le combat s'engagea par une canonnade, qui démonta le peu de pièces françaises et réduisit en cendres une partie du village de Diersheim. Protégée par l'incendie et par le feu de son artillerie, l'infanterie autrichienne pénétra alors dans le village, où il s'engagea une fusillade aussi vive que meurtrière. Les troupes qui le défendaient, furent repoussées jusqu'à l'église; mais un bataillon de la 76ᵉ étant arrivé à leur secours, et les adjudants généraux Drouet et Heudelet ayant assailli la colonne autrichienne par ses flancs, celle-ci hors d'état de résister au choc d'une double charge, ne tarda pas à être enfoncée et culbutée hors du village, après une mêlée assez rude, où les deux adjudants généraux furent grièvement blessés. Starray, appréciant l'avantage que son artillerie lui donnait, ne se laissait rebuter par aucun obstacle; irrité de ce que son attaque sur le centre avait complétement échoué, il fit, peu d'instants après, un nouvel effort sur sa gauche, et fut repoussé par Jordy avec la 100ᵉ et une partie de la 17ᵉ.

Tandis qu'on se disputait avec tant d'acharnement la possession de Diersheim, Vandamme et Davoust, voulant profiter du moment où les Autrichiens venaient d'affaiblir leurs ailes afin de renforcer l'attaque du centre, se dirigèrent sur Honau, en traversant la plaine sous la protection de trois pièces d'artillerie légère, et des cent premiers cavaliers débarqués; la 100ᵉ se logea dans ce village que l'ennemi défendit mollement.

Cependant, le canon autrichien ayant démonté le pont volant, il n'y eut plus de communication à espérer que par le pont de bateaux, dont la construction n'était pas encore commencée. On mit la main à l'œuvre à six heures; et malgré les obstacles des localités et le feu de l'artillerie combiné avec une attaque sur la gauche de la position française, on travailla avec tant de diligence, qu'il fut achevé avant minuit. A deux heures du matin, deux batteries légères, et une brigade de cavalerie y défi-

Digitized by Google

lèrent, ainsi que l'infanterie de la division Dufour.

Le 21 avril, vers sept heures du matin, une lutte non moins opiniâtre s'engagea. Le comte de Starray, ignorant sans doute que le pont fût terminé, et ayant reçu dans la nuit des renforts qui portèrent sa troupe à 14,000 fantassins, 3,000 chevaux et une quarantaine de bouches à feu, résolut d'emporter en même temps Diersheim et Honau.

L'attaque dirigée sur ce dernier village, après avoir obtenu un succès passager, se vit arrêtée par des troupes récemment débarquées; celle contre Diersheim fut beaucoup plus sanglante, sans être plus heureuse. Elle commença par un feu d'artillerie qui, battant à mitraille de front et d'écharpe le principal débouché de ce village, démonta le peu de pièces des Français. L'infanterie autrichienne n'en ayant plus rien à craindre, se porta impétueusement sur la gauche du village, où se renouvela une scène de carnage plus terrible que la veille; la 3e légère, soutenue par quelques bataillons de Jordy, arrêta l'ennemi de front, tandis que Davoust, avec les 17e légère et 109e de ligne, débouchait par la plaine sur le flanc de sa colonne. La cavalerie impériale saisit cet instant, et se lança à son tour en pleine carrière sur les bataillons français; mais la brigade de cavalerie républicaine, qui venait de se former près de là, vole, sans calculer son infériorité, au soutien de son infanterie; une véritable mêlée s'engage, les troupes combattent corps à corps; les escadrons de Moreau, ramenés à plusieurs reprises jusque dans les jardins de Diersheim, renforcés à propos par une partie du 9e de hussards, finissent par triompher. Les généraux Starray et Immeus ayant été blessés, et les Impériaux voyant l'inutilité de leurs efforts par l'arrivée successive des forces républicaines, se décidèrent à la retraite. La réserve de cavalerie sous les ordres de Bourcier, n'ayant pas encore passé le Rhin, on ne put tirer tout le parti désirable de ce premier avantage.

Pendant que ce combat avait lieu, Lecourbe débouchait du pont avec sa brigade. Il fut suivi à peu de distance par la réserve, composée de sept régiments de grosse cavalerie, qui vinrent se ranger en bataille derrière les villages de Diersheim et de Honau. L'arrivée de ces troupes mit enfin Moreau en état de prendre l'offensive. Il était près de deux heures, lorsqu'il fit à son tour des dispositions pour attaquer sérieusement l'ennemi.

La colonne principale, commandée par Vandamme, eut ordre de marcher au centre entre Lings et Hobine, pendant que Lecourbe se porterait à droite sur Lintzenheim, et Dufour à gauche sur Freystett. Quatre bataillons furent laissés dans le bois de Diersheim, tant pour couvrir le pont que pour servir de réserve.

Les Impériaux n'ayant commencé leur retraite qu'à la dernière extrémité, n'eurent pas le temps de la couvrir avec soin. Le régiment d'Alton, atteint par le 8e de hussards et le 13e de dragons, fut taillé en pièces ou fait prisonnier. Sa défaite subite imprima à leur mouvement rétrograde le caractère d'une déroute; en un clin d'œil tous les chemins se trouvèrent couverts de fuyards.

Vandamme, à la tête de la division Duhesme, soutenu de la réserve de cavalerie, dépassa Offenbourg et Gegenbach : les efforts du général O'Reilly pour l'arrêter, devinrent infructueux; cet officier fut pris entre Buhl et Offenbourg, en cherchant à rallier ses escadrons.

Dufour marcha droit sur Korck et Kehl. Des dragons du 17e régiment qui éclairaient sa colonne, tournèrent le pont de la Kintzig défendu par de l'infanterie, passèrent cette rivière à gué, un peu au-dessus, et allèrent sommer Kehl, dont la petite garnison se rendit prisonnière. La prise de ce poste assura l'établissement des Français sur la rive droite du Rhin, en leur procurant la facilité de rétablir le pont de bateaux de Strasbourg. Dès que Moreau en fut informé, il donna l'ordre aux généraux du génie Marescot et Boisgérard, d'en presser la construction.

L'armée de Rhin-et-Moselle, à la suite du vigoureux combat qu'elle avait soutenu dans la matinée, et d'une poursuite de huit lieues, passa la nuit un peu disséminée, la droite entre Kehl et Neumuhl, la gauche entre Bischoffsheim et Ferystett, l'avant-garde sur la Renchen. Elle avait fait dans cette journée 3,000 prisonniers, pris plusieurs drapeaux et 20 pièces de canon; tous les équipages et une grande partie des chevaux étaient tombés en son pouvoir. La perte des Autrichiens en tués et blessés fut évaluée à 3,000 hommes; les

Digitized by Google

Français n'en eurent guère moins hors de combat dans les journées du 20 et du 21 avril.

Moreau, instruit par l'expérience de la campagne précédente, résolut de pousser avec vigueur le corps de Starray, en même temps qu'une division remonterait la vallée de la Kintzig jusqu'auprès des sources du Danube, pour forcer à la retraite les corps qui étaient sur le haut Rhin; une troisième colonne devait s'emparer du passage du Kniebis, pour donner au gros de l'armée, la faculté de se porter sur Rastadt, à la rencontre du corps que Latour rassemblait aux environs de Manheim.

Le 22 avril, l'armée s'ébranla au point du jour. Le centre marcha sur deux colonnes : l'une, conduite par Vandamme et suivie de la réserve, s'avança sur Freudenstadt par Nieder-Achern et le Kniebis; l'autre, dirigée par Davoust, remonta la vallée de la Kintzig. L'avant-garde de la première rencontra, entre Zimmern et Renchen, une arrière-garde autrichienne, qui, ne voulant point s'engager, précipita sa marche par Oberkich, sur le Kniebis. De son côté, Davoust s'avança sans obstacles jusqu'à Biberach.

L'aile droite, aux ordres de Dufour, marcha sur Ettenheim, en remontant la vallée du Rhin; Saint-Cyr, arrivé dans la nuit avec deux demi-brigades, quatre régiments de cavalerie, et deux batteries d'artillerie légère, devait suivre la route du Rhin, s'y rallier à la brigade Lecourbe, et se préparer à agir de concert avec le centre et la réserve.

Lecourbe formant son avant-garde, força vers trois heures le passage de la Renchen, défendu par 2 bataillons, 3 escadrons et 6 pièces de canon. Après un léger engagement, les Autrichiens furent défaits et poursuivis jusqu'à Lichteuau, avec perte d'une centaine d'hommes (1).

Pendant que le corps de Starray était ainsi poursuivi, Latonr avait rassemblé en toute diligence les troupes cantonnées aux environs de Manheim, et s'était mis en marche sur Rastadt avec 15,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux. Il espérait recueillir à la hauteur de cette ville ou d'Eittlingen, les débris du corps battu, et livrer bataille aux Français dans la plaine. Moreau, informé de son dessein, avait tout disposé pour le prévenir; mais l'arrivée du courrier, porteur des préliminaires de paix, mit fin aux hostilités : l'on expédia contre-ordre aux divisions, et l'armée républicaine garda les positions qu'elle avait le matin.

Ainsi se termina, pour l'armée de Rhin-et-Moselle, cette campagne de trois jours, qui fit honneur à l'activité et à la bravoure des troupes des denx nations, mais qui, par sa courte durée, laisse à peine entrevoir les résultats qn'elle devait amener.

OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DE SAMBRE-ET-MEUSE.

Le général Hoche, en arrivant à Cologne, donna tous ses soins à la réorganisation de l'armée de Sambre-et-Meuse. Depuis quelques années, la cavalerie avait été éparpillée dans les divisions d'infanterie; le nouveau général en chef la réunit en divisions séparées par armes. Mais, pour éviter un inconvénient, il tomba dans un autre non moins dangereux, en détruisant l'émulation des différentes armes, et les privant de l'appui mutuel qui résulte de leur constitution particulière : il eût tiré de sa cavalerie un plus grand avantage, en admettant des hussards, des chasseurs et des dragons dans chacune de ses divisions, et en donnant à sa réserve de grosse cavalerie quelques escadrons de troupes légères pour l'éclairer.

Quoi qu'il en soit, Ney commanda les hussards, Richepanse les chasseurs, Klein les dragons; la réserve fut mise sous les ordres du général d'Hautpoult. On répartit l'infanterie de l'armée active en 6 divisions; chaque aile se trouva composée de deux divisions d'infanterie et d'une de cavalerie. Les hussards et la réserve de grosse cavalerie furent attachés au centre dont Grenier prit le commandement. L'aile droite fut confiée à Lefebvre, et Championnet obtint le commandement de l'aile gauche.

Cette répartition, préférable à celle des cam-

(1) Dans la campagne précédente, Moreau mit 9 jours à pousser jusqu'à Baden, tandis que, dans cette occasion, il franchit la Renchen dès le troisième jour. Cependant, il pouvait en 1796 réunir autant de forces contre un corps autrichien beaucoup moins nombreux : preuve de la justesse de nos observations.

Digitized by Google

pagnes précédentes, donnait à l'ordre de bataille d'autant plus d'ensemble et de force, que la division Watrin devait servir de réserve d'infanterie jusqu'après les premiers succès, et achever ensuite l'investissement de Mayence, de concert avec une autre laissée à cet effet dans le Hundsruck : la brigade Goulu eut la mission d'investir Ehrenbreitstein : tous ces corps détachés furent mis sous les ordres de Collaud.

L'armée de Sambre-et-Meuse, ainsi organisée, se trouvait dans le plus bel état; sa cavalerie était nombreuse, son artillerie bien attelée et parfaitement servie. Elle n'attendait que le signal pour entrer en campagne; et malgré quelques retranchements élevés pour la contenir, rien ne s'opposait à ce qu'elle débouchât en Allemagne, à la faveur du camp retranché de Dusseldorf ou de la tête de pont de Neuwied.

Les Autrichiens, cantonnés sur les deux rives de la Lahn, poussaient leurs avant-gardes sur la Sieg. Les environs de Neuwied étaient hérissés de batteries et de retranchements, et Kray, l'un des meilleurs et des plus actifs divisionnaires, commandait un corps assez considérable sur ce point important.

Hoche, jugeant convenable d'attirer l'attention de l'ennemi du côté de Dusseldorf pour faciliter au gros de son armée de déboucher de Neuwied, prescrivit au général Championnet de s'avancer sur la Sieg, et de lancer même son avant-garde au delà de cette rivière, dès le 17 avril. Werneck n'avait qu'une chance favorable; c'était de tomber sur une des ailes de son adversaire au moment où elle s'avancerait ; mais s'il ne pouvait sans danger s'aventurer jusque sur la Sieg en laissant Neuwied derrière lui; et, d'un autre côté, s'il se repliait, la jonction de toutes les forces de Hoche devenait inévitable. Werneck crut trouver un expédient pour se tirer de cette position fâcheuse, en laissant avancer Championnet pour le combattre vers Altenkirchen, et il rassembla, à cet effet, sa droite à Neukirch, le centre à Dierdorf, où il prescrivit à Kray de venir le joindre avec le gros de son corps, se contentant de masquer Neuwied par quelques bataillons. En cas de succès dans cette première tentative, Werneck imaginait avoir assez de temps pour revenir par une marche de flanc, devant Neuwied et empêcher le centre et l'aile droite des Français d'en déboucher. (*Voy.* pl. V.)

D'après ces étranges dispositions, l'armée autrichienne se mit en mouvement, et, le 17 avril, son centre et sa droite arrivèrent dans les positions indiquées. Le jour suivant, l'aile droite s'avança jusqu'à Cropach, afin d'être probablement plus près du point d'attaque. Kray, avec l'aile gauche, devait se mettre en marche pour Dierdorf, dans la nuit du 17 au 18 avril, après avoir laissé 5 bataillons et 6 escadrons devant Neuwied, pour dérober son mouvement.

L'intention de Werneck était de faire prendre en même temps la position de Limbourg à la réserve de Simbschen, qui lui avait été promise par Latour; mais outre l'inutilité d'une réserve aussi éloignée du théâtre où les coups allaient se porter, le général en chef, informé des projets de Moreau pour passer à Kehl, craignit de renforcer le corps qui allait opérer sur la Sieg, aux dépens de celui qui défendait le haut Danube, de sorte que le point de Limbourg resta à découvert, et la réserve inutile aux deux armées. Dans la répartition des forces autrichiennes sur la ligne de défense, c'était une faute très-grave ; car il fallait se décider promptement à retirer le corps de Werneck derrière la Lahn et même derrière le Mein, ou bien à le faire soutenir. Le premier de ces partis eût été sans contredit le plus sage : dès qu'on ne l'adoptait pas, Latour aurait dû non-seulement diriger la réserve sur la Lahn, mais encore y détacher une partie des troupes disponibles à Mayence ou à Manheim. De cette manière, réunissant au delà de 45.000 hommes sur cette rivière, il est probable qu'on en eût défendu le passage avec quelque succès, sans exposer pour cela ces deux places à être investies et dénuées de garnison, puisqu'on avait toujours une retraite assurée, par Hofheim ou Usingen, sur Mayence et Francfort.

A cette faute, qui n'était pas la sienne, Werneck ajouta celle d'étendre son aile droite jusqu'à Siegen, au lieu de la rabattre sur Hachenbourg. On voit par là qu'avec la volonté de rassembler tous ses moyens pour écraser Championnet, lorsqu'il dépasserait Ukerath, le général autrichien avait disséminé ses 30,000 hommes sur une ligne de 18 lieues d'étendue, menacée au centre par le

Digitized by Google

corps de Championnet, et, à l'extrême gauche, sur sa ligne de retraite, par tout le reste de l'armée française : faute qui eût été très-grave à force égale, mais qui le devenait encore plus par la supériorité numérique des républicains; car Hoche pouvait aisément déboucher de Neuwied, avec 36,000 hommes, sur les derrières des Impériaux, et causer ainsi la ruine entière de leur petite armée.

En effet, quoique le général français ignorât encore tous les faux mouvements de son adversaire, il se préparait à exécuter la partie du plan d'opérations qui lui était réservée, et s'était mis en devoir de passer le Rhin, aussitôt qu'il pourrait présumer l'arrivée de sa gauche vers Ukerath.

Le 18 avril, à trois heures du matin, les deux divisions d'infanterie de l'aile droite, précédées des chasseurs de Richepanse, débouchèrent de la tête de pont de Neuwied et se formèrent en bataille dans la plaine au-dessus de la tête de pont; les hussards et les deux divisions du centre se placèrent à la gauche. Ces troupes furent suivies par la division Watrin et la réserve de grosse cavalerie. Ce mouvement s'exécuta sans obstacle, à la vue du détachement laissé par Kray dans les ouvrages, et trop faible sans doute pour venir s'y opposer dans la plaine.

Cependant Werneck, flottant entre le désir d'accabler Championnet au passage de la Sieg, et la crainte d'être lui-même attaqué en flanc par Hoche, sans renoncer tout à fait à son projet, jugea prudent de contremander l'ordre donné à Kray de marcher sur Dierdorf. Les colonnes de ce dernier retournèrent donc en toute diligence sur Bendorf et Anhausen. On a quelques raisons de croire que, dans la vue de gagner du temps, et s'étayant des pourparlers qui avaient eu lieu depuis plusieurs jours, il proposa au général républicain une suspension d'armes, à condition que l'armée, qui venait de franchir le Rhin, le repassât pour reprendre ses anciens cantonnements. Cette proposition, par trop insidieuse, n'ayant point été accueillie, Kray se disposa à recevoir le combat.

Vers huit heures du matin, toutes les troupes qui avaient débouché de Neuwied s'ébranlèrent sous la protection d'une forte canonnade, pour chasser les Autrichiens de leur position. Elle s'étendait en ligne droite, de Zollengers près du Rhin, jusqu'à Heddersdorf, village fortement retranché où elle appuyait son flanc droit; le front en était couvert, entre ces deux villages, par six redoutes élevées en avant du chemin de Neuwied à Ehrenbreitstein : trois autres redoutes, placées sur le plateau de Heddersdorf, étaient destinées à prendre d'écharpe les troupes qui, après avoir dépassé le chemin d'Ehrenbreitstein, voudraient s'avancer sur celui de Dierdorf. Ces ouvrages bien défilés, palissadés, fraisés, étaient armés de grosse artillerie.

Lefebvre eut ordre de se diriger, avec l'aile droite, sur Bendorf; et Grenier, avec les deux divisions du centre, sur Heddersdorf. Il était difficile que Kray pût résister à une telle masse, et malgré l'avantage que ses retranchements lui donnaient, le résultat d'un pareil engagement ne pouvait être douteux.

L'attaque de la position eut lieu sur deux colonnes. Lefebvre, après avoir enlevé la dernière redoute de gauche, et nettoyé le village de Zollengers, les dirigea par la plaine sur Bendorf, village couvert par le gros ruisseau de Sayn, derrière lequel les Autrichiens s'étaient repliés : l'infanterie républicaine l'attaqua avec impétuosité, et les troupes impériales opposèrent une résistance assez ferme, mais les chasseurs à cheval de Richepanse les culbutèrent à la suite d'une charge brillante. Le chef d'escadron Dubois-Crancé, à la tête du 1er régiment, accula un bataillon de Gemmingen et 200 dragons de Latour au défilé du village, et les fit tous prisonniers. Richepanse, après cette charge, se porta avec rapidité sur Montabaner, à la poursuite des fuyards, leur enleva 7 pièces de canon, 5 drapeaux ou guidons, et 50 caissons. Il fut appuyé, dans ce mouvement, par l'infanterie de Lefebvre.

La prise de Heddersdorf ne présenta guère plus d'obstacles. Le général Bastoul, avec neuf compagnies de grenadiers de la division Grenier, soutenues de leurs demi-brigades, marcha sur ce poste sans tirer un coup de fusil, se précipita sur les palissades, et escalada les retranchements. Les deux extrémités de la position forcées, il semblait que le centre dût naturellement céder : cependant la marche de la division Olivier fut arrêtée par une seule redoute fermée à la gorge, qui opposa la plus

Digitized by Google

vigoureuse résistance, et ne céda qu'au troisième assaut, exécuté vers dix heures, par les 9e légère et 37e de ligne. Cette belle défense facilita à la ligne de Kray les moyens de se mettre en retraite avec ordre. L'audace des manœuvres de Ney ne contribua pas peu au succès de ces différentes attaques : chargé de tourner les redoutes à gauche de Heddersdorf et celles qui battaient les débouchés de la tête de pont, il exécuta ce mouvement avec autant de précision et d'intrépidité que de bonheur.

Une seule redoute fermée restait à prendre sur la droite ; comme elle n'était point dans la direction tracée aux colonnes de Lefebvre, elles l'avaient dépassée sans s'en inquiéter. La division Watrin fut chargée de l'attaquer. Cette redoute, armée de cinq bouches à feu, opposa la plus vive résistance : deux assauts échouèrent ; mais au moment où les carabiniers de la division tentaient le troisième, un obus ayant fait sauter le magasin à poudre, ils profitèrent du désordre occasionné par cet accident, pour pénétrer, à l'arme blanche, dans l'ouvrage, où ils firent prisonniers les 150 hommes qui le défendaient.

A peine les retranchements élevés dans la plaine furent-ils enlevés, que Hoche dirigea son centre contre Dierdorf. Une compagnie d'artillerie légère et les hussards de Ney, en poursuivant les fuyards, atteignirent bientôt le corps de Werneck, qui occupait une position assez avantageuse derrière un ruisseau, qu'il fit mine de vouloir défendre. Le combat s'engagea, mais ne fut pas de longue durée : les hussards français, ayant été soutenus par l'infanterie de Grenier et la réserve de d'Haupoult, les troupes de Werneck prirent la fuite et furent poursuivies l'épée dans les reins par les hussards sur la route de Hachenbourg, jusqu'à la chute du jour.

Pendant que l'aile droite et le centre débutaient ainsi, Championnet avait franchi la Sieg dans la nuit du 17 au 18 avril, emporté les positions dégarnies d'Ukerath et d'Altenkirchen, et opéré sa jonction avec le gros de l'armée.

Les Autrichiens perdirent, dans cette journée, près de 5,000 hommes hors de combat ou prisonniers, 6 drapeaux, 27 pièces de canon et 60 caissons.

Ainsi, en moins de douze heures, le plan de Werneck fut renversé, et son armée placée dans une situation critique; il n'était plus question pour lui de s'opposer à la réunion de l'armée française; mais bien de trouver un point où il pût rallier ses divisions battues. Dans sa détresse, il n'en vit pas de plus sûr que Neukirch ; il s'y retira, avec le centre, par Hachenbourg, et ordonna à l'aile droite de s'y acheminer par Hœchstebach, tandis que l'aile gauche y marcherait par Mehremberg.

La position de Neukirch offrait trop d'inconvénients pour être tenable ; car, outre son extension démesurée pour un si faible corps, elle avait le défilé de la Dyle immédiatement à dos. A peine eût-on trouvé quelque chance à s'y défendre, si la réserve de Simbschen, renforcée par 8 à 10,000 hommes tirés de Manheim et de Mayence eût pu déboucher de Limbourg sur le flanc droit de l'armée française ; mais cette réserve, malgré les demandes réitérées qui en avaient été faites à Latour, se trouvant encore à deux journées de la Lahn, il était présumable que Werneck ne se hasarderait pas à l'attendre.

L'armée française prit position entre Montabauer et Altenkirchen, l'avant-garde au village de Weyerbusch, derrière lequel bivouaquèrent les dragons. La division Watrin s'établit à Heuhenzell, d'où elle détacha quelques bataillons dans la direction d'Ehrenbreitstein.

Le 19 avril, au point du jour, Hoche continua la poursuite ; mais, au lieu de couper Werneck de la Lahn en tournant sa gauche par Montabauer et Weilbourg, il alla courir contre sa droite, vers Hachenbourg. La division Olivier, précédée des hussards et suivie de la réserve de cavalerie se porta sur cette ville, où Championnet s'était rendu d'Altenkirchen. Toutes ces troupes y prirent position : la division Grenier se dirigea sur Molzberg, où elle s'établit.

Ney fit une courte halte à Hachenbourg, et en partit avec ses hussards, et quelques bataillons d'infanterie légère pour suivre l'armée autrichienne, dont il atteignit l'arrière-garde à la hauteur de Kirberg. Celle-ci se replia sur Salzberg, après avoir soutenu une canonnade, qui donna le loisir au corps de bataille de passer la Nister et de gagner le camp de Neukirch.

Lefebvre, avec l'aile droite, marcha à Limbourg.

Digitized by Google

où il ne rencontra pas d'Autrichiens. Il jeta, en avant de la Lahn, 5 bataillons et 2 régiments de chasseurs, pour garder les routes de Kœnigstein et de Wisbaden, et prit position en arrière de la ville avec le reste de ses troupes. Les flanqueurs ennemis évacuèrent Limbourg avec tant de précipitation pour gagner les hauteurs de Lindenholzhausen, qu'ils laissèrent 7 pièces de gros calibre dans les redoutes près de la ville. Si le centre, au lieu de courir à Hachenbourg, eût marché avec Lefebvre sur Limbourg, on ne peut calculer quel eût été le sort des Impériaux.

Watrin, à l'extrême droite, poussa la brigade Humbert sur Nassau, et remonta avec le reste de sa division vers Dietz, dont il s'empara sans coup férir. De son côté, le général Goulu attaqua les détachements qui étaient à Wesselich et Pfaffendorf, et les repoussa dans Ehrenbreitstein.

Sur ces entrefaites, la réserve autrichienne arriva dans la nuit à une lieue de Limbourg; mais Simbschen, informé que les républicains tenaient la ville, ne jugea pas prudent de les attaquer, et prit le parti de rétrograder au jour sur Neuhof, d'où il espérait gagner le Mein par Hofheim.

Cependant, Werneck ne se dissimulant plus qu'il avait sur les bras toute l'armée française, et n'entrevoyant aucune possibilité d'attirer à lui sa réserve, prit à peine le temps de se reposer à Neukirch, et battit en retraite à minuit sur Wetzlar. Le gros de son armée suivit la route qui passe à Herborn, dans la vallée de la Dyle, flanqué à droite par une colonne qui eut ordre de se retirer par Greiffenstein, Leun et Braunfels. La brigade Elsnitz dut se rendre de Bruck par Hohensolms à Giessen. L'arrière-garde couronna jusqu'au jour les hauteurs de Hohenroth, échelonnée par quelques bataillons.

Le 20 avril, Lefebvre passa la Lahn, et établit ses divisions en avant de Limbourg, sur les routes de Kœnigstein et de Wisbaden, et les lia par les chasseurs de Richepanse. La division Grenier occupa Weilbourg, celle d'Olivier alla camper sur le plateau de Greiffenstein; ses flanqueurs atteignirent ceux des Impériaux à Beitstein, et leur firent des prisonniers. De son côté, Hoche, avec l'aile gauche renforcée des hussards et de la réserve de cavalerie, se mit en mouvement pour attaquer Werneck à Neukirch.

La direction des différentes colonnes françaises indique assez que le projet de leur général était de couper le corps autrichien de Wetzlar, de l'acculer à la Lahn et de le rejeter sur la division Grenier. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir qu'il était en pleine retraite sur Herborn. Ney, avec l'avant-garde, se mit à sa poursuite, et s'approcha en tiraillant du bois de Roth, où il eut un engagement assez chaud pour débusquer l'infanterie que l'ennemi y avait postée, et qui, n'ayant pu tenir sur le plateau de Hirschberg, se hâta de gagner la route de Wetzlar. C'était ce qu'attendait Hoche; il plaça de l'artillerie sur la hauteur de Fleischbach, qui mit la colonne autrichienne dans le plus grand désordre. Peu d'instants après, les hussards se précipitèrent sur le pont de Sinn, firent 400 prisonniers, et enlevèrent une quantité énorme de voitures de bagages : la nuit seule les força de s'arrêter à Aslar, où ils bivouaquèrent sur les deux rives de la Dyle, entre Berghausen et Wehrdorf, les dragons s'établirent sur la rive gauche, entre Niederscheld et Sechsheller, l'avant-garde de Championnet campa sur les hauteurs de Bireken, le corps de bataille en arrière de Herborn.

Hoche n'ayant pas culbuté l'armée impériale dans la Lahn, comme il se l'était proposé, résolut de la prévenir sur le Mein, et prescrivit à Lefebvre de gagner à grandes journées Francfort. Si Werneck persistait à tenir Friedberg, il espérait ainsi le devancer sur la route d'Aschaffenbourg; et, dans le cas où il se fût concentré à Bergen, il comptait le tourner avec l'aile gauche par Lindheim et Windecken. Toutefois, le moment opportun pour couper l'armée impériale de Hanau était passé, et le général républicain ne pouvait se flatter d'y parvenir, qu'en fixant l'attention de son adversaire sur la haute Lahn, sans le presser aussi vivement qu'il le fit : encore, la chose n'était déjà plus si aisée, attendu que de son côté le général autrichien, sentant tout le danger, venait de donner aux colonnes qui occupaient Giessen et Braunfels, l'ordre de se réunir au corps de bataille à Munzenberg. La brigade Elsnitz qui tenait les hauteurs de Kleyberg, en avant de Giessen, fut chargée de couvrir cette marche.

Digitized by Google

Conformément à ses instructions, Lefebvre porta, le 21 avril, l'aile droite sur Kœnigstein, et prit position en arrière du village et du bois d'Esch; les chasseurs du 16ᵉ ayant rencontré 400 hussards de Weczay en cet endroit, leur firent une centaine de prisonniers. Les Impériaux qui lui étaient opposés, se retirèrent partie sur Francfort, partie dans Mayence. Les avant-postes français furent portés au delà de Kœnigstein. Watrin prit position à Idstein; Grenier resta à Weilbourg; Olivier se dirigea par la rive droite de la Dyle sur Wetzlar, que l'arrière-garde autrichienne céda après un simulacre de défense : sa division passa alors la Lahn sur le pont de cette ville, et suivit la route de Francfort jusqu'au débouché du bois de Gros-Rechtenbach.

Tandis que l'aile droite et le centre se dirigeaient sur le Mein, Hoche, avec les hussards, l'aile gauche et la réserve de cavalerie, poursuivait le gros de l'armée autrichienne sur le haute Lahn. Les hussards amusèrent son arriège-garde sur les hauteurs de Giessen, jusqu'à l'arrivée de la brigade Soult. Celle-ci se préparait à l'attaquer, lorsque Championnet et Salm franchirent la Lahn au gué de Heuchelheim avec deux régiments de dragons et quelques pièces d'artillerie débouchèrent au grand trot sur la route de Friedberg. La brigade Elsnitz, sur le point d'être coupée à Giessen, se retira en toute diligence. Dès que Ney fut assuré de son mouvement rétrograde, il la poursuivit avec sa vivacité ordinaire. Les Autrichiens, sans s'amuser à défendre la ville, se hâtèrent de prendre la route de Muntzenberg; mais, à peine eurent-ils dépassé le village de Steinberg, que Ney et Salm qui avaient tourné Giessen, chargèrent leur arrière-garde, la mirent en fuite, et lui prirent 400 hommes et deux pièces de canon.

Informé de la situation critique de son arrière-garde, Werneck revint sur ses pas, et fit prendre position à un gros corps d'infanterie, sur les hauteurs de Gruningen. Ney escarmouchait depuis deux heures avec lui, lorsque l'enlèvement d'une de ses pièces d'artillerie qui s'était aventurée dans la ligne des tirailleurs, le décida à tenter une charge, où il fut fait prisonnier avec quelques hommes par les hussards de Blanckenstein. La nuit sépara les combattants. Les Impériaux en profitèrent pour mettre la Nidda entre eux et les républicains. La cavalerie de ceux-ci bivouaqua aux environs de Steinbach, gardant les routes de Lich et de Muntzenberg, l'infanterie à Giessen, la réserve en arrière de la ville.

Werneck, pressé ainsi de deux côtés, jugea prudent de marcher, le 22, sur Ilbenstadt; et on ne peut qu'applaudir à cette résolution comme seul moyen capable de le tirer d'embarras, et de mettre sa principale communication à l'abri d'insulte.

Les républicains suivirent ce mouvement pied à pied; Lefebvre, instruit que le corps de Simbschen était toujonrs à Neuhof, ordonna à Watrin de le repousser dans Mayence, et prescrivit au général Lemoine de se porter, avec sa division et deux régiments de chasseurs, sur Hofheim et Weilbach, tant pour protéger le mouvement du premier que pour éclairer le Mein depuis Cassel jusqu'à Hœchst. Il se disposa à marcher lui-même sur Francfort, à la tête de sa division et des chasseurs, afin de gagner la position de Bergen et d'y arrêter le corps de Werneck.

Watrin trouva la réserve autrichienne à Wisbaden; mais une charge du 23ᵉ de chasseurs suffit pour la mettre en déroute sur Erbenheim, et lui enlever 3 pièces de canon et 800 prisonniers. De son côté, Lemoine pénétra sans obstacle à Weilbach et Eddersheim, d'où il jeta son infanterie légère et ses chasseurs sur la rive gauche du Mein, entre Hœchst et Flœrsheim. Le corps de Lefebvre rencontra peu d'obstacles: quoique les ponts de la Nidda eussent été détruits, et que la cavalerie impériale parût disposée à en disputer le passage; aussitôt qu'ils furent réparés, les chasseurs attaquèrent avec vigueur la ligne ennemie qui fut enfoncée à la seconde charge, et perdit 150 cuirassiers; on en poursuivit les débris jusqu'aux portes de Francfort, où le premier régiment de chasseurs entrait déjà pêle-mêle avec eux.

Mais au moment où la ville allait être enlevée, arriva le courrier, porteur des préliminaires de paix, accompagné du commandant de la place même. Lefebvre fit prendre position à son infanterie à l'embranchement du chemin de Freidberg, et transmit aux généraux en chef les dépêches qui leur étaient adressées. Werneck, qui se trouvait sur les hauteurs de Bergen avec un corps nombreux de

cavalerie accouru à toute bride d'Ilbenstadt, commençait à tirailler avec la brigade de chasseurs dirigée sur ce point, et se flattait de la replier derrière la Nidda, quand la réception des dépêches d'Italie l'engagea à suspendre sur-le-champ les hostilités.

Pendant que l'aile droite s'arrêtait ainsi au milieu de ses succès, par un événement aussi heureux qu'imprévu, Grenier avait pris position à Usingen et Hombourg, Olivier, sur les hauteurs de Nieder-Klée. Hoche, laissant à l'infanterie de Championnet le soin de le suivre, s'était porté en toute diligence, avec une seule demi-brigade, les hussards, les dragons et la grosse cavalerie, dans la plaine de Lich, où son intention était d'attaquer les Autrichiens. Ne les y trouvant pas, il se dirigea sur Friedberg, où il reçut la nouvelle de la signature des préliminaires de paix.

Le lendemain, des conférences eurent lieu à Ilbenstadt, pour régler la ligne de démarcation des deux armées, il fut convenu qu'elle suivrait le cours de la Nidda.

On peut dire que la notification de la paix sauva Werneck d'un grand danger; car au moment où il arrivait avec sa cavalerie devant Francfort, voici quelle était la position de l'armée de Sambre-et-Meuse : Lefebvre, avec environ 18,000 hommes, prenait poste à Rudelsheim; le centre, composé des divisions Grenier et Olivier, fort d'environ 15,000 hommes, était à même de le soutenir d'Usingen, Hombourg et Nieder-Klée; Hoche, avec environ 5,000 chevaux se trouvait entre Friedberg et Assenheim; Staden était gardé par un bataillon, deux autres allaient être jetés dans Assenheim; enfin, 18,000 hommes, aux ordres de Championnet, pouvaient se porter, en une marche rapide, de Hungen à Lindheim sur la Nidda, où ils se fussent trouvés sur les flancs de l'armée autrichienne.

Bien que cette situation ne fût pas tout à fait désespérée, et qu'il restât aux Impériaux une voie de retraite par Wurtzbourg, il eût fallu pour les en tirer sains et saufs, un génie supérieur à celui que le général autrichien déploya à l'ouverture de cette courte campagne.

L'archiduc Charles ayant remis, aussitôt après l'armistice, le commandement de l'armée de Styrie au comte de Tersy, partit sur-le-champ pour revenir en Allemagne, où sa présence ne fut heureusement pas nécessaire. Mais il convient de quitter les champs de la Wétéravie et de la Souabe, théâtres de tant de combats divers, pour nous reporter vers les lagunes de Venise, où une guerre d'une nature toute différente appelle notre attention.

CHAPITRE LXXIII.

Insurrection démocratique dans le Bergamasc et le Brescian. — Réaction oligarchique, révolte de Vérone. — Déclaration de guerre de la France à la république de Venise; troubles et dissolution de cette antique république.

Après avoir rendu compte des opérations de ces armées qui ont conquis, au sein des États héréditaires de l'Empereur, une paix réclamée par les besoins et les vœux des nations belligérantes, nous allons fixer nos regards sur un événement d'un autre genre, et assister à la chute d'une ancienne république, qui, impuissante pour se maintenir au milieu de tant de bouleversements, cherche vainement de nouveaux étais dans les changements d'une constitution cimentée par plusieurs siècles, s'écroule enfin et disparaît pour jamais de la carte de l'Europe.

Mais, pour mettre le lecteur à même d'apprécier les causes de ce grand événement, il convient de jeter un coup d'œil sur ce gouvernement qui bientôt ne sera plus, et d'exposer la situation politique et militaire de Venise à l'époque de l'invasion de l'Italie par les Français.

Quoique des historiens, pour flatter l'aristocratie vénitienne, se soient efforcés de confondre son origine avec celle de Venise même, il paraît certain et plus conforme à la marche des sociétés, que la démocratie fut la première forme de gouvernement adopté par les fondateurs de cette république, lorsqu'ils cherchèrent dans les lagunes un asile contre les barbares. L'institution de la dignité ducale au VIIe siècle, n'empêcha même pas la démocratie de dominer dans les lois de la république jusqu'en 1248, que l'habile et audacieux Gradenigo, s'emparant de l'autorité et de la législation, changea le gouvernement représentatif en

aristocratie héréditaire. De cette époque date l'établissement de cette constitution si compliquée qui, concentrant tous les pouvoirs sociaux dans une classe privilégiée, et réduisant toutes les autres à l'ilotisme politique le plus complet, dut sa conservation à des moyens d'autant plus violents, que ses principes étaient plus vicieux. Un grand conseil permanent, héréditaire, composé de la totalité des patriciens obligés de résider dans la capitale, fut investi du pouvoir législatif et du droit de nommer aux magistratures ou aux principaux emplois civils et militaires, auxquels les membres de ce corps souverain devinrent seuls admissibles. L'autorité du gouvernement fut confiée à un sénat nommé chaque année par le grand conseil, et chargé de la préparation des lois, des délibérations sur les affaires politiques, de l'administration des finances et de la police intérieure. Le conseil du doge également à la nomination du grand conseil veilla à l'exécution des mesures arrêtées par le sénat.

Cette forme de gouvernement ne tarda pas à s'altérer; bien que les patriciens fussent constitutionnellement égaux, il s'établit entre eux des classifications fondées sur l'antiquité et l'illustration de quelques familles, et sur l'inégalité des fortunes. Une tendance oligarchique se faisait sentir par la concentration de tous les emplois de la république, dans un petit nombre de mains. Le sénat, envahi par les familles puissantes, dépouillait graduellement le conseil souverain de ses attributions les plus importantes; et, dans cette aristocratie déchue, grand nombre de patriciens, croupissant dans l'indigence, ou vivant d'aumônes publiques, d'espionnage ou d'escroqueries, n'avaient retenu de leurs droits constitutionnels, que le honteux privilége de trafiquer de leurs suffrages pour les emplois dont le sénat leur abandonnait la nomination. De cet état de choses naquit parmi la noblesse *ce mécontentement si dangereux,* selon Montesquieu, *dans une aristocratie où l'ambition d'un seul devient celle d'une famille, et l'ambition d'une famille celle de plusieurs.* Cette disposition des esprits était d'autant plus redoutable à Venise, qu'elle pouvait s'appuyer sur le ressentiment d'un peuple exhérédé de ses droits politiques, et pour qui le livre d'or ne s'ouvrait jamais ni aux talents ni aux services.

Les gouvernements impopulaires croient n'avoir d'autre moyen de se délivrer des terreurs qu'ils éprouvent, que de rendre la terreur générale; telle fut la règle de conduite qu'adopta l'oligarchie vénitienne pour prévenir ou déjouer les conspirations, et se soustraire aux dangers qui menaçaient son existence. Le *conseil des Dix*, investi d'une autorité sans limites et sans responsabilité sur les personnes, fut institué et spécialement chargé de veiller à la sûreté de l'État; attribution, dont il est si facile d'abuser par le vague des expressions qui les déterminent, et par l'étendue de pouvoir qu'elles concèdent. Dès lors, toute la force du gouvernement passa dans la police, et cette autorité nouvelle ne tarda pas à tourner contre la constitution même, par des altérations progressives, la force qu'elle avait reçue pour la maintenir. L'ambition toujours croissante du conseil des Dix, le désir d'environner d'un mystère impénétrable ses usurpations et ses coups d'autorité, donna naissance à l'*Inquisition d'État,* tribunal redoutable, dont l'empire absolu dominait le doge comme le dernier citoyen; délibérant et frappant dans l'ombre, sans autre frein que ses caprices, sans autre vue que d'assurer à l'ordre existant une durée qui, suivant l'expression d'un publiciste, n'était que la perpétuité des abus. Alors le despotisme se crut consolidé, et un autel fut érigé à la crainte. Les récompenses prodiguées à l'espionnage devinrent une ressource pour la noblesse indigente; et la délation, toujours accueillie et encouragée, s'exploita chez ce peuple commerçant comme une branche d'industrie. Cent bouches de fer, nuit et jour ouvertes aux dénonciations anonymes, servaient d'organes aux passions haineuses et vindicatives. Le redoutable décemvirat, affranchi du joug des formalités, prononçait à huis clos des arrêts de détention ou de mort, exécutés avec le même mystère par les agents de son invincible pouvoir. Docile aux leçons du despote qui abattait dans son jardin les plantes les plus élevées, ce comité de salut public poursuivait de ses soupçons tout ce qui sortait de la sphère commune; aussi n'était-il pas rare de voir un citoyen, dont les services ou les libéralités commandaient l'admiration de la foule, expier sous les plombs ou dans les flots de l'Adriatique, ses talents et sa popularité.

Digitized by Google

Du reste, l'inquisition d'État atteignit pleinement le but de son institution, le maintien de la tranquillité publique. La profonde politique et l'esprit de persévérance qu'on observe dans la conduite de ce tribunal, où n'entraient que des hommes consommés dans les affaires et fortement imbus des maximes sur lesquelles s'appuyait le système oligarchique, donnèrent à ce système une durée que les établissements politiques obtiennent rarement ; et on remarquera au nombre des moyens qu'il mit en jeu, la défense rigoureuse de parler sur des matières de gouvernement. D'ailleurs, une administration prévoyante entretenait l'abondance : la splendeur des fêtes publiques, en vivifiant le luxe et l'industrie, attirait sans cesse l'attention de la multitude et la détournait de soins plus importants; la licence des mœurs la plus effrénée, tenait lieu de liberté; le peuple vénitien, sans ressort comme sans énergie, s'endormait dans la nullité, et l'histoire n'offre peut-être rien de comparable à la tranquillité dont jouit Venise pendant cinq siècles, à l'abri des factions et des dissensions intestines.

Si, détournant nos regards de la capitale, nous les portons sur les provinces de terre ferme, nous verrons qu'elles étaient loin de se ressentir de la douceur qui présidait à son administration. C'étaient autant de proconsulats où s'enrichissaient par des exactions continuelles les patricieus que le sénat envoyait pour les gouverner. Des troupes étrangères, à la solde de la république, y maintenaient l'obéissance : du reste rien ne s'opposait aux rapines des provéditeurs. Ennemi des droits municipaux et des priviléges des villes, le sénat n'avait laissé à celles de terre ferme, que l'ombre de ces institutions protectrices. La noblesse même avait été dépouillée de ses prérogatives, et le niveau de la servitude égalisait tous les rangs. La classe des nobles de province pouvant devenir redoutable si elle restait unie, le gouvernement, pour l'empêcher de sortir de sa nullité, suivit à son égard la maxime constante d'entretenir des divisions perpétuelles parmi les familles, et de détruire peu à peu les plus puissantes. Gouvernés plus ou moins par la terreur, suivant leur caractère et leur position géographique, les sujets de Venise, Italiens, Esclavons, Grecs, Dalmates, exclus de toute participation au gouvernement, n'étaient unis par d'autre lieu social que la force; et comme il n'y avait point de patrie commune, il n'y avait point de citoyens.

Cette esquisse de la constitution vénitienne suffira pour faire sentir que si elle avait procuré à la république une supériorité momentanée sur de faibles voisins, à l'époque de la chute de l'empire grec et des guerres civiles d'Italie, le cas était bien différent aujourd'hui. Il est clair, en effet, qu'un système fondé non sur l'amour, mais sur la crainte, non sur l'esprit national, mais sur la corruption et la division des sujets, devait enlever au gouvernement tout moyen de résister à un adversaire qui mettait en jeu les puissants intérêts de la multitude.

D'autres circonstances concoururent à faire déchoir la république de la splendeur qu'elle avait dû à sa position et à sa supériorité maritimes ; la découverte du nouveau monde, celle du cap de Bonne-Espérance, avaient fait passer à d'autres peuples le sceptre du commerce et la factorerie universelle, sources de sa prospérité. L'Autriche, accrue d'une partie de l'Italie, avait enveloppé de ses bras de géant le territoire de Venise, et lui donnait à craindre pour son indépendance. Ce n'était plus cette république florissante dont l'éclat fixait les regards de l'Europe, alors que la ligue de Cambrai unissait contre elle plusieurs États puissants, dont la jalousie était un hommage rendu à sa force ; Venise, à l'époque de la révolution française, se voyait négligée de toute l'Europe, et n'était connue que par l'antique réputation de son gouvernement. La paix de Passarowitz qui mit fin aux éternels différends de la république avec la Porte, et donna à son territoire des limites qui n'ont plus varié jusqu'à sa destruction, termina son histoire politique. Depuis cette époque, le gouvernement borna tous ses soins à demeurer spectateur impassible des événements, et à éviter tout ce qui aurait pu donner de l'ombrage à ses voisins. Confiant sa sûreté à la jalousie réciproque des grandes puissances et à ces maximes de droit public, toujours invoquées par les États faibles, le sénat plaça sa politique dans une imperturbable neutralité, que l'on aurait pu prendre pour un amour exclusif de la paix, si les fréquentes épreuves qui exercèrent sa patience sans jamais la lasser, n'eussent démontré

Digitized by Google

que ce système était dû uniquement à la faiblesse et à la timidité.

Cette inertie du sénat paraît dans tout son jour, lorsqu'en examinant ses forces militaires, l'on trouve qu'il s'était mis hors d'état de faire respecter cette neutralité qu'il affectait de proclamer en toute occasion. Les Vénitiens, étrangers aux découvertes utiles et aux progrès des idées, étaient restés en arrière de la civilisation européenne; l'art même des constructions navales, dans lequel ils avaient été les maîtres des nations modernes, languissait stationnaire à Venise. Les fortifications abandonnées tombaient en ruines; quant à l'armée de terre, elle se composait de 12 à 13,000 hommes d'infanterie, dont moitié environ d'Esclavons, le reste se formait d'Italiens et d'aventuriers de toutes les nations. Le gouvernement n'entretenait aucune cavalerie, mais passait des contrats avec les nobles de terre ferme qui s'engageaient, en cas de besoin, à lever et monter à leurs frais des compagnies dont ils avaient le commandement. Le service de terre était dédaigné des patriciens; aussi ne vit-on guère à la tête des armées de la république que des généraux étrangers, congédiés aussitôt après la paix.

Telle était la situation de Venise quand la révolution française éclata. Le bruit de la chute du plus antique trône de l'Europe fut à peine entendu dans cette ville, et ne put tirer le gouvernement de son assoupissement léthargique. Ce grand événement en fut mal compris, ses conséquences légèrement jugées, et l'orgueil aristocratique se plut à considérer l'élan passionné de tout un peuple vers la liberté, comme l'effet d'un délire passager dont l'excès devait précipiter la fin. Cependant, tout présageait une crise prochaine, et les circonstances qui préparaient l'explosion, semblaient devoir imprimer aux opérations politiques et militaires, un caractère de violence menaçant pour les droits des neutres. Le sénat n'en proclama pas moins son attachement à ses anciennes maximes, et tour à tour dominé par la crainte de l'Autriche et par l'horreur des principes que la France cherchait à propager, il remit sa destinée au hasard des événements. Il était aisé de voir pourtant que ce dernier sentiment dominait dans les conseils, et se fortifiait par le danger où la France, en butte aux discordes civiles et à une coalition formidable, paraissait devoir bientôt succomber. Non content de livrer passage sur son territoire aux troupes autrichiennes, le sénat autorisa ses sujets, le 6 octobre 1792, à fournir des armes et des vivres aux Austro-Sardes, et accorda secrètement au roi de Sardaigne un subside de 500,000 ducats. Il refusa de reconnaître la république française et de recevoir son envoyé. Cependant, après diverses alternatives de fortune, la victoire s'étant déclarée pour la France, il songea alors à s'en rapprocher, et consentit, sinon à reconnaître d'abord la république, du moins à établir avec elle quelques relations. Plus tard, Venise envoya un ambassadeur à Paris, et poussa, comme on l'a déjà dit, la condescendance jusqu'à accorder au Directoire l'éloignement de Louis XVIII.

Tandis que le sénat vénitien mettait dans ses relations diplomatiques une irrésolution marquée au sceau de la faiblesse, sa police au dedans redoublait d'activité pour comprimer l'influence des idées nouvelles; et tout en protestant de sa neutralité, l'inquisition d'État déployait ses rigueurs contre ceux qu'elle présumait être partisans de la France. Il y avait tout à craindre du mécontentement des provinces de terre ferme contre un système également oppressif pour les différentes classes. Les provinces de Bergame et de Brescia, plus rapprochées du volcan révolutionnaire, devaient surtout offrir un point d'appui favorable aux entreprises des novateurs: le caractère remuant et inquiet de leurs habitants, qui s'était signalé dans maintes occurrences par de fréquentes insurrections, était pour le gouvernement un sujet perpétuel d'inquiétude. Il s'y forma des associations secrètes qui, ralliant par des affiliations tous les sectateurs des principes démocratiques, conçurent pour l'affranchissement de leur patrie, des plans dont le succès pouvait seul justifier la hardiesse.

Dès le mois de juillet 1795, lorsque l'armée française était dans la rivière de Gênes, un Brescian se présenta à Villars, envoyé de la république, et au représentant Beffroy, auxquels il fit part du complot formé contre le gouvernement vénitien. Sur l'invitation de ce dernier, il se rendit à Paris auprès du comité de salut public, auquel il soumit

ses plans. Il annonçait, comme prête à éclater à Brescia, une insurrection dont tous les moyens étaient combinés par les familles Lecchi et Gambarra qui devaient diriger ce mouvement. Pour l'appuyer, la France était priée de faire marcher en Italie une armée, sous la protection de laquelle on formerait une république nouvelle des villes affranchies de la Lombardie et de l'État vénitien.

Quoique ce plan n'eût rien de bien engageant dans la situation des choses, il était trop conforme au système de la propagande révolutionnaire, pour n'être pas accueilli; et comme il présentait aux meneurs des facilités imprévues pour une invasion en Italie, il contribua sans doute à suggérer l'idée de porter une armée par la Lombardie et les provinces de terre ferme jusque dans les États héréditaires de l'Empereur.

L'invasion exécutée comme on sait dans la campagne de 1796, amena en effet les Français à occuper presque tous les États de Venise. Incapable de défendre seul son territoire, le sénat, à l'aide des Autrichiens, eût été plus d'une fois à même de l'affranchir, et de faire pencher la balance du côté où il n'avait du moins rien à craindre pour ses institutions. Aux époques de Castiglione et d'Arcole, il eût suffi d'un armement pareil à celui qu'il effectua trop tard, pour décider la tournure de la guerre; mais, tremblant et incertain, il repoussa au moment favorable les projets de l'inquisiteur d'État Pesaro, le seul qui déploya du caractère dans ces événements. Quand le péril devint plus imminent par les revers multipliés des Impériaux, il recourut à des armements qui ne pouvaient plus le sauver, et ne sut s'allier franchement ni à la France qui l'en sollicitait, ni à l'Autriche qui y comptait pour rétablir ses affaires. Cet état de choses favorisait les vues des novateurs dont les succès dépendaient actuellement de ceux des armées républicaines.

De son côté, Bonaparte voyant l'obstination du sénat à repousser l'alliance de la France, avait jugé d'un coup d'œil tout le parti qu'il pouvait tirer d'une révolution dans les États de terre ferme. A la veille de s'engager dans les Alpes Noriques et les défilés de la Carinthie, de se placer, en un mot entre les armées autrichiennes et la république de Venise, il lui importait de se tenir en garde contre ce gouvernement, dont la conduite ne décelait que trop la partialité envers l'Autriche, et qui pouvait, en se déclarant contre lui, mettre son armée dans une position périlleuse, inquiéter ses derrières, et lui fermer, en cas de revers, les chemins de l'Italie. Instruit que les podestats Ottolini à Bergame, et Mocenigo à Brescia, faisaient tous leurs efforts pour organiser des milices, et bien convaincu que cet armement clandestin des campagnes n'avait d'autre objet que d'opérer un soulèvement contre les Français, le général en chef pensa que ce serait peu pour lui d'être maître des châteaux de Bergame et de Brescia, d'avoir des garnisons à Peschiera, à Vérone, à Legnago; il crut devoir chercher dans le mécontentement d'une partie de la population, les moyens de paralyser les démarches hostiles du sénat. L'adjudant général Landrieux, chef de l'état-major de la cavalerie, en qui il reconnut un esprit d'intrigue et de ruse propre à seconder ses vues, fut secrètement chargé de correspondre avec les sociétés patriotiques dont nous avons parlé plus haut, et de leur imprimer l'ensemble et la direction convenables, tandis que, pour conserver les dehors de la neutralité, il recommanda à Kilmaine ainsi qu'à tous les autres officiers généraux stationnés en Lombardie et dans les États de terre ferme, de ne donner ni conseil ni secours aux mécontents (1).

Cependant, sous la protection et l'influence des troupes françaises, toutes les villes du Milanais avaient proclamé la liberté et créé des gouvernements municipaux; les éléments d'une république lombarde se formaient, le foyer insurrectionnel rapproché des États de Venise y lançait des étincelles, qui, tombant sur un terrain déjà préparé, devaient produire une explosion; les moyens en

(1) Nous adoptons ici la version d'un homme digne de foi; cependant, Bonaparte proposa plus tard au Directoire de punir Landrieux comme un fripon, qui avait eu des intelligences avec les autorités vénitiennes en même temps qu'il révolutionnait Brescia; ce qui, sans détruire entièrement l'assertion, la rend du moins douteuse. Il est possible aussi qu'on ait voulu rejeter sur cet officier le blâme du double rôle qu'on lui fit jouer.

Digitized by Google

étaient combinés d'avance, et le passage du Tagliamento par l'armée française en fut le signal.

Le 12 mars 1797, l'insurrection se déclara à Bergame, mais contre l'intention de Bonaparte, elle eut lieu sous l'influence directe du commandant français. Une pétition exprimant le vœu de la population pour la liberté et la réunion de la province à la république cisalpine, fut colportée chez les habitants, et reçut un grand nombre de signatures. La souveraineté du peuple Bergamasc fut proclamée, et l'élection d'une municipalité provisoire se fit dans le plus grand ordre. Le lendemain, deux membres de ce corps vinrent intimer au podestat l'ordre de quitter la ville, et le 14, le gouvernement nouveau transmit, à la république de Milan, le vœu du peuple souverain de Bergame pour la réunion indiquée par la pétition du 12.

Un mouvement semblable éclata à Brescia quelques jours après, mais les Français y demeurèrent étrangers, du moins en apparence. Une centaine de sapeurs de la légion lombarde, eurent l'ordre de se rendre de Milan à Peschiera en passant par Brescia qui est l'étape ordinaire. Le provéditeur Battaja, prévenu par ses espions que le peuple Bergamasc allait l'attaquer, envoya à la rencontre de ces sapeurs un détachement de 100 cavaliers vénitiens qui, les prenant pour l'avant-garde insurgée, les assaillirent. Les Lombards attaqués se défendirent bravement, prirent 50 chevaux aux Vénitiens, et ramenèrent le reste en désordre jusqu'à Brescia. Les mécontents, profitant de cet instant et de l'apparition des Bergamasques qui arrivaient sur l'autre route, levèrent alors le masque, et s'étant rassemblés à quelque distance de la ville, signifièrent au provéditeur qu'il eût à leur en faire ouvrir les portes, annonçant qu'ils étaient l'avant-garde d'une armée de Bergamasques, de Cisalpins et de Français, et que la moindre résistance attirerait sur Brescia la plus terrible vengeance. Ce magistrat, intimidé, obéit; et les insurgés, vainqueurs sans avoir combattu, désarmèrent sans résistance un corps de 500 Esclavons qui tenait garnison dans la ville, proclamèrent la liberté et établirent un gouvernement municipal. Ces événements se passaient en présence des troupes françaises qui n'y prirent aucune part, et se bornèrent à maintenir la tranquillité au milieu de ces scènes de désordre.

L'arrivée d'un corps de troupes françaises à Crêma, y fut, le 28 mars, le signal d'un pareil mouvement. Le podestat ayant donné accès dans la place à un détachement de cavalerie républicaine, celui-ci se saisit d'une porte, et introduit une colonne d'infanterie, suivie d'un certain nombre de patriotes italiens. Bientôt les autorités sont congédiées, une municipalité établie, la garde nationale organisée; et le peuple, appelé à une liberté qu'il ne connaît pas, s'y laisse conduire avec plus de résignation que d'enthousiasme.

Cependant, le sénat de Venise, arraché à son inertie par l'imminence du péril, n'abandonna point les errements de sa vieille politique. Il se rapprocha du ministre de France, écrivit au Directoire, et députa à Bonaparte le procurateur Pesaro et un autre patricien, pour savoir s'il pouvait compter sur l'assistance et la protection de la république dans la réduction des rebelles. Le résident de Venise à Milan, informé que les insurgés avaient choisi l'adjudant général Landrieux pour leur général en chef, le complimenta même sur cette nomination : persuadé, disait-il, qu'il serait plus capable qu'un autre de s'entendre avec le sénat vénitien pour calmer ces troubles; supposant que cet officier préférerait le rôle de médiateur entre la république et les mécontents, à celui de général d'une troupe de factieux qui usurpaient le gouvernement.

Ces démarches tardives n'eurent pas le succès qu'on s'en promettait : le Directoire donna une réponse évasive, en prétextant qu'il attendait les rapports et l'avis de Bonaparte. Celui-ci, feignant la surprise, déclara qu'il n'osait rien promettre sans avoir reçu les ordres de Paris; et loin de satisfaire aux demandes de dégrèvement que lui fit la députation en faveur des provinces de terre ferme, foulées par dix mois de réquisitions et de pillage, il demanda au sénat un million par mois pour subvenir à l'approvisionnement de ses troupes, engagées dans les gorges peu fertiles de la Carniole. Lallement, de son côté, peu préparé à la brusque ouverture des Vénitiens, insinua à tout hasard que le moyen le plus sûr de resserrer les liens prêts à se rompre entre les deux États, et de mettre fin aux insurrections de terre ferme, était d'opérer

à la constitution de Venise les réformes nécessaires pour la mettre en harmonie avec celle de France. Une telle annonce jointe au triste rapport de Pesaro, était un coup de mort à l'oligarchie; aussi cet avis, mis en délibération, fut-il rejeté par le grand conseil à la majorité de 195 voix sur 200.

On se décide donc à prendre des mesures énergiques contre les villes insurgées : de nombreux émissaires prodiguent l'or et les promesses pour opérer dans les campagnes une prise d'armes générale en faveur du gouvernement. Si les espérances du régime démocratique exaltaient quelques têtes des habitants des villes et des nobles lésés, ceux des campagnes, les prêtres, et tout ce qui tenait à l'administration publique, lui étaient opposés. Le choc de pareils intérêts pouvait être long et terrible. A des passions exaltées il faut opposer des passions contraires. Un clergé nombreux mettant son influence aux ordres de l'inquisition d'État enflamme par des prédications furibondes le zèle de l'ignorant et crédule montagnard. A Vérone, le provéditeur Battaja, excite par une proclamation les sujets restés fidèles, à s'armer contre les Français ou leurs adhérents. Un plein succès couronne ces manœuvres; bientôt toute la population de la rive occidentale du lac de Garda et des vallées de la Sabbia et de la Trompia, réunie à quelques troupes de ligne, sous le général Fioravanti, s'apprête à déboucher dans les plaines du Brescian.

Les démocrates, instigués par les agents français, et informés des mouvements médités contre eux, se décident à prendre l'initiative et à s'emparer de Salo, place vénitienne sur la rive occidentale du lac de Garda, d'où le provéditeur Zicogna faisait passer les armes et les munitions aux montagnards. Il sort de Brescia pour cette expédition, environ 1,200 hommes commandés par un Lecchi, et 4 pièces de canon servies par des canonniers français travestis. Le poste de Tormini qui domine Salo est enlevé, et l'on arrive, le 29 mars, aux portes de la ville. Les habitants viennent faire leur soumission et livrent des otages. Mais pendant ce temps, les montagnards, dociles à la voix de leur syndic, culbutent le détachement laissé à Tormini, et tombent, le 31 mars, sur la troupe de Lecchi, qui, prise à l'improviste, est bientôt refoulée dans Salo. Tous les Français se font jour; mais 200 Polonais de la légion Dombrowski qui cherchent un refuge dans les maisons avec quelques insurgés, y sont faits prisonniers.

Ce premier succès enhardit les montagnards; bientôt ils débouchèrent de toutes les vallées, et vinrent asseoir un camp de 10 à 12,000 hommes à Sainte-Euphémie, à une lieue de Brescia. L'apparition de l'ennemi n'intimida point ses habitants, qui, dès le premier jour de l'insurrection, avaient armé leurs remparts, et le 4 avril, ils soutinrent une vive canonnade de la part des assaillants.

Ces rassemblements nombreux auxquels le cri de *mort aux Français* servait de ralliement, les Polonais faits prisonniers, une garnison française bloquée dans le château de Brescia, plus encore que les demandes de secours des insurgés brescians, devaient éveiller la sollicitude des généraux sur la sûreté de leurs troupes évidemment compromises. Lorsqu'on se rappelle d'ailleurs que 8,000 hommes seulement, disséminés entre l'Isonzo et l'Adda, entretenaient la communication de l'armée avec le Milanais, l'on conçoit que leur position commandait de la part de Kilmaine la plus sérieuse attention. D'abord il tira des divers dépôts français, polonais et cisalpins stationnés en Lombardie, environ 1,500 hommes dont il confia le commandement au général Lahoz, patriote milanais, qu'il chargea du désarmement des campagnes. Celui-ci ayant prévenu les Brescians du jour de son arrivée, ils combinèrent un effort vigoureux, et à l'apparition de la colonne, ils se jetèrent sur le camp des montagnards. La résistance, quoique vive, ne fut pas de longue durée; ils furent poursuivis jusqu'aux environs de Lonato. Leur défaite eût été complète, si le bruit du passage du Mincio par 3 ou 4,000 paysans véronais n'eût commandé de la circonspection aux vainqueurs.

Voyant que ces levées se bornaient à garnir la rive gauche du Mincio, Lahoz, après avoir chassé les montagnards de Larezzo à la suite d'un vigoureux engagement où il leur prit trois pièces de canon et quantité de fusils, résolut de marcher sur Salo; mais, craignant d'y essuyer un nouvel échec, il demanda des secours au commandant de Peschiera et au chef de la marine, qui se décidèrent à envoyer, le 10 avril, devant Salo la flottille française, montée par quelques troupes de terre. A son

Digitized by Google

approche, le commandant de cette flottille somma le provéditeur Zicogna de lui rendre la place, sous prétexte qu'elle était devenue nécessaire aux Français pour s'opposer aux progrès des Autrichiens : sur son refus, la flottille commença à canonner la ville dont les habitants s'enfuirent dans les montagnes.

L'intervention des Français n'était plus un mystère, mais on chercha néanmoins à la colorer d'apparences pacifiques. Le lendemain, le commandant de la flottille se rendit à Salo, et déclara que les Brescians étaient prêts à se retirer, si les habitants voulaient déposer les armes. Bien qu'il offrît de rester comme otage, les esprits étaient trop animés, pour ne pas rendre cette proposition infructueuse. Le jour suivant, Lahoz s'avança sur Salo en deux colonnes ; quoique la ville fût presque déserte, des tirailleurs en disputèrent les approches : la trahison d'un de leurs pelotons qui se voyant coupé fit feu après s'être rendu, fut la cause ou le prétexte du sac de cette ville.

Les affaires prenaient ainsi une tournure sérieuse dans les états de terre ferme, à l'instant même où Joubert laissait le Tyrol à découvert pour faire sa jonction avec l'armée dans la vallée de Klagenfurth, et où Kerpen, suivant ses traces, laissait au général Laudon le soin de balayer le Tyrol méridional du peu de Français qui s'y trouvaient. Conformément à ses instructions, ce dernier revint aussitôt sur Botzen, puis se porta, le 10 avril, sur Trente avec la majeure partie de son corps, tandis qu'une faible colonne se dirigeait par la rive droite de l'Adige sur Arco, Riva et Torbole, postes qui tiennent la tête du lac de Garda. Le général Serviez, qui n'avait à lui opposer que 12 à 1,300 hommes sur les deux rives, fut battu et dispersé ; une partie de ses détachements s'enfuit sur Brescia, une autre se rejeta sur les postes du général Balland dans la vallée de l'Adige. Bientôt assaillis par un ennemi supérieur, ceux établis le long de la rive orientale du lac de Garda, n'ayant pu gagner Peschiera par Lacize, se réfugièrent à Castelnuovo, où ils furent en partie cernés et faits prisonniers. D'autres gagnèrent Vérone, le 16, par la chaussée de Trente sur la rive gauche de l'Adige, en laissant un poste au fort de Chiusa.

La part que les Français avaient prise au blocus de Brescia, à la prise de Salo, était connue à Venise, et y causait un vif ressentiment. Dès lors, les préparatifs du sénat redoublèrent, et il n'eût pas manqué d'éclater ouvertement, si l'approche de la division Victor, qui venait d'Ancône et traversait les États de terre ferme pour rejoindre l'armée, ne lui eût imposé. Mais, instruit enfin que les Tyroliens se levaient en masse pour se défendre, et que dans cette province, la chaîne de postes laissée pour entretenir les communications du corps de Joubert avec l'Italie, venait d'être détruite et dispersée par le général Laudon qui s'avançait sur la frontière avec un corps de 12,000 hommes, il reprit courage. D'un autre côté, le sénat, de plus en plus excité par les insinuations du cabinet autrichien, qui ne manquait pas d'augmenter les terreurs en accusant les intentions du Directoire, crut n'avoir d'autre parti à prendre qu'à presser la levée en masse. Un comité fut établi à Vérone pour assurer par des mesures de police le succès de ces dispositions militaires. L'inquisition d'État redoubla de vigilance, et tout ce qui fut soupçonné de quelque partialité pour les Français expia ce crime dans les cachots ou sous les plombs.

Bonaparte, instruit à son tour des événements de Salo, envoya à Venise son aide de camp Junot, avec une lettre pour le sénat, auquel il réclamait, dans les termes les plus énergiques, une satisfaction éclatante des assassinats commis sur les Français, et le désarmement des campagnes. Cet officier était chargé, en cas de refus, de déclarer la guerre, et d'en faire afficher le manifeste à Venise. Le sénat répondit avec adresse, éluda le désarmement demandé, n'en continua pas moins ses préparatifs hostiles, et se flatta de faire prendre le change au général français sur ses véritables intentions en lui députant le censeur Dona et l'ancien ministre de la guerre Justiniani, pour lui réitérer de vive voix les protestations d'attachement à la France et de considérations personnelles.

Dans ces circonstances critiques les progrès des Tyroliens vinrent précipiter l'explosion, et montrèrent bientôt à découvert la trame préparée de longue main pour envelopper les Français dans une insurrection générale, et ce fut à Vérone que le gros de l'orage éclata.

Digitized by Google

L'infériorité de leurs forces consistant seulement en 2,000 hommes de troupes pour la garde des trois forts et des portes de la ville, le voisinage du Tyrol d'où le général Laudon pouvait secourir les insurgés favorisait sur ce point les vues du sénat. Tandis que des proclamations appelaient aux armes le peuple des campagnes, les prêtres remplissaient de leur fiel des esprits habitués à leur empire, et ulcérés d'ailleurs par les calamités de la guerre, qui, depuis dix mois, désolait ces contrées. Dès le milieu d'avril, la levée en masse du Véronais fut effectuée, et ne produisit pas moins de 30,000 paysans armés, dont une partie entra dans le chef-lieu, et l'autre cantonna dans les environs. Déjà, sous divers prétextes, 3,000 hommes de troupes italiennes et esclavonnes y avaient été envoyés par le sénat, tandis qu'au dehors un autre corps de troupes réglées se tenait à portée d'appuyer le mouvement qui se préparait. Le 16, un courrier fut expédié à Laudon pour l'instruire de l'état des choses et lui demander des secours.

Témoin de ces préparatifs, le général Balland qui commandait la garnison française, se renferma dans les châteaux, ne laissant aux portes de la ville que le nombre d'hommes strictement nécessaire à leur garde; mais en louant cette mesure de prudence, l'événement fait regretter qu'elle n'ait point été étendue aux hommes isolés, aux agents de l'administration militaire, et aux 400 malades qui se trouvaient dans les hôpitaux.

Telle était la situation de Vérone, lorsque, le 17 avril, jour de la seconde fête de Pâques, après vêpres, le tocsin sonne de toutes parts : on court aux armes : une population furieuse inonde les rues et les places publiques; on se précipite sur les Français épars dans la ville; tout est égorgé sans distinction. Avec le droit des gens, l'humanité est foulée aux pieds. Des monstres envahissent les hôpitaux et massacrent les malades et les blessés. Plusieurs Véronais sont victimes de ces fureurs, et des bandes forcenées parcourent la ville, menaçant de mort les habitants suspects d'inclination pour la France. L'on s'empare des trois portes après avoir fait main basse sur les sentinelles, on force à capituler les postes qui les gardaient, et toujours altérée de sang, une troupe frénétique, le provéditeur Emili à sa tête, se porte vers les forts dont elle demande l'assaut à grands cris.

Cependant les Français qui les occupaient entendaient avec indignation les cris de leurs compatriotes égorgés sans défense; l'artillerie des trois forts, dirigée contre la ville, lui fit essuyer une si vive canonnade, que le provéditeur extraordinaire et le podestat effrayés, se décidèrent à parlementer. Ces ouvertures déterminèrent le chef de brigade Beaupoil, commandant du château vieux à entrer en conférence pour le rétablissement de la paix; mais à peine se présentait-il à l'entrée du palais, escorté par la garde bourgeoise, qu'il fut assailli par derrière, saisi par les cheveux, désarmé, et ne s'arracha que difficilement des mains des furieux qui menaçaient sa vie. Échappé à ce danger, il conclut avec le provéditeur un arrangement d'après lequel les hostilités devaient cesser de part et d'autre, et la bonne harmonie être rétablie comme auparavant. Le provéditeur s'engageait à licencier les paysans, à remettre les portes de la ville aux troupes françaises et à maintenir la tranquillité. Cette convention n'eut aucun effet, parce que Balland qui n'y avait point participé, refusa de la ratifier. Pour toute réponse il fit signifier au provéditeur qu'il exigeait dans le délai de trois heures, le désarmement général des paysans et des habitants, le rétablissement des communications, la remise de six otages à son choix, enfin satisfaction éclatante pour tous les meurtres commis sur les Français. Ces conditions présentées dans les formes impérieuses d'un ultimatun, étant restées sans effet, les hostilités continuèrent. Le lendemain, les Véronais demandèrent une trêve pour parlementer; mais le général Balland persistant dans les conditions qu'il avait exigées la veille, le feu recommença de nouveau. Le peuple voulait à toute force livrer l'assaut, et ayant repoussé les sorties tentées par les assiégés, l'artillerie des fort lança des bombes, et tira à boulets rouges sur la ville où le feu ne tarda pas à prendre en plusieurs endroits.

Le sénat de Venise, jetant alors le masque, ordonna au provéditeur G. Foscarini d'envoyer de Vicence 2,000 Esclavons au secours des Véronais. L'arrivée de ce renfort coïncidant avec l'appari-

Digitized by Google

tion du comte de Neuperg sur le revers des montagnes, presqu'en face de Vérone, redoubla la fureur des assiégeants, qui se vengèrent des ravages causés par l'artillerie française dans leurs habitations, en égorgeant la petite garnison de la Chiusa, qui avait capitulé faute de vivres.

La joie de ces forcenés fut troublée par la nouvelle de l'armistice et la retraite des Tyroliens qui en fut le résultat; ils se replièrent, le 18, sur Rivalta par ordre de Laudon. Cependant, l'investissement des forts n'en continua pas moins. Ce que les assiégés avaient désormais le plus à craindre, était la famine, dont ils ressentaient déjà les premières atteintes, lorsque du haut des forts ils découvrirent, le 21 avril, une colonne française. C'était l'avant-garde du général Kilmaine, commandée par Chabran, qui, après s'être frayé un passage à travers les insurgés, sans calculer le danger d'une pareille sommation, exigeait que Vérone lui ouvrît ses portes. Cet incident donna lieu à quelques pourparlers; mais le détachement français n'étant pas assez fort pour imposer aux insurgés, les hostilités continuèrent, et il alla prendre position à Somma-Campagna, en attendant le gros des troupes que Kilmaine amena dans la nuit même.

Le général vénitien Montenari, informé par les avant-postes qu'il avait entre la porte neuve et la route de Peschiera, ne voulut pas lui donner le temps de tenter le passage de l'Adige au-dessus de Vérone, et résolut de prendre l'initiative. Le 22, au point du jour, il le fit attaquer à la Croce-Blanca par le corps d'Esclavons campé en avant des murs de Vérone, et soutenu de 3 à 4,000 insurgés. Le choc fut rude, mais bientôt repoussés du village, mis en désordre par l'explosion de leurs propres caissons auxquels un obus français mit le feu, les Esclavons, poursuivis par le général Chevalier, furent coupés de la ville par la cavalerie de Landrieux, et perdirent leur artillerie. Pendant ce temps, Lahoz, détaché par Chabran, surprenait à Pescantina le passage de l'Adige, malgré la vive résistance des insurgés, et couronnait les hauteurs de Saint-Félix, d'où il entra en communication avec le général Balland, en sorte qu'avant la fin du jour, Vérone fut investie sur la droite de l'Adige et sur la partie de la rive gauche qui regarde le Tyrol.

Ces succès étaient bien propres à entretenir le courage des assiégés; mais quelle douce satisfaction n'éprouvèrent-ils pas d'avoir soutenu l'honneur des armes françaises, lorsqu'ils reçurent, le 23, l'avis de la signature des préliminaires de paix. Aussitôt la nouvelle s'en répandit dans Vérone, et y causa une sensation d'autant plus vive, qu'on apprit au même moment que le général Victor dirigeait en toute hâte sa division, de Trévise, contre la ville insurgée. Alors la jactance et la fureur de ses habitants firent place au découragement et à la terreur. Plus d'espoir d'être secourus par l'Autriche dont les troupes allaient se replier. Toute l'armée française, refluant sur les États de Venise, avait de terribles représailles à y exercer. Dans cette position désespérée, les insurgés posèrent les armes, et attendirent en tremblant ce que les vainqueurs ordonneraient d'eux. Balland leur accorda une capitulation, dont les principales dispositions étaient le désarmement général, avant la fin du jour, de toutes troupes de quelque espèce qu'elles fussent; la remise de tous les Français, détenus ou non, qui se trouvaient dans Vérone, l'envoi à la citadelle de 16 otages nommément désignés, parmi lesquels se trouvaient l'évêque et les provéditeurs, enfin le payement de 40,000 ducats de contributions. Ces conditions acceptées sans examen, la division Kilmaine prit possession de Vérone. Le pillage de quelques maisons fut abandonné aux soldats, et trois des principaux habitants, jugés militairement, subirent la peine de mort. Ces rigueurs ne violaient point la capitulation, par laquelle les Véronais s'étaient livrés corps et biens à la discrétion des vainqueurs.

Telle fut l'issue de cette insurrection à laquelle on donna le nom de *Pâques Véronaises*. Dans cet intervalle, un événement qui s'était passé à Venise même, servit à manifester les véritables dispositions du gouvernement, et à justifier la politique qui préparait déjà la destruction de la république. Un corsaire français de 4 canons, chassé par des vaisseaux autrichiens, se réfugia, le 20 avril, dans les eaux de Venise et y mouilla. Sommé par les Vénitiens de lever l'ancre, il se disposait à obéir, lorsqu'il se vit canonné à la fois par le fort Saint-André et par les galères de la station du Lido; le capitaine Laugier qui le commandait fut tué, et

Digitized by Google

au même instant des soldats et des matelots de la station ayant abordé son bâtiment, le pillèrent et firent main basse sur l'équipage. Les Vénitiens affirmèrent pour justifier cet attentat, que Laugier avait tiré sur les batteries pour forcer le Lido : l'ambassadeur français soutint qu'il n'avait tiré que pour saluer le fort. Deux jours après parut un décret par lequel le sénat félicitait de leur conduite ceux qui avaient pris part à cet événement, et leur accordait des gratifications.

Malgré ces actes hostiles, le sénat, par un aveuglement qui caractérise sa politique, se reposait encore sur le succès de la mission des deux patriciens envoyés auprès de Bonaparte. Cet espoir était chimérique; en effet, ces députés, avant d'arriver à Klagenfurth, avaient appris la conclusion de la paix avec l'Empereur, et l'accueil qu'ils reçurent du général en chef à Gratz et à Leoben, les convainquit que le temps des négociations était passé; le partage des États de Venise convenu avec l'Autriche leur prouva que, n'ayant su ni faire la guerre ni conclure la paix à temps, il fallait s'attendre à recevoir la loi du vainqueur.

Toutefois ces habiles commissaires, feignant une grande confiance dans la générosité française, discutaient encore sur le désarmement et la reddition des prisonniers. Mais, en admettant même qu'il y eût moyen d'arrangement pour des griefs dont on s'accusait réciproquement, Bonaparte ayant stipulé le partage des États de terre ferme, ne cherchait à son tour que des prétextes plausibles pour leur déclarer la guerre, et au défaut des prisonniers et de désarmement, il en eût trouvé bien d'autres. « Au fait, s'écria-t-il dans la chaleur de cette discus» sion, si tous ceux qui ont outragé la France ne » sont pas punis, tous les prisonniers mis en li» berté, le ministre anglais chassé, le peuple dés» armé, et si Venise ne se décide pas entre l'An» gleterre et la France, je vous déclare la guerre. » Je viens de conclure la paix avec l'Empereur; » je pouvais aller à Vienne ; j'y ai renoncé pour » cela. J'ai 80, 000 hommes, vingt barques canon» nières. Je ne veux plus d'inquisition, plus de sé» nat ; *je serai un Attila pour Venise.* Quand » j'avais en tête le prince Charles, j'ai offert à » M. Pesaro l'alliance de la France ; je lui ai offert » notre médiation pour faire rentrer dans l'ordre » les villes insurgées. Il a refusé, parce qu'il lui » fallait un prétexte pour tenir la population sous » les armes, afin de me couper la retraite si j'y » étais réduit : maintenant, si vous réclamez ce » que je vous ai offert, je le refuse à mon tour. Je » ne veux plus d'alliance avec vous; je ne veux » plus de vos projets, je veux vous donner la loi. » Il ne s'agit plus de me tromper pour gagner du » temps comme vous l'essayez par votre mission. » Je sais fort bien que votre gouvernement, qui n'a » pu armer pour interdire l'entrée de son territoire » aux troupes des puissances belligérantes, n'a pas » aujourd'hui les moyens de désarmer sa popula» tion. Je m'en charge; je la désarmerai malgré » vous. Les nobles des provinces, qui n'étaient que » vos esclaves, doivent, comme les autres, avoir » part au gouvernement; mais déjà ce gouverne» ment est vieux, il faut qu'il s'écroule. »

Cependant, à force d'adresse, les négociateurs parvinrent du moins à différer un éclat, lorsque la nouvelle du massacre de Vérone et de l'enlèvement du navire de Laugier vint rompre une négociation déjà trop prolongée. Tremblant alors qu'on leur demandât compte du sang français, ils prirent le parti de se retirer, après avoir dissimulé dans une note, le mieux qu'ils purent, l'affront fait au pavillon français.

Tandis que ceci se passait au quartier général de Bonaparte, Victor ayant opéré sa jonction avec Kilmaine, leurs forces réunies s'élevèrent alors à plus de 10,000 hommes. Quelques engagements suffirent pour dissiper les rassemblements d'insurgés dans le Véronais, et, dès le 28, Vicence et Padoue furent occupés par les Français qui bordèrent une parties des lagunes.

Les habitants de quelques vallées bergamasques s'étant soulevés de nouveau à l'instigation des podestats cachés, le général Chevalier fut chargé de les dissiper avec une colonne mobile de 1,800 hommes, qui n'éprouva aucune résistance.

Les nouvelles que le gouvernement reçut bientôt après, étaient de nature à lui inspirer de vifs regrets sur sa conduite. L'esprit révolutionnaire ne rencontrant plus d'obstacles, avait franchi l'Adige avec les colonnes françaises. Vicence, Padoue appelés à la liberté par les proclamations de Lahoz, établissaient des municipalités; presque toute la

Digitized by Google

terre ferme méconnaissait l'autorité du sénat, qui n'était plus obéi que dans les lagunes. La nouvelle conférence réclamée à Palma-Nova par les députés Dona et Justiniani, n'avait abouti qu'à fournir l'occasion à Bonaparte d'exhaler son courroux contre la république; car, d'après leurs rapports, il ne semblait respirer que vengeance; et demandait la tête des inquisiteurs d'État et de l'amiral du Lido. La terreur s'accrut encore, lorsqu'on eut connaissance du manifeste par lequel il déclarait la guerre.

Avec un reste d'énergie le gouvernement eût songé, sinon à faire face à l'orage, du moins à succomber avec honneur; car il lui restait 14,000 hommes de troupes de terre, et 200 galères ou barques canonnières, portant au moins 800 pièces de canon, pour la défense mobile des lagunes, hérissées de nombreuses batteries. De plus, Venise renfermait en outre des armes de rechange, des approvisionnements de toute espèce, de l'eau douce pour deux mois, et des vivres pour huit. C'était sans doute plus qu'il n'en fallait pour arrêter une armée qui n'avait pas une seule frégate dans ces parages.

Dans des circonstances plus critiques, alors que l'Alviane venait d'être vaincu et pris à Aignadel par Louis XII; que l'empereur Maximilien, allié à la France et au pape, menaçait la république d'une ruine prochaine, le sénat dégagea ses peuples de terre ferme de tout serment, s'enferma dans les lagunes, décidé à vaincre ou à mourir, réussit par d'habiles négociations à dissoudre une coalition formidable, et brava ensuite les efforts de Maximilien. Mais les hommes étaient bien changés : il ne fallait rien attendre de pareil d'un gouvernement habitué, depuis un siècle, à triompher de ses ennemis par la ruse, et d'ailleurs peu sûr de l'affection de ses derniers sujets.

Le 1[er] mai, un comité extraordinaire composé de quarante patriciens fut convoqué par le doge pour aviser aux moyens de sauver la république. Divers projets y furent agités; mais on arrêta enfin en principe que des changements seraient faits à la constitution de l'État, et que deux patriciens, investis de pouvoirs illimités, seraient envoyés auprès dû général français pour entrer en négociation. Cette décision, sanctionnée par le grand conseil, fut portée à Bonaparte par les plénipotentiaires qui le rencontrèrent sur le pont de Marghera, et en obtinrent avec peine une suspension d'armes de six jours.

Cette trêve n'était pas une grâce, puisque l'armée française n'était pas encore réunie; néanmoins le sénat la considéra comme telle : elle lui eût laissé le temps de réfléchir sur le parti à prendre, si des rapports qui lui firent suspecter la fidélité des soldats esclavons et des matelots de l'escadre, n'eussent porté le découragement dans son sein.

Dans une première séance, le grand conseil décréta, le 4 mai, l'arrestation des inquisiteurs et du commandant du Lido; il autorisa en outre les deux plénipotentiaires à stipuler les conditions relatives à une réforme dans la constitution, et tout ce qui serait nécessaire pour opérer une réconciliation entre les deux républiques. Ces deux points accordés, le renvoi des Esclavons semblait ne devoir souffrir aucune opposition; cependant, par cet esprit de politique qui domina le gouvernement jusqu'à la dernière heure, il fut mis jusqu'à trois fois en délibération, et ce n'est que le 8 mai qu'ils furent payés de leur solde arriérée et embarqués pour la Dalmatie.

Pendant la suspension d'armes, l'armée française revenant sur ses pas à grandes journées, s'établit en face de Venise, de la manière suivante : Victor céda Padoue à la division Masséna, Vicence et Bassano au corps de Joubert, pour aller s'établir dans la Polesine à Rovigo; Baraguay-d'Hilliers, au centre occupa Mestre et Conégliano; Dotte cantonna à Motta-Sacile et Pordenone; la cavalerie du général Dumas à Trévise; tandis que sur les derrières, Augereau, revenu de Paris, remplaça Kilmaine dans le commandement des troupes à Vérone. Ainsi, plus de 45,000 hommes se trouvaient concentrés et prêts à agir en cas que le gouvernement, réduit au désespoir, voulût user de ses dernières ressources.

Toutes ces précautions ne servaient qu'à augmenter l'angoisse des sénateurs qui, voyant la trêve expirée, craignirent de n'en pas obtenir la prolongation, et autorisèrent le général Condulmero, commandant des Lagunes, à traiter de leur soumission à des conditions qu'ils désespéraient eux-mêmes d'obtenir.

Digitized by Google

Il n'était pas facile, en effet, de concilier les intérêts de l'armée française avec l'existence d'un gouvernement qui avait donné si récemment des preuves de duplicité. Les hostilités avec l'Autriche pouvaient recommencer; et, dans cette supposition, que devait-on attendre du sénat vénitien, sinon une guerre à mort? D'un autre côté, comment négocier avec un gouvernement dont on demanderait l'entier anéantissement comme première condition du traité? Bonaparte était plus capable que tout autre de trancher de pareilles difficultés : en employant tour à tour la ruse et la terreur, il parvint à faire décider que l'autorité serait confiée désormais à des hommes nouveaux, personnellement dévoués à la république française. Jamais la propagande n'avait eu de résultats si heureux, ni mieux sanctionnés par l'opinion générale. Il n'en fut pas de même des trames qui mirent fin à l'existence de Venise.

Mais revenons à cette première négociation. Immédiatement, après la conférence de Marghera, le général en chef était parti pour Milan où les commissaires vénitiens le suivirent ainsi que le ministre de France; et là il fut conclu un traité de paix, dont voici les principales dispositions :

« Le grand conseil abdique la souveraineté qui » doit résider dans la réunion des citoyens. Une » division française sera introduite dans Venise, » pour y maintenir l'ordre jusqu'à l'établissement » du nouveau gouvernement. Les inquisiteurs d'É» tat, le commandant du fort Saint-André et l'a» miral du Lido, seront jugés sans délai comme » auteurs des Pâques Véronaises et de l'assassinat » commis dans le port de Venise, sur le capitaine » Laugier et son équipage. Tous les autres Véni» tiens sont amnistiés par le Directoire exécutif. »

Des articles secrets stipulaient, en outre, une contribution de six millions, la cession de trois vaisseaux de guerre et de deux frégates, indépendamment de la remise de 20 tableaux et de 500 manuscrits.

Ce traité imposé par la force à la faiblesse, sans la participation du Directoire qui, ce jour-là seulement, ordonnait à l'ambassadeur vénitien de quitter Paris par suite des rapports du massacre de Vérone, n'obtint pas même son entière exécution. Les événements se précipitaient alors avec une telle rapidité, qu'au moment où l'on stipulait à Milan le renversement de la constitution aristocratique, elle s'écroulait à Venise aux acclamations du peuple. Il y avait dans cette métropole, comme dans les provinces, un parti nombreux, décidé à profiter de la présence des Français pour changer le gouvernement et secouer le joug d'une odieuse oligarchie. L'autorité précaire du doge et des magistrats devint impuissante pour contenir des passions si longtemps comprimées, et que les agents français avaient tant d'intérêt à faire éclater. Des démocrates ardents se groupèrent autour du secrétaire de la légation française, Villetard, qui, en l'absence du ministre, crut pouvoir prendre sur lui de se mettre à leur tête, et d'imprimer la direction au mouvement. Le décret du sénat qui annonçait des modifications dans le système constitutionnel, sans en fixer l'époque ni l'étendue, était loin de satisfaire les révolutionnaires : leurs prétentions s'en étaient accrues avec leur audace. Le 9, deux de ces hommes se rendent au comité extraordinaire, et y déposent une note rédigée, disent-ils, sous la dictée du secrétaire de légation. C'était un plan complet de révolution, où l'on indiquait comme moyens propres à prévenir de grands malheurs : 1° la formation d'une municipalité provisoire, qu'on substituerait sur-le-champ aux autorités existantes; 2° le rétablissement de la démocratie; 3° l'occupation de Venise par les troupes françaises. Un pareil acte, qui n'était revêtu d'aucun caractère d'authenticité, ne méritait sans doute nulle confiance; telle était cependant la détresse du gouvernement et la terreur qu'inspirait le parti populaire, que ce projet, présenté sous les auspices d'un agent subalterne et dans les formes les plus insolites, fut regardé comme une volonté de Bonaparte, et accueilli par le comité comme un ordre auquel il ne pouvait se dispenser de déférer. Les dispositions contenues dans la note de Villetard furent donc adoptées sans modifications, et transformées en projet de loi qui devait être soumis, après un délai de quatre jours, à l'assemblée générale des patriciens.

Le 12 mai, le grand conseil fut convoqué, et, sur la proposition du doge, au milieu de l'effervescence des passions contraires, d'une agitation toujours croissante dans la ville et de la terreur qu'elle inspirait aux patriciens pour leur sûreté,

Digitized by Google

ce corps décréta à la presqu'unanimité des voix qu'il se démettait de la souveraineté.

Cette lutte orageuse où l'esprit démocratique portait les derniers coups à une oligarchie expirante, ce passage subit d'un gouvernement renversé à un autre non encore établi, devait produire de graves excès chez un peuple que tout portait à la licence. L'absence d'une autorité répressive ouvrit la carrière à mille désordres; les oligarques ne s'étaient vus qu'en frémissant arracher leurs droits usurpés; l'anarchie pouvait leur offrir quelques chances favorables; de grandes richesses, un antique patronage exercé sur les basses classes, leur parurent des moyens suffisants de contre-révolution. Tout à coup une foule de gondoliers soudoyés, qu'anime l'appât du pillage, arbore l'étendard de Saint-Marc, se répand dans la ville, proférant des imprécations forcenées. Les promoteurs de la révolution sont assaillis et leurs maisons pillées. D'un autre côté les démocrates, en apprenant la délibération du grand conseil, se livrent à la joie de leur triomphe, et arborent les couleurs républicaines; des groupes nombreux des deux partis inondent les rues, se heurtent, se mêlent, en viennent aux mains; le désordre est au comble, et Venise est en proie aux horreurs de la guerre civile. C'est au milieu de cette anarchie qu'on élit la municipalité provisoire de 60 membres, et le premier acte de son administration est d'appeler dans Venise les troupes françaises, dont l'intervention pouvait seule offrir une sauvegarde aux personnes et aux propriétés.

Dans la nuit du 16 mai, le général Baraguay-d'Hilliers, préparé depuis plusieurs jours pour cette opération, s'embarqua avec 3,000 hommes, descendit sans obstacle, et prit possession sur-le-champ de l'arsenal, de la place de Saint-Marc, du pont de Rialto, de l'entrée du Lido et autres postes. Par une bizarrerie toute particulière à la diplomatie de ce temps-là, un général républicain se hâta de mettre le séquestre sur toutes les propriétés russes, au moment où l'empereur Paul semblait renoncer aux alliances formées contre la France; démarche d'autant plus imprudente, qu'on avait mille motifs de ménager le caractère irascible de ce prince.

Le peuple, encore frappé du danger auquel la ville venait d'être exposée, ne sut s'il devait recevoir les Français en libérateurs ou en ennemis: le calme de la stupeur succéda à l'effroi de l'anarchie, et les espérances d'un meilleur avenir, aveuglant la multitude, lui dissimulèrent le malheur d'avoir perdu l'indépendance.

La tranquillité ainsi rétablie par la présence des baïonnettes étrangères, permit de procéder avec un certain ordre à l'établissement du nouveau système. Les prisons de l'inquisition d'État furent démolies, et le livre d'or brûlé en cérémonie au pied de l'arbre de la liberté.

La municipalité de Venise, affectant de se substituer à l'autorité du grand conseil, voulut se prévaloir de l'ancienne suprématie de la métropole, pour rallier à son administration les provinces de terre ferme; mais ces prétentions, fondées sur la nécessité d'empêcher le démembrement de l'État, furent rejetées par toutes les villes qui, agissant chacune sur un plan séparé, ne reconnaissaient plus de gouvernement central, et n'obéissaient qu'à leurs magistrats. Bien qu'un conseil général de députés de toutes les provinces fût ensuite convoqué sous le nom de département, il ne fût jamais assemblé: la dissolution du lien social, jointe aux charges de la guerre, tarit les sources de la fortune publique, et il devint impossible de faire face aux dépenses les plus urgentes. On eut en vain recours à la spoliation des trésors du duc de Modène; on ne trouva chez le dépositaire que 1,800,000 francs, dont le vainqueur s'empara.

En attendant, les Français ne perdaient pas un instant pour s'approprier les faibles ressources de ce célèbre arsenal de Saint-Marc, sur la dépouille duquel ils avaient fondé de si grandes espérances, et qu'ils trouvèrent dans le délabrement. On eut mille peines à mettre en mer deux vaisseaux de 64, trois bricks et quelques bâtiments de transport qui devaient porter à Corfou un corps de 600 Vénitiens et 1,500 Français sous les ordres de Gentily, chargé de prendre possession de cette place, sous prétexte de faire reconnaître la constitution dans les Sept-Iles. On ne fut pas moins étonné de n'y trouver que cinq vaisseaux de 74, deux de 64, un de 58, six frégates et onze galères, et encore la plupart étaient, par leur vétusté, hors d'état de tenir la mer.

Digitized by Google

L'amiral Brueys reçut l'ordre du ministre Truguet d'appareiller de Toulon avec six vaisseaux, pour aller recueillir cet héritage, qu'il fut plus difficile d'emmener que de s'approprier. Cette escadre française mit à la voile avec toute la célérité possible, et ne pouvant s'approvisionner faute de temps et de moyens, elle vint, au milieu de juillet, porter à Corfou, puis à Venise, un surcroît de consommation pour la solde et les vivres, dont ces deux ports, aussi bien que l'armée, manquaient également. Cette surcharge, qui retomba sur la municipalité, redoubla son embarras.

Au milieu des anxiétés qui résultaient de cette situation et de l'incertitude du sort réservé à Venise, les sociétés populaires s'avisèrent de voter la réunion à la république cisalpine, et de forcer la municipalité à suivre leur exemple; mais il n'était plus au pouvoir de ce peuple de fixer les bases de son existence politique.

Enfin, le traité de paix, signé à Campo-Formio, le 17 octobre, vint lui révéler le partage de son territoire entre la France, l'Empereur et la république cisalpine.

Pour ne pas trop anticiper sur les événements, nous reviendrons sur cette transaction, après avoir rendu compte de la révolution de Gênes, des négociations entamées à Udine et à Lille, puis des nouvelles commotions intérieures qui menaçaient la république victorieuse.

CHAPITRE LXXIV.

Révolution démocratique de Gênes. — Négociations de Passeriano, et traité de Campo-Formio, entre l'Empereur et la république française. — Organisation de la république cisalpine. — L'Angleterre envoie de nouveau Malmesbury en France. — Négociations de Lille. — Paix avec le Portugal.

En signant la paix de Léoben, les deux partis furent animés, selon toute apparence, d'un même sentiment : celui de mettre fin à une lutte cruelle qui les avait entièrement épuisés.

Le Directoire, apprenant coup sur coup la signature des préliminaires, l'insurrection du Tyrol et celle des pays vénitiens, ne put méconnaître le service signalé que Bonaparte venait de rendre à la république; mais le danger une fois disparu, la politique tracassière de Rewbell prévalut de nouveau dans ses délibérations.

Le cabinet autrichien, encore frappé de la terreur que l'apparition des armées républicaines au revers du dernier chaînon des Alpes avait répandue dans Vienne, devait souhaiter la conclusion d'un paix définitive, pour s'assurer la mise en possession des indemnités qui lui étaient dévolues.

En vain le cabinet de Londres promettait de ne poser les armes qu'après avoir obtenu la restitution de la Belgique : il fallait, pour la reprendre, passer sur le corps à 200,000 hommes victorieux; et le cabinet de Vienne ne s'en sentait pas les forces. Et qu'importait, après tout, à la maison d'Autriche de se consumer en vains efforts pour qu'Anvers ne restât pas à la France, quand on pouvait échanger les Pays-Bas, si éloignés des États héréditaires, contre de riches pays limitrophes, avec d'excellents ports sur l'Adriatique?

On doit croire que ces puissantes considérations entraînèrent en effet le cabinet de Vienne, puisque ses plénipotentiaires, réunis à Montebello avec le général Bonaparte, convinrent de traiter d'abord de la paix définitive, sans attendre le résultat du congrès de Berne (1). Cette stipulation entrait trop dans les vues manifestées en toute occasion par le Directoire, pour qu'il ne s'empressât pas d'y adhérer. Malheureusement, dans l'intervalle, le cabinet de Londres, auquel l'Empereur avait notifié les préliminaires, lui fit sentir l'imprudence d'entrer seul en discussion avec un général victorieux, et le détourna de sa première résolution. La paix définitive ainsi reculée, l'ambition assiégea bientôt les deux parties contractantes, en laissant entrevoir à chacune, dans les négociations ultérieures, la possibilité d'obtenir des conditions plus avantageuses. L'Autriche se flatta, sinon de recouvrer la totalité de ses possessions en Italie, du moins d'en obtenir de plus amples indemnités; et, de son côté, le Di-

(1) Le duc de Gallo signa, le 24 mai, cette convention, et, quoique Thugut ne l'ait pas approuvée, on peut croire qu'elle ne fut pas arrêtée contre la teneur des instructions données à ce négociateur.

Digitized by Google

rectoire espéra acquérir Mantoue pour la république cisalpine.

Ce changement subit de dispositions des deux parties pouvant remettre, après de vaines conférences, la décision des points contestés au sort des armes, l'Empereur, comme le Directoire, songea à prendre une attitude imposante sur le théâtre présumé des prochaines hostilités. Pour le cabinet de Vienne, ce n'était pas chose aisée : car il fallait à la fois rétablir les finances, et se créer une armée, sans subsides de l'Angleterre. Mais l'affection et le dévouement de ses sujets, et le crédit alors assez soutenu de son papier-monnaie, lui offraient des ressources, pour ainsi dire inépuisables. L'Empereur ne tarda pas à réorganiser une armée de 70 à 80,000 hommes sur les frontières de la Carinthie. Un camp de 25,000 hommes fut placé à Gorizia; l'on établit plusieurs têtes de pont sur l'Isonzo. En même temps, la côte de l'Adriatique, depuis Duino jusqu'à Trieste, fut hérissée de batteries. Capo-d'Istria, Piramo, Citta-Nova et Rovigo-d'Istria, furent mis en état de défense. On dirigea une partie des levées hongroises sur les frontières de la Dalmatie, tandis que l'autre forma dans les plaines de la Moravie un corps imposant d'observation. D'un autre côté, les préparatifs ne se faisaient pas avec moins d'activité en Allemagne : la garnison de Vienne, les dépôts restés à Prague, ainsi que les levées générales des pays héréditaires, allèrent renforcer en toute hâte les armées qui se trouvaient sur le Rhin et le Mein. Partout on voyait se former des magasins; et jamais, depuis le commencement de la guerre, le cabinet n'avait pris de mesures plus justes pour assurer le succès des opérations de ses armées. Quel que fût, au reste, le voile dont il chercha à couvrir ces immenses préparatifs, il ne put en dérober l'entière connaissance aux Français, qui, d'un moment à l'autre, s'attendaient à voir arriver le prince Charles à Gorizia, quoiqu'il eût fait filer ses équipages à l'armée d'Allemagne.

Le Directoire exécutif, désuni, impuissant pour le bien, entravé d'ailleurs par les conseils législatifs, et tout occupé de la lutte qu'il venait d'engager contre eux, abandonna au général en chef de l'armée d'Italie le soin de tenir tête à l'orage, se bornant, pour assurer ses derrières et ses flancs, à employer le temps des négociations à bouleverser, par des machinations révolutionnaires, tous les pays qui, comme le Piémont, Gênes, la Toscane et l'État ecclésiastique, avaient échappé à la loi du vainqueur.

Soit que Bonaparte, après un mûr examen de ses ressources, jugeât téméraire d'ouvrir la campagne, soit qu'il fût jaloux de conserver une réputation jusqu'alors intacte, ou qu'enfin il sentît le prix d'ajouter à la gloire des armes le beau rôle de pacificateur, il affecta un grand désir d'accélérer la marche des négociations. Il prit, à la vérité, toutes les mesures pour n'être pas attaqué à l'improviste, concentra ses troupes dans l'État de Venise, fit fortifier Palma-Nova et Osoppo, pivots présumables des opérations ultérieures, approvisionner toutes les places sur ses derrières, et renforcer les garnisons des îles de l'Adriatique, mais crut devoir déployer de la modération dans ses entrevues avec le duc de Gallo. Une pareille conduite, dictée par la prudence, lui réussit; et il en résulta la convention déjà mentionnée de Montebello.

Cet acte stipulait que le traité définitif serait conclu et ratifié par l'Empereur et le Directoire, avant l'ouverture des négociations avec l'Empire; qu'on le tiendrait secret, et ne le soumettrait à la ratification du corps législatif, qu'au moment convenu par les deux parties contractantes. Les négociations entre l'Empire et la république française devaient s'ouvrir, le 1er juillet suivant, à Rastadt, sans l'intervention d'aucune autre puissance; mais cette dernière s'engageait à accepter la médiation de l'Empereur pour les traités à conclure avec ses alliés; et si celui-ci jugeait à propos de les appeler au congrès de Rastadt, la France était également libre d'y amener les siens.

Tandis que Bonaparte se flattait ainsi d'avoir fait un pas vers la paix définitive, les agents clandestins du Directoire sapaient à coups redoublés le trône du roi de Sardaigne, et faisaient écrouler l'antique aristocratie de Gênes.

Cette république, qui joua un si grand rôle dans le moyen âge, fut, à son origine, comme toutes celles d'Italie, gouvernée démocratiquement. Quatre ou cinq consuls de la commune, élus chaque année par le peuple, exerçaient le pouvoir exécutif. D'autres magistrats, sous le titre de consuls

des plaidoyers, étaient les juges suprêmes de l'État, qui se trouvait divisé en sept quartiers, formant chacun une compagnie. Dans certaines occasions, et sur la demande de celles-ci, on nommait douze ou quinze correcteurs des lois; et ce collége exerçait le pouvoir législatif. A l'ombre de cette constitution, les Génois jouirent de plusieurs siècles de liberté; car, comme la reconnaissance les portait à choisir leurs consuls parmi les gentilshommes qui les avaient protégés contre les empereurs, ils trouvaient dans le rang de ces magistrats une sauvegarde contre la turbulence démocratique. Cependant, ce fut elle qui porta la première atteinte à la tranquillité, en élevant, en 1339, Simon Boccanegra à la dignité ducale. Ce doge, en écartant des affaires les anciennes familles nobles, pour favoriser les plébéiens distingués par leurs talents et leur courage, fit naître des dissensions intestines, qui mirent plus d'une fois la république à deux doigts de sa perte. Dès lors, on compta à Gênes des nobles et des citoyens, des Guelfes et des Gibelins, des grands et des petits bourgeois. Chacun épousa les intérêts de sa faction; en sorte que, le plus souvent, le seul point d'honneur les mettait aux prises. Les nobles Génois, non moins ambitieux que ceux de Venise, ne visaient point à dominer par l'effet d'une usurpation lente et méthodique. Humiliés d'être confondus dans un sénat sans influence, en butte à la rivalité des plébéiens, ils voulaient gouverner despotiquement, parce qu'ils avaient des châteaux forts, des vassaux et des partisans. En moins d'un siècle, Gênes, dans l'impuissance de mettre un frein à la fureur des factions, se donna tour à tour, et plusieurs fois, aux rois de France, à l'Empereur et aux ducs de Milan.

Touché des malheurs de sa patrie, et honoré de la confiance de Charles-Quint, à qui Gênes s'était livrée, André Doria entreprit de réconcilier les esprits irrités, en réformant la constitution. D'abord, on supprima la loi qui réservait les premières magistratures aux citoyens de l'ordre populaire et aux Gibelins: et, après avoir déclaré égaux en droits tous les anciens propriétaires et contribuables, on créa ces derniers gentilshommes, et on força les anciennes familles nobles à les adopter. Le classement singulier des citoyens en vingt-huit familles, en étouffant les anciennes divisions, en fit éclater d'autres entre l'ancienne noblesse et la nouvelle, entre ces deux classes et le peuple exclu du gouvernement; en sorte qu'après un demi-siècle de guerres civiles, les anciennes familles reprirent leurs noms. Le sénat fut formé de 400 membres, renouvelés d'abord chaque année, et où les nobles furent d'abord admis alternativement, puis exclusivement, lorsque l'aristocratie devint plus concentrée.

Ce premier sénat ou grand conseil élisait le doge, les huit conseillers de la seigneurie et les huit procureurs de la commune, dont les offices étaient bisannuels, et qui formaient entre eux le gouvernement. Il nommait aussi un autre sénat de cent membres, qui fut, plus tard, porté à 200. Enfin, on établit cinq censeurs suprêmes pour inspecter ces magistratures, surveiller la marche constitutionnelle des autorités, et assurer leurs rapports mutuels.

Bien que cette réforme ne fût favorable qu'à un certain nombre de familles auxquelles elle réservait la souveraineté, les Génois l'approuvèrent. Mais, lorsque l'enthousiasme eut fait place à la réflexion, les citoyens sentirent l'étendue de leur perte; et la dépendance où la famille du libérateur avait placé l'État vis-à-vis des Espagnols, favorisant encore l'oligarchie par les préjugés nobiliaires que nourrissait l'orgueil de Philippe II, des murmures décelèrent bientôt le mécontentement du peuple. Un homme moins porté peut-être à lui rendre ses droits, qu'excité à la vengeance contre le neveu d'André Doria, le comte de Fieschi, résolut de tirer parti de ces dispositions pour renverser le gouvernement aristocratique; et il y serait parvenu, si la mort ne l'eût surpris au moment où la fortune couronnait son entreprise. Son exemple enhardit les ambitieux; et, comme le mécontentement du peuple allait croissant, il y eut bientôt guerre ouverte entre les nobles et les plébéiens. En vain le pape, le roi d'Espagne et l'Empereur, pour étouffer ces dissensions, modifièrent la constitution rédigée sous l'influence de Doria, le remède fut pire que le mal : ils augmentèrent les priviléges des nouveaux nobles, au détriment des droits des autres citoyens. La république resta divisée en deux factions, dans l'une desquelles on

Digitized by Google

comprenait 170 familles inscrites au livre d'or, et ayant le droit de siéger au conseil. A la tête de l'autre se trouvaient 450 familles décorées de prélatures, de fiefs, de commanderies ou autres seigneuries. Les longues habitudes d'un gouvernement populaire, et le respect commandé par de beaux souvenirs, furent dès lors les seules entraves à la marche de l'aristocratie génoise. Mais, si elle fut moins exclusive qu'à Venise ; si de temps à autre des hommes nouveaux eurent accès au conseil, il n'est pas moins vrai que l'extinction des anciennes familles accrut prodigieusement l'influence des survivantes, en aggravant la condition du peuple. Le cercle de la puissance se rétrécit d'année en année ; en sorte que la république, à son déclin, n'avait plus l'ombre d'institution démocratique (1).

Ce coup d'œil sur les vicissitudes et les révolutions de Gênes, indique assez que les idées d'égalité n'y étant point entièrement étouffées, les principes de la révolution française y avaient trouvé beaucoup de partisans. Les relations avantageuses de commerce, la protection dont la France couvrait cet État, depuis près d'un siècle, contre la Sardaigne et la maison d'Autriche, étaient autant de motifs qui rattachaient les Génois à la république. Mais si la majorité des négociants et des citoyens éclairés suivait de ses vœux les Français dans la lutte qu'ils soutenaient contre la coalition, les membres les plus influents du gouvernement, feudataires de l'Empereur, du roi de Naples ou du roi de Sardaigne, auraient voulu restreindre des relations qui ne pouvaient maintenant que devenir funestes à leurs priviléges. Toutefois, l'esprit d'indépendance qu'accompagne toujours l'esprit de commerce, neutralisa en quelque sorte leurs intentions; et l'on a vu, surtout dans la campagne de 1795, avec quelle adresse les négociants génois, bravant les défenses du gouvernement, les menaces des coalisés, et les mauvais traitements de Nelson ou de De Wins, ravitaillèrent plusieurs fois l'armée républicaine stationnée sur les crêtes de l'Apennin. Mais, parmi les partisans de la réforme du gouvernement, il y avait encore des nuances : le plus grand nombre, composé de cette partie de la noblesse exclue de l'administration, de beaucoup de négociants, d'artistes, de gens de loi, eût voulu opérer cette révolution sans secousse et sans l'intervention des Français ; mais la minorité, composée de gens, pour ainsi dire, étrangers à Gênes, voulait une révolution complète. C'était les jacobins du pays, dirigés tantôt par la famille Serra, qui aspirait depuis longtemps à s'emparer du pouvoir à la faveur des troubles ; tantôt par les agents clandestins du Directoire. Aucune considération n'était capable d'arrêter leur résolution. A sa tête, on voyait le jeune Lodi, l'un des plus riches propriétaires de Gênes, Philipe Doria, un des roués de cette famille si célèbre; Isolabella, neveu du ministre autrichien ; l'ex-moine Cuneo et une foule d'avocats et de médecins, tous gens à talents, à systèmes, humiliés de leur nullité actuelle, et prêts à tout entreprendre pour en sortir.

D'après ces dispositions des esprits, on sent combien il était difficile au gouvernement de tenir une conduite qui pût plaire également à ses sujets et aux parties belligérantes. On se rappelle combien de reproches et de menaces il essuya en 1794 et 1795 de la part des alliés pour avoir favorisé les Français. Dans la campagne suivante, la république, à son tour, fit des reproches au sénat de sa partialité envers les alliés. Enorgueilli de ses victoires, le Directoire, toujours prêt à imiter le loup de la fable, saisit le premier prétexte pour lui intenter querelle. La révolte d'Arquata, la prise de la frégate la *Modeste* dans le port de Gênes, de l'*Impérieuse* dans le golfe de la Spezzia, l'agression de la batterie de la Lanterne contre le lougre le *Léonidas,* le bannissement des familles patriciennes dévouées à la France : telles furent les griefs qui, dès le mois de juillet, avaient déterminé le Directoire à recommander à Bonaparte de châtier cette république. Si l'apparition de Wurmser ne l'eût obligé à tenir ses forces concentrées, il est probable qu'à cet époque il eût envoyé un détachement à Gênes, demander satisfaction de ces prétendues insultes qui étaient bien plus l'ouvrage des Anglais que celui du sénat. Bonaparte se contenta de démarches menaçantes et d'une demande d'argent.

(1) Cet aperçu est extrait de l'*Histoire des républiques italiennes*, par S. Sismondi, ouvrage aussi remarquable par son exactitude que par sa profondeur et sa philosophie.

Digitized by Google

Quoique le gouvernement eût prohibé l'introduction des journaux étrangers, un certain nombre de négociants et d'autres citoyens, abonnés en secret à tous les papiers français, se réunissaient chaque jour chez l'apothicaire Morando, fournisseur de l'armée française, pour en faire la lecture. Là, on commentait tous les écrits politiques du temps : les victoires des armées républicaines entretenaient l'exaltation des esprits; et l'on portait envie au sort de la Lombardie et aux légations ecclésiastiques, appelées à la liberté par un vainqueur généreux. Soit que le sénat n'ôsat sévir contre cette espèce de club, de peur d'aigrir des hommes disposés à la révolte, soit qu'il le méprisât assez pour n'en concevoir aucune inquiétude, ou qu'enfin, il se flattât d'éviter une révolution en temporisant, aucune recherche ne fut ordonnée contre ses membres, qui eurent bientôt quantité d'affiliés.

Cependant, comme ces nouveaux zélateurs des doctrines démocratiques n'aspiraient qu'à obtenir sans violence une part dans les affaires publiques, le Directoire fit échauffer leur zèle par des agents déguisés, inconnus même à son ambassadeur. La ville de Gênes, devenue l'entrepôt des munitions de guerre de l'armée d'Italie, était remplie d'employés français, qui, de bonne foi ou autrement, croyaient se rendre recommandables en attisant le feu de l'insurrection. A les entendre, le Directoire leur confiait ses secrets; ils disposaient de la force armée : et, plus puissants que Bonaparte même, ils promettaient secours et assistance à tous ceux qui, épris d'un beau feu pour la liberté, chercheraient à secouer le joug de l'oligarchie. Les discours insidieux des uns, les forfanteries et le bavardage des autres, produisirent bientôt tout l'effet que le Directoire en attendait : les démocrates génois les plus tièdes s'indignèrent contre le gouvernement, et il ne fut plus question que de le renverser.

Quand les esprits sont en effervescence, il faut peu de chose pour mettre une population en mouvement. Souvent elle se soulève sans plan et sans but fixe, et c'est ce qui arriva dans cette circonstance, où les démocrates génois levèrent l'étendard de l'insurrection avant d'avoir calculé leurs forces et leurs moyens. Le bruit s'étant répandu que des jeunes gens des principales familles de Gênes devaient se réunir, le 8 mai, sur la place de l'Aqua-Sola, hors de la ville, pour simuler dans une partie de barres la défaite des républicains par les royalistes, Doria et Isolabella, à la tête d'une foule de plébéiens, résolurent d'empêcher cette partie. Ils s'arment de toutes pièces, s'emparent, le jour désigné, de la promenade, et y établissent un jeu de ballon. Les acteurs du jeu de barres arrivent à leur tour, et se mettent en devoir de tracer leur camp; mais les joueurs de ballon fondent sur eux; les mettent en fuite après un combat assez opiniâtre, et les poursuivent si vivement, que, sans la protection de la garde de la porte de l'Aqua-Sola, ils eussent été assommés sur place.

Cet événement, en apparence peu important, eut des suites très-graves. Chacun dans Gênes prit parti pour les vainqueurs ou pour les vaincus, selon son opinion politique : et comme deux des premiers avaient été arrêtés et conduits en prison, les démocrates craignirent que le sénat ne les déférât à la justice. Telle était aussi son intention; mais, comme dans le moment il régnait une grande fermentation, ses poursuites furent différées, et deux de ses membres nommés pour consulter l'ambassadeur de France, sur les mesures propres à maintenir la tranquillité publique. Cette démarche décelait moins de prudence que de faiblesse; car c'était avouer en quelque sorte que l'ordre dépendait de ce ministre étranger. Toutefois, on n'eut pas lieu de se repentir d'abord de cette marque de confiance : Faypoult calma les esprits irrités.

Mais le sénat, ni l'ambassadeur de France ne se félicitèrent longtemps de leur triomphe. Ce dernier ayant fait illuminer quelques jours après son hôtel, à l'occasion des préliminaires de paix, des groupes de Génois où figuraient quelques Milanais et des employés français, après avoir parcouru la ville en chantant la Marseillaise, se réunirent sur la place de Spinola vis-à-vis l'hôtel de la légation française, et députèrent leurs chefs à Faypoult, pour l'inviter à réclamer auprès du gouvernement la mise en liberté des deux jeunes prisonniers, ce qu'il leur promit.

Le lendemain, il se disposait à soumettre au gouvernement la demande tumultueuse qui lui

Digitized by Google

avait été faite la veille, lorsque le corps des cadets donna inopinément le signal de l'insurrection, en se rendant à la parade, au son de l'air *ça ira!* Cet air produisit à Gènes le même effet qu'à Paris dans sa nouveauté : il électrisa tous les démocrates, qui se joignirent à la troupe. Quelques Français et des Milanais, applaudissent à cet élan. Mais il n'est bientôt plus question de défiler une simple parade : le corps d'insurgés, grossi d'une foule de citoyens, se divise et s'empare des portes principales de la ville, du môle, de l'anse des galères. Partout, les troupes de ligne sont désarmées; et des soldats, des officiers, se mêlent individuellement aux insurgés. Le bagne est ouvert aux forçats.

A peine ces coups de vigueur sont portés, que l'abbé Cuneo et le bernardin Ricorsi marchent à l'hôtel de la légation française, à la tête de deux à trois cents personnes, et engagent l'ambassadeur à les accompagner au palais, pour faire admettre les demandes qu'ils voulaient, disaient-ils, présenter au sénat, au nom du peuple génois. Faypoult, un peu embarrassé, repond que le caractère dont il est revêtu ne lui permet pas de se rendre à leur désir; mais qu'il emploiera volontiers son intervention auprès du gouvernement, pour éviter l'effusion de sang. Les députés se rendent, en le quittant, chez l'apothicaire Morando, l'arrachent de son lit, et l'entraînent avec eux dans une maison qui devint alors le foyer d'où émanèrent tous les ordres insurrectionnels.

L'explosion fut si prompte et si menaçante, que le gouvernement, étourdi, n'osa plus faire usage des moyens qui lui restaient pour comprimer la révolte. Se méfiant d'ailleurs autant de la troupe de ligne que de la milice bourgeoise, il n'eut pas honte de déclarer à Faypoult, par une députation de cinq patriciens, qu'il ne comptait plus que sur lui pour apaiser les insurgés, bien que l'apparition d'une escadre française de cinq bâtiments devant la rade de Gènes, dût lui donner des soupçons sur la connivence de ce ministre. Quoi qu'il en soit, tant de soumission lui valut du moins l'éloignement de l'escadre, qui fit voile pour Toulon.

Tandis que le sénat avouait ainsi sa nullité, quelques nobles furieux de la mollesse de leurs collègues, prennent la résolution d'opposer aux démocrates la lie du peuple, entretenue à Gènes dans des idées de superstition très-favorables à leurs vues. Quelques heures, deux ou trois milliers de ducats, suffirent pour ameuter autour du palais cinq à six mille domestiques, portefaix ou charbonniers, déterminés à commencer la contre-révolution. D'abord, ils demandèrent à grands cris des armes que le sénat, agité par la crainte et l'espoir, n'osa ni leur donner ni leur refuser. Les portes de l'arsenal enfoncées, ils s'arment jusqu'aux dents, se répandent dans toutes les rues, et en viennent aux mains avec les patriotes, qui, dans cette attaque imprévue, voyant leur infériorité, soit pour imposer aux contre-révolutionnaires, soit pour engager les Français à finir ce qu'ils avaient commencé si maladroitement, prirent aussitôt la cocarde tricolore. Cette ruse leur fut plus nuisible qu'utile; car elle indisposa Faypoult, qui sentit qu'elle tendait à rejeter l'odieux de cette révolte chanceuse sur sa nation; et, d'autre part, les détachements d'artillerie logés au faubourg de Saint-Pierre-d'Aréna, ne recevant d'aucune autorité compétente l'ordre de sortir de leurs quartiers, abandonnèrent les démocrates à la fureur des charbonniers, qui ne connut plus de bornes.

Durant cet intervalle, Faypoult, conformément aux intentions du gouvernement, va trouver les insurgés à la loge Banchi, et les engage à nommer des députés pour s'entendre avec un pareil nombre de sénateurs délégués par le doge, sur les mesures de sûreté générale à prendre dans la circonstance. Leur élection ne souffrit pas de difficulté. On nomma l'abbé Cuneo, les médecins Mongiardino, Figari et Vacarezzo, avec l'apothicaire Morando; mais on ne voulut point les laisser aller au palais, si le gouvernement n'envoyait six patriciens en otage. Faypoult eut même beaucoup de peine à obtenir la suspension des hostilités, jusqu'à la réponse du sénat. Celui-ci, sur l'exposé des faits, éludant la demande incidente des insurgés, nomma aussitôt une commission pour préparer, de concert avec les cinq députés ci-dessus, *les changements à opérer dans la forme du gouvernement.*

Tandis que ceci se passait au palais, les contre-révolutionnaires avaient gagné du terrain. La loge

Digitized by Google

de Banchi avait été assaillie et prise, les insurgés délibérants, mis en fuite. Morando et plusieurs autres meneurs n'avaient échappé à une mort certaine, qu'en se réfugiant à l'hôtel de la légation française, qui fut aussitôt cerné et menacé par la multitude. Faypoult, en sortant du palais pour aller porter à la loge Banchi le décret du sénat, est arrêté, couché en joue, et eût été sans doute assassiné, si le patricien Serra ne lui eût fait un rempart de son corps. Cette circonstance l'obligea à revenir sur ses pas, et à prendre une escorte pour rentrer à son hôtel.

Il y trouva Morando et plusieurs autres meneurs plus morts que vifs, auxquels il rendit un peu de courage par la lecture du décret du sénat : mais il fallait le publier, et ce n'était pas un acte exempt de péril. On espère y parvenir avec une escorte : vain espoir! le tumulte redouble; la troupe est dissipée; et les démocrates, chargés de cette commission, sont traînés par les cheveux en prison. Les attroupements qui entourent l'hôtel de la légation deviennent plus insolents; et, bien que gardé par un poste de 50 hommes, ils parlent de le forcer. Faypoult, ne voyant plus de sûreté pour lui, demande alors au gouvernement d'assurer sa sortie de Gênes : il s'y refuse, et double la garde de son hôtel. La nuit se passe en messages de l'ambassadeur au sénat, du sénat à l'ambassadeur. Finalement, il déclare que l'autorité du gouvernement est entièrement méconnue, et qu'il n'a d'espoir de la ressaisir qu'après la dispersion des démocrates. En effet, il n'y eut un peu de relâche que le lendemain vers huit heures du matin, quand les contre-révolutionnaires furent maîtres de toutes les portes.

Alors, loin de proclamer les décrets rendus la veille par peur, le gouvernement, trop fier d'une victoire éphémère remportée sans lui, se hâta d'ordonner aux citoyens de rapporter les armes à l'arsenal, et de respecter les personnes et les propriétés des étrangers. Mais l'on se battit encore toute la matinée sur les môles, aux portes Saint-Thomas et Saint-Bénigne, et principalement au Ponte-Réale, où Philippe Doria fut tué. Le pillage des maisons françaises et de leurs adhérents continua. Le commissaire de la marine, vieillard respectable, est traîné par les cheveux au fort de la Lanterne; la maison du consul de France est assaillie à coups de fusil : le calme ne se rétablit à la chute du jour, que lorsque le sénat eut fait enfin un appel à la milice bourgeoise.

L'abbé Cuneo, des Français, des Cisalpins qui avaient pris part à l'émeute, ayant été arrêtés, soit en flagrant délit, soit par suite des recherches actives de la police génoise, Faypoult réclama vivement, le 23 mai, leur élargissement; mais le gouvernement, délivré de la crainte, répondit d'une manière évasive à ses instances; et l'espèce de neutralité que ce ministre avait gardée au fort de la crise, abusant le sénat au point de lui cacher la main de l'étranger dans la révolte, il se flatta, non-seulement de faire exemple des prisonniers de quelque nation qu'ils fussent, mais aussi de contenir à l'avenir les démocrates du dedans, en déployant l'appareil de la force, et étendant l'insurrection aux vallées du Bisagno et de la Polcevera. Cette conduite gâta sa victoire, et précipita sa chute. Faypoult y démêla l'intention probable de l'accuser plus tard des menées de quelques individus; et, indigné de ce procédé, n'en réclama qu'avec plus de hauteur les prisonniers.

Fatigué de ses notes itératives et pressantes, le gouvernement lui répond que, pour un objet de cette importance, il faut rassembler le petit conseil. Celui-ci, après un premier examen, renvoya l'affaire à une seconde séance; et finit par lui notifier qu'il en référait au Directoire et au général Bonaparte. Il avait effectivement dépêché au premier les patriciens Rivorola et Assereto.

L'affaire était en bonnes mains, et ne pouvait être décidée que contre le sénat; car, comme nous l'avons dit plus haut, la révolte n'était que l'effet de machinations ténébreuses du Directoire; et le général en chef trouvait une trop belle occasion de renverser ce gouvernement oligarchique, pour la laisser échapper. Le sénat de Gênes avait des torts apparents envers l'ambassadeur de France; mais ces torts provenaient de faiblesse. S'il eût attendu l'issue des événements, nul doute qu'il lui eût été facile de se justifier : mais, après avoir en quelque sorte rendu la république française garante du premier décret qui promettait au peuple des changements dans la forme de la constitution par l'intervention de son ministère, quel

Digitized by Google

prétexte pouvait-il alléguer pour en différer l'exécution ? L'espoir qu'il mit assez sottement en la justice du Directoire, ne tarda pas à être déçu. Celui-ci n'eut pas grande peine à trouver des prétextes pour éluder la réception des deux députés génois, jusqu'au moment où la chute du gouvernement qu'ils représentaient, annula leur mission.

Bonaparte, après avoir envoyé un de ses aides de camp prendre connaissance des choses, exigea du doge, pour préliminaires, l'élargissement de tous les Français compromis, le désarmement de la populace, et l'arrestation de tous les nobles provocateurs de la contre-révolution. On s'aperçut trop tard du mauvais choix de l'arbitre. Le petit conseil convoqué accorda, comme on s'y attend, la liberté des Français ; promit d'effectuer le désarmement, et éluda le troisième article, en vertu duquel Faypoult requérait l'arrestation des deux inquisiteurs d'État et du patricien François-Marie Spinola.

Le ministre de France, feignant un vif mécontentement, demanda alors ses passe-ports. Le sénat tenta vainement de l'arrêter, en résignant le pouvoir, et chargeant trois de ses membres de faire à la constitution, de concert avec Bonaparte, toutes les réformes nécessitées par le changement du système politique de l'Italie. Cette nouvelle concession n'aboutit qu'à obtenir un délai de deux heures, pendant lequel l'arrestation des trois patriciens désignés par Faypoult, fut décrétée.

Nicolo Cattaneo, l'un deux, s'étant échappé de son hôtel où il était gardé à vue, fut saisi le lendemain dans le quartier de Portorio, où il s'efforçait de soulever la populace, en répandant de l'or. Cette circonstance qui aurait dû rassurer les démocrates, les alarma au point d'en faire émigrer un grand nombre à Milan et à Nice. Ce fut sous ces sinistres auspices que la députation chargée de conférer avec Bonaparte partit pour Milan, où Faypoult ne tarda pas à la suivre.

Cependant, la réorganisation de la garde nationale, décrétée dès le principe de l'insurrection, s'opérant avec trop de lenteur, et les réformes promises dans l'administration, étant différées sous divers prétextes, les démocrates perdirent patience, et forcèrent, le 5 juin, le sénat à adjoindre cinq nouveaux députés à la junte provisoire, qui, déjà arbitre des affaires civiles, fut en outre investie par les colléges, du pouvoir de juger militairement quiconque porterait atteinte à la tranquillité publique et aux propriétés.

Ceci se passait sans que l'on sût ce qu'arrêterait Bonaparte à Milan. Tous les regards se fixaient sur lui : les membres de l'ancien gouvernement tremblaient d'être victimes d'une réaction démocratique; les négociants, les artistes, les artisans, craignaient que le médiateur ne fît de trop grandes concessions à la noblesse, dont la hauteur leur avait donné tant de sujets de plainte. C'est au milieu d'espérances et de vœux si contraires, que, le 8 juin, le doge reçut la convention arrêtée entre les députés du gouvernement, le général français et le ministre Faypoult.

Ce pacte singulier, où la république française paraissait comme médiatrice entre l'ancien gouvernement et le peuple génois, renfermait douze articles. Le premier reconnaissait que la souveraineté résidait dans la réunion de tous les citoyens : le pouvoir législatif devait être confié à deux conseils représentatifs, composés, l'un de 300, l'autre de 150 membres; le conseil exécutif, à un sénat de 12, présidé par le doge. Celui-ci et les sénateurs étaient à la nomination des deux conseils. Jusqu'à l'installation du nouveau gouvernement, l'autorité fut confiée à une commission de 22 membres, présidée par le doge actuel.

Cette forme de gouvernement n'était point appropriée aux mœurs et aux localités du pays de Gênes. En effet, il n'était guère possible à cette petite république d'avoir une représentation de 450 membres non payés, sans substituer l'aristocratie de la richesse, la pire de toutes, à celle qu'on venait d'abattre. Mais Bonaparte s'en inquiétait peu : il regardait la Ligurie comme une annexe indispensable à la France, et, en faisant ces changements à sa constitution, il visait moins à améliorer son sort, qu'à la forcer de solliciter un jour sa réunion.

Quoi qu'il en soit, le lendemain, le petit conseil ratifia la convention de Montebello, à la pluralité de 57 voix contre 7. Dès ce moment, le petit conseil et les colléges cessèrent toutes fonctions, et laissèrent l'autorité au doge et à la commission provisoire.

Digitized by Google

Rien ne disait, dans la convention de Milan, que Bonaparte dût nommer les membres du gouvernement provisoire : mais il n'était pas habitué à faire les choses à demi, et s'empressa de le composer de gens connus par leur engouement pour les doctrines démocratiques. Le 13 juin, le doge fut requis d'en convoquer les membres.

Quoiqu'il régnât de la fermentation parmi le bas peuple, dont partie se trouvait encore armée, cette révolution s'opéra avec calme, et le soir, les démocrates allèrent prendre au palais le livre d'or, qui fut brûlé sur la place de l'Aqua-Verde. Le lendemain, un décret du gouvernement provisoire abolit la noblesse et la féodalité ; les armoiries furent brisées sur toutes les portes des hôtels, et, comme ces mouvements ne sont jamais exempts d'excès, des mains sacriléges osèrent briser les statues colossales de ces Doria qui avaient fait jadis l'honneur du nom génois.

Dès ce moment, la commission législative s'occupa sans relâche de préparer la constitution et les lois organiques. D'un autre côté, Bonaparte qui dans tous ces bouleversements ne songeait qu'à se procurer des auxiliaires, chargea le général Duphot d'organiser l'état militaire de ce pays, qui venait d'être fixé à 6,000 hommes sur le pied de paix, toutes armes comprises.

Cependant les oligarques, sentant qu'ils allaient être déchus pour jamais de leurs priviléges, travaillaient les gens simples et crédules des campagnes du Levant, en alarmant leurs consciences. Le comité contre-révolutionnaire, pour échapper à la police génoise, avait placé son siége à Pise, d'où émanaient toutes les instructions à ses agents. Le consul sarde à Gènes, favorisait ces menées, en faisant répandre une copie, falsifiée à Turin, de la prochaine constitution, dont un article portait expressément l'abolition de la religion catholique. En vain le gouvernement, prévenu de ces symptômes de troubles, envoya des prêtres rassurer les habitants ; le zèle de ces nouveaux missionnaires échoua complétement. Le 3 septembre, le tocsin sonna dans la vallée de Bisagno, et toute la population virile, conduite par les curés et les syndics, se porta dans la plaine, où elle fut bientôt renforcée des habitants des villages voisins.

Le général Duphot, qui avait eu beaucoup de peine à former des anciens corps de la république, six bataillons de ligne peu sûrs (puisqu'ils se composaient en grande partie de vagabonds), alla à la rencontre des rebelles, avec une colonne mobile de 15 à 1,800 hommes. Le combat ne dura pas longtemps ; une partie des insurgés se retira sur Sarzano, le plus grand nombre dans la vallée de Polcevera. Mais ce succès fut trompeur ; car, dans la nuit du 4 au 5 septembre, les paysans de cette vallée s'étant levés au nombre de 10 à 12,000, s'emparèrent du fort de l'Éperon et de la seconde enceinte de Gênes. Duphot qui comptait pouvoir dissiper ce second rassemblement comme le premier, fut forcé de rentrer en ville après une courte reconnaissance. Son retour causa la plus grande consternation à Gênes ; et si les patriciens qui avaient fomenté l'insurrection, avaient su la diriger, nul doute qu'ils ne se fussent rendus maîtres de la ville : mais personne n'ayant poussé la multitude plus avant, elle ouvrit l'oreille aux propositions que lui fit le gouvernement provisoire, par l'intermédiaire de l'archevêque. D'abord, elle ne demanda que l'exercice de la religion catholique : mais, à mesure qu'elle s'aperçut de la faiblesse du gouvernement, elle devint plus exigeante ; et, après vingt-quatre heures de pourparlers, elle insista sur le rétablissement de l'ancienne constitution. Dès lors, les conférences furent rompues, et la force dut en décider.

Dans l'intervalle, Duphot, qui avait rassemblé environ 2,500 hommes de troupes régulières, s'était rendu maître de plusieurs points de la côte. Une partie des habitants de la rivière du Ponant, partisans du nouvel ordre de choses, étaient accourus au secours des Génois ; et le danger de subir le sort d'une ville prise d'assaut, réveillant les patriotes les plus tièdes, la garde nationale fournit 3 à 4,000 hommes qui, de concert avec les troupes de ligne sous la conduite de Duphot et de plusieurs autres officiers français, assaillirent les positions des insurgés, et les en chassèrent après un combat vigoureux, dans la matinée du 6.

Pendant que ceci se passait sous les murs de Gênes, les habitants de Sarzano furent maintenus dans l'obéissance par le député Marc Federici. Ceux de Fontana-Buona s'étaient portés sur Chiavari, et se disposaient à venir renforcer les insurgés de la

Digitized by Google

Polcevera au nombre de 3 à 4,000 : mais la nouvelle de la défaite de ces derniers refroidit leur enthousiasme, et ils se retirèrent dans leurs foyers. A la vérité, ils reprirent les armes quelques jours après, aux instigations des Durazzo, des Pallavicini, des Spinola et des Doria; mais le général Duphot ayant reçu quelques renforts de Tortone, dispersa les rebelles, en faisant parcourir le pays à des colonnes mobiles, qui prirent des otages parmi la noblesse, et livrèrent leurs prisonniers à une commission militaire.

Cet effort de l'oligarchie expirante fut le dernier. Le nouveau gouvernement génois fut installé : et le ministre Faypoult, en entretenant adroitement l'équilibre entre les intrigues de l'aristocratie et l'exaltation des démocrates, maintint pendant plus de six mois, une tranquillité qu'il était bien difficile d'espérer après un tel bouleversement.

Il n'en fut pas tout à fait de même dans les États de Venise, où plusieurs insurrections éclatèrent encore, particulièrement dans l'arrondissement de Settecommuni et de Luziara, où le général Belliard eut à combattre et à sévir contre de nombreuses troupes de paysans. La capitale même s'agitait, et un complot, ourdi par Spada, tendait à y exciter un soulèvement.

Tandis que ces choses se passaient dans l'intérieur de l'Italie, les négociations de Montebello, transférées à la fin de juin à Udine, se traînaient avec une lenteur désespérante. Le retour de M. de Merfeldt avait changé toutes les bases de la convention du 24 mai. L'Autriche persistait à vouloir deux congrès pour les affaires générales et la paix de l'Empire; elle se plaignait aussi des révolutions démocratiques de Venise et de Gènes, faites postérieurement aux préliminaires.

Le cabinet de Vienne, informé des trames ourdies en France par le parti royaliste pour s'emparer de l'autorité, sentit l'avantage qu'il pouvait en retirer en gagnant du temps. Si ce parti triomphait, il était probable qu'il serait plus coulant avec ses anciens alliés; sa chute, au contraire, devait renouveler, selon toute apparence, la guerre civile en France, et fournir l'occasion de reprendre la Lombardie : qui sait même si l'on ne songea pas à reprendre Milan, après s'être fait céder Venise?

En attendant, s'il faut s'en rapporter à l'interprétation donnée par un directeur, Thugut, jaloux de connaître les vues de ses adversaires, proposa de régler, par des conventions secrètes, le sort de l'Italie et de l'Allemagne. Le Directoire, ne s'apercevant pas du but de cette insinuation, développa ses prétentions sans finesse. En vain Carnot et Barthélemy auraient voulu qu'on ne s'écartât pas, dans le traité définitif, des bases des préliminaires : leurs représentations furent inutiles; il fallut plier sous la majorité. Toutefois, Carnot trouva dans l'ambition de ses collègues l'occasion d'appuyer un projet, dont on trouve la première trace dans la correspondance de Bonaparte, et qui aurait pu faire passer une partie du commerce de l'Amérique entre les mains de la république. Le général en chef ayant assuré que Peschiera et Pizzighetone formeraient à peu de frais des boulevards suffisants pour la république cisalpine et balanceraient Mantoue, ce directeur proposa de renoncer à cette place, et de donner la Romagne au duc de Parme, en échange de la Louisiane et de la Floride que Charles IV aurait volontiers cédées à la France, pour procurer un établissement solide à l'infant-duc. Cette heureuse idée méritait d'être appréciée : elle eût intéressé le roi d'Espagne aux affaires d'Italie; et la république y eût gagné des positions militaires excellentes dans le golfe du Mexique. Mais, différentes causes et surtout l'obstination que mit la majorité du Directoire à conserver Mantoue, firent échouer cette négociation avant qu'elle eût été sérieusement entamée.

Les mois de juillet et d'août se passèrent en échange de notes insignifiantes entre Clarke et Gallo. Le général en chef s'était rendu à Milan, en attendant qu'il plût aux ministres autrichiens de s'expliquer catégoriquement. Enfin, l'Empereur consentit à entamer des négociations séparées à Udine, mais il persista dans la limite de l'Oglio, et le maintien des stipulations de Leoben, se réservant de recourir à un congrès, si l'on ne tombait pas d'accord dans ces conférences particulières. Ces propositions démontraient par trop évidemment qu'il ne voulait que gagner du temps. Cependant, Bonaparte rejoignit Clarke à Passeriano, près d'Udine, où le général Merfeldt, le duc de Gallo et le baron de Degelman traitèrent de leur côté au nom de l'Empereur.

Digitized by Google

Sur ces entrefaites, Talleyrand ayant remplacé Charles Delacroix, signala son entrée au ministère en adressant de nouvelles instructions aux négociateurs français, qui, tout en affectant de s'en tenir aux bases de Leoben, cherchaient à rejeter les prétentions de l'Autriche loin de l'Italie, afin de les reporter en Allemagne; combinaison assez sage, qui eût sauvé Venise et garanti la république lombarde d'un voisinage dangereux (1); ce système semblait d'autant plus convenable, que le roi de Prusse, par une déclaration solennelle, datée de Pyrmont, venait de consentir au principe des sécularisations. Mais dans le cas où ce changement n'eût pas été admis, on recommandait d'insister pour obtenir Mantoue, comme boulevard nécessaire à la sûreté de la république naissante.

Les plénipotentiaires français réclamèrent donc la Belgique, les provinces de l'Empire sur la rive gauche du Rhin, et la Lombardie y compris Mantoue. Ils offrirent en compensation les provinces vénitiennes sur la rive gauche de l'Adige, outre les deux évêchés de Passau et Saltzbourg.

Alors, le cabinet autrichien, loin de se contenter des indemnités promises à Leoben, demanda de son côté, non-seulement tous les États de terre ferme de Venise, mais aussi les îles Ioniennes et les trois légations, affectant de renoncer à toute indemnité en Allemagne.

Ces prétentions rendirent le Directoire plus exigeant à son tour. Il déclara que l'Isonzo formerait les limites de la république cisalpine et des États héréditaires de l'Empereur; ce qui eût restreint les indemnités de ce dernier à l'Istrie et à la Dalmatie, en lui laissant néanmoins la faculté de chercher d'autres compensations en Allemagne. Dans ce contre-projet, la France se réservait les îles de Corfou, Céphalonie, Zante, Cérigo, Tine, etc., ainsi que Butrinto, Preveza, Larta et Vonizza, qui dépendaient de l'Albanie vénitienne.

Ainsi l'on n'avait jamais été plus loin de s'entendre, et comme l'observe le profond historien qui nous a retracé la chute de Venise: « Plus d'une » fois dans le cours de ces négociations, les deux » partis semblèrent avoir oublié leurs inimitiés, » pour ne s'occuper que d'un objet, celui d'arranger leurs différends aux dépens d'autrui. Les » abandons de territoires étrangers étaient proposés sans pudeur, acceptés sans remords: on offrait des provinces sur lesquelles on n'avait aucun droit; et la discussion se réduisait à des » calculs de statistique. C'était l'importance des » acquisitions qu'on examinait, et non pas leur » légitimité. »

Malgré cette facilité à prendre et à donner, on exigeait beaucoup pour soi, tout en prétendant mettre un frein à l'ambition des autres: et jamais on n'avait paru plus près d'une rupture; car le Directoire, loin de se désister de ses demandes, espéra obliger l'Autriche d'y souscrire, en hâtant l'organisation des pays conquis. La république transpadane fut réunie à la république cisalpine; et celle-ci eut un gouvernement modelé sur celui de la république française: un directoire de cinq membres exerça le pouvoir exécutif, et deux conseils devinrent dépositaires du pouvoir législatif. L'état militaire, fixé à 20,000 hommes, fut d'abord porté à 12,000, sur lesquels 6 à 8,000 entrèrent immédiatement en ligne. Ces mesures, auxquelles les directeurs français attachaient tant d'importance, n'auraient cependant point atteint leur objet, si, d'un côté, Bonaparte, piqué de n'avoir pas tous les secrets de la majorité du Directoire, n'avait négocié avec froideur, en attendant l'acceptation de la démission qu'il avait offerte; et que, de l'autre, la journée du 18 fructidor, en trompant les espérances du baron de Thugut, ne l'eût averti du danger d'une rupture.

Le cabinet de Saint-James, dans l'incertitude de ce qu'il pouvait espérer de celui de Vienne, se décida à envoyer de nouveau Malmesbury en France, pour y renouer des négociations. Il n'en fallait pas moins pour arracher l'Angleterre au péril qui la menaçait. Tout, dans ce moment, semblait conjurer sa perte: la Russie renonçait à prendre une part active à la guerre; l'Autriche allait conclure sa paix séparée; la banque suspendait ses payements; les flottes anglaises s'insurgeaient, et Bonaparte causait autant d'effroi à la nouvelle Carthage, que Scipion à l'ancienne. Pitt ébranlé, jugea enfin qu'il était temps de traiter avec la France. Malgré le caractère d'animosité

(1) Voyez Pièces justificatives du livre XII.

Digitized by Google

qu'avait pris la guerre, il ne lui parut point si difficile de poser les bases d'une négociation. l'Angleterre, en rendant la moitié des colonies qu'elle avait conquises sur la France et ses alliés, donnait une preuve de modération, et conservait encore assez d'ascendant pour ressaisir à la première occasion la suprématie à laquelle elle aspirait. De son côté, le Directoire, s'il était raisonnable, devait s'estimer heureux de sauver l'édifice colonial qui menaçait ruine, et d'obtenir le temps de se créer une marine. En conséquence, le ministre de Georges III se décida à demander de nouveaux passe-ports pour lord Malmesbury; et, après les formalités d'usage, ce rusé négociateur arriva en effet à Lille, le 4 juillet; le Directoire nomma, pour conférer avec lui, l'ex-directeur Letourneur, Maret et Pleville-Lepeley.

La discussion s'engagea sous de meilleurs augures que l'année précédente; car il n'y fut pas question des objets débattus avec si peu de succès, à Paris, par le ministre Charles Delacroix. Comment l'Angleterre aurait-elle pu, en effet, exiger la restitution de la Belgique, quand la république venait d'en obtenir la cession de la part de l'Empereur? Les propositions faites cette fois par le cabinet de Saint-James, étaient de nature à mériter le plus mûr examen. Affectant de ne traiter que les affaires des puissances maritimes, il ne fit nullement mention des conquêtes de la France : seulement, l'Angleterre réclamait, à titre de compensation, l'île de la Trinité récemment conquise sur les Espagnols et le poste important du cap de Bonne-Espérance. C'était beaucoup, sans doute; mais l'Angleterre restituait les deux tiers de ce qu'elle occupait par le droit de la guerre, et cet abandon prouvait de la modération.

La grande différence entre ces ouvertures et celles du mois de novembre précédent, résultait sans doute autant des revers qui venaient de forcer l'Autriche à une paix séparée, que des changements survenus dans les relations avec la Russie depuis l'avénement de Paul Ier au trône. Un seul article de ces propositions, le deuxième, présentait quelque chose de louche et de fallacieux, en rappelant les traités de Riswick, de Nimègue, d'Utrecht, d'Aix-la-Chapelle, de Versailles, et leur donnant pleine vigueur pour tout ce qui ne serait pas positivement détruit dans le traité proposé. Cette clause, trop générale, était susceptible d'engendrer mille difficultés. Par exemple, la Belgique, cédée à l'Autriche en vertu du traité d'Utrecht, n'étant pas spécialement reconnue à la France par l'Angleterre, celle-ci pouvait lui en contester un jour la possession. Il eût été plus naturel de stipuler clairement les articles de ces anciens traités dont on entendait maintenir la valeur; pure formalité de rédaction, si les deux parties eussent été de bonne foi.

Le Directoire prolongea durant tout le mois d'août d'inutiles débats, sous prétexte de consulter l'Espagne et la Hollande relativement aux cessions demandées. Rewbell, qu'aucun scrupule ne retenait, quand il était question de vexer ses alliés, en affecta beaucoup, lorsqu'il disputa, en leur nom, des établissements dont il projetait de les dépouiller. Carnot voulait qu'on exigeât de la cour de Madrid et de la république batave, des secours proportionnés aux chances auxquels on s'exposerait, en continuant la guerre uniquement dans leur intérêt. La demande fut faite pour la forme, quand de nouveaux incidents mirent un obstacle invincible à la paix maritime.

Dans ces entrefaites, le Portugal fit aussi quelques tentatives pour se rapprocher de la France. Soumis à l'influence anglaise, le cabinet de Lisbonne n'avait point profité des ouvertures que l'Espagne lui avait menagées par le traité de Bâle; et une sorte d'état hostile s'était prolongé jusqu'alors avec la république. Le prince de la Paix, cédant aux sollicitations du Directoire, fit approcher des troupes des frontières d'Estramadure pour le décider à la paix. Soit que le prince du Brésil redoutât de voir ses intérêts froissés par le rapprochement des deux puissances appelées à décider de son sort, soit qu'il voulût prévenir un plus grand mal en s'assurant des intentions du Directoire, il envoya à Paris le chevalier d'Araujo. Ce ministre y signa, le 10 août, un traité, sur la sincérité duquel on n'a pas été fixé jusqu'à présent. Il cédait à la France une partie de la Guyane portugaise, et devait rendre le cabinet de Lisbonne au système de neutralité, en annulant les stipulations honteuses de celui de 1703. Nous verrons plus tard les obstacles qui s'opposèrent à son exécution.

Digitized by Google

Pendant que ces opérations diplomatiques tenaient les esprits dans une pénible incertitude, les affaires intérieures de la France se rembrunissaient de plus en plus; mais, avant de jeter les yeux sur ce qui se passait à Paris, il importe, pour l'intelligence des faits, de rendre compte des événements maritimes qui appartiennent à cette période.

CHAPITRE LXXV.

Affaires maritimes et coloniales. — Plans de campagne des puissances belligérantes. — Bataille navale de Saint-Vincent.—Insurrection des flottes de Plymouth et du Nôre. — Tentative de débarquement sur les côtes de Cornouailles. — État des Antilles.— Les Anglais enlèvent l'île de la Trinité aux Espagnols, mais échouent à Porto-Ricco et à Ténériffe. — Bataille navale de Camperduyn.— Affaires aux Indes orientales.

Les tristes résultats de l'expédition de Hoche ne firent qu'ajourner les projets du Directoire sur l'Irlande, et, tandis qu'on se réjouissait en Angleterre du désastre de l'escadre républicaine, l'infatigable Truguet s'occupait des moyens de remettre en mer une flotte plus formidable que la première. Son but était toujours le même : il voulait attaquer la puissance anglaise en Europe comme en Asie, et reconquérir pour les alliés de la république, les importants établissements que la guerre leur avait enlevés. La coopération assurée de l'Espagne et de la Hollande lui promettait de brillants succès; mais il avait besoin, pour frapper de grands coups, que les forces maritimes de l'une et l'autre de ces puissances vinssent se réunir à l'escadre de Brest. Les négociations entamées dans cette vue eurent tout le succès désirable. On vit presqu'en même temps sortir une flotte considérable de Carthagène, et l'amiral Rynties rassembler une escadre hollandaise au Texel. L'Espagne surtout aurait pu mettre un poids décisif dans la balance, si l'organisation et la discipline du personnel de la marine eussent répondu au nombre de ses vaisseaux, et si l'or du Pérou et du Mexique leur eût procuré dans les chantiers une meilleure construction. Ces bâtiments de haut bord, objets de l'orgueil et de la prédilection des marins espagnols, étaient, pour la plupart, mauvais marcheurs, et demandaient, pour être manœuvrés, des officiers plus habiles et plus brave que ceux qui les montaient.

Toutefois, la réunion de tant de moyens dans la Manche, eût menacé sérieusement l'Angleterre; l'Irlande ne tenait plus à elle que par un fil. Il n'y avait pas un instant à perdre pour détourner un péril si imminent : l'amirauté donna l'ordre à l'amiral Duncan de surveiller le Texel; lord Bridport alla bloquer la rade de Brest; Jervis fut chargé d'observer les mouvements de la flotte espagnole.

Ce dernier, après l'évacuation de la Corse, en octobre 1796, alla mouiller à l'embouchure du Tage, où il passa l'hiver dans l'incertitude de la destination de l'armée de Brest, qu'on disait généralement être pour le Portugal. Mais informé des préparatifs qui se faisaient dans les ports de Cadix et de Carthagène, et craignant que les Espagnols ne lui échappassent, l'amiral anglais mit à la voile dans les premiers jours de février, et vint croiser sur les côtes sud-est du Portugal avec dix vaisseaux de ligne.

L'armée navale espagnole, forte de 27 vaisseaux et de 10 frégates, venait de quitter Carthagène. Don Joseph de Cordova qui la commandait, instruit de la faiblesse de son adversaire, crut trop facilement à la victoire; et, au lieu d'entrer à Cadix, se dirigea droit vers le cap Saint-Vincent, où il espérait le rencentrer.

L'amiral Jervis, renforcé la veille par 5 vaisseaux que le contre-amiral Parker avait amenés d'Angleterre, lui épargna la moitié du chemin. Le 14 février, au matin, les deux escadres furent en présence à 8 milles environ du cap Saint-Vincent. Jervis forma aussitôt la sienne sur deux lignes, et s'avança à toutes voiles sur les Espagnols qu'il atteignit à onze heures. Ceux-ci négligeant les précautions les plus simples, naviguaient sans ordre. A l'approche du danger, ils tentèrent quelques manœuvres pour se réunir; mais Jervis ne leur en laissa pas le temps : il traversa leur flotte; et, ayant réussi à séparer 9 vaisseaux, il se jeta sur les plus voisins du centre qu'il écrasa de toutes ses forces, avant que le reste de l'escadre pût les secourir. Nelson, secondant avec une rare vaillance ces heureuses dispositions, se précipita au milieu des Espagnols, et s'engagea avec quatre

Digitized by Google

bâtiments bien supérieurs aux deux qu'il commandait. Parmi ceux-là se trouvait la *Sainte-Trinité*, de 136 canons, montée par l'amiral Cordova. Le commodore anglais, secondé par Collingwood et Trowbridge, fixa bientôt la victoire, en enlevant successivement à l'abordage les 2 vaisseaux qui serraient de plus près le sien. D'un autre côté, l'amiral étant du nombre de ceux que les Anglais avaient enveloppés, il n'y eut plus d'ordre, plus de signaux : et chaque capitaine, au lieu de se porter au feu, ne songea qu'à la sûreté du bâtiment qu'il commandait. Les Anglais s'emparèrent de 2 vaisseaux de 112 canons, un de 80, et un de 74. La *Trinité* faillit éprouver le même sort : elle avait déjà arboré le pavillon blanc ; mais elle échappa, parce que le capitaine du *Victory* prit cette lâcheté pour une ruse de guerre, et ne l'envoya pas amariner.

Les dix-huit vaisseaux qui n'avaient pas été engagés, auraient pu changer la face de l'affaire : mais l'énergie manquait aux capitaines espagnols : réunis en conseil de guerre, tous, à l'exception de deux braves, opinèrent pour la retraite, qui s'effectua aussitôt dans le port de Cadix. Les Anglais n'eurent sur toute leur flotte que 350 hommes hors de combat, dont le quart de l'équipage de Nelson. La perte seule des quatre vaisseaux capturés fut de 500 tués ou blessés. Parmi les morts se trouva le chef d'escadre, don Francisco Vanthuysen, marin d'origine hollandaise, qui avait acquis de la réputation dans la guerre d'Amérique.

Les Anglais remportèrent cette victoire, comme celle d'Ouessant, pour avoir percé la ligne ennemie ; car, nous le répétons, le premier talent d'un général est de paralyser une partie des forces de son adversaire, pour tomber avec toutes les siennes, sur le point qui lui offre de plus grandes chances de succès. Jervis triompha par l'application du principe qui guida Bonaparte à Montenotte et à Castiglione ; sur mer comme sur terre, les mêmes résultats sont produits par les mêmes causes.

La victoire du cap Saint-Vincent délivra le gouvernement de toute inquiétude du côté de l'Espagne : aussi, répandit-il sa munificence sur tous les officiers qui avaient contribué à lui procurer ce triomphe. L'amiral Jervis reçut le titre de comte de Saint-Vincent ; l'intrépide Nelson fut récompensé par l'étoile de l'ordre du Bain, et le grade de contre-amiral (1).

Après ce honteux échec, l'escadre espagnole n'osa plus sortir de Cadix, où bientôt ses équipages furent dévorés par les maladies. Pour porter un dernier coup au commerce de l'Espagne, Nelson reçut ordre de s'établir avec cinq vaisseaux de ligne auprès de Rota, à l'entrée du golfe de Cadix, qu'il tint étroitement bloqué depuis le 2 avril, en vue de toute la flotte, et il poussa l'audace jusqu'à écrire à l'amiral Cordova, « qu'à dater de ce jour, » il ne sortirait et n'entrerait aucun vaisseau à Ca- » dix, sans sa permission, attendu qu'on devait » considérer le golfe comme entièrement bloqué. »

Le découragement des Espagnols était si grand, qu'ils ne firent aucun mouvement pour tirer vengeance de cette insolente bravade.

Plus tard la chose devint difficile : Jervis, renforcé de cinq à six vaisseaux de premier rang et d'un nombre proportionné de frégates, menaça même de reprendre l'empire de la Méditerranée, nonobstant l'évacuation déjà ordonnée de Porto-Ferrajo et de l'île d'Elbe.

En vain, le cabinet de Madrid envoya Massaredo pour réorganiser la grande flotte : les ressources s'épuisaient, le moral était affecté, et les Anglais mirent le comble à la terreur en faisant les apprêts du bombardement de Cadix, dès les premiers jours de juillet. Alors le danger réveilla un peu la marine espagnole : Massaredo fit avec activité et intelligence les dispositifs de défense. Une nombreuse flottille de canonnières fut opposée avec succès aux bombardes anglaises, et bien qu'elles parvinssent

(1) Horace Nelson, fils d'un ministre du Saint-Évangile du comté de Nordwich, âgé alors de 39 ans, s'était embarqué dès l'âge de 13 ans, malgré la faiblesse de sa complexion. Il avait acquis la réputation d'un vaillant soldat aux siéges de Bastia et de Calvi en Corse, où il perdit un œil. Il fut envoyé aux généraux Devins et Beaulieu pour concerter les opérations dans la rivière de Gênes ; mais ce fut principalement au combat de saint Vincent, qu'il établit sa réputation dans la marine. A un coup d'œil sûr, à une excellente théorie de la guerre, il joignait une présence d'esprit et un courage admirables. S'il n'avait terni sa gloire à Naples par des cruautés dégoûtantes, la postérité l'eût regardé comme un héros : elle ne lui accordera que le titre de grand capitaine.

Digitized by Google

à jeter quelques projectiles jusque dans Cadix, elles furent enfin repoussées.

Tandis que la flotte du comte de Saint-Vincent maîtrisait ainsi la marine espagnole, lord Bridport et l'amiral Duncan surveillaient Brest et le Texel, où certains mouvements précurseurs faisaient appréhender d'un moment à l'autre de prochaines sorties. Mais quelque étroit que fût le blocus de Brest, il s'en échappait de temps à autre quelques bâtiments légers, dont l'apparition sur les côtes d'Irlande entretenait l'espoir des insurgés et les alarmes du gouvernement anglais. Le 22 février, deux frégates, la *Résistance* et la *Constance*, parurent dans la baie de Pembroke, et jetèrent sur la côte 12 à 1,300 hommes. Ce débarquement causa à Londres la plus vive sensation. On commença à ne plus regarder comme chimériques les projets de descente annoncés par le Directoire; et toutes les relations commerciales demeurèrent suspendues, jusqu'à ce qu'on apprît la faiblesse du corps mis à terre, et son dénûment absolu de munitions et d'artillerie.

Ce débarquement, composé de bandits et de quelques compagnies de troupes de ligne, n'était qu'un essai, fait à dessein d'attirer l'attention du ministère anglais vers un point sur lequel on n'avait aucun projet. On en eût bientôt la preuve; car les deux frégates, après avoir mis à terre les troupes qu'elles portaient, firent voile pour retourner à Brest. Malheureusement pour elles, deux bâtiments anglais supérieurs les rencontrèrent à l'entrée de la rade, et les capturèrent après un combat d'une demi-heure.

Cette tentative, malgré son issue, indiquait assez que la victoire de Jervis n'avait point tiré l'Angleterre de péril: elle en courait même de plus grands que ses adversaires ne pensaient; car l'amirauté, loin de pouvoir renforcer la croisière de Brest comme les circonstances l'exigeaient, en fut empêchée par des événements d'une nature toute particulière qui faillirent porter, sans le concours de la France, le coup le plus funeste à la puissance britannique.

L'élévation successive du prix des subsistances, avait obligé le parlement d'augmenter la solde des troupes de terre. Cette disposition dans laquelle la marine n'était pas comprise, causa sur tous les vaisseaux un mécontentement général. Les têtes commencèrent à s'échauffer, et l'insurrection éclata enfin, dans les premiers jours d'avril. Lord Bridport, qui commandait 16 vaisseaux de ligne dans la rade de Portsmouth, se disposait à mettre à la voile pour aller établir une croisière devant Brest, lorsque les équipages se révoltèrent, s'emparèrent des magasins, désarmèrent les troupes de la marine, et ne voulurent reconnaître l'autorité des officiers, que pour ce qui concernait les détails journaliers du service. Deux députés de chaque vaisseau se rendirent à bord du *Royal-Georges;* et, après s'être constitués en assemblée générale dans la chambre du conseil, ils signèrent une adresse au parlement pour lui demander une augmentation de paye: « Attendu, disaient-ils, que depuis le règne de Charles II, sous lequel les ordonnances de la marine avaient été rendues, toutes les choses nécessaires à la vie avaient augmenté d'un tiers. » Cette adresse fut suivie, le 18 avril, d'une seconde requête à l'amirauté, dans laquelle ils protestèrent de leur soumission aux lois et de leur fidélité au trône. Le *Romney*, vaisseau de 50 canons, fut chargé de ce message, et reçut l'injonction d'en rapporter aussitôt la réponse.

Le premier lord de l'amirauté, le comte Howe, fut envoyé à Portsmouth pour étouffer cette émeute. Il promit aux matelots une gratification d'un mois de solde: après s'être porté garant auprès d'eux, que le gouvernement ferait droit à leurs demandes, tout rentra dans l'ordre. Mais bientôt la sédition, qu'on croyait apaisée, se réveilla avec plus de force quand les équipages s'aperçurent qu'aucune des promesses de lord Howe ne recevait d'exécution. Ils venaient d'être instruits que quatre vaisseaux mouillés à Plymouth, imitant leur exemple, avaient suspendu leurs officiers, et adressé au gouvernement une pétition semblable à la leur. Forts de cette coopération, ils s'insurgèrent de nouveau le 7 mai, au moment où lord Bridport donnait le signal de départ, et nommèrent des députés, qui devaient se réunir à bord du *London*. Le contre-amiral Colpoys qui commandait ce vaisseau, non-seulement refusa de les recevoir, mais fit tirer sur les rebelles. Cet acte de fermeté rendit furieux les chefs de l'insurrection. Le *London*, entouré par le reste de l'escadre, fut obligé de se rendre après une

Digitized by Google

courte résistance : on le conduisit à Sainte-Hélène, où il fut question de traduire le contre-amiral devant un conseil de guerre composé de matelots. Cette violence imposa aux autres capitaines, qui laissèrent arborer le pavillon insurrectionnel sans résistance.

Cependant le roi, inquiet de ces soulèvements, dépêcha, le 11 mai, lord Howe vers la flotte insurgée. Après avoir entendu de nouveau les griefs des matelots, il transigea avec eux. Les équipages des quatre vaisseaux qui étaient à Plymouth, obtinrent les mêmes conditions, et vinrent se joindre à la flotte principale, qui, forte de 21 vaisseaux de ligne, mit enfin à la voile, le 17 mai, pour aller former le blocus de Brest.

L'esprit d'insurrection s'était aussi manifesté à cette époque dans la flotte de l'amiral Duncan. A la vérité, sa fermeté imposa aux mutins, et il réussit à la conduire à sa croisière du Texel. Mais le succès avec lequel ces deux émeutes avaient été calmées, ne tira pas le ministère d'embarras; car, presqu'au même moment, la flotte du Nòre, à l'embouchure de la Tamise, s'insurgea avec les symptômes les plus effrayants. Les prétentions de ses équipages surpassaient de beaucoup celles des marins de Portsmouth. Un matelot du *Sandwich*, nommé Richard Parker, homme doué d'un grand courage et de beaucoup de moyens naturels, se mit à leur tête, sous le titre de *Président de la république flottante*, et forma sur-le-champ le blocus de l'embouchure de la Tamise, avec les vaisseaux qu'il commandait. Après avoir coupé ainsi toute communication entre Londres et le golfe de Nòre, il expédia un aviso aux bâtiments de l'amiral Duncan, pour leur apprendre le mouvement qui venait de s'opérer, et les inviter à se joindre à lui; ce qu'ils firent l'un après l'autre.

Quelle que fût la grandeur du péril, le ministère ne montra pas de faiblesse. Convaincu que l'indulgence qu'il avait eue pour l'insurrection de l'escadre de Portsmouth, avait augmenté l'audace des factieux, il se prépara à les punir. Mais, avant d'en venir à des moyens extrêmes, il crut devoir prévenir la flotte du danger où la malveillance l'entraînait, et la somma de rentrer dans le devoir. Cette proclamation n'obtint aucun effet ; les matelots la tournèrent en ridicule, et redoublèrent leurs préparatifs hostiles. Le gouvernement sentit qu'il n'y avait plus à balancer, et que les mesures énergiques pouvaient seules arrêter ce désordre. L'accès de la terre fut interdit aux équipages, et on ne laissa arriver aucunes provisions à l'escadre. Plus de cent pièces de canon de gros calibre furent mises en batterie tant sur les côtes de Gravesende et de Medway, qu'au fort de Tilbury. La ville de Sheerness, menacée par les rebelles, fut occupée par un corps de 4,000 hommes, sous les ordres du général Gray ; une chaîne de chaloupes canonnières ferma l'entrée du port; et l'on fit construire des fourneaux à rougir les boulets, pour chauffer l'escadre insurgée.

Les premières nouvelles de cette révolte causèrent d'abord de vives alarmes dans Londres ; mais les mesures vigoureuses du gouvernement ramenèrent bientôt la confiance : tous les armateurs, marins et commerçants de cette grande cité jurèrent de ne point recevoir la loi de matelots révoltés. Le parlement, auquel un message royal donna connaissance de l'insurrection, le 2 juin, déploya la plus grande énergie : les membres de l'opposition furent les premiers à provoquer des mesures de rigueur. « Céderons-nous à des soldats indisciplinés, dit Shéridan? Non, sans doute; car un » instant de faiblesse nous coûterait trois siècles » de prospérités. » Un bill défendit d'entretenir aucune communication avec les équipages des vaisseaux révoltés, et déclara les marins rebelles, non-seulement privés de leur solde et gratification, mais aussi déchus des avantages de l'hôpital de Greenvich et de la caisse de Chatham, sans préjudice des peines plus graves qu'ils encouraient par la révolte.

Ces résolutions du parlement, loin de décourager les rebelles, portèrent leur exaltation au comble. Le 6 juin, l'escadre se forma devant le port de Sheerness sur une seule ligne, avec les vaisseaux les plus forts sur les ailes. Cependant, le lendemain, les principaux meneurs adressèrent une seconde pétition au roi, dans un style plus mesuré, dont ils exigeaient la réponse dans 54 heures. « Si au bout de ce délai, ajoutaient-ils, on » n'accueillait pas notre réclamation, nous étonnerons la nation. » Les mutins n'obtinrent pas de cette démarche le succès qu'ils en espéraient : la

Digitized by Google

mission de l'officier qui en était chargé, aboutit à des pourparlers, dont le ministère profita pour semer sourdement la division parmi les équipages. Il y réussit si bien, que la mésintelligence éclata à bord même du *Sandwich*, et qu'il fut question de livrer au gouvernement les députés qui s'y trouvaient réunis.

Le 9 juin, au soir, deux vaisseaux coupèrent les câbles de leurs ancres, et abandonnèrent la flotte, qui fit sur eux un feu très-vif. Cet exemple fut suivi, quelques heures après, par un autre. Le 13, trois vaisseaux et deux frégates, renonçant encore à la cause des révoltés, furent se mettre sous la protection du canon de Sheerness, sans que le reste de la ligne fit le moindre effort pour les en empêcher. Le lendemain, la défection de plusieurs autres bâtiments qui se retirèrent dans la rivière de Medway, réduisit à cinq le nombre des vaisseaux de ligne qui restaient au Nôre : finalement, le 15, ces derniers baissèrent le pavillon d'insurrection. Richard Parker, dont l'amirauté avait mis la tête à prix, fut saisi à bord du *Sandwich*, et condamné à mort avec douze des principaux chefs. Environ vingt autres matelots parvinrent à se soustraire au châtiment qui les attendait, en gagnant le port de Calais. Ainsi finit cette crise, sans amener aucune catastrophe pour l'Angleterre.

Des gens qui ont voulu apercevoir dans tous les événements de ce siècle, des effets du système de propagande, ont prétendu que le Directoire ne fut pas étranger à ces insurrections ; d'autres se contentent de les présenter comme l'œuvre naturelle des dogmes démocratiques. Mais on est fondé à croire que les uns et les autres sont également dans l'erreur, et que ces soulèvements n'eurent d'autre cause qu'un mécontentement relatif à la solde. Il est même probable que le Directoire n'en fut instruit qu'après la sédition apaisée : car, avec quelques agents adroits, de l'argent et des promesses, il eût pu facilement attirer à lui des équipages qui devaient tout craindre de la sévérité des lois anglaises.

Il est au reste digne de remarque, qu'en moins d'une année, les deux gouvernements les plus puissants de l'Europe furent sur le point d'être frappés au cœur par les instruments mêmes de leurs triomphes : l'Angleterre par la révolte de ses flottes, et la république française par l'insurrection de l'armée d'Italie.

Au reste, les ports de la Grande-Bretagne ne furent pas seuls témoins de pareilles scènes. Elles se renouvelèrent dans presque toutes les stations maritimes. Aux Indes orientales, l'équipage de l'*Hermione* massacra ses officiers, et fut se mettre sous la protection des Espagnols. Un vaisseau de la compagnie des Indes ayant apporté au cap de Bonne-Espérance la nouvelle de la révolte de la flotte du Nôre, celle de l'amiral Pringle manifesta l'intention de l'imiter ; et il fallut toute la vigueur de cet officier, pour la contenir dans l'obéissance.

Pendant que l'Angleterre échappait ainsi à de si grands dangers, Truguet et Hoche travaillaient de concert à lui porter des coups plus sûrs. Le premier poussait avec ardeur les réparations de la flotte de Brest, et l'autre, de son quartier général de Cologne, négociait avec les Hollandais, afin d'obtenir les fonds dont le ministre avait besoin pour compléter son armement. Brûlants du désir de renverser la puissance colossale de l'Angleterre, ces deux généraux étaient parvenus à faire passer dans l'âme des directeurs une partie du feu qui les animait. Les Irlandais-unis étaient en mesure de seconder une descente ; et, dès le mois de mai, ils avaient envoyé à Paris un certain Lewines, en qualité de plénipotentiaire de l'union. Mais alors le Directoire était occupé d'une affaire plus importante : méditant dans l'ombre la journée du 18 fructidor, il venait d'arrêter aux environs de Paris une division de l'armée de Sambre-et-Meuse, destinée pour l'armée d'Angleterre. Truguet étranger au complot, éclata en plaintes : le gouvernement qui le craignait, lui retira le portefeuille de la marine, pour le confier aux mains débiles de Pléville-le-Peley ; la mort de Hoche, qui suivit de près le 18 fructidor, plongea dans l'oubli un projet qui promettait de si beaux résultats. Afin de mieux persuader à la nation que le conseil des Cinq-Cents avait été le principal obstacle à la paix, le Directoire se hâta d'ordonner le désarmement de la flotte. Cette mesure impolitique fut trop bien exécutée, et tandis que l'escadre batave, parfaitement équipée et déjà chargée des troupes de débarquement, n'attendait plus que le signal du départ, on licenciait avec violence les

Digitized by Google

équipages de celle de Brest. Le Directoire poussa l'impéritie jusqu'à donner l'ordre de mettre en vente, sous prétexte d'économie, une quantité considérable de frégates et de bâtiments de transport.

Le cabinet de Saint-James, certain de retirer des fautes de ses ennemis, plus d'avantages que n'auraient pu lui en procurer ses flottes, tourna alors toute son attention vers la Hollande, l'unique puissance maritime capable désormais de lui donner quelques inquiétudes; des instructions plus pressantes furent envoyées en conséquence à l'amiral Duncan.

La flotte hollandaise n'avait été bloquée pendant une partie de l'été, que par le vaisseau que montait cet officier, et deux frégates; les autres bâtiments avaient été rejoindre, comme nous l'avons dit plus haut, les insurgés de la station du Nôre. Mais Duncan ayant continué de faire ses signaux comme s'il avait toujours une escadre nombreuse sous ses ordres, l'amiral hollandais fut dupe de sa ruse, et ne profita point de cette circonstance pour gagner le port de Brest. Lorsque la sédition fut apaisée, Duncan réunit ses vaisseaux et reprit sa croisière; mais l'équinoxe l'ayant forcé de rentrer à Yarmouth pour s'y réparer, il chargea le capitaine Trollope d'éclairer les mouvements de l'ennemi.

Quoique privés des conseils de Truguet, dont l'ascendant dirigeait toutes leurs opérations maritimes, les Hollandais se montrèrent néanmoins jaloux de justifier le sacrifice que le Directoire affecta de faire à leur considération, lorsqu'il rompit les négociations de Lille. Espérant qu'un succès naval ranimerait le cabinet du Luxembourg, et l'engagerait à reprendre le projet qui avait été le principal but de l'alliance, ils ordonnèrent à l'amiral de Winter de débarquer ses troupes, et de sortir du Texel à la rencontre des Anglais. La flotte batave était forte de 15 vaisseaux de ligne, dont 4 de 74, et de 11 frégates, briks ou cutters, portant en tout 988 pièces de canon et 6,775 hommes.

L'amiral Duncan reçut, le 9 octobre, l'avis du mouvement des Hollandais : il se hâta de lever l'ancre, et fit voile avec une telle précipitation, qu'il laissa à terre beaucoup d'officiers et de matelots. Son escadre était composée de 16 vaisseaux de ligne, deux frégates, une corvette, quatre cutters et un lougre, portant ensemble 1,066 pièces de canon et 8,315 hommes d'équipage. Duncan, craignant que les Hollandais ne voulussent l'éviter, prit, dans la nuit du 10 au 11 octobre, une position telle qu'ils ne pouvaient rentrer dans le Texel sans combattre. Prévenu, à huit heures du matin, qu'ils étaient sous le vent, il fit aussitôt le signal de leur donner la chasse, et bientôt les deux escadres furent en présence. L'amiral anglais fit diminuer de voiles, pour avoir le temps de réunir ses vaisseaux, et ne tarda pas à découvrir les côtes de Hollande entre Camperduyn et Egmont, à environ neuf milles sous le vent de la flotte hollandaise.

L'amiral de Winter avait donné à ses capitaines l'ordre de se serrer le plus possible; mais la violence du vent contraria ses intentions. Comme ses vaisseaux, d'un échantillon inférieur, tiraient généralement moins d'eau que ceux des Anglais, il avait le dessein de s'approcher des côtes, où les bas-fonds, en gênant la manœuvre de l'ennemi, auraient fourni l'occasion de le combattre avec avantage. Mais Duncan devinant son adversaire, s'avança vent-arrière pour percer la ligne hollandaise et l'attaquer de manière à ce que chacun de ses vaisseaux abordât celui qui lui serait opposé, en se plaçant entre la terre et lui. Le vice-amiral Honslow, à la tête de la première division, rompit l'arrière-garde batave et engagea le combat. Le *Vénérable,* que montait l'amiral Duncan, perça le corps de bataille; et la seconde division attaqua l'avant-garde. L'engagement devint général; et des deux côtés l'on déploya la plus rare bravoure. De Winter, avec son vaisseau amiral, la *Liberté,* eut à soutenir le choc de trois bâtiments ennemis, et tomba sous le feu d'un quatrième, en voulant éviter l'*Hercule* sur lequel un incendie venait d'éclater. Malgré l'habileté de ses mouvements et la valeur de son équipage, il eut bientôt toutes ses manœuvres supérieures abattues, et ne put faire aucuns signaux. Loin de perdre courage, il tenta de se faire jour pour se jeter à la côte ou rejoindre le reste de son escadre; mais un cinquième vaisseau anglais acheva de l'accabler. Après une heure et demie d'un combat aussi inégal, il perdit tous ses mâts et fit eau de toutes parts. Quoique griève-

Digitized by Google

ment blessé, de Winter continua cependant sa belle résistance; et lorsqu'il amena son pavillon, il lui restait à peine six pièces en état de tirer, et les deux tiers de son équipage se trouvaient hors de combat. L'amiral anglais se hâta de l'envoyer prendre et de le conduire sur son bord, qui était tellement maltraité, que le jeu continuel des pompes pouvait seul le sauver d'un naufrage imminent.

Partout la fortune se déclara contre les Hollandais. Le *Vassenaer,* le *Harlem,* le *Delft,* le *Jupiter* et l'*Égalité* tombèrent au pouvoir de l'ennemi, ainsi que l'*Hercule,* qui, après avoir heureusement échappé à l'incendie en coupant ses mâts, fut entraîné en dérive au milieu des Anglais. La victoire de ceux-ci eût été plus complète, et la plupart des vaisseaux hollandais couraient risque d'être pris ou coulés à fond; mais la flotte de Duncan ne tirant plus que neuf brasses, et n'étant éloignée que de cinq milles de la côte, elle fût obligée de se retirer. Cette victoire coûta cher aux Anglais: presque tous leurs navires étaient désemparés; et un coup de vent les força de gagner les ports d'Angleterre. Les vaincus en profitèrent pour sauver leurs débris: le contre-amiral Storry se retira dans le Texel avec 13 bâtiments; le contre-amiral Bloys de Trélong rentra dans la Meuse avec quatre autres.

Cette bataille navale fut une des plus remarquables de la révolution. Quoique les Hollandais eussent plus de bâtiments, ils étaient réellement plus faibles en artillerie et en équipages. Ils se battirent avec une valeur qui rappela les plus beaux temps de leur république. De Winter s'y couvrit de gloire, et ajouta une nouvelle illustration au pavillon des Tromp et des Ruyter. Les Anglais rehaussèrent leur triomphe par les honneurs qu'ils lui rendirent: hommage d'autant plus mérité, que quelques voix contemporaines s'élevèrent pour affirmer qu'il eût été vainqueur, sans la conduite douteuse d'un de ses lieutenants.

Cette victoire mettant donc hors de combat l'escadre hollandaise, comme l'escadre espagnole l'avait été au printemps, le cabinet de Londres oublia l'espèce d'affront qu'on venait de lui faire par le renvoi de Malmesbury, et la rupture des négociations de Lille. Il fut bientôt tout à fait rassuré sur les entreprises ultérieures du gouvernement français; car il n'était guère probable que la flotte de Brest parût seule dans l'Océan. Le ministère témoigna sa reconnaissance à l'amiral Duncan, en lui accordant le titre de vicomte de Camperduyn. Outre cette récompense honorifique, il reçut soixante mille livres sterling pour sa part des prises faites sur les Hollandais.

Les malheurs de l'Espagne et de la Hollande re jaillissaient sur la France; et c'était en vain qu'elle prétendait relever sa marine au moyen des débris de celle de Venise. Le traité de Campo-Formio, en lui livrant, comme nous allons le voir, les îles du Levant, 9 vaisseaux de ligne, 12 frégates, autant de corvettes et quelques galères, n'apportait qu'une faible compensation à ce qu'elle venait de perdre en une seule campagne. En effet, la plupart de ces bâtiments étaient encore sur les chantiers: il fallait d'énormes dépenses pour achever leur gréément et leur armement; et l'on n'était point sûr de les ramener de Venise ou de Corfou, puisque le pavillon anglais dominait de nouveau dans la Méditerranée.

Le Directoire dut alors faire d'amères réflexions sur les variations de sa politique; et la noble défense des Hollandais lui montra de quelle utilité lui eussent été de pareils auxiliaires. Poussé par le génie entreprenant de Bonaparte, il recommença, il est vrai, ses préparatifs maritimes; mais l'occasion fut perdue sans retour. Ses nouveaux efforts ne servirent qu'à lui démontrer l'absurdité de sa conduite antérieure: il fallut racheter à grands frais les bâtiments abandonnés à la cupidité des agioteurs; et l'on put à peine réunir une faible partie de ces équipages, que, trois mois auparavant, l'on avait licenciés violemment, sans leur payer la totalité des sommes qui leur étaient dues. Découragés par la mauvaise foi du gouvernement, la plupart de ces marins refusèrent de répondre à son appel, et prirent parti dans la marine marchande, ou restèrent obstinément dans leurs foyers.

Après avoir détaillé les événements maritimes qui eurent lieu en Europe, portons maintenant nos regards sur ce qui se passait dans les autres parties du monde.

A Saint-Domingue, un seul fait militaire remarquable signala cette année: le général Desfourneaux, secondé par le colonel du génie Vincent,

Digitized by Google

parvint à détruire le poste des Vallières, d'où les Anglais fomentaient ce qu'ils nommaient la Vendée de Saint-Domingue. A cette époque Toussaint développa ses vues ambitieuses; et le renvoi presque forcé de Santonax et de Lavaux, comme membres du conseil des Cinq-Cents, fut accompagné de circonstances qui durent ouvrir les yeux à la métropole, sur le mépris qu'on affectait pour son autorité dans ces contrées. Les Anglais voyaient de jour en jour leur influence se restreindre dans l'Ouest et le Sud, où l'imprudente incorporation des Cipayes noirs de l'infâme Lapointe avec les soldats de Praloto et les blancs orgueilleux que l'aristocratie égarait, causa un mécontentement général. Une douzaine de bataillons, amalgame bizarre de Français renégats, de noirs et de soldats britanniques, abîmés par les fièvres, défendaient encore le môle Saint-Nicolas et le Port-au-Prince, tremblants d'y être bientôt forcés par les redoutables moyens dont Toussaint et Rigaud disposaient alors.

Les armes britanniques furent plus heureuses dans les autres parages du golfe mexicain. Le 12 février, une escadre de 5 vaisseaux de ligne, d'autant de frégates et d'un grand nombre de transports, mit à la voile de la Martinique, sous les ordres de l'amiral Harvey, et parut, le 16, devant l'île de la Trinité, l'une des Antilles, aussi intéressante par sa fertilité que par sa situation à l'entrée du golfe. Les Espagnols avaient dans ses ports quatre vaisseaux et une frégate; mais le *Damas,* de 74, étant tombé au pouvoir de l'ennemi, ils se hâtèrent d'incendier les autres bâtiments. L'île ne fit qu'une faible résistance : le 18, sa garnison composée de 600 hommes, et 1,700 marins des vaisseaux brûlés, se rendit prisonnière de guerre, et fut conduite à la Martinique.

Un succès aussi prompt et si peu espéré, détermina les Anglais à de nouvelles entreprises contre les colonies espagnoles. Leur première attaque fut dirigée contre Porto-Ricco, la dernière des grandes Antilles. L'amiral anglais appareilla, le 8 avril, avec un corps de troupes commandé par le général Abercromby, et arriva, le 17, en face de Porto-Ricco, où, le jour suivant, il débarqua 3,000 hommes.

Cette ville est située au nord de l'île qui porte son nom, dans une presqu'île qui ne tient à la terre que par une langue très-étroite : un château ferme ce passage, et défend en même temps l'entrée de la baie. Les Espagnols avaient, en outre, construit deux redoutes dans l'isthme, et placé des chaloupes canonnières pour en éloigner l'ennemi. Les Anglais, attaquant du côté de l'ouest, furent contraints, pour s'approcher de la ville, de cheminer le long de l'isthme. Ils cherchèrent vainement à s'ouvrir un passage : les Espagnols repoussèrent toutes leurs tentatives; et, soutenus par le feu meurtrier des forts et des chaloupes, les forcèrent de renoncer à leur entreprise. Abercromby, moins heureux que le célèbre Anson, se borna alors à bombarder la ville du côté du sud; mais voyant enfin que ses bombes ne produisaient aucun effet à cause du grand éloignement, il se rembarqua, le 30 avril, avec ses troupes, non sans avoir perdu quelques centaines d'hommes, tués, blessés ou prisonniers.

Une expédition tentée par le contre-amiral Nelson, dans le mois de juillet, contre l'île de Ténériffe, n'eut pas un succès plus heureux. Dès le 28 mai, la frégate anglaise, la *Minerve,* s'était emparée, dans les eaux de Santa-Cruz, de la frégate française, la *Mutine*, qui cinglait vers l'île de France. Cette prise, faite au moment où la plus grande partie de l'équipage du bâtiment capturé était à terre, enhardit les Anglais, et leur fit croire qu'ils n'éprouveraient pas grandes difficultés à se rendre maîtres de Santa-Cruz. Ces dispositions se fortifièrent encore lorsque l'amiral Jervis apprit qu'un vaisseau des Philippines, richement chargé, venait d'entrer dans le port de cette ville. L'expédition fut bientôt résolue. Nelson mit à la voile, le 15 juillet, avec une escadre de 4 vaisseaux de ligne, 3 frégates et un cutter, et alla jeter l'ancre à quelques milles nord de Santa-Cruz. Les Espagnols n'avaient alors qu'environ 2,000 hommes de milice mal armés, 300 hommes du bataillon des îles Canaries, et 150 de l'équipage de la *Mutine* et d'un autre navire français. Ces derniers s'étant offerts à contribuer à la défense de l'île, on leur confia la garde des forts de San-Miguel et de Passo-Alto, qui flanquent le môle de Santa-Cruz.

La première attaque des Anglais eut lieu le 22, et fut dirigée contre ces points. Pendant que Nelson, avec ses vaisseaux, les canonnait vigoureuse-

Digitized by Google

ment pour attirer leur attention sur lui, les trois frégates débarquèrent les troupes, qui se portèrent sur les hauteurs pour tenter l'escalade. Mais les républicains les reçurent avec un feu si vif de mitraille et de mousqueterie, que leur attaque échoua, et qu'elles furent contraintes de se rembarquer, après avoir perdu quelques hommes.

Au lieu de renoncer à une entreprise qui n'offrait plus de chances de succès, puisque les Espagnols étaient sur leurs gardes, Nelson renouvela une tentative avec toutes ses forces. Le 24 juillet au soir, le cutter le *Fox*, et toutes les embarcations de l'escadre portant environ 1,100 hommes, reçurent ordre de se tenir prêts. Le projet du contre-amiral était d'éviter les forts, et de s'emparer du môle, d'où il se dirigerait sur la grande place qui est à l'entrée de la ville. Il s'était muni d'échelles pour escalader les forts, lorsqu'il serait maître de Santa-Cruz. A onze heures, la flottille anglaise se mit en mouvement, et arriva, avant deux heures du matin, auprès du môle. L'obscurité de la nuit avait jusqu'alors dérobé sa marche aux Espagnols; mais au moment où les Anglais se disposaient à débarquer malgré le feu de 40 pièces de canon, une forte rafale dispersa les canots, et en brisa plusieurs à la côte. Quelques-uns, au nombre desquels se trouvait celui de Nelson, parvinrent cependant à gagner le môle, et à s'en emparer; mais les Espagnols s'étant ralliés sous la protection de leur artillerie, chargèrent à leur tour les Anglais, et les rejetèrent en désordre sur leurs embarcations. Des 250 hommes qui avaient pénétré sur le môle, peu se retirèrent sains et saufs. L'amiral Nelson qui dirigeait cette attaque, eut le bras droit emporté d'un boulet de canon. Dans le même moment, un boulet atteignit le cutter au-dessous de la flottaison, et le coula à fond; il ne se sauva qu'une partie de son équipage.

Cependant la division de la flottille commandée par le capitaine Trowbridge, après avoir manqué le môle dans l'obscurité de la nuit, parvint à débarquer au sud des forts; mais à peine avait-elle mis à terre 350 hommes, que la violence du vent la submergea entièrement. Privé de tout moyen de retraite, Trowbridge se dirigea sur-le-champ sur la grande place dans l'espoir d'y rencontrer Nelson, et prit poste dans l'église de Saint-Dominique. A quatre heures du matin, ne recevant aucune nouvelle du reste de l'expédition, il se détermina à tenter un dernier effort pour s'emparer de la citadelle; mais les Espagnols avaient barricadé les rues, et placé partout des troupes et du canon. Lorsque les Anglais voulurent sortir de l'église, ils furent attaqués à la baïonnette par les Français, et rejetés dans leurs positions. Dénués de vivres et de munitions, sans espoir d'être secourus, ils n'avaient que l'alternative de mourir les armes à la main, ou de se rendre à discrétion. L'intrépidité et la présence d'esprit de leur commandant les tira de ce mauvais pas : il proposa au gouverneur espagnol de se rembarquer avec ses soldats, sous condition que l'escadre n'entreprendrait plus rien contre Santa-Cruz; menaçant, en cas de refus, d'incendier la ville. Le général Guitiriz, intimidé, eut la faiblesse de signer cette capitulation : en sorte, qu'au lieu de mettre bas les armes, les Anglais furent transportés à bord de leur escadre, sur des bâtiments espagnols. Cette entreprise, exécutée avec trop peu de moyens, coûta 400 marins à l'Angleterre.

Une expédition, dirigée contre Manille, par la compagnie des Indes, sortit de Madras dans le mois d'août. Mais une tempête violente dispersa l'escadre anglaise, et l'obligea de rentrer toute désemparée.

Une division française, composée de frégates seulement et commandée par le contre-amiral Sercey, qui croisait aux environs de l'île de France, fit des prises considérables sur le commerce anglais, et eut le bonheur d'échapper à toutes les poursuites des escadres ennemies. Son chef, moins heureux, accusé par les agents du Directoire que la colonie venait de rejeter de son sein, fut destitué pour n'avoir pas voulu déployer la force contre l'administration qui s'opposait au régime de Santonax.

Sur le continent indien, un orage se formait contre la compagnie anglaise, dont Tippo-Saheb, Scindiah et Zeman-Schah conspiraient la ruine. Nous n'entrerons point ici dans des détails qui nous forceraient à reprendre les choses de fort loin, et dont la place est naturellement assignée au chapitre où nous traiterons de l'expédition d'Égypte. Il est temps de reprendre le fil des négo-

Digitized by Google

ciations entamées à Udine; nous jetterons ensuite un coup d'œil sur celles de Lille, et sur les événements de l'intérieur, qui remettaient chaque jour l'existence de la république en problème, malgré la valeur de ses légions et les talents des généraux qui les guidaient.

CHAPITRE LXXVI.

Affaires de l'intérieur. — Lutte du Directoire contre le corps législatif. — Journée du 18 fructidor et ses suites. — Rupture des négociations avec l'Angleterre. — Traité de Campo-Formio avec l'Autriche. — Influence de ce traité sur les affaires politiques. — Troubles du Piémont et de la Valteline. — Rupture avec le Portugal. — Formation de l'armée d'Angleterre.

Les victoires des armées de la république, en forçant l'Autriche à la paix, n'imposèrent point silence aux factions. La constitution de l'an III avait laissé tant d'obscurité sur la division des pouvoirs, que chacun d'eux, par une tendance irrésistible, cherchait à empiéter sur les attributions de l'autre. Le renouvellement annuel par tiers du corps législatif, mettait en mouvement tant de passions et d'intérêts opposés, que l'époque des élections semblait devoir être marquée par une secousse au profit de la faction dominante.

Le Directoire, entouré de la confiance des armées, appréciant toute l'étendue de ses moyens, et souffrant impatiemment le frein que le corps législatif opposait à son pouvoir, épiait l'occasion de se débarrasser de cette tutelle incommode.

Il n'y avait rien là que de naturel ; car, mettant même l'ambition personnelle des gouvernants à part, il faut convenir que le pouvoir exécutif, placé par la nature de ses attributions à la tête des intérêts nationaux, et connaissant par une expérience journalière, les besoins des différentes branches du service public, tend sans cesse à influencer les lois dont il tire toute sa force, ou qui peuvent le gêner dans la direction du timon de l'État.

Les deux conseils s'appuyaient sur l'opinion publique, qui déjà s'était fortement prononcée. Le régime révolutionnaire, encore appesanti sur la France, rappelait au peuple ses anciennes institutions : les mots magiques de liberté et de gloire ne suffisaient plus pour fasciner les yeux, que les massacres et les proscriptions avaient dessillés. Un malaise général faisait sentir le besoin de repos : aussi, le désir de la paix, énergiquement exprimé par le corps législatif, lui concilia-t-il la faveur populaire.

Cette paix, réclamée à grands cris par le peuple français, les meneurs du Directoire la craignaient comme l'époque probable du terme de leur autorité. La gloire et les succès brillants des généraux les inquiétaient : ils redoutaient les comparaisons, et surtout l'ambition d'hommes énergiques, accoutumés à commander aux troupes, et peu disposés à se dessaisir de leur pouvoir. Ces dispositions percèrent dans un message adressé aux conseils sur la situation des finances de la république. La réfutation qu'en fit Barbé-Marbois, et le rapport de Pastoret sur l'état des relations avec les puissances étrangères, dévoilèrent les intentions secrètes des directeurs. L'impression produite par ces deux discours fut telle, qu'on chargea sur-le-champ une commission de présenter un projet de loi pour limiter les droits du Directoire sur la paix et la guerre.

Ces rapports pleins d'aigreur, mirent les deux pouvoirs en état d'hostilité. Leurs partisans prévoyant une lutte prochaine, commencèrent à serrer leurs rangs, et formèrent deux clubs distincts, connus sous les noms de Clichy et de Salm. Un observateur impartial aurait eu de la peine à déterminer les motifs de leur opposition, en ne considérant que les éléments qui les composaient : des deux côtés on trouvait des hommes probes, que l'intérêt public, selon leur manière de l'envisager, ralliait au corps législatif ou au Directoire; les meneurs seuls avaient d'autres intentions. Le général Pichegru, nommé au conseil des Cinq-Cents par son département, était un des coryphées du premier.

Depuis le châtiment des complices de Babœuf, les royalistes avaient repris courage. A l'approche des élections de l'an V, ils manœuvrèrent avec tant d'adresse, qu'ils influencèrent presque tous les choix : ils n'échouèrent que dans un petit nombre de départements, où les démagogues, au contraire, parvinrent à faire élire les anciens partisans de la Montagne. L'entrée de ce second tiers

Digitized by Google

au corps législatif procura aux premiers une majorité qui leur eût assuré la victoire, s'ils avaient mis plus de prudence dans le choix de leurs moyens; mais ils ne dissimulèrent pas assez leurs vues, et, fiers de leur supériorité, ils voulurent tout emporter d'emblée.

L'ouverture de la session fut signalée par des actes qui prouvèrent au Directoire tout ce qu'il avait à redouter. Barrère, ce fougueux orateur du comité de salut public, condamné à la déportation, avait été réélu par le département des Basses-Pyrénées. La question d'indignité fut élevée contre lui, et résolue affirmativement par une grande majorité. Jusque-là le mal n'était pas grand; mais le décret qui maintint son bannissement, rappela dans l'assemblée tous les députés qui en avaient été exclus par la loi du 3 brumaire.

Cette mesure, en jetant dans les conseils des hommes de parti, les mit tous deux dans la dépendance des meneurs du club de Clichy qui, sous les apparences de la justice et de la modération, travaillaient sourdement à organiser la contre-révolution.

D'abord, ils commencèrent par susciter des ennemis au Directoire; et la chose fut d'autant plus facile, que, formé de cinq membres de la convention, leur conduite aux diverses phases de la révolution, donnait prise à la critique. L'immoralité de Barras, l'avarice et la rudesse de Rewbell, l'indolence de La Réveillère, l'inflexibilité de Carnot la facilité de Barthélemy, furent tour à tour l'objet de leurs sarcasmes et de leurs reproches. Bien plus, ils surent ressusciter des préventions et des haines parmi les directeurs, en mettant adroitement aux prises l'amour-propre de chacun d'eux.

Il eût fallu être aveugle pour ne point voir l'orage. Le Directoire avisa longtemps aux moyens de le détourner. Les avis étaient partagés. Carnot et Barthélemy, successeur de Letourneur, répugnaient à toutes les mesures inconstitutionnelles. Leurs collègues, moins scrupuleux, formèrent alors une espèce de triumvirat déterminé à tout pour se débarrasser de ceux qui leur disputaient l'autorité.

De bons esprits des conseils qui voyaient dans cette opposition le germe de nouvelles dissensions, séparèrent leur cause de celle du club de Clichy, et négocièrent auprès du Directoire le renvoi de plusieurs ministres, contre lesquels la tribune avait retenti de dénonciations fondées; mais cette négociation, qui devait être le gage présumable de la réconciliation des deux pouvoirs, échoua par l'intrigue de la sirène de Legendre, qui tenait alors Barras dans ses filets. Ce directeur, dont la voix était indispensable pour former majorité avec celles de Carnot et de Barthélemy, promit d'abord de voter ce renvoi; mais, bientôt endoctriné par cette femme trop célèbre, il se joignit à Rewbell et à La Réveillère, pour remplacer les ministres qui jouissaient de la confiance publique, et conserver ceux qui l'avaient perdue. Tout le ministère fut renouvelé le même jour, à l'exception des départements de la justice et des finances : et, ce qu'il y eut de particulier dans ce bouleversement, c'est que Delacroix perdit le portefeuille des affaires étrangères sur la réquisition de la baronne de Staël, qui l'arracha des mains de Barras pour le remettre à Talleyrand, en souvenir d'anciennes liaisons. A la place de Petiet, Rewbell appela au ministère de la guerre son compatriote Schérer, sous l'administration duquel il se commit tant de dilapidations.

Dès lors, tout espoir de rapprochement s'évanouit; et, sous prétexte de préparer des moyens de défense, le Directoire et le corps législatif préludèrent, chacun de leur côté, à de véritables attaques. Leurs ressources n'étaient pas égales; car le premier disposait des baïonnettes, et le second au contraire, n'avait qu'une force morale, puisée dans la constitution.

Le corps législatif venait de rapporter la loi qui condamnait à la déportation les prêtres réfractaires. Ce premier pas, bien qu'il annonçât un juste retour à la modération, servit de signal à une foule de journalistes, pour commencer les hostilités contre le Directoire. Sûrs de trouver des défenseurs dans les conseils, ils ne se contentèrent pas de censurer ses actes, ils déversèrent à pleines mains le ridicule sur chacun de ses membres, et augmentèrent ainsi le mépris qu'inspiraient des directeurs, dont le gouvernement n'avait encore fait ressortir aucune grande qualité.

L'alarme fut sonnée au Luxembourg, et aussitôt on commença à faire jouer les fils qui devaient amener la catastrophe. Carnot, dont la popularité

Digitized by Google

mettait un si grand poids dans la balance, devint odieux à Barras et à Rewbell, parce qu'il voulait sincèrement la paix, avec plus de modération et de justice dans l'administration intérieure. Ces sentiments s'accordaient peu avec ceux de ses collègues, tourmentés de la soif du pouvoir et des richesses. On résolut donc de s'en débarrasser à tout prix. Barras, pour en venir plus facilement à bout, le présenta aux démocrates comme ayant conduit l'affaire du camp de Grenelle et fait élever les échafauds de Vendôme. Dès lors il passa dans l'esprit des uns comme un transfuge vendu aux royalistes, tandis que les autres le crurent fermement uni de volontés et de principes avec ses collègues.

Ce premier pas fait, les meneurs du Directoire favorisèrent l'ouverture des clubs jacobins fermés depuis longtemps. Enfin, pour attacher plus sûrement l'opinion générale à leur cause, ils fabriquèrent ou retirèrent des cartons de la police, une lettre de Louis XVIII aux Français, dans laquelle ce prince les invitait à secouer le joug de leurs tyrans, et à se rappeler les siècles de gloire et de bonheur dont ils avaient joui, en vivant sous la religion et le gouvernement de leurs pères.

Cette pièce, vraie ou fausse, souleva de nouveau les passions. Dans le Midi, le terrorisme royal se montra sans voile : des bandes d'assassins, soi-disant royalistes, se répandirent dans le Languedoc et la Provence. Le payement des contributions fut suspendu, l'action des lois paralysée, les acquéreurs de biens nationaux poursuivis par le poignard des égorgeurs; enfin, le désordre devint bientôt si grand, que tous les individus qui avaient pris part à la révolution, furent obligés, pour sauver leur vie, de se réfugier dans de grandes villes, telles qu'Aix, Orange, Marseille, Toulon.

Ces excès, rendus encore plus odieux par les rapports des agents du Directoire, firent regarder au peuple la proclamation du prétendant comme le manifeste d'une grande conspiration tramée contre ses libertés, et il se disposa d'avance à applaudir à toutes les mesures que prendrait le gouvernement pour la faire avorter. Ce fut aux armées surtout que ces idées, grandies encore par l'éloignement, se manifestèrent de la manière la plus énergique. Le Directoire reçut des adresses de toutes les divisions : elles contenaient, outre les protestations de dévouement à la république, des accusations et des menaces contre les conspirateurs de Clichy et la majorité du corps législatif qui suivait la même bannière.

Nous ne rappellerons pas ici les expressions virulentes et inconstitutionnelles de ces adresses : on les trouve consignées dans tous les journaux du temps. Mais cet accord d'opinions qui les avait dictées, prouve assez qu'elles avaient été commandées par les triumvirs à Bonaparte et à Hoche, de l'opinion desquels ils étaient certains.

En vain on a cherché à nier la coopération effective du premier à la journée du 18 fructidor, en alléguant la correspondance amicale qu'il entretenait avec Carnot, dans le sein duquel il semblait épancher ses chagrins domestiques. Bonaparte avait envoyé à Paris son aide de camp Lavalette, avec la mission spéciale de l'informer de l'état des affaires; et certes, s'il eût eu la moindre confiance en Carnot, aurait-il prêté les mains à la dissolution des conseils ? N'est-il pas probable, au contraire, que, pressentant son élévation, il saisit avidement l'occasion d'écarter une partie des obstacles qu'il pouvait rencontrer? Se tenant donc derrière le rideau, il fit écraser un pouvoir par l'autre, se ménageant ainsi une excuse pour les coups que plus tard il devait porter au vainqueur. Au reste, la politique ne fut pas le seul mobile de sa conduite : il s'y joignit encore un profond ressentiment contre le corps législatif, dont un membre avait formellement improuvé sa conduite à l'égard des républiques de Venise et de Gênes. Idole de ses soldats, respecté par ses généraux, dont ses grands talents avaient désarmé la jalousie, il n'eut pas de peine à leur faire adopter les sentiments exprimés dans leurs adresses. Le choix de Bernadotte pour porter à Paris les drapeaux récemment conquis, la permission accordée à Augereau de s'y rendre vers la même époque, servent encore à fortifier cette opinion.

Quant aux motifs qui portèrent Hoche à seconder la majorité du Directoire, s'il ne fut pas guidé par son patriotisme qui avait conservé toute l'exaltation de 1793, il fut probablement entraîné par sa haine contre Pichegru. Nous avons indiqué, chapitre XXXIII, où elle prit naissance. Dès que son ri-

Digitized by Google

val se déclara le champion d'une faction nombreuse et puissante, Hoche se prononça contre elle avec véhémence, ne se doutant pas qu'une fatalité singulière placerait dans les rangs de ses adversaires, un républicain aussi chaud que lui, celui-là même qui lui avait sauvé la vie sous le règne de la terreur, et à qui il était redevable de son avancement.

Forts de l'appui des troupes et des généraux qui les commandaient, les triumvirs levèrent le masque. Ils ôtèrent le commandement de la dix-septième division militaire au général Hatry, qui n'était point homme à seconder leurs projets, pour le donner à Augereau, dont ils stimulèrent encore l'ardeur, en le leurrant de l'espoir de le prendre pour collègue après l'expulsion des directeurs qui leur étaient opposés. N'ayant pu décider Carnot, chargé de la direction des affaires militaires, à diriger 10 à 12,000 hommes de l'armée de Sambre-et-Meuse vers les côtes, d'abord, sous prétexte de l'expédition d'Irlande, et ensuite des troubles de Bretagne, ils prescrivirent ce mouvement à son insu, en traçant l'itinéraire des colonnes de telle manière, qu'elles pussent arriver dans les environs de Paris, et y seconder l'exécution de leurs desseins.

L'apparition soudaine des divisions Richepanse et Lemoine à Laferté-Aleps et Soissons, causa une vive sensation dans les conseils. Deux membres de la commission des inspecteurs se présentèrent chez Carnot, alors président du Directoire, qui assura n'avoir aucune connaissance de ce mouvement. Le ministre de la guerre ayant fait la même déclaration, les conseils éclatèrent en reproches. Le Directoire se justifia d'une manière dérisoire, en rejetant sur un commissaire des guerres, l'irrégularité de l'itinéraire des troupes qu'il dit être destinées pour l'Ouest; et, néanmoins, après quelques contre-marches, elles furent cantonnées dans les environs de Paris.

A ces actes d'hostilités réelles, le corps législatif ne put opposer que des décrets. Il prit d'abord la résolution prudente de faire fermer les clubs jacobins, qui s'étaient rouverts sous le titre de cercles constitutionnels; mais il échoua dans les coups qu'il voulut porter successivement à Barras et à La Réveillère, en s'informant de l'âge du premier lors de son entrée au Directoire, et en discutant le mode de constater la démence d'un directeur ou d'un représentant. Il était un moyen plus sûr de déjouer les triumvirs, c'était de s'occuper de la réorganisation de la garde nationale. Pichegru la proposa, mais sa motion fut ajournée, parce qu'on ne crut pas la circonstance assez grave, pour s'en occuper toute affaire cessante.

Le Directoire, de son côté, ne négligeait aucun moyen de fortifier la haine du peuple, en lui montrant dans ses ennemis les fauteurs de la royauté. La police étant parvenue à obtenir de Duverne de Presle, agent de Louis XVIII, des révélations sur l'existence d'un complot pour le rétablissement des Bourbons, les triumvirs les rendirent publiques, afin de convaincre les plus incrédules des dangers de l'État. Berthier ayant envoyé, vers la même époque, le portefeuille de d'Antraigues saisi à Venise, ce fut un coup de fortune, qui servit merveilleusement leurs desseins. Ils recueillirent avec soin toutes les pièces qui constataient les relations de Pichegru : et, quoiqu'elles remontassent à l'époque où il commandait l'armée du Rhin, ils les rattachèrent aux circonstances du moment, et s'en servirent utilement, pour justifier aux yeux de la nation la violence du coup d'état qu'ils méditaient.

Quoique sur le point de frapper ses adversaires, le Directoire usa d'artifice pour éloigner d'eux l'idée du danger. Les mouvements de troupes, joints à quelques phrases sinistres, donnèrent en vain l'éveil au corps législatif; il se laissa endormir par le discours que prononça le président La Réveillère, en recevant les drapeaux conquis par l'armée d'Italie : « Le Directoire, disait-il, ne reconnaîtra » d'autorités que celles que la constitution a crées; » et il ne les reconnaîtra, que dans la ligne qu'elle » leur a tracée. Il n'oubliera pas qu'elle doit régner » également sur tous; et que l'autorité qui se place » au-dessus d'elle, a par cela seul cessé d'être lé» gitime. » Étonnante hypocrisie, de rappeler ainsi le respect dû à la constitution, au moment où l'on se proposait de la violer avec tant d'effronterie!

Le corps législatif touchait au bord du précipice, et n'avait encore pris aucune mesure efficace pour se défendre. La commission des inspecteurs de la salle étendait, à la vérité, ses pouvoirs à force de décrets : mais, semblable à celle *des*

Digitized by Google

Douze avant le 31 mai, toutes ses mesures étaient paralysées, soit par l'apathie d'un certain nombre de membres, soit par l'opposition des autres. Bien plus, les conseils n'avaient pas encore donné à leur garde, l'organisation désirable : il lui aurait fallu un chef dont le nom pût imposer; Kléber, Desaix et Serrurier, peu flattés d'un pareil commandement, l'ayant refusé, il était resté au chef de brigade Ramel, officier peu connu de l'armée.

En révolution comme en guerre, celui qui prend l'initiative est toujours le plus près du succès. Les conseils ne sentirent pas assez cette vérité, et perdirent en délibérations un temps précieux. La station d'une armée dans le cercle tracé par la constitution, autour du lieu des séances de l'autorité législative démontrait assez les sinistres projets du Directoire. Mais l'opposition, quoiqu'en majorité, se composait d'éléments trop hétérogènes : on y voyait des royalistes absolus et des constitutionnels avec des républicains mécontents. Son union avec la minorité directoriale qui eût centuplé sa force, n'était pas aisée, car Barthélemy paraissait vouloir rester neutre au milieu des partis, et Carnot, dont l'énergie eût pu donner une impulsion victorieuse, refusa de se mettre à la tête du mouvement, parce qu'il croyait apercevoir les royalistes derrière le rideau. Willot et quelques autres députés courageux proposèrent de mettre le Directoire hors la loi, et de faire sonner le tocsin pour marcher avec le peuple contre lui dans le cas où il voudrait opposer résistance. Pichegru ne demandait qu'une poignée d'hommes déterminés pour s'emparer du Luxembourg, et y arrêter les triumvirs. Ces divers projets furent rejetés comme indignes de la majesté des conseils : on craignait de violer la constitution; et l'on se borna à décréter l'organisation de la garde nationale. L'exécution instantanée de cette mesure aurait pu remédier à tout; mais, par une fatalité inconcevable, on la renvoya au jour même qui devait éclairer le triomphe directorial. Ce jour-là aussi, Vaublanc devait faire un rapport foudroyant contre les triumvirs, et l'appuyer de preuves irrécusables, de manière à faire croire que des dispositions répressives et vigoureuses seraient enfin adoptées.

Le Directoire, averti des projets du lendemain, ne perdit pas un instant. Le prétexte d'un exercice général dans la plaine de Mont-Rouge, couvrit le mouvement des troupes : et, dans la nuit du 17 au 18, celles qui se trouvaient à Vincennes et à Meudon, pénétrèrent dans la capitale, et occupèrent avec de l'artillerie les principales places et tous les ponts de la Seine. A quatre heures du matin, au signal convenu, elles se rangèrent en bataille sur le quai, face aux Tuileries; les salles des deux conseils furent investies, ainsi que les appartements des directeurs Carnot et Barthélemy. Augereau se présente à la grille du pont tournant, et somme les grenadiers de la garde de l'ouvrir. Les efforts de Ramel sont vains; la grille est forcée; il est arrêté, et le général pénètre dans la salle du comité des inspecteurs, où Pichegru, Willot, et plusieurs autres députés, délibéraient tumultueusement sur les mesures à prendre dans la conjoncture. Tous furent arrêtés, malgré la plus vive résistance.

Après cette facile expédition, Augereau se rendit dans les salles des conseils, où une grande partie des députés se trouvait déjà réunie; il leur signifia, de la part du Directoire, l'ordre de s'assembler à l'Odéon et à l'École de médecine. Siméon, président des Cinq-Cents, refusa d'y obtempérer et prononça la dissolution de l'assemblée. Le conseil des Anciens, plus résigné, parut d'abord se rendre à l'invitation impérative du Directoire; cependant à midi, un certain nombre de députés conduits par Pastoret, se présentèrent de nouveau aux Tuileries, et sommèrent la garde de les laisser passer. Pour toute réponse, l'officier commandant le poste les chargea avec sa compagnie, et n'eut pas de peine à les disperser. Pendant qu'Augereau dirigeait l'expédition militaire, le ministre de la police Sottin, avait lancé ses agents à la recherche de tous les individus dont le Directoire voulait se débarrasser. Ces sbires pénétrèrent chez les imprimeurs, dont ils brisèrent les presses et saisirent les papiers; d'autres couvrirent les murs d'une proclamation annonçant la découverte d'une conspiration royaliste, ou de placards dévoilant à la fois les prétendus périls du Directoire, et les intrigues de Pichegru, d'Imbert-Colomès et consorts.

Les triumvirs n'étaient pas d'accord sur le sort de leurs victimes. Le ministre Sottin appuyé par

Digitized by Google

Rewbell et La Réveillère, opinait pour les faire fusiller sur-le-champ; Barras proposa la déportation, qui fut enfin décidée. Ils ne perdirent pas un instant pour revêtir de la sanction des conseils, cette inconstitutionnelle et barbare mesure. Réduits à une minorité jacobine, les Cinq-Cents adoptèrent, presque sans examen, la loi dite de salut public qui leur fut présentée : les Anciens hésitèrent quelques instants à l'approuver; mais le Directoire menaça, et elle ne tarda pas à être promulguée. Cette loi étrange, ordonnant la déportation des directeurs Carnot et Barthélemy, de 11 membres du conseil des Anciens, de 42 de celui des Cinq-Cents, et d'une foule de simples citoyens, investissait les triumvirs de pouvoirs extraordinaires, annulait les élections de 48 départements, prononçait enfin la peine de mort contre quiconque parlerait de rétablir la royauté, et contre les émigrés non rayés définitivement, qui, dans le délai de 15 jours, ne seraient pas sortis du territoire de la république. Elle autorisait en outre le Directoire à déporter les prêtres réfractaires, et à nommer à toutes les fonctions, celle de député exceptée.

Le directeur Barthélemy, Pichegru, et 16 autres proscrits, la plupart législateurs, furent les seuls que cette loi atteignit. Enfermés dans des voitures destinées au transport des plus vils malfaiteurs, traités de la manière la plus barbare, ils furent conduits à Rochefort, et peu après embarqués pour Cayenne : presque tous les autres parvinrent à s'échapper, et furent attendre, dans l'étranger, que la chute des oppresseurs mît un terme à leur exil.

Ainsi, à l'aide de ténébreuses machinations, il suffit à trois directeurs, de l'assistance de quelques bataillons, pour opérer la dissolution du corps législatif, mutiler le pouvoir exécutif, se rendre maîtres des tribunaux, et anéantir, pour ainsi dire, en un clin d'œil les trois pouvoirs constitutionnels. Tous les partis comptèrent des victimes dans cette catastrophe : on entassa pêle-mêle dans les mêmes cachots, et les agents de Louis XVIII, et ceux qui les avaient poursuivis avec le plus d'acharnement.

La stupeur des conseils et leur lâche condescendance aux ordres du Directoire, indignèrent tous les gens de bien. Législateurs imprévoyants, ils ne sentirent point qu'en proscrivant leurs collègues, ils détruisaient toutes les garanties de leur inviolabilité, et substituaient l'empire de la force à celui des lois : en voyant un républicain aussi sincère que Carnot, condamné comme royaliste, chacun demeura convaincu que le salut public avait servi de voile à d'infâmes intrigues et à des vengeances personnelles.

Le triumvirat ayant atteint son but, Augereau réclama avec hauteur la dépouille d'un des directeurs proscrits, en récompense de son utile coopération. Mais Barras, qui craignit de se voir éclipsé par cet audacieux général, indiqua aux conseils Merlin et François de Neufchâteau, ministres obséquieux de la tyrannie directoriale, qui lui furent donnés pour collègues. Augereau éclata en reproches, et le Directoire étourdi de ses apostrophes, ou pénétré du danger de le laisser plus longtemps à Paris, se hâta de lui enlever le commandement de la 17ᵉ division militaire, pour l'envoyer à l'armée d'Allemagne. Hoche, appelé dans la capitale sous prétexte de prendre le portefeuille de la guerre, mais en effet pour s'aboucher avec les triumvirs au sujet du coup d'état du 18 fructidor, averti de leurs projets liberticides dans un entretien qu'il eut avec Carnot, fut humilié du rôle qu'on lui réservait : mais, forcé à certains égards envers la cotterie de la baronne de Staël, s'il n'osa s'expliquer ouvertement vis-à-vis de son bienfaiteur, du moins fit-il connaître son mécontentement à Barras, en retournant la nuit même à l'armée, sans prendre congé de lui. Sa mort, qui arriva peu de temps après, et les discours étranges que tint ce directeur sur les observations de Hoche, font penser que ce général emporta dans la tombe des secrets de la plus haute importance. D'un autre côté, Moreau, qui jusqu'alors ne s'était prononcé ni pour ni contre le Directoire, n'eut pas plutôt connaissance des événements du 18 fructidor, qu'il éleva la voix contre Pichegru son ancien ami, dont il dévoila la trame. Toute la France fut étonnée d'une révélation aussi impolitique qu'inutile, les amis de Moreau en contestèrent l'authenticité, les honnêtes gens la désapprouvèrent; et le gouvernement ne lui en tint pas compte, car il lui retira le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle. Ainsi, le général qui refusa de se prêter au coup d'état, comme celui qui voulait attendre les événements pour se déclarer,

Digitized by Google

furent enveloppés dans la catastrophe qui sapa jusque dans ses bases la constitution de l'an III.

Après le 18 fructidor, le gouvernement représentatif ne fut plus qu'un fantôme : le corps législatif devint, pour le Directoire, une machine à décrets; et la tyrannie fut organisée sous un voile constitutionnel. Le gouvernement, pour instruire la nation des causes qui avaient nécessité le 18 fructidor, fit publier un rapport de Bailleul, qui lui-même avait été un des principaux agents directoriaux. Les pièces justificatives du coup d'état se bornaient aux papiers relatifs à Pichegru. Bailleul, à défaut de preuves, trouva des ressources dans sa dialectique. « Ici, disait-il, a existé une vaste con- » spiration, pour faire tomber les choix du peuple » sur de mauvais citoyens. Il est constant que » ces mauvais citoyens, dans les différentes fonc- » tions qui leur ont été confiées, ont suivi la marche » indiquée par les agents de la conspiration; » qu'ils ont tenu leur langage, assisté à leurs ras- » semblements; que le complot était sur le point » d'éclater. Il est donc évident qu'ils sont enve- » loppés dans la conjuration, quoiqu'on ne puisse » pas dire de chacun qu'il a fait telle ou telle » chose, ni indiquer le rôle dont il était chargé. »

C'était convenir que l'arbitraire avait remplacé la justice; et que, sur de simples soupçons, le pouvoir exécutif avait été mutilé, les conseils, décimés. Telle était, en effet, l'impudence du Directoire, qu'un de ses écrivains à gages, en faisant l'apologie de sa conduite, osa dire *qu'en révolution la justice baisse ses balances devant le parti vainqueur; qu'elle en écrase les vaincus.*

La journée du 18 fructidor avait ôté tout espoir de rapprochement entre le parti modéré, qui voulait une liberté basée sur des institutions raisonnables, et les triumvirs qui fondaient leur prééminence sur une espèce de retour au régime de la terreur. Les plus fougueux démagogues devenaient désormais les uniques soutiens sur lesquels Barras, Rewbell et Merlin pussent compter : entraînés autant par leur penchant que par la nécessité d'assurer le triomphe d'une faction dont ils s'étaient constitués les chefs, ils ne pensaient à rien moins qu'à renouveler l'horrible loi des suspects. Déjà Boulay de la Meurthe avait proposé la déportation ou le bannissement de tous les nobles et parents d'émigrés, quand la clameur publique força le gouvernement à changer cette proposition violente en une suspension de l'exercice de leurs droits politiques.

La réaction, qui avait eu pour antécédent des querelles de finances, fut suivie de mesures fiscales de mauvais augure. Les triumvirs ne furent pas plutôt certains de la victoire, qu'ils peignirent, dans un message aux conseils épurés, l'embarras du trésor. Le temps des discussions était passé pour ceux-ci : ils adoptèrent, pour ainsi dire, sans examen, tous les plans de finances qui leur furent présentés. Le droit de passe sur les routes fut décrété, la loterie rétablie, et le droit de timbre étendu aux feuilles périodiques. Enfin, les conseils abordèrent la question délicate de la dette publique reconnue sur le grand-livre, et se décidèrent à proclamer une banqueroute positive, en décrétant que les deux tiers des sommes inscrites, seraient remboursés en bons au porteur, admissibles seulement en payement de biens nationaux; l'autre tiers fut consolidé sur un nouveau grand-livre institué à cet effet. Cette mesure violente porta un coup mortel au crédit; car, nonobstant les nombreux abus qui s'étaient introduits sous la convention dans ces inscriptions, souvent données en payement au lieu d'assignats, on s'était plu à considérer la dette comme sacrée et devant un jour porter l'intérêt ordinaire.

Cette banqueroute et l'augmentation de revenus votée, les services publics n'en marchèrent pas avec plus de régularité. Un horrible gaspillage se glissa dans toutes les administrations, et empêcha non-seulement de solder l'arriéré, mais encore de faire face aux dépenses courantes.

L'esprit de despotisme et de vertige qu'on remarque dans l'administration intérieure, ne donne pas une idée favorable de la modération du Directoire dans ses relations avec les puissances étrangères, et la négociation avec l'Angleterre fournit bientôt la preuve qu'il ne fallait rien attendre do bon de sa politique.

Soit que Maret, Pléville-Lepeley et Letourneur parussent trop modérés, soit qu'il fallût des instruments plus dociles pour brusquer la rupture méditée, ces négociateurs furent remplacés immédiatement après le 18 fructidor par Treilhard et

Digitized by Google

Bonnier. Dès ce moment on vit se succéder les notes les plus absurdes. On exigeait du diplomate anglais qu'il déclarât, pour ainsi dire, la teneur de ses instructions; on voulait qu'avant d'entrer en discussion, il consentît à rendre aux trois puissances maritimes tout ce que l'Angleterre avait pris : ce qui fermait la porte à la moindre compensation, et à tout débat ultérieur. Vainement Malmesbury observait qu'il avait les pouvoirs les plus étendus, mais qu'il ne devait compte de ses instructions qu'à son gouvernement, et qu'on en connaîtrait la teneur par la nature même des cessions qui seraient mutuellement consenties. Rewbell, plus disposé à imposer des traités à coups de sabre qu'à les discuter, donna 24 heures à Malmesbury pour aller chercher le plein pouvoir de se soumettre à tout ce qu'il plairait au Directoire d'ordonner; procédé d'autant plus déplacé, qu'il s'adressait à une puissance capable d'en tirer vengeance. Cette diplomatie, digne de Robespierre, ne manqua pas son effet. Malmesbury partit le 16 septembre pour Londres, et laissa cette fois l'Europe dans la persuasion que le cabinet de Saint-James était plus modéré que celui du Luxembourg.

Le refus du Directoire de reconnaître l'envoyé Pinckney avant que les États-Unis eussent adhéré à ses demandes, ne donna pas seulement une nouvelle preuve de son exagération, il lui aliéna encore en pure perte ces alliés naturels. Le nouveau président Adams, répondit avec raison qu'on n'intimait pas des ordres à une nation indépendante comme à une colonie, et qu'il était impossible de traiter lorsqu'on débutait par repousser le négociateur. Le Directoire, de son côté, persistait à prendre les mesures les plus hostiles : il rappela son envoyé à Philadelphie, et délivra des lettres de marque pour courir sur les navires américains. Sa conduite fut telle qu'elle excita les plaintes les plus sérieuses à la tribune des deux conseils. Cependant, le président des États-Unis, voulant ôter tout prétexte de mécontentement personnel envers son ambassadeur, confia à trois commissaires la tâche délicate de s'expliquer avec le gouvernement français, et d'aplanir les difficultés qui menaçaient de brouiller deux peuples si étroitement liés par leurs intérêts.

La marche traînante des négociations avec l'Autriche, autorisait tous les soupçons sur la bonne foi des deux partis. Le Directoire s'éloignait de plus en plus des bases des préliminaires, et l'Empereur, cédant à l'influence de Thugut, n'était guère plus ferme dans ses projets.

Le 18 fructidor n'annonça d'abord d'autre changement du côté de la France, que le rappel de Clarke, et la remise pure et simple des négociations à Bonaparte. Le Directoire s'obstinait à ne point ratifier l'alliance avec la Sardaigne, comme si ce traité dût soustraire une victime à son insatiable ambition; il ne voulait pas non plus céder Venise, de crainte de concourir à l'accroissement maritime de l'Autriche, quoiqu'il eût d'abord consenti à cette cession dans l'espoir d'obtenir Mantoue. Ses prétentions allaient jusqu'à vouloir reléguer la maison impériale derrière l'Isonzo.

Bonaparte, mécontent de se voir sans cesse contrarié, blessé de différentes démarches qui dénotaient la méfiance du Directoire, donna sa démission, le 25 septembre, peu de jours après avoir notifié aux plénipotentiaires que, si la paix n'était pas signée le 1er octobre, il ne négocierait plus que sur la base de l'état de possession actuelle des deux puissances.

Dans l'incertitude du résultat qu'amènerait pareille déclaration, il chercha à détacher la Bavière et le Wurtemberg de l'Autriche, en y envoyant sous divers prétextes le général Desaix, que la curiosité avait attiré en Italie. Mais, entouré d'agents autrichiens, il fut impossible à cet officier de réussir dans sa mission.

Cependant la députation impériale, mise au pied du mur à l'instant où elle recevait la nouvelle du 18 fructidor, dépêcha en toute hâte le général Meerfeld à Vienne. L'Empereur, jugeant qu'il ne fallait plus compter sur une réaction royaliste, le renvoya sur-le-champ conjointement avec le comte de Cobentzel, munis d'instructions plus positives.

Depuis cette époque, les négociations allèrent grand train. Ce n'est pas que l'Autriche se montrât d'abord plus coulante : loin de renoncer à Mantoue, que les préliminaires lui assuraient, elle demandait Venise et les légations, ou bien la ligne de l'Adda. Bonaparte indigné, lui contesta même la Dalmatie et Raguse, dont elle avait déjà pris

Digitized by Google

possession. Le Directoire ne s'en tint pas à ces menaces tout en donnant plein pouvoir à son négociateur, il lui déclara formellement que son ultimatum était de reléguer l'Autriche derrière l'Isonzo, et de la renvoyer, pour ses indemnités, aux sécularisations en Allemagne (1); circonstance qui semblait rendre la rupture inévitable.

Dans cet intervalle, le Directoire réfléchissant sur le danger d'accorder la démission au général qui avait tant contribué par ses victoires à la signature des préliminaires, ne crut pas s'abaisser en lui expédiant un agent pour entrer en explication avec lui. Tout ce qui lui avait été refusé obstinément, lui fut accordé. L'armée d'Italie fut renforcée de trois demi-brigades et d'un régiment de cavalerie; plus de 8,000 réquisitionnaires vinrent compléter les cadres de son infanterie: on lui assura aussi une remonte de 1,600 chevaux; on soumit le traité d'alliance offensive et défensive avec le Piémont à la ratification des conseils: enfin le Directoire, pour donner à Bonaparte une preuve de sa condescendance, alla jusqu'à réformer Kellermann, et rappeler de Naples l'ambassadeur Cacault, contre lesquels il avait témoigné quelques sujets de mécontentement.

Mais le général en chef n'avait pas attendu l'effet de toutes ces résolutions: encouragé par la mission secrète de Bottot, et certain d'obtenir la sanction du Directoire sur lequel il espérait désormais exercer une plus grande influence, il résolut de ne point s'arrêter aux instructions du ministère. Après les simulacres d'usage, et des prétentions élevées à dessein d'atteindre plus facilement le but désiré, il se décida brusquement à terminer, sans attendre plus ample autorisation.

Plusieurs raisons contribuèrent à lui faire sentir le prix du temps. Bien que l'armée d'Italie fût dans un état florissant, et qu'elle eût une bonne base d'opérations dans Osoppo et Palma-Nova, la saison était déjà trop avancée pour ouvrir la campagne en Carinthie; d'un autre côté, l'on risquait de perdre tous les avantages de l'initiative, en laissant à l'Empereur le loisir de réorganiser ses forces durant l'hiver. D'ailleurs, la position des armées respectives mettait beaucoup d'équilibre dans les chances. Les Autrichiens étaient près de leur centre de puissance, à portée de leurs magasins et de leurs dépôts; sans inquiétude pour leurs flancs, couverts d'un côté par la Croatie ou la Hongrie, et de l'autre par le Tyrol; provinces toutes belliqueuses et disposées à seconder leurs opérations au premier signal. Les Français, au contraire, avaient tout à craindre pour leurs derrières, sur lesquels Naples qui épiait l'occasion de satisfaire sa haine, Venise qui n'aspirait qu'à se débarrasser d'un voisinage odieux, et le roi de Sardaigne à qui la non-ratification du traité d'alliance dévoilait tous ses dangers, auraient pu fondre de concert. Peut-être aussi que la rupture du Directoire avec l'Angleterre, la mort subite de Hoche, l'incohérence des plans adoptés par le gouvernement en cas de guerre, firent un devoir à Bonaparte d'être moins exigeant, et de consentir à la double cession de Venise et de Salzbourg. Aussi, le 17 octobre, au moment où l'on s'attendait à voir recommencer les hostilités, la paix fut-elle signée à Campo-Formio.

Le traité se composait de vingt-cinq articles patents (2), dont les clauses principales portaient la confirmation des cessions de la Belgique et de la Lombardie, le consentement donné aux limites du Rhin et des Alpes. Les États de Venise étaient assurés à l'Autriche jusqu'à la rive gauche de l'Adige, avec la place de Vérone et un arrondissement déterminé. Les provinces de Brescia et de Bergame, situées sur la rive droite, furent dévolues à la république cisalpine; les îles Ioniennes, à la France.

Quatorze articles secrets, plus importants en quelque sorte que le traité, spécifiaient les limites de la république et les abandons de territoire qui devaient en résulter. L'Empereur promettait de ne point soutenir l'empire germanique, si la diète se refusait aux cessions sur la rive gauche du Rhin; la libre navigation de ce fleuve et de la Meuse était promise; la France consentait à ce que l'Autriche acquît le pays de Salzbourg, et reçût de la Bavière l'Innviertel et la ville de Wasserbourg sur l'Inn. L'Autriche cédait le Frickthal pour être remis à la Suisse; les fiefs impériaux pour la Ligurie; et le

(1) Pièces justificatives, du livre XII, n° 2.

(2) Voyez pièces justificatives du livre XII, n° 3.

Digitized by Google

Brisgaw au duc de Modène. La France s'engageait à rendre les États prussiens entre la Meuse et le Rhin. Des indemnités étaient promises en Allemagne aux princes dépossédés sur la rive gauche de ce fleuve, de même qu'au stathouder. Enfin, l'article VII laissait entrevoir que bien d'autres partages pouvaient encore avoir lieu, en stipulant *que, si l'une des puissances contractantes faisait des acquisitions en Allemagne, l'autre en ferait d'équivalentes.*

Un traité glorieux termina ainsi cette guerre mémorable, provoquée par les violentes déclamations des girondins, allumée par le déchaînement de toutes les passions qui agitaient alors l'Europe, alimentée enfin par les instigations des agents de l'Angleterre. Ce ne fut à la vérité qu'un armistice, parce que les mêmes passions continuèrent d'exercer leur empire dans les transactions des États : la paix aurait était plus durable, si la justice et la modération eussent été mieux consultées. La réunion de la Belgique à la France n'était en effet qu'une juste compensation de la perte de Saint-Domingue et des conquêtes faites par les autres puissances, en Pologne ou dans les deux Indes. L'Autriche fut amplement dédommagée de ses sacrifices par l'acquisition des États de Venise, du Salzbourg et de la Gallicie : en un mot, toutes les grandes puissances européennes se trouvaient dans un *état relatif,* peu différent de celui de 1789. Le Directoire ne tarda guère à prouver qu'il n'était point satisfait de ces brillants résultats ; et ses ennemis ne lui cédèrent peut-être rien en ambition.

Quoique ce traité fût plus avantageux à la république que les préliminaires de Leoben, puisqu'il lui assurait Corfou et les Sept-Iles de l'archipel Ionien, l'on ne manqua pas de critiquer les doubles avantages concédés à l'Autriche sur l'Inn et l'Adriatique ; sous prétexte qu'ils excédaient ceux des préliminaires, et paraissaient des équivalents supérieurs à ce que l'Empereur pouvait prétendre après six campagnes malheureuses (1). Ce n'est pas que, maître de Venise, il pût créer aussi facilement une marine, et s'emparer, au détriment de la France, du commerce du Levant, comme les détracteurs du traité l'ont avancé : l'occupation de Corfou et de toutes les îles vénitiennes par cette dernière, opposait un obstacle insurmontable à de tels projets. En effet, cette acquisition ne donnait pas seulement à la France un poste militaire et maritime important, et plus de facilité pour le commerce du Levant ; elle lui fournissait encore des huiles pour les savonneries de Marseille, qui, tous les ans, en achetaient considérablement à l'étranger ; elle promettait l'exploitation des bois précieux de la côte d'Albanie pour les chantiers de Toulon. Les avantages politiques n'étaient pas moins palpables : la république, maîtresse désormais de l'Adriatique, se mettait en contact plus direct avec l'empire ottoman ; considération importante, si le cabinet du Luxembourg avait su resserrer l'antique alliance avec la Porte, au lieu d'en convoiter les dépouilles.

Des esprits habitués à voir les choses de haut, eussent désiré qu'il fît entrer dans son partage la forteresse de Cattaro, et autres postes à la convenance des Turcs, pour les leur céder en échange d'une île de l'Archipel, et de la faculté de naviguer dans la mer Noire. « Si cette mer, disaient-ils, » cessait d'être fermée aux acheteurs, le commerce » de la Russie qui a pris une fausse direction vers » le Nord, suivrait sa pente naturelle : tôt ou tard, » il ne peut manquer de prendre son cours vers le » bassin où tous les grands fleuves de ce pays aboutissent ; c'est à la France, qui peut dominer dans » la Méditerranée, de lui ouvrir ce débouché. Cette » idée avait été saisie par les Vénitiens, lorsqu'en » 1775, ils proposaient un traité de commerce à » la Russie. La France en la réalisant, aurait » trouvé le triple avantage d'étendre sa navigation, » d'augmenter sa marine, et de s'enrichir d'un trafic qui occupe dans la Baltique quatre mille » vaisseaux anglais. »

Loin de mettre à profit des vues si profondes, le gouvernement français ne négligea rien pour donner à ces acquisitions dans la mer Ionienne toute l'apparence de préparatifs hostiles contre

(1) L'Autriche céda à la France, dans les Pays-Bas et la Lombardie, environ 3 millions et demi d'habitants. Elle en acquit au contraire, 3 millions 400 mille, tant à Venise qu'à Salzbourg ; et au moins autant par les provinces polonaises. Ainsi le vaincu profita plus à cette guerre que le vainqueur.

Digitized by Google

l'empire ottoman. Des discours imprudents dévoilèrent des projets gigantesques, sur lesquels nous aurons occasion de revenir. En dernière analyse, un port incessamment bloqué et d'un entretien onéreux, devint l'unique fruit de la destruction de cette antique république.

Les conditions du traité qui décidèrent de sa ruine totale, ne tardèrent pas à se répandre dans Venise. Bien que les stipulations de Leoben eussent déjà transpiré, les deux partis qui se disputaient le gouvernail, s'étaient également flattés, sinon de conserver l'intégrité du territoire, du moins de sauver l'indépendance de la métropole. Le parti démocratique surtout, trop confiant dans les promesses de Villetard, se berçait de l'espoir d'intéresser la France à sa conservation, par l'attachement sincère qu'il lui vouait. Il avait cru qu'il en serait quitte pour céder quelques provinces de terre ferme, sauf à être indemnisé au delà du Pô. Cette idée était d'autant plus naturelle, que Venise conservait des droits incontestables sur la Romagne, arrachée à son domaine par l'ambitieux Jules, à l'époque de la ligue de Cambrai. La nouvelle de la dissolution entière de la république, fut donc pour tous un véritable coup de foudre. Les patriciens qui n'auraient dû l'imputer qu'à leur faiblesse, trouvèrent plus simple d'en rejeter l'odieux sur le parti opposé. Tandis que le désespoir des démocrates s'exhalait en protestations impuissantes, ils eurent la douleur de voir les Français s'emparer des restes de la marine vénitienne, démeubler l'arsenal, et envoyer à Paris les chevaux de bronze conquis par Dandolo à Constantinople.

Malgré les griefs de la France contre la république de Venise, la manière dont la première trempa dans ce partage, sera difficile à justifier aux yeux de la postérité. Elle trouva des censeurs aussitôt qu'elle fut connue; plusieurs voix s'élevèrent au sein même de la représentation nationale, pour accuser le Directoire. Mais, avant le 18 fructidor, on regarda ces déclamations comme un résultat de l'opposition royaliste; et plus tard les bienfaits de la paix, après laquelle on soupirait, étouffèrent des clameurs qui devaient en effet céder aux puissantes considérations de l'intérêt général.

La paix définitive avec l'Empereur, en consolidant la république cisalpine, donna un puissant point d'appui à la France, pour achever de bouleverser l'ancien système de l'Italie. Alliée naturelle des républiques cisalpine et ligurienne, on sent qu'elle devait intervenir dans tous les différends avec leurs voisins : or, les occasions de brouille ne manquaient point. Ces deux nouveaux États, convaincus de leur faiblesse, brûlaient de s'agrandir. Gênes rappelait avec orgueil que la Ligurie s'étendait autrefois au nord jusqu'au Pô, et à l'est jusqu'à l'Arno, qui la séparait de l'Étrurie. D'un autre côté, la république cisalpine désirait que l'Adda la séparât de la Suisse, jusqu'à son entrée dans le lac de Como, ce qui n'eût pu se faire sans enlever la Valteline aux Grisons. La contiguïté des provinces réclamées par l'une et l'autre; la conformité de langue, de religion, de mœurs; les rapports de leurs moyens et besoins réciproques; tels étaient les motifs allégués à l'appui de leurs prétentions. Si le Directoire eût sérieusement songé à la régénération de l'Italie, il eût senti que, pour affermir le système politique, il eût fallu, avant de révolutionner la Toscane et Rome, former du nord de l'Italie, un seul, ou tout au plus deux Etats vigoureux (1). Bien loin de là, il accueillit l'idée de former à peu près autant de républiques qu'il y avait de petits États; comme s'il eût craint de perdre son influence sur une confédération moins nombreuse, et que son intention eût été d'en multiplier les membres, afin de les dominer plus aisément.

Le roi de Sardaigne, qu'on parlait de détrôner au moment même où l'on reconnaissait avoir le plus pressant besoin de son alliance, ne pouvait échapper à sa destinée, alors qu'il devenait un auxiliaire inutile. On inonda ses provinces d'une foule d'intrigants lombards, brescians, génois et français : on entoura ses frontières de détache-

(1) Le projet séduisant de faire une seule puissance de l'Italie, est sans doute plus chimérique encore que celui de rallier l'Allemagne à une loi commune. Dix États souverains, renfermant des peuples de caractère et de mœurs divers, habitués à voir leur centre de puissance et leur capitale au milieu d'eux, ne pourraient jamais former qu'un faible État fédératif, sujet à des dissensions éternelles, et sans cesse envahi par ses voisins.

Digitized by Google

ments commandés par les plus intrépides démagogues. Ceux-ci, prêchant partout les charmes de l'égalité, et les avantages de détrôner un prince pour partager les dépouilles de sa cour, trouvaient dans les petites villes du Piémont, quelques prolétaires disposés à les écouter. Asti, surtout, donna l'exemple, en arborant l'étendard de l'insurrection, et se déclarant indépendante. Partout, les exhortations à la révolte étaient érigées en dogmes politiques; et la France, qui pouvait être grande et heureuse après la paix de Campo-Formio, ne fomenta autour d'elle que troubles et divisions.

Depuis plusieurs mois, une agitation sourde se manifestait à Turin, des conjurés menaçaient d'arrêter le roi; et ce prince, convaincu qu'on attenterait tôt ou tard à sa personne, crut devoir pousser la prudence jusqu'à nommer un conseil pour administrer le royaume en cas d'événement.

Telle était, à la fin de 1797, la situation des divers États de l'Italie. La paix ne devait point fermer pour eux les blessures de la guerre : les nouveaux comme les anciens, tourmentés par les factions, ruinés par les Français, sans force pour résister aux malintentionnés du dedans, et incapables de tenir tête aux ennemis du dehors, paraissaient destinés à trouver leur fin prochaine dans les déchirements de l'anarchie.

La Suisse devint à son tour l'objet de l'ambition directoriale. Déjà Mengaud avait été envoyé à Berne, pour demander l'éloignement du résident anglais Wickham. Sa mission ne se bornait pas là : il se dirigea successivement sur Zurich et Bâle, en vue d'y nouer quelques intrigues pour faire intervenir la France dans une révolution, comme on venait de le pratiquer à Venise et à Gênes. D'un autre côté, Bonaparte demandait au Valais, passage pour les troupes de son armée qui retournaient en France, et proposait d'établir aux frais de la république, une grande route par le Simplon ou le Saint-Bernard. Les glaces perpétuelles, les horribles amas de rochers qui ceignent les Grisons, ne purent les soustraire à la turbulente activité des diplomates républicains. C'était un torrent qui menaçait de tout détruire : dans sa marche vagabonde, il s'avançait vers les Ligues grises, qui furent bientôt livrées aux horreurs d'une dissension intestine par suite de la demande formée par les Valtelins, leurs sujets, de composer une quatrième ligue. Mais cet événement, qui eut des conséquences si graves pour le repos du corps helvétique, mérite que nous prenions les choses d'un peu plus haut.

La Valteline, seigneurie de cinq bailliages qui s'étend au revers méridional des Alpes, consiste dans la vallée supérieure de l'Adda depuis sa source jusqu'à son entrée dans le lac de Como. Les Grisons, qui avaient originairement conquis cette petite province sur les ducs de Milan, en jouissaient paisiblement depuis que François Ier la leur avait garantie, et ils lui conservèrent presque tous ses privilèges. Elle avait son conseil particulier, et ne se trouvait soumise qu'à trois podestats, dont l'administration était scrupuleusement examinée par des syndics nommés à cet effet.

On voit par là que cette suzeraineté n'était point oppressive : mais, dans un temps où les mots d'*indépendance* et de *liberté* sonnaient si fréquemment et avec tant de charmes à toutes les oreilles, il était difficile que la Valteline, voisine du Milanais, ne cherchât pas à secouer le joug de ses maîtres. Si sa faiblesse lui laissait peu d'espoir de former un État indépendant, on lui fit entrevoir du moins celui de s'agréger à la république cisalpine. Les Valtelins, instignés à la fois par les agents français et lombards, en adressèrent directement la demande à Bonaparte, motivée sur ce qu'ils avaient été anciennement détachés du Milanais, auquel des rapports de langue, de religion, de commerce, les attachaient bien plus qu'aux Suisses (1).

Le général français auquel les Grisons députèrent le patricien Planta, proposa d'admettre la Valteline comme quatrième ligue, et offrit sa médiation, pourvu qu'on lui envoyât des commissaires à sa convenance.

Les chefs du gouvernement de Coire nommèrent ces députés, et en référèrent au conseil des communes pour l'émancipation. Mais ce projet

(1) Le général en chef avait depuis longtemps envoyé son aide de camp Leclerc, pour sonder les dispositions de ces peuples; et on ne croit pas qu'il fût étranger à ces demandes.

Digitized by Google

ayant été rejeté, et les instructions données aux commissaires leur prescrivant de ne rien consentir qui pût blesser l'union héréditaire avec l'Autriche, ils refusèrent leur mission. Le général Murat, choisi comme médiateur, ne les voyant pas paraître, se prononça en faveur des Valtelins; décision que le général en chef confirma le 10 octobre, en déclarant leur incorporation à la république cisalpine.

Bonaparte, non content d'émanciper ainsi les sujets des anciens alliés de la France, songea dès lors à tirer vengeance de la résistance de ceux-ci. Il y avait dans les trois ligues environ 800 officiers et soldats retirés du service de France, et qui, depuis le licenciement de 1792, sollicitaient en vain la pension à laquelle ils avaient droit. Bonaparte fit passer des fonds pour la payer, et s'acquit ainsi leur reconnaissance. Bientôt, ses émissaires leur inspirèrent des défiances contre le gouvernement, et parvinrent à en former un parti favorable aux Valtelins. Ce parti, se sentant soutenu par les troupes françaises cantonnées dans la vallée de l'Adda, redoubla d'audace, et conspira ouvertement contre le gouvernement. Le 1er décembre l'explosion éclata. Les chefs et les membres de Ligues grises, assemblés extraordinairement à Coire pour délibérer sur les moyens de conserver leurs conquêtes furent déposés et gardés à vue. Le congrès général de toutes les communes se réunit, vota l'admission de la Valteline comme quatrième ligue, et envoya son président à Bonaparte pour lui offrir toute satisfaction, et lui annoncer qu'une commission était chargée de la recherche des coupables : soumission désormais inutile, puisque la réunion de la Valteline à la Cisalpine venait d'être décidée.

La France modérée et raisonnable n'avait aucun intérêt à cette usurpation sur le corps helvétique, dont les résultats se font sentir aujourd'hui d'une manière funeste. En effet, la république française, sûre alors de l'amitié des Suisses, ne devait pas donner à un État d'une existence aussi précaire que la Cisalpine, des droits qui pouvaient revenir un jour aux anciens possesseurs de la Lombardie. La Valteline, réunie aux Grisons, fermait l'accès de la Suisse du côté du Tyrol, diminuait l'influence de l'Autriche sur les vallées helvétiques, garantissait la frontière cisalpine, et couvrait parfaitement la ligne des troupes françaises appelées à combattre sur l'Adige. En réunissant cette province à un État ci-devant autrichien, c'était établir un contact direct entre le haut Tyrol et les communications de l'armée française, ouvrir la route du Tonal et du Bréglio par Sondrio sur Milan; enfin, donner la clef des Alpes rhétiennes à l'Autriche si jamais elle rentrait en possession de la vallée de l'Adda.

Le Portugal se ressentit aussi de l'effet de la paix continentale sur l'orgueil du Directoire. Le prince du Brésil ne s'était pas empressé de ratifier le traité conclu par le chevalier d'Aranjo : le prince de la Paix, comptant peu sur l'heureuse issue des conférences d'Udine, ou cherchant peut-être à induire en erreur la cour de Lisbonne, la rassurait sur les démonstrations de l'Espagne en Estramadure; tandis que, d'un autre côté, lord Saint-Vincent, mouillé dans le Tage et maître du fort Saint-Julien, menaçait de bombarder sa capitale. Le prince du Brésil, ne voyant donc dans cette transaction que des sacrifices en pure perte, refusa d'y souscrire. Cependant, à la nouvelle de la paix avec l'Autriche, le cabinet de Madrid changea de ton, et le Portugal pressé de nouveau, se décidant à ratifier le traité, envoya à son ministre une somme considérable en diamants pour expier ce retard. Le Directoire à son tour ne voulut rien entendre, et, moins humilié d'une mystification passagère dont on lui donnait satisfaction, qu'alarmé, dit-on, des révélations que le chevalier d'Aranjo aurait pu faire sur la cupidité de deux de ses membres, il fit arrêter ce ministre contre le droit des gens, et le retint prisonnier jusqu'au moment où il le fit conduire hors de France.

La Porte Ottomane ne fut pas à l'abri de sa fureur envahissante. Déjà Monge, dans un discours d'apparat adressé au Directoire lors de la présentation des drapeaux conquis par l'armée d'Italie, parlait d'un acheminement à la liberté de la Grèce et à l'expédition d'Égypte, dont Bonaparte avait entretenu le gouvernement dès les conférences d'Udine. L'ambassadeur turc, à Paris, instruit de ces étranges déclamations, demanda ce qu'il devait en penser: on lui répondit que Monge n'ayant aucun caractère public, le gouvernement ne pouvait être responsable de ses sorties; l'ambassadeur, en fei-

Digitized by Google

gnant de se contenter de cette interprétation, avertit le Divan de se tenir en garde contre la république.

La bonne foi et la politique n'ont sans doute jamais marché d'un parfait accord; mais, dans aucun temps, on ne foula aux pieds les traités avec autant d'audace, que le Directoire durant les premiers mois qui suivirent la paix avec l'Autriche. En réfléchissant sur la présomption avec laquelle il attaqua tous les intérêts européens, on serait tenté de croire qu'un traité secret lui assurait la participation de la cour de Vienne; car on ne peut imaginer que le triumvirat ait cru tout oser impunément, sans rompre les engagements de Campo-Formio, et sans exciter la Russie, l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse même, à intervenir de nouveau dans les affaires du continent.

Le Directoire ne fut pas plutôt certain de la ratification du traité par l'Empereur, qu'il se hâta de tourner ses vues du côté de l'Angleterre. Soit qu'on espérât imposer au cabinet de Saint-James, par la menace d'une descente, soit qu'on voulût fixer ses escadres dans la Manche, et détourner leur attention des mers de l'Inde, on ordonna la formation d'une armée d'Angleterre, dont le commandement fut confié à Bonaparte. Elle se composait de 22 régiments d'infanterie, et de quelques-uns de cavalerie, avec un état-major nombreux. Pour donner plus d'appareil à ces démonstrations, Joubert fut envoyé à La Haye afin de déterminer la république batave à faire tous ses efforts pour remettre en mer une nouvelle escadre. Truguet, nommé ambassadeur en Espagne, se chargea d'insister auprès de la cour d'Aranjuez sur la nécessité d'équiper au plus tôt une flotte capable de venger le pavillon espagnol, si fort humilié au combat de Saint-Vincent. Enfin les ports de Brest et de Toulon reprirent quelque activité pour réparer les imprudentes réformes ordonnées par le successeur de ce ministre.

Cependant, avant de rien entreprendre au delà des mers, il importait d'assurer la paix continentale. Le congrès de Rastadt ne pouvait guère s'ouvrir qu'au commencement de l'année suivante. La note impériale à la diète de Ratisbonne, du 1er novembre, une fois notifiée à tous les princes, il s'agissait encore de nommer les ministres, de rédiger leurs instructions, et de leur laisser le temps d'arriver. D'ailleurs, la mort du roi de Prusse, Frédéric-Guillaume II, pouvait amener une révolution complète dans le système politique du Nord, et exercer une grande influence au congrès. Ce prince, qui termina, le 16 novembre, une carrière plus bizarre que glorieuse, laissait, il est vrai, un successeur d'un caractère loyal et pacifique; mais il était à craindre que, faute d'expérience dans les affaires dont on l'avait tenu éloigné, il ne fût entraîné par la force des événements. Quoi qu'il en soit, on jugea avantageux de confier à Bonaparte le soin de présider la légation française, composée de Bonnier et de Treilhard; son nom était, en effet, le plus grand épouvantail des ennemis de la république, et personne ne pouvait mieux que lui conclure un traité, où il s'agissait moins de négocier d'utiles alliances, que de commander des sacrifices à des puissances de second rang.

Avant tout, il fallait néanmoins s'assurer la possession de Mayence, et l'abandon d'Ehrenbreitstein et de Philipsbourg aux troupes électorales, autrement la paix séparée avec l'Autriche eût été encore problématique. Bonaparte se rendit donc à Rastadt, où sa mission ne tarda pas à être remplie; le 1er décembre, il signa, avec les comtes de Cobentzel et de Latour une convention militaire qui déterminait le mode d'évacuation des places cédées réciproquement par les parties contractantes. Il fut stipulé que les troupes autrichiennes se retireraient dans les États héréditaires, et passeraient l'Inn avant le 25 décembre; que la garnison de Mayence passerait le Rhin le 30; qu'au 10 janvier, cette place pourrait être investie et assiégée par les Français, si la garnison électorale n'en faisait pas la remise immédiate; que Manheim, Ehrenbreitstein, Ulm, Philipsbourg, Ingolstadt et Wurtzbourg seraient évacués le 20. Les troupes françaises et cisalpines devaient, à la même époque, remettre le pays de Venise et les places fortes d'Italie, désignées par les articles secrets. Il fut en outre arrêté qu'avant le 8 décembre, les plénipotentiaires autrichiens notifiraient à la diète la résolution de leur souverain de faire sortir son armée du territoire de l'Empire.

Bonaparte, débarrassé de ce soin, et ne voyant pas jour à un prompt arrangement avec la confé-

Digitized by Google

dération germanique partit aussitôt après pour Paris, laissant à ses collègues le soin d'assister à l'ouverture du congrès, et d'en suivre la marche. Il avait rendu de trop éclatants services à la France, pour ne pas y être accueilli avec transport. Les détails de la réception brillante que le gouvernement lui fit, sont trop étrangers au but de cette histoire, pour y trouver place. Le public, plus sincère peut-être que le Directoire, rivalisa avec lui pour accabler le héros pacificateur de témoignages de reconnaissance, d'amour et de respect.

Cependant, averti par différentes lettres anonymes, et plus encore par les leçons de l'histoire, le conquérant de l'Italie ne se dissimulait point l'envie que lui portaient quelques directeurs. En vain, sous l'habit modeste de membre de l'Institut, affectait-il de se dérober à l'attention publique; il n'échappait pas plus aux jalouses observations de ses ennemis, qu'à l'insatiable curiosité de ses admirateurs. Excité par Talleyrand et par une foule de savants avides du merveilleux, il résolut enfin de se mettre lui-même à la tête de l'expédition d'Égypte qu'il avait conseillée. Barras la désapprouvait, pensant que l'Inde, où il avait servi, ne valait pas les hasards d'une telle entreprise. Rewbell aurait préféré créer des petites républiques autour de lui pour y dominer à son gré. Merlin, La Réveillère et François de Neufchâteau décidèrent, dit-on, cette fatale course, qui remit en question les destinées de la France et les résultats de six ans de victoires.

Mais je m'écarte de mon sujet : hâtons-nous d'y rentrer, en passant au récit de la campagne de 1798.



Digitized by Google

LIVRE XIII.

CAMPAGNE DE 1798.

Le congrès de Rastadt, loin de fixer les destinées de l'Europe, est bientôt réduit à un rôle secondaire.—L'Angleterre isolée, mais fière de ses succès sur les Espagnols et les Hollandais, s'apprête à soutenir une lutte à outrance. — La Russie, décidée à prendre une part plus sérieuse à la guerre, reçoit Louis XVIII à Mittau, et prend l'armée de Condé à son service. — Frédéric-Guillaume III, en montant sur le trône de Prusse, persiste dans le système de neutralité de son père.

État de l'Orient.—Démarches de Tippo-Saheb, pour obtenir des secours de la France, et former une coalition contre la compagnie britannique. — Progrès de la puissance de Scindiah, qui rétablit le gouvernement des Marattes dans le Mogol, et domine sur le royaume de Poonah. — Son armée, organisée successivement par Deboigne et Peyron, et dirigée par des aventuriers européens, devient de plus en plus redoutable.—Le gouvernement français ignorant ces événements, mais cédant aux avis de plusieurs conseils, décide une expédition en Égypte, pour y fonder une colonie, soutenir ses anciens alliés dans l'Inde, ou rétablir du moins un commerce direct avec ces riches contrées par la Méditerranée et la mer Rouge.

Au moment où cette expédition imprudente entraîne l'élite de l'armée sur ces rivages lointains, le gouvernement foule aux pieds tous les traités, en envahissant la Suisse, Rome et le Piémont.

Changement démocratique en Hollande. — Troubles à Rome. — Assassinat de Duphot. — Entrée des Français au Capitole. — Proclamation de la république romaine.

Trames ourdies pour exciter une révolution en Suisse. — Les Vaudois réclament leurs droits sous la garantie de la France. — Bâle demande une nouvelle constitution. — Entrée d'une division de l'armée d'Italie à Lausanne. — — Énergie de l'avoyer Steiger. — Préparatifs de défense des Bernois; ils font des concessions. — Négociations fallacieuses de Brune à Payerne. — L'armée du Rhin, qui depuis deux mois a fait occuper l'Erguel, prend Soleure: les Vaudois et Brune s'emparent de Fribourg. — Combat de Fraubrunnen et de Neueneck. — Prise de Berne. — Division de la Suisse en plusieurs républiques. — Réunion de Genève à la France. — Insurrection des troupes républicaines à Rome et à Mantoue. — Mouvement de la populace de Vienne contre Bernadotte, qui part sans obtenir satisfaction.

Les élections de l'an VI excitent des troubles en France.—Le Directoire persiste dans ses démarches hostiles envers les États-Unis; il inquiète les villes anséatiques. — Traités d'alliance avec les républiques cisalpine et ligurienne. — Convention avec le roi de Sardaigne, pour l'occupation de la citadelle de Turin. — Proclamation de la république helvétique, une et indivisible.— Refus des petits cantons d'en faire partie: Schawembourg les attaque; résistance vigoureuse de ces républicains.

Le trésor bernois sert à presser l'expédition d'Égypte. — Départ de la flotte de Toulon. — Prise de Malte, à l'aide des intelligences que Poussielgue y a ménagées. — Nelson se met à la poursuite de l'escadre républicaine, qu'il ne rencontre pas d'abord. — Débarquement des Français à Alexandrie. — Nelson, revenu sur ses pas, détruit l'escadre à Aboukir. — Bonaparte défait les mameluks à la bataille des Pyramides, et s'empare du Caire. — Desaix poursuit les beys dans la haute Égypte. — Les Anglais, prévoyant ces succès, portent de nombreux renforts dans l'Inde.

Événements maritimes en Europe. — Les Français tentent vainement de s'emparer des îles Saint-Marcouf; et les Anglais, débarqués près d'Ostende, y essuient une défaite totale. — L'Irlande s'insurge: les Français y jettent un corps de 1,500 hommes sous le général Humbert, qui, après une résistance honorable, est forcé à mettre bas les armes. — Une autre escadre, portant 3,000 hommes, sous le général Hardy, est prise dans la traversée. — Lord Cornwallis, envoyé dans cette île avec des forces imposantes, la soumet entièrement.

État des Antilles. — Scission déplorable à Saint-Domingue. — Le général Hédouville, envoyé par le Directoire en qualité de gouverneur, est forcé par Toussaint à se rembarquer.

Conférences de Selz entre la France et l'Autriche, relativement aux changements survenus depuis le traité de Campo-Formio. — Suite des négociations de Rastadt.

Digitized by Google

CHAPITRE LXXVII.

Coup d'œil sur la situation de l'Europe. — Ouverture du congrès de Rastadt. — Révolution démocratique en Hollande. — Invasion et révolution de la Suisse. — Combat de Neueneck. — Prise de Berne. — Troubles intestins en Suisse, au sujet de la constitution présentée par le Directoire. — Proclamation d'une république helvétique. — Réunion de Genève à la France. — Invasion des États romains par les Français. — Création de la république romaine. — Insurrection des troupes à Rome et à Mantoue. — Troubles en Corse. — Insulte faite à l'ambassadeur de France à Vienne.

Le traité qui venait d'être signé à Campo-Formio, semblait devoir être le gage d'une paix durable entre la France et l'Autriche. Les peuples réclamaient à grands cris le repos dont six années de guerre ou d'agitations intestines leur faisaient sentir l'impérieux besoin : et le cabinet de Vienne, consolé de l'humiliation de ses armes par l'acquisition de Venise, eût peut-être renoncé à être plus longtemps l'instrument de l'Angleterre, si la crainte de la propagation des principes révolutionnaires ne lui eût fait envisager la paix comme une trêve, pendant laquelle il devait se préparer à rentrer bientôt en lice.

L'Autriche, en laissant bloquer Mayence par le général Hatry, et retirant furtivement ses troupes, le 28 décembre, pour faciliter aux Français l'entrée de ce boulevard de la Germanie, avait donné un gage suffisant de ses dispositions pacifiques. Les stipulations de Campo-Formio lui présentaient, en effet, assez d'avantages pour que le cabinet impérial ne recourût pas légèrement à la chance douteuse des combats, si le Directoire ne lui donnait pas de justes griefs, ou de puissants motifs d'alarmes.

C'est ce qui ne tarda pas d'arriver. La France, en proie aux convulsions d'une politique aussi violente dans ses moyens que vague dans ses combinaisons, jouissait peu des bienfaits de la paix. Sourdement agitée par la réaction du 18 fructidor, privée de tout crédit par une législation monstrueuse et la banqueroute qui avait suivi cette journée, la république cumulait fautes sur fautes : un gaspillage honteux absorbait tout, et le Directoire ne savait plus désormais avec quelles dépouilles entretenir ses nombreuses armées; comme s'il eût pris à tâche de rendre sa perte plus certaine, il condamnait encore à un honorable exil les hommes qui avaient élevé la France au faîte de la gloire, bien que leurs services devinssent de plus en plus indispensables pour la mettre à l'abri des dangers que ses injustes agressions amoncelaient autour d'elle.

L'empire germanique soupirait après le repos; et les princes dont il était composé attendaient sans défiance les décisions du congrès de Rastadt; car la plupart ignoraient encore que leur ancien protecteur fût d'intelligence avec le Directoire, pour partager leurs dépouilles.

Frédéric-Guillaume III, en prenant les rênes de la Prusse, professa des principes de philanthropie, de modération et de loyauté, garants certains du bonheur des nations dans les temps calmes, mais faibles préservatifs contre les bouleversements politiques. Une armée bien rétablie, des finances restaurées, et le caractère du roi, lui assuraient une grande influence sur les cabinets de l'Empire : fidèle néanmoins à son système de neutralité, il repoussait les suggestions de l'Angleterre, et semblait ne vouloir augmenter sa puissance qu'en laissant affaiblir ses voisins et s'entourant d'alliés naturels.

Le successeur de Catherine II, vaquait encore en silence à l'administration de son vaste empire. Arbitre de la Suède par les rapports qui existaient entre lui et Gustave IV; craint de la Prusse, et flatté par l'Autriche, il ne pouvait plus se dissimuler que le temps était venu de prendre une part active aux affaires du midi de l'Europe. L'Angleterre ne négligeait aucun moyen de le mettre dans ses intérêts, en s'attachant le petit nombre de conseillers intimes, capables d'exercer quelque influence sur un prince aussi passionné. Les agents britanniques ne manquaient pas d'arguments pour l'entraîner; la prépondérance que la France acquérait en Morée par la possession de Corfou, l'expulsion des consuls russes de Venise, furent bientôt suivies de griefs plus puissants. Quoique l'asile donné à Louis XVIII à Mittau, et l'admission de l'armée de Condé à la solde russe, fussent dans le principe des actes de pure générosité, on ne tarda pas à s'apercevoir que Paul ne demandait qu'une occasion de rentrer dans le système de Catherine, dont il s'était un moment écarté.

Digitized by Google

L'Espagne, toujours gouvernée par le même favori, persistait dans son alliance avec la France; mais les désastres de sa marine, la ruine de son commerce, étaient les seuls fruits qu'elle eût jusqu'alors recueillis d'un changement tardif de système.

Le Portugal, pâle satellite de l'Angleterre, se voyait tout à l'heure abandonné à lui-même : le renvoi du chevalier d'Aranjo et le traité de Campo-Formio, le laissaient exposé à la vindicte du Directoire, qui déjà ordonnait d'assembler une armée à Perpignan, sous les ordres d'Augereau, soit pour envahir réellement la Lusitanie, soit pour lui imposer des conditions plus dures que le traité du 10 août.

L'Italie paraissait tranquille; mais ce repos était celui d'un volcan. Les aristocraties de Gênes et de Venise, bien que renversées, s'agitaient dans l'ombre: Naples, effrayée du sort de ses voisins, et entraînée par la reine et Acton, se rattachait de nouveau à l'Angleterre : le trône pontifical, miné par l'esprit du siècle et les intrigues de la France, menaçait ruine de toutes parts; déjà ses plus belles provinces, au mépris des foudres de l'Église, s'étaient constituées en république anconitaine : la république cisalpine s'agrandissait avec une rapidité inquiétante pour ses voisins : enfin, le Piémont entouré de gouvernements démocratiques qui y soufflaient leurs doctrines, éprouvait déjà tous les avant-coureurs d'une révolution.

En Hollande, un pendant du 18 fructidor venait de transférer l'autorité entre les mains des démocrates les plus prononcés, et d'assurer ainsi l'influence du Directoire français. Le cabinet du Luxembourg voyait avec inquiétude le parti modéré pencher vers l'aristocratie et maîtriser en quelque sorte les décisions de l'assemblée nationale batave : craignant qu'elle n'entraînât le gouvernement dans quelque résolution contraire aux intérêts de la France, il résolut d'augmenter la démocratie de ses institutions, et de faire abolir le système fédératif qui avait prévalu malgré lui. L'envoyé Noël fut rappelé, et l'ex-ministre Delacroix fut chargé de cette opération, de concert avec le général Joubert qui commandait l'armée d'occupation.

L'assemblée hollandaise venait de rendre quelques décrets, contre lesquels 43 de ses membres avaient protesté. C'est à cette minorité que s'adressa Delacroix, pour venir à bout de ses projets; et après avoir réussi à les lui faire adopter, il en fixa l'exécution au 22 janvier. Dans la nuit, les généraux Joubert et Daendels firent prendre les armes à la garde nationale et aux troupes de la garnison : les barrières furent fermées; et les 43 députés dévoués à la France, rassemblés à l'hôtel de Harlem, ordonnèrent l'arrestation de six membres de la commission diplomatique, et de 22 représentants. Cette opération terminée, ils se rendirent au lieu ordinaire des séances de l'assemblée, où les autres députés s'étaient déjà réunis. La salle fut entourée par les troupes; et là, sous l'influence des baïonnettes, les signataires de la protestation se rendirent maîtres des délibérations. Après avoir fait sanctionner les mesures extraordinaires de la nuit par leurs collègues, ils n'eurent pas de peine à obtenir d'eux l'adoption des changements résolus. L'assemblée nationale se constitua en assemblée législative, et annula tous les règlements des états-généraux qui la régissaient. Le système fédératif, fut aboli et la république batave, déclarée *une et indivisible*. Les autorités provinciales se changèrent en autorités administratives : enfin, l'on décréta que le pouvoir exécutif serait confié, comme en France, à un directoire de cinq membres. La séance, dont on accorda les honneurs à l'ambassadeur Delacroix, fut terminée par le serment de haine au stathoudérat, au fédéralisme et à l'aristocratie : dix députés qui refusèrent de le prêter furent à l'instant cassés.

Ainsi, s'acheva sans effusion de sang, cette révolution, à qui la journée du 18 fructidor avait servi de modèle. Plus tard, quand l'appareil militaire qui avait intimidé les représentants eut disparu, beaucoup d'entre eux donnèrent leur démission, et désavouèrent la part qu'ils avaient prise à ces événements.

Une malheureuse destinée semblait frapper à l'envi tous les États qui n'avaient point participé à cette guerre; Venise, pour n'avoir pas su se décider contre la France, venait de disparaître du rang des puissances. La Porte, pour avoir résisté à toutes les insinuations des ennemis de la république, et proposé même sa médiation, voyait ses provinces de Morée menacées de propagande; la

Digitized by Google

Romélie, la Servie et la Valachie en proie aux attaques de Passwan-Oglou; enfin ses possessions d'Afrique et de Syrie, à la veille d'être envahies, bien que le Directoire lui renouvelât les assurances de la plus étroite amitié.

Le cabinet de Londres persuadé, par le peu de succès de la mission de Malmesbury à Lille, qu'il fallait se résigner à rendre ses conquêtes, ou à pousser une guerre à outrance, sentait néanmoins tout l'intérêt qu'il avait à intervenir dans les négociations de Rastadt. Il eût conservé ainsi son influence dans les affaires du continent; et, persuadant en même temps au peuple qu'on ne négligeait aucune occasion de se procurer une paix honorable, on le disposait à tous les sacrifices pour l'obtenir. Malgré les succès maritimes de l'Angleterre et l'accroissement de son commerce, les préparatifs qui se faisaient dans les ports de Hollande, de France et d'Espagne, un emprunt forcé progressif de 80 millions, spécialement destiné aux frais d'une descente, et l'activité qui régnait dans les chantiers ennemis, ne laissaient pas de lui causer de vives inquiétudes. Le ministre Dundas fut autorisé à requérir autant de milices que les circonstances l'exigeraient, et à prélever d'abord le nombre d'hommes nécessaires pour compléter 13 à 14 régiments qui n'avaient presque plus que des officiers. Afin de faire face aux dépenses qu'allaient occasionner l'augmentation de l'armée et les fortifications élevées sur différents points de la côte, un impôt fut mis sur les maisons, les fenêtres, les horloges, de même que sur les valets, les chevaux, les chiens, et les équipages de luxe.

Le Directoire exécutif, au lieu de profiter de sa réconciliation avec l'Autriche pour consolider les institutions naissantes de la France, semblait, au contraire, chercher à se créer de nouveaux ennemis. Sa politique altière traitait ses alliées comme des sujets; et partout ses émissaires cherchaient à soulever les peuples contre leurs gouvernements. On eût dit que son zèle révolutionnaire aspirait à démocratiser l'Europe, pour mieux la dominer. Jamais époque, cependant, n'avait été aussi favorable pour rendre la France heureuse et puissante, car ses conquêtes étaient légitimées par un traité; mais la prospérité éveille l'ambition, et celle-ci enfante des projets gigantesques. C'était peu pour le Directoire d'avoir donné à la république française des frontières naturelles; il voulait aussi lui former une ceinture d'États, qui en éloignât pour jamais l'ennemi. Grâces à ses victoires, il avait déjà érigé à sa droite les républiques ligurienne et cisalpine; à sa gauche, la république batave. Il lui manquait au centre, un État qui pût, pour ainsi dire, former le nœud de son système fédératif; et il comptait trouver dans la Suisse un boulevard inexpugnable, propre à dominer en même temps l'Allemagne et l'Italie.

Séduit par tant d'avantages, il eût été naturel que le Directoire cherchât à étendre son influence en Helvétie; mais, peu habitué aux ménagements, il trouva plus commode de l'envahir, sans s'inquiéter si cette infraction aux traités n'équivaudrait pas à une déclaration de guerre contre l'Europe entière, qui avait tant d'intérêt à s'y opposer.

Il crut sans doute en imposer à l'opinion générale, par des prétextes d'une nature toute particulière : « La coalition, disait-il, s'est moins formée contre la France, que contre les principes » de la révolution. A la vérité, la paix vient d'être » signée : mais la haine que leur vouent les souverains n'est pas moins active; et les chicanes » diplomatiques qu'opposent l'Empereur et l'Angleterre à la conclusion de la paix générale, en » prouvant qu'ils ne cherchent que l'occasion » d'une rupture, démontrent la nécessité d'*établir » un juste équilibre entre les États démocratiques » et les monarchiques*. Or, la Suisse, cet antique » refuge de la liberté, foulée aux pieds par une » insolente aristocratie, ne peut conserver plus » longtemps la forme de son gouvernement, sans » priver la France d'une partie des ressources, et » de l'appui qu'elle serait en droit d'en attendre » sous un autre régime, en cas que la guerre vienne » à se rallumer. »

Ainsi, il fallait tout l'aveuglement du Directoire, pour que la peur même le portât à des invasions, et qu'il comptât parer à des dangers imaginaires, par des mesures violentes qui devaient attirer sur lui la haine des États les plus pacifiques.

La question de la neutralité de la Suisse se rattache en effet aux plus hautes combinaisons de la politique européenne : l'Empire, l'Autriche, la

Digitized by Google

France et l'Italie, y ont un égal intérêt. Sans cette neutralité, la ligne du Rhin n'est plus pour tous les partis, qu'une vaine barrière : les Alpes ne mettront plus obstacle à l'invasion de la France ni de l'Italie. Voudrait-on inférer de là, que chacun eût été intéressé à s'emparer d'un pays si important? Ce raisonnement serait absurde. La France, maîtresse de Strasbourg et de Mayence, possédait tous les avantages de la ligne du Rhin : envahissant la Suisse, elle se les arrachait elle-même. Si le sort incertain des armes lui était un jour contraire, l'immense supériorité acquise par la république devenait illusoire : la moindre victoire des Autrichiens sur les rives de l'Aar leur eût ouvert l'accès du Jura, et permis d'attaquer le sol français, par le seul point vulnérable de sa frontière.

En portant nos regards du côté de l'Italie, nous trouvons les mêmes combinaisons : supposé la Suisse neutre, la France, maîtresse de Mantoue, de Pizzighetone, et disposant de toutes les places du Piémont, avait un avantage très-marqué sur les Impériaux, réduits pour tout appui aux murs de Vérone et aux remparts de Palma-Nova. Détruisez le prestige de cette neutralité, le moindre succès obtenu en Suisse par une armée impériale, n'eût-il pas fait tomber toute la défense de l'Italie, et contraint l'armée française à rétrograder, pour arrêter l'ennemi aux confins du Dauphiné ou sur les bords du Rhône?

Ces résultats étaient tellement palpables, que, si jamais la France, dans ses anciennes limites, avait pu convoiter la Suisse comme point offensif, elle aurait dû tout faire pour en consacrer la neutralité, depuis qu'elle-même se trouvait en possession de la Lombardie et des places du Rhin.

La position du moment était donc loin de motiver une agression odieuse; mais les intérêts permanents d'une politique sage et prévoyante l'interdisaient bien plus encore. Si les Français étaient entrés en Suisse pour en faire la conquête et s'y fixer définitivement, on eût compris un pareil motif, qui, sans légitimer l'usurpation, la rendait au moins plausible (1).

Mais comment espérer que l'Europe sanctionnât jamais un pareil accroissement? Dès que la chose était impossible, quel intérêt pouvait-on trouver à détruire le repos de ces vallées, où parmi des milliers de partisans, l'on démêlait à peine quelques ennemis dans les familles patriciennes? Quel avantage, de se compromettre envers toute l'Europe, et d'appeler la Russie et la Prusse à prendre part à la coalition, sans autre but que de propager la démocratie dans deux ou trois cantons et de la renverser dans plusieurs autres? Était-ce pour lever 18,000 auxiliaires, qu'on eût plus facilement obtenus par le simple renouvellement des capitulations ?

Le Directoire commit donc une erreur fatale, en imaginant consolider la position militaire de la France, par l'occupation passagère des montagnes helvétiques : on peut dire hardiment qu'il s'affaiblit, au contraire, en raison de l'extension démesurée que cela donnait à sa défense. Car ce n'est pas seulement l'augmentation d'une étendue circulaire de près de 100 lieues qu'il faut considérer ici ; c'est la contiguïté permanente d'une ligne qui, de Venise, court par Trente et Constance, jusqu'aux marais de la Frise et à la mer du Nord. Cet espace étant coupé en deux par la masse des Alpes, si l'on neutralisait ce centre, il en résulterait que chacune des fractions, isolée en elle-même, offrirait une ligne d'opérations entièrement indépendante. On pourrait dès lors choisir sur chacune des ailes le point stratégique le plus convenable à ses opérations, sans s'inquiéter de ce qui se passerait aux accessoires. Par exemple, la gauche appelée à couvrir le Rhin s'attacherait particulièrement à l'espace entre Strasbourg et Mayence, sans craindre que l'ennemi se portât sur ses extrémités, le long de la mer ou de la ligne neutre. On peut en dire autant de la droite chargée de protéger la Lombardie; car toute sa défense se concentrerait sur l'excellente ligne du Mincio ou de l'Adige.

Mais en comprenant le territoire suisse dans le front d'opérations, dès lors tout se trouve lié, depuis l'Adriatique, jusqu'aux bouches de l'Yssel : et dans cette étendue de 300 lieues, on s'attachera

(1) Il ne faut pas oublier que l'auteur fait ici une supposition dans l'intérêt français. Comme Suisse et soldat, il n'hésitera jamais à se dévouer pour l'indépendance de son pays.

Digitized by Google

à tout couvrir, parce que l'ennemi pourra tout attaquer. La ligne de l'Adige, comme celle de Strasbourg à Mayence, n'y seront plus que des fractions secondaires, dont la défense et l'attaque seraient subordonnées à ce qui se passerait à quelques lieues plus loin. La Suisse elle-même, flanquée par la Souabe et l'Italie, devra être gardée partout, si le sort des combats attire les deux partis sur ses frontières. Celui qui l'occuperait, réduit à s'y défendre, serait obligé de couvrir Bâle comme Schaffhouse, Rheineck comme le Saint-Gothard, et le Simplon aussi bien que le mont Cénis, sans être dispensé pour cela d'avoir des forces imposantes sur le Rhin et le Pô. Ainsi, la puissance qui se trouverait réduite à la défensive, ayant ses armées morcelées en vingt corps, donnerait prise partout à un ennemi actif et entreprenant, qui, par la rapidité de ses mouvements, saurait multiplier ses forces assaillantes.

En effet, la campagne suivante ne manqua pas de prouver que, si les saillants de Schaffhouse et du Simplon offrent quelques avantages stratégiques pour un simple passage, c'était une faute inouïe pour la France, aussi bien que pour l'Autriche, de comprendre la Suisse comme champ d'opérations, dans un plan de campagne (1). Si cette vérité n'était pas démontrée par les événements de 1799, on en trouverait une preuve dans la conduite de Napoléon en 1805 et 1809 : il respecta ce territoire, que son titre de médiateur et sa toute-puissance lui eussent permis de fouler impunément, mais que son propre intérêt lui commandait de laisser intact. Quelque appréciateur qu'il fût des avantages de deux ou trois débouchés, il sut les subordonner aux calculs de la politique; et prouva qu'on trouve toujours une route pour manœuvrer sur les communications de l'ennemi, sans fouler aux pieds les liens nationaux, et sans bouleverser les rapports des différents État européens. Quoi qu'on en pense, il est temps de quitter une digression que notre cadre historique n'admet pas dans toute son étendue ; et nous nous hâtons de revenir aux projets du Directoire.

En attendant que ses vues sur la Suisse eussent acquis leur maturité, il se préparait à renverser le gouvernement pontifical, et à enlever l'Égypte à la Porte. Si la première de ses entreprises n'offrait pas beaucoup de difficultés, la seconde exigeait de grands préparatifs. Tout était en mouvement dans les ports de l'Océan et de la Méditerranée; et le rassemblement d'une armée sur les côtes de la Manche, tenant l'Angleterre et l'Europe dans l'attente d'une prochaine descente, cachait la véritable destination assignée à l'escadre de Toulon, dont Brueys, de retour de Corfou, venait de prendre le commandement.

Jusqu'aux mesures de finances dénotaient l'intention de porter le théâtre de la guerre au sein des îles Britanniques, et l'emprunt forcé de 80 millions, spécialement affecté aux frais d'une descente, ne fut sans doute qu'une ruse pour mieux donner le change à l'ennemi. En attendant l'exécution de ces menaces dont l'Angleterre ne se laissait point intimider, on faisait une guerre active à son commerce : dès le 4 janvier, une saisie générale de toutes les marchandises manufacturées dans les trois royaumes, eut lieu simultanément d'un bout de la France à l'autre.

Cependant cette expédition d'Égypte, décidée depuis deux mois, était entravée par l'extrême pénurie des finances. Bonaparte instruit dans son voyage de Milan à Rastadt, que le gouvernement de Berne possédait un trésor de 30 à 40 millions, et n'ignorant point les intentions du Directoire à l'égard de la Suisse, leva tous ses scrupules, et lui conseilla d'en hâter l'exécution (2). L'entreprise

(1) Les réflexions qu'on vient de lire ne s'accordent pas avec l'opinion émise récemment à la tribune par un officier général, dont nous respectons autant le noble caractère que les talents. Un écrivain célèbre lui a déjà répondu dans une brochure intitulée : *De la Suisse, dans l'intérêt de l'Europe*. Notre but étant uniquement de retracer l'état des choses en 1798, nous ne saurions nous livrer à des débats qui se rapportent au temps présent, et nous renvoyons nos lecteurs à cet intéressant ouvrage : le motif tout patriotique qui l'a dicté lui méritera l'estime du législateur dont il combat les assertions.

(2) Il n'est pas probable, comme beaucoup de gens l'ont dit, que le besoin d'argent pour l'expédition d'Égypte ait été le principal motif de l'invasion de la Suisse : car, au fait, rien n'eût empêché les Bernois de mettre leur trésor en sûreté : mais on est fondé à croire que l'appât de cet argent en accéléra l'exécution, et qu'on voulut d'un même coup s'assurer d'un capital précieux, et dominer en Helvétie.

Digitized by Google

une fois résolue, on ne manqua pas de raisons pour la colorer des apparences de la justice ; car déjà des publicistes gagés n'avaient d'autre tâche que de justifier les usurpations et les folies du Directoire. Mais avant d'entrer dans le détail de cette injuste agression, dont pourtant il résulta quelque bien pour les sujets des Suisses, il ne sera pas hors de propos de donner une idée de la ligue helvétique, telle qu'elle existait alors sous l'empire de ses vieilles constitutions.

Le gouvernement des cantons suisses était, de toute l'Europe, celui dont l'action se faisait le moins sentir au peuple. L'économie, la justice et l'indulgence, étaient les bases de son administration (1). Chaque canton se gouvernait séparément; et les liens fédératifs n'avaient pour but que la garantie mutuelle de leur indépendance. Les habitants des campagnes, bons et laborieux, tiraient de leur industrie ou de l'agriculture la source de leur bien-être. Satisfaits de leur sort, ils ne cherchaient pas à l'améliorer; et jusqu'alors ils étaient restés paisibles spectateurs des révolutions politiques. De bons esprits désiraient cependant la réforme de quelques abus dans plusieurs branches de l'administration : les pouvoirs des baillis, les droits exclusifs des habitants des capitales, l'extension des priviléges des patriciens, leur paraissaient devoir être limités par de nouvelles lois ; mais ils voulaient que ces améliorations se fissent peu à peu, sans secousses, et surtout sans intervention étrangère. Tout en conservant leur attachement à des institutions dont une expérience de quatre siècles avait prouvé la bonté, leur esprit républicain envisagea avec d'autres yeux que le reste de l'Europe, les changements que la révolution avait apportés dans le gouvernement français. Et, il faut le dire, les idées d'égalité sont plus naturelles à de petites contrées, qui, étrangères aux grands débats européens, n'ont pas besoin d'autant de force pour soutenir au dehors la prépondérance que recherche une grande nation. Les intérêts et les amours-propres mis plus souvent en contact, et sujets à des froissements journaliers, rendent, chez un peuple peu nombreux et simple, les priviléges exclusifs plus insupportables; surtout quand ceux-ci, loin d'être l'apanage de quelques familles illustrées par d'éminents services, sont usurpés par la bourgeoisie entière d'une ville, et deviennent la source de prétentions ridicules.

En effet, si plusieurs des cantons suisses vivaient en général heureux et satisfaits sous les lois qu'ils s'étaient données eux-mêmes, il n'en était pas ainsi dans quelques provinces réunies plus tard par les chances de la guerre, et qui n'avaient pu prendre part au pacte primitif. Sous la dénomination de sujets, flétrissante chez les peuples républicains, les habitants étaient privés de tous droits politiques, sans que leur fortune ou leur naissance pût les arracher à cette exclusion.

Nous avons déjà indiqué les intérêts que cet ordre de choses avait créés dans le pays de Vaud : les villes de l'Argovie, la Thurgovie, les bailliages mixtes, les bailliages italiens, étaient dans le même cas. Les campagnes du canton de Zurich réduites à peu près au même sort, ajoutaient encore à ces griefs celui d'un monopole odieux, qui concentrait dans les mains du négociant du chef-lieu, la vente et l'achat de tous les produits de l'industrie.

A plusieurs reprises les Vaudois, plus entreprenants, avaient élevé la voix pour réclamer, sinon leur indépendance, du moins la restitution de leurs droits naturels : mais les magistrats de Berne, ne les considérant que comme des sujets rebelles, avaient comprimé leurs plaintes, et puni des fers ou du bannissement les patriotes qui avaient osé demander justice. Quand l'infortune prend sa source dans de si nobles causes, elle excite l'intérêt; et la France victorieuse accueillit ces illustres exilés. Un comité secret s'organisa à Paris : le frère du général Laharpe, qui en était un des principaux membres, dans un essai sur la constitution du pays de Vaud, réclama pour son pays les droits que lui avait enlevés l'oligarchie bernoise. Suivant lui, l'acte de cession souscrit par le duc de Savoie en 1564, en faveur de Berne, stipulait expressément sous la garantie du roi de

(1) Bien que l'auteur, d'origine vaudoise, se fasse gloire d'avoir concouru à l'émancipation de son pays, il se fera un devoir de rendre justice à qui de droit : quand les intérêts sont satisfaits, l'esprit de parti doit se taire, et un Bernois qui défend son pays, a des droits à l'estime, comme un Vaudois qui veut être citoyen.

France, que le pays de Vaud, gouverné depuis longtemps par des états nationaux sous la présidence d'un bailli-ducal, conserverait tous ses priviléges. C'était remonter bien haut, pour trouver des sources équivoques de droits imprescriptibles; mais le Directoire n'y regarda pas de si près : il accueillit les députés vaudois avec bienveillance; et, en sa double qualité d'héritier de Charles IX et de Philibert-Emmanuel, sous le règne desquels le traité s'était conclu, il promit le redressement de leurs plaintes.

Cette réclamation produisit en Suisse une forte sensation : elle excita les habitants des campagnes à soutenir leurs droits, et fit apercevoir différents abus dont une longue habitude avait dissimulé l'existence. La publication de quelques écrits politiques vint encore augmenter la déconsidération du gouvernement; et, dans plusieurs contrées l'esprit public se prononça hautement pour une réforme. Quelques gens sages proposèrent alors au sénat de Berne, de calmer cette fermentation par des concessions populaires : mais ces patriciens, jaloux de leur autorité, loin de se montrer disposés à faire le sacrifice de quelques priviléges, imprimèrent au contraire au gouvernement, une rigueur qui ne servit qu'à lui susciter de nouveaux ennemis.

A cette époque, Bonaparte traversa une partie de la Suisse en se rendant au congrès de Rastadt. Ce voyage, dont le but évident était de connaître l'opinion, réchauffa le zèle des mécontents et augmenta leur nombre. Les victoires du général et les créations républicaines qui en résultèrent, avaient enflammé tous les esprits. Aussi, à son passage à Lausanne, les Vaudois se pressèrent autour de lui, et le proclamèrent le restaurateur de leur prochaine liberté. A Bâle, il eut une longue conférence avec le tribun Ochs, partisan zélé des projets de réforme, homme d'esprit, très-propre à conduire une intrigue : il ne lui fut pas difficile de le déterminer à se rendre à Paris pour se concerter avec le Directoire.

Ochs s'entendit bientôt avec un gouvernement enivré de ses succès, et avide de propagande : ils s'accordèrent à projeter l'établissement d'une république une et indivisible, qu'ils regardaient comme plus favorable aux intérêts de la France, que le régime fédératif. Si le désir de donner plus de force à sa patrie, en centralisant dans une autorité commune les intérêts de 13 cantons divisés de mœurs et d'opinion, avait été le seul mobile d'Ochs, la Suisse lui devrait des regrets; mais on a lieu de croire que la soif du pouvoir l'emporta chez lui sur l'amour du pays. Quoi qu'il en soit, cet agent sans mission convint avec le Directoire que l'on commencerait par s'emparer de Bienne, de l'Erguel et du Munsterthal, agrégés à la confédération, sous la suzeraineté de l'évêque de Bâle, chassé de ses États par Custine en 1792. Il fut décidé aussi qu'on exciterait les bailliages italiens à imiter l'exemple du pays de Vaud; enfin, que la république française prendrait sous sa protection tous les individus qui chercheraient à se soustraire à la domination des cantons aristocratiques. L'agent Mengaud, accrédité comme chargé d'affaires, reçut l'ordre d'inonder la Suisse d'écrits révolutionnaires, de favoriser la formation des clubs, et de promettre aux novateurs de prompts secours d'hommes et d'argent.

La première hostilité contre la ligue helvétique, fut la prise de possession de l'Erguel. Cinq bataillons tirés de l'armée du Rhin, et commandés par l'adjudant général Bonnamy, y ayant pénétré le 15 décembre, s'emparèrent sans résistance des vallées de Moutiers et de Saint-Imier. Plusieurs membres du conseil souverain de Berne, à la tête desquels on remarquait l'avoyer Steiger, tentèrent alors d'ouvrir les yeux à leurs collègues, et démontrèrent en vain que le seul moyen d'échapper aux projets destructeurs du Directoire, était de prendre une initiative vigoureuse; d'appeler tous les cantons aux armes, et de repousser les Français du territoire qu'ils avaient envahi. La majorité rejeta ces mesures comme trop dangereuses, et se flatta de tout concilier par des négociations. Les avis timides sont toujours spécieux : aussi, dans cette occasion, prévalurent-ils au sénat.

A la vérité, les vallées helvétiques n'étaient plus ce sol classique des vertus héroïques, inspirées par l'amour de la liberté : elles n'avaient plus de ressemblance avec ce pays pauvre, dont l'habitant ne possédait jadis qu'une chétive cabane et son courage. L'industrie, qui recherche toutes les contrées populeuses où la main-d'œuvre s'obtient à

Digitized by Google

bas prix, avait envahi jusqu'aux vallées les plus sauvages. Les descendants des vainqueurs de Sempach étaient transformés en tisseurs de mousselines, qui le cédaient peu à celles dont se couvrent les Nababs de l'Indostan. L'industrie, l'esprit d'ordre, le commerce, avaient amené l'aisance : et si des lois somptuaires repoussaient un luxe dangereux, il n'en est pas moins vrai que le peuple, un des plus aisés qu'il y eût en Europe, avait perdu son antique austérité, source de ses vertus guerrières. Cependant, le souvenir de la gloire passée animait encore plusieurs contrées; et, aux noms de Guillaume Tell et de Morgarten, bien des Suisses électrisés se croyaient invincibles dans leurs montagnes.

Quoiqu'il s'en fallût de beaucoup que les milices suisses montassent à 200,000 hommes, comme le pensait Frédéric le Grand; et que les temps fussent bien changés, où la victoire dépendait du choc impétueux d'une masse armée de piques et bardée de fer, on peut croire que la lutte eût été longue et sanglante, si les cantons avaient unanimement accepté la proposition de Steiger. Mais l'esprit de parti qui divise tout, devait armer parents contre parents, canton contre canton, paralyser les uns, et épouvanter les autres. Tout ce que Berne pouvait espérer, était de retarder sa chute, jusqu'à ce que l'Allemagne entière, indignée et menacée, volât à son secours. Les autres cantons, différant d'opinions aussi bien que de formes de gouvernement, étaient loin de regarder le danger comme imminent. Cependant, sur la demande de Berne et de Fribourg, on nomma partout des députés qui se réunirent à Arau, pour y débattre les intérêts communs et pourvoir à la défense générale.

Pendant que cette diète cherchait son salut dans de vaines délibérations, le Directoire se disposait à soutenir, par les armes, les prétentions du pays de Vaud. Le 17 décembre, le ministre des relations extérieures avait reçu l'ordre de faire un rapport sur la pétition du comité insurrecteur; et le 30, l'envoyé Mengaud signifia au sénat de Berne un arrêté du Directoire, portant que « les » membres du gouvernement de Berne et de Fri- » bourg répondraient personnellement de la sûreté » individuelle et de la propriété des habitants du » pays de Vaud qui se seraient adressés ou pour- » raient s'adresser encore à la république fran- » çaise, pour réclamer sa médiation, en exécution » des anciens traités, à l'effet d'être maintenus » ou réintégrés dans leurs droits. » Peu de jours après (4 janvier), Mengaud, informé que la régence de Berne paraissait déterminée à ordonner le rassemblement des milices, la somma avec hauteur de déclarer quelles étaient ses intentions envers la république.

Cette invitation insolite fut appuyée par la marche d'une division de l'armée d'Italie, forte de 8 à 10,000 hommes, qui traversa la Savoie, sous la conduite de Menard, lequel vint placer son quartier général à Ferney-Voltaire. En même temps, le général Monnier, qui commandait une brigade dans la république cisalpine, reçut l'ordre de se porter sur les confins des bailliages italiens, afin de soutenir les mouvements que pourraient faire les mécontents. Le directoire de cette république fut invité à fraterniser avec eux, et à y répandre avec profusion les écrits libéraux.

Ces mesures militaires produisirent le plus grand effet dans le pays de Vaud. L'insurrection prit dès lors un caractère général. En vain le conseil de Berne envoya-t-il une commission pour ramener les esprits et faire prêter un nouveau serment de fidélité, la bourgeoisie de Lausanne s'y refusa, et engagea plusieurs autres villes à l'imiter. Les députés, en butte aux insultes et aux menaces des habitants, n'y purent rien obtenir, et se retirèrent, après avoir vu les patriotes s'emparer du château de Chillon.

La plupart des cantons auraient sans doute regardé l'insurrection du pays de Vaud comme un démêlé particulier du canton de Berne, si une note intempestive de l'agent Mengaud n'eût semé la défiance et la consternation dans toute la Suisse. On a vu au chapitre précédent que l'émancipation des habitants de la Valteline avait donné lieu à une révolution démocratique dans les Grisons. Quelques familles patriciennes sollicitaient sourdement l'intervention de l'Empereur contre leurs concitoyens. Le chargé d'affaires de France, en ayant eu avis, crut prévenir le mal, en signifiant à la diète d'Arau que si les Autrichiens mettaient le pied dans les Grisons, les Français y entreraient

Digitized by Google

aussitôt de leur côté. Dès lors, l'effroi glaça tous les cœurs, et chacun s'égara en conjectures. Les uns crurent que l'Empereur et la république française avaient arrêté à Campo-Formio le démembrement de la ligue helvétique, comme celui de la république de Venise. Les autres, ne virent dans la médiation du Directoire au sujet de l'émancipation du pays de Vaud, qu'un prétexte pour envahir la Suisse. Mais le plus grand nombre attendit avec anxiété le dénoûment d'un drame où l'existence politique du corps helvétique était évidemment compromise, et tout ce qu'on put faire fut d'envoyer des députés au congrès de Rastadt, pour obtenir une intervention favorable de la part des principales puissances d'Allemagne.

C'est dans cette circonstance que le sénat de Berne, justement alarmé, prit le parti tardif de déployer sa force, et ordonna le rassemblement d'un corps de 20,000 hommes. Tous les bailliages allemands, surtout ceux de l'Oberland, répondirent à son appel. Le commandement de ce corps fut confié au colonel Weiss, connu par quelques écrits philosophiques, mais qui était loin de convenir à ce poste important. Admirateur de la révolution française, il professait des opinions dont l'influence devait se faire sentir sur ses opérations militaires; aussi avait-il été porté au commandement par les intrigues du parti démocratique. On voyait dans le colonel, opposé à l'avoyer Steiger, un homme modéré, un négociateur estimé à Paris, et plus capable qu'aucun autre de désarmer le Directoire, dans les négociations qu'il entamerait.

Après avoir réuni quelques troupes, Weiss se rendit à Lausanne, et perdit plusieurs jours en vains pourparlers avec les insurgés. Ceux-ci, s'apercevant qu'il ménageait les Français, invitèrent le général Menard à entrer sur le territoire vaudois. Il se mit aussitôt en marche, et vint camper entre le lac et le mont Jura. Au premier bruit de l'approche des troupes françaises, Weiss évacua précipitamment Lausanne, et se retira à Yverdun. Son départ fut le signal de la révolution : les baillis expulsés, les caisses publiques saisies, l'arbre de la liberté planté sur toutes les places, la cocarde verte arborée par les habitants; tout cela fut l'ouvrage de quelques heures pour le gouvernement provisoire, qui s'installa le 27 janvier.

Le même jour, Menard envoya sommer le général Weiss d'évacuer entièrement le pays de Vaud; mais, en arrivant au village de Thiérens, le parlementaire fut attaqué par les paysans armés. Deux hommes de son escorte furent tués; et lui-même ne parvint à s'échapper qu'avec beaucoup de peine. Il revint en toute hâte porter à son général la nouvelle de cette agression inopinée, que les patriotes imputèrent au machiavélisme des Bernois, et dont ceux-ci accusèrent à leur tour la perfidie révolutionnaire de Mengaud (1).

Menard mit aussitôt ses troupes en mouvement, et porta son quartier général à Lausanne, où des proclamations apprirent à l'armée et aux Vaudois l'attentat dont deux Français venaient d'être victimes. Le colonel Weiss, épouvanté des suites probables de cette affaire, et ne se croyant pas en état de résister à l'attaque des Français, abandonna Yverdun et se replia sur Morat. C'en était fait de Berne, si Menard, profitant de la stupeur générale, eût marché sur-le-champ contre cette ville. Mais satisfait d'avoir forcé l'ennemi à évacuer le pays de Vaud, et manquant d'ailleurs d'instructions précises pour commencer les opérations, il attendit à Lausanne les ordres du Directoire.

Pendant que les Français, entrant en libérateurs dans le midi de la Suisse, y proclamaient la liberté et l'égalité, Ochs et Mengaud, au nord, dirigeaient l'esprit public. Bâle était le foyer de toutes les machinations révolutionnaires : les clubs patriotes prêchaient ouvertement l'insurrection; et, comme depuis longtemps, la liberté n'existait plus dans une grande partie de la Suisse que pour certaines familles, ils faisaient grand nombre de prosélytes. La faiblesse des principales autorités augmenta l'audace de Mengaud. Il se rendit à Arau, escorté seulement de six hussards, et y arbora le drapeau tricolore. Les députés des cantons réunis n'osèrent protester contre cette violence. Au lieu

(1) Cette affaire de Thiérens est encore une énigme; on l'attribua avec quelque apparence de raison à Mengaud; les Bernois avaient trop intérêt à donner satisfaction sur un pareil accident pour ne pas s'empresser de le faire. On voulait un prétexte pour agir hostilement, et à défaut d'autre, on prit celui-là.

Digitized by Google

de concentrer les pouvoirs, et de mettre à la tête de la ligue helvétique un chef capable de donner une impulsion vigoureuse à la défense commune, ils se contentèrent de renouveler le pacte fédéral, et de régler les contingents à fournir par chacun. Encore l'influence du parti novateur était si grande que chaque député, en signant le traité, cherchait déjà les moyens d'en éluder les conditions.

La présence de la diète n'avait pas imposé aux mécontents de l'Argovie. Arau était devenu le centre d'activité de leurs manœuvres. A peine l'assemblée fut-elle dissoute, que cette ville se déclara en insurrection, et que Zoffingen, Bruck, Lenzbourg imitèrent son exemple.

Ces mouvements furent d'abord réprimés par l'arrivée de quelques bataillons : mais les mêmes dispositions éclatant à la fois à Fribourg, à Soleure, à Schaffausen, dans le bas Valais, le sénat de Berne se flatta de calmer l'agitation et de satisfaire le gouvernement français, en accordant quelques concessions au parti démocratique. Il statua, en conséquence, que les villes et les campagnes nommeraient des députés pour aviser de concert aux changements commandés par les circonstances. Les nouveaux élus, au nombre de 52, furent réunis, le 2 février, au grand conseil. D'accord avec eux, le gouvernement bernois, bien qu'il annonçât la ferme résolution de repousser toute influence étrangère dans ses arrangements intérieurs, s'empressa de proclamer l'égalité politique des citoyens, et de promettre des changements aux institutions existantes. Une commission fut nommée pour rédiger le nouvel acte constitutionnel; mais les fauteurs de l'oligarchie, qui ne se soumettaient qu'à regret à ces innovations, dans l'espoir que de nouveaux incidents viendraient les annuler, firent fixer à un an le terme où le travail de la commission serait présenté.

Prises de bonne foi, ces mesures auraient pu tout calmer; mais les deux partis se méfiaient trop l'un de l'autre pour que cela se passât paisiblement; d'ailleurs, la France visait à un résultat bien différent. Dans le fait, celui-ci ne satisfit personne; c'était trop pour les uns, et trop peu pour les autres : les partisans du régime aboli prétendirent que les magistrats n'avaient aucun droit de détruire un gouvernement dont ils n'étaient que les premiers sujets; et les mécontents se plaignirent que les réformes devinssent illusoires, par le retard qu'on apportait à leur exécution. Ainsi, au lieu de rien concilier, les opérations des députés occasionnèrent de nouveaux désordres, symptômes manifestes d'une guerre civile. Dans quelques districts, les paysans réclamèrent à main armée le maintien de leurs institutions. En Argovie, à Zurich, à Bâle, à Schaffhouse, ils méprisèrent les concessions et refusèrent leurs contingents. A Bâle, surtout, la bourgeoisie ne garda plus de mesure : la régence fut cassée, l'égalité proclamée; et cette ville menaça de se séparer de la confédération helvétique.

Le sénat de Berne avait communiqué au Directoire le plan de réforme résolu par le décret du 3 février; mais, loin d'être désarmé par tant de soumission, celui-ci lui signifia par Mengaud que la république française se lassait d'éprouver tant de résistance à l'exécution de la volonté générale. Il exigea, outre la suppression immédiate de toute espèce d'autorité, l'établissement d'une commission provisoire de gouvernement, dont les anciens membres des conseils seraient exclus. Ces propositions, jointes à l'entrée des Français à Bienne, déconcertèrent la politique des Bernois : ils sentirent qu'il fallait se préparer à la guerre, ou rentrer dans la classe de simples citoyens. Leur choix ne pouvait être douteux : bien différents des patriciens de Venise et de Gênes, ils n'étaient point dégénérés jusqu'à oublier la gloire de leurs ancêtres; et tout en défendant d'injustes priviléges, ils sentirent qu'ils avaient à soutenir l'honneur du nom suisse, rejetèrent d'une voix unanime cette transaction, et votèrent, au contraire, les mesures nécessaires pour résister. L'établissement d'une commission de haute police, chargée de rechercher et punir les fauteurs du système de réforme, d'étouffer les réclamations des corporations, de dissiper les rassemblements, d'imposer silence à tous les mécontents, fut suivie de préparatifs plus sérieux. Bientôt après, le sénat décréta une levée en masse; et il espéra, à la faveur des souvenirs de Laupen, de Morat et de Granson, réussir à faire prendre les armes contre les Français.

Cependant, pour tenter encore la voie d'un accommodement, le jour même où le sénat érigeait

Digitized by Google

cette commission de haute police, il fit adresser au Directoire, par les membres dont l'attachement à la France était connu, une note où, après avoir protesté de leur dévouement à la république, ils se plaignaient de l'irruption des Français dans le pays de Vaud, et le suppliaient de les retirer, afin qu'ils pussent licencier les Suisses accourus sur la frontière pour défendre l'intégrité de leur territoire.

Le Directoire, pour toute réponse, développa alors le véritable but de son invasion. C'eût été trop peu pour lui d'obtenir l'émancipation du pays de Vaud, de renverser l'oligarchie bernoise et de s'emparer de ses trésors : il voulait encore constituer la confédération helvétique, d'une manière plus analogue au système politique qu'il avait adopté. L'envoyé Mengaud distribua à pleines mains un projet de constitution en trois langues, qui formait de la Suisse, de ses alliés et de ses sujets, une république de 22 cantons, une, indivisible et démocratique, calquée en tous points sur celle de France.

Cette constitution, offerte aux différents partis comme l'ancre de salut, fut accueillie avec joie par quelques cantons; mais Berne, qui en craignait peut-être trop les conséquences, pressa tous les autres de joindre leurs efforts aux siens pour faire tête à l'orage. Soleure et Fribourg, qui n'y voyaient pas moins de risques, armèrent avec activité. Zurich les imita quoiqu'avec difficulté. Les petits cantons ne restèrent pas en arrière, parce qu'ils se virent menacés de perdre leurs sujets italiens, leurs institutions populaires et leur individualité. Si les Bernois avaient autant ressemblé aux Romains que Montesquieu le pense, ils eussent sans doute accepté le gouvernement central, sûrs de jouer le principal rôle dans la nouvelle république; car Berne eût récupéré en dignité, en force et en richesses, ce qu'elle eût perdu dans ses bailliages, ses priviléges et les prérogatives de quelques familles patriciennes.

Quoi qu'il en soit, le sénat de Berne parvint à mettre 25,000 hommes sur pied. Il confia le commandement de cette armée au général d'Erlach, ancien colonel au service de France, patricien connu par la haine qu'il vouait aux nouvelles doctrines; bien que sa carrière n'offrît aucun fait d'armes éclatant, on lui reconnaissait un noble caractère et des talents; dans son état-major figurait le major Gross, qui s'était signalé en Hollande par la belle défense de Grave.

D'Erlach partagea son armée en trois divisions de 6 à 7,000 hommes chacune. La première et la plus nombreuse, sous les ordres du général Andermatt, occupait l'espace compris entre Fribourg et le lac de Morat; quelques centaines de Vaudois réfugiés formaient ses avant-postes. La seconde, avait pour chef le quartier-maître général Graffenried, et campait entre la ville de Buren et le pont de la rivière de Thiele. La troisième, commandée par le colonel Watteville, tenait à la précédente, et couvrait Soleure. L'aile gauche était garantie par un corps de 2,000 flanqueurs qui se prolongeait jusqu'aux montagnes de Sanen, situées à l'extrémité orientale du lac de Genève; un second corps de 4 à 5,000 hommes, formé des autres contingents, devait servir de réserve. Enfin des garnisons occupaient Soleure et Fribourg.

Si l'armée bernoise eût attaqué sur-le-champ les Français séparés en deux divisions qui communiquaient difficilement entre elles, il est probable qu'elle les eût accablées l'une après l'autre : une première victoire eût rallié au gouvernement tous les esprits flottants, et entraîné la majorité des cantons, qui, dans l'impossibilité de reculer, eussent fait de plus grands efforts pour conserver leur indépendance; mais un tel parti n'entrait pas dans son système exclusivement défensif.

Cependant le général Brune ayant remplacé Menard, appelé en Corse, se hâta de réunir ses troupes sur la frontière de Fribourg et du pays de Vaud, qui joignit à sa division un corps auxiliaire de 4,000 hommes. Cette petite armée cantonna entre le château d'Aigle et Avenches; le quartier général fut établi à Payerne. Brune avait obtenu du Directoire, que le général Schawembourg viendrait le renforcer avec 12,000 hommes de l'armée du Rhin; mais ces troupes étaient encore loin, et ne pouvaient entrer en ligne que du 15 au 20 février. Sentant donc le danger de sa position, il envoya un agent à Berne, faire des ouvertures de paix. Le sénat ne vit pas le piége, et prit cette démarche pour une marque de modération ou de faiblesse. Il accepta les propositions avec joie; et,

Digitized by Google

bercé par le fol espoir d'éviter la guerre, il députa deux de ses membre au quartier général de Payerne, pour conclure un arrangement dont les bases devaient être la restitution de Bienne et de l'Erguel, l'évacuation du pays de Vaud, et la retraite de l'armée française à 12 lieues des frontières suisses.

Brune reçut fort bien les sénateurs; mais les articles proposés étaient trop en opposition avec les vues du Directoire, pour qu'il pût les admettre. Il allégua la nécessité d'en référer à son gouvernement; et offrit, en attendant sa réponse, un armistice de 15 jours, auquel les députés consentirent. Si les régences de Berne et de Fribourg eussent profité de ce répit pour concentrer leurs troupes, presser l'arrivée des renforts, et régulariser leur plan de défense, le retard des hostilités eût encore tourné à leur avantage. Elles se bornèrent à fortifier les passages de Neueneck, de Laupen et de Guminen. Cette position qui se compose d'une colline rocailleuse et très-escarpée dont le pied est baigné par la Sarine, leur parut de nouvelles Thermopyles; flanquée par la ligne de l'Aar, elle semblait, en effet, inexpugnable tant que les Français n'auraient pas forcé le passage de cette rivière, qui ne le cède au Rhin ni pour le volume de ses eaux, ni pour sa vélocité. Dès que Schawembourg fut arrivé dans les environs de Bienne, il concerta avec son collègue une attaque générale pour le 1er mars, terme de l'expiration de l'armistice. La division de l'armée du Rhin fut chargée de forcer le pont de Buren avec sa droite, pendant que sa gauche, s'emparant de Soleure, porterait quelques troupes sur la route de Berne. La brigade Rampon devait occuper Morat, puis emporter ou tourner le passage de Guminen. Enfin, l'attaque de Fribourg fut confiée au général Pigeon, avec deux bataillons d'infanterie légère, la brigade vaudoise et les paysans fribourgeois insurgés.

Pendant que les généraux français arrêtaient leurs dernières dispositions, le sénat de Berne, flottant entre la crainte et l'espoir, inquiet du peu de succès que promettait sa députation à Rastadt, prenait chaque jour les résolutions les plus contraires. En vain les gouvernements de Bâle, Zurich et Lucerne voulurent se rendre médiateurs, ils n'avaient point assez d'ascendant sur le Directoire ni sur les oligarques de Berne, pour préserver la Suisse d'une crise où elle devait perdre son indépendance.

Témoin du peu de fixité que présentaient les délibérations des conseils, l'armée commençait à crier à la trahison. Le général d'Erlach, usant de l'ascendant que lui donnait son rang, se rendit à Berne avec 80 officiers qui siégeaient parmi les sénateurs, et dont l'ardeur militaire devait rassurer les membres pusillanimes. A l'aide d'une telle majorité, il obtint aisément l'autorisation d'attaquer les Français à l'expiration de la trêve : mais à peine avait-il quitté la capitale pour donner ses derniers ordres, que le parti temporiseur, grossi des mécontents, révoqua ses pouvoirs, suspendit les conseils, et ordonna la formation d'une régence provisoire.

Une députation fut envoyée à Brune, pour l'instruire de la révolution qui venait de s'opérer. On espérait qu'en accordant tout ce qu'avait exigé le Directoire, le général n'aurait plus de prétexte pour agir hostilement. Sa réponse désabusa les crédules bernois, car il exigea le licenciement immédiat de l'armée, pour preuve qu'on s'en remettait à la loyauté française, et ne promettait sûreté et protection qu'à ces conditions. Une telle proposition révolta des patriciens, en qui l'honneur national était loin d'être éteint. Le général d'Erlach fut autorisé de nouveau à combattre; il parcourut tous les postes, harangua les troupes, et arrêta son plan d'attaque. Ses trois divisions, subdivisées en douze petites colonnes, devaient assaillir en même temps l'armée française sur tous les points. Le colonel de Buren reçut l'instruction de se prolonger par sa droite, pour tourner la gauche de Schawembourg. La direction de Graffenried fut marquée sur Bienne, et le colonel Watteville demeura chargé de forcer les positions d'Avenches et de Payerne. Le colonel Tscharner, avec environ 2,500 hommes, partant d'Ormont et d'Aigle, devait pousser jusqu'à Vevay, pour inquiéter les derrières des Français. Toutes ces colonnes avaient ordre de se mettre en marche dans la nuit du 1er au 2 mars. En même temps, 1,500 Zuricois, 1,200 Lucernois, et environ 1,200 montagnards des petits cantons, arrivés dans les environs de Berne ou en route pour s'y rendre, auraient

Digitized by Google

soutenu le centre et la droite. Mais le sénat envoya contre-ordre, dans l'intention sans doute de faire de nouvelles propositions à Brune, ou à Schawembourg.

Les Français en profitèrent; et, suivant les dispositions arrêtées de longue main entre eux, Soleure et Fribourg furent attaquées en même temps. Le 2, avant le jour, Schawembourg s'étant emparé du château de Dornach, fit surprendre le village de Lengnau sur la route de Bienne à Soleure. Les deux tiers du bataillon qui le gardait, étant tués ou pris, le reste se retira en désordre. Après avoir disposé le gros de ses troupes de manière à tenir en échec la division qui gardait Buren, Schawembourg se porta à la tête de 3 à 4,000 hommes sur Soleure. Cette ville, quoiqu'environnée d'une enceinte bastionnée en maçonnerie de granit, n'étant pas encore armée, se rendit à la première sommation : cette funeste circonstance, livrant au vainqueur un superbe pont sur l'Aar, fit tomber la défense de cette imposante rivière.

Au même instant, Fribourg ceinte d'un simple mur crénelé, tombait aussi au pouvoir de Brune. Le général Pigeon, chargé de l'enlever, envoya un parlementaire aux magistrats pour les exhorter à ne pas tenter une défense inutile, et leur accorda quelques heures, pour faire sortir la garnison bernoise. Mais s'apercevant qu'on profitait de ce délai pour la renforcer des habitants des campagnes voisines, il ordonna de mettre en batterie quelques pièces qui enfoncèrent une des portes, et firent brèche à la muraille. Les troupes bernoises se voyant sur le point d'être forcées, et voulant épargner à la ville les horreurs d'un assaut, se retirèrent, après avoir enlevé toute l'artillerie de l'arsenal, et distribué aux paysans de la levée en masse les fusils qui s'y trouvaient.

La prise de Fribourg et de Soleure, en découvrant les flancs de l'armée suisse, détermina la retraite de sa droite. Le général d'Erlach concentra ses forces dans les postes de Fraubrunnen, Guminen, Laupen et Neueneck. Ce mouvement rétrograde acheva d'exaspérer les soldats, qui déjà indignés de l'abandon de deux villes importantes, ne virent plus que des traîtres dans leurs généraux. Le corps de Buren, composé des milices de l'Argovie, se débanda entièrement, et celui du centre s'insurgea contre ses chefs. La division Watteville opéra seule sa retraite en bon ordre sur les points qui lui avaient été assignés. Le gouvernement provisoire de Berne mit le comble au désordre, en ordonnant, le 3 mars, le landsturm (insurrection générale). Ce décret donna la mesure de la détresse publique; les troupes se révoltèrent, abandonnèrent leurs positions, et massacrèrent plusieurs officiers. Les contingents des cantons, qui étaient restés en observation, regagnèrent leurs foyers. L'avoyer Steiger et le général d'Erlach parvinrent cependant à calmer cette multitude furieuse. L'armée reprit les postes qu'elle devait garder, mais se trouva diminuée de moitié.

Morat avait été évacué par les Suisses, dans la soirée du 2 mars. Le général Rampon y entra avec sa brigade, et fit détruire l'ossuaire, élevé en mémoire de la défaite des Bourguignons sous Charles le Téméraire. Le même jour, Schawembourg poussa ses troupes légères sur Aarberg.

Le 4, Brune fit vivement canonner Laupen et Guminen, par la brigade Rampon, en vue de donner le change à l'ennemi, sur l'attaque sérieuse qu'il projetait contre Neueneck. En effet, la prise de ce poste ouvrait la route de Berne, et permettait de tourner les autres passages : aussi, les principaux efforts furent-ils dirigés contre ce point.

Graffenried venait d'y remplacer le colonel Stettler qui avait été tué; et, malgré la confusion et le découragement qui régnaient dans cette division, il se flattait, non-seulement de défendre ce poste le lendemain, mais aussi de se porter en avant, et de repousser les Français dans le pays de Vaud.

Le 5 mars, à une heure du matin, les troupes de Pigeon passèrent la Sarine, et se précipitèrent sur Neueneck, en même temps qu'elles assaillirent les retranchements ébauchés en arrière du village. L'attaque fut si brusque, que les premiers postes de milice bernoise se dispersèrent dans la forêt, sans qu'on pût parvenir à les rallier. Cependant Graffenried, toujours maître de la grande route de Berne, ayant reçu vers neuf heures un renfort de 1,500 hommes, rétablit le combat. Il débusqua d'abord les Français qui s'étaient logés dans le bois au-dessus de Niederwangen, et les chassa successivement, jusque sur les hauteurs de Neue-

Digitized by Google

neck. Là, favorisée par l'épaisseur du bois et par son artillerie, la brigade Pigeon se défendit avec opiniâtreté; néanmoins, après quatre heures d'un combat sanglant, elle fut obligée d'abandonner sa position, de repasser la Sarine pour n'être pas précipitée dans le ravin, et d'effectuer sa retraite sur les hauteurs en arrière, laissant plus de 400 hommes et plusieurs pièces de canon sur le champ de bataille.

Mais, tandis que la fortune souriait à Graffenried, et que sa division s'établissait avec orgueil à Neueneck, le sort de Berne venait d'être décidé par la division Schawembourg. Après la prise de Soleure, elle s'était portée sur la route de Berne: les 3 à 4,000 hommes qui défendaient le village de Fraubrunnen, ayant été délogés et mis en fuite après un combat opiniâtre, elle arriva devant le corps principal, commandé par le général d'Erlach. Sa position, où jadis les Suisses avaient triomphé du sire de Coucy, pouvait passer pour inexpugnable; sa droite s'appuyait à des rochers presqu'inaccessibles; sa gauche, à des marais et à des bois; des abatis couvraient la route qui traverse au centre un long défilé.

Ainsi protégé, le général bernois comptait bien arrêter les Français. Schawembourg fit tourner la position par les ailes. Quelques compagnies parvinrent à gravir les rochers, tandis qu'une demi-brigade traversa les marais. Dès lors, assaillis sur leurs flancs et canonnés en front par une nombreuse artillerie, les Suisses se virent forcés de plier pour éviter une destruction totale; mais, en se retirant, ils combattirent encore dans le Grauholz, qu'ils défendirent avec plus de bravoure que d'intelligence. Leur valeur tenait du désespoir: des vieillards, des femmes et des enfants venaient partager les dangers; et tous semblaient refuser de survivre à leur défaite. L'avoyer Steiger donnant l'exemple, combattit aux premiers rangs.

D'Erlach tenta encore de ramener la victoire sur le plateau qui se trouve aux portes de Berne. C'était le cinquième combat qu'il soutenait contre les Français depuis le matin. Son dernier effort fut inutile: chargées sur un terrain découvert, par deux régiments de cavalerie, et mitraillées par l'artillerie légère, ses milices inexpertes, qui ne formaient plus qu'une cohue confuse, ne pouvant tenir tête à des bandes aguerries, furent dispersées, et obligées de chercher un refuge dans la ville.

Située dans une presqu'île entourée de trois côtés par l'Aar, et fortifiée régulièrement sur le seul front accessible, Berne quoiqu'à l'abri d'un coup de main, était peu susceptible d'une longue défense, et devait surtout craindre un bombardement. Le désordre qui régnait dans les troupes rendait toute résistance aussi impossible qu'inutile. Au moment où les hussards français, passant l'Aar à la nage, allaient tourner la ville, des députés vinrent proposer une capitulation, qui fut accordée; et à deux heures, Schawembourg entra dans cette capitale, après avoir promis de respecter les personnes et les propriétés.

La nouvelle de la reddition de Berne ayant forcé à la retraite les troupes qui gardaient Laupen et Guminen, Brune continua sa marche sans obstacles, opéra sa jonction dans la nuit du 5 au 6, avec la division Schawembourg, et prit alors le commandement en chef.

Les débris de l'armée suisse se dispersèrent d'eux-mêmes; la plupart rentrèrent dans leurs foyers: d'autres gagnèrent les montagnes de l'Oberland, et y restèrent en armes. Des excès déplorables signalèrent cette dissolution; plusieurs plébéiens bernois répandus dans les bataillons de milices, plus disposés à seconder le parti démocratique, qu'à se sacrifier pour les patriciens, persuadèrent aux troupes qu'elles avaient été indignement trahies. La fureur des soldats ne connut plus de bornes: deux adjudants généraux, qui ramenaient la colonne de Guminen, furent enveloppés et mis en pièces. D'Erlach cherchait à gagner le territoire des petits cantons, lorsque reconnu à Munzingen, il fut massacré à coups de haches et de baïonnettes. L'avoyer Steiger, âgé alors de 70 ans, avant de se retirer en Bavière, traversa en litière les montagnes de l'Oberland, et descendit à Stanz pour exciter les petits cantons à se montrer dignes de leurs ancêtres.

La prise de Berne portait un coup funeste, mais non décisif à l'antique corps helvétique. A la vérité, les Français démeublèrent l'arsenal, s'emparèrent du trésor, firent planter l'arbre de la liberté, et recevoir la constitution de Mengaud: toutefois, dans l'intérieur des Alpes, où le respect pour les

Digitized by Google

vieilles institutions, l'isolement des affaires étrangères, avaient jusqu'alors formé un amalgame heureux de peuples régis par des lois et des mœurs si peu analogues aux projets du Directoire, une pareille catastrophe devait faire sentir des contrecoups, et l'occupation des vallées principales semblait n'être que le premier acte du terrible drame qui devait bouleverser ce pays. Avec tant d'énergie, des désirs si impérieux, des besoins et des intérêts si différents, il était impossible qu'une fois le lien principal de la confédération relâché, l'on s'accordât jamais sur aucun point : les petits penples assujettis, voulaient l'indépendance; les citoyens des villes, l'égalité; ceux des capitales, leurs priviléges. Ici, l'on se déclarait pour l'ancien régime; là, pour le nouveau; ailleurs, on rejetait l'un et l'autre. La démocratie la plus absolue était toujours chère aux petits cantons; l'oligarchie avait pour soutien quelques familles riches et puissantes : enfin, le fanatisme et l'esprit de l'ancienne confédération repoussaient de concert le nouvel ordre de choses; et ses partisans mêmes étaient près de se déclarer contre les Français, dont l'influence trop marquée commençait à donner de l'inquiétude.

Ainsi, dans plusieurs cantons, la chute de Berne et la présentation de la constitntion furent suivies de troubles intestins. A Zurich, où la jalousie des paysans contre les bourgeois s'était souvent manifestée, denx pouvoirs se disputaient déjà l'autorité. Un comité représentant les campagnes s'érigea à Kusnacht, et déclara la guerre à la régence provisoire de Zurich. Ce comité, sûr d'être soutenu par les Français, ordonna des arrestations, et mit une force armée sur pied. Déjà, les deux partis s'observaient depnis quelques jours, lorsque le 6 mars, le bruit se répandit à Zurich que l'ennemi arrivait aux portes : tous les citoyens coururent aux armes, ne sachant si c'étaient leurs compatriotes ou les Français. Vers six heures du soir, les députés de la moitié du canton, constitués en assemblée nationale, signifièrent à la régence provisoire de remettre dans le délai de six heures ses pouvoirs entre les mains de l'assemblée du canton, et de recevoir une garnison de 1,000 hommes. On ignorait alors, à Zurich, que Berne eût succombé; et, comme, peu d'heures auparavant, cette ville avait donné avis des efforts qu'elle préparait pour le maintien de ses priviléges, la bourgeoisie de Zurich résolut de ne pas faire moins pour la conservation des siens. Huit cents hommes sortirent à l'instant de ses murs, et allèrent prendre une position d'observation sur les bords du lac. Du reste, on se disposa à repousser la force par la force, mais le retour du député qui avait été envoyé à Berne, ayant annoncé le sort de cette ville, et signalé les nombreux rassemblements de paysans qui se formaient à Meilen, refroidit bientôt ce zèle. L'on entra en pourparlers avec l'assemblée de Kusnacht, et l'on signa un arrangement, en exécution duquel Zurich reçut une garnison de 1,000 paysans, et s'engagea à tenir sur pied un pareil nombre de bourgeois pour les besoins éventuels. La régence provisoire déposa ses pouvoirs entre les mains d'un nouveau conseil, composé d'un quart de bourgeois et de trois quarts d'habitants des campagnes. Brune et l'agent Mengaud ayant appris cette révolution, différèrent alors d'envoyer des troupes à Zurich.

Le canton de Lucerne en se soumettant à des conditions semblables obtint la même faveur. Il parvint ainsi à dissiper la méfiance des paysans contre les bourgeois qu'ils accusaient de les avoir vendus à la France.

A l'intant où Berne tombait sous les coups de Schawembourg, les députés des cantons de Schwitz, Uri, Underwald, Zug et Glaris se réunissaient à Brunnen avec ceux de Saint-Gall, de Thurgovie, de Sargans et du Rhinthal, pour délibérer sur l'acceptation de la constitution. Le résultat de cette conférence, où le fanatisme exerça autant d'influence que l'amour de la liberté, ne pouvait être douteux. Elle fut rejetée à l'unanimité; et une adresse vigoureuse le fit connaître à Brune. « Les petits cantons, disait-elle, avaient, depuis » plusieurs siècles, une république basée sur la » liberté et l'égalité : ne possédant au monde » d'autres biens que leur religion et leur indépen» dance, d'autres richesses que leurs troupeaux, » leur premier devoir était de les défendre. »

Ces obstacles inattendus, qu'il eût été si facile de prévoir, donnèrent alors à Brune l'idée de former de l'ancien corps helvétique plusieurs républiques indépendantes. Suivant le nouveau projet

Digitized by Google

du général, le pays de Vaud jusqu'à Niddau, le canton de Fribourg, le pays de Sanen, le Siebenthal, l'Oberland, le Valais et les bailliages italiens, pays situés sur les revers opposés des deux chaînes des Alpes, et de trois langues différentes, auraient formé un même corps de nation sous le nom de Tellegau; enfin, on eût composé du reste de la Suisse la troisième république.

Ce plan qu'Ochs et Laharpe avaient originairement écarté, était reproduit par deux intrigants, appuyé par le résident français à Sion, et par les menées de Genève, qui espérait conserver son indépendance et peut-être accroître son territoire au milieu de ces changements politiques.

La position de Genève à cette époque justifiait assez ses démarches. Depuis la fin de 1797, elle se trouvait comme dans un état de blocus : un arrêté du Directoire interdisait toute communication de la France avec cette ville; et, depuis l'entrée de la division Brune dans le pays de Vaud, elle n'avait plus de relations avec la Suisse. Essentiellement commerçante, il ne lui restait d'autre parti à prendre pour éviter la famine, que de se jeter entre les bras des Français : le résident Félix Desportes ne négligeait aucune occasion de l'y pousser.

Sous le double rapport militaire et commercial, la réunion de ce petit État était très-avantageuse à la république. Assise sur le Rhône, qui la sépare en deux parties, non loin du confluent de l'Arve dans le fleuve, Genève, dont l'enceinte est baignée par le lac, était susceptible d'en maîtriser la navigation, et de devenir à la fois un grand dépôt pour la frontières des Alpes et de l'Helvétie, et un boulevard qui eût couvert l'Ain et le plat pays du mont Blanc. Autant la France trouvait son compte à s'en saisir, autant Genève devait le craindre. Si la réunion se fût opérée en lui conservant ses magistratures, ses lois et ses franchises, comme tant d'autres se sont pratiquées, la petite république eût acquis, à la vérité, de grands avantages commerciaux, au prix d'une indépendance éphémère; mais la manie de donner des lois uniformes à toute la terre, dominait trop le Directoire, pour qu'il prît la peine de calculer ce qu'il perdrait en froissant les intérêts d'une cité essentiellement marchande et spéculatrice. Genève, annexée à la France sous le rapport politique et militaire seulement, en conservant ses institutions aurait peut-être joui de quelque prospérité (1). Genève, préfecture, soumise à la conscription et au système fiscal de la France, devait regretter le passé, et saisir la première occasion de s'émanciper. Aussi, les politiques Genevois penchaient pour la création d'une république rhodanique, dont ils espéraient fixer la capitale chez eux.

Cependant l'érection de cet État qui semblait à leur convenance, déplut au pays de Vaud, dont l'assemblée réclama vivement au Directoire et à Brune l'exécution du premier projet d'organisation territoriale de la Suisse. La voix des Vaudois retentit dans le Luxembourg sans toucher le Directoire : trop fier de ses succès, ou trop occupé de l'expédition d'Égypte, de ses élections et du congrès de Rastadt, il laissa à Brune le soin de concilier des intérêts si opposés; imitant en cela le sénat romain, qui renvoyait les démêlés des provinces conquises au tribunal de leurs proconsuls.

Brune s'en tint à son dernier projet : seulement, pour témoigner quelques égards aux Vaudois et aux Bâlois, il désigna Lausanne et Bâle pour capitales des républiques rhodanique et helvétique, réservant à Genève un sort désormais facile à prévoir.

Toute la Suisse, à l'exception des petits cantons, murmurait contre le bouleversement du corps helvétique. Laharpe qui désirait de bonne foi des réformes salutaires et un gouvernement plus fort, indigné d'être l'instrument involontaire du malheur de son pays, sentit la nécessité de représenter au Directoire les funestes conséquences

(1) Ces réflexions ne peuvent s'appliquer qu'à l'état précaire de Genève en 1798 : aujourd'hui que cette ville fait partie intégrante de la Suisse, tout est changé. Son sort étroitement lié à celui de l'Helvétie lui offre de nouveaux intérêts, lui impose de nouveaux devoirs. Elle doit être décidée à vaincre ou à mourir pour son indépendance, toutes les fois que celle-ci sera menacée, et que la Suisse, partageant les mêmes sentiments, s'apprêtera à la soutenir.

Digitized by Google

de ce projet. On indisposait gratuitement les Suisses, en enlevant à la France le résultat qu'elle attendait de la destruction de l'ancien gouvernement; car il n'y avait ni unité, ni confédération, dans les trois républiques qui remplaçaient la ligue helvétique. Les directeurs furent frappés de cette imprudence; mais, pour la réparer, ils en commirent une autre, en chargeant, au mépris du droit le plus sacré des nations, l'ex-conventionnel Lecarlier d'organiser constitutionnellement l'Helvétie. Ce nouvel arrêté dessilla les yeux des plus chauds partisans des Français, qui s'étaient flattés jusqu'alors de les voir quitter incessamment la Suisse. Dès lors, ils demeurèrent convaincus que l'indépendance de leur patrie était perdue sans ressource, et qu'assimilée en tout aux républiques batave et cisalpine, elle serait tenue sous la tutelle forcée d'un corps auxiliaire étranger.

Quoi qu'il en soit, on se consola de l'acte du Directoire par l'usage que son délégué en fit; car, alors, la présence de 30,000 baïonnettes le dispensait de tous égards. Sur l'invitation de Lecarlier, les représentants des cantons d'Argovie, Bâle, Berne, Fribourg, Léman, Lucerne, Oberland, Schaffhouse, Soleure et Zurich, se rendirent à Arau, où ils proclamèrent, le 12 avril, sous la protection d'un corps d'élite français, *la république helvétique, une, indivisible* et *démocratique*.

Sur ces entrefaites, Genève, dont l'anxiété était parvenue au dernier période, renonça à tout espoir de conserver son indépendance, et prit le parti de solliciter sa réunion à la France, qu'elle prévoyait ne pouvoir éviter. Une commission fut nommée pour examiner le projet rédigé à l'instigation de Desportes; mais comme on la choisit parmi les patriciens, elle le rejeta à l'unanimité. Cette résistance irrita le Directoire, qui envoya le général Girard avec 1,500 hommes prendre possession de la ville. Le sénat signa alors par crainte, l'acte qu'il refusait avec raison; et, le 28 avril, Desportes reçut pour la république le serment de fidélité des magistrats. Ils mirent toutefois à leur soumission, les conditions les plus favorables, entre autres l'exemption de levées d'hommes jusqu'à la paix générale, et la conservation au profit des habitants, des fonds et édifices publics.

Ainsi finit le premier acte d'un drame sanglant, où la politique tour à tour altière, cupide et versatile du Directoire, parvint à dissoudre les liens d'une confédération amie, qui couvrait la plus faible frontière de France. L'Europe, étonnée de l'audace de cette entreprise, garda, pour l'instant, le plus profond silence; mais, dès lors, tous les hommes d'État prévirent la chute d'un gouvernement qui ne prenait pour règle de sa conduite que ses caprices, et qui prétendait régir toutes les nations avec la baïonnette.

L'inaction de l'Autriche dans ces graves circonstances ne dut pas moins surprendre; elle s'attendait sans doute à voir prolonger la lutte, et à y être appelée ensuite en libératrice; rôle préférable, sans doute, à une intervention forcée. Le hasard et le départ de l'expédition d'Égypte firent tourner à son avantage la lenteur de ses décisions et le mystère de sa politique.

Tandis que la confédération helvétique voyait ainsi détruire du même coup son indépendance et ses vieilles constitutions, le pape, chancelant sur le saint-siége, après avoir cherché à s'y maintenir avec l'assistance du roi de Naples, en fut chassé par le Directoire, du moins, sur des motifs plus spécieux.

Pie VI ne cherchait qu'une occasion favorable de rompre le traité de Tolentino arraché à sa faiblesse. Les cours de Naples et de Vienne applaudissaient à cette intention, et si elles ne s'engagèrent pas formellement à le soutenir, du moins est-il certain qu'elles lui en laissèrent entrevoir la possibilité. Déjà il avait appelé au commandement de ses troupes le général autrichien Provera, dont l'ambassadeur Joseph Bonaparte n'obtint le renvoi qu'avec beaucoup de peine. Cette résistance indisposa le Directoire : toutefois le grand âge du souverain pontife et le délabrement de sa santé trouvèrent grâce devant lui, et il résolut d'attendre sa mort, avant d'ériger les États romains en république. Jugeant nécessaire néanmoins de disposer les esprits à un changement de gouvernement, il y envoya des agents secrets qui travaillèrent avec tant d'activité, que les cris de liberté se firent entendre de toutes parts.

Les ministres du pape, instruits, dit-on, que le peuple de la capitale méditait un mouvement, se déterminèrent à le laisser éclater, afin de trou-

Digitized by Google

ver dans sa répression, un moyen de dégoûter les Français de pareilles tentatives : cette conduite hasardeuse et peu apostolique n'eut pas le résultat que le saint-siége espérait.

Le 27 décembre, le palais de l'ambassadeur fut entouré par la populace, aux cris de *Vive la république romaine!* Les séditieux, parés de cocardes tricolores, réclamaient l'appui de la France. Plusieurs individus signalés comme espions du gouvernement, mêlés parmi eux, les excitaient de la voix et du geste. Joseph Bonaparte accompagné de plusieurs officiers, les somma de se retirer; mais, au même instant, les troupes papales ayant forcé la juridiction de l'ambassade, débouchèrent de tous côtés, et firent feu sur les mutins. Le général Duphot s'élança au milieu des troupes pour les arrêter; il fut massacré, et l'ambassadeur aurait éprouvé le même sort, si la fuite ne l'eût dérobé aux coups des assassins. Cette scène tragique dura cinq heures, pendant lesquelles les ministres romains ne prirent aucune mesure pour tirer la légation française de l'horrible position où elle se trouvait. Leur complicité, dont on aurait peut-être douté, se manifesta par le silence obstiné que le cardinal Doria opposa aux réclamations itératives de Joseph Bonaparte, qui prit enfin le parti de se retirer à Florence.

L'assassinat de Duphot eut des suites plus graves que celui de Basseville : les troupes qui rentraient en France reçurent ordre de rétrograder; et Berthier, qui commandait l'armée d'Italie, celui de marcher sur Rome. D'après les instructions que le Directoire lui transmit, ce général ne devait lancer son manifeste qu'à Macerata, pour épouvanter le pape et l'engager à prendre la fuite. Il lui était recommandé de favoriser secrètement les provinces de Pesaro, d'Urbin et de Sinigaglia, dans leurs projets de réunion avec Ancône. Dans le cas où Rome eût été occupée par un corps considérable de troupes napolitaines, l'intention du Directoire était que Berthier négociât pour obtenir la partie des États romains, en deçà de l'Apennin, et la province de Perugia. Enfin, s'il était démontré qu'on ne pût prévenir l'armée napolitaine à Rome, le général était autorisé à conclure un accommodement avec le pape, en lui imposant la condition de reconnaître la république anconitaine, et la réunion à cet État, des provinces sus-mentionnées.

Berthier ne perdit pas un instant pour faire ses préparatifs; il donna au général Serrurier le commandement supérieur de toutes les troupes stationnées sur la rive gauche du Pô, pour s'opposer aux Autrichiens, en cas qu'ils voulussent s'immiscer dans les affaires de Rome. Six mille Cisalpins ou Polonais furent placés à Rimini, pour couvrir la république cisalpine. Le général Rey prit le commandement d'un corps de réserve qui s'établit à Tolentino, devant le débouché d'Ascoli, et tint les communications des Apennins entre Tolentino et Foligno. Huit demi-brigades d'infanterie et trois régiments de cavalerie, formant à peu près 18,000 hommes, furent dirigés sur Ancône, où le général en chef arriva le 25 janvier 1798. Après avoir réuni ses troupes, et laissé dans cette ville le général Dessoles avec des forces suffisantes pour contenir le duché d'Urbin toujours prêt à se révolter, il continua sa marche sur Rome. Cervoni commandait l'avant-garde, et Dallemagne le corps de bataille. Les troupes légères ne rencontrèrent d'autres ennemis qu'un gouverneur papal, qui fut enlevé à Lorette avec 200 hommes; et, le 10 février, l'armée française arriva devant l'ancienne capitale du monde.

Cette ville était dans la consternation. Les envoyés du pape, après avoir tenté vainement de désarmer la colère directoriale, sollicitèrent l'assistance du cabinet de Naples; mais l'aspect des forces imposantes rassemblées sur les frontières, enchaîna sa bonne volonté. Ainsi, privé de tout appui, abandonné de ses conseillers qui avaient pris la fuite, le pape, trop instruit pour compter sur la générosité de la république, se prosterna aux pieds des autels pour implorer l'assistance divine, et obtenir la conservation de son pouvoir temporel.

La prise de Rome n'eût offert aucune difficulté; mais, conformément à ses instructions, Berthier se contenta de faire occuper le château Saint-Ange, et tint son armée campée hors des murs. Il ne devait y entrer que comme allié de la république romaine, et jusque-là les fondateurs de cet État se tenaient prudemment cachés. Enfin, le mouvement insurrectionnel eut lieu, le 15 février : le peuple

Digitized by Google

se réunit au Campo-Vaccino, prononça l'abolition du gouvernement sacerdotal, et envoya une députation au général français, pour lui annoncer qu'il venait de recouvrer ses droits. Berthier fit alors son entrée triomphante, aux acclamations d'une populace ivre de joie et de licence; puis signifia au pape l'ordre de se retirer en Toscane, où ce vieillard vénérable ne tarda pas à éprouver des vexations aussi blâmables qu'inutiles.

Pendant qu'on travaillait ainsi à régénérer Rome, les ennemis de la république qui cherchaient tous les moyens d'expulser les Français de leurs conquêtes, fomentèrent partout la révolte, et cherchèrent à affaiblir la discipline, en détruisant les liens d'estime et de confiance qui attachaient les soldats à leurs chefs. On ne peut se dissimuler que la conduite de quelques généraux ne favorisât les menées de ces émissaires : l'amour de la gloire ne fut pas toujours leur mobile, et des exactions scandaleuses souillèrent souvent leurs lauriers.

Berthier avait ordonné, à Rome, la saisie de toutes les propriétés anglaises et des émigrés français; mais le Directoire l'ayant nommé chef d'état-major de l'armée d'Angleterre, Masséna, qui le remplaça, confia l'exécution de cette mesure à des agents peu fidèles, qui, soutenus par quelques officiers, organisèrent un affreux brigandage. Les palais et les hôtels furent dévastés; et tout ce que l'exécution de l'onéreux traité de Tolentino avait laissé de richesses dans Rome, devint la proie de leur cupidité.

Cependant l'armée française, dont la présence couvrait tous ces désordres, languissait dans un dénûment absolu. La solde était arriérée de plusieurs mois; l'habillement ruiné; le soldat sans chaussure. Les agents de l'ennemi, profitant de l'incurie du Directoire, qui laissait périr ses troupes de besoin au milieu de l'abondance, présentaient aux soldats le tableau de leur misère, et par opposition, celui de l'aisance dont jouissaient les corps cisalpins. Ils leur désignaient les généraux comme des perfides, ne songeant qu'à leur fortune, et s'appropriant des contributions, qui devaient assurer le bien-être et la subsistance de l'armée. Ces insinuations, adroitement ménagées, firent une impression profonde sur des hommes irascibles et justement indignés.

Le 24 février, les officiers des corps stationnés à Rome, se réunirent pour dénoncer les déprédateurs au Directoire, et invoquer contre eux la sévérité des lois. Un homme d'un caractère moins entier que Masséna, eût facilement calmé cette effervescence; mais ce général, dont la conduite à Padoue et dans l'État de Venise, n'avait pas été d'ailleurs sans reproche, somma l'assemblée de se dissoudre; et, sur son refus, voulut faire sortir de Rome la plus grande partie des troupes. Les officiers s'opposèrent, en corps, à cette mesure; ce qui l'obligea à se retirer à Ancône, et à remettre le commandement de l'armée au général Dallemagne.

La populace romaine, qui, peu de jours auparavant, avait accueilli les Français avec des transports d'allégresse, donna dans cette circonstance une preuve de sa mobilité, en les attaquant au moment de leur désunion. Heureusement, Dallemagne rassembla quelques troupes, et dissipa la foule qui marchait contre le château Saint-Ange. Murat sortit en même temps avec une colonne mobile de cavalerie pour réduire la population de Velletri et de Castel-Gandolfo, qui s'était levée spontanément pour donner la main aux révoltés de Rome : son apparition étouffa la rébellion à son principe. Cette diversion des Romains et le départ de Masséna calmèrent l'exaltation des troupes; et bientôt elles rentrèrent dans l'obéissance. Dallemagne, débarrassé de toute inquiétude de ce côté, porta une attention sévère sur les malversations qui avaient occasionné tant de murmures : des officiers et des administrateurs désignés par la clameur publique, furent livrés aux tribunaux, et leur juste châtiment prouva aux habitants de Rome que l'armée désavouait le brigandage dont ils avaient été victimes.

Peu de jours avant ces événements, une scène à peu près semblable eut lieu à Mantoue, où les régiments de la garnison prirent les armes sans officiers avec l'intention de rentrer en France. Déjà même ils commençaient à briser les portes de la ville, lorsque le général Miollis vint à bout de les apaiser, en prenant l'engagement formel de faire acquitter la solde arriérée, et de renouveler l'habillement et la chaussure.

Un mouvement insurrectionnel d'une nature

Digitized by Google

différente eut lieu en Corse à cette époque. Dans les premiers jours de janvier, quelques communes du Golo, séduites par des émigrés ou des prêtres réfractaires, mirent en campagne un corps de 5 à 600 hommes. Le général Vaubois déclara sur-le-champ ces cantons en état de siége, et chargea le général Casalta d'étouffer l'insurrection. Au lieu de marcher avec tout son monde contre les révoltés, cet officier se contenta d'envoyer une cinquantaine d'hommes s'emparer du pont du Golo. Ce faible détachement ayant été enlevé, Casalta se trouva cerné. Ce premier succès enhardit les rebelles, et augmenta considérablement leurs bandes, à la tête desquelles se montrèrent alors les anciens chefs paolistes : une espèce de manifeste déclara qu'ils ne s'insurgeaient que contre l'administration départementale. Vaubois, ayant reçu, le 8 janvier, un renfort de 1,500 hommes, augmenta la garnison de Saint-Florent, ravitailla le château de Corte, et prit toutes les précautions nécessaires, pour empêcher l'insurrection de gagner le Liamone.

Cependant un second échec, éprouvé par les troupes républicaines près de Lento, doubla les forces des révoltés. Les districts de Nebbio et de Casilica se déclarèrent pour eux; et si, dans cet instant, l'Angleterre leur eût envoyé les secours promis, l'île entière se fût soustraite de nouveau à la domination française. Le Directoire ouvrit enfin les yeux sur le danger que courait la Corse; il y envoya le général Menard avec quelques demi-brigades, et peu de jours suffirent pour dissiper les rebelles et faire rentrer dans l'obéissance les provinces insurgées.

Tant de succès, et si peu mérités, enflèrent l'orgueil du Directoire. Déjà il croyait dominer partout, quand l'insulte faite à son ministre à Vienne, rabattit un peu sa jactance. Il y avait envoyé Bernadotte autant pour hâter le rétablissement des communications diplomatiques, que pour s'expliquer relativement aux invasions de l'État romain et de la Suisse. Le 13 avril, les habitants de Vienne ayant été autorisés, malgré ses représentations, à célébrer l'anniversaire de l'armement de leurs volontaires en 1796, il imagina de célébrer, de son côté, la commémoration de la victoire remportée sur eux par l'armée française, et arbora en signe de fête le drapeau tricolore, au-dessus de la porte de son hôtel. Une raillerie aussi amère irrita tous les esprits, la populace s'ameuta devant l'hôtel de la légation, en força les portes, arracha et brûla le drapeau républicain, se répandit dans les appartements, et y commit mille désordres.

Bernadotte, indigné du peu d'égards qu'on eut pour son caractère, quitta Vienne le lendemain, malgré les démarches du gouvernement autrichien, pour le déterminer à rester. L'exemple encore récent de Rome, et la politique tranchante du gouvernement français, faisant craindre qu'il ne voulût point admettre d'excuse pour une insulte aussi grave, les amis de la paix regardèrent une rupture avec l'Autriche comme inévitable. Mais le Directoire, pour la première fois, montra quelque modération, de peur sans doute d'être obligé de charger Bonaparte du soin de tirer vengeance de cet affront. Il crut, en dévorant une injure, éloigner la guerre qu'il venait de déclarer à toute l'Europe, par les usurpations qu'il s'était permises depuis le traité de Campo-Formio.

CHAPITRE LXXVIII.

Troubles occasionnés par les élections de l'an VI. — Suite des affaires intérieures de la Suisse; résistance des petits cantons. — Conférences de Seltz. — Conduite du Directoire à l'égard des États-Unis et des villes anséatiques. — Traités avec les républiques cisalpine et ligurienne. — Convention avec la Sardaigne. — Marche du congrès de Rastadt.

L'époque approchait où le Directoire avait besoin, pour se maintenir, de déployer toute son activité et son astuce. Les jacobins, enhardis par l'influence acquise depuis la journée du 18 fructidor, crurent que le renouvellement du nouveau tiers du corps législatif allait leur procurer une victoire décisive. A Marseille, à Strasbourg, à Metz, et dans un grand nombre d'autre villes, les partisans de la terreur se montrèrent avec audace, et annoncèrent hautement leurs projets subversifs.

Le Directoire, en s'apercevant de la hardiesse d'une faction qu'il avait jusqu'alors caressée, sentit

Digitized by Google

la nécessité de la réprimer pour n'en être point victime; mais, si l'opinion des gens de bien, d'accord cette fois avec le gouvernement, regardait avec effroi les projets de ces hommes pervers, il paraissait néanmoins difficile d'y mettre obstacle; car, d'un côté régnaient la lassitude et la défiance, compagnes inséparables des révolutions fréquentes; tandis que de l'autre, l'exaltation naturelle des jacobins, entretenue par les discours des clubs et les pamphlets des feuilles quotidiennes, réveillait en eux des idées de haine et de vengeance. Ainsi donc, le Directoire, livré à lui-même, fut réduit pour sortir de ce danger, à employer de nouveau l'arbitraire, en faisant fermer tous les cercles politiques. Cette mesure, pour être efficace, aurait dû être accompagnée de la censure sur les journaux; mais la licence de la presse ne pouvant être réprimée sans le concours des deux conseils, où la faction jacobine avait déjà de nombreux adhérents, elle produisit plus de mal que de bien, et porta l'exaltation dans les esprits. Partout, les brigues les plus honteuses, les menaces, les voies de fait même, furent employées de part et d'autre pour s'emparer des bureaux et maîtriser les élections. Le résultat de toutes ces menées eût introduit dans le conseil des hommes passionnés des deux partis.

Le moment des demi-mesures était passé: le Directoire, exagérant le péril qui menaçait la république si l'on permettait l'entrée du corps législatif aux nouveaux députés, provoqua l'examen scrupuleux de toutes les nominations. Après de violents débats, une loi cassa, le 11 mai, une partie des élections, et y substitua des députés au choix du Directoire. En reconnaissance de ce service, celui-ci permit au corps législatif de vérifier la nomination de Treilhard, successeur de François de Neufchâteau, que le sort avait désigné pour sortir. Étroitement lié avec Merlin de Douai, et partageant les mêmes principes, ce nouveau directeur ne devait amener aucune variation dans la marche des affaires.

Cette secousse ayant maintenu pour quelques instants la domination exercée sur les conseils par le Directoire, celui-ci tourna alors ses regards sur les événements de l'extérieur, qui, malgré les apparences, n'allaient pas toujours au gré de ses désirs. L'invasion de la Suisse surtout lui préparait de nombreux ennemis.

Nous avons vu, au chapitre précédent, qu'après les sanglantes scènes où la guerre et l'anarchie déployèrent toutes leurs fureurs, l'Helvétie avait été déclarée une et indivisible; et la nouvelle constitution proclamée à Arau le 12 avril 1798. Mais l'assemblée était loin d'être complète. On n'avait pu y réunir que les députés de dix cantons; et les autres se trouvaient encore incertains sur le parti qu'ils prendraient, ou décidés à repousser par la force, les lois que la force voulait leur imposer. Les Grisons qui devaient former le canton de Rhétie, attendaient le cours des événements et les décisions de Vienne et de Paris, avant de se prononcer. Les bailliages italiens, peu empressés de s'agréger à cette république helvétique, déchirée par des convulsions intérieures, et soumise à la verge de l'étranger, penchaient à se donner à la Cisalpine. Dans le Valais, où l'on avait adopté avec chaleur les principes de la révolution, l'enthousiasme diminuait de jour en jour, et le fanatisme en profitait pour développer l'esprit de résistance. Enfin, les petits cantons démocratiques repoussaient de toutes leurs forces une constitution qui, loin de leur apporter la liberté, ne pouvait que restreindre celle dont ils jouissaient.

Les sentiments les plus exaltés enflammaient tous les cœurs. L'amour de l'indépendance montrait en perspective les trophées de Sempach et de Næfels; et le fanatisme religieux indiquait la Vendée comme un grand exemple à imiter. De quels efforts ne devaient pas être capables ces petits peuples pleins d'énergie, animés des passions les plus fortes, et favorisés par les obstacles sans cesse renaissants, du terrain le plus difficile de l'Europe? Si les Français de l'Ouest avaient arrêté plusieurs années les armées nombreuses de la république, dans les bois, les vallons et les haies du Poitou, quel serait le terme de la résistance de ces peuplades plus belliqueuses, combattant au milieu des Alpes et parmi les glaciers, les torrents et les précipices dont la Suisse est remplie? Les auteurs de pareils calculs oubliaient que la Vendée était peuplée de 5 à 600,000 habitants, secondés par 2,000,000 de Bretons, tandis que les petits cantons réunis forment à peine une population

Digitized by Google

totale de 80,000 individus de tout sexe et de tout âge, sur lesquels on n'en compte que 8 à 10,000 en état de combattre. Pour justifier leurs espérances patriotiques, il eût fallu que la population virile des cantons occupés, se réfugiât dans les Alpes, avec la ferme résolution de venger la défaite de Fraubrunnen.

Les prêtres profitèrent néanmoins de leur influence dans les cantons catholiques, pour entraîner ceux des habitants qui balançaient encore : ils mirent de leur côté la puissance de l'opinion, en rétorquant contre les Français les mêmes principes de liberté et d'égalité que le Directoire voulait étendre en répandant des flots de sang. Ils représentèrent les novateurs comme des ennemis de toute religion; et sommèrent le peuple de défendre celle que lui avaient transmise ses pères.

Leurs déclamations obtinrent un plein succès : une assemblée populaire fut convoquée, le 9 avril, à Untervalden, pour l'acceptation ou le rejet de la nouvelle constitution ; les délibérations s'ouvrirent par la plantation d'une croix. Les sermons des prêtres persuadèrent sans peine la multitude simple et crédule, et le rejet fut prononcé à l'unanimité. Dans toute la partie orientale de la Suisse, même rejet accompagné de semblables particularités. A Schwitz, on fut encore plus loin : les habitants, fanatisés par les moines du célèbre couvent d'Einsiedeln, jurèrent d'immoler sans pitié tous ceux qui seraient porteurs de la constitution proscrite. Les cantons de Sargans, Thurgovie et Saint-Gall. quoique formés d'anciens sujets, adoptèrent les sentiments des cantons démocratiques, et se joignirent à eux. Cet esprit d'opposition fit des progrès rapides, et réagit bientôt sur les contrées qui avaient accepté le nouveau pacte, principalement sur Lucerne.

Peut-être, néanmoins, que tout se fût borné à des protestations, si le Directoire français, qui ne perdait pas de vue le principal but de son invasion, n'eût exigé des contributions énormes, dont le poids parut d'autant plus lourd que les Suisses n'avaient jamais été soumis qu'à des impôts très-modérés. Les anciennes régences des cantons de Berne, Fribourg, Soleure, Lucerne et Zurich, furent imposées à 15 millions pour les frais de la guerre. Sur cette somme, Berne seul devait acquitter 6 millions. Ces demandes exorbitantes étaient indépendantes de 19 millions déjà payés en lettres de change ou en numéraire, ainsi que d'une valeur de 5 millions trouvée dans les arsenaux. Ces trésors étaient la principale source du bien-être de tous les cantons; et on les enlevait à la Suisse, au moment où l'entretien de l'armée française et la nouvelle administration intérieure, bien plus coûteuse que l'ancienne, lui imposaient de plus grands sacrifices. Épuisé par les réquisitions, et privé de ses ressources publiques, comment ce malheureux pays aurait-il soutenu un pareil fardeau ?

Le commissaire Lecarlier cherchait cependant, par ses discours flatteurs, à écarter tous les soupçons et à dissiper la méfiance; son éloquence fallacieuse était impuissante pour ramener des esprits ulcérés. En vain, disait-il aux petits cantons, « nous ne voulons que votre tranquillité, et n'avons d'autre but que votre union avec le reste de la Suisse. » Ces peuples simples, mais sensés, refusaient d'ajouter foi à ces protestations amicales, après avoir vu le Directoire repousser avec mépris les énergiques réclamations qu'ils lui avaient adressées. Puisque le gouvernement français violait ainsi à leur égard les droits les plus sacrés des nations, pouvaient-ils espérer plus de justice de ses agents? Un arrêté du général Schawembourg vint bientôt ajouter à leurs griefs : par sa proclamation du 13 avril, il défendait toute communication entre les cantons dissidents et la république helvétique : menaçant des peines les plus sévères quiconque serait convaincu d'avoir entretenu des relations commerciales avec les cantons démocratiques, ou qui tenterait d'y faire passer des subsistances. Le terme de cette prohibition était l'acceptation pleine et entière de la constitution. Une mesure aussi rigoureuse envers un pays qui manque de débouchés, devait exaspérer tous les esprits, et précipiter la crise. Aussi, les habitants des montagnes, qui n'ont d'autres ressources que leurs échanges de denrées avec les contrées voisines, coururent aux armes pour briser les injustes barrières qu'on mettait à leur commerce. Dès l'origine de la révolution, il s'était manifesté dans différentes parties de la Suisse un mécontentement, qui s'était graduellement af-

Digitized by Google

faibli par l'espérance d'obtenir un mieux prochain. Mais, quand on vit qu'on ne pouvait jouir de la liberté qu'au prix des plus durs sacrifices, les murmures recommencèrent et éclatèrent jusque dans les cantons occupés par l'armée française. Plusieurs de ceux mêmes qui avaient accepté la constitution, se prononcèrent avec vigueur contre la disposition arbitraire de Schawembourg : non-seulement ils prirent les armes pour s'en affranchir, ils se réunirent même aux cantons voisins pour défendre leur indépendance, et délivrer, s'il était possible, la patrie du joug étranger.

Il paraît qu'à cette époque le cabinet britannique eut quelque influence sur les affaires de l'Helvétie : du moins est-il certain qu'aussitôt après la prise de Berne, Pitt déclara en plein parlement qu'il était encore temps de mettre à exécution ses plans relatifs à la Suisse. Il était entretenu dans ses espérances par Mallet-Dupan, qui faisait alors de fréquents voyages à Zurich, pour se concerter avec les mécontents.

Les petits cantons s'étaient donnés pour chefs les colonels Paraviccini et Aloys Reding (1), tous deux sortis des services capitulés, doués d'un grand courage et de quelques talents militaires. Excités par la voix impétueuse de la multitude délibérante, ces deux officiers résolurent de profiter du disséminement des troupes françaises, fortes au plus de 20,000 hommes, et cantonnées dans les cantons aristocratiques, pour marcher sur Lucerne et Zurich. Après s'être emparés de ces deux villes, leur projet était de tomber sur Arau, pour y renverser le directoire et le corps législatif de la nouvelle république, afin de provoquer une contre-révolution, que les dispositions connues des habitants leur montraient comme certaine.

Ils rejoignirent donc les troupes déjà rassemblées pour la défense de leur territoire sur les frontières de Lucerne et de Zurich; et, le 28 avril, ils marchèrent en deux colonnes sur cette dernière ville, qu'ils menacèrent ainsi des deux côtés du lac. L'une s'établit sur la rive gauche, à Richterschwil; l'autre occupa, sur la rive droite, le bourg de Rapperschwil, et poussa ses avant-postes jusqu'à Feldbach. Le 29, un autre rassemblement se dirigea sur Lucerne, et se plaça autour de cette ville, de manière à intercepter toutes les communications. Un officier fut alors envoyé à l'avoyer Ruttimann, pour le sommer d'ouvrir ses portes dans une heure. La municipalité, qui n'avait que 400 hommes à opposer à plus de 4,000 assaillants, désespérant d'ailleurs de recevoir des secours assez prompts, se décida à capituler. Il fut convenu que Lucerne serait occupé par les troupes démocratiques ; que les relations commerciales avec les petits cantons seraient rétablies; et que le peuple serait libre de choisir sa constitution et ses alliés. Les vainqueurs exigèrent en outre qu'on leur livrât un certain nombre de pièces de canon, et frappèrent une contribution de guerre de 25,000 francs en numéraire, indépendamment d'une pareille valeur en grains.

Les insurgés attendirent à peine la signature de la capitulation pour entrer en ville; mais, au lieu du nombre déterminé qui devait l'occuper, la totalité de la colonne s'y précipita. On vit alors à quels excès peuvent entraîner le fanatisme et l'esprit de parti. Ces paysans simples et hospitaliers, qui, pendant plusieurs siècles, n'avaient vu dans les Lucernois que des frères et des alliés fidèles, ne les considéraient alors que comme des factieux, qui, par leur alliance avec les Français, étaient devenus leurs plus cruels ennemis. Aussi, traitèrent-ils Lucerne en ville prise d'assaut. Après avoir pillé plusieurs maisons, abattu l'arbre de la liberté, et forcé les portes de l'arsenal, où il ne resta que ce qu'ils ne purent enlever, ils menaçaient encore d'attaquer l'hôtel de ville, et de massacrer les membres de la régence. Cependant, le désir de mettre leur butin en sûreté, l'emporta sur leur rage : ils quittèrent la ville, ne laissant qu'un détachement pour la garder. Cette garnison fut bientôt obligée d'en faire autant : privée de munitions, et menacée à tout moment d'une révolte des habitants, elle hâta sa retraite au bruit de l'arrivée des Français. Les montagnards regagnèrent Kusnacht à l'extrémité septentrionale du lac de Lucerne, non sans menacer cette malheureuse ville de revenir bientôt la réduire en cendres.

Le général en chef de l'armée d'Helvétie, in-

(1) Le premier commandait le régiment des gardes suisses au service de Hollande dans les campagnes de 1793 et 1794 ; le second avait servi en Espagne.

Digitized by Google

formé de cette irruption, mit sur-le-champ plusieurs colonnes en marche, pour refouler les insurgés dans les montagnes. L'une, commandée par le général de brigade Jordy, arriva inopinément devant Zug, et s'en empara le 30 avril, quoiqu'il y eût déjà 3,000 paysans réunis : après les avoir désarmés, on les renvoya dans leurs foyers. Cette expédition terminée, Jordy se porta sur Lucerne et Kusnacht qu'il occupa le même jour.

Une autre colonne, sous les ordres du général Nouvion, marcha en même temps sur Zurich. Deux mille insurgés voulant lui disputer le passage de la Reuss à Mellingen, furent repoussés; et la cavalerie française leur sabra quelques hommes. Arrivé près du lac, Nouvion subdivisa sa troupe en deux colonnes qui s'avancèrent par les deux rives; celle de gauche, soutenue par les paysans Zuricois, atteignit, près de Feldbach, les insurgés des petits cantons, qui furent culbutés jusqu'aux portes de Raperschwil, après un engagement assez vif. Le général Nouvion se disposait à attaquer ce bourg, lorsque les habitants firent annoncer qu'ils se rendaient. Les troupes françaises avancèrent sans défiance; mais à l'instant où elles allaient franchir la porte, elles reçurent, presqu'à bout portant, le feu d'un bataillon d'Unterwalden qui n'entendait pas capituler. Le combat recommença avec fureur : les Français furent d'abord obligés de reculer, mais ayant reçu quelques renforts, ils chassèrent enfin l'ennemi de Raperschwil.

La subdivision qui s'avançait par la rive droite du lac, forte seulement d'un millier d'hommes, commandés par l'adjudant général Freyssinet, arriva sans obstacle jusqu'auprès de Richtenschwil, que défendait un corps de 4,000 paysans. Malgré la disproportion de ses forces, Freyssinet, plein de confiance dans les avantages de la tactique et de la discipline, n'hésita pas à ordonner l'attaque. Il détacha une centaine d'hommes pour s'emparer d'une hauteur qui dominait la position des Suisses. Pendant qu'on se battait avec acharnement sur ce point, ces derniers dirigèrent une colonne par les bords du lac, pour écraser avec de l'artillerie le flanc gauche des Français, manœuvre imprudente qu'ils eussent dû payer cher. Freyssinet marcha à leur rencontre; mais, malgré tous ses efforts, il fut rejeté sur un village où il avait placé une petite réserve avec du canon. Assailli dans ce dernier poste, il courait risque d'y être forcé, lorsque l'arrivée d'un renfort de 400 hommes lui donna le moyen de changer de rôle, et de repousser l'ennemi de position en position. La mise hors de combat du colonel Paraviccini décida les paysans de Glaris et de Sargans à abandonner le champ de bataille; mais ceux de Schwitz, loin d'être intimidés par cette retraite prématurée, continuèrent à se battre pendant six heures avec une valeur digne d'un meilleur sort, puis se retirèrent en bon ordre sur Schindeleggi. L'on vit, dans cette circonstance, à quel degré d'exaltation peut pousser le fanatisme de la religion et de la liberté; un prisonnier, sommé d'accepter la nouvelle constitution pour sauver sa vie, s'y refusa, et tomba sous les baïonnettes : une vingtaine de paysans renfermés dans une ferme, refusèrent quartier, et préférèrent périr dans les flammes.

Le 2 mai, Freyssinet poussa Reding jusqu'à la Sil, et le lendemain, sur Einsiedeln. Un petit corps d'insurgés qui en défendait les approches, se fit hacher en pièces sans pouvoir l'arrêter. Les moines profitèrent de ce combat pour évacuer le couvent et en enlever le trésor : on n'y trouva que l'image de la sainte Vierge, trophée peu glorieux, dont il fallut se contenter à défaut d'autre. Le général Schawembourg, qui regardait ce monastère comme le principal foyer de la révolte, ordonna de le détruire de fond en comble : mesure barbare qui ne servit qu'à irriter les esprits.

Le canton de Zug avait accepté la constitution, le 1er mai, après l'entrée du général Jordy dans la ville. Les autres cantons sentirent aussi l'impossibilité de résister plus longtemps : dès le 2, les députés de Glaris obtinrent une suspension d'armes de deux jours; et le lendemain, ceux de Schwitz, une de 24 heures. Parmi les députés qui vinrent la solliciter, se trouvait le colonel Reding. On dit que le général Schawembourg, irrité de la résistance de cet officier, l'assura qu'il l'aurait fait pendre, s'il était tombé dans ses mains. « Je le » crois sans peine, répondit celui-ci : car je vous » destinais le même sort, si vous fussiez tombé en » mon pouvoir. »

Dans cette conférence, le général français offrit aux petits cantons qui étaient encore en armes,

une paix dont le colonel Reding communiqua les conditions à la dernière assemblée populaire qui se tint à Schwitz. Ces montagnards hésitèrent longtemps à les accepter. Quelques-uns d'entre eux proposèrent de n'entrer en négociation que lorsque les deux tiers de la population auraient succombé : et l'on allait adopter cette résolution désespérée, lorsqu'un ecclésiastique, qui était loin de partager l'exaltation de ses confrères, essaya de ramener l'assemblée à des sentiments plus modérés. Son éloquence et la grande confiance que le peuple avait en lui, radoucit les plus furieux; et l'on signa, le 4 mai, une convention, où l'on s'engageait à reconnaître la nouvelle constitution. Les Français, de leur côté, devaient laisser aux habitants des petits cantons, leurs armes et le libre exercice de leur culte, n'exiger aucune contribution, et s'éloigner de leurs frontières. Les cantons d'Uri et d'Unterwalden déposèrent leurs armes aux mêmes conditions.

Les colonnes qui venaient de les forcer à la paix, furent dirigées par le général Schawembourg sur Appenzel, Saint-Gal et Sargans, où la division des habitants faisait craindre de nouveaux troubles. Les dissidents étaient assez nombreux; mais l'arrivée des troupes les fit rentrer dans l'ordre : les trois autres cantons furent entièrement soumis, et envoyèrent leurs députés à Arau.

Berne, Soleure, Fribourg, ainsi que les petits États démocratiques, avaient donc été réduits par la force. L'Argovie, Bâle et le pays de Vaud avaient accepté volontairement la nouvelle constitution : mais nulle part elle n'avait été accueillie avec autant d'enthousiasme que dans le Valais; et cependant, cette contrée ne fut pas exempte de troubles. L'influence des moines et des prêtres parvint, sur la fin du mois d'avril, à changer la direction de l'opinion, non dans le bas Valais, attaché par sa langue et ses mœurs au parti Vaudois, mais dans les hautes vallées où les paysans allemands tenaient beaucoup à l'ancien ordre de choses. Les premiers symptômes d'insurrection se manifestèrent dans le dixain de Raron. On s'occupait de l'organisation des autorités constitutionnelles, et déjà les députés à l'assemblée générale d'Arau étaient sur le point de se rendre à leur poste, lorsque les habitants du dixain de Conches se réunirent à ceux de Leuck et aux mécontents de Raron, et formèrent ainsi un rassemblement de 4 à 5,000 hommes, qui se dirigea sur Sion.

Le résident français Mangourit, et la régence provisoire, n'ayant aucune force à leur opposer, furent contraints d'abandonner cette ville, et de se retirer à Saint-Maurice, en attendant les secours qu'ils demandèrent au canton du Léman. Le général de brigade Lorges se mit aussitôt à la tête de 700 Vaudois et d'autant de Français qui se rendaient en Italie par Lausanne, et marcha avec six pièces de canon sur le Valais. A son arrivée dans cette province, un renfort de patriotes ayant porté sa colonne à 2,000 hommes, il se dirigea sur Sion dont les rebelles s'étaient rendus maîtres. Le 7 mai, il se trouva en présence de l'ennemi, qui s'était retranché derrière le pont de la Morge. Le général fit aussitôt entrer dans l'eau une partie de ses troupes pour tourner la position; mais deux fois l'opiniâtre résistance des Valaisans fit échouer cette tentative. Le fanatisme qui les animait, était si grand que les crétins eux-mêmes, ces êtres stupides et disgraciés, qui ne tiennent à l'espèce humaine que par les besoins physiques de la vie, semblèrent avoir recouvré toute leur intelligence. Il n'y eut pas un poste qui ne fût défendu avec intrépidité. Enfin, la tactique et la discipline l'emportèrent sur le nombre : les insurgés furent délogés, et culbutés en désordre sur Sion. Lorges les suivit de près, et se disposait à les attaquer de nouveau, lorsqu'ils arborèrent le drapeau blanc. Il fit avancer quelques troupes pour prendre possession de la ville; mais, au moment où cette avant-garde paraissait sous les murs, un malentendu provoqua de nouvelles hostilités, et les batteries venant à faire feu, lui causèrent quelque perte. Les soldats auxquels on présenta cet incident comme une trahison, transportés de fureur, demandèrent l'assaut à grands cris : en un clin d'œil les murailles furent escaladées; et le peu d'insurgés qui se trouvaient encore dans la place avec les armes à la main, furent passés au fil de l'épée; la ville eut à souffrir du pillage inévitable dans les combats.

De Sion, le général Lorges se porta par Brieg sur Conches, où l'on avait arboré d'abord l'étendard de la révolte; mais il ne trouva plus d'ennemis

Digitized by Google

à combattre : découragés par leur défaite, les paysans se soumirent, et acceptèrent la constitution.

Les bailliages italiens venaient enfin de se déclarer pour l'Helvétie. Ainsi, à la fin de mai, le plan du gouvernement français avait reçu son exécution; car à l'exception des Grisons qui hésitaient encore, de Genève et de Mulhausen réunis à la France, tous les cantons de la Suisse, leurs alliés ou sujets, étaient définitivement constitués en république helvétique, une et indivisible. Mais quoique délivré des calamités de la guerre, ce pays était loin du terme de ses malheurs : indépendamment de l'entretien de l'armée française et des contributions énormes déjà levées, la Suisse se vit bientôt frappée d'une foule de réquisitions arbitraires qui achevèrent de ruiner ses dernières ressources. L'agent diplomatique Mengaud, ayant été remplacé par Rapinat, celui-ci inonda le pays d'une foule de commissaires subalternes, qui, fidèles à leurs instructions, le dévastèrent autant pour leur propre compte, que pour celui du gouvernement français. Le directoire helvétique réclama en vain contre ce système : les déprédateurs ne s'arrêtèrent que lorsqu'il n'y eut plus rien à enlever. Une conduite aussi impolitique amena quelques soulèvements; mais ces efforts décousus ne pouvaient changer les choses de face; et la présence de quelques colonnes mobiles fit facilement rentrer les mécontents dans l'obéissance. Leurs principaux chefs se retirèrent dans les villes forestières et en Souabe, où, secrètement accueillis par l'Autriche, ils attirèrent nombre d'individus de tout rang, dont la cour de Londres ne tarda pas à former un corps à sa solde.

Dans ces entrefaites, une négociation d'un intérêt majeur venait de s'ouvrir entre la France et l'Autriche. Le Directoire avait à réclamer des satisfactions pour l'affront fait à Bernadotte; et l'Autriche ne se croyait pas moins fondée à demander au gouvernement français des explications sur sa conduite. Le cabinet de Vienne proposa donc des conférences, qui eurent effectivement lieu à Selz près Weissembourg, entre l'ex-directeur François de Neufchâteau et le comte de Cobentzel, auquel le baron de Thugut venait de remettre le portefeuille des relations étrangères. Le silence qui a été gardé des deux côtés sur la marche de ces conférences, a donné lieu à mille conjectures. On a prétendu qu'elles servirent de prétextes pour cacher des négociations d'une toute autre importance, et cela est assez vraisemblable; car il ne fallait pas deux mois de pourparlers pour justifier la cour de Vienne d'un accident tumultueux qu'il lui suffisait de désavouer. D'ailleurs, il paraît que la France avait, de son côté, d'autres satisfactions à donner relativement à l'invasion de la Suisse et de Rome; événements trop importants pour ne pas amener de graves explications avec l'Empereur. Enfin l'Autriche avait à réclamer l'exécution de l'article du traité de Campo-Formio, qui lui assurait l'Innviertel, qu'on faisait actuellement difficulté de lui céder.

Ces négociations mystérieuses ne furent pas, au reste, les seules que le Directoire suivit à cette époque. On sait que le traité d'alliance et de neutralité conclu par les États-Unis avec l'Angleterre, lui ayant offert un prétexte spécieux de rupture avec cette première puissance, il le saisit avec empressement et délivra à prix d'argent, sans délibération préalable des lettres de marque pour courir sur des bâtiments américains, dont un grand nombre furent capturés dans les deux parties du monde par les corsaires français. Avant d'user de représailles, le congrès envoya en France trois plénipotentiaires pour terminer à l'amiable les différends survenus entre les deux républiques. Les directeurs interprétèrent mal cette démarche, et crurent le congrès frappé d'épouvante : ils refusèrent donc de recevoir les plénipotentiaires, en leur faisant insinuer par des agents subalternes, que si les États-Unis n'étaient pas disposés à prêter 80 millions en espèces, le seul moyen d'obtenir une audience et d'être favorablement écoutés, était de verser entre les mains du ministre des affaires étrangères une somme de quinze cent mille francs, pour être répartie entre lui et quatre directeurs. Cette proposition révolta les plénipotentiaires américains, qui quittèrent aussitôt Paris, préférant encore la guerre à la honte de marchander l'honneur de leur pays : ils signalèrent cette félonie; et le ministre se justifia en désavouant des agents qui ne furent pourtant point punis.

Le Directoire se dédommagea de l'espèce de

Digitized by Google

résistance qu'il éprouva de côté, en exerçant le cours de ses spoliations sur les faibles puissances qui l'avoisinaient. L'éloignement des villes anséatiques, leur neutralité si favorable au commerce français, la protection dont la Prusse les couvrait, ne purent les mettre à l'abri de ses exactions. A chaque instant leurs navires étaient confisqués sur des contraventions imaginaires; et leur pavillon ne put naviguer et aborder en sûreté dans les ports de France, qu'après avoir payé clandestinement, de plusieurs millions, le droit de s'y montrer.

Les opérations financières du gouvernement français n'étaient qu'une diversion à des combinaisons plus vastes; il aspirait à enchaîner plus étroitement les gouvernements qui marchaient dans le même système, ou à bouleverser ceux qui s'en écartaient. Comme il portait particulièrement ses vues sur le Piémont et la Suisse, il s'attacha principalement à s'impatroniser, par des traités d'alliance offensive et défensive, dans la Cisalpine et la Ligurie qui les avoisinaient. La première fut forcée à recevoir garnison dans ses places, à solder un corps français de 22,000 hommes, et à fournir toutes ses propres troupes en cas de guerre : la seconde s'obligea à tenir à sa disposition un corps de 3,000 hommes de toutes armes.

Ces traités contraires aux stipulations de Campo-Formio qui faisaient de la Cisalpine une république indépendante, mécontentèrent l'Autriche, qui refusa de recevoir Marescalchi en qualité de ministre d'un État réduit à la condition de province conquise. Les Lombards n'en furent guère moins indignés, car le conseil des Anciens osa refuser sa sanction au pacte qui rivait leurs chaînes. Le Directoire, hors de lui à cette nouvelle, poussa le despotisme jusqu'à ordonner l'arrestation de 21 membres de ce conseil, et à frapper une contribution de plusieurs millions à titre de punition; mais Berthier, de retour à Milan, parvint à détourner les foudres directoriales, en décidant les conseils à ratifier le traité.

L'existence du royaume de Sardaigne entre quatre républiques démocratiques, offusquait les regards du Directoire, qui ne voulait pas se persuader qu'un roi, prêt à lui donner jusqu'à son dernier soldat, serait un allié plus utile qu'une république démagogique, sans cesse déchirée par la guerre civile. Il prétendait ne voir dans ses voisins, que des États républicains formés sur son modèle, et ne cessait d'abreuver Charles-Emmanuel IV d'humiliations et de chagrins. C'était peu de soudoyer dans ses États, des propagandistes de doctrines révolutionnaires; d'exciter le peuple au mécontentement, en provoquant des mesures fiscales par une rapacité sans égale : les directeurs, impatients d'arriver plus tôt à leurs fins, lui suscitèrent pour ennemis les Liguriens, en les leurrant de l'espoir de partager avec eux les dépouilles de ce royaume.

Ces indignes menées eurent leur plein effet. Les révolutionnaires piémontais, sûrs de l'appui des Français et des Génois, levèrent le masque, et se rassemblèrent dans les vallées du Tanaro et de Bormida, au nombre de 6,000 hommes, attaquèrent un corps envoyé contre eux à Carossio, le battirent, et s'emparèrent de Serravalle, d'où ils se mirent en communication avec les Génois. Loano et Oneille furent aussi le théâtre de quelques engagements; et les révoltés tentèrent même de surprendre Alexandrie.

Ces échecs, doublés encore par la peur, jetèrent la cour de Turin dans la plus grande consternation. Le roi ne voyant pas, ou affectant de ne pas voir dans ces événements, la main des Français, implora l'assistance du général Brune, qui commandait alors l'armée d'Italie. Mais celui-ci, feignant de son côté de ne pas croire aux dangers de l'infortuné monarque, et d'avoir tout à craindre de sa duplicité, demanda la citadelle de Turin comme gage de sa bonne foi; ce qui lui fut accordé par un traité du 28 juin. A ce prix, Charles-Emmanuel obtint quelques mois d'un repos trompeur, avant-coureur de la dernière disgrâce d'une tête couronnée.

Les propositions qu'on dit avoir été faites à cette époque pour le partage du Piémont, en échange de ce qu'on rendrait à l'Autriche sur l'Adda ou l'Oglio, expliqueraient peut-être cette singulière prise de possession, dont le temps seul dévoilera la véritable cause.

Dans ces entrefaites, le congrès de Rastadt avait cheminé plus promptement qu'on n'aurait pu s'y attendre, vers l'accomplissement de sa tâche. Les débats ouverts, dès le milieu de janvier 1798, sous la présidence du comte de Metternich, avaient

Digitized by Google

roulé quelque temps sur la cession de la rive gauche du Rhin, qui éprouva de légers obstacles : les princes allemands demandaient à connaître les articles secrets convenus entre l'Autriche et la France ; communication que le ministre de François II refusait. La députation de l'Empire n'était pas plus heureuse avec la république, à qui elle demandait d'exposer simultanément toutes ses prétentions. Cependant, les députés des cercles n'avaient pas seulement à prononcer sur ces abandons de territoire, il fallait trouver dans les sécularisations, ou dans l'usurpation des villes impériales, les moyens de satisfaire les principales puissances, et d'indemniser la maison d'Orange, travail long, minutieux, et soumis à une foule de difficultés. Malgré cela, la cession de la rive gauche du Rhin était consentie, au moment où l'événement de Bernadotte à Vienne vint jeter du froid entre les deux puissances qui se disputaient le morcellement de l'antique Germanie.

La Prusse ayant mis peu après des restrictions à l'abandon de quelques districts du département de la Roër, on aurait pu inférer de sa conduite, que les événements du midi de l'Europe commençaient à lui inspirer des craintes contre le gouvernement français. Le Directoire crut devoir prévenir les suites fâcheuses qu'entraînerait un changement de politique du cabinet de Berlin, en lui envoyant Sieyes, dont la finesse égalait les talents, et qui tenait alors un des premiers rangs parmi les hommes chargés des destins de la France. Ses instructions ne sont pas connues, mais tout porte à croire qu'il devait rassurer le gouvernement prussien sur les événements de Suisse, et sur les indemnités en Allemagne.

L'ultimatum des ministres français relativement à la navigation du Rhin, à la démolition de Cassel et de Kehl, fut accepté malgré quelque dissidence : et, les sécularisations ayant été également admises en principes, tout s'acheminait vers l'heureux accomplissement de la paix ; lorsqu'un incident vint troubler ces apparences, et dévoiler à l'Europe l'existence d'une seconde coalition. Avant d'en rendre compte, il est temps de tourner nos regards sur ces nouveaux Argonautes, qui, laissant leur patrie couverte des lauriers qu'ils venaient de cueillir, faisaient voile vers les bouches du Nil, dans l'espoir d'y trouver le chemin des montagnes de Golconde, et d'y conquérir la riche toison gardée par le Léopard.

CHAPITRE LXXIX.

État de l'Orient. — Progrès de la puissance de Scindiah dans l'Indostan. — Projets de Tippo-Saheb contre les Anglais. — Expédition des Français en Égypte. — Prise de Malte et d'Alexandrie. — Bataille des Pyramides — Entrée au Caire. — Expulsion d'Ibrahim Bey de la basse Égypte. — Bataille navale d'Aboukir. — La Porte déclare la guerre à la république française. — Expédition de Desaix dans la haute Égypte. — Bataille de Sédiman. — Insurrection du Caire.

L'Asie qui, depuis la paix de Seringapatnam, jouissait d'un calme assez rare dans ces contrées, fut appelée à jouer cette année une scène dans le drame sanglant de la révolution française. Mais, pour rendre les événements qui la motivèrent plus intelligibles à ceux de nos lecteurs qui ne les auraient pas suivis, on ne trouvera pas mauvais que nous reprenions les choses de plus loin.

Le prince tartare Aureng-Zeb, contemporain de Louis XIV, étendant les conquêtes de ses prédécesseurs, fonda, au milieu de l'Inde, l'empire Mogol, dont la population ne s'élevait pas à moins de 60,000,000 d'habitants. Riche d'un revenu de 900 millions, et capable de mettre 800,000 hommes sur pied, cet empire était divisé en un grand nombre de provinces gouvernées par des soubabs et des nababs.

Ce conquérant mourut en 1707, et telle est la misérable condition de ces dynasties despotiques de l'Orient, que quarante ans étaient à peine révolus, quand ses successeurs, en guerre d'un côté avec leurs vassaux, assaillis de l'autre par les Persans sous le terrible Thamas Kouli Kan, harcelés enfin par les Marattes, furent réduits à implorer l'appui des Européens en leur abandonnant quelques provinces.

On ne saurait tracer une esquisse satisfaisante des bouleversements qui se succédèrent dans la presqu'île du Gange durant les 50 dernières années : ces révolutions, qui portent un cachet tout particulier, semblent plutôt appartenir aux contes

Digitized by Google

des *Mille et une nuits*, qu'à l'histoire. L'élévation ou la chute d'une foule de petits despotes changeait à chaque instant les limites des États (1); mais à travers ces déchirements, il suffira de saisir l'ensemble des faits principaux, pour donner un aperçu de la situation de l'Inde à l'époque des premières guerres de la révolution.

Ce ne fut qu'au milieu du XVIIIe siècle que la compagnie anglaise, s'opposant au système que l'habile Dupleix avait voulu déployer pour la France, prit part, pour la première fois, dans les querelles des princes de ces contrées. Ici, comme en Europe, la politique britannique *s'appliqua à diviser pour régner;* habile à soutenir tour à tour les princes hindous contre les musulmans et les Tartares de la dynastie mogole, ou à combattre en faveur de ces derniers contre les naturels du pays, dès que ceux-ci se montraient trop puissants, cette société parvint à s'approprier successivement les portions les plus importantes du territoire de ses protégés comme de ses ennemis.

A l'époque de la révolution française, cinq États principaux se partageaient l'Inde. Ceux gouvernés par les princes musulmans étaient au sud, le Mysore, obéissant à Tippo-Saheb : au nord, le Mogol, soumis de nom à Schah-Alloun, et de fait à ses grands officiers. Plus loin au nord, Zeman-Schah régnait sur les Afgans, habitant le Candahar et le Kaboul. A côté de ce royaume s'étendait celui de Belouchistan, dont les peuples farouches se faisaient redouter.

Enfin, au centre de la presqu'île, on voyait l'empire des Marattes, fondé par Sevaji, prince hindou qui, s'étant maintenu en possession du royaume de Sattarah, parvint ensuite à reprendre la majeure partie des conquêtes des Mogols dans le Décan. Bientôt après sa mort, tous les petits princes tributaires se rendirent indépendants des grands rajahs qui lui succédèrent et dont l'autorité se trouva circonscrite à la forteresse de Sattarah. Tout en feignant de reconnaître les droits de cette famille à la couronne, le Peishwah, son premier ministre, s'empara du pouvoir absolu sur la partie occidentale de la presqu'île, où il fonda le royaume de Pounah. Madaji-Scindiah en fit autant au nord et à l'est. Cet homme habile, en battant l'armée d'Ismaël-Beg, et secourant Schah-Alloun contre le féroce Golaem-Cadi, parvint à rétablir la prépondérance des Marattes dans les États du Mogol, où il s'empara de toute l'autorité sous le nom de l'empereur, à qui il ne laissa que son palais et un faible revenu, seul héritage de la puissance colossale d'Aureng-Zeb.

Madaji-Scindiah avait été secondé dans ses opérations par un corps européen, ou organisé et instruit à l'européenne par les soins d'un officier savoyard nommé de Boigne. Ce chef maratte mourut en 1794 : et son neveu, Dowlut-Row, sans hériter de ses talents, suivit son système, conserva sa prépondérance sur le Mogol, et parvint même à l'étendre, en 1796, jusque sur les États du Peishwah, en plaçant sur le trône de Pounah, Badje-Row qu'il tenait entièrement sous sa tutelle. Le général Peyron avait succédé à de Boigne dans le commandement de l'armée de Scindiah; composée de cinq brigades organisées à l'européenne et de 34,000 hommes d'infanterie bien dressée, outre une cavalerie innombrable.

Un troisième État maratte, gouverné par le rajah de Berrar, s'étendait au nord du Décan : quoique moins puissant que les deux précédents, c'était un des membres les plus redoutables de la confédération. La famille d'Holkar régnait sur Malwa, et 20 autres petits princes feudataires indépendants de ceux-ci, avaient des diaghirs, espèce de dotations.

On voit par là que le peuple maratte formait une confédération nombreuse, semblable à l'empire germanique, dont il ne différait guère que par la force dans les institutions des principaux États qui en faisaient partie, ou par les mutations fréquentes que le régime et les mœurs orientales apportaient dans l'organisation intérieure de chacun d'eux. La confédération hindouse présentait, en effet, le spectacle assez singulier d'un grand rajah héréditaire, possédant de vastes États sans autorité; entouré de deux grands dignitaires, qui, non contents de rendre leurs charges héréditaires,

(1) Nous recommandons à ceux qui désirent s'initier plus particulièrement dans les affaires de l'Inde, l'Histoire de la chute de Mysore, par Michaud, et la Géographie de Malte-Brun.

Digitized by Google

se partageaient sans scrupule, les domaines du prince dont ils recevaient l'investigation.

Plus à plaindre encore, l'empereur du Mogol distribuait des couronnes sans pouvoir en garder une ; car, à proprement parler, c'était un souverain sans sujets : despote incapable de se faire obéir, il vendait à des aventuriers le droit d'exercer une autorité absolue dans ses provinces : pauvre, alors même que toutes les monnaies de l'Indostan se frappaient à son effigie, il se glorifiait d'avoir pour tributaires de grands rois, dont il était trop heureux d'implorer la générosité pour subvenir à son entretien.

La finesse de Clive, le profond machiavélisme d'Hastings, la sagesse de lord Cornwallis, avaient successivement pris à tâche d'immiscer la compagnie dans les intérêts compliqués de ces États, et à intervenir dans leurs différends avec une apparence de loyauté. Elle paraissait toujours sur la scène en arbitre : et, fondée sur les traités, elle aidait le plus faible, afin de partager ensuite avec lui les dépouilles de celui qui aurait pu lui devenir redoutable. C'est ainsi qu'à l'aide des Marattes et du Nizam, elle était parvenue, en 1792, à vaincre Tippo-Saheb, à qui elle ne pardonnait pas d'avoir envoyé des ambassadeurs à Louis XVI, pour lui proposer de la chasser de l'Inde.

Deux ans après, les Marattes attaquèrent à leur tour le Nizam, inondèrent son pays avec 200,000 hommes, et le dépouillèrent au moment où la compagnie, endormie sur ses succès, ne songeait pas à secourir ce prince qu'elle tenait sous sa tutelle. Soit qu'il fût mécontent du peu d'empressement que l'on mit à lui porter secours, soit qu'il aspirât à l'indépendance, il avait confié à un officier, nommé Raymond, le soin de lui organiser à l'européenne une armée de 15,000 hommes, pour la solde de laquelle on lui abandonna le revenu d'une riche province.

Tippo-Saheb, depuis le malheureux traité de Seringapatnam qui lui avait arraché la moitié de son empire, ne respirait que vengeance. La France, livrée à l'anarchie, et découragée par la perte de Pondichéri, semblait avoir oublié tout le parti qu'elle pouvait tirer de la disposition des peuples de l'Indostan contre la compagnie anglaise. Pas un vaisseau, pas un homme, n'avait été envoyé dans l'Inde ; et à l'insouciance des gouverneurs de l'île de France, on eût dit qu'ils ignoraient l'existence des deux presqu'îles du Gange. Truguet seul imagina, à la fin de 1796, de porter des secours au sultan de Mysore : mais le projet de ce ministre, basé sur la possibilité d'organiser des bataillons de nègres qui ne sortirent jamais des plantations de l'île de France n'eut pas même un commencement d'exécution. Pour réussir, il eût fallu un noyau de vieilles troupes; or, le gouvernement républicain ne fit aucune tentative pour en porter le moindre détachement; et nous avons vu, au chapitre LXVII, par quelle fatalité il perdit l'occasion, en 1797, d'y envoyer une partie des troupes entassées à Brest pour l'*expédition d'Irlande*.

Quelques aventuriers furent à la veille d'exécuter ce que la faiblesse de Louis XVI, et l'inexpérience du comité de salut public en intérêts coloniaux, avaient fait négliger. Un corsaire, nommé Rippaud, jeté sur la côte de Mangalore et amené à Tippo-Saheb, lui ayant appris les victoires des armées républicaines en Europe, réveilla en lui l'espoir d'être secouru par les anciens alliés de son père. Il envoya une ambassade à l'île de France, avec un projet d'alliance à soumettre au Directoire; projet si bien combiné qu'aucun diplomate européen ne le désavouerait. La réponse du gouverneur Malartic prouve qu'il n'apprécia nullement la démarche de ce prince : cependant il lui envoya une trentaine de sous-officiers, d'artilleurs et d'ouvriers, qu'il mit à très-haut prix, mais qui discréditèrent l'uniforme français par leurs extravagances, et autorisèrent la compagnie anglaise à se servir de ce prétexte pour assaillir le sultan de Mysore. Tout porte même à croire que le Directoire ne fut jamais bien instruit de ce qui se passa à cette occasion.

Cependant Tippo ne s'en tint pas là : s'efforçant d'assoupir la rivalité des Marattes, il cherchait à armer le Peishwah et Scindiah contre la compagnie; portant même ses vues plus loin, il recherchait l'alliance de Zeman-Schah.

La réunion des forces de ces différents États pouvait s'élever à 50,000 hommes disciplinés à l'instar des troupes européennes ; et à 300,000 soldats armés à l'indienne. Si l'impétuosité tumultueuse des Marattes, la bravoure chevaleresque des Raje-

Digitized by Google

poutes, et l'ambition effrénée de tous ces chefs, avaient voulu se ployer à une règle commune, et agir de concert pour la délivrance de l'Inde, nul doute qu'une coalition aussi formidable n'eût finalement triomphé de l'Angleterre; surtout, si une division française, commandée par un homme du caractère de Hoche, eût servi de régulateur aux opérations des forces combinées.

La compagnie n'avait alors pour alliés que deux ou trois nababs subalternes et le Nizam: encore ce dernier, en renvoyant les bataillons de sa garde pour se jeter entre les bras de Raymond, laissait croire qu'il reviendrait tôt ou tard à la politique de son prédécesseur qui avait combattu sous les drapeaux d'Hyder-Ali.

Mais la compagnie était déjà redoutable par elle-même; car les trois présidences dont elle se composait, formaient de véritables empires. La principale, maîtresse de Calcutta, du Bengale, de la côte d'Orixa et de la riche vallée du Gange jusqu'à Oude, était le centre du gouvernement général; et ne le cédait guère à la mère-patrie, en puissance et en richesse. La seconde, composée des possessions du Décan autour de Madras, siégeait dans cette dernière ville. Enfin, la troisième, établie à Bombai, réunissait les établissements de la côte de Malabar et Surate aux comptoirs du golfe persique. Les forces dont les différentes présidences disposaient, pouvaient s'élever à 20,000 Européens et 60,000 Cipayes bien organisés.

Tel était à peu près l'état de l'Inde, quand le Directoire, sans avoir la moindre notion de ce qui s'y passait, mais séduit par les rapports de différents agents sur l'Égypte, et plus encore par les sollicitations de Bonaparte, forma le projet de conquérir cette province, soit pour s'ouvrir une voie directe au commerce de l'Inde par Suez et Surate, soit pour porter avec le temps son armée jusque dans l'Indostan. On ne peut disconvenir que cette entreprise gigantesque ne fût susceptible de procurer d'immenses résultats à la France et au continent européen : mais l'assentiment de la Porte, sans laquelle elle n'était qu'une chimère, fut ce dont on s'occupa d'abord le moins. Si, par suite de la conquête de ce pays, l'on avait la moindre vue sur l'Inde, il était égalcment indispensable d'envoyer quelques mois à l'avance une escadre de huit à dix vaisseaux, dans les parages de l'île de France, afin de dominer, à la faveur du port de Mangalore, tout le golfe d'Oman, le détroit de Babel-Mandel; et de protéger l'arrivée des secours qu'on eût été dans le cas de faire filer aux Marattes, ou à Tippo-Saheb. Mais, pour suivre l'ordre naturel des faits, il importe de revenir aux rives du Nil.

L'Égypte, cet antique berceau de la civilisation, après mille vicissitudes, avait été conquise sur les mameluks, au commencement du XVIe siècle, par Sélim Ier, empereur des Turcs. Ses successeurs en conservaient depuis deux siècles la paisible possession, quand la faiblesse du gouvernement enhardit les chefs de mameluks; Ibrahim, leva l'étendard de la révolte en 1746; et ses successeurs, Aly et Mohamed, vécurent dans une sorte d'indépendance. A la mort de ce dernier, en 1776, les beys se disputèrent son héritage. Ibrahim et Mourad vainquirent leurs rivaux, et se partagèrent l'autorité. La Porte envoya, plus tard, une armée considérable pour les ramener à l'obéissance : trop faibles pour résister, les deux beys se retirèrent dans le Saïd, et laissèrent le capitan-pacha lever des contributions dans la basse Égypte. Mais aussitôt qu'il fut parti, ils recouvrèrent la puissance, sans renoncer au système de violence et d'extorsion, dont les indigènes et les commerçants étrangers avaient également à se plaindre. La richesse du pays, son heureuse position entre la mer Rouge et la Méditerranée, en faisaient convoiter la possession par toutes les puissances européennes. Les Français, surtout, jaloux de la prééminence maritime de l'Angleterre, entrevoyaient la possibilité d'aller aux Indes orientales par l'Égypte, et de combattre enfin corps à corps cette puissance rivale. Déjà, sous le règne de Louis XVI, plusieurs mémoires avaient discuté les moyens d'atteindre ce résultat.

Vivement affecté de la conduite des beys envers les négociants français, le consul Magallon, en rêvant à les soustraire aux avanies ruineuses, avait donné l'idée d'expulser les mameluks. Ce projet fut accueilli par le Directoire, en 1795; mais, comme sa position politique ne lui permettait pas de se livrer alors à une entreprise si hasardeuse, il en ajourna l'exécution, tout en engageant le con-

sul à lui fournir de nouveaux renseignements. Les rapports de Magallon présentèrent l'expédition comme très-facile : l'Égypte ne pouvait être disputée, selon lui, que par les mameluks, dont le nombre n'excédait pas 9,000. Cette milice intrépide, excellente pour combattre des Turcs ou pour châtier des Fellahs révoltés, devait se briser contre la discipline et la tactique européenne, puisqu'elle manquait d'infanterie et d'artillerie. On n'avait point à craindre de levée en masse de la population ; car les Égyptiens, esclaves des mameluks, devaient voir avec plaisir l'arrivée d'une armée qui viendrait les délivrer de leurs insolents oppresseurs. Les côtes, d'un facile accès, présentaient d'ailleurs plusieurs points favorables au débarquement ; et l'intérieur, sans défense, n'avait pas une seule forteresse capable d'arrêter l'invasion.

D'un autre côté, le chef de bataillon du génie, Lazowsky, chargé par le Directoire de reconnaître l'empire ottoman, assurait que la Porte était hors d'état d'opposer le moindre obstacle à une entreprise contre l'Égypte. Depuis longtemps sa domination y était illlusoire : elle n'y entretenait que quelques centaines de janissaires, épars dans les places maritimes, et son pacha, relégué au Caire, sans autorité, paraissait plutôt le prisonnier des beys, que le dépositaire de la puissance du Grand Seigneur. Une rupture avec la Turquie ne devait entraîner aucun malheur. Sourde aux conseils d'une sage politique, elle avait, disait-il, laissé consommer le démembrement de la Pologne : la Russie, autrefois séparée d'elle par de vastes contrées, était établie sur la mer Noire, et lui avait enlevé les provinces dont la population belliqueuse formait naguère l'élite de ses armées. La faiblesse de ses ressources militaires, l'épuisement de ses finances, les vices de son gouvernement, tout enfin présageait la chute prochaine de cet empire. Lazowsky n'hésitait point à conseiller au Directoire de renoncer à l'alliance de la Porte, et de s'approprier les provinces qui s'échappaient de sa domination.

Bonaparte lui-même, instruit des rapports parvenus au Directoire, ne contribua pas peu à le décider, en proposant cette expédition comme une conception vaste et hardie. Le gigantesque plaisait à son imagination, et sa haine contre l'Angleterre souriait à l'espoir de lui porter le dernier coup. Sentant dès lors combien l'occupation de Malte serait nécessaire aux projets ultérieurs du Directoire, il avait demandé qu'on chargeât l'amiral Brueys de s'en emparer en ramenant, en 1797, l'escadre vénitienne de Corfou. Suivant lui, la possession de cette station, jointe à celle des îles de l'Adriatique, assurait l'empire de la Méditerranée : ses ports offraient des relâches sûres et commodes aux vaisseaux français, et devaient procurer au gouvernement la facilité d'entretenir, sur ce point rapproché de l'Égypte, des forces de terre et de mer toujours prêtes à rejoindre celles qui seraient destinées à la conquête de ce pays. Mais diverses circonstances ayant empêché l'exécution de ce coup de main, Bonaparte eut recours à la ruse pour se faire ouvrir les portes de Malte. L'agent diplomatique Poussielgue, revêtu du titre d'inspecteur des Échelles du Levant, alla s'y installer, soit pour insurger le pays contre l'ordre, soit pour gagner les chevaliers français, et les engager à seconder les vues de la république.

Sans doute la conquête de l'Égypte eût été utile et avantageuse à la France ; mais il eût fallu l'entreprendre en temps plus opportun. Ce n'était pas lorsque les choses étaient encore incertaines au congrès de Rastadt ; que l'Europe, indignée de l'invasion de la Suisse et de Rome, aspirait à s'en venger, et que tout annonçait un rapprochement entre l'Autriche et la Russie, qu'il fallait préparer cette entreprise sans le consentement de la Porte. Cette faute est d'autant plus criante, qu'il eût été possible de l'éviter : l'affaire, habilement négociée, n'eût peut-être pas souffert plus de difficultés que l'emprunt ouvert l'année précédente à Constantinople par Aubert-Dubayet, pour subvenir aux besoins de la garnison de Corfou. Il ne s'agissait, pour le premier moment, que de ménager l'orgueil du Divan, en écartant toute idée de s'établir à perpétuité dans l'Égypte, et ne lui demandant que le passage pour une armée destinée à ruiner les comptoirs anglais dans l'Inde : le temps eût fait le reste. La crainte d'ébruiter le projet ne devait pas arrêter; car, si l'on obtenait l'assentiment de la Porte, on ne devait point en redouter une indiscrétion ; et si elle le refusait, l'entreprise devenant absurde, il fallait y renoncer.

Digitized by Google

D'ailleurs, tout bien considéré et à part les dangers qui résultaient de la situation du continent, l'expédition d'Égypte n'offrait peut-être pas autant de chances de succès qu'on imaginait. Ce n'était pas tout d'ouvrir une communication avec l'Inde par Suez, il fallait encore soutenir Tippo-Saheb, et accabler les Anglais, ou souffrir malgré soi leur victoire sur le sultan de Mysore. Et pour soutenir celui-ci, il fallait ou marcher sur l'Euphrate à travers les déserts, ou descendre la mer Rouge, et venir débarquer sur la côte de Surate. Une armée enfoncée dans ces contrées, n'en serait jamais sortie; car il s'agissait à la fois de conserver un établissement sur le Nil, et d'avoir encore des forces suffisantes pour voler sur le Gange.

Se contenter du commerce indirect avec l'Inde et la Perse, était un résultat qui ne méritait pas de hasarder l'élite des forces de la France. L'histoire des croisades prouvait qu'il eût été fort difficile de conserver une colonie dans l'Égypte, en guerre avec toute la population musulmane. Aux obstacles qui existaient alors, il convenait d'ajouter la difficulté de communiquer par la Méditerranée, mer trop étroite pour que les bâtiments français pussent se flatter d'échapper aux croisières ennemies. Si l'on voulait à tout prix attaquer les Anglais dans l'Inde, on eût couru peut-être moins de danger à reprendre le projet de Truguet, en suivant la route directe par le cap de Bonne-Espérance, qui eût permis de dérober la marche de la flotte aux escadres britanniques, et d'obtenir des succès décisifs, avant que le cabinet de Londres eût été à même de porter des secours aux points menacés.

La prospérité est souvent l'écueil des gouvernements; elle perdit le Directoire. Tant qu'il eut des ennemis à combattre, sa conduite fut justifiable par la plus puissante de toutes les considérations, celle de défendre le sol français et de conquérir une paix honorable; mais, dès que ses adversaires furent terrassés, il ne mit plus ni bornes ni mesure à ses projets; et sembla avoir moins en vue la gloire de la république, que l'éloignement des hommes dont la réputation lui portait ombrage. Après la conclusion de la paix de Campo-Formio, les dépositaires du pouvoir craignirent l'influence de Bonaparte sur la multitude, et reprirent avec complaisance la discussion du projet d'expédition en Égypte, ne doutant pas qu'il ne fût accueilli par ce général qui en avait toujours parlé avec enthousiasme dans sa correspondance, et dont ils avaient déjà pénétré l'inquiète ambition. Ils ne se trompèrent pas. Bonaparte, impatient d'accroître sa renommée, envisageait avec chagrin la nullité où la paix allait le réduire : il aimait les dangers, la gloire, la puissance; la guerre seule pouvait lui procurer tout cela. Quelques inquiétudes pour sa sûreté personnelle contribuèrent aussi à le déterminer ; il avait sous les yeux l'exemple du 18 fructidor; et, ne voulant pas fournir une seconde victime à la jalousie des directeurs, il témoigna le désir d'être chargé de cette expédition, dans l'espoir sans doute qu'elle lui procurerait un établissement durable. Le Directoire, au comble de ses vœux, ne crut pas acheter trop cher son consentement, en lui fournissant toutes les troupes, les moyens et les agents qu'il désirerait ; et, pour hâter le départ de l'expédition, il dégarnit l'Italie, aussi bien que les frontières de France.

Un voile impénétrable couvrit les premiers préparatifs. La formation de l'armée d'Angleterre, jointe à divers simulacres faits sur les côtes de la Manche, donnèrent le change au cabinet de Londres, et lui persuadèrent qu'un armement considérable allait être dirigé contre la Grande-Bretagne. Bonaparte, fondé sur son titre de général en chef des forces destinées à dicter la loi dans Londres, demandait au gouvernement batave 15 vaisseaux pour son expédition. D'un autre côté, on sollicitait l'Espagne d'en préparer autant. Des constructions et des équipements annonçaient dans tous les ports que l'emprunt forcé dont nous avons parlé avait eu son effet ; l'insurrection de l'Irlande, souvent pronostiquée, venait enfin d'éclater, et réclamait des secours. Tels étaient les motifs qui justifiaient du reste les appréhensions du ministère anglais. En effet, il rappela les forces éparses dans l'Océan, pour être prêt à repousser toute tentative de descente sur les côtes d'Angleterre ou d'Irlande; et ne laissa devant Brest et Cadix, que le nombre de vaisseaux strictement nécessaire pour les bloquer. La Méditerranée, dégagée des croisières anglaises, offrit à la flotte

Digitized by Google

Tome III, page 228.

Etat des côtes d'Orient,

de Toulon un chemin d'autant plus libre, que l'amiral Saint-Vincent, lui supposant l'intention de se réunir à celle de Cadix, croyait être en état de s'y opposer. Il fut confirmé dans son erreur par les démonstrations de la flotte espagnole qui sortit au mois de février, sous Massarédo, et qui, malgré sa prompte rentrée, laissait croire qu'elle reprendrait bientôt son projet.

Cependant, Bonaparte prenait de Paris toutes les mesures qui devaient assurer le succès de son expédition. Le Directoire de son côté, ouvrant enfin les yeux sur la nécessité de renouer les relations avec le sultan de Mysore, fit passer à l'île de France quelques instructions pour l'avertir des efforts qu'on allait tenter; mais il ne donna point encore à ces démarches toute l'activité et l'importance indispensable pour en assurer le succès. Ce n'était pas une correspondance, mais bien une escadre montée par un corps de 5 à 6,000 hommes d'élite, avec un double et triple cadre d'officiers, des ingénieurs, des artilleurs, des ouvriers en tous genres, qu'il eût été indispensable d'y envoyer pour relever la confiance des peuples de l'Indostan.

Au défaut de ces précautions, le Directoire, sur les représentations de Bonaparte, s'engagea à obtenir le consentement de la Porte, et Aubert-Dubayet étant mort, il importait d'envoyer à sa place un négociateur habile. C'était un peu tard à la vérité; mais cette mission délicate, suivant ce qu'il en fut convenu, devait être remplie par le ministre Talleyrand, auquel on accordait de grands talents diplomatiques: toutefois, le rusé ministre, qui en prévoyait l'issue, et craignait le séjour des Sept-Tours, différa son voyage sous divers prétextes, et obtint enfin, après le départ de l'escadre, qu'elle serait confiée à Descorches.

En attendant, pour rendre la Porte moins récalcitrante, des agents, et même un certain nombre d'officiers furent, dit-on, envoyés à Paswan-Oglou, qui avait levé l'étendard de la rébellion en Servie. Le général Chabot, qui commandait à Corfou, reçut l'ordre de s'aboucher avec Ali, pacha de Janina, et de sonder ses dispositions.

L'intention du gouvernement français étant de prendre l'Égypte pour base de ses entreprises contre les possessions anglaises de l'Inde, la conquête de Malte devait être le premier objet de l'expédition, afin de procurer dans la suite une station intermédiaire, un vaste entrepôt à la marine militaire et à la marine marchande de la république. Dès lors il fallut songer à la composer de forces assez considérables pour tenir cette île et l'Égypte dans l'obéissance, tandis qu'un détachement de l'armée prendrait le chemin du Gange.

Les préparatifs furent faits en conséquence et poussés avec la plus grande activité. Tous les ports d'Italie fournirent des bâtiments de transport; et les régiments qui devaient faire partie de la nouvelle armée furent dirigés sur Toulon, Civita-Vecchia, Gênes et Ajaccio. L'armée navale, rassemblée dans la rade de Toulon, n'attendait, dans les derniers jours d'avril, que le signal du départ, lorsque l'insulte faite à l'ambassadeur de la république à Vienne, changea un instant la direction des idées de Bonaparte. Le renouvellement d'une guerre continentale offrait des chances plus favorables à son ambition, et il eût volontiers renoncé à l'expédition d'Égypte. Déjà même il se disposait à partir pour Rastadt, quand le Directoire lui intima l'ordre de se rendre à Toulon. Bonaparte, offensé, eut envie de donner sa démission : les directeurs ne l'auraient pas refusée. Cependant il se ravisa ; et, convaincu qu'un officier sans commandement n'est plus rien sous un gouvernement ombrageux, il jugea devoir céder aux circonstances, et partit pour Toulon, où il arriva le 9 mai.

Tous les officiers généraux de terre et de mer étaient de son choix. Le vice-amiral Brueys commandait la flotte, et avait pour contre-amiraux, Gantheaume, Villeneuve, Decrès et Blanquet-Duchayla. Au nombre des lieutenants du général en chef on comptait Kléber, Desaix, Reynier, généraux de division de l'armée du Rhin, qu'il choisit de préférence à ceux de l'armée d'Italie. Une foule de savants et d'artistes, ingénieurs-géographes, astronomes, naturalistes, antiquaires, littérateurs, empressés de partager sa fortune, s'embarquèrent pour aller explorer, instruire, civiliser, au profit de leur patrie, cette terre classique, berceau des arts et des sciences.

Les troupes de l'expédition montaient à environ 36,000 hommes, dont 2,800 de cavalerie non montée. (*Voyez* le tableau ci-joint.) C'était l'élite

Digitized by Google

de l'armée d'Italie, renforcée encore des meilleurs régiments de celle du Rhin. L'escadre, forte de 13 vaisseaux de ligne, de 17 frégates ou corvettes, et d'environ 300 bâtiments de transport, était monté par 10,000 matelots français, italiens ou grecs. Jamais, depuis les croisades, armement plus formidable n'avait paru dans la Méditerranée. Soldats et matelots rivalisaient d'ardeur ; et, quoiqu'ignorant encore le but de leurs travaux, leur imagination exaltée ne s'arrêtait que sur des espérances de gloire et de richesses.

Le signal du départ fut enfin donné. Le 19 mai, l'escadre leva l'ancre, et se dirigea vers l'île de la Magdeleine au sud de la Corse, où, après avoir rallié les divisions Baraguey-d'Hilliers et Vaubois parties de Gênes et de Bastia, elle cingla vers l'île de Malte, devant laquelle elle parut, le 9 juin, sans avoir rencontré l'ennemi.

Bonaparte connaissait d'avance le peu de peine qu'il aurait à se rendre maître de Malte. L'ordre qui la possédait, n'avait plus rien de son antique renommée : c'était une confrérie qui fournissait un établissement à quelques cadets de famille, plus jaloux de repos qu'avides de gloire. Il n'était pas de gentilhomme, en Europe, qui ne préférât une compagnie d'infanterie au titre de chevalier. Le grand maître, pénétré de la caducité de l'ordre, n'avait trouvé d'autre moyen de retarder son extinction, que de saisir avec empressement l'occasion que lui fournit l'empereur Paul, de relever un moment sa splendeur.

Catherine, secondée par les Maltais dans l'expédition d'Orloff en Morée, avait jugé tout le parti qu'elle pouvait tirer des anciens défenseurs de Rhodes, dans les guerres contre la Turquie ; elle recommanda à son fils la lecture de Vertot, et les dispositions chevaleresques de ce prince secondèrent à merveille les vues de sa mère. Au moment de son avénement au trône, il accueillit le comte de Litta, député par l'ordre pour réclamer les revenus du grand prieuré de Pologne, et promit de les augmenter, si l'on voulait créer une langue russe, et une langue grecque. Il avait signé, en effet, un traité, le 15 janvier 1797, portant création de 98 commanderies largement dotées. Mais il était aisé de prévoir que l'empereur de Russie, sous la protection duquel ces deux langues devaient se trouver, cherchait moins la prospérité de l'ordre, qu'à se ménager les prétextes d'exercer son influence dans l'île.

Quoique tout conservât encore à Malte l'aspect d'une colonie guerrière, que la côte fût hérissée de forts et de batteries, ce n'était pas 4 à 500 chevaliers, aidés d'environ 3,000 hommes de troupes neuves et d'autant de mauvaises milices, qui pouvaient empêcher le débarquement d'une armée aventurière, que la population se montrait disposée à accueillir.

Malgré cette différence énorme dans la situation et les moyens des deux partis, nous conviendrons qu'un grand maître, soigneux de sa réputation, eût fait quelques dispositions de défense. Mais Hompesch n'avait rien de la valeur chevaleresque de ses devanciers : quoiqu'averti des mauvaises intentions du Directoire par les avis du chevalier Debray, envoyé de l'ordre à Rastadt, et surtout par la mission de Poussielgue, il s'endormit dans une coupable sécurité. Le mouillage de l'amiral Brueys, qui s'arrêta huit jours, au commencement de mars, pour sonder tous les abords de l'île, lorsqu'il revint de Corfou à Toulon avec l'escadre vénitienne, n'éveilla pas même ses soupçons. En vain, la correspondance d'Italie et de France confirma la destination de l'armement qui se préparait à Toulon : il crut, ou feignit de croire à la possibilité de conjurer l'orage par des processions et d'autres exercices de piété. A la vérité, son respect pour les trésors du patron de l'ordre ne lui laissait apercevoir que la difficulté, peut-être même l'impossibilité absolue, d'approvisionner en munitions de guerre et de bouche la place et les forts de la côte ; de renouveler le matériel de l'artillerie qui tombait de vétusté, de pourvoir à l'armement et au palissadement des fortifications, à la solde et à l'habillement des milices. Cependant, comme il s'agissait de l'existence de l'ordre, cette délicatesse était mal entendue ; personne, sans doute, n'eût crié au sacrilége, en voyant vider la sacristie et les trésors de saint Jean, pour se procurer les objets nécessaires. Cette pensée ne lui vint pas en tête : le patron conserva quelques semaines de plus ses bijoux ; et Malte demeura en butte aux coups des Français.

Le grand maître ne témoigna d'inquiétude qu'à

Digitized by Google

l'apparition du convoi de Civita-Vecchia, qui mouilla à la vue de l'île, quatre jours avant l'arrivée de la flotte dont il faisait partie : mais il reprit bientôt toute sa sérénité, en apprenant que ce détachement n'avait mis aucun obstacle à la rentrée du vaisseau et de la frégate de l'ordre, qui revenaient de prendre des vivres en Sicile.

Cependant, comme un grand nombre de chevaliers ne partageaient point sa sécurité, Hompesch ne put s'empêcher de convoquer le conseil de guerre. Or ce conseil, composé de sept membres, fut loin de le désabuser ; car les trois chevaliers français, directeurs de l'artillerie, du génie et des fortifications, qui formaient la majorité avec le bailli portugais de Souza, étant déjà gagnés par Poussielgue, l'état de siége ne fut pas proclamé.

Le 9 juin au soir, la flotte française parut devant Malte ; et aussitôt Bonaparte requit l'entrée des ports de l'île. Il y avait autant de danger à accorder cette demande qu'à la refuser. Toutefois, le grand maître répondit, par l'intermédiaire du consul français Caruson, que la neutralité de l'ordre ne lui permettait d'accorder l'entrée qu'à quatre bâtiments de guerre.

Comme il prévoyait que cette réponse ne satisferait pas le général républicain, il assigna aux principaux chevaliers les postes qu'il auraient à défendre. Le prince Camille de Rohan fut nommé commandant en chef des milices, composées d'environ 4,000 hommes. On lui donna pour lieutenants deux baillis incapables ; puisque l'un n'ayant jamais servi que sur mer, n'entendait rien au service de terre ; et que l'autre, âgé de 72 ans, était aussi peu propre pour l'action que pour le conseil.

Le canon d'alarme ne tarda pas à se faire entendre, et les milices eurent l'ordre de se rendre à leurs postes ; mais il n'était plus temps. Reynier s'empara presque sans résistance des îles de Gozzo et de Cumino. Baraguey-d'Hilliers, descendu sous le feu des batteries de Saint-Paul et de Melleha, en éprouva un peu plus à chasser le bailli Thomassi des retranchements de Nasciar ; mais Vaubois, menaçant de tourner celui-ci, décida ses milices à se replier en désordre vers la cité, où on les poursuivit. A la gauche, Desaix débarqua avec le même succès dans l'anse de Marsa-Sirocco : cependant la résistance que lui opposa la Guerinière dans le fort de Saint-Julien, le força à le faire masquer par la brigade Belliard, pour se diriger lui-même sur la place et achever son investissement.

Ainsi, vers dix heures du matin, les républicains étaient maîtres de l'île, à l'exception d'un seul fort et de la ville de Malte. C'était sans doute beaucoup, mais pas encore assez pour assurer le succès de l'entreprise. En effet, il restait aux chevaliers, outre la Cité-Valette, le fort Riccazolli, et l'enceinte extérieure qui couvre les bourgs de la Victoire et de la Sangle, postes retranchés. Pour peu que le grand maître eût déployé d'énergie, en rassemblant les 3 à 4,000 hommes dont il disposait encore ; chassant les habitants suspects, et faisant un usage bien combiné de ses dernières ressources, il était possible de tenir les Français en échec, jusqu'à l'arrivée de l'escadre anglaise, de laquelle dépendait désormais la salut de l'ordre. Loin de là, Hompesch, renfermé dans son palais, avec le commandeur de Saint-Priest, son adjudant, fut inaccessible, invisible pour tous, et ne donna ni ordre ni instruction pour la défense ou pour l'évacuation des divers postes.

Livrés à eux-mêmes, et contrariés d'ailleurs par les chevaliers français que Poussielgue et Caruson avaient gagnés, les chefs des différents postes perdirent entièrement la tête, quand une sortie imprudente, exécutée avec les meilleures troupes par le bailli de Bellemont, fut ramenée l'épée dans les reins par le général Marmont ; et que la flottille se vit forcée à rentrer dans le port. Néanmoins on continua le reste de la journée à canonner du haut des remparts, avec le peu de pièces en état de service. Mais, vers dix heures du soir, la garnison du faubourg de la Sangle, saisie d'une terreur panique, se jeta dans ses embarcations, et vint s'amonceler sous les murs de la cité, où sa présence redoubla le désordre et donna lieu à une fatale méprise.

Cet incident, dont quelques chevaliers rejetèrent la faute sur le bailli de Saint-Tropez, qui, à ce qu'ils prétendent, n'usa pas de son autorité pour retenir ses troupes dans le devoir, en leur montrant qu'elles étaient couvertes par celles qui occupaient le fort de Bormela et l'enceinte de la

Digitized by Google

Cotonera, décida du sort de l'ordre. En effet, vers minuit, les barons de l'île et les principaux habitants de la ville se rendirent au palais du grand maître, pour l'engager à capituler. Hompesch ne se fit pas longtemps prier : et, après avoir consulté pour la forme un conseil dont il eut bien soin d'écarter les grands-croix de l'ordre qui n'étaient pas ses complaisants, il autorisa le bailli de Souza et le consul batave à demander un armistice.

Bonaparte, informé de toutes ces circonstances, n'eut garde de le lui refuser. Bientôt, les bases de la capitulation furent arrêtées. Le général français, avare d'un temps précieux, se montra dans ce traité aussi généreux envers le grand maître, que celui-ci peu délicat. L'ordre céda à la république française la ville et les forts de Malte; et renonça en sa faveur à ses droits de souveraineté sur l'île, comme sur celles de Gozzo et de Cumino. Bonaparte promit, au nom du Directoire, une pension au grand maître, et son intervention au congrès de Rastadt, pour lui obtenir une principauté en Allemagne, à titre d'indemnité. Un autre article assurait aux chevaliers français un revenu de 700 francs et la garantie de leurs propriétés. Rien ne fut stipulé en faveur des chevaliers des autres nations. Hompesch, chargé de leurs malédictions, quitta l'île, emportant avec lui 2 à 300,000 francs, qui furent, au surplus, l'unique fruit de sa honteuse capitulation.

L'armée française trouva à Malte 1,200 pièces de canon, environ 30,000 mille fusils, deux vaisseaux de guerre, une frégate et quatre galères. Cette conquête rapide augmenta la confiance de l'armée, qui attribua la chute de cet ordre célèbre au seul bruit de ses armes, et crut que désormais aucun ennemi ne pourrait lui résister.

Pendant que la flotte prenait de l'eau et des rafraîchissements, Bonaparte s'occupa de l'organisation civile et militaire de l'île. Rien ne fut oublié : administration intérieure, garde nationale, impôts, religion, instruction publique; il pourvut à tout, et six jours lui suffirent pour ériger Malte en colonie française. Il en confia le commandement au général Vaubois, auquel il laissa environ 3,000 hommes. Puis, par un trait de bonne politique, il fit embarquer sur sa flotte tous les Turcs esclaves de l'ordre, et incorporer dans les cadres ou dans les administrations tous les chevaliers nés français, qui n'avaient pas passé l'âge de trente ans. Quant aux régiments maltais, ils furent licenciés; et l'on en forma, outre la légion de deux bataillons qui suivit l'expédition, plusieurs compagnies destinées à être envoyées à Corfou.

Cependant lord Saint-Vincent, qui commandait la station de la Méditerranée, jugeant que l'escadre de Toulon ne devait pas tarder à sortir, détacha de devant Cadix l'amiral Nelson, avec une division de trois vaisseaux et quelques frégates, pour observer Toulon ; mais un coup de vent dispersa, le 17 mai, l'escadre de celui-ci sur les côtes de Provence, et l'obligea de relâcher en Sardaigne, où il apprit le départ de la flotte française, et reçut le renfort de dix vaisseaux que lui amena le commodore Trowbridge.

Les moments étaient précieux : la flotte anglaise pouvait paraître d'un instant à l'autre : et un combat, quelle que fût son issue, déviait du but de l'expédition. Bonaparte fit appareiller le 19 juin, et l'escadre se dirigea sur Candie qu'elle dépassa, le 26. L'amiral Nelson, après avoir mouillé, le 19 juin, à Messine, était alors dans ces parages, faisant voile vers l'Égypte, où il ne doutait plus que l'expédition ne se dirigeât : mais, comme il serrait les côtes d'Afrique, il ne rencontra point l'armée française. Toutefois, il prévint les habitants d'Alexandrie du danger qui les menaçait; les exhorta à se défendre, et leur promit de revenir à leur secours, aussitôt qu'il se serait ravitaillé en Sicile, vers laquelle il cingla de nouveau, et où les Napolitains, contre la teneur des traités, lui fournirent tous les moyens de réparer ses vaisseaux et d'approvisionner ses équipages.

La flotte de Brueys arriva devant Alexandrie le 1er juillet, trois jours après le départ de Nelson. Les renseignements donnés par le consul français, faisant craindre à Bonaparte que l'ennemi ne revînt à l'improviste, et ne l'attaquât au milieu de la confusion qu'occasionne toujours un débarquement, il ne voulut point le différer : et, quoique la mer fût orageuse, et que l'on se trouvât encore éloigné de trois lieues de la côte, le mouillage fut ordonné, et la descente résolue. Le général en chef donna sur-le-champ ses instructions à l'amiral. Ne voulant confier à personne le soin de diri-

Digitized by Google

ger l'opération, il monta un bâtiment léger, et se porta vers le banc de récifs qui borde l'entrée de l'anse du Marabou. L'éloignement de la côte, les écueils dont ces parages sont remplis, et la violence des vents qui empêchait les chaloupes de se réunir, mirent quelque désordre dans la flottille : des barques échouèrent, et plusieurs hommes périrent.

Enfin, le 2 juillet, à une heure du matin, le général en chef, accompagné de son état-major, débarqua à la tête des premières troupes qui se formèrent sur-le-champ à peu de distance du rivage. A quatre heures, on n'avait encore réuni à terre que 4,300 hommes des divisions Bon, Menou et Kléber, sans cavalerie, ni artillerie; les divisions Desaix et Reynier étaient encore bien loin de la côte. Malgré la faiblesse de ces moyens, Bonaparte ne crut pas devoir différer de marcher sur Alexandrie, dont un désert de trois lieues le séparait. Il divisa sa petite troupe en trois colonnes, dont il donna le commandement aux généraux qui l'avaient accompagné, et il se mit lui-même à la tête de l'avant-garde. Sa marche ne fut inquiétée que par une poignée d'Arabes et de mameluks qui voltigèrent autour des colonnes; de sorte qu'à huit heures du matin Alexandrie fut investie. La reconnaissance de son enceinte donnant lieu de croire que cette place n'était pas à l'abri d'un coup de main, l'escalade fut résolue; mais, avant de la tenter, on somma la garnison. Enhardis par le petit nombre des assaillants, et encouragés par les habitants, quatre à cinq cents janissaires qui la formaient, répondirent à coups de canon, et vinrent border l'enceinte de la ville des Arabes, en poussant des hurlements épouvantables. Alors les colonnes d'attaque se mirent en mouvement. Kléber, au centre, s'ébranla de la colonne de Pompée, atteignit le pied de la muraille, et désignait déjà à ses grenadiers l'endroit où ils devaient monter, lorsqu'une balle le frappa au front, et le renversa. Impatients de venger leur général, les soldats escaladent la muraille et pénètrent dans la place. Bon, commandant l'attaque de droite, enfonce à coups de hache la porte de Rosette, et se précipite dans la ville des Arabes. La colonne de gauche, conduite par Menou, qui devait s'emparer du château triangulaire, fut d'abord repoussée, et son chef renversé du haut des murailles; mais le général Vaux, qui le remplaça, ayant aperçu une brèche praticable dans la partie de l'enceinte voisine de la mer, y dirigea ses troupes qui n'eurent pas de peine à la forcer.

Une centaine de janissaires occupaient encore le château et de vieilles tours. D'autres s'étaient retranchés dans les mosquées, et paraissaient disposés à prolonger la résistance : Bonaparte leur députa le capitaine d'un bâtiment turc, qui se trouvait dans la rade. Séduits par ses paroles de paix, ou intimidés par les dispositions qu'on prenait pour les réduire, ils capitulèrent; les scheiks et les imans apportèrent alors leur soumission, si bien qu'à la fin du jour, la place et les deux ports furent au pouvoir des Français. Leur sévère discipline rétablit bientôt le calme, et inspira de la confiance aux habitants. Le reste de l'armée prit terre le même jour, et l'on débarqua sans délai le matériel et les chevaux.

Tandis que ces opérations se terminaient, le général en chef arrêtait le plan des ouvrages à construire, pour mettre Alexandrie à l'abri d'un coup de main. La vieille enceinte des Arabes fut réparée et couverte par des redoutes tracées sur les hauteurs environnantes. On transforma en fort une vieille mosquée qui se trouvait au Marabou : il servit à défendre l'entrée de la passe qui conduit au port. La pointe d'Aboukir fut aussi retranché : on arma le château, et la flotte vint mouiller dans la rade.

Après avoir créé par ces dispositions une place d'armes capable de renfermer tous les établissements et les dépôts, et s'être assuré un excellent point de départ, Bonaparte songea à faire la conquête de l'Égypte. Cette partie de sa tâche n'était pas celle qui offrait le plus de difficultés. En effet, si les débordements réguliers du Nil rendent la basse Égypte impraticable aux armées, depuis le mois de mars jusqu'au mois de juillet, et que la rareté des ponts, le manque absolu de routes entravent en toute saison les opérations militaires; d'un autre côté, le grand nombre de points accessibles des côtes de ce pays, le défaut total de places fortes, de positions défensives, le rendent moins aisé à conserver qu'à envahir.

Mais avant d'y être solidement établie, combien

Digitized by Google

l'armée française n'avait-elle pas de fatigues à supporter! Le climat, les mœurs des indigènes, la manière de combattre des mameluks, la férocité et le brigandage des Arabes, les préjugés et le fanatisme de toutes les classes d'habitants; tels étaient les obstacles sans cesse renaissants qui allaient se présenter. Bonaparte les embrassa d'un coup d'œil; et, dans l'impossibilité de les surmonter tous, il chercha, par sa diligence, à en éluder quelques-uns. La possession du Caire, situé à l'entrée de la vallée supérieure du Nil, résidence ordinaire des deux beys, siége du gouvernement, la seule ville de toute l'Égypte qui renfermât des ressources, était d'une importance majeure, tant parce qu'elle assurait en quelque sorte la possession de la basse Égypte, que parce qu'elle privait les mameluks de leur centre d'activité et de puissance. Le général en chef, aussitôt que le reste de l'armée fut débarqué, marqua donc sa direction sur cette ville.

Le général Kléber, que sa blessure empêchait de suivre l'armée, garda Alexandrie avec une demi-brigade et trois compagnies d'artillerie. Pour mieux persuader les habitants du pays que l'intention des Français n'était pas de faire la guerre au Grand Seigneur, Koraïm, gouverneur d'Alexandrie pour la Porte, fut continué sous lui dans ses fonctions. L'amiral Brueys reçut l'ordre d'entrer avec la flotte dans les deux ports d'Alexandrie; et, dans le cas d'impossibilité absolue, de se retirer à Corfou, afin d'imposer à la Porte, jusqu'à ce qu'elle se fût prononcée sur l'invasion de l'Égypte. Ces mesures prises, le gros de l'armée marcha par le désert.

La division Kléber, conduite par le général Dugua, après avoir jeté garnison dans le fort d'Aboukir et s'être emparée de Rosette, remonta la branche gauche du Nil jusqu'à Ramanieh, pour protéger la navigation d'une flottille composée de chaloupes canonnières et de bateaux du pays, chargés de vivres et de munitions.

Le général Desaix forma l'avant-garde et fut suivi, à un jour d'intervalle, par chacune des trois autres divisions. Leur réunion s'opéra, le 8 juillet, à Demanhour. Cette marche fut très-pénible. Accoutumés aux dangers, les Français ne l'étaient pas encore aux privations commandées par le changement de climat; ils n'avaient jamais manqué de rien dans les fertiles campagnes d'Italie; cependant, en traversant d'immenses plaines de sables, où ils ne trouvaient ni ombrage, ni fontaines pour étancher leur soif, harcelés sans cesse par une population nomade et féroce qui massacrait tout ce qui s'écartait des colonnes, ils ne proférèrent ni plaintes, ni murmures; tant étaient grands, chez eux l'amour do la gloire et la confiance dans leur chef!

Cependant, la descente des Français, annoncée aux beys par le scheik d'Alexandrie, les avait diversement affectés. Ibrahim, homme faible et pusillanime, loin de songer à faire tête à l'orage, se répandit en reproches contre son collègue, qu'il accusait d'avoir suscité cette guerre par des extorsions, ne pensa qu'à mettre ses trésors en sûreté, et passa sur la rive droite du Nil. Mourad-Bey, au contraire, sans perdre un instant, rassembla ses kachefs, ordonna à tous ses mameluks de se tenir prêts à combattre, et en détacha 12 à 1,500 à la rencontre des Français à Ramanieh.

L'armée réunie à Demanhour, marcha sur cette ville. L'avant-garde fut inquiétée par 3 à 400 mameluks qui voltigèrent sans cesse autour d'elle, et dont Desaix ne se débarrassa qu'avec le canon. L'armée aperçut enfin les bords du Nil; cette vue lui fit oublier tout ce qu'elle avait souffert. Bonaparte s'arrêta deux jours à Ramanieh. Ce repos était nécessaire, non-seulement pour rétablir les forces des soldats exténués par le passage du désert, mais aussi pour attendre la division Dugua. On allait se trouver en présence de l'ennemi, et ne connaissant pas ses forces, la prudence conseillait de lui présenter le plus de monde possible.

Enfin, le général Dugua et la flottille qu'il commandait étant arrivés le 11 juillet, Bonaparte voulut continuer sa marche. Mais avant d'aller plus loin, il fallut déposter Mourad-Bey, qui avait pris position avec ses mameluks, et 2 à 3,000 fellahs (1), à la hauteur de Chebreisse; la gauche appuyée à ce village, où il avait construit quelques batteries, la droite au Nil, où se trouvait une flottille de 8 à 10 chaloupes canonnières.

La flottille, aux ordres du chef de division Perrée, commença l'engagement; poussé par la vio-

(1) Paysans égyptiens.

Digitized by Google

lence du vent au milieu des bâtiments ennemis, elle faillit perdre trois canonnières, et ne se sauva qu'en mettant à terre une partie des troupes qu'elle avait à bord, pour donner la chasse aux fellahs qui fusillaient sur la rive droite. Bonaparte, averti par la canonnade, doubla le pas pour dégager la flottille. Les cinq divisions marchaient en carrés par échelons, les bagages au centre, et les angles couverts par l'artillerie. Aussitôt que les mameluks aperçurent les premiers carrés, ils sortirent en masse de Chebreisse, et manœuvrèrent pour déborder la droite. Mais, étonnés d'un ordre de bataille si nouveau pour eux, et intimidés par quelques coups de canon tirés à demi-portée, ils se replièrent sur leur première position. On ne leur donna pas le temps de s'y établir : la division Desaix s'élança dans le village, et les rejeta en désordre sur la route du Caire. Ce début fut de bon augure, et doubla la confiance de l'armée, en lui prouvant l'immense supériorité que le sang-froid et la discipline donnaient sur la valeur désordonnée.

Elle continua sa route, et arriva à la vue du Caire, après sept jours de fatigues et de privations incroyables. C'était près de cette capitale que Mourad-Bey avait rassemblé tous ses moyens. La bataille qu'il allait livrer devant décider du sort de l'Égypte, il n'avait rien négligé pour s'assurer la victoire. Sa principale force consistait en 6,000 mameluks. Ce corps d'élite était soutenu par une foule innombrable de Cophtes, de Grecs, de fellahs et d'Arabes à cheval, gens, à la vérité, moins à craindre en ligne que dans une déroute. Son camp, placé en avant du village d'Embabé, était défendu par des retranchements élevés à la hâte, mais garnis d'une nombreuse artillerie. Ibrahim avait pris position sur la rive droite, près du village de Guez. La flottille était en bataille le long du camp de ce bey : une batterie de six pièces croisant ses feux avec celui des djermes, depuis la droite des ouvrages d'Embabé, rendait inabordables les approches du Caire par le fleuve. En avant, près du village de Demanhour, Mourad-Bey avait placé quatre pièces de canon pour arrêter la flottille française. Cette batterie était soutenue par un corps de mameluks.

Bonaparte annonça à ses troupes qu'elles allaient combattre; que la conquête du Caire et de toute la basse Égypte serait le prix de la victoire : puis, après une de ces exhortations qui manquent si rarement leur effet sur l'esprit du soldat, il les mena à l'ennemi. Desaix, avec l'avant-garde, avait déjà replié quelques centaines de mameluks, lorsqu'il ralentit sa marche pour attendre les colonnes : à deux heures après midi, l'armée française arriva devant les retranchements. Bonaparte prit les mêmes dispositions qu'à Chebreisse : sa ligne refusait la gauche qui touchait au Nil : la droite s'appuyait au village de Bunktill, défendu par des canonniers, des dragons à pied et par les sapeurs d'infanterie de la division Desaix. Ces cinq divisions étaient formées en carrés par échelons. Les généraux Desaix et Reynier tenaient la droite, la division Dugua le centre; à la gauche étaient celles commandées par les généraux Vial et Bon. Le projet du général en chef était de marcher dans cet ordre sur les ennemis, pour les tourner et les acculer au Nil; mais Mourad-Bey ne lui en donna pas le temps. Au moment où les divisions allaient s'ébranler, on aperçut un mouvement général dans son camp. La moitié des mameluks sortit des retranchements, et se forma dans la plaine sur deux lignes : la première avait sa droite à Embabé, et débordait la division Desaix : la seconde, moins étendue, resta à cent pas en arrière.

A peine en ordre de bataille, les mameluks se lancèrent avec impétuosité sur les républicains. La charge paraissait d'abord se diriger sur le centre; mais, à moitié chemin, tournant brusquement à gauche, ils fondirent sur les divisions Desaix et Reynier qui les attendaient de pied ferme. Lorsqu'ils arrivèrent sur les carrés, il en sortit un feu d'artillerie et de mousqueterie si meurtrier, que leurs escadrons furent rompus avec une perte considérable. Pour échapper à la mitraille, les mameluks voulurent se jeter dans le village de Bunktill; mais les troupes qui défendaient ce poste, les accueillirent par une fusillade terrible. Enfin, rebutés par leurs pertes, et désespérant d'enfoncer ces citadelles mouvantes, ils se retirèrent à la débandade, laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés.

Bonaparte, sûr alors de la solidité de ses masses, ne songea plus qu'à tirer parti d'une vic-

Digitized by Google

toire qu'il regardait comme immanquable. Le général Bon, qui formait l'extrême gauche de la ligne, reçut l'ordre de se porter sur les retranchements, tandis que la division Menou, commandée par le général Vial, se dirigerait entre le village d'Embabé et le corps ennemi, qui venait de charger les deux carrés de droite. Le but de cette manœuvre était de séparer ce corps de celui qui défendait le village, et de tourner la gauche des mauvais retranchements qui le couvraient.

Ces deux divisions se mettent en mouvement, précédées de colonnes d'attaque, conduites par les généraux Rampon et Marmont. La première longe le Nil, aborde les retranchements par leur droite, et y pénètre, malgré le feu de 25 pièces de canon. Les mameluks, épouvantés, sortent des ouvrages, et cherchent à se faire jour. Les fellahs fuient vers la gauche d'Embabé ; mais la division Vial, qui a terminé son mouvement, les reçoit à bout portant, les charge à la baïonnette, et les précipite dans le Nil. Pendant ce temps, les autres divisions gagnaient toujours du terrain. Les mameluks qui étaient hors des ouvrages, se trouvant pris entre le feu des carrés et celui des colonnes d'attaque, essayent de regagner leur camp, et tombent en désespérés sur la petite colonne de Rampon, qui s'était formée à la hâte entre le fleuve et le village. Tous leurs efforts sont vains : d'assaillants ils deviennent assaillis, et succombent sous les baïonnettes françaises.

Mourad-Bey, voyant les redoutes d'Embabé au pouvoir des républicains, ne songea plus qu'à la retraite, et prit le chemin de la haute Égypte. Il fut poursuivi par les divisions Desaix et Reynier, jusqu'à Gisch. Quelques mameluks qui n'avaient pu le rejoindre, passèrent le Nil au-dessus des Pyramides, pour aller renforcer le corps d'Ibrahim : mais ce bey, jugeant que la position n'était pas tenable, l'évacua pendant la nuit, après avoir mis le feu à tous les bâtiments de la flottille, puis se retira du côté de la Syrie. Cette importante victoire, où les mameluks perdirent 2,000 hommes de leurs meilleures troupes, n'en coûta pas 300 aux Français : 20 pièces de canon, 400 chameaux, les bagages, les magasins de vivres, restèrent au pouvoir des vainqueurs. Après tant de privations, l'armée connut enfin l'abondance ; et les riches dépouilles des mameluks firent complétement oublier le passage du désert.

Le lendemain de la bataille des Pyramides, Bonaparte reçut la soumission des magistrats du Caire, conduits par le kiaya du pacha, qu'Ibrahim avait emmené avec lui. Il traita ces députés avec bienveillance : leur promit le maintien de toutes les institutions ; et déclara qu'alliés de la Porte Ottomane, les Français n'avaient débarqué en Égypte que pour exterminer les mameluks, et délivrer les habitants de leur odieuse tyrannie. Le peuple, comme dans toutes les révolutions des pays gouvernés despotiquement, se porta à des excès. La maison de Mourad fut pillée ; mais le retour des députés accompagnés d'une force imposante, et les proclamations du général en chef, rétablirent bientôt l'ordre. Les troupes prirent position autour de la ville, et, le 25 juillet, le quartier général y fut transféré.

Aussitôt que, par la possession du Caire, Bonaparte se vit maître de la basse Égypte, et que la séparation opérée dans les forces de ses ennemis lui donna l'espoir de subjuguer rapidement la totalité de ce pays, il songea sérieusement aux moyens de s'affermir dans sa conquête, et de la rendre utile à la France, en l'élevant au degré de prospérité dont elle semblait susceptible. En même temps qu'il prenait des mesures pour parvenir à ce but important, il disposa tout pour donner aux opérations militaires une nouvelle activité. Il était urgent d'expulser entièrement de l'Égypte le bey Ibrahim qui, posté à Belbeis, avec une retraite assurée dans les déserts de la Syrie, pouvait retarder l'occupation du pays. Bonaparte résolut donc de tourner ses forces contre lui, et ne laissa, pour contenir Mourad-Bey, que la division Desaix, laquelle s'établit dans un camp retranché à quatre lieues en avant de Meh.

Douze jours de repos et d'abondance avaient ranimé l'ardeur des soldats ; ils étaient impatients de marcher à de nouveaux triomphes. Bonaparte ne laissa pas refroidir ce zèle. Le 2 août, trois colonnes, aux ordres des généraux Leclerc, Murat et Fugières, occupèrent El-Khanka, Kessioub et Birket-el-Hadgy. Le reste de l'armée, à l'exception de la division Bon, laissée au Caire, rejoignit ensuite les troupes campées à El-Khanka. Ibra-

Digitized by Google

him-Bey qui traînait à sa suite d'immenses bagages, ne jugea pas à propos d'attendre le choc. Après avoir rallié à son corps les mameluks qui escortaient la caravane de la Mecque, il se retira en toute hâte sur Salehieh. L'armée française atteignit cependant son arrière-garde composée de 1,000 à 1,200 chevaux, près d'un grand bois de palmiers. L'infanterie était encore loin; l'avant-garde ne se composait que de 200 dragons, chasseurs ou hussards, dont les chevaux étaient harassés de fatigue. Cette énorme disproportion n'arrêta point Bonaparte; il donna l'ordre de charger. Les mameluks cédèrent d'abord à cette attaque impétueuse : puis, rabattant leurs ailes, ils enveloppèrent ce peloton de braves, qui déjà ne songeaient plus qu'à vendre chèrement leur vie, quand la tête des colonnes d'infanterie parut. Les mameluks, voyant leur convoi en sûreté, eurent la prudence de le rejoindre, et abandonnérent au galop le champ de bataille. Néanmoins, peu de cavaliers français sortirent sains et saufs de ce combat aussi imprudent qu'inutile; puisque le plus grand résultat qu'on pouvait s'en promettre, était la capture de quelques chameaux. Ibrahim-Bey s'enfonça dans le désert, et fut chercher un asile auprès du pacha de Syrie. Sa retraite permit à Bonaparte de revenir au Caire, et de prendre possession des provinces. Reynier resta à Salehieh, chargé de la construction d'un fort et d'établissements militaires. Dugua fut envoyé à Mansoura, Vial à Damiette. L'un et l'autre eurent l'ordre d'organiser l'administration de ces provinces, de presser la remonte de la cavalerie, de pourvoir enfin à la défense des frontières.

Tout semblait aller au gré des Français; mais, tandis que Bonaparte triomphait sur terre, l'amiral Brueys n'était pas aussi heureux sur mer. On se rappelle qu'en partant pour le Caire, le premier lui avait donné l'ordre de faire entrer la flotte dans les deux ports d'Alexandrie, ou de la ramener à Corfou. Mais l'amiral, craignant de perdre quelques vaisseaux en les engageant sur des bas-fonds, malgré les rapports rassurants des officiers qui avaient sondé les passes, préféra former, dans la rade d'Aboukir, une seule ligne d'embossage, dont la droite serait protégée par les batteries du fort, et par des galiottes à bombes, placées près de l'île des Figuiers.

Ces mesures, peut-être suggérées par le désir de tirer un meilleur parti de l'inexpérience de ses équipages, auraient sauvé la flotte, si l'on eût mieux reconnu la profondeur des eaux entre les récifs d'Aboukir et les vaisseaux de la tête de la ligne, et que l'on eût fermé la passe avec des bâtiments échoués. Mais Brueys, persuadé que l'ennemi, après avoir reconnu sa position, n'oserait l'attaquer, négligea ces précautions. Nous verrons tout à l'heure combien cette imprévoyance lui fut fatale.

En effet, Nelson, en revenant, le 1er août, de Syracuse devant Alexandrie, fut enchanté de le trouver dans une position si peu offensive. Sans perdre le temps en vaines reconnaissances, il donna le signal de l'attaque. Le vaisseau de Trowbridge qui tenait la tête, se dirigea entre les récifs d'Aboukir et la ligne d'embossage; mais ayant trop appuyé à gauche, il échoua. Ne se laissant pas abattre par cet accident, l'amiral anglais ordonna à ceux qui le suivaient de faire la même manœuvre, en observant de moins serrer les récifs : de cette manière, la moitié de son escadre vint se placer entre la terre et la ligne française, tandis que le reste, défilant devant elle, mouilla au bord opposé : en même temps un vaisseau que l'amiral, avait en réserve, se porta en arrière du centre des républicains, et le coupa de l'arrière-garde. *Le résultat de ces mouvements fut que sept vaisseaux français seulement, se trouvèrent engagés des deux bords avec treize bâtiments ennemis :* manœuvre qui décida la victoire, quoique les Français eussent au total une supériorité de 164 pièces de canon et de 2,000 hommes sur les Anglais. Dans cette fatale position, le combat se soutint avec acharnement et sans résultat marqué jusqu'au milieu de la nuit; mais, à trois heures du matin, les Anglais, maîtres de leurs mouvements, se rapprochérent à portée de pistolet. Les vaisseaux français, pris entre deux feux, furent démâtés et perdirent leurs manœuvres. Un boulet de canon ayant emporté l'amiral Brueys, il n'y eut plus d'ordres ni de signaux. Le feu gagna l'*Orient;* et ce bâtiment, le plus beau de le marine républicaine, sauta en l'air avec un fracas épouvantable. Enfin, le 2 août, au matin, l'escadre française était ou détruite ou au pouvoir de l'ennemi, à l'exception

Digitized by Google

d'une division de l'arrière-garde, composée de deux vaisseaux et de deux frégates, commandés par Villeneuve, qui parvint à gagner le port de Malte. Le capitaine du *Timoléon* brûla son vaisseau pour ne pas le rendre : les neuf autres tombèrent au pouvoir des Anglais.

Cette victoire, qui isolait entièrement l'armée d'Égypte, couvrit de gloire le vainqueur : mais, quelque habile que fût sa manœuvre pour envelopper la droite de l'escadre française, on ne peut disconvenir que les fautes de son adversaire ne l'aient aussi bien servi que ses talents. L'amiral Brueys en commit une très-grande, en recevant le combat sans mettre à la voile : et si, au milieu de la nuit du 1er au 2, son arrière-garde, imitant les Anglais, fût venue les placer entre deux feux, qui pourrait affirmer que ce mouvement n'eût pas fait changer la face des affaires ?

Bonaparte supporta ce malheur avec courage; sa sérénité parvint à écarter tout sentiment d'inquiétude de l'esprit des soldats : toutefois, cette victoire servit à merveille les Anglais, qui déjà travaillaient à rompre l'alliance de la Porte avec la république. Leur ambassadeur, appuyé par celui de Russie, représenta l'expédition d'Égypte comme une violation du droit des gens. Le chargé d'affaires, Ruffin, sans instructions du Directoire, ne put détourner l'orage : et, lorsque Descorches, ce remplaçant tardif de Talleyrand, se présenta, la Porte refusa de le recevoir. Elle venait d'apprendre la destruction de la flotte française à Aboukir, et négociait un traité d'alliance avec l'Angleterre et la Russie. La déclaration de guerre à la France avait déjà précédé ces mesures; car, dès le 30 août, parut avec le manifeste (1), un firman qui ordonnait le rassemblement d'une armée destinée à reconquérir l'Égypte.

Le chargé d'affaires Ruffin fut, comme de coutume, la première victime de ce démêlé politique : on le renferma aux Sept-Tours avec tous les employés de la légation. Le grand-visir Mehéme Pacha, fut déposé et remplacé par Jussuf-Pacha. A quelques jours de là, une escadre russe de 12 vaisseaux ou frégates, sortie des ports de la Crimée, passa le détroit des Dardanelles pour entrer dans la Méditerranée, aux acclamations des Turcs, qui y joignirent aussitôt leurs vaisseaux disponibles.

De retour au Caire après son expédition contre Ibrahim, Bonaparte chargea Desaix de chasser Mourad de la haute Égypte. Ce général quitta, le 23 août, la position retranchée qu'il occupait en avant de Giseh, et embarqua sur quelques bâtiments armées en guerre, sa division, forte d'environ 3,000 hommes. Après une navigation de douze jours, il apprit à Abou-Girgeh, qu'un convoi de douze djermes chargées de vivres et de munitions, se trouvait à Richnésé, sous la garde d'un faible corps de mameluks. Il fit aussitôt débarquer un bataillon; et, nonobstant les difficultés que lui présentait l'inondation du pays, il atteignit le convoi au moment où il entrait dans le canal de Joseph. Les Arabes et les mameluks dispersés en un clin d'œil, abandonnèrent sept pièces de canon et tous leurs vivres. Alors la division française remonta le Nil jusqu'à la hauteur de Siout, chassant toujours devant elle la flottille ennemie. Desaix, informé que de forts détachements occupaient les environs, se mit à leur poursuite : mais ils lui échappèrent, et se réunirent à Mourad-Bey, lequel étant parvenu à rassembler 4,000 mameluks et 8,000 Arabes près de Fayoum, se disposait à marcher à la rencontre des Français.

Peu intimidés par le nombre, ceux-ci, malgré les difficultés de la navigation et les pertes occasionnées par les maladies, lui épargnèrent la moitié du chemin. Le 4 octobre, ils débarquèrent près de Mansourah, nonobstant une fusillade assez vive des mameluks. Desaix, après avoir formé sa division en carrés sur les bords du canal de Joseph, pour protéger la navigation de la flottille, s'avança, le 6, auprès du village de Sédiman, où Mourad s'était porté. Sa cavalerie couvrait la plaine, et le village était défendu par des retranchements garnis de fellahs. Les troupes, harassées de fatigue, prirent quelques heures de repos; et,

(1) Au nombre des griefs contenus dans cette pièce, la Porte reprochait surtout la conduite cauteleuse du ministre Talleyrand, qui assurait à l'ambassadeur de la Porte à Paris, que l'expédition, loin de la menacer, était uniquement dirigée contre l'ordre de Malte, le plus ancien de ses ennemis.

Digitized by Google

le 7, au matin, Desaix marcha dans l'ordre de la veille, si ce n'est qu'il plaça sur les flancs deux petits carrés de 200 hommes pour éloigner les mameluks, ou amortir l'impétuosité de leur première charge. Ceux-ci s'ébranlent, enveloppent les carrés, et en chargent avec furie toutes les faces : mais leur rage est impuissante ; l'artillerie et la mousqueterie vomissent la mort dans leurs escadrons ; et les plus braves cavaliers viennent expirer sous les baïonnettes. Le peloton de droite, attaqué avec le plus de fureur, accablé par le nombre, cède et se replie sur sa division, après avoir fait payer cher à l'ennemi ce succès momentané.

Mourad-Bey, reconnaissant enfin qu'il ne viendrait pas à bout de cette redoutable infanterie, fait retirer ses mameluks, et démasque quatre pièces de canon, qui commencent un feu d'autant plus meurtrier que les rangs sont épais. Desaix n'a qu'un moyen d'échapper au danger : la charge bat ; il marche sur la batterie : mais, à peine a-t-il fait quelques pas, que les mameluks décrivent un quart de conversion, tombent sur les blessés français, et les massacrent impitoyablement. Ce spectable transporte les troupes de fureur : elles se précipitent sur les batteries, taillent en pièces ceux qui les défendent, et s'emparent de l'artillerie et des bagages. Les mameluks épouvantés, gagnent le désert.

Cette victoire dispersa entièrement l'armée de Mourad-Bey ; mais elle coûta cher à la division française : 340 soldats y perdirent la vie, et 150 y furent blessés. Ces derniers furent sur-le-champ dirigés sur le Caire, où l'on avait déjà renvoyé 400 hommes atteints d'ophthalmie. Ainsi affaibli, Desaix se décida à ne rien entreprendre qu'il n'eût reçu des renforts. Il commença à organiser administrativement les provinces conquises, y leva des impôts pour acquitter la solde, et forma des magasins de subsistances.

Pendant que cette division soumettait la haute Égypte, le reste de l'armée française jouissait dans ses cantonnements d'un repos qui n'était interrompu que par des émeutes de villages qu'on réprimait sans peine. On fortifiait les bouches du Nil et les côtes de la Méditerranée ; les savants exploraient le pays, en décrivaient les antiquités ; élevaient ou dirigeaient les établissements qui devaient rendre à l'Égypte sa splendeur première. De son côté, Bonaparte, instruit déjà des préparatifs hostiles de la Porte, faisait en silence des dispositions pour porter en Syrie le théâtre de la guerre.

Ces opérations furent un instant troublées par la rébellion du Caire. Depuis l'entrée des Français, la plus grande tranquillité avait régné dans cette ville immense, où Mourad et Ibrahim avaient conservé des intelligences. Malgré leur expulsion de la basse Égypte, ces deux beys exerçaient encore une grande influence sur l'esprit des habitants des campagnes. Ils s'en servirent pour exciter la révolte de la capitale. Les premiers symptômes d'insurrection se manifestèrent dans la journée du 22 octobre. Le commandant de la place, Dupuis, qui sortit le matin avec une faible escorte pour dissiper les mutins, fut victime de son zèle, et tomba percé de coups, avec tous ceux qui l'accompagnaient. Ce massacre fut le signal de celui de tous les Français isolés.

Bonaparte était absent : mais, instruit bientôt de tout ce qui se passait, il rentre au Caire ; expédie aux troupes les plus voisines l'ordre de s'y rendre, et fait braquer de l'artillerie sur les places publiques, ainsi qu'à l'entrée des principales rues. Le général Dommartin établit une batterie de quatre pièces de canon sur une hauteur qui domine la grande mosquée, où s'étaient retirés la plupart des rebelles.

Les troupes passèrent la nuit sous les armes. Le matin, les Arabes s'étant présentés aux portes, dans l'espoir de prêter la main aux insurgés, le général Vaux les culbuta dans l'inondation. La lutte fut plus longue dans l'intérieur : il fallut enlever chaque rue de vive force, et presque toutes les maisons furent disputées. Les rebelles étant enfin rejetés sur la grande mosquée, les batteries de la citadelle et des hauteurs commencèrent à jouer, et eurent bientôt incendié ce quartier. Au moment d'être passés au fil de l'épée, les insurgés implorèrent la clémence du vainqueur, qui leur accorda une amnistie : et, le 24, il ne restait d'autres vestiges de cette terrible sédition, que les décombres fumants des édifices qui avaient servi de refuge aux malheureux aveuglés par le fanatisme, ou séduits par les promesses des beys.

Quittons maintenant une contrée où règne un calme précurseur de grands événements, et passons

Digitized by Google

au récit des autres opérations maritimes de la campagne. Ce tableau complétera la tâche que nous nous sommes imposée pour le moment, en mettant le lecteur à même de juger de l'état de l'Europe à l'origine de la seconde coalition.

CHAPITRE LXXX.

Affaires maritimes et coloniales. — Tentatives des Français sur les îles Saint-Marcouf, et des Anglais sur Ostende. — Insurrection de l'Irlande. — Débarquement de 1,500 Français dans cette île. — Lord Cornwalis y est envoyé avec des forces imposantes. — Le général Humbert, après la plus valeureuse résistance, est forcé de capituler. — Une expédition plus nombreuse, partie trop tard de Brest sous les ordres du général Hardy est prise dans la traversée. — Les Anglais voulant assurer leur supériorité dans la Méditerranée, s'emparent de Minorque. — Ils évacuent Saint-Domingue.—État de cette colonie où le Directoire vient d'envoyer le général Hédouville.—Toussaint, qu'on soupçonne d'accord avec les Anglais, le force à se rembarquer.

La formation de l'armée d'Angleterre, à la fin de 1797, sous le commandement de Bonaparte, n'avait été qu'un stratagème pour donner le change sur l'expédition d'Égypte : bien qu'à cette époque le comité de l'union irlandaise sollicitât vivement le Directoire de lui fournir quelques secours, aucun événement digne de remarque ne se passa dans la Manche durant cette campagne. Nous n'en excepterons pas même les deux tentatives sur les îles de Saint-Marcouf, d'où les Anglais gênaient le cabotage entre le Havre et Cherbourg. Le capitaine Muskein, avec une flottille de bateaux plats, fut chargé de cette expédition, qui échoua complétement. Une seconde tentative, dirigée par le contre-amiral Lacrosse, n'ayant pas été plus heureuse, l'on renonça à cette entreprise, qui d'ailleurs n'avait rien d'important.

Cependant les Anglais, inquiets des mouvements maritimes qu'ils observaient dans tous les ports de France, cherchaient à ruiner les flottilles qu'on y réunissait. Déjà ils avaient jeté quelques bombes dans le Havre, lorsqu'ils apprirent qu'une grande quantité de bâtiments de transport, fournis par la république batave, devait gagner Ostende par les canaux de l'intérieur afin d'éviter leurs croisières. Sir Home Popham partit aussitôt des Dunes avec une flottille de 35 à 40 bâtiments, frégates, canonnières, corvettes ou bombardes, portant environ 2,000 hommes commandés par le général Coote. Les instructions de cet officier étaient de détruire tous les bâtiments réunis dans le port d'Ostende, et de faire sauter l'écluse de Slyckens, qui joint le canal de Bruges à la mer. Le 19 mai, à une heure du matin, la flottille mouilla au large d'Ostende, débarqua sans obstacle les troupes de terre et six pièces de canon; et, pendant que la faible garnison de la ville était occupée par le feu continuel des navires, Coote se porta sur l'écluse qu'il détruisit. Instruit qu'on rassemblait de toutes parts des forces pour l'assaillir, il voulut se rembarquer, mais le vent était changé, la mer orageuse, et les canots ne purent approcher du rivage. Forcé alors de différer sa retraite, Coote prit position sur les dunes, et somma le commandant d'Ostende d'ouvrir ses portes. On ne répondit point à cette sommation dérisoire; et, sur ces entrefaites, arriva le commandant de Bruges, avec un bataillon du 46e régiment et quelques centaines de soldats qu'il avait rassemblés sur la route. Attaqués, le 20, avec vigueur, les Anglais perdirent 200 hommes en quelques instants. Leur général, privé de vivres et de munitions, et sentant l'impossibilité d'être secouru par la flottille que le mauvais temps avait obligé de prendre le large, se rendit prisonnier avec 17 à 1,800 hommes.

Maltraités sur le continent, les Anglais eurent plus de bonheur en Irlande, où depuis longtemps ils étaient menacés du double danger d'une insurrection et d'une descente.

La victoire de Camperduyn, en détruisant le projet des Irlandais-Unis, n'avait pas anéanti leurs espérances. Le feu couvait sous la cendre, et les chefs de cette redoutable association n'attendaient qu'une occasion favorable de courir aux armes. Pendant que leurs agents secrets redoublaient d'efforts pour stimuler l'inconcevable apathie du Directoire, le ministère anglais plus sage, sans révoquer en doute la possibilité d'un débarquement, prenait toutes les mesures capables d'en prévenir les suites : les troupes stationnées en Irlande, reçurent des renforts; et l'on adressa les instructions les plus sévères aux commandants des provinces.

Digitized by Google

Quelques mouvements insurrectionnels dans le Leinster, dans les comtés de Kildare et de Wiclow, dans ceux du Roi et de la Reine, à Dublin même, servirent de prétexte aux généraux anglais pour employer les voies de rigueur : des colonnes mobiles battirent le pays dans tous les sens, pour désarmer les habitants : des contributions énormes furent frappées; et l'on transforma en casernes les maisons des premiers magistrats et des personnes les plus distinguées. Des expéditions de ce genre relâchèrent singulièrement la discipline; bientôt, les soldats anglais se portèrent aux derniers excès. Les malheureux Irlandais virent piller et dévaster leurs habitations; leurs femmes et leurs filles, obligées de chercher dans les bois un refuge contre la brutalité d'une soldatesque effrénée, ne l'y trouvaient pas toujours. La licence fut telle, qu'Abercrombie, général en chef de l'armée anglaise, se démit de son commandement au mois de février, en consignant les motifs de sa retraite, dans une proclamation.

Les chefs de l'union profitaient de la conduite barbare de leurs ennemis, pour fomenter l'esprit de résistance. Quelques avis reçus de France leur ayant fait espérer de prompts secours, ils se réunirent à Dublin, pour concerter une levée générale de boucliers. Mais le gouvernement, ayant surpris le secret de la conjuration à force d'or et de promesses, éclaira toutes leurs démarches, et dans les journées des 12 et 13 mars, fit arrêter lord Édouard Fitz-Gerald, le docteur Mac-Tevon, le conseiller Emmet, et 14 autres membres du directoire de l'union. Il jaillit de leurs papiers des lumières très-vives sur leurs relations avec la France, et les plans qu'ils étaient au moment d'exécuter. Lord Cambden, lieutenant d'Irlande, en proclamant alors la loi martiale, ordonna un désarmement général. Les emprisonnements, les déportations, les exécutions militaires, furent les suites naturelles de ces mesures. Privée de ses chefs qui étaient en fuite ou plongés dans les prisons d'État, l'union choisit un nouveau directoire; mais le vice-roi ayant été instruit de ses démarches, parvint à les neutraliser. Toutefois le peuple, cédant à sa haine contre les Anglais, n'en prit pas moins les armes dans plusieurs provinces. Un rassemblement considérable dans le comté de Tiperary, attaqua avec fureur les troupes royales à Hoslicross, et n'abandonna le champ de bataille qu'après une lutte sanglante. Ce combat fit sentir aux insurgés que la valeur et le patriotisme ne pouvaient suppléer au dénûment absolu de munitions; et, dès lors, ils se déterminèrent à faire une guerre de partisans. L'Irlande présenta un instant l'image fidèle de la Vendée : à l'approche des colonnes anglaises, les hommes abandonnaient leurs habitations pour se retirer dans les marais ou des bois inaccessibles. La campagne n'était-elle battue que par de faibles détachements? Ils sortaient en foule de leurs retraites pour envelopper l'ennemi, qu'ils massacraient sans pitié. Dans les cantons du Sud et du centre, toutes les communications étaient interceptées : les insurgés profitaient des ténèbres de la nuit pour assaillir les cantonnements anglais. On sent quels immenses avantages ce genre de guerre et la parfaite connaissance des localités devaient leur procurer, dans un pays coupé de ravins, de marais, de bois et de montagnes, comme cette île.

Le gouvernement, irrité, étendit son système de terreur. L'activité des cours prévôtales devint bientôt si monstrueuse, que les chefs échappés aux poursuites du vice-roi, n'ayant d'autre alternative que la guerre ou l'échafaud, résolurent de ne pas attendre les troupes françaises, pour provoquer une révolte générale. L'explosion fut fixée à la nuit du 23 mai. Le nord et le midi de l'Irlande devaient prendre les armes; et le château de Dublin, le camp de Lehaunstown, et le parc d'artillerie de Chepellisot, être assaillis et enlevés simultanément.

Ce plan futdéjoué en partie, par la surveillance des autorités royales, qui firent saisir, dès le 18, plusieurs chefs des insurgés, et mirent à l'abri de toute insulte les différents points menacés. Les forces anglaises, en Irlande, étaient d'ailleurs plus que suffisantes pour rassurer le gouvernement; car, outre 20,000 hommes de troupes réglées, la milice dévouée au gouvernement s'élevait à près de 40,000.

Les arrestations de Dublin n'empêchèrent pas la révolte d'éclater : l'impulsion avait été donnée, et partout, les troupes royales furent attaquées. Le 25, une masse d'insurgés se porta sur un corps de milices qui couvrait Wexford et Enniscorthy,

Digitized by Google

et le tailla en pièces. Les vainqueurs enlevèrent cette dernière ville de vive force; et deux jours après, ayant battu le général Faucett, ils entrèrent dans Wexford, où ils trouvèrent plusieurs pièces de canon. La possession de cette ville leur procura un point assuré de communication avec la France.

Mais alors le défaut d'ensemble se fit apercevoir : victorieux sur un point, les insurgés furent défaits et battus sur plusieurs autres : pendant qu'ils obtenaient quelques succès dans le comté de Wexford, ils étaient battus à Carlow et à Kildare, par le général Oleff, chargé de rétablir les communications de Dublin; après avoir soutenu à Kilkullen une lutte glorieuse contre le général Lacke, ils échouèrent devant Newtonbarry. Le fâcheux résultat de toutes ces affaires les ramena au système qu'ils n'auraient point dû quitter. Sentant qu'ils ne pouvaient obtenir d'avantages en rase campagne contre des troupes régulières, ils n'engagèrent plus que des affaires partielles, autant pour s'aguerrir, que pour gagner le temps de se procurer les armes qui leur manquaient. En effet, la plupart n'avaient encore que des piques : la pénurie des munitions était si grande, que l'on convertit en balles les cercueils de plomb trouvés dans les églises.

Quoique les troupes anglaises combattissent avec courage, leurs avantages journaliers étaient loin de compenser les pertes, au prix desquelles elles les achetaient. Si les Irlandais n'eussent point dévié de ce système de guerre, la lutte n'aurait pas eu de terme. Un moment de prospérité amena leur ruine. Le 4 juin, ils détruisirent entièrement, près de la montagne de Slicwebuy, un gros détachement commandé par le colonel Walpole, et s'emparèrent de cinq pièces de canon. Enflé par ce succès, Bagnal-Harvey, qui était à la tête des insurgés, vint le lendemain attaquer le général Towstone, campé devant Newross. Les deux partis se battirent avec un égal acharnement, et la ville fut prise et reprise plusieurs fois; enfin, la fortune se déclara pour les Anglais. Les insurgés furent entièrement défaits, et laissèrent sur le champ de bataille, 3,000 morts et 18 pièces de canon.

Cette bataille porta un coup mortel au parti de l'union. Les habitants du nord de l'Irlande, effrayés de ce revers, ne firent que de faibles efforts; ceux des comtés de Down et d'Antrim, qui avaient généralement pris les armes, furent, après quelques légers succès, battus à Ballynahink, et obligés de se soumettre au général Nugent. L'insurrection, ne conserva de consistance que dans le Sud-Ouest, où elle se concentra dans le comté de Wexford.

Les Irlandais, comptant toujours sur le prochain appui de la France, avaient réuni toutes leurs forces auprès d'Enniscorthy, pour couvrir les ports dont ils étaient maîtres. On portait leur nombre à 12,000 hommes, et c'était Bagnal-Harvey qui les commandait. Malgré la force de leur position, le général Lacke, disposant d'environ 10,000 hommes, entreprit de les en chasser; et, secondé par une escadrille qui croisa devant Wexford pour enlever à l'ennemi tout moyen de secours ou de retraite, il fit attaquer le camp le 21. Les insurgés se défendirent avec le courage du désespoir : finalement, le poste d'Enniscorthy fut enlevé, et ils battirent en retraite sur plusieurs directions, laissant au pouvoir des troupes royales 13 bouches à feu et presque toutes leurs munitions. Le général Moore fut alors dirigé sur Wexford, dont il s'empara sans peine, et où il captura Bagnal-Harvey, qui fut aussitôt livré à une commission militaire et exécuté.

Les combats de Kilkonnel, de Clonard, de Longwood et d'Ardée, achevèrent la dispersion des débris échappés à l'affaire du 21 juin. Poursuivis sans relâche par des colonnes mobiles, les Irlandais se virent forcés d'abandonner la campagne, pour se réfugier dans leurs retraites.

Le marquis de Cornwallis, investi de pouvoirs illimités, venait de remplacer lord Cambden. Le nouveau vice-roi employa, pour pacifier ces malheureuses contrées, les moyens dont le général Hoche s'était servi dans la Vendée avec tant de succès; il accorda des lettres de grâce à quelques chefs qui se trouvaient encore dans les prisons du gouvernement, sous la seule condition de découvrir les projets et les ressources de l'association; une amnistie fut promise à ceux qui déposeraient les armes. Ces mesures furent couronnées du plus heureux succès : les insurgés rentrèrent en foule dans leurs foyers : les principaux d'entre eux obtinrent la faculté de se retirer dans les pays qui n'étaient pas en guerre avec l'Angleterre; en sorte

Digitized by Google

que, de cette formidable insurrection dont on évaluait la force à 60,000 hommes armés, il ne resta plus, à la fin du mois de juillet, que de faibles bandes dans les comtés de Wiclow, de Carlow et de Wexford.

Tandis que les Irlandais se faisaient ainsi écraser en détail, en attendant de jour en jour des secours du Directoire, celui-ci, absorbé par les préparatifs de l'expédition d'Égypte, ne portait qu'une attention secondaire à ce qui se passait de ce côté. Vainement, plusieurs hommes d'état, d'accord avec les agents de l'union, le pressèrent d'attaquer l'Angleterre au centre et dans les germes reproductifs de sa puissance, et de réparer ainsi la faute que commit Louis XIV, en n'établissant pas solidement le roi Jacques en Irlande. On lui représenta que l'expédition, nuisible et téméraire alors qu'on avait besoin de toutes les forces pour décider la paix sur le continent, promettait un succès plus certain (1); qu'il faudrait moins de temps pour la préparer que celle d'Égypte; que son exécution offrait beaucoup moins de dangers, ne constituait pas en autant de frais, et devait obtenir des résultats bien plus prochains. Enfin, la paix avec l'Autriche donnant tous les moyens d'alimenter l'armée qu'on enverrait sur le Shannon, détruisait une partie des objections qu'on avait opposées à l'expédition de Hoche.

Ce ne fut qu'après le départ de l'armée d'Orient qu'on ordonna l'armement de deux divisions navales à Brest et à Rochefort, destinées à porter en Irlande environ 4,000 hommes, avec des armes et des munitions pour les insurgés. Quelque faible que fût ce secours, il aurait eu une grande influence sur le cours des affaires, s'il fût parvenu aux Irlandais, avant l'issue de la lutte sanglante qu'ils venaient de soutenir. Appuyés par des troupes régulières, dirigés par des officiers expérimentés, et pourvus de tout ce qui leur avait manqué jusqu'alors, ils se seraient ralliés en foule autour des Français, et leur succès devenait plus probable. Mais le désordre des finances, la lenteur et les mauvaises dispositions du Directoire, firent échouer ce projet, Au lieu de partir dans les premiers jours de juin, les escadres ne furent en mesure que sur la fin de juillet; et lorsque les vents permirent d'appareiller, celle de Brest fut retenue en rade, faute d'argent pour payer les équipages.

La division de Rochefort mit à la voile, le 4 août: elle se composait de trois frégates et deux corvettes, portant 1,100 hommes de débarquement, sous les ordres du général Humbert. Cette faible escadre, commandée par le chef de division Savary, vint mouiller, le 22, dans la baie de Killala; et, sans attendre que toutes ses troupes fussent mises à terre, Humbert dirigea sur la ville une compagnie de grenadiers, qui s'empara de ce poste sans coup férir.

Le but de l'expédition eût été manqué, en se bornant à garder Killala; il fallait étendre le foyer de l'insurrection, et s'emparer de Ballyna. Humbert se porta donc sur cette ville par une marche forcée, et en chassa l'ennemi, après un léger combat. Ce succès enhardit les Irlandais: un millier vint joindre les vainqueurs, et en reçut aussitôt des armes et des munitions. Le général continua son mouvement, et se rendit maître de Rappa.

Informé, dans ce dernier endroit, que le général Lake était à Castelbar avec un corps de 5,000 hommes composé en grande partie de milices, il vole à sa rencontre; et, après une marche de quinze heures, il parait, le 27, sur les hauteurs en arrière de ce bourg, où les Anglais occupaient une forte position, entre un lac et un marais. Quoique Humbert eût laissé son artillerie derrière lui, il ne balança pas à attaquer. Pendant qu'on inquiétait la gauche de l'ennemi par des démonstrations, un détachement culbuta son aile droite, lui prit trois pièces de canon, et la rejeta en désordre sur la ville. Cet échec détermina la retraite des troupes anglaises sur Ballynamore, où elles n'arrivèrent qu'après avoir perdu 4 à 500 hommes, 800 prisonniers, 10 pièces de canon et 5 drapeaux.

Après cette glorieuse affaire, Humbert s'occupa de l'organisation de la province de Connaught; il créa un gouvernement provisoire, sous la prési-

(1) L'expédition d'Irlande, quand on n'avait pas une guerre difficile à soutenir sur le continent, était plus convenable qu'en 1796, alors que Bonaparte avait peine à se soutenir devant Mantoue, et que les armées d'Allemagne revenaient délabrées derrière le Rhin.

Digitized by Google

dence de John Moore, et ordonna la formation de huit régiments d'infanterie et de quatre de cavalerie, indépendamment de la levée en masse des habitants de 16 à 40 ans.

Aussitôt que le gouvernement britannique fut informé du débarquement des Français, il ordonna au commodore Warren d'aller établir une croisière à l'embouchure du Shannon, avec une escadre de quatre vaisseaux de ligne et deux frégates, et prescrivit au vice-roi de prendre les mesures les plus vigoureuses, pour arrêter les progrès des troupes mises à terre.

Lord Cornwallis, conformément à ses instructions, rassembla en toute hâte 8,000 hommes sur la rive droite du Shannon : rallia à Ballynamore la division battue du général Lake; et, renforcé par les troupes qui accouraient de toutes parts, se vit dans peu à la tête de 15,000 hommes, avec lesquels il se disposa à marcher à la rencontre des Français. Mais Humbert, averti à temps des forces considérables qui allaient fondre sur lui, ne pouvant leur opposer plus de 2,400 hommes, prit le parti de gagner le nord de l'Irlande, pour se réunir aux insurgés des environs de Dublin, et y rester sur la défensive, en attendant les renforts que portait l'escadre de Brest. Il évacua donc Castelbar, et commença son mouvement rétrograde. Lake le suivit par Ballaghy, pendant que Cornwallis s'avançait vers le comté de Longford; et que le général Nugent, commandant dans le Nord, menaçait de front sa petite division. Sa marche fut si rapide, que Lake ne put l'atteindre; et, après avoir battu la garnison de Sligo qui voulait s'opposer à son passage, il se rabattit sur Hamilton, et arriva devant Balintra, située à la rive droite du Shannon.

Ce point était défendu par des forces supérieures; néanmoins Humbert, sentant le danger de sa position, n'hésita point à le forcer : après avoir brûlé le pont de cette ville, il se retrancha sur la rive opposée, et se dirigea le lendemain sur Granard, où il croyait trouver un corps nombreux d'insurgés. Arrivé à Cloone, il apprit qu'il avait été dispersé par la Yeomanry, et voulut d'abord continuer sa route; mais il céda aux instances du chef irlandais, qui lui donna l'espoir de rallier ses bandes le jour suivant, et prit position en avant de Cloone.

Ce retard lui devint fatal; Lake, après avoir promptement rétabli le pont de Balintra, lança à sa poursuite 700 cavaliers, portant chacun un fantassin en croupe. Cette avant-garde atteignit enfin les Français, le 8 septembre, sur les hauteurs de Ballinamuk, et engagea aussitôt le combat pour donner le temps aux colonnes du général Lake de se déployer. Humbert soutint deux heures entières les efforts des Anglais; mais se voyant enveloppé, et ne pouvant espérer de se faire jour avec des hommes qui venaient en quatre jours de faire 44 lieues et de soutenir plusieurs combats, il consentit à capituler, et se rendit avec 800 hommes. Les insurgés qui s'étaient joints à lui, se dispersèrent.

Ainsi, cette expédition ne servit qu'à faire éclater encore quelques révoltes dans les comtés de Mayo et de Longford. Castelbar, qui avait été un instant la capitale de la république irlandaise, ayant été repris par les troupes royales, fut attaqué plusieurs fois par les insurgés, mais toujours sans succès. Ils conservèrent plus longtemps les villes de Ballyna et de Killala, dont enfin le général French les chassa, le 23 septembre, après leur avoir tué beaucoup de monde. Le petit nombre d'insurgés qui lui échappa alla grossir les bandes qui se soutenaient dans le comté de Wiclow.

Bien qu'un second débarquement eût pu causer un nouvel incendie en Irlande, le gouvernement anglais était actuellement en mesure de repousser toute espèce d'agression. Le brick l'*Anacréon*, monté par le général Rey et le célèbre Napper-Tandy, parut, le 16 septembre, devant Rutland, sur les côtes du comté de Donégal; il portait des armes et un détachement d'artillerie légère, que la nouvelle de la reddition d'Humbert empêcha de mettre à terre : le chef irlandais jeté ensuite sur les côtes de Norwége, gagna Hambourg, où il fut arrêté et livré aux Anglais.

L'expédition de Brest, que le manque de fonds et un concours de circonstances avaient jusqu'alors retenu dans le port, mit enfin à la voile, le 17 septembre. Elle se composait du vaisseau le *Hoche*, de 74, de huit frégates et d'une corvette, commandés par le chef de division Bompard, et portant 3,200 hommes de troupes, sous les ordres des généraux Hardy et Ménage. A peine l'escadre

Digitized by Google

eut-elle mis en mer, qu'elle fut obligée de manœuvrer pour dérober sa marche à deux frégates anglaises chargées de l'observer. Dans l'espoir de leur faire prendre le change sur sa destination, Bompard descendit jusqu'au cap Finistère ; mais, voyant qu'il ne pouvait s'en débarrasser, il leur donna la chasse, et se dirigea sur l'Irlande, dont il découvrit les côtes, le 10, au soir.

Déjà les deux bâtiments ennemis avaient rejoint l'escadre du commodore Warren, qui croisant aux environs de Point-Achil, fit voile immédiatement du côté des Français. Le 12, à la pointe du jour, les deux escadres furent en présence dans les eaux de l'île de Torry. Il y avait trop de disproportion dans les forces, pour que l'issue du combat fût douteuse : le *Hoche* amena son pavillon, après quatre heures de la plus brillante résistance. Hardy, Bompard et Théobald Wolfe-Tone, l'un des chefs de l'union, furent faits prisonniers. Les frégates françaises tentèrent vainement de s'échapper. Deux seulement, avec la goëlette la *Biche*, parvinrent à gagner les ports de la république : les six autres furent capturées par l'escadre de Warren, ou par d'autres croisières. Wolfe-Tone, conduit à Dublin pour y être jugé, déploya un grand caractère dans sa défense : fidèle aux principes stoïques qu'il avait toujours professés, il envisagea la mort en sage, et se la donna lui-même, pour épargner à ses nombreux amis la douleur de le voir périr sur l'échafaud.

Les tentatives du Directoire contre l'Irlande se terminèrent par le voyage infructueux que fit une seconde fois le chef de division Savary, dans la baie de Killala. Il y apprit, en arrivant, les désastres de Humbert : et, se voyant menacé par des forces supérieures, il regagna en toute hâte, et sans mésaventure, le port de Rochefort.

Ainsi, l'expédition d'Égypte, en faisant renoncer à celle d'Irlande, au moment le plus favorable pour la tenter, ne causa pas seulement la perte de l'élite du personnel de la marine, mais fit manquer encore l'occasion de porter un coup sensible à la puissance de l'Angleterre : triste effet de la politique étroite du Directoire, et de l'ombrage que lui donnait un homme dont il redoutait plus les talents et la popularité, que la puissance même de l'ennemi le plus dangereux !

Le cabinet de Londres, tout en veillant à la garde de ses côtes, ne négligea aucun moyen de se procurer des équivalents aux conquêtes des Français. Sentant la nécessité d'avoir un port sûr dans la Méditerranée, soit pour contrarier la navigation entre Toulon et l'Égypte, soit pour mieux s'assurer l'empire de cette mer que la bataille d'Aboukir venait de lui rendre, il fit attaquer Minorque. Le gouverneur espagnol n'opposa pas dans cette île la même résistance qui avait illustré Blackney contre le maréchal de Richelieu, et qui avait fait du siége de Port-Mahon un événement célèbre. Cette place tomba sans bruit, et à peine sut-on en Europe qu'elle était passée aux mains du général Stewart.

Si leurs armes ne furent pas si heureuses en Amérique, les Anglais s'en dédommagèrent amplement en semant les germes de la scission de Saint-Domingue, sur laquelle il n'est pas hors de propos de jeter un coup d'œil.

On a vu au chapitre LXXV, qu'à la fin de 1797, ils ne possédaient plus que Port-au-Prince, le môle Saint-Nicolas et les côtes environnantes. Affaiblis par les maladies encore plus que par les combats, il eût été facile dans le cours de la campagne suivante, de les expulser de la colonie, si elle eût été dirigée par un gouvernement sage et ferme, et si Toussaint, satisfait de l'emploi de général en chef, eût voulu se soumettre franchement à l'autorité de la métropole. Mais l'anarchie entretenue par la division des noirs et des hommes de couleur, autant que l'ambition démesurée de cet homme extraordinaire, et la conduite inconsidérée des agents du Directoire, s'opposaient également à cette heureuse réunion.

Pendant la double lutte entre Rigaud, Toussaint et Santhonax, la tribune des conseils retentit souvent de plaintes contre l'administration de ce dernier. On rappela ses cruautés, ses actes arbitraires; et la violence exercée sur le général Rochambeau, envoyé par le Directoire pour prendre possession de la partie espagnole, et que, de son autorité privée, Santhonax avait fait arrêter et renvoyer en Europe. On reprocha au Directoire d'avoir naturalisé le système de spoliation aux Antilles, et pris des mesures barbares contre de malheureux habitants qui, en émigrant, n'avaient

Digitized by Google

cherché qu'à se soustraire à la férocité des noirs. Enfin, la loi du 4 pluviôse an IV, qui lui donnait le droit d'envoyer des agents dans les colonies, fut rapportée. Toutefois, comme la malheureuse situation de Saint-Domingue ne permettait pas d'y établir encore le régime constitutionnel, les conseils autorisèrent plus tard le Directoire à y envoyer de nouveaux commissaires, dont les pouvoirs ne dureraient jamais plus de 18 mois.

Le choix du gouvernement tomba sur le général Hédouville, que sa modération bien connue semblait rendre propre à calmer les factions qui déchiraient la colonie.

Toussaint Louverture était à la veille de renvoyer Raymond comme Santhonax, lorsqu'il apprit cette nomination. Son ambition en frémit ; mais il sut dissimuler son mécontentement, protesta de son attachement à la république, et envoya ses deux fils à Paris pour y être élevés au Prytanée. Afin de conserver la confiance du Directoire, il rassembla même son armée, et marcha sur le Port-au-Prince. à dessein d'en chasser les Anglais.

Ceux-ci, à qui il ne restait plus que des squelettes de régiments, sentant l'impossibilité de résister à l'armée nombreuse et aguerrie qui s'avançait contre eux, tentèrent la voie des négociations. Le général Maitland, connaissant la vanité de Toussaint, lui témoigna la plus grande considération, et lui envoya force parlementaires qui, par leurs compliments, tournèrent la tête au général africain. Bien différent de Rigaud, qui avait toujours repoussé les séductions avec mépris, il savoura l'encens que brûlait devant lui son adroit adversaire ; et la guerre à outrance qu'il devait faire aux ennemis de la république, se changea en lutte de prévenances et de politesse. Il était aisé de prévoir dès lors que l'astucieux noir qui avait frondé l'autorité de la France, et n'avait plus rien à espérer d'elle, se tournerait du côté de la puissance intéressée à le rendre indépendant.

Ce fut à cette époque que le général Hédouville arriva à Saint-Domingue : les conférences qu'il eut avec ces deux généraux, ne servirent qu'à l'éclairer sur les difficultés de sa mission. Toussaint Louverture ne se rendit auprès de lui qu'à son corps défendant : Rigaud, au contraire, ne se fit pas renouveler l'invitation : l'accueil qu'il reçut d'Hédouville, enflamma la jalousie de son rival ; et Toussaint quitta brusquement le Cap pour aller terminer ses négociations avec les Anglais.

Le général Maitland, malgré les renforts qui venaient d'entrer dans la rade du môle Saint-Nicolas, prévoyant l'impossibilité de se maintenir à Saint-Domingue, tenta un dernier expédient pour enlever cette riche possession à la France ; ou au moins, y déposer le germe de dissensions intestines. S'il faut en croire le général Pamphile Lacroix, il offrit à Toussaint Louverture, au nom du roi d'Angleterre, la souveraineté d'Haïti, avec tous les secours nécessaires pour assurer la couronne sur sa tête ; n'exigeant en retour que la signature d'un traité exclusif de commerce avec la Grande-Bretagne. Tous les genres de séduction furent mis en usage par le général anglais pour gagner Toussaint ; et peut-être ne furent-ils pas vains. Mais, soit que ce chef n'ajoutât pas entière confiance à ses promesses, soit qu'il crût indispensable d'ajourner une rupture ouverte, il enveloppa ses négociations d'un voile si mystérieux, qu'on est réduit à former des conjectures.

La capitulation du Port-au-Prince éveilla d'abord quelques soupçons ; on donna aux Anglais toutes les facilités pour l'évacuer, et ils ne le rendirent qu'après avoir embarqué ou détruit tout le matériel. Une pareille transaction, signée par le général d'une armée de 15,000 hommes, dont le moindre effort suffisait pour jeter à la mer, ou faire prisonnier le peu de troupes qui défendait une ville presque ouverte, semblait dénoter un système de ménagement qui blessait les intérêts de la république. Aussi, le général Hédouville blâma la conduite de Toussaint Louverture, et voulut négocier lui-même l'évacuation des postes que les Anglais avaient encore dans le sud et l'ouest de l'île.

Cette détermination lui attira bientôt un affront. La garnison du môle Saint-Nicolas offrit de remettre la place dans l'état où elle l'avait pris, et il y consentit. Mais Toussaint, choqué que cette convention eût été conclue sans sa participation, intrigua auprès de Maitland pour la faire annuler : et le gouverneur anglais, ravi de jeter un brandon de discorde entre les deux généraux, déclara qu'elle ne serait exécutoire qu'après avoir été ratifiée par Toussaint.

Digitized by Google

Celui-ci prit bientôt possession de cette importante place, où il fit une entrée solennelle ; on lui rendit tous les honneurs réservés au commandement suprême ; il reçut de riches présents de la part du roi d'Angleterre, et dès ce jour-là, il fut aisé de s'apercevoir, malgré la dissimulation du rusé chef des noirs, que si la colonie n'était pas acquise à l'empire britannique, elle était du moins perdue pour la France.

En effet, la mortification qu'il venait de faire essuyer au général Hédouville, n'était que le prélude de celle qu'il lui réservait. Sûr de son influence sur les noirs, Toussaint ne s'occupa qu'à s'attacher les colons. La discipline exacte qui régnait dans ses troupes, la protection manifeste qu'il accorda aux habitants portés comme émigrés sur les listes du Directoire, et le masque religieux dont il s'était revêtu, lui valurent bientôt l'amitié de tous les blancs. Il ne craignit plus dès lors de se mettre en opposition ouverte avec le commissaire du gouvernement, en différant de cinq ans l'affranchissement des esclaves, et en abolissant la dénomination d'émigrés : il rendit même à ces derniers tous leurs biens séquestrés, et en agit de même à l'égard des propriétaires qui avaient été au service des Anglais. Une mesure aussi hostile jeta le général Hédouville dans le plus grand embarras. Sans force, presque sans crédit, et voyant l'opinion se déclarer en faveur de son redoutable adversaire, il l'invita à se rendre au Cap, pour prendre connaissance des instructions nouvellement reçues du gouvernement.

Mais Toussaint Louverture jugeant qu'il fallait frapper un coup décisif, suscita les noirs à la révolte, sous prétexte que l'agent du Directoire voulait s'emparer du général en chef, pour les replonger plus facilement dans l'esclavage. Ces perfides insinuations obtinrent tout le succès qu'il en attendait : l'insurrection du 8e régiment colonial, en garnison à Fort-Dauphin, fut le signal du rassemblement de toute la population noire dans les plaines du Cap. Ses habitants tremblaient de voir renouveler les scènes sanglantes de 1793, lorsque le général Hédouville, désespérant de ramener cette foule égarée et dirigée par un chef dont il connaissait l'audace, prit le parti de s'embarquer sur les frégates ancrées dans le port, emmenant avec lui 15 à 1,600 personnes qui craignaient la vengeance des révoltés.

Ce départ ayant calmé l'effervescence des noirs, Toussaint Louverture se hâta alors d'inviter le commissaire Roume, qui se trouvait dans la partie espagnole, à prendre les rênes de l'administration générale de la colonie ; et, redoutant les suites de l'accusation intentée contre lui, il fit porter en France, par un de ses affidés, l'apologie de sa conduite. Le Directoire, flottant entre les rapports d'Hédouville qui accusait Toussaint de connivence avec les Anglais, et les plaintes de celui-ci, qui reprochait à Hédouville d'avoir abusé de son autorité et compromis le salut de la colonie, crut ne pouvoir mieux faire que de suspendre son jugement et différer l'envoi de nouveaux commissaires, jusqu'à ce qu'il eût recueilli des renseignements plus certains.

Les Anglais se réjouirent d'un événement qui relevait leurs espérances. Plusieurs habitants craignirent aussi que Toussaint Louverture, pour éviter une grande responsabilité, ne se jetât dans les bras des ennemis de la France. Mais rien, dans la conduite de ce chef, ne justifiait ces appréhensions : il paraîtrait même que plus de prudence de la part du général Hédouville, et un peu moins de légèreté dans les officiers qui l'entouraient, eussent détourné cette funeste scission, qui amoncela tant de malheurs sur la colonie. Toussaint Louverture n'était jaloux que de son autorité, et affectait en toute occasion un vif attachement pour la république. Mais l'amour de ses troupes et la confiance des habitants lui avaient révélé le secret de sa force ; et le seul tort fut au Directoire qui, au lieu d'investir d'une grande autorité l'homme qui pouvait sauver l'île, persista à méconnaître le génie qui perçait dans toutes ses actions, malgré les empreintes encore récentes de l'esclavage.

La Guadeloupe et les îles qui dépendaient de la même agence, avec plus de tranquillité intérieure, offraient aussi un état beaucoup plus prospère que Saint-Domingue.

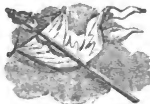
Cayenne et la Guyane, devenues les lieux d'exil de la république, ne faisaient pas de grands progrès ; car des législateurs, des journalistes, des nobles et des prêtres proscrits, ne sont pas des hommes propres à défricher une terre marécageuse.

Digitized by Google

Quant aux établissements du Sénégal, beaucoup plus coûteux qu'utiles depuis l'abolition de la traite des nègres, ils avaient été à peu près abandonnés. Ainsi, toutes ces colonies qui, avant la révolution, étaient la source d'immenses richesses, se trouvaient en quelque sorte perdues, et ne pouvaient être comptés que dans un avenir éloigné, au nombre des possessions productives de l'État.

Telle était la situation coloniale de la France au moment où se trama une nouvelle coalition. Pour compléter le tableau de cette campagne, nous devrions rapporter à nos lecteurs les exactions de Rapinat en Suisse; la lutte qui s'éleva entre lui et le directoire helvétique; les événements du mois de septembre, où Schaumbourg brûla Stanz et massacra 5 à 600 républicains d'Unterwald pour leur arracher un serment de fidélité à une constitution qu'ils abhorraient.

Il serait indispensable de parler aussi de l'intérêt que la Russie, garante du traité de Teschen, avait à s'opposer au démembrement de l'empire germanique préparé à Rastadt; des efforts du prince Repnin, pour entraîner la Prusse dans une guerre contre la France; de la sage modération et de la fermeté que Frédéric-Guillaume lui opposa. Enfin, après avoir soulevé le voile qui couvre le voyage du comte de Cobentzel à Berlin et Pétersbourg, en vue de régler la part que l'Autriche pourrait prendre à de nouvelles hostilités contre la république, au cas qu'elle ne rétablît pas les choses sur le pied du traité de Campo-Formio, nous aurions à décrire la bizarre agression du roi de Naples, et la conquête de sa capitale. Mais ces aperçus des causes de la seconde coalition appartiennent aux chapitres consacrés à retracer cette nouvelle guerre; on nous permettra donc d'interrompre le fil chronologique des événements, et de suspendre un instant le récit de tant de scènes de carnage, glorieuses, à la vérité, pour les armées françaises, mais dans lesquelles on n'entrevoit pas le moindre résultat avantageux, ni pour une liberté raisonnable, ni pour la stabilité de l'Europe, *bien moins encore pour le libre parcours des mers.*



Digitized by Google

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DES LIVRES XII ET XIII.

SECONDE PÉRIODE DE 1797.

N° 1.

Pièces relatives aux préliminaires de Léoben.

Au quartier général de Léoben, le 27 germinal an v.
(16 avril 1797).

Le général Bonaparte au Directoire exécutif.

Le général Meerfeld est venu me trouver à Léoben, le 24, à 9 heures du matin : après avoir pris connaissance de son plein-pouvoir pour traiter de la paix, nous sommes convenus d'une prolongation de suspension d'armes jusqu'au 20 avril au soir (8 floréal prochain). Ces pleins-pouvoirs étaient pour lui et pour M. le marquis de Gallo, ministre de Naples à Vienne : j'ai refusé d'abord de l'admettre comme plénipotentiaire de l'Empereur, étant, à mes yeux, revêtu de la qualité d'ambassadeur d'une puissance amie, qui se trouve incompatible avec l'autre. M. Gallo est arrivé lui-même le 25. Je n'ai pas cru devoir insister dans cette opposition, parce que cela aurait apporté beaucoup de lenteurs, et parce qu'il paraît revêtu d'une grande confiance de l'Empereur : enfin, parce que les Autrichiens et les Hongrois sont très-irrités de voir les étrangers jouer le principal rôle dans une affaire aussi importante ; et que, si nous rompons, ce sera un moyen très-considérable d'exciter le mécontentement contre le gouvernement de Vienne. La première opération dont il a été question, a été une promesse réciproque de ne rien divulguer de ce qui serait dit : on l'avait rédigée; mais ces messieurs tiennent beaucoup à l'étiquette; ils voulaient toujours mettre l'Empereur avant la république, et je l'ai refusé net.

Nous sommes à l'article de la reconnaissance. Je leur ait dit que la république française ne voulait point être reconnue; elle est en Europe ce qu'est le soleil sur l'horizon : tant pis pour qui ne veut pas la voir et ne veut pas en profiter.

Ils m'ont dit que, quand même les négociations se rompraient, l'Empereur, dès aujourd'hui, reconnaissait la république française, à condition que celle-ci conserverait à S. M. l'Empereur la même étiquette que ci-devant le roi de France. Je leur ai répondu que, comme nous étions fort indifférents sur tout ce qui est étiquette, nous ne serions pas éloignés d'adopter cet article. Nous avons après cela beaucoup parlé dans tous les sens et de toutes les manières.

Le 26, M. Gallo est venu chez moi à 8 heures du matin : il m'a dit qu'il désirait neutraliser un endroit où nous pussions continuer nos conférences en règle. On a choisi un jardin, au milieu duquel est un pavillon ; nous l'avons déclaré neutre, farce à laquelle j'ai bien voulu me prêter, pour ménager la puérile vanité de ces gens-ci. Ce prétendu point neutre est environné de tous côtés par l'armée française, et au milieu des bivouacs de nos divisions : cela eût été fort juste et fort bon, s'il se fût trouvé au milieu des deux armées. Arrivés dans la campagne neutre, l'on a entamé les négociations. Voici ce qui en est résulté :

1° La cession de la Belgique, et la reconnais-

sance des limites de la république française, conformément au décret de la convention; mais ils demandent des compensations qu'ils veulent nécessairement en Italie;

2° Ils demandent la restitution du Milanais; de sorte qu'ils auraient voulu, en conséquence de ce premier article, le Milanais et une portion quelconque des États de Venise ou des légations : si j'eusse voulu consentir à cette proposition, ils avaient le pouvoir de signer sur-le-champ. Cet arrangement ne m'a pas paru possible.

S. M. l'Empereur a déclaré ne vouloir aucune compensation en Allemagne. Je leur ai offert, pour le premier article, la restitution du Milanais et de la Lombardie, ils n'ont pas voulu : de sorte que nous avons fini par trois projets qu'ils ont expédiés, par un courrier extraordinaire, à Vienne, et dont ils auront la réponse dans deux jours.

PREMIER PROJET.

ARTICLE PREMIER.

La cession de la Belgique, les limites constitutionnelles de France.

ARTICLE II.

A la paix avec l'Empire, l'on fixera tout ce qui est relatif au pays qu'occupe la France jusqu'au Rhin.

ARTICLE III.

Les deux puissances s'arrangeront ensemble pour donner à l'Empereur tous les pays du territoire vénitien compris entre le Mincio, le Pô et les États d'Autriche.

ARTICLE IV.

On donnera au duc de Modène le pays de Brescia, compris entre l'Oglio et le Mincio.

ARTICLE V.

Le Borgamasc et tous les pays des États de Venise, compris entre l'Oglio et le Milanais, ainsi que le Milanais, formeraient une république : Modène, Bologne, Ferrare, la Romagne, formeraient une république.

ARTICLE VI.

La ville de Venise continuerait à rester indépendante, ainsi que l'Archipel.

DEUXIÈME PROJET.

Les articles 1 et 2 sont les mêmes que les précédents.

ARTICLE III.

L'évacuation du Milanais et de la Lombardie.

TROISIÈME PROJET.

Les deux premiers articles comme dans les précédents.

ARTICLE III.

La renonciation par S. M. l'Empereur de tous ses droits au Milanais et à la Lombardie.

ARTICLE IV.

La France s'engagerait à donner à S. M. l'Empereur des compensations proportionnées au Milanais et au duché de Modène, qui seront l'objet d'une négociation, et dont il devrait être en possession au plus tard dans trois mois.

Si l'un de ces trois projets est accepté à Vienne, les préliminaires de la paix se trouveraient signés le 20 avril (8 floréal); sans quoi, vu que les armées du Rhin n'ont fait encore aucun mouvement, je leur proposerais un armistice pur et simple pour les trois armées, et pour trois mois, pendant lesquels on ouvrira des négociations de paix. Pendant ce temps, on fortifierait Clagenfurth et Gratz; on ferait venir toutes les munitions de guerre de ce côté-ci; l'armée s'organiserait parfaitement, et vous auriez le temps d'y faire passer 40,000 hommes de l'armée du Rhin : moyennant quoi vous auriez une armée extrêmement considérable, dont la seule vue obligerait l'Empereur à faire de plus grands sacrifices.

Digitized by Google

Si rien de tout cela n'est accepté, nous nous battrons; et si l'armée de Sambre-et-Meuse s'est mise en marche le 29, elle pourrait, dans les premiers jours du mois prochain, avoir frappé de grands coups et se trouver sur la Reidnitz. Les meilleurs généraux et les meilleures troupes sont devant moi. Quand on a bonne volonté d'entrer en campagne, il n'y a rien qui arrête; et jamais, depuis que l'histoire nous retrace des opérations militaires, une rivière n'a pu être un obstacle réel. Moreau veut passer le Rhin, il le passera: et, s'il l'avait passé, nous serions dans un état à pouvoir dicter les conditions de la paix d'une manière impérieuse et sans courir aucun risque; mais, qui craint de perdre sa gloire, est sûr de la perdre. J'ai passé les Alpes Juliennes et les Alpes Noriques sur trois pieds de glace: j'ai fait passer mon artillerie par des chemins où jamais chariot n'avait passé, et tout le monde croyait la chose impossible. Si je n'eusse vu que la tranquillité de l'armée et mon intérêt particulier, je me serais arrêté au delà de l'Isonzo. Je me suis précipité dans l'Allemagne pour dégager les armées du Rhin, et empêcher l'ennemi d'y prendre l'offensive. Je suis aux portes de Vienne; et cette cour insolente et orgueilleuse a ses plénipotentiaires à mon quartier général. Il faut que les armées du Rhin n'aient point de sang dans les veines: si elles me laissent seul, alors je m'en retournerai en Italie. L'Europe entière jugera la différence de conduite des deux armées. Elles auront ensuite sur le corps toutes les forces de l'Empereur; elles en seront accablées, et ce sera leur faute.

BONAPARTE.

Au quartier général à Léoben, le 30 germinal an V (19 avril 1797).

Au Directoire exécutif.

Je vous ai expédié par l'adjudant général Leclerc, plusieurs projets d'arrangements qui avaient été envoyés à Vienne, et sur lesquels les plénipotentiaires attendaient des instructions. M. de Vincent, aide de camp de S. M. l'Empereur, est arrivé sur ces entrefaites; les plénipotentiaires sont venus chez moi pour reprendre le cours des négociations. Après deux jours, nous sommes convenus, et nous avons signé les préliminaires de la paix, dont vous trouverez ci-joint les articles.

Tout ce qui a été déclaré département par la loi de la convention, restera à la république.

La république lombarde se trouve non-seulement confirmée, mais encore accrue de tout le Bergamasc et de tout le Crémasc, qui lui sont déjà réunis dans ce moment par l'insurrection de ces deux pays. La partie du Mantouan qui est sur la rive droite de l'Oglio et du Pô, s'y trouve également incorporée: le duché de Modène et de Reggio, qui par la principauté de Massa et de Carrara, touche à la Méditerranée, et par la partie du Mantouan touche au Pô et au Milanais, s'y trouve également compris. Nous aurons donc, dans le cœur de l'Italie, une république avec laquelle nous communiquerons par les États de Gênes et par la mer: ce qui nous donnera, dans toutes les guerres futures en Italie, une correspondance assurée. Le roi de Sardaigne se trouve désormais être entièrement à notre disposition.

La place de Pizzighitone, qui est aujourd'hui véritablement plus forte que Mantoue; la place de Bergame et celle de Crema que l'on rétablira, garantiront la nouvelle république contre les incursions de l'Empereur, et nous donneront toujours le temps d'y arriver. Du côté de Modène, il y a également plusieurs positions faciles à fortifier, et pour lesquelles on emploiera une partie de l'immense artillerie que nous avons dans ce moment en Italie. Quant à la renonciation de nos droits sur les provinces de Bologne, Ferrare et sur la Romagne, en échange des États de Venise, elles restent toujours en notre pouvoir. Lorsque l'Empereur et nous, de concert, nous aurons réussi à faire consentir le sénat à cet échange, il est évident que la république de Venise se trouvera influencée par la république lombarde, et à notre disposition. Si cet échange ne s'effectue pas, et que l'Empereur entre en possession d'une partie des États de Venise, sans que le sénat veuille reprendre une compensation qui est inconvenante et insuffisante, les trois légations restent toujours en notre pouvoir, et nous réunirons Bologne et Ferrare à la république lombarde. Le gouvernement de Venise est le plus absurde et le plus tyrannique des gouvernements: il est, d'ailleurs, hors de doute qu'il voulait profiter du

Digitized by Google

moment où nous étions dans le cœur de l'Allemagne pour nous assassiner. Notre république n'a pas d'ennemis plus acharnés. Son influence se trouve considérablement diminuée, et cela est tout à notre avantage: cela d'ailleurs lie l'Empereur à la France, et obligera ce prince, pendant les premiers temps de notre paix, à faire tout ce qui pourra nous être agréable. Cet intérêt commun que nous avons avec l'Empereur, nous remet la balance en main: nous nous trouvons par là placés entre la Prusse et la maison d'Autriche, ayant des intérêts majeurs à arranger avec l'une et l'autre. D'ailleurs, nous ne devons pas nous dissimuler que, quoique notre position militaire soit brillante, nous n'avons point dicté les conditions. La cour avait évacué Vienne: le prince Charles et son armée se repliaient sur celle du Rhin; le peuple de la Hongrie et de toutes les parties des États héréditaires, se levait en masse; et même, dans ce moment-ci, leur tête est déjà sur nos flancs. Le Rhin n'est pas passé: l'Empereur n'attendait que ce moment pour quitter Vienne, et se porter à la tête de son armée. S'ils eussent fait la bêtise de m'attendre, je les aurais battus; mais ils se seraient toujours repliés devant nous, se seraient réunis à une partie de leurs forces du Rhin, et m'auraient accablé. Alors la retraite devenait difficile, et la perte de l'armée d'Italie pouvait entraîner celle de la république: aussi, étais-je bien résolu à essayer de lever une contribution dans les faubourgs de Vienne, et à ne plus faire un pas. Je me trouve ne pas avoir 4,000 hommes de cavalerie; et, au lieu de 40,000 d'infanterie que je vous avais demandés, il n'en est pas arrivé 20,000.

Si je me fusse, au commencement de la campagne, obstiné à aller à Turin, je n'aurais jamais passé le Pô; si je m'étais obstiné à aller à Rome, j'aurais perdu Milan; si je m'étais obstiné à aller à Vienne, peut-être aurais-je perdu la république. Le vrai plan de campagne pour détruire l'Empereur, était celui que j'ai fait; mais avec 6,000 hommes de cavalerie et 20,000 hommes de plus d'infanterie; ou bien si, avec les forces que j'avais, on eût passé le Rhin dans le temps que je passais le Tagliamento, comme je l'avais pensé, puisque deux courriers de suite m'ont ordonné d'ouvrir la campagne. Dès l'instant que j'ai prévu que les négociations s'ouvraient sérieusement, j'ai expédié un courrier au général Clarke, qui, chargé plus spécialement de vos instructions dans un objet aussi essentiel, s'en serait mieux acquitté que moi; mais, lorsque, après dix jours, j'ai vu qu'il n'était pas arrivé, et que le moment commençait à passer, j'ai dû laisser tout scrupule, et j'ai signé. Vous m'avez donné plein pouvoir sur toutes les opérations diplomatiques; et, dans la position des choses, les préliminaires de la paix, même avec l'Empereur, sont devenus une opération militaire. Cela sera un monument de la gloire de la république Française, et un présage infaillible qu'elle peut, en deux campagnes, soumettre le continent de l'Europe, si elle organise ses armées avec force, et surtout l'arme de la cavalerie.

Je n'ai pas, en Allemagne, levé une seule contribution, il n'y a pas eu une seule plainte contre nous. J'agirai de même en évacuant; et, sans être prophète, je sens que le temps viendra où nous tirerons parti de cette sage conduite: elle germera dans toute la Hongrie, et sera plus fatale au trône de Vienne, que les victoires qui ont illustré la guerre de la liberté.

D'ici à trois jours je vous enverrai la ratification de l'Empereur: je placerai alors mon armée dans tout le pays vénitien, où je la nourrirai et entretiendrai jusqu'à ce que vous m'ayez fait passer vos ordres. Quant à moi, je vous demande du repos. J'ai justifié la confiance dont vous m'avez investi: je me suis toujours considéré pour rien dans toutes mes opérations; et je me suis lancé aujourd'hui sur Vienne, ayant acquis plus de gloire qu'il n'en faut pour être heureux, et ayant derrière moi les superbes plaines de l'Italie, comme j'avais fait au commencement de la campagne dernière, en cherchant du pain pour l'armée que la république ne pouvait plus nourrir.

La calomnie s'efforcera en vain de me prêter des intentions perfides: ma carrière civile sera, comme ma carrière militaire, une et simple. Cependant, vous devez sentir que je dois sortir de l'Italie; et je vous demande avec instance de renvoyer, avec la ratification des préliminaires de paix, des ordres sur la première direction à donner aux affaires d'Italie, et un congé pour me rendre en France.

BONAPARTE.

Digitized by Google

N° 2.

Précis des conférences pour la paix séparée de l'Autriche, tant à Montebello qu'à Udine.

1° Le duc de Gallo, seul, ayant laissé entrevoir l'envie de l'Empereur d'accélérer la paix définitive, les généraux Bonaparte et Clarke signèrent avec lui, le 24 mai, une convention ci-après (A).

2° Le 19 juin, M. de Meerfeld ayant rejoint le duc de Gallo, remit avec lui une note qui détruisait l'effet de cette convention; le cabinet de Vienne l'ayant, en effet, improuvée, persistait à vouloir la réunion de deux congrès; l'un à Berne, pour la paix générale, et l'autre à Rastadt, pour celle de l'Empire.

3° Les ministres français répondirent, le 21 juin, par une note qui s'efforçait de rejeter sur leurs adversaires les entraves mises à la paix.

4° Les plénipotentiaires autrichiens, tout en combattant leurs objections, le 28 juin, proposèrent néanmoins de continuer les négociations pour aplanir les difficultés de la paix définitive, mais de les transférer à Udine.

5° Les plénipotentiaires s'étant réunis dans cette ville, le 18 juillet, ceux de l'Autriche remirent trois offices (B), pour persister sur un congrès, et se plaindre des révolutions de Venise et de Gênes. La réplique des ministres français eut lieu, le 28 juillet (C). Dès lors les envoyés autrichiens n'ayant pas de pouvoirs suffisants, Bonaparte partit pour Milan et Gallo pour Vienne, la négociation se réduisit à des choses insignifiantes entre Clarke et Meerfeld.

6° Enfin, le 31 août, ces pouvoirs étant arrivés, les négociations s'entamèrent sérieusement à Udine. Les ministres autrichiens, en déclarant que l'Empereur consentait à traiter séparément, se réservèrent la réunion d'un congrès dans le cas où l'on ne tomberait pas d'accord. Les propositions des deux partis étant trop divergentes, il fallut de part et d'autre avoir recours aux cabinets. Le général Bonaparte écrivit à cet effet au Directoire la lettre ci-jointe (D) : Talleyrand lui avait donné entre temps de nouvelles instructions, de nature à faire croire que Thugut avait envoyé des propositions directement à Paris (E); mais les conditions du Directoire, qu'on trouve dans ces instructions, ne s'accordaient point avec les préliminaires.

7° La nouvelle du 18 fructidor étant arrivée à Udine le 13 septembre, M. de Meerfeld partit pour Vienne, afin de recevoir les nouvelles instructions que ces événements pourraient nécessiter. Il revint accompagné du comte de Cobentzel; et les conférences, reprises le 27 septembre, se terminèrent le 17 octobre par la paix de Campo-Formio.

Les motifs qui déterminèrent Bonaparte à ne pas s'en tenir à la lettre aux instructions de Talleyrand pour rejeter l'Autriche de l'Italie, sont consignés dans ses lettres (F).

(A.)

Articles convenus à Montebello, le 24 mai 1797, pour la négociation de la paix définitive.

ARTICLE PREMIER.

Les négociations pour la paix définitive entre S. M. l'Empereur et roi et la république française, seront ouvertes demain, 25 mai, à Montebello, entre S. Ex. le marquis de Gallo, plénipotentiaire de S. M. l'Empereur et roi, et les citoyens Bonaparte, général en chef, et Clarke, etc., au nom de la république française.

Le traité de cette paix définitive devra être conclu et ratifié par S. M. l'Empereur et roi, et par le Directoire exécutif de la république française avant l'ouverture des négociations pour la paix de l'Empire. Il sera tenu secret et ne sera soumis à la ratification du corps législatif de France, qu'au moment dont les puissances contractantes conviendront.

ARTICLE II.

Les négociations pour la paix définitive entre l'empire germanique et la république française, auront lieu à Rastadt; elles commenceront le 1er juillet 1797.

ARTICLE III.

Aucune puissance étrangère ne sera admise à ces négociations; mais S. M. l'Empereur et roi, offrira, par un des articles du traité définitif entre

elle et la république française, sa médiation pour la paix à conclure entre ladite république et les alliés de S. M. I. et R. Cette médiation sera acceptée dans le même article par la république française.

ARTICLE IV.

Si dans quinze jours, le ministre plénipotentiaire de S. M. I. préfère, au lieu de la condition stipulée dans les articles précédents, que les puissances alliées soient appelées au congrès de Rastadt, S. M. l'Empereur et roi et la république française se chargeront, chacun de son côté, d'y inviter leurs alliés respectifs; et il sera donné des passe-ports de part et d'autre pour les plénipotentiaires des alliés invités.

Fait à Montebello, le 14 mai 1797.

GALLO, BONAPARTE.

(B.)

Notes des plénipotentiaires de S. M. I. et R.

La première ne porte que sur une dispute de mots, pour décider si la paix définitive devait être conclue dans trois mois à dater des préliminaires, ou à dater de la réunion du congrès à Berne.

La seconde note porte ce qui suit:

S. M. I. et R. ayant appris, avec les plus sensibles regrets, les atteintes multipliées qui ont été portées à la teneur claire et précise des préliminaires de paix qui ont été signés le 18 avril à Léoben, elle a ordonné à ses plénipotentiaires d'exposer les faits qui ont eu lieu en contravention de ces préliminaires aux citoyens plénipotentiaires de la république française, et d'en demander la due réparation.

En conformité de cet ordre, les soussignés ont l'honneur de remettre ci-joint aux citoyens plénipotentiaires français les récits détaillés des griefs dont il s'agit; que S. M. se plaît à n'attribuer qu'à des résolutions et démarches dont les suites désagréables et préjudiciables pour elle, n'ont point été envisagées d'abord, sous leur vrai point de vue, et nullement à un dessein prémédité de renverser et annuler tout ce qui a été stipulé à son avantage à Léoben.

En priant et requérant les citoyens plénipotentiaires de la république française de se concerter amiablement avec eux pour le prompt arrangement des difficultés qui s'opposent encore au rétablissement de la confiance et de la bonne harmonie entre les deux puissances, les soussignés déclarent, au nom et par les ordres de S. M., qu'elle persiste dans sa résolution ferme et invariable de se conformer, de son côté, avec la plus scrupuleuse fidélité, aux stipulations du 18 avril; mais que Sa Majesté, réclamant de la loyauté de la république française une parfaite réciprocité dans l'exact accomplissement des engagements mutuellement contractés, a chargé ses soussignés plénipotentiaires de protester, en son nom, solennellement, contre tout ce qui, depuis la signature des articles préliminaires patents et secrets, a été fait en contravention à leur teneur; ainsi que contre tout ce qui, en violation de ces articles, pourrait être entrepris encore par la suite jusqu'au traité de paix définitif, dont S. M. souhaite bien cordialement que la prompte conclusion, conformément aux bases établies, puisse écarter à jamais tout sujet de différend et de contestation entre elle et la république française.

Les soussignés ont l'honneur d'être avec la plus haute considération.

Udine, le 18 juillet 1797.

Signé: Marquis DE GALLO; comte DE MEERFELD, *général-major.*

Troisième note relative aux griefs indiqués à la précédente.

La subversion du gouvernement de Venise, exécutée par les armées et les agents de la république française, après la signature des préliminaires de la paix, et les fortes atteintes que ce changement imprévu a portées à l'équilibre de l'Italie et à la tranquillité des États limitrophes de S. M. I. et R. ont dû exciter son attention la plus particulière.

Malgré l'article 5 des préliminaires secrets, selon lequel les mesures à prendre concernant les

Vénitiens, auraient dû être concertées d'un commun accord; et malgré l'article 3 des préliminaires patents, par lequel les deux puissances se sont engagées à faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour contribuer à la tranquillité intérieure de leurs États, l'on a établi précipitamment sans le su et la participation de S. M., un gouvernement démocratique à Venise, qui prend particulièrement à tâche de disséminer et faire germer des principes anti-monarchiques dans les provinces autrichiennes voisines; et qui, dès son premier début, s'est permis, dans ses feuilles publiques, d'insulter grossièrement S. M. Quoique Venise soit dans la dépendance absolue des forces françaises, on tolère dans cette ville de prétendues écoles d'instruction publique, dans lesquelles, en prêchant la perversité, on outrage tous les souverains et particulièrement S. M. I. On dissimule les manifestes que la municipalité publie pour exciter les provinces de terre ferme à se liguer avec elle contre le souverain qui doit les gouverner; et l'on ne s'oppose point à l'envoi d'émissaires à Paris et ailleurs, pour solliciter les puissances à s'opposer à l'exécution des articles de Léoben. Enfin, on paraît si indifférent aux menées et aux efforts que les Vénitiens emploient contre l'honneur et les intérêts de S. M., qu'ils se croient autorisés aux excès les plus punissables contre ses officiers. Les récits contenus dans les deux feuilles ci-jointes, font connaître jusqu'à quelle extrémité ils pourront porter l'audace, si on n'emploie pas sans retard les moyens convenables pour les réprimer.

Ce serait en vain que l'on rejetterait sur la volonté spontanée des peuples, ce qui s'est passé et s epasse encore à Venise. Il est de notoriété publique que rien ne s'y fait ni ne peut s'y faire que d'après les ordres, ou au moins de l'aveu et du consentement exprès ou tacite des généraux français, lesquels ont un pouvoir surabondant pour remédier et obvier à tous ces excès et désordres.

C'est donc auprès du citoyen général en chef que les plénipotentiaires de S. M. I. et R. doivent réclamer la foi des traités, et le redressement des infractions qui y ont été faites.

S'il est évident que l'Empereur ne peut consentir à ce que Venise devienne le centre d'agitateurs audacieux, principalement occupés à répandre le trouble dans les provinces autrichiennes voisines, S. M. ne peut donc qu'insister sur le rétablissement de l'ancien gouvernement à Venise; ou qu'il lui soit donné, avec son concours et son intervention, des formes qui approchent le plus possible des anciennes, à moins que les citoyens plénipotentiaires français ne trouvent quelque autre expédient capable d'assurer la tranquillité des pays limitrophes de la domination de S. M.

La démocratisation encore plus récente du gouvernement de Gênes, consolidée par le traité du 6 juin, entre les républiques française et génoise, est un nouveau sujet de déplaisir pour S. M., qui, en sa qualité de seigneur suzerain des fiefs impériaux situés dans le territoire de Gênes, ne saurait consentir aux atteintes portées à ses droits et à ceux de l'Empire. Ils ont été formellement reconnus par la république française, qui n'ignore pas, et qui a avoué que rien ne peut être statué sur l'état de ces fiefs, sans le consentement de l'Empereur; puisque, dans un de ses derniers traités avec Gênes, il a été stipulé que la France interposerait ses bons offices, pour que les fiefs impériaux, situés dans l'État de Gênes, soient abandonnés aux Génois en pleine propriété et souveraineté.

Comment concilier donc cette nouvelle entreprise sur les droits de S. M. et de l'Empire, avec l'article 5 des préliminaires, par lequel il a été stipulé que toute hostilité cesserait entre l'empire germanique et la France?

Les soussignés prient les citoyens plénipotentiaires de la république française de vouloir bien concerter avec eux les moyens de faire cesser ces griefs, en conformité des engagements pris par les préliminaires de la paix; et ils ont l'honneur de leur réitérer les assurances de la considération la plus haute.

A Udine, le 18 juillet 1797.

Signé: Marquis DE GALLO; le comte DE MEERFELD, *général-major.*

(C.)

Réplique des plénipotentiaires de la république française.

Les plénipotentiaires de la république française

ont reçu les cinq notes datées du 18 juillet 1797 (*v. s.*), qui leur ont été adressées par Leurs Excellences les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et roi, après la remise de celle du même jour relative à la tenue du congrès. Ils continuent à voir avec douleur que le cabinet de Vienne saisit tous les prétextes pour faire naître des obstacles, et s'opposer à la conclusion de la paix : ils ne peuvent se dissimuler que les apparences mêmes ne sont plus gardées. Le ton qui règne dans les notes remises aux plénipotentiaires français, les nombreuses protestations qu'elles contiennent, la nature extraordinaire des demandes qui y sont présentées, les diverses marches des troupes autrichiennes; tout, en un mot, annonce la guerre. La reprise des hostilités de la part de l'Autriche ne semble retardée par elle, que pour gagner du temps, et se donner celui de fasciner les yeux de l'Europe par des protestations de désir de la paix, au moment où le cabinet de Vienne paraît être dans des intentions absolument contraires à ces prétentions.

Comment croire à la sincérité de ce cabinet; puisque, lorsqu'il paraît insister si fortement sur l'exécution des préliminaires de Léoben, il les viole lui-même de la manière la plus évidente? En effet, quoiqu'on ait cherché à donner à ces préliminaires une interprétation que les plénipotentiaires français refusent d'admettre, et qui ne peut avoir d'autre but que d'éloigner encore davantage la conclusion de la paix, il n'en est pas moins certain qu'on était convenu de conclure la paix définitive dans l'espace de trois mois à dater de leur signature : et cet article principal des préliminaires dont l'Europe entière désire l'exécution, se trouve manifestement violé. Déjà près de quatre mois se sont écoulés depuis cette époque : il y en a trois que les soussignés ont fait connaître aux plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et roi les pleins pouvoirs qu'ils avaient reçus du Directoire exécutif de la république française pour conclure et signer la paix définitive; tandis que le cabinet de Vienne, loin d'imiter cette conduite, s'est constamment attaché à ne faire porter les discussions entre les négociateurs respectifs, que sur des objets qui ne se liaient que par des rapports éloignés au but principal de la négociation.

L'article des préliminaires par lequel S. M. consentait à une paix séparée, ne se trouve-t-il pas encore violé par la manifestation consignée dans les notes précédentes de Leurs Excellences MM. les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et roi, de ne traiter qu'en commun avec ses anciens alliés?

Mais ce qu'il est impossible de ne pas considérer comme une violation manifeste de l'article 1er des préliminaires secrets, c'est la protestation remise par Leurs Excellences MM. les plénipotentiaires autrichiens contre l'indépendance de la Lombardie, puisque cet article porte textuellement :

« S. M. l'Empereur et roi renonce (et non pas renoncera) à la partie de ses États en Italie, qui se trouve au delà de la rive droite du Pô. »

S. M. l'Empereur ne devait occuper le territoire vénitien qu'à la paix définitive; et cependant elle s'empare de la Dalmatie et de l'Istrie c'est-à-dire, des plus belles provinces de la république de Venise! elle en chasse les garnisons, y établit son gouvernement : et le cabinet de Vienne se plaint du changement de gouvernement de Venise!

S. M. l'Empereur et roi ne dissimule pas son impatience d'entrer en possession des États de cette république; elle les voudrait tous : elle n'en excepte ni les débouchés de l'Adige et de la Brenta, ni la ville de Venise elle-même; et cependant, le cabinet de Vienne se dit animé d'une grande sollicitude pour cette ancienne république!

L'armée française occupe, il est vrai, les États de Venise, comme elle le faisait avant les préliminaires : elle occupe de plus la ville de Venise; mais elle ne s'y tient que comme auxiliaire : ses troupes ne s'y mêlent en aucune manière d'affaires politiques; et, si quelques agents subalternes de S. M. l'Empereur ont été insultés, on ne doit sans doute l'attribuer qu'au ressentiment de la part des Vénitiens, de la violence qu'a exercée l'armée impériale en entrant dans l'Istrie et la Dalmatie. Les plénipotentiaires ne pouvaient qu'interposer leur médiation entre S. M. I. et R. et la république de Venise; ils l'ont fait.

C'est cependant en conséquence des préliminaires, sur lesquels le cabinet de Vienne n'insiste que lorsqu'il les a expliqués d'une manière désastreuse pour la France, et quelquefois pour l'Empereur lui-même, que cinq provinces autrichiennes

Digitized by Google

ont été restituées à S. M.; que le port intéressant de Trieste, et, avec lui, la faculté de reprendre son commerce, ont été rendus.

Quant au changement de gouvernement à Venise et à Gênes, la république française n'y a pris aucune part : elle ne s'en est mêlée qu'à la demande des peuples, et pour éloigner les excès qui s'attachent ordinairement au berceau des révolutions. C'est donc aux gouvernements de ces deux peuples que doivent s'adresser les plénitentiaires de S. M. I. pour tout ce qui les concerne. Et comment les plénipotentiaires français ne seraient-ils pas frappés de l'insincérité apparente du cabinet de Vienne, lorsqu'il paraît affecté d'un changement arrivé à Venise, qui rend beaucoup plus facile l'exécution des préliminaires? Cette conduite ne semble-t-elle pas offrir une preuve d'un dessein formel du cabinet de Vienne de ne pas les exécuter ?

Pour ce qui est de l'affaire du duc de Modène, elle ne regarde en aucune manière le gouvernement français; c'est une affaire de lui à ses peuples.

S. M. l'Empereur, sur la seule promesse de conclure sa paix séparée, a obtenu la restitution de cinq provinces, et l'éloignement de l'armée française de sa capitale. Aujourd'hui que cette paix n'est pas encore conclue, nonobstant le texte des préliminaires, le cabinet de Vienne veut avoir cinq ou six forteresses et une grande partie de l'Italie; et, c'est en faisant également des promesses qu'il croit les obtenir! Mais, après avoir vu élever tant d'obstacles qu'il était facile d'écarter; après que les lenteurs extrêmes du cabinet de Vienne et ses refus prolongés d'adopter une marche qui convînt aux intérêts des deux puissances, ont si considérablement ajouté aux difficultés qui s'opposent à la paix, les soussignés, se voyant forcés de recueillir les vœux du cabinet de Vienne pour cette paix, plutôt dans les faits que dans les protestations qui, jusqu'ici, n'ont rien produit que d'illusoire, doivent à la république qui les a honorés de sa confiance, de ne s'écarter aucunement, dans le dessein de faire quelque chose d'agréable à Sa Majesté Impériale, du strict sens des préliminaires, d'après lesquels S. M. ne doit entrer qu'à la paix définitive dans les États de Venise.

Si S. M. croit qu'il est de son intérêt d'occuper sur-le-champ ces États, qu'elle fasse la paix sans délai ; mais, si le cabinet de Vienne veut continuer à en empêcher la conclusion, l'intérêt de la république exige que les pays de Venise et les forteresses soient entre les mains de son armée.

Quelque affligeant qu'il serait pour les plénipotentiaires français de voir des négociations entamées depuis si longtemps se terminer par la guerre, ils doivent à l'honneur de leur nation de demander si l'Autriche la veut, et d'annoncer que la république française est plutôt disposée à la faire, qu'à se laisser jouer par des subtilités ou demandes à la fois défavorables aux deux puissances, et singulièrement éloignées de la bonne foi que les plénipotentiaires français n'ont cessé d'apporter dans tout le cours de la présente négociation.

Mais, dans cette situation des choses, les soussignés espèrent que MM. les plénipotentiaires autrichiens emploieront tous leurs efforts pour faire adopter par le cabinet de Vienne, une marche plus convenable aux intérêts mutuels, et un système qui rapproche immédiatement de la paix que les soussignés ne cessent d'offrir de conclure.

Les plénipotentiaires français pourraient répondre par des contre-protestations aux notes qui leur ont été remises par Leurs Excellences MM. les plénipotentiaires autrichiens; ils pourraient retracer dans des mémoires historiques, les efforts qu'ils n'ont cessé de faire pour arriver à la conclusion de la paix définitive : mais ils écartent ces moyens; parce que leur intention est d'éloigner tout ce qui pourrait encore troubler davantage l'harmonie, qu'il est si essentiel d'établir dans la négociation dont ils sont chargés. Ils savent parfaitement que la paix, qu'il est intéressant de conclure, doit être solide et durable; être basée sur les intérêts mutuels : et l'ensemble des préliminaires de Léoben a dû témoigner à S. M. I. et R. que l'intention de la république française n'avait jamais été de priver la maison d'Autriche d'une puissance égale à celle qu'elle avait avant la guerre : les compensations qu'elle doit recevoir en offrent la preuve. Elle se trouve encore dans la marche que les négociateurs français n'ont cessé de suivre; et lorsqu'ils ont demandé quelques avantages pour la république française, ils en ont toujours proposé

d'équivalents pour la maison d'Autriche. Si le cabinet de Vienne imitait cet exemple, les deux puissances verraient bientôt succéder aux désastres enfantés par la guerre, le repos si ardemment désiré par les peuples. Le Directoire exécutif de la république française a toujours voulu que la paix fût également avantageuse, et à l'Autriche et à la France; et surtout, quelle éloignât toute possibilité d'une guerre future entre elles, tant en Italie qu'en Allemagne, en déterminant les frontières d'une telle manière qu'aucune des deux puissances ne fût, en temps de paix, dans une situation en quelque sorte offensive ou alarmante vis-à-vis de l'autre. Ne point se renfermer dans ce cercle raisonnable, faire dépendre la paix de quelques mille hommes de population de plus, qui n'ajoutent rien à la puissance d'un grand peuple, c'est oublier tous les maux dont gémit l'humanité souffrante; c'est demander une guerre qui ne peut avoir de but utile à aucune des deux nations.

En finissant, les soussignés ont l'honneur de prier MM. les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et roi, de ne pas se servir, lorsqu'ils parleront des gouvernements démocratiques et des peuples de termes qui seraient injurieux pour le gouvernement que les plénipotentiaires de la république française représentent. Il n'est jamais arrivé aux soussignés, en parlant des ministres des rois et de leurs cours, de se servir d'aucune épithète qui pût leur être injurieuse.

Les citoyens plénipotentiaires de la république française demandent à Leurs Excellences MM. les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et roi, de vouloir bien agréer l'assurance de leur haute considération.

A Udine, le 10 thermidor an v.

Signé : Bonaparte et H. Clarke.

(D.)

Lettre du général Bonaparte au Directoire, pour demander de nouvelles instructions.

Passeriano, le 2e jour complémentaire an v (18 septembre 1797).

Il est indispensable que vous jetiez un coup d'œil sur le congrès d'Udine.

M. de Meerfeld est parti pour Vienne.

Vous aurez vu dans la seconde séance du protocole, que nous avons déclaré aux plénipotentiaires de S. M. I. que si, au premier octobre, la paix n'était pas signée, nous ne négocierions plus sur la base des préliminaires, mais sur la base respective de la puissance des deux États.

Il serait possible qu'avant le 1er octobre, M. de Meerfeld revînt avec des instructions de signer la paix aux conditions suivantes :

1° La ligne de l'Adige à l'Empereur, y compris la ville de Venise.

2° La ligne de l'Adige à la république cisalpine et dès lors Mantoue.

3° Les limites constitutionnelles telles qu'elles sont spécifiées dans le protocole de la cinquième séance, y compris Mayence.

4° Que l'Empereur n'entrerait en possession de l'Italie, que lorsque nous entrerions dans les remparts de Mayence.

5° Corfou et les autres îles à nous.

6° Que ce qui manque pour arriver aux limites du Rhin, pourrait être arrangé dans la paix avec l'Empire.

Il faut que je sache si votre intention est d'accepter ou non ces propositions.

Si votre *ultimatum* était de ne pas comprendre la ville de Venise dans la part de l'Empereur, je doute que la paix se fasse, et les hostilités recommenceraient au commencement d'octobre. (Cependant Venise est la ville la plus digne de la liberté, de toute l'Italie.)

L'ennemi est en position de guerre vis-à-vis de moi : il a sur les frontières d'Italie, dans la Carinthie, la Carniole et le Tyrol, 10,000 hommes de cavalerie, et 90,000 d'infanterie.

Il y a dans l'intérieur et sur les confins de la Hongrie, 18,000 hommes de cavalerie hongroise levés en masse, et qui s'exercent depuis trois mois.

L'armée française en Italie a un pays immense et un grand nombre de places fortes à garder; ce qui fait que je ne pourrai prendre l'offensive qu'avec 4,000 hommes de cavalerie et 45,000 d'infanterie sous les armes. Ajoutez à cela à peu près 2,000 Polonais, et tout au plus 4,000 Italiens, devant rester en Italie pour maintenir la police et

Digitized by Google

prêter main-forte à leur gouvernement, qui sera tourmenté par toute espèce de factions et de fanatisme, quelles que soient les mesures que je compte prendre pour assurer la tranquillité pendant mon absence.

Je crois donc que, si votre *ultimatum* est de garder Venise, vous devez regarder la guerre comme probable ; et,

1° M'envoyer l'ordre d'arrêter la marche de 5,000 hommes qui vont dans l'intérieur, pour que je les fasse revenir à l'armée ;

2° Faire ratifier par les conseils le traité d'alliance avec le roi de Sardaigne ; ce qui mettrait à peu près 8,000 hommes de plus à ma disposition.

Malgré ces mesures, l'ennemi sera encore plus fort que moi. Si je le préviens et que je prenne l'offensive, je le bats ; et je suis, quinze jours après le premier coup de fusil, sous les murs de Vienne. S'*il* prend l'offensive avant moi, tout devient douteux.

Mais, en supposant que vous prissiez les deux autres mesures que je vous indique afin d'augmenter l'armée, vous sentez que le jour où je serais près de Gratz, j'aurais le reste des forces autrichiennes sur les bras.

J'estime donc que, pour faire de grandes choses, telles que la nation a le droit de l'attendre du gouvernement, si les Autrichiens n'acceptent pas les propositions de paix supposées plus haut, il faut que je sois renforcé de 4,000 hommes de cavalerie ; entre autres, de deux régiments de cuirassiers, et de 12,000 hommes d'infanterie.

Je pense également que du restant vous ne devez former sur le Rhin qu'une seule armée ; qu'elle doit avoir pour but d'entrer en Bavière, de manière qu'en pressant l'ennemi entre ces deux masses, nous l'obligions à nous céder tout le pays en deçà du Danube.

Faites attention que je suis ici plus près de Vienne, que ne l'est Ratisbonne de l'armée du Rhin ; et qu'il faut vingt jours de marche à celle-ci pour arriver à cette dernière ville.

Tous les yeux, comme toutes les meilleures troupes et toutes les forces de la maison d'Autriche, sont contre l'armée d'Italie : et toutes ces forces sont disposées en échelons, de manière à accourir promptement au point où j'aurais percé.

Si votre *ultimatum* est que Venise ne soit pas donnée à l'Empereur, je pense qu'il faut sur-le-champ prendre les mesures que je vous ai indiquées. A la fin d'octobre, les renforts que je demande peuvent être arrivés à Milan : et, en supposant que nous rompions, le 15 octobre, les quinze jours dont nous conviendrons pour en prévenir nos gouvernements et les armées, conduisent au 1er novembre ; et je m'arrangerai de manière, dès l'instant que je saurai que ces renforts auront passé les Alpes, à m'en servir comme s'ils étaient déjà sur l'Isonzo.

Je vous prie, citoyens directeurs, de donner la plus grande attention à toutes les dispositions contenues dans la présente lettre ; de surveiller, et de vous assurer de l'exécution des différents ordres que vous donnerez ; car la destinée de l'Europe sera indubitablement attachée aux mesures que vous prendrez.

Je vous envoie ci-joint une note sur la situation de mon armée, calculée sur sa force actuelle, pour vous mettre à même de juger de la vérité de l'exposé que je vous fais.

BONAPARTE.

Passeriano, le 4 vendémiaire an VI (25 septembre 1797.)

Au Directoire exécutif.

Un officier est arrivé avant-hier de Paris à l'armée d'Italie. Il a répandu dans l'armée, qu'il était parti le 25 ; qu'on y était inquiet de la manière dont j'aurais pris les événements du 18. Il était porteur d'une espèce de circulaire du général Augereau à tous les généraux de division de l'armée.

Il avait une lettre du ministre de la guerre à l'ordonnateur en chef, qui l'autorisait à prendre tout l'argent dont il aurait besoin pour sa route : vous en trouverez la copie ci-jointe.

Il est constant d'après tous ces faits, que le gouvernement en agit envers moi à peu près comme envers Pichegru, après vendémiaire.

Je vous prie, citoyens directeurs, de me remplacer et de m'accorder ma démission. Aucune puissance sur la terre ne sera capable de me faire continuer de servir après cette marque horrible

Digitized by Google

de l'ingratitude du gouvernement, à laquelle j'étais bien loin de m'attendre.

Ma santé, singulièrement affectée, demande impérieusement du repos et de la tranquillité.

La situation de mon âme a aussi besoin de se retremper dans la masse des citoyens. Depuis trop longtemps, un grand pouvoir est confié dans mes mains. Je m'en suis servi, dans toutes les circonstances, pour le bien de la patrie : tant pis pour ceux qui ne croient point à la vertu, et qui pourraient avoir suspecté la mienne. Ma récompense est dans ma conscience et dans l'opinion de la postérité.

Je puis, aujourd'hui que la patrie est tranquille et à l'abri des dangers qui l'ont menacée, quitter sans inconvénient le poste où je suis placé.

Croyez que, s'il y avait un moment de péril, je serais au premier rang pour défendre la liberté et la constitution de l'an III.

BONAPARTE.

(F.)

Passeriano, le 27 vendémiaire an VI (18 octobre 1797).

LETTRE DU GÉNÉRAL BONAPARTE EXPLIQUANT LES MOTIFS QUI L'ONT DÉTERMINÉ A LA PAIX.

Au ministre des relations extérieures.

La paix a été signée hier avant minuit. J'ai fait partir, à deux heures, le général Berthier et le citoyen Monge, pour vous porter le traité en original. Je me suis référé à vous en écrire ce matin, et je vous expédie, à cet effet, un courrier extraordinaire qui vous arrivera en même temps, et peut-être avant le général Berthier : c'est pourquoi j'y inclus une copie collationnée de ce traité.

1° Je ne doute pas que la critique ne s'attache vivement à déprécier le traité que je viens de signer. Tous ceux cependant qui connaissent l'Europe et qui ont le tact des affaires, seront bien convaincus qu'il était impossible d'arriver à un meilleur traité, sans commencer par se battre, et sans conquérir encore une ou deux provinces de la maison d'Autriche. Cela était-il possible ? oui. Préférable ? non.

En effet, l'Empereur avait placé toutes ses troupes contre l'armée d'Italie, et nous avons laissé toute la force de nos troupes sur le Rhin. Il aurait fallu trente jours de marche à l'armée d'Allemagne pour pouvoir arriver sur la lisière des États héréditaires de la maison d'Autriche; et, pendant ce temps-là, j'aurais eu contre moi les trois quarts de ses forces. Je ne devais pas avoir les probabilités de les vaincre; et, les eussé-je vaincues, j'aurais perdu une grande partie des braves soldats qui ont à eux seuls vaincu la maison d'Autriche, et changé les destinées de l'Europe.

2° Vous avez 150,000 hommes sur le Rhin; j'en ai 50,000 en Italie. L'Empereur, au contraire, a 150,000 hommes contre moi; 40,000 en réserve, et au plus, 40,000 au delà du Rhin.

3° Le refus de ratifier le traité du roi de Sardaigne, me privait de 10,000 hommes, et me donnait des inquiétudes réelles sur mes derrières, qui s'affaiblissaient par les armements extraordinaires de Naples.

4° Les cimes des montagnes sont déjà couvertes de neige : je ne pouvais pas, avant un mois, commencer les opérations militaires; puisque, par une lettre que je reçois du général qui commande l'armée d'Allemagne, il m'instruit du mauvais état de son armée, et me fait part que l'armistice qui existait entre les armées, n'est pas encore rompu. Il faut dix jours pour qu'un courrier se rende d'Udine à l'armée d'Allemagne annoncer la rupture. Les hostilités ne pouvaient donc, en réalité, commencer que 25 jours après la rupture; et alors, nous nous trouvions dans les grandes neiges.

5° Il y aurait eu le parti d'attendre au mois d'avril, et de passer tout l'hiver à organiser les armées et à concerter un plan de campagne, qui était, pour le dire entre nous, on ne peut plus mal combiné : mais ce parti ne convenait pas à la situation intérieure de la république, de nos finances, et de l'armée d'Allemagne.

6° Nous avons la guerre avec l'Angleterre : cet ennemi est assez considérable.

Si l'Empereur répare ses pertes dans quelques années de paix, la république cisalpine s'organisera de son côté, et l'occupation de Mayence et la destruction de l'Angleterre nous compenseront du reste, et empêcheront bien ce prince de penser à se mesurer avec nous.

Digitized by Google

7° Jamais, depuis plusieurs siècles, on n'a fait une paix plus brillante que celle que nous faisons. Nous acquérons la partie de la république de Venise la plus précieuse pour nous. Une autre partie du territoire de cette république est acquise à la Cisalpine, et le reste à l'Empereur.

8° L'Angleterre allait renouveler une autre coalition. La guerre, qui a été nationale et populaire lorsque l'ennemi était sur nos frontières, semble aujourd'hui étrangère au peuple, et n'est devenue qu'une guerre de gouvernement. Dans l'ordre naturel des choses, nous aurions fini par y succomber.

9° Lorsque la Cisalpine a les frontières les plus militaires de l'Europe; que la France a Mayence et le Rhin; qu'elle a dans le Levant, Corfou, place extraordinairement bien fortifiée, et les autres îles; que veut-on davantage? Diverger nos forces, pour que l'Angleterre continue d'enlever à nous, à l'Espagne, à la Hollande, leurs colonies, et éloigner encore pour quelque temps, le rétablissement de notre commerce et de notre marine?

10° Les Autrichiens sont lourds et avares: aucun peuple moins intrigant et moins dangereux pour nos affaires maritimes qu'eux: l'Anglais, au contraire, est généreux, intrigant, entreprenant. Il faut que notre gouvernement détruise la monarchie anglicane, ou il doit s'attendre lui-même à être détruit par la corruption et l'intrigue de ces actifs insulaires. Le moment actuel nous offre un beau jeu. Concentrons toute notre activité du côté de la marine, et détruisons l'Angleterre, cela fait, l'Europe est à nos pieds.

Bonaparte.

(E).

Paris, 2 fructidor an v (19 août 1797).

Nouvelles instructions du ministre Talleyrand.

Aux généraux Bonaparte et Clarke.

Vous avez dû voir, citoyens généraux, les dernières ouvertures de M. Thugut, dans sa lettre du 31 juillet, que je vous ai adressée il y a quelques jours; et les intentions du Directoire, dans ma réponse. Vous êtes à portée de tout juger: rien n'échappe à votre discernement de ce qui peut être moyen ou obstacle; et vous êtes munis d'amples pouvoirs, dont le Directoire vous renouvelle la confirmation: ils vous serviront pour mettre à profit les dispositions que l'Empereur manifeste. Le Directoire, de son côté, doit vous instruire de ses intentions: il continue à désirer la paix; et ce désir soutenu lui fait vouloir, quel que soit l'événement de la négociation, que les torts soient du côté de l'Empereur.

Dans cette vue, il s'est déterminé à vous presser de reprendre la négociation sur la base générale des préliminaires de Léoben; mais il désire que vous vous écartiez des stipulations qui nous sont évidemment défavorables: et comme ces préliminaires ne sont plus de rigueur, ainsi que vous l'observez dans la dernière note que vous avez remise au ministre plénipotentiaire de l'Empereur, il y a lieu d'espérer qu'il ne vous sera pas impossible, d'après les circonstances où vous vous trouvez, d'en tirer encore un parti avantageux.

Je vous remets, pour cet effet, devant les yeux, les objets qui doivent vous occuper de préférence au moment de conclure.

Le principal de ces objets est d'éloigner l'Empereur de l'Italie, et d'insister sur ce qu'il s'étende en Allemagne. Vous concevez, sans peine, l'intérêt que nous y avons: nous réduisons sa puissance maritime; nous le mettons en contact avec son ancien rival, le roi de Prusse; et nous l'écartons des frontières de la république, notre alliée, qui, dénuée de forces militaires, et située entre les États du grand-duc de Toscane et ceux de l'Empereur, serait bientôt influencée ou subjuguée par la maison d'Autriche.

Entre les raisonnements que vous pourrez employer, et que vos lumières vous suggéreront pour engager l'Empereur à se prêter à nos vues, je vous en indiquerai quelques-uns qui me paraissent d'une grande force. L'Empereur doit trouver peu de sûreté à ranger sous sa domination des peuples remplis de l'esprit de la liberté, et voisins d'une république démocratique à laquelle quelques-uns d'entre eux auront déjà appartenu. Il lui sera impossible de les gouverner sur le pied de ses autres sujets: il faudra qu'il leur accorde des priviléges; et même, avec ce moyen, sa domination ne per-

mettrait pas d'être tranquille. Cette acquisition serait donc presque nulle pour lui, comme il paraît déjà le sentir dans les mémoires qu'il vous a fait remettre le 18 juillet. En second lieu, le voisinage de ses États avec ceux de la république italique, à la conservation de laquelle la France prend un si grand intérêt, doit nécessairement produire des troubles, et faire naître de nouvelles guerres entre les deux puissances.

Si donc l'Empereur désire conclure une paix solide et fermer la porte à tout motif de rupture, il ne doit point insister sur la possession de ces provinces; et il doit s'attendre nécessairement, à la première guerre, que ces peuples secoueront son joug, et se joindront aux républiques française et italique. Une possession aussi inquiète et aussi précaire ne vaudrait donc, dans aucun cas, les dédommagements que la république pourrait lui offrir en Allemagne, dans un pays où les peuples sont accoutumés à sa domination; et où, éloigné des frontières de la France et de celles de ses intimes alliés, qu'elle regarde comme les siennes, il pourrait espérer, pour ainsi dire, de n'être jamais attaqué par elle.

Si la maison d'Autriche trouvait ces raisonnements concluants, il y aurait trois propositions à faire :

La première, qu'elle renonce à toute la terre ferme de Venise, et se contente de la Dalmatie et de l'Istrie vénitiennes dont elle s'est déjà emparée, et qu'il n'est pas à espérer qu'elle consente jamais à évacuer. Vous pouvez faire valoir l'indulgence avec laquelle la république a permis qu'elle occupât dès à présent ces provinces qui ne lui reviennent qu'à la paix.

L'archevêché de Salzbourg et l'évêché de Passau compenseraient amplement la terre ferme de Venise proprement dite. On pourrait même ajouter la prévôté de Bergtoldsgaden et le haut Palatinat jusqu'à la Nab, ainsi que les évêchés de Trente et de Brixen, s'il consentait à renoncer à toute indemnité en Italie; même l'Istrie et la Dalmatie vénitiennes.

C'est dans ce système de sécularisation, auquel il faut en venir tôt ou tard et qui est déjà consenti par la Prusse, la Hesse, Wurtemberg et Baden, que l'Empereur trouvera à la fois un dédommagement plus ample et un arrondissement plus convenable à ses États héréditaires, que dans des provinces italiennes, agitées par les principes de la démocratie et qui, d'ailleurs, seraient pour sa maison des sujets perpétuels de guerre.

Si, malgré toutes ces bonnes raisons, cette première proposition ne réussissait pas, vous pourriez en faire une seconde, par laquelle l'Empereur renoncerait à tout ce qui lui a été promis sur la gauche de l'Adige. De cette manière, Mantoue, Brescia et Polésine de Rovigo, seraient réunis à la république italique, et le dédommagement en Allemagne ne se bornerait qu'à l'évêché de Passau seul, sans la ville.

Ce qui importe infiniment au Directoire, c'est que Mantoue ne retombe pas entre les mains de l'Empereur; et, à cet égard, vous vous rappellerez sans doute les instructions qui vous ont été transmises antérieurement par mon prédécesseur, le 15 prairial passé. Il y est dit que, s'il était possible de procurer à la république italique Mantoue, Brescia, jusqu'à l'Adige, le Directoire consentirait à ce que Venise appartînt à l'Empereur : mais il se bornerait à demander que la petite ville de Chioggia, qui se trouve dans les lagunes à l'embouchure de l'Adige fût réservée à cette république; afin de lui procurer un débouché pour l'exportation de ses denrées. Dans ce cas, la cession formelle de Venise importerait plus au Directoire, d'autant que cette ville est tellement sous la main de l'Empereur, qu'il serait impossible qu'il ne s'en emparât pas sous peu, et qu'il serait toujours maître de l'affamer.

Mais aucune de ces trois propositions ne nous est plus avantageuse que la première. C'est donc à faire adopter celle-là qu'il s'agit de mettre les plus grands efforts, en insistant sur les motifs allégués plus haut, qui doivent déterminer l'Empereur à s'étendre de préférence en Allemagne.

Dans le cas de ces trois alternatives, et surtout dans celui des deux dernières, la république italique a besoin d'être fortement organisée, surtout sous le rapport militaire. Il faut que le traité lui assure, non-seulement l'indépendance, mais encore la consistance. Elle aura pour voisins l'Empereur, le roi de Sardaigne et le grand-duc de Toscane. Cette situation critique nécessite une grande force

Digitized by Google

militaire, sous le rapport des troupes et des forteresses. Quant aux premières, elles sont peu de choses, même y compris les légions polonaises. Vous ne les faites guère monter qu'à environ 6 à 8,000 hommes en tout, dans une de vos dépêches. L'unique moyen de parer à cet inconvénient, est d'enseigner la guerre à des peuples qui passent pour belliqueux ; c'est d'entretenir chez eux des troupes françaises, à l'imitation de ce que le comité de salut public a fait avec la Hollande. Il faut donc porter le plus haut possible le nombre des troupes que vous pouvez laisser à la république italique.

Quant aux forteresses, cette république est dans un dénûment presque total, en vertu des préliminaires ; tandis que l'Empereur a Palma-Nova, Peschiera, Mantoue, Porto-Legnago, et les châteaux de Vérone, d'Osopo et de Brescia. Ce danger est tel, qu'il devient indispensable d'aviser aux moyens de ne pas remettre à l'Empereur toutes ces places, et de faire passer l'une des trois propositions indiquées plus haut.

En attendant, l'évacuation de toutes ces forteresses ainsi que de toute la gauche de l'Oglio et du Pô, qui est promise à l'Empereur, doit être retardée le plus possible. Il est dit dans les instructions du 17 floréal, que cette évacuation sera subordonnée à celle que fera l'Empereur, du territoire jusqu'au Lech et la Rednitz, et des places de Manheim, Mayence et Ehrenbreitstein. Le Directoire confirme cette condition capitale, et désire en outre que les troupes de la république n'évacuent l'Italie qu'après la paix continentale. C'est d'après cette détermination, que vous demanderez le plus long-temps possible pour cette évacuation.

Si, comme il est à désirer, Venise ne sert pas d'échange contre Mantoue, ainsi qu'il est dit dans les instructions du 15 prairial, et que nous obtenions la droite de l'Adige ou toute la terre ferme contre des dédommagements en Allemagne, cette ville peut subsister par elle-même sous la forme de république démocratique en conservant sa terre ferme et ses îles, ou être réunie à la république cisalpine. Ce dernier parti paraît le plus avantageux. Si Venise demeure indépendante, les anciens oligarques, qui n'aiment ni la France ni les principes de liberté, et qui conserveront toujours de l'influence, feront tout pour la soumettre à l'Empereur : au lieu qu'ils seront efficacement bridés et surveillés, s'ils appartiennent à un gouvernement central placé à Milan ou ailleurs, et qui n'ait contre l'Empereur que des motifs de haine ou de crainte. La république italique, gagnant outre cela à cette réunion une étendue considérable de côtes sur l'Adriatique, pourra concourir avec nous à balancer l'influence commerciale que l'Empereur acquerrait dans la Méditerranée et l'Archipel. Dans ce cas, et surtout dans celui où l'Empereur aurait la Dalmatie et l'Istrie, les îles du golfe de Venise, celles de la Grèce qui lui appartiennent, et les villes vénitiennes en Albanie demeureraient à la république cisalpine, ou seraient cédées à la France. Dans tous les cas, Corfou, Céphalonie, Zante et Cérigo, doivent rester à la république française.

Il importe également de s'opposer à ce que l'Empereur conserve Raguse, dont il s'est emparé contre toute espèce de droit. Il faudra, pour cet effet, qu'un article du traité définitif assure l'indépendance de cette petite république, et que l'Empereur s'en dessaisisse tout de suite.

Après avoir parcouru les articles relatifs à l'Italie, je passe à ceux qui concernent l'Allemagne.

L'Empereur traite avec la république comme roi de Hongrie et de Bohême, et en sa qualité d'empereur d'Allemagne. Sous le premier de ces rapports, il doit céder tout ce qui lui appartient sur la rive gauche du Rhin. Cette cession emporte le comté de Falckenstein, le Frickthal, et les terres et droits que la maison d'Autriche possède sur la rive gauche du Rhin au-dessus de Bâle. Le Directoire s'en réfère à cet égard aux diverses instructions données au général Clarke : notamment celles des 3 et 30 floréal, par lesquelles il demande en outre les îles du Rhin dépendantes du Brisgaw, et le Vieux-Brisach.

Comme chef de l'empire germanique, l'Empereur doit d'abord consentir à ce que tout le territoire cédé ou à céder à la république française sur la gauche du Rhin, soit à perpétuité soustrait à la suprématie de l'Empire. Il est absurde que, sous le prétexte du maintien de l'intégrité de l'Empire, on veuille attaquer les droits de la république sur Liége, Stavelot et Malmédy ; comme si

Digitized by Google

cette intégrité n'était pas une chimère, après les atteintes qui lui ont été portées par tous les traités déjà conclus avec des princes allemands, et par la reconnaissance que l'Empereur lui-même a solennellement faite des limites de la république française, fixées par la constitution et les lois de la république. Vous penserez donc qu'il faut hautement exiger ce point, et ne permettre aucune tergiversation ni réserve. L'Empereur doit renoncer également à tous droits de suzeraineté, prétendus et souvent exercés par l'Empereur et l'Empire sur différents États d'Italie; et consentir à ce que les fiefs dits impériaux, dans l'État de Gênes, soient remis à la république pour en disposer.

Le Directoire ignore le montant des dettes hypothéquées sur la Belgique: il faut faire tous vos efforts pour le connaître, et rejeter, si le contraire n'est pas solennellement convenu, toutes celles contractées pendant la guerre.

Restent les dédommagements à fixer au stathouder et au duc de Modène. L'un et l'autre doivent le trouver sur la droite du Rhin, et aux dépens de biens ecclésiastiques. C'est le principe auquel vous travaillerez à faire consentir l'Empereur.

Le duc de Modène ne peut plus prétendre à la Romagne qui lui avait d'abord été adjugée, depuis que celle-ci est actuellement réunie à la république italique. Comme il est presque convenu que l'Empereur cédera le Brisgaw, cet objet ne parait pas devoir souffrir de contestation.

Quant au stathouder, vous êtes instruit par une lettre de mon prédécesseur, du 15 prairial passé, que le Directoire verrait avec plaisir le roi d'Angleterre expulsé de l'Allemagne; et le Hanovre servirait d'indemnité à ce prince. Mais, outre que cette mesure souffrirait de grandes difficultés de la part de l'Empereur, elle aurait l'inconvénient d'approcher trop le stathouder de la république batave.

Il serait très à souhaiter que l'Empereur consentit à transporter au stathouder le Brisgaw autrichien. Le moyen le plus efficace pour lui faire goûter ce projet, est de séculariser, en faveur du duc de Modène, quelque principauté ecclésiastique, reversible à l'archiduc Ferdinand, oncle de l'Empereur. Cette principauté pourrait se trouver en Souabe. L'Empereur doit être plus flatté d'établir sa maison en Allemagne qu'en Italie : il ne peut se dissimuler que cet établissement sera plus solide; et que, s'il consent de bonne grâce à se dessaisir du Brisgaw, le dédommagement du duc de Modène pourrait en être plus considérable.

Au reste, le Directoire désire que, dans ce que je vous écris ici, vous ne voyiez que diverses combinaisons plus ou moins favorables à la république, dans lesquelles vous chercherez des directions et non des ordres : il a une entière confiance en vous, et se repose sur votre sagesse, comme sur votre gloire. Votre énergique réponse du 10 thermidor aux cinq notes des ministres de l'Empereur, lui prouverait seule, s'il en était besoin, combien est fondée cette confiance.

Il consent donc que vous négociez sur la base des préliminaires de Léoben, mais avec précaution; et seulement autant que, sur chaque point bien médité, il vous sera prouvé qu'il ne sera pas possible d'obtenir mieux.

Dans le cas où il serait accordé à l'Empereur tout ce que les préliminaires lui donnent en Italie, vous sentez sûrement l'utilité de ne lui donner aucun dédommagement en Allemagne, et de le faire renoncer aux prétentions qu'il pourrait avoir sur la Bavière et sur quelques-unes des nouvelles sécularisations.

Enfin, le Directoire vous demande d'avoir sans cesse présente à l'esprit la nécessité d'affermir la république italique; l'avantage de repousser le plus possible l'Empereur en Allemagne, de vous assurer son influence pour la négociation avec l'Empire; de ne pas laisser Mantoue à sa disposition; d'écarter aussi, dans les circonstances, toute idée de congrès. Les motifs de tels vœux doivent être vivement sentis par vous : mais, encore une fois, ils sont des avertissements, et rien autre chose.

La Dalmatie et l'Istrie vénitiennes devant, suivant toute apparence, rester à l'Empereur et amener de nouvelles relations commerciales, vous arrêterez, dans un article, qu'il sera fait un traité de commerce, par lequel la France jouira des avantages des nations les plus favorisées. Les détails en seront renvoyés à l'époque même de ce traité.

Vous demanderez avec force, et vous saurez

Digitized by Google

l'obtenir, la liberté de toutes personnes détenues pour cause d'opinions politiques, et victimes de leur amour pour les Français et pour la liberté.

Enfin, vous exigerez, comme réparation et indemnité pour les citoyens Maret et Sémonville, ambassadeurs de la république française, enlevés à main armée sur un territoire neutre, en 1793, par ordre de l'archiduc Ferdinand; pillés, chargés de liens, conduits à travers l'Allemagne de cachots en cachots; et, par la violation la plus révoltante du droit des gens, détenus en prison pendant 30 mois, eux et leur suite; vous exigerez, dis-je, la somme de 354,440 livres, à laquelle furent fixées, par ordre du Directoire, le 23 floréal an IV, non les réparations, mais les indemnités seules qu'ils avaient le droit de réclamer. De plus, pour la citoyenne Mongeroult, veuve du citoyen Mongeroult, ci-devant maréchal de camp, lequel, chargé d'une mission extraordinaire à la cour de Naples, fut arrêté par ordre du même archiduc, et a péri dans les cachots de Mantoue, après avoir été indignement pillé, la somme de 50,000 livres. Et enfin, pour la famille de Lamarre, secrétaire de légation à Constantinople, et de Tacistro, ingénieur-interprète attaché à cette résidence, l'un et l'autre arrêtés par la même autorité et morts en prison, une indemnité que vous déterminerez.

Cette lettre n'annule en rien les instructions passées, en ce qui n'y serait pas directement contraire. Du reste, elle ne gêne aucune de vos combinaisons, et vous laisse parfaitement les maîtres d'agir suivant votre prudence.

Signé : CH.-MAUR. TALLEYRAND.

SUITE.

Paris, le 2 fructidor an V (19 août).

Au Général en chef.

J'ai reçu avant-hier, 30 fructidor, citoyen général, avec la lettre que vous m'avez adressée, votre réponse aux cinq notes des ministres de l'Empereur. Je l'ai trouvée, comme tout ce qui vient de vous, énergique, noble, précise et lumineuse. C'est ainsi qu'il convient à Bonaparte de parler; c'est ainsi que vous savez, même par vos écrits, faire respecter la république. Je l'ai communiquée sur-le-champ au Directoire : il en a reçu la même impression, et il désire que je vous la transmette.

Je ne doute pas que les dispositions plus rapprochées qu'annonce le baron Thugut dans la lettre que je vous ai déjà envoyée, ne soient à beaucoup d'égards le résultat de votre réponse. Votre fermeté en a sans doute imposé à ses prétentions : vous saurez, au reste, apprécier son nouveau langage.

J'adresse aujourd'hui, à vous et au général Clarke, une lettre dont le Directoire désire que le contenu soit présent à votre esprit pendant la négociation. Je vous le répète : ce ne sont que des vues dont vous tirerez le meilleur parti possible, et nullement des entraves.

En résultat, le Directoire vous laisse un champ libre pour la paix : elle est d'ailleurs, dans les vœux de tous les Français; et, faite par vous, elle excitera leur enthousiasme.

Je ne saurais trop vous dire, citoyen général, à quel point mon amour du bien public se confond avec ma confiance dans vos lumières, mon respect pour votre gloire, et mon attachement pour votre personne.

Signé : CH.-MAUR. TALLEYRAND.

N° 3.

Traité de paix définitif, conclu entre la république française et l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême.

Sa Majesté, l'empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohême et la république française, voulant consolider la paix, dont les bases ont été posées par les préliminaires, signés au château d'Eckenwald près de Léoben en Styrie, le 18 avril 1797 (29 germinal, an V de la république française une et indivisible), ont nommé pour leurs plénipotentiaires; savoir : S. M. l'Empereur et roi, le sieur D. Martius Mastrilly, noble patricien napolitain, marquis de Gallo, chevalier de l'ordre royal de Saint-Janvier, gentilhomme de la chambre de S. M. le roi des Deux-Siciles, et son ambassadeur extraordinaire à la cour de Vienne; le sieur Louis, comte du saint-empire romain, de Cobentzel, grand'croix de l'ordre royal de Saint-Étienne,

Digitized by Google

chambellan, conseiller d'État intime actuel de Sadite Majesté Impériale et Royale Apostolique, et son ambassadeur extraordinaire près de S. M. Imp. de toutes les Russies; le sieur Maximilien comte de Meerfeld, chevalier de l'ordre Teutonique et de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, chambellan et général-major de cavalerie dans les armées de Sadite Majesté l'Empereur et roi; et le sieur Ignace, baron de Degelmann, ministre plénipotentiaire de Sadite Majesté près la république helvétique : et la république française, Bonaparte, général en chef de l'armée française en Italie; lesquels, après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Il y aura, à l'avenir et pour toujours, une paix solide et inviolable entre S. M. l'Empereur, roi des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, ses héritiers et successeurs, et la république française. Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs États une parfaite intelligence, sans permettre doréuavant que de part et d'autre on commette aucune sorte d'hostilité par terre ou par mer, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être : et on évitera soigneusement tout ce qui pourra altérer à l'avenir l'union heureusement établie. Il ne sera donné aucun secours ou protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter quelque préjudice à l'une ou à l'autres des parties contractantes.

ARTICLE II.

Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les parties contractantes feront lever tous séquestres mis sur les biens, droits et revenus des particuliers, résidant sur les territoires respectifs et les pays qui y sont réunis, ainsi que des établissements publics qui y sont situés. Elles s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers et établissements publics; et à payer ou rembourser toutes rentes constituées à leur profit sur chacune d'elles.

Le présent article est déclaré commun à la république cisalpine.

ARTICLE III.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce pour elle et ses successeurs, en faveur de la république française, à tous ses droits et titres sur les ci-devant provinces Belgiques, connues sous le nom de Pays-Bas autrichiens. La république française possédera ces pays à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

ARTICLE IV.

Toutes les dettes hypothéquées avant la guerre sur le sol des pays énoncés dans les articles précédents, et dont les contrats sont revêtus des formalités d'usage, seront à la charge de la république française. Les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, en remettront l'état le plus tôt possible au plénipotentiaire de la république française, et avant l'échange des ratifications; afin que lors de l'échange, les plénipotentiaires des deux puissances puissent convenir de tous les articles explicatifs ou additionnels au présent article, et les signer.

ARTICLE V.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent à ce que la république française possède, en toute souveraineté, les îles ci-devant vénitiennes du Levant; savoir : Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cérigo, et autres îles en dépendantes; ainsi que Butrinto, Larta, Vonizza; et en général tous les établissements ci-devant vénitiens, en Albanie, qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

ARTICLE VI.

La république française consent à ce que S. M. l'Empereur et roi possède en toute souveraineté et propriété, les Pays-Bas ci-dessous désignés; savoir : l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique, les Bouches du Cattaro, la ville de Venise, les Lagunes et les pays compris entre les États héréditaires de Sa Majesté l'Empereur et roi, la mer Adriatique; et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de

Digitized by Google

Gardola, traversera le lac de Garda jusqu'à Lacise; de là, une ligne militaire jusqu'à San-Giacomo, offrant un avantage égal aux deux parties; laquelle sera désignée par des officiers du génie, nommés de part et d'autre, avant l'échange des ratifications du présent traité. La ligne de limite passera ensuite l'Adige à San-Giacomo, suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du Canal-Blanc, y compris la partie de Porto-Legnago qui se trouve sur la rive droite de l'Adige, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du Canal-Blanc, la rive gauche du Tartaro, la rive gauche du canal dit la Polisella, jusqu'à son embouchure dans le Pô, et la rive gauche du grand Pô jusqu'à la mer.

ARTICLE VII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce à perpétuité, pour elle, ses successeurs et ayants cause, en faveur de la république cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ses droits, que Sadite Majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui font maintenant partie de la république cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

ARTICLE VIII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, reconnaît la république cisalpine comme puissance indépendante. Cette république comprend la ci-devant Lombardie autrichienne, le Bergamasc, le Bressan, le Crémasc, la ville et forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des États ci-devant vénitiens, à l'ouest et au sud de la ligne désignée dans l'article 6, pour la frontière des États de S. M. l'Empereur en Italie; le Modénois, la principauté de Massa et de Carrara, et les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne.

ARTICLE IX.

Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il sera accordé à tous les habitants et propriétaires quelconques mainlevée du séquestre mis sur les biens, effets ou revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu entre S. M. I. et R. et la république française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens ou personnes. Ceux qui à l'avenir voudront cesser d'habiter lesdits pays, seront tenus d'en faire la déclaration, trois mois après la publication du traité de paix définitif. Ils auront le terme de trois ans pour vendre leurs biens, meubles et immeubles, ou en disposer à leur volonté.

ARTICLE X.

Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, porteront à ceux auxquels ils demeureront, les dettes hypothéquées sur leur sol.

ARTICLE XI.

La navigation de la partie des rivières et canaux, servant de limites entre les possessions de S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et celles de la république cisalpine, sera libre; sans que ni l'une ni l'autre puissance puisse y établir aucun péage, ni y tenir aucun bâtiment armé en guerre; ce qui n'exclut pas les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto-Legnago.

ARTICLE XII.

Toutes ventes ou aliénations faites, tous engagements contractés, soit par les villes ou par le gouvernement, ou autorités civiles et administratives des pays ci-devant vénitiens, pour l'entretien des armées allemandes et françaises, jusqu'à la date de la signature du présent traité, seront confirmés et regardés comme valides.

ARTICLE XIII.

Les titres domaniaux et archives des différents pays cédés ou échangés par le présent traité, seront remis, dans l'espace de trois mois à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances con-

Digitized by Google

tractantes acquièrent par le présent traité, leur seront fidèlement remis.

Les papiers militaires et registres, pris dans la guerre actuelle aux états-majors des armées respectives, leur seront pareillement rendus.

ARTICLE XIV.

Les deux parties contractantes, également animées du désir d'écarter tout ce qui pourrait nuire à la bonne intelligence heureusement établie entre elles, s'engagent, de la manière la plus solennelle, à contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité intérieure de leurs États respectifs.

ARTICLE XV.

Il sera incessamment conclu un traité de commerce, établi sur des bases équitables, et telles qu'elles assurent à S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et à la république française, des avantages égaux à ceux dont jouissent, dans les États respectifs, les nations les plus favorisées. En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans l'état où elles étaient avant la guerre.

ARTICLE XVI.

Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées autrichiennes et françaises, ne pourra être poursuivi ni recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques, ou actions civiles, militaires ou commerciales, pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

ARTICLE XVII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, ne pourra, conformément aux principes de neutralité, recevoir dans aucun de ses ports, pendant le cours de la présente guerre, plus de six bâtiments armés en guerre, appartenant à chacune des puissanges belligérantes.

ARTICLE XVIII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgaw qu'il possédait, aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénois.

ARTICLE XIX.

Les biens fonciers et personnels, non aliénés, de leurs altesses royales l'archiduc Charles et l'archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la république française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans. Il en sera de même des biens fonciers et personnels de son altesse royale l'archiduc Ferdinand, dans le territoire de la république cisalpine.

ARTICLE XX.

Il sera tenu à Rastadt un congrès, uniquement composé des plénipotentiaires de l'empire germanique et de la république française, pour la pacification entre les deux puissances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du présent traité, ou plus tôt s'il est possible.

ARTICLE XXI.

Tous les prisonniers de guerre, faits de part et d'autre, et les otages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auraient pas encore été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de celui de la signature du présent traité.

ARTICLE XXII.

Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, qui ont eu lieu dans les États respectifs des puissances contractantes, cesseront à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

ARTICLE XXIII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, conserveront entre elles le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que ce qui a été constamment observé avant la guerre. Sadite Majesté et la république cisalpine auront entre elles le même cé-

Digitized by Google

rémonial d'étiquettes que celui qui était d'usage entre Sadite Majesté et la république de Venise.

ARTICLE XXIV.

Le présent traité de paix est déclaré commun à la république batave.

ARTICLE XXV.

Le présent traité sera ratifié par S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, dans l'espace de trente jours à dater d'aujourd'hui, ou plus tôt si faire se peut ; et les actes de ratification en due forme, seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio, près d'Udine, le 17 octobre 1797 (26 vendémiaire an VI de la république française, une et indivisible).

Signé : BONAPARTE. Le marquis DE GALLO. LOUIS, comte DE COBENTZEL. Le comte DE MEERFELD, *général-major*. Le baron DE DEGELMANN.

A ces stipulations publiques, on ajouta quelques articles secrets, non moins importants.

Par le premier, l'Empereur s'engageait à employer ses bons offices, pour que l'empire germanique cédât à la république française tous les pays renfermés entre le Rhin et la Moselle, y compris Mayence, et ceux qui se trouvent entre la Moselle, la Nèthe, la Roër et la Meuse, y compris Juliers ; le tout, d'après une ligne décrite par cet article. Dans le cas où les cercles ne consentiraient pas à cette cession, l'Empereur s'engageait à ne fournir à l'armée de l'Empire que son simple contingent.

D'après l'article 2, l'Empereur devait employer aussi ses bons offices, pour que la navigation du Rhin fût déclarée libre depuis la Suisse jusqu'à l'entrée de ce fleuve dans le territoire de la république batave, et pour que la république française eût la libre navigation de la Meuse.

L'Empereur, par l'article 3, cédait le comté de Falkenstein, compris dans la ligne décrite par le premier article.

L'article 4 stipule que les pays cédés à l'Empereur, en vertu de l'article 6 du traité patent, serviront de compensation pour ceux auxquels il a renoncé par les art. 3 et 7, et pour le comté de Falkenstein; on en a tiré l'induction que, si l'article 1[er] du traité secret obtenait son exécution, il reviendrait une nouvelle compensation à l'Autriche.

L'article 5 pourvoit à ce soin. La république française, dit cet article, emploiera ses bons offices pour que l'Empereur acquière l'archevêché de Salzbourg et la partie de la Bavière située entre cet archevêché, l'Inn, la Salze et le Tyrol, y compris la ville de Wasserbourg sur la rive droite de l'Inn, avec l'arrondissement d'un rayon de 3,000 toises.

L'Empereur cédera à la France le Frickthal, contre une compensation proportionnelle en Allemagne; le Frickthal sera réuni à la république helvétique (art. 6).

L'art. 7, non moins important que les précédents, est conçu en ces termes :

« Il est convenu, entre les deux puissances contractantes, que si, lors de la pacification prochaine de l'empire germanique, la république française fait une acquisition en Allemagne, S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, doit également y obtenir un équivalent; et réciproquement, si S. M. I. et R. fait une acquisition de cette espèce, la république française obtiendra un pareil équivalent. »

L'article 8 posait en principe qu'il serait donné au ci-devant stathouder de Hollande une indemnité territoriale; mais elle ne pourrait être prise dans le voisinage des possessions autrichiennes, ni dans celui de la république batave.

Enfin, une des stipulations les plus remarquables de ce traité secret, était l'article 9, relatif aux possessions prussiennes de la rive gauche du Rhin, dont le traité de Bâle avait laissé le sort en suspens.

La ligne indiquée au premier article, rendait ces possessions au roi de Prusse; et, comme pour signaler au cabinet de Berlin que l'Autriche s'opposait à son agrandissement, l'article 9 portait qu'il ne serait question d'aucune acquisition nouvelle pour le roi de Prusse, ce que les deux puissances contractantes se garantissaient mutuellement.

Digitized by Google

Les autres articles étaient relatifs à des échanges insignifiants pour le système général de l'Europe; car ils n'intéressaient que les électeurs principaux et les maisons de Wurtemberg, de Hesse, de Baden.

Par l'article 13, l'Empereur promettait d'évacuer, vingt jours après l'échange des ratifications, Mayence, Ehrenbreitstein, Philipsbourg, Manheim, Kœnigstein, Ulm et Ingolstadt; ainsi que tout le territoire de l'empire germanique jusqu'à ses États héréditaires.

N° 4.

Pièces relatives à l'origine du projet sur l'Égypte.

S'il paraît constant que Magalon et Lazowsky avaient conseillé l'expédition d'Égypte au Directoire, bien avant Bonaparte, on trouve que ce général en entretint le gouvernement pour la première fois le 16 août 1797, dans une lettre dont nous donnons l'extrait ci-après.

Dans une lettre du 23 août, le ministre Talleyrand en parlait au général en chef, comme d'une entreprise utile. Enfin, le 13 septembre, le général en chef en écrivit d'une manière plus positive, comme d'un projet à réaliser incessamment. Nous ignorons toutefois si, en la conseillant, il pensa jamais à s'en charger lui-même, ou si cette résolution lui fut suscitée dans son séjour à Paris à la fin de décembre de la même année; séjour où il eut plus d'une occasion de s'assurer qu'il portait ombrage à la majorité des directeurs.

Extrait de la lettre du général Bonaparte au Directoire.

Milan, le 16 août 1797.

« L'Empereur paraît diriger toutes ses forces » vers l'Italie : les nombreuses recrues qu'il fait, » jointes aux prisonniers qu'on lui a rendus, et » qu'il a le temps d'exercer, le mettront dans le » cas de m'opposer une armée formidable. . .
. . . .

» Les îles de Corfou, de Zante et de Céphalonie » sont plus intéressantes pour nous que toute l'I» talie ensemble.

» Je crois que si nous étions obligés d'opter, il » vaudrait mieux restituer l'Italie à l'Empereur, » et garder les quatre iles, qui sont une source de » richesses et de prospérités pour notre commerce. » L'empire des Turcs s'écroule tous les jours. La » possession de ces îles nous mettra à même de » le soutenir autant que cela sera possible, ou » d'en prendre notre part.

» Les temps ne sont pas éloignés où nous sen» tirons que, pour détruire véritablement l'An» gleterre, il faut nous emparer de l'*Égypte*. Le » vaste empire ottoman, qui périt tous les jours, » nous met dans l'obligation de penser de bonne » heure à prendre des moyens pour conserver no» tre commerce du Levant.

» Les citadelles de Corfou, de Zante et de Cé» phalonie, sont en très-bon état, pourvues d'une » nombreuse artillerie : je fais réparer les affûts, » et je viens d'y envoyer des vivres et des muni» tions pour un an. Je désirerais donc avoir le » troisième bataillon de la 79ᵉ demi-brigade, que » j'y ferais passer. Je vais y envoyer 2,000 Cisal» pins. »

BONAPARTE.

Passeriano, le 27 fructidor an V (13 septembre 1797).

Au ministre des relations extérieures.

Vous trouverez ci-joint la lettre que j'écris au citoyen Canclaux, ministre à Naples, en réponse aux ouvertures qui lui ont été faites par M. Acton, et dont il vous aura sûrement rendu compte.

La cour de Naples ne rêve plus qu'accroissement et grandeur; elle voudrait d'un côté, Corfou, Zante, Céphalonie, etc.; de l'autre, la moitié des États du pape, et spécialement Ancône. Ces prétentions sont trop plaisantes; je crois qu'elle veut en échange nous céder l'île d'Elbe. Je pense que désormais la grande maxime de la république doit être de ne jamais abandonner Corfou, Zante, etc.; nous devons, au contraire, nous y établir solidement. Nous y trouverons des ressources pour notre

Digitized by Google

commerce ; elles seront d'un grand intérêt pour nous et les événements futurs de l'Europe.

Pourquoi ne nous emparerions-nous pas de l'île de Malte ? L'amiral Brueys pourrait très-bien mouiller là et s'en emparer : 400 chevaliers et au plus un régiment de 500 hommes sont la seule garde qu'ait la ville de la Valette. Les habitants qui montent à plus de 100,000, sont très-portés pour nous, et fort dégoûtés de leurs chevaliers qui ne peuvent plus vivre et meurent de faim ; je leur ai fait exprès confisquer tous leurs biens en Italie. Avec l'île de Saint-Pierre, que nous a cédée le roi de Sardaigne, Malte, Corfou, nous serons maîtres de toute la Méditerranée.

S'il arrivait qu'à notre paix avec l'Angleterre nous fussions obligés de céder le cap de Bonne-Espérance, il faudrait alors nous emparer de l'*Égypte*. Ce pays n'a jamais appartenu à une nation européenne ; les Vénitiens seuls y ont une prépondérance précaire. On pourrait partir d'ici avec 23,000 hommes, escortés par huit ou dix bâtiments de ligne ou frégates vénitiennes, et s'en emparer.

L'Égypte n'appartient pas au Grand Seigneur. Je désirerais, citoyen ministre, que vous prissiez à Paris quelques renseignements, et me fissiez connaître quelle réaction aurait sur la Porte *notre expédition d'Égypte*.

Avec des armées comme les nôtres, pour qui toutes religions sont égales, mahométans, cophtes, arabes, etc., tout cela nous est indifférent : nous respecterons les unes comme les autres.

BONAPARTE.



Digitized by Google

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE XIV.

CAMPAGNE DE 1799. — PREMIÈRE PÉRIODE.

État des affaires depuis le milieu de 1798. — Rupture des conférences de Seltz, entre la France et l'Autriche. — Suite des négociations de Rastadt. — Difficultés relatives à Ehrenbreitstein et aux indemnités. — La Russie, garante du traité de Teschen, réclame en faveur de l'Empire, et envoie le maréchal prince Repnin à Berlin et à Vienne.—Projet de la députation française.—Le cabinet de Vienne dépêche Cobentzel à Berlin et à Pétersbourg, et se prépare à la guerre. — La Prusse, malgré les efforts du prince Repnin, persiste dans sa neutralité. — La Porte, déjà indisposée par l'occupation de Corfou et les menaces de l'affranchissement de la Grèce, éclate à la nouvelle de l'invasion de l'Égypte. — Le grand visir est déposé; Jussuf-Pacha lui succède.— Le Divan déclare la guerre à la France. — Alliance imposée à la république helvétique. — Changement dans son directoire. — Insurrection des petits cantons. — Massacre de Stanz. — Les Autrichiens entrent dans le pays des Grisons. — Nelson, victorieux, de retour à Naples, entraîne Ferdinand dans les intérêts de l'Angleterre. — Démarches qui provoquent la guerre de la seconde coalition.

Le Directoire, au lieu de renoncer à ses empiétements, propose l'établissement de la conscription, et demande une levée de 200,000 hommes. Il négocie avec l'Autriche par l'entremise de la légation d'Espagne, et les deux partis poursuivent pendant ce temps leurs préparatifs. — La Russie s'étant alliée à l'Autriche, dirige une armée aux ordres de Suwarow sur la Moravie. — Note des ministres français au congrès de Rastadt.

Le roi de Naples, excité par Nelson et la reine, prend l'initiative et envahit les États romains. Son armée, sous les ordres de Mack, s'empare de Rome, tandis qu'une division napolitaine est débarquée à Livourne par la flotte anglaise.—Championnet réunit sa petite armée et bat séparément les colonnes ennemies.—Déroute des Napolitains. — Mack se rend aux Français qui s'emparent de Naples. — Ferdinand, au lieu de disputer les Calabres, se sauve en Sicile. — Proclamation de la république parthénopéenne. — Joubert, nommé général en chef de l'armée d'Italie, fait occuper le Piémont. — Le roi, forcé d'en souscrire l'abandon, se retire en Sardaigne. — Serrurier occupe la Toscane. —L'Autriche décidée à la guerre n'attend pour éclater que l'arrivée de Suwarow en Italie. — La France, de son côté, presse la levée des conscrits pendant qu'elle attend une décision sur les notes relatives à la marche des Russes.

Déclaration de guerre. — Mauvais plan de campagne du Directoire, attribué au général Lahorie. — Jourdan ayant passé le Rhin s'avance avec 30,000 hommes sur le Danube. — Masséna envahit les Grisons, et détruit la division Auffemberg au Lucisteig et à Coire. — Hotze repousse Oudinot à Feldkirch. — Lecourbe envahit l'Engadin et pousse Laudon sur Nanders. — La division Dessoles, destinée à établir la jonction de l'armée d'Italie avec celle d'Helvétie, passe les Alpes de Bormio et descend sur Tauffers. — Le corps de Laudon, pris entre deux feux, est détruit. — L'archiduc marche à la rencontre de Jourdan avec des forces supérieures et le bat à Ostrach et à Stockach. — Masséna échoue une seconde fois contre Feldkirch.

Le général Bellegarde, débouchant du Tyrol avec des forces considérables, attaque les Français dans les Grisons.

État des affaires en Italie. — Schérer, qui a remplacé Joubert, attaque Kray à Vérone et Legnago.— Succès balancés de cette journée. — Les Français victorieux à la gauche et battus sur leur droite se replient entre Vérone et Mantoue. — Bataille de Magnano. — Retraite de Schérer sur l'Adda, après avoir jeté garnison dans Mantoue. — Reddition de Corfou.

Suwarow, arrivé avec un renfort de 20,000 Russes, ordonne successivement le passage de l'Oglio et celui de l'Adda à Cassano. — Moreau prend le commandement de l'armée républicaine disséminée et démoralisée par deux défaites. Il est percé par son centre et se retire sur Milan. — La division Serrurier, coupée à l'extrême gauche, est forcée de capituler près de Verderio. — Les Français se retirent sous Valence et Alexandrie.

L'archiduc Charles, après avoir fait poursuivre les divisions de Jourdan, marche sur Schaffhouse.— Masséna menacé de se voir enfermer dans les Grisons, et pressé de front par Bellegarde, se retire derrière le Rhin.—Hotze s'empare du Lucisteig et y passe le fleuve.—Les Français se retirent sur la Thur, où, à l'aide de la petite armée helvétique, ils comptent rallier leurs forces. — Lecourbe, abandonné dans l'Engadin, et prévenu par l'ennemi, se replie avec les plus grandes difficultés sur le Saint-Gothard et gagne Altorf dans un état de dénûment affreux.

Digitized by Google

Masséna, malgré un avantage remporté à Franenfeld, est forcé à se retirer sur Zurich. — L'archiduc le suit pied à pied, et attaque cette ville que les Français évacuent pour prendre une position plus serrée sur l'Albis. — Le gouvernement helvétique se retire à Berne ; sa petite armée, à l'exception des bataillons vaudois et des cadres zuricois est dissoute. — Soulèvement dans quelques cantons.

Suwarow, maître de Milan, s'avance sur Tortone; un de ses lieutenants passe le Pô seul à Bassignano où Moreau le culbute. — Prise de Turin et siége de la citadelle. — Kray assiége Mantoue. — Le général Bellegarde avec le corps du Tyrol marche en Italie. — Insurrection du Piémont. — Moreau se replie sur l'Apennin, et les alliés investissent Alexandrie et Tortone. — Le général Macdonald reçoit l'ordre d'évacuer les États de Naples et de Rome, en laissant des garnisons dans les places ; il s'avance par Modène sur Plaisance pour chercher à faire sa jonction avec Moreau, entre l'Apennin et le Pô : celui-ci se dirige, à cet effet, par Gênes et la Bochetta pour gagner Alexandrie. — Suwarow pénètre ce projet, et vole d'abord contre Macdonald. — Les avant-gardes se rencontrent sur le Tidone. — Combat de Sermet. — Bataille de la Trebbia ; les Français se replient sur la Nura et sont entamés à San-Georgio ; ils gagnent la corniche de Pontremoli et la rivière de Gênes. — Moreau qui a obtenu des succès contre Bellegarde dans la plaine d'Alexandrie, regagne la Bochetta, puis rallie les débris de l'armée de son collègue.— Capitulation successive des garnisons laissées dans le fond de la Péninsule.—Ferdinand rentré à Naples, cédant aux conseils de Nelson et de la reine, y exerce les plus grandes cruautés. — L'escadre russo-turque attaque Ancône.

État des affaires en Égypte. — Expédition de Syrie. — Bonaparte est contraint de lever le siége de Saint-Jean-d'Acre. — Desaix s'empare de Suez.—Les Turcs débarquent près d'Alexandrie au moment où le général français revient de Syrie, il les détruit à Aboukir. — La nouvelle des revers essuyés en Italie et en Allemagne décide Bonaparte à s'embarquer pour la France.

Les Anglais, craignant que Tippo-Saheb ne s'entende avec les républicains, envoient 5,000 hommes d'élite dans l'Inde. Ils corrompent les ministres du Nizam, qui signe le traité honteux d'Hyderabad, et leur livre le corps organisé par Raymond.—Ils attaquent Tippo qui, abandonné des Marates, se défend bravement à Seringapatnam. Assaut de cette place ; le sultan meurt en combattant sur la brèche, et son empire est partagé par les vainqueurs.

CHAPITRE LXXX.

Précis des événements à la fin de 1798. — Intervention de la Russie en faveur de l'Empire. — La rupture des conférences de Seltz porte l'Autriche à se rapprocher d'elle et à se préparer à la guerre. — A la suite d'un traité, une armée russe se rassemble sous les ordres de Suwarow, et entre en Galicie. — Le Directoire, de son côté, fait décréter une conscription de 200,000 hommes.— Révolutions intérieures de la Cisalpine, de la Hollande et de la Suisse. — Laharpe et Ochs sont nommés au directoire helvétique.— Traité d'alliance, signé à Paris, par Jenner et Zeltner. — Les petits cantons refusent le serment de fidélité. — Combat de Stanz. — Les Grisons appellent les Autrichiens, qui entrent à Coire. — État des négociations de Rastadt ; elles sont suspendues par la nouvelle de la marche d'une armée russe.

L'Europe attendait avec une sorte d'anxiété l'issue des négociations avec l'Empire. Toutefois, si l'Autriche n'avait apporté aucune entrave à l'exécution des articles convenus à Campo-Formio, elle savait bien que la négociation de Rastadt, entièrement secondaire, dépendait de ce qui serait stipulé à Seltz. On se rappelle que le comte de Cobentzel après avoir remis le portefeuille à Thugut, s'était rendu dans cette ville pour conférer avec François de Neufchâteau sur les nouveaux événements arrivés depuis la paix. Quoique l'objet spécial de ces conférences n'ait pas été avoué, on peut présumer quels intérêts y furent agités : il est évident que les conseillers de François II eussent trompé la confiance de ce prince, s'ils avaient admis l'état de l'Europe au milieu de 1798, comme équivalent à celui qui venait d'être tout récemment stipulé à Campo-Formio. A la vérité, à chacune de ses agressions, le Directoire protestait ingénument de son désir de maintenir les relations pacifiques avec la maison impériale, comme s'il fallait assaillir directement un État du premier ordre pour se constituer en guerre avec lui, et qu'il ne suffît pas de détruire l'un de ses voisins pour lui faire un devoir de courir aux armes. Outre l'évacuation de la Suisse et le rétablissement de son entière indépendance, qui devaient être les premiers gages de l'exécution du traité de paix, les conventions récentes qui venaient de transformer la Cisalpine et Rome en véritables provinces con-

Digitized by Google

quises, autorisaient le cabinet de Vienne à demander que ces États fussent de même rendus à leur indépendance, ou que la maison d'Autriche obtînt du moins des équivalents pour cet accroissement de la puissance rivale. S'il faut en croire des versions qui n'offrent que trop de probabilités, il paraît qu'on marchanda à Seltz plusieurs provinces de la péninsule italique, pour indemniser l'Empereur de ce qu'il perdrait en renonçant à Salzbourg et à l'Innviertel, ou en souffrant l'ascendant de la France sur les républiques élevées autour d'elle.

Le cabinet de Vienne, convaincu, par le rejet de ses propositions, qu'il n'y avait rien à espérer de la part du Directoire, se décida à se rapprocher de la Russie. Cette puissance pouvait d'autant moins rester étrangère aux événements qui venaient de changer la face de l'Europe, que, garante de la constitution germanique en vertu du traité de Teschen, elle voyait l'Empire menacé d'un bouleversement, par l'extension qu'on voulait donner au système de sécularisations et d'indemnités. Et lors même que la politique n'eût pas prescrit à Paul Ier de s'intéresser vivement à ce qui se passait en Suisse, à Turin, à Rome et dans la Méditerranée, il y eût été porté naturellement par l'affection qu'il avait constamment témoignée pour l'ordre de Malte.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg sentit tout l'avantage de sa position, et cédant à l'évidence des dangers qui menaçaient le système général de l'Europe, il envoya le prince Repnin, d'abord à Berlin, puis à Vienne, tant pour décider les deux cours à se désister de toute indemnité en Allemagne, que pour aviser au moyen de refouler l'ambition du Directoire dans de justes limites.

Le premier objet de sa mission fut assez facile à remplir; car Frédéric-Guillaume trouvait dans les termes mêmes du traité de Campo-Formio les moyens de recouvrer la Gueldre, si l'on rejetait le système des indemnités. Mais la Prusse, plus scrupuleuse sur le second article, persista à garder la neutralité. Le jeune roi, animé de l'amour du bien, s'exagérant les avantages de la paix, ne s'attachait qu'à réparer les brèches faites à l'État par la dissipation de son père. Il demeura convaincu que la politique ne lui imposait d'autres combinaisons que de faire respecter sa frontière et son pavillons et de prospérer, tandis que ses rivaux s'appliquaient à se détruire. Des critiques sévères ont blâmé la gestion du comte de Haugwitz, son ministre; et, malgré l'éloquente défense publiée quelques années après par le célèbre Lombard, il n'est pas démontré, en effet, que le cabinet de Berlin ait apprécié toute l'étendue de ses avantages. Sans doute, on ne saurait nier que la position de la Prusse ne fût délicate; elle était dans le cas de toutes les puissances du second rang, lorsqu'elles se trouvent appelées à tenir l'équilibre entre deux masses supérieures prêtes à se heurter. De quelque côté que le cabinet de Berlin se déclarât, la balance pouvait pencher de manière à rendre ensuite tout contre-poids inutile, et il était néanmoins embarrassant de rester spectateur oisif du déchirement de l'Empire, de l'assujettissement de la Suisse et de l'Italie. Une médiation armée eût peut-être prévenu de grands malheurs, bien mieux qu'une stricte neutralité. Ces sortes d'interventions décidées à propos, et dans un sens convenable, sont le signe d'une politique vaste et profonde : aussi, toute la logique de Lombard n'a-t-elle point réussi à persuader que la Prusse ait fait des efforts proportionnés à ce qu'elle pouvait, pour détourner la guerre qui allait éclater. En se prononçant avec fermeté, franchise et modération, elle eût obligé le Directoire à évacuer les territoires envahis depuis la paix, et le cabinet de Vienne à modérer ses prétentions.

L'Autriche, de son côté, quelque disposée qu'elle fût à remplir ses engagements, ne pouvait se dissimuler la nécessité de poser les bases des rapports futurs entre les quatre grandes puissances : elle ne pouvait qu'y gagner; car si l'on ne tombait pas d'accord, elle n'entrevoyait que des chances heureuses pour ses armes.

La nouvelle de la défaite d'Aboukir et de la déclaration de guerre de la Porte à la France, prouvait assez au cabinet de Vienne qu'il ne tenait qu'à lui, en rentrant en lice, de reconquérir l'Italie, dont la fortune semblait encore une fois remettre la destinée entre ses mains. La politique ombrageuse des directeurs en avait écarté le grand capitaine qui la lui avait arrachée : on y comptait bien 100,000 Français depuis les Alpes jusqu'au Tibre; mais cette armée, dépourvue d'attirail, en proie aux besoins les plus pressants par l'incurie

Digitized by Google

et les dilapidations des administrateurs, forcée d'ailleurs de se disséminer pour couvrir ses conquêtes, paraissait hors d'état d'entrer en campagne avec succès. D'ailleurs, les actes arbitraires qui avaient frappé le directoire cisalpin, et le despotisme, successivement exercé par Trouvé et par Brune sur les magistrats d'une république qui devait être indépendante, avaient mécontenté les Lombards les plus attachés à la France, en même temps qu'ils avaient redoublé la haine des partisans de l'Autriche. Brune improuvé par le Directoire avait été, à la vérité, remplacé par Joubert dans le commandement en chef de l'armée d'Italie; mais le mal était fait, l'impression difficile à effacer, et les causes toujours existantes. Le Piémont foulé de toutes les manières n'était pas mieux disposé. Le grand-duc de Toscane seul penchait pour la neutralité.

A ces chances de succès, il faut ajouter que le cabinet de Vienne pouvait compter sur le secours de celui de Naples, à qui l'éloignement de Bonaparte, et l'approche de l'orage révolutionnaire qui menaçait de franchir les États romains, avaient rendu toute sa haine. Un traité signé le 19 mai 1798, comme simple mesure défensive, avait été suivi d'une levée pour compléter l'armée napolitaine. Acton n'attendit pas la victoire de Nelson, pour manifester l'intention de revenir à son ancienne politique : l'accueil qu'on fit à cet amiral, au mépris du traité de Paris, en souffrant qu'il fût reçu et approvisionné dans le port de Syracuse pour faciliter sa course à la recherche de Brueys, démasqua la partialité de ce cabinet. Il n'en eût pas fallu davantage pour prouver qu'il se jetait de nouveau dans les bras de l'Angleterre, si une convention secrète, signée dès le 11 juin par les plénipotentiaires des deux cours, ne les avait déjà formellement liées contre la France. A peine la victoire d'Aboukir fut-elle connue, que les conseillers de Ferdinand IV jetèrent le masque, en ordonnant une levée de tous les hommes de 18 à 45 ans, pour couvrir, disaient-ils, les côtes des Deux-Siciles, contre les dangers auxquels elles se trouvaient exposées depuis la prise de Malte. On ne se borna pas à porter les régiments de ligne au complet : un nombre égal de milices provinciales bien organisées, éleva la force de l'armée napolitaine jusqu'à 60,000 hommes : auxiliaire puissant, qui devait assurer aux armées impériales la supériorité dans la Péninsule.

Dans de telles circonstances, François II pouvait-il balancer; quand les Russes et les Turcs marchaient de concert contre l'ennemi commun; que d'un côté la Lombardie lui tendait les bras, et que de l'autre il voyait le cœur de ses États menacé par l'irruption des Français en Suisse? Lors même que dénué d'ambition il eût franchement renoncé à recouvrer ses possessions d'Italie, le salut de la monarchie autrichienne ne lui imposait-il pas la loi de détourner les calamités que présageait à l'Allemagne l'établissement des Français jusqu'aux portes du Vorarlberg?

Quoi qu'il en soit, son premier soin avait été de mettre Naples à l'abri du sort que venait d'éprouver Rome, en signant avec cette cour le traité défensif dont nous venons de parler, et qu'on jugea suffisant pour la garantir d'invasion.

A ces alliances de pure précaution succédèrent bientôt des mesures plus sérieuses: l'inutilité des conférences de Seltz ne fut pas plus tôt connue, que le comte de Cobentzel partit pour Berlin et Pétersbourg, à l'effet de se rapprocher des intérêts de ces deux cours. L'alliance avec la Russie ne fut pas difficile à conclure; et dès le mois d'octobre, une armée auxiliaire, dont Suwarow devait prendre le commandement, entra en Gallicie pour se diriger sur la Moravie. D'un autre côté, le conseil aulique, aussitôt après la nouvelle de la chute de Berne, se hâta de remettre les armées impériales sur un pied respectable; et ce qui se passait autour de lui ne justifiait que trop ses armements.

Quel espoir restait-il, en effet, de ramener Rewbell et ses collègues à un système plus modéré? L'influence de Talleyrand dans la politique de la France, s'était-elle signalée d'une manière à justifier la réputation dont ce ministre jouissait? N'était-ce pas depuis son installation qu'on avait médité tant d'invasions et de fausses démarches?

D'ailleurs, les exactions des agents du Directoire ne faisaient que s'étendre de plus en plus, depuis les sources du Tibre jusqu'aux bouches de l'Ems et aux confins de la Rhétie. Ses proconsuls frappaient des contre-épreuves du 18 fructidor, partout où ils pouvaient craindre le moindre germe

Digitized by Google

de résistance; partout où l'on osait croire que la liberté ne consistait pas dans une obéissance aveugle à leurs prétentions. La Cisalpine était à peine revenue de l'étonnement causé par la destitution arbitraire de ses magistrats, que la Hollande eut son tour. Ici, du moins, le prétexte fut plausible. La constitution batave acceptée, il s'agissait de nommer des autorités nouvelles. L'assemblée nationale provisoire, telle qu'elle était restée après la journée du 22 janvier, avait décrété, le 4 mai, à l'exemple de la convention, que la majeure partie du nouveau corps législatif serait prise dans son sein, tant il est naturel de retenir l'autorité, quand on en a une fois goûté les charmes. Le général Daendels, jaloux de prouver son amour pour la liberté, courut à Paris dénoncer les vues de quelques membres de ce gouvernement, que Charles Delacroix, alors ministre à La Haye, soutenait. Le directoire batave lança contre son général réfractaire un mandat d'arrêt et sollicita son extradition de la France. Mais Daendels ayant persuadé Rewbell, revint le 10 juin avec des ordres au général Joubert, de le seconder dans son entreprise. La lutte s'engagea promptement : des commissaires désignés pour remplacer les chambres, furent arrêtés par le Directoire : l'assemblée nationale se disposa à la résistance; et Daendels, à l'exemple d'Augereau paraissant à la tête de quelques compagnies de grenadiers, fit dissoudre le corps législatif, et voulut procéder à l'arrestation de trois directeurs, Wreede, Langen et Finyie; mais deux s'étaient enfuis, et l'on remit aussitôt le troisième en liberté. Le pouvoir fut confié à un gouvernement provisoire, en attendant la mise en activité des autorités constitutionnelles.

La Suisse ne fut pas exempte de ces sortes de commotions. Rapinat continuait à exercer ses déprédations. Peu content de porter ses mains avides sur toutes les propriétés du canton de Berne, il n'eut pas honte de s'emparer des caisses de Zurich, et de déclarer propriétés françaises, tous les magasins, caisses, et dépôts cantonnaux. Étrange système, que celui de s'emparer de toutes les ressources d'un gouvernement, à l'instant même où l'on exige de lui une alliance offensive et défensive des plus étroites! Des mesures vexatoires, relatives aux passe-ports et à la liberté de la presse, apprirent bientôt l'étendue du joug que les commissaires français prétendaient imposer. De tels procédés, augmentés par les charges que le cantonnement de 40,000 hommes occasionnait dans un pays peu habitué aux impôts et aux sacrifices, avaient refroidi le zèle des uns et augmenté l'exaspération des autres. L'indignation était générale, et son action se faisait sentir jusque dans les autorités helvétiques récemment installées à Arau. Elles se plaignaient avec amertume à Schanembourg des excès commis par ses troupes, et à Rapinat des attentats nombreux qu'il se permettait contre leur indépendance.

A ces contrariétés, le proconsul imagina d'opposer le moyen favori de ses maîtres; il demanda, le 16 juin, la destitution des directeurs Bay et Pfiffer, que leur qualité d'anciens magistrats bernois et lucernois rendaient suspects : il désigna même Dolder et Ochs pour les remplacer, et poussa l'insolence jusqu'à annuler, par un arrêté, tout acte du gouvernement helvétique, qui oserait contrarier ses vues. Les conseils crièrent au scandale, et parlèrent de résister (1). Les plus ardents patriotes furent les premiers à se plaindre; ils invoquaient l'accomplissement des promesses qu'on leur avait faites, ou la mort, préférable à l'espèce de liberté qu'on leur accordait. Les deux directeurs, demandant eux-mêmes leur démission, épargnèrent une levée de boucliers qui n'eût fait qu'aggraver le mal. Rapinat, improuvé par le gouvernement français n'en resta pas moins à son poste.

Les conseils helvétiques nommèrent alors Laharpe et Ochs, qui, principaux moteurs de la révolution, devaient avoir les moyens de rapprocher la république de la France. Le premier, d'un ca-

(1) Dès le 3 juin, la tribune des conseils helvétiques retentit de plaintes contre le despotisme du proconsul, et les plus purs républicains ne furent pas les derniers à se prononcer. Secretan surtout, s'éleva avec une noble énergie contre ses dispositions : Nucé qui avait été général de brigade à l'armée des Pyrénées en 1793, Souter, Huber, s'exprimèrent avec plus de véhémence, et juraient de mourir plutôt que de s'y soumettre. Rapinat, voulant braver l'orage, prit, le 18 juin, un arrêté qu'on trouvera aux pièces justificatives du livre XIV, n° 2 *bis*.

Digitized by Google

ractère ferme et droit, bien qu'il ne fût pas insensible aux douceurs de l'autorité suprême, voyant qu'il ne recueillerait que les fruits amers d'une révolution, provoquée dans l'espoir de rendre le bonheur à sa patrie, hésita à prendre le timon des affaires. Il n'entrait pas dans ses principes de se soumettre à d'insolents proconsuls, de consentir à l'humiliation de la Suisse, et de sanctionner sa ruine par une lâche complaisance. Il craignait d'ailleurs, qu'on imputât à l'ambition ce qu'il prétendait n'avoir fait que pour le bonheur du peuple, ou qu'on lui reprochât d'avoir cherché la domination sans égard aux maux qui fondraient sur la patrie? De telles considérations étaient de nature à l'effrayer : mais réfléchissant ensuite que c'était une faiblesse d'abandonner la Suisse dans une circonstance aussi critique, et présumant peut-être que ses relations avec Talleyrand et les chefs du gouvernement lui feraient obtenir de meilleurs traitements de la France, il accepta la charge difficile de directeur. Ochs n'eut pas besoin de tant de réflexions pour s'y décider.

Peu de temps après, un traité entre la Suisse et la France fut signé à Paris, le 19 août. Pour l'honneur des négociateurs Jenner et Zeltner, aussi bien que pour celui du gouvernement helvétique, il faut croire que ses stipulations furent dictées par la force, et justifiées par le refus de toutes les puissances européennes d'intervenir en faveur des opprimés; car cette alliance offensive et défensive imposait à l'Helvétie la fourniture d'un contingent, et l'établissement de deux routes militaires, pour descendre en Italie d'un côté, ou en Souabe de l'autre. C'était pire qu'une conquête et une réunion formelle à la France; car, en cas de guerre, on supportait tout le fardeau des levées, des impôts et du théâtre des hostilités, sans avoir aucune compensation à espérer. Le faible prix de ce sacrifice était l'acquisition du Frickthal, et la promesse de l'évacuation de la Suisse sous trois mois : clause illusoire, dont l'exécution semblait impossible.

Tandis que le directoire helvétique associait ainsi ses destinées à celles de la république française sous de si funestes présages, l'intérieur le menaçait d'une guerre civile. La mise en activité d'une constitution acceptée avec tant de répugnance, n'avait pas paru suffisant; on demandait la prestation d'un serment de fidélité solennel, ce qui remettait de nouveau à la décision tumultueuse des assemblées populaires, un acte de pure formalité. Ce serment, prêté dans la majeure partie de l'Helvétie, trouva dans les petits cantons la plus vive opposition. Underwald, surtout, jura de mourir plutôt que de s'y soumettre.

Schauembourg se rendit à Lucerne avec des troupes, pour en imposer; mais ses négociations ayant été vaines, il résolut d'étouffer ce germe de résistance dans les Alpes, et dirigea deux colonnes sur le canton réfractaire. On sait qu'il se compose d'une petite vallée, à laquelle on aboutit par le mont Brunig du côté de l'Oberland, et par le lac de Lucerne du côté du nord. Une colonne partie de Thoun, débarqua à Brienz, gravit le sentier du Brunig et descendit sur Saxelen : une autre, embarquée à Lucerne, se présenta devant Stanzstadt. Deux ou trois mille paysans exaspérés, avec une artillerie peu nombreuse et mal servie, ne pouvaient rien contre une division de 7 à 8,000 hommes victorieux en cent combats; mais, dans l'impossibilité de vaincre, la plupart vendirent chèrement leur vie, et succombèrent en héros, après deux jours d'une lutte sanglante. Les femmes mêmes, saisissant les armes de ceux qui tombent, reçoivent à leur tour une mort qu'elles ne savent pas donner, et augmentent le nombre des victimes sans changer les chances du combat. Les Français exaspérés par le nombre de braves qu'ils perdent, et furieux de recevoir des coups de fusil de toutes les maisons, mettent le feu au bourg entièrement construit en bois; il devient en un clin d'œil la proie des flammes, et le combat après s'être prolongé dans les décombres, s'étend de proche en proche jusqu'à la vallée d'Engelberg. Tirons un voile sur ces scènes d'horreur, aussi déplorables dans l'intérêt de la France que dans celui de l'Helvétie, et dont il ne faut pourtant accuser que le machiavélisme de quelques hommes. Schwitz et Uri, pour éviter le même désastre que Stanz, prêtèrent le serment exigé, et n'en éprouvèrent pas moins mille vexations.

Après cette triste expédition, il restait à décider sur le sort des Grisons : celui des autres cantons n'était pas fait pour engager les Ligues à le partager. Les démarches de Florent Guyot, ministre

Digitized by Google

de France, l'exemple des Planta et des Salis-Seevis, ne purent décider les patriciens à se soumettre en même temps au régime populaire, et au joug politique le plus onéreux. Vainement ils sollicitèrent à Paris la conservation de leurs antiques institutions et leur indépendance : la réponse de Talleyrand ne leur laissant pas d'espoir, ils s'abandonnèrent aux conseils des Salis, qui, dévoués à l'Autriche, réclamèrent le secours du cabinet de Vienne. Celui-ci s'empressa d'y porter un corps de 6 à 7,000 hommes, stipulé par d'anciens traités avec l'empereur Maximilien; et, le 19 octobre, une division impériale entra à Coire. Dans le fait, tant que l'Autriche n'était pas en guerre avec la France, il suffisait d'une chaîne de vedettes pour mettre ce pays à l'abri d'invasion.

C'était dans de telles conjonctures que le gouvernement helvétique, transféré à Lucerne, devait requérir l'évacuation de son territoire. Il était trop évident que la constitution de Rewbell et de Ochs eût été renversée en un clin d'œil, et que la jeune république, livrée à toutes les horreurs d'une réaction, n'eût pas tardé à voir ses vallées teintes de sang. Toutefois, si une évacuation formelle n'était pas même désirable, on se flatta du moins de réduire bientôt l'armée d'occupation à une simple division de 7 à 8,000 hommes, surtout si l'Autriche et la France se rapprochaient de bonne foi : une telle force, maintenue pendant un an, eût suffi pour consolider des institutions qui, à part l'amalgame des trois petits cantons en un seul et quelques défauts susceptibles d'être modifiés, eussent obtenu peu à peu l'assentiment général. Espoir trompeur, dont se berça vainement le gouvernement suisse, mais qui s'évanouit bientôt de la manière la plus cruelle.

Cependant un rayon consolateur se répandit encore un moment sur la Suisse au milieu de novembre. Perrochel vint remplacer en qualité d'ambassadeur les proconsuls qui l'avaient humiliée, et cette démarche promettant du moins quelques égards pour l'avenir, contribua à adoucir les maux présents.

Dans le temps que ces événements se passaient, le Directoire, à qui le retour de François de Neufchâteau prouva qu'il ne fallait compter sur la paix qu'en faisant de grandes concessions, sentit la nécessité de se mettre en mesure. Ses armées ne présentaient que des cadres appauvris, et les meilleurs régiments se morfondaient sur les rives du Nil et dans les sables de la Syrie, aussi inutilement que jadis les troupes de Gui de Lusignan devant Ptolémaïs.

La réquisition ne fournissait plus d'hommes, et d'ailleurs, cette loi révolutionnaire ne pouvait plus être exécutée dans les circonstances présentes. Le départ pour l'Égypte de Bonaparte, Desaix, Kléber et Reynier, ne laissait pas la France moins dénuée de généraux que de soldats; car la mort de Hoche, la proscription de Pichegru, la disgrâce de Moreau et de Pérignon, remettaient la conduite de la guerre à Jourdan et à Schérer. Les autres généraux, distingués comme de bons lieutenants, n'avaient jamais commandé d'armée. Joubert, Masséna, Saint-Cyr, étaient les seuls qui fussent à la hauteur de leur réputation; et encore, n'allait-elle pas alors jusqu'au commandement suprême.

Le Directoire, après avoir conféré avec les militaires qui siégeaient au corps législatif, les pénétra de la nécessité d'assurer à l'armée un mode de recrutement, aussi prompt dans son exécution que sûr dans ses résultats. Le général Jourdan présenta, dès la fin d'août, le projet de loi qui assujettissait sans distinction au service militaire, tous les jeunes gens de 20 à 25 ans. Cette levée, moins rude que la réquisition, ne frappait pas indistinctement toute une génération; en rangeant naturellement la population militaire en cinq classes, elle permettait de n'appeler que le nombre d'hommes indispensable, laissait la chance du tirage au sort, et, en dernière analyse, la faculté de se faire remplacer.

Le désastre d'Aboukir et la déclaration de guerre de la Porte vinrent signaler au Directoire l'impossibilité de se maintenir en Égypte contre les forces de l'Angleterre et de la Turquie réunies, et lui donner d'amers regrets sur la légèreté avec laquelle il avait combiné cette expédition, cause première de l'incendie qui allait de nouveau embraser le monde.

Un seul parti s'offrait dans une situation pareille : c'était de presser la levée qui devait compléter les armées; de négocier néanmoins avec modération, autant pour gagner du temps que pour éviter

Digitized by Google

réellement une rupture, si cela était encore possible.

Dans ces entrefaites, on procéda à la levée de 200,000 conscrits, qu'une loi du 28 septembre mit à la disposition du Directoire. Un traité signé à Lucerne, le 30 novembre, fixa le contingent de la république helvétique, à 18,000 hommes, que la France s'engagea à équiper et entretenir (1).

L'appel des conscrits s'exécuta généralement assez bien, si l'on en excepte la Belgique, où les réfractaires, aidés des paysans, arborèrent ouvertement l'étendard de la révolte. Heureusement les corps stationnés en deçà du Rhin et en Hollande purent y envoyer à temps des colonnes suffisantes pour tout faire rentrer dans le devoir : mais le feu qui n'en couvait pas moins sous la cendre, pouvait se rallumer à la moindre étincelle.

Il était encore plus difficile d'obtenir de l'argent que des hommes. Les signes factices de circulation étaient détruits, le numéraire disparu, les impôts réguliers presque nuls, et les dépenses, au contraire, se trouvaient triplées par les bénéfices immenses qu'il fallait accorder à des fournisseurs immoraux et méfiants, pour les décider à se charger des différents services.

Les contributions n'avaient point été payées dans le courant de 1798; et il était d'autant plus difficile d'établir le budget de l'an VII, que les conseils, sur la demande du Directoire, venaient de réduire les contributions directes. On ne se tira de cet embarras qu'en faisant figurer au chapitre des recettes la plupart des ressources, sur le même pied que l'année précédente. Attendu cependant, que plusieurs ressources extraordinaires étaient diminuées ou épuisées, on se flatta de les remplacer par les 25 millions du droit de passe qui commençait à se percevoir sur les routes; par des impôts sur les tabacs, sur les portes et fenêtres, sur l'expédition des actes de justice; par une réserve de 22 millions et demi sur l'arriéré des contributions; enfin, par une réduction de 16 millions sur la totalité des dépenses.

Mais, bientôt, le Directoire fit apercevoir que l'habillement et l'armement des 200,000 conscrits récemment appelés n'étaient point compris au budget; et pour se procurer les 125 millions auxquels devait s'élever cette dépense, on l'autorisa à reprendre aux créanciers de l'État les biens nationaux qui leur avaient été abandonnés en payement.

Cependant, avant l'expiration du premier trimestre de l'an VII, l'on s'aperçut qu'on avait estimé les recettes trop haut, et, dès le 3 novembre 1798, Bergasse annonça que le déficit s'élèverait à 200 millions. Sa prédiction engagea une controverse entre le conseil des Cinq-Cents et le ministre des finances, qui fut le prélude de la lutte du corps législatif avec le Directoire. Plusieurs membres niaient qu'il existât, d'autres soutenaient qu'il ne serait pas aussi considérable que le faisait pressentir le Directoire. Enfin, il appartint à Chasset de porter cette fatale conviction dans l'âme de ses collègues. Il fallut donc aviser aux moyens de couvrir le déficit par de nouveaux impôts.

Celui proposé sur le sel ayant été repoussé comme trop odieux, Ramel indiqua un moyen tout à fait neuf d'y suppléer : c'était de mettre en vente tous les chemins vicinaux, jugés inutiles au commerce et à l'exploitation des terres. On doubla, quintupla même en certains cas, l'impôt sur les portes et fenêtres : on ordonna le partage anticipé des successions qui devaient échoir aux émigrés; enfin, on s'empara des propriétés du clergé protestant, qui avaient échappé comme par miracle au système de confiscation; bien qu'elles eussent été achetées par les communes, et fussent consacrées moins à l'entretien du culte qu'à l'éducation de la jeunesse.

Toutefois, malgré l'activité avec laquelle on se disposait de part et d'autre à la guerre, soit qu'on espérât encore s'entendre, soit qu'on ne voulût que le temps d'achever les préparatifs, on négociait toujours par l'entremise de l'Espagne, dont les ambassades à Vienne et à Paris échangeaient les propositions respectives. Prête à renoncer à l'Innviertel par déférence pour la Russie et la Prusse, l'Autriche demandait qu'on lui rendît en échange

(1) Outre cela, l'Helvétie devait lever une armée de milices, lorsque son territoire serait menacée. Une loi très-sage en fixa l'organisation : l'élite qui était seule mobile se composait des hommes de 18 à 45 ans, autant que possible non mariés. Elle comptait 64 bataillons de 1,000 hommes chacun : le premier contingent fut fixé à 25,000.

Digitized by Google

Mantoue et la ligne du Mincio, que les troupes françaises évacuassent la Suisse et Rome, enfin qu'elles rendissent le Piémont et la Cisalpine à leur indépendance.

Si ces demandes eussent été faites de bonne foi, dans l'intention de vivre en parfaite intelligence, on ne pourrait se refuser d'en reconnaître la justice. Mais n'était-il pas à craindre que Mantoue une fois rendu, l'Italie et l'Helvétie évacuées, le cabinet de Vienne ne provoquât une nouvelle guerre? Quand une méfiance réciproque s'établit entre de grandes puissances, il en résulte une politique ombrageuse et tracassière : le Directoire voulait tout accaparer pour se fortifier contre ses ennemis; et l'Autriche voyait dans ces empiétements un esprit d'usurpation intolérable. Aussi, malgré la marche pacifique des affaires au congrès de Rastadt, le recrutement était pressé avec activité dans États héréditaires, les régiments complétés : les Russes s'avançaient vers l'Inn, sans précipiter une marche que les circonstances pouvaient encore rendre inutile.

Le congrès de Rastadt cheminait dans cet intervalle vers l'accomplissement de sa tâche, sans faire attention que ses travaux étaient subordonnés à la tournure que prendraient les négociations particulières entre les grandes puissances. Les Français avaient obtenu presque tout ce qu'ils désiraient. La démolition d'Ehrenbreitstein souffrit bien quelques difficultés; mais la députation de l'Empire était trop portée à la paix pour ne pas y consentir moyennant la restitution et la démolition de Kehl. Le système de sécularisation présenté par Roberjeot (1) venait d'être adopté; enfin l'ultimatum des plénipotentiaires français pour la première base était admis, et tout semblait prendre une tournure satisfaisante, quand la nouvelle de la marche des Russes vers la Moravie, provoqua une note du gouvernement français, dans laquelle il déclara qu'il considérerait cette marche comme une déclaration de guerre si ces troupes franchissaient le territoire de l'Empire, et que les négociations seraient suspendues jusqu'à ce qu'on lui eût donné toute satisfaction à ce sujet. Cette note termina les opérations du congrès de Rastadt, qui dès lors n'exista plus que pour la forme, car la guerre de la seconde coalition venait déjà de s'allumer, par les hostilités de la Turquie et de Naples.

L'Angleterre triomphait de nouveau en voyant de toutes parts la foudre s'amonceler sur la France privée de ses plus habiles et de ses plus braves défenseurs. Cette fois, du moins, son cabinet n'avait pas eu besoin de profondes combinaisons pour lier une nouvelle coalition, et la folie du Directoire avait fait plus que tous les agents d'Albion, pour réunir des intérêts aussi opposés que ceux de la Russie, de la Porte et de l'Autriche. Toutefois, le ministère ne perdait aucune occasion de les animer contre la France; car il fit offrir au mois de novembre des subsides au cabinet de Vienne, qui les refusa, dit-on, pour ne pas nuire aux négociations entamées relativement à la cession d'une partie de l'Italie.

Les escadres anglaises, maîtresses de la Méditerranée depuis la victoire d'Aboukir, et résolues d'y former un établissement solide, venaient de s'emparer de l'île de Minorque. L'île de Gozzo était reprise par Nelson au nom du roi de Naples, et Malte, bloquée par mer, allait bientôt être investie par terre.

L'Angleterre ne chercha pas seulement au dehors les moyens d'étendre sa puissance, la réunion complète de l'Irlande, et la fusion du parlement de ce royaume dans celui de la Grande-Bretagne, devaient servir d'acheminement à une réconciliation complète, à un amalgame des deux peuples, dont on se promettait un accroissement de force nationale.

Les moyens nécessaires pour remplacer les 5,000 hommes détachés aux Indes orientales, et préparer en outre une expédition capable d'arracher l'Égypte aux Français, devaient entraîner un surcroît de levées et dépenses. La marine, en multipliant ses stations et les conquêtes coloniales, exigeait également des sacrifices proportionnés. L'intérêt exorbitant de la dette publique augmentait chaque année par de nouveaux emprunts, malgré l'heureuse institution de l'amortissement. L'im-

(1) Depuis le départ de Bonaparte pour l'Égypte, et la nomination de Treilhard au Directoire, la députation française était composée de Bonnier, de Roberjeot, et de Jean Debry.

Digitized by Google

pôt du dixième sur les revenus, substitué à quelques voies insuffisantes, ajouta une somme de 240 millions aux recettes de l'année précédente, en sorte que le budget fut aisément couvert.

Les débris de l'ordre de Malte réfugiés en Allemagne, venaient de déférer à l'empereur Paul la dignité de grand maître de cet ordre, en remplacement du baron de Hompesch, et les sentiments de ce prince, connus depuis longtemps, ne laissaient aucun doute sur le prix qu'il attacherait à ce titre. Les flottes russo-turques, arrivées à la fin d'octobre dans l'Archipel, et précédées d'un appel de l'archevêque grec aux fidèles, soulevèrent les îles Ioniennes contre les Français, qui, confinés en petit nombre dans les remparts de Corfou, s'y virent bientôt attaqués par terre et par mer.

Le cabinet de Madrid, fidèle à son alliance naturelle, mais fatigué des sacrifices qu'il croyait faire, bien plus aux caprices des chefs d'une république turbulente, qu'à l'intérêt réel de la France et de l'Espagne, se voyait de nouveau dans la nécessité de hasarder ses flottes sur l'Océan ou sur la Méditerranée. A la faiblesse de ses efforts, on eût dit qu'il suivait malgré lui l'affinité de ses intérêts politiques, et qu'il cherchait par son apathie à obtenir des droits à quelques ménagements de la part du cabinet de Saint-James. Résolution d'autant plus naturelle à Charles IV, que les traitements dont on accablait les rois de Naples et de Piémont, alliés de sa famille, lui laissaient quelques regrets des obligations qu'il s'était imposées à Saint-Ildefonse. Cependant, la force des événements l'entraînait; les dangers de l'équilibre maritime le décidaient à fournir du moins les contingents auxquels il s'était engagé, et les efforts de ses envoyés à Paris et à Vienne, pour empêcher de nouvelles hostilités, attestent d'ailleurs combien son cabinet apprécia les inconvénients qui en résulteraient pour la guerre maritime.

Le Portugal était enchaîné plus étroitement que jamais à la fortune britannique, et la victoire d'Aboukir était une garantie certaine qu'il resterait longtemps dans cette dépendance.

La Suède et le Danemark n'avaient éprouvé aucun changement notable dans leur situation. Quoique leur pavillon commençât à se ressentir des entraves mises par l'Angleterre au commerce des neutres, il prospérait encore au milieu de l'embrasement universel.

CHAPITRE LXXXII.

Invasion de la république romaine, par les Napolitains. — Combats de Civita-Castellana, de Fermo, de Borghetto, de Calvi, de Magliano, de la Storta. — Évacuation de Rome par les Napolitains. — Championnet reprend l'offensive, et envahit le royaume de Naples. — Prise de Gaëte et de Pescara. — Combat devant Capoue. — Armistice. — Prise de Naples. — Érection de la république parthénopéenne.

La cour de Naples, placée au bord du volcan révolutionnaire depuis l'érection des États de l'Église en république, embrassa avec transport l'idée d'une nouvelle guerre continentale, qui, selon toute apparence, devait amener l'évacuation de l'Italie, et la débarrasser de l'anxiété perpétuelle dans laquelle elle vivait. Les assurances qu'elle recevait de la Russie et de l'Angleterre, la certitude d'être soutenue par l'Autriche, confirmèrent Acton et la reine dans l'idée que la puissance napolitaine ne devait pas seulement figurer comme auxiliaire, mais qu'elle pourrait jouer un rôle principal dans la nouvelle coalition.

En vain l'ambassadeur français, à qui aucune de ces démarches n'échappait, essaya de ramener le cabinet des Deux-Siciles : on lui répondit par des protestations, dont les formes devinrent plus tranchantes à mesure que les préparatifs de guerre approchaient de leur terme.

Ces préparatifs demandaient du temps et de longs efforts : car, bien que depuis 1782, l'armée napolitaine fût censée sur le pied de guerre, elle était loin de pouvoir entrer en campagne. Elle se composait alors d'environ 30,000 hommes de troupes de ligne, et 15,000 de milices (1). L'artillerie de cette armée, organisée par des officiers français,

(1) 24 régiments d'infanterie de ligne, 2 bataillons . . . 48 }
Bataillons légers . . . 4 } 76 bat.
Milices. . . 24 }
16 régiments de cavalerie à 3 escadrons, 48 escadrons.
2 régiments d'artillerie, outre la garde noble.
Les bataillons devaient être de 500 hommes, les régiments de cavalerie de 350.

Digitized by Google

possédait un matériel parfaitement conforme à celui de la république, et laissait peu à désirer pour l'instruction du personnel. La cavalerie, montée sur une race de chevaux excellente, avait donné assez bonne idée d'elle sur le Pô en 1796; mais l'infanterie, après celle du pape, était la plus mauvaise de l'Europe. Exercée tour à tour à l'allemande, à l'espagnole, suivant les caprices de la reine ou de son favori, commandée par des officiers qui ne devaient leurs emplois qu'à l'intrigue ou à la vénalité, cette arme, qui fait la force des armées, manquait absolument de tenue, de confiance et d'esprit militaire, malgré les efforts des généraux suisses Salis et Bourcard, secondés de quelques autres chefs. Au lieu de penser à retremper son moral, on ne visa qu'à enfler ses rangs : 40,000 hommes furent appelés pour la porter au complet de guerre, en même temps qu'une ordonnance quadrupla le nombre des milices. Si toutes ces mesures avaient été exécutées, les forces napolitaines auraient dépassé 100,000 hommes; mais les levées rencontrèrent des obstacles insurmontables : et, malgré les ressources extraordinaires que la cour se créa en dépouillant les églises, ou en exigeant des dons patriotiques des particuliers et des corporations, sa force n'excéda pas 60,000 hommes, dont 40,000 environ composèrent l'armée d'expédition. Le surplus forma les garnisons des places frontières et des côtes.

Il n'existait à Naples aucun général capable de diriger cette masse : Salandra et Micheroux ne savaient que les minuties de leur métier; le tacticien Bourcard n'avait pas fait la guerre; le comte de Damas avait de la bravoure et de l'expérience; mais cet émigré français, à peine arrivé dans le royaume, ne s'était signalé par aucun exploit assez éclatant pour lui faire décerner le commandement en chef : le ministère eut donc recours au cabinet de Vienne, qui lui envoya le général Mack, alors parvenu à l'apogée de sa gloire dans l'armée autrichienne. Le mérite de cet officier était pourtant moins réel que brillant. Imbu de théories dont l'expérience autant que le bon sens prouvaient la fausseté, il était moins propre que tout autre à suppléer au vice des éléments de l'armée napolitaine : il fit cependant un tel étalage de son savoir, qu'il acheva de fasciner les yeux d'une cour prévenue en sa faveur, et fut accueilli comme le sauveur de l'Italie.

L'intention du cabinet était de laisser l'initiative à l'Autriche, pour agir avec plus de sûreté et d'efficacité lorsque la lutte serait déjà engagée sur l'Adige; mais l'arrivée de Nelson, victorieux à Aboukir, en précipitant les événements, changea aussi les projets du roi de Naples. Les partisans de la guerre insistèrent pour commencer immédiatement les hostilités, afin de prévenir le Directoire. La reine, les ministres Acton et Castel-Cicala, étaient l'âme de ce parti, auquel Nelson et Mack donnaient l'impulsion. Ce général, ne rêvant que triomphes, sans connaître l'armée qu'il allait commander, s'indignait de chaque jour de retard, et ne cessait de représenter les avantages d'une attaque inopinée. De son côté, la reine, regardant déjà la conquête de l'État romain comme assurée, appuyait avec complaisance sur le rôle que jouerait alors Naples dans la coalition : elle insistait pour qu'on n'attendît ni les Piémontais ni les Toscans, trop gênés pour oser se déclarer avant que les Français eussent éprouvé une défaite; ni les Russes, ni les Autrichiens, qui paraissaient ne vouloir ouvrir la campagne qu'au mois d'avril. S'il faut en croire un auteur contemporain, elle employa une ruse coupable pour déterminer le roi à accéder à ses désirs, en lui faisant écrire de Vienne, ou peut-être en supposant une lettre de la cour impériale, qui donnait le signal des hostilités (1). Toujours est-il certain que le conseil aulique n'eut connaissance de cette pièce qu'après la déroute des Napolitains, et que Ferdinand fut dupe de ce stratagème.

En vain, les ministres Ariola et Gallo, les conseillers d'État de Marco et Pignatelli, représentèrent le danger d'attaquer des vétérans, forts de leur discipline et de leurs triomphes, commandés par des généraux éprouvés, avec une armée manquant de confiance, d'instruction et d'habitude de la guerre; la présomption du parti dominant était si grande, que leurs avis furent rejetés avec dédain, et l'ordre donné d'entrer en campagne, sans qu'on eût pris les moindres précautions pour assurer les subsistances des troupes et garantir le royaume des suites d'un revers.

(1) Saggio Istorico, sulla rivoluzione di Napoli.

Digitized by Google

Cependant le Directoire, prévenu de l'orage qui se formait à Naples, paraissait persuadé que Ferdinand n'entrerait point en lice sans le secours de l'Autriche, et se bornait à faire, par son ambassadeur, des admonitions menaçantes qui aigrissaient davantage le cabinet des Deux-Siciles. En apprenant les dernières levées opérées dans tout le royaume, et le rassemblement des troupes sur la frontière de l'État romain, il comprit enfin l'imminence du danger, et se hâta d'envoyer le général Championnet prendre le commandement du corps stationné dans les environs de Rome. Il lui fut recommandé de ne rien compromettre, et de se retirer sur l'armée que commandait Joubert dans la république cisalpine. Cette disposition, quoique prudente, n'est point exempte de blâme; parce qu'en partageant l'armée d'Italie entre deux chefs indépendants, on s'exposait à voir les intérêts de la république sacrifiés à des considérations particulières. Si les inquiétudes que l'on avait sur le Piémont ne permettaient pas à Joubert de s'éloigner du Milanais, il fallait lui donner le commandement en chef, et concentrer toutes les troupes sur le Pô, jusqu'à ce que les circonstances se présentassent de se venger du roi de Naples. En agir autrement, c'était exposer le corps d'occupation de Rome à être accablé : mais la faute du Directoire fut heureusement réparée par la vigueur de Championnet, et plus encore par les mauvaises dispositions des Napolitains.

Au moment où ce général vint prendre le commandement, les Français tenaient une ligne immense. Macdonald, à l'aile droite, avec environ 6,000 hommes, s'appuyait d'un côté à Terracina, et de l'autre aux montagnes de la vallée de Roveto (1). Le général Casa-Bianca, à la gauche, gardait, avec environ 5,000 hommes, depuis le revers de la chaîne de Leonessa jusqu'à l'Adriatique. Au centre, le général Lemoine, qui avait son quartier général à Terni, couvrait avec environ 3,000 hommes, toute l'étendue comprise entre les débouchés de Rieti et de Carsoli : une petite réserve gardait Rome. Ainsi, 18,000 hommes disséminés sur une ligne de plus de 60 lieues, sans véritables points d'appui, allaient être assaillis par une armée deux fois plus nombreuse, qui avait encore le choix des points d'attaque. Cette chance n'était pas la seule à l'avantage des Napolitains. Les Français avaient peu d'artillerie, presque point de munitions, une cavalerie ruinée : d'ailleurs, loin de s'attendre que la guerre éclatât avec Naples avant la déclaration de l'Autriche, ils cantonnaient sans défiance et sans précautions. Les habitants des campagnes, travaillés sourdement par les agents de Ferdinand IV, n'attendaient que les premiers revers pour se joindre à leurs ennemis.

Dans un pareil état de choses, il semblait que Mack, sûr des avantages de l'initiative et même de la surprise, n'eût qu'à vouloir la ruine de son adversaire pour l'obtenir : car la ligne d'opérations était telle, que la droite des Napolitains et même le centre débordaient de beaucoup le gros des Français à Rome et Terracine.

Cependant Mack, dans le plan de campagne qu'il fit adopter, sembla n'avoir d'autre but que de faire évacuer Rome; encore s'y prit-il d'une manière maladroite. Au lieu de profiter du disséminement des Français, pour percer leur centre et accabler successivement leurs ailes, dont l'éloignement et les montagnes rendaient les communications très-difficiles, il partagea son armée en cinq colonnes, pour entrer dans l'État romain par autant de débouchés. Douze bataillons et 8 escadrons, commandés par le lieutenant général Micheroux, devaient marcher sur Ancône en longeant l'Adriatique, après avoir passé le Tronto près d'Ascoli. Une seconde colonne, forte de 3 bataillons et d'une centaine de chevaux, eut ordre de déboucher, sous la conduite du colonel San-Filippo, par Introdoco, sur Terni et Foligno. Le colonel Giustini, avec une colonne de pareille force, reçut l'instruction de se porter de Tagliacozzo rapidement sur Magliano, et de s'y lier avec la précédente. Le corps de bataille, à la tête duquel se trouvait le roi avec Mack, composé de 32 bataillons et de 24 escadrons, devait se diriger par Valtamontone sur Frascati. Enfin, le chevalier de Saxe, avec 12 bataillons et 4 escadrons, avait l'ordre de marcher de Fondi par Terracine et les marais Pontins sur Albano; d'où, après avoir effectué sa jonction avec le corps de bataille, les deux colonnes eussent marché sur Rome par la voie Appienne.

C'était peu, pour Mack, de disséminer ainsi ses

(1) Consultez la carte de Bacler d'Albe.

Digitized by Google

troupes sur la frontière de l'État romain : il voulut aussi qu'un corps de 8 bataillons fût débarqué à Livourne, pour effectuer, conjointement avec les troupes du grand-duc de Toscane, une diversion sur les derrières des Français. Cette petite division fut transportée sur des bâtiments de l'escadre de lord Nelson. Le général Naselli, qui la commandait, reçut l'instruction de chercher à rejoindre l'armée napolitaine, lorsqu'elle serait à hauteur de Bologne.

Un coup d'œil sur la carte convaincra tout militaire que ce plan d'invasion ne valait guère mieux que celui d'inonder la West-Flandre en 1794, pour sauver l'armée alliée. En dirigeant ses plus fortes colonnes le long de la Méditerranée, Mack était sûr, à la vérité, de forcer les Français à évacuer Rome; mais alors rien n'empêchait ceux-ci de réunir, par un mouvement concentrique de retraite, leurs troupes éparses en arrière de cette ville; de culbuter les faibles colonnes qui prétendaient intercepter leurs communications, et de se maintenir dans une position défensive, jusqu'à l'arrivée des renforts. La marche du corps principal par Valmontone avait une apparence d'habileté, en paraissant destinée à tourner les troupes de Macdonald à Terracine; mais alors il eût fallu ne point faire avancer le chevalier de Saxe par les marais Pontins, puisque en poussant les Français de front sur Rome, on les mettait soi-même sur leur voie de retraite. D'ailleurs, il était probable que Championnet n'engagerait dans ce coupe-gorge des marais Pontins, qu'une faible avant-garde, et qu'il réunirait toutes ses troupes vers Frascati. Dans la position respective des deux armées, il eût fallu rassembler le gros des Napolitains aux environs de Civita-Ducale, s'emparer des points de Rieti et de Terni, et marcher ensuite sur la rive droite du Tibre vers Rome ou Viterbe, pendant qu'un corps de 4 à 5,000 hommes eût tenu en échec la division Macdonald à Terracine. En adoptant ce parti, il devenait inutile d'aventurer 4,000 hommes en Toscane, et même de porter l'aile droite à Ancône : il eût suffi de se tenir sur la défensive le long du Tronto. Dès que les républicains auraient eu connaissance que 30,000 Napolitains étaient maîtres du cours du Tibre, leur gauche, loin de songer à attaquer Civitella ni Pescara, se serait estimée fort heureuse de se retirer sur Ancône, et le mouvement du gros de l'armée sur Terni eût probablement placé Macdonald dans l'obligation de se faire jour l'épée à la main. Sans doute, le chemin de Rieti à Terni est moins beau que la chaussée de Rome; mais il était praticable, et une fois à Terni on gagnait la grande route, ce qui rendait le succès certain; car dès lors aucun moyen ne restait aux Français de réunir leur armée. Cette combinaison, si simple, ne frappa pas le général autrichien; il trouvait bien plus d'art à multiplier ses colonnes. A la vérité, avec une armée mal disposée, le plus beau plan ne réussit pas toujours; mais le général du moins, dont les combinaisons tendent aux plus grands résultats en restant fidèle aux principes, n'a rien à se reprocher alors même que la fortune tromperait sa sagesse.

Il serait difficile de préciser l'époque à laquelle les troupes napolitaines partirent de leurs cantonnements dans l'intérieur du royaume. On sait seulement que leurs têtes de colonnes pénétrèrent toutes, le 23 novembre, sur le territoire romain, à l'exception de celle du chevalier Micheroux qui ne passa le Tronto que le lendemain. Le roi fit précéder cette irruption d'une espèce de manifeste, où il déclarait ne vouloir point faire la guerre à la république française, mais restituer seulement les États de l'Église au pape. Cette pièce singulière était accompagnée de sommations aux généraux français de se retirer sans commettre d'hostilités.

La lenteur des mouvements de l'armée napolitaine permit à Championnet de recueillir tous les postes. Au premier bruit de l'invasion, le général Kellermann fut dirigé sur Tivoli, avec un fort détachement d'infanterie et de cavalerie, pour observer l'ennemi et protéger le ralliement des cantonnements. Le général Mathieu vint s'établir à Albano pour le même objet. Les Napolitains, embarrassés par des équipages immenses et les effets de campement qu'ils traînaient à leur suite, marchaient mal, formaient une longue queue, et faisaient de petites journées. L'incohérence des ordres de leur général qui n'avait nullement songé à faire reconnaître les chemins, le manque de vivres, l'indiscipline, et surtout les pluies affreuses qui achevèrent de défoncer les routes; toutes ces causes réunies entravèrent tellement l'invasion,

Digitized by Google

que, le 27 seulement, la colonne du chevalier de Saxe atteignit Albano, et le corps de bataille Valmoutone. Leurs avant-gardes communiquèrent le même jour à Frascati.

Dès le 25, Mack, sans attendre l'arrivée de toutes ses troupes, avait forcé Championnet d'évacuer Rome. Celui-ci, jugeant qu'il était impossible de s'y maintenir, rappela les détachements des généraux Kellermann et Mathieu, jeta 800 hommes dans le château Saint-Ange, puis se replia, conformément à ses instructions, sur Civita-Castellana.

Le 29, le roi de Naples fit son entrée triomphante à Rome. Son premier soin fut de créer une commission de gouvernement, en attendant le retour du pape, qu'il invita à rentrer dans sa capitale. Malgré les mesures de prudence prises pour empêcher une réaction, la populace commit de grands excès : tous les partisans des Français furent maltraités, emprisonnés, et la dépouille mortelle du général Duphot, tirée de son dernier asile, reçut un nouvel outrage.

Pendant que le roi de Naples jouissait d'une gloire si facilement obtenue, et que Mack se donnait mille peines pour réorganiser des colonnes qui n'avaient encore été battues que par la pluie, San-Filippo, après avoir enlevé le pont de Rieti, avait été tenu en échec devant Terni par le général Lemoine : celui-ci, ayant heureusement reçu de Spolette un renfort de 3 bataillons, enleva, le 27, le colonel napolitain, sa troupe et son artillerie, puis rentra dans Rieti. De son côté, le colonel Giustini, rencontrant le général Kellermann en avant de Vicovero, revint sur ses pas pour se joindre à la colonne de San-Filippo; mais obligé de suivre des sentiers presque impraticables, il employa trois jours pour arriver à Rieti, où il fut arrêté tout court par les Français. Une simple reconnaissance lui ayant prouvé l'impossibilité de forcer le passage, il prit le parti de se jeter à gauche à travers les montagnes, pour gagner les bords du Tibre et se mettre en communication avec le gros de l'armée.

A la première nouvelle de l'échec essuyé par ses deux petites colonnes du centre, Mack détacha le maréchal de camp Metsch avec 3 bataillons et 4 escadrons pour les rallier, nettoyer la rive gauche du Tibre, et inquiéter les communications des Français. Le 29, ce général fut rejoint par le colonel Giustini, et par quelques fuyards du corps de San-Filippo. Se trouvant alors à la tête d'environ 4,000 hommes, il marcha sur Magliano avec le dessein de s'emparer du pont de Borghetto. Macdonald, averti de ce mouvement, replia sur-le-champ ses postes de Nepi et de Rignano sur Civita-Castellana, et porta le gros de sa division sur le point menacé. Il était temps : Metsch s'était déjà rendu maître de Magliano; mais en apercevant les Français en bataille en avant du Tibre; il n'osa engager l'action, et se retira. Son arrière-garde, atteinte dans la ville par le chef de brigade Kniazewitz, fut taillée en pièces, et le reste gagna, non sans peine, les montagnes de Calvi.

La colonne de l'extrême droite, dirigée sur Ancône, ne fut pas plus heureuse que les précédentes. Elle s'empara d'abord d'Ascoli, mal défendu par un bataillon cisalpin; mais elle fut bientôt arrêtée, puis battue et ramenée sur la frontière avec perte d'une partie de son artillerie, par les généraux Rusca et Casa-Bianca, accourus de Macerata et d'Ancône avec quelques troupes. Si elle n'éprouva pas de plus grands revers, elle dut en rendre grâce à la circonspection de Casa-Bianca qui, privé de renseignements sur la situation du reste du corps d'occupation, crut devoir attendre les ordres de Championnet, avant de pénétrer sur le territoire ennemi.

Cependant Mack faisait une guerre de plume très-active à Championnet, pour obtenir le château Saint-Ange, que les Français, disait-il, n'avaient pas plus de raison de garder que la ville. Ses étranges réclamations étant restées sans réponse, il prit un ton menaçant, que Macdonald tempéra, en lui déclarant que le moindre attentat commis sur les malades laissés à Rome, serait l'arrêt de mort de l'armée napolitaine.

Championnet utilisait mieux son temps. Témoin de l'hésitation de son adversaire, instruit aussi que Lemoine avait poussé l'ennemi au delà de Rieti, et que Casa-Bianca venait de le rejeter sur la rive droite du Tronto, il conçut l'idée de s'établir sur le revers méridional de l'Apennin, la droite à Civita-Castellana, la gauche à Civita-Ducale, le centre à Cantalupo. Mais, comme cette position exigeait presque le double des troupes

Digitized by Google

qu'il avait sous la main, il donna l'ordre à Casa-Bianca qui se trouvait hors de danger, de faire filer en toute hâte la 17ᵉ de ligne à Terni, prescrivit à Macdonald de camper le gros de sa division à Civita-Castellana, petite ville avantageusement située entre deux ravins; lui recommanda d'occuper Nepi, Rignano et Magliano, de retrancher le pont de Borghetto; enfin, poussa un officier intelligent, avec quelques escadrons, à Péruggia, pour observer les Toscans et Naselli. Ces premières dispositions arrêtées, il partit pour Ancône, où sa présence était nécessaire, tant pour accélérer l'arrivée de l'artillerie et des munitions dont on manquait, que pour former l'établissement du grand parc, de la manutention et des ambulances, à Foligno et à Spoletto. Son absence, dans ce moment, lui parut avoir d'autant moins d'inconvénient, qu'en supposant à Mack le projet d'attaquer la droite de cette nouvelle ligne, Macdonald, à l'aide des remparts naturels de Civita-Castellana et de quelques retranchements, résisterait assez pour donner le temps au centre de le secourir.

Cette détermination fait honneur à Championnet: il avait bien jugé de sa position et de celle de l'ennemi. Voyons maintenant les dispositions que Mack prit pour le déloger. D'abord, après avoir laissé 5 bataillons et 6 escadrons à Rome, il porta le corps du maréchal de camp Bourcard sur Castel-Novo, et la division du chevalier de Saxe à Monterosi, dans l'intention d'attaquer Civita-Castellana, avec le gros de son armée, pendant qu'un petit détachement, passant le Tibre à la hauteur de Ponzano, favoriserait l'attaque principale, et qu'un autre se dirigerait de Nepi sur la route de Viterbe pour entrer en communication avec la division de Livourne. De pareilles dispositions ne sont pas à l'abri de la critique, et je n'aurais ici aucun mérite à répéter, après tous les militaires, qu'une attaque en force sur Terni, par la route qui passe à Cantalupo, était plus convenable. En effet, Terni enlevé, la position de Civita-Castellana n'était pas tenable, et le mouvement pour joindre Naselli se fût exécuté tout naturellement. Mais Mack, fidèle à son système, préféra faire battre son armée en détail, et livrer aux coups des Français des colonnes isolées, que la nature du terrain empêchait de se soutenir mutuellement.

Le 4 décembre, les avant-postes français furent assaillis de toutes parts. La division du chevalier de Saxe, poursuivant deux objets, marchait sur deux colonnes; l'une se porta directement sur Nepi, l'autre fila à gauche par le chemin qui conduit de Santa-Maria-di-Fallari à Borghetto, en vue de tourner Civita-Castellana. La première attaque fut conduite avec vigueur; mais Kellermann, après avoir laissé amortir le premier feu des Napolitains, les chargea à son tour et les culbuta sur le chemin de Monterosi, où bientôt les dragons français les poursuivirent le sabre dans les reins: 2,500 prisonniers, 15 pièces de canon et tous les bagages tombèrent au pouvoir des républicains.

L'attaque du pont de Borghetto, par le chevalier de Saxe, ne fut pas plus heureuse: à peine eut-il débouché de Santa-Maria, que Macdonald poussa à sa rencontre le chef de brigade Kniazewitz avec 2,500 fantassins, 200 chevaux et 3 pièces de canon. Le combat s'engagea aussitôt; mais le chevalier de Saxe ayant été blessé grièvement au commencement de l'action, et l'infanterie de Kellermann venant à paraître sur les derrières de cette colonne, les Napolitains, saisis de terreur, s'enfuirent sur la route de Viterbe, laissant toute leur artillerie aux vainqueurs. Le petit détachement qui devait remonter la rive gauche du Tibre pour se porter sur Magliano, prévenu à temps des désastres de la gauche, repassa le fleuve à Ponzano, et rejoignit le corps de bataille.

Le maréchal de camp Bourcard qui avait la plus forte tâche, força d'abord le poste de Rignano. Mais il n'était point aussi facile de réussir à Civita-Castellana: cette ville et un petit fort contigu, sont situés entre deux ravins d'une profondeur effrayante, que les eaux ont creusés à pic dans une sorte de tuf sablonneux et noirâtre, et que l'on traverse sur deux beaux ponts de pierre. C'était l'ancienne *Veïes,* si redoutable aux Romains: défendue par les Français, pouvait-elle être réduite par des Napolitains sans expérience ni discipline? Bourcard avait vainement tenté de forcer le pont de la route de Rome, lorsque Mack, instruit de la défaite du chevalier de Saxe, prescrivit au premier de se tenir en observation hors de portée de canon de Civita-Castellana; il détacha ensuite le maréchal de camp Damas avec 5 ba-

Digitized by Google

taillons et 6 escadrons à Monterosi pour couvrir la route de Rome, et tâcha de rallier les fuyards de sa gauche.

Cette leçon ne fut pas entièrement perdue; Mack vit enfin qu'il fallait porter le gros de ses forces sur le centre des Français à Terni. Mais en cherchant à réparer sa première bévue, il en commit de nouvelles, car il éparpilla ses troupes derechef. Il laissa fort inutilement Bourcard avec 5 bataillons et 2 escadrons devant Civita-Castellana, où il s'imaginait paralyser toute la division Macdonald; et ordonna au lieutenant général Salandra de faire passer le Tibre à 14 bataillons et 6 escadrons sur des bateaux du pays, afin d'aller camper sur les hauteurs de Cantalupo. Son projet était de culbuter le général Lemoine à Terni, pendant que Macdonald serait tenu en échec, d'un côté par la marche de Damas sur Borghetto, et de l'autre, par les démonstrations de Bourcard. Dans le même temps, Metsch, qui occupait les hauteurs de Calvi, fut chargé d'enlever Otricoli, afin de couper la communication des Français.

La célérité était la première condition de réussite d'un plan semblable; mais toutes les dispositions préparatoires ne furent terminées que le 8 décembre, l'artillerie ayant été obligée, faute de grands bateaux, de descendre jusqu'à Corrèse et Rome pour y franchir le fleuve. Mack, qui aurait dû chercher à récupérer les moments perdus par cette contrariété, marcha, au contraire, à pas de tortue, séjourna le 9 à Cantalupo, ne s'avança le 10 qu'à moitié chemin de Terni, et remit l'attaque au jour suivant.

Tant de lenteur dans un moment aussi décisif, devait amener une catastrophe. Championnet, à son retour d'Ancône, n'eut pas de peine à deviner le projet de son adversaire, ni à prendre les mesures pour le faire échouer. Macdonald après avoir laissé une petite garnison dans le fort de Civita-Castellana, passa le pont de Borghetto avec le gros de sa division, et porta le chef de brigade Kniazewitz à Magliano, De son côté, Lemoine, qui venait d'être renforcé par 3 bataillons et 2 régiments de chasseurs qu'amenait le général Rey, s'établit à Rieti et à Civita-Ducale, et poussa un bataillon à Contigliano pour inquiéter Cantalupo.

Telle était la position respective des deux armées, lorsque le général Metsch, qui n'aurait dû s'ébranler que le 10 décembre, trompé par de faux renseignements, descendit de Calvi dans la nuit du 7 au 8, et surprit Otricoli, où il massacra les malades et les blessés. Assailli lui-même, quelques heures après sa victoire, par le général Mathieu, il fut délogé et repoussé avec perte à Calvi. Toutefois, comme de cette dernière position Metsch menaçait encore les communications et le flanc de l'armée, Championnet ordonna de l'enlever. Le 9, au point du jour, Mathieu et Kniazewitz arrivent devant Calvi par les routes d'Otricoli et de Magliano: les Napolitains, culbutés par l'infanterie du premier, abandonnent les hauteurs et se réfugient dans la ville, où ils sont bientôt cernés et sommés de se rendre. Metsch, intimidé, met bas les armes, quoique la force des deux colonnes qui l'attaquaient n'excédât pas 3,500 hommes : 4,000 prisonniers et 5 pièces de montagne furent les trophées de cet exploit.

Mack allait porter son avant-garde sur Vaccone, lorsqu'il apprit la reddition de Calvi. N'ajoutant point foi à ce rapport, il détacha dans cette direction le prince de Hesse-Philipsthal; mais cet officier ne tarda pas à confirmer la fatale nouvelle de la capitulation. Cet événement changea tous les plans : il ne fut plus question de marcher en avant, mais bien de se retirer jusqu'au pied des montagnes de Frascati et d'Albano, pour réorganiser l'armée, et y attendre des renforts, des munitions et des subsistances. Des instructions furent dressées en conséquence à l'état-major. Damas et Bourcard devaient opérer leur mouvement rétrograde le 12, par les deux routes qui longent la rive droite du Tibre, pendant que Salandra descendrait par celle de Terni. Afin de dissimuler, autant que possible, ce que cette retraite avait d'humiliant, et d'empêcher la garnison du château Saint-Ange d'effectuer une sortie, on commanda à ces trois colonnes de ne traverser Rome que de nuit. Sa garnison avait l'ordre de ne se retirer qu'au moment où Bourcard et Damas seraient sur la route d'Albano. Quelque secrètes que fussent ces mesures, elles transpirèrent bientôt, et firent lever la tête aux partisans des Français. Le bruit ayant couru qu'ils se proposaient d'enlever le roi de Naples, ce prince, accompagné du duc

Digitized by Google

d'Ascoli, gagna furtivement la porte Saint-Jean, où il monta en voitnre et se rendit d'une seule traite dans sa capitale. Sortie remarquable, si on la compare à l'entrée triomphante de ce monarque, qu'une tourbe de flattenrs proclamait libérateur de l'Italie!

Pendant que Mack faisait tous ces préparatifs de retraite, Championnet méditait une attaque générale. Macdonald, après avoir laissé dans Borghetto 4 bataillons et 12 pièces de canon sous les ordres de Kellermann, se porta dans la direction de Cantalupo. Rey marcha de Terni sur Vaccone, tandis que Lemoine s'avança, de Rieti, vers l'hôtellerie de Corrèse, pour couper la retraite aux Napolitains. Salandra se tira de danger à la faveur d'un rideau de troupes légères qui déroba sa retraite aux Français. Grâce à cette ruse, le corps de bataille arriva sain et sauf, dans la matinée du 13 décembre, à Albano, où s'était déjà rendue la brigade Bourcard. Mais l'arrière-garde, laissée sous le prince de Hesse-Philipsthal, serrée par les chasseurs de Rey, n'atteignit pas Rome sans peine. Quant à Damas, les instructions du capitaine général ne lui ayant pas été transmises à temps, il faillit tomber dans le gros des républicains. Effectivement, Championnet ayant eu avis de sa marche, prescrivit à Rey qui avait passé la nuit à Ponte-Salaro, de traverser le Tibre à Ponte-Molle pour l'amuser, pendant que l'infanterie qui avait déjà franchi la Farfa, doublerait le pas pour venir s'établir devant Rome. Les têtes de colonnes ne tardèrent pas à se rencontrer : Damas en fut surpris; car Mack lui avait promis d'envoyer un gros détachement pour le recueillir. Toutefois, il fit bonne mine à mauvais jeu : sommé de mettre bas les armes, il feignit d'entrer en pourparler. Rey et Damas jouaient au plus fin; et chacun d'eux crut tromper l'autre, en acceptant une suspension d'armes de deux heures. Le premier avait calculé que l'infanterie de Macdonald ne pourrait être en mesure de le soutenir avant ce temps : le second, au contraire, comptait sur une diversion de Mack. Tous deux s'abusèrent; car, d'une part, l'infanterie française avait à peine dépassé Monte-Alto ; et de l'autre, le brigadier Pignatelli chargé de revenir des environs d'Albano sur Rome, s'en trouvait encore trop éloigné. Mais celui dont l'espoir fut le plus cruellement déçu, fut Damas. Après avoir vu la suspension d'armes s'écouler sans entendre le canon sur les derrières des Français, il commença à se retirer sur la route d'Orbitello, la seule qui lui fût encore ouverte : trop heureux d'en être quitte pour une partie de son artillerie, dont les chasseurs français s'emparèrent, dans un engagement non loin de la Storta.

Cependant, à peine l'infanterie de Macdonald était rentrée dans Rome, que Pignatelli se présenta à la porte de Saint-Jean-de-Latran, avec 4 bataillons et 2 escadrons : il fut reçu très-rudement par les Français, et poursuivi, l'épée dans les reins, plus de deux lieues.

Alors, le général Championnet établit la division Macdonald en avant de Rome, et laissa Lemoine en réserve, près de l'hôtellerie de Corrèse. Kellermann, auquel il avait prescrit de se porter de Borghetto sur Viterbe et Ronciglione, pour étouffer l'insurrection qui venait d'y éclater, reçut l'ordre de se mettre seul aux trousses de Damas; et le général Rey, après avoir rallié ses troupes, fut lancé à la poursuite du gros des Napolitains dans la direction de Velletri.

Kellermann atteignit Damas auprès de Montalto, et lui livra un combat où la victoire, longtemps disputée, se déclara enfin pour les Français. Le général napolitain, quoique grièvement blessé, parvint à gagner Orbitello avec environ 3,000 hommes; mais craignant d'être enlevé dans ce poste, qui ne lui parut pas à l'abri d'un coup de main, il conclut avec son adversaire une convention, d'après laquelle il lui fut permis de se rembarquer avec armes et bagages sans être considéré comme prisonnier. Cette expédition achevée, Kellermann réduisit Viterbe à l'obéissance, et rejoignit plus tard l'armée aux environs de Fondi.

Ainsi, dix-sept jours après l'ouverture de la campagne, l'armée française rentra victorieuse à Rome, qui semblait perdue pour elle à jamais. Les Napolitains, battus partout, démoralisés par une série d'échecs moins dus peut-être aux fautes du général en chef, qu'à l'inexpérience des officiers et à l'indiscipline des troupes, refluaient en désordre vers leurs propres frontières, ouvertes désormais aux républicains.

Championnet s'arrêta quelques jours à Rome,

Digitized by Google

pour attendre des nouvelles de l'Italie septentrionale ; car, au moment où le roi de Naples le chassait de cette capitale, le bruit s'était répandu que celui de Sardaigne et le grand-duc de Toscane faisaient cause commune avec ce prince. Quoiqu'aucun acte diplomatique ne confirmât ces rapports, les relations du Directoire avec ces souverains étaient chargées de trop fréquents nuages pour dissiper toutes les craintes. Il venait d'en coûter récemment 8 millions au cabinet de Turin, pour avoir laissé échapper, dans sa correspondance avec la cour de Vienne, le vœu d'être débarrassé des Français. Joubert, que cette nouvelle extorsion avertissait de se tenir en garde, instruit que Charles-Emmanuel faisait des préparatifs clandestins, crut devoir le prévenir dans la rupture. D'abord, sur l'avis de l'invasion de la république romaine, il fit requérir par l'ambassadeur Eymar, l'exécution du traité de l'année précédente, par lequel le roi s'engageait à fournir un contingent de 8,000 hommes, dans toutes les guerres de la république française en Italie. Le cabinet de Turin s'étant excusé sur l'impossibilité de réunir de suite cette division, Joubert, sans attendre les ordres ultérieurs du Directoire, sûr d'agir selon ses vues, consigna ses griefs dans une espèce de manifeste, réunit, le 5 décembre, les divisions Victor et Dessolles sur le Tesin; et, pendant que les places de Novare, de Suze, de Coni et d'Alexandrie, tombaient par surprise au pouvoir des Français, il dirigea ces deux divisions sur Verceil. Les troupes piémontaises, après une ombre de résistance, furent poussées sur Turin, où les républicains, déjà maîtres de la citadelle, entrèrent en même temps qu'elles.

Charles-Emmanuel abreuvé de dégoûts et d'humiliations sur un trône chancelant, en descendit avec résignation, et signa, le 8 décembre, une renonciation à ses droits sur le Piémont, en se bornant à stipuler quelques mesures de sûreté personnelle, jusqu'à son arrivée en Sardaigne où il s'exilait.

Le détrônement de ce souverain ainsi opéré sans secousse, Joubert avait dirigé la division Serrurier sur Florence, lorsque de nouvelles protestations d'attachement du grand-duc de Toscane, et peut-être aussi les ordres du Directoire, retinrent son bras prêt à frapper. Certain alors de la soumission de toute l'Italie, il se hâta d'annoncer à Championnet qu'il pouvait prendre l'offensive à son tour contre les Napolitains, et lui envoya des renforts.

Tandis que ces choses se passaient, Ferdinand, à qui la peur avait donné des ailes, était rentré à Naples, où son premier soin fut de décréter une levée en masse contre les Français, qu'il s'attendait bien à voir arriver sur ses traces. Une proclamation engagea les habitants à s'armer et à défendre leurs biens, leurs familles, et la religion de leurs pères. Mais cette mesure, qui seule pouvait encore sauver le royaume, devint, par la faiblesse de la cour, la principale cause de sa ruine. En effet, quand un souverain en vient à cette extrémité, il faut que par sa présence et son dévouement, il encourage les efforts de son peuple. Croit-on que les Prussiens, par exemple, eussent été si dociles à la voix de Frédéric-Guillaume en 1813, s'il s'était embarqué pour l'Angleterre quand Napoléon menaçait Berlin ? Ferdinand, moins sage, après avoir mis en fermentation la populace de sa capitale, craignant de ne pouvoir la diriger, résolut d'aller chercher un abri en Sicile. Il fut, dit-on, amené à ce parti par le ministre Acton, accusé de tous les malheurs publics, et qui voulait conserver les rênes des affaires prêtes à lui échapper. Après avoir transporté sur des bâtiments anglais et portugais les meubles et les effets les plus précieux des palais de Caserte et de Naples, les curiosités les plus rares des musées de Portici et de Capo-di-Monte, avec 20 millions en numéraire, dernière ressource d'une nation vouée à la misère; la cour s'embarqua de nuit, comme si les Français eussent été déjà aux portes de Naples.

Le 21 décembre, au matin, la capitale apprit, par des placards, que son souverain était parti pour aller chercher des secours en Sicile, et laissait, en attendant son retour, le prince Pignatelli en qualité de vicaire général. A la stupeur que causa un événement aussi imprévu succédèrent bientôt les intrigues des partis. La *Città* (1) se mit en opposition avec ce vice-roi, et prétendit n'avoir aucun ordre à recevoir de lui. Cette rivalité eut des conséquences funestes, en donnant plus

(1) Autorité municipale choisie par les notables.

Digitized by Google

de jeu aux factions. Dès lors on ne put compter sur l'harmonie et l'unanimité des efforts, si nécessaires pour sauver la patrie.

Cependant Championnet méditait la conquète de Naples : expédition qui, selon lui, devait assurer le repos de la république romaine. Considérée sous les rapports de la politique, cette entreprise était très-nuisible aux intérêts du Directoire, dont elle achevait de dévoiler l'ambition, tout en disséminant les troupes de plus en plus : elle différait en cela de l'envahissement du Piémont, justifié du moins par le besoin de tenir libres les communications de France en Italie. Envisagée militairement, c'était une opération pour le succès de laquelle il fallait maintenant moins de troupes que de vigueur et d'habileté : la première qualité ne manquait pas plus alors aux généraux républicains qu'à leurs soldats; reste à examiner si Championnet déploya de l'habileté.

La totalité des forces dont il pouvait disposer consistait, depuis les renforts reçus, en 29 bataillons et 21 escadrons, formant environ 24,000 hommes de pied et 2,000 chevaux : en sorte qu'avec les troupes d'artillerie et du génie, l'armée d'expédition devait s'élever à près de 28,000 combattants, sur lesquels il fallait défalquer les garnisons de Rome et d'Ancône.

En réfléchissant aux causes premières des échecs successifs des Napolitains, Championnet eût senti la nécessité de n'avoir qu'une ligne d'opérations. Loin de là cependant, il commit la même faute que son adversaire en pénétrant dans le royaume de Naples par cinq débouchés.

A la droite, le général Rey qui avait poursuivi l'ennemi jusqu'à Cisterna avec 2 bataillons et 12 escadrons, eut l'ordre de s'avancer par la route des marais Pontins jusqu'à Terracine, tandis que Macdonald, avec 8 bataillons et 3 escadrons, marcherait par Frosinone et Ceprano : la division Lemoine, forte seulement de 6 bataillons et 3 escadrons, déjà maîtresse d'Aquila, pousserait sur Sulmona : enfin, à la gauche, 11 bataillons et 3 escadrons sous le général Duhesme, après avoir refoulé l'ennemi vers Pescara, remonteraient la rivière de ce nom jusqu'à Popoli, où ils effectueraient leur jonction avec la division Lemoine. Comme on ne pouvait se dissimuler que ces deux dernières colonnes ne fussent très-éloignées de celles de droite, on crut remédier à cet inconvenient, en faisant prendre à un détachement de 800 hommes, commandé par le chef de bataillon Maréchal, le chemin qui, de Tivoli et de Vicovaro, débouche par Carsoli et Tagliacozzo, en longeant le lac de Celano sur Sulmona.

Ce plan était radicalement vicieux, puisque sa réussite dépendait de la réunion sur un point fort éloigné et au pouvoir de l'ennemi, de 4 colonnes marchant dans des vallées qui n'avaient de communication qu'à leur issue. Il eût beaucoup mieux valu différer l'invasion de quelques jours, pour donner le temps à la division Duhesme de se rabattre des environs d'Ascoli sur Tivoli, et au général Lemoine d'évacuer Aquila, afin de porter la majeure partie de leurs troupes sur la route de San-Germano, ne fût-ce qu'à un jour ou deux de distance de la division Macdonald : par ce moyen, on se fût présenté devant Capoue avec une masse imposante. En agir autrement, c'était courir les chances de Wurmser, lorsqu'il voulut chasser les Français de la Lombardie, en débouchant, sur plusieurs colonnes séparées, par le lac de Garda et les montagnes : mais heureusement, Mack, malgré toute sa science, ne montra ni la vigueur ni les talents de Bonaparte.

Alors il avait réuni devant Capoue environ 30 bataillons et 16 escadrons. Il n'était resté que 2 bataillons sous le colonel Piscicelli sur la route de la Corniche, pour défendre le Pas-d'Itri ; et 4 escadrons pour observer la rive gauche du Garigliano, depuis les environs de Sora jusqu'à Ceprano. D'un autre côté, Micheroux, après avoir rallié ses troupes et renvoyé sa cavalerie sur les derrières, avait pris position avec son infanterie sur la rive droite du Trontino, entre Teramo et la mer; et le lieutenant général Gambs tenait Popoli, avec 6 bataillons. Ces deux divisions, comme on voit, n'étaient ni assez rapprochées pour se prêter un mutuel appui, ni même pour arriver à temps à Capoue, dès que la route, qui y conduit de San-Germano, restait ouverte à l'ennemi.

Cette dissémination des Napolitains ne frappa point Mack. Au lieu de faire rabattre en toute hâte Micheroux et Gambs sur Capoue, en laissant garnison dans Pescara, il leur donna l'ordre de

Digitized by Google

tenir le plus longtemps possible pour couvrir son flanc droit. Il se flattait de défendre facilement la ligne du Volturne avec les débris de son armée, surtout lorsqu'il serait renforcé par les troupes de Naselli et de Damas, dont il sollicita le prompt retour auprès du vice-roi. Ainsi, trop de confiance dans ses mesures défensives et dans des troupes sur lesquelles il ne fallait déjà plus compter, fascinant les yeux du capitaine général des Napolitains, le succès de l'expédition ne dépendit plus que de la valeur des soldats.

Après avoir terminé ses dispositions, et ordonné l'établissement d'un camp retranché à Foligno, pour recevoir l'armée en cas d'échec, Championnet se mit en mouvement, dans l'ordre que nous venons d'expliquer. L'événement prouva bientôt qu'il eût mieux fait de diriger le gros de ses forces par la route de Frosinone et San-Germano. Macdonald n'eut à surmonter que des obstacles d'inertie, causés par le mauvais état des chemins et le gonflement de quelques torrents; car il ne faut pas compter l'ombre de résistance qu'il éprouva devant Isola, pour passer le Garigliano. Il recueillit, même sans tirer un coup de fusil, toute l'artillerie que les Napolitains avaient abandonnée, et alla s'établir dans la journée du 30, entre Venafro et la route de San-Germano à Capoue, à hauteur de Cajanello.

La facilité avec laquelle cette colonne s'était avancée, les intelligences que l'on s'était ménagées dans l'armée napolitaine, et plus que tout cela l'arrivée d'un parlementaire qui sollicitait un armistice, enhardirent Championnet : aussi, dès qu'il eut été rejoint par la cavalerie du général Rey, qu'il avait rappelée en arrivant à Ceprano, il poussa jusqu'à Calvi; d'où, après avoir sommé Mack à tout événement, il ordonna, le 3 janvier, une reconnaissance de la ligne ennemie.

Elle s'étendait derrière le Volturne, alors non guéable, depuis Castellamare à son embouchure, jusqu'à la Scafa-di-Cajazzo. Capoue en occupait le centre : 10 bataillons et 8 escadrons campaient à chaque aile; le reste des troupes formait la garnison de la place, et de la tête de pont construite en toute hâte sur la rive droite. Le tout était garni d'une formidable artillerie. La position semblait donc tenable, pour peu qu'on voulût combattre; mais, soit lâcheté, soit trahison, les troupes de la gauche se replièrent sur Capoue, à l'approche des Français; et il fallut que Mack menaçât de mitrailler les fuyards, pour les tenir à leur poste. A la faveur de ce désordre, Macdonald obtint d'abord quelques avantages; mais bientôt le feu terrible des remparts, auquel il ne pouvait opposer que des pièces de campagne, le força de se retirer avec une perte assez considérable. Cet échec aurait eu des suites fâcheuses, si le prince de Moliterno, à qui Mack donna l'ordre de sortir de derrière les retranchements avec deux régiments de cavalerie, eût assailli l'infanterie française au moment où elle était ébranlée. Il fut au reste compensé par les succès du général Rey. Sa petite colonne, renforcée à Fondi par l'infanterie de Kellermann qui venait de rejoindre, força les gorges d'Itri à la suite d'un combat opiniâtre, rejeta sur Gaëte le détachement de Piscicelli. Ce premier avantage l'ayant engagé à sommer cette place et à y jeter quelques obus, le général Tschudi, octogénaire, amoureux d'une jeune femme qu'il venait d'envoyer à Naples et qu'il brûlait de rejoindre, se rendit sans peine aux sollicitations de l'évêque, qui l'engageait à épargner aux habitants les horreurs d'un siége. Il livra donc la place aux Français : la garnison, forte d'environ 3,600 hommes, fut prisonnière; le gouverneur et les officiers seuls obtinrent le honteux privilége de rentrer dans l'intérieur jusqu'à parfait échange. Outre des approvisionnements en tout genre, on trouva dans la place un équipage de pont, dont Rey se servit pour franchir le Garigliano, et aller s'établir dans les environs de Sessa.

Quelque heureuse que fût la jonction de ces deux divisions, elle n'amenait pas assez de monde au point décisif, et il fallut attendre l'arrivée des deux autres, dans une position précaire, qui offrit inutilement à Mack l'occasion de prendre sa revanche. Depuis dix jours, Championnet n'avait reçu aucune nouvelle du centre et de la gauche. Les partis poussés de Sora sur le lac de Celano, pour aller aux nouvelles des flanqueurs de Maréchal, trouvèrent les sentiers obstrués par les neiges; et aucun des officiers d'état-major envoyés aux généraux Lemoine et Duhesme, n'était revenu. Dans cette perplexité, Championnet, pressé d'ouvrir au

Digitized by Google

moins ses communications avec eux, détacha vers Sulmona un parti de 200 chevaux ; et, en attendant le résultat de cette tentative, qui pouvait bien échouer comme les précédentes, il garda sa position de Calvi, et chargea le général Eblé d'organiser à Gaëte l'équipage de siége destiné à réduire Capoue.

Les inquiétudes du général français se calmèrent en partie dans la journée du 5, en apprenant que Lemoine touchait à Venafro. La colonne de ce général, harcelée sans cesse dans sa marche par des nuées de paysans qui massacraient impitoyablement les traîneurs, n'avait eu cependant qu'un seul combat à livrer aux troupes régulières, pour se rendre maîtresse de Popoli. L'action fut chaude, à la vérité; car Gambs qui venait d'être renforcé par la cavalerie de Micheroux, s'attendait d'un moment à l'autre à voir arriver l'infanterie : le général Point y perdit la vie, mais la valeur française l'emporta, et les Napolitains, fort maltraités, se replièrent sur Sulmona, d'où ils descendirent par Isernia et Boyano, à Bénévent.

Maître de ce point important, Lemoine attendit quelques jours la division Duhesme. Mais voyant grossir autour de lui les rassemblements d'insurgés, il marcha sur Sulmona, où il trouva, le 4, les flanqueurs de Maréchal, et le parti envoyé du grand quartier général à leur rencontre.

Championnet resserra alors davantage Capoue. L'infanterie de Lemoine prit poste à Alife et Piedimonte ; la cavalerie resta à Venafro, pour aller aux nouvelles vers Sulmona. Macdonald occupa Cajazzo, et s'étendit jusqu'à la grande route de Naples, à la droite de laquelle Rey s'établit en se prolongeant jusqu'à la mer. Une petite réserve fut placée à Calvi.

Telle était la position des Français au 6 janvier, lorsque l'insurrection des habitants qui jusqu'alors n'avait été exécutée que dans les Abruzzes, s'étendit avec une rapidité effrayante dans toute la terre de Labour. Le principal rassemblement se fit à Sessa, qui venait d'être évacué. Les insurgés attaquèrent avec audace tous les détachements envoyés contre eux, détruisirent le pont du Garigliano, et firent sauter le parc de réserve établi tout auprès. Itri, Fondi et San-Germano, tombèrent en leur pouvoir ; et l'armée française sembla moins bloquer Capoue, qu'être elle même cernée par une multitude exaspérée. Il faut le dire à la gloire de Championnet : cette situation n'ébranla point son courage. Loin de se laisser abattre par l'imminence du danger, il refusa d'écouter les propositions de Mack, qui offrait de rendre Capoue sous la condition d'un armistice. Résolu de tenir tête à l'orage, il prescrivit à la cavalerie légère du général Forest de passer le Volturne au gué de Lago, pour se réunir à la division Lemoine, et à celle qui était restée à Venafro de venir renforcer la réserve.

Si, dans cette circonstance, Mack, décidé à tenter un dernier effort, eût attiré à lui le corps de Gambs, et attaqué les Français avec l'élite de ses forces en débouchant de Capoue, croit-on que leur bravoure eût suppléé, dans une position aussi peu favorable, au nombre et au défaut de munitions ? N'est-il pas probable qu'ils eussent été battus, et réduits bientôt à la nécessité de se faire jour à travers les insurgés, pour regagner l'État romain, par les marais Pontins ou San-Germano ? Mais, soit manque de résolution, soit qu'il n'eût que des données incertaines sur les succès de l'insurrection, Mack n'osa rien entreprendre. A la vérité, il venait de voir échouer une tentative contre les montagnes de Cajazzo ; et d'apprendre que, des 9 bataillons de Micheroux coupés à Popoli, il n'était rentré à Naples que les officiers; tandis que, d'un autre côté, les vents contraires retenaient en mer la division de Damas. Désespérant de sa position, il envoyait courrier sur courrier au vice-roi, pour obtenir l'autorisation d'évacuer Capoue, et de former un camp retranché sur les hauteurs en avant de Naples ; mécontent de ses troupes, dont aucune mesure ne semblait capable de relever la confiance, il insistait surtout pour qu'on armât les Lazzaroni.

Mais, déjà, Pignatelli se trouvait dans l'impossibilité de seconder ses vues. Haï d'un parti sans être aimé de l'autre, son autorité était à peu près méconnue de tous. Le peuple, qui peu de jours auparavant avait vu incendier les bâtiments et chaloupes canonnières que la cour dans sa fuite prématurée n'avait pu emmener en Sicile, l'accusait de connivence avec elle, et le chargeait de malédictions. Il savait qu'une faction puissante, qui avait des ramifications dans l'armée, s'agitait

Digitized by Google

pour renverser le gouvernement monarchique; et, dans cette crise, désespérant de l'armée comme de la nation, il ne vit de salut que dans de promptes négociations avec les Français. Il se hâta donc d'envoyer au quartier général de Championnet deux fondés de pouvoirs autorisés à consentir à tout, sauf l'occupation de Naples. Quelque onéreuse que dût être la trêve sollicitée, il espérait en retirer de grands avantages, soit en négociant à loisir la paix avec le Directoire, soit en réorganisant le système défensif du royaume.

Les envoyés du vicaire général arrivèrent à Teano, le 11 janvier, au moment où Championnet commençait à se repentir de n'avoir pas accepté les propositions de Mack. En effet, sa situation devenait de jour en jour plus alarmante; des nuées de paysans armés tenaient les camps dans un état de blocus continuel; les petits détachements étaient massacrés; les communications avec Rome, entièrement coupées. Le général Lemoine, placé sur la rive gauche du Volturne, tenait tête, à Santa-Agatha, à la division Gambs, renforcée de trois bataillons tirés de la garnison de Naples. On pouvait craindre que, soutenue par les insurgés, elle ne prît l'armée à revers, après avoir culbuté ce petit corps dans le Volturne. On commençait d'ailleurs à manquer de vivres, de munitions; et, pour comble d'anxiété, de faux avis annonçaient que les divisions Naselli et Damas allaient débarquer à l'embouchure du Garigliano. Toutes ces causes, jointes à l'incertitude où l'on était sur le sort de la division Duhesme, firent accueillir les propositions des parlementaires; et, le jour même, on signa un armistice de deux mois. Le gouvernement napolitain s'engageait à payer 2 millions et demi dans le délai de quinze jours, ainsi qu'à fermer ses ports aux ennemis de la république. Il cédait en outre Capoue, Acerra et Bénévent à l'armée française, dont la ligne de démarcation suivait les Regi-Lagni, la rive droite du Lambardo, et le cours de l'Ofanto jusqu'à l'Adriatique.

Après cette étrange convention, Mack, par une mobilité de caractère inexplicable, passa pour un moment, de l'abattement à la plus grande confiance. Il se flattait de réorganiser dans cet intervalle une armée de 30,000 hommes; en réunissant aux débris qui allaient quitter le Volturne, les divisions de Livourne et d'Orbitello, et tirant des recrues des bataillons de dépôt. Mais ce rêve fut de courte durée. Il s'aperçut bientôt qu'une partie des officiers napolitains étaient d'intelligence avec les Français; la désertion se manifesta dans tous les corps, et atteignit même les officiers; des 5,000 hommes qui composaient la garnison de Capoue, il n'en arriva pas moitié à Aversa. Des clameurs s'élevèrent contre lui; et, pour se dérober à la vindicte publique, il donna sa démission.

Cependant l'armistice, que le vice-roi avait regardé comme un chef-d'œuvre de politique, n'avait pas été envisagé de cette manière par le peuple, qui se crut trahi à la fois par la Città, le vicaire général, Mack et l'armée. L'arrivée du commissaire ordonnateur, envoyé pour recevoir le premier payement de la contribution, en confirmant ses soupçons, redoubla sa fureur. Tout à coup il court aux armes; et tandis qu'un attroupement se porte sur Caivano pour arrêter Mack, un autre désarme la division d'Orbitello qui débarquait au port, et incendie les bâtiments qui la ramenaient. Le vice-roi qu'on accuse d'avoir excité ces furieux, sent néanmoins la nécessité d'une force capable de maîtriser leurs mouvements; mais quelle est la troupe exempte de contagion qui voudra agir contre eux? Dans cette perplexité, il informe Mack des événements, lui fait part de toutes ses craintes, et lui demande un renfort de troupes fidèles. Mais la brigade Dillon que celui-ci lui envoie, arrêtée et désarmée par les Lazzaroni sur les hauteurs de Capo-di-Chino, laisse Pignatelli en butte aux coups de ses ennemis qui le cherchent pour l'immoler. Alors, désespérant de sa mission, il s'enfuit comme le roi, laissant la capitale, l'arsenal du Château-Neuf et les forts, à la discrétion de la multitude. Bientôt tous les liens sociaux sont rompus. Des hordes d'une populace effrénée parcourent les rues, en criant : *Viva la Santa fede, viva il popolo napolitano!* Pendant trois jours, la ville fut livrée aux horreurs de l'anarchie, et il n'y eut de relâche, que lorsque le prince Moliterno et le duc de Rocca-Romana, qui jouissaient d'une grande popularité, furent déclarés chefs de l'insurrection, et entreprirent de lui donner une direction, pour sauver la capitale de ses ennemis comme de ses propres défenseurs.

Digitized by Google

Tandis que ces événements se passaient à Naples, Championnet, après avoir mis garnison dans Capoue, chargea le général Dombrowski, commandant la légion polonaise, de rétablir le pont du Garigliano, et de purger le pays des bandes qui infestaient ses derrières.

De son côté, Duhesme forçait de marche pour rejoindre le gros de l'armée. Ce général qui, dès les premiers jours de décembre, s'était rendu maître de Civitella-del-Tronto, se mit en mouvement le 12; et, après avoir battu sur le Vomano et à Scurzano les troupes de Micheroux, partagea sa division en trois colonnes, dont deux suivirent la route de San-Marino à un jour de distance; la troisième prit le chemin des montagnes, sur les sommités inférieures de l'Apennin. Rendu, le 22, devant Pescara, il allait, malgré la faiblesse de ses moyens, tenter de l'enlever d'un coup de main, lorsqu'un rassemblement de 5 à 6,000 insurgés brûla le pont du Tronto, et s'empara de Teramo sur ses derrières. Cet incident ne retarda que d'un jour la prise de Pescara; car, tandis que le chef de brigade Charlot allait soumettre Teramo et rétablir le pont, l'adjudant général Monnier, resté devant Pescara avec 4 bataillons, 4 escadrons et 6 pièces de campagne, en obtint l'entrée. Le gouverneur Préchard, ayant vu retirer en désordre la division Micheroux, se crut perdu; et, sans faire attention que les Français ne pouvaient commencer le siége de la place, ni même en compléter le blocus, faute d'artillerie et d'équipage de pont, il se rendit à la première sommation. Ce coup de fortune tira Duhesme d'embarras; laissant alors une petite garnison dans Pescara, il remonta la rivière sans difficulté jusqu'à Popoli, et de là s'achemina par Sulmona et Isernia sur le Volturne, où il opéra sa jonction.

La réunion si fortuite de toute l'armée permit à Championnet de lui donner une organisation plus régulière; il la partagea en trois divisions, dont les généraux Dufresse, Duhesme et Rey prirent le commandement. Lemoine fut chargé de porter l'armistice au Directoire; et Macdonald, pour des motifs particuliers de mécontentement, donna sa démission. Dufresse à la droite garda la ligne de Regi-Lagni; Duhesme à la gauche occupa Acerra et Arienzo, et détacha le chef de brigade Broussier à Bénévent. La réserve, sous Rey, s'établit à Caserta, où fut transféré le quartier général.

Telle était la position de l'armée au 15 janvier, lorsque l'irruption d'une bande d'insurgés sur les avant-postes d'Aversa, l'apparition simultanée de plusieurs autres rassemblements sur le front de l'armée, et presque aussitôt un message du général Mack qui demandait un asile dans le camp français contre la fureur des Napolitains, prouvèrent à Championnet que l'autorité du vice-roi, avec lequel l'armistice avait été conclu, était méconnue, et l'avertirent de se tenir sur ses gardes. La gravité des circonstances eût sans doute autorisé le général républicain à ne point accorder au général ennemi l'asile qu'il implorait; mais la jactance et les mauvais procédés de ce dernier, ne parurent point suffisants pour lui refuser l'hospitalité. Mack vint s'asseoir au foyer de Championnet, qui lui laissa son épée et la liberté : conduite admirable, que le Directoire improuva, en retenant Mack prisonnier.

Cependant, les meneurs de l'insurrection de Naples, sentant qu'on ne pouvait laisser plus longtemps les Français dans l'incertitude des dispositions du peuple, envoyèrent à Championnet une députation des principaux démocrates, pour l'assurer qu'ils rempliraient fidèlement les conditions de l'armistice, et payeraient même une plus forte contribution, s'il renonçait à occuper la capitale. Championnet, ne voyant pas de garantie, accueillit mal ces propositions, et chercha à intimider les députés, en joignant la menace à l'insulte : mais cette manière d'agir produisit un effet contraire à celui qu'il attendait. La ville fourmillait d'agents secrets de la cour, de prêtres et de moines fanatiques, qui s'emparèrent de cette circonstance pour exciter les Lazzaroni à de nouvelles fureurs. La Città, dont l'autorité s'était jusqu'alors maintenue, fut anéantie. Le peuple, se croyant abandonné et trahi de tous, courut de nouveau aux armes; en un instant celles qui avaient été déposées au couvent de Saint-Laurent furent enlevées; des hommes du peuple furent substitués aux commandants des châteaux, envahis par la multitude; Paggio et Michel-le-Fou, simples Lazzaroni, furent proclamés chefs de l'insurrection. Alors il y eut une réaction sanglante contre les nobles et les riches, accusés

Digitized by Google

de jacobinisme : Moliterno et Rocca-Romana coururent même quelques dangers. La capitale offrit durant plusieurs jours le spectacle d'une ville prise d'assaut et livrée aux excès d'une soldatesque sans frein.

Au milieu de ces désordres, les républicains (et alors, tous les habitants qui possédaient quelque propriété foncière ou industrielle passaient pour l'être) ne cessaient d'appeler les Français de leurs vœux. Le quartier général de Championnet était rempli d'émissaires qui l'assuraient qu'un grand nombre de citoyens se joindrait à ses troupes pour réduire les Lazzaroni. Mais ce général restait dans une sage inaction, afin de laisser amortir les premiers feux du peuple, et ne consentit à se mettre en marche pour Naples, qu'avec l'assurance que les partisans des Français se rendraient maîtres du fort Saint-Elme qui domine la ville. Cette promesse lui ayant été donnée, le 20 janvier, il concentra la division Duhesme en avant d'Acerra, où le détachement que commandait Broussier à Bénévent fut rappelé ; forma celle de Dufresse en avant d'Aversa, et poussa la brigade Kellerman en avant-garde à Melito. Ces divers mouvements ne s'exécutèrent pas sans combat. Duhesme fut obligé de déloger un rassemblement d'insurgés à Pomigliano; et Broussier, après s'être fait jour à travers les défilés des Fourches Caudines, arriva assez à temps pour rejeter dans Naples celui qui était venu des environs d'Ottaïano menacer les derrières du quartier général.

L'approche des Français n'imposa point aux inurgés. La population, déterminée à se défendre, quoique sans chefs capables, et mal armée, déployait une énergie digne d'une meilleure cause. On tira de l'artillerie des châteaux pour garnir les places et les principales avenues de la ville dont les portes furent barricadées. Des bandes de Lazzaroni se portèrent sur tous les points de l'enceinte. Le peu de troupes de ligne qui avaient échappé au désarmement, consistant en 2 bataillons Suisses, 2 d'Albanais et quelques centaines de canonniers, formèrent une espèce de réserve. A défaut de dispositions plus efficaces, on enflamma le zèle des Napolitains par une procession nocturne, où le cardinal-archevêque, revêtu de ses habits pontificaux, accompagné de tout son clergé, promena avec pompe la tête et le sang de saint Janvier autour de la ville.

Championnet, informé de ces préparatifs, n'en crut pas moins devoir brusquer le dénoûment de la crise. En conséquence, il prescrivit à Dufresse de s'établir en avant de Capo-di-Chino, et de chercher à se mettre en communication avec le fort Saint-Elme, aussitôt qu'il serait au pouvoir des partisans des Français. Duhesme, de son côté, reçut l'ordre de s'emparer de la porte Capuana, et du pont de la Madeleine sur la route de Salerne.

Dufresse eut peu de peine à former son établissement ; mais le détachement poussé sur le fort Saint-Elme, fut tenu en échec par les insurgés, toujours maîtres de ce poste important.

La tâche de Duhesme fut plus difficile à remplir : le pont de la Madeleine, défendu par 6 pièces de canon, un bataillon d'Albanais et 1,500 Lazzaroni, protégé d'ailleurs par l'artillerie du fort del Carmine, ne tomba au pouvoir du chef de brigade Broussier, qu'après un combat de six heures. La porte Capuana, confiée à un bataillon suisse et à environ 2,000 Lazzaroni pourvus d'une douzaine de pièces de canon, n'était pas facile à forcer. Si l'adjudant général Monnier, qui s'en approcha le premier par la route d'Acerra, obtint d'abord quelques succès, il ne tarda pas à être chassé du faubourg par une grêle de balles tombant des maisons où les Lazzaroni s'étaient barricadés. Une seconde attaque, conduite par le capitaine Ordonneau, échoua également; et la troisième, commandée par le chef d'état-major Thiébault, eût sans doute été pareillement ramenée, si Duhesme n'eût attiré les Napolitains en plaine dans une embuscade. Thiébault, arrivé sur la place, feignit de battre en retraite ; les Lazzaroni sortirent en foule des murs pour l'entamer; l'artillerie même, soutenue des Suisses, vint s'établir sur la chaussée. Tout à coup la scène change : les braves qu'on croyait en fuite font volte-face, les grenadiers et les chasseurs embusqués, s'élancent baïonnettes croisées, sabre au poing. A leur aspect inattendu, l'artillerie est abandonnée par ceux qui la servent; les Suisses accablés se dispersent; les Lazzaroni, se précipitent vers la porte où les Français entrent pêle-mêle avec eux, au terrible pas de charge.

Digitized by Google

Les pertes que Duhesme éprouva dans ce coup de main, indiquaient assez qu'une attaque de vive force serait trop chanceuse. Aussi, Championnet crut-il devoir faire des ouvertures pacifiques; mais son parlementaire fut reçu à coups de fusil. L'anarchie continuait à exercer des ravages dans Naples; cependant, les partisans des Français, les propriétaires, et généralement tous ceux qui prévoyaient les désastres qu'entraînerait une plus longue défense, commençaient à se grouper autour de Moliterno et de Rocca-Romana, disposés à tout entreprendre pour se soustraire au joug des prolétaires.

Ceci fut une sorte d'intermède au dénoûment de la catastrophe. Vers six heures du soir, au moment où les Lazzaroni accablés de fatigue se livraient au sommeil, Duhesme, dont le débouché était barré par un bâtiment dont il avait voulu vainement déloger l'ennemi, le fait attaquer par une compagnie de grenadiers, suivie de quelques braves chargés de barils de poudre. Cette troupe déterminée arrive jusqu'au rez-de-chaussée, y jette les barils de poudre, fait une traînée, et y met le feu. La maison saute avec un fracas épouvantable, et ensevelit ses défenseurs sous ses décombres.

A la même heure, Moliterno et Rocca-Romana, ayant réuni 5 à 600 jeunes gens bien armés, se portèrent de la place de la Trinité sur le château Saint-Elme, et l'enlevèrent par surprise aux Lazzaroni qui le gardaient. Championnet, averti de la réussite du coup de main, envoie aussitôt par les hauteurs de Capo-di-Monte, le chef de brigade Girardon avec 2 bataillons prendre possession du fort, et y arborer le drapeau tricolore.

Le général en chef employa le reste de la nuit à régler ses derniers préparatifs. L'attaque dut avoir lieu sur 5 colonnes, dont 3 formées par la division Dufresse, moins fatiguée que celle de Duhesme, qui fournit les 2 autres. A droite, le chef de brigade Calvin eut ordre de filer par les rues qui bordent le pied de la hauteur du fort Saint Elme, et de se rabattre brusquement sur le fort de l'OEuf, Une autre colonne, dirigée par le général Dufresse, devait descendre directement de Capo-di-Monte par la rue de Tolède sur le palais du roi, dont il était recommandé de prendre possession; tandis que le général Kellermann, partant de Serraglio, arriverait par des rues détournées sur le fort Neuf, dont il avait ordre de s'emparer de vive force. La marche et les opérations de ces trois colonnes devaient être protégées, tant par des batteries et des réserves établies sur des points favorables du faubourg de Capo-di-Monte, que par le feu et des sorties vigoureuses du fort Saint-Elme. A la gauche, les deux tiers de la division Duhesme, partagés en deux colonnes commandées par Rusca et Broussier, devaient déboucher par le faubourg de Capoue et le pont de la Madeleine; puis se réunir devant le fort del Carmine, dont il leur était prescrit de tenter l'escalade. Le reste, formant réserve, eut la tâche de contenir le faubourg de Capoue, et de s'emparer de la porte de Nola, où tenait encore un rassemblement considérable de Lazzaroni.

Le 23, à la pointe du jour, Girardon donna le signal de l'attaque, en foudroyant du fort Saint-Elme, les Lazzaroni qui inondaient les places. Toutes les colonnes se mirent aussitôt en mouvement sur les points qui leur étaient assignés. Quoique surpris par l'occupation du château, les Lazzaroni opposèrent la plus vive résistance; mais elle ne pouvait servir qu'à retarder leur perte. Broussier et Rusca refoulèrent les flots de la multitude qui s'opposait à leur passage, et allaient escalader le fort del Carmine, lorsque la garnison mit bas les armes et demanda quartier. Le rassemblement qui défendait la porte de Nola ne fut pas plus heureux, et abandonna toute son artillerie.

La marche de Kellermann éprouva plus d'obstacles. Il avait en tête le fameux Paggio; lequel, retranché à la hâte assez près de Serraglio, le tint longtemps en échec, avec quelques centaines d'Albanais et de canonniers de marine qui servaient son artillerie avec dextérité. Ce rempart forcé, il lui disputa le terrain pied à pied, jusqu'au Largo-del-Castello.

Calvin, quoique protégé par une sortie vigoureuse de Girardon, gagnait peu de terrain. Les deux colonnes, secondées par quelques Napolitains, combattaient au pied du fort; et, de ce côté, la victoire était encore incertaine.

Cependant, le général Rusca, près duquel étaient venus se ranger une foule d'habitants, rencontra au Studi, Michel-le Fou, aussi peu disposé que son collègue à céder le terrain; mais son zèle l'ayant

Digitized by Google

trop exposé, il fut fait prisonnier, et conduit au quartier général, sur la place delle Pigne.

Cette circonstance, assez indifférente en apparence, décida pourtant de la reddition de Naples. Championnet ayant accueilli ce prisonnier avec bonté, lui ayant promis de respecter saint Janvier, et accompagné cette promesse d'offres non moins séduisantes pour ce Lazzaroni, il s'établit son intermédiaire auprès du peuple; et, moyennant une garde d'honneur envoyée au saint, et une distribution de quelques écus, l'effervescence de la multitude se calma. Cette population exaspérée qui, peu d'instants auparavant, jurait de s'ensevelir sous les ruines de Naples, jeta ses armes, et fit succéder aux cris de mort, celui de *vivent les Français!* Championnet profita habilement de cette mobilité; tous les forts furent occupés; des réserves bivouaquèrent sur les principales places; et le reste de l'armée campa sur les hauteurs qui dominent la ville.

Naples était conquis. Soixante pièces de canon, 6 drapeaux et 20,000 prisonniers furent les fruits de cette courte campagne; mais l'armée française avait chèrement payé ces trophées, par la perte de 2,000 de ses braves, tués ou blessés. Championnet la récompensa de ses travaux, en la proclamant armée de Naples. Cette cérémonie, qui eut lieu avec toute la solennité dont elle était susceptible, fut précédée d'une déclaration où le général appelait les Napolitains à la liberté, et les rassurait sur les vues ultérieures du Directoire.

Le général Duhesme, nommé commandant de la place, fut chargé d'opérer le désarmement des Lazzaroni. Cette mesure, commandée par la sûreté commune des troupes et des habitants de cette cité populeuse, n'éprouva pas de résistance. Championnet sans attendre que le cabinet du Luxembourg eût envoyé de nouvelles instructions, et sûr d'agir dans ses vues, abolit la royauté et proclama la république parthénopéenne, dont il confia l'administration à un comité de 21 membres, présidé par Charles Laubert.

Nous parlerons, dans le chapitre LXXXVII, des institutions de ce nouveau gouvernement, ainsi que des expéditions partielles, dirigées contre les villes ou communes qui refusèrent de se soumettre.

CHAPITRE LXXXIII.

Plan de campagne des différents partis. — Jourdan passe le Rhin et s'avance au-devant des Autrichiens. — Bernadotte s'empare de Manheim et somme Philipsbourg. — Masséna envahit les Grisons. — Affaires de Feldkirch, de Tauffers, de Nauders, d'Ostrach, de Luciensteig — Bataille de Stokach. — Retraite de l'armée du Danube. — Massacre des plénipotentiaires français à Rastadt.

La conquête de Naples dont le Directoire s'enorgueillissait tant, était loin de diminuer les chances de succès de l'Autriche, et le conseil aulique trouvait dans l'histoire moderne plus d'un exemple pour s'en consoler.

Il n'était pas nécessaire de se reporter au temps de François Ier (1), et de se rappeler l'influence qu'une expédition semblable au fond de la Péninsule avait exercée sur la bataille de Pavie. Tout militaire expérimenté savait que le sort du royaume de Naples se déciderait sur le Pô, et que plus il y aurait de Français en Calabre, plus il serait facile de leur reprendre la Lombardie.

Le cabinet de Vienne pouvait sans trop de présomption se flatter de faire cette conquête; car le Directoire, qui soulevait l'Europe par tant d'envahissements, ne se trouvait pas avoir plus de 200,000 hommes disponibles pour conjurer l'orage amoncelé sur la France. Si, dans les siècles précédents, cette force avait paru suffisante pour soutenir de grandes guerres, il n'en était pas de même, après que la révolution eut tendu tous les ressorts des puissances, et au moment où chacune d'elles s'empressait à l'envi de doubler son état militaire.

Le plan de campagne du gouvernement français ne fut pas moins digne de blâme que sa politique; au lieu de réunir ses forces en deux masses, et de sacrifier les accessoires, du moins jusqu'à ce que la victoire et la levée de la conscription lui eussent fourni les moyens de s'étendre au gré de son ambition, il s'appliqua en quelque sorte à cumuler ses fautes. Sur 110,000 hommes qui se trouvaient en Italie, plus de 30,000 demeurèrent engouffrés au fond de la presqu'île napolitaine, ou à Rome;

(1) François Ier, en détachant 10,000 hommes sur Naples, 6,000 sur Gênes, prépara la défaite de Pavie que ses fautes dans la journée même achevèrent.

Digitized by Google

15,000 furent employés à soumettre le Piémont et la Toscane; et à peine resta-t-il 50,000 combattants à présenter sur l'Adige aux forces de l'Autriche réunies à celles de Suwarow.

En Allemagne, on ne commit pas moins de fautes dans la distribution et la direction des masses. Au lieu de considérer la Suisse uniquement comme un point de départ avantageux et de s'appliquer à réunir 90,000 hommes entre le haut Danube et Constance, on voulut faire entrer dans le front d'opérations, un pays sauvage, couvert de montagnes arides, hors d'état de nourrir ses propres habitants, à plus forte raison une armée nombreuse. On affecta ainsi la moitié de l'armée d'Allemagne à la conquête des Alpes Rhétiennes, depuis le Splugen jusqu'aux défilés du Vorarlberg; exposant ces 30,000 hommes à une course dangereuse, si l'ennemi triomphait sur le Danube; et laissant, à 38,000 combattants et au général Jourdan, la pénible tâche de lutter contre la masse et l'élite des forces autrichiennes conduites par un grand capitaine.

Quoi qu'il en soit, la marche que prenaient les affaires, et la réponse évasive faite par les cercles à la note des plénipotentiaires de Rastadt, prouvant que la guerre allait recommencer, on crut important de prendre l'initiative pour frapper un coup décisif en Italie ou en Allemagne, avant que les Russes joignissent les armées impériales. Résolution très-sage, si l'on eût été en mesure; mais qui devait hâter un fâcheux dénoûment, dès qu'on n'avait rien préparé pour assurer un succès. La conscription venant d'être instituée tout récemment, il fallait un travail préparatoire assez long pour en arrêter les rôles, opérer le tirage, assembler et faire partir les hommes. Les troubles de Belgique, la crainte de la Vendée, l'embarras des élections, avaient porté le Directoire à retenir dans l'intérieur un certain nombre de troupes (1); et les armées affaiblies manquaient des principales choses nécessaires à la guerre.

Cependant, un plan d'opérations attribué à Lahorie, sous-chef d'état-major de Moreau, et que revendique Jourdan (2), fut envoyé aux généraux en chef des diverses armées républicaines. Suivant ses dispositions, l'armée de Mayence, forte de 45,000 hommes, devait passer le Rhin à Kehl et à Huningue, traverser les montagnes Noires, s'emparer des sources du Danube, et prendre position entre ce fleuve et Brégentz. En cas que les Autrichiens ne fussent pas encore en mesure, il était enjoint au général Jourdan, auquel le Directoire en confia le commandement, de se porter rapidement sur le haut Lech, afin de les empêcher de le passer. Le but principal de cette armée était de favoriser l'invasion des Grisons et du Tyrol, et d'occuper les débouchés de cette dernière province en Bavière, aussitôt qu'elle aurait pénétré dans la vallée de l'Iser.

Masséna, à la tête de 30,000 hommes, fut chargé de passer le Rhin entre Brégentz et Mayenfeld, et de porter sa gauche et son centre sur Brégentz. Maîtresse de Coire et de Brégentz, l'armée d'Helvétie devait s'avancer sur l'Inn, et s'emparer d'Inspruck, pendant que l'aile droite, renforcée d'une brigade tirée de l'armée d'Italie, marcherait de Bormio sur Glurenz, pour se saisir de la vallée du haut Adige, et descendre sur Botzen pour tourner cette ligne. Mouvement inconcevable; car il reposait sur l'opinion bizarre que deux ou trois brigades portées aux sources d'un fleuve suffiraient pour déloger une armée de 80,000 hommes, victorieuse au point décisif.

Un corps d'observation sous Bernadotte, qu'on pensait porter à 48,000 hommes, était destiné à former les blocus de Manheim et Philipsbourg, à fournir les garnisons des autres places du Rhin, à couvrir les ponts, et enfin à appuyer, par des démonstrations sur le Mein, le Necker et l'Enz, les opérations de l'armée du Danube. Les deux corps précédents furent mis sous les ordres du général Jourdan dont ils devaient recevoir l'impulsion.

L'armée d'Italie, forte de 50,000 hommes, non compris les auxiliaires Liguriens, Cisalpins et Pié-

(1) Milet-Mureau, qui venait de prendre le portefeuille de la guerre des mains de Schérer, dans sa correspondance avec le général Jourdan, attribue aux élections la nécessité de conserver autant de troupes en France.

(2) Le plan de Jourdan, à peu près semblable, exigeait 320,000 hommes, dont 60,000 pour Naples. Quoique défectueux dans ses détails, il était pourtant possible qu'il réussit avec des forces aussi considérables.

Digitized by Google

montais, devait porter son aile gauche sur Trente, tandis que le centre et la droite passant l'Adige vers Vérone, pousseraient l'ennemi derrière la Brenta et la Piave. Le commandement de celle-ci, d'abord destiné à Joubert, fut ensuite donné à Schérer qui abandonna le portefeuille de la guerre pour se charger de cette tâche délicate, dont on lui dissimula toutes les difficultés, en l'autorisant, si les circonstances l'exigeaient, à rappeler de Brixen le corps détaché pour soutenir l'armée de Masséna; il lui était recommandé de se tenir prêt à envahir la Toscane au premier ordre.

Une cinquième armée, sous Macdonald, fut chargée d'achever la conquête du royaume de Naples, et de fournir des secours aux garnisons de Malte et de Corfou.

Quinze mille hommes restaient sous Brune en Batavie, pour la protéger contre les attaques des Anglais et les tentatives des stathoudériens, de concert avec l'armée nationale (1).

Ainsi le Directoire, avec 170,000 hommes disséminés des bords de l'Adige à l'embouchure du Mein, espérait s'emparer du saillant que forment le Tyrol et le Vorarlberg sur les États héréditaires de l'Autriche, tourner l'armée impériale d'Italie, et la couper à jamais de celle qui opérerait sur les bords du Danube. Ce plan, aussi gigantesque dans son ensemble que vicieux dans ses détails, était basé sur la fausse maxime que la possession des montagnes rend maître des grandes vallées. En visant à transporter le théâtre de la guerre en Tyrol, au lieu de le placer dans la vallée du Danube, on oublia que la conquête de ce pays était d'autant moins assurée, qu'on n'était maître ni de Feldkirch ni de la vallée de l'Adige; que, d'un côté, il n'y aurait de communication entre l'armée d'Italie et l'armée d'Helvétie que par le Splugen; que, de l'autre, cette dernière se lierait difficilement à l'armée du Danube, lorsqu'elle aurait dépassé le lac de Constance. Ajoutez qu'en disséminant les troupes en Allemagne, en Suisse, en Italie, on s'enlevait la faculté de frapper un grand coup sur l'un de ces points à l'ouverture de la campagne; et que, partager en cinq armées les forces en Italie et sur le Rhin, c'était les faire écraser successivement pour s'occuper d'accessoires insignifiants. Il était facile de voir pourtant que la conquête du royaume de Naples ne serait qu'éphémère, si l'armée principale était battue sur l'Adige; et que la possession d'Ehrenbreitstein, de Philipsbourg et de Manheim servirait bien peu, si celle du Danube éprouvait des revers sur la rive droite du Rhin.

D'ailleurs, quand bien même le plan de campagne eût été mieux conçu, il aurait fallu d'autres moyens que ceux alors à la disposition du Directoire pour le faire réussir; car, au lieu de 170,000 hommes, il ne s'en trouva que 128,000 à mettre en action. Après deux ans de paix, les cadres se trouvaient considérablement réduits : la cavalerie était faible et généralement mal montée; l'artillerie et le train des vivres manquaient de chevaux ; une foule de braves officiers avaient été mis à la réforme par une économie mal entendue; ceux qui restaient sous les drapeaux étaient dégoûtés par l'espèce d'abandon dans lequel on avait laissé la troupe; l'armée d'observation n'existait encore que sur le papier; et, quoique sur la fin de 1798 on eût décrété une levée de 200,000 conscrits, et la formation de 18 bataillons suisses, à peine 40,000 hommes avaient-ils renforcé les cadres; le reste s'assemblait encore dans les places frontières pour y être organisé en bataillons de garnison. Pour tout dire, en un mot, on n'avait fait que des préparatifs insuffisants, soit dans l'intérieur, soit à l'extérieur, pour soutenir une guerre de longue haleine : négligence impardonnable dont on a voulu conclure que le Directoire désirait la paix ; si cela était vrai, il faut convenir que depuis 1797, il s'abusait étrangement sur les moyens de la conserver.

L'Autriche avait mieux employé son temps : ses armées étaient belles, nombreuses, bien disciplinées et pourvues d'un immense matériel. L'Empereur, certain de l'arrivée prochaine d'un corps auxiliaire russe, voulait laisser aux Français tout l'odieux de l'agression, et n'avait point encore

(1) On n'a pas compris dans ces évaluations l'armée batave, dont la force s'élevait à 20,000 hommes; elle ne comptait guère que pour la défense de ses côtes, et dès que les hostilités n'en approchaient pas, il fallait la regarder comme une force négative. Il en était de même des milices helvétiques.

Digitized by Google

parc,
boucher

Digitized by Google

295.

-gar-
éme des

arrêté le système d'opérations à suivre. Pour parer néanmoins à tout événement, trois corps d'armée avaient été réunis derrière le Lech, dans le Tyrol et sur l'Adige. Le premier, sous les ordres du prince Charles, fort de 54,000 fantassins et 24,000 chevaux, cantonnait en Bavière; le général Hotze, qui lui était subordonné, gardait outre cela le Vorarlberg et les frontières des Grisons avec 26,000 hommes, dont 1,400 de cavalerie.

L'armée du Tyrol, composée de 44,000 hommes d'infanterie et 2,600 chevaux, sous le comte de Bellegarde, occupait la vallée de l'Inn et le Tyrol méridional, et avait détaché le général Auffemberg dans les Grisons avec une division de 7,000 fantassins. Cette réunion de 72,000 hommes dans les montagnes du Tyrol et du Vorarlberg, était une faute grave dans les dispositions du cabinet de Vienne; il aurait dû, dès le principe, renforcer l'armée de l'archiduc de la moitié de ces troupes, puisque le succès de la campagne dépendait de la première victoire entre le Danube et le Rhin.

L'armée d'Italie comptait 85,000 hommes, dont 11,000 de cavalerie, y compris les deux divisions qui étaient encore entre la Muhr et l'Isonzo : en sorte que le total des trois armées formait près de 240,000 combattants, indépendamment des 60,000 Russes attendus en trois colonnes différentes.

Le cabinet autrichien n'ayant pas répondu à la note par laquelle le Directoire exigeait impérieusement le renvoi des Russes, les généraux français reçurent l'ordre de passer le Rhin, et de se conformer à leurs instructions. Jourdan fit son mouvement le 1er mars, et son armée, après avoir traversé les ponts de Kehl et de Bâle, entra en Souabe sur quatre colonnes. (*Voyez* le tableau ci-joint.) Celle de droite, aux ordres de Férino, marcha par les villes forestières sur Blumberg, en même temps que trois bataillons de l'armée d'Helvétie venaient s'établir à Schaffhausen, pour lier les opérations de Jourdan et de Masséna. La réserve, sous d'Hautpoult, franchit le val d'Enfer, se dirigeant sur Loffingen et Breunlingen. La troisième colonne, commandée par le général en chef, composée de l'avant-garde, de la division Souham et du grand parc, remonta la vallée de la Kintzig, et vint déboucher sur Villingen. La division Saint-Cyr, formant l'extrême gauche, prit la vallée de la Renchen, et s'avança par Freudenstadt à Rothweil (1). Ces divers mouvements furent terminés le 6, et l'armée, portée au delà des montagnes Noires, prit des cantonnements entre Rothweil, Blumberg et Tuttlingen qu'occupait l'avant-garde : le total de ses forces n'excédait pas 38,000 hommes, dont 8,000 de cavalerie, au lieu de 46,000 qu'elle devait avoir d'après les dispositions du plan général.

De son côté, Bernadotte passa le Rhin le même jour que Jourdan. Son armée, s'il est permis de donner ce nom à une division forte à peine de 8,000 hommes, marcha sur Manheim dont elle s'empara sans résistance, et se porta aussitôt devant Philipsbourg. Le rheingrave de Salm qui y commandait une garnison de 2,000 Palatins, fut sommé inutilement, et se couvrit par des inondations; ce qui força de laisser un petit corps devant cette place avant d'aller prendre position à Heilbronn.

Jusque-là, il n'y avait pas de déclaration de guerre; et, quoiqu'aux termes du traité de Campo-Formio le passage du Rhin fût une véritable hostilité, les proclamations du Directoire ne présentaient la marche de l'armée que comme une mesure de précaution.

Cette circonstance contribua, dit-on, à augmenter l'incertitude de Jourdan, et le détermina à séjourner jusqu'au 18 mars au revers oriental de la forêt Noire, au lieu de marcher vivement sur Waldsée et Saulgau pour accélérer sa jonction avec l'armée d'Helvétie.

Il est plus probable néanmoins que cette stagnation fut le résultat d'un vice dans les combinaisons du plan de campagne, et que l'armée du Danube ne pouvait prendre la direction ou nord-est du lac de Constance, qu'autant qu'elle eût été sûre d'y rencontrer celle de Masséna.

Bien loin de compter sur cette jonction, Jourdan, incertain de ce qui se passait dans les Grisons, et craignant que l'archiduc ne gagnât son extrême gauche, avant que Bernadotte ne fût en mesure de l'appuyer, dut nécessairement mettre

(1) On peut suivre tous ces mouvements sur la carte en quatre feuilles, que nous avons fait dresser pour cet ouvrage.

Digitized by Google

beaucoup de circonspection dans sa marche.

D'ailleurs, quelque activité qu'il y eût apportée, il n'aurait point pris l'archiduc en défaut. Aussitôt que ce prince eut connaissance du passage du Rhin, il se hâta de réunir son armée : dès le 4 mars, son avant-garde, commandée par le général Nauendorf, forte de 9,500 fantassins et 7,800 chevaux, ayant passé le Lech, marcha en trois colonnes sur Biberach, Waldsée, Ravensburg, où elle arriva le 9, et d'où elle lança ses coureurs dans la direction de Pfullendorf : 6,000 hommes furent jetés dans Ulm sous les ordres de Kerpen, et 1,500 dans Ingolstadt : le général Starray qui se trouvait à Neumarkt, avec 13,000 hommes, eut ordre de se porter sur la Rednitz. Le reste de l'armée impériale, consistant en 37,800 fantassins et 16,000 cavaliers, défila par les ponts d'Augsburg, Landsberg et Schongau, puis vint s'établir le même jour entre la Mindel, la Gunz et l'Iller. Instruit alors de la faiblesse du corps de Bernadotte, l'archiduc prescrivit à Starray de renoncer à sa marche vers la Franconie pour se rabattre sur Ulm, et de se borner à éclairer la vallée du Necker par des partis.

On voit ainsi que tout ce que Jourdan aurait pu tenter, était de s'avancer jusqu'à Stockach dans l'espoir d'y être joint par Masséna qui eût passé à Schaffhausen et Constance ; opération formellement contraire au plan général de campagne, et sur laquelle on ne devait dès lors baser aucune combinaison, bien que le général en chef fût autorisé d'appeler cette armée à lui.

Pendant que l'archiduc et Jourdan se rapprochaient l'un de l'autre, les hostilités avaient déjà commencé dans les Grisons. Masséna, chargé d'en expulser les Autrichiens, rassembla ses troupes, le 5 mars, sur la rive gauche du Rhin, et le lendemain matin, en même temps qu'on envoyait sommer le général Auffemberg d'évacuer le pays, les colonnes françaises se mirent en mouvement. La gauche, formée de la division Xaintrailles, fut chargée d'entretenir les communications avec l'armée du Danube. La brigade Oudinot passa le Rhin près de Werdenberg, et se porta sur Feldkirch pour empêcher Hotze de renforcer le corps des Grisons. Menard, au centre, devait forcer le passage du fleuve devant Flaesch, enlever les retranchements de Luciensteig, pendant que le général Demont, originaire de ce pays, et connaissant les lieux, tournerait les hauteurs de Coire en s'emparant des ponts de Reichenau. Enfin, la division Lecourbe pénétrerait à la droite dans l'Engadine, en même temps que Loison, avec sa brigade, devait descendre du Saint-Gothard sur Dissentis et se lier à Demont.

Ces dispositions, excellentes pour accabler la faible division des Grisons, paraissaient excentriques, dès qu'il importait avant tout de forcer Feldkirch, et d'opérer de concert avec Jourdan.

Le général Auffemberg ayant répondu d'une manière évasive à la sommation de Masséna, fut bientôt attaqué de tous côtés. Demont partit de Veltis, força le pas de Künkel, et se rendit maître des deux ponts au-dessous de Reichenau, où il se maintint malgré les efforts des Autrichiens ; il fit filer ensuite par la vallée du Rhin une partie de ses troupes pour prendre à dos le poste de Dissentis qui, à l'aide de 2,000 paysans, avait repoussé le général Loison : ce mouvement dispersa les insurgés, et força le détachement autrichien à poser les armes.

La division Menard dut franchir le fleuve sur différents points. Ce général chercha à passer vis-à-vis de Ragaz, et Chabran près de Meyenfeld, afin de contenir le gros des troupes d'Auffemberg. Lorges devait passer au gué de Flaesch pour assaillir à revers les retranchements de Luciensteig, qu'une petite colonne, passée à Azmoos, attaquerait de front.

Les bataillons de Lorges se jetèrent bravement dans le Rhin sous un feu meurtrier ; vainement ils cherchèrent à le passer à l'aide de quelques charrettes jetées dans le fleuve, ils ne purent réussir à cause de la crue des eaux. Masséna étant parvenu à construire un pont de chevalet auprès d'Azmoos, rappela cette brigade et la porta sur la rive droite, pendant que le général Menard occupait l'ennemi du côté de Meyenfeld par une canonnade. Lorges attaqua sans succès les retranchements jusqu'à quatre reprises ; ils ne tombèrent que sous les coups redoublés de la réserve, secondée par un bataillon de grenadiers qui gagna les montagnes dominantes ; 800 hommes des 1,200 qui les défendaient, furent pris avec 5 pièces de canon.

Auffemberg aurait dû mesurer d'un coup d'œil

Digitized by Google

tout le péril qui le menaçait, et se replier en toute hâte sur l'Albula pour joindre Laudon dans l'Engadine : il crut de son devoir de défendre le terrain pied à pied; et ayant réuni pendant la nuit ses troupes derrière la Lanquart, à l'exception d'un bataillon laissé à Embs pour observer le général Demont, il se retira à la vue des colonnes françaises sur Zizers et Masans. Chassé successivement de ces deux positions, il se replia sur les hauteurs de Coire, où Masséna le suivit avec la brigade Chabran, après avoir eu soin de jeter sur la route de Davos et dans les montagnes, des partis pour lui couper la retraite vers le Tyrol. Auffemberg expia alors la faute qu'il avait commise : attaquée par des forces supérieures, sa troupe fut mise en déroute : quelques compagnies seulement parvinrent à s'échapper à travers les montagnes ; lui-même fut obligé de se rendre avec 2,000 hommes et 10 pièces de canon ; le bataillon laissé à Embs subit le même sort.

Dans l'instant où ceci se passait, Oudinot s'étant avancé, le 6, vers Feldkirch, avait failli surprendre le corps de Hotze dispersé dans ses cantonnements, où il ne semblait pas s'attendre à une irruption si soudaine, car il ignorait encore, le 7 au matin, le sort de Luciensteig. Instruit que les Français gravissaient déjà le Schellenberg, Hotze ordonna aussitôt le rassemblement de ses troupes, et se mit à la tête des 4 premiers bataillons et de 2 escadrons, résolu de tout faire pour rétablir ses communications avec le général Auffemberg. Il rencontra bientôt la colonne d'Oudinot qui le tint d'abord en échec ; mais celle-ci ayant été soutenue par une partie des troupes de Lorges qui s'avançait par le chemin de Balzers, le culbuta ensuite, et le poursuivit jusqu'à Feldkirch en lui enlevant un millier de prisonniers et partie de son artillerie.

Si Lecourbe, au lieu de pousser une pointe dangereuse et isolée sur l'Inn, eût été dirigé à gauche pour seconder Masséna, et lui donner les moyens d'établir une jonction avec Jourdan, ils eussent soutenu Oudinot, et c'en était fait du corps de Hotze comme du camp retranché de Feldkirch.

Loin de prendre cette direction, l'aile droite de l'armée d'Helvétie, commandée par Lecourbe, avait quitté Bellinzona, le 7 mars, pour entrer dans l'Engadine. Cette division, après avoir franchi le mont Bernardin, descendit dans la vallée du Rhin postérieur, et arriva à Tusis où elle se partagea en deux colonnes. La première, sous la conduite du général Mainoni, se dirigea sur les sources de l'Inn à travers les monts Septimer et Julien ; l'autre, commandée par Lecourbe, remonta l'Albula. La marche de ces deux colonnes, pour atteindre son objet, devait coïncider avec celle du général Dessoles, qui avait l'instruction de déboucher de la Valteline dans la vallée du haut Adige; mais diverses circonstances ayant retardé son mouvement, Lecourbe eut à lutter contre toutes les forces autrichiennes.

Sa perte eût été certaine, si le général Bellegarde avait su profiter de ses avantages. Dans l'état des choses, il n'y avait pour les Autrichiens qu'un parti à prendre; c'était de laisser à 5 ou 6,000 hommes, renforcés des milices tyroliennes, le soin de couvrir les défilés les plus importants de ce pays; puis de jeter tout le reste du corps de Bellegarde sur l'Ill et Bludenz, afin de s'y réunir à Hotze, de tomber avec 40,000 hommes sur Masséna et Oudinot, et d'enfermer ensuite dans les vallées étroites de l'Engadine les troupes que les Français y avaient imprudemment compromises. A la vérité, le manque total de magasins gênait les opérations de Bellegarde et le retint dans une malheureuse incertitude; le conseil aulique qui voulait tout faire, croyant avoir pourvu à tout en donnant des ordres, ne laissait aucune latitude aux généraux; et ceux-ci ne savaient pas prendre sur eux de céder à la loi impérieuse du besoin. Douze à quinze mille hommes n'eussent pas péri de faim en exécutant deux ou trois marches dans la vallée de l'Ill, une des plus riches de cette contrée; et il n'en fallait pas davantage pour accabler Masséna. Bellegarde manqua du coup d'œil nécessaire pour prendre vivement une telle résolution, ou peu jaloux d'aller se joindre à une armée qui n'était pas sous ses ordres, il crut avoir rempli sa tâche en ordonnant au général Laudon de pourvoir à la défense des diverses entrées du Tyrol. Celui-ci fit sur-le-champ occuper tous les sentiers qui conduisent des vallées de Munster, de Bormio, de Davos et de la Lanquart, dans celle de l'Adige et de l'Inn; ordonna à 2 bataillons cantonnés dans les vals de

Digitized by Google

Puschiavo et de Bregaglia de se replier sur lui; puis réunit en toute hâte 4 bataillons à Zernetz, 5 entre Taufers et Sainte-Marie, et 3 à Nauders. Les débris du corps d'Auffemberg furent placés dans les montagnes de Scaletta et de Fluela, pour couvrir la droite, un bataillon prit poste au Col-de-Tchirfs, et un autre alla s'établir sur les sommités des montagnes de Bormio, pour assurer sa gauche. Le reste des troupes disséminées dans l'intérieur du Tyrol se mit en mouvement sur trois colonnes : 6 bataillons se dirigèrent sur la vallée de l'Ill, 6 autres sur Botzen; la réserve se concentra dans les environs d'Imst et de Landeck.

Certes, quand Bellegarde eût voulu livrer passage aux Français, il n'aurait pu prendre des mesures plus propres à remplir son but. Déjà Lecourbe, profitant de la dissémination de ses troupes, avait forcé, le 10 mars, l'entrée de la vallée de l'Inn, et s'était emparé de Pont, tandis que Mainoni entrait à Sylva-Plana. Les 2 bataillons autrichiens qui revenaient des vals Bregaglia et Puschiavo, se trouvant ainsi coupés, voulurent se rejeter dans la vallée de l'Adda, et furent pris par les troupes cisalpines du général Lecchi, qui remontèrent le 12 à Tiranno. Laudon partit de Zernetz avec les 4 bataillons qui s'y trouvaient, marcha sur les Français et leur enleva le village de Pont, sans pouvoir cependant les déloger des hauteurs de l'Albula. Son succès fut de courte durée; bientôt, attaqué à dos par un détachement que Lecourbe avait dirigé sur Scaletta, il abandonna Zernetz, et se retira sur Martinsbruck, laissant un assez grand nombre de prisonniers. Lecourbe le suivit avec chaleur dans l'espoir de s'emparer de Nauders, point important où se réunit la communication de la vallée de l'Adige avec celle de l'Inn. Mais, pour y parvenir, il fallait forcer le poste de Martinsbruck qui fut attaqué, le 14, sans succès.

Laudon voulant profiter de l'avantage que lui donnait la possession de tous les débouchés du Munster-Thal sur Schuls et Zernetz, avait rassemblé quelques bataillons soutenus de milices tyroliennes; et, le 15, il assaillit le flanc droit des Français, pendant que la garnison de Martinsbruck faisait une sortie. Mainoni y fut enlevé dans son quartier général à Schuls avec quelques grenadiers; mais l'infatigable et audacieux Lecourbe ne laissant qu'un fort détachement devant Martinsbruck, fit volte-face, reprit le village et culbuta les Autrichiens sur la route de Sainte-Marie. Moins heureux, le 17, dans une seconde attaque contre Martinsbruck, il fut repoussé à son tour par le général Alcaini, qui fit mettre bas les armes à un bataillon de la 38ᵉ, jeté dans les montagnes, pour tourner les retranchements par le pas de Novella.

Enfin, Dessolés étant arrivé à Bormio le 17, replia tous les postes autrichiens. Laudon se retira de Sainte-Marie à Taufers; et le 18, l'avant-garde française vint prendre position à Munster.

Tel fut le résultat immédiat de l'invasion des Ligues-Grises : la surprise de l'ennemi qui ne s'attendait pas à des hostilités si prochaines, la dispersion de ses forces, et surtout la vigueur de Masséna en assurèrent le succès. Mais autant l'exécution de cette entreprise fait honneur au général français, autant l'opération en elle-même était contraire aux vrais principes de la guerre, et on ne tarda pas à en acquérir la funeste certitude.

La nouvelle des premiers succès de Masséna dans les Grisons parvint au général Jourdan, et l'engagea, le 12 mars, à se porter en avant. Le lendemain, son armée passa le Danube, et vint en quatre marches camper entre le fleuve et le lac de Constance, la gauche à Mengen, le centre à Pfullendorf et la droite à Salmansweiler. L'archiduc, dont les troupes légères couvraient tous ces villages, les fit replier sur Biberach, Buchau, Alschausen et Waldsée : ce prince; prévoyant que l'effort de Jourdan serait dirigé contre son centre, aggloméra ses troupes entre Ochsenhausen et Wurzach, attira à lui 4 bataillons de la garnison d'Ulm, et ne laissa sur sa gauche que le général Piaczek avec un corps léger pour observer la division Férino et maintenir ses communications avec Bregentz.

Jourdan, trop faible pour rien tenter contre l'archiduc, avant que l'armée d'observation ne fût en mesure de lui faire passer des renforts, et que la position de Feldkirch n'eût été enlevée, engagea Masséna à renouveler ses efforts pour s'en rendre maître, en lui promettant de le faire appuyer par sa droite. On a pensé généralement qu'il eût mieux manœuvré en attirant à lui l'armée d'Helvétie par Constance. Cette résolution, très-sage avant d'entrer en campagne, pouvait procurer

Digitized by Google

une victoire passagère dans les plaines de Stockach : elle eût été encore fort bien, si, en quittant la Suisse, on eût rendu ce pays à sa neutralité. Mais comment abandonner Lecourbe et Dessoles dans la vallée de l'Inn, pour laisser à Hotze et Bellegarde la faculté d'envahir les cantons suisses, d'en chasser les autorités et d'y rétablir un ordre de choses qui armerait la moitié du pays pour les Impériaux. D'ailleurs, il n'était plus temps d'y songer; car Masséna n'avait pas attendu cette invitation pour agir. Comme il ne pouvait abandonner la vallée du Rhin tant que les Impériaux tenaient Feldkirch, il les fit assaillir, le 14, par le général Oudinot, qui échoua non-seulement dans l'attaque du camp retranché, mais aussi dans la tentative qu'il fit pour passer l'Ill, et jeter un pont sur le Rhin en face de Meiningen.

Ce mauvais succès, loin de décourager Masséna, lui impose le devoir de se venger. Les renseignements qu'il reçoit sur les opérations de l'ennemi l'y excitent encore. Il apprend que Hotze, inquiété des progrès de la division Férino sur le lac de Constance, venait de se porter avec 10,000 hommes entre Bregentz et Leuthofen, pour défendre le passage de la Leibach, et que 6,000 hommes seulement de troupes régulières, avec quelques bataillons de la levée en masse, gardaient les retranchements de Feldkirch. Jamais moment ne parut plus favorable pour s'emparer d'un poste dont la possession était en quelque sorte le gage de tous les succès ultérieurs de la campagne, puisqu'elle ouvrait la communication avec l'armée du Danube et rendait maître du principal débouché du Vorarlberg dans le Tyrol : avantage inappréciable et qui justifie du reste tous les efforts qu'on fit pour l'obtenir.

Le 22 mars, le général en chef réunit à cet effet la division Menard aux troupes d'Oudinot : celui-ci fut chargé d'établir une batterie sur le Schellemberg qui dominait la rive gauche de l'Ill, pour voir s'il ne serait pas possible de chasser les Autrichiens des retranchements par une forte canonnade. Cette tentative n'ayant pas réussi, Masséna se décida à les emporter de vive force; entreprise hardie, comme on le verra par la description suivante.

La ville de Feldkirch, située sur la rive droite de l'Ill, dans un étroit vallon formé d'un côté par les rochers du contre-fort qui sépare la vallée du Rhin de celle de Jamina, et de l'autre par un mamelon à travers lequel l'Ill s'est creusé un passage, offre une position formidable. Le chemin de Coire à Bregentz qui côtoie le pied de ce contre-fort est resserré à une petite demi-lieue de Feldkirch, par une plaine marécageuse où se dégagent les torrents qui se précipitent des hauteurs. La route de Rheineck à Bludentz, remontant la rive droite de l'Ill, est traversée près de Feldkirch, au pont où cette rivière s'est creusé son lit, par un défilé de 200 toises de profondeur très-aisé à défendre.

L'Artezemberg, partie du mamelon situé sur la rive droite de l'Ill, de même que le contre-fort qui lui est opposé, ne présentant de tous côtés que des flancs rocailleux, impraticables aux piétons les plus intrépides, on s'était borné à en couvrir le pied par des flèches, mais on avait fortement retranché le village d'Altenstadt à l'ouverture du vallon, à l'embranchement des chemins de Bregentz et de Ranckweil (1).

Le Blazemberg à gauche de l'Ill, ainsi que la croupe du contre-fort principal, était sillonné par quelques sentiers ; un double système de retranchements bien ordonné les liait l'un à l'autre, depuis le village de Diffis jusqu'à la forêt située au pied des montagnes. D'autres ouvrages avaient été construits au-dessus de Saint-Michel (pointe occidentale du Blazemberg la plus accessible), afin de mieux résister à l'ennemi s'il eût tenté de s'établir sur le contre-fort de Schellemberg, qui borne la plaine dans une direction à peu près parallèle sur une étendue de 5 ou 600 toises. Outre cela, des retranchements détachés avaient été élevés sur le contre-fort principal en avant de Gallmist, et la lisière du bois qui le tapisse, de même qu'un ravin remontant vers sa crête, furent garnis d'abatis.

Telle était la position qu'il s'agissait d'enlever. Tout fut disposé pour l'attaque de vive force, qui eut lieu sur quatre colonnes. La plus considérable, formée par la brigade Oudinot et les grenadiers réunis, s'avança de Nendlen par la grande route sur les retranchements. La seconde colonne,

(1) Voyez la carte de Souabe, de Cotta.

Digitized by Google

forte de 2 bataillons seulement, passa l'Ill au gué de Nofels pour prendre l'ennemi à revers, si la chose était praticable ; les deux autres se dirigèrent à droite et à gauche des ouvrages de Blazemberg. Les Autrichiens couronnaient toutes les hauteurs avec une nombreuse artillerie, et les approches de leur position ainsi que les pentes des montagnes se trouvaient hérissées d'abatis. Ces obstacles ne firent qu'irriter l'ardeur des Français : la colonne de Masséna attaqua de front les retranchements, pendant qu'un détachement les tournait sur la droite par les bois de Gailnuist. Malgré la grêle de boulets et de mitraille qui éclaircissaient les rangs des Français, ils étaient sur le point de triompher, lorsque le général Jellachich, qui venait de repousser les trois petites colonnes, fit gravir les hauteurs dominantes par quatre compagnies, soutenues des chasseurs tyroliens, et se porta avec sa réserve sur les grenadiers républicains. Cette manœuvre fut décisive : assaillis de front par des troupes fraiches, et écrasés par les balles et les pierres que les Tyroliens faisaient pleuvoir du haut des montagnes, ils furent forcés de plier, et se retirèrent sur le moulin de Nendlen. Après cette malheureuse entreprise qui lui coûta près de 3,000 hommes, Masséna se borna à garder le Luciensteig, et alla établir son quartier général à Coire ; Oudinot repassa le Rhin, et prit position à Rheineck.

Sur ces entrefaites, Lecourbe qui venait de recevoir quelques bataillons de renfort, combina avec le général Dessoles, une attaque simultanée dans les vallées de l'Inn et de l'Adige. Ce dernier quitta Sainte-Marie dans la nuit du 24 au 25, et marcha sur Taufers, que Laudon défendait avec 8 bataillons. Les Autrichiens occupaient deux lignes de retranchements armés de 16 pièces de canon ; la première, couverte par le ruisseau de Vallarola, appuyait sa gauche au lit encaissé du Rambach, et sa droite à des montagnes ; elle était protégée par sa seconde ligne, placée à 300 pas en arrière : outre cela, 5 à 600 hommes d'infanterie légère gardaient les hauteurs des deux côtés de la vallée.

Dessoles saisit en maître l'unique moyen qui s'offrait d'attaquer avec quelques chances de succès, sans artillerie, un ennemi, non-seulement supérieur en nombre, mais encore protégé de redoutes et de gros canon. Le lit du torrent que les Autrichiens avaient compté pour un obstacle, présentait un chemin tout frayé pour manœuvrer à l'abri de leur feu, déborder la ligne et l'attaquer même à revers. Dessoles s'en aperçoit et prend son parti en un clin d'œil : il débouche, le 25 au matin de Munster, culbute les avant-postes autrichiens, et dirige aussitôt 3 bataillons sur Bundweil, pendant qu'un cordon de tirailleurs amusait l'ennemi sur le front du Vallarola. Arrivée à hauteur du hameau, cette colonne se jette dans le lit du Rambach, le suit jusqu'en face de Taufers, puis sortant du ravin, s'empare de ce village et de la route de Glürns. Cette manœuvre, non moins hardie que savante, décide la victoire. Dessoles, à la tête du reste de sa brigade, aborde les retranchements par le pont de Vallarola, la 39e les escalade avec intrépidité, les Cisalpins soutiennent l'attaque à la gauche : les Autrichiens ainsi pris entre deux feux, et enfoncés sur tous les points, laissèrent 1,000 hommes sur la place, outre 4,000 prisonniers, et toute l'artillerie, qui tombèrent au pouvoir des Français.

Laudon avec le reste voulut chercher un refuge à Nauders, mais arrivé au col de Reschen, il y reçut la fatale nouvelle que cette ville venait d'être enlevée par Lecourbe. Sa position était affreuse, et il ne lui resta d'autre salut que de s'enfoncer avec 3 à 400 hommes dans les glaciers de Gebatsch (1), où il faillit périr dans les neiges en voulant gagner Imst ou Landeck.

En effet, Lecourbe n'avait pas été moins heureux que son collègue : la même manœuvre lui valut un semblable résultat. Informé que 2 bataillons seulement gardaient Martinsbruck sur la rive gauche de l'Inn, et que la réserve de 4 bataillons sous les ordres du général de Bricy, cantonnait à Nauders à la rive droite, tandis que les Tyroliens tenaient les montagnes jusqu'à Reschen entre Glürns et Nauders, il résolut de forcer la chaine des derniers, puis de tomber sur Bricy pour prendre ainsi l'ennemi à revers. Loison reçut, à cette effet, l'ordre de passer l'Inn entre Ramis et Strada, afin de gravir les hautes montagnes qui bordent sa

(1) Voyez la carte en quatre feuilles.

Digitized by Google

rive droite, jusqu'alors jugées inaccessibles; il devait déboucher ensuite par la route de Reschen, et prendre en flanc la position de Nauders, en même temps qu'un détachement qui était parvenu sur la hauteur de Saint-Norbert l'assaillirait de front. Après une marche aussi hardie que pénible, et un combat où les Impériaux perdirent beaucoup de monde, Loison les rejeta en désordre sur Finstermüntz, et les força d'abandonner les 2 bataillons de Martinsbruck qui, renonçant à l'espoir d'être secourus, se rendirent prisonniers.

Jamais succès n'avait été plus brillant et mieux mérité. Il faut connaître ces contrées âpres, sauvages et couvertes de neiges la plus grande partie de l'année, pour apprécier tout ce que les troupes eurent à souffrir dans cette glorieuse mais trop inutile expédition. Les généraux républicains n'y déployèrent pas moins de talents que leurs soldats de résignation, de courage et de dévouement.

Après cette double victoire, qui compensait en quelque sorte l'échec éprouvé devant Feldkirch, Dessoles s'empara de Glürns, et Lecourbe poussa son avant-garde jusqu'à Pfünds sur la route de Landeck. Mais les réserves placées dans cette ville et à Laas, les forcèrent de s'arrêter. Le général Bellegarde, dont l'armée jointe aux milices du pays s'élevait à plus de 40,000 combattants, venait enfin de recevoir l'ordre de prendre l'offensive, et les deux corps Français ne pouvaient opposer que 12,000 combattants à cette masse imposante. Cette extrême disproportion, et plus encore la divergence de leur ligne d'opérations de celles des armées principales devaient donc finir par les contraindre à la retraite. Les événements de Souabe hâtèrent le dénoûment.

Jourdan avait reçu, le 19 mars, à son quartier général de Stockach, la nouvelle de la déclaration de guerre à l'Autriche, et en même temps une invitation pressante du Directoire d'attaquer. Tous les rapports s'accordant à assurer que l'archiduc était encore derrière la Mindel, il se décida à porter en avant l'armée du Danube, en appuyant sur sa droite, afin de faciliter les entreprises de celle d'Helvétie contre Feldkirch. En conséquence, la division Férino vint s'établir le 20 à Barendorf sur l'Aach, petite rivière qui se jette dans le lac de Constance à Buchorn, et observa les débouchés de Ravensburg. Souham campa en avant de Pfullendorf sur la route d'Ostrach, et forma avec la cavalerie du général d'Haupoult, la réserve de l'armée. L'avant-garde, sous les ordres de Lefebvre, se porta derrière l'Ostrach sur les hauteurs du village de ce nom, et fit occuper Magenbach ainsi que les chemins de Einhardt, de Habsthal, de Wangen et de Jetkofen (1). Enfin la division Saint-Cyr, placée en avant de Mengen, éclaira le cours de l'Ostrach jusqu'à son confluent, en se liant par la droite aux troupes du général Lefebvre. Les flanqueurs de Vandamme devaient prendre poste sur la rive gauche du Danube en face de Sigmaringen; mais les habitants des vallées de la Kintzig et d'Oberkirch, ayant répandu le bruit que le prince Charles avait tourné la gauche des Français, et marchait sur Kehl, les administrations prirent l'alarme et se sauvèrent à Strasbourg où le général Châteauneuf-Randon appela à la hâte les gardes nationales de l'Alsace, en informant par courrier le général Jourdan des prétendus dangers qu'il courait. Celui-ci n'étant pas à même de vérifier d'abord la fausseté de ces bruits, craignit que l'archiduc n'y eût donné lieu par quelque mouvement sérieux, et détacha le corps de Vandamme vers la vallée du Necker, ce qui l'empêcha de venir prendre le poste qui lui avait été assigné. Ce malheureux incident ne fut pas, au reste, le seul qui favorisa l'ennemi; il eut pourtant un résultat heureux, celui de prouver le zèle patriotique des braves Alsaciens, dont on aurait pu profiter pour lever des gardes nationales propres à la défense des places, et renforcer les armées d'un bon nombre de bataillons employés à ce service.

Le prince Charles qui occupait des cantonnements resserrés entre Ochsenhausen et Wurzach, ne voulant point laisser l'initiative à son adversaire, porta son armée, le 18, à Biberach, et arriva, le 19, sur la Schussen. Son avant-garde renforcée de 9 bataillons et 4 escadrons replia les avant-

(1) Quelque surchargée que soit la carte annoncée, il ne faut pas s'attendre à y trouver tous les villages cités dans un combat; mais se contenter des indications principales.

Digitized by Google

postes français derrière l'Ostrach. Le gros de son armée se concentra entre Saulgau et Alschausen. Dès lors Jourdan qui avait compté avoir le temps de faire ses dernières dispositions pour livrer bataille, se trouva dans la nécessité de la recevoir dans une position trop étendue, ou de battre en retraite en perdant tous les avantages qu'il s'était flatté de recueillir de sa marche offensive.

Dans la nuit du 20 au 21, l'archiduc fit ses dispositions d'attaque pour le lendemain. La rivière qui le séparait de Jourdan coule dans un vallon marécageux qu'on ne peut franchir que par les chemins qui, de Saulgau et d'Alschausen, aboutissent à Ostrach. C'était donc sur ces points qu'il résolut de porter ses forces. Il partagea son armée en trois grandes divisions : la première, forte de 11 bataillons et 20 escadrons, commandée par le prince de Furstemberg, se rassembla derrière Fulgenstadt; elle devait chasser les Français de Friedberg, repousser Saint-Cyr des hauteurs en avant de Mengen, passer l'Ostrach à Einhardt, et se rabattre ensuite sur Pfullendorf. La 2ᵉ, dirigée par l'archiduc en personne, composée de 22 bataillons et 50 escadrons, se réunit à Clostersiessen, en avant de Saulgau, pour marcher sur Ostrach par le grand chemin : le général Wallis débouchant d'Alschausen devait suivre la même direction avec 15 bataillons et 42 escadrons. Ainsi, 50,000 hommes allaient fondre sur le point d'Ostrach, défendu par la seule division Lefebvre, forte à peine de 9,000 hommes, toutes armes comprises.

Le 21, à la pointe du jour, les colonnes autrichiennes s'ébranlèrent, et assaillirent en un instant tous les avant-postes français. Jourdan, averti par Lefebvre de cette attaque inattendue, ne désespéra pas de faire face à l'ennemi. D'abord, craignant que l'archiduc ne tournât sa droite en pénétrant entre les sources de l'Aach et de l'Ostrach, il ordonna à Souham de porter un détachement à la défense de ces défilés, et de renforcer l'avant-garde avec deux bataillons et 6 pièces de canon. La cavalerie de réserve fut réunie dans la plaine de Pfullendorf pour protéger au besoin la retraite de l'avant-garde. Saint-Cyr fut engagé à se tenir sur ses gardes, à réunir sa division et à occuper fortement le bois d'Altenweiler qui le liait à la division Lefebvre.

Cependant, le général Nauendorf avec l'avant-garde de l'archiduc, ayant fait enlever par la brigade Giulay les hauteurs boisées entre Davidweiler et Ostrach, la 25ᵉ légère qui les défendait se retira sur Einhardt, Jetkofen et Ostrach, dont elle rompit les ponts. Wallis, qui aurait dû tomber à Honkirch sur 1,500 hommes d'infanterie et 800 chevaux que Lefebvre y avait envoyés la veille sous la conduite de l'adjudant général Fontaine, n'éprouva aucun obstacle, parce que ce détachement en avait été rappelé à temps. Cependant quelque diligence qu'eût faite Fontaine pour échapper, lorsqu'il eut dépassé Weiler, il s'aperçut que les troupes de la colonne du centre étaient déjà dans la vallée de l'Ostrach, et crut prudent de se jeter par sa gauche vers Riedhausen, où après avoir soutenu un vigoureux engagement avec les flanqueurs de l'attaque de gauche, il parvint à effectuer heureusement sa jonction avec le général Decaen, envoyé par Souham pour garder ces défilés avec la 2ᵉ de ligne, un régiment de dragons et deux pièces de canon.

Le général Meerfeld, commandant l'avant-garde de la colonne de droite, détacha de Friedberg le régiment de Wenckeim qui replia de Hohentengen les avant-postes de Saint-Cyr, tandis que le gros marcha par Rupperweiler sur Einhardt : après en avoir délogé les détachements qui s'y étaient retirés de Davidsweiler, il se rabattit sur Ostrach.

Le chemin ainsi ouvert, le prince de Furstemberg croyait arriver sans obstacle, lorsque Saint-Cyr, ralliant les troupes qui venaient de plier, passa l'Ostrach, culbuta à son tour le régiment de Wenckeim, et parut tout à coup sur le flanc droit de la colonne autrichienne. Le prince, ne jugeant pas que ce retour offensif fût dangereux, se contenta d'envoyer à la rencontre des Français 5 bataillons et 12 escadrons, qui les ramenèrent à Hohentengen où le combat s'engagea sérieusement sans fixer toutefois l'attention du général autrichien qui continua sa route sur Einhardt avec le reste de ses troupes. Alors l'archiduc, maître de toutes les hauteurs, développa sa nombreuse cavalerie sur leurs pentes, et y fit amener de l'artillerie.

De son côté, Jourdan accourut de Pfullendorf ; lors même qu'il n'eût pas approuvé les dispositions défensives de Lefebvre, il n'était plus temps de les

Digitized by Google

changer : cependant, le général en chef témoigna qu'il ne désespérait point de se maintenir, et chercha à communiquer sa confiance aux troupes; mais elles étaient trop disséminées et trop faibles pour soutenir longtemps un choc aussi inégal. Decaen s'étendait à droite vers Riedhausen avec 4,000 fantassins et 1,000 chevaux, contenus par de simples flanqueurs. Saint-Cyr, à six lieues de là disputait Hohentengen à des forces égales, et tout l'espace du centre était gardé par de faibles postes dispersés devant Ostrach, Einhardt et Wangen.

De telles mesures n'étaient pas capables d'arrêter les Impériaux. Aussitôt que les colonnes furent formées, l'archiduc fit mine d'attaquer le village d'Ostrach contre lequel il détacha 2 ou 3 bataillons; mais ce n'était qu'une ruse pour attirer l'attention de son adversaire sur ce point, et tandis que ce village était pris et perdu, deux colonnes, chacune de 8 bataillons formés en masse, passaient le ruisseau au gué. Les postes de la 25ᵉ légère furent bientôt culbutés. En vain Lefebvre voulut la secourir en portant de ce côté la cavalerie de Klein et son bataillon de réserve ; ces faibles moyens ne purent l'empêcher de plier, et les Autrichiens gravirent les hauteurs qui forment la berge gauche du bassin de l'Ostrach.

Dans cette position, Jourdan ne se dissimulant point le danger de tenir plus longtemps, donna l'ordre de la retraite sur Pfullendorf; Ostrach fut évacué et son pont coupé à la vue de l'ennemi. Il était temps ; car le prince de Furstemberg, après plusieurs tentatives, s'était rendu maître d'Einhardt, et commençait à gravir le chemin qui mène à Pfullendorf. La 7ᵉ demi-brigade, détachée par Souham, arriva fort à propos pour soutenir la retraite qui s'effectua d'ailleurs en bon ordre sous la protection de la cavalerie du général d'Haupoult. S'il était aisé à Decaen qui n'avait personne devant lui de se retirer sur l'Andel, il n'en était pas de même pour Saint-Cyr, qui déjà se trouvait coupé de Pfullendorf. Aussi reçut-il l'ordre de se diriger sur Mœskirch, où il arriva heureusement après avoir rallié les détachements qu'il avait sur la rive gauche du Danube à Sigmaringen et Schérer, malgré les efforts de l'ennemi pour l'entamer au passage de l'Ostrach.

L'archiduc poussa ses troupes légères sur l'Andelbach; mais comme tous les ponts avaient été rompus, il remit au lendemain son attaque sur Pfullendorf, se proposant de la diriger par Denkingen, afin d'isoler tout à fait la division Férino : son aile droite campa à Magenbuch, et le reste de l'armée entre Kalkreut et Burgweiler.

Cette affaire coûta un peu plus de 2,000 hommes à chaque parti. Outre l'importance d'un premier revers à l'ouverture de la campagne, elle mit la division Férino en danger d'être prise. Il faut imputer la perte de la ligne de l'Ostrach, au grand intervalle qui séparait les divisions françaises. Si le corps de Vandamme eût été à la droite du Danube, Saint-Cyr eût pu se porter de Mengen sur les hauteurs qui dominent les gués de Wangen et d'Einhardt, et les défendre avec succès. D'un autre côté, on doit regretter que le détachement du général Decaen ait été employé à un objet qu'un ou deux escadrons de dragons eussent aussi bien rempli ; finalement les réserves n'étaient point assez rapprochées de la ligne pour être d'aucun secours, aussi a-t-on vu qu'elles n'arrivèrent que lorsque l'action était déjà décidée.

Jourdan ne voulut pas courir les chances d'un second combat à Pfullendorf, avant d'avoir réuni toutes ses forces. Il avait déjà expédié au général Férino l'ordre de se replier par Salmansweiler sur Stockach, et, dans la nuit du 21 au 22 mars, il fit exécuter le même mouvement aux autres divisions; le centre s'établit à Stockach, la droite au-dessus de Bodmann, et la gauche au Danube près de Friedingen. L'armée française passa la journée dans cette position ; mais Jourdan ne la trouvant pas assez forte, se remit en marche : le général Saint-Cyr vint camper sur les hauteurs de Tuttlingen; les divisions Souham, Lefebvre et d'Haupoult se déployèrent sur le plateau d'Engen, celle de Férino appuya sa droite à Hohentweil. Le corps de flanqueurs du général Vandamme resta sur la rive gauche aux environs de Friedingen.

L'armée autrichienne, loin de songer à inquiéter la retraite des Français, séjourna, le 23, aux environs de Pfullendorf, et ne se dirigea sur Stockach que le lendemain. L'avant-garde, forte de 11 bataillons et 34 escadrons, traversa cette ville, et se porta en trois colonnes sur les routes de Liptingen, d'Aach et d'Orsingen. Un parti marcha sur Ra-

Digitized by Google

dolfzell pour pénétrer vers Constance, et le gros de l'armée vint prendre position en avant de Stockach. Treize bataillons et 24 escadrons formant l'aile gauche occupèrent le plateau que borde la Stockach entre Wahlwies et Nenzingen. Le centre, fort de 9 bataillons et 18 escadrons, campa entre la ville et la montagne du Nellemberg. Quinze bataillons et 24 escadrons s'établirent sur la droite, face au hameau de Mahlspüren, flanqués par la forêt que traversent les chemins de Liptingen et de Neuhaus-ob-Eck (1).

Pendant que l'archiduc formait sa ligne de bataille, les trois colonnes de son avant-garde attaquaient les avant-postes français. Les généraux Nauendorf et Schwarzenberg replièrent d'abord ceux de Férino et de Souham à Singen et Engen ; les républicains ayant été soutenus, l'ennemi fut rejeté au delà de Aach et de Steusslingen, mais un renfort de 4 bataillons lui permit d'y rentrer avant la nuit. Meerfeld eut un engagement plus sérieux avec la division Saint-Cyr qui défendait le débouché de Stockach sur Liptingen. Il parvint à s'emparer de ce village ainsi que de Neuhaus-ob-Eck, où renforcé de 5 bataillons, il se maintint nonobstant les efforts réitérés de Saint-Cyr, et couvrit ainsi le flanc droit de l'armée impériale.

Cependant l'archiduc était arrivé au point où il fallait se décider à entrer en Suisse, ou à diriger ses opérations vers les sources du Danube; mais, bien que le premier parti lui parût préférable, il n'osait s'y déterminer, parce qu'il n'avait pas d'idée précise de la position et des projets de son adversaire. Il n'était pas invraisemblable que Jourdan, après avoir acquis la certitude de la supériorité numérique des Autrichiens, ne cherchât à éviter une bataille, dans l'intention de prendre une position sur la rive droite du Rhin entre le lac de Constance et Schaffhausen, pour attirer à lui une partie de l'armée d'Helvétie, et tenir ainsi les Impériaux en échec, jusqu'à ce que la fortune lui offrît une occasion plus favorable de reprendre l'offensive. Il fallait donc, avant tout, lui surprendre son secret, et ce fut dans cette vue qu'après avoir renforcé Nauendorf de 3 bataillons et 12 escadrons, le prince se proposa de pousser le lendemain sur Aach une forte reconnaissance, tandis que le comte de Meerfeld chercherait à débusquer Saint-Cyr du bois où il s'était maintenu la veille.

De son côté, Jourdan pénétré de l'importance de Stockach où aboutissent toutes les routes de Suisse, de Souabe et de la vallée du Necker, et ne pouvant d'ailleurs continuer sa retraite sans compromettre ses communications avec Masséna, avait résolu d'attaquer les Autrichiens. Averti par les démonstrations de la journée, des projets de l'archiduc, il voulut le prévenir, et, le 25, à quatre heures du matin, toute son armée s'ébranla. Les généraux Férino et Souham marchant, le premier par Steusslingen, et le second par Aach, devaient se réunir devant Stockach. Soult, qui avait remplacé Lefebvre blessé à Ostrach, se dirigeait avec l'avant-garde par Emingen-ob-Eck, soutenu par la réserve de cavalerie ; sa tâche était d'appuyer le mouvement que Saint-Cyr avait ordre de faire sur Liptingen, avec l'aile gauche renforcée de la division Vandamme.

Ce projet eût été passable si le point de départ des différentes divisions n'avait pas été beaucoup trop étendu pour qu'on pût compter qu'elles arrivassent simultanément à celui de concentration ; inconvénient qui provenait du défaut des positions de la veille. Dans l'emplacement respectif des armées, Jourdan aurait dû d'abord réunir la sienne ou vers Liptingen ou autour d'Aach, afin de faire effort à volonté sur la droite ou la gauche des Impériaux, tandis que Férino ou Vandamme les eût tenus en échec sur l'aile opposée. De cette manière, il eût mis toutes les chances en sa faveur ; car, en attaquant la droite, il refoulait l'armée autrichienne sur Stockach, vrai coupe-gorge où elle eût laissé au moins toute son artillerie. L'effort était-il dirigé contre la gauche ? Alors il leur enlevait la communication du Tyrol, et les rejetait sur Ulm.

Cette dernière manœuvre semblait préférable ; car, pour l'exécuter, il suffisait de concentrer Férino et Souham vers Orsingen sur la route directe de Schaffhouse, et tout le reste de ses forces à Aigeltingen, couvrant la route d'Engen : c'était renoncer, il est vrai, à la route de Strasbourg; mais

(1) On peut suivre toute la bataille de Stockach sur la planche 28; seulement, les mouvements tracés étant ceux des deux batailles livrées en 1800 sur le même terrain, on a eu soin d'indiquer ceux de 1799 sur un papillon.

Digitized by Google

dans l'etat des choses, celles de Schaffhouse et d'Engen étaient préférables, puisqu'en cas d'échec, on pouvait atteindre le Rhin en une seule marche et opérer la jonction avec l'armée d'Helvétie.

L'éloignement des colonnes françaises du champ de bataille, laissa l'honneur des premiers coups de la journée aux Autrichiens. Meerfeld, aux termes de ses instructions, s'était déjà emparé, à 5 heures, d'Emingen-ob-Eck, lorsque l'apparition des colonnes de Soult le força à jeter une partie de ses troupes dans le bois qui sépare ce village de celui de Liptingen, pour couvrir sa retraite. Mais le général Mortier qui venait de reprendre Emingen avec la 25ᵉ, gagna par le bois la gauche des Impériaux, pendant que Soult avec 6 bataillons et 4 régiments de cavalerie, débouchait sur la route et refoulait l'ennemi devant lui. Cette attaque fut si vigoureuse que Meerfeld ne put tenir à Liptingen; ses troupes rompues se réfugièrent en désordre dans les bois qui bordent la route de Stockach. Deux bataillons et 3 escadrons seulement résistèrent un instant à l'entrée de la forêt du Grauholz, dont ils furent bientôt chassés : l'infanterie gagna Stockach, et la cavalerie se jeta sur la route de Mœskirch pour couvrir les derrières.

Pendant que l'avant-garde française obtenait ces avantages, l'aile gauche, sous les ordres de Saint-Cyr, débouchait sur trois colonnes de Tuttlingen, de Mulheim et de Friedingen. Les deux dernières, commandées par les généraux Vandamme et Walther, culbutèrent l'ennemi et vinrent se former devant Neuhausen-ob-Eck, où la brigade Legrand ne tarda pas à les joindre.

Jourdan, témoin des succès de l'avant-garde, bien qu'il n'eût aucune nouvelle de Férino ni de Souham, supposa qu'ils occuperaient assez le prince Charles pour l'empêcher de dégarnir sa gauche et de rétablir le combat de Liptingen. Il ordonna donc à Soult de se mettre à la poursuite de l'ennemi, et détacha Saint-Cyr sur Mœskirch, afin de prévenir à Pfullendorf l'armée autrichienne dont la retraite lui paraissait infaillible. Ce mouvement était une faute grave; car on ne pouvait se dissimuler que la troupe de Meerfeld ne fût qu'un détachement, et qu'on allait disséminer ses forces à l'instant même d'aborder le gros de l'armée ennemie. Pour assurer la victoire, il n'y avait guère qu'un moyen : la presque impossibilité de forcer le centre au Nellenberg indiquait qu'il fallait se jeter en masse ou sur la droite ou sur la gauche des Impériaux; l'attaque de cette dernière convenait mieux pour se lier avec Masséna, car l'inconvénient de longer entre Wahlwies et le lac de Constance eût été atténué par la facilité qu'offrait la presqu'île de Petershausen pour la retraite. Mais l'affaire étant déjà engagée dans une autre direction, il ne restait qu'à tenter un effort par la gauche contre la droite de l'archiduc; manœuvre d'autant plus naturelle que le gros de l'armée se trouvait plus à portée de ce point, et que l'avantage déjà obtenu sur Meerfeld y promettait des succès certains. Jourdan aurait dû diriger à l'instant même Souham, Soult, Saint-Cyr et Vandamme sur Raithaslach, tandis que Férino eût inquiété la gauche des Impériaux.

Cependant l'archiduc, qui dès le matin s'était porté sur la route de Aach pour faire la reconnaissance projetée, n'eut pas plutôt appris l'échec essuyé par Meerfeld, que laissant au général Nauendorf le soin d'observer la division Souham qui commençait à se déployer, il partit au galop pour sa droite : au lieu d'y diriger une bonne partie de ses forces, il se fit suivre seulement par 6 bataillons de grenadiers et 12 escadrons de cuirassiers placés en réserve dans la plaine en arrière de Nellenberg. Douze autres escadrons prirent position près de Stockach pour soutenir la retraite en cas d'échec, et 6 furent lancés sous la conduite du prince de Wurtemberg, sur la route de Mœskirch, pour contenir les flanqueurs de Vandamme.

Pendant que le prince Charles faisait à la hâte ces dernières dispositions, le comte de Wallis qui commandait son centre, avait prescrit aux 8 bataillons placés en face de Malhspüren, d'exécuter un changement de front à droite pour s'établir à cheval sur la chaussée de Liptingen, et ordonné au prince d'Anhalt-Kœthen d'appuyer la gauche de cette nouvelle ligne avec sa cavalerie. Les débris du corps de Meerfeld se reformaient derrière cette division, lorsque Soult qui avait pénétré dans le bois de Buswinkel, fit attaquer vigoureusement les Autrichiens. Ils pliaient déjà de toutes parts; mais l'arrivée de l'archiduc ranima leur courage. Ce prince les ramena à la charge, et le combat recom-

Digitized by Google

mença avec plus de fureur; bientôt toute la division Soult se trouva engagée.

Les deux partis se battaient avec une égale opiniâtreté. Trois fois les Français s'élancèrent au pas de charge sur la ligne autrichienne, et trois fois ils furent repoussés. Toutefois celle-ci éprouvait les pertes les plus sensibles. Le prince de Furstemberg fut tué, de même que le prince d'Anhalt-Bernbourg, colonel du régiment de l'Empereur, avec une foule de vaillants officiers. Depuis plusieurs heures les chances étaient variées, et la victoire flottait incertaine, lorsque la colonne de renfort qu'attendait l'archiduc vint faire pencher la balance de son côté. Jourdan qui n'avait pas de réserve d'infanterie à lui opposer, et dont les troupes étaient accablées de fatigues, voyant des bataillons frais se porter sur sa droite, ordonna à Soult de se retirer, en combattant, sur la cavalerie de d'Haupoult déployée dans la plaine de Liptingen; il détacha aussi le général Klein avec deux régiments de cette arme, pour surveiller les débouchés par lesquels l'ennemi pouvait se glisser sur les derrières de l'armée. Se faisant néanmoins toujours illusion sur le véritable état des choses, et ne renonçant pas à remporter la victoire, au lieu d'appeler Saint-Cyr à son secours, le général en chef lui recommanda de presser sa marche sur Mœskirch, de détacher Vandamme avec 1,200 hommes d'infanterie et 600 chevaux sur les derrières des Autrichiens, et se borna à lui demander un seul régiment de renfort.

Sur ces entrefaites, le comte de Kollowrath déboucha de la forêt, à la tête de 6 bataillons de grenadiers et de 12 escadrons de cuirassiers de la réserve autrichienne. Aussitôt l'archiduc porta 2 bataillons sur la hauteur de Neuhaus, pendant que les autres se déployèrent en seconde ligne, et que les cuirassiers se formaient à droite. Jourdan, témoin de ce mouvement, voulut faire un dernier effort pour rejeter l'ennemi dans le bois. Il ordonna à d'Haupoult de charger la cavalerie autrichienne, tandis que les généraux Mortier et Leval, avec la 25e légère, les 53e et 67e de ligne, aborderaient l'infanterie et l'empêcheraient de déboucher. La 8e, détachée par Saint-Cyr, qui venait d'arriver, eut la tâche de gagner le flanc de l'archiduc par le ravin d'Edenstetten.

La charge de la réserve de cavalerie se fit sans ensemble et trop tard. Les cuirassiers de Nassau et de Mack soutinrent le choc sans être rompus, et tombant à leur tour sur les Français, les culbutèrent sur Liptingen. En vain Jourdan voulut rallier les carabiniers et les ramener à l'ennemi, sa voix fut méconnue et lui-même entraîné dans le tourbillon des fuyards. Cette déroute força l'infanterie à la retraite; elle s'effectua avec une attitude beaucoup plus ferme qu'on ne devait s'y attendre après tant de fatigues; mais la 8e, abandonnée à elle-même dans le ravin, fut enveloppée et prise presqu'entièrement, après avoir vu tomber son chef et la plupart de ses officiers. L'archiduc, craignant de compromettre le succès qu'il venait d'obtenir, arrêta la poursuite et forma sa ligne face à Neuhaus-ob-Eck et Liptingen. Jourdan se retira derrière ce dernier village, et, de part, et d'autre l'on se canonna jusqu'à la nuit.

Saint-Cyr averti de l'issue du combat de Liptingen, jugea promptement tout le danger de sa position : certain qu'il lui serait impossible de rejoindre l'armée vers Tuttlingen. Il se décida, sans perdre une minute, à gagner Sigmaringen, afin d'y surprendre le passage du Danube, dont tout faisait croire qu'un détachement autrichien gardait le pont. Cette résolution, la seule au reste qu'il y eût à prendre, sauva l'aile gauche d'une ruine inévitable; on se saisit du pont, les troupes le passèrent dans la nuit, et opérèrent le lendemain leur retraite par la rive gauche. Vandamme, de son côté, rejoignit heureusement la division Soult, après avoir été repoussé de Millingen et de Schwandorf par la cavalerie du prince de Wurtemberg.

Pendant que ceci se passait au centre et à la gauche, Férino et Souham avaient attaqué les corps de Schwarzenberg et de Nauendorf dans leurs positions. Ceux-ci, conformément aux instructions de l'archiduc, replièrent leurs troupes éparses, et après avoir défendu assez longtemps Aach et Steusslingen, vinrent se former entre Orsingen et Eigeltingen dans les bois d'Erlen. Férino ayant réussi à les en déloger après un vigoureux engagement, marcha sur Nenzingen, dont il s'empara à trois heures, ainsi que des hauteurs qui le dominent. Il croyait s'y lier au général Souham qu'il supposait sur la route de Stockach; mais celui-ci

Digitized by Google

s'étant arrêté sans motif à Eigeltingen, se contenta de pousser la brigade Decaen en avant du village; ainsi, de ce côté, comme à la gauche, le but de Jourdan fut manqué, puisqu'une seule division ne suffisait pas pour forcer la gauche et le centre de l'archiduc. Férino fit cependant quelques tentatives contre le Nellenberg et Wahlwies, mais elles furent déjouées par le général Staader qui occupait encore avec des forces imposantes le beau plateau dont le pied est baigné par la Stockach.

Ainsi finit la bataille de Stockach qui porta quelque atteinte à la réputation de Jourdan, tout en faisant briller sa valeur d'un nouvel éclat. L'on n'attribua point en France sa défaite au retard ni au peu d'ensemble de la charge de cavalerie différée par d'Haupoult; mais bien au détachement prématuré de Saint-Cyr sur Mœskirch, au moment même où sa présence eût été si nécessaire pour rétablir l'équilibre des forces. On ne sut aucun gré du courage personnel que Jourdan avait déployé; et à la faveur des plaintes qui s'élevèrent contre lui, le général qui avait compromis par sa désobéissance l'honneur d'un corps jusqu'alors sans tache, échappa à l'animadversion de tous.

Quelque désastreuse que cette journée fût pour les Français, les Autrichiens n'en recueillirent cependant pas grands trophées; les pertes furent à peu près balancées; l'armée républicaine même partagea le champ de bataille, et se retira le lendemain sans être entamée. Toutefois, comme elle se trouvait déjà partagée en trois corps, trop éloignés les uns des autres, pour se réunir sur-le-champ et prendre une attitude imposante, elle fut forcée de renoncer à l'espoir de se lier à l'armée d'Helvétie : jonction qui, dans l'état des choses, était absolument nécessaire pour donner quelque consistance aux opérations de la campagne. Réduite à moins de 30,000 combattants, dont le tiers encore était isolé et sans communications avec le reste, il devenait impossible qu'elle se soutînt devant les forces nombreuses de l'archiduc : Jourdan battit donc en retraite, afin de réunir ses divisions éparses. Il pouvait se retirer en Suisse par Stein et Schaffhausen; mais un mouvement de flanc en présence d'une armée victorieuse qui ne comptait pas moins de 20,000 chevaux, lui parut trop scabreux : d'ailleurs, une faute en nécessite souvent une autre, et il devenait urgent de ne pas abandonner Saint-Cyr au milieu de l'armée ennemie. Ces raisons, jointes aux promesses de renforts que lui donnait journellement le Directoire, décidèrent donc le général en chef à regagner les débouchés des montagnes Noires.

Le 26, après une fausse attaque sur Wahlwies, qui réussit à attirer l'attention des Autrichiens, l'armée du Danube commença son mouvement. La brigade Rubi passa le Rhin à Schaffhausen et rentra sous les ordres du général Xaintrailles. Férino coucha à Singen, et prit le lendemain position entre Lofingen et Unadingen. Les divisions Soult, Souham et d'Haupoult s'établirent entre Donaueschingen et Villingen, après avoir détruit tous les ponts du Danube. Saint-Cyr qui avait forcé sa marche, arriva à Rothweil et se lia par des postes au reste de l'armée.

L'étendue de cette nouvelle ligne aurait donné beau jeu à l'archiduc, s'il eût porté rapidement la totalité de ses forces en avant; mais voulant attendre le corps de Starray qui le rejoignit le 28, il ne lança que son avant-garde, renforcée de 6 bataillons et 24 escadrons à la poursuite des républicains, et concentra le reste de ses troupes aux environs de Liptingen.

L'apparition des coureurs autrichiens sur la droite de Rothweil, fit craindre à Jourdan que l'archiduc ne cherchât à le tourner, et, le 31 mars, il continua sa retraite. Férino occupa Neustadt et garda l'entrée de la vallée par des postes à Rottembach et Lenzkirch. Les généraux Soult et Souham campèrent sur le plateau de Brenz-Ebene, couvrant leurs flancs par des détachements à Furstwangen, Tryberg et Schramberg. Saint-Cyr marcha sur Freudenstadt et le Kniebis. Le général Vandamme observa les débouchés de Schiltach, et lia la division de gauche à celles du centre. La cavalerie de réserve rentra dans la vallée du Rhin.

L'armée française était dans cette position depuis quatre jours, et Jourdan, malade, venait d'en remettre le commandement provisoire au chef d'état-major Ernouf, lorsque l'avant-garde autrichienne réussit à pénétrer, le 3 avril, entre l'aile droite et le centre. De forts partis enlevèrent Peterzell et Saint-Georges et menacèrent par Tryberg le flanc des divisions Soult et Souham, pendant

Digitized by Google

que d'autres têtes de colonnes se montraient du côté de Schiltach. Ernouf croyant avoir toute l'armée impériale sur les bras, fit replier dans la nuit du 3 au 4, les divisions du centre par la vallée de la Kintzig, prescrivit à celle de droite de gagner le Rhin par le val d'Enfer, et à Saint-Cyr de se retirer par Oberkirch. Le 5, le général Férino repassa le fleuve à Vieux-Brisach, et après avoir laissé 3 bataillons dans cette place, dirigea le reste de son infanterie par la rive gauche sur Bâle. Souham et Soult prirent position à Gengenbach, Saint-Cyr à Renchen et à Appenweier. Toutes ces troupes traversèrent le pont de Kehl, le 6 avril, ne laissant sur la rive droite que des postes d'observation.

Les Autrichiens perdirent cette occasion unique d'écraser les républicains dans leur retraite précipitée; toutefois, il y aurait de l'injustice à en attribuer la faute à l'archiduc. S'il mit d'abord de la lenteur à recueillir les fruits de sa victoire, ses vues furent ensuite entravées par le cabinet de Vienne, qui lui défendit de quitter les bords du lac de Constance, sous prétexte que son mouvement offensif laisserait le Tyrol en butte aux attaques de Masséna. Le prince abreuvé de dégoûts et trop sensible peut-être aux contrariétés qu'on lui suscitait tous les jours, cantonna de dépit l'armée entre Engen et Wahlwies, et porta son quartier général à Stockach. Quatre bataillons et 8 escadrons observèrent le cours du Rhin, depuis Eglisau jusqu'à Constance. Un camp intermédiaire de 7 bataillons et 13 escadrons, fut établi à Singen. Enfin, 18 bataillons et 64 escadrons formèrent un corps séparé avec lequel le général Starray dut interdire aux Français l'accès de la forêt Noire. Pour remplir cet objet, il concentra 10 bataillons et 28 escadrons aux environs de Villingen, afin de tomber en forces sur ce qui voudrait déboucher. Le reste de ce corps garda toutes les issues depuis Neustadt jusqu'à Freudenstadt, et jeta des partis dans la vallée du Rhin.

La retraite de l'armée du Danube entraîna celle de l'armée d'observation. Bernadotte qui avait, comme nous l'avons dit plus haut, poussé jusqu'à Heilbronn et formé l'investissement de Philipsbourg, travaillait déjà à établir des batteries incendiaires, lorsqu'il fut obligé de repasser le Rhin. Cette armée prétendue ne se composait encore, malgré toutes les promesses du ministre de la guerre, que de 3 demi-brigades d'infanterie et 5 régiments de cavalerie. Il en laissa la direction au général Collaud, et partit pour Paris. Le Directoire accepta en même temps la démission de Jourdan, et réunit ses troupes, ainsi que celles de Bernadotte, sous le commandement de Masséna.

Ce malheureux début prouva aux présomptueux directeurs toute l'ineptie de leur plan. Ils avaient commencé la guerre sans en avoir préparé les moyens, croyant réellement que 70,000 Français divisés, suffisaient pour vaincre 130,000 Autrichiens beaucoup plus concentrés. Cette lutte inégale ne fut pas au reste sans gloire pour les généraux et les soldats de la république; et l'on ne sait ce qui doit le plus étonner, ou de la témérité du gouvernement français, ou de l'inconcevable timidité du conseil aulique, qui tira si peu de parti de ses premiers avantages.

La stupeur que causa un événement si peu attendu, et pourtant si facile à prévoir, fut bientôt dissipée par le dénoûment tragique de l'interminable congrès de Rastadt. En entrant en Souabe, Jourdan avait déclaré Rastadt ville neutre, et donné une sauve garde au congrès. Cette situation favorisait les desseins de la France, qui voulait détacher les princes de l'Empire de l'alliance de l'Autriche: déjà la tournure des négociations promettait au Directoire un plein succès, quand la bataille de Stockach et la retraite de l'armée du Danube firent tout à coup pencher la balance diplomatique du côté du vainqueur. Dès lors aussi le cabinet de Vienne prétendit régler le sort du midi de l'Allemagne. Désirant connaître jusqu'à quel point les princes de l'Empire s'étaient avancés vis-à-vis du Directoire, il chargea le comte de Lehrbach, son ministre plénipotentiaire, d'aviser aux moyens de se procurer leur correspondance avec les négociateurs républicains. Celui-ci n'en trouva pas de plus sûr que de faire enlever le caisson de la légation française, au moment de la rupture du congrès, et fut autorisé par sa cour à requérir du prince Charles les troupes nécessaires à ce coup de main. L'archiduc les refusa d'abord, objectant que ses soldats ne devaient pas se mêler d'affaires diplomatiques; mais le comte de Lehrbach, ayant

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

(1) Le
Olmutz l
la fin de j

Digitized by Google

Digitized by Google

exhibé de nouveaux ordres, l'archiduc fut obligé de mettre à sa disposition un détachement des hussards de Szeckler. Le colonel de ce corps fut mis dans la confidence. L'officier chargé de l'expédition devait seulement enlever le caisson de la chancellerie, en extraire les papiers, et par occasion administrer la bastonnade à Jean Debry et Bonnier, en punition de la hauteur qu'ils avaient mise dans leurs relations diplomatiques. Roberjeot, ancien condisciple du ministre autrichien et lié d'amitié avec lui, avait été nominativement excepté de cette dernière mesure.

Après le départ du comte de Lehrbach qui fut attendre dans les environs le succès de ses manœuvres, les hussards vinrent rôder autour de Rastadt. Le congrès ayant adressé des réclamations qui ne furent pas écoutées, se hâta de se dissoudre. Les plénipotentiaires français devaient partir le 28 avril; mais, dans la soirée du 19, ils furent sommés de se retirer sur-le-champ, la ville devant être occupée militairement le lendemain. Ils se mirent donc en route la même nuit pour Strasbourg. A peine étaient-ils sortis de Rastadt, que les hussards à l'affût de leur proie, enveloppèrent les voitures; mais oubliant leur consigne, ces soldats ivres pour la plupart frappèrent les envoyés sans distinction de personnes du tranchant de leurs sabres, et laissèrent sur la place Bonnier et Roberjeot. Jean Debry, blessé au bras et à la tête, se sauva, comme par miracle, et fut au point du jour chercher un asile chez le ministre de Prusse.

Cette violation inouïe des droits les plus sacrés, produisit en France l'effet d'une commotion électrique. De toutes parts retentirent des cris de vengeance, et l'esprit national prit un instant l'énergique physionomie de 1793. Le Directoire profita de cet élan d'un peuple généreux pour compléter ses armées; et dès lors la levée de la conscription s'opéra sans contrainte. Les ennemis du gouvernement rejetèrent sur lui cette catastrophe et l'accusèrent de l'avoir méditée pour détruire tout espoir de paix. A part l'atrocité de cette inculpation, il y entre trop de folie pour qu'on puisse la discuter sérieusement. Il suffit de remarquer que si le Directoire s'était rendu coupable de cet attentat, le nombre de ceux qui durent y participer, et le laps de temps qui s'est écoulé depuis, auraient rendu impossible l'ensevelissement d'un pareil secret. L'Autriche n'y entra également pour rien, sinon de fait, au moins d'intention. Puissante et victorieuse, elle n'avait aucun intérêt à commettre ce crime; il fut le résultat des fausses mesures du comte de Lehrbach et de la brutalité des soldats chargés d'une expédition qui demandait plus d'adresse que de force.

CHAPITRE LXXXIV.

Ouverture de la campagne en Italie. — Position et force des armées. — Plans d'opérations des deux partis — Affaires devant Vérone. — Bataille de Magnano. — Passage du Mincio par les Autrichiens. — Retraite de l'armée française derrière l'Oglio. — Prise de Corfou par l'escadre combinée russo-turque.

Quoique l'Italie fût encore destinée à devenir le théâtre des principaux événements de cette campagne, les efforts de la maison d'Autriche ne se portèrent pas d'abord de ce côté; et les hostilités y commencèrent vingt jours plus tard qu'en Allemagne et en Helvétie. Ce n'est pas que tout n'eût été préparé de longue main par le conseil aulique, pour rentrer en lice; mais la défaite inattendue de l'armée napolitaine, les délais apportés à la marche des Russes (1) étaient de puissants motifs pour retarder l'ouverture de la campagne, que l'Autriche n'avait d'ailleurs aucun intérêt à trop précipiter.

L'armée impériale, forte de 10 compagnies de chasseurs, 63 bataillons et 34 escadrons, comptait au commencement de mars, plus de 60,000 combattants dont 6,000 à cheval, répartis en 5 divisions cantonnées entre le Tagliamento et l'Adige. Indépendamment de cette armée, un corps de 24 bataillons et 26 escadrons, formant environ 25,000 hommes dont 5,700 de cavalerie, cantonnait en Carinthie, en Croatie et en Dalmatie; en sorte qu'on pouvait estimer la masse des forces autrichiennes destinées à agir en Italie, à 84,000 combattants (2). (*Voy.* le tableau ci-contre.) Chaque ba-

(1) Le corps de Suwarow ayant été passé en revue à Olmutz le 11 décembre, pouvait être facilement à Vérone à la fin de janvier: on ignore pourquoi il n'y arriva qu'en avril.

(2) Un mémoire du général Chasteler la porte à 94,000 avec les garnisons de Venise et du Frioul.

Digitized by Google

taillon trainait deux pièces de campagne; outre cela, le parc de l'armée renfermait 173 bouches à feu de tout calibre; enfin, un équipage de siége de 80 pièces bien attelées et approvisionnées avait été réuni à Palma-Nova.

Il existait à la même époque 116,000 Français en Italie, comme on le verra par le tableau ci-joint; mais il s'en fallait de beaucoup que ce nombre pût entrer en ligne contre les Autrichiens. D'abord l'armée de Naples, forte de 30,000 hommes, devait achever la conquête de ce royaume : ensuite 23 bataillons de conscrits mal armés et non habillés, joints à tous les dépôts de cavalerie, suffisaient à peine pour garder les places du Piémont et de la république cisalpine. L'armée d'Italie, proprement dite, se trouvait réduite à 57,800 hommes, desquels il fallait encore soustraire la division Gauthier, malheureusement destinée à conquérir et garder la Toscane; et la brigade Dessoles, qui dut passer de la Valteline dans les Grisons, pour lier les armées d'Helvétie et du Danube avec celle d'Italie. On voit donc que les forces disponibles pour les premiers chocs sur l'Adige n'excédaient pas 46,000 combattants, dont 7,000 à cheval.

Ce résultat peu satisfaisant prouve de reste le vice des plans du Directoire, et plus particulièrement le danger d'une guerre sérieuse avec Naples. Dès qu'il ne fut plus possible de se faire illusion sur la nécessité de soutenir la lutte contre la seconde coalition, les leçons de l'expérience et les principes de la guerre conseillaient de concentrer ses forces dès le mois de mars sur le Mincio et le bas Pô. Ce n'était pas à la veille d'un embrasement général qu'il convenait de se priver de 30,000 combattants, pour une expédition aussi précaire que la conquête du royaume de Ferdinand IV. Si les dispositions de la cour des Deux-Siciles avaient nécessité un pareil détachement pour mettre les Napolitains hors de cause avant la reprise des hostilités contre l'Autriche, du moins fallait-il le rappeler aussitôt qu'il eut rempli cet objet important. Au lieu de perdre son temps à l'organisation d'une république parthénopéenne, il semblait donc indispensable d'ordonner à Championnet de se replier sur Rome, d'où il eût été à même de soumettre la Toscane, en se portant sur l'Adige à l'ouverture de la campagne. L'armée napolitaine désorganisée n'était point en état de l'y suivre, et rien de plus facile d'ailleurs que de l'en empêcher, soit en traitant avec Ferdinand, soit en lui laissant momentanément la tâche d'assiéger Capoue et Gaëte.

Une faute grave de politique en décida autrement. Au retour du printemps, toutes les troupes françaises étaient encore éparses dans le Piémont, la Lombardie et les Légations. On eût dit qu'on ne songeait point à la guerre : à l'exception de quelques travaux exécutés aux fortifications de Peschiera et de Mantoue, et de l'armement de deux flottilles sur le lac de Garda et le Pô, rien n'annonçait qu'on dût sitôt entrer en campagne.

Les Autrichiens avaient mieux employé le temps. Legnago était devenu entre leurs mains une excellente place; ils n'avaient rien ajouté aux fortifications de Vérone, mais ses châteaux étaient bien approvisionnés. Non contents des débouchés sûrs et commodes que leur offraient ces deux places, ils jetèrent un pont de bateaux à Polo, pour communiquer avec le camp retranché de Pastrengo, situé sur le revers oriental du Montebaldo, dont ils voulaient lier la défense avec celle de Vérone. Venise, qui renfermait leurs grands magasins, avait été mis à l'abri d'insulte du côté de la mer. Comme la flottille française du Pô pouvait, en remontant le canal de Cavanella, arriver par la Brenta jusque dans les lagunes, ils y établirent des batteries, et fermèrent l'entrée du canal en y coulant des barques et enfonçant des pilotis. Les îles adjacentes furent occupées et retranchées. Une forte tête de pont, établie à Chiozza, assura la communication avec la terre ferme. Une escadrille de 40 chaloupes canonnières ou chebecs, montée par plus de 2,000 hommes, et portant au delà de 300 pièces de canon, veillait à la sûreté du littoral. Enfin, pour entretenir en toute saison les communications des troupes destinées à agir en Italie, ils avaient poussé la prévoyance jusqu'à construire des ponts sur la Piave et le Tagliamento. Ces travaux très-bien entendus firent honneur à leur état-major, ainsi qu'au général Zach qui le dirigeait.

Digitized by Google

En examinant les positions respectives des deux armées à l'ouverture de la campagne, on est forcé de convenir que tous les avantages étaient du côté des Impériaux. Ils couvraient, en effet, toutes leurs possessions d'Italie, par une ligne de 20 lieues au plus, formée par l'Adige, fleuve non guéable et sur lequel ils possédaient deux têtes de pont. Les Français ne pouvaient guère le franchir entre Vérone et Legnago, en prêtant les flancs à un ennemi supérieur. D'ailleurs, après ce passage, il fallait livrer bataille, et, dans la supposition même qu'ils remportassent la victoire, ils n'étaient point en mesure de poursuivre les Impériaux sur la Brenta et la Piave. Ceux-ci y auraient trouvé des réserves considérables et le corps entier de Suwarow; tandis que les vainqueurs affaiblis par leurs propres succès, et par les corps d'observation qu'ils eussent été obligés de laisser vers Roveredo et Venise, n'auraient pas eu plus de 30,000 hommes à leur opposer.

Si les Français, effrayés de ces obtacles, se décidaient à garder la défensive sur le Mincio, ils renonçaient à tous les avantages de l'initiative, et l'ennemi joint incessamment par toutes les troupes qu'il attendait du Frioul, n'eût pas manqué de les en chasser par une double tentative sur leur front et sur leur flanc gauche, facile à déborder par les montagnes de Gavardo.

Cette disproportion de forces et de chances aurait dû rendre le Directoire plus mesuré dans son plan d'opérations, et surtout plus difficile dans le choix du général auquel il en remettait l'exécution: mais qu'attendre d'un corps qui, frappé de cécité et de vertige, regardait la plus vile complaisance comme la première qualité? L'armée d'Italie avait changé six fois de chef en moins d'un an, lorsqu'après la réduction du Piémont elle perdit Joubert, qui demanda son remplacement par dépit de ne pouvoir conserver pour son chef d'état-major, Suchet, avec lequel il était lié d'amitié. Le Directoire embarrassé, l'engagea à désigner son successeur : vainement proposa-t-il Moreau; ce général déplaisait au triumvirat. Le ministre Schérer lui fut préféré; sa réputation militaire était encore intacte; les succès qu'il avait obtenus à l'armée de Sambre-et-Meuse, aux Pyrénées-Orientales, et dans les Alpes où il termina d'une manière glorieuse la campagne de 1795, l'avaient placé au nombre des généraux distingués de la république. On ne lui reprochait que de l'indécision et de la faiblesse, défauts qui, en effet, obscurcissaient singulièrement ses autres qualités. Mais Schérer sortait du ministère, où il s'était fait une multitude d'ennemis; il n'avait pas paru aux armées dans les célèbres campagnes de 1796 et 1797, et trouva les généraux prévenus contre lui. Tous murmuraient de se voir sous les ordres d'un homme qui, après s'être retiré de la carrière, par défaut de santé, avait perdu l'habitude de la guerre dans les intrigues du Luxembourg et les orgies du Palais-Royal; tandis que le vainqueur de Biberach, Moreau, qui se trouvait alors sur le théâtre des prochaines hostilités, y remplissait le rôle peu convenable d'inspecteur d'infanterie. Cette fatale prévention, passant des officiers aux soldats, ne fut pas aussi étrangère qu'on l'a pensé aux désastres qui suivirent les premières dispositions du nouveau général en chef; car bientôt l'indiscipline se glisse dans une armée où la confiance n'attache point les troupes à leur chef. Schérer eut beau flatter ses lieutenants, leur marquer de la déférence, appeler auprès de lui Moreau, lui confier le plus beau commandement; il n'en fut pas moins regardé avec dédain. Chacun crut en savoir plus que lui, et ne reçut point d'ordre qu'il ne s'imaginât devoir ou pouvoir enfreindre pour le bien du service. C'était un général battu avant d'entrer en action.

D'un autre côté, la mort prématurée du prince Frédéric d'Orange enleva à la cour de Vienne les justes espérances qu'elle fondait sur la capacité et l'énergie de ce jeune capitaine. Aussi connu des soldats par sa valeur que chéri des officiers par son affabilité, il était le digne émule du prince Charles, et eût partagé avec lui l'honneur de relever l'éclat des armes impériales, en prenant le commandement de l'armée d'Italie. L'Empereur lui donna pour successeur le général Mélas, qui jouissait d'une réputation acquise par une longue expérience; il devait être subordonné au maréchal Suwarow, revêtu du titre de généralissime des armées austro-russes. Mélas, vieillard valétudinaire, rejoignit à petites journées l'armée autrichienne, qui resta de cette manière sous les ordres provi-

Digitized by Google

soires du général Kray (1). Outre le colonel Zach, il avait pour conseil le même Weyrother qui eut tant de part aux opérations de Wurmser et d'Alvinzy, dans la campagne précédente.

Ce fut le 22 mars seulement que Schérer reçut, avec le plan de campagne rapporté au chapitre précédent, la déclaration de guerre à l'empereur d'Autriche et au duc de Toscane. L'armée d'Italie devait opérer par sa gauche. Il lui était prescrit de passer l'Adige près de Vérone, et de pousser les Autrichiens sur la Brenta et la Piave, pendant que le corps détaché en Valteline se porterait d'abord sur Glurns, où l'extrême droite de l'armée d'Helvétie, commandé par Lecourbe, devait la rejoindre, afin de tomber de concert par Brixen et Botzen sur le flanc droit de l'armée impériale.

Pour être à même de remplir cette tâche, Schérer rassembla son armée sur le Mincio. Le Ferrarais et le Bolonais ne lui paraissant pas devoir être pour le moment le théâtre des hostilités, à cause des débordements du Pô, il n'y laissa que des garnisons; d'un autre côté, les montagnes du Brescian et du Bergamase étant encore couvertes de neige, il pensa qu'il suffisait de laisser dans le chef-lieu de ces provinces 4 bataillons pour surveiller les débouchés de la Valteline. Ces détachements mêmes étaient superflus, puisque l'armée de Naples couvrait déjà le Bolonais, et Dessolles la Valteline.

Pendant que celui-ci s'établissait de vive force à Taufers, le général Gauthier, chargé d'une expédition plus facile, pénétrait en Toscane sur deux colonnes. La première, commandée par Miollis, marcha par Pistoie et Lucques sur Pise, d'où, après avoir désarmé sa petite garnison, elle se dirigea sur Livourne. Les 2,000 Toscans qui s'y trouvaient furent faits prisonniers, mais l'on renvoya leurs officiers sur parole dans leurs foyers. Gauthier suivit la grande route de Bologne, et se présenta, le 26 mars, devant Florence qui lui ouvrit ses portes. Cette prise de possession était aussi impolitique qu'odieuse; car, supposé même qu'on eût le dessein de céder ce pays à l'infant d'Espagne, comme on le fit plus tard, il ne fallait pas attendre pour l'occuper que Schérer eût besoin de toutes ses forces sur l'Adige. D'ailleurs, l'opération se fit dans le plus grand calme, au milieu d'un peuple immense, que dès le matin le grand-duc avait prévenu, en lui recommandant la soumission. Le 28 mars, ce souverain quitta Florence avec sa famille, pour se retirer à Vienne. Une municipalité fut installée, et la Toscane administrée provisoirement au nom de la république française.

L'invasion de la belle patrie des Médicis réveilla l'attention du général Kray : son armée se rassembla alors entre l'Adige, Padoue et Vicence. Les généraux Gottesheim et Elsnitz occupèrent le camp retranché de Pastrengo, avec 8,000 hommes. Les divisions Kaim et Hohenzollern, fortes d'environ 20,000 hommes, vinrent s'établir en avant de Vérone, avec des détachements à Arcole; celles de Frœlich et Mercantin, à peu près d'égale force, campèrent près de Bévilacqua. Le général Klénau cantonna aux environs d'Acqua en Polésine, avec 4,500 hommes. Les divisions Ott et Zoph, eurent l'ordre de se rapprocher de la Brenta.

Jusque-là, Kray n'avait pas encore reçu le plan de campagne du cabinet de Vienne; le général Chasteler lui en apporta un le 21 mars. Ce serait faire tort à nos lecteurs de ne pas transcrire mot à mot les dispositions singulières qu'il renfermait; les voici :

« L'armée impériale se portera en forces sur » l'Adda, par Brescia et Bergame, afin de prendre » à revers les vallées qui versent dans le Tyrol, les » Grisons et la Valteline. Le premier pas à faire

(1) Le baron de Kray, d'origine hongroise, avait fait ses premières armes avec distinction dans la guerre des Turcs, sous Laudon. Depuis le brillant succès qu'il remporta à Marchiennes, en 1793 (chapitre XXII), son nom se trouve associé aux plus belles actions des armées impériales. Actif, intrépide, doué d'un grand coup d'œil et d'un sang-froid admirable, il a tenu incontestablement le premier rang après l'archiduc Charles, parmi les généraux autrichiens de ce siècle.

Mélas, qui vint le remplacer, était âgé de plus de 70 ans, et originaire de la Moravie. Entré au service pendant la guerre de sept ans, il avait été ensuite aide de camp du maréchal Daun. Il avait eu peu d'occasions de se faire remarquer dans les campagnes précédentes. L'irrésolution était le trait le plus distinctif de son caractère, quoiqu'il ne manquât pas de fermeté dans le combat. La catastrophe de Marengo, qui termina sa carrière militaire, n'a pas laissé un souvenir bien favorable de son énergie ni de ses talents, dont on avait mieux auguré par ses débuts à Genola et dans ses opérations contre Gênes.

Digitized by Google

» est le passage du Tartaro et du Thione, combiné » avec l'investissement de Peschiera. On emportera donc de vive force les ponts de Goito et de » Valeggio; après quoi l'armée passera le Mincio, » en laissant un corps de troupes à Goito pour observer Mantoue. On commencera ensuite le siége » de Peschiera. Aussitôt après l'occupation de Lonato, l'armée marchera sur la Chiese, d'où le général Saint-Julien (1) chassera de son côté les » Français, en descendant la vallée, tandis que le » gros de l'armée s'avancera jusqu'à Brescia et » Crema.

» De Brescia, un corps sera détaché par Palazzuolo, le long de l'Oglio, vers Edolo et le Tonal; » un autre par Bergame sur Lecco, le long du lac » de Como, pour pénétrer dans la Valteline jusqu'à Chiavenna. On livrera bataille aux Français » partout où on les trouvera réunis; de cette manière, le Tyrol sera délivré par le moyen le plus » prompt, et sans engager une guerre de montagne. »

Nous n'aurions pas besoin de grands efforts pour faire sentir à quel point ce plan était mal imaginé. Les premiers mouvements des armées le prouveront mieux que tous les raisonnements possibles. Bien que Kray en fût convaincu lui-même, cependant il crut devoir se préparer à l'exécuter: aussitôt après sa réception, il détacha le général Saint-Julien avec 6 bataillons et quelques escadrons dans le val Sabbia, afin de lier le corps du Tyrol à l'armée d'Italie, et d'attaquer, quand il en serait temps, les Français dans la vallée de la Chiese. C'était s'y prendre de bonne heure pour faciliter une opération qu'on n'était point sûr d'exécuter.

Schérer, de son côté, vint asseoir son camp, le 25 mars, en face de l'armée autrichienne, la gauche à Peschiera, la droite vers Sanguinetto, sur la route de Legnago.

Dans cette position, il pouvait opter entre trois partis: prendre l'initiative sur les Autrichiens en passant l'Adige au-dessus et au-dessous de Vérone; les attaquer devant cette ville et les combattre de manière à y entrer avec eux; ou enfin, les attendre entre cette rivière et le Mincio pour leur livrer bataille.

Ce dernier parti eût été peut-être le plus convenable, vu l'état de dispersion des Français en Italie, puisqu'il donnait les moyens à Schérer de choisir son champ de bataille; mais il était contraire aux ordres précis du Directoire. D'ailleurs, il eût laissé aux Impériaux les avantages de l'initiative, et le temps d'attendre, sinon le corps russe de Suwarow, du moins les divisions Ott et Zoph, et de porter ainsi leur armée à 80,000 combattants; circonstance qui n'eût laissé aucun doute sur la perte de l'Italie. Il ne restait donc réellement de choix qu'entre les deux premiers partis.

La ligne de l'Adige est maintenant trop connue, pour qu'il soit nécessaire d'en donner une nouvelle description. Il suffira de rappeler que les châteaux de Vérone sont adossés à des montagnes à pic, qui se rattachent au Mont-Molare, et qu'une armée ne saurait passer du pays vénitien dans le Tyrol et la vallée de l'Adige, sans traverser cette ville ou sans rétrograder par Bassano dans les gorges de la Brenta. Vérone, partagé par l'Adige en deux parties, était à l'abri d'un coup de main, et donnait quatre ponts sur ce fleuve. Legnago, à 10 lieues plus bas, avait également une bonne tête de pont (2).

Cette situation topographique était entièrement à l'avantage des Impériaux; car, en se plaçant en bataille entre Vérone et Legnago, ils pouvaient, dans 24 heures, déboucher à volonté par leur droite ou par leur gauche. Si le général Schérer voulait passer l'Adige à l'ouest de Vérone, il venait se morfondre dans le cul-de-sac formé par cette ville, à moins qu'un petit corps autrichien sortant de la place à sa rencontre, ne lui offrît l'occasion de l'attaquer avec la masse de ses forces, et d'y entrer pêle-mêle avec lui; autrement il aurait fallu l'emporter de vive force: entreprise trop chanceuse pour qu'on osât y songer, à la vue d'une armée égale en nombre.

(1) Nous transcrivons ceci d'après les propres Mémoires de Chasteler; cependant nous trouvons plus tard le général Saint-Julien à l'attaque du Lucisteig et au Saint-Gothard; il paraît qu'il passa sous les ordres de Bellegarde, puis sous ceux de Hotze et de Haddick.

(2) Consultez pour l'ensemble la carte générale en 4 feuilles, et pour les détails la carte de marches, n° 23. Déjà surchargée par les mouvements de 1796, il a été impossible d'y tracer ceux de 1799; mais on les suivra facilement.

Digitized by Google

Une attaque de front sur Vérone par la rive droite dépendait de la position que prendraient les Autrichiens. Elle eût été infructueuse, s'ils avaient appuyé leur ligne, la droite à cette ville et la gauche vers le coude de l'Adige à Sainte-Catherine, en ayant soin de jeter plusieurs ponts à l'extrémité de l'anse de San-Pancrazio, et de couvrir Vérone par une forte avant-garde. La seule chance probable de succès reposait, comme dans la première hypothèse, sur l'emploi fautif des masses ennemies. Si Kray avait commis la faute de les diviser et de placer une division seule devant Vérone, il y aurait eu moyen de la battre et d'entrer dans la place pêle-mêle avec elle or : cette supposition, pour être dans le cercle des choses possibles, n'en était guère plus probable.

Dans le cas où l'armée française eût passé entre Legnago et Vérone vers Albaredo, elle eût butté de front contre une ligne formidable, et laissé ses flancs en prise à l'ennemi, libre de déboucher de ces deux places et de détruire ses ponts. Enfin, en passant entre Legnago et le Pô, le danger devenait plus grand encore ; vu qu'elle se plaçait entre l'armée impériale et la mer Adriatique, où l'on n'eût pas manqué de la culbuter au moindre revers.

Le véritable remède à tous ces inconvénients, était donc d'assurer à l'armée française une supériorité marquée au début de la campagne, en concentrant les troupes disséminées si mal à propos dans toute l'Italie. Cette précaution ayant été négligée, Schérer ne sut trop à quelle résolution s'arrêter. Il avait eu d'abord l'intention de rejeter l'ennemi au delà de l'Adige, de passer ce fleuve et de tourner Vérone; mais de faux avis lui ayant donné à croire que le gros des troupes impériales se trouvait campé entre cette place et le lac de Garda, derrière des retranchements dont la renommée exagérait encore la force et l'étendue, il résolut d'attaquer cette positition, sauf ensuite à franchir le fleuve lorsqu'il aurait déposté l'ennemi.

Les trois divisions de gauche, aux ordres des généraux Serrurier, Delmas et Grenier, furent destinées à cette opération. On avait si peu de notions sur l'emplacement des Autrichiens, qu'on supposait leur gros à Rivoli. En conséquence, la première de ces divisions, côtoyant les bords du lac de Garda jusqu'à Lacise, devait descendre par la route de Bardolino sur Incassi, pour agir de concert avec la seconde, qui marchait par Compara à Campo-Reggio ; la troisième se portant sur Bussolengo, aurait rejoint les deux premières, afin de les aider à pousser les Autrichiens au delà des hauteurs de la Corona. Moreau, avec les divisions Hatry et Victor, devait faire diversion en inquiétant Vérone. A l'extrême droite, Montrichard eut la mission de s'avancer contre Legnago après avoir laissé quelques troupes à Cerea, de masquer cette place et de s'étendre le long de l'Adige vers la gauche, pour observer les mouvements de l'ennemi, communiquer avec Moreau, et jeter un pont sur le fleuve quand il en recevrait l'ordre.

Au premier avis des mouvements des Français, Kray s'imagina que leurs principales forces allaient attaquer Vérone. Il se rendit en toute hâte de Padoue à Bevilaqua, pour concerter avec les généraux Frœlich et Mercantin une attaque de Legnago sur le flanc droit des républicains, et il expédia à Klénau l'ordre de remonter l'Adige, pour culbuter la colonne que Schérer détacherait contre ce point même.

Ainsi, de part et d'autre, les généraux en chef, opérant sur des rapports inexacts et de faux calculs, couraient comme s'ils eussent voulu s'éviter réciproquement. Schérer cherchait les Autrichiens vers Pastrengo et le lac de Garda, et Kray espérait rencontrer le gros des Français sur le bas Adige. Le général Chasteler qui reçut dans la matinée même sa commission de chef de l'état-major, ne put s'empêcher de blâmer la disposition un peu hasardée, qui faisait engager ainsi l'armée impériale en deux grands corps, séparés à ce qu'il croyait par toute la masse de l'armée française ; mais le combat étant engagé, il n'y avait plus moyen de changer ces mesures.

Le 26 mars, à trois heures du matin, l'aile gauche des républicains se mit en mouvement. La flottille du lac de Garda avait mis à la voile de Peschiera dans la nuit, pour seconder les opérations de Serrurier.

La 18ᵉ légère, formant l'avant-garde de sa division, repoussa les Autrichiens de Lacise jusqu'à Bardolino, où, protégés par une douzaine de chaloupes canonnières, ils essayèrent un instant de tenir. Mais la flottille française serrant la côte, donna

Digitized by Google

le signal de chasser et de combattre. Les chaloupes ennemies, écrasées par l'artillerie républicaine, prirent le large. L'infanterie autrichienne abandonnée à elle-même, fut bientôt culbutée; et, tandis que les retranchements de San-Fermo et les hauteurs d'Incasi étaient emportés au pas de charge par la 18e et les Piémontais, la flottille dirigeant sa course au nord, nettoya la rive orientale du lac de Garda jusqu'à Malsesena, où l'escadrille impériale se réfugia, ainsi que tous les postes qui purent gagner les hauteurs de Camalsino. Serrurier, n'ayant devant lui que les détachements du colonel Leczeny, n'eut, pour ainsi dire, qu'à suivre son avant-garde l'arme au bras, et alla s'établir à Rivoli.

Sur ces entrefaites, le général en chef attaquait avec les divisions Delmas et Grenier, le cordon qui couvrait le camp retranché de Pastrengo. L'avant-garde de la première, commandée par le général Grandjean, se porta sur les hauteurs de ce village. défendues par un triple rang de retranchements garnis d'artillerie, mais non achevés, et les enleva avec une valeur peu commune. La brigade Dalesme éprouva plus de résistance sur les hauteurs de Palazzuolo, où les régiments de Jordis et de Jellachich, renforcés par 3 bataillons venus de Vérone, repoussèrent les Français au fur et à mesure qu'ils couronnaient le plateau. Une mêlée complète s'engagea alors sur ce point. En vain Delmas, furieux de voir la victoire lui échapper, se jeta, quoique blessé, au milieu des combattants, à la tête d'une poignée de braves; il allait succomber quand Grenier, débouchant sur Palazzuolo, changea la face des affaires.

Ce dernier avait exécuté son mouvement sur Bussolengo. Sa première brigade, après avoir chassé les coureurs autrichiens, s'établit sur l'Adige: la seconde marchant sur le flanc gauche de la position retranchée, y arriva au moment où les troupes de Delmas étaient pressées par Elsnitz, et leur facilita ainsi les moyens de reprendre l'offensive. Dès lors, les Autrichiens ne songèrent plus qu'à la retraite; assaillis de toutes parts, ils furent culbutés dans la vallée de l'Adige, et poursuivis la baïonnette dans les reins, sur les ponts de Polo, qu'ils parvinrent pourtant à couper. Le général Elsnitz ne put les rallier qu'à Barona, à moitié chemin de Vérone.

Cet avantage fut remporté à huit heures du matin. Les Impériaux perdirent sur ce point 12 pièces de canon et 1,500 prisonniers.

Au centre, sous Vérone, le combat s'était engagé plus tard. Kaim instruit de l'attaque par la forte canonnade que l'on entendait du côté du lac de Garda, prit une ligne plus resserrée, appuyée à l'Adige. Le général Liptay occupait, comme avant-postes, Tomba et Tombetta, Santa-Lucia, San-Massimo, Croce-Bianca, et Chieva, à une demi-lieue de Vérone, avec 2 compagnies de chasseurs, 3 bataillons, 6 escadrons, et une artillerie nombreuse: une petite réserve de 2 bataillons et 2 escadrons formait un premier échelon sur le glacis de la place; enfin, 6 bataillons et 11 escadrons s'établirent aux portes Neuve et de San-Zeno.

L'avant-garde de Victor rejeta les postes de Liptay sur Santa-Lucia, où se trouvait le gros de sa brigade. La légion polonaise qui l'aborda sans hésiter, ébranlée par le feu vif de l'ennemi, lâcha pied; et le 15e régiment de chasseurs qui la soutenait, chargé par les hussards impériaux, fut repoussé avec perte. Ces troupes avaient peine à se rallier, quand la division se déploya à leur gauche. Aussitôt la brigade Pigeon marcha sur Santa-Lucia, baïonnettes croisées. La résistance de Liptay, quoique vigoureuse, ne laissa pas le temps à la faible réserve qu'il avait derrière lui de le secourir, il fut accablé. Ce général lui-même fut blessé, le régiment de Furstemberg presque détruit, et les canonniers tués sur leurs pièces. Le général Minckwitz accouru trop tard avec la réserve postée sur le glacis, éprouva le même sort. En vain sa cavalerie essaya de protéger la retraite; elle fut culbutée sur la porte Neuve par le 15e de chasseurs, qui vengea ainsi l'échec qu'il venait d'essuyer devant Santa-Lucia.

Cette attaque fut puissamment secondée par la division Hatry, laquelle, après s'être emparée de Roviga, vint se former sur le prolongement de la division Victor, alors placée le long du rideau en avant de Santa-Lucia, qui commande la plaine de Vérone. Elle n'y demeura pas longtemps inactive, la brigade Chambarlhac, appuyée par celle de Pigeon, se porta bientôt vers San-Massimo et força les avant-postes ennemis, quoique protégés par une artillerie bien servie, à se retirer sur Vérone.

Digitized by Google

A la vue des progrès des Français, Kaim, craignant d'être assailli dans cette place, fit sortir toutes les troupes qui s'y trouvaient, et ordonna une attaque de front sur San-Massimo, pendant qu'il cherchait à déborder les républicains par les ailes. Cette manœuvre ne lui réussit pas, quoique la route de Peschiera fût découverte du côté de Chieva ; car il n'avait pas assez de forces pour agir des deux côtés à la fois. Moreau, qui s'aperçut de son dessein, plaça aussitôt un bataillon en potence sur le flanc gauche de Victor, pour s'opposer aux colonnes qui cherchaient à pénétrer par Croce-Bianca. A l'extrémité opposée, les Impériaux n'eurent pas plus de succès. La 21ᵉ de ligne et les dragons piémontais allèrent à la rencontre du régiment de Levenehr, qui débouchait de Tomba, et le repoussèrent.

Un général plus résolu que Schérer eût tiré bon parti de ce succès inespéré. Puisque les brigades Gottesheim et Elsnitz étaient en déroute dans la vallée de l'Adige, il suffisait de laisser à Serrurier le soin de couvrir la route de Castel-Novo ; les deux autres divisions de l'aile gauche auraient bien pu entreprendre un passage à Polo, en vue de poursuivre les fuyards, et de tâcher d'entrer pêle-mêle avec eux dans Vérone par la rive gauche, tandis que Moreau tenait en échec le corps principal au pied du glacis sur la rive droite. Mais la rupture des ponts, qu'il était facile de réparer en trois ou quatre heures, et une circonspection poussée à l'excès, lui firent perdre l'occasion de signaler l'ouverture de la campagne par une victoire éclatante.

Les Autrichiens, profitant de sa mollesse, renouvelèrent l'après-midi une attaque sur Santa-Lucia et San-Massimo, qui fut à la vérité repoussée, mais qui consuma un temps précieux. Kaim mit une opiniâtreté inconcevable à se loger à San-Massimo, où il épuisa toutes ses ressources. Ce poste fut pris et repris en deux heures de combat, jusqu'à sept fois, et souvent à la baïonnette. Le général autrichien ne l'abandonna qu'à la nuit après y avoir été blessé. Les troupes de Victor, et la 1ʳᵉ légion helvétique, se couvrirent de gloire dans ces différents chocs, non moins honorables pour les armes autrichiennes.

Pendant que Schérer, victorieux sur sa gauche et son centre, renonçait à tirer aucun fruit de ses premiers succès ; Kray donnait tous ses soins à la conduite d'une entreprise secondaire contre la division Montrichard, dont l'avant-garde canonnait déjà Legnago. La brigade Vigne occupait Anghiari, et se trouvait disséminée pour observer le cours de l'Adige jusqu'à Albaredo. Le général Montrichard attendait avec celle de Gardanne son équipage de pont à San-Pietro, lorsque vers quatre heures après midi, la division Frœlich déboucha de Legnago en trois colonnes, sur San-Pietro, Gallo et Anghiari. La dernière suivait la digue, protégée par le feu de la place et celui de deux batteries. La division Mercantin, placée à une portée de canon de Legnago, sur la rive gauche de l'Adige, servait de réserve à ces colonnes d'attaque, qui employaient sans cela 12 bataillons et 8 escadrons (11,000 hommes).

La première hésita quelque temps à s'avancer sur la chaussée enfilée par les feux des Français ; mais lorsque ses tirailleurs furent maîtres des haies et des fossés qui entourent San-Pietro, elle marcha contre la brigade Gardanne, baïonnettes croisées ; lui enleva 5 pièces de canon, et la repoussa dans le village. Montrichard concentra alors ses forces derrière un large fossé, et s'y défendit assez longtemps ; cependant, la seconde colonne de Frœlich ayant tourné ce nouvel obstacle, pénétra dans le village par le côté opposé. Les Français, forcés de faire face de toutes parts, furent expulsés de ce poste, nonobstant leur valeur, avec perte de 3 pièces de canon. Vigne n'avait pas été plus heureux à Anghiari ; frappé mortellement dès le commencement de l'action, ainsi que son adjudant général Latasche, il laissa sa brigade aux prises avec un ennemi supérieur. Aussi fut-elle culbutée, acculée à un défilé, et poussée dans le plus grand désordre derrière le Menago, par la troisième colonne. La cavalerie française embarrassée dans ce pays coupé, se vit accablé sans pouvoir combattre, une partie de l'artillerie, parquée dans un mauvais terrain, y resta.

La nuit mit fin au combat sur toute la ligne. La division Serrurier, maîtresse de Rivoli, poussa des partis sur la Corona ; les troupes du général Delmas campèrent à Polo, gardant les ponts sur la rive gauche de l'Adige ; la division Grenier prit poste sur les hauteurs de Pastrengo ; les deux

Digitized by Google

divisions du centre s'établirent le long du rideau qui commande le vallon de Vérone; enfin, la droite, sous Montrichard, passa la nuit derrière Torre, route de Mantoue.

Le baron de Kray, de son côté, ayant appris à Legnago l'échec essuyé par sa droite, partit sur-le-champ pour Vérone, avec la division Mercantin qui n'avait pas été engagée. Le général Frœlich, bivouaqué en avant d'Anghiari, eut ordre de repasser l'Adige le lendemain; et Zoph, encore éloigné de trois journées, dut accélérer sa marche pour prendre part aux coups qui allaient se porter.

Les trophées et les pertes de cette journée furent inégalement partagés. Les Français avouèrent une perte de 800 hommes tués et de 2,200 blessés; en ajoutant les prisonniers, on peut la porter en tout à 4,000 hommes; ils prirent 2 drapeaux, 12 pièces de canon et 2 ponts sur l'Adige. Les Autrichiens eurent 962 hommes tués, 3,261 blessés, et au delà de 3,000 prisonniers.

On voit combien les dispositions du général Schérer avaient été mal calculées. Dans la supposition que les forces principales de l'ennemi fussent à Bussolengo, c'était une faute impardonnable d'envoyer 10,000 hommes sur Legnago; car, dans cette hypothèse, ils y semblaient inutiles, et devaient s'y trouver compromis; mais c'en fut une bien plus grave, lorsqu'après la prise du camp de Pastrengo et des ponts de Polo, il dissémina ses forces à Rivoli, à Bussolengo, devant Vérone et Legnago, au lieu de rassembler sur-le-champ les trois divisions de gauche, pour harceler sans relâche la brigade Elsnitz sur la rive gauche de l'Adige. Le centre aurait dû appuyer ce mouvement, de concert avec la division Montrichard, qu'il eût été convenable de placer à portée de masquer Vérone, au lieu de la compromettre sans utilité sous Legnago. Qui doute qu'avec de telles dispositions, les 5,000 Autrichiens réfugiés à Barona n'eussent été défaits aux portes de Vérone, et n'eussent entraîné sa chute?

Le lendemain, 27 mars au matin, les divisions Kaim et Hohenzollern, qui avaient bivouaqué sur les glacis de Vérone, se trouvant trop exposées au feu des troupes de Moreau, y rentrèrent. On plaça la dernière dans la ville et autour de ses murs. L'autre, qui avait le plus souffert, prit poste au revers des hauteurs, de manière à couvrir la route de Trente, et à soutenir le général Elsnitz. Kray, renonçant à poursuivre ses succès contre la droite des républicains, accourut lui-même à Vérone avec les divisions Mercantin et Frœlich, plaça la première à Saint-Michel du côté de Caldiéro, et confia toute la défense du bas Adige à 3 bataillons seulement.

Cette concentration des forces autrichiennes indiquait assez que le projet du baron de Kray était de déboucher de Vérone. La position de Schérer n'offrait guère de chances de succès; mais, enfin, puisqu'il se trouvait dans la nécessité d'agir, pourquoi tardait-il à passer l'Adige sur les ponts de Polo, mis en état depuis la veille? Moreau, convaincu que c'était le seul parti à prendre, lui proposa, le 27 mars au matin, cette opération, et sans attendre sa réponse, se mit en marche vers Bussollengo avec les divisions Hatry et Victor, donnant l'ordre au général Montrichard de venir masquer Vérone avec sa brigade de gauche, et de porter l'autre à Isola-della-Scala, pour éclairer Nogara et le route de Legnago.

Schérer, non content d'avoir perdu la soirée du 26 mars, passa encore les deux journées suivantes dans une complète irrésolution. Agité tour à tour par des craintes puériles et des projets impraticables, tout en s'occupant à fortifier les ponts de Polo, il se berçait de l'espoir de tourner Vérone par les montagnes, bien qu'il n'y eût pas de chemin transversal. En effet, toute l'importance de Vérone dans les opérations de Bonaparte était provenue de ce qu'elle ferme précisément les communications directes entre le Tyrol et les États de Venise. Le général en chef ignorait, dit-on, une particularité aussi connue, quoique son état-major fourmillât d'officiers qui avaient fait la campagne de 1796, et que l'arme du génie y fût encore commandée par le général Chasseloup, qui avait acquis dès lors une certaine réputation.

Voulant enfin fixer ses irrésolutions, il convoqua un conseil de guerre le 29 mars. Les généraux qui y furent appelés, se récrièrent unanimement sur la négligence avec laquelle on avait laissé perdre les fruits de la journée du 26, et donné à l'ennemi les moyens de réparer ses échecs, ou de prendre l'offensive à son tour. Le vœu général se prononça pour un prompt passage de l'Adige. Ce

fut alors seulement qu'au grand scandale du conseil, le colonel du génie Maubert déclara que le plan dont on s'occupait depuis quatre jours était inexécutable, attendu qu'il n'y avait point de chemin qui pût conduire l'armée dans les plaines au delà de Vérone, sans traverser la ville. Toute illusion s'évanouit; et il fallut aviser aux moyens d'atteindre l'ennemi sur un point plus accessible.

Nous partageons l'opinion que, dans l'état actuel des choses, l'on n'aurait pu suivre sans témérité l'exécution d'un plan qui avait été si mal conduit. On dut regretter alors d'avoir tâtonné de la sorte dans la journée du 26, au moment où Kray débouchait de Legnago; on aurait sans doute réussi à emporter Vérone, car le désordre régnait autant dans la place que dans la division Kaim et la brigade Elsnitz. Mais le seul instant favorable pour exécuter un semblable coup de main était passé. les montagnes escarpées qu'on voulait franchir se trouvaient couronnées d'infanterie, Frœlich et Mercantin, victorieux, campaient à portée, et il n'y avait rien à espérer.

Le conseil décida donc qu'on descendrait entre Vérone et Legnago, pour tenter le passage de l'Adige, soit à Ronco, soit à Albaredo. On se rappelait le succès qu'une telle manœuvre avait procuré à Bonaparte à la bataille d'Arcole, mais les circonstances étaient bien différentes, puisqu'alors il possédait Vérone et Legnago. Nous avons déjà dit combien cette opération était dangereuse sur le front d'une armée actuellement maîtresse de ces deux places. Les troupes de Kray massées sous la première, venaient d'être renforcées par la division Zoph, forte d'environ 5,000 hommes, et la brigade Saint-Julien qui s'avançait également par la vallée de Roveredo sur Rivoli, allait aussi entrer en ligne.

A cette réunion de forces, Schérer pouvait opposer 40,000 combattants; mais il eût fallu tout le génie d'un grand capitaine pour rétablir l'équilibre des chances. Loin d'en faire preuve, le général français conçut le singulier projet d'exécuter une contre-marche, pour porter deux divisions de son aile gauche à l'extrême droite, en passant derrière le centre, ne calculant ni la perte de temps ni la fatigue que cela occasionnerait aux troupes. Pour faire prendre le change sur cette opération, il imagina de faire remonter l'Adige à 1,500 hommes de la division Victor, qui firent mine de relever les postes de Delmas. Le soin de masquer cette manœuvre fut confié à Moreau; et Serrurier dut en assurer l'exécution, en passant sur la gauche de l'Adige, à Polo, pour attirer de ce côté l'attention de l'ennemi.

Il est assez difficile de juger quel intérêt pouvait avoir Schérer à compromettre ainsi une division, pour attirer son adversaire sur le point où il devait craindre qu'il se portât; car en allant se promener à Ronco, tandis que Kray se rapprochait de Bussolengo, c'était lui livrer les communications directes de l'armée avec la ligne du Mincio. Il est vrai qu'on recommanda à Serrurier de ne pas s'engager sérieusement; mais cela pouvait arriver contre son gré; un petit corps jeté au delà d'un fleuve au milieu d'une armée ennemie, ne s'en retire pas toujours comme il le veut : l'événement prouva cette vérité.

Conformément à ce projet, l'armée française commença à se mettre en mouvement sur Isola-della-Scala, et un équipage de pont fut envoyé de Peschiera à Castellara. Le 30 mars, pendant que l'aile gauche était en pleine marche pour filer sur le Menago, Serrurier passa seul l'Adige, et s'avança sur la route de Trente à Vérone. La brigade Mayer, précédée d'une avant-garde conduite par l'adjudant général Garreau, marcha sur Pescantina. Bientôt les tirailleurs de celle-ci s'engagèrent avec les avant-postes du général Elsnitz, qu'ils repoussèrent vers Barona. Le gros de la colonne, enflammé par cette apparence de succès, gagna Santa-Maria et Piedimonte sur le flanc droit de cette position, où Elsniz, renforcé de 3 bataillons, se défendit vigoureusement.

Au premier avis de la tentative de Serrurier, Kray déboucha de Vérone avec 14 bataillons et 4 escadrons de la division Frœlich; après avoir joint Elsnitz, il divisa ses forces en trois colonnes, pour mieux embrasser l'attaque des Français. La plus forte qui suivit la chaussée de Trente, culbuta du premier choc le détachement de Garreau, dont la fuite causa la plus vive impression aux troupes de Mayer, au moment où elles se mettaient en mesure de se défendre sur les hauteurs.

La lutte, en effet, n'était pas égale, 6,000 Fran-

Digitized by Google

çais assaillis par 15,000 Autrichiens, sous la conduite d'un de leurs plus braves généraux, devaient essuyer une défaite certaine. Serrurier ayant donné l'ordre de la retraite, elle s'effectua avec trop de précipitation; les colonnes impériales qui côtoyaient les montagnes n'éprouvant aucune résistance, Kray s'avança avec d'autant plus de chaleur sur la chaussée. Vainement l'artillerie placée à Bussolengo sur la rive droite de l'Adige, rivalisa avec la cavalerie sur l'autre rive, pour ralentir ses progrès. Les bataillons de grenadiers de Weber et Fiquelmont prévinrent les républicains aux ponts, franchirent les abatis, et se fussent rendus maîtres des ponts, si l'on n'avait pris le parti de les couler. Trois cents hommes de la 18ᵉ légère, enveloppés par les Autrichiens, se firent jour, et allèrent repasser l'Adige à Rivoli, sur des nacelles. Une colonne de 800 hommes, moins heureuse, fut obligée de mettre bas les armes. Cette échauffourée coûta à la division Serrurier 1,500 hommes tués ou prisonniers.

Malgré cet échec, Schérer ne changea rien à son plan, et se contenta d'appeler à lui la division battue, pour la placer derrière son centre vers Bovolone : cependant, si le projet de passer l'Adige vers Albaredo était déjà par lui-même très-dangereux, il devenait téméraire après cet événement. L'armée quittait sans raison les positions avantageuses qu'elle occupait au pied du Montebaldo, pour s'enfoncer entre le Pô et l'Adige, dans une contrée marécageuse et dépourvue de grandes communications vers le but où l'on prétendait arriver. Le général français, loin de diminuer ses embarras, crut faire merveille en intervertissant son ordre de bataille; la division Hatry, destinée à former l'extrême gauche à Olmo, s'égara, et après avoir marché 15 heures, revint heureusement peut-être à Azzano (1). Montrichard passa Maguano, Victor fut d'abord porté à Mazzagato, Delmas et Grenier allèrent prendre l'extrême droite vers Sanguinetto et Isola-Porcarizza; les troupes se promenèrent sur toute la ligne sans rime ni raison, pour opérer un changement de front contraire à toutes les règles de la tactique, puisqu'on tournait en quelque sorte le dos à l'ennemi. Ces mouvements parurent d'autant plus extraordinaires, qu'on ne pouvait ignorer le rassemblement des forces impériales autour de Vérone. D'ailleurs, ces marches s'opérant sur des chemins vicinaux dégradés par les pluies, les divisions s'égarèrent et se croisèrent plusieurs fois; en sorte que Kray aurait eu le temps de se préparer à bien recevoir son adversaire, lors même qu'il n'eût pas intercepté l'ordre adressé au commandant de Peschiera, de faire filer l'équipage de pont par la Molinella sur Castellaro.

Kray ne s'en laissa pas imposer par ces puériles manœuvres; il était trop habile pour ne pas apprécier l'avantage que lui donnait son adversaire, en laissant la gauche et les communications de l'armée républicaine en prise aux efforts qu'il dirigerait contre elle à la faveur de Vérone. Il avait d'ailleurs reçu de l'Empereur l'injonction d'attaquer l'ennemi sans délai, et jamais meilleure occasion ne pouvait se présenter.

Au lieu de suivre Schérer sur le bas Adige, il se contenta donc de porter 3 bataillons à Albaredo, et poussa, au contraire, le comte de Hohenzollern à Sonna, tandis que Saint-Julien, descendant par le Montebaldo sur Castel-Novo, rouvrirait la communication directe avec l'armée de Bellegarde et le Tyrol; le général Wukassowich qui faisait partie de cette dernière, dut se diriger sur la Chiese par la rive occidentale du lac de Garda. A l'extrême gauche, la brigade Klénau, détachée sur le bas Pô, jetait des partis jusqu'aux portes de Ferrare.

A peine Schérer eut-il abandonné ses positions entre Peschiera et l'Adige, que le comte de Hohenzollern poussa ses avant-gardes sur Villafranca et Castel-Novo, et se mit en communication avec Saint-Julien, qui s'était dirigé sur Camalsino. A l'approche de ces forces, la flottille républicaine qui devait dominer le lac de Garda, ne trouva de refuge que dans Peschiera, et cette place même se vit soudain exposée aux insultes des partis ennemis.

Cet état de choses rendait la concentration de l'armée française sur le Tartaro de plus en plus urgente; car Schérer n'avait déjà plus à opposer aux Impériaux que les deux divisions de sa gauche,

(1) La carte de Dalbe indique deux Olmo, l'un près de Ronco, l'autre vers Magnano; ce qui causa sans doute ce malentendu.

quand Kray débouchant, le 2 avril, de Vérone, avec les divisions Kaim Zoph et Mercantin, vint prendre position entre Santa-Lucia et Tomba, attira à lui le corps de Hohenzollern, et plaça ses avant-postes à Villafranca, Alpa et Scudo-Orlando, sur le flanc des divisions Hatry et Montrichard. (*Voy.* pl. XIII.)

Alors seulement, et sur les avis réitérés de Moreau, Schérer se détermine à rapprocher son armée de la gauche. L'ordre est donné au général Victor de prendre la droite des divisions Montrichard et Hatry; en même temps qu'on prescrit à Serrurier de quitter Bovolone, pour reprendre son premier ordre de bataille en marchant à Vigasio; enfin Delmas et Grenier doivent revenir de Sanguinetto et d'Isola-Porcarizza, pour se lier à la position vers Buttapreda.

Quoique la distance à parcourir ne fût que de 8 à 10 lieues, les pluies avaient tellement gâté les chemins, que l'aile gauche risquait d'être écrasée avant l'arrivée des trois divisions de la droite. Aussi, Grenier et Delmas forcèrent-ils de marche pour joindre le gros de l'armée : ils seraient néanmoins arrivés trop tard, si Kray avait attaqué, le 4 avril, comme il le pouvait. Dès le 2, il avait réuni 45,000 hommes entre Villafranca et Tomba; s'il en eût aussitôt dirigé 20,000 sur Azzano ou Buttapreda, et 25,000 sur Pozzo et Valèse, c'en était fait de la division Hatry, comme de celle de Montrichard, et Schérer eût été perdu dans les boues du Menago.

Trop heureux qu'on le laissât sortir de ce mauvais pas, mais toujours mal informé des mouvements de l'ennemi, Schérer supposant que ses forces étaient à Sonna et à Somma-Campagna, prescrivit à Moreau de se diriger sur ces points, tandis que Serrurier se porterait vers Villafranca, que l'on croyait occupé par un corps de 7 à 8,000 hommes; le général en chef se réservait de donner des ordres ultérieurs à ces trois divisions, lorsqu'elles auraient réussi dans leurs premières tentatives. Delmas devait remplacer à Buttapreda les troupes de Montrichard, et se porter ensuite à Dossobono, pour soutenir l'attaque de Moreau, ou seconder au besoin les divisions Victor et Grenier. Ces deux dernières curent ordre de marcher sur San-Giacomo, d'appuyer leur droite à l'Adige et leur gauche à San-Massimo : leur objet était d'empêcher l'ennemi de déboucher de Vérone, et de couper la retraite à tout ce qui en sortirait. L'attaque fut fixée à six heures du matin. Quarante-sept bataillons et 60 escadrons, formant un total de 40,594 combattants, dont 6,750 de cavalerie, devaient y concourir.

Comme l'avait annoncé Moreau (1), les Autrichiens marchaient pour attaquer l'armée française au moment où celle-ci s'ébranlait pour les prévenir, de sorte que Schérer, qui voulait combattre au delà du Tartaro, se trouva engagé malgré lui, sur un champ de bataille fortement accidenté, et peu favorable à l'ensemble de ses manœuvres. En effet, Kray ayant entrevu la possibilité de repousser les républicains derrière le Mincio, et peut-être même de les couper de Mantoue, avait formé son plan, dès le 3 avril, pour l'exécuter le surlendemain. Le général Mercantin, avec 6 bataillons et 6 escadrons, reçut ordre de suivre le chemin de Pozzo, pour prendre ce village à revers, et attaquer l'aile droite des Français. La seconde colonne, conduite par Kaim, composée de 7 bataillons et 2 escadrons, devait déboucher par le chemin de Ca-di-Davi vers Magnano, pour y combattre le centre. Le général Zoph, avec la troisième, forte de 8 bataillons et 2 escadrons, s'acheminant par Dossobono et Castel-d'Azzano, eut l'instruction de se diriger contre l'aile gauche. Enfin, Frœlich, avec 13 bataillons et 6 escadrons, devait suivre la direction de la seconde colonne et former réserve.

Le comte de Hohenzollern, avec 12 bataillons et autant d'escadrons, eut la mission de se porter par Villafranca sur Povegliano et Isolata, pour observer la route de Mantoue. A l'extrémité opposée, 4 bataillons de la garnison de Vérone, durent manœuvrer par San-Giovani sur Zevio, pour inquiéter la communication des Français avec leur droite, qu'on supposait encore dans la direction d'Isola-Porcarizza. On détacha en outre 2 bataillons et 200 chevaux à Albaredo, pour inquiéter leur flanc droit, et l'on y établit des batteries de gros calibre.

La colonne directrice du général Kaim devait commencer l'attaque. On indiqua à toutes le camp

(1) Moreau avait été instruit des mouvements de Kray, par le chef de bataillon Guilleminot, envoyé en parlementaire à Vérone.

Digitized by Google

de Vérone comme point de ralliement; et on les informa, qu'en cas de succès, on appuierait à droite sur Isola-della-Scala, afin de rejeter les Français derrière le Tartaro. Le total des troupes qui, d'après ces dispositions, étaient destinées à entrer en action, non compris l'artillerie et plusieurs corps détachés s'élevait à 45,000, dont 4,800 de cavalerie (1).

Il est facile de s'apercevoir, à la direction divergente de ses colonnes d'attaque, que Kray était aussi mal informé de la position des Français, que Schérer de la sienne : ainsi, malgré les dispositions de leurs chefs, les deux armées allaient s'entrechoquer sans ordre, sur un terrain où elles ne s'attendaient pas à se rencontrer.

Avant d'entreprendre le récit de cette bataille, qui eut des conséquences si funestes pour l'armée française, qu'il nous soit permis de jeter un regard sur les environs de Vérone.

La partie de cette place renfermée dans la presqu'île de l'Adige, est environnée sur la rive droite de ce fleuve, d'une plaine qui s'étend depuis le pied du Montebaldo jusqu'à Villafranca, Azzano, Magnano, San-Giacomo, et au delà. La partie supérieure de cette plaine se compose d'un terrain légèrement ondulé, planté par-ci par-là d'arbres fruitiers et de vignes, et dont l'œil peut découvrir tous les plis. Le sol pierreux a permis de clore presque toutes les propriétés, de murs en pierres sèches : ce qui forme autour des villages, d'ailleurs très-rapprochés, de véritables labyrinthes très-propres aux chicanes défensives. Au sud de Magnano, le terrain plus bas, donne naissance à une infinité de petits ruisseaux qui vont se jeter dans le Tartaro et le Menago. Ici la plaine est coupée d'une multitude de fossés et de canaux d'irrigation, dont les bords sont maintenus par des digues. Les déploiements y sont difficiles, pour ne pas dire impossibles; la cavalerie y est plus embarrassante qu'utile, et, pour la première fois de cette guerre, les Français en avaient plus que leurs ennemis.

Le 5 avril, les deux armées s'ébranlèrent, et le combat s'engagea vers onze heures. Les divisions Victor et Grenier rencontrèrent la colonne Mercantin entre Raldon et San-Giovani-Lupatolo : la partie était trop inégale pour que celui-ci pût résister; le régiment de Wartensleben qui reçut le premier choc, fut presque détruit : celui de Preiss qui lui succéda, perdit 2 pièces de canon et fut mis en déroute. Mercantin s'avança alors à la tête des chevau-légers de Levenehr; mais la cavalerie française soutenue par son artillerie légère, lui fit rebrousser chemin dans le plus grand désordre. Le général autrichien chercha en vain à rallier ses troupes, il tomba blessé à mort et sa chute détermina la fuite des plus braves. Débarrassée par ce coup de vigueur, l'aile droite des républicains poursuivit son chemin sur San-Giovani et Tomba, sans s'embarrasser des partis de cavalerie qui se glissaient entre elle et la division Delmas.

Par suite du mouvement général que les Français opéraient de droite à gauche, Moreau ne pouvait sans danger faire quitter à Montrichard le camp de Buttapreda pour le diriger sur Scudo-Orlando, avant que Delmas, qui était en marche depuis dix heures du soir, ne fût entré en ligne pour le remplacer. Cependant la journée s'avançait, et il devenait urgent d'agir sur Alpo pour seconder Serrurier, car c'était là où l'on supposait une grande partie des forces ennemies. Moreau se mit donc en marche pour tenir tête à la colonne de Zoph; en sorte que celle de Kaim ne rencontrant personne à Magnano, s'avança sur Buttapreda. Les Autrichiens se trouvèrent ainsi, en même temps, sur les derrières de Montrichard et sur le front de Delmas, dont la troupe, excédée de fatigue par une marche de nuit, dans des terres délayées, n'avait pu atteindre assez tôt le point qui lui avait été marqué.

Cette position formant un saillant sur le centre, précisément en face de la partie faible de l'armée française, aurait procuré les plus grands avantages aux Impériaux, si leur ligne n'avait pas été aussi

(1) Les forces des deux partis se trouvèrent en présence dans les proportions suivantes :

GAUCHE.	Serrurier	6,550	Hohenzollern. Saint-Julien.	Environ 11,000
	Hatry	6,514		
	Montrichard	6,520	Zoph	6,000
CENTRE.	Delmas	6,536	Kaim	6,500
			A REPORTER	23,500
			REPORT	23,500
DROITE.	Victor	7,010	Frœlich	10,000
	Grenier	7,460	Mercantin	7,000
			Szenassy	3,000
			Détachement d'Albaredo et Legnago	3,000
TOTAL		40,590	TOTAL	46,800

Digitized by Google

étendue, et leurs forces trop disséminées. Mais la nouvelle de la défaite de Mercantin ayant appelé Kray sur la gauche, avec la réserve de Frœlich, Kaim, livré à ses propres forces, ne put rien entreprendre de décisif. Delmas manœuvra si habilement avec son avant-garde qu'il parvint à le tenir en échec jusqu'à l'arrivée du reste de sa division. De son côté Moreau, qui marchait sur deux lignes, instruit de l'apparition de l'ennemi sur ses derrières, ordonna à la droite de Montrichard de changer de front pour faire face à Buttapreda, et continua avec les 3 autres brigades, à se porter sur le chemin de Vérone, au-devant de la colonne Zoph, qui débouchait vers Azzano.

A l'extrême gauche, la division Serrurier, retardée dans sa marche par l'artillerie de la division Hatry, n'était point encore arrivée à la hauteur d'Isolalta, qu'occupait déjà l'avant-garde de Hohenzollern. Malgré ce double contre-temps, vers une heure, l'armée républicaine avait encore l'offensive partout, et ses divisions allaient bientôt combattre assez près les unes des autres, pour se prêter un mutuel appui.

Cependant, les progrès de Victor et de Grenier étaient jusque-là les plus marqués. Après s'être emparés de San-Giovani, ils poursuivent les Autrichiens jusqu'à Tomba. Mais ceux-ci y ayant trouvé le détachement de la garnison de Vérone, qui devait marcher sur San-Giovani, parviennent, à l'aide de ces 4 bataillons frais, à se reformer et à les arrêter.

Au centre, le village de Buttapreda, quoique vaillamment défendu par les Autrichiens, venait d'être enlevé par la division Delmas, secondée par une des brigades de Moreau. En vain, pour s'en ressaisir, le général Kaim employa ses réserves : toutes ses attaques échouèrent; et, dans la dernière encore, un bataillon de grenadiers hongrois s'étant avancé avec trop de confiance, fut pris en entier avec 6 pièces qui battaient le flanc de la division.

A la gauche, Moreau s'avançait avec mesure contre Vérone. Bien que la division Zoph eût été soutenue sur sa droite par la brigade Saint-Julien, elle avait été chassée successivement d'Azzano, d'Alpo et de Scudo-Orlando. Le terrain de ce côté, devenant plus favorable aux déploiements, la cavalerie des deux armées exécuta de belles charges; et les dragons piémontais, commandés par le général Frésia, y rivalisèrent de valeur avec les dragons français. Plus loin, Serrurier venait de rencontrer l'ennemi à Isolalta. Deux bataillons autrichiens, protégés de 2 pièces d'artillerie masquées derrière la digue qui borde la rive droite du Tartaro, attendaient la colonne française qui défilait sur le chemin de Villafranca. Un bataillon de Croates embusqué à Vigasio devait l'attaquer en queue, quand on lui en donnerait le signal. Tout à coup, l'avant-garde française, arrivant au pont d'Isolalta, est saluée d'un feu d'artillerie et de mousqueterie. Chargée au même instant par un escadron de Karaczay, elle abandonne le village et 2 pièces de canon. Cependant cette surprise n'eut pas d'autre suite : Serrurier chassa les Impériaux avec un bataillon de la 21e légère, et s'empara du pont du Tartaro. Les Croates, postés à Vigasio, se trouvant ainsi coupés, furent obligés de se faire jour. Quelques braves réussirent; mais le plus grand nombre demeura prisonnier. Après cette expédition, la division se dirigea sur Povegliano.

De toutes parts, la victoire penchait en faveur des Français. Les Autrichiens se maintenaient à peine contre l'aile droite, qui touchait presque au but assigné. Avec ces avantages, il était pourtant difficile que Schérer triomphât, parce que chacune de ses divisions, à l'exception des deux conduites par Moreau, agissait isolément, sans autre objet que de combattre ce qu'elle avait devant elle, et qu'il fallait au contraire beaucoup d'ensemble pour frapper le coup décisif.

Dans ces entrefaites, Kray, instruit de l'échec de sa gauche, et jaloux d'arrêter les progrès alarmants des républicains, s'était mis à la tête de 8 régiments de la réserve de Frœlich, formés en colonnes derrière Ca-di-Davi, et descendit la rive droite de l'Adige, à dessein de tomber sur la division Grenier, qui n'y était point encore solidement appuyée.

L'apparition subite d'un renfort si considérable, soutenu de deux batteries de gros calibre, produisit sur les Français l'effet qu'on s'en était promis. Victor voulut se rapprocher de Grenier; mais, chargé par les régiments de Nadasty et de Reisky, le centre de ces deux divisions fut enfoncé. Les dragons de Lobkowitz se glissèrent dans cette trouée

Digitized by Google

sur les derrières des Français. Néanmoins, ces troupes, dont le malheur provint peut-être de n'avoir pas été primitivement réunies sous un seul chef, faisaient encore bonne contenance; Grenier, qui pouvait craindre de se voir presser entre l'Adige et des forces supérieures, ne comptant plus sur une coopération bien combinée de la part de Victor, se borna à défendre le village de San-Giovani.

Cependant celui-ci, témoin du danger que court son camarade, réclame des secours de Schérer. Mais, dans ce moment, Kaim exécutait une charge vigoureuse, et débordait le flanc droit de la division Delmas, désignée comme réserve; aussi tout ce que put faire le général en chef fut d'envoyer à Moreau l'ordre de rabattre sur sa droite, afin de prendre à revers les masses qui pressaient cette aile; manœuvre inexécutable dans l'état des affaires, et trop éloignée d'ailleurs pour rien réparer.

Effectivement, le général Kray ne devait pas s'en tenir au faible succès qu'il venait d'obtenir, et sa position lui offrait trop d'avantages pour ne pas en profiter. Il ordonna un nouvel effort; et, pour le seconder, les troupes de Mercantin ralliées par Chasteler en arrière de Tomba, et réunies à celles de la garnison de Vérone, débouchent enfin de ce village et se précipitent sur la division Victor. Débordée et assaillie par 12,000 hommes, sa résistance est inutile, il faut qu'elle batte en retraite: néanmoins, elle l'opère en bon ordre, au milieu d'un feu croisé d'artillerie et de mousqueterie. Dès que son mouvement fut bien prononcé, les Autrichiens s'étendirent sur la gauche, et attaquèrent San-Giovani de front et en flanc. Pour comble de malheur, les Impériaux furent encore secondés dans ce dernier effort, par la colonne détachée sur Albaredo, laquelle venait de passer l'Adige, et de tomber sur la droite de Grenier. L'avant-garde de ce général, qui avait ordre de défendre San-Giovani jusqu'à l'extrémité pour couvrir la retraite, y fut enveloppée et prise. Après la perte de ce village, l'aile droite précipita sa marche sur Bagnolo et Raldon. Grenier rallia ses troupes derrière le canal qui est à un mille et demi de ce dernier endroit, et y engagea une vive canonnade pour donner le temps à la division Victor de filer sur Mazzagatta.

Malgré le désastre de la droite, le centre et la gauche conservaient le terrain qu'ils avaient gagné. Serrurier, après avoir chassé l'ennemi de Povegliano, s'était rendu maître de Villafranca, et avait poussé son avant-garde sur la route de Vérone, jusqu'à la hauteur de Lecche. Ainsi, les divisions Hohenzollern, Zoph et Kaim couraient risque de laisser échapper la victoire, préparée par la défaite de la droite des républicains.

Kray résolut alors d'attaquer vigoureusement leur centre. Il ne doutait pas qu'en cas de réussite il ne parvînt sur les derrières de leur ligne. Plein de cet espoir, il se transporte en toute diligence avec 3 bataillons de la réserve et une partie de sa cavalerie vers Dossobono. Là, il fait assaillir par des troupes de Zoph, le général Partouneaux, dont la brigade déployée en avant de Scudo-Orlando, couvrait l'intervalle des divisions Hatry et Montrichard formées en arrière de ce village. Partouneaux y ayant été rejeté, Kray le prit en flanc avec sa colonne, et allait lui couper la retraite. Heureusement il restait à Moreau 3 bataillons frais, qu'il lança sous la conduite de l'adjudant général Solignac. Ainsi soutenu, Partouneaux reprit un instant sa première position, mais la perdit de nouveau à la suite d'une charge furieuse des dragons de Lobkowitz, qui eût occasionné une déroute générale, si Moreau n'y avait mis ordre avec le 9ᵉ de chasseurs. Cette tentative des Autrichiens sur le centre, fut, au reste, la dernière; le combat dégénéra en une canonnade, et ne changea rien à la position respective des partis.

Malgré l'aplomb de ces 4 divisions françaises, la bataille n'en était pas moins perdue. L'aile droite, que nous avons déjà vu battre en retraite jusqu'à Bagnolo, trouva Villa-Fontana occupé par une colonne autrichienne descendue de Valèse. Il fallut s'y faire jour à la baïonnette, et ce dernier effort acheva d'épuiser les forces des soldats; beaucoup d'officiers payèrent de la vie les tentatives qu'ils firent pour les rallier: c'est là que le général Pigeon fut blessé mortellement, et le chef de la 1ʳᵉ légion helvétique fait prisonnier; on abandonna en outre à l'ennemi une bonne partie de l'artillerie, avec plus de 3,000 hommes. Ces deux divisions gagnèrent la rive droite du Tartaro, avec beaucoup de peine et dans un affreux désordre.

Il était six heures: la canonnade prolongée en arrière de la division Delmas, n'indiquait que trop

la déroute de l'aile droite; mais Schérer ne pouvant sans un danger imminent affaiblir cette division, la déploya en arrière à droite afin d'inquiéter les colonnes qui poursuivaient Victor et Grenier. Comme ce mouvement ne remplit qu'imparfaitement son objet, le général en chef jugea indispensable de replier son centre et sa gauche sur Vigasio, contre l'avis de Moreau, qui aurait préféré coucher sur le champ de bataille pour éviter la confusion inséparable d'une marche de nuit.

Ces quatre divisions emmenèrent avec elles, derrière le Tartaro, 2,000 prisonniers et plusieurs pièces de canon; faible compensation des pertes essuyées sur d'autres points. Delmas forma l'arrière-garde, et s'établit vers minuit à Isola-della-Scala. L'armée impériale, harassée de fatigue et considérablement affaiblie, bivouaqua sur le champ de bataille, n'osant se mettre à la poursuite des vaincus.

Ainsi finit cette sanglante journée, où les Autrichiens perdirent 900 morts, 3,049 blessés et environ 2,000 prisonniers. La perte des Français en tués ou blessés, fut pour le moins égale : ils abandonnèrent en outre 7 drapeaux, 8 pièces de canon, 40 caissons, et près de 4,000 prisonniers. La perte qui dut affecter le plus Schérer, fut celle de la confiance et de la considération de son armée. Elle attribua à son imprévoyance le revers qu'elle venait d'essuyer ; et comme pendant l'action il s'était constamment tenu au milieu de la division Delmas, qui dès le commencement de la bataille avait été sans communication avec les autres, on l'accusa de lâcheté : reproche aussi injuste qu'odieux, et qui prouve à quel point l'animosité se tourna contre lui.

Cette victoire fit honneur à Kray, en ce qu'il sut mettre en action le gros de ses forces sur une seule aile de l'ennemi. On lui a reproché toutefois d'avoir oublié dans l'exécution, le point de vue stratégique, qui lui faisait un devoir de porter l'effort par sa droite contre la gauche des Français. On a pensé aussi que s'il avait laissé courir Victor et Grenier jusqu'au glacis de Vérone, et qu'il fût resté avec Kaim pour écraser Delmas, il eût obtenu des avantages plus éclatants en perçant le centre de l'armée française. Enfin, il semble que Hohenzollern ne sut pas profiter de l'avantage qu'il avait sur Serrurier, et qu'il engagea mal la droite.

Tandis que le général autrichien triomphait ainsi par des manœuvres, imparfaites à la vérité, mais néanmoins plus savantes que celles de son adversaire, la diversion tentée par Klénau dans la Polésine, obtenait d'heureux résultats. Dès le 29 mars, il coula 2 canonnières sur le Pô auprès de Polisella, jeta 500 hommes et quelque cavalerie sur la rive droite de ce fleuve, et enleva la garnison d'Ariano. S'étant avancé avec le gros de son corps par Ostiglia jusqu'à Governolo, il en chassa la garnison française, prit ou détruisit la flottille de Ponti-di-Lago-Scuro, et força ce poste à se retirer dans Ferrare. Le 4 avril, il s'établit à Castagnara sur le flanc de l'armée française, en sorte que ses patrouilles se croisaient sur les derrières avec celles de la garnison de Legnago.

Schérer se retira, le 6 avril, sur la Molinella, canal très-profond qui sort du Mincio près de Pozzolo, et va se jeter dans le Tartaro au-dessous de la route de Legnago; il n'y resta que 24 heures, et transféra le lendemain son quartier général à Mantoue. L'armée passa le Mincio à Goïto et Pozzolo : on s'attendait que le général en chef prendrait toutes les mesures nécessaires pour tenir derrière cette rivière; position d'autant plus sûre, que se trouvant appuyée aux places de Peschiera et de Mantoue, les garnisons auraient pu concourir à l'offensive; et que les Autrichiens étaient trop faibles pour manœuvrer sur son flanc droit, en venant passer le Pô au-dessous du confluent du Mincio. Mais il n'en fut rien : à peine Schérer eut-il jeté des garnisons dans Ferrare et Peschiera, qu'il battit en retraite le 12 avril, pour aller prendre position derrière l'Adda ; toutefois après avoir engagé Macdonald à préparer l'évacuation du royaume de Naples, en attendant qu'il fût autorisé par le Directoire à lui prescrire cette mesure salutaire.

A cette époque, l'armée impériale n'avait pas encore bougé du camp de Villafranca. Kray, qui commandait par intérim, peu soucieux de compromettre ses premiers succès, attendait Mélas pour lui remettre le soin de la poursuite, et ne profita pas de l'ascendant qu'il avait pris sur son adversaire, pour recueillir les véritables fruits de la bataille de Magnano.

Digitized by Google

A l'exception des courses faites par Klénau, sur les deux rives du Pô, et qui n'étaient pas de nature à inspirer de véritables craintes aux Français, aucune entreprise sérieuse n'avait été faite contre leur flanc droit. La gauche seule courait quelques risques; car le comte de Bellegarde, dans la vue de faciliter les opérations sur l'Adige, avait fait attaquer les postes à l'ouest du lac de Garda, et la vallée de la Chiese par le général Wukassowich, qui s'était emparé du pont de Storo et du poste important de Rocca-d'Anfo, d'où l'on descend sur Idro et Brescia. D'un autre côté le général Dessoles, obligé de suivre le mouvement de retraite de l'armée d'Helvétie, ayant abandonné Glurns pour se retirer dans la Valteline, une colonne autrichienne pénétra dans le Val-Cammonica. Cependant, comme ces deux corps étaient très-faibles, il n'était pas impossible de les contenir au débouché des montagnes, et ils ne pouvaient rien entreprendre de menaçant pour les communications de l'armée.

Mais Schérer, toujours en proie à des craintes exagérées, crut sa gauche tellement compromise, qu'il ordonna au général Moreau d'abandonner la chaussée de Brescia, pour se rabattre, le 11 avril, avec ses trois divisions sur Asola et Ponte-Vico, par des routes de traverse horribles, pratiquées dans un terrain marécageux et entièrement défoncées par les pluies. Le général en chef conduisit lui-même les divisions de droite, de Mantoue, par Castellucio, sur Pozzolo et Aqua-Negra, puis de là sur Crémone.

Cette retraite honteuse acheva d'enlever à Schérer le peu de considération qui lui restait de ses premières campagnes. Rien n'égala le désordre et l'embarras de cette marche de 48 heures, dans une contrée que la carte et tous les rapports du pays indiquaient comme impraticable. Moreau employa 40 heures pour franchir 6 lieues; et ce ne fut qu'avec le secours de 1,500 bœufs qu'il parvint à retirer des boues son artillerie et ses équipages.

Dans le temps que l'armée français opérait prématurément sa retraite sur l'Adda, l'armée impériale se renforçait de la division Ott, et de plusieurs régiments tirés des garnison du ci-devant État vénitien. Enfin, le 14 avril, huit jours après la bataille, elle passa le Mincio à Valleggio, et poussa son avant-garde à Cavriana. Les divisions Zoph, Frœlich et Kaim, formant le corps de bataille, s'établirent aux environs de Castellaro. Deux bataillons et 100 chevaux furent détachés à Ponti, pour former l'investissement de Peschiera, sur la rive droite du Mincio. Le général Elsnitz resta sur le canal de la Molinella, avec 10 bataillons et 8 escadrons, pour observer Mantoue. Enfin, la division Hohenzollern, destinée à agir désormais séparément, passa le Mincio à Goïto pour se porter vers le bas Oglio.

Tandis que ces événements se passaient en Italie, l'amiral Ouczakof et le capitaine Cadibey, avec une escadre combinée de 18 vaisseaux de ligne, 10 frégates et 20 corvettes, bricks ou caravelles, pressaient vivement la place de Corfou, où le général Chabot, qui avait succédé à Gentili, s'était retiré avec 1,800 hommes, reste de la division du Levant, qui en comptait environ le double à la fin du mois de septembre précédent; mais qui avait éprouvé des pertes sensibles, soit par la chute des autres îles de l'Archipel Ionien, soit par les combats soutenus sur la côte d'Albanie contre Ali-Pacha.

Une garnison aussi faible était insuffisante pour défendre avec vigueur la place, les forts qui en dépendent et l'île de Vido, dont l'occupation est indispensable pour être maître de la rade. Cette île n'était pas alors fortifiée comme elle l'a été depuis en 1807; elle n'avait que des batteries ouvertes. Située à 6 ou 700 toises de la place, parallèlement aux fronts que baigne la mer, elle offre une position dominante d'une vaste étendue, et de laquelle l'ennemi peut inquiéter extrêmement les défenseurs de la ville et de la citadelle. Le mont Olivetto, qui commande d'assez près les ouvrages extérieurs du côté de l'isthme, n'étant point retranché, l'ennemi s'en empara sans coup férir. Toutefois il ne suffisait point de 2 ou 3,000 hommes soutenus de quelques milliers de janissaires ou d'Albanais, dépourvus d'artillerie de siége, pour attaquer Corfou d'une manière régulière. Aussi, nonobstant la révolte d'une partie des habitants, la faiblesse de la garnison, la pénurie des approvisionnements de toute espèce, enfin, le manque d'embarcations propres à défendre la rade et les

Digitized by Google

parties de l'enceinte voisines de la mer, Chabot résista quatre mois entiers, pendant lesquels il exécuta même huit sorties. Il aurait bravé bien plus longtemps les efforts des coalisés, si, à la suite d'une action où il eut 600 hommes hors de combat, les assiégeants ne s'étaient emparés de l'île de Vido.

L'occupation de ce poste leur donnant les moyens d'établir des batteries contre la citadelle, où il n'y avait aucun abri pour les malades et les blessés, le général français, privé de nouvelles de Bonaparte, aussi bien que de Schérer, de l'armée duquel sa division faisait toujours partie, désespéra de recevoir du secours, et capitula, le 3 mars. Sa garnison, réduite à moins de 1,500 hommes, obtint d'être transportée à Toulon aux frais des alliés, à condition de ne point servir contre eux pendant 18 mois.

Cependant le Directoire n'avait pas perdu de vue les îles Ioniennes; mais tout conspira leur perte. Une première expédition, composée de 4 vaisseaux vénitiens, portant 3,000 hommes de débarquement, sortit d'Ancône au commencement de décembre : battue par la tempête, elle fut obligée d'y rentrer après quelques semaines de navigation, parce que les bâtiments faisaient eau de toutes parts. Une seconde expédition, consistant en 9 bâtiments de transport, chargés d'un millier d'hommes et d'approvisionnements, sous l'escorte du *Généreux,* mit à la voile d'Ancône, le 1er avril, 28 jours après la reddition de la place; elle y retourna, non sans avoir couru quelques risques d'être prise par l'escadre combinée.

Cette circonstance fit vivement regretter, dans le temps, que Chabot n'eût pas prolongé sa résistance; mais il est facile de voir qu'il était impossible que le convoi parvînt à sa destination, puisque les alliés étaient déjà en possession de l'île de Vido.

Ainsi, sur mer comme sur terre, les Français, pour avoir voulu trop embrasser à la fois, se voyaient enlever leurs conquêtes, et perdaient l'ascendant que leurs triomphes leur avaient fait prendre depuis six ans. Quelle différence de résultats la France n'aurait-elle pas obtenu, dès l'ouverture de cette campagne, si, rappelant l'armée de Naples, et se contentant de laisser 3,000 hommes à Livourne, on eût fait déboucher 80,000 combattants par Albaredo sur le centre de Kray, dispersé et accablé sa gauche, pour revenir ensuite sur Vérone par Villanova. D'éclatants succès, la ruine probable de toutes les espérances de l'Autriche sur l'Italie, le flanc droit de l'armée d'Helvétie assuré par la conservation de la ligne de l'Adige, eussent permis à Masséna de disposer de la division du Valais et de celle de Lecourbe, pour défendre Zurich. Mais n'anticipons pas sur des désastres bien mérités par l'oubli total des règles de la guerre, et reprenons le fil de notre narration.

CHAPITRE LXXXV.

Événements en Suisse. — Levée des milices pour compléter le contingent. — Masséna est forcé d'évacuer les Grisons, par suite des succès de l'archiduc. — Retraite pénible du général Lecourbe. — Combats de Taverne et de Dasio. — Les Autrichiens, devancés par des proclamations aux Suisses, passent le Rhin vers Schaffhausen. — Masséna se replie derrière la Thur. Combats de Frauenfeld et de Winterthur. — Évacuation de Zurich. — Le gouvernement helvétique se retire à Berne. — Insurrections dans plusieurs cantons, et surtout dans le Valais. — Lecourbe bat le général Saint-Julien et reprend le Gothard, qu'il est ensuite obligé de quitter.

On a vu au chapitre LXXXIII que l'armée autrichienne n'avait pas tiré tout le fruit possible de la victoire de Stockach. La retraite des Français étant bien prononcée, rien ne semblait plus naturel que d'abandonner à 15,000 hommes le soin de harceler les arrière-gardes de Jourdan; puis d'attirer par un mouvement rapide Bellegarde sur Feldkirch, de le joindre à Hotze, et de les diriger ensemble sur Saint-Gall, tandis que l'archiduc porterait le gros de ses forces par Schaffhausen sur Zurich. Il ne fallait qu'un équipage de pont ordinaire pour assurer la jonction de 80,000 Autrichiens aux portes de cette ville; et ce n'était pas Masséna, avec 25,000 hommes disséminés depuis Rheineck jusqu'à Finstermünz, qui aurait pu y mettre le moindre obstacle.

L'archiduc n'étant point autorisé à disposer du corps de Bellegarde, crut néanmoins pouvoir tenter seul cette invasion, et en ordonna, en effet, les

Digitized by Google

préparatifs dès les premiers jours d'avril. Mais, contrarié par l'administration des vivres, qui prétextait l'impossibilité d'assurer ses approvisionnements, il dut ajourner ce projet ; et une indisposition grave l'ayant obligé de remettre, peu de temps après, le commandement de son armée au comte de Wallis, celui-ci resta sans agir dans les cantonnements de Souabe durant tout le mois d'avril.

Plusieurs causes concoururent en outre à la perte de ces moments précieux : d'abord l'extrême circonspection de la cour de Vienne, qui voulait être sûre de l'issue d'une opération avant de l'autoriser, lui faisait envisager une entreprise à l'ouest du lac de Constance comme hasardée, tant qu'on n'était pas maître des Grisons ; le conseil aulique ne voulait pas voir que le moyen le plus sûr de s'emparer de ce pays était d'en tourner les obstacles, en opérant au point décisif des communications de l'ennemi. Ensuite, l'harmonie était loin de régner entre les divers chefs des armées impériales; le comte de Bellegarde indépendant dans le Tyrol, était continuellement en discussion avec le commandant de l'armée d'Allemagne, ainsi qu'avec le général Hotze, qui donnait ses ordres au corps du Vorarlberg. La direction des grands mouvements militaires, au lieu de partir d'un seul état-major, devait donc être concertée entre ces généraux. De là un interminable échange de projets et contre-projets, où chacun s'exagérant l'importance de sa position individuelle, prétendait y rattacher l'ensemble des opérations.

De pareilles dissensions devaient nécessairement nuire à l'intérêt général : aussi toutes les entreprises des Autrichiens se bornèrent à déloger les troupes françaises des points retranchés qu'elles avaient conservés sur la rive droite du Rhin. Le comte de Nauendorf fit attaquer, le 13 avril, Schaffhausen et Petershausen par les généraux Baillet-Latour et Piaczeck. Après de légers combats, les républicains qui n'étaient pas en forces évacuèrent ces postes, et détruisirent les ponts : celui de Schaffhausen, chef-d'œuvre d'architecture en bois, fut entièrement la proie des flammes. Piaczeck, voulant profiter de ses avantages et de l'appui de la flottille que l'archiduc avait fait armer sur le lac, tenta de s'emparer de Constance ; mais ses efforts furent inutiles. Les Français ne possédaient plus sur la rive droite que la petite ville d'Eglisau ; elle leur fut enlevé le 17 par la brigade du prince de Schwarzenberg.

La réussite de ces entreprises avait enhardi les Autrichiens. Le général Kospoth, qui commandait l'avant-garde du corps de Starray dans la vallée du Brisgaw, envoya un fort détachement pour détruire les fortifications élevées en avant de Brisach (1); mais 1,200 hommes avaient eu le temps de s'y jeter, et en repoussèrent les Impériaux avec une assez grande perte.

Le général Masséna, à qui le Directoire venait de confier le commandement en chef de toutes les troupes sur le Rhin, profita du répit que lui accordaient ses adversaires, pour réunir sa nouvelle armée, et lui donner une organisation convenable. La bataille de Stockach et les succès de la coalition en Italie, devaient le forcer à changer tout le plan d'opérations. Il ne s'agissait plus, en effet, d'envahir les États de l'Empereur par les débouchés du Tyrol, mais bien de conserver ses communications avec l'armée d'Italie qui avait déjà repassé le Pô, de couvrir la Suisse et les frontières orientales de la France, et de tenir en échec les nombreuses armées de Souabe et du Tyrol, jusqu'à ce que le gouvernement lui eût envoyé des renforts suffisants pour reprendre l'offensive.

Ce fut alors que le Directoire put apprécier de quel avantage lui serait la neutralité de la Suisse. Sans inquiétude sur les flancs de ses deux armées, il aurait concentré tous les efforts de Moreau dans les plaines de la Lombardie ; tandis que Masséna, sous la protection de Mayence, Strasbourg et Kehl, eût lutté avec tout avantage contre les forces de l'archiduc. Dans l'État actuel des choses, il fallut songer à couvrir le moins mal possible l'immense ligne depuis le Texel jusqu'à Gênes; et la concentration de l'armée du Danube en Suisse était encore le meilleur remède au mal causé par la double retraite des armées républicaines.

Cependant, cette manœuvre ne réparait pas

(1) Rien n'était plus ridicule que de fortifier Brisach, ayant déjà Kehl, et s'occupant de fortifier le camp devant Bâle : deux débouchés importants, sur une étendue de 20 lieues, étaient plus que suffisants.

Digitized by Google

tout, et il importait d'adopter un plan d'opérations capable d'arrêter les progrès de l'ennemi. L'art de la guerre ne présente point de problème plus difficile à résoudre que le choix d'un système convenable à la défense de l'Helvétie. Les maximes que nous avons appliquées à la défense des Alpes cotiennes et du bassin du Piémont (1), se reproduisent ici avec plus de force; car il est probable que l'ennemi ne viendra pas seulement de la Souabe ou de la Lombardie, mais bien des deux côtés à la fois. Le général le plus habile serait embarrassé de faire tête à l'orage, à moins que la supériorité du nombre sur chacune des masses prêtes à l'assaillir ne le mît à même de recevoir l'ennemi partout où il se présenterait : chance peu probable, puisqu'elle suppose à ce général des moyens qui lui permettraient de prendre à l'instant même l'offensive. Mais, en admettant, au contraire, une proportion de forces qui le réduise à la défensive, quelle sera sa perplexité s'il s'impose l'obligation de garder le Saint-Bernard, le Simplon, le Pas-de-Nuffenen sur le flanc du Furca, le Grimsel, le Saint-Gothard, le Splugen, l'Albula, les avenues de l'Engadine ou du Montafun, la ligne en face de Feldkirch depuis Coire au lac de Constance, enfin les vingt passages qui existent entre Stein et Bâle ?

Cent bataillons répartis par brigades isolées dans ces différents postes, seraient hors d'état d'empêcher une armée égale en forces d'y pénétrer, dès que celle-ci le voudrait sérieusement; car, en formant trois colonnes de 30 bataillons chacune, elle percerait aisément ce long cordon, de manière à ce que les parties morcelées ne pussent jamais se rassembler. Si le général chargé de la défense des Alpes, bien pénétré au contraire des dangers de ce fatal système de cordon, appréciait l'avantage d'opérer dans les vrais principes de la guerre, et qu'au lieu d'éparpiller ainsi son armée comme une ligne de douaniers, il se décidât à une défensive active, il ne lui resterait d'autre parti à prendre que de se concentrer entre la Reuss et l'Aar, d'attendre l'ennemi de pied ferme, et de tomber sur ses colonnes à mesure qu'elles déboucheraient. Mais, quelle que soit la sagesse, et peut-être la nécessité d'une telle concentration, de combien d'inconvénients n'est-elle pas accompagnée? de quels avantages ne se privera-t-on pas en abandonnant ainsi, sans coup férir, à son adversaire, une foule de passages où jadis des poignées de héros défirent des armées entières ?

La question serait bien moins embarrassante si l'ennemi ne venait que d'un côté. Par exemple, en supposant des alliances, des actes de neutralité, ou d'autres circonstances qui limitassent le théâtre des opérations à la frontière d'Italie; alors les seuls passages à défendre étant le Saint-Gothard, le Pas-de-Nuffenen, le Simplon et le Saint-Bernard nul doute qu'il ne fût convenable de les garder avec des corps suffisants, appuyés d'une forte réserve dans la vallée du Rhône. Il en serait de même, si la défense était limitée à la frontière de Souabe ou du Vorarlberg: dans cette dernière supposition, des avant-gardes placées aux défilés principaux pourraient retarder longtemps les progrès de l'ennemi, signaler la force de ses différentes colonnes, et favoriser les opérations de l'armée principale, qui, placée aux environs de Winterthur se trouverait à portée de tomber à chances égales, ou même supérieures, sur les différents corps qui se présenteraient.

Mais une de ces luttes partielles arrivera rarement, et l'on peut en conclure qu'une armée étrangère, appelée à défendre un tel pays, sera moins embarrassée qu'une armée helvétique même; car, dégagée de toute inquiétude sur la garde intégrale des frontières, peu lui importera que la moitié des cantons soit exposée aux ravages d'une invasion; elle pourra choisir son point stratégique central, y rattacher toutes ses combinaisons, et opérer selon les principes, sans s'arrêter à aucune considération de défense locale. Masséna néanmoins, ne se trouvait pas entièrement dans cette heureuse indépendance; le Directoire, en créant autour de lui des républiques nouvelles, avait rendu ses généraux en quelque sorte solidaires de leur conservation; et, tout en combinant ses opérations militaires, le général en chef de l'armée du Danube ne pouvait pas oublier qu'il entrait dans ses devoirs de couvrir le chef-lieu des autorités helvétiques, sous peine de voir cette république désorganisée par une réaction, et livrée à l'influence de nou-

(1) Tome Ier, chap. XVII.

Digitized by Google

veaux chefs, qui se rangeraient bientôt sous les bannières de ses ennemis. A ces considérations, essentiellement liées à l'intérêt de la France, se mêlait une sorte de pudeur; car il ne devait pas être indifférent à un militaire loyal d'abandonner une foule de braves gens, compromis par la cause commune des deux peuples.

Tout bien considéré, on ne saurait donc juger les mesures défensives adoptées par le général français, d'après les maximes exclusives de l'art de la guerre; et les mouvements qu'il prescrivit pour attirer à lui une partie de l'armée de Jourdan, le sauvèrent de plus grands revers, bien que les positions qu'il assigna à ces troupes fussent évidemment défectueuses. Elles traversèrent rapidement l'Alsace pour entrer en Suisse; et, à la fin d'avril, les forces de Masséna furent ainsi réparties : Lecourbe dans l'Engadine, Menard dans les Grisons, et Lorges dans le Rhinthal jusqu'au lac de Constance, formaient l'aile droite. Le centre occupait la ligne jusqu'au Frickthal, et se composait de quatre divisions, outre le corps suisse assemblé vers Arbon. Le directoire helvétique avait mis en activité 20 bataillons de milices; mais, à part celles de Zurich, de Vaud et de Bâle, on ne pouvait compter sur les autres. Si les villes de l'Argovie étaient fort bien disposées, il n'en était pas ainsi des campagnes; il fallut même la présence des troupes vaudoises et de quelques détachements français pour faire marcher les contingents de ce canton et celui de Lucerne. Quelques-uns de ces bataillons furent employés à la garde de Zurich et aux travaux du camp retranché tracé sur le Zurichberg et le plateau de Wipchingen. La Thurgovie, Zurich, Saint-Gall, Lucerne, Vaud, fournirent plusieurs bataillons qui, réunis à la légion helvétique, formèrent un corps de 10 à 12,000 hommes : on le confia malheureusement à l'inepte Keller, dont le quartier général s'établit à Arbon. Les milices mal équipées, plus mal armées, formaient nombre, et servaient dans les postes secondaires, sans qu'on pût les compter à l'égal des troupes de ligne (1).

Oudinot gardait le Rhin de Munsterlingen à Stein, ayant à sa gauche le général Vandamme, qui se prolongeait jusqu'à Eglisau. La division Tharreau tenait l'intervalle compris entre la Toss et le confluent de l'Aar. Celle de Soult, formant réserve, cantonnait dans les environs de Wyl. La grosse cavalerie, aux ordres de Klein, eut ses quartiers près de Bâle. Le général Xaintrailles avait reçu l'ordre de prendre à Soleure quelques bataillons venant du Rhin, et de les conduire en Valais, où les succès de Suwarow en Lombardie, et l'approche des colonnes alliées, venaient de rallumer le feu de la révolte.

L'aile gauche comprenait trois divisions, qui s'étendaient jusqu'à Dusseldorf : Souham, se liant à Tharreau, gardait Bâle et Huningue; Legrand couvrait le Vieux-Brisach et Kehl; Collaud, avec les restes de l'ancienne armée d'observation, était posté devant Manheim; Baraguey-d'Hilliers commandait à Mayence; quelques troupes, sous les ordres de Dufour, gardaient les quatre départements réunis du bas Rhin; enfin, l'intérieur de l'Helvétie était maintenu par une division aux ordres du général Nouvion, composée des bataillons de garnison de l'ancienne armée de Masséna. Toutes ces forces pouvaient s'élever à 100,000 hommes, dont les deux tiers environ défendaient la Suisse et les Grisons.

Cette ligne défensive, d'une étendue qui approchait du ridicule, était d'autant plus vulnérable que sa droite, formant une pointe avancée dans les vallées de l'Inn et de l'Adige, pouvait être facilement séparée du centre par une opération vigoureuse sur le col de Sainte-Lucie; surtout depuis que les revers de l'armée française en Italie l'avaient rejetée au delà du Pô. Heureusement pour Lecourbe, le peu d'harmonie qui régnait dans les conseils autrichiens le tira de ce mauvais pas.

(1) La loi sur l'organisation des milices n'avait été définitivement rendue qu'au mois de décembre; il fallut convoquer à Lucerne un comité d'inspecteurs généraux pour aviser aux moyens de l'exécuter d'une manière uniforme. On n'avait pas même de règlement sur le service intérieur, la discipline et le service de campagne; en sorte que chaque chef faisait servir selon sa manière. On adopta à la hâte, et l'on fit traduire des extraits de règlements français; mais c'était encore trop compliqué pour des milices. On dut faire marcher les bataillons avant même que tous fussent organisés sur le papier; en sorte que ces milices étaient loin d'offrir l'ensemble et la solidité qu'elles ont actuellement.

Digitized by Google

Après les combats de Taufers et de Nauders, ce général avait porté sa division en avant ; mais le comte de Bellegarde ayant dirigé sur lui des forces considérables, il se détermina à concentrer les siennes, et rétrograda jusqu'à Ramis, après avoir brûlé le pont de Martinsbruck. Dessoles, de son côté, rentra dans la vallée de Munster, et se fortifia en avant de Taufers. Ces deux généraux ne pouvaient pas rester longtemps paisibles dans ces postes aventurés, en présence de forces supérieures du double. Bellegarde ayant réuni 18,000 hommes à Landeck, remonta la vallée de l'Inn, tandis que 10,000 s'avancèrent par celle de l'Adige, le 4 avril, sur Laatsch. Le premier de ces corps replia Lecourbe, et le second assaillit bientôt Dessoles ; 8 bataillons lancés sur Taufers par la grande route, en même temps que deux petites colonnes tournaient les flancs par le chemin du Braglio, devaient remporter une victoire facile. Dessoles, mesurant le danger, ne soutint le combat que pour assurer sa retraite : de crainte de la faire par le sentier de Bormio, où il fallait s'engager un à un en prêtant le flanc aux Impériaux dans ce long défilé, il la dirigea par le col de Tschirfs, dont l'ouverture, assez large, se retrécit peu à peu, et favorise singulièrement un combat d'arrière-garde. Il rejoignit à Zernetz les troupes du général Lecourbe, puis redescendit par le Splugen sur Tiranno, résolution fort sage à laquelle il dut son salut.

Satisfait de ce premier succès, le comte de Bellegarde ne poussa pas plus loin ses avantages, et laissa, jusqu'à la fin du mois, les républicains paisibles possesseurs de l'Engadine. Il se préparait cependant, le 22 avril, à une attaque générale, lorsque la grande quantité de neige qui tomba, lui fit ajourner son projet. Mais deux bataillons n'ayant pas reçu le contre-ordre, partirent du Paznaun et descendirent sur Ramis, où, enveloppés de toutes parts par les Français, ils furent contraints à déposer les armes.

Hotze et Bellegarde ayant enfin combiné une entreprise simultanée sur le Luciensteig et l'Engadine, le dernier se mit en mouvement, le 30 avril, avec 9 bataillons, pendant que le général Haddick, à la tête de 6 autres, traversait la chaîne qui sépare les vallées de l'Inn et de Munster, pour se porter sur Schuls et Zernetz. Trois bataillons établis à Sainte-Marie, observaient la route de Bormio. Lecourbe avait profité des localités pour suppléer à l'infériorité de ses forces : la division échelonnée dans la vallée, avait sa ligne principale établie derrière la Varana, au pied des montagnes qui bordent la rive gauche de l'Inn ; un ouvrage fermé battait la rive droite, des postes gardaient les hauteurs, et tous les cols avaient été retranchés ou garnis d'abatis.

La colonne de Bellegarde, flanquée par de forts détachements, replia les avant-postes français, et arriva à midi devant Ramis. Ce village enlevé, les Autrichiens marchèrent aux retranchements, contre lesquels ils se consumèrent en vains efforts. Pour emporter la position, il eût fallu que les flanqueurs, chargés de tourner les sources de la Varana, fussent plus nombreux ; le comte de Bellegarde n'y ayant envoyé qu'un bataillon, il fut aisément repoussé ; et, à la suite d'un engagement meurtrier, qui dura jusqu'à la nuit, les Autrichiens rebutés, rentrèrent dans Ramis.

Le général Haddick, après une marche pénible à travers les montagnes, où le terrain lui était disputé pied à pied, s'empara du Scharl, et arriva devant Schuls, où la rupture du pont de l'Inn le força de s'arrêter. Un détachement envoyé, par le col de Tschirfs sur Zernetz, fut taillé en pièces par les Français, qui firent 600 prisonniers, parmi lesquels se trouvait le jeune prince de Ligne.

Cette journée meurtrière, quoique glorieuse pour Lecourbe, l'engagea à abandonner la vallée de l'Inn : son occupation devenait sans objet depuis que les républicains étaient réduits à la défensive ; tandis que l'ennemi, maître des débouchés sur ses flancs et ses derrières, pouvait le placer dans une situation critique. Il décampa donc dans la nuit qui suivit le combat, et prit position à Süss, où Bellegarde, retardé par la destruction des ponts, ne put l'atteindre que le 2 mai. Les deux partis en vinrent encore aux mains ; et, après une affaire assez chaude, où le général Demont fut fait prisonnier et Lecourbe blessé, la faible division française, menacée d'être enveloppée, précipita son mouvement de retraite, rompit les ponts de Zernetz, et gagna par la droite les sommités de l'Albula. Dessoles ayant été appelé à l'armée d'I-

Digitized by Google

talie, Loison prit le commandement de ses troupes à Tiranno; Lecourbe, laissant de forts détachements à Davos, ainsi qu'aux Pas de Fluéla et de Scaletta, vint s'établir à Lenz avec sa division.

Le mouvement offensif du comte de Bellegarde, pour amener un résultat important, aurait dû être secondé par la prise simultanée du Luciensteig; car les Autrichiens, débouchant de Coire, eussent rendu alors la retraite de Lecourbe presque impraticable. Cette entreprise, tentée le 1er mai, échoua par les fautes de Hotze. Ce général, craignant trop de dégarnir le poste de Feldkirch, avait obtenu de Bellegarde un renfort de 5 bataillons, commandés par le brigadier Saint-Julien, auquel il ne joignit que 4 bataillons de ses troupes. A la pointe du jour, les Impériaux s'élancèrent sur quatre colonnes : la plus considérable, sous Saint-Julien, devait s'emparer de la montagne de Flasch, et assaillir les derrières des Français pendant que deux autres déboucheraient de Balzers et de Güschen. Le mouvement de ces trois colonnes était subordonné à la dernière, partie de Balzers, le 29 au soir, pour tourner les montagnes, et venir prendre le Luciensteig à dos par la plaine de Mayenfeld. Mais celle-ci s'étant égarée, l'attaque se fit sans ensemble : les Autrichiens obtinrent d'abord, sur les Français surpris, quelques avantages que le général Menard ne tarda pas à leur enlever. Rassemblant à la hâte les troupes les plus rapprochées, il fit attaquer la colonne de Saint-Julien par le général Chabran, qui la mit dans une déroute complète : deux bataillons du régiment d'Orange furent enveloppés et forcés de poser les armes; le reste des Autrichiens précipita sa retraite, et les Français reprirent leurs premières positions.

La tentative de Hotze, sur le Luciensteig avait été concertée avec quelques émigrés Grisons, et d'anciens chefs d'insurgés dans les petits cantons. L'exaspération des habitants de la haute Helvétie était au comble depuis que la guerre y étendait ses ravages, et que le directoire helvétique, ne pouvant compter sur le recrutement des 18,000 hommes stipulés, voulait y suppléer par des milices. Tant de sacrifices pour une cause odieuse aux montagnards de Schwitz, d'Uri, d'Altorf et du Valais, qui n'avaient jamais été bien soumis, ne devaient amener d'autre résultat que la révolte. Aussi, adoptèrent-ils avec empressement les propositions des Autrichiens; et en même temps que ceux-ci marchaient sur le Luciensteig, 10,000 Grisons, ou habitants des petits cantons, levèrent simultanément l'étendard de l'insurrection. Cet événement eût été dangereux, si l'entreprise de Hotze n'avait pas manqué; car alors les troupes françaises des Grisons, poursuivies par les vainqueurs, n'auraient pu que difficilement se frayer une retraite à travers le pays insurgé sur leurs derrières. Un corps nombreux de paysans s'étant déjà emparé d'Ilantz et de Disseutis, interceptait toute communication entre les divisions Menard et Lecourbe; mille d'entre eux tenaient les ponts de Reichenau, qu'ils avaient fortement barricadés. La situation de Masséna était effrayante : menacé à gauche par l'archiduc victorieux, assailli à droite par Bellegarde et Hotze, réduit à lutter contre des forces supérieures, il ne lui manquait que de voir ses communications à la merci des insurgés. Aussi, le moindre succès de Hotze eût-il causé la ruine totale de son armée, si l'archiduc s'était mis plus tôt en devoir de le soutenir.

Pour arrêter cette alarmante insurrection, qui menaçait de s'étendre sur toute la Suisse, Masséna, encouragé par les succès de Menard, donna l'ordre à ce général de marcher sur ces rassemblements. A peine eut-il achevé la défaite de Saint-Julien, qu'il se dirigea, le 3 mai, sur Reichenau, où il culbuta les paysans, qui se retirèrent vers Ilantz. Chassés bientôt de ce dernier bourg, ils se replièrent sur Dissentis. Menard les atteignit le 5, et les attaqua sans délai. Les insurgés étaient au nombre d'environ 6,000, dirigés par d'anciens officiers, mais mal armés et sans artillerie; ils firent néanmoins une résistance opiniâtre. Enfin, après avoir perdu quelques centaines des leurs, ils abandonnèrent le champ de bataille, et se dispersèrent dans toutes les directions.

Au même instant le général Soult avait été détaché pour faire rentrer les petits cantons dans le devoir, et ouvrir la communication avec Lecourbe, sur le sort duquel on était inquiet. Soult rencontra près de Schwitz un rassemblement, à qui il fit mettre bas les armes; puis, traversant le lac de Lucerne, il entra, le 9 mai, dans le canton d'Uri. Les Suisses, au nombre de 3,000, avec 4 pièces

Digitized by Google

de campagne, firent de vains efforts pour s'opposer au débarquement. La première demi-brigade les aborda vigoureusement, en tua un certain nombre, s'empara de l'artillerie, et força le reste à remonter la vallée de la Reuss. L'arrivée d'un détachement à qui Lecourbe avait fait descendre le Saint-Gothard, acheva de les dissiper. Ce général, de son côté, venait de porter le dernier coup à l'insurrection, en soumettant le val Levantine, et en isolant les petits cantons des bailliages italiens. Les efforts de l'Autriche pour soulever la Suisse furent ainsi déjoués en moins d'une semaine; ils n'eurent d'autre résultat que de faire périr une foule de malheureux paysans, et de détruire plusieurs villages qu'on incendia pour servir d'exemple. Le Valais seul ne put être entièrement réduit; les insurgés parvinrent à se maintenir à Louesch, où 6,000 hommes avec 7 pièces de canon, fermèrent la vallée du Rhône.

Lecourbe n'avait fait qu'une courte apparition à Lenz, il ne tarda pas à quitter cette position pour marcher au secours de Loison, pressé par des forces supérieures. Le comte de Bellegarde, avant de commencer son expédition dans la vallée de l'Inn, avait détaché sur l'Oglio le colonel Strauch avec 5 bataillons, pour se mettre en communication avec Suwarow. Cette colonne reçut du général russe l'ordre de marcher sur Chiavenna, pendant que 4 bataillons de l'armée du Tyrol partaient, le 5 mai, du Tonal pour se porter à Tiranno. Loison évacua alors la ville, traversa le Splugen où il laissa une forte garde, et gagna San-Giacomo. Ce fut là que Lecourbe le rejoignit. Les mouvements des deux colonnes autrichiennes et celui de la brigade du prince de Rohan, détachée par Suwarow sur Lugano, ayant démontré à ce général que le but des alliés était de s'emparer de l'important passage du Saint-Gothard et de l'entrée de la vallée du Rhône, il résolut de les prévenir. Quoiqu'il n'eût pas d'ordres du général en chef, l'actif Lecourbe se détermina à marcher sur-le-champ vers Bellinzona (1). Le prince de Rohan était déjà arrivé à Bironico, et avait poussé un détachement au mont Cénère; mais le colonel Strauch n'étant pas encore en mesure de le soutenir, Lecourbe l'attaqua, le 13 mai, le battit complétement à Taverne, et le rejeta au fond de la vallée d'Agno; il eût été détruit sans un détachement que Strauch poussa par hasard dans la vallée de Misox, et qui donna quelques inquiétudes aux Français. Après cette courte expédition, Lecourbe laissa à Loison le soin de défendre le vallon du Tésin, et vint prendre position au Saint-Gothard, menacé par l'approche des colonnes de Bellegarde.

Depuis le commencement du mois, l'archiduc et Masséna faisaient continuellement des démonstrations sur le Rhin : l'un afin d'empêcher que le général français ne portât sur sa droite assez de forces pour tomber des hauteurs de l'Albula sur la ligne d'opérations du comte de Bellegarde, et l'autre pour détourner les Autrichiens de faire une seconde tentative sur le Luciensteig. Mais le prince tenait à se rendre maître de ce poste important, avant de rien entreprendre contre la Suisse. Il s'était persuadé que le moment propice de l'invasion par Schaffhausen était passé depuis l'arrivée de l'armée de Jourdan en Thurgovie; d'ailleurs, pour réussir, il eût fallu désobéir au cabinet de Vienne, découvrir le Vorarlberg et les Grisons, afin de se masser entre Waldshut et Constance.

Dans l'impossibilité d'adopter ce plan, bien qu'il fût encore le meilleur, il fallut se décider à une opération offensive basée sur Feldkirch, et dirigée par le Luciensteig contre le point où la droite de Masséna se joignait avec son centre : manœuvre dont on pouvait également se promettre d'heureux résultats. A cet effet, sans s'arrêter aux combats que les avant-postes avaient à soutenir tous les jours dans la vallée du Rhin, l'archiduc fit passer un renfort de 12,000 hommes à Hotze, en l'invitant à concerter une nouvelle entreprise sur les Grisons avec le comte de Bellegarde.

(1) L'archiduc Charles attribue, au contraire, à Lecourbe le projet de se retirer de l'Engadine sur Lenz, pour se rallier à Masséna; et pense que ce fut le général en chef qui prescrivit le mouvement sur Bellinzona. Une troisième version affirme que Lecourbe, instruit de la révolte des paysans, et des efforts sur le Luciensteig, préféra se retirer par le Tésin, plutôt que de s'exposer à être prévenu à Dissentis. Nous ne savons laquelle des trois il faut croire.

Digitized by Google

Ces deux généraux convinrent d'une attaque sur toute la ligne pour le 14 mai. Le corps de Hotze était spécialement destiné à s'emparer du col de Sainte-Lucie, tandis que Bellegarde le favoriserait par une diversion dans la haute Engadine. Cette fois-ci les dispositions des Autrichiens furent bien prises, et les forces imposantes qu'ils employèrent devaient leur assurer le succès, puisque le départ de Lecourbe pour Bellinzona livrait à leurs coups la division Menard seule, et quelques détachements de celle de Lecourbe éparpillés sur un développement immense. Près de 40,000 hommes devaient ainsi entrer en action contre 10 à 12,000 Français, d'autant plus compromis que les deux masses ennemies se trouvaient naturellement placées sur leur flanc.

Le 14 au matin, Hotze, à la tête de 6 bataillons et 8 escadrons, se forma en avant de Balzers, et engagea une vive canonnade avec les batteries françaises de la rive gauche. Trois autres colonnes, fortes ensemble de 12 à 13 bataillons, conduites par les généraux Jellachich et Hiller, s'étaient mises en marche l'avant-veille pour franchir les Alpes rhétiennes, à l'effet de déposter les républicains des bords de la Lanquart, de prendre le col à revers, et de couper à la garnison sa retraite sur Coire. Tous ces mouvements s'exécutèrent avec précision. Jellachich, secondé par les paysans et une foule d'émigrés suisses au fait des localités, arriva sur les derrières du fort, et le fit attaquer sur-le-champ par une partie de ses troupes, pendant que lui-même s'emparait de Malans et de Mayenfeld. Un régiment de Croates pénétra dans les retranchements, fit prisonnière une partie de la 14ᵉ légère, et ouvrit les portes à la colonne de Hotze, qui porta aussitôt ses escadrons sur la Lanquart. Pendant ce temps, le général Hiller et le colonel Plunquet ayant aussi débusqué les Français du revers des montagnes de Seewis, marchèrent sur Zizers où ils joignirent Hotze, qui se dirigea avec toutes ses forces sur Coire.

Bellegarde, de son côté, à la tête de 20 bataillons, avait pénétré dans la haute Ligue sur quatre colonnes, se liant par la droite avec la gauche de Hotze : il culbuta tous les postes français, s'empara de Davos et de Lenz, et rejeta l'ennemi dans la vallée du Rhin postérieur. Plusieurs détachements coupés, tombèrent au pouvoir des Autrichiens, ainsi que deux pièces d'artillerie.

Après la prise du col, la division Menard, qui défendait la vallé du Rhin, se trouva séparée en deux parties : la gauche, sous les ordres de Chabran, passa le Rhin près de Ragaz ; et la droite, engagée dans la vallée, sous le général Suchet, ne pouvant plus atteindre ce point, prit poste derrière le pont de Richenau. Mais pressé par Hotze, et craignant d'être coupé par les colonnes de gauche de Bellegarde, ce général rompit les ponts du Rhin, et se retira, sans éprouver de perte, dans la vallée d'Urseren par Ilanz et Dissentis. Ainsi, le centre de Masséna était forcé ; et si Bellegarde, au lieu de le refouler sur sa base, eût été là pour appuyer Hotze, c'en était fait de la droite de l'armée d'Helvétie.

La brigade Chabran et la division Lorges occupaient encore la rive gauche du Rhin, depuis Ragaz jusqu'à Rheineck : mais leur ligne étant tournée, il était impossible que ces troupes pussent se maintenir dans leurs positions. Aussi, après de légers combats où les deux partis eurent tour à tour l'avantage, le premier se retira dans le canton de Glaris, et Lorges aux environs de Saint-Gall et de Lichtensteig. Chabran fit, le 19, une tentative pour chasser de Wallenstadt la brigade autrichienne de Gavasini, à laquelle s'était jointe la légion d'émigrés suisses de Rovorea. Ses efforts ayant été inutiles, il se vit obligé de rentrer à Mollis.

La prise des Grisons rompait entièrement le système de défense de Masséna ; il ne pouvait plus désormais garder les bords du lac de Constance, ni la ligne du Rhin depuis Stein jusqu'à Eglisau, puisque ses flancs et ses derrières se trouvaient menacés. Il était évident que l'archiduc n'attendait que la réussite de l'opération de Hotze pour passer le Rhin et pénétrer en Suisse. Au léger avantage de disputer le passage du fleuve, Masséna préféra donc le parti plus solide de prendre en arrière une position centrale, qui le mît à même de se porter facilement sur l'une ou l'autre armée autrichienne, afin d'empêcher leur jonction. D'après cette détermination, le général Tharreau quitta, le 20 mai, les environs de Schaffhausen, et vint prendre position derrière la Thur. Les divisions Oudinot, Soult et Vandamme se concentrèrent à Winterthur ; le général Keller ayant perdu la tête,

Digitized by Google

décampa de sa personne, et laissa à l'adjudant général Weber le soin de rallier les milices suisses et de les ramener sur la Toss; Lorges prit la ligne de Saint-Gall à Uznach; Menard campa sur les bords du lac de Wallenstadt; enfin Lecourbe reçut l'ordre d'évacuer le Saint-Gothard, pour se replier dans la vallée de la Reuss. Le 21, l'armée française continua son mouvement rétrograde. Les bords du Rhin furent évacués jusqu'à l'embouchure de l'Aar; la division Tharreau, formant l'avant-garde, prit poste à Winterthur; les autres divisions du centre occupèrent, entre la Toss et la Glatt, les points de Klotten et de Bassersdorf. Le général Chabran, qui avait remplacé Lorges, réunit la seconde division à Uznach; et Menard s'établit à l'embouchure de la Linth (1).

Par cette nouvelle position, Masséna couvrait principalement Zurich, dont il faisait retrancher toutes les approches; et par la réunion de ses forces, il rendit moins sensible leur disproportion avec celles de l'ennemi. Il est douteux cependant qu'il eût pu la conserver longtemps, si le corps de Bellegarde eût agi sur la droite de concert avec celui de Hotze. Mais, après la reprise des Grisons, la cour de Vienne, délivrée de toute inquiétude pour le Tyrol et le Vorarlberg, n'attacha plus qu'une importance secondaire aux opérations de Suisse; et, voulant frapper un coup décisif en Italie, elle donna ordre au comte de Bellegarde de joindre ses troupes à celles de Suwarow, en laissant 10,000 hommes pour s'emparer du Saint-Gothard et garder la Valteline. Ce général, après avoir poussé, le 16 mai, ses troupes légères par l'Albula jusqu'auprès de Reichenau, s'arrêta entre Lenz et Splugen, puis se dirigea, le 20 mai, par le Septimer et le Splugen sur Chiavenna. Il paraît qu'on lui proposa de suivre la direction aussi courte du Saint-Gothard, pour descendre ensuite le Valais, et se lier par le Simplon ou le Saint-Bernard, à l'armée de Suwarow. Cette idée était judicieuse: par ce moyen, Bellegarde, au lieu de rester quinze jours inutile sur les derrières, marchait à sa destination, sans quitter la ligne des forces agissantes. Favorisé par les paysans du haut Valais levés en masse, il n'eût pas été beaucoup retardé dans sa marche, et serait arrivé aussi rapidement dans les plaines du Piémont, tout en décidant peut-être de l'évacuation entière de l'Helvétie. La crainte de ne pas remplir à point nommé les ordres de Suwarow, ou des motifs inconnus lui firent préférer la route de Como, avec tout l'embarras du passage des lacs. On ne saurait lui en faire un reproche, puisque son arrivée dans les champs d'Alexandrie, au moment de la bataille de la Trebbia devait puissamment contribuer à décider du sort de l'Italie: reste à savoir s'il n'eût pas rempli le même but en descendant par la vallée d'Aoste ou Domo-Dossola.

Aussitôt que le mouvement de retraite de la division Lorges avait été prononcé, le général Hotze s'était hâté de jeter des ponts sur le Rhin, à Hochst et à Meiningen; le 22 mai, il passa le fleuve avec 18 bataillons et 13 escadrons, laissant 5 bataillons et 6 escadrons dans les Grisons, et remettant les postes du Vorarlberg à la garde des milices du pays. Ce général, arrivé le lendemain à Saint-Gall, détacha son avant-garde, le 24, sur Schwarzembach, pour se lier avec la brigade Gavasini qui occupait les deux rives de la Linth à la hauteur du lac de Wallenstadt, pendant que le général Petrasch, avec 6 bataillons et 6 escadrons, marchait dans la direction de Pfyn pour se mettre en communication avec l'archiduc.

Décidé à pénétrer enfin en Suisse et à pousser la guerre avec vigueur, ce prince y avait fait répandre avec profusion une proclamation où il rassurait les habitants sur les intentions que les républicains prêtaient à l'Autriche; promettant, au contraire, de n'entrer sur leur territoire que pour les délivrer de leurs chaînes, et rétablir leur antique indépendance, il les exhortait à se joindre à lui pour chasser leurs oppresseurs. Cette pièce ne produisit pas tout l'effet qu'on en attendait: si elle contribua à ébrauler les milices, du moins ne fit-elle point prendre les armes aux ennemis de la France.

Néanmoins, l'archiduc avait fait établir des ponts à Stein, sur lesquels défila, le 21 mai, l'avant-garde aux ordres du général Nauendorf, forte de 21 bataillons et 30 escadrons. Ce corps vint camper le même jour sur les hauteurs de Steineck, envoya un détachement à Frauenfeld, et fit occu-

(1) La Linth forme le lac de Zurich; elle prend, à sa sortie, le nom de Limmat.

Digitized by Google

per par des troupes légères, les bords de la Thur depuis Pfyn jusqu'au Rhin. Ses instructions lui prescrivant de reconnaître le plus près possible les positions françaises, sans toutefois engager d'affaire générale, Nauendorf fit passer la Thur, le lendemain matin, à quelques troupes commandées par le général Kienmayer, et poussa sur la route de Winterthur. Ce détachement rencontra au village d'Hettlingen, les éclaireurs de Tharreau, qui, après un engagement assez vif, furent obligés de se replier sur l'infanterie. Kienmayer établit alors ses postes à Hettlingen, Henkart et Buch, les prolongeant jusqu'au confluent de la Toss, en face de l'avant-garde française, qui occupait la droite de cette rivière, depuis Senzach jusqu'à Freyenstein.

Le même jour, Nauendorf s'était porté sur Andelfingen, et, dans la vue d'inquiéter le flanc gauche de Masséna, avait jeté sur la rive gauche du Rhin quelques partis depuis Eglisau jusqu'à l'embouchure de l'Aar. L'un deux ayant pénétré audessus de Bulach donna l'éveil au général français, qui, dans la nuit du 23 au 24 dirigea Tharreau sur Zurzach, avec 3 bataillons et 4 escadrons, pendant que lui-même balayait les bords du Rhin, depuis Eglisau jusqu'à Kaiserstuhl. Les Autrichiens se retirèrent en toute hâte; mais chargés par la cavalerie républicaine, ils éprouvèrent une perte assez considérable, et laissèrent 300 hommes et 200 chevaux au pouvoir de l'ennemi.

Sur ces entrefaites l'archiduc, qui s'était concentré dès le 21 mai aux environs de Singen, porta son quartier général à Schaffhausen, et fit descendre son équipage de pont de Stein à Busingen. Son armée passa le fleuve le 23, et campa sur les hauteurs de Kloster-Paradis : il attendit dans cette position la nouvelle de la réunion de son avant-garde avec les troupes de Hotze qui, après avoir séjourné inutilement 24 heures à Saint-Gall, en était parti le 25 mai pour suivre la colonne de Petrasch.

Masséna, prévenu de la marche de Hotze par les rapports du général Chabran, se détermina à attaquer les Autrichiens sur toute leur ligne, espérant battre l'avant-garde de l'archiduc et le corps du Vorarlberg, avant leur réunion. En conséquence, il se rendit à Winterthur, le 24 au soir, et fit sur-le-champ ses dispositions. Elles ne répondirent pas à la sagesse de sa résolution : car, au lieu de diriger l'effort sur le point décisif, c'est-à-dire, par la route directe de Schaffhausen à Zurich et contre le corps de l'archiduc, on le porta sur l'extrême droite contre l'avant-garde de Hotze. Le général Oudinot, qui avait remplacé Tharreau, reçut l'ordre de marcher sur Frauenfeld, avec sa division renforcée de quelques troupes suisses sous les ordres de Weber. La brigade Paillard fut dirigée sur Andelfingen, et Ney conduisit l'attaque du centre sur Altiken. Soult, formant réserve, devait soutenir les différentes colonnes.

A la pointe du jour, Paillard passa la Toss à gauche de Rorbas, et se dirigea sur Andelfingen par Flach, afin de tourner les avant-postes autrichiens, avec lesquels une partie de son détachement avait déjà engagé une vive fusillade, depuis Buch jusqu'à Hettlingen. Ceux-ci, avertis du danger, se replièrent précipitamment; mais poussés d'un côté par Paillard, et de l'autre par Ney, qui s'était déjà rendu maître du gué d'Altiken, une partie seulement gagna le pont d'Andelfingen et la route de Pfyn, le reste se noya dans la Thur, ou tomba au pouvoir des républicains. Ney, se rabattant à droite, entra bientôt à Pfyn; et Paillard, secondé par quelques éclaireurs de cette colonne qui pénétrèrent jusque dans Andelfingen, chassa les Impériaux de ce poste avantageux. Il ne put cependant continuer sa poursuite sur la rive droite de la Thur, quelques compagnies, à la suite d'une belle défense, étant parvenus à incendier le pont, ainsi que les maisons les plus voisines.

Le général Oudinot, parti en même temps que les colonnes précédentes, rencontra à Frauenfeld la division Petrasch. Les Autrichiens occupaient le pont, et s'étaient formés en bataille sur les collines en arrière : leur artillerie battait toutes les approches. Le combat s'engagea par une vive canonnade, dont le résultat fut la prise de Frauenfeld ; mais les Français, parvenus sur la rive droite, ayant le désavantage du terrain, firent pendant plusieurs heures de vains efforts pour chasser l'ennemi de son excellente position. Enfin, à la chute du jour, Soult ayant amené un renfort d'une demi-brigade et 2 escadrons de dragons, les républicains firent une dernière tentative qui fut plus heureuse. Les Impériaux étaient épuisés de fatigues,

Digitized by Google

et leur cavalerie avait été obligée de mettre pied à terre pour soutenir l'infanterie. Par une attaque vigoureuse, Soult et Oudinot parvinrent à percer le centre de Petrasch, qui ordonna sa retraite par la grande route de Mazingen sur Weil. Elle se fit en assez bon ordre. Mais les ailes des régiments de Gemmingen et de Kaunitz, s'étant trouvées séparées du gros de la division par la manœuvre des Français, se jetèrent dans les bois à droite et à gauche du chemin, où elles furent faites prisonnières.

Cet échec fut en partie réparé par la reprise de Pfyn. Nauendorf, informé des progrès de Ney, et voyant que le général Paillard ne songeait pas à passer la Thur à Andelfingen, fit remonter la rivière à la brigade Simbschen qui, au milieu de la nuit, arriva devant Pfyn. Les Français furent délogés de la ville et du pont, et repoussés sur la rive gauche. A la pointe du jour, l'arrivée de 9 bataillons et 6 escadrons détachés du corps de l'archiduc, acheva de donner aux Impériaux une supériorité marquée, et de mettre ce point important à l'abri de toute entreprise.

La journée du 25 fut sanglante pour les deux partis; les Autrichiens surtout y firent une perte considérable. Le général Piaczeck y fut mortellement blessé : un drapeau, 2 canons et plus de 2,000 prisonniers, restèrent au pouvoir des Français. Les Suisses qui combattaient dans les rangs des républicains, soutinrent leur ancienne réputation; l'adjudant général Weber trouva une mort honorable sur le champ de bataille.

Toutefois, ce combat ne remplit pas l'attente de Masséna, puisque les deux corps ennemis opérèrent leur jonction la nuit suivante, sur la rive droite de la Thur. La destruction du pont d'Andelfingen, la perte de celui de Pfyn et surtout l'arrivée de l'archiduc, l'empêchant de faire une nouvelle tentative pour s'y opposer, il fit rentrer ses troupes dans leurs premières positions, ne laissant à Winterthur qu'une réserve pour soutenir l'avant-garde dont il confia la conduite à Ney. Masséna eût mieux fait d'abandonner de suite la ligne de la Toss, qui n'offrait pas d'assez bonnes positions pour lutter avec avantage, et de concentrer son armée devant Zurich; il se serait épargné l'échec qu'il éprouva le lendemain.

Le prince Charles fit filer, le 26 mai, la division du prince de Reuss sur Pfyn, pour renforcer Hotze, qui dès lors forma son aile gauche, et auquel il prescrivit d'attaquer, le 27, l'avant-garde des Français. Celui-ci, qui campait entre Frauenfeld et Dutweil, se mit en mouvement sur trois colonnes. Ses troupes légères, parties de l'Elgg et d'Issliken, rejetèrent sur Winterthur les avant-postes ennemis, et lui-même les suivit de près, avec le gros de ses forces. Les Français tinrent un instant dans la ville; mais, accablés par le nombre, ils passèrent la Toss, ne laissant qu'un poste au village de ce nom, et s'établirent sur les hauteurs de Steig et de Brütten. Les Autrichiens, ayant forcé le passage de la rivière, attaquèrent cette position sans succès. La chose n'était pas facile; la Toss coule ici entre des précipices profonds, et la route de Steig, pratiquée sur les flancs de l'escarpement de gauche, était battue par le canon dans tout son prolongement, et prise en flanc par l'infanterie qui couronnait la hauteur. Hotze s'empara avec audace du village et du pont de Toss; mais tous ses efforts vinrent se briser au delà. L'archiduc, dirigeant son corps de bataille sur Neftenbach, parvint à s'emparer de Pfungen, que les Français disputèrent jusqu'à la nuit; l'intrépide Ney qui venait de prendre le commandement de l'avant-garde, reçut un coup de feu dangereux au genou; les troupes encouragées par sa présence se maintinrent bravement. Cependant la position de l'archiduc à Pfungen lui permettant de tourner celle du Steig et de Brütten, Masséna ordonna de l'évacuer pendant la nuit, et Oudinot ramena les troupes à Klotten : Tharreau se concentra derrière Bulach, et Soult passa sur la rive gauche de la Glatt. Cette affaire ne fut pas aussi meurtrière que la vive résistance des Français à Winterthur, à Brütten et à Pfungen, aurait pu le faire croire; les Autrichiens n'y prirent que 4 pièces de canon.

Le 28 mai, l'armée autrichienne marcha sur la Glatt. Les troupes légères de l'archiduc cherchant à déboucher sur la route de Bulach à Zurich, pour inquiéter les communications de Tharreau, celui-ci réunit sa division, et tombant à l'improviste sur l'ennemi, le chassa au delà de la Toss, et occupa Rorbas. Il se disposait à son tour à menacer la

Digitized by Google

droite de l'archiduc, et déjà son avant-garde occupait les revers de la montagne de Tuffen, lorsque quelques bataillons de renfort arrivés aux Impériaux, arrêtèrent ses progrès. Comme il n'entrait pas dans le plan de Masséna d'engager ce jour-là une affaire générale, et qu'il avait résolu de se replier sur la position retranchée de longue main, autour de Zurich, cette échauffourée demeura sans résultats; Tharreau abandonna Rorbas, et rentra à Bulach, qu'il évacua bientôt pour passer la Glatt. Les divisions Soult et Oudinot suivirent ce mouvement rétrograde; et le premier, ne laissant sur la rivière que des postes d'observation, entra dans le camp retranché de Zurich.

Le prince Charles ne poursuivit les Français qu'avec circonspection, dans la crainte que les corps placés aux environs de Kayserstuhl ne cherchassent à le tourner, et refusant son aile droite, qui n'entra que le 31 à Embrach, il porta, dès le 29, le corps de Hotze sur la Glatt. Ce général campa entre Klotten et Bassersdorf, enleva après un combat très-vif le pont de Dübendorf, et répandit ses éclaireurs sur la droite de cette petite rivière.

La crainte que Lecourbe descendant du Saint-Gothard dans le canton de Glaris, ne se réunît à la division Chabran, pour assaillir sa gauche, engagea l'archiduc à détacher le général Jellachich de Winterthur sur Uznach, pour se lier au colonel Gavasini, laissé en observation par Hotze sur les bords de la Linth.

Pendant que le centre de l'armée française luttait contre les forces réunies de l'archiduc, la droite commandée par Lecourbe, était obligée d'abandonner le Saint-Gothard. Nous avons vu que Bellegarde à son arrivée en Lombardie, avait reçu de Suwarow l'ordre de détacher le général Haddick, pour s'emparer de ce passage important; il lui laissa, à cet effet, les 4 brigades de Rohan, Strauch, Lamarseille et Briey, qui devaient même être secondées par celle du général Saint-Julien, venant par les Grisons sur Dissentis, et soutenues par celle de Nobili, laissée à Varèse comme réserve, sans qu'on puisse imaginer l'utilité d'un soutien aussi éloigné.

Haddick, avec de pareilles forces, n'avait pas grand'peine à triompher du faible détachement de Loison déjà battu au Monte-Cénère par Hohenzollern, et ramené jusqu'à Airolo (1). Mais les brigades Briey et Lamarseille n'étaient pas près d'arriver, et celle de Nobili était loin de pouvoir prendre part aux premiers engagements. Cependant il fallait s'attendre à rencontrer bientôt Lecourbe; et il importait même de contenir à gauche la division du Valais. Dans l'espoir de remplir cette triple tâche, le général autrichien ordonna à la colonne de Saint-Julien de descendre avec ses 5 bataillons de Dissentis sur Urseren; et lui-même, à la tête de 10 autres, entra, le 24, dans la vallée du Tésin. Lecourbe n'avait avec lui que sa division, la brigade Suchet ayant rejoint le général Menard par Schwiz; il en avait d'abord placé la majeure partie à la jonction des vallées de la Reuss et d'Urseren, laissant à environ 2,000 hommes, commandés par Loison, le soin de tenir le poste d'Airolo pour défendre l'accès de la montagne. Haddick, arrivé le 27 devant ce poste, chassa aussitôt ses gardes avancées de Dasio. Mais Loison ayant réuni son détachement, assaillit à son tour les Autrichiens, les repoussa et leur fit même quelques prisonniers.

Toutefois, Lecourbe à qui Masséna avait ordonné de se rapprocher du gros de l'armée, mit le même jour ses troupes en retraite sur Altorf, et envoya 5 bataillons à Loison, pour tenir les Impériaux en échec pendant que les équipages défileraient. A peine arrivé à Altorf, Lecourbe y apprit par le commandant de Schwitz, que le colonel Gavasini, voulant favoriser l'entreprise d'Haddick et inquiéter les derrières de la division Menard, venait de pénétrer dans le Mutthenthal, défendu par la 12e demi-brigade légère. Le général français qui n'avait aucun renseignement précis sur les forces qui menaçaient la brigade Loison, et la croyant capable de repousser ce qui se présenterait pour la combattre, partit sur-le-champ avec quelques compagnies de grenadiers et attaqua, le 28 au matin, la colonne de Gavasini, qui tenait le pont de Mutten. Les Autrichiens, soutenus des émigrés suisses, résistèrent longtemps; mais la 12e légère étant parvenue à enlever le pont et les deux pièces de canon qui le défendaient, ils furent chassés du Muttenthal et ramenés en désordre sur les bords de la Linth, avec perte de quelques centaines d'hommes.

(1) Voyez le chapitre LXXXVI.

Digitized by Google

Dans le même instant où Lecourbe se débarrassait du détachement qui gênait ses communications avec l'armée, Haddick avait renouvelé son attaque sur le Saint-Gothard, et obtenu cette fois un plein succès. Le prince de Rohan passa le Tésin, et gravit les hauteurs qui protégeaient la droite de Loison, pendant qu'une autre colonne le tournait sur la gauche, et que Haddick l'abordait de front. Accablé par le nombre, Loison se retira sur l'Hospital, d'où il continua son mouvement, le 29, en combattant toujours. Sa ténacité faillit lui coûter cher; car au moment où il arrivait au pont du Diable, la colonne de Saint-Julien, débouchant dans la vallée d'Urseren, tomba sur son flanc gauche. Le petit corps français pressé, de tous côtés, fut rejeté sur Wasen; et 600 hommes de son arrière-garde se virent obligés de déposer les armes.

Haddick, satisfait de ce succès, et attendant pour en profiter l'arrivée des deux brigades en marche par la vallée du Tésin, campa à Airolo avec celle de Strauch, fit occuper le pas de Nuffenen qui conduit en Valais, et détacha le prince de Rohan par Domo-Dossola pour masquer les avenues du Simplon. La seule brigade Saint-Julien, lancée imprudemment dans la vallée de la Reuss, chassa les Français de Wasen, et s'empara d'Amsteig. Déjà elle menaçait Altorf, lorsque Lecourbe, inquiet de ses progrès, fit marcher contre elle le général Loison avec 3 bataillons, au soutien desquels il se porta lui-même avec ses grenadiers et la 38ᵉ de ligne. Amsteig fut repris le 31, et le lendemain la colonne républicaine s'avança sur Wasen et le fort de Meyen, qu'elle enleva.

Haddick, informé de ce retour offensif, se contenta d'envoyer un bataillon de renfort à Urseren, et de le remplacer au Saint-Gothard par un détachement de Strauch. Espérant toujours d'être soutenu, Saint-Julien reprit un instant le dessus, et les républicains harassés commençaient à plier, lorsque la présence de leur général les ramena au combat : Lecourbe, ayant rallié 3 compagnies de grenadiers, chargea les Impériaux à la baïonnette, les fit plier de toutes parts, et les força à une retraite précipitée sur le pont du Diable, laissant le champ de bataille couvert de leurs morts et plus de 1,000 prisonniers. Saint-Julien n'eut que le temps de couper une arche du pont pour sauver le dernier bataillon qui lui restait. Son adversaire, instruit de l'approche de Haddick, ne le poursuivit pas plus loin.

Pendant que l'aile droite de Masséna abandonnait le Saint-Gothard, le général Xaintrailles manœuvrait pour rétablir l'importante communication du Simplon, et refoulait les insurgés du haut Valais dans le fond de la vallée du Rhône. Cette division, forte d'environ 6,000 hommes, se composait des renforts que Masséna envoyait à l'armée d'Italie, et qui, n'ayant pu s'y rendre, occupaient un camp en avant de Sidder (1), ainsi que les vals adjacents; on y avait joint près de 2,000 patriotes du bas Valais, ou Vaudois. Les rebelles postés dans la gorge de Leuck (2), firent, le 27 mai, une tentative sur le camp de Sidder qui fut repoussée. Xaintrailles ayant réuni ses troupes, les attaqua lui-même le lendemain dans leurs retranchements : deux colonnes gagnèrent les sommités qui dominaient la forte position de Leuck, et malgré la vive résistance qu'opposèrent les Valaisans, soutenus par un corps autrichien, ils furent obligés de se retirer sur Raron, laissant leurs magasins et toute leur artillerie au pouvoir des vainqueurs : le général Xaintrailles, continuant sa marche sur les deux rives du Rhône, les chassa successivement de Vispach, de Brigg et de Lax. Ce dernier village fut le théâtre d'un combat assez vif, et les Français s'y établirent pour diriger ultérieurement leurs opérations contre Munster et le Simplon, où les insurgés s'étaient ralliés.

Instruit de ces événements en même temps que des premiers dangers courus par la brigade Saint-Julien, Haddick se décida à porter Strauch sur Oberwald au soutien des Valaisans, et marcha lui-même au Saint-Gothard, où il n'arriva que pour rallier les débris de la droite, compromise par sa propre faute (3).

Sur ces entrefaites, le gros de l'armée autri-

(1) Sierres.

(2) Louesch.

(3) Saint-Julien paraît, à la vérité, avoir fait partie du corps de Hotze, et ne point appartenir à celui de Haddick qui tenait à l'armée d'Italie : ce fut peut-être la cause de son désastre.

Digitized by Google

chienne se groupait dans les environs de Zurich, où Masséna avait réuni la plus grande partie de ses forces; tout semblait annoncer une affaire décisive. Jellachich, détaché comme on sait sur la gauche pour se joindre à la brigade Gavasini, et déloger Chabran de la rive droite du lac, n'avait pas eu la peine de remplir sa mission; car celui-ci ayant déjà reçu l'ordre de se replier, fit sa retraite sur Raperschwyl, et après avoir détruit le grand pont qui traverse le lac, ainsi que celui de Grynau sur la Linth, vint prendre position entre Horgen et Lachen. Jellachich, laissant alors à Gavasini le soin de garder la rive de la Linth jusqu'à Uznach, se dirigea sur Raperschwyl, et poussa ses avant-postes à Stœffa. Il y fut vainement attaqué le lendemain par Soult, qu'il repoussa; encouragé par ce succès, le général autrichien appuya sa gauche à Meylen, et sa droite au lac de Greiffensée; la brigade du général Humbert tenant encore Fallanden, Wytikon et Zollikon, ses troupes l'en débusquèrent, le 2 juin, et la rejetèrent sur Riedspach et Hirslanden, sous la ligne des retranchements.

La Glatt seule séparait les deux armées; Masséna, en retirant ses postes de la rive droite, avait fait brûler le pont de Schwamendigen; mais ceux de Dubendorf et de Glattfelden, aux extrémités de la ligne, étaient tombés au pouvoir des Autrichiens.

La ligne des Français appuyant aux hauteurs retranchées de Zurich, s'étendait vers celles de Regensberg, et suivant de là jusqu'au Rhin une direction à peu près parallèle à l'Aar. Le défaut de pont sur cette rivière, entre Bruck et Coblentz, rendait la position de la gauche aventurée, dans le cas où le centre eût été forcé, et la route de Baden interceptée; opération difficile, à la vérité, mais néanmoins possible, car la montagne de Lagerberg qui remplit cet espace central, n'était point inaccessible du côté d'Adliken. Masséna résolut toutefois de laisser une bonne division à cette aile, plutôt que de la replier derrière l'Aar, de crainte qu'une telle démarche ne compromît la ligne retranchée de Zurich. Cependant il concentra le gros de ses forces, et fixa particulièrement son attention sur le centre et la droite, autour de cette ville.

Toute la contrée entre la Glatt, la Limmat et l'Aar, est coupée de montagnes boisées, d'un accès pénible, sillonnées d'une multitude de ravins favorables à la défensive. Le camp retranché de Zurich, auquel on travaillait depuis plusieurs mois prêtait à la droite de la ligne une force artificielle, non moins grande que les obstacles naturels du terrain. Le Zurichberg et les hauteurs de Hoeng, formant comme deux bastions, étaient couronnés de retranchements d'un grand profil : le plateau de Wipchingen, qui les liait comme une courtine, portait 14 redoutes ou flèches moins considérables, mais bien disposées, et battant les avenues de la Glatt. Une chaîne d'ouvrages détachés entre le Zurichberg et la rive orientale du lac, formait un saillant vers Hirslanden, et aboutissait vers Zollikon.

Quelques-uns de ces ouvrages se trouvaient terminés, d'autres ne l'étaient pas entièrement, surtout à la gauche; l'armement s'en était fait comme celui de la ville même, à l'aide du bel arsenal que possédait le canton. La planche XXIX, quoique destinée à la bataille du 25 septembre, donnera une idée des difficultés que l'attaque d'un tel poste devait rencontrer. Les Français, plongeant de leurs ouvrages sur tout le bassin de la Glatt, découvraient au loin la marche des colonnes ennemies, et pouvaient déjouer leurs manœuvres; l'archiduc, réduit à deux ou trois passages praticables, devait renoncer à toute surprise, et n'avoir recours qu'à la force et à l'opiniâtreté : or, Masséna ne lui cédait en rien sur ces points.

Si le prince avait eu le temps de réparer le pont du Rhin à Eglisau, ou d'en jeter un à Kayserstuhl, il est certain qu'il eût été de son intérêt de manœuvrer contre la gauche des Français; non-seulement c'était le moyen d'éviter une foule d'obstacles, et de rendre inutiles tous les préparatifs de l'ennemi; on pouvait encore se promettre, par un succès décisif sur cette aile, l'évacuation entière de l'Helvétie; puisque Masséna tourné par Baden, et peut-être même par Bruck, aurait à peine trouvé un asile derrière l'Aar. La position du saillant de Waldshut conviait également à y jeter des ponts pour tourner d'un même coup la ligne formidable qu'offre cette rivière, et contraindre les Français à regagner le Jura. Mais la crainte de livrer à la

Digitized by Google

merci de son adversaire la seule communication avec les ponts de Busingen, décida l'archiduc à diriger ses efforts contre la droite, et il fixa le 4 juin pour cette tentative.

Les mouvements préparatoires prescrits à Jellachich, suivis trop littéralement par ce général, l'engagèrent à pousser jusque sur Zurich; il s'avança à gauche par Zollikon le long du lac; au centre par Ebmatingen en suivant le bord du lac Greiffensée aux sources de la Glatt, et à droite en tournant le côté opposé sur Uster.

Masséna, inquiet d'un voisinage qui menaçait son flanc droit, lança contre ce général, le 3 juin, une partie de la division Soult: les Français gagnant les hauteurs de Wittikon y conservèrent la supériorité; mais par une bizarrerie assez singulière, Jellachich longeant au même instant avec impétuosité le rivage, parvint jusqu'au faubourg de Zurich. S'il n'avait pas été aussi isolé et hors de portée de soutien, il eût peut-être réussi à pénétrer dans la place; mais bientôt menacé par sa droite, et assailli du côté de Hirslanden et de Zurich, il n'eut que le temps de regagner sa position en abandonnant quelques prisonniers. Le chef d'état-major Chérin, officier de mérite, tomba blessé mortellement dans ce combat, d'ailleurs assez insignifiant pour les deux partis.

Dans la nuit même qui suivit cette échauffourée, l'archiduc donna les derniers soins à ses préparatifs; et le 4 juin, à la pointe du jour, ses colonnes se mirent en mouvement.

Quinze bataillons et 9 escadrons de l'aile droite, sous les ordres de Nauendorf, restèrent sur la basse Glatt, pour observer la division Tharreau, et couvrir les communications avec Schaffhausen; détachement trop considérable peut-être, et dont on aurait bien pu employer moitié à renforcer l'attaque du centre, pour enlever les hauteurs d'Adliken, et prendre en flanc la ligne des retranchements.

Le général Hotze, commandant l'aile gauche, forte de 20 bataillons et 22 escadrons, fut chargé d'enlever les ouvrages qui s'étendaient depuis Riedspach et Hirslanden jusqu'au Zurichberg, en suivant les sinuosités des montagnes. C'était la partie la plus forte de la ligne de Masséna. Les généraux Jellachich et Bey, placés sur la rive gauche de la Glatt, commencèrent le combat en attaquant ces deux villages, dont ils s'emparèrent en même temps que le prince de Lorraine, débouchant par le pont de Dubendorf, se dirigeait sur le Zurichberg. Ces colonnes obtinrent d'abord quelques succès; la première s'était logée dans les faubourgs de Zurich, et la troisième occupait les fermes d'Attisberg et de Topelhof, lorsque Soult, faisant avancer la réserve, reprit les retranchements de la droite et força les Autrichiens à se replier. Hotze s'était réservé avec la division Petrasch la tâche difficile d'aborder de front le Zurichberg. Instruit que le pont de Schwamendingen était brûlé, il laissa 2 bataillons pour masquer ce passage, et remonta jusqu'à Dubendorf où il traversa la rivière: puis, après s'être emparé de Stepbach, il redescendit sur Schwamendingen, dont il se rendit également maître à l'aide de 2 bataillons qui passèrent la Glatt à gué: moins heureux contre le Zurichberg, il fut obligé après de vains efforts, de se replier sur Schwamendingen.

Pendant que l'aile gauche était aux prises avec les Français, l'archiduc avait fait défiler 10 bataillons et 20 escadrons du centre par Glattbrück. Le prince de Reuss qui commandait cette colonne emporta Sëebach, et appuyant sa droite à Rümlang, détacha le général Rosenberg à Orliken pour se lier au corps de Hotze. Oudinot, témoin de ce mouvement, réunit sa division entre Wipchingen et Affoltern, et assaillit le prince de Reuss dans l'espérance de couper la retraite au détachement de Rosenberg: mais les Autrichiens, ayant reçu des renforts de leur aile droite, repoussèrent ces tentatives dans lesquelles Oudinot lui-même fut blessé.

Cependant le prince Charles, resté en réserve à Opfiken avec 8 bataillons et 16 escadrons du centre, voyant le peu de progrès des colonnes de Hotze, résolut de faire une dernière tentative pour s'emparer du Zurichberg: il donna l'ordre au général Wallis d'y marcher avec 4 bataillons de troupes fraîches, pendant que le prince de Lorraine renouvellerait son attaque du côté d'Attisberg. Wallis enleva la ferme du Zurichberg, et après un combat très-opiniâtre, pénétra jusqu'aux abatis. Masséna s'était porté sur ce point avec une colonne de grenadiers, qu'il lança sur les Impériaux: ceux-

Digitized by Google

ci, accablés par une grêle de mitraille et de mousqueterie, se retirèrent en désordre avec une perte considérable. Le prince de Lorraine ne fut pas plus heureux : le général Humbert le repoussa vigoureusement, et le rejeta sur Wittikon. La nuit vint enfin terminer le combat : l'armée impériale resta sur la rive gauche de la Glatt, et prit position au pied des montagnes, laissant ses avant-postes sur les hauteurs dont elle avait conservé la possession.

Cette journée fut surtout meurtrière pour les Autrichiens, qui eurent continuellement à lutter sur un terrain désavantageux, et sous le feu plongeant des batteries françaises. Ils perdirent près de 3,000 hommes; Hotze, Wallis et Hiller, y furent grièvement blessés.

Les deux partis étaient tellement harassés de fatigue, qu'ils donnèrent au repos la journée du 5. Mais l'archiduc n'en persistait pas moins dans ses projets offensifs; et, attirant à lui le corps de Nauendorf, qu'il remplaça sur la basse Glatt par quelques bataillons tirés de la rive droite du Rhin, il se disposa à tenter une seconde attaque, dans la nuit du 5 au 6, avec des forces mieux réunies. Ses dispositions, plus sages que celles du 4, consistaient à faire assaillir avant le jour, par deux colonnes de 8,000 hommes chacune, les montagnes de Zurich et de Wipchingen, dont l'accès lui paraissait moins difficile que celui de la droite du camp retranché. Dans le cas où ce coup de vigueur réussirait, toute la gauche, la réserve, et même partie de la droite, eussent été à portée de soutenir un premier succès.

Masséna, soupçonnant l'intention de l'archiduc, et ne voulant pas courir les chances d'une nouvelle bataille, évacua ses retranchements pendant la nuit. Son armée, qui avait eu soin de se débarrasser de son matériel de campagne, et de ne laisser dans les retranchements que l'artillerie helvétique, défila par les ponts de Zurich, de Fahr ou de Wettingen, et fut prendre position sur la chaîne de l'Albis prolongée par le Uetli. Peu s'en fallut que cette évacuation n'entraînât un plus grand désastre, et que le quartier général de Masséna ne fût enlevé par suite d'un malentendu, qui fit abandonner au général Humbert la porte du lac avant le temps prescrit. La retraite achevée, les Autrichiens entrèrent enfin dans la place, où on leur abandonna, sans raison, un arsenal considérable et 150 pièces de canon; leur avant-garde traversa le petit Zurich, et alla camper à Wittikon par la plaine de la Sihl.

Quelques écrivains ont reproché à Masséna d'avoir abandonné prématurément son camp de Zurich. L'épreuve qu'il venait de faire de sa force devait, selon eux, l'engager à s'y maintenir. Cette assertion est hasardée, du moins dans l'état informe où le camp se trouvait; il n'eût été tenable que s'il avait été entièrement fermé et prolongé jusqu'à la Limmat, en abandonnant le reste de la ligne entre l'Aar et le Rhin. Mais dans la situation des affaires, le général français ne pouvant le considérer que comme une tête de pont favorable pour un retour offensif, ne devait pas mettre le salut de son armée en question, pour un poste dont l'utilité était encore problématique : tout ce qu'on aurait pu exiger de lui eût été qu'il coupât les ponts, et cherchât à se maintenir dans la petite ville, afin de ne pas laisser à l'ennemi un débouché important au centre de la nouvelle position qu'il allait prendre : cette résolution lui eût d'ailleurs permis de sauver l'arsenal, situé dans cette partie de la ville, et d'en augmenter la défense de l'Albis. La retraite derrière la Limmat, ainsi modifiée, n'eût pas été une faute; car un des points du camp pouvait être forcé avec quelques sacrifices; et alors les Autrichiens, arrivant sur les ponts en même temps que les Français, eussent placé ceux-ci dans une position critique. Masséna, d'ailleurs, attendait de l'intérieur des renforts considérables, qui devaient rétablir la proportion des forces, et le mettre à même de reprendre l'offensive. Il agit donc sagement en abandonnant une ligne où le moindre échec compromettait le salut de l'armée, et qu'il pouvait reprendre dès qu'il serait en mesure. Au reste, ses opérations ultérieures, dont nous aurons à rendre compte, prouveront assez que ce fut un plan réfléchi, et non la crainte, qui lui fit adopter ce parti.

Au même instant où Masséna se décidait à une retraite si délicate, les Autrichiens préparaient une expédition contre la division du Valais. Haddick avait détaché les brigades du prince de Rohan et du général Nobili sur le Simplon, en même temps

Digitized by Google

qu'il descendait, le 9 juin, avec deux autres, par le Furca sur Oberwald et Munster, en vue de combiner pour le 15 juin une attaque générale contre la division Xaintrailles, hors d'état de résister à 18,000 Autrichiens ou insurgés. Mais des ordres de Suwarow vinrent troubler ces préparatifs et appeler Haddick en Piémont, où l'approche de l'armée de Macdonald, jointe à l'apparition de l'escadre de Bruix, avait jeté l'alarme. Cette heureuse circonstance ne contribua pas moins au salut de l'Helvétie, que le défaut d'activité des Autrichiens durant les deux mois dont nous venons de retracer les événements.

La prise de Zurich et la retraite des Français ne permettant plus au gouvernement helvétique de siéger à Lucerne, il partit pour s'établir à Berne ; le directoire, les membres des deux conseils, le tribunal suprême, les ministres et leurs bureaux, formaient une colonne d'équipages aussi considérable que celle d'une grande armée : sa marche processionnelle excitait sur la route une joie ironique ou la terreur, selon l'esprit de parti qui animait les contrées qu'elle traversait. Ce trajet ne s'était pas fait sans crainte; car une faible escorte semblait peu rassurante contre les entreprises des paysans de Lucerne, de l'Argovie et de Berne, généralement mal disposés pour le nouvel ordre de choses.

Un résultat plus malheureux de la prise de Zurich fut la dissolution des milices helvétiques. La mort de l'adjudant général Weber les ayant laissées sans commandant en chef, les bataillons bernois, argoviens et soleurois, mal disposés et employés aux travaux du camp, furent réduits à rien par la désertion. Celui de Lucerne, très-maltraité dans le combat, s'était dispersé; dix bataillons de Zurich et de Thurgovie, qui avaient marché sous les ordres du préfet Tobler, à la veille de voir leurs foyers livrés à la merci des troupes autrichiennes, se hâtèrent de les regagner, de crainte d'exposer leurs familles à la vengeance dont les proclamations de l'archiduc menaçaient tous les habitants pris les armes à la main. Le mystère dont Masséna avait cru devoir envelopper cette évacuation, l'avait porté à laisser l'état-major helvétique dans la persuasion qu'on sacrifierait tout pour défendre le camp retranché; le désordre qui résulta d'une sortie aussi brusque qu'inattendue, ne contribua pas peu à la dissolution des bataillons, qui se fussent pourtant reformés, si l'impossibilité de pourvoir à leur solde et aux immenses frais de la guerre n'y avait mis un obstacle invincible. On licencia donc, faute de moyens, les restes de ceux sur lesquels on pouvait le moins compter.

Les bataillons vaudois, quelques compagnies d'Argovie, et 5 à 600 braves patriotes zuricois, la plupart officiers ou sous-officiers de ces milices, restèrent seuls sous les drapeaux ; les derniers formèrent un bataillon de carabiniers volontaires, dont l'ex-préfet Tobler prit le commandement : deux bataillons vaudois furent mis en activité dans le Nord, deux autres avaient été envoyés en Valais: quelques compagnies bâloises demeurèrent également sur pied, et contribuèrent à la garde d'un camp retranché, tracé, en avant du Petit-Bâle, dont les travaux étaient déjà assez avancés pour mettre ce poste à l'abri d'insulte.

Nous laisserons reposer un instant l'attention de nos lecteurs, plus fatigués sans doute que nous du récit de tant de mouvements compliqués. De mémoire d'homme on n'avait vu un parail enchaînement de combats, depuis les montagnes de la Calabre jusqu'aux plages du Texel, où bientôt aussi se passèrent des événements de la plus haute importance. Cent vallées, parcourues en sens différents, venaient d'être le théâtre d'une multitude d'exploits stériles; car la violation des principes dans la première direction des masses, rendit la mort de tant de braves aussi déplorable qu'infructueuse. La postérité recueillera avec avidité les détails de ces luttes presque incroyables, au centre de la masse la plus aride des Alpes ; mais ce qui étonnera le plus, c'est qu'on ait trouvé moyen d'alimenter en vivres et munitions, des forces si considérables, campées durant plusieurs mois dans des contrées inhospitalières, où le voyageur isolé semble à peine pouvoir trouver un gîte.

En voyant ces colonnes intrépides escalader les rochers effrayants du Crispalt, les glaces du Wormserjoch, les flancs escarpés du Kunkel, du Saint-Gothard, du Todi, enfin les revers abruptes de l'Engadine, chacun se croirait transporté aux siècles fabuleux, et imaginerait voir des combats de géants. Tant de gloire acquise par les bataillons français s'est éclipsée dans les plaines de Stockach

Digitized by Google

et de Magnano, où le choc des armées sur les points décisifs vint trancher en un clin d'œil la question de possession de la chaîne des Alpes, et détruire des préjugés consacrés par vingt siècles d'erreur.

CHAPITRE LXXXVI.

Opérations en Italie depuis le milieu d'avril. — Suwarow arrivé avec les Russes prend le commandement en chef. — Passage de l'Adda par les alliés à Brivio et Trezzo. — Bataille de Cassano. — Retraite des Français entre la Bormida et le Pô. — Prise d'Orci-Novi, de Peschiera et de Pizzighetone par les Autrichiens. — Combat de Bassignano. — Insurrection du Piémont. — Les Austro-Russes se dirigent sur Turin. — Wukassowich pénètre dans la ville, où il fait de riches prises. — Moreau se réfugie dans l'Apennin; embarras qu'il éprouve par la prise de Ceva. — Retraite des parcs par Pignerol. — Hohenzollern assiége le château de Milan et se porte dans les bailliages italiens. — Combat de Taverne. — Klénau s'empare de la citadelle de Ferrare. — Défection de Lahoz. — Coup d'œil sur les derrières, jusqu'à la fin de mai.

Nous avons laissé après la bataille de Magnano l'armée d'Italie en retraite sur l'Oglio, et celle des Autrichiens campée derrière le Mincio, où elle fut jointe le 24 avril par 18 à 20,000 Russes. Le même jour l'avant-garde impériale établie à Montechiaro, se lia avec le corps de Wukassowich; le feld-maréchal Suwarow prit le commandement en chef des forces alliées.

Nous ne retracerons point ici le portrait de cet homme extraordinaire dont assez d'historiens ont entrepris le panégyrique. Une bizarrerie poussée au plus haut degré d'affectation, a diminué sa gloire aux yeux des étrangers; mais un coup d'œil prompt et sûr, un grand caractère, beaucoup d'activité et d'impétuosité, lui assignent incontestablement une place distinguée parmi les généraux de ce siècle. Les troupes qu'il amenait étaient bien différentes de l'armée russe actuelle, sous le rapport de la tenue et de l'instruction; mais la race d'hommes était forte, l'esprit militaire parfait : si leur instruction aux manœuvres laissait beaucoup à désirer, rien ne surpassait l'aplomb qu'elles montraient dans la défense, ou l'audace impétueuse de leurs colonnes d'attaque.

La baïonnette était l'arme favorite du soldat et du général, qui méprisaient également les feux; aussi l'artillerie était-elle loin de valoir celle d'aujourd'hui, pour le personnel, comme pour le matériel : la cavalerie qui, sous les Wasiltchikoff, les Emmanuel, les Pahlen, a, sinon surpassé, du moins rivalisé dans les derniers temps avec les meilleures de l'Europe, était alors des plus médiocres.

L'état-major, formé de jeunes gens élevés à l'école des Cadets possédait des connaissances suffisantes pour développer les talents d'un homme né pour la guerre; mais il n'en avait pas assez pour constituer un corps savant, propre à diriger toute opération militaire (1).

Le premier soin du maréchal fut de recommander l'usage de la baïonnette : attribuant les revers des campagnes précédentes au peu de vigueur des officiers autrichiens, il envoya des officiers russes dans les régiments de l'armée impériale, enseigner le maniement de cette arme : leçon sévère, et qui, malgré le caractère d'énergie dont elle portait l'empreinte, fut envisagée par ses alliés sous un tout autre point de vue.

Le général Chasteler, chef d'état-major de l'armée, lui ayant proposé à son arrivée de faire une *reconnaissance*, le maréchal lui répondit vivement : « Des reconnaissances!! je n'en veux pas; » elles ne servent qu'aux gens timides, et pour » avertir l'ennemi qu'on arrive; on trouve toujours » l'ennemi quand on veut. Des colonnes, la baïon» nette, l'arme blanche, attaquer, enfoncer, voilà » mes reconnaissances! » Réponse où bien des gens n'ont entrevu que de la jactance, et qui décèle plus qu'on ne pense le vrai génie de la guerre (2).

(1) Le général Toll, depuis quartier-maître général de l'empereur Alexandre, officier du plus grand mérite, s'y trouvait comme lieutenant; mais il n'y en avait pas beaucoup de cette trempe. Il était réservé à l'empereur Alexandre, secondé du prince Wolkonsky, d'instituer un état-major digne de la Russie, après que les campagnes de 1805 et 1807 en eussent fait sentir tout le besoin.

(2) En appliquant, par exemple, cette réponse à la position de l'Oglio, n'était-ce pas dire en d'autres termes :

Pendant que le général russe prenait connaissance de l'emplacement de ses forces et se préparait à profiter de sa grande supériorité pour tomber sur son adversaire, Moreau, voyant à son arrivée sur l'Oglio que l'ennemi ne l'avait point suivi, jaloux de réparer aux yeux des troupes ce que la retraite ordonnée par le général en chef avait de ridicule, conçut l'espoir de se maintenir derrière cette rivière, et la remonta jusqu'à Calcio. Mais Schérer ayant déjà ramené la droite à Crémone, et abandonné le pont de Marcaria, le corps du comte de Hohenzollern s'en était déjà saisi; en sorte que la ligne, au lieu de suivre le cours de l'Oglio, passa de Ponte-Vico sur Pieve, ce qui mettait hors d'état de tenir longtemps, si l'ennemi supérieur en nombre faisait un mouvement sérieux par sa gauche.

Crémone renfermait depuis deux ans tous les établissements d'artillerie de l'armée; on y avait entassé un matériel considérable et de grands approvisionnements, qu'il importait d'évacuer. Malgré les avantages que le Pô procurait pour embarquer et faire remonter les munitions, on n'en sauva que la plus petite partie; le reste, dans la précipitation, fut jeté à la rivière ou abandonné. L'équipage de pont qu'on n'avait pu emmener de Mantoue, faute de chevaux, voulant descendre le Mincio, puis remonter le Pô, fut pris en route par les coureurs autrichiens.

Dans ces entrefaites l'armée française, affaiblie par ses pertes et par environ 8,000 hommes laissés dans Peschiera, Mantoue et Ferrare, se trouvant réduite à 28,000 combattants, fut réorganisée: on en forma trois divisions de 10 bataillons et 10 escadrons chacune, avec une avant-garde de 5 bataillons et 7 escadrons. Montrichard fut détaché sur la rive droite du Pô à la tête d'un régiment de hussards et de plusieurs bataillons tirés du Piémont; il devait se concerter avec le général cisalpin Lahoz, qui commandait à Pesaro un millier d'hommes et toutes les gardes nationales des départements transpadans, afin de comprimer les mouvements insurrectionnels qui se manifestaient dans ces contrées, et de couvrir le flanc droit de l'armée.

Le 17 avril, l'avant-garde alliée, aux ordres du général Ott, passa la Chiese, et vint à Castenedolo; le corps de bataille s'approcha de cette rivière, le surlendemain, en trois colonnes. La première, conduite par le général Zoph, se dirigea sur Lonato; la seconde, commandée par Lusignan (1), sur Castellara et Madona-di-Scoperta; enfin la troisième, composée de la division Kaim, et suivie du corps auxiliaire russe, marcha sur Monte-Chiaro. D'un autre côté, Hohenzollern prit poste sur la rive droite de l'Oglio.

Le maréchal Suwarow avait formé le projet de faire enlever Brescia de vive force par son aile droite dont Kray prit le commandement. Wukassowich devait descendre du val Trompia sur le flanc gauche des Français, et concourir à cette attaque fixée au 20. Le reste de l'armée, conduit par Mélas et Rosenberg, devait passer la Mella, et pousser jusqu'à Chiari.

Kray exécuta heureusement la partie de ce projet qui lui était dévolue, et cela n'était pas difficile; les Français évacuèrent la ville de Brescia au premier coup de canon, et se retirèrent au nombre de 1,100 dans le château dont l'enceinte bastionnée, était en assez bon état de défense. Après une canonnade de quelques heures, le commandant intimidé par la vue des nombreuses colonnes ennemies qui inondaient la plaine, et plus encore par les préparatifs qu'il voyait faire pour

« Les Français sont derrière l'Oglio, ils sont dispersés sur » toute la ligne ou massés sur le point important, eh » bien! qu'importe, faisons un effort sur un point indi» qué par les règles de la stratégie, et contentons-nous » d'une forte démonstration sur le reste de la ligne. Si » nous trouvons l'ennemi dispersé, la démonstration le » maintiendra dans cet état défavorable, et la masse l'ac» cablera. Si, au contraire, il s'est réuni en face de notre » attaque principale, la démonstration agira de son côté » et deviendra une colonne de manœuvre pour prendre » l'ennemi en flanc. Il n'est pas besoin de parcourir la » ligne pour savoir que le point décisif est à Soncino ou » Ponte-Vico, puisque l'on pourrait déborder tout ce qui » se trouverait sur le saillant du bas Oglio et le culbuter » dans le Pô; c'est donc là qu'il faut nous diriger, atta» quer et enfoncer l'ennemi. » Cette manière de s'exprimer eût été plus élégante, mais au fond n'était-ce pas la même chose?

(1) Frœlich étant malade, Lusignan le remplaça.

Digitized by Google

l'assaut, se rendit avec un peu de précipitation. Quoique le reste de l'armée ne rencontrât pas le moindre poste français, il ne put pousser jusqu'à Chiari ; le mauvais temps, les chemins défoncés et les ruisseaux débordés s'y opposèrent, et les colonnes s'égarèrent dans l'obscurité. Le corps russe qui formait l'extrême gauche se rabattit sur le centre, de sorte que l'ordre de bataille fut interverti, et Mélas dut faire halte sur la Mella. Le peu de succès de cette première entreprise lui attira de Suwarow une réprimande aussi sévère qu'originale (1).

La prise de Brescia détermina Schérer à retirer son avant-garde sur la rive droite de l'Oglio. A peine l'armée française était-elle établie vers Soncino et Calcio, que le colonel Strauch força le poste d'Edolo, et pénétra dans le val Cammonica ; d'un autre côté le gros de l'armée austro-russe campé sur la Mella, fit attaquer par son avant-garde le pont de Palazzuolo, tandis que la brigade Wukassowich se portait à Lovère, et qu'à l'extrémité opposée le corps de Hohenzollern saisissait dans Crémone 11 bateaux chargés d'objets d'artillerie et d'approvisionnement de toute espèce. Il ne restait à Schérer d'autre parti à prendre, qu'à se retirer sur l'Adda. Ce mouvement s'opéra le 21 avril : la division Grenier se porta sur Cassano ; et Serrurier talonné par les Russes gagna Lecco. Le général Moreau replia la division Victor et l'avant-garde sur Lodi, par Crema. Victor fut obligé d'abandonner une partie de l'artillerie dans cette dernière ville, faute de moyens de transport.

Voici donc l'armée française établie sur l'Adda : à sa droite, les corps légers de Montrichard et de Lemoine couvrent en partisans le Modénois et le Ferrarais, pour s'opposer aux courses de Kléuau ; vers la gauche l'adjudant général Freyssinet tient avec 4 bataillons, le val d'Aprica, débouché du val Cammonica ; un très-petit nombre de troupes protége les derrières, où couve le feu de l'insurrection.

L'Adda, depuis sa sortie du lac de Lecco jusqu'à son confluent dans le Pô, parcourt une étendue d'environ 24 lieues. C'est une rivière torrentueuse et profonde, dont la rive droite, bordée depuis Lecco jusqu'à Cassano par le contre-fort qui se détache de la chaine principale des Alpes, commande presque partout les hauteurs de la rive gauche. Elle n'est guéable qu'en certains endroits entre Cassano et Lodi, dans la saison des basses eaux ; alors le canal de la Muzza, large et profond, qui en sort près de Castiglione, peut servir de ligne supplémentaire en avant du front.

Il y a plusieurs ponts sur l'Adda, mais les principaux sont ceux de Lecco et de Cassano, défendus naturellement par les positions de la rive droite, ou par de bons retranchements ; celui de Lodi est couvert par une tête de pont, celui de Pizzighetone est protégé par le corps de cette place et l'ouvrage à couronne de Gera.

Puisque l'armée française ne se retirait sur l'Adda que pour y tenir en échec l'armée austro-russe, et attendre les renforts qu'on lui promettait, la prudence conseillait de la concentrer entre Cassano et Lodi. Cependant il n'en fut rien : la division Serrurier s'étendit de Lecco jusqu'à Vaprio, laissant 4 bataillons et 100 chevaux sur la rive gauche pour la garde du pont de Lecco. Le général Grenier occupait le pont de Cassano et les hauteurs en arrière ; son centre était placé à Conegliano en avant du canal de la Muzza ; sa ligne s'étendait jusqu'auprès de Bisnate. Victor tenait Pompéana, le pont de Lodi, et s'appuyait vers le bas Adda à la gauche de l'avant-garde. Celle-ci, aux ordres de Laboissière, avait un poste sur le rideau en arrière de Pizzighetone ; deux demi-brigades occupaient Rovereduro, Castiglione et Bertonico ; un bataillon de grenadiers et un régiment

(1) « J'entends qu'on se plaint de ce que l'infanterie a » eu les pieds mouillés. Ainsi le voulait le temps.... La » marche a été ordonnée pour le service du puissant Em» pereur. Les femmes, les petits-maîtres, les paresseux, » demandent seuls de beaux jours. Le grand parleur qui » fronde le service souverain, traité désormais comme un » égoïste, perdra son commandement. Les opérations, » résolues promptement, doivent être exécutées sans per» dre une minute, pour ne pas laisser à l'ennemi le temps » de se reconnaître. Celui qui a une mauvaise santé » peut rester en arrière ; l'Italie doit être délivrée du » joug des athées et des Français, chaque brave officier » doit se sacrifier pour y parvenir ; les raisonneurs ne » peuvent être soufferts dans aucune armée. Du coup » d'œil, de la promptitude, de la vigueur : c'est assez » pour aujourd'hui. »

Digitized by Google

de cavalerie tenaient Casal-Pusterlengo; enfin, un détachement d'un millier d'hommes avec 3 bouches à feu se porta sur Plaisance.

On voit, par cette distribution maladroite de ses forces, que Schérer avait trouvé le secret d'étendre ses 28,000 hommes depuis la Valteline jusqu'à Plaisance, devant une armée de 50,000 combattants massée entre les montagnes et Triviglio. Il n'aurait probablement pas même eu le temps de former ce cordon, si les Austro-Russes n'avaient employé 27 heures au passage du Serio, par suite de l'accident rapporté plus haut.

Les généraux alliés, en poursuivant les républicains, avaient à choisir entre trois systèmes : d'abord de manœuvrer par le pied des montagnes de Bergame, pour tourner la gauche, et rompre la communication avec la droite de Masséna ; le second, de se jeter en masse contre la droite de Schérer le long du Pô, pour le refouler vers les lacs, et le prévenir s'il était possible sur ses communications avec Alexandrie et Turin; le troisième, de faire des simulacres contre les ailes, et d'opérer constamment sur le centre. Grâce au morcellement de Schérer, ce dernier parti eût été le plus convenable : en toute autre hypothèse, il était plus habile de manœuvrer le long du Pô que par le pied des montagnes, puisque c'était le moyen de gagner la ligne de retraite des Français : c'est pourtant ce que l'on ne fit pas.

Le 25 avril, dans l'après-midi, le prince Bagration, dont l'avant-garde harcelait les troupes de Serrurier, attaqua le pont de Lecco. Les grenadiers russes s'avancèrent d'un pas assuré jusque sous les retranchements; les carabiniers de la 18e légère tenant à honneur de leur épargner la moitié du chemin, en sortirent baïonnettes croisées, et les repoussèrent. L'artillerie placée sur les deux rives tint leurs colonnes à distance respectueuse, et les obligea à se retirer, laissant certain nombre de morts devant la tête de pont. Ce fut le premier engagement des Russes avec les Français; les premiers, emportés pas trop d'ardeur contre un poste fortifié, s'aperçurent qu'ils avaient affaire à des adversaires dignes d'eux.

Cependant le 26, l'armée combinée, après avoir passé la Bembrana, arriva sur la rive gauche de l'Adda; le corps russe devant Lecco; la brigade Wukassowich à Caprino vis-à-vis Brivio; la division Ott en face de Trezzo; celle de Zoph à Canonica devant Vaprio; Mélas avec les divisions Kaim et Frœlich, à Triviglio; le général Seckendorf devant Lodi.

Suwarow, après avoir mis à la disposition de Kray, non-seulement toutes les troupes qui se trouvaient sur le Mincio, mais encore la division Klénau, c'est-à-dire, environ 20,000 hommes, pour faire le siége de Peschiera et bloquer Mantoue, songea aussitôt à franchir l'Adda. Son intention était que le corps russe forçât d'abord le passage à Lecco, et que, descendant la rive droite sur Merate, il fût successivement soutenu par le reste de l'armée, qui passerait au fur et à mesure que les débouchés seraient dégagés par la marche victorieuse de Rosenberg.

Ce projet, qui ne donnait rien au hasard, ne fut pas ponctuellement suivi, et dans le fait, il s'en fallait de beaucoup qu'il se trouvât calculé sur l'exacte connaissance de la situation des choses.

Abreuvé de dégoûts et d'humiliations, plus encore qu'abîmé de fatigues et de sciatique, Schérer venait de remettre le commandement provisoire de l'armée à Moreau, qui se trouvait alors à Lodi. Celui-ci à son arrivée au quartier général, apprit vers 6 heures du soir que Wukassowich avait surpris le passage à Brivio nonobstant les renforts assignés à l'adjudant général Guillet qui y commandait : on l'informa en même temps que Serrurier marchant sur Vaprio avec la majeure partie de ses forces, s'éloignait ainsi du point où l'ennemi s'établissait. Il estima, avant tout, qu'il fallait s'opposer en masse aux progrès des alliés : en conséquence, il expédia à Serrurier l'ordre de rétrograder vers la gauche, et de laisser un bataillon seulement à Trezzo, puis il prescrivit à Grenier de se porter sur Vaprio, et au général Laboissière de venir occuper Lodi; mouvement qui tendait à réunir l'armée dans la direction où les alliés montraient le gros de leurs forces; mais qui, prescrit trop tard, et sans connaissance exacte de ce que faisait l'ennemi, ne pouvait avoir que de fâcheux résultats.

La division Ott avait en effet réussi à jeter un pont sous Trezzo, à la faveur de la nuit, et, dès 5 heures du matin, ses troupes avaient filé sur la

Digitized by Google

rive droite de l'Adda. Un bataillon républicain qui se trouvait derrière Trezzo, attaqué par des forces aussi considérables, eut beaucoup de peine à gagner Pozzo.

Au jour, la ligne française était donc coupée en trois parties. Pour comble de malheur, la plus forte ne put être réunie assez tôt pour dégager les deux autres. C'est dans ce moment, où l'armée ainsi morcelée n'avait plus d'espoir de conserver la position de l'Adda, que Moreau reçut de Schérer, l'arrêté du Directoire qui lui en conférait le commandement définitif. Il fallait presqu'un miracle pour la sauver, mais les risques de compromettre une réputation faite, ne l'arrêtèrent pas. Le général en chef s'apercevant bientôt que le passage de Brivio, n'était que secondaire, se ravise sur le mouvement prescrit à Serrurier et lui expédie l'ordre de s'arrêter à Verderio, il presse ensuite la marche de la division Victor, et se porte à travers une nuée de Cosaques vers celle de Grenier, déjà aux prises avec l'ennemi depuis 6 heures du matin.

Conformément aux ordres qu'elles avaient reçus dans la nuit, les troupes de cette dernière division s'étaient mises en marche sur Vaprio. La 63e demi-brigade, formant tête de colonne, arriva à temps pour s'opposer aux progrès des Impériaux. Bientôt le général Kister, étant survenu avec le reste de sa brigade et du canon, s'avança sur Vaprio, qu'occupaient déjà les Autrichiens. Le combat s'engagea avec chaleur; ce bourg fut repris et perdu. Grenier n'avait pour s'y maintenir que 9 bataillons et 8 escadrons. Les Autrichiens, déjà supérieurs en nombre, renforcés à chaque minute des troupes de la division Zoph, avaient formé leur ligne perpendiculairement à l'Adda, étendant leur droite vers Pozzo, et poussant leur cavalerie au loin dans la plaine. En toute autre circonstance, on eût sans doute songé à la retraite; mais la présence de Moreau, et la nouvelle de sa nomination au commandement, électrisèrent les troupes, et leur firent tenter un généreux effort : l'ennemi fut repoussé, la cavalerie française, lancée sur l'infanterie autrichienne en désordre, la maltraita et tailla en pièces le bataillon de grenadiers de Strentz. Cependant un coup d'œil avait suffi à Moreau, pour voir que cette valeureuse division serait livrée à ses propres forces : déjà l'on ne pouvait plus transmettre d'ordres à Serrurier; et Victor n'était pas encore à portée de prendre part au combat. Le signal de la retraite est donné; elle allait s'exécuter, quand les Autrichiens renforcés par la brigade Morzin, renouvelèrent leurs attaques.

Les grenadiers impériaux accueillis par un feu terrible essuyèrent une perte immense; mais, sur la droite, Vaprio fut enlevé par le bataillon de Nadasty, à la suite d'une terrible mêlée où l'on se joignit corps à corps. Sur ces entrefaites, les Cosaques soutenus de la cavalerie autrichienne, chargent le 24e de chasseurs, le culbute jusqu'auprès de Gorgonzola, et lui font nombre de prisonniers. Néanmoins la brigade Quesnel se retire en ordre sur Inzago; et le général Kister, quoique blessé, ramène la sienne sur Gropello et Cassano.

Pendant que les divisions Ott et Zoph pressaient ainsi Grenier, la 106e demi-brigade qui formait sa droite, tint la colonne de Mélas en échec pendant 5 heures, derrière le canal de Ritorto, et ne céda sa position qu'après avoir été écrasée par le feu redoutable de 30 pièces de canon. Obligée ensuite de se retirer dans la tête de pont de Cassano, elle y avait déjà soutenu une attaque, lorsqu'elle fut secourue par la brigade Argod, de la division Victor, qui arriva fort à propos sur les 4 heures du soir. Mélas ayant fait passer le canal à toute sa colonne, dirigea le régiment de Reisky contre les retranchements. Son attaque fut vive. Les Autrichiens, bravant la mitraille, pénétrèrent dans la tête de pont, dont ils se rendirent maîtres, après un combat à outrance, où le général Argod fut tué. Les Français, pour arrêter la poursuite des Impériaux, mirent le feu au pont.

Après cet échec la division Grenier, affaiblie de 2,400 hommes, parmi lesquels on ne comptait pas moins de 1,000 prisonniers, se réunit à Inzago, et se retira sur Milan par la route de Melzo, celle de Bergame étant déjà interceptée à Gorgonzola. Le général Victor, après avoir été relevé à Lodi par une brigade de l'avant-garde, se retira avec celle de Charpentier sur Melegnano, où il prit position.

Cependant Serrurier, coupé en deux dès le matin par le corps de Wukassowich, et embarrassé par les ordres contradictoires qu'il recevait, ne fut

Digitized by Google

point aussi heureux. Environ 3,000 hommes auraient pu s'échapper par Vimercate sur Monza, ou venir par Colnago attaquer les derrières d'Ott et de Zoph qu'ils eussent mis dans l'embarras; mais Serrurier n'eut l'œil qu'à la fausse attaque de Brivio, et trouvant à Verderio une bonne position, préféra y attendre l'issue du combat de Vaprio : comme si, le passage de l'Adda étant forcé à sa droite et à sa gauche, aucun avantage du terrain pouvait le garantir de la catastrophe qui le menaçait.

L'inquiétude qu'il avait sur le sort de sa gauche dont il était séparé, explique seule une résolution aussi peu militaire; car dans un pareil doute, rester en position sans prendre aucune part au combat, est le pire qu'on puisse faire.

L'adjudant général Guillet, renforcé à Olginate par la 39e qui revenait de la Valteline, voyant le progrès de Wukassowich, et n'ayant aucune nouvelle de son général, se retira sur Como, où le chef de brigade Soyez avait déjà renvoyé une partie de son artillerie sous escorte. Ce dernier, voyant les apprêts de Rosenberg pour escalader la tête de pont de Lecco, et désespérant de gagner Como par terre, s'embarqua sur le lac. Instruit de l'évacuation de cette ville, il vint débarquer à Menagio, gagna Lugano par les montagnes, puis revint par Luvino descendre sur Arona. Retraite heureuse, qui fait honneur au coup d'œil de cet officier, et peut être considérée comme la meilleure critique de la conduite de Serrurier, bien qu'elle fût en quelque sorte légitimée par les ordres du général en chef. Il est des circonstances à la guerre, où il faut savoir interpréter un ordre; il n'en est aucune où une division active doive se blottir dans un poste, et s'y laisser tranquillement envelopper par l'ennemi.

De tout ce qui précède, on voit que Moreau parvint à réunir le gros de son armée, et à couvrir Milan, qui courait risque d'être pris le même jour : ce que le général en chef venait d'exécuter avec la seule division engagée à Cassano, prouve qu'il aurait pu défendre avec succès le passage de l'Adda, s'il avait eu toutes ses forces sous la main : avantage qui lui eût permis d'évacuer paisiblement la république cisalpine, et de manœuvrer ensuite derrière le Pô, pour y attendre l'armée de Naples.

Le lendemain, 29 avril, le corps de bataille austro-russe prit position en avant de Gorgonzola; Suwarow poussa Rosenberg et Wukassowich par Monza sur Milan. L'avant-garde de ce dernier découvrit vers midi, les troupes de Serrurier. Elles étaient couvertes par une rivière et un ruisseau qui, se réunissant au-dessus de Verderio, rendent l'accès de ce poste difficile. Les avenues en étaient garnies de canon, et les petits ponts auxquels elles aboutissent, avaient été barricadés.

Wukassowich jugea bien que ce détachement était coupé, et après l'avoir sommé, il se disposa à l'enlever. L'attaque dirigée sur le ruisseau ayant fait quelques progrès, les Français brisèrent les écluses d'un moulin, et obtinrent ainsi une inondation qui les mit hors d'atteinte de ce côté. Les attaques de front furent moins heureuses encore : Serrurier racheta par une résistance vigoureuse, la faute qu'on pouvait reprocher à son irrésolution. Cette fermeté ne fit que différer sa perte de quelques heures; Wukassowich prolongeant ses colonnes, gagna ses derrières, et s'il ne réussit pas à l'entamer, il acheva de l'investir. Rosenberg étant arrivé avec 12,000 Russes au soutien de Wukassowich, et la marche de Zoph et de Mélas de Vaprio à Milan ôtant tout espoir de retraite, le général français, privé de vivres et de munitions, capitula.

Rien ne s'opposant désormais à la marche victorieuse de l'armée austro-russe, elle entra dans Milan, le même jour 29, aux acclamations du peuple, toujours charmé de changer de maîtres, et toujours séduit par les proclamations du vainqueur. On y fit à Suwarow une réception non moins brillante qu'à Bonaparte, la noblesse, le clergé, toute la population furent au-devant de lui, et d'une voix unanime le proclamèrent leur libérateur : le fanatisme religieux avait succédé à celui de la liberté.

L'armée française s'était retirée sur le Tésin : les deux divisions de droite, par Pavie : Grenier, par la route de Bufarola. Cette dernière protégea, pendant 24 heures, l'évacuation de Milan, contre les insultes des troupes légères ennemies, et jeta une garnison de 2,400 hommes dans le château. Le général Lemoine, après avoir abandonné Pizzighetone à ses propres forces, et rompu le pont de

Plaisance, alla couvrir Tortone, pour assurer la communication avec Gênes.

La ligne de l'Adda forcée, la république cisalpine en ressentit une violente commotion; et Moreau éprouva que, si les intérêts politiques exigent de faire cause commune avec un peuple conquis, c'est presque toujours aux dépens de la raison militaire (1). Ces nouveaux alliés ne font pacte qu'avec la prospérité, et vous abandonnent au premier revers de fortune. On ne peut exiger d'eux ce qu'on prendrait sans scrupule chez un peuple conquis; et souvent la conservation de leur territoire entrave les dispositions militaires. En retraite surtout, cette considération occupe trop le général en chef: ses mouvements ne sont jamais libres; ce qu'il doit protéger derrière lui l'inquiète plus que l'ennemi qu'il a en face: ajoutez que, si les chances de la guerre forcent à abandonner le pays, l'armée traîne à sa suite des familles entières de malheureux réfugiés et de colons imprudents, qui embarrassent les colonnes et gênent les opérations. C'est ce qui arriva dans l'évacuation de la république cisalpine, et particulièrement dans celle de Milan. Quoique les Français et les Italiens, attachés au nouveau gouvernement, y eussent laissé tous leurs établissements et propriétés, le convoi d'équipages qui en sortit en 24 heures, était encore si considérable, qu'il gêna beaucoup les mouvements de l'armée.

En se retirant derrière le Tésin, Moreau croyait y rallier la division Serrurier, et attendre ensuite l'effet de la diversion ordonnée en Suisse à Masséna, et le retour de l'armée de Naples. Mais, comme il ne se sauva à travers les montagnes que la moitié des troupes de Serrurier, il n'y eut plus moyen de tenir cette ligne. Pour comble de malheur, on apprit bientôt que le général Belair avait retenu à Rome la première colonne de l'armée de Naples, afin de l'opposer aux insurgés d'Arezzo. Il était à craindre que l'ennemi ne vînt se placer entre les deux armées, et n'empêchât la jonction dont dépendait désormais leur salut.

Pour déjouer les plans de Suwarow, que l'ascendant de la victoire et la supériorité de ses forces devait rendre plus audacieux, il était donc urgent de se placer à portée de recueillir l'armée de Naples; cependant il ne l'était pas moins de couvrir Turin et le convoi des gros équipages. En conséquence, l'armée se mit en marche sur deux colonnes; l'une sous Grenier, prit la route de Turin; l'autre, formée des divisions Victor et Laboissière, se dirigea vers Alexandrie. Comme il importait d'exécuter ce mouvement avec célérité, et de faciliter le passage du Pô à la dernière colonne, son artillerie et sa cavalerie filèrent avec la première. Mais la précipitation avec laquelle un officier détruisit les bateaux réunis à Valence pour l'établissement d'un pont, enleva à l'armée la faculté de manœuvrer à volonté sur l'une ou l'autre rive du fleuve.

Moreau suivit la colonne dirigée sur Turin, dont il avait à cœur de connaître les dispositions. Les habitants lui demandèrent des armes pour repousser l'ennemi. Il y en avait dans l'arsenal que l'armée ne pouvait emmener, on les leur distribua; mais bientôt elles furent tournées contre elle. La garde nationale, sous prétexte de maintenir la police, insulta et assasina les soldats isolés. On s'aperçut trop tard qu'on avait eu tort de compter sur les promesses de dévouement d'une population foulée depuis un an par toutes sortes de vexations, et il fallut prendre des mesures vigoureuses pour contenir les malintentionnés.

C'est une chose digne de remarque qu'au moment où tous les Italiens abandonnaient la cause des Français, le général piémontais Colli, qui avait si bien fait la guerre contre eux, vint offrir ses services à Moreau. Celui-ci les accepta avec confiance, présumant que son dévouement et sa loyauté contribueraient à ramener les soldats piémontais sous les drapeaux républicains. On verra bientôt l'utile acquisition que l'armée française fit dans cet habile officier.

Peu de jours suffirent pour transporter les

(1) On dut apprécier dans ce moment critique tout l'avantage qu'on aurait eu à conserver le royaume de Sardaigne, en se l'attachant dès 1796 par un agrandissement en Lombardie. Il aurait présenté plus de consistance que la république cisalpine; le Piémont eût fait franchement cause commune avec la France, et les revers de l'armée eussent été bornés au Tésin, ou à la Sésia.

Digitized by Google

bouches à feu et les munitions de guerre de Turin dans la citadelle, et mettre celle-ci en état de défense. On y laissa 3,400 hommes sous les ordres du général Fiorella, déjà connu pour ses bons services dans la campagne précédente.

Moreau arrêta à Turin les dispositions pour se lier à l'armée de Naples. Afin d'assurer cette jonction, il donna au général Pérignon, arrivé depuis peu à Gênes, le commandement des troupes stationnées en Ligurie, pour occuper les débouchés communiquant avec l'armée active. En même temps il fut prescrit à Gauthier, commandant en Toscane, de s'entendre avec Montrichard, qui gardait les débouchés de l'Apennin dans le Ferrarais et le Modénois. On les prévint l'un et l'autre que leurs divisions passeraient sous les ordres de Macdonald aussitôt qu'il paraîtrait en Toscane. Enfin, ce dernier fut engagé de nouveau à hâter sa marche, et à la diriger vers Bologne, afin de conserver les parcs qui courraient de grands risques à changer, si la jonction s'opérait par la rivière de Gênes, où il n'existait alors qu'un méchant chemin de Sarzane à Rapalo.

Le reste de l'armée d'Italie s'établit aux environs d'Alexandrie, entre le Pô et le Tanaro, à l'extrémité du chaînon de l'Apennin qui a ses versants dans l'un et l'autre fleuve, et s'avance jusqu'à leur confluent au milieu des plaines du Piémont. Cette position couvrant à la fois les routes d'Asti à Turin et Coni, ou celles d'Acqui sur Nizza et Savone, aucune n'était plus heureuse pour tenir la campagne au delà des monts, avec des forces aussi disproportionnées. En appuyant sa droite à Alexandrie, et sa gauche vers Valence, Moreau réduisait sa ligne de défense à une étendue de 3 à 4 lieues. La place d'Alexandrie sur la rive droite du Tanaro, et sa formidable citadelle sur la rive gauche, formaient un excellent point d'appui, un pivot solide, autour duquel on pouvait manœuvrer avec sécurité, selon qu'il serait nécessaire de se porter sur la Bormida ou sur le Pô. Valence, située sur ce fleuve, à 9 milles d'Alexandrie, dans un rentrant qu'il forme pour se rapprocher du Tanaro, était, par sa position naturelle plus encore que par ses fortifications, d'une bonne défense. Depuis là, en remontant le Pô vers Casale, et plus loin jusqu'à Turin, la rive droite commande la rive opposée ; de sorte qu'il était impossible à Suwarow de se porter en forces sur cette ville, tant que l'on conserverait cette position. Indépendamment de ces avantages, on avait comme place d'armes au centre des différents fronts d'attaque, les hauteurs de San-Salvator, d'où l'on se porte en une marche sur le Pô, le Tanaro ou la Bormida, par des routes superbes.

Telle était la position où Moreau arriva, le 7 mai, avec les 20,000 hommes qui lui restaient. On voit qu'il avait sagement calculé toutes les chances des prochains événements. Si le maréchal Suwarow se présentait à lui avec toute son armée, il refusait la bataille, et se retirait sur Gênes, en prenant des positions où il eût été impossible de le forcer. Dans le cas où celui-ci, marchant avec le gros de son armée à la rencontre de celle de Naples, se serait contenté de détacher un corps contre l'armée d'Italie, Moreau se proposait de l'attaquer et de l'écraser.

L'éclat de son entrée à Milan n'en imposa pas à Suwarow : trop actif pour respirer longtemps un vain encens, il n'ignorait pas qu'il lui restait encore beaucoup à faire. Dans l'impossibilité où il se trouvait de se rabattre sur-le-champ vers Valence avec le gros de l'armée, il poussa Wukassowich sur la grande route de Novarre avec ordre de s'emparer de cette place, ainsi que d'Ivrée, Crescentino et Trino. Ce général devait, en suivant la rive gauche du Pô, remonter jusqu'auprès de Turin, pour inquiéter Grenier, qui se retirait par cette route. La division Ott descendit à Pavie, où elle trouva un train considérable d'artillerie, des magasins de toute espèce et un hôpital abandonnés par les Français. Quatre bataillons furent détachés sous les ordres du prince de Rohan, pour balayer les environs du lac de Como, et se lier avec le corps du colonel Strauch, qui reçut ordre de descendre dans la Valteline et de nettoyer les bords du lac Majeur.

Quelques jours après, le maréchal, laissant à Lattermann le soin de bloquer le château de Milan avec 4,500 hommes, dirigea le gros de l'armée qui était resté dans les environs de Milan, en deux colonnes sur Pavie et Plaisance, où elles prirent position en attendant qu'on eût construit un pont.

Digitized by Google

Enfin le 6 mai, les divisions Zoph et Frœlich passèrent le fleuve, et s'avancèrent par la route d'Alexandrie, pour resserrer les républicains. Celle d'Ott se porta sur le chemin de Parme, à l'effet d'observer le corps de Montrichard, et de se lier avec Klénau, qui bloquait Ferrare, conjointement avec plusieurs milliers d'insurgés. Ces deux généraux eurent l'instruction de se diriger sur Bologne et Modène, pour épier le moment où l'armée de Naples déboucherait de l'Apennin.

Maître de toute la Lombardie, beaucoup plus tôt qu'on ne l'aurait présumé, Suwarow, s'il faut en croire quelques critiques sévères, n'aurait pas profité de l'avantage qu'il avait sur son adversaire. En effet, disent ses détracteurs, « sachant que l'armée » française était réduite à 20,000 baïonnettes » après le passage de l'Adda, ne devait-il pas lancer à sa poursuite un corps de 10 à 12,000 hommes, pour la harceler jusqu'au pied des Alpes, » tandis qu'avec le gros de son armée il se serait » porté en diligence sur Tortone et Novi, pour lui » couper la retraite sur Gênes? Ses troupes, disponibles à son entrée à Milan, étaient de » 41,000 hommes d'infanterie et de près de » 7,000 chevaux, non compris les corps de Kray » et de Hohenzollern. Il avait donc plus de forces » qu'il n'en fallait pour tenter cette double opération. Et qu'on ne dise pas qu'il manquait d'équipages de pont pour passer le Pô! celui de l'armée » française n'était-il pas tombé en son pouvoir, » quelques jours auparavant, à Casal-Maggiore? » Mais, au lieu de s'occuper d'une entreprise si naturelle, il donna tous ses soins à des objets secondaires, qui disséminèrent ses masses, et empêchèrent de frapper le coup décisif. »

Ces reproches faits à loisir ne manquent pas absolument de justesse; les Français, en se retirant par Pavie et Bufarola, avaient laissé la route de Vigevano faiblement couverte, et les alliés en s'y jetant avec le gros de leurs forces, eussent coupé pour toujours la colonne de Grenier d'avec celle de Victor. Mais, quand Suwarow fut instruit de cette particularité, le moment était déjà passé.

Quant au passage du Pô, il n'était pas facile de l'exécuter beaucoup plus promptement qu'on ne le fit. Arrivé le 30 avril à Milan, il fallait rétrograder sur Corte-Olona en face de Stradella, ou bien sur Plaisance; or, le premier point était fort éloigné de Casal-Maggiore où les pontons français avaient été capturés. L'armée alliée avait employé ceux qu'elle possédait; et le plus court était d'y suppléer par des barques du Pô : c'est ce qu'on fit en effet pour rétablir le pont de Plaisance, puisque 6 jours après son entrée à Milan, l'armée combinée passa le fleuve. Laissons donc au lecteur le soin d'apprécier ces critiques par trop exagérées, et reprenons le fil des événements.

Orci-Novi, Peschiera et Pizzighetone tombèrent, à cette époque, au pouvoir des Austro-Russes, qui trouvèrent dans Peschiera, un bel équipage de pont, 19 chaloupes canonnières et plus de 100 bouches à feu; dans Pizzighetone, des magasins si considérables, que 30,000 hommes pouvaient en être alimentés pendant deux mois. La chute de ces trois forteresses donna le moyen à Kray de bloquer plus étroitement Mantoue et d'envoyer Hohenzollern assiéger le château de Milan.

Le corps de Wukassowich obtint tous les avantages qu'on pouvait attendre de sa faiblesse. Il inquiéta la marche du convoi d'équipages envoyé en France, s'empara des débouchés des Alpes; ainsi que des passages du Pô, vis-à-vis de Casale et de Ponte-Stura. Tout ce qui s'aventura sur la rive droite, fut tué ou pris. Ces succès ne balançaient pas, j'en conviens, ceux qu'on aurait obtenus, en poursuivant vivement et en forces l'armée française sur Turin et Alexandrie. Mais il reste à décider s'il était possible de faire mieux.

Quoi qu'il en soit, cette armée, maintenant réorganisée, se trouvait répartie de la manière suivante : la division Grenier, placée entre Alexandrie et Casale, gardait par des postes les bords du Pô, depuis l'embouchure du Tanaro jusqu'à Verrua. Celle de Victor avait repassé la Bormida, et se trouvait entre Alexandrie et cette rivière, assez enflée dans ce moment pour ne pas offrir de gué dans cette partie. Le général Pérignon, avec les troupes liguriennes et la division Laboissière réduite à 2,500 hommes, occupait les débouchés sur Gênes. Les garnisons de Ceva, Coni, Fenestrelles et Suze, fermaient les passages des Alpes; un corps franc piémontais, commandé par un officier intelligent et dévoué, contenait les Barbets.

Digitized by Google

Le 9 mai, la colonne autrichienne dirigée sur Alexandrie, après avoir enfoncé les portes de Tortone et rejeté la garnison dans la citadelle, alla prendre position à Torre-di-Garofoldo. Le même jour, la division Karaczay vint s'établir à San-Giuliano, et poussa quatre pulks de Cosaques, de Sale à Novi. Le quartier général de Suwarow fut placé dans Tortone, où il resta bloqué les deux jours suivants, sous le feu de la citadelle. Il n'en sortit homme à homme que le troisième jour, tant la fusillade des Français était périlleuse.

A cette époque, l'armée alliée fut encore grossie par l'arrivée à Plaisance de la seconde colonne du corps auxiliaire russe, composée de 6,000 fantassins et 1,000 chevaux, sous les ordres du général Forster.

L'armée française, si inférieure en nombre, ne pouvait se soutenir qu'en se resserrant dans sa position, et abandonnant au feu de l'insurrection tout le pays autour d'elle. La moitié du Piémont était en armes, ainsi que Lucques et la Toscane : elle n'avait déjà plus de communications sûres avec la France; et pour s'en conserver avec les places fortes sur ses derrières, deux colonnes mobiles commandées par les adjudants généraux Seras et Freyssinet, couvraient le col de Tende, gardaient les ponts de Carignano et de Moncalieri, et dissipaient tous les rassemblements qui menaçaient Asti ou interceptaient la route de Turin. Ces deux faibles corps, toujours en marche, toujours combattant, semblaient se multiplier par leur activité.

Sur ces entrefaites, Wukassowich descendit la rive gauche du Pô, vis-à-vis Casale, et le corps russe vint prendre position à Lomello, où il amena son équipage de pont. C'était, pour les Français le moment de manœuvrer : Moreau après avoir laissé un rideau de troupes sur la Bormida et le Pô, et pourvu à la défense d'Alexandrie, réunit sous Valence ce que les généraux Grenier et Victor avaient de disponible. De là, il observa les démonstrations de l'ennemi, trop ostensibles pour ne pas indiquer le projet de forcer le passage sur un autre point : le général en chef supposant donc que ces démonstrations le long du Pô masquaient un grand mouvement vers le Tanaro ou la Bormida, fit rétrogader la division Victor sur Alexandrie, et plaça à tout événement celle de Grenier entre Valence et les hauteurs de Pezetti, avec des avant-postes au confluent du Tanaro et du Pô.

On ne sait si Suwarow avait envie de déposter les républicains par des manœuvres stratégiques, ou s'il voulait emporter la position de vive force ; l'ordre fut donné à Wukassowich de canonner Casale, et à Rosenberg d'attaquer Valence, mais rien ne prouve que le maréchal ait ordonné à ce corps isolé de passer le Pô à la vue de toute l'armée française (1). C'était une entreprise d'autant plus hasardeuse, que la rive droite de ce fleuve, depuis le Tanaro jusqu'au delà de Valence, domine la rive opposée, qui est très-basse, marécageuse, praticable seulement sur des digues. Son lit, à la vérité, est parsemé d'îles; mais leur sol vaseux ne permet pas d'y faire d'établissement. Soit que Rosenberg eût mal saisi l'esprit des ordres qu'il avait reçus, soit qu'il se laissât entraîner par son ardeur belliqueuse, il résolut d'effectuer les premiers débarquements dans la plus grande île située vis-à-vis de Mugarone. De là, on espérait franchir à gué le bras qui la séparait de la rive droite, à la faveur des arbres et des buissons qui la couvraient.

Dans la nuit du 11 au 12 mai, le général Tschubaroff parvint à y débarquer, à l'insu des Français, trois bataillons de grenadiers, deux compagnies de chasseurs et de l'artillerie, tandis que Rosenberg abordait à Borgo-Franco avec un autre bataillon bientôt appuyé par la brigade Dalheim.

Dès que les Cosaques virent un millier d'hommes établis sur la rive droite, ils passèrent le Pô à la nage. Leur exemple entraîna les troupes déposées dans l'île; en un clin d'œil, elles traversèrent dans l'eau jusqu'à la ceinture, le canal qui les séparait du village de Mugarone.

(1) Les versions ne s'accordent pas sur ce point : quelques officiers du maréchal m'ont affirmé qu'il n'avait voulu que faire des démonstrations entre Valence et Casale, pour décider Moreau à se rapprocher des Alpes, mais que Rosenberg, cédant aux sollicitations d'un général trop impétueux, se décida à passer à Bassignano. On est tenté de le croire; car Suwarow resta de sa personne vers Tortone, et ce n'était pas son usage d'entreprendre une opération majeure sans y présider.

Digitized by Google

Conformément à leurs instructions, les avant-postes français se retirèrent en bon ordre par Pezzetti, vers la route d'Alexandrie à Valence, où ils prirent position derrière une large ravine appuyant leur gauche à la hauteur de San-Antonio, garnie d'artillerie.

A peine Moreau est-il informé que les Russes ont passé le Pô à Bassignano, qu'il rappelle en grande hâte le général Victor déjà arrivé près d'Alexandrie, et lui prescrit de venir par les hauteurs, tomber sur le point de passage de l'ennemi, afin de lui couper toute retraite. Il ordonne en même temps un changement de front à la division Grenier; la 68ᵉ demi-brigade reste en bataille à gauche de la route d'Alexandrie, derrière Valence, pour observer le corps russe qui, depuis le matin, menaçait cette ville.

La brigade Quesnel marche à l'ennemi, par la plaine, entre les montagnes et le Pô; le combat s'engage vers une heure après midi. Le village de Pezzetti, qui domine la position, est l'objet des efforts constants des Russes, le peu de troupes qui l'occupent, cèdent au nombre, après une vive résistance.

Dans ce moment, Moreau arrive sur le champ de bataille et dispose tout pour une nouvelle attaque. Le chef de brigade Gardanne, avec le 9ᵉ de chasseurs, culbute l'ennemi, et le chasse du village, tandis qu'au centre l'infanterie lui arrache, après un combat sanglant, une cassine dans laquelle il s'était déjà retranché. Cependant la division Victor débouche des hauteurs; plusieurs bataillons filent par la droite pour gagner le flanc gauche des Russes, et se déployer sur les hauteurs qui les débordent. Ceux-ci se forment alors en carrés, mais malgré leur bonne contenance, ils sont chargés avec succès, et acculés à Bassignano.

Dans cette situation difficile, Rosenberg et le grand-duc Constantin essayent en vain de s'y défendre : la disproportion du nombre était trop grande, ils sont forcés dans le village, où le prince courut lui-même des dangers. Gardanne passe à gué un bras du Pô, et pousse les ennemis, jusque dans l'île la plus prochaine.

Ralliés enfin dans cette île, les Russes ne sont pas encore sauvés : la corde du pont volant s'étant rompue, ils se voient, faute de bateaux, dans l'impossibilité de regagner la rive gauche du Pô, et demeurent exposés jusqu'à la nuit à la mitraille de plusieurs pièces; heureux encore qu'on n'ait pas dirigé plus d'artillerie sur ce point.

Telle fut l'issue de cette tentative, où Rosenberg perdit environ 1,500 hommes dont 700 prisonniers, 4 pièces de canon et beaucoup de bagages. Le général Tschubaroff y fut tué. De leur côté, les Français eurent 600 hommes hors de combat, au nombre desquels se trouva le général Quesnel. Il fut remplacé par Colli, qui donna pour la première fois dans les rangs français, des preuves de sa valeur et de sa capacité.

Immédiatement après cette affaire, Victor et Grenier prirent position en arrière de Bassignano, où ils restèrent les deux jours suivants. De son côté, Suwarow instruit de ce qui se passait dans l'île de Mugarone, avait poussé les divisions Forster et Frœlich vers Sale, pour soutenir Rosenberg, en même temps que Karaczay se dirigerait sur Marengo, pour faire une diversion utile du côté d'Alexandrie (1); le maréchal ayant appris l'issue de la tentative et le retour des troupes de Rosenberg sur la gauche du Pô, rappela ces divisions, le 13 avril, par Mezzana-Corte : elles y passèrent le fleuve et se réunirent dans le camp de Garofoldo, où elles furent jointes le lendemain par celle de Kaim qui venait de réduire Pizzighetone.

Pendant que le général Moreau tenait ainsi tête à son adversaire, un rassemblement d'insurgés assaillit son grand parc à Asti, et s'en serait infailliblement emparé, si l'on ne s'était hâté de lui envoyer du secours.

Les progrès rapides de l'insurrection, rendaient de jour en jour la position de l'armée française plus difficile. Son embarras s'accrut encore par la concentration de tant de forces ennemies dans le camp de Garofoldo. Moreau, conjecturant que le généralissime, inquiet de l'échec essuyé par le corps de Rosenberg, concentrait ses forces entre la Scrivia et la Bormida pour tenter une attaque dé-

(1) Ceci autorise encore à croire que le maréchal ne voulut pas tenter sérieusement le passage du Pô; car il n'eût pas attendu d'apprendre l'échauffourée de l'île pour envoyer deux divisions au secours de Rosenberg.

Digitized by Google

cisive, résolut de s'en assurer par une grande reconnaissance. En conséquence, le 16 mai, il réunit la division Grenier sur la Bormida, et ordonna à Victor de passer cette rivière, décidé à reconnaître lui-même ce qui pourrait se trouver dans la direction de Tortone.

Au même instant, Suwarow, par un motif tout contraire au projet qu'on lui supposait, levait son camp de San-Giuliano, dans l'intention d'aller passer le Pô près de Casa-Tinea, et de marcher ensuite sur la Sésia. Au point du jour, les républicains passent la Bormida sur un pont de bateaux construit pendant la nuit, débusquent les avant-postes autrichiens de Marengo, leur enlèvent 300 hommes, et les repoussent jusque dans la plaine de San-Giuliano.

A la vue de cette brusque irruption, Lusignan, commandant par intérim la division Frœlich, dirigea d'abord un millier d'hommes, avec de l'artillerie légère, au soutien de ses avant-postes. Mais, s'apercevant que les Français se disposaient à attaquer San-Giuliano, il prit sur lui de porter sa division en avant de ce village, et de l'y déployer. Heureusement le prince Bagration, qui venait de Novi pour se rendre à Cambio, et y passer le Pô, arriva sur le champ de bataille avec 5 bataillons et quelques centaines de Cosaques. Ce brave, toujours empressé de saisir l'occasion de combattre, se décide à soutenir Lusignan, sauf à regagner le temps perdu après l'affaire. En conséquence, 12 bataillons, russes ou autrichiens, secondés de 30 bouches à feu et de 6 escadrons, s'avancent en bon ordre à la rencontre des républicains.

Victor peu intimidé engagea l'action. A la gauche, le général Colli, après avoir d'abord fait plier les Russes, fut ramené par une charge vigoureuse de Bagration, appuyée par 2 bataillons de grenadiers hongrois. Les Autrichiens se maintinrent au centre avec un égal succès. La gauche, pressée un moment, fut soutenue à temps par Kaim. Moreau, craignant de trop s'engager, et voyant de nouvelles colonnes prêtes à soutenir Lusignan, donna l'ordre de la retraite. Les troupes de Victor, échauffées par leurs premiers succès, eurent peine à abandonner le champ de bataille : mais il y allait du salut de l'armée, dont le plus petit échec eût causé la perte. Cette considération l'emporta : les Austro-Russes profitèrent de cette incertitude pour mettre en batterie leur nombreuse artillerie, et augmenter les difficultés de la retraite par un mouvement offensif. Néanmoins, elle s'exécuta en ordre par échiquier sur Marengo, en longeant le marais qui s'étend depuis l'Ostéria-Nova jusqu'à Castel-Ceriolo : la 39ᵉ demi-brigade, conduite par Moreau lui-même, y manœuvra comme à la place d'exercice.

Le défilé de Marengo passé, l'artillerie, jointe au feu nourri d'un bataillon qui occupait la tête de pont, assura le passage de la Bormida, et l'on en fut quitte pour 4 à 500 hommes hors de combat.

Un événement qui n'avait rien de bien sérieux en lui-même, mais qui coïncidait avec l'affaire de Bassignano, altéra pour un instant la sécurité que donnait à Suwarow la situation de ses affaires; c'était la marche de Lecourbe sur Bellinzona, et l'avantage qu'il venait de remporter le 13 mai à Taverne sur le prince de Rohan, opération dont nous avons rendu compte au chapitre précédent. La seule importance que ce combat pût avoir, c'est qu'il eut lieu précisément en même temps que l'échauffourée de Bassignano, et avant que les succès des Autrichiens dans les Grisons, fussent connus.

L'apparition des Français à Lugano avait jeté l'alarme dans la Lombardie; et Suwarow supposant à Lecourbe plus de forces qu'il n'en avait effectivement, craignit de le voir déboucher sur son flanc : il ordonna donc au comte de Hohenzollern, occupé au siége du château de Milan, de partir en toute hâte avec la moitié de ses troupes, pour soutenir les brigades Rohan et Strauch. Le 14, celui-ci se mit en route avec 5 bataillons, arriva le 16 à Ponte-di-Trezza, et réunit, dans la journée du 17, les colonnes de ces deux généraux.

Sur ces entrefaites, Lecourbe inquiet des succès de l'ennemi dans les Grisons, sentit la nécessité de voler à la défense du Saint-Gothard, unique ligne de retraite qui lui restât désormais, et laissa à la brigade Loison le soin de garder les avenues du mont Cénère. Dès lors, Hohenzollern devait accabler ce détachement, par la même raison que Lecourbe avait battu isolément le prince de Rohan peu de jours auparavant.

En effet, attaquée le 18, à Taverne et Bironico,

Digitized by Google

par des forces si supérieures, cette brigade fut rejetée sur Bellinzona, avec perte de 4 à 500 hommes. Hohenzollern, après avoir renforcé le prince de Rohan, l'établit dans une excellente position à la tête du lac Majeur, puis retourna en toute diligence à Milan, où il poussa le siége du château avec une nouvelle vigueur.

Le maréchal, convaincu par la tournure de l'affaire de San-Giuliano, qu'il fallait l'emploi de tous ses moyens pour déloger les Français du Piémont, n'avait pas attendu l'issue de cette expédition, pour se diriger sur Turin, où de grands intérêts réclamaient sa présence. On savait que l'ennemi y avait amoncelé d'immenses approvisionnements d'artillerie; d'ailleurs, l'occupation de cette capitale devait produire un grand effet sur l'opinion des peuples du Piémont, et donner les moyens de réorganiser ce pays, de manière à en obtenir un contingent et les vivres nécessaires pour la suite des opérations.

En conséquence, la division Schweikowsky passa le Pô sur des barques à Cambio, le 17 mai, et campa derrière la Sésia. Forster marcha à Ca-di-Tisma, où un pont de bateaux avait été jeté. Il y passa le fleuve ainsi que les divisions Kaim, Frœlich et Zoph. Cette route, quoiqu'un peu plus longue, parut préférable, parce qu'on évitait les places d'Alexandrie et de Tortone, de même qu'un passage du Pô sous Turin, en face de l'ennemi; elle permettait d'ailleurs de se mettre en communication plus immédiate avec Bellegarde, et de soutenir les troupes chargées de l'attaque du Saint-Gothard et du Valais. Il est vrai qu'en prenant cette direction on semblait perdre de vue le point essentiel, celui de s'opposer à la jonction de Macdonald et de Moreau. Mais alors, l'armée de Naples était encore éloignée, et l'on espérait avoir le temps de déloger Moreau de l'Apennin avant son arrivée, si le mouvement sur Turin ne le décidait pas à regagner le col de Tende.

Cette campagne semblait être celle des événements fortuits. A l'instant même où le maréchal russe prenait la route de la Sésia, Moreau se décidait à marcher dans une direction tout opposée, en abandonnant un poste jugé désormais dangereux. La grande quantité d'artillerie que Lusignan et Bagration avaient fait jouer, l'autorisait à croire qu'il avait le gros de l'armée alliée devant lui, et que sa position n'était plus tenable. En effet, malgré l'activité de ses colonnes mobiles, les habitants excités par les proclamations du généralissime, s'insurgeaient de toutes parts sur ses derrières; le corps de Wukassowich, posté à Verceil, menaçait de passer le Pô entre Casale et Turin, et pouvait être soutenu dans cette opération par celui de Rosenberg, stationné dans les environs de Lomello.

Mais si la prudence exigeait de se rapprocher de l'Apennin, les embarras semblaient aussi se multiplier par cette retraite. Le général en chef ne pouvait se dissimuler les dangers que courraient les corps intermédiaires qui devaient recueillir l'armée de Naples, si Suwarow se portait sur Gênes ou en Toscane : malgré les inconvénients d'une retraite excentrique, il n'hésita pas à détacher Victor de la Bormida, avec 10 bataillons et 4 escadrons, sans artillerie ni bagages, pour renforcer Pérignon.

Deux colonnes mobiles, commandées par le général Musnier et l'adjudant général Freyssinet, devancèrent le corps de bataille, pour nettoyer la route des bandes qui l'infestaient; les rebelles furent complétement défaits à San-Damiano et à Carmagnole, où ils essayèrent de tenir.

Après ces détachements, il ne resta à Moreau que 12 bataillons et 6 régiments de cavalerie, donnant tout au plus 8,000 combattants. Avec cette poignée d'hommes, il prit la détermination de se retirer sur Turin, puis à Coni, pour y attendre les secours qu'on lui annonçait de France par le col de Tende : le but de cette manœuvre était de se faire suivre par l'ennemi, afin de dégager l'armée de Naples, celle-ci étant d'ailleurs assez éloignée pour lui donner le temps de faire ce mouvement, avant l'époque marquée pour leur jonction.

En conséquence, les diverses colonnes se mirent en marche le 17 mai. Victor se dirigea sur la rivière de Gênes, en passant par Acqui, Spigno et Dégo : les insurgés ayant tenté de l'arrêter dans ce dernier village, il fut livré aux flammes. Le 19, il se mit en communication avec les troupes de Pérignon, qui occupaient le col de la Bochetta et les débouchés du côté de Plaisance (1).

(1) Pérignon n'avait que 3 ou 4 bataillons français, le gros de sa troupe se composait de Liguriens.

Digitized by Google

Moreau, après avoir laissé dans Alexandrie une garnison de 3,000 hommes, dont il confia le commandement à Gardanne, partit à la tête de la division Grenier, et arriva, le 18 au soir, à Asti. Il apprit dans cette ville que l'officier commandant à Ceva l'avait honteusement livré aux insurgés. Ce fâcheux événement enlevait à l'armée la seule communication qui lui restât pour se retirer dans la rivière de Gênes. Sans perdre une minute, le général en chef ordonna à Garreau de forcer de marche avec 4 bataillons, pour reprendre ce point important : il devait être soutenu par l'adjudant général Seras, intrépide officier piémontais, détaché de la garnison de Coni, et qui, connaissant parfaitement le pays, pouvait mieux que personne, le faire rentrer dans l'ordre. Mais tous les hasards semblèrent conjurés contre les Français: une crue d'eau subite empêcha Garreau de franchir le Tanaro, et l'obligea d'en remonter la rive gauche. Pour comble de malheur, un corps considérable de révoltés s'empara de la place de Mondovi, et s'y établit si bien, qu'il repoussa la colonne du général Delaunay, sortie de Coni pour le reprendre.

Loin de se laisser abattre par tous ces contretemps, Moreau campa sa petite armée entre Villa-Nova et Poirino; puis, profitant de l'éloignement des alliés, qui heureusement pour lui se dirigeaient vers la Sésia, il fit filer sur la France, par le col de Fénestrelles, tous les gros bagages et l'artillerie qui embarrassaient sa marche : l'adjudant général Drouot eut la mission délicate de les escorter jusqu'à cette ville, avec ordre de rejoindre aussitôt l'armée. D'un autre côté, Moreau pressa les opérations de ses colonnes mobiles, et se disposa à se jeter dans les montagnes aussitôt que le gros des Austro-Russes paraîtrait.

Lorsque le maréchal Suwarow fut instruit de la retraite des Français, il se hâta de reporter Schweikowsky à la rive droite du Pô, et de lui prescrire de s'emparer de Valence, en même temps que Wukassowich canonnait Casale. La dernière de ces places était démantelée; la première, garnie d'une enceinte bastionnée, tombait en ruines : les républicains les ayant abandonnées l'une et l'autre, Schweikowsky se disposa alors à investir Alexandrie, et Wukassowich précédant l'armée, se dirigea, le 21, par Chiavasso sur Turin.

Le corps de bataille retardé par le passage de la Sésia, de la Dora-Baltea, de la Stura, et plus encore par ses équipages, n'arriva que le 27 à la hauteur de cette capitale. Wukassowich, qui s'y trouvait depuis deux jours, avait reçu par des députés piémontais, un plan de la ville et la proposition de l'attaquer de concert avec ses habitants. La chose était facile; car il n'y avait que 500 hommes, laissés par Fiorella, pour évacuer les magasins dans la citadelle.

Après les avoir inutilement sommés de se retirer, le général autrichien, ayant fait placer quelques obusiers sur la hauteur des Capucins, incendia plusieurs maisons, et excita ainsi les habitants à s'opposer à une plus longue défense. Ces insurgés ouvrirent la porte du Pô aux Croates et aux hussards, bientôt suivis par le reste du corps. Les Français, plus occupés à chercher un refuge dans la citadelle qu'à défendre une enceinte aussi vaste, laissèrent pénétrer Wukassowich sans résistance jusqu'à la place de Carignan : ce général fit alors ouvrir la porte Neuve à la division Kaim, qui se précipita dans la ville, malgré le feu de la citadelle; le prince Bagration, pour le seconder, fit des démonstrations du côté de Rivoli.

Ce coup de main si facile valut une victoire; ses résultats furent la prise de 261 canons, 80 mortiers et 60,000 fusils, outre une énorme quantité de munitions. Le premier soin du vainqueur fut d'établir des autorités provisoires, et d'ordonner la levée de 10,000 hommes de milices. Il s'occupa ensuite à pousser des détachements dans les différentes vallées, confia au général Kaim le soin d'observer les Alpes, et d'assiéger la citadelle de Turin avec les immenses moyens trouvés dans la ville.

Le château de Milan, pressé vivement depuis le retour du comte de Hohenzollern s'était rendu après 4 jours de tranchée ouverte. La garnison de 2,000 hommes rentra en France, sous condition de ne pas servir d'un an contre les alliés. Une partie de l'artillerie fut dirigée sur Tortone dont on avait résolu le siége; et le corps de Hohenzollern alla rejoindre celui du baron de Kray, devant Mantoue.

Dans ces entrefaites Moreau, n'ayant laissé qu'une faible arrière-garde aux ponts de Monte-

Digitized by Google

Caglieri et de Carignan, venait de gagner Savigliano, où il attendit pour continuer sa route sur Coni, des nouvelles de Garreau chargé de reprendre Ceva. Ce général, obligé de remonter la Stura jusqu'à Coni, avait rallié les colonnes mobiles de Seras et de Freyssinet, et s'était porté sur Mondovi, qu'il enleva aux insurgés malgré leur vive résistance. Il proposait de marcher rapidement sur Ceva, lorsqu'il apprit qu'un partisan autrichien y avait jeté quelques centaines d'hommes. Inquiet d'ailleurs pour ses communications, et manquant d'artillerie, il évacua Mondovi, et rétrograda sur Coni.

Moreau envoya sur-le-champ son chef d'état-major Grouchy, prendre le commandement des troupes de Garreau, avec l'injonction de marcher sans délai sur Ceva : lui-même, qui était resté jusqu'alors entre Fossano et Savigliano, partit pour Coni, afin de soutenir l'expédition, ne laissant qu'une brigade entre la Maira et la Stura, pour défendre les approches de cette place.

Grouchy reprit Mondovi ; mais tous ses efforts se brisèrent contre les remparts de Ceva. Il eût fallu, pour l'enlever, courir les chances d'une escalade qui eût coûté beaucoup de monde ; et Moreau, avare du petit nombre de braves qui lui restait, ne voulut pas s'y exposer. La position était critique au delà de toute expression ; il s'agissait de sauver l'artillerie de campagne indispensable pour une défensive dejà si pénible, et il importait néanmoins de ne pas se replier par le col de Tende (1), de crainte de trop isoler les troupes détachées sous Victor dans la Ligurie, ou de perdre tout espoir de rallier l'armée de Naples.

Une reconnaissance dans la direction de Garessio, détermina Moreau à s'ouvrir un passage au col Saint-Bernard. L'entreprise était scabreuse, mais pourtant la seule qui pût sauver l'armée en attirant l'attention de l'ennemi sur le point où l'on désirait la fixer. D'ailleurs, on était engagé dans la vallée de Garessio, et il n'y avait plus moyen de reprendre le grand chemin du col de Tende. En conséquence, Coni, pourvu d'une garnison de 3,000 hommes aux ordres du général Musnier, fut livré à ses propres forces. Les colonnes qui avaient escorté les convois, rejoignirent l'armée ; 2,700 hommes commandés par le général Quesnel, formèrent le blocus de Ceva : le surplus de la division Grenier fut partagé en deux parties ; l'une resta près de Mondovi, en arrière-garde ; tandis que l'autre, mise à la disposition du général Chasseloup, travailla jour et nuit, malgré le mauvais temps, à percer un chemin pour l'artillerie à travers ces âpres montagnes (2).

Aussitôt qu'il fut achevé, Quesnel leva le blocus de Ceva, et gagna par les montagnes le poste de Murialto, pour couvrir le point de passage. La droite, où se trouvait Moreau, fut disposée en échelons dans la vallée du Tanaro, puis l'artillerie et le peu d'équipages conservés commencèrent à filer. Le cavalerie descendit sur Finale et Savone ; et, le 6 juin, tous les convois furent rendus sains et saufs à Loano.

Cette opération difficile achevée, Moreau fit appuyer la division Laboissière sur Gênes, où se trouvait déjà celle du général Lapoype. Victor fut chargé de garder le débouché de Pontremoli, au-dessus du golfe de la Spezzia : l'infanterie de Grenier occupa le nœud des contre-forts qui tombent dans la mer, et couvrit surtout le débouché de Loano, que l'on venait d'ouvrir. La brigade Parthouneaux prit poste à Cerisola, Bardinetto et Carpi, se liant par sa droite aux troupes de Quesnel, placées à Mallere et à Altare. Garreau occupa Cadibona, Torre, et Madona-di-Savone, l'adjudant général Campana s'établit à San-Giacomo-del-Segno.

Tandis que l'armée française sortait ainsi, par les talents et l'activité de son chef, d'une position aussi difficile, le maréchal Suwarow avait cru devoir rester aux environs de Turin. Son intention était bien de pousser vivement les républicains ; mais sans cesse contrarié par le conseil aulique,

(1) Le Zeitschrift autrichien porte que la route du col de Tende était obstruée par l'éboulement d'une masse de rochers. Le journal historique de l'armée française n'en fait aucune mention.

(2) Ce fut au zèle du général Guilleminot, alors aide de camp de Moreau, qu'on fut redevable de ce chemin ; toutes les reconnaissances l'avaient déclaré impraticable ; Guilleminot promit qu'en trois jours, avec 2,000 tirailleurs, on y passerait toute l'artillerie, et il tint parole.

Digitized by Google

dont émanaient tous les ordres généraux, il eut le déplaisir de se voir arrêté au milieu de ses succès, et d'être obligé d'attendre la prise des places qui tenaient encore sur les derrières, avant d'entreprendre de chasser les Français de leur dernier refuge. Pour faire diversion à ses ennuis, il chercha à réorganiser l'armée piémontaise. A cet effet, des proclamations portant l'empreinte de son caractère, furent répandues avec profusion dans le pays. Toutefois, elles ne produisirent qu'une partie de ce qu'il en attendait; car quelques milliers de Piémontais seulement vinrent se ranger sous ses drapeaux. S'il faut en croire des versions contemporaines, c'est de l'occupation de Turin que date la mésintelligence qui éclata plus tard dans les troupes alliées. On assure que les Autrichiens manifestèrent l'intention d'y planter l'aigle impérial, mais que Suwarow s'y opposa fortement, et déclara qu'il en prenait possession au nom du roi de Sardaigne. Il n'est guère probable que le cabinet de Vienne ait voulu s'emparer ainsi de cette capitale, sans s'expliquer préalablement avec les autres puissances; et nous adopterions plutôt l'idée que Suwarow, plein de franchise, avait invité le roi à revenir dans ses États, mais que Thugut s'y était opposé, afin d'attendre ce qui serait statué à la paix sur le sort de ce pays. Si cette anecdote est vraie, elle prouve que le plan qui attira tant de désastres à la coalition fut dicté par l'Autriche, dans le dessein de se débarrasser du maréchal, dont l'inflexibilité contrariait ses vues ambitieuses sur l'Italie.

Bien que le séjour de Suwarow autour de Turin eût facilité à son adversaire les moyens de regagner la Ligurie, il n'avait pas entièrement perdu son temps. Le général Seckendorf fut poussé avec un petit corps sur Montenotte; Wukassowich vers Mondovi et Ceva; Frœlich, avec une de ses brigades, en face de Coni, et Lusignan à la tête de l'autre, contre Fenestrelles; le colonel russe Zucato marcha sur Pignerol. Les habitants de cette dernière vallée, aussi attachés aux Français que les autres leur étaient peu favorables, guerroyèrent quelques semaines contre les alliés. Cependant Pignerol étant à moitié démantelé, le général Zimmermann le rendit, aussitôt que les Impériaux eurent franchi les Barricades, et poussé des partis derrière lui dans la vallée du Chisson. Bagration soumit Suze, qui, privée du fort de la Brunette, rasé en 1796, n'était plus à l'abri d'insulte. Lusignan chassa les insurgés de Perosa et bloqua Fenestrelles, mais il fut bientôt rappelé au siége de Turin.

Cette dispersion des forces combinées, quoique excusable par le délabrement de l'armée de Moreau, convenait moins que la continuation d'une offensive vigoureuse qui eût achevé l'armée d'Italie et rejeté ses débris sur Nice.

Cependant le maréchal, instruit que l'armée de Naples s'avançait vers la Toscane, pressa la marche de Bellegarde en Lombardie (1). Ce général, arrivé le 21 mai à Chiavenna avec environ 25,000 hommes, après avoir pourvu à l'approvisionnement de ses troupes et au rassemblement des barques nécessaires pour passer le lac de Como, venait de se réunir, le 28, dans cette ville. Il en détacha la division Haddick, comme on l'a déjà dit, pour reprendre le Gothard; le reste reçut l'ordre de se diriger sur Alexandrie.

Mais avant de voir ce qui se passa à son arrivée en Piémont, jetons un instant nos regards sur les derrières de l'armée d'invasion. La flottille impériale, sous les ordres du vénitien Querini, encouragée par quelques prises dans l'Adriatique, attendit à Goro et à Primaro, qu'on lui eût ouvert l'embouchure du Pô. Kray ayant détaché sur Ferrare la brigade Klénau avec 12 pièces de gros calibre, cette colonne, secondée par plusieurs milliers d'insurgés, prit possession de la ville sans coup férir; elle dressa ensuite contre la citadelle des batteries incendiaires, dont le feu détermina la garnison à capituler aux mêmes conditions que le château de Milan. Aussitôt que les Impériaux furent maîtres de ce point d'appui, un bataillon fut embarqué sur une division de canonnières à Chioggia, et alla surprendre Ravenne; tandis que le gros de la flottille opérait une diversion à Torre-della-Sanita.

De Ravenne, Querini cingla vers Cesenatico, qui fut occupé, le 30 mai, par des Esclavons. Rimini et Césène éprouvèrent le même sort sans opposer plus de résistance, bien que ces petites villes eussent des garnisons cisalpines.

Le général Lahoz, qui commandait à Pesaro, aurait pu mettre obstacle à ces débarquements

(1) Voyez le chapitre précédent.

Digitized by Google

avec une colonne mobile de dragons et de troupes de ligne; mais déjà il méditait une seconde défection. Cet homme, que l'ambition ou un amour déréglé de la liberté avait poussé en 1796 dans les rangs français, s'étant aperçu que l'Italie n'avait fait que changer de maîtres, humilié de la tyrannie que les agents du Directoire y exerçaient, et peut-être encore plus de se voir placé sous les ordres de Montrichard, que sa conduite irréfléchie avait indisposé contre lui, tourna tout à coup son amour en haine, et décampa, le 13 mai, pour aller joindre les insurgés à Fossombrone.

Devenu bientôt leur chef, après avoir négocié avec l'Autriche le pardon de sa première défection, cet officier, qui connaissait parfaitement le pays, et n'était pas dépourvu de moyens militaires, devint un ennemi redoutable pour les Français. D'abord il commença par équiper et armer, aux dépens des provinces, un corps d'environ 3,500 hommes, dont 400 à cheval, qui formèrent la réserve de l'insurrection; puis il alla s'établir à Fermo, dont il fit son réduit de sûreté, en le retranchant. De là Lahoz ne se contenta pas d'entrer en communication avec la croisière turco-russe et les insurgés des Abruzzes, ni d'observer les mouvements de la garnison d'Ancône; il poussa un millier d'hommes à Monte-Granaro et à Santa-Elphidie, afin de forcer Tolentino et Macerata, qui hésitaient à se prononcer contre les Français. Ces opérations répandirent la terreur dans le centre de l'Italie, au point que le général Monnier se vit obligé de lui opposer le général Lucotte, avec une partie de sa faible division.

De Rome à Naples, des brigands, de concert avec les insurgés, infestaient tous les chemins. Il n'y avait de repos, de tranquillité, que là où les Français étaient en forces. Rome même était vivement agitée; l'autorité des consuls se trouvait resserrée dans ses murs. Partout, la pénurie et la misère devenaient à la fois cause et prétexte des insurrections, que l'activité des colonnes mobiles ne suffisait plus pour comprimer.

En Toscane, dès les premiers jours de mai, les paysans de Lucques s'étant insurgés, chassèrent de cette ville 2 à 300 estropiés, qui en formaient la garnison, prirent possession des forts de Pietra-Santa, et arborèrent le drapeau impérial sur le château de Via-Reggio; ils menaçaient même de se porter sur Florence, où le général Gaultier n'avait à leur opposer qu'une poignée de soldats écrasés de fatigues. D'un autre côté, les habitants d'Arezzo, à l'instigation de l'agent diplomatique Wickham, qui s'était retiré près d'eux, secondés de ceux des campagnes, venaient de se soulever contre les Français, les avaient chassés de la ville, dont ils se hâtaient de relever et d'armer les murs, afin de barrer le chemin à l'armée de Naples.

Tel était, dans les premiers jours de juin, l'état des choses en Italie. A tous ces maux prêts à fondre sur les Français, le Directoire n'opposa aucune mesure capable d'en arrêter ou d'en diminuer l'effet. Il est vrai qu'il expédia l'ordre à Macdonald de revenir en toute hâte au secours de Moreau; mais, comme s'il eût conservé l'espoir de rentrer incessamment dans ses conquêtes ruineuses et impolitiques, plus imprudent encore que Charles VIII, il ne sut pas prendre la résolution de les évacuer entièrement, et ordonna de laisser des garnisons dans le royaume de Naples et l'État Romain. En même temps, il prescrivit aux autorités maritimes d'évacuer les ports d'Ancône et de Civita-Vecchia, d'expédier à Malte les bâtiments capables de tenir la mer, de couler tous les autres; enfin, de faire transporter par terre tous les effets qui ne seraient pas nécessaires aux garnisons laissées dans ces ports.

Un ordre aussi absolu ne fut point exécuté, quant à la destruction de la marine; mais Macdonald obéit du reste; et nous ne tarderons pas à voir combien sa soumission lui devint funeste, ainsi qu'aux malheureux républicains, qu'on espérait vainement protéger par d'aussi faibles détachements.

CHAPITRE LXXXVII.

Événements politiques et militaires de Naples, depuis l'établissement de la république parthénopéenne jusqu'au rappel de l'armée française dans la haute Italie. — Retraite et premiers succès de Macdonald. — Moreau débouche sur Alexandrie pour le rejoindre. — L'armée de Naples passe l'Apennin. — Bataille de la Trebbia. — Combat sous Alexandrie. — Prise de la citadelle de Turin. — Retraite des armées françaises dans la rivière de Gênes. — Opérations jusqu'au mois de juillet.

La république parthénopéenne se trouva acca-

Digitized by Google

blée à son berceau d'une foule d'embarras que ses fondateurs n'avaient point prévus. Quoiqu'une voix unanime s'élevât contre les opérations du ministère d'Acton, qu'on l'accusât d'avoir levé des impôts sans le consentement des Piazze, ruiné les banques, dépouillé les églises, spolié le mont-de-piété; soit force d'habitude ou de religion, la nation était encore attachée à Ferdinand. La masse des Napolitains, ensevelie pour ainsi dire dans les langes de l'ignorance et de la superstition, n'était point mûre pour une liberté qu'elle ne comprenait pas. Mais les familles notables qui avaient eu tant à gémir de l'inquisition de la cour, se firent, comme les Français, illusion sur les véritables idées de la nation; et parce qu'elle se prononçait ouvertement contre les prodigalités d'une cour sans pudeur, qu'elle réclamait plus de justice dans la répartition de l'impôt, et une législation plus favorable à la division des propriétés, ils s'imaginèrent qu'il serait facile de renverser le trône.

A la vérité, ces vœux pouvaient aider à l'entreprise de la réforme; mais il eût fallu pour cela toucher la corde sensible, donner l'éveil aux intérêts, au lieu de s'égarer dans des théories incompréhensibles pour l'intelligence bornée du peuple; car le premier objet d'une révolution doit être de gagner l'opinion publique, sans laquelle point de résultats durables. Cette erreur fut d'autant plus grave, que la révolution étant toute passive et s'opérant sous l'influence des Français, les charges de leur administration opposaient assez d'autres obstacles à l'établissement du gouvernement démocratique. En effet, ils donnaient moins la liberté aux peuples, qu'ils ne la leur vendaient. *Payez-nous les frais de la guerre,* disait le Directoire; et puis, *constituez-vous en république, comme nous l'entendons.*

Conformément à l'esprit de ces instructions, Championnet, en entrant à Naples, imposa à cette capitale une contribution de 12 millions; et bientôt après une autre de 15 millions aux provinces. Ce n'est pas tout; au lieu de charger le bureau des dîmes de la taxation et du recouvrement de la première, les habitants de Naples furent maladroitement imposés d'après leur opinion, en sorte qu'on vit des familles millionnaires, mais patriotes, taxées à quelques ducats, tandis que de pauvres rentiers, soupçonnés de royalisme, furent obligés d'en payer mille.

La même manière d'opérer fut suivie dans les provinces; elle y occasionna les mêmes sujets de mécontentement, qui s'accrurent encore par la nécessité où se trouva le nouveau gouvernement d'exiger le recouvrement des contributions arriérées.

Bientôt après survint Faypoult, qui signala son arrivée en qualité de commissaire du Directoire, en mettant sous le séquestre, comme fruits de la conquête, les biens des ordres de Malte et de Constantinien, ceux des monastères, les biens allodiaux dont le roi n'était que l'administrateur, les banques dépositaires de fonds particuliers, et jusqu'aux monuments d'Herculanum et de Portici, encore enfouis dans les entrailles de la terre.

Comment, avec de telles prétentions, oser se déclarer libérateur? Championnet, craignant qu'elles ne soulevassent la nation napolitaine, supprima, il est vrai, l'arrêté du commissaire du Directoire; mais cette suppression équivalut à une simple suspension; Barras ni Rewbell n'étaient hommes à reculer devant une injustice, surtout en matière de finances. L'affront fait à Faypoult ne tarda pas à être vengé, Championnet fut rappelé et mis en jugement, on lui donna pour successeur Macdonald, averti par cela même de ne point contrarier les mesures fiscales du Directoire.

Le général français, en émancipant la nation napolitaine, chargea une commission de 25 membres de lui donner une constitution. Quoiqu'il n'en fallût pas tant pour en faire une bonne, la politique eût conseillé de rendre cette assemblée beaucoup plus nombreuse; d'autant qu'elle devait être investie à la fois de tous les pouvoirs de l'administration, et qu'au moment où l'on appelait une nation à la souveraineté, il ne fallait pas s'exposer au soupçon de vouloir favoriser quelques individus.

A la tête de cette commission se trouvait Charles Laubert, d'origine française, esprit imbu des doctrines les plus fausses, prêt à tout sacrifier pour transformer les États d'Italie en républiques démocratiques. Il est vrai qu'on lui donna pour collègues, des hommes d'un grand mérite; mais ils refusèrent cette charge périlleuse, ou, atteints aussi de la même exagération, ne purent le redresser dans ses écarts politiques.

Digitized by Google

Les premiers pas de cette commission dans la carrière épineuse de l'administration, furent marqués par l'inexpérience et l'injustice. Une première division de la république en départements, faite par un Français qui avait aussi peu consulté les rapports commerciaux et politiques du pays que les convenances géographiques, étant devenue impraticable, on conserva partout les anciennes autorités, mais en chargeant des propagandistes imberbes de surveiller leurs opérations, et de proposer les réformes nécessaires aux institutions; les provinces furent inondées de ces réformateurs de vingt ans. Quand on voulut remédier au mal, il avait déjà jeté de profondes racines; le lien social était presque rompu; les autorités provinciales n'avaient plus de confiance dans l'autorité centrale; l'autorité centrale ne pouvait plus compter sur elles.

L'organisation des municipalités, en confiant l'élection des officiers municipaux à un collége d'électeurs, nommé par le gouvernement, manqua entièrement son objet; au lieu d'ajouter aux droits du peuple, elle le dépouilla de ceux qu'il tenait de l'ancienne constitution. Que résulta-t-il de cette mesure? Les colléges électoraux détruisirent les élections populaires, et dégoûtèrent le peuple et les fonctionnaires choisis par les communes. Le gouvernement, attribuant aux hommes un vice provenant de la nature des choses, crut le corriger en abolissant les colléges électoraux, et leur substituant des commissaires-organisateurs, auxquels il accorda les facultés réservées d'abord à quelques électeurs. Le remède fut pire que le mal.

L'arrêté qui écarta des emplois publics, tous ceux qui avait servi le roi, ne fit pas moins d'ennemis à la république. Cette exclusion, aussi injuste qu'impolitique, dévoila les prétentions ambitieuses de la plus faible partie de la nation. En effet, les emplois publics devinrent la proie des intrigants affublés du masque du patriotisme : on ne chercha plus ceux qui pouvaient être utiles à l'État, mais ceux qui affichèrent leur attachement aux nouvelles doctrines; et, dans cette subversion de principes, le charlatan le plus éhonté l'emporta sur l'homme vertueux et capable, qui est toujours modeste.

Ce malheur en entraîna un autre. Les clubs devinrent en quelque sorte arbitres du sort des magistrats, et même de véritables autorités. Ce fut dans leur sein que se forgèrent toutes les accusations contre les fonctionnaires. On était sûr d'obtenir un emploi, en se mettant à la tête d'un certain nombre de patriotes ou soi-disant tels, et en causant du scandale dans un club. Personne ne fut à l'abri du soupçon; et comme les accusations étaient le plus souvent sans fondement, elles étaient aussitôt abandonnées que formées, quand les Français n'intervenaient pas dans les querelles. Le gouvernement crut remédier à ce mal, en créant une commission de censure pour examiner la conduite privée et politique de tous les fonctionnaires; mais cette institution manqua son but, et augmenta en quelque façon le désordre. Bien que ses instructions fussent restreintes et spéciales, elle devint bientôt, contre l'intention de ses fondateurs, une magistrature qui reçut des pétitions et rendit des décrets.

L'institution de la garde nationale fut frappé de mort à son origine. Il paraît néanmoins qu'il ne dépendait point de la commission du gouvernement de lui donner la perfection dont elle était susceptible : les Français, trop défiants, s'opposèrent constamment à sa formation. Qui croirait que la garde nationale de la capitale, ne se composait, sur une population de 400,000 âmes, que de quatre compagnies de 100 hommes chacune?

L'ombrage que prenaient les Français de tout ce qui pouvait opposer par la suite de la résistance à leurs desseins, paralysa également les efforts du gouvernement pour la réorganisation de l'armée. On licencia violemment, et avec trop de mépris, sans solde ni indemnité, les meilleurs régiments nationaux de l'armée royale, dont on eût pu former un corps de 20 à 25,000 hommes, qui, en partageant les fatigues et les dangers des Français, se serait promptement aguerri; on laissa ainsi une foule d'individus en butte aux séductions des malintentionnés; les Albanais mêmes, mercenaires qui venaient de se distinguer par une défense honorable, et dont on eût pu tirer d'excellents services en les traitant bien, furent réduits par cette mesure à se livrer au brigandage. Championnet, à la vérité, autorisa la formation de quatre nouvelles légions napolitaines, mais le mal produit par le licenciement était opéré; d'ailleurs, la négligence que l'on mit à les recruter, les entraves que l'on ap-

Digitized by Google

porta à leur armement, le peu de soin que l'on mit à les habiller et à les instruire, attestent le peu d'envie que l'on avait de les voir sur un pied respectable. Cependant, le gouvernemcnt, sans force pour contenir les malveillants et assurer l'exécution des lois suppliait en vain Macdonald d'autoriser la formation de 5 à 6,000 gendarmes, avec les milices des tribunaux de provinces et les armigeri (1) des barons; leur désarmement n'en fut pas moins ordonné, sans qu'on s'inquiétât de leur procurer des moyens d'existence.

Les réformes religieuses suscitèrent en outre une foule d'ennemis puissants. Plus attaché aux cérémonies et aux fêtes d'un culte qui favorise la paresse, qu'aux préceptes et à la morale de l'Évangile, le peuple napolitain s'indignait de la diminution de ses fêtes et de l'abolition des pompes que les finances du clergé ne lui permettaient plus de soutenir.

Les règlements de police militaire contrariant toutes les habitudes du peuple, ne servirent de même qu'à le mécontenter; bientôt les entraves du commerce maritime paralysèrent tout le trafic intérieur, en augmentant la gêne que les circonstances et la contribution de 25 millions, frappée par les Français, avaient jetée dans toutes les affaires; dès lors le mécontentement se changea en morne désespoir.

Cependant, au milieu de tant de faux pas dans l'administration, le gouvernement porta plusieurs lois utiles. L'abolition des fidéicommis, qui concentrent les biens dans les mains de quelques familles, causa d'autant plus de plaisir aux Napolitains, que toutes leurs richesses sont territoriales, et que la foule de substitutionnaires, et le grand nombre de couvents, menaçaient d'envahir toutes les propriétés.

On doit aussi tenir compte à la commission législative, de l'abolition des droits féodaux. La féodalité avait accumulé à Naples, une masse énorme de capitaux, de biens fonds, de prérogatives, de droits acquis, reçus, usurpés par diverses mains en plusieurs circonstances. Il ne suffisait pas d'étouffer ce monstre par une loi, mais bien de l'atteindre dans un labyrinthe, où il n'était pas aisé de pénétrer sans être armé d'autant de patience que de courage. La discussion du projet de loi fut très-vive. Les feudataires soutenaient que la conquête était un droit, les républicains le niaient, et par un dilemme sans réplique, ils rétorquaient l'argument féodal. Si la force constitue le droit, disaient-ils, et que le vainqueur puisse dépouiller le vaincu, les barons réclament à tort une indemnité; car la nation ne reprend aujourd'hui sur eux que ce qu'ils ont acquis sur elle depuis plusieurs siècles. Il était difficile de concilier des prétentions si opposées : la décision du gouvernement trancha la question en faveur du peuple contre les feudataires, en consacrant néanmoins le principe d'une juste indemnité.

Une disposition ordonnait que tous les procès existants entre les barons et les particuliers ou les communes, seraient jugés en faveur de ces derniers, par la raison, disait le décret, qu'il n'était pas supposable que, sans droit évident, les uns ni les autres eussent osé plaider contre leur seigneur. Ce décret souleva environ 5,000 familles puissantes : leurs clameurs retentirent jusqu'au fond du quartier général de Macdonald, qui ayant déjà tant d'ennemis sur les bras, crut devoir les apaiser en mettant son *veto*. Ainsi, la seule loi dont la prompte exécution eût été capable d'attacher le peuple des provinces au nouveau gouvernement, fut sacrifiée aux considérations de sûreté de l'armée française, et ne fit que soulever contre la république une classe d'invidus très-redoutables.

Tandis que le gouvernement républicain, contrarié par les Français, livré à son inexpérience, commettait tant de fautes, les royalistes faisaient, loin de la capitale et dans son sein, toutes les dispositions pour une prochaine levée de boucliers. Les provinces étaient inondées d'agents siciliens et anglais. Deux aventuriers corses, Bocca-Ciampe et Cesare, groupaient autour d'eux tous les mécontents de la Basilicate; et, avec leurs bandes, tenaient Bari et Conversano étroitement bloqués; l'abbé Pronio fomentait une insurrection formidable dans les Abruzzes : un certain Mammone, avec une centaine de brigands, parcourait le comtat de Molise, pillant et rançonnant toutes les villes amies du nouvel ordre de choses; le Ciento n'était pas tranquille, le commodore Foote, avec une escadre anglaise renforcée de quelques bâtiments siciliens,

(1) Espèce de gardes féodales.

Digitized by Google

après s'être emparé sans résistance des îles d'Ischia et de Procida, dont les Français n'avaient pas apprécié l'importance, bloquait étroitement le golfe de Naples. Une expédition dirigée par le brave Caraccioli dut les reprendre, mais contrariée par les vents, elle laissa à l'ennemi le temps de s'y établir solidement.

En Calabre, le cardinal Ruffo, à qui Pie VI avait donné le chapeau pour se débarrasser d'un trésorier infidèle, travaillait plus efficacement encore à relever la cour de Naples; cet homme singulier, qui avait tous les travers du cardinal Saint-Severin n'a déployé d'autre qualité que l'énergie, quoique l'habile historien de Naples semble le mettre en parallèle avec Ximénès (1). Plus connu, dit-on, par ses dissertations sur la tactique que par des sermons, le prélat guerrier ne tarda pas à devenir redoutable. Du Pizzo, où il était débarqué dans les premiers jours de février, il avait conçu le projet de tenter la contre-révolution, moins par reconnaissance envers celui qui l'avait accueilli après la disgrâce du pape, que par goût des entreprises hasardeuses : l'influence de son caractère eut bientôt réuni autour de lui 3 à 400 aventuriers. Cette bande, grossie de tous les criminels déportés dans les îles de Lipari, des milices des tribunaux provinciaux, des armigeri des barons, des anciens soldats que la république semblait dédaigner, fut surtout renforcée par une multitude de montagnards fanatisés.

Ruffo, dit l'historien que nous venons de citer (2): « représenta à cette sauvage, mais brave population, la gloire qu'il y aurait à reconquérir pour le roi l'héritage de ses pères. Tous se réunirent à la voix de l'homme sacré, de l'envoyé de leur monarque; Ruffo se mit à leur tête, les rangea sous l'étendard royal. Dans ces mêmes lieux où jadis les consuls, les préteurs de Rome antique conduisaient leurs légions victorieuses, un prince de l'Église guidait aux combats les descendants des Brutiens et des Lucaniens; et l'Europe apprit avec quelque surprise qu'il y avait encore à la fin du XVIIIe siècle un prêtre qui commandait une armée. »

Bientôt Ruffo eut ainsi rassemblé 15 à 18,000 hommes, avec lesquels il partit de Miletto, pour enlever Monteleone, ville riche et populeuse de la Calabre ultérieure, qui avait refusé de lui ouvrir ses portes. A la vérité, l'impossibilité de tenir sur pied un corps aussi nombreux, le força de le licencier immédiatement après la prise de cette ville, et de ne garder auprès de lui qu'environ 3,000 vagabonds altérés de sang et de pillage; mais la victoire remportée lui donna un grand ascendant dans tout le royaume. Les communes, qui s'étaient déclarées en faveur du nouvel ordre de choses, tremblèrent de voir arriver le terrible cardinal : les autorités républicaines furent glacées d'effroi, et le cercle de puissance de la capitale se rétrécit de jour en jour.

On sentit le besoin d'étouffer ces germes d'insurrection; mais comment y parvenir sans l'intervention des Français ? Il fallut donc s'entendre avec Macdonald, dont la faible armée, concentrée dans les environs de Naples, n'était pas capable de faire de gros détachements. Toutefois, comme ces expéditions intéressaient sa sûreté, il y consentit; et, d'après le plan arrêté, le général Duhesme reçut l'ordre de réduire les insurrections de la Pouille, et de passer ensuite en Calabre, où une colonne mobile de troupes napolitaines devait marcher par la route directe de Naples à Cosenza.

On ignore ce qui motiva cette distribution de troupes. L'insurrection des Calabres étant la plus menaçante, tant par sa proximité de la Sicile, que par le caractère entreprenant de son chef; il semble que, s'il était absolument impossible d'envoyer en même temps des Français en Pouille et en Calabre, la prudence conseillait de détacher Duhesme d'abord dans cette dernière province, sauf ensuite à le faire revenir par la Pouille.

Quoi qu'il en soit, sa division, composée de 12 faibles bataillons et 8 escadrons non compris la légion napolitaine de Caraffa, partit d'Avelino et de Bénévent le 19 février, et arriva le 22 à Foggia, capitale de la Pouille, où Duhesme établit son quartier général.

Le 24 février, le général Forest conduisit sa brigade de Lucerna devant San-Severo, où Broussier le rejoignit le lendemain avec une partie de

(1) Mémoires historiques sur Naples, par le comte Orloff.

(2) Mémoires du comte Orloff, tome II, page 200.

Digitized by Google

la sienne. Les insurgés qui occupaient ce poste, en furent chassés, le 26, à la suite d'un combat très-vif, et se retirèrent à Andria, dont ils furent délogés le 3 mars par Broussier. Pendant ce temps, Forest se porta sur Bari, assiégé depuis six semaines, dissipa les insurgés, et y entra en libérateur.

L'activité des colonnes françaises donna peu de relâche aux insurgés, ils furent forcés de lever le blocus de Conversano; et à peu de jours de là, ils essuyèrent une nouvelle défaite aux environs de Casa-Massima. Partout où ils osèrent tenir en rase campagne, ils furent battus et dispersés. Bien convaincus de leur infériorité, ils coururent se réfugier à Trani, boulevard d'autant plus sûr, qu'environné d'une bonne chemise en maçonnerie avec fossé, il est encore défendu du côté de la mer par un fortin qui ferme l'entrée du port.

Duhesme, informé de cette circonstance, chargea le général Broussier de réduire cette ville. Ce dernier partit donc de Barletta le 31 mars, sur trois colonnes. La première, composée de la légion de Caraffa et de 3 pièces de gros calibre, suivit la route directe et vint camper sous les murs de Trani. La seconde, consistant en 4 bataillons et 2 escadrons français et 4 pièces de 4, passa par Andria et poussa ses avant-postes à portée de fusil des remparts. La troisième, formée d'un bataillon de grenadiers, d'une demi-brigade, de 100 chevaux et d'un obusier, prit à Andria la route de Biceglia et vint appuyer sa droite à la mer, pour être protégée par une escadrille de 8 chaloupes canonnières qui longeait la côte.

Cette journée se passa en escarmouches. Moitié des insurgés se sauvèrent sur des embarcations, pendant qu'on établissait des batteries, en sorte qu'il ne resta dans la ville qu'environ 5 à 6,000 hommes. Certes, il n'en fallait pas davantage pour la défendre, si un homme de tête les avait dirigés; mais il ne s'en trouva point, quoique d'ailleurs plusieurs officiers de génie et d'artillerie, envoyés de Sicile, y eussent débarqué la veille. Ainsi, les Français n'eurent à vaincre que des efforts mal combinés de rage et de désespoir.

D'après la reconnaissance de la place, faite le 31, Broussier résolut de tenter l'escalade du côté de Biceglia, et de ne faire jouer l'artillerie des attaques du centre et de la gauche qu'au moment où les grenadiers, munis d'échelles et soutenus de la 7ᵉ légère, déboucheraient d'un chemin creux vers le fossé.

L'attaque eut lieu ainsi qu'elle avait été prescrite; mais le feu des remparts arrêta tout court les grenadiers républicains. Cependant, les chasseurs de la 7ᵉ légère s'étant glissés dans l'eau jusqu'à la ceinture au pied du fortin, la garnison saisie de terreur s'enfuit dans des embarcations, ou se réfugia dans les maisons voisines du port.

Cette diversion inattendue, en appelant l'attention des assiégés, permit aux grenadiers de déboucher, d'escalader les murs, et de pénétrer enfin dans la ville, dont ils coururent démurer les portes pour procurer l'entrée aux autres colonnes. Cependant, comme il partait des maisons un feu très-vif, Broussier fit enfoncer les portes de cinq ou six, et monter sur leurs terrasses des détachements, qui en chassèrent les insurgés, et paralysèrent l'artillerie braquée dans les rues. Ce fut alors que le massacre commença. Les assiégés, épouvantés, ne songent plus qu'à regagner 60 ou 80 barques mouillées dans le port; mais les Français, maîtres des rues adjacentes, font un feu violent sur elles, et la flottille républicaine se prépare à leur donner la chasse. Le convoi se sauve à toutes voiles à Biceglia : douze embarcations sont jetées à la côte vers Molfetta où un bataillon et un escadron de dragons les abordent, et font main basse sur leurs équipages. Bari, à la suite de cette sanglante action, fut livré au pillage, on y trouva de l'artillerie et beaucoup de munitions. Après cette victoire, le gouvernement crut qu'il était débarrassé, mais il se trompa : pour rétablir la tranquillité en Pouille, il eût fallu y laisser une division française bien disciplinée, chose alors impossible. D'ailleurs, Duhesme se rendit aussi odieux aux républicains qu'à l'ennemi, en rançonnant les villes amies; Bari et Conversano, entre autres, furent imposées à des contributions que les insurgés n'auraient sans doute pas exigées.

L'expédition de Calabre n'obtint pas même les résultats éphémères de celle de Duhesme. Elle devait être dirigée par le général Pignatelli; mais elle fut confiée à un certain Schipani, auquel on ne donna pas plus de 1,200 hommes. Ce nombre, à la vérité, était peu inférieur aux bandes qu'il

Digitized by Google

devait rencontrer jusqu'à Cosenza, où environ 6,000 patriotes déjà réunis, se proposaient de tenir tête à l'armée de Ruffo. Cependant, vu l'âpreté des lieux à parcourir et le caractère des habitants, il convenait, à défaut de moyens, de choisir un autre chef qu'un saltimbanque déjà décrié dans Naples. Schipani, comme un autre Santerre dans la Vendée, triompha à Rocca-di-Aspide, à Sicigliano, où il n'y avait pas ombre d'insurgés; mais il fut défait devant Castelluccia, méchant bourg perché sur la cime d'une montagne à droite de la route de Naples à Reggio, où Sciarpa s'était retiré avec un millier de mécontents. On pouvait le tourner, et poursuivre sans inquiétude la marche sur Cosenza; mais Schipani crut qu'il y allait de son honneur de l'emporter. Prévenues de ses intentions, toutes les petites villes voisines s'empressèrent de lui faire des offres de service. En peu d'instants il eût pu porter sa colonne mobile à 4,000 hommes; mais il voulut avoir la gloire d'enlever seul Castelluccia. Vainement on lui représenta les risques d'une escalade, la facilité de réduire ce poste par un blocus de quelques jours, ou bien encore de le faire tomber, en construisant une batterie sur le sommet d'une montagne qui le domine; il fit toutes les dispositions pour l'escalade. Sciarpa, intimidé de ces préparatifs, entra en pourparlers, et proposa de se rendre, à condition que la colonne républicaine n'entrerait pas à Castelluccia, et que sa bande serait admise à la solde du gouvernement. Schipani rejeta ces offres avec hauteur; et, des menaces, passa aux effets. L'assaut échoua, pour avoir été mal conduit.

De la confiance la plus présomptueuse, Schipani tomba dans le découragement, il n'osa poursuivre sa route; et, bientôt après, le gouvernement l'envoya contre les insurgés de Sarno. Cette expédition lui fut plus facile. Ceux-ci lui cédèrent le poste sans combat, mais pour y revenir immédiatement après son départ, jusqu'à ce qu'enfin une colonne mobile française eût mis leur refuge à feu et à sang.

L'échec essuyé par Schipani, les progrès des insurrections partielles, enhardirent Ruffo, et fortifièrent les espérances de la cour de Palerme. Jusqu'alors, elle avait peu compté sur les efforts du cardinal pour le relèvement du trône : c'était un enfant perdu qu'elle avait jeté en Calabre, prête à le désavouer en cas de nécessité. Elle crut pouvoir le reconnaître sans rougir; il fut nommé vicaire général du royaume, et investi, en cette qualité, de tous les pouvoirs judiciaires, civils et militaires. Le roi lui écrivit, de sa main, les lettres les plus pressantes; promit de lui envoyer bientôt des officiers généraux et des troupes. Mais la réputation du cardinal était telle, qu'aucun général, de ceux qui avaient suivi la cour en Sicile, ne se soucia de servir sous ses ordres. D'un autre côté, il n'existait en Sicile que les régiments nécessaires pour maintenir la tranquillité dans cette île. Pourtant, après de longs efforts, on parvint à débarquer en Calabre quelques bataillons avec de l'artillerie, en attendant que les cours de Londres et de Pétersbourg, vivement requises par le cabinet de Palerme, pussent fournir les secours stipulés par les derniers traités.

Le nouveau vicaire général n'eut pas plus tôt reçu ces renforts, qu'il se dirigea sur Catanzaro qui fut forcée, après trois jours de résistance, à lui ouvrir ses portes. De là, il détacha un de ses lieutenants sur Cosenza, capitale de la Calabre citérieure. Cette ville, devenue le refuge de tous les habitants de la province ultérieure, qui avaient été forcés d'abandonner leurs foyers pour se soustraire à la réaction royale, comptait 6 à 7,000 hommes en armes. Mais ici, comme partout ailleurs, il y avait division d'opinions; la populace, qui ne voit et n'agit que d'après l'impulsion de ceux qui la dirigent habituellement, était très-attachée à l'ancien gouvernement, qui l'avait toujours écrasée. Pour surcroît de malheur, la commission exécutive avait nommé pour commander sur ce point, Chiara, ancien officier dévoué au roi. Le lieutenant de Ruffo, en arrivant devant Cosenza, présenta la bataille, et, bien que tous les gardes nationaux brûlassent d'en venir aux mains, leur chef, qui avait l'avantage de la position, ordonna la retraite. Au même moment, la populace de Cosenza se révolta, et mit ainsi les républicains entre deux feux. Ils rentrèrent néanmoins dans la ville, dont ils défendirent les accès plusieurs jours, avec le courage du désespoir. Les gardes nationales de Rossano et de la Paula, accourues à leur secours, et obligées de battre en retraite, furent bientôt

Digitized by Google

cernées dans ces villes, qui devinrent la proie des féroces vainqueurs.

Dès que le cardinal eut avis de la prise de Cosenza, il se dirigea vers la Pouille, en longeant les côtes de la mer Ionienne, et prit, chemin faisant, Crotone, où 40 à 50 invalides français renvoyés d'Égypte, venaient de débarquer; Ruffo reçut ici un renfort de troupes régulières, qu'amena son frère le commandeur, et alla dans la Basilicate effectuer sa jonction avec la bande de Cesare.

Le bruit de ses succès, les proclamations de Ruffo, le fanatisme religieux, l'appât du butin, l'assurance de l'impunité; tout, dès lors, concourut à grossir la soi-disant armée chrétienne. Différentes bandes de brigands qui infestaient la Basilicate et la province de Salerne vinrent se ranger sous les bannières du cardinal, qui compta au nombre de ses lieutenants, Fra-Diavolo, ex-moine chassé de son couvent, dont les plus beaux exploits consistaient en enlèvements de diligences; Pauzanera, convaincu de 14 homicides; le meunier Mammone, la terreur et l'effroi du comtat de Molise; le lieutenant Sciarpa, qui, lassé de commander aux sbires de Salerne, s'était constitué chef de tous les criminels remis à sa garde.

Telle était la situation intérieure de l'État de Naples, lorsque les ordres du Directoire enjoignirent à Macdonald de venir renforcer l'armée d'Italie sur les bords du Pô, après avoir laissé des garnisons dans les places fortes.

L'exécution de cette mesure tardive pouvait devenir le signal d'une insurrection générale. Macdonald le sentit; et à, en expédiant l'ordre Duhesme de se replier sur Capoue, il chercha à donner le change sur ses projets en annonçant la formation d'un camp derrière le Volturne, sous prétexte de tenir ses troupes en haleine, et soumises à une plus sévère discipline. Cependant il prit les mesures les plus secrètes pour approvisionner le fort Saint-Elme, Capoue, Gaëte et Pescara, seules places du royaume de Naples susceptibles de soutenir un siége; le parc d'artillerie fut rassemblé à Gaëte. Des ordres pressants furent expédiés au général Garnier, commandant la république romaine, de former l'approvisionnement du fort Saint-Ange, de Civita-Vecchia et d'Ancône; de concentrer ses troupes disponibles aux environs de Rome, et de les tenir prêtes à renforcer l'armée de Naples lors de son passage.

Dans le même temps, le commissaire du Directoire, Abrial, se hâtait de mettre la dernière main à l'organisation de la république parthénopéenne, et pressait l'organisation de la garde nationale, sous la sauvegarde de laquelle allait bientôt reposer l'existence d'un gouvernement éphémère.

Mais quelques précautions que prissent Macdonald et Abrial, pour dérober leurs véritables intentions, elles furent devinées par les royalistes, que les croisières anglo-siciliennes instruisaient des défaites essuyées par les Français dans la haute Italie. Dès lors, les germes de résistance se développèrent avec une incroyable rapidité. Duhesme laissa la Pouille en feu, et eut dix combats à livrer, pour se rendre de Trani à Capoue. La division Rusca était encore cantonnée dans les environs de Naples, que le commodore Foote débarqua, le 4 mai, 5 à 600 Anglais, réunis à autant d'insurgés de la principauté de Salerne, qui s'emparèrent de cette ville, et se portèrent sur Castellamare. Les Français les en chassèrent, à la vérité, mais ils ne tardèrent pas à y rentrer.

Au moment où Macdonald reçut l'ordre d'évacuation, il réunit environ 24,000 hommes effectifs. Il en destina 5,000 pour former les garnisons du fort Saint-Elme, de Capoue et de Gaëte, puis se disposa à se mettre incessamment en marche pour Rome, avec le surplus. Informé que les insurgés arétins et romains devenaient de jour en jour plus audacieux, et s'opposaient à la réunion de la faible division du général Garnier, il se fit précéder par une colonne mobile aux ordres du général Dombrowsky, tant pour s'emparer de la Corniche, que pour réduire ces ennemis et s'emparer des débouchés de la Toscane. Le gros de l'armée, consistant en 15,000 hommes environ, partit de Naples le 7 et le 8 mai, sur quatre colonnes, qui suivirent à un jour de distance la route des marais Pontins et celle de San-Germano; le 16 et le 17, elles arrivèrent à Rome. Macdonald, après s'être renforcé de quelques milliers d'hommes de la division Garnier, continua sa route par Aqua-Pendente et Peruggia sur Florence, où il entra le 25. Là, il rallia les troupes de Gauthier, qui guerroyaient aux environs de Pistoya, et la division Montrichard

Digitized by Google

qui gardait le Bolonais, en sorte que son armée passa 28,000 hommes.

Le 29 mai, le quartier général fut transféré à Lucques. L'aile gauche, formée par la division Dombrowsky, prit alors poste à Sarzana et à Aulla : le centre s'établit sur la route de Florence à Pistoya; et les divisions Rusca et Montrichard, qui composaient l'aile droite, occupaient tous les débouchés de Modène, se prolongeant de San-Marcello sur la route de Bologne. Cette dernière ville resta occupée par la brigade Clausel, qui dans les derniers jours du mois, débloqua le fort Urbin, investi par le corps de Klénau, et repoussa celui-ci sur San-Giovanni et San-Giorgio.

Ce fut dans cette position seulement, que Macdonald et Moreau commencèrent à communiquer sûrement; car, jusqu'alors, tous les courriers ou officiers d'état-major qu'ils s'étaient réciproquement adressés, avaient toujours été interceptés par l'ennemi, ou assassinés par les insurgés. Les deux généraux arrêtèrent aussitôt le plan de jonction qui devait réparer les désastres de la campagne.

Deux partis s'offraient à l'armée de Naples. Le premier, de suivre la route de la Corniche, qui mène directement à Gênes le long de la mer, procurait l'avantage d'une réunion prompte et facile, en prenant la précaution de se flanquer à droite dans les montagnes, par de forts détachements. Mais ce chemin, bon pour l'infanterie, était réputé impraticable à l'artillerie; et Macdonald se fût trouvé dans l'obligation d'abandonner la sienne. D'un autre côté, le choix de cette direction n'amenait aucun résultat important : après la réunion à Gênes, il eût fallu déboucher une seconde fois par les monts liguriens; car la pénurie, qui se faisait déjà sentir dans la rivière du Levant, s'opposait à la concentration passive des troupes.

Le deuxième parti consistait à marcher par Modène, Parme et Plaisance, en culbutant les divisions autrichiennes des généraux Ott, Hohenzollern et Klénau. L'armée de Naples, suivant la rive droite du Pô, et appuyant la gauche aux montagnes, arrivait ainsi sous les murs de Tortone; tandis que Moreau, franchissant l'Apennin par Gavi et Serravalle, déboucherait dans la plaine du Pô. Ce plan, qui semblait promettre des avantages certains, fut adopté par les généraux en chef. Le mouvement de Moreau sur Tortone, fut fixé au 17 juin. Comme l'armée d'Italie ne pouvait sans danger s'éloigner de cette place, et que Macdonald avait la plus forte tâche à remplir, ils convinrent que la division Victor, débouchant du val Taro sur Parme, passerait sous ses ordres immédiats. On arrêta en outre, que le corps de Lapoype descendrait la vallée de la Trebbia jusqu'à Bobbio, tant pour entretenir les communications des deux armées, que pour flanquer la gauche de Macdonald, et faire, en cas de besoin, une puissante diversion en sa faveur. Ainsi, par la réunion d'environ 50,000 hommes sur les bords du Pô, on espérait changer la face des affaires en Italie. Mais, pour saisir d'un coup d'œil les résultats incalculables qu'eût produit la stricte exécution du plan projeté, il n'est pas inutile de jeter les yeux sur la position des alliés au moment où il fut conçu.

Kray, qui commandait sur le bas Pô et faisait le siége de Mantoue, avait environ 24,000 combattants, dont la moitié se trouvait détachée. Son avant-garde, aux ordres du général Klénau, forte de 5 à 6,000 hommes, campait entre Bologne et le Panaro, et bloquait de nouveau le fort Urbin. Depuis l'apparition en Toscane des têtes de colonnes de l'armée de Naples, une autre division de 5,000 Autrichiens, commandée par le comte de Hohenzollern, avait été envoyée de Mantoue pour couvrir Modène. Le général Ott gardait, dans le Parmésan, avec 6,000 hommes, les débouchés des vallées latérales du Taro et de la Trebbia. Son avant-garde, sous le général Morzin, tenait le poste important de Pontremoli, à la naissance du val Magra.

Le noyau de l'armée, consistant dans les divisions Zoph, Kaim, et le corps russe, montant ensemble à 28 ou 30,000 combattants, campait sous Turin, en assiégeait la citadelle, et gardait par ses avant-postes les avenues des Alpes.

La division Frœlich, postée à Fossano, observait Coni; Wukassowich, avec l'avant-garde, forte de 5,700 hommes, occupait Mondovi, Ceva et Salicetto, se liant par une chaîne de postes à la brigade Seckendorf, postée en avant d'Acqui. Le général Lusignan, avec 3,000 baïonnettes, bloquait le fort de Fenestrelles, et faisait une petite guerre aux habitants soulevés en faveur des Fran-

Digitized by Google

çais. Un détachement russe aux ordres du prince Bagration occupait Cézanne, le fort de la Brunette, et le col de l'Assiette.

Six à sept mille hommes, commandés par les généraux Alcaini et Schweikowsky, bloquaient Alexandrie et Tortone. Le corps du comte de Bellegarde, fort de 15,000 hommes, destiné par Suwarow à commencer le siége de ces deux forteresses, et dont nous avons rapporté la marche sur Chiavenna, arrivait de Como sur le Pô.

Le général Haddick gardait les derrières de l'armée austro-russe, et entretenait les communications avec l'aile gauche de celle de Suisse. Son corps, composé de cinq brigades formant ensemble près de 14,000 baïonnettes, s'apprêtait, comme nous l'avons dit, à pénétrer en Valais par le Simplon et le pas de Nuffenen.

Ainsi le maréchal, forcé d'obtempérer aux ordres du conseil aulique, avait tellement éparpillé ses forces pour des expéditions sans importance, que, d'une armée de plus de 100,000 combattants, à peine en avait-il 30,000 sous la main pour parer à un danger pressant. Ces dispositions, quoique vicieuses, étaient sans inconvénients en face de la faible armée de Moreau. Mais si celle de Macdonald débouchait dans la plaine du Pô, avec la même célérité qu'elle avait mise à arriver en Toscane, les divisions Klénau, Hohenzollern et Ott devaient être écrasées avant qu'on pût les secourir; et rien n'empêchait l'armée de Naples, renforcée par les divisions Victor et Lapoype, de continuer sa marche victorieuse jusque sous les murs de Tortone. Heureusement pour les alliés, le retard mis à l'exécution du plan de Moreau, et la lenteur de la marche de son collègue, donnèrent à Suwarow le temps de prendre d'autres dispositions.

Dès le 29 mai, la division Dombrowsky, placée en avant d'Aulla, s'était mise en mouvement pour favoriser la marche de Victor. Elle attaqua, le même jour, les postes du général Morsin à Villafranca, les culbuta sur Pontremoli, et s'empara de cette ville après un combat opiniâtre, où quelques compagnies autrichiennes furent taillées en pièces. Morzin se replia sur Fornoue; et Dombrowsky, ayant établi ses communications avec la division Victor, qui débouchait dans le val Taro, revint dans les environs de Fivizzano.

La prudence exigeait que Macdonald agît avec promptitude, et ne donnât pas à l'ennemi le temps de se reconnaître. Cependant, par des motifs qui nous sont inconnus, il resta dix jours dans une inaction complète : et certes, il n'en fallait pas la moitié pour reposer l'armée de ses fatigues, et concerter ses opérations avec le général Moreau. Quoi qu'il en soit, une partie de ce temps fut employée à réorganiser l'armée. Quelques bataillons, aux ordres des généraux Gauthier et Miollis, furent laissés en Toscane pour réprimer les insurgés, et protéger le port de Livourne contre les entreprises des Anglais. Le reste de l'armée, présentant un effectif de 26,000 fantassins et de 3,000 sabres, non compris Victor, fut partagé en cinq divisions et une brigade d'avant-garde. (*Voy.* le tableau ci-joint.)

Le 9 juin, l'armée se mit enfin en mouvement. Les divisions Rusca et Montrichard, suivies du grand parc d'artillerie, prirent la route de Bologne, La division Olivier, réunie la veille à Lungobosco, marcha par la route de Pieve-Pelago sur Paolo; l'avant-garde sur l'hospice de San-Pellegrino (1), d'où elle descendit la vallée du Dragone. Dombrowsky quitta Fivizzano pour se rendre à Sassalbo; et la division Watrin, formant réserve, se dirigea de San-Marcello sur San-Leoni. Les deux jours suivants, les diverses colonnes ayant continué leur marche dans la même direction, l'avant-garde prit poste, le 11, au soir, en avant de Sassuolo; les divisions Rusca et Montrichard arrivèrent à Bologne; Watrin et Olivier se réunirent à Formigine; Dombrowsky, après avoir franchi les sources de la Secchia, se dirigea par Castel-Novo-del-Monti sur Vezzano. Le même jour 11, l'avant-garde d'Olivier, commandée par le général Forest, replia sous les murs de Modène les postes de Hohenzollern.

Macdonald fit ses dispositions pour attaquer la ville le lendemain. Dans l'espérance d'enlever le corps autrichien qui la défendait, il donna l'ordre au général Rusca de partir à minuit de Bologne avec l'aile droite, de passer le Panaro vis-à-vis de San-Giovanni, et d'intercepter la route de Mirandola,

(1) Sur le sommet des monts, à l'ouest de Pieve-di-Pelago.

Digitized by Google

	TOTAL.
	5,397
I g T a	4,880
I	3,555
a	6,750
. .	526

RÉCAPITULATION.

Avant-garde	2,977
Division Olivier.	5,828
——— Montrichard . .	5,773
——— Rusca	5,397
——— Watrin	4,880
——— Dombrowsky . .	3,555
Parc	526
Total de l'armée de Naples	28,936
Division Victor, détachée par Moreau.	6,750
Total général	35,686

Digitized by Google

Digitized by Google

ligne de retraite de l'ennemi. Le général Olivier fut chargé de l'attaquer de front, tandis que l'avant-garde marcherait de Sassuolo sur Rubiera, pour donner la main aux troupes de Dombrowsky. Le général Watrin resta en réserve.

Le 12 juin, à six heures du matin, Olivier commença son mouvement; mais l'attaque fut suspendue jusqu'à dix heures, pour donner à la droite le temps d'arriver sur les derrières de Modène. Quelques coups de canon tirés par le fort Urbin sur des patrouilles, ayant fait supposer que le général Rusca passait le Panaro, Olivier attaqua en trois colonnes. Hohenzollern avait placé son infanterie dans les faubourgs, et la cavalerie sur la route de Reggio. Klénau était chargé de défendre le passage du Panaro. L'artillerie autrichienne entra en action; mais, bravant son feu, la 12e demi-brigade, soutenue par les 30e et 73e, pénétra dans le faubourg de Pistoya, rejeta les Impériaux sur les glacis, puis dans la place où elle entra pêle-mêle avec eux. Dans l'intervalle, Forest, à la tête de la cavalerie légère, ayant rompu celle des Impériaux, Hohenzollern donna l'ordre d'effectuer la retraite par le chemin de Mirandola. Poursuivi avec acharnement par les Français, il fut forcé à recevoir un troisième engagement qui compléta sa défaite. Cet heureux début valut à Macdonald 1,500 prisonniers, trois drapeaux et huit pièces de canon. Les régiments de Preiss et de Klebeck eurent seuls 1,200 hommes tués ou blessés. La perte des Français ne passa pas 300 hommes; mais le brave général Forest fut tué, et Macdonald lui-même reçut deux coups de sabre, dans une échauffourée de cavalerie contre un détachement de chasseurs de Bussi qui, coupé, cherchait à se faire jour.

Tout le corps de Hohenzollern eût été obligé de mettre bas les armes, si l'aile droite française eût suivi ponctuellement ses instructions. Rusca, au contraire, se laissa imposer par la brigade Klénau, qui repoussa successivement les attaques dirigées contre elle, et ne se retira sur la route de Ferrare, que lorsque la déroute de Hohenzollern l'eût laissée sans soutien. Ce dernier, trop maltraité pour tenir la campagne, gagna par San-Benedetto la rive gauche du Pô.

Macdonald laissa la division Olivier dans les environs de Modène et marcha le lendemain sur Reggio, où il fut joint par le général Dombrowsky, qui déboucha de Vezano. Montrichard reçut l'ordre de se porter entre Carpi et Correggio, pour observer Mirandola et Guastalla, et retenir Kray devant Mantoue, en lui donnant à penser que l'armée de Naples prenait cette direction pour délivrer cette place. L'avant-garde et trois autres divisions s'avancèrent sur Parme, poussant devant elles une partie de la cavalerie du général Ott. Celui-ci, qui d'abord se trouvait en position entre Parme et l'issue du val Taro, se voyant sur le point d'avoir sur les bras toute l'armée française, abandonna Fornoue pour se retirer sur Plaisance, laissant le chemin libre à Victor, qui déboucha alors de l'Apennin, et fut prendre position à Borgo-San-Donino, où l'avant-garde de Macdonald le rejoignit le 14. Le lendemain, l'armée s'établit derrière la Larda, à cheval sur la route entre Borgo-San-Donino et Fiorenzola. L'avant-garde prit poste dans ce dernier endroit.

Cependant, l'arrivée de Macdonald en Toscane avait éveillé l'attention de Suwarow; incertain sur le point où la jonction des armées françaises devait s'opérer, il prit le parti de rassembler une masse entre Alexandrie et Tortone, afin de pouvoir également défendre le débouché des montagnes qu'occupait Moreau, et se porter sur Plaisance si le besoin l'exigeait. En conséquence, le général Wukassowich reçut, le 8 juin, l'ordre de se porter de Ceva à Nizza, en étendant ses postes par Mondovi jusqu'à Coni. La brigade Lusignan, qui était près de Fenestrelles, ainsi que les divisions Frœlich, Bagration, Forster et Schweikowsky, se mirent le même jour en marche pour Asti.

Le général Kray eut l'instruction de ne pas s'obstiner à bloquer Mantoue, mais, au contraire, de faire filer en toute hâte son artillerie sur Peschiera et Vérone; de passer le Pô et de joindre l'armée aux environs de Plaisance; attendu qu'il suffisait pour observer la première de ces places, des garnisons de Vérone, de Legnago et de Peschiera, renforcées de 8 escadrons, de 2,000 Tyroliens et des milices mantouanes.

Le général Kaim, avec 9 bataillons, 6 escadrons, 2 régiments de Cosaques, et 2 à 3,000 Piémontais rassemblés et armés à la hâte, fut chargé de continuer le siége de la citadelle de Turin.

Digitized by Google

Indépendamment de ces dispositions principales, Suwarow en prescrivit d'autres non moins prudentes (1) pour arrêter l'ennemi en cas d'échec. On arma les têtes de pont de Valence et de Bassignano; l'on approvisionna pour trois mois le château de Milan et Pizzighetone; Valence devint la tête d'un vaste camp retranché; enfin, l'on continua d'évacuer l'artillerie de Turin, et tous les autres objets qui n'étaient pas nécessaires au siége de la citadelle.

Les pluies avaient gâté les chemins, et fait déborder les torrents dont ces hautes contrées sont coupées; cela fut cause que la brigade Lusignan et les quatre divisions austro-russes ne purent se réunir que le 11 juin à Asti. Le lendemain, Suwarow dirigea ses troupes par Felizzano sur Alexandrie, et campa sur la rive gauche de la Bormida. Son projet était de les pousser de suite vers San-Giuliano; mais les chemins étaient tellement dégradés, qu'il fut impossible aux pontons de suivre les colonnes.

Jusqu'à ce moment, le maréchal n'avait pas encore arrêté de plan d'opérations, parce que Moreau avait fait répandre des bruits divers sur ses projets et sur les forces dont il pouvait disposer. Ce général, en arrivant à Gènes, avait trouvé dans la rade de Vado l'escadre de l'amiral Bruix. Comme le Directoire lui annonçait sans cesse des secours considérables, il crut qu'elle lui apportait des hommes et des munitions, et qu'elle allait assurer les subsistances de l'armée, en tenant la mer libre. Mais ces espérances s'évanouirent bientôt. Bruix, sorti de Brest pour se rallier à l'escadre espagnole et tenir la Méditerranée, n'avait à bord ni troupes de débarquement, ni subsistances, ni munitions; et tout ce qu'on en put obtenir se réduisit à un bataillon de marine, d'un millier d'hommes.

Cependant, l'apparition de cette flotte avait relevé le moral du soldat, et fasciné les yeux des habitants. Le général en chef en profita pour exagérer les renforts reçus, et les porter à 15,000 hommes. Il fit divers mouvements de troupes, pour accréditer cette opinion; et pendant qu'on réparait son artillerie, il laissa à dessein transpirer son projet de déboucher sur Alexandrie et Tortone.

Le but de ce stratagème était d'arrêter Suwarow sur la Bormida, et de donner à Macdonald le temps de pousser sa gauche vers Bobbio. Il paraît même que Moreau lui recommanda dans sa correspondance de se baser principalement sur les montagnes en appuyant à gauche; ces lettres interceptées par les Russes (2), confirmèrent au maréchal ce que les rapports du 14 lui apprenaient, et terminèrent toutes ses incertitudes à l'instant où Ott lui annonçait la prise de Modène et la marche de l'armée de Naples sur Parme.

Il n'y avait pas un moment à perdre pour empêcher la jonction des armées françaises. Aussi, voyant que le corps de Gènes ne faisait aucun mouvement, Suwarow se détermina à parer au danger le plus pressant, et à marcher sans délai à la rencontre de Macdonald, sauf à revenir ensuite contre Moreau. En conséquence, il pressa Kray d'accélérer son mouvement sur Plaisance, et ordonna au général Ott d'éviter tout engagement sérieux, en le prévenant de sa prochaine arrivée. Le corps du comte de Bellegarde et la brigade Alcaini furent laissés entre Alexandrie et Tortone, pour continuer le blocus de ces places et contenir Moreau, s'il tentait de descendre des montagnes.

Le 15 juin au soir, le pont sur la Bormida étant enfin achevé, l'armée alliée, forte de 32 bataillons, 18 escadrons et 4 régiments de Cosaques, passa la rivière, et fut camper à Garofoldo. L'avant-garde, aux ordres du prince Bagration, poussa jusqu'à Ponte-Curone, au delà de la Scrivia. Le lendemain, Suwarow porta ses troupes à Casteggio; et, sur l'avis que le général Ott avait été repoussé derrière le Tidone, il envoya son chef d'état-major Chasteler, avec 4 bataillons, 6 escadrons et 12 pièces, prendre poste à Stradella. Le gros de l'armée suivit de près ce détachement. Aussitôt que

(1) Ces dispositions étant propres à donner une idée assez exacte du mérite de Suwarow, il nous a paru convenable d'en citer des fragments. (*Voyez* pièces justificatives du livre XIV, n° 3.)

(2) Les dépêches chiffrées, ou mieux encore l'envoi de bons officiers capables de bien faire une mission verbale, valent mieux que des dépêches imprudentes qui dévoilent tout à l'ennemi.

Digitized by Google

les têtes de colonnes furent arrivées, Chasteler s'avança sur Conegliano, pour couvrir le général Ott qui, harcelé sans relâche depuis trois jours par l'avant-garde française, se retirait de position en position.

Cependant Macdonald continuant son mouvement, marcha, le 16, sur Plaisance : la brigade Salm, les divisions Rusca et Dombrowsky, s'arrêtèrent sur la Nura : le général Watrin demeura à Fiorenzola; mais la division Victor, qui depuis Borgo-San-Donino était en tête, s'avança sur Plaisance. Ott eut à peine le temps de rompre le pont du Pô, et de jeter une garnison dans la citadelle; les Français l'ayant refoulé derrière le Tidone, établirent leurs postes entre cette rivière et la Trebbia. (*Voyez* la pl. XXX.)

La nouvelle de l'approche de Suwarow fit sentir à Macdonald le besoin de concentrer ses forces. Il expédia à Olivier et à Montrichard l'ordre de quitter leurs positions sur le flanc droit et les derrières de l'armée, pour se porter sur le Taro; et, plein d'espoir d'écraser le corps d'Ott avant l'arrivée du maréchal, il prescrivit à Victor de l'attaquer sans délai, en lui annonçant que l'avant-garde, suivie des divisions Rusca et Dombrowsky, allait se mettre en mouvement pour le soutenir.

Le 17, Victor passa le Tidone, et assaillit avec impétuosité les postes autrichiens, dans la direction de Verato-di-Sopra et de Mezzana. Les troupes qui venaient de la Nura, entrèrent en ligne quelques instants après. L'avant-garde passa à la droite de la division Victor : le général Rusca se déploya en avant de Ponte-Tidone, et les troupes de Dombrowsky, formant la gauche, s'étendirent de Motta-Ziana à Gazzino. Accablé par le nombre, Ott se retirait en désordre sur San-Giovanni, lorsqu'il fut soutenu par le général Mélas, que Suwarow, averti par le canon, envoyait à son secours avec l'avant-garde conduite par le chef d'état-major Chasteler. Ce premier renfort rétablit le combat : les Autrichiens se rallièrent, et marchèrent sur Sermet, où un combat très-vif s'engagea avec le gros de la division Victor. Pendant ce temps, le prince Bagration prit position à la gauche des Impériaux, avec l'infanterie russe. Quatre bataillons de ces derniers furent placés à cheval sur la chaussée : les Cosaques se jetèrent à droite dans la plaine, soutenus par 15 escadrons autrichiens.

Quoique la supériorité commençât à se trouver du côté des alliés, les trois faibles divisions françaises débouchèrent par la grande route, et par les chemins de Verato et de Motta-Ziana. Une réserve sous les ordres de l'adjudant général Gauthrin, resta derrière le pont du Tidone. La cavalerie française chargea l'ennemi sur la route, et enleva une batterie de 8 pièces : Dombrowsky s'avança rapidement dans la plaine en appuyant à droite, et pénétra jusqu'auprès de Caramel.

Mais, dans cet instant décisif, Suwarow arrive sur le champ de bataille, et fait changer la face du combat, par une disposition improvisée où brille toute la justesse de son coup d'œil. Il ordonne au prince Gortschakow de charger les Français en flanc, avec 2 régiments de Cosaques, soutenus de 4 bataillons, tandis que le général Ott les attaquait de front. Les Polonais ne peuvent résister à ce double choc, et se retirent en désordre derrière le Tidone : la réserve a peine à protéger leur mouvement rétrograde, et à arrêter la poursuite des alliés.

Pendant que la gauche des républicains essuyait cet échec, leur droite, composée de la brigade Salm et de la division Victor, avait repoussé le corps de Bagration, et côtoyait le Pô pour s'emparer du pont de San-Giovanni. Mais, compromise par ses propres succès depuis la retraite de Dombrowsky, elle fut attaquée à son tour par le prince Bagration, avec 4 bataillons de grenadiers et 6 escadrons autrichiens, pendant que le général Ott enlevait le village de Sermet. Victor effectuait néanmoins sa retraite en bon ordre, quand la cavalerie qui venait de combattre Dombrowsky, passa sur la gauche de la route, et tomba sur son flanc. Partie de l'infanterie française, obligée de se former en carrés à hauteur de Castel-Bosco, fut enfoncée, taillée en pièces. Ce qui échappa rejoignit le général Victor sur la Trebbia, à la faveur des canaux et des fossés, qui lui permirent de braver dans la plaine la cavalerie austro-russe.

Après le combat, les divisions Victor, Rusca et Dombrowsky, prirent position sur la droite de la Trebbia; l'avant-garde s'arrêta à San-Nicolo, formant une chaîne de postes d'Imento à Grignano.

Digitized by Google

Les Austro-Russes bivouaquèrent derrière le Tidone, dans l'ordre suivant : la division Ott à gauche de la chaussée, depuis le Pô jusqu'à Ponte-Tidone ; les troupes russes de Forster et de Schweikowsky, aux environs de Caramel ; l'avant-garde, sous le prince Bagration, à Borgo-Novo, tenant Brenno par un fort détachement. Les avant-postes furent établis derrière le Tidone, le général Frœlich à cheval sur la route en avant de San-Giovanni, formait la réserve.

Le maréchal Suwarow arrêta, pendant la nuit, les dispositions d'attaque pour le lendemain. Jugeant avec raison que le but des Français devait être de conserver l'appui des montagnes, il rassembla sur ce point sa meilleure infanterie, et résolut de n'agir que faiblement par la gauche. Les divisions Bagration et Schweikowsky, formant une masse de 14 bataillons et 6 escadrons non compris un régiment de Cosaques, passèrent sous les ordres du général Rosenberg, lequel reçut l'instruction de se mettre en marche à 10 heures du matin pour passer le Tidone à Brenno ; de prendre sa direction par Campremoldo-di-Sopra sur Rivalta ; d'y franchir la Trebbia, et de pousser jusqu'à San-Giorgio sur la Nura, en passant par Settimo. A droite, Rosenberg était flanqué par le général Welesky, que Suwarow avait jeté deux jours auparavant avec quelques troupes dans les montagnes de Bobbio, pour contenir la division Lapoype.

Au centre, le général Mélas fut chargé d'attaquer, avec 8 bataillons et 6 escadrons de la division Forster, soutenu par les 12 bataillons de réserve du général Frœlich ; il devait, après avoir passé le Tidone à Motta-Ziana, marcher sur Grignano, culbuter les Français au delà de la Trebbia, et se porter sur la Nura, par Vallera, San-Benigno et Veccari. Mais, comme le mouvement de l'aile droite était le plus important, Frœlich avait ordre d'être toujours en mesure d'appuyer le corps de Rosenberg.

On recommanda au général Ott, sous les ordres duquel se trouvaient 7 bataillons, 8 escadrons et un régiment de Cosaques, de se maintenir sur la grande route de Plaisance, et de se diriger sur Ponte-di-Nura, en cas que la droite obtînt du succès, en ralliant à lui la garnison du château de Plaisance. (*Voyez* le tableau ci-contre.)

Un pont de bateaux fut jeté sur le Pô à Parpanèse, autant pour faciliter la jonction des troupes qu'on attendait de Mantoue, que pour assurer la retraite, ne pouvant en cas d'échec la faire sur Alexandrie. Un détachement de deux bataillons de chasseurs russes, que le général Tschubarow amenait de Valence, reçut ordre de forcer de marche. Outre ces dispositions principales, Suwarow ne négligea rien de ce qui pouvait enflammer ses troupes ; et, comme la journée du lendemain était l'anniversaire de la bataille de Kollin, il en profita pour stimuler le zèle des Autrichiens, en donnant pour mot d'ordre, ***Theresia*** et ***Kollin***. L'armée reçut pour instruction générale, de combattre en masse à la baïonnette.

L'armée de Naples n'avait encore en ligne que la brigade Salm, et les trois divisions, dont nous avons indiqué plus haut la position. Celle du général Watrin campait à un mille en arrière de Borgo-San-Antonio ; et les généraux Olivier et Montrichard ne pouvant arriver avant le milieu de la journée du 18 juin, Macdonald comptait n'attaquer que le 19 au matin, lorsqu'on vint l'avertir que sa gauche était aux prises avec l'ennemi.

En effet, la colonne de Rosenberg, avec laquelle marchait le généralissime, venait d'arriver à hauteur de Casaliggio ; son avant-garde conduite par le prince Bagration, tombant avec impétuosité sur la légion polonaise, la rompit, et lui fit éprouver une assez grande perte. Un de ses bataillons, enveloppé, allait mettre bas les armes, quand la 97ᵉ, envoyée par le général Rusca, le délivra. Cependant, Victor, qui commandait toute la ligne en l'absence du général en chef, rassembla aussitôt son infanterie, et se porta sur les Russes, qui manœuvraient pour le tourner. Il eut d'abord quelques succès ; mais la division Scheweikowsky, se joignant au prince Bagration, rétablit le combat. Une lutte sanglante commença alors sur le terrain coupé de la Torridella ; les deux partis, à peu près d'égales forces, firent des pertes énormes ; enfin, les Russes l'emportèrent. Victor repassa la Trebbia à l'entrée de la nuit vers Settima, et les bataillons de Rosenberg cessèrent la poursuite dans l'obscurité.

Cependant vers deux heures, les divisions Oli-

Digitized by Google

...ataille de la Trebbia.

Bataillons.	Escadrons.
7	»
3	»
»	6
3	»
3	»
1	»
1	»
»	8
2	»
»	6

20 bataillons.
20 escadrons.

30,600
6,186

36,786 combattants.

CORPS DÉTACHÉS.

KLÉNAU, à Ferrare.

	Bataillons.	Escadrons.
Stuart	1	»
Kheul	1	»
2e régiment Banat	1	»
Nauendorf	»	6

3 bat. 6 esc., en tout 4,000 hommes.

LE COMTE HOHENZOLLERN,

SUR LA RIVE GAUCHE DU PÔ.

Preiss	3	»
Klebeck	2	»
Bach	1	»
Bussy	»	6

Infanterie . . . . 6 bataillons.
Cavalerie. . . . . 6 escadrons
Formant un total de . . . . . 5,500 hommes.

Digitized by Google

vier et Montrichard étant arrivées sur le champ de bataille, se placèrent, la première près de Borgo-San-Antonio, derrière la Trebbia, à cheval sur la grande route; la seconde à la gauche, se liant par des éclaireurs aux troupes de Victor. A peine ces nouvelles dispositions étaient-elles terminées, que le général Forster, débouchant vers Grignano, rejeta d'abord la cavalerie française sur l'infanterie; et arriva au bord de la Trebbia, où il fut tenu en échec le reste de la journée. Néanmoins, à la nuit, Montrichard instruit de la retraite de Victor, crut prudent de mettre la rivière entre sa division et les Russes, et alla s'établir sur son prolongement au delà de Gossolengo, qu'il était venu occuper.

A la gauche, le général Ott aurait dû combattre seul l'avant-garde républicaine; mais quoique ce corps fût plus que suffisant pour repousser la brigade Salm, Mélas s'imagina bien faire en déviant des ordres du maréchal; de peur de laisser à découvert la chaussée de Plaisance, il porta la division Frœlich à la gauche, qui, d'après le plan général devait être refusée pour renforcer la droite.

Ainsi les Autrichiens se trouvèrent avoir ici une énorme supériorité sur la faible brigade du général Salm, qui, vivement attaquée à San-Imento et à Rottofreddo, fut obligée de se replier sur la Trebbia, où le général Olivier la recueillit. L'arrivée de cette division ayant mis plus d'équilibre, l'ardeur des Autrichiens s'émoussa; et depuis ce moment jusqu'à la nuit, le combat se réduisit à une vive canonnade.

Tout paraissait fini pour ce jour-là. Les troupes des deux partis, accablées de fatigue, allumaient les feux des bivouacs et se disposaient à prendre quelques instants de repos, lorsque, vers 9 heures du soir, 3 bataillons français, inquiétés par de faux rapports, entrèrent sans ordre par la grande route dans le lit de la Trebbia, pour attaquer l'ennemi. Les alliés courent aux armes : le prince de Lichtenstein, à la tête d'une réserve de grenadiers, s'avance à la rencontre des républicains. La fusillade et la canonnade qui s'engagent répandent à leur tour l'alarme parmi les Français qui s'ébranlent sur toute la ligne de la Trebbia. Le lit de ce torrent étant très-favorable à la cavalerie, celle des deux partis s'y jette, et bientôt une mêlée de toutes les armes présente le spectacle extraordinaire d'une bataille livrée dans l'eau, au clair de la lune. L'artillerie, qui ne distinguait ni amis ni ennemis, tirait à tort et à travers, au milieu des combattants; et ce désordre, aussi sanglant qu'inutile, ne put être arrêté par les généraux, qu'à onze heures.

En résumé, la rivière sépara toujours les deux armées. Le corps de Rosenberg seul, avait franchi cette barrière et pénétré jusqu'à Settima, d'où il revint sur Tavernasco. On voit qu'il se trouvait sur les derrières des Français, et qu'il pouvait tirer de sa position d'immenses avantages. Mais ne connaissant pas le pays, et inquiet lui-même sur son sort, il passa la nuit en carré, et s'empressa, avant le jour, de rejoindre le reste de l'armée sur la rive gauche de la Trebbia.

Au jour, Suwarow, renforcé par les 5 bataillons et les 6 escadrons qu'il attendait de la rive gauche du Pô, en laissa 3 sous les ordres de Mélas, et fit passer les chasseurs de Tschubarow à l'avant-garde du prince Bagration. Comme ses colonnes n'avaient pu dépasser la Trebbia, ses instructions, pour le 19, furent les mêmes que celles de la veille; il renouvela seulement à Mélas l'ordre positif de détacher les réserves à la droite.

Macdonald, de son côté, se préparait à venger les deux échecs qu'il avait essuyés. Espérant voir Moreau déboucher le 20 sur les derrières des alliés, et Lapoype assaillir leur flanc droit, il ordonna pour le lendemain matin une attaque générale. Son plan était de tourner les deux ailes de l'ennemi : manœuvre doublement dangereuse, à cause de la division des forces qu'elle nécessite, et de la nature du terrain, qui exposait sa droite à être acculée au Pô. Conformément à ce projet, Dombrowsky reçut l'ordre d'opérer dans la direction de Niviano, pour dépasser, par Rivalta et Tuna, le corps de Rosenberg, que les divisions Rusca et Victor attaquaient de front. Olivier et Montrichard furent chargés de forcer au centre le passage de la rivière, pendant que l'avant-garde de Salm et la réserve de Watrin, formant l'extrême droite, culbuteraient les Autrichiens sur la route, et pénétreraient jusqu'au Tidone, en remontant la rive droite du Pô.

Le désordre de la veille et la fatigue des troupes firent que, de chaque côté, on retarda l'attaque

Digitized by Google

jusqu'à dix heures. Suwarow allait mettre son armée en mouvement, lorsque les Français, disposés sur deux lignes minces et avec de grands intervalles masqués par la cavalerie, parurent sur les bords de la Trebbia. La première, précédée d'une nuée de tirailleurs, s'élançant dans le lit du torrent, quelques bataillons restèrent déployés sur la rive droite de ce large torrent, pour soutenir la retraite, en cas d'échec. Le général Calvin s'empara de Rivalta, et Dombrowsky s'avança sur les hauteurs.

Suwarow, un peu déconcerté de la vivacité de ce début, voyant la possibilité d'être débordé, ordonna à la division Bagration d'obliquer à droite. Celle-ci parvint, à la suite d'un engagement assez vif, à rejeter les Polonais sur la Trebbia. Mais cette manœuvre laissant entre l'avant-garde russe et la division Schweikowsky, une trouée de 5 à 600 toises, Victor et Rusca en profitèrent pour culbuter la droite du général Schweikowsky, et la pousser en désordre jusqu'auprès de Casaliggio. Le régiment de grenadiers de Rosenberg, entouré, fit face de toutes parts, et se sauva par sa fermeté.

Suwarow, attentif à réparer cette nouvelle disgrâce, ordonna alors à Bagration de marcher rapidement par sa gauche, pour prendre à dos les Français qui avaient percé sa ligne, et au quartier-maître général Chasteler, de réunir 2 bataillons de Schweikowsky à quatre de la division Forster, pour les attaquer de front. Si la division de Dombrowsky eût profité du mouvement du prince Bagration pour rabattre à droite et soutenir les troupes de Victor et de Rusca, la victoire fût sans doute restée à ceux-ci; mais l'inaction des Polonais sur les bords de la rivière favorisa les alliés, et l'effort combiné des troupes de Bagration, de Chasteler et de Schweikowsky, repoussa enfin les Français sur les bords de la Trebbia, que les Russes voulurent en vain traverser. Cet engagement meurtrier, où les 17[e] et 55[e] de ligne, eurent beaucoup à souffrir, coûta près de 1,400 hommes à chaque parti.

Au centre, un événement malheureux, en annulant de premiers avantages, avait empêché Macdonald de secourir sa gauche. Les divisions Olivier et Montrichard avaient entièrement passé le torrent : la première en tête de laquelle marchait la 30[e] de ligne avait abordé vivement l'avant-garde de Mélas et enlevé quelques pièces vers San-Nicolo. La seconde, plus à gauche, débouchait en colonne du lit de la Trebbia, précédée de la 5[e] légère et flanquée de quelques escadrons : le général Forster fit marcher au-devant d'elle quelques régiments russes, au moment où Mélas envoyait les réserves autrichiennes à l'aile droite pour satisfaire à l'ordre itératif de Suwarow. L'apparition inopinée de ces troupes d'élite, conduites par le prince de Lichtenstein, sur le flanc droit de la colonne, en même temps assaillie d'un autre côté par Forster, y semèrent une terreur panique. La 5[e] légère qui s'était distinguée en cent combats, fuit en désordre et entraîna tout avec elle; cet événement fatal décida de la journée; car Forster put désormais seconder Suwarow à droite, et les réserves autrichiennes volèrent au secours de Mélas qui, pressé par Olivier et Watrin, prit encore sur lui de les rappeler à l'aile gauche, contre la disposition du maréchal.

Ainsi, par une circonstance bizarre, le résultat de la double désobéissance du général autrichien, fut d'engager fortuitement mais très à propos, des réserves qui peut-être n'eussent jamais si bien opéré, si elles avaient attendu à poste fixe l'ordre d'entrer en action. Cependant, si elles procurèrent la victoire à la gauche, il est probable qu'elles l'eussent décidée à la droite; et c'était le point décisif dont Mélas ne voulut jamais sentir l'importance.

Quoi qu'il en soit, ces troupes, au lieu de continuer leur marche sur Casaliggio, se rabbattent donc sur San-Nicolo, s'élancent sur la division Olivier; et, appuyées par la gauche de Forster, la chargent avec tant de furie, que, pour éviter d'être coupée, elle fut contrainte de se retirer en grande hâte. Toutefois, Olivier opéra son mouvement rétrograde avec assez d'ordre, et revint prendre position sur la rive droite de la Trebbia, avec la brigade Salm, derrière Borgo-San-Antonio. Tous les efforts des alliés pour l'en déloger furent inutiles.

Dans cet intervalle, Watrin avait trop bien rempli sa tâche; débordant la gauche du général Ott, il poussa les faibles détachements qu'il avait devant lui sur Calendasco et jusqu'à Ponte-Tidone,

Digitized by Google

lorsque les succès des alliés, sur la gauche et le centre, permirent à Mélas de porter des forces au point menacé. Le prince de Lichtenstein, qui venait de déterminer la retraite du général Olivier, fut détaché au secours d'Ott, avec deux bataillons de grenadiers et six escadrons. Watrin, dont le mouvement était sans but depuis le désastre du reste de l'armée, venait de recevoir l'ordre de se replier, lorsqu'assailli par les renforts autrichiens, il fut contraint d'abandonner ses trophées; et, après avoir éprouvé quelques pertes, de revenir prendre ses anciennes positions derrière la Trebbia.

Maître de toute la rive gauche, Suwarow fit encore quelques tentatives pour forcer le passage. Les réserves françaises repoussèrent ses efforts, et la nuit vint enfin terminer le combat.

Cette série d'engagements opiniâtres, qui durait depuis trois jours, avait complétement désorganisé les deux armées : la perte des deux côtés s'élevait à plus de 12.000 hommes (1). Toutefois, rien n'était encore décidé, puisque chacun occupait encore ses positions. Mais Suwarow pouvait tirer des renforts de ses derrières, et recommencer la lutte. Macdonald, au contraire, n'avait plus de ressources ; presque tous les généraux étaient hors de combat; les corps, sans chefs et considérablement affaiblis, manquaient de cartouches; la cavalerie était à moitié détruite; l'artillerie, hors de service et sans munitions. Pour comble d'embarras, l'on n'avait aucune nouvelle de Lapoype ni de Moreau. Toutes ces considérations, jointes à la marche des corps de Hohenzollern et de Klénau, qui s'étaient déjà rendus maîtres de Modène, de Reggio et de Parme, déterminèrent Macdonald à décamper dans la nuit, pour se porter derrière la Nura. Le général Victor, avec les trois divisions de l'aile gauche, se dirigea vers San-Giorgio, laissant une forte arrière-garde sur la Trebbia, pour couvrir son mouvement. Watrin, qui remplaçait le général Olivier blessé, tourna Plaisance et marcha à Ponte-Nura. La réserve, commandée par l'adjudant général Lacroix, gagna le pont de Ronca. Montrichard, chargé de faire l'avant-garde avec sa division, eut ordre de se porter rapidement sur le Taro, d'en chasser les partis ennemis, et de se rendre maître de Parme. Les bagages et l'artillerie suivirent sa colonne.

Cependant, Suwarow inquiet des progrès de Moreau, dont les partis avaient paru dans les environs de Voghera et de Casteggio, sentit l'urgence de profiter de ses avantages, et ordonna une nouvelle attaque pour le 20 au matin. Il ne changea rien aux dispositions des jours précédents, si ce n'est que pour assurer ses derrières, il fit filer sur Casteggio deux escadrons de dragons et un régiment de Cosaques, posta un bataillon à Gardazzo, et en destina trois autres à la garde du pont de Parpanèse.

L'armée alliée se mit en mouvement à quatre heures du matin, elle passa la Trebbia avec d'autant moins de résistance, que les républicains n'avaient laissé sur la rive droite qu'un rideau de cavalerie pour entretenir les feux. Au delà de la rivière, les coureurs russes saisirent sur un émissaire une dépêche de Macdonald à Pérignon, laquelle dévoila au maréchal le désordre de l'armée française et la direction de sa retraite. Cette découverte le transporta de joie; dès lors, il ne douta plus que l'Italie ne fût désormais à lui, s'il parvenait à joindre encore une fois l'armée de Naples. Il pressa dans ce but la marche de ses colonnes; leur enjoignit de forcer le passage de la Nura, et de poursuivre vivement les Français jusque sur la Larda. La division Forster renforça le corps de Rosenberg, qui marcha de Gossolengo, par Tavernasco, à San-Rocca, vis-à-vis San-Giorgio. Le général Mélas, avec les divisions Ott et Frœlich, eut ordre de se diriger sur Ponte-Nura, par Plaisance.

Victor était en position à droite de San-Giorgio avec l'aile gauche, lorsque l'avant-garde russe parut sur les bords de la Nura. La 17e de ligne occupait le village : six escadrons et deux pièces de canon défendaient le gué, et tinrent quelques instants en échec la cavalerie des alliés. Sur ces entrefaites, le prince Bagration arriva avec huit bataillons d'élite, les forma à droite et à gauche de la route, et fit remonter ses escadrons vers le Pô, pour tourner San-Giorgio. Victor, dont l'intention n'était pas d'engager une affaire sérieuse, commençait déjà sa retraite, lorsque Suwarow ordonna l'attaque. Deux bataillons de grenadiers marchèrent droit au village. Quatre autres s'avancèrent sur ses flancs, avec les dragons et les Cosaques; le

(1) Les alliés en avouèrent 5,600 hors de combat, et les Français plus de 7,000.

Digitized by Google

reste de l'avant-garde demeura en réserve sur la rive gauche.

Les Russes assaillirent vivement la 17ᵉ de ligne, qui soutint longtemps un combat si inégal. L'issue en était encore indécise, quand les divisions Forster et Schweikowsky, vinrent prendre part à l'affaire. La première passa la rivière en aval de San-Giorgio, et la seconde en amont. Quelques régiments de cavalerie furent lancés dans la direction de Ponte-di-Nura. Ainsi enveloppée par des forces considérables, la 17ᵉ fut obligée de mettre bas les armes, à l'exception de 400 hommes qui parvinrent à s'échapper. Ce malheur, et l'apparition des coureurs ennemis sur la communication avec le centre de l'armée, ébranlèrent les troupes de Victor, et leur firent lâcher pied. Une partie se sauva vers Cadeo, le reste gagna les montagnes, et fut enfin rallié à Castel-Arquato. La colonne de Rosenberg poursuivit les fuyards jusqu'à la Chiavenna, et passa la nuit à Montenaro.

De son côté, Mélas entra à six heures et demie du matin à Plaisance, où il recueillit tous les blessés de l'armée de Naples, au nombre d'environ 5,000, parmi lesquels se trouvaient les généraux Olivier, Rusca, Salm et Cambray. Mais au lieu de continuer rapidement la poursuite, il ne porta en avant que la division Ott, et laissa celle de Frœlich, qui était la plus forte, auprès de Plaisance. Cette faute sauva Watrin, qui n'eût pu résister aux forces réunies des Autrichiens. Ce général, après avoir rallié la garnison de Plaisance, se forma derrière la Nura, et repoussa toutes les attaques d'Ott, jusqu'au moment où la déroute de Victor obligea Macdonald de le faire replier sur Cadeo. La 73ᵉ, détachée sur sa gauche, ramena sans obstacles les parcs de Rusca et de Victor, qu'on avait prématurément abandonnés.

La réserve, quoiqu'elle fût demeurée fort tranquille au pont de Ronca, pouvait être tournée; Macdonald lui envoya l'ordre de se retirer sur Corte-Maggiore; et lui-même, avec la division Watrin, vint prendre position à Fiorenzola, derrière la Larda.

Tandis que ces événements se passaient, la droite de Moreau cherchait inutilement à faire sa jonction; Lapoype, arrivé depuis le 16 juin à Bobbio, en était parti le 19, sur l'avis que l'armée de Naples attaquerait l'ennemi. Mais sa marche fut si lente, qu'il n'arriva que le 20 au-dessus de San-Giorgio. Il y apprit la retraite de Macdonald, et voulut regagner Bobbio; mais le détachement russe de Welesky, que Suwarow avait envoyé de Casteggio, occupait déjà ce poste, ainsi que toutes les hauteurs environnantes. Après un engagement assez vif où les républicains ne purent se faire jour, Lapoype se jeta dans les montagnes, et revint dans la rivière de Gênes, par des chemins détournés.

L'aile gauche de l'armée française partit dans la nuit de Castel-Arquato, et arriva, le 21 de bonne heure, à Borgo-San-Donino, où Macdonald rejoignit avec le reste des troupes. La division Montrichard marcha sur-le-champ à Parme, dont elle délogea l'avant-garde de Hohenzollern. Les divisions Watrin, Rusca et Dombrowsky, prirent position d'attente sur la rive droite du Taro; tandis que l'adjudant général Lacroix, avec la réserve, chassa les Impériaux de Reggio, et nettoya le terrain jusqu'à l'Enza, sur les bords de laquelle elles vinrent ensuite s'établir. Victor se dirigea sur Fornoue, pour rentrer dans le débouché de Pontremoli. Le même jour, Suwarow porta son armée sur la Larda; le général Ott, formant l'avant-garde, campa à Borgo-San-Donino, et poussa ses postes sur la rive gauche du Taro. Ce torrent était tellement enflé par les pluies, qu'il lui fut impossible de le franchir à gué.

Le 22, Macdonald réorganisa son armée à Reggio. La pénurie de généraux, et les pertes énormes des troupes, l'obligèrent à dissoudre l'avant-garde et la division Rusca. Leurs débris furent incorporés dans les divisions Watrin et Dombrowsky, qui s'établirent à droite et à gauche de Reggio : celle de Montrichard resta derrière l'Enza, pour soutenir la retraite.

L'armée austro-russe ne passa pas la Larda. Suwarow, informé des progrès de Moreau, jugea plus urgent de marcher à sa rencontre, que de poursuivre un ennemi déjà si maltraité. Il laissa reposer ses troupes la journée du 22, et se mit en route le lendemain pour Alexandrie, après avoir chargé le général Ott de suivre les Français dans le Bolonais et la Toscane, avec sa division et celles des généraux Hohenzollern et Klénau.

Le jour même où les alliés rétrogradaient, Dom-

Digitized by Google

browsky rentra dans l'Apennin, par Vezzano et Castel-Novo-di-Monte, et Montrichard remplaça sur le Crostolo les divisions Watrin et Lacroix, qui filèrent vers Modène. A leur approche, les Impériaux évacuèrent la ville; les Français prirent poste derrière la Secchia. La brigade Calvin marcha à Sassuolo, et la réserve, sur Formigine, envoyant un fort détachement à Maranello. La division Montrichard vint occuper le pont de Rubiera.

A peine les troupes étaient-elles en position, que la tête de colonne du général Ott, renforcée du corps de Klénau, attaqua toute la ligne, en dirigeant son principal effort contre Sassuolo, en vue de s'emparer de la Pistoya. La brigade Calvin ne fit qu'une ombre de résistance, et gagna les montagnes. Heureusement Macdonald, prévenu à temps de cet accident, envoya sur ce point la réserve; et l'adjudant général Lacroix, par sa fermeté et ses bonnes dispositions, non-seulement reprit le poste, mais força 600 Autrichiens à mettre bas les armes. Ce petit engagement fut le dernier. L'armée de Naples continua désormais sa retraite, sans être inquiétée, dans les positions qu'elle occupait avant de marcher sur Plaisance; Montrichard seul, fut détaché à Bologne.

Cependant Moreau, après avoir réuni son armée aux environs de Gênes, en exécution du plan concerté avec Macdonald, marcha, le 16 juin, à Gavi, d'où il déboucha le lendemain dans la plaine sur deux colonnes. Celle de gauche, composée des brigades Colli et Garreau, forte de 4,500 hommes, sous les ordres de Grouchy, s'avança vers Novi par la grande route. Celle de droite, formée des brigades Quesnel, Gardanne et Partouneaux, forte de 9,500 combattants et commandée par Grenier, prit le chemin de traverse de Serravalle, rallia la garnison de ce fort, et, après avoir passé la Scrivia, côtoya le pied des montagnes dans la direction de Tortone. Pérignon conserva la garde des débouchés de la Ligurie avec 3 bataillons venus de l'intérieur, et la division Laboissière.

Moreau, n'ayant que 13 à 14,000 hommes, et seulement 15 pièces de canon, s'avançait lentement en s'appuyant aux montagnes. Son projet était de porter sa droite à Bobbio, où il comptait trouver la gauche de Macdonald. Toutefois, soit circonspection, soit qu'il se flattât que Suwarow n'oserait le laisser sur ses derrières, il mit trop de lenteur dans son mouvement; car, le 18, il n'avait pas encore dépassé Novi et Serravalle; et ce jour-là l'armée de Naples était battue sur la Trebbia.

Le comte de Bellegarde, chargé du commandement supérieur aux environs de Tortone et d'Alexandrie, se hâta de concentrer ses forces. Ses instructions portaient de disputer le terrain pied à pied; de se retirer successivement derrière la Bormida et le Tanaro, puis dans Valence. Mais, n'estimant pas qu'avec 4 brigades il pût arrêter les Français dans la plaine de Tortone, il préféra prendre une bonne position entre cette place et Alexandrie, convaincu que Moreau serait trop prudent pour passer outre, et le laisser sur son flanc.

En conséquence, le 17 juin, il retira son infanterie de Pozzolo-Formigaro, de Novi et de Capriata, n'y laissant que des postes d'observation, qui eurent ordre de fuir devant les républicains; lui-même vint camper à Spinetti, avec la brigade qu'il avait amenée des Grisons. Le général Seckendorf réunit ses troupes à Castignolo-del-Lenze, et Wukassowich à Nizza. Alcaini resta jusqu'au lendemain devant Tortone.

Le 19, Moreau se porta sur cette place avec la division Grenier; le blocus en avait été levé, et les brigades Quesnel et Partouneaux prirent position sur la rive droite de la Scrivia. L'avant-garde, commandée par Gardanne, poussa jusqu'à Ponte-Curone, et lança dans la direction de Voghera les coureurs, qui furent ramenés par la cavalerie alliée. Grouchy passa également la Scrivia à Rivalta, et campa en avant de Bettole-di-Villa, s'étendant jusqu'à Torre-di-Garofoldo.

C'est à Tortone seulement que Moreau eut connaissance de la marche rapide de Suwarow, et du rassemblement du corps de Bellegarde. Il était indispensable de battre ce dernier, avant d'aller plus loin. Cependant, Grenier reçut l'ordre de mettre le lendemain matin sa division en mouvement, en laissant à Castel-Novo la brigade Partouneaux. Grouchy fut chargé d'attaquer les Autrichiens. Ses instructions portaient de les déloger de Pozzolo et de Torre-di-Garofoldo, puis, s'il réussissait, de les repousser au delà de San-Giuliano où il attendrait de nouveaux ordres. Si cette opération était achevée à midi, la brigade laissée à Castel-

Digitized by Google

Novo eût rejoint Grenier à Voghera, d'où ce dernier aurait continué sa marche vers la Trebbia, tandis que Grouchy eût tenu Bellegarde en échec sur la Bormida jusqu'à la nuit du 21 au 22, qu'il eût rejoint le gros de l'armée à marches forcées. Mais, pendant que Moreau arrêtait ces dispositions, Bellegarde avait réuni 7 à 8,000 hommes dans le camp de Spinetti, et déjà ses avant-postes bordaient la rive gauche de la Scrivia. D'un autre côté, Wukassowich, avec environ 6,000 combattants, était à Cantalupo derrière la Bormida.

Grouchy passa la Scrivia avant le jour, et s'avança en trois colonnes. Celle de gauche, commandée par Garreau, avait l'ordre de se diriger sur Cassina-Grossa, après avoir délogé l'ennemi de Pozzolo. Au centre, l'adjudant-général Serras devait suivre le chemin de traverse qui aboutit à gauche de San-Giuliano, pendant que la brigade Colli forcerait Garofoldo, et attaquerait ensuite de front le village de San-Giuliano.

Garreau culbuta les Autrichiens à Pozzolo et à Quatro-Cassine; mais au lieu de suivre le chemin qui conduit à Cassina-Grossa, il appuya trop à droite, et prit celui par où venait de passer la colonne de Serras. Sur ces entrefaites, Grouchy ayant enlevé Garofoldo, se porta en toute diligence devant San-Giuliano, où il arriva avant dix heures avec la brigade Colli. Aussitôt que l'adjudant général Serras parut, ce village fut attaqué et pris, et l'on poussa l'ennemi dans la direction de Cassina-Grossa, que l'on croyait occupé par Garreau. L'arrivée de celui-ci à San-Giuliano détrompa Grouchy. Mais, sans perte de temps, les trois colonnes réunies marchèrent sur ce village, refusant un peu la droite pour ne pas être tournées par 1,200 chevaux que Bellegarde avait portés sur ce point.

Pendant que Colli contenait cette cavalerie, les troupes de Garreau et de Serras entraient dans Cassina-Grossa; déjà même la gauche se lançait à la poursuite de l'ennemi. Ce succès ne fut pas de longue durée : 4 bataillons débouchant du camp de Spinetti rétablirent le combat, et chassèrent les Français du village; ceux-ci s'opiniâtraient à le reprendre, mais les chances commençaient à tourner contre eux, quand les premières troupes de Grenier entrèrent en ligne.

Moreau, averti que Grouchy était engagé avec tout le corps autrichien, arrêta la marche de la brigade Quesnel sur Voghera, et la fit filer à la hâte à San-Giuliano. Partouneaux reçut également l'ordre d'évacuer Castel-Novo, et de ne laisser qu'un détachement pour observer les routes du Pô à Tortone, Grenier arriva à quatre heures, au moment où les troupes de Grouchy, accablées par le nombre, commençaient à plier de toutes parts. Il forme aussitôt les 17ᵉ légère et 106ᵉ de ligne en colonnnes serrées, et enfonce avec elles le centre des Impériaux. Les Français reprennent alors l'offensive, et les ramènent à leur tour. Bellegarde ayant étendu sa droite pour envelopper la brigade Garreau, ce détachement fut coupé d'Alexandrie par une charge de la brigade Quesnel. Il gagnait la route de Novi, quand Partouneaux, arrivant par la chaussée de Tortone, se porta en trois colonnes sur lui; et, appuyé par la réserve de Grenier, l'enfonce, et fait mettre bas les armes à tout ce qui n'est pas détruit. Ce dernier succès décida la journée. Bellegarde, affaibli de 2,500 hommes hors de combat ou prisonniers, opéra néanmoins sa retraite en bon ordre derrière la Bormida, sur la rive droite de laquelle les Français s'établirent, la division Grouchy à Marengo et à Spinetti, la brigade Quesnel à Cassina-Grossa, et celle du général Partouneaux à cheval sur la route d'Alexandrie. L'avant-garde de Gardanne resta à Voghera.

Cette affaire brillante valut à l'armée française 1,500 prisonniers et 5 pièces de canon : sa perte fut d'environ 1,000 hommes. Moreau se disposait à marcher sur Plaisance, et Bellegarde allait se réfugier dans Valence, lorsqu'ils furent instruits l'un et l'autre de la victoire de Suwarow, et de la prise de la citadelle de Turin.

Cette place, si célèbre depuis le mémorable siége qu'elle soutint en 1706, contre Marsin et le duc d'Orléans, l'est plus encore par la sanglante catastrophe qui frappa les assiégeants dans leurs lignes. Sa citadelle est un pentagone régulier, couvert de contre-gardes, de demi-lunes avec réduits, de flèches devant les capitales des trois bastions tournés vers la campagne; et enfin d'un double chemin couvert et de mines; mais du côté de la ville, les maisons établies jusqu'à 200 pas de la contrescarpe facilitaient les approches, les revêtements

Digitized by Google

sont à moitié découverts, et il n'y a ni ouvrages extérieurs ni contre-mines.

Les approvisionnements de toute espèce et le personnel d'artillerie piémontaise trouvé à Turin permirent aux alliés d'en combiner facilement l'attaque. Un train de 100 bouches à feu fut organisé à cet effet, et la tranchée ouverte dans la nuit du 10 au 11 juin, sous la direction du général Chasteler. Dès le 19, la seconde parallèle étant prête, on l'arma de 40 mortiers à la Cohorn, qui foudroyèrent la place sans relâche : la proximité et l'immensité des ressources qu'on avait en munitions dispensait de tout ménagement, et la garnison ébranlée par la perte que lui occasionnait un tel feu, capitula dès le lendemain, sans avoir opposé la résistance dont son poste était susceptible. Les vainqueurs y trouvèrent un surcroît de richesses, il n'y avait pas moins de 618 bouches à feu, 40,000 fusils et 50,000 quintaux de poudre! Trophées immenses qui ne leur coûtèrent pas 50 hommes.

La nouvelle de cette capture, et celle plus importante de la victoire de la Trebbia, rassurant le général Bellegarde, l'engagèrent à rester sur la Bormida, et à y attendre l'arrivée du maréchal. Moreau, de son côté, perdant l'espoir de rejoindre Macdonald, crut essentiel d'attirer l'attention de Suwarow sur le Piémont, pour dégager l'armée de Naples. Toute la division Grenier se réunit entre Tortone et Alexandrie, à celle de Grouchy : de forts détachements occupèrent Castel-Novo, Sale et Castel-Ceriolo, et l'on affecta de vouloir se porter vers la Bormida, pour faire croire à un projet de passage. La citadelle de Tortone fut ravitaillée, et la garnison fut y reprendre son poste.

Effectivement, le généralissime, craignant les suites de la victoire de Cassina-Grossa, et convaincu qu'il trouverait toujours le temps d'accabler Macdonald dans la Toscane, s'il parvenait à chasser Moreau au delà des Alpes, s'avançait à marches forcées au secours de Bellegarde. L'armée, partie le 23 des bords de la Larda, prit position le 25 à Castel-Novo. Mais Moreau, prévenu de son approche, avait évacué dans la nuit la plaine de Tortone, et s'était posté sur les hauteurs de Gavi et de Novi, d'où il regagna ensuite les postes qu'il occupait avant son expédition. Suwarow poussa la cavalerie à sa poursuite, et prit, le 27, un camp de repos sur l'Orba. L'avant-garde, sous Karaczay, renforcée par la division Bagration, alla prendre poste à Novi. Le général Tschubarow, avec deux bataillons et un régiment de Cosaques, bloqua de nouveau le fort de Tortone.

Telle fut l'issue de l'opération hardie tentée par les généraux français, et qui devait, en quelques jours, réparer selon eux tous les malheurs de la campagne. L'armée de Moreau souffrit peu ; mais celle de Naples perdit 15,000 hommes, et fut mise, pour longtemps, hors d'état de paraître devant l'ennemi.

Le Directoire s'en prit au général en chef, d'un désastre dont il était lui-même la cause première; et tout en reconnaissant le courage héroïque dont Macdonald avait fait preuve, on lui contesta les talents qu'on lui avait jusqu'alors supposés. Schérer, disait-on, l'avait prévenu, dès le 8 avril, de rassembler ses forces et de se préparer à venir le joindre. S'il eût été bien pénétré de l'idée que le salut de son armée et peut-être celui de la France dépendait de la vivacité de ses résolutions et de la rapidité de sa marche, il aurait pu arriver vers la fin de mai dans les plaines de Plaisance. Alors Bellegarde débouchant encore de la Valteline, la jonction avec Moreau eût été immanquable entre Tortone et la Trebbia; et Suwarow, appelé quinze jours plus tôt de ces côtés, loin de songer à s'emparer de Turin, n'aurait eu que le temps de se concentrer vers Stradella pour y lutter contre 50,000 hommes bien disposés et brûlant de réparer les échecs de la campagne. Pour apprécier de telles observations, il serait indispensable d'avoir sous les yeux la correspondance particulière des généraux, et d'établir le calcul du temps nécessaire pour réunir les détachements.

Mais si le reproche d'être resté trop longtemps à Naples, n'était pas fondé, on lui en adresserait un plus difficile à détruire; celui d'avoir débouché trop lentement de la Toscane. Au lieu de marcher serré, il tint ses divisions tellement éloignées les unes des autres, que la tête de l'armée était déjà sur la Trebbia, quand la queue passait à peine le Taro : système fatal, auquel il faut imputer l'échec sur le Tidone, et qu'on ne saurait expliquer autrement que par la difficulté de se procurer des vivres.

Digitized by Google

Les fautes dans la bataille même appartiennent plus immédiatement au général en chef : dans les journées du 18 et du 19, il devait porter ses principales forces du côté des montagnes et refuser sa droite, loin de chercher à tourner la gauche de son adversaire. Peut-être même aurait-il mieux fait de refuser le combat et de s'adosser à l'Apennin, en étendant de suite sa gauche vers Bobbio. En tout cas, il ne devait pas l'accepter dans la plaine de Plaisance, où son infériorité en cavalerie et en artillerie lui donnait trop de désavantage. Enfin, au lieu d'embrasser l'ennemi par les deux ailes, il aurait dû, à l'exemple de Charles VIII dans les champs de Fornoue, se serrer en masse et forcer avec les deux tiers de son armée la droite de Suwarow. Le roi de France, attaqué à quelques lieues de la Trebbia par 30,000 hommes, leur passa sur le corps, quoiqu'il n'en eût que 8,000; à la vérité, il n'avait pas affaire aux braves de Suwarow, mais toutefois il saisit mieux que Macdonald, l'unique moyen qui pût lui procurer la victoire.

Moreau, de son côté, déboucha un peu tard de Gavi. On ignore s'il eût pu le faire avec plus de célérité; mais il est certain que trois jours plus tôt, il eût arrêté la marche de Suwarow; au lieu que la victoire de Cassina-Grossa n'eut aucune influence sur la suite des opérations. Quoi qu'il en soit, les militaires français ont adressé d'autres reproches à Moreau. Son commandement s'étendait sur les deux armées, il devait, aussitôt que celle de Naples fut arrivée en Toscane, laisser la direction de celle d'Italie à Grenier ou à Grouchy, et venir prendre lui-même la conduite de la plus forte, de celle qui avait la tâche la plus délicate à remplir, et que nul n'était capable de mieux diriger que lui. Ce reproche, au surplus, loin d'attaquer la capacité de ce général, honore son caractère. Il est probable que sa conduite ne fut dictée que par la crainte de témoigner de la méfiance à un ancien camarade, et par les ménagements qu'il se crut obligé de garder envers lui. Ainsi, dans cette circonstance, le salut de l'armée française fut sacrifié à des affections particulières, si souvent nuisibles à l'homme public.

Dans cette bataille, l'une des plus sanglantes de la révolution, la perte des alliés fut proportionnée à celle des Français (sauf les prisonniers faits sur la Nura et à Plaisance). Mais le maréchal russe y montra plus de vigueur et de génie militaire que Macdonald; par une marche rapide, il se plaça habilement entre les deux armées françaises, et fit preuve d'un coup d'œil sûr, en renforçant sa droite qu'il dirigea en personne. Quelques hommes de guerre lui ont reproché de ne s'être présenté qu'avec 34 à 35,000 hommes sur le champ de bataille; tandis que le séjour intempestif de Macdonald en Toscane, lui donnait la faculté de rassembler des forces plus considérables. Ces critiques ignoraient sans doute que Suwarow avait donné à Kray l'ordre précis de ne laisser devant Mantoue que le tiers de son corps pour contenir la garnison, et de le rejoindre à Plaisance avec 12,000 hommes d'infanterie et 2,000 chevaux, ce qui eût porté son armée à 50,000 combattants. Mais le général autrichien venait de recevoir un ordre autographe de l'Empereur, qui le rendait indépendant du maréchal, tant qu'il n'aurait pas réduit Mantoue. Trompé par les démonstrations de Montrichard, Kray prit donc une position défensive sur la rive gauche du bas Pô, se bornant à envoyer vers Plaisance 3 bataillons et 6 escadrons, puis à faire passer le fleuve aux généraux Klénau et Hohenzollern, qui agirent sans ensemble et sans concert avec Ott.

La jonction des deux armées françaises n'ayant pu s'opérer par la plaine du Pô, il était urgent qu'elle s'effectuât par le chemin de la Corniche, afin de réunir dans la rivière de Gênes une masse qui pût arrêter Suwarow, s'il tentait de franchir l'Apennin On ne pouvait guère espérer que l'ennemi endormi sur ses lauriers souffrît paisiblement une opération qu'il dépendait de lui d'empêcher. Mais à tout événement il fallait bien tenter la fortune, en essayant le seul mouvement que la position des affaires rendît possible. En conséquence la division Montrichard, qui de Bologne avait couvert la retraite de l'armée de Naples, eut ordre de se replier sur Florence et de là sur Gênes, ainsi que celle de Victor qui occupait les pas de Pontremoli et du val Taro. Macdonald lui-même se mit en route pour Pistoya et Lucques, où il conduisit les divisions Watrin et Dombrowsky. Dans les premiers jours de juillet, ses parcs furent dirigés par Florence sur Lerici, port situé près de Sarzane où finissait alors tout chemin praticable. Moreau pour

Digitized by Google

les sauver expédia de Gênes le capitaine de vaisseau Sybille avec les bâtiments qu'on put mettre en mer; cet officier favorisé par le départ des Anglais qui couraient à la poursuite de l'escadre de Bruix, rentra heureusement dans le port avec un matériel précieux.

Le 17 juillet, le quartier général de Macdonald fut transféré près de Gênes. Pendant cette longue et pénible retraite, l'armée d'Italie avait couvert l'Apennin; la droite, dont le général Saint-Cyr venait de prendre le commandement, garda la Bocchetta et Torriglia; Pérignon avec la gauche fut chargé de masquer les avenues de Savone. Nonobstant la bonne contenance de Moreau et de ses deux habiles lieutenants, malgré les pertes sensibles qui accompagnèrent cette retraite, on dut encore se féliciter d'un retour inespéré qu'il ne tenait qu'à l'ennemi de rendre impossible.

L'inaction de Suwarow sur l'Orba parut incompréhensible à la foule des censeurs qui n'en connaissaient pas la cause : le blâme tout entier en appartient au conseil aulique qui s'opposait à toute entreprise ultérieure, et qui estimait bien plus convenable aux intérêts particuliers de l'Autriche de réduire Mantoue et Alexandrie, que de voler à la conquête de Gênes.

Moreau profita de ce répit pour assurer sa jonction, et préparer ensuite les moyens de défendre les positions importantes de la Ligurie, au moyen desquelles les Français pouvaient encore se flatter de déboucher sur Plaisance en deux ou trois marches. Mais une pénurie horrible attendait la réunion de tant de forces sur l'Apennin; les conséquences en devenaient d'autant plus graves que le prompt retour des Anglais dans les eaux de Gênes ne laissait aucun espoir d'y remédier par le cabotage. Secondé par les généraux Dessoles et Debelle, Moreau donna les plus grands soins à cette partie difficile de ses devoirs, et s'appliqua de même à recompléter les approvisionnements d'artillerie et ses munitions.

Les troupes de l'armée de Naples arrivèrent dans un état déplorable. Les soldats, presque nus et sans chaussure, ressemblaient à des spectres; la moitié des armes était hors de service, les chevaux de la cavalerie et du train ruinés, se soutenaient à peine. L'on reconnut enfin qu'en mettant toute l'activité possible à réorganiser les débris de cette armée naguère encore si florissante, il fallait un mois avant qu'ils pussent de nouveau rentrer en campagne. En attendant, elles formèrent l'aile droite, et vinrent camper à Torriglia et à Buzatto, aux sources de la Trebbia et de la Scrivia, se liant par la droite au général Miollis, et par la gauche au corps de Saint-Cyr qui occupait Campo-Freddo et la Bocchetta.

Macdonald avait laissé à Livourne et dans le reste de la Toscane, un corps composé d'environ 3,000 hommes. Moreau ne jugea pas prudent de laisser ces troupes ainsi isolées, surtout depuis que le départ de l'escadre de Bruix (1) rendait les Anglais maîtres de la mer; il ordonna à Miollis de remettre ses postes aux officiers du grand-duc de Toscane, de revenir prendre position à la Spezzia, et d'en couvrir les débouchés.

L'armée reçut alors une organisation nouvelle : le général Lemoine qui arrivait de France avec une division de 12 bataillons frais (2), forma la gauche sur les hauteurs de Savone; Macdonald rappelé par le Directoire céda le commandement de l'aile droite à Saint-Cyr; Pérignon prit celui du centre. Montrichard sur lequel on rejeta la défaite du 18 juin, et Lapoype auquel on reprochait de n'avoir pas descendu à temps sur la Trebbia furent également disgraciés. Nous verrons, dans les chapitres suivants, si cette sévérité produisit quelque bien, et si les armées françaises furent plus heureuses, au moment où l'on reprit l'offensive.

CHAPITRE LXXXVIII.

Guerre maritime. — Bruix sorti de Brest fait voile pour Toulon, puis après avoir rallié la flotte espagnole à Carthagène et mouillé à Cadix, il rentre à Brest. — Événements en Égypte. — Expédition de Syrie; siége de Saint-Jean-d'Acre; retraite des Français. — Conquête de la haute Égypte par Desaix. — Affaires de l'Inde. — Mesures prises par les Anglais pour s'en assurer la possession. — Tippo-Saheb prend l'initiative de l'attaque; il est battu, poursuivi et assiégé dans Seringapatnam où il perd la vie. — Démembrement de son empire par les Anglais.

Jamais, depuis le commencement de la guerre,

(1) Voyez le chapitre LXXXVIII.

(2) Les 26e, 34e, 74e et 80e demi-brigades.

Digitized by Google

les armées navales des puissances belligérantes n'avaient eu l'occasion de faire une campagne plus brillante. Quoique la soumission de l'Irlande laissât moins de chances de succès aux Français pour une descente, la tyrannie exercée sur les habitants de cette île, les entretenait dans un esprit de résistance qui n'attendait que l'apparition d'une escadre républicaine pour éclater de nouveau. D'un autre côté, l'armée d'Égypte réclamait toute la sollicitude du Directoire, et les efforts de sa marine portent à croire qu'il jugea indispensable de la soutenir ou de la retirer.

Longtemps avant les revers qu'essuyèrent ses armées, en Italie et dans les Alpes, le Directoire avait reconnu tous les inconvénients de cette funeste expédition. A peine l'échec de Jourdan, à Stockach, eut-il dévoilé le danger de Masséna en Helvétie, que le ministre de la marine Bruix se rendit à Brest, pour accélérer par sa présence un armement considérable. On espérait que le bruit de ces préparatifs, en parvenant à Londres, retiendrait au moins les escadres britanniques dans l'Océan, quand même l'expédition n'atteindrait pas son but direct. On n'eut pas de peine à déterminer l'Espagne à mettre sa flotte en état de prendre part aux chances de la campagne : la prise de Minorque, l'insolente domination de Keith et de Nelson sur la Méditerranée, faisaient à cette puissance un devoir de tenter encore un effort, autant pour venger l'honneur de son pavillon indignement sali depuis la bataille navale du cap Saint-Vincent, que pour faciliter le commerce interrompu par les croisières anglaises.

Le cabinet de Londres, bien persuadé que les projets maritimes de ses ennemis n'auraient en vue que l'un ou l'autre de ces objets, n'ajouta rien aux préparatifs de défense intérieure qu'il avait faits l'année précédente. Il se contenta d'ordonner à l'amiral Bridport, qui commandait toujours la croisière établie devant Brest, de venir couvrir les côtes d'Irlande, et à lord Keith, stationné à l'embouchure du Tage, de suivre les escadres espagnoles qui hasarderaient de sortir de Carthagène, Cadix ou le Ferrol, et de leur livrer bataille avant qu'elles pussent se réunir entre elles ou joindre l'escadre française.

La campagne s'ouvre. Le Directoire, ainsi que l'a prévu le cabinet de Saint-James, croit devoir réunir la marine de l'Espagne à la sienne, avant de rien tenter en faveur de l'armée d'Égypte. Bruix ayant saisi un instant favorable, appareille de Brest à la fin d'avril, avec 25 vaisseaux de ligne; aussitôt Bridport, le croyant destiné pour l'Irlande, se hâte d'aller croiser sur les côtes méridionales de cette île. Favorisé par cette erreur, l'amiral républicain fait voile sans obstacle jusqu'à Cadix, où Keith, ne pouvant recevoir bataille à l'ancre avec 15 vaisseaux contre des forces doubles, est obligé de lever la croisière pour manœuvrer.

Cependant Bruix, sans chercher à l'attaquer ni à se joindre aux Espagnols, louvoya sur les côtes d'Espagne, jusqu'à ce qu'une tempête violente le forçât de gagner la haute mer. Passant ensuite le détroit, il cingla vers Toulon, où il mouilla, le 13 mai. Keith gagna Gibraltar pour attendre des renforts qu'il ne tarda pas à recevoir; car, dès qu'on fut instruit dans la Manche de la route tenue par les Français, lord Bridport détacha le contre-amiral Wisthed avec 5 vaisseaux, suivi immédiatement par l'amiral Gardner à la tête de 16 autres. Dans les entrefaites, Keith ayant rallié l'escadre de Duckworth qui venait de Minorque, se présenta devant Toulon. Massaredo se hâta de profiter de son absence pour sortir de Cadix, et passer le détroit le 15; mais une nouvelle tempête le décida à entrer à Carthagène : cette circonstance, loin d'être funeste, lui évita peut-être un engagement partiel avec des forces supérieures, et favorisa la jonction tant désirée.

Près de cent vaisseaux de ligne naviguaient ainsi dans une mer étroite, et tout annonçait des événements décisifs; cependant il n'en fut rien. Bruix sortit de Toulon et longea la côte de Gênes, où il s'aboucha avec le général Moreau. On crut un instant qu'il allait entreprendre quelque diversion favorable à l'armée d'Italie, alors adossée à l'Apennin, et réduite à une défensive très-pénible jusqu'à l'arrivée de l'armée de Naples; cet espoir, qui ranima un instant les courages, ne tarda pas à être déçu. L'escadre, qui n'avait pas de troupes à bord, ne s'occupa que de son objet, et alla bientôt rallier à Carthagène, les 24 vaisseaux espagnols, avec lesquels Bruix cingla de nouveau vers Cadix. L'amiral français y séjourna le temps nécessaire

Digitized by Google

pour radouber ses vaisseaux, et repartit, avec l'escadre combinée, pour Brest, où il rentra le 13 août, après trois mois d'une course peut-être sans exemple dans les fastes maritimes.

Keith ayant vainement cherché à le combattre, le suivit dans l'Océan, et vint relâcher à Torbay.

Les instructions données à Bruix ne nous sont pas connues; la lettre du Directoire à Bonaparte dit positivement qu'il était chargé de ramener l'armée d'Égypte; mais la sortie de sa flotte est de la fin d'avril, et la lettre du Directoire du 26 mai. Cependant, comme il mouilla à Toulon vers cette époque, et qu'il demeura jusqu'au commencement de juillet dans la Méditerranée, on est fondé à croire que s'il ne partit pas avec ce projet, le Directoire eut tout le loisir de le lui transmettre. Le temps apprendra ce qui s'opposa à son exécution. Quelques personnes ont pensé que la mission de Bruix était de battre Keith avant qu'il ne fût renforcé, de ravitailler ensuite Malte, d'imposer aux Turcs, et de retirer l'armée d'Égypte s'il n'y avait aucun autre moyen de satisfaire la Porte. D'autres soutiennent que le but essentiel était de ramener la flotte espagnole dans l'Océan, afin de mettre à exécution un projet offensif contre l'Angleterre, dont Bonaparte avait conseillé l'adoption avant de partir pour l'Orient (1).

Le cadre de cet ouvrage ne nous permettant pas d'entrer dans le détail des opérations étrangères au plan que nous nous sommes proposé, nous ne chercherons pas à approfondir ce mystère: peu importe, au fond, que Bruix ait rempli sa tâche ou que de puissants obstacles s'y soient opposés; le fait est que sa sortie de la Méditerranée laissa l'armée d'Égypte abandonnée à elle-même, et que 50 vaisseaux entassés dans le port de Brest n'empêchèrent pas même l'Angleterre de poursuivre les apprêts de l'expédition qu'elle méditait contre la Hollande; entreprise dont nous rendrons compte dans un des chapitres suivants, car il est temps de porter nos regards sur les côtes de Syrie, où des événements importants venaient de décider du sort de l'armée d'Orient.

Après la punition de la révolte du Caire, Bonaparte s'occupa du système de défense de l'Égypte, et des institutions nécessaires à l'affermissement et à la prospérité de sa conquête. Alexandrie, Rosette, Damiette, Belbeis, Salahieh, Suez et le Caire, furent garnis de batteries, ainsi que les points de la côte, favorables au débarquement; on fortifia les bouches du Nil, et l'on poussa avec activité les travaux du Caire et d'Alexandrie. Le système financier de Poussielgue, motif ou prétexte de l'insurrection de la capitale, fut maintenu comme le seul capable de subvenir aux besoins pressants de l'armée; bien plus, on y ajouta quelques mesures pour assurer la solde et les autres services. Des ateliers d'armes et des fonderies de canons furent établis. Les savants et les artistes formèrent des établissements d'utilité publique, ou exploitaient cette terre si féconde en monuments de l'antiquité. Bonaparte, lui-même, reconnaissait les vestiges de l'ancien canal de Suez: tout enfin, prenait en Égypte l'aspect d'une colonie florissante. Mais les soins de l'administration n'empêchaient pas le général en chef de porter un œil vigilant sur l'armée. Déjà elle avait été augmentée de la légion nautique, formée par 3,000 marins échappés au désastre d'Aboukir, ainsi que de tous les matelots étrangers du convoi, âgés de moins de 30 ans, qu'on incorpora dans les régiments: elle le fut encore, d'un corps de cavalerie d'une nouvelle espèce. La nécessité de mettre un terme au brigandage des Arabes, donna naissance au corps des dromadaires; arme toute nouvelle qui participait de la nature de la cavalerie et de l'infanterie, sans avoir aucun de leurs inconvénients. Les dromadaires portaient deux hommes adossés l'un à l'autre, avec leurs armes et des vivres pour plusieurs jours; et comme ils peuvent facilement faire une course de 25 à 30 lieues sans manger, toutes les fois que les Arabes se hasardaient à quitter le désert pour piller, ils étaient bientôt atteints et enveloppés par un détachement de dromadaires. Ce corps rendit par la suite les plus grands services.

Bonaparte venait d'apprendre, par le manifeste

(1) Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs de leur donner le texte de ce projet de Bonaparte. Nous sommes loin de penser comme lui qu'une armée de 40,000 hommes jetée sur quelque point que ce soit de l'Angleterre, suffise pour soumettre une nation pleine de patriotisme et de courage; mais le document ne nous en paraît pas moins digne de fixer l'attention. (Voyez pièces justificatives, du livre XIV, n° 1.)

Digitized by Google

de la Porte, qu'il avait été complétement joué. Croyant le ministre Talleyrand à Constantinople, il lui avait expédié, dans les premiers jours de décembre, le consul de Mascate, Beauchamp, chargé de remettre en même temps des dépêches au visir. Mais ce manifeste dissipa son erreur : répandu avec profusion dans toutes les provinces par les émissaires de Mourad-Bey, il ranima le courage des ennemis des Français, et occasionna dans quelques parties du Delta, des révoltes qu'il fallut comprimer par la force. L'avenir était fort inquiétant ; l'orage grossissait, et l'on devait s'attendre à voir bientôt fondre sur l'Égypte, l'élite des troupes ottomanes soutenue par la marine des Anglais. Bonaparte apprit dès l'origine, les préparatifs que faisaient les pachas de Tripoli, de Damas et de Saint-Jean-d'Acre ; et, dans le dessein d'intimider le dernier, il l'avait sommé d'éloigner le bey Ibrahim de son pachalik, en lui offrant de continuer les relations commerciales des deux pays, le menaçant, en cas de refus, de porter la guerre en Syrie, et de le chasser d'Acre. Le pacha, loin de répondre à cette communication, n'en pressa les apprêts qu'avec plus d'activité. Toutes les provinces de l'Égypte furent inondées de ses firmans menaçants; il envahit les provinces de Jaffa, de Ramhleh et de Gaza, fit arrêter tous les Français qui se trouvaient à Acre et à Jaffa ; enfin, occupa par un détachement de ses troupes le fort d'El-Arisch, situé sur la frontière d'Égypte à l'issue du désert.

Bonaparte vit bien qu'il n'y avait point de repos à espérer de son côté ; et, comme il importait de prévenir l'ennemi et de l'épouvanter par de nouvelles victoires, l'expédition de Syrie fut résolue.

L'armée fut formée de 24 bataillons, 900 chevaux et 49 bouches à feu. L'infanterie était partagée en 4 divisions, aux ordres des généraux Kléber, Reynier, Lannes et Bon. Murat commandait la cavalerie; Dommartin dirigeait l'artillerie; et Caffarelli, l'arme du génie. Toutes les troupes réunies s'élevaient à 13,000 hommes. Il ne resta dans la basse Égypte que 10 ou 12 bataillons de ligne, la légion nautique, la légion maltaise et les dépôts de cavalerie. Ces forces furent réparties dans toutes les provinces, dont le commandement supérieur fut confié au général Dugua, et l'administration à Poussielgue. Menou eut le commandement de Rosette, et Marmont celui d'Alexandrie. Le général Desaix conserva le commandement de la haute Égypte où il n'y avait guère que 4 à 5,000 hommes pour en achever la conquête.

Bonaparte sentant la nécessité d'une marine pour tenir tête à la croisière de Sidney Smith et l'éloigner des côtes de Syrie, expédia à Malte, par un aviso, l'ordre à l'amiral Villeneuve de revenir en Égypte avec les débris d'Aboukir, si la mer était libre : en attendant, il prescrivit au contre-amiral Perrée de mettre à la voile d'Alexandrie avec trois frégates chargées de l'artillerie de siége, et d'aller croiser à hauteur de Jaffa.

La division Reynier, cantonnée dans les environs de Belbeis, se mit la première en mouvement sur Katieh ; celle du général Kléber, qui s'était embarquée sur le lac Menzaleh, l'y joignit le 6 février, et toutes deux se portèrent sur-le-champ contre El-Arisch, dont elles formèrent l'investissement le 9. Les autres divisions se mirent successivement en route; Bonaparte ne quitta le Caire que le 10.

Les divisions Bon et Lannes arrivèrent devant El-Arisch le 17, en même temps que Bonaparte, qui croyait trouver le fort rendu. Mais sa garnison, composée de mameluks, de milices de Bagdad et de Maugrabins, au nombre de 1,300 hommes, avait jusqu'alors tenu en échec les premières divisions. Deux jours auparavant, le général Reynier avait cependant surpris un corps assez considérable d'infanterie et de cavalerie, commandé par Ibrahim-Bey, qui venait au secours de la place : le camp turc fut tourné au milieu de la nuit, tout ce qu'il renfermait fut pris ou tué, et des bagages immenses restèrent au pouvoir des Français. Cette journée, et la réunion immédiate de l'armée d'expédition, enlevèrent tout espoir aux assiégés ; ils proposèrent une capitulation qui fut acceptée, et, le 20 février, ils évacuèrent le fort. Partie de la garnison prit du service dans les rangs des vainqueurs, le reste fut conduit à la suite de l'armée.

Bonaparte, pressé de sortir du désert où l'on commençait à éprouver les privations les plus cruelles, laissa devant El-Arisch la division Reynier pour en réparer les fortifications, et mit les trois autres en mouvement sur Kan-Jounes. Mais les

Digitized by Google

troupes, conduites par des guides infidèles, s'égarèrent, et ne parvinrent à ce village qu'après 48 heures de fatigues et de souffrances. Cet accident faillit être funeste au général en chef, qui, en arrivant à Kan-Jounes, y trouva l'ennemi au lieu des siens. Son heureuse étoile, et la bonne contenance de l'escorte, le sauvèrent : les mameluks crurent que toute l'armée arrivait et se replièrent sur Gazah.

Quoique le pacha de Damas eût assis son camp devant cette ville, il ne crut pas néanmoins être assez fort pour résister ; et, à l'aspect des Français qui s'avançaient en carrés contre lui, il l'abandonna précipitamment, ainsi que la place. Les républicains y trouvèrent quelques pièces de canon, beaucoup de munitions de guerre, et d'abondants magasins de vivres, dont on avait le plus pressant besoin.

Après avoir donné à son armée deux jours de repos, qu'il employa à l'organisation administrative de la province, Bonaparte continua sa marche. Le 30 mars, la division Kléber qui faisait l'avant-garde, arriva devant Jaffa, ville entourée d'une forte muraille flanquée de tours, et dans laquelle le pacha avait laissé une garnison de 4,000 hommes. Le 4 mars, l'investissement en fut formé par les généraux Bon et Lannes, et l'on ouvrit la tranchée dans la nuit; Kléber reçut ordre d'aller prendre position à deux lieues plus loin pour tenir tête aux Naplouzains, qui faisaient quelques démonstrations hostiles. Les deux jours suivants furent employés à établir des batteries de brèche; et le 7, au matin, tout étant préparé pour l'assaut, Bonaparte somma le gouverneur turc. Celui-ci, pour toute réponse, ayant fait couper la tête au parlementaire, la division Lannes se dirigea sur la brèche pratiquée dans la partie occidentale de l'enceinte, pendant que le général Bon conduisait une fausse attaque du côté opposé. La garnison se défendit avec vigueur, et le succès était encore incertain, lorsque les grenadiers de Bon découvrirent le long de la mer, une ouverture par laquelle toute la division se précipita, et parvint sans peine sur la place du port. Cet incident favorisant la principale attaque, les Turcs furent bientôt repoussés dans l'intérieur de la ville; et, comme ils refusèrent de poser les armes, Jaffa subit le sort des places prises d'assaut; presque toute la garnison et une partie des habitants tombèrent sous les baïonnettes, et la fureur du soldat ne fut assouvie qu'après 30 heures de pillage et de massacre.

Cette conquête valut aux vainqueurs 40 pièces de canon de place ou de campagne, outre un bon port et une place de dépôt; mais les troupes y prirent en même temps les germes de la peste. Bonaparte en donna le commandement au général Robin, et le chargea de mettre sa rade à l'abri des insultes des Anglais.

On joignit aux prisonniers d'El-Arisch quelques centaines d'hommes qui avaient échappé à la mort en se réfugiant dans les mosquées ; mais bientôt, calculant qu'on ne pourrait les envoyer en Égypte sans trop s'affaiblir, ni les renvoyer sur parole, sans s'exposer à les voir grossir les rangs ennemis, Bonaparte prit la résolution de s'en défaire. On les conduisit sur le bord de la mer où ils furent passés par les armes; cet acte d'une froide barbarie porta atteinte à la plus belle réputation militaire des temps modernes. En vain on a voulu couvrir ce massacre de l'impérieuse loi de la nécessité ; les personnes des prisonniers sont sacrées, elles sont sous la sauvegarde de l'honneur; dès qu'on avait consenti à recevoir les armes de ces ennemis, aucune considération de prudence ne pouvait les priver des droits qu'ils s'étaient acquis par leur capitulation.

Saint-Jean-d'Acre était désormais la seule ville qui pût arrêter les Français. Aussi Bonaparte, ne voulant pas laisser au pacha Djezzar le temps d'y augmenter ses moyens de défense, expédia l'ordre au général Reynier de se hâter de le rejoindre; et, le 14 mars, il quitta Jaffa avec les divisions Lannes et Bon, pour se réunir à Kléber. Le lendemain, l'armée se dirigeant sur Zeta, aperçut à sa droite la cavalerie d'Abdallah-Pacha, en position sur les hauteurs de Karsoum. Un corps nombreux d'infanterie occupait les montagnes de Naplouze. Bonaparte forma sur-le-champ les divisions Bon et Kléber en carrés, et les lança à la rencontre de la cavalerie ennemie, pendant que le général Lannes manœuvrait pour se placer entre elles et les Naplouzains. Ces démonstrations suffirent pour engager le pacha à la retraite; mais Lannes, s'étant imprudemment abandonné à sa poursuite, fut ramené

Digitized by Google

dans la plaine, après avoir eu une demi-brigade fort maltraitée.

L'avant-garde française entra le 16 mars dans Caïffa, que les Turcs venaient d'abandonner, sans en avoir évacué les magasins; le lendemain, l'armée arriva sur la Kerduneh, petite rivière qui a son embouchure à peu de distance de Saint-Jean-d'Acre. Le général Andréossy la traversa de suite avec quelques troupes, et fit construire pendant la nuit un pont, sur lequel les divisions défilèrent à la pointe du jour. Les éclaireurs de Djezzar furent rejetés dans Acre, et Bonaparte assit son camp à Essonr, à 120 toises des murailles, sur un plateau élevé et parallèle à la mer.

L'ancienne Ptolémaïs, si célèbre par les siéges qu'elle soutint dans l'antiquité et à l'époque des croisades, ne semblait pas devoir faire une résistance plus longue que Jaffa, car elle n'avait qu'un fossé de plus. Cependant, sa situation dans une presqu'île, permettait à l'assiégé de reunir tous ses moyens de défense sur le seul front d'attaque. La garnison était brave, et il suffisait de se rappeler la manière dont les Ottomans défendent un rempart, pour s'attendre que le pacha de Syrie se déciderait à courir les chances d'un assaut: l'arrivée du commodore Sidney Smith, qui abandonna sa station d'Alexandrie aussitôt qu'il apprit la marche de l'armée française, le confirma dans cette résolution. Cet officier redoubla le courage de Djezzar, lui promit l'appui de ses vaisseaux, et lui donna pour diriger sa défense deux émigrés français, Phélippeaux, ancien officier du génie dont on a déjà parlé au chapitre LV, et Trommelin, compagnon d'armes de Sidney lorsqu'il fut fait prisonnier devant le Havre, et qui avait partagé sa captivité au Temple. Tout prit dès lors un aspect différent dans Acre. On travailla avec activité à réparer les anciennes fortifications; on en éleva de nouvelles, et deux bâtiments anglais, le *Thésée* et le *Tigre*, vinrent s'embosser dans la rade, d'où ils commencèrent un feu terrible contre la gauche du camp français. Un événement fortuit redoubla la confiance des assiégés. La flottille, sortie du port d'Alexandrie, avec le parc de siége, fut capturée par Sidney Smith, qui débarqua sur-le-champ cette grosse artillerie, pour être employée à la défense de la place.

Pendant que l'armée s'emparait de tous les débouchés de Damas, Caffarelli après avoir reconnu les retranchements d'Acre conjointement avec Bonaparte, ouvrit la tranchée le 20 mars, à environ 150 toises du front oriental, et plaça ses batteries de brèche en face d'une grosse tour carrée qui se trouvait au milieu et contre laquelle il poussa également un boyau de mine.

La perte de la flottille réduisait les moyens de l'artillerie à 4 pièces de 12 et 8 pièces de 8. Malgré la faiblesse de ce calibre, les batteries jouèrent avec tant de succès, qu'elles parvinrent à éteindre le feu de la tour, et à y ouvrir une brèche qui fut jugée praticable. Vainement les assiégés tentèrent, le 26, de détruire les travaux d'approche. La galerie de mine étant parvenue jusqu'au pied de la tour, on chargea le fourneau et l'on fit tous les préparatifs de l'assaut qui fut fixé pour le 29.

A peine avait-on mis le feu à la mine, que les grenadiers de la division Lannes s'élancèrent à la brèche. L'explosion n'avait produit que peu d'effet; et la contrescarpe, dont on ne soupçonnait pas l'existence, n'avait pas été endommagée. Malgré ces obstacles, les grenadiers se précipitèrent dans le fossé, et escaladèrent la tour que l'ennemi avait abandonnée; c'en était fait d'Acre, s'ils eussent été soutenus par une réserve, mais les Turcs voyant le petit nombre des assaillants, se rallièrent, les expulsèrent de la tour et les repoussèrent dans la tranchée avec une perte considérable.

L'insuccès de ce premier assaut, sans abattre le courage des républicains, les rendit plus circonspects: on sentit qu'il fallait plus que de la valeur pour surmonter tant de difficultés, et l'on travailla à perfectionner les tranchées. Enfin, une nouvelle attaque contre la tour ayant encore échoué le 1er avril, on se décida à attendre la grosse artillerie demandée à Damiette; on rouvrit la mine, et les bataillons de service eurent l'ordre de se borner à repousser les sorties journalières de l'assiégé, pour ruiner ou retarder les travaux du siége.

Cependant, Bonaparte avait conclu une espèce d'alliance avec les Druses, peuplade chrétienne du Liban, et promis à leur chef Daher, fils de l'ancien pacha d'Acre, de lui rendre l'autorité de son père. Il en obtenait en retour les approvisionnements nécessaires à l'armée, et des rapports

Digitized by Google

fidèles sur ce qui se passait dans l'intérieur de la Syrie. Par ce moyen, il apprit que le pacha de Damas, nommé par la Porte au commandement en chef des armées turques, réunissait un corps considérable derrière le lac de Tibériade et se préparait à passer le Jourdain pour venir attaquer le corps de siége, pendant que la garnison d'Acre renforcée par les équipages anglais, exécuterait une sortie générale.

Ces nouvelles alarmantes engagèrent le général en chef à envoyer des détachements sur Tyr, Saffet et Nazareth, pour s'emparer de ces points et s'assurer de l'approche de l'ennemi. Le général Vial, qui conduisait le premier, réduisit les habitants insurgés de Tyr, et y plaça une faible garnison. Murat occupa Saffet, et poussa des reconnaissances sur le Jourdain; mais n'ayant rien découvert qui annonçât la proximité d'une armée, il rentra au camp le 6 avril. Le général Junot seul resta à Nazareth, avec environ 500 hommes de la division Kléber. Il ne tarda pas à s'apercevoir que le retour de Murat avait été prématuré; car l'avant-garde de l'armée de Damas ayant passé le Jourdain sur les ponts d'Iacoub et de Djez-el-Macanieh, vint prendre position en avant de Tabarieh, où elle rassembla de grands approvisionnements. Junot, sans avoir égard à la faiblesse de son détachement, marcha au-devant de l'ennemi, et le rencontra le 8 avril, près du village de Loubi. L'engagement fut vif; mais les Français, malgré leur bravoure, durent enfin céder au nombre, et se retirèrent en bon ordre par la route de Nazareth, devant une nuée de cavaliers qui ne purent les entamer.

La veille de cette affaire, Djezzar croyant sans doute l'armée d'Abdallah-Pacha près de lui, fit une sortie générale; ses colonnes dirigées par des officiers anglais et appuyées par quelques troupes de marine de la même nation, obtinrent d'abord des avantages. Déjà même ils étaient sur le point de s'emparer de l'entrée de la mine, lorsque des renforts venus du camp, et le feu de l'artillerie, les forcèrent à rentrer précipitamment dans Acre, laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés.

Sur ces entrefaites Bonaparte, qui venait de recevoir les rapports de Junot, sentit qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour dissiper cette armée que les pachas réunissaient sur ses derrières. Une bataille devant Acre offrant trop de chances avantageuses à l'ennemi, il résolut de le prévenir, et donna l'ordre à Kléber d'aller rejoindre Junot devant Nazareth. Murat fut détaché sur le pont d'Iacoub, avec 1,000 hommes d'infanterie et 2 escadrons; et lui-même partit du camp le 14 avril, avec la division du général Bon, la cavalerie et 8 pièces de canon.

Kléber, qui s'était mis en route le 9, apprit en arrivant à Nazareth, que l'avant-garde d'Abdallah n'avait pas quitté Loubi, et le rencontra, le 11 avril, de bonne heure. Le commandant turc, apercevant les Français, avait jeté 5 à 600 hommes d'infanterie dans le village de Ledjarra, et manœuvrait avec 4,000 chevaux, pour envelopper la division. Mais Kléber, qui avait deviné son intention, ne lui laissa pas achever son mouvement : deux bataillons se portèrent rapidement sur le village, tandis que le reste des troupes, formé en carré, marcha au pas de charge contre la cavalerie. En un instant, cette cohue armée se dissipa, le village de Djarra fut enlevé à la baïonnette, et l'ennemi épouvanté se retira en désordre sur le Jourdain.

Pour ne pas compromettre ce premier succès, Kléber regagna les hauteurs de Saffarié en avant de Nazareth, où il prit position pour attendre les renforts et l'artillerie qu'il demandait à Bonaparte, en lui transmettant de nouveaux renseignements sur la force et la position des pachas. D'après son rapport, leur armée pouvait s'élever à 15 ou 18,000 hommes, non compris les Naplouzains.

Cependant le mouvement rétrograde de la division française, ayant enhardi ces barbares, ils descendirent des montagnes; et vinrent se joindre dans la plaine de Fouli, aux troupes d'Abdallah, qui furent alors portées à 25,000 combattants, dont la cavalerie formait plus de moitié. Kléber se trouvait dans une position critique. Heureusement, le 14, il reçut 4 pièces d'artillerie, avec un détachement de cavalerie et les munitions dont il avait besoin, en même temps que l'avis de la marche combinée du général en chef avec Murat sur le pont d'Iacoub. Certain alors d'être appuyé, il voulut profiter du peu de précaution que les Turcs mettent à se garder, pour surprendre la nuit sui-

Digitized by Google

vante leur camp; il leva le sien le 15 avril, trompé par ses guides, il ne put y arriver qu'au grand jour. L'armée turque était déjà sous les armes : l'infanterie gardait le village de Fouli, et son immense cavalerie vint aussitôt entourer les Français. Ceux-ci, disposés en carré avec leur artillerie aux angles, s'arrêtèrent au milieu de la plaine, et attendirent de pied ferme la charge qui fut impétueuse mais sans effet. Les troupes de Kléber, par la mitraille et un feu nourri de mousqueterie, rendirent nuls les efforts décousus de ces hordes indisciplinées, et se créèrent en un clin d'œil, autour du carré, un rempart considérable de cadavres d'hommes et de chevaux. Elles soutenaient depuis six heures cette lutte si inégale en apparence, lorsque Bonaparte arriva sur les hauteurs qui bornent la plaine. Son coup d'œil pénétrant lui inspira sur-le-champ les dispositions les plus convenables. L'adjudant général Leturcq reçut l'ordre de se diriger, avec toute sa cavalerie et deux pièces d'artillerie légère, contre les mameluks, qui étaient en arrière du champ de bataille, au pied des montagnes de Naplouze; la division Bon fut partagée en deux carrés : l'un commandé par le général Rampon, eut la mission d'attaquer en flanc et à dos les Turcs qui étaient aux prises avec Kléber, pendant que l'autre, aux ordres du général Vial, balayerait la plaine et rejetterait l'ennemi sur le Jourdain. Bonaparte continua ensuite sa marche, et lorsqu'il ne fut plus qu'à une demi-lieue de Kléber, il fit tirer un coup de canon de 12, pour l'avertir de sa présence, en même temps que les colonnes suivaient la direction qui leur avait été tracée. A ce signal, celui-ci changea de rôle et prit l'offensive. Deux cents grenadiers, soutenus par un détachement de cavalerie, se jettent sur le village de Fouli, l'emportent, et font main basse sur les Turcs qui le défendaient; le carré s'ébranle, et fond sur la cavalerie, que Rampon abordait déjà par derrière. On put voir alors l'immense supériorité des troupes européennes sur ces milices de l'Orient. Abdallah-Pacha, aussi ignorant en tactique que le reste de sa nation, n'avait fait aucunes dispositions pour déjouer les manœuvres de Bonaparte. Il ne sut pas même opérer sa retraite avec ordre : les trois carrés, marchant dans une direction concentrique, faisaient tourbillonner les Turcs au milieu de la plaine, et les écrasaient avec l'artillerie. Leur déroute fut complète : ne pouvant gagner les hauteurs de Naplouze, dont la brigade Vial leur barrait le chemin, ils se rejetèrent derrière le mont Thabor, et pendant la nuit franchirent le Jourdain, dans lequel un grand nombre se noya. L'armée française bivouaqua sur le champ de bataille.

Le général Murat, envoyé sur Saffet pour débloquer ce fort et s'emparer du pont d'Iacoub, avait accompli sa tâche, dès la veille. Le fils du pacha de Damas, qui commandait sur ce point, avait assis son camp sur la rive gauche du Jourdain. Après avoir renforcé la garnison de Saffet, Murat forma son infanterie en deux carrés, et marcha droit au pont, que l'ennemi avait déjà passé pour s'opposer aux Français. Ce corps ne fit pas plus de résistance que l'armée principale : il fut culbuté, et quelques coups de fusil suffirent pour le disperser entièrement. Le pillage de son camp dédommagea les vainqueurs de leurs fatigues. Ce succès permit à Murat de se rapprocher du corps de bataille ; il traversa la plaine d'Iacoub, et vint bivouaquer, le 16 au soir, à peu de distance de Tabarieh, qu'il se proposait d'attaquer le lendemain. Mais, quoique cette ville fût susceptible d'être défendue, la terreur des Turcs était si grande, que la garnison l'avait évacuée. Murat en prit possession, et y trouva encore intacts les immenses magasins formés par les pachas.

Cette série de combats, où une masse de 30,000 hommes avait été mise en fuite par 6,000 Français, délivra Bonaparte de toute inquiétude, et lui procura des subsistances pour le reste de la campagne. Ne laissant donc que la division Kléber à Nazareth, pour garder les ponts du Jourdain et observer les débris de l'armée battue, il rentra au camp de Saint-Jean-d'Acre, le 19 avril, avec le reste des troupes de l'expédition et fit reprendre les travaux du siége avec une nouvelle activité.

Le contre-amiral Perrée, ayant enfin débarqué à Jaffa 3 pièces de 24 et 6 pièces de 18, cette artillerie fut sur-le-champ transportée au camp et mise en batterie, d'abord contre la tour, ensuite contre la courtine de gauche. On recommença à pousser des mines contre ces ouvrages ; mais la

Digitized by Google

défense ne fut pas moins opiniâtre que l'attaque. Les assiégés, dirigés par le colonel Phélippeaux, creusèrent un boyau dans le fossé, pour prendre à revers les grenadiers qu'on envoyait à la brèche, et parvinrent même à élever quelques ouvrages entre la ville et le camp. Tous les jours étaient marqués par de nouvelles sorties; et, dans l'une d'elles, ils réussirent à éventer la mine de la courtine. Celle poussée contre la tour n'ayant pas produit l'effet qu'on en attendait, il semble qu'on aurait dû porter les efforts sur un autre point, avec d'autant plus de raison, qu'on n'ignorait pas que cette tour n'offrait aucun débouché dans l'intérieur; mais on s'obstina à s'en rendre maître; on multiplia des attaques qui échouèrent toutes, et coûtèrent la vie au brave Caffarelli.

Le fléau de la peste, dont le soldat avait apporté le germe du sac de Jaffa, aggrava bientôt les fatigues inséparables d'un siége aussi long; et, pour comble de disgrâces, un convoi de 30 voiles venant de l'île de Rhodes entra le 7 mai dans la rade, avec de puissants secours d'hommes, de vivres et de munitions. Bonaparte sentit que pour conserver quelque espoir de succès, il fallait en prévenir le débarquement; et, le même jour, il ordonna l'assaut. A dix heures du soir, la division Bon se porta sur les ouvrages extérieurs des assiégés, les en chassa, et malgré la plus vigoureuse résistance, escalada la tour où elle pouvait se loger. L'artillerie ayant profité de ce demi-succès pour battre la courtine, à la pointe du jour la brèche fut praticable, et le général Lannes reçut l'ordre d'y marcher. La tête de sa division, composée de 200 grenadiers commandés par le général Rambaud, arriva jusqu'au rempart, sous la protection des soldats placés sur la tour. Mais les Turcs, revenus bientôt de leur première terreur, filent dans le fossé, se jettent entre ces pelotons et le reste des troupes de Lannes qu'ils refoulent jusque dans les tranchées. Les grenadiers de Rambaud, au contraire, après avoir escaladé la courtine et le retranchement intérieur que Phélippeaux avait fait établir en arrière, sautèrent dans la place au moment où les troupes de Lannes accablées battaient en retraite. Ces braves, victimes de leur intrépidité, ne conservant plus d'espoir d'être secourus, se retranchent dans une mosquée, déterminés à vendre chèrement leur vie: bientôt les barbares les entourent, en poussant des hurlements affreux. Déjà ils avaient consommé toutes leurs cartouches: il ne leur restait d'autres armes que des baïonnettes, lorsque Sidney Smith, touché de tant de valeur, s'interposa entre eux et les Turcs, et leur accorda une capitulation à laquelle ils n'osaient plus prétendre.

Malgré les pertes considérables de cette journée, où Lannes fut blessé et Rambaud tué, le général en chef renouvela l'attaque le surlendemain, avec la division Kléber qui venait de rentrer au camp. Cette tentative ne fut pas plus heureuse que les précédentes, et coûta la vie au général Bon, ainsi qu'à une foule d'officiers de marque. Cet effort des assiégeants fut le dernier. Bonaparte considérant que l'armée était diminuée d'un tiers par les combats et les maladies, et que les renforts survenus aux assiégés mettaient toutes les chances de leur côté, se détermina enfin à renoncer à son entreprise. Les rapports inquiétants qu'il reçut de l'Égypte, contre laquelle la Porte dirigeait une expédition maritime, le confirmèrent dans cette résolution. Il commença à faire filer les blessés et la grosse artillerie, incendia les magasins, ravagea la campagne, et effectua sa retraite dans la nuit du 20 mai, après avoir fait éprouver une perte considérable à la garnison, qui, avertie des préparatifs de la levée du siége, crut pouvoir écharper l'arrière-garde dans la tranchée.

L'armée française arrivée le 21 à Tentoura, où elle détruisit tout ce qu'elle ne pouvait emmener, en partit le lendemain pour Jaffa, dévastant sur la route le pays des Naplouzains, qui venaient harceler ses flancs. Bonaparte resta trois jours à Jaffa pour en faire sauter les fortifications; ses divisions qui continuèrent leur marche sur El-Arisch y entrèrent le 1er juin. Le passage du désert fut le terme des souffrances de l'armée de Syrie : elle retourna ensuite à petites journées dans l'intérieur de l'Égypte, à l'exception de la division Kléber, qui s'embarqua sur le lac Menzaleh pour Damiette. Le général en chef voulant imposer au peuple, avait ordonné qu'on lui fît une réception triomphale. Aussi, le retour de l'armée au Caire, le 14 juin, fut marqué par des fêtes brillantes; et, dans une proclamation qui se ressentait du style oriental, Bonaparte se vanta aux Égyptiens d'avoir

Digitized by Google

exterminé les Turcs et accompli tous ses projets.

Ainsi se termina cette expédition, dont tous les hommes éclairés sont encore à deviner le but. Quelques écrivains exagérés ont prétendu que celui du général français était de marcher sur Constantinople, après avoir conquis la Syrie : l'absurdité d'un tel projet est trop palpable pour mériter d'être discuté : il est bien plus probable que Bonaparte, fidèle à son système d'offensive, voulait prévenir les pachas, détruire leurs armements, et augmenter l'immense solitude qui sépare l'Égypte du pachalik d'Acre. L'occupation de la Syrie, en privant d'ailleurs les Anglais des ressources qu'ils en tiraient pour leur escadre, les eût obligés d'aller se ravitailler à Chypre ou à Candie. Mais une cruelle expérience dut lui démontrer qu'il eût été plus sage, et surtout plus militaire, d'augmenter la force des établissements de la frontière ; d'y former un camp retranché en se rendant maître des puits, et d'attendre à la sortie du désert d'El-Arisch, cette armée ennemie, dont ses troupes braves et reposées, auraient eu bon marché.

Une des principales causes qui nécessitèrent la levée du siége d'Acre était les troubles qui désolaient le Delta. Depuis le départ de l'armée expéditionnaire, les villages enhardis par la faiblesse des colonnes mobiles, refusaient le payement des impôts. Les mameluks revenaient sous divers déguisements dans leurs anciennes propriétés, fomenter cet esprit de résistance. Le kiaya de l'ancien pacha du Caire avait levé l'étendard de l'insurrection, envahi presque toute la province, et massacré quelques détachements. Le général Lanusse, commandant sur la rive droite du Nil, se mit à sa poursuite, et n'eut pas de peine à dissiper ses bandes. Mais bientôt un ennemi plus redoutable remplaça celui-ci; un imposteur adroit, se disant l'ange El-Madhy, envoyé par Allah pour exterminer les Français, réussit à fanatiser quelques milliers d'Arabes, et pénétra avec eux dans le Bahireh, dont les habitants se joignirent à ses troupes. Pour premier exploit il surprit Demanhour, où 60 Français furent égorgés; puis il continua sa marche sur le Nil. Des colonnes mobiles parties de Ramanieh, d'Alexandrie et de Rosette, n'ayant fait que lui tuer beaucoup de monde sans pouvoir le détruire, le général Dugua ordonna à Lanusse de réunir toutes les troupes disponibles, et de se porter sur Demanhour, dont il avait fait sa place d'armes. Celui-ci y arriva le 10 mai, avec 2 à 3,000 hommes ; la ville fut emportée de vive force, livrée aux flammes, et tout ce qui s'y trouvait passé au fil de l'épée. Après ce sanglant échec, les fanatiques se retirèrent dans le haut Bahireh, où Lanusse les atteignit le 20 mai, et acheva de compléter leur déroute. Mais, quoique leur prophète eût perdu la vie dans ce dernier combat, on ne put les disperser entièrement : ils se divisèrent en petites bandes; et joints aux débris du kiaya, ils continuèrent à infester les deux rives du Nil.

Bonaparte, avant de partir pour son expédition de Syrie, avait ordonné à Desaix de pousser avec vigueur la guerre contre Mourad-Bey, et d'expulser ce chef de mameluks du Saïd. Nous avons vu, au chapitre LXXIX, que ce général, affaibli par les ophthalmies et ses pertes au combat de Sediman, avait été obligé de suspendre ses opérations et de demander des renforts au Caire. Il en ramena 300 hommes d'infanterie, 1,200 chevaux, 6 pièces d'artillerie et 6 djermes armées. Ces forces portèrent sa division à 4,000 hommes, et lui permirent de se mettre à la poursuite de Mourad-Bey, sans dégarnir ses postes principaux sur le Nil.

Celui-ci n'était pas resté oisif. Instruit que la ville de Faïoum n'était gardée que par 350 malades, il tenta de l'enlever avec un corps considérable de mameluks, d'Arabes et de fellahs. Mais les Français, dirigés par le général Robin et le chef de bataillon Eppler, repoussèrent cette multitude, et en firent un grand carnage. Mourad, sans se laisser décourager par cet échec, rallia ses troupes, grossit son parti de toutes les tribus du Saïd, et vint camper sur la rive gauche du canal de Joseph, pour attendre les Arabes d'Yambo et de la Mecque, qui débouchaient par Kosseïr. Bonaparte n'avait songé à s'emparer de ce port qu'après l'occupation de Suez; mais les Mecquains, déjà débarqués, reçurent à coups de canon la flottille française : la barque amirale sauta en l'air, et le reste rentra dans le port de Suez sans avoir atteint son objet.

A la nouvelle du retour de Desaix, Mourad s'était porté sur le Nil, pour conserver les communications avec les différentes vallées. Cependant,

Digitized by Google

ne se jugeant pas assez fort pour engager une affaire générale, il se replia sur le haut Saïd, à l'approche des Francais, qui, partis de Benissoüef le 17 décembre, entrèrent à Girgeh le 30. La flottille, retardée par la baisse des eaux, n'ayant pu suivre cette marche rapide, se trouvait fort en arrière, et les dispositions des habitants faisaient craindre qu'elle ne fût attaquée. En conséquence, Desaix ordonna au général Davoust d'aller à sa rencontre avec toute la cavalerie. Les émissaires de Mourad étaient en effet parvenus à soulever le pays sur les derrières, mais Davoust après avoir dissipé les principaux rassemblements auprès des villages de Fouâgy et de Tahta, continua sa marche le long du Nil, rencontra la flottille à hauteur de Siout, et revint avec elle à Girgeh le 19 janvier.

Pendant l'inaction forcée des Français, Mourad avait été rejoint par quelques beys de mameluks et par la masse entière des Mecquains. Secondé en outre par toute la population armée du pays, il estima pouvoir prendre l'offensive; et, quittant la position de Stoné, il marcha sur Girgeh. Le général Desaix, instruit de ses intentions, lui épargna la moitié du chemin, en sorte que le 23 janvier les deux partis furent en présence auprès de Samanhoud.

Desaix avait disposé son infanterie en deux carrés, commandés par les généraux Friant et Belliard. La cavalerie, sous Davoust, était au centre, flanquée par 8 pièces de canon. Les Arabes d'Yambo et les Mecquains, postés dans un large fossé entre Samanhoud et le carré de Belliard, engagèrent le combat par une vive fusillade. Desaix les fit attaquer par quelques compagnies d'élite, pendant qu'un escadron de hussards les tournait du côté du village. Les Mecquains furent chassés du canal, et repoussés au delà de Samanhoud. Sur ces entrefaites Mourad, qui avait achevé ses dispositions pour envelopper entièrement les républicains, fit charger le carré de Belliard par toute son infanterie, et celui de Friant par les mameluks; mais ils furent accueillis à demi-portée de pistolet, par un feu si meurtrier d'artillerie et de mousqueterie, qu'après un moment d'hésitation, ils songèrent à se retirer. Les Arabes d'Yambo, qui s'étaient ralliés, n'ayant pas été plus heureux dans leurs tentatives contre le village, Desaix saisit cet instant pour lancer sa cavalerie sur cette masse déjà ébranlée. Ce mouvement détermina la victoire; les mameluks lâchèrent pied; les Arabes et les fellahs se dispersèrent dans toutes les directions.

Après cette brillante affaire, où Desaix ne perdit que quelques hommes, il suivit les traces de Mourad-Bey, qui remontait le Nil avec les débris de son corps d'armée. Arrivé le 29 janvier à Esneh, il y laissa la brigade Friant; et, poussant toujours les mameluks devant lui, il entra, le 2 février, à Sleime, où il apprit que Mourad avait franchi les Cataractes et gagné la Nubie; voyant l'inutilité de le poursuivre plus longtemps, il chargea Belliard de l'observer avec deux bataillons, et descendit à Esneh avec sa cavalerie.

L'un des principaux beys, Osman-Hassan, était resté sur la droite du Nil, où il levait des vivres et de l'argent. Desaix détacha contre lui le général Davoust avec quelque cavalerie. Les deux partis se rencontrèrent près de Thèbes. Les mameluks étaient moins nombreux, et escortaient un immense convoi; mais, n'apercevant pas d'infanterie, ils crurent que la fortune leur présentait l'occasion de prendre leur revanche sur les Français : ils dirigèrent donc leurs chameaux dans le désert, et attaquèrent les escadrons de Davoust. L'engagement fut vif et dura plusieurs heures. Enfin Osman. blessé lui-même et satisfait d'avoir fait essuyer une perte assez notable aux républicains, abandonna le champ de bataille, et gagna avec son convoi la vallée de Keneh à Kosseïr, où les Mecquains avaient aussi trouvé un asile après la journée de Samanhoud.

Cependant le général Friant, instruit que les débris de ces deux corps commençaient à se réunir, jugea prudent de détacher deux bataillons à Keneh. Le chef de brigade Conroux, qui les commandait, fut attaqué dans la nuit du 13 février; il repoussa les Arabes, leur tua beaucoup de monde, et les rejeta dans le désert. Ralliés par leur schérif Abou-Manah, ils furent bientôt atteints par Friant, qui accourut avec le reste de ses troupes au soutien de Conroux. Les Français, sans s'amuser à tirailler, se forment sur deux colonnes, culbutent l'ennemi dans le village, et en font un massacre horrible. Le schérif Hassan s'échappe néanmoins avec quelques hommes du côté de la Kuita, où il

Digitized by Google

va rejoindre Osman-Bey. Friant, après cet avantage, continua à nettoyer la rive droite du Nil, et arriva à Girgeh le 23 février. Le quartier général de Desaix descendit à Kous.

Cependant Mourad, qui attendait avec impatience l'occasion de rentrer en Égypte, saisit celle que Mohammed-el-Elfi, un de ses lieutenants, lui offrit d'y reparaître avec éclat. Ce dernier s'était retiré dans l'Oasis d'Ackmin, après la journée du 23 janvier; mais, lorsqu'il vit les Français enfoncés dans le haut Saïd, il traversa le désert, et vint s'établir à Siout, et s'empressa d'en donner avis à son chef. Celui-ci, réunissant 7 à 800 chevaux, évita le général Belliard, et traversa le Nil au-dessous d'Esneh. Son projet était de rejoindre Mohammed; mais Desaix ne lui en donna pas le temps; il donna l'ordre à Belliard de descendre le fleuve pour contenir les Mecquains dans la vallée de Keneh, et partit pour Siout avec les troupes du général Friant. L'avant-garde rencontra au village de Souhama les fellahs que le bey avait insurgés. Elle les attaqua sur-le-champ, et en culbuta un millier dans le Nil. le reste prit la fuite dans la direction de Siout. Pendant ce court engagement, Friant s'était étendu dans la plaine qui sépare les eaux du désert, de manière à empêcher la jonction des deux chefs de mameluks. Mohammed passa le Nil pour regagner l'Oasis d'Ackmin, plusieurs beys le suivirent; d'autres se dispersèrent dans le désert, et Mourad, avec 150 chevaux seulement, fut trop heureux de pouvoir chercher un asile dans la grande Oasis.

Néanmoins, ce dernier succès coûta cher à Desaix; pour accélérer sa marche, il avait laissé derrière lui la flottille qui portait les malades, les blessés et les munitions; contrariée par les vents, elle n'avait pu encore dépasser Benouth. Le schérif des Mecquains qui venait de recevoir de Kosseïr un renfort de 1,500 hommes, en fut informé, et marcha aussitôt sur le Nil pour s'en emparer. Bravant le feu de la flottille, les Arabes se jetèrent à l'eau, s'emparèrent de plusieurs barques de transport, et s'en servirent pour aborder la djerme l'*Italie*. L'officier qui la commandait, se voyant alors sans ressource, mit le feu aux poudres, et fit sauter le bâtiment.

Ce succès facile augmenta l'audace du schérif, qu'Osman-Bey venait de rejoindre avec ses mameluks; il se crut assez fort pour tenir la campagne, et s'avança contre la colonne du général Belliard, qu'il rencontra à peu de distance de Benouth. Les Français, formés en carré avaient déjà poussé l'ennemi jusqu'au village, lorsqu'ils furent arrêtés par les pièces de la flottille, que le schérif avait mises en batterie derrière un canal profond. Belliard ordonna la charge; et, malgré les efforts des mameluks, l'artillerie fut enlevée et dirigée contre les Arabes, retranchés dans les maisons de Benouth; ils opposèrent la plus vigoureuse résistance, et pour en venir à bout, il fallut mettre le feu au village: tout ce qu'on prit les armes à la main, fut massacré. Le corps du schérif fut trouvé parmi les morts; mais Osman-Bey se sauva sur la Knita avec ses mameluks.

Ce poste, situé à dix lieues du Nil, sur la route de Kosseïr à Keneh, est le point de relâche entre ces deux villes. Trois vallées y aboutissent, et communiquent avec les bords du fleuve, par Redisi, Nagadi, et Bihr-el-Bahr. En s'emparant de ces débouchés, Desaix bloquait les beys, et se flattait de les atteindre. Il donna en conséquence à Belliard l'ordre de se rendre à Nagadi, et vint lui-même à Bibr-el-Bahr. Ce mouvement, dont Osman-Bey devina le motif, lui inspira le projet de se réunir aux Mecquains, qui commençaient à se rallier à Abou-Menah; il quitta à cet effet la Knita, et rencontra, le 2 avril, l'avant-garde de Desaix, commandée par Davoust. Celui-ci chargea vivement les mameluks, et les rejeta dans le désert. Mais, craignant d'y être cernés, ils prirent sur-le-champ la vallée de Redisi, que les Français n'avaient osé occuper à cause de leur petit nombre, et gagnèrent Syeune, d'où Belliard ne tarda pas à les chasser.

Il ne restait plus dans la haute Égypte que Mourad, qui se tenait caché dans la grande Oasis, et quelques bandes éparses d'Arabes d'Yambo, qui exerçaient toutes sortes de brigandages. Desaix organisa contre eux plusieurs colonnes mobiles, qui les battirent successivement à Barvis, à Girgeh et à Cahemeh. Davoust leur porta le dernier coup à Benyhady, où ils avaient été renforcés par des Maugrabins et des habitants de Darfour. Plus de 2,000 restèrent sur le champ de bataille; ceux qui survécurent se dispersèrent, ou demeurèrent dès lors confondus dans la population.

Digitized by Google

C'est à cette époque que l'ange El-Madhy parut dans le Delta. Comme ce fanatique avait poussé quelques partis du côté des Pyramides pour se lier à Mourad-Bey, Davoust reçut l'ordre de quitter la province de Benisouef où il venait d'étouffer l'insurrection, pour couvrir la capitale.

Belliard avait repoussé Osman au delà des Cataractes, et Desaix se disposait à expulser Mourad de la grande Oasis, lorsqu'il apprit que les Anglais croisaient devant Kosseïr : il y envoya sur-le-champ les généraux Belliard et Donzelot avec 400 hommes, et fit tracer à Keneh un fort pour fermer la vallée. Cette expédition réussit à merveille. La colonne française prit possession de Kosseïr, et les schérifs du pays sollicitèrent l'amitié de Desaix, qui put désormais s'occuper de l'organisation civile du Saïd. Le commerce avec l'Arabie reprit bientôt son ancienne activité : un système d'impôt régulier fut établi, et ce général commençait à recueillir les fruits de son heureuse administration, lorsque les intrigues des Anglais ranimèrent la guerre dans la basse Égypte.

L'état menaçant de l'Inde dont nous avons tracé une légère esquisse au chapitre LXXIX, fait juger que le gouvernement anglais n'avait pas vu sans inquiétude l'établissement des Français dans l'Égypte. C'était bien moins les avantages que ceux-ci se promettaient du rétablissement du commerce par Suez et Alexandrie, que la possibilité de porter avec le temps un corps de troupes jusque sur l'Indus, pour y soutenir Tippo, qui faisait trembler le cabinet de Saint-James. Déjà Bonaparte avait écrit au sultan, par la voie de Mascate, pour l'instruire de ses vastes projets, mais sans déterminer l'époque de leur exécution ; il comptait, pour établir une communication directe avec l'Inde, sur la division de frégates stationnée à l'île de France, à laquelle on avait donné malheureusement un peu tard l'ordre de se porter à l'entrée de la mer Rouge.

Ce retard fut d'autant plus funeste, que le bruit de l'expédition d'Égypte avait donné à Tippo-Saheb une grande idée de la puissance des Français; et qu'il avait, de son côté, cherché inutilement à correspondre avec Bonaparte : l'agent qu'il lui députa arriva à Suez dans le mois de décembre, mais après avoir perdu ses dépêches. Dès lors les événements ultérieurs enlevèrent tout moyen d'ouvrir une correspondance.

Le gouvernement anglais n'avait pas attendu de connaître le parti que prendrait la Porte, dans une agression qu'elle pouvait considérer comme indirecte; il s'était hâté de diriger sur l'Indostan des coups qui devaient être décisifs, quelle que fût la résolution du divan. Cependant, il ne négligea pas ses intérêts à Constantinople. En même temps que lord Elgin et Sidney Smith s'efforçaient d'exciter les Turcs contre la France, des troupes rassemblées en toute hâte à Gibraltar devaient être transportées vers la presqu'île du Gange, pour y prendre l'initiative.

Quoique ces appréhensions fussent prématurées, elles n'étaient pas du reste tout à fait sans fondement. Depuis longtemps il entrait dans la politique de la France d'envoyer dans l'Inde une foule d'hommes adroits. La haine de Tippo, n'était point un mystère, et tout porte à croire que le gouverneur général de l'Inde était parfaitement instruit de ses relations avec les différentes nations qui l'entouraient. L'influence de Raymond sur le Nizam, et de Peyron sur Sciudiah, tenaient le cabinet de Londres en garde contre une alliance dont la compagnie n'aurait pu maîtriser les efforts.

Le marquis de Wellesley (1) venait de remplacer Cornwallis, comme gouverneur général : il avait amené avec lui son frère, devenu depuis si célèbre, sous le nom de Wellington. Pénétré du danger de sa position, il eut recours à la politique pour écarter l'orage prêt à foudre sur lui. Il commença par entrer en pourparlers avec le Nisam, et lui proposa de renouveler l'alliance offensive et défensive qui existait anciennement. Cette négociation semblait difficile; car peu auparavant les Anglais avaient abandonné ce souverain, dans sa guerre contre les Marattes. Cependant, ils parvinrent à corrompre Azim-el-Omrah, son principal ministre, et ce prince indigne ne voyant que par les yeux de ce traître, signa contre ses véritables intérêts le traité du 1er septembre 1798. Une des principales clauses de cette convention était le licenciement du corps européen, qui avait coûté tant de peines et de soins à organiser, et qui faisait toute sa force.

(1) Aujourd'hui lord Mornington.

Digitized by Google

Son chef Raymond, mort, dit-on, empoisonné, venait d'être remplacé par un nommé Piron (1). Cette petite armée, honteuse de l'infamie d'un pareil traité, refusait d'y souscrire, et il ne manquait à la perfidie du ministre que de se concerter avec les Anglais pour arriver au moyen de l'y contraindre. Wellesley, d'accord avec lui et avec Piron, fit marcher ses troupes, entoura les cantonnements, désarma les soldats, et s'empara sans coup férir de l'artillerie et des munitions. Six bataillons anglais à la solde du Nizam, remplacèrent le corps qui venait d'être dissous; et le peu de troupes nationales qui restait à ce prince, fut placé sous le commandement d'officiers de la compagnie.

Ce coup hardi, en augmentant les forces du gouverneur général, diminuait celles sur lesquelles Tippo-Saheb avait peut-être compté; mais il restait encore le Peishwah et Scindiah, bien plus disposés en faveur de la France que de la compagnie anglaise. Aussi ces chefs de l'empire maratte, rejetaient-ils obstinément toutes les propositions de Wellesley: cependant, le gouverneur anglais réussit par ses intrigues à les empêcher de rien conclure avec Tippo. Scindiah d'ailleurs n'était pas encore en mesure, et ses meilleures troupes, commandées par le général Peyron, se trouvaient dispersées dans l'intérieur du Mogol.

Immédiatement après que la flotte de Bonaparte eut quitté Toulon, le ministre anglais Dundas avait fait partir pour les mers de l'Inde le contre-amiral Blanket. Son escadre, chargée de troupes prises à Lisbonne, à Gibraltar et au cap de Bonne Espérance, arriva dans les derniers jours de l'année sur les côtes de Coromandel, et y débarqua ces renforts.

Lord Mornington, se voyant alors en état d'accabler le sultan, donna l'ordre aux généraux Harris et Stuart, gouverneurs de Madras et de Bombay, de se préparer à entrer en campagne. Il n'y avait pas de temps à perdre pour devancer la saison des pluies, qui expose ce pays à des débordements considérables, et entrave beaucoup les opérations. Le rassemblement des troupes fut opéré dans le mois de février 1799 : le contingent du Nizam, fort de 12,000 hommes, joignit à la même époque l'armée de Madras; et, le 9 mars, le lieutenant général Harris entra sur le territoire de Mysore. Stuart, de son côté, y pénétra avec le corps de Bombay.

Quel que soit le projet attribué à Tippo, il n'était point préparé à cette brusque agression; il comptait ne se déclarer qu'après s'être assuré de l'appui de la France; et le seul secours qu'il en reçut, se borna à une centaine d'hommes de la garnison de l'île de France, dont l'assemblée coloniale voulait se débarrasser. Scindiah, méconnaissant ses véritables intérêts, au lieu de s'allier franchement au sultan dont la cause devait être la sienne, l'amusa de promesses jusqu'au dernier moment. On a dit que sa bonne volonté fut paralysée par la rapidité des opérations des Anglais, ou plutôt par l'appât naturel à tous les Marattes de chasser de l'Indostan un prince de race musulmane. Dans tous les cas, s'il y mit de la perfidie, il la paya plus tard par la perte de sa puissance.

Tippo, réduit à ses propres ressources, se hâta de réunir ses troupes, et dans l'espoir de prévenir ses ennemis, se jeta d'abord sur l'avant-garde de l'armée de Bombay, que le général Stuart avait poussée à Sedesear. Ce corps fut enveloppé, et allait être obligé de mettre bas les armes, lorsque Stuart, accourant avec la brigade Hartley, le dégagea et battit le sultan. Celui-ci, qui avait espéré écraser les divisions anglaises avant leur réunion, leva son camp de Perinpatnam, et fut tenter le sort des armes à Malaveli, contre la colonne du général Harris qui venait de passer la frontière. Douze mille hommes de cavalerie, braves peut-être, mais sans ordre ni expérience, ne pouvaient rien contre le courage impassible et l'admirable discipline de l'infanterie britannique. Après quelques charges furieuses, cette multitude criblée par la mitraille et le feu de mousqueterie, reprit la route de son camp. Vainement Tippo imagina donner plus de consistance à cette cohue, en faisant monter quelques milliers de fantassins en croupe, ils ne firent que gêner les cavaliers sans rendre aucun service, et le désordre fut bientôt à son comble.

Tippo, trahi de nouveau par la fortune, se replia sur sa capitale, où il ne tarda pas à être investi par les deux corps anglais. L'armée de Harris,

(1) Il ne faut pas le confondre avec Peyron, qui commandait l'armée de Scindiah.

après avoir passé la Covery, culbuta les partis qui tenaient encore la campagne, et ouvrit la tranchée, le 7 avril, devant Seringapatnam. Défendue par des soldats plus capables de combattre derrière leurs remparts qu'en rase campagne, cette place, malgré l'irrégularité de ses fortifications, semblait devoir faire une longue résistance, car elle était parfaitement armée et fournie de vivres et de munitions en abondance. L'attaque fut dirigée vers l'angle aigu formé par le front de l'ouest; le lit de la Covery, très-large sur ce point, était guéable, sa direction permettait d'embrasser concentriquement ce saillant, et d'enfiler une courtine immense qui longeait le rivage du nord. Les batteries avaient commencé à jouer le 12 avril, et celle de brèche le 21. Le 3 mai, la brèche étant praticable, le général Harris ordonna l'assaut, que la brigade Bayrd, soutenue du reste de l'armée, exécuta avec autant d'intelligence que de bravoure. Tippo n'en déploya pas moins que ses adversaires; quoique l'ennemi fût déjà dans la place, il se défendit encore longtemps aux portes de son palais, et tomba enfin sur des monceaux de ruines et de cadavres.

S'il faut en croire les Anglais, 8,000 Indiens ou musulmans périrent dans cet assaut, où la valeur britannique brilla dans tout son éclat. Cependant cette gloire ne fut guère disputée, puisque toute la campagne ne leur coûta pas 800 hommes hors de combat. On est d'autant plus étonné de la modicité de cette perte, que la double tentative de Tippo, décèle du coup d'œil, et que sa mort prouve du courage. Parmi les trophées de la prise de Seringapatnam, on ne comptait pas moins de 920 pièces de canon, dont 360 en bronze. Matériel immense dont un meilleur emploi aurait dû faire payer plus chèrement une conquête qui décida du sort de l'Inde.

La mort de Tippo, fut le signal de la dissolution de son empire. Les Anglais, pour donner un vernis de justice à leur usurpation, rétablirent sur le trône de Mysore, l'héritier de l'ancien Rajah, dépossédé par Hyder-Ali : mais cette générosité ne fut qu'illusoire, car ils s'emparèrent du port de Mangalor, de l'île et de la forteresse de Seringapatnam, et récompensèrent le Nisam, aux dépens du nouveau souverain. Ils avaient offert quelques provinces aux Marattes, pour acheter leur amitié; mais le Peishwa rejeta, dit-on, leurs propositions, avec un dédain qu'il paya chèrement deux ans après.

Cette campagne, courte mais décisive, calma en Angleterre les vives inquiétudes qu'avaient fait naître les succès de Bonaparte en Égypte. Indépendamment de la prise d'immenses trésors et d'un accroissement de territoire qui en furent le résultat, elle acheva d'anéantir l'influence des Français dans l'Inde, où les Anglais restèrent sans rivaux. Ils purent dès lors prêter un appui plus efficace à la Porte, et deux puissances qui disposaient d'une marine immense et de toute la population de l'Orient, ne devaient pas tarder à écraser une poignée de braves, abandonnée sur les rivages où des armées innombrables de chrétiens n'avaient pu se maintenir du temps des croisades. Chacun prévoyant dès lors l'issue d'une expédition téméraire, put sonder l'abîme que le Directoire avait creusé sous ses pas, en prétendant se frayer le chemin de l'Inde, à travers l'empire des Osmanlis.



Digitized by Google

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DU LIVRE XIV.

PREMIÈRE PÉRIODE DE 1799.

N° 1.

Note remise par le général Bonaparte au Directoire, relativement au système de guerre à suivre contre l'Angleterre.

Paris, le 13 avril 1798.

Dans notre position, nous devons faire à l'Angleterre une guerre sûre, et nous le pouvons.

Que nous soyons en paix ou en guerre, il nous faut 40 ou 50 millions pour réorganiser notre marine.

Notre armée de terre n'en sera ni plus ni moins forte; au lieu que la guerre oblige l'Angleterre à faire des préparatifs immenses qui ruinent ses finances, détruisent l'esprit de commerce, et changent absolument la constitution et les mœurs de ce peuple.

Nous devons employer tout l'été à armer notre escadre de Brest, à faire exercer nos matelots dans la rade, à achever les vaisseaux qui sont en construction à Rochefort, à Lorient et à Brest.

Si l'on met quelque activité dans ces travaux, nous pouvons espérer d'avoir, au mois de septembre, trente-cinq vaisseaux à Brest, y compris les quatre ou cinq nouveaux que l'on peut construire à Lorient et à Rochefort.

Nous aurons vers la fin du mois, dans les différents ports de la Manche, près de 200 chaloupes canonnières. Il faut les placer à Cherbourg, au Havre, à Boulogne, à Dunkerque et à Ostende, et employer tout l'été à emmariner nos soldats.

En continuant à donner à la commission des côtes de la Manche 3 millions par mois, nous pouvons faire construire 200 autres chaloupes d'une dimension plus forte, et propres à transporter des chevaux.

Nous aurions donc, au mois de septembre, 400 chaloupes canonnières à Boulogne, et 35 vaisseaux de guerre à Brest. Les Hollandais peuvent également avoir dans cet intervalle 12 vaisseaux de guerre au Texel.

Nous avons dans la Méditerranée deux espèces de vaisseaux : 12 de construction française, qui peuvent d'ici au mois de septembre être augmentés de deux nouveaux ; puis 9 vaisseaux de construction vénitienne.

Il serait possible, après l'expédition que le gouvernement projette dans la Méditerranée, de faire passer les 14 vaisseaux à Brest, et de garder dans la Méditerranée, simplement, les 9 vaisseaux vénitiens : ce qui nous ferait, dans le courant du mois d'octobre ou de novembre, 50 vaisseaux de guerre français à Brest, et presque autant de frégates.

Il serait possible alors de transporter 40,000 hommes sur le point de l'Angleterre que l'on voudrait, en évitant même un combat naval si l'ennemi était plus fort, tandis que 40,000 hommes menaceraient de partir sur les 400 chaloupes canonnières et autant de bateaux pêcheurs de Boulogne, et que l'escadre hollandaise avec 10,000 hommes de transport, menacerait de se porter en Écosse.

L'invasion en Angleterre, exécutée de cette

Digitized by Google

manière, et dans le mois de novembre et de décembre, serait presque certaine.

L'Angleterre s'épuiserait par un effort immense et qui ne la garantirait pas de notre invasion.

En effet, l'expédition dans l'Orient obligera l'ennemi à envoyer six vaisseaux de guerre de plus dans l'Inde, et peut-être le double de frégates à l'embouchure de la mer Rouge. Elle serait obligée d'avoir de 22 à 25 vaisseaux à l'embouchure de la Méditerranée, 60 vaisseaux devant Brest et 12 devant le Texel, ce qui ferait un total de 300 vaisseaux de guerre, sans compter ceux qu'elle a aujourd'hui en Amérique et aux Indes, sans compter 10 ou 12 vaisseaux de 50 canons, avec une vingtaine de frégates qu'elle serait obligée d'avoir pour s'opposer à l'invasion de Boulogne.

Nous nous conserverions toujours maîtres de la Méditerranée, puisque nous y aurions neuf vaisseaux de construction vénitienne!!

Il y aurait encore un moyen d'augmenter nos forces dans cette mer, ce serait de faire céder par l'Espagne trois vaisseaux de guerre et trois frégates à la république ligurienne; cette république ne peut plus être aujourd'hui qu'un département de la France. Elle a plus de 3,000 excellents marins.

Il est d'une très-bonne politique de la part de la France de favoriser et d'exiger même que la Ligurie ait quelques vaisseaux de guerre.

Si l'on prévoit des difficultés à ce que l'Espagne cède à nous ou à la république ligurienne trois vaisseaux de guerre, je croirais utile que nous-mêmes nous rendissions à cette dernière trois des neuf vaisseaux que nous avons pris aux Vénitiens, et que nous exigeassions des Génois qu'ils en construisissent trois autres. Ce sera une bonne escadre, montée par de bons marins, que nous nous trouverons avoir gagnée. Avec l'argent que nous aurons des Liguriens, nous ferons faire à Toulon trois bons vaisseaux de notre construction; car les vaisseaux de construction vénitienne exigent autant de matelots qu'un bon vaisseau de 74; et des matelots, voilà notre partie faible.

Dans les événements futurs qui peuvent arriver, il nous est extrêmement avantageux que les trois républiques d'Italie qui doivent balancer les forces du roi de Naples et du grand-duc de Toscane, aient une marine plus forte que celle du roi de Naples.

BONAPARTE.

N° 2.

Message du Directoire, servant de manifeste contre l'Autriche (12 *mars* 1799).

Nous avons rapporté au chapitre LXXXI, tous les torts du Directoire envers les puissances européennes par les nombreuses agressions qu'il se permit aussitôt après la paix de Campo-Formio. Le message suivant contient l'apologie de sa conduite. Comme nos lecteurs sauront bien démêler le faux d'avec le vrai, nous devons à notre impartialité de leur soumettre cette pièce.

« Citoyens représentants, quelle que soit la » grandeur des événements qui ont eu lieu depuis » la conclusion du traité de Campo-Formio, on a » présent encore le souvenir de ceux qui l'avaient » précédé. On n'a point oublié que ce fut après » cinq années de triomphes, et au moment où les » armées françaises n'étaient plus qu'à trente » lieues de Vienne, que la république consentit à » suspendre le cours de ses victoires, et préféra » au succès de quelques derniers efforts, le réta» blissement immédiat de la paix. On se rappelle » que, lorsque le traité fut connu, la modération » du vainqueur parut si grande, qu'elle eut en » quelque sorte besoin d'apologie.

» Aurait-on prévu que ce pacte, où la force s'é» tait montrée si indulgente, où la plus libérale » compensation devait étouffer tout regret, loin » d'obtenir la stabilité qui lui paraissait promise, » ne serait même, dès son principe, que le gage » imposteur d'une réconciliation éphémère; et » que les atteintes subites qui lui seraient portées, » émaneraient toutes de la puissance, qui lui devait » l'ample dédommagement des pertes qu'elle avait » éprouvées par la guerre (1)?

» Quel contraste, en effet, étrange et soutenu! » Tandis que la république apporte un soin con» stant à remplir chaque stipulation d'un traité, » qui n'est en proportion ni avec ses succès, ni » avec ce qu'elle pouvait tirer de vengeance légi-

(1) Et l'invasion de la Suisse et de Rome!!

Digitized by Google

» time des plans de destruction formés et poursui-» vis contre elle, l'Autriche, au lieu de se montrer » satisfaite d'un rapprochement qui lui a épargné » les plus grands malheurs, ne paraît occupée qu'à » détériorer, qu'à détruire le pacte qui a fait son » salut. »

Parmi les violations du traité, que cette puissance s'est permises, quelques-unes ont été si manifestes, qu'elles ont déjà excité l'étonnement de l'Europe et l'indignation des républicains : d'autres, moins publiques ou moins aperçues n'ont pas été cependant moins hostiles ; et le Directoire exécutif ne peut pas différer davantage à retracer au corps législatif les circonstances de la conduite du cabinet autrichien ; conduite vraiment offensive, attentatoire à l'état de paix, et qu'aucun effort, aucun exemple n'ont pu ramener à l'observation des engagements contractés.

A l'époque même où le traité de Campo-Formio fut conclu, il avait été réciproquement stipulé, par un acte additionnel au traité, que toute la partie du territoire germanique, qui s'étend depuis le Tyrol et la frontière des États autrichiens jusqu'à la rive gauche du Mein, serait évacuée à la fois par les troupes françaises et par celles de l'Empereur, ainsi que par celles de l'Empire qui étaient à la solde de ce prince, sauf la position de Kehl qui devait rester à la république. Une convention encore plus particulière, conclue et signée à Rastadt, le 11 frimaire an VI, renouvela cet engagement et marqua un terme fixe pour son exécution. De la part de la république, cette exécution a été prompte et entière : de la part de l'Autriche, elle a été différée, éludée, et n'est point encore obtenue. Dans Philipsbourg, l'Empereur a conservé une garnison et des approvisionnements, qui sont à lui, malgré la simulation qui les couvre. Dans Ulm, dans Ingolstadt, il n'a point cessé de tenir des troupes et un état-major disposé à en recevoir davantage. Toutes les places de Bavière sont demeurées à sa disposition ; et loin qu'aux termes du traité cet électorat ait jamais été évacué, nous voyons qu'il renferme aujourd'hui 100,000 Autrichiens destinés à la fois à la reprise des hostilités contre la république et à l'envahissement d'un pays, depuis si longtemps convoité par la cour de Vienne.

Si cette cour avait eu jamais l'intention de se montrer fidèle à son traité, le premier effet de cette disposition eût été sans doute de presser le rétablissement simultané des légations respectives : mais, bien loin que l'Autriche ait voulu prendre aucune initiative à cet égard, quel a été l'étonnement du Directoire exécutif, lorsqu'il fut instruit que l'on regardait à Vienne les plénipotentiaires envoyés de part et d'autre au congrès de Rastadt, comme suffisant à l'entretien des communications entre les deux États, et le traité de Campo-Formio comme ayant besoin de recevoir des développements ultérieurs par le traité avec l'Empire, avant que les relations habituelles d'une parfaite intelligence fussent entièrement rétablies ! Une interprétation si froide donnée au traité, un éloignement si formel pour ce qui tendait à en développer les résultats, ne présageaient point qu'il dût être longtemps respecté.

Sur ces entrefaites, un gouvernement dont l'existence attestait aussi la modération de la république, osa provoquer de nouveau sa vengeance par le plus affreux des attentats. Le sacerdoce expia son crime ; et Rome acquit la liberté. Mais le Directoire exécutif, prévoyant qu'on ne manquerait point de jeter l'alarme à la cour impériale, et de donner aux plus justes représailles l'aspect d'une agression ambitieuse, jugea à propos d'écarter toutes les considérations d'étiquette qui auraient pu le retenir, et d'envoyer à Vienne le citoyen Bernadotte, comme ambassadeur de la république française, chargé d'y faire entendre, « que la des-» truction du gouvernement pontifical à Rome ne » changerait rien à la délimitation des États d'Ita-» lie ; que les républiques, déjà existantes et re-» connues, ne s'accroîtraient d'aucune partie du » territoire romain ; ce qui laissait dans toute son » intégrité le traité de Campo-Formio, puisqu'en » fixant l'étendue de la république Cisalpine, il » n'avait pu prévoir ni empêcher, quant à leurs » résultats, les événements qui pouvaient changer » la forme des autres États d'Italie, par le fait de » leurs propres agressions. » Cependant, l'ambassadeur de la république ne fut accueilli à la cour de Vienne qu'avec froideur. Ce témoignage du plus loyal empressement, cet envoi d'un agent revêtu du caractère le plus auguste, demeura sans réciprocité ; et bientôt un événement, moins injurieux

Digitized by Google

encore par les circonstances qui l'ont accompagné que par l'impunité qu'il a obtenue, manifesta les sentiments secrets de la cour de Vienne.

Si, à la première nouvelle de cet attentat, le Directoire exécutif n'eût pas été fondé à n'y connaître que l'œuvre de deux cours acharnées à rallumer la guerre sur le continent; s'il eût pu croire que l'Empereur avait connu le complot tramé sous ses yeux, il n'eût pas hésité un moment à provoquer la vengeance nationale contre une violation aussi outrageante de l'état de paix et du droit des gens, si religieusement respectés par la république, au milieu même des plus violents orages de la révolution. Mais il était possible que les cabinets de Pétersbourg et de Londres eussent préparé et dirigé par leurs agents un tumulte que l'Empereur n'aurait connu ni approuvé. Les expressions de regret, portées dans le premier moment à l'ambassadeur de la république par M. de Colloredo, l'envoi annoncé de M. Degelmann à Paris, étaient des motifs pour penser que la cour impériale s'empresserait de poursuivre et de punir un attentat, dont elle reconnaissait l'existence, et dont elle craignait de paraître complice. Quand on apprit d'ailleurs que le ministre, qui était accusé d'avoir secondé les fureurs de l'Angleterre et de la Russie, avait cédé son poste au comte de Cobentzel, et que celui-ci se rendait à Seltz pour y donner des réparations, le Directoire ne put se repentir d'avoir provoqué ces conférences, en se montrant moins prompt à suivre la première impulsion d'un légitime ressentiment, qu'empressé de faire évanouir, par des explications communes, tout ce qui s'opposait au rétablissement de la plus parfaite harmonie. Tel était son désir d'arriver à une conciliation, que l'envoyé extraordinaire de la république eut pour instruction définitive de se contenter en réparation de l'événement arrivé à Vienne le 24 germinal (13 avril), d'un simple désaveu et de la déclaration qu'on rechercherait les coupables.

Mais, à peine les conférences furent entamés à Seltz, que la cour impériale changea de langage et de conduite. Le baron de Degelmann ne se rendit point à Paris. M. de Thugut, demeuré à Vienne, rentra au ministère; les informations commencées restèrent sans suite et sans effet. Le comte de Cobentzel, au lieu d'offrir ou d'accorder les réparations, qui étaient l'objet principal de sa mission, affecta de vouloir concentrer la discussion sur d'autres points, et finit par décliner toute satisfaction, même celle dont la république se serait contentée, lorsqu'il fut convaincu *que le Directoire n'accueillerait point les insinuations par lesquelles la cour de Vienne voulait le rendre, au milieu même de la paix, complice des plus étranges spoliations* (1). Les négociateurs se séparèrent : et aussitôt celui qui avait été envoyé à Seltz par Sa Majesté Impériale pour y prodiguer de vaines protestations de paix, reçut la mission d'aller à Berlin et à Pétersbourg s'associer à toutes les excitations du gouvernement britannique pour rallumer la guerre.

Il fallait sans doute que le Directoire exécutif fût animé d'un profond amour de la paix, pour ne pas céder dès lors à l'évidence des dispositions hostiles de la maison d'Autriche, et pour éviter de répondre à ses provocations. Il voyait qu'à Rastadt, depuis l'ouverture du congrès, et le ministre impérial et celui d'Autriche n'avaient cessé de se montrer contraires à toutes les propositions de la république, à toutes celles qui pouvaient conduire vers une pacification définitive et stable. Il avait connaissance des difficultés qu'on faisait à Vienne, pour reconnaître le ministre cisalpin; ce qui était remettre en question des points décidés par le traité de Campo Formio. Il était instruit que le cabinet autrichien (quelle que fût l'opinion personnelle de l'Empereur), livré plus que jamais aux impulsions de l'Angleterre, donnait à la cour de Naples la confiance qui la portait aux mesures les plus extravagantes. Il dirigeait plus secrètement le Piémont *que naguère il avait dévoué à un partage*, et s'efforçait d'arracher à sa neutralité le gouvernement prussien, qu'il voulait armer contre la France, après avoir essayé d'armer la France contre lui. Que de motifs pour abjurer un traité méconnu, violé par l'Autriche, et qui cessait d'être obliga-

(1) Ces mots font croire que les projets de partage de l'Italie, dont on a parlé, furent réellement mis sur le tapis, reste à savoir si ce fut par l'Autriche; mais en lui imputant ce tort, le Directoire oublie le despotisme qu'il étendait lui-même sur Gênes, Milan, Rome, la Hollande, la Suisse et Turin.

Digitized by Google

toire pour la république! Mais la patience et les résolutions du Directoire exécutif devaient se montrer encore au-dessus d'une provocation plus directe.

Dans un moment où les factieux qui avaient usurpé le pouvoir dans les Ligues-Grises, témoignaient de l'inquiétude sur le voisinage d'une armée française, et sur les projets qu'ils supposaient formés contre leur indépendance et leur neutralité, affectant en même temps une sécurité parfaite du côté de l'Autriche, dont ils disaient avoir reçu les protestations les plus rassurantes; le Directoire jugea convenable de faire savoir aux habitants, « que leur territoire serait respecté aussi » longtemps qu'il le serait par l'Autriche. » Il n'y avait que quelques mois que cette déclaration avait été faite, lorsqu'un corps de troupes autrichiennes envahit le pays des Grisons et s'y établit.

Tout ce qu'il y avait d'hostile dans cette occupation, tout ce qu'elle renfermait de machinations secrètes, n'échappa point au Directoire exécutif. Il était évident, qu'ainsi l'Autriche se préparait les moyens de troubler l'Helvétie, de faire irruption dans la Cisalpine, et de donner à l'instant décisif la main au roi de Piémont, pour essayer de fermer avec lui toute retraite aux Français, qu'on faisait attaquer par 100,000 Napolitains, et qu'on osait supposer vaincus.

Le Directoire ne méconnut point toutes ces perfides combinaisons; mais il évita d'y trouver encore une agression formelle; et ce ne fut qu'au moment où l'attaque prématurée du roi des Deux-Siciles ouvrit une nouvelle guerre, que le Directoire, ayant la preuve acquise de la complicité du roi de Sardaigne, et voulant en détourner l'effet, s'empara de ses places fortes, devançant ainsi de quelques jours l'occupation qui allait être faite par les troupes autrichiennes, et dont l'envahissement antérieur du territoire des Grisons n'était que le prélude.

Mais en même temps que les armées républicaines repoussaient en Italie l'agression, et prévenaient la perfidie, le Directoire, quoiqu'il eût connaissance du traité qui existait entre Vienne et Naples, quoiqu'il eût vu un général autrichien à la tête de l'armée napolitaine, quoiqu'il connût les mouvements de troupes qui avaient lieu dans le Tyrol et dans le nord de l'Italie, persista cependant encore à professer le désir de demeurer en paix avec l'Empereur; et la sincérité de son vœu, à cet égard, parut assez par la conduite qu'il tint avec la Toscane; car il y avait longtemps qu'il n'était plus possible de séparer la cour de Florence de celle de Vienne.

Le Directoire avait su que le voyage de M. Manfredini à Vienne avait été relatif au même objet qui y avait conduit de Naples le prince de Montechiaro, et avait utilement préparé le succès de sa mission, en contribuant à donner à l'Empereur le désir d'augmenter son influence en Italie, d'y chercher un agrandissement nouveau, sous prétexte de dédommagement, d'y contrarier l'affermissement de la république cisalpine, et de s'opposer surtout à l'existence de la république romaine (1).

On lui rapporta pareillement qu'à l'époque où la cour de Naples se disposait à faire marcher son armée vers Rome, le grand-duc faisait lui-même des préparatifs de guerre, et y donnait une célérité, une extension bien peu familière au pays, ordonnant, avec l'armement complet des bandes, des enrôlements volontaires dans chaque ville et village, établissant un emprunt forcé, demandant aux églises, aux moines, aux nobles, leur argenterie; prenant enfin toutes les mesures qui dénotaient une secrète participation aux plus vastes entreprises : et malgré tout l'art avec lequel on a cherché à faire disparaître ces traces d'hostilités, le Directoire exécutif n'en vient pas moins d'acquérir la preuve que le grand-duc comptait tellement sur la défaite des Français, qu'il avait fermé tous les passages par lesquels ils auraient pu tenter leur retraite dans ses États, et les avait hérissés d'une nombreuse artillerie, qui devait achever de détruire les restes de l'armée française, tandis que, d'un autre côté, une troupe de Napolitains et quelques vaisseaux anglais prenaient possession de Livourne; ce qui n'aurait jamais eu lieu, si ce

(1) Tous ces reproches eussent été fondés, si le Directoire n'avait lui-même provoqué ces mesures défensives par l'agression de Rome, de Berne, de Malte et de l'Égypte, par l'occupation de Turin, etc., etc.

Digitized by Google

prince avait seulement témoigné qu'il n'y voulait point consentir.

Ainsi le premier mouvement de l'armée française dut être de marcher sur Livourne et sur Florence; et si le Directoire (qui n'a su que depuis, avec certitude, combien le grand-duc, qui arme encore en secret, s'était rendu coupable), suspendit l'effet de sa résolution, c'est que, regardant la cour de Toscane comme moins immédiatement liée aux intérêts et aux entreprises de la cour de Naples qu'à ceux de la cour de Vienne, il hésitait encore à croire que celle-ci voulût obstinément rallumer la guerre. Mais bientôt un fait plus décisif encore que tous les précédents, ne put laisser aucun doute sur les dispositions de l'Autriche, et donna par conséquent la mesure de celles du grand-duc.

Vingt-cinq mille Russes s'avançaient vers l'Allemagne; ils devaient être suivis de plusieurs corps également nombreux. Le monarque de Russie avait proclamé dans toute l'Europe ses projets hostiles contre la république; et, tandis que ses flottes, obtenant de passer le détroit, entraient dans la Méditerranée pour y attaquer les possessions françaises, ses troupes cherchaient pareillement une issue sur le continent pour atteindre celles de la république; et c'est au moment où l'Empereur se trouvait encore en état de paix, où l'Empire, neutralisé par un armistice spécial, touchait au terme de sa pacification, qu'un prince agresseur, que l'allié de Constantinople et de Londres, voulant unir ses efforts aux leurs, se présente sur les limites du territoire autrichien; son armée y est reçue sans obstacle. Il devient évident qu'elle y était attendue. L'Empereur quitte sa capitale, va lui-même au-devant des Russes, accueille leurs clameurs, et s'associe à leurs projets, en les comblant de présents et d'égards.

Frappé du scandale d'une telle conduite, instruit que les Russes vont passer du territoire autrichien sur celui même de l'Empire, le Directoire exécutif, comprimant encore le premier élan de la fierté nationale, se contente de demander à l'Empereur et à l'Empire des explications. L'Empereur se tait. Son plénipotentiaire voudrait nier qu'il ait reçu la note des ministres français; la députation de l'Empire se réfère à la diète, et la diète ellemême se réfère à l'Empereur.

Cependant la marche des Russes continue; ils ont traversé la Moravie, l'Autriche; ils approchent de la Bavière; et les représentations amicales de la république n'ont pas été plus écoutées que l'intérêt même de l'Allemagne, qui répugne à cette invasion étrangère.

Le moment était donc venu, où le Directoire exécutif n'était plus le maître de temporiser et de tenir un langage qui pouvait compromettre la dignité nationale et la sûreté de l'État. La république avait donné la paix aussitôt qu'on la lui avait demandée; elle s'était épuisée en efforts pour maintenir ce qu'elle avait accordé, mais il fallait enfin qu'elle connût tous ses ennemis, et que ceux qui voulaient la guerre, fussent forcés de s'expliquer.

Tels furent l'esprit et l'objet des deux notes remises le 31 janvier dernier au ministère autrichien à Rastadt et à la députation. Un délai fut fixé à Sa Majesté Impériale pour donner une réponse catégorique et satisfaisante; faute de laquelle son silence ou son refus seraient regardés comme un acte hostile. Ce délai est expiré le 15 février, et aucune réponse n'est encore parvenue.

Telle a été, citoyens représentants, la conduite de la cour de Vienne : c'est par une telle succession de faits que le traité de Campo-Formio, méconnu dès son principe, demeuré sans exécution de la part de l'Autriche dans plusieurs de ses parties principales, compromis et invalidé chaque jour par des préparatifs ou des actions hostiles, se trouve enfin sacrifié aujourd'hui à l'ambition du monarque russe et aux combinaisons perfides de l'Angleterre. C'est ainsi que l'Empereur, jeté peut-être hors de ses propres résolutions, compromet en même temps le sort de l'Empire, lui ravit le bénéfice d'une paix commencée, et livre de nouveau l'Allemagne à toutes les chances d'une guerre dans laquelle l'Empereur et l'Empire ne sont plus que les auxiliaires de la Russie.

C'est ainsi que les déterminations de la cour de Vienne entraînant celles de la cour de Toscane, il n'est pas permis au Directoire exécutif de séparer l'une de l'autre.

Forcé donc, aux termes de la déclaration qui a été faite à Rastadt, de regarder le silence de l'Empereur comme une mesure hostile; instruit d'ailleurs que les troupes autrichiennes ont déjà fait

Digitized by Google

en Bavière et vers la Souabe des mouvements agressifs, le Directoire exécutif, renonçant avec regret à l'espoir de maintenir la paix en Allemagne, mais toujours disposé à entendre les propositions convenables qui seraient faites pour une nouvelle et complète réconciliation, vous prévient, citoyens représentants, qu'il a déjà pris les mesures qu'il a cru nécessaires pour la défense de l'État, et vous propose de « déclarer la guerre à l'Empereur, roi » de Hongrie et de Bohême, et au grand-duc de » Toscane (1). »

Signé, BARRAS, *président;*
LAGARDE, *secrétaire général.*

N° 2 *bis.*

Arrêté du commissaire Rapinat, du 18 *juin* 1798.

Zurich (30 prairial an IV).

1° Toutes les motions, tous décrets portés par le corps législatif, tous arrêtés pris par le directoire helvétique et les chambres administratives, qui contrarieront les mesures prises, soit par le commissaire du gouvernement près l'armée française en Helvétie, soit par le général en chef, ou en vertu de leurs ordres, sont déclarés nuls et de nul effet : il est, en conséquence, fait de très-expresses inhibitions à toutes les autorités constituées et à tous les habitants de l'Helvétie, d'exécuter lesdits décrets et arrêtés, et de faire mettre à exécution les arrêtés pris par le commissaire du gouvernement et le général en chef;

2° Tous ceux qui, par des discours ou par des actions; tous fonctionnaires qui, par leurs décisions, tenteraient d'entraver les opérations du gouvernement français, ou les mesures prises par ses commissaires et le général en chef; enfin, tous gazetiers, journalistes, auteurs et rédacteurs de feuilles publiques, qui se permettraient d'écrire d'une manière à aigrir les habitants de l'Helvétie contre les Français, et *vice versâ*, à calomnier l'armée, ses chefs et les agents du gouvernement français; à répandre astucieusement des plaintes, griefs et autres réclamations, qui tendraient à détruire l'ordre et la discipline, à soulever le peuple contre les Français, par la relation de faits quelconques, qui, s'ils sont de nature à être réprimés, doivent être portés devant le commissaire du gouvernement ou le général en chef, pour, par eux être ordonné ce qu'il appartiendra; tous ces individus, ainsi désignés, seront saisis et arrêtés sur-le-champ, jugés militairement comme perturbateurs de la tranquillité publique, et les presses et instruments d'imprimerie seront brisés;

3° Il sera adressé, par chaque jour de distribution des feuilles publiques quelconques en Suisse, et par tous les imprimeurs, gazetiers ou rédacteurs de ces feuilles, un exemplaire au commissaire du gouvernement, et un autre au général en chef de l'armée française en Suisse, pour, par eux, être lesdites feuilles vérifiées et examinées, s'il n'y est rien rapporté ou relaté, qui soit en contravention avec l'article précédent. Le prix de l'abonnement en sera acquitté par trimestre, à l'instar de tous les autres citoyens. Les imprimeurs, gazetiers ou rédacteurs de ces feuilles sont tenus de se conformer strictement à cette disposition. Le présent arrêté, qui sera imprimé en forme de placard dans les deux langues, au nombre de 2,000 exemplaires, publié et affiché dans toutes les communes du territoire suisse, sera adressé officiellement aux deux conseils du corps législatif et au directoire helvétique, ainsi qu'à toutes les chambres administratives, pour recevoir sa pleine et entière exécution.

Les frais d'impression seront payés sur les contributions, d'après les mandats délivrés par le commissaire-ordonnateur en chef.

N° 3.

Dépêches du maréchal Suwarow aux généraux Kray et Bellegarde, à l'époque de la bataille de la Trebbia.

Turin, 10 juin.

Au général Kray :

« D'après les nouvelles que j'ai reçues et que » j'envoie ci-jointes à Votre Excellence, vous

(1) Cette formalité était bien tardive, puisqu'on se battait depuis le 6 mars.

Digitized by Google

» verrez que l'ennemi se renforce considérable» ment vers Gênes, et veut marcher avec toutes » ses forces réunies sur Alexandrie et Milan. Vo» tre Excellence sait très-bien quelles suites pour» raient en résulter. Votre bonheur reconnu à la » guerre, votre expérience et votre activité dont » vous avez donné à Vérone un exemple si frap» pant, me font désirer de vous avoir à mes côtés, » brave et cher ami, dans la bataille qui va être » livrée, et qui décidera peut-être du sort de l'I» talie. Demain le 11, je marche à Asti; le 12, » j'espère être à Alexandrie : j'ai avec moi 14 ba» taillons russes, un régiment cosaque et le régi» ment de dragons de Karaczay. Je prie Votre » Excellence de venir le plus tôt possible à Alexan» drie : le brave régiment de Kanawochof et tous » les régiments d'infanterie et de cavalerie qui » peuvent être disponibles pour cette marche, » doivent arriver en toute hâte. J'espère qu'avec » l'aide de Dieu et de pareilles forces, nous bat» trons l'ennemi; il me sera agréable, mon véri» table ami, de vous devoir une partie de cette » victoire. Envoyez, je vous prie, les colonels du » génie comte Arlandi, et de Nobili, le premier à » Valence, et le second à Pavie, pour mettre ces » deux points importants en état de défense. Vous » laisserez le commandement du blocus de Man» toue au lieutenant-colonel Dano. »

Le 11 juin, le maréchal écrivit au comte de Bellegarde, ce qui suit :

« Je conseille à Votre Excellence de rassembler » toutes ses troupes près d'Alexandrie, et d'avoir » un gros corps de cavalerie disponible. L'ennemi » pourrait vous être supérieur en infanterie, mais » il est impossible que sa cavalerie soit plus nom» breuse que la vôtre; ainsi évitez soigneusement » tout engagement dans les montagnes. Veuillez » faire couvrir Valence, qui est votre principal » dépôt, par des ouvrages avancés, et achever le » plus tôt possible les têtes de pont de Valence et » de Bassignano. Faites construire entre ces deux » endroits des redoutes le long du Pô, et établissez » des routes de communication. Faites aussi tra» vailler sans relâche aux fortifications de Pavie. » J'envoie d'ici, à l'instant, par eau, à Valence » 50 pièces de canon; vous en laisserez 20 à Va» lence, 6 dans la tête de pont de Bassignano, » 4 à Mezano-Corte, et vous enverrez à Pavie les » 20 restants, ce qui, joint aux munitions que les » Français y ont laissé, suffira pour la défense de » ce point important. Faites approvisionner la » citadelle de Milan et Pizzighetone pour trois » mois : faites fortifier par des ouvrages de cam» pagne le faubourg de Tyra à Pizzighetone. Je » vous envoie un officier pour construire des ponts » sur le Pô, le Tanaro et la Bormida.

» Le comte de Hohenzollern, qui commande » l'avant-garde de Kray, devra laisser 4 escadrons, » 1 bataillon d'infanterie et un détachement de » chasseurs à Fornoue : il devra envoyer, à mar» ches forcées, à Votre Excellence les 6 bataillons » et les chasseurs qui lui resteront. Le comte » Hohenzollern avertira Kray de tout ce qui se » passe, et lui demandera autant de troupes qu'il » peut en envoyer, surtout de la cavalerie. Si l'en» nemi marche sur vous, avertissez-en sur-le» champ Frœlich, qui se trouve à Asti avec 5 ba» taillons de grenadiers. Il pourra dans une marche » se réunir à vous. Wukassowich a aussi reçu » l'ordre d'aller promptement au secours de Votre » Excellence. Demain 12 juin, je compte être à » Asti, et après-demain à Alexandrie avec 14 ba» taillons russes, le régiment de Karaczay, et un » régiment de Cosaques. Kaim continuera le siége » de la citadelle de Turin avec 12 bataillons, » 6 escadrons et 2 régiments de Cosaques. »

Signé, F. M. Suwarow.

FIN DU TOME TROISIÈME.

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME TROISIÈME.

LIVRE XI.

SECONDE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1796.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

LIVRE XII.

CAMPAGNE DE 1797.

Digitized by Google

LIVRE XIII.

CAMPAGNE DE 1798.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

LIVRE XIV.

CAMPAGNE DE 1799.

Digitized by Google

Digitized by Google

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

FIN DE LA TABLE.

Digitized by Google

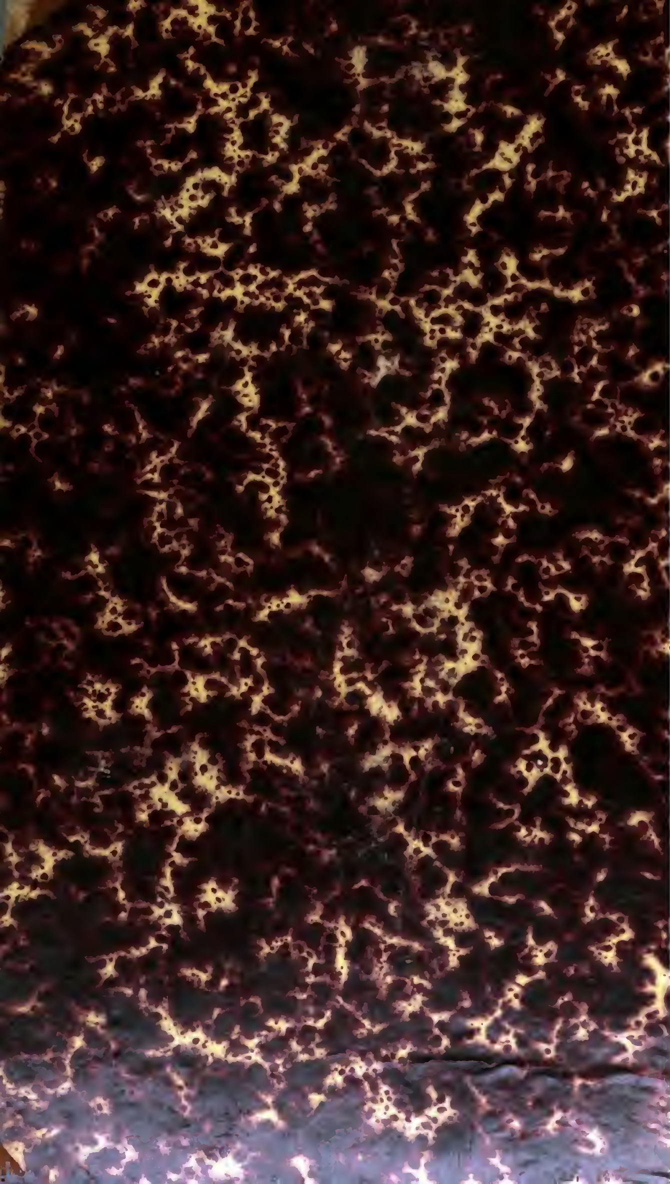
Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google




Digitized by



Digitized by Google